« Bulletin Officiel du Congo Belge »

15 JUILLET 1952.

ANNEXE I

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages
Banque Congolaise pour l'Industrie, le Commerce et l'Agriculture	1266
Banque du Congo Belge	1444, 1566
Belgika	1617
Bouteillerie de Léopoldville	1337
Brasseries du Katanga	1400
Centrale Immobilière du Katanga	1237
Chantier Naval et Industriel du Congo	1538
Chantier Naval de N'Dolo	1599
Charbonnages de la Luena	1405
Commerce et Plantations au Ruanda-Urundi	1333
Compagnie Belge d'Entreprises Minières	1562
Compagnie Belge des Fruits Coloniaux	1273, 1397
Compagnie Commerciale Industrielle et Minière	1532
Compagnie Congolaise de l'Hévéa	1356
Compagnie Congolaise des Mines, Minerais et Métaux	1581
Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga	1282
Compagnie de Linéa	1292
Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains	1523
Compagnie des Grands Elevages Congolais	1368
Compagnie du Katanga	1437
Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo	1315
Compagnie Générale des Travaux	1255
Compagnie Géologique et Minière du Ruanda-Urundi	1506
Compagnie Immobilière du Congo	1229
Compagnie Immobilière du Nord du Kivu	1433
Compagnie Industrielle des Bois et Plantations du Kasai	1267
Compagnie Minière du Congo Belge	1549
Compagnie Minière du Congo Occidental	1601
Compagnie Pastorale du Lomami	1233
Courrier d'Afrique	1384
Cultures Equatoriales	1364
Entreprises de Génie Civil au Congo	1574
Etablissements Pierre Halleux	1340
Fondation du Bien-Etre-Indigène de la Société Utexléo	1519
Huilerie d'Usumbura	1389
Huileries de Tinda et de Gossamu	1329
Immobilière Belgo-Coloniale	1290, 1468
Inco-Sarma	1239

108591
KAOW - ARSOM
Louizalaan - avenue Louise 231
B-1050 Brussel - Bruxelles
http://www.kaowarsom.be

	Pages
Les Mines d'Or et d'Etain de Kindu	1604
L'Immobilière du Katanga	1458, 1491
Minoteties du Katanga	1470
Multiplex du Mayumbe	1422
Mutuelle Belgo-Coloniale	1374, 1464
Plantations de Thé au Kivu	1309
Plantations Tabacongo	1279
Sarma-Congo	1242
Scieries du Congo Belge	1396
Société Africaine de Construction	1459
Société Africaine de Participations et de Commerce	1552
Société Africaine de Produits Chimiques et Industriels	1252
Société Africaine d'Explosifs	1277
Société Bécéka-Manganèse	1571
Société Belge de Recherches Minières en Afrique	1353
Société Coloniale Auxiliaire d'Entreprises d'Electrification et de Travaux de Béton	1530
Société Coloniale Belge de Travaux	1462
Société Coloniale d'Electricité	1608
Société Coloniale de Pharmacie et de Droguerie	1258
Société Coloniale des Entreprises Garnier	1376
Société Coloniale d'Huileries et de Raffinage	1325
Société Commerciale Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa	1413
Société Commerciale de Sidérurgie au Congo	1475
Société Commerciale du Centre Africain	1596
Société Commerciale et Minière du Congo	1263
Société Congolaise de Matériel Industriel	1591
Société Congolaise des Cycles Royal Nord	1303
Société Congolaise des Pétroles Shell	1263
Société Cotonnière de la Luisa	1425
Société Cotonnière du Tanganika	1391
Société de Crédit au Colonat	1286, 1312
Société de Cultures au Congo Belge	1320
Société de Fer au Congo	1630
Société des Ciments du Congo	1298, 1482
Société des Ciments Métallurgiques de Jadotville	1536
Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo	1478
Société des Etablissements Egger Frères	1372
Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga	1558
Société de Transports et de Commerce au Congo Belge	1554
Société d'Expansion Commerciale en Afrique	1429
Société Générale de Cultures	1584
Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga	1567
Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga	1587
Société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge	1247
Société Industrielle et Minière du Congo Oriental	1305
Société Jean Van Gysel pour l'Elevage et la Culture aux Manungu	1295
Société Métallurgique du Katanga	1498
Société Minière Cololacs	1547
Société Minière de Bafwaboli	1408
Société Minière de Kamola	1479
Société Minière de Kindu	1594
Société Minière de la Luama	1613
Société Minière de Muhinga et de Kigali	1281, 1509
Société Minière du Bécéka	1543
Société Minière Victoria	1381
Société pour la Production de Produits Coloniaux	1361
Société Textile de Stanleyville	1379
Symor	1502
Tabacongo	1250
Tuileries et Briqueteries du Congo Belge	1268
Usines Textiles de Léopoldville	1515
Van Santen et Van den Broeck	1287
Loterie Coloniale	1647

Compagnie Immobilière du Congo

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles, 11, rue Thérésienne.

Registre du commerce { de Bruxelles n° 4451. / de Léopoldville n° 450.

—

Acte constitutif publié aux annexes du Moniteur Belge du 21 avril 1928 (acte n° 5.114) et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1928.

Acte modificatif publié aux annexes du Moniteur Belge du 8 septembre 1950 (acte n° 20.628) et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1950.

1°) BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

(Vingt-quatrième exercice)

Approuvé par l'assemblée générale du 3 juin 1952.

ACTIF.

A. *Immobilisé.*		
Frais de premier établissement ..... fr.	1,—	
Apports (Etudes, travaux, etc.)	1,—	
Mobilier et matériel	486.624,60	
		486.626,60
B. *Disponible.*		
Banques et caisses		23.439.954,14
C. *Réalisable.*		
Terrains et constructions en Afrique ...	39.437.455,85	
Prêts hypothécaires	180.132,—	
Approvisionnements	14.785,—	
Portefeuille titres	6.154.050,10	
Débiteurs divers	2.068.983,40	
		47.855.406,35
D. *Divers.*		
Comptes débiteurs	476.290,75	
Compte d'ordre	Pour mémoire	
Cautionnements statutaires	Pour mémoire	
		476.290,75
	Fr.	72.258.277,84

PASSIF.

A. *Dettes de la Société envers elle-même.*

Capital	Fr.	25.000.000,—	
Réserve statutaire		2.500.000,—	
Provision pour éventualités diverses		21.367.126,80	
Provision pour gros entretien des bâtiments		325.700,—	
			49.192.826,80

B. *Dettes de la société envers les tiers.*

Créditeurs divers		3.622.523,—	
Coupons à payer		40.927,30	
			3.663.450,30

C. *Divers.*

Comptes créditeurs		5.127.245,71	
Compte d'ordre		Pour mémoire	
Déposants de cautionnements statutaires		Pour mémoire	
			5.127.245,71

D. *Profits et pertes.*

Bénéfice de l'exercice		14.274.755,03
	Fr.	72.258.277,84

2°) COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux	Fr.	6.704.257,96
Impôts		181.870,75
Amortissements divers		812.066,08
Prévision fiscale		1.772.290,—
Provision pour gros entretien des bâtiments		101.558,—
Solde favorable		14.274.755,03
	Fr.	23.846.797,82

CREDIT.

Intérêts, loyers, bénéfices sur ventes, commissions et divers	Fr.	23.846.797,82

3°) REPARTITION BENEFICIAIRE.

— provision pour éventualités diverses	Fr.	10.974.755,03
— premier dividende statutaire de :		
Fr. 6,— par action à 10.000 actions série B		60.000,—
Fr. 30,— par action à 48.000 actions série A		1.440.000,—
— tantième aux administrateurs et commissaires		180.000,—
— à la disposition du conseil d'administration en faveur de la direction et du personnel d'Europe et d'Afrique		180.000,—
— second dividende :		
Fr. 30,— par action à 48.000 actions série A		1.440.000,—
	Fr.	14.274.755,03

Situation du capital : entièrement libéré.

4°) CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Albert MARCHAL, Conseiller à la Société Générale de Belgique, avenue du Vert Chasseur, 46, à Uccle, président du conseil;

M. Georges GAILLARD, Ingénieur, avenue Emile Demot, 18, à Bruxelles, vice-président et administrateur-délégué;

M. Jules BAILLIEUX, ancien directeur du Crédit Foncier d'Extrême-Orient, Châteauneuf-du-Rhône (France);

M. Walter BRIDOUX, Officier retraité, avenue de l'Arbalète, 44, à Boitsfort;

M. Robert CAMBIER, directeur de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, avenue Louis Lepoutre, 48, à Ixelles;

M. Fernand DELLICOUR, Professeur d'Université, square Vergote, 10, à Woluwe-Saint-Lambert;

M. Egide DEVROEY, Ingénieur, rue Jourdan, 43, à Saint-Gilles;

M. Auguste S. GERARD, Administrateur de sociétés coloniales, avenue de la Jonction, 6, à Saint-Gilles;

M. Robert JEANTY, Docteur en droit, à Léopoldville;

M. Fernand NISOT, Ingénieur, rue d'Edimbourg, 15, à Ixelles;

M. Robert THYS, Ingénieur, avenue Louise, 136, à Bruxelles.

5") COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Henry DESMET, Expert-comptable, avenue Clémentine, 24, à Forest;

M. le Baron Charles de T'SERCLAES de WOMMERSOM, administrateur de société, Saint Remy de Chevreuse (France);

M. Ferdinand VERBEECK, propriétaire, boulevard Saint Michel, 115, à Etterbeek.

Le Président,

A. MARCHAL.

Compagnie Immobilière du Congo

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles, 11, rue Thérésienne.

Registre du commerce { de Bruxelles n° 4451. / de Léopoldville n° 450.

—

REELECTION STATUTAIRE.

A l'unanimité l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 3 juin 1952 réélit MM. Georges GAILLARD et Fernand NISOT comme administrateurs jusqu'à l'assemblée générale de 1958.

Le Président,

A. MARCHAL.

Compagnie Pastorale du Lomami — « Pastorale »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kamina (Congo belge).

Siège administratif : 34, rue Capitaine Crespel à Bruxelles-Ixelles.

Registre du commerce : Bruxelles n° 47231.

—

Constitution : 7-6-28 et 12-9-28 Appr. A.R. : 17-10-28. Publ. An. Bul. Off. du C.B. : 15-11-28.

Modifications : 15-5-30 Appr. A.R. : 22-7-30. Publ. An. Bul. Off. du C.B. : 15-8-30; 2-8-34 Appr. A.R. : 25-9-34. Publ. An. Bul. Off. du C.B. : 15-10-34; 5-6-39 Appr. A.R. : 22-6-39. Publ. An. Bul. Off. du C.B. : 15-7-39; 4-6-45 Appr. A.R. : 1-8-45. Publ. An. Bul. Off. du C.B. : 15-8-45; 18-12-50 Appr. A.R. : 31-1-51. Publ. An. Bul. Off. du C.B. : 15-3-51.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 3 juin 1952.

ACTIF.

I. Immobilisé	Fr.	6.082.226,14
II. Réalisable		43.783.217,84
III. Disponible		14.277.277,35
IV. Divers		1.476.151,50
V. Comptes d'ordre		pour mémoire
	Fr.	65.618.872,83

PASSIF.

I. Dettes de la Société envers elle-même	Fr.	30.101.976,14
II. Fonds d'assurance et de prévisions diverses		13.980.677,53
III. Dettes de la Société envers des tiers		11.025.267,46
IV. Divers		2.827.580,09
V. Comptes d'ordre		pour mémoire
VI. Profits et pertes		7.683.371,61
	Fr.	65.618.872,83

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	Fr.	1.859.895,10
Frais financiers divers		102.069,31
Frais échange titres		84.243,70
Fonds d'assurance et de prévisions diverses		5.000.000,—
Amortissements de l'exercice		2.355.823,33
Solde		7.683.371,61
	Fr.	17.085.403,05

CREDIT.

Résultat d'exploitation	Fr.	16.828.747,86
Intérêts		56.655,19
Revenus du portefeuille		200.000,—
	Fr.	17.085.403,05

REPARTITION DU BENEFICE.

5 % à la réserve légale	Fr.	384.168,58
1er dividende brut de 40 fr. sur 88.400 parts sociales		3.536.000,—
Tantièmes statutaires		376.320,30
2me dividende brut de 38,313253 fr. sur 88.400 parts sociales		3.386.882,73
	Fr.	7.683.371,61

SITUATION DU CAPITAL.

Capital entièrement libéré.

Le dividende de l'exercice 1951, soit brut 78,313253 fr. ou net 65,— fr. sera mis en paiement contre remise du coupon n° 2 à partir du 1er juillet 1952 aux sièges et succursales des établissements suivants :

— Banque de la Société Générale de Belgique, ainsi qu'à la Banque d'Anvers chargée en cette ville de son service d'agence;

— Kredietbank.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 3 juin 1952.

L'Assemblée approuve les rapports, bilan et compte de profits et pertes pour l'exercice 1951.

Par un vote spécial l'Assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion pour l'exercice 1951.

Composition du Conseil d'administration.

M. GORLIA, Emile, Président du Comité Spécial du Katanga, 9, avenue de la Sapinière, à Uccle, Président.

M. JAUMAIN, Maurice, docteur en médecine vétérinaire, Kambaye (Luputa) Congo belge, Vice-Président.

M. de HALLOY de WAULSORT, Antoine, ingénieur, 61, rue Gachard à Bruxelles, Administrateur délégué.

M. LEEMANS, Victor, docteur en droit, 182, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles, Administrateur-directeur.

M. COLLARD, Raymond, docteur en médecine vétérinaire, Kiabukwa-Kamina (Congo belge), Administrateur.

M. DE HAES, Joseph, administrateur de sociétés, Granta Private Bag Nr 1 à Stutterheim - Cape Prov. Afrique du Sud, Administrateur.

M. DE HAES, René, Administrateur de sociétés, 31, rue Comte d'Egmont à Anvers, Administrateur.

M. GILLAIN, Jean, docteur en médecine vétérinaire, 8, avenue René Gobert à Uccle, Administrateur.

M. JACOBS, Fernand, ingénieur, 3, chaussée de Lichtaerde à Oolen, Administrateur.

M. LARIELLE, Edgard, ingénieur, 52, avenue Emile Duray à Ixelles, Administrateur.

M. LEEMANS, Jean-Pierre, avocat, 182, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles, Administrateur.

M. MULLIE, Gilbert, docteur en médecine vétérinaire, 58, boulevard Brand Whitlock à Woluwe-Saint-Lambert, Administrateur.

M. NEYZEN, Chrétien, directeur au Comité Spécial du Katanga, 21, rue Edmond Delcourt à Anderlecht, Administrateur.

M. TASCH, Pierre, directeur commercial, 10, avenue de l'Etoile à Elisabethville (Congo belge), Administrateur.

Composition du Collège des commissaires.

M. BOURGEOIS, Aimable, secrétaire général adjoint du Comité Spécial du Katanga, 51, avenue du Diamant, Schaerbeek;

M. LE SERGEANT d'HENDECOURT (vicomte) Roger, administrateur de sociétés, 22, rue Vilain XIIII à Bruxelles;

M. MEILEY, Jean, inspecteur de comptabilités, 11, avenue Jules Malou, Etterbeek;

M. VERMEERSCH, Jean, commerçant, 177, rue de la Loi à Bruxelles.

Pour extrait certifié conforme :

Le Président,

E. GORLIA.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 3 juin 1952.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'Assemblée

— ratifie la nomination en qualité d'administrateur de M. Jean Gillain pour achever le mandat, expirant en 1953, de M. Emile Leynen, administrateur décédé;

— renouvelle pour un terme de six ans, les mandats d'administrateur de MM. Maurice Jaumain et Joseph C.C. De Haes et le mandat de commissaire de M. Jean Meiley;

— nomme commissaire, M. Jules Renard, pour achever le mandat, expirant en 1954, de M. Jean Vermeersch, décédé.

Bruxelles, le 3 juin 1952.

Pour extrait certifié conforme :

Le Président,

E. GORLIA.

Centrale Immobilière du Katanga

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, Galerie du Commerce, 49-51.

—

Acte constitutif du 4 octobre 1949 - Arrêté royal du 10 novembre 1949 publié au « Bulletin Officiel » du 15 décembre 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
(Approuvé par l'Assemblée Générale ordinaire du 4 juin 1952)

ACTIF.

1. *Immobilisé.*

Concession terrain	2.000.000,—	
Frais sur concession	41.687,—	
Frais de constitution société	274.576,60	
Frais de 1er établissement	1.702,—	
		2.317.965,60

2. *Réalisable et disponible.*

Actionnaires	14.400.000,—	
Débiteurs Sarma Congo	2.533.542,—	
Banques	782.032,40	
		17.715.574,40

3. *Comptes d'ordre.*

Cautionnement statutaire (dépôts)	pour mémoire
	20.033.540,—

PASSIF.

1. *Dettes de la Société envers elle-même.*

Capital social	20.000.000,—	
représenté par 20.000 actions de capital de Fr. 1.000,— chacune.		
Amortissements		
sur frais sur concession	21.540,—	
		20.021.540,—

2. *Dettes de la Société envers les tiers.*

Créanciers divers		12.000,—

3. *Comptes d'ordre.*

Cautionnement statutaire (déposants) ...		pour mémoire

4. *Comptes de résultats.*

Solde bénéficiaire	21.540,—	
à déduire :		
Amortiss. sur frais sur concession	21.540,—	
		20.033.540,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais Généraux	12.965,—
Amortissements	21.540,—
	34.505,—

CREDIT.

Résultats financiers	34.505,—
	34.505,—

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL.

Versements effectués		5.600.000,—
Capital restant à libérer :		
S.C.R.L. INCO-SARMA	13.496.000,—	
COMITE SPECIAL DU KATANGA	800.000,—	
M. J. VAN GIJSEL	24.000,—	
M. G. WOLFF	24.000,—	
M. A. VAN DER KELEN	24.000,—	
M. H. NIEMEGEERS	24.000,—	
M. le Baron P. de SADELEER	8.000,—	
		14.400.000,—
		20.000.000,—

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

M. Jean VAN GIJSEL, Administrateur de Sociétés, Drytoren, Meise, Président du Conseil.

M. Georges WOLFF, Administrateur de Sociétés, 5, avenue Maurice, Bruxelles, Administrateur.

M. Alfred VAN DER KELEN, Administrateur de Sociétés, 62, avenue de Broqueville, Bruxelles, Administrateur.

M. Hubert NIEMEGEERS, Administrateur de Sociétés, Léopoldville (Congo Belge), Administrateur.

Baron José de Crombrugghe de Looringhe, Administrateur de Sociétés, Overysse, Administrateur.

M. Paul Emile de SADELEER, Planteur, Punga - Rutshuru (Congo Belge - Kivu), Commissaire.

M. Aimable BOURGEOIS, Expert-comptable, 51, avenue du Diamant, Bruxelles, Commissaire.

Un Administrateur, G. WOLFF.

Un Administrateur, J. VAN GIJSEL.

INCO - SARMA

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, Galerie du Commerce, 49-51.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 216.835.

—

Acte constitutif du 22 septembre 1948 - Arrêté royal du 25 octobre 1948 publié au « Bulletin Officiel » du 15 décembre 1948 et aux annexes du Moniteur Belge du 22 janvier 1949 - acte 1172 - Modifications publiées au « Bulletin Officiel » du 15 janvier 1951 et aux annexes du Moniteur belge du 22-23 janvier 1951 - acte 1251.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juin 1952.

ACTIF.

1. *Immobilisé.*

Terrains, constructions	2.801.157,—	
Frais de constitution société	782.932,65	
Frais de premier établissement	27.205,30	
Frais d'installation	340.473,75	
Frais d'augmentation de capital	496.521,—	
		4.448.289,70

2. *Réalisable et disponible.*

Portefeuille-titres et participations	60.270.000,—	
Débiteurs divers	14.992.060,20	
Actionnaires	17.393.981,—	
Banques	19.567.163,25	
		112.223.204,45

3. *Compte d'ordre.*

Garantie statutaire (dépôts de titres) ...	pour mémoire
	116.671.494,15

PASSIF.

1. *Dettes de la Société envers elle-même.*

Capital social - représenté par 10.000 actions de fr. 10.000 chacune	100.000.000,—	
Amortissements :		
— sur constructions	24.769,—	
— sur frais de constitution Société	195.734,—	
— sur frais de 1er établissement	6.801,—	
— sur frais augmentation capital	124.130,—	
		100.351.434,—

2. *Dettes de la Société envers les tiers.*

Souscriptions à libérer	16.313.500,—

3. *Résultats.*

Bénéfice net de l'exercice	357.994,15	
à déduire : Amortissements au 31-12-51	351.434,—	
		6.560,15

4. *Compte d'ordre.*

Garantie statutaire (déposants)	pour mémoire
	116.671.494,15

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Amortissements :		
sur constructions		24.769,—
sur frais de constitution Société		195.734,—
sur frais de 1er établissement		6.801,—
sur frais augmentation du capital		124.130,—
		351.434,—
Bénéfice net		6.560,15
		357.994,15

CREDIT.

Solde bénéficiaire		357.994,15
		357.994,15

REPARTITION DU BENEFICE.

5 % à la réserve statutaire		328,—
Solde à reporter		6.232,15
		6.560,15

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL.

Versements effectués		82.606.019,—
Capital restant à libérer :		
S.A. Centrale Immobilière Nationale	16.643.981,—	
M. A. Van der Kelen	750.000,—	
		17.393.981,—
		100.000.000,—

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

M. Jean van GIJSEL, administrateur de sociétés, Drytoren, Meise - président du conseil.

M. Georges WOLFF, administrateur de sociétés, 5, avenue Maurice, Bruxelles - administrateur.

M. Fernand MEUNIER, administrateur de sociétés, 1, avenue des Héliotropes, Bruxelles - administrateur.

M. Jacques J. Dansette, administrateur de sociétés, 114, Boulevard Brand Whitlock, Bruxelles, administrateur.

M. Alfred Van der Kelen, administrateur de sociétés, 62, avenue de Broqueville, Bruxelles, administrateur.

M. Edgard Souweine, administrateur de sociétés, 30, avenue Brugmann, Bruxelles, administrateur.

M. Hubert Niemegeers, administrateur de sociétés, Léopoldville (Congo belge), administrateur.

M. Léon Souweine, administrateur de sociétés, 145, Boulevard Brand Whitlock, Bruxelles, commissaire.

M. Jean De Greef, administrateur de sociétés, 126, avenue Winston Churchill, Bruxelles, commissaire.

M. André Lebrun, Licencié en sciences agronomiques, Sinda-Rutshuru, (Congo Belge), commissaire.

Un Administrateur, J. J. DANSETTE.

Un Administrateur, J. van GIJSEL.

SARMA - CONGO

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : à Léopoldville (Congo Belge).

Siège admin. : à Bruxelles, Gal. du Commerce, 49-51.

Registre du Commerce n° 221.775, Bruxelles.

—

Acte constitutif publié aux annexes du Moniteur belge du 5-6 décembre 1949 sous le n° 22.766 et aux annexes du Bulletin officiel du Congo Belge du 15 décembre 1949, page 2158. Acte modificatif publié aux annexes du Moniteur belge du 18-19 février 1952 sous le n° 2400 et aux annexes du Bulletin officiel du Congo Belge du 15 mars 1952, page 493.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'Assemblée Générale du 4 juin 1952.

ACTIF.

1. *Immobilisé :*

Terrains, constructions.

Report du 31-12-50 . .	6.679.319,10	
Accroissement de l'exercice	253.536,55	
		6.932.855.65

Mobilier et matériel fixe et roulant.			
Report du 31-12-50 . .	931.280.40		
Accroissem. de l'exercice	6.026.021.55		
		6.957.301,95	
Frais d'installation.			
Report du 31-12-50 . .	25.313,60		
Accroissem. de l'exercice	1.768.340,52		
	1.793.654,12		
Amortissem. de l'exercice	269.048,10		
		1.524.606,02	
Travaux en cours		2.469.543,18	
Frais de 1er établissement :			
Report du 31-12-50 . .	495.131,15		
Amortissem. au 31-12-50	33.438,75		
Amortissem. de l'exercice	74.269,65		
		387.422,75	
Frais de constitution Société :			
Report du 31-12-50 . .	272.276,40		
Amortissem. au 31-12-50	22.689,70		
Amortissem. de l'exercice	40.841,45		
		208.745,25	
			18.480.474,80
2. *Réalisable :*			
Marchandises diverses. Prix de revient .		15.299.802,14	
Marchandises flottantes		4.624.734,15	
Portefeuille - titre et participations . .		1.160.000,—	
Titres en nantissement		126.192,25	
Clients. Débiteurs divers et garanties diverses		13.322.639,48	
			34.533.368,—
3. *Disponible :*			
Caisse, Banque, Chèques postaux			5.352.030,25
4. *Comptes transitoires :*			
Frais à répartir		332.298,05	
Matériel flottant		501.321,85	
			833.619,90
5. *Comptes d'ordre :*			
Dépôts cautionnements agents . . .		76.416,—	
Cautionnement statutaire (dépôt de titres)		P. M.	
			76.416,—
			59.275.908,95

PASSIF.

1. *Dettes de la société envers elle-même :*			
Capital social représenté par 4000 actions de frs. 5.000 .			20.000.000,—
Réserve légale			3.062,15
Amortissements :			
s/constructions			
report du 31-12-50 .	106.340,55		
Amortissem. de l'exercice	129.580,95		
		235.921,50	
s/Mobilier et matériel fixe et roulant.			
Report du 31-12-50 . .	61.723,75		
Amortissem. de l'exercice	911.950,30		
		973.674,05	
			1.209.595,55
			21.212.657,70
2. *Dettes de la société envers les tiers :*			
Fournisseurs		8.455.715,02	
Effets à payer		1.780.500,65	
Créanciers divers et déposants de garanties		497.310,65	
Avances provisoires des Soc. du Groupe		26.612.977,80	
		37.346.504,12	
Souscription à libérer		513.000,—	
			37.859.504,12
3. *Comptes d'ordre :*			
Déposants cautionnement agents . .		76.416,—	
Cautionnement statutaire (déposants)		P. M.	
			76.416,—
4. *Résultats :*			
Report solde bénéficiaire de l'exercice 1950		58.180,95	
Bénéfice net de l'exercice en cours .	1.494.840,63		
A déduire :			
Amortissem. de l'exercice	1.425.690,45		
		69.150,18	
			127.331,13
			59.275.908,95

Engagements pour commandes passées.

Marchandises diverses à recevoir	4.250.895,—
Matériel à recevoir	1.239.703,25
Travaux	2.365.270,—
	7.855.868.25

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Amortissements		
s/ Constructions	129.580,95	
s/ Mobilier et matériel fixe et roulant	911.950,30	
s/ Frais d'installation	269.043,10	
s/ Frais de constitution Société	40.841,45	
s/ Frais de 1er établissement	74.269,65	
		1.425.690,45
Bénéfice net Report du 31-12-50	58.180,95	
Bénéfice net de l'exercice	69.150,18	
		127.331,13
		1.553.021,58

CREDIT.

Report solde bénéficiaire au 31-12-50	58.180,95
Solde du compte d'exploitation	1.494.840,63
	1.553.021,58
Affectation et répartition du bénéfice :	
1. Réserve statutaire : 5 % sur 69.150,18	3.457,50
2. Solde à reporter	123.873,63
	127.331,13

Situation du capital social.

Le capital social est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

M. Jean van GIJSEL, administrateur de sociétés, Drytoren, Meise, Président-administrateur-délégué.

M. Georges WOLFF, administrateur de sociétés, 5, avenue Maurice, Bruxelles, administrateur.

M. Alfred VAN DER KELEN, administrateur de sociétés, 62, avenue de Broqueville, Bruxelles, administrateur.

M. Hubert NIEMEGEERS, administrateur de sociétés, Léopoldville (Congo Belge), administrateur.

M. Léon SOUWEINE, administrateur de sociétés, 145, Boulevard Brand Whitlock, Bruxelles, commissaire.

M. André LEBRUN, Licencié en sciences agronomiques, Sinda-Rutshuru (Congo Belge), commissaire.

Un Administrateur, G. WOLFF.

Un Administrateur, J. van GIJSEL.

NOMINATION D'ADMINISTRATEURS ET DE COMMISSAIRES.

En sa séance du 4 juin 1952, l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires a décidé de porter de 4 à 8 le nombre d'administrateurs et de 2 à 4 le nombre de commissaires.

Ont été appelés à ces nouvelles fonctions :

1) *en qualité d'administrateurs :*

M. Jacques J. DANSETTE, administrateur de sociétés, 114, Boulevard Brand Whitlock à Bruxelles.

M. Marcel DELHOUGNE, industriel, 7c, Boulevard d'Avroy à Liège.

M. Edgard SOUWEINE, industriel, 30, avenue Brugmann à Bruxelles.

M. Edmond HOUSEN, administrateur de sociétés, 24, avenue Delcommune à Elisabethville (Congo Belge).

2) *en qualité de commissaires :*

M. Paul Emile de SADELEER, Planteur, Punga-Rutshuru (Congo Belge-Kivu).

M. Pierre JUNGERS, Docteur en droit à Léopoldville (Congo Belge).

Les mandats de ces administrateurs et de ces commissaires prendront fin immédiatement après l'Assemblée Générale Ordinaire de 1955.

Un Administrateur, G. WOLFF.

Un Administrateur, J. van GIJSEL.

« S. I. C. A. »
Société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social : Léopoldville.

Siège Administratif : Bruxelles, 48, rue de l'Ecuyer.

Registre de commerce de Bruxelles n° 34194.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur Belge du 15 juin 1928, n° 9.007, 9.008 et 9.009; des 18 août 1929, n° 13315; 17 septembre 1931, n° 13001; 21 octobre 1936, n° 14571; 26-27 janvier 1948, n° 1559; 27 octobre 1948, n° 20624.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 3 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé :		
Immeubles	19.302.987,95	
Terrains	7.304.424,96	
Matériel et mobilier	1.667.478,74	28.274.891,65
Réalisable :		
Magasin Léopoldville	9.138,60	
Portefeuille titres	1.765.832,03	
Actionnaires	21.280.000,—	
Timbres poste	292,65	23.055.263,28
Disponible :		
Caisse, Banques et C. C. P.		2.623.617,01
Compte d'ordre :		
Cautionnement statutaire		P. M.
		53.953.771,94

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :		
Capital	40.000.000,—	
Réserve légale	451.989,98	
Réserves et amortissements divers	2.586.948,—	43.038.937,98

Dettes de la Société envers tiers :	
Comptes courants	3.016.740,90
Compte d'ordre :	
Déposants statutaires	P. M.
Solde bénéficiaire	7.898.093,06
	53.953.771,94

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux Bruxelles	828.005,15
Frais d'exploitation Afrique	1.112.368,45
Charges diverses	61.341,34
Solde bénéficiaire	7.898.093,06
	9.899.808,—

CREDIT.

Report exercice 1950	312.255,52
Produits de locations	2.287.905,—
Opérations immobilières et produits divers	7.299.647,48
	9.899.808,—

Répartition du solde bénéficiaire.

Prévision fiscale	700.000,—
Amortissements	1.000.000,—
Sur le solde :	
5 % à la réserve légale	294.291,90
1er dividende de 60 frs. aux 14.525 parts entièrement libérées	871.500,—
1er dividende de 12 frs. aux 26.600 parts libérées de 20 %	319.200,—
Tantièmes aux administrateurs et aux commissaires	411.250,—
2me dividende de 90 frs. aux 41.125 parts de capital	3.701.250,—
Report à nouveau	600.601,16
	7.898.093,06

Situation du capital.

Versements effectués : 14.525 parts de capital entièrement libérées et 26.600 parts de capital libérées chacune de 200 frs.	18.720.000,—
Capital restant à libérer : 26.600 parts de capital restant à libérer chacune de 800 frs.	21.280.000,—

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 juin 1952.

1° Après examen par les actionnaires des bases suivant lesquelles ont été établis les comptes présentés, l'assemblée a approuvé le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1951.

2° L'assemblée ayant pris connaissance des opérations intervenues entre la Société et d'autres organismes ayant des administrateurs communs, a donné décharge aux administrateurs et aux commissaires en fonction pendant l'exercice 1951.

3° L'assemblée a adopté la répartition du solde bénéficiaire proposée et a décidé que le dividende de 150 frs. brut par part de capital entièrement libérée (n° 1 à 14.525) sera payable à partir du 1er juillet 1952 contre remise du coupon n° 5 aux guichets de la Banque Commerciale du Congo à Léopoldville et à Bruxelles, 14, rue Thérésienne, ainsi qu'à ceux du Crédit du Nord Belge, à Bruxelles, 32, rue Fossé aux Loups et à ses agences en province.

Le dividende de 102 frs. brut par part de capital non entièrement libérée (n° 14,526 à 41,125) sera payable directement par les soins du siège administratif, 48, rue de l'Ecuyer à Bruxelles, à partir du 1er juillet 1952.

4° L'assemblée a décidé de porter à huit le nombre des administrateurs et a nommé à ces fonctions Monsieur Maurice Dupont, Administrateur de Société, 6, avenue de Broqueville à Woluwé St.-Pierre; son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 1958.

Elle a laissé au Conseil d'Administration le soin de pourvoir au huitième mandat.

Madame Robert Cousin, administrateur sortant a été réélue; son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 1958.

Monsieur Georges Bartelous a été réélu commissaire; son mandat expirera à l'assemblée générale ordinaire de 1954.

Liste des administrateurs et commissaires en fonction.

Administrateurs :

M. Lambelin, Louis, Charles, Industriel à Léopoldville (Congo Belge), Président du Conseil, Administrateur-délégué.

M. Bidart, Alexandre, ingénieur commercial, 349, avenue Louise, Bruxelles.

M. Hanet, Georges, Industriel, 21, Boulevard Britannique, Gand.

M. Van Coillie, Gérard, négociant à Léopoldville (Congo Belge).

Mme Adrienne Van Langendonck, Veuve Cousin, Robert, 13, rue Père Dedeken, Bruxelles.

M. Lang, Freddy, Industriel, 99, avenue Houzeau, Bruxelles.

Commissaires :

M. Colleye, Joseph, expert comptable, 148, rue Américaine à Bruxelles.

M. Georges Bartelous, Directeur de Société, 69, avenue Prékelinden, Woluwé-St.-Lambert.

Certifié conforme.

Le Président du Conseil,

L. C. LAMBELIN.

TABACONGO

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville.

Siège administratif : Anvers, 32, Longue rue de l'Hôpital.

Registre du commerce d'Anvers, n° 57.557.

—

Autorisée par arrêté royal du 2 octobre 1939.

Statuts et modifications publiés aux annexes au « Moniteur Belge » des 15 octobre 1939, n° 13.553, 17 mars 1946, n° 3.431, 29 septembre 1948, n° 19.128 et 6 décembre 1950, n° 25.204 et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 novembre 1939, page 1126, 15 février 1946, page 240, 15 octobre 1948, page 1.392 et 15 décembre 1950, page 2.948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé	42.729.221,71
Réalisable et disponible	161.272.884,50
Comptes divers	1.445.749,60
	205.447.855,81

PASSIF.

Non exigible	75.696.265,48
Exigible	104.795.270,21
Comptes divers	465.775,—
Solde bénéficiaire	24.490.545,12
	205.447.855,81

Compte de pertes et profits.

DEBIT.

Frais généraux et divers	3 6.518.045,49
Amortissements	3.983.400,19
Solde bénéficiaire	24.490.545,12
	64.991.990,80

CREDIT.

Exploitation	64.991.990,80

Répartition des bénéfices.

A la réserve légale	2.000.000,—
Dividendes	20.000.000,—
Réserve pour impôts	2.490.545,12
	24.490.545,12

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 3 juin 1952.

L'assemblée approuve les rapports des administrateurs et commissaire ainsi que les bilan et compte de pertes et profits de l'exercice social 1951. Elle approuve également la répartition bénéficiaire. Elle donne décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaire.

M. Charles Vander Elst est nommé administrateur pour un terme de 6 années en remplacement de M. Henry C. Vander Elst, décédé et M. Maurice Vander Elst est nommé administrateur pour achever le mandat de M. Pierre Vander Elst qui a présenté sa démission.

Conseil d'Administration.

M. Alfred Vander Elst, administrateur de sociétés, avenue Léopold III, 41, Héverlé.

M. Georges Vander Elst, administrateur de sociétés, avenue Gabrielle, 10, Brasschaat.

M. Pierre Vander Elst-de Gruyter, administrateur de sociétés, avenue Van Put, 43, Anvers.

Commissaire.

M. Emile Hiroux, inspecteur comptable, rue de l'Orme, 65, Bruxelles.

Certifié conforme.

TABACONGO S. C. R. L.

Georges VANDER ELST.

L'Administrateur-délégué.

Société Africaine de Produits Chimiques et Industriels « SAPCHIM »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 31, rue du Marais.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 212.703.

—

Statuts et actes modificatifs publiés aux annexes du Moniteur Belge n° 17194 du 15 août 1948, n° 9286 du 1er mai 1950, n° 3297 du 10 mars 1951, n° 6348 du 15 avril 1952 et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo belge des 15 septembre 1948, 15 mai 1950, 15 avril 1951 et 15 avril 1952.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 1952.

ACTIF.

Immobilisé	1.432.672,—	
Moins amortissements	465.745,—	
		966.927,—
Réalisable		20.372.273,—
Disponible		1.927.800,—
Comptes débiteurs		393.950,—
Comptes d'ordre		P. M.
		23.660.950,—

PASSIF.

Capital		10.000.000,—
Créditeurs		11.850.286,—
Comptes créditeurs		622.255,—
Profits et Pertes :		
Bénéfice de l'exercice	1.571.363,—	
A déduire :		
Solde reporté de l'exercice antérieur	382.954,—	
		1.188.409,—
Comptes d'ordre		P. M.
		23.660.950,—

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Report de l'exercice antérieur	382.954,—
Frais généraux d'administration	734.086,—
Amortissements	271.661,—
Charges financières	20.490,—
Prévision fiscale	230.000,—
Solde en bénéfice	1.188.409,—
	2.827.600,—

CREDIT.

Bénéfice d'exploitation	2.825.052,—
Profits financiers	2.548,—
	2.827.600,—

REPARTITION.

Réserve légale	60.000,—
Fonds de réserve	1.000.000,—
En report à nouveau	128.409,—
	1.188.409,—

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré et est représenté par 10.000 actions de 1.000 frs. chacune.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

M. BLAISE Henry, Ingénieur A. I. Br., 28, avenue de l'Horizon, Woluwe-St.-Pierre, Président.

M. DUMORTIER Pierre, Ingénieur A. I. Lg., 213, avenue Brugmann, Ixelles, Administrateur-Délégué.

M. MIKOLAJCZAK Jean, Administrateur de Sociétés, 6, rue Copernic, Uccle, Administrateur-Directeur.

M. BLANC Marcel, Administrateur d'Industrial Sales Corporation, 41, Secor Road, Scardale, New-York (E. U.), Administrateur.

M. GERARD Auguste-S., Administrateur de Sociétés, 6, avenue de la Jonction, Saint-Gilles-lez-Bruxelles, Administrateur.

M. PATERNOTTE Simon, Secrétaire Général de la Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « Sogechim », 68, rue Robert's Jones, Uccle, Administrateur.

M. DEVILLE Jules, Directeur de Sociétés, 45, avenue Louis Bertrand, Schaerbeek, Commissaire.

M. HUART François, Chef de Comptabilité, 25, avenue Michel Sterckmans, Woluwe-St.-Lambert, Commissaire.

S. PATERNOTTE,
Administrateur.

H. BLAISE,
Président.

J. MIKOLAJCZAK,
Administrateur-Directeur.

A. S. GERARD,
Administrateur.

Extraits du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 1952.

I. — L'Assemblée réélit en qualité d'Administrateurs : MM. Henry Blaise, Pierre Dumortier, Auguste-S. Gérard, Simon Paternotte, Jean Mikolajczak et Jean Poncelet.

Le tirage au sort prévu à l'article 19 des statuts ayant eu lieu séance tenante, l'Assemblée prend acte que les mandats de M. Henry Blaise et Pierre Dumortier expireront en 1957, que le mandat de M. Simon Paternotte expirera en 1956, le mandat de M. Auguste-S. Gérard en 1955, le mandat de M. Jean Mikolajczak en 1954 et le mandat de M. Jean Poncelet en 1953.

II. — L'Assemblée réélit en qualité de Commissaires MM. Jules Devillé et François Huart.

Le tirage au sort prévu à l'article 32 des statuts ayant eu lieu séance tenante, l'Assemblée prend acte que les mandats de MM. Jules Devillé et François Huart expireront respectivement, le premier, en 1955, le second en 1956.

Certifié conforme,

J. MIKOLAJCZAK,
Administrateur-Directeur.

S. PATERNOTTE,
Administrateur.

H. BLAISE,
Président.

Compagnie Générale des Travaux « COGETRA »
en liquidation

Société congolaise à responsabilité limitée

à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Registre du Commerce de Bruxelles, numéro 2.048.

—

CLOTURE DE LA LIQUIDATION.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le seize mai à onze heures trente minutes.

Etant au siège administratif, à Bruxelles, rue du Commerce, 112.

Par devant nous, Maître Jean-Maurice DE DONCKER, notaire de résidence à Bruxelles.

Se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, les actionnaires de la Société Congolaise à responsabilité limitée, sous la dénomination de COMPAGNIE GENERALE DE TRAVAUX « GOGETRA », dont le siège social est à Léopoldville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 112; la dite société dissoute anticipativement et mise en liquidation, suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du seize octobre mil neuf cent cinquante, ainsi qu'il résulte du procès-verbal dressé par Maître Paul Dulait, notaire de résidence à Bruxelles, et publié dans le recueil spécial des actes et documents relatifs aux sociétés commerciales, annexes au Moniteur Belge du vingt neuf octobre mil neuf cent cinquante, sous le numéro 23.282 et annexes, au Bulletin Officiel du Congo Belge, du quinze novembre mil neuf cent cinquante, sous le numéro 2.661.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Ernest Albert ci-après nommé, liquidateur de la société.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Georges Poumay, fondé de pouvoirs de la Compagnie Financière Africaine, à Bruxelles, 67, rue Félix Sterckx.

Et il choisit comme scrutateurs, Messieurs Albert Deligne, directeur de la Compagnie Financière Africaine, 98, rue de Linthout à Schaerbeek, et Albert Fraeys, directeur de l'Union Foncière Congolaise, 2a, rue Frémineur à Watermael-Boitsfort, tous deux ici présents et qui acceptent.

Ces choix sont ratifiés par l'assemblée :

Sont présents ou représentés, les actionnaires ci-après nommés, possédant le nombre d'actions ci-après indiqués, savoir :

1° La Compagnie Financière Africaine, société congolaise à responsabilité limitée, dont le siège social est à Léopoldville (Congo Belge), et le siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 112; ici représentée par Monsieur Albert Deligne prénommé, en vertu d'une procuration en date à Bruxelles, du huit courant.

Propriétaire de sept mille neuf cent quatre vingt huit actions 7.988

2° La Compagnie Forestière de l'Equateur, Société congolaise à responsabilité limitée, dont le siège social est à Wendji (Congo Belge) et le siège administration à Bruxelles, rue du Commerce, 112; ici représentée par Monsieur Georges Poumay prénommé, en vertu d'une procuration en date à Bruxelles du huit courant.

Propriétaire de cinq actions 5

3° L'Union Foncière Congolaise, société congolaise à responsabilité limitée, dont le siège social est à Léopoldville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 112; ici représentée par Monsieur Albert Fraeys prénommé, en vertu d'une procuration en date à Bruxelles du huit courant.

Propriétaire de une action 1

Ensemble : sept mille neuf cent nonante quatre actions 7.994

Les originaux des trois procurations prémentionnées sont demeurés annexés à un procès-verbal dressé ce jour par le notaire soussigné.

Monsieur le Président expose :

I. Que la Compagnie Générale de Travaux « Cogetra », société congolaise à responsabilité limitée a été dissoute anticipativement et mise en liquidation, ainsi qu'il est rappelé ci-dessus, suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du seize octobre mil neuf cent cinquante et qu'a été désigné en qualité de liquidateur, Monsieur Ernest Albert, comptable, demeurant à Uccle, 152, avenue des Cottages.

II. Que l'assemblée générale des actionnaires réunie ce jourd'hui à onze heures du matin devant le notaire soussigné, après avoir entendu le rapport fait par Monsieur Ernest Albert prénommé, liquidateur, a nommé Monsieur Désiré Tilmant, expert-comptable, demeurant à Morlanwelz, 19, rue Raoul Wauqué, aux fonctions de commissaire-vérificateur, et a fixé aux jour, heure et lieu ci-dessus indiqués, la présente assemblée qui a pour ordre du jour :

1° Rapport du commissaire-vérificateur.

2° Approbation des comptes de la liquidation.

3° Décharge à donner au liquidateur.

4° Désignation de l'endroit où les livres et documents seront déposés.

5° Clôture de la liquidation.

III. Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites, conformément à l'article vingt quatre des statuts sociaux, par lettres missives recommandées en date du six mai mil neuf cent cinquante deux.

IV. Que les actionnaires présents ou représentés se sont conformés, aux dispositions de l'article vingt six des statuts pour pouvoir assister à la présente assemblée.

V. Que sur les huit mille actions existant actuellement, les actionnaires représentés possèdent sept mille neuf cent nonante quatre actions, et que la Compagnie Financière Africaine, en vertu des dispositions des lois en vigueur, ne pourra prendre part au vote que pour mille six cents voix, c'est-à-dire, un-cinquième des actions émises.

Qu'en conséquence, la présente assemblée est valablement constituée pour délibérer sur les objets soumis à sa délibération.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur Désiré Tilmant prénommé, commissaire-vérificateur, donne lecture de son rapport sur la gestion du liquidateur.

Adoptant les conclusions de ce rapport, l'assemblée approuve les comptes de liquidation et donne décharge pleine, entière, et sans réserve, ni restriction au liquidateur, Monsieur Ernest Albert prénommé, elle constate, en conséquence, que la liquidation de la Compagnie Générale de Travaux « Cogetra », est définitivement close et que la dite société a cessé d'exister.

Les livres et documents de la société seront déposés et conservés pendant une durée de cinq années et confiés à la garde de la Compagnie Financière Africaine, société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 112.

DELIBERATION.

Cette résolution, mise aux voix par le Président, est adoptée à l'unanimité.

La résolution, ci-dessus ayant été prise à l'unanimité l'assemblée et les scrutateurs constatent qu'il n'y a pas lieu de procéder aux réductions des voix prévues par la loi et les statuts.

La séance est levée à onze heure quarante cinq minutes.

Dont procès-verbal.

Dressé date et lieu que dessus.

Et lecture faite, les membres du bureau, les actionnaires qui l'ont désiré, le commissaire-vérificateur, le liquidateur et le notaire ont signé.

(signé) E. Albert - G. Poumay - A. Deligne - A. Fraeys - D. Tilmant - Jean De Doncker.

Enregistré à Bruxelles, 4ème bureau A.C., le 21 mai 1952. Volume 211, folio 67, case 9, deux rôles, un renvoi. Reçu quarante francs. Le Receveur, a.i., (signé) Graas.

Pour expédition conforme.

(signé) Jean De Doncker.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. De Doncker, Notaire à Bruxelles. Reçu quatre francs.

Bruxelles, le 29 mai 1952.

(signé) Jean Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 30 mai 1952.

Le Chef de Bureau, (signé) R. Verleysen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 30 mai 1952.

Le Conseiller adjoint : (signé) N. Cornet.

Société Coloniale de Pharmacie et de Droguerie « SOCOPHAR »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social : Léopoldville.

Siège Administratif : Bruxelles, 5, rue de la Science.

Registre de Commerce : Bruxelles, n° 270.40. Léopoldville, n° 1479.

—

Constituée par acte passé devant Me Léon Brunet, notaire à Bruxelles, le vingt-sept avril mil neuf cent vingt-sept, autorisée par Arrêté Royal en date du 7 juin 1927 et publiée en annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1927.

Statuts modifiés par acte passé devant Me Léon Brunet, notaire à Bruxelles, le trente et un août mil neuf cent vingt-sept (Arrêté Royal du 3 octobre 1927) et publié en annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1927.

Statuts modifiés par acte passé devant Me Alfred Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 21 décembre 1937 (Arrêté Royal du 25 février 1938) et publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1938.

Statuts modifiés par acte passé devant Me Paul Muller-Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 25 mars 1947 (Arrêté Royal du 3 juin 1947) et publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1947 et annexes du Moniteur Belge des 28 et 29 avril 1947, n° 7860.

Statuts modifiés par acte passé devant Me Paul Muller-Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 4 juillet 1951 (Arrêté Royal du 26 août 1951) et publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1951 et annexes du Moniteur Belge du 13 septembre 1951, n° 20125.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

I. *Immobilisé :*		
Premier établissement	3.606.590,89	
Terrains et Immeubles	5.674.472,25	
Immeubles en construction	2.337.338,20	
Matériel et Mobilier	4.065.025,70	
Réévaluation Immeubles et Matériel	2.069.888,41	
Frais de recherches et essais Labo	194.172,45	
		17.947.487,90
II. *Disponible et Réalisable :*		
Caisses, C.C.P. et Banques	1.468.170,19	
Garanties et cautionnements	243.520,—	
Débiteurs divers	16.364.139,35	
Marchandises Europe, Afrique et en cours de route	39.717.694,39	
		57.793.523,93
III. *Compte d'ordre :*		
Garanties statutaires	465,—	
Engagements et contrats divers en cours	PM.	
		465,—
		75.741.476,83

PASSIF.

I. *Envers la Société :*		
Capital social	25.000.000,—	
représenté par 44.000 parts sociales sans mention de valeur.		
Il existe en outre 4.000 parts de fondateur.		
Réserve extraordinaire	769.888,41	
Réserve statutaire	525.368,89	
Fonds de réserve indisponible	908.000,—	
Fonds d'amortissements	5.522.897,21	
Amortissements sur réévaluation	517.472,10	
		33.243.626,61

II. *Envers les tiers :*		
Créditeurs divers :		
A - *A long terme :*		
Emprunt Caisse d'Epargne	15.000.000,—	
B - *A court terme :*		
Créditeurs divers	23.790.470,41	
		38.790.470,41
Prévisions diverses	1.503.825,43	
Dividendes à payer	147.627,05	
		40.441.922,89
III. *Compte d'ordre :*		
Titulaires de garanties statutaires	465,—	
Engagements et contrats divers en cours	PM.	
		465,—
IV. *Profits et pertes :*		
Solde reporté de l'exercice précédent	196.909,06	
Bénéfice de l'exercice 1951	1.858.553,27	
		2.055.462,33
		75.741.476,83

COMPTE DE « PROFITS ET PERTES » ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Amortissements sur immobilisations :		
Normaux	908.927,84	
Sur réévaluation	103.494,42	
		1.012.422,26
Acompte sur impôts		100.000,—
Intérêts et commissions		1.443.603,56
Frais d'administration		2.597.852,55
Solde bénéficiaire :		
Solde reporté exercice précédent	196.909,06	
Bénéfice exercice 1951	1.858.553,27	
		2.055.462,33
		7.209.340,70

CREDIT.

Solde à nouveau	196.909,06
Résultats d'exploitation et divers	7.012.431,64
	7.209.340,70

Le Capital Social est entièrement libéré.

REPARTITION DU BENEFICE.

1) 5 % sur Fr. 1.858.553,27 à la réserve statutaire		92.927,66
2) Dividende :		
a) 35 francs brut pour l'exercice 1951 aux 24.000 parts sociales numérotées de 1 à 24.000	840.000,—	
b) fr. 17,50 brut pour le 2e semestre 1951 aux 20.000 parts sociales numérotées de 24.001 à 44.000	350.000,—	
		1.190.000,—
3) Tantièmes statutaires soit 15 % sur le surplus aux Administrateurs et Commissaires		86.343,84
4) Solde à reporter à nouveau		686.190,83
	Fr.	2.055.462,33

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU MERCREDI 28 MAI 1952.

1° - L'Assemblée à l'unanimité, adopte les Rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires.

2° - Sont approuvés, le Bilan et les comptes de Profits et Pertes de l'exercice 1951 qui font apparaître un solde bénéficiaire de fr. 2 millions 055.462,33.

3° - L'Assemblée décide à l unanimité de répartir ce bénéfice conformément à la proposition faite par le Conseil d'Administration.

4° - L'Assemblée par un vote spécial, donne aux Administrateurs et Commissaires, décharge de leur gestion pendant l'exercice écoulé.

5° - L'Assemblée à l'unanimité réélit Messieurs Georges Geerts et Alfred Radelet en qualité d'Administrateur et Monsieur Emile Lodewijckx en qualité de commissaire, chacun pour un terme de 6 ans.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Georges GEERTS, Ingénieur Civil des Mines ULB, 63, avenue Edmond Mesens, ETTERBEEK, Président.

M. Robert VAN DER GHINST, Pharmacien, Léopoldville, Kalina CONGO BELGE, Administrateur-Délégué.

M. Gustave GILON, Directeur de Société, 5, Place d'Italie, LIEGE, Administrateur-Directeur.

M. Albert BRACONNIER, Ingénieur A.I.G., Directeur de Société, 1, Quai de Rome, LIEGE, Administrateur.

M. Raoul DUPONT, Pharmacien, 22, avenue Dailly, Bruxelles, Administrateur.

M. Eugène GILLIEAUX, Ingénieur A.I.M. et A.I.Lg., 418, avenue Louise, BRUXELLES, Administrateur.

M. Joseph JOOS, Pharmacien, 27, chaussée d'Anvers, BROECHEM, Anvers. Administrateur.

M. Georges PIRLET, Directeur de Société, 26, rue Joseph Louis, JEMEPPE-sur-MEUSE, Administrateur.

M. Arnold Ch. PULINCKX, Directeur de Société, 50, rue de l'Ermitage, BRUXELLES, Administrateur.

M. Alfred RADELET, Administrateur de Sociétés, 35, Bd Général Wahis, BRUXELLES.

M. Jules VAN LANCKER, Administrateur de Société, 11, avenue Lippens, LEOPOLDVILLE CONGO BELGE, Administrateur.

M. Maurice WANDELS, Pharmacien, 6, Square Marie-José, OSTENDE, Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Marcel LEFEVER, Chef Comptable, 48, rue des Augustins, LIEGE, Commissaire.

M. Emile LEROY, 57, rue Jos. Lefèbvre, MARCHIENNE-AU-PONT, Commissaire.

M. Emile LODEWYCKX, Agent de Banque, 44, rue du Tir à l'Arc, HOUGAERDE, Commissaire.

M. Herman METTENS, Expert-Comptable, 43, avenue Ten Dorpe, MORTSEL (Anvers), Commissaire.

M. Henri TUYPENS, Pharmacien, 24, Place du Cardinal Mercier, ST-NICOLAS-WAES, Commissaire.

Certifié conforme :

SOCIETE COLONIALE DE PHARMACIE ET DE DROGUERIE « SOCOPHAR »

Société Congolaise à Responsabilité Limitée.

UN ADMINISTRATEUR, L'ADMINISTRATEUR-DIRECTEUR,

E. Gillieaux. Gilon.

Société Commerciale et Minière du Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 5, rue de la Science, Bruxelles.

Registres du Commerce :
Léopoldville n° 1620.
Bruxelles n° 15.176.

—

NOMINATION D'ADMINISTRATEUR.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil Général du 21 mai 1952.

Le Conseil Général, faisant application des dispositions de l'article 25 des statuts, appelle aux fonctions d'Administrateur, Monsieur Jean NAGELMACKERS, Banquier, demeurant, 206, Boulevard d'Avroy à Liège en remplacement de Monsieur Marcel NAGELMACKERS, décédé, dont il achèvera le mandat.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 30 mai 1952.

A l'unanimité, les membres du Conseil d'Administration ont élu Président du Conseil d'Administration, Monsieur Jean NAGELMACKERS.

Pour extraits conformes :

UN ADMINISTRATEUR, L'ADMINISTRATEUR-DELEGUE,

S. Collin. A. Lienart.

Société Congolaise des Pétroles Shell

Société congolaise à responsabilité limitée

à Léopoldville.

Siège Social : LEOPOLDVILLE.

Siège administratif : 47, Cantersteen, BRUXELLES.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 6552.

—

Actes constitutifs publiés dans les Annexes du Moniteur Belge (année 1928 n° 137.96 - Année 1929 n° 2.363 - Année 1931 n° 10.490) et dans le Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1929.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.
approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 19 mai 1952.

ACTIF.

Immobilisations.		
Installations, constructions et matériel	Fr.	16.835.603,—
Réalisable.		
Marchandises et Débiteurs		90.888.047,—
Disponible.		
Caisse et Banque		445.439,—
	Fr.	108.169.089,—

PASSIF.

Capital et réserve légale	Fr.	44.000.000,—
Amortissements spéciaux - Décret 10-9-51		2.492.960,—
Amortissements		8.585.389,—
Créditeurs divers et provisions		34.087.887,—
Profits et Pertes.		
Bénéfice net		19.002.853,—
	Fr.	108.169.089,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais d'Exploitation, Prévision Fiscale et Amortissements	Fr.	116.620.131,—
Amortissements Spéciaux - Décret 10-9-51		2.492.960,—
Bénéfice net		19.002.853,—
	Fr.	138.115.944,—

CREDIT.

Report au 1er janvier 1951	Fr.	124.162,—
Bénéfice brut		137.991.782,—
	Fr.	138.115.944,—

REPARTITION DU BENEFICE.

Reports à pertes et profits ..... Fr. 19.002.853,—

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

M. James W. PLATT, St. Helen's Court, Great St. Helen's, LONDRES, E.C. 3, Administrateur.

M. Félix A.C. GUEPIN, St. Helen's Court, Great St. Helen's, LONDRES, E.C. 3, Administrateur.

M. Robert DE KEYSER, Industriel, 57, avenue de l'Observatoire, UCCLE, Administrateur.

M. Philippe de BROCHOWSKI, Ingénieur Civil, 25, avenue de l'Armée, ETTERBEEK, Administrateur.

M. Maurice ROGER, 164, rue de Fierlant, FOREST, Administrateur.

M. Vital HASTIR, 12, rue Paul Leduc, SCHAERBEEK, Commissaire.

Les Administrateurs :

R. DE KEYSER. Ph. de BROCHOWSKI.

Le Commissaire :

V. HASTIR.

Société Congolaise des Pétroles Shell

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : 16, avenue Van Gele, LEOPOLDVILLE.

Siège administratif : 47, Cantersteen, BRUXELLES.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 6552.

—

TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL.

Suivant décision du Conseil d'Administration du 19 mai 1952, le siège social a été transféré 16, avenue Van Gele à LEOPOLDVILLE.

Bruxelles, le 20 MAI 1952.

Un Administrateur : Un Administrateur :

R. DE KEYSER. Ph. de BROCHOWSKI.

Banque Congolaise pour l'Industrie, le Commerce et l'Agriculture

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social : Costermansville (Congo Belge).

Siège Administratif : 12, rue du Bois Sauvage, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 228.027.

NOMINATIONS.

L'Assemblée générale ordinaire du 23 avril 1952 a :

1. - Renouvelé, pour un nouveau terme annuel, le mandat d'administrateur de MM. Guy de SPIRLET, Idès DE SCHREVEL, Georges LECART et Désiré LIBBRECHT;

2. - Renouvelé, pour un nouveau terme annuel, le mandat de commissaire de M. Louis d'HOOP.

Bruxelles, le 3 juin 1952.

Un Administrateur,
(signé) D. LIBBRECHT.

Un Administrateur,
(signé) Guy J. de SPIRLET.

Compagnie Industrielle des Bois et Plantations du Kasaï
« CIBOPLANKA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée en liquidation

Siège administratif : Bruxelles, 19, rue de la Roue.

Registre du commerce de Bruxelles n° 17.342.

—

Actes constitutifs publiés aux Annexes du Moniteur Belge, année 1929, N°s 4706-4707-4708; année 1930, n° 10.308; année 1935, N° 2051; année 1950 Dissolution, n° 18.179.

BILAN DE LIQUIDATION au 31 décembre 1951.

ACTIF.

I. *Disponible :*		
Caisse, chèques-postaux et banque	Fr.	734.757,47

PASSIF.

I *Dettes envers elle-même :*			
Réserve statutaire		Fr.	58.387,38
II. *Dettes envers des tiers :*			
Dividendes coupons n° 1 et 2	1.400,—		
Dividendes de liquidation coupons N° 3, 4 et 5	16.250,—		
Créditeurs divers	63.257,60		
			80.907,60
III. *Compte de liquidation :*			
Solde			595.462,49
		Fr.	734.757,47

COMPTE DE LIQUIDATION AU 31 décmbre 1951.

DEBIT.

Frais généraux divers Europe et Afrique	Fr.	178.135,20
Excédent de recettes sur les dépenses		1.974.106,30
	Fr.	2.152.241,50

CREDIT.

Recettes diverses	Fr.	2.152.241,50

Une assemblée générale convoquée par les liquidateurs a été tenue le mercredi 28 mai 1952, à onze heures.

Il a été fait rapport sur la situation de la liquidation au 28 mai 1952 et les causes qui l'empêchent de se terminer.

Liste des liquidateurs : Jean FICHEFET, Officier pensionné, 19, rue de la Roue, à Bruxelles. Pierre Miny, Administrateur de Sociétés, 39, rue J.-B. Meunier, à Bruxelles. François LOMBAERTS, fondé de pouvoirs, 48, Avenue du Roi-Soldat, Anderlecht.

Un liquidateur,

F. Lombaerts.

Tuileries et Briqueteries du Congo Belge, en abrégé « BRICONGO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, rue Montoyer, N° 4.

Registre du Commerce de Bruxelles N° 221.531.

—

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le treize mai.

A Bruxelles, rue Montoyer, N° 4.

Devant nous, ALBERT RAUCQ, notaire à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée dénommée « Tuileries et Briqueteries du Congo Belge » en abrégé « Bricongo » ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue Montoyer, N° 4.

Société constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, le vingt-six juillet mil neuf cent quarante-neuf, autorisée par Arrêté Royal en date du vingt-cinq octobre mil neuf cent quarante-neuf; les statuts ont été publiés aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze décembre mil neuf cent quarante-neuf et aux Annexes au Moniteur Belge du vingt-quatre novembre mil neuf cent quarante-neuf, sous le n° 22275. Statuts modifiés suivant procès-verbal dressé par le notaire soussigné le trente mars mil neuf cent cinquante, modifications autorisées par Arrêté Royal du quinze mai mil neuf cent cinquante, publiées aux Annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze juin mil neuf cent cinquante et aux Annexes au Moniteur Belge du quinze juin mil neuf cent cinquante, sous le n° 14664.

Société immatriculée au Registre d u Commerce de Bruxelles, sous le n° 221.531.

BUREAU.

La séance est ouverte à onze heures vingt sous la présidence de Monsieur Arsène de Launoit, administrateur de société, demeurant à Bruxelles, rue Montoyer, n° 4.

Messieurs Joseph-Hubert Generet, industriel, demeurant à Bruxelles, Avenue Emile Duray, 68; Henri Moxhon, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, Avenue Herbert Hoover 40; Emil Schmid, administrateur de sociétés, demeurant à Küssnacht (Suisse) Leestrasse, 190 et le Général Raoul Van Overstraeten, demeurant à Etterbeek, Avenue de Tervueren, 55, autres administrateurs présents complètent le bureau.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Emmanuel Ortoleva, secrétaire du conseil de la société, demeurant à Schaerbeek, rue de l'Orme, 58.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par Messieurs Jules-Louis Roose, agent de change, demeurant à Bruxelles, Avenue Louise, 363 et Manio Bonfa, administrateur de sociétés, demeurant à Verone (Italie) Lungadige Campagnola, 18, actionnaires présents et acceptants.

Sont présents ou représentés les actionnaires dont les noms, prénoms, professions et demeures ou les dénominations et sièges sociaux, ainsi que le nombre de titres de chacun d'eux, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

Cette liste de présence est signée par chacun des actionnaires ou leurs mandataires; elle est arrêtée et signée par les membres du bureau.

Après lecture, cette liste de présence est revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations mentionnées en la dite liste de présence sont toutes sous seings privés et demeurent également ci-annexées.

Exposé de Monsieur le Président.

Monsieur le Président expose et requiert le notaire soussigné d'acter que :

I. La présente assemblée a pour ordre du jour :

« Modification de l'article neuf des statuts pour stipuler au premier » alinéa que le registre des parts nominatives peut être tenu soit au siège » social, soit au siège administratif et remplacer, au cinquième alinéa les » mots « l'alinéa précédent » par les mots « le premier alinéa du présent » article ».

II. Les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites quinze jours au moins avant l'assemblée dans :

Le Bulletin Officiel du Congo Belge du vingt-sept avril mil neuf cent cinquante-deux.

La Cote Libre des vingt-sept vingt-huit avril mil neuf cent cinquante-deux.

Les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau.

Les propriétaires d'actions nominatives ont été convoqués dans le même délai par lettres missives.

III. Il existe actuellement vingt-deux mille cinq cents parts sociales.

Il résulte de la liste de présence que quinze mille quarante parts sociales sont représentées, soit plus de la moitié des parts sociales existantes.

La présente assemblée est donc en nombre pour délibérer et statuer valablement sur l'ordre du jour, conformément à l'article trente-quatre des statuts.

IV. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote, en nom personnel et comme mandataire pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres émis ou les deux cinquièmes du nombre de voix attachées aux titres représentés.

V. Pour assister à l'assemblée, les actionnaires se sont conformés à l'article vingt-neuf des statuts relatifs aux formalités d'admission à l'assemblée. La liste des actionnaires ayant déposé leurs titres au porteur est produite à l'assemblée.

VI. Pour être admise, la proposition à l'ordre du jour doit réunir les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Constatation de la validité de l'assemblée.

Cet exposé étant vérifié et reconnu exact par l'assemblée, celle-ci se reconnaît valablement constituée et apte à délibérer sur la proposition à l'ordre du jour.

Monsieur le Président expose les raisons qui ont motivé les objets à l'ordre du jour.

L'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, prend la résolution suivante :

Modifications des statuts.

L'assemblée décide :

1) de remplacer le premier alinéa de l'article neuf des statuts par le texte suivant :

« Il est tenu, soit au siège social, soit au siège administratif, un registre » des parts nominatives dont tout actionnaire peut prendre connaissance ; » ce registre contient : »

2) de remplacer le cinquième alinéa par le texte suivant :

« La propriété de la part nominative s'établit par une inscription sur le » registre prescrit par le premier alinéa du présent article ».

Vote.

Cette modification est adoptée à l'unanimité.

La séance est levée à onze heures quarante-cinq minutes.

De tout quoi, le notaire soussigné a dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Et lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires présents ont signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4me bureau A. C. le 16 mai 1952, volume 210, folio 60, case 8, deux rôles, deux renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) Graas.

ANNEXE I.

Tuileries et Briqueteries du Congo Belge, en abrégé « BRICONGO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège : Bruxelles, rue Montoyer, 4.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 221531.

Assemblée Générale Etraordinaire des Actionnaires du 13 mai 1952.

LISTE DE PRESENCE.

Actionnaires.	Nombre de parts.		Signatures.
Mademoiselle Christine Bastiné, fille mineure de Monsieur Joseph Bastiné, sans profession, demeurant à Bruxelles, Avenue Louise, 453.	230	Joseph-Hubert Generet.	J. Generet.
Madame Suzanne Generet, épouse de Monsieur Joseph Bastiné, sans profession, demeurant à Bruxelles, Avenue Louise, 453.	800	Joseph-Hubert Generet.	J. Generet.
La Société congolaise par actions à responsabilité limitée « Mutuelle Mobilière Africaine » ayant son siège à Bruxelles, rue Montoyer, 4.	4.000	Arsène de Launoit.	A. de Launoit.
Société anonyme Holding Luxembourgeoise « La Mobilière » ayant son siège à Luxembourg, (Grand Duché de Luxembourg).	1.250	Arsène de Launoit.	A. de Launoit.

Actionnaires.	Nombre de parts.		Signatures.
Monsieur Albéric baron Rolin, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, Square Vergote, 41.	420	Arsène de Launoit.	A. de Launoit.
Monsieur Jules-Louis Roose, Agent de change, demeurant à Bruxelles, Avenue Louise, 363.	200		J. Roose.
La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Immobilière Agricole et Forestière du Congo » - « Imafor », ayant son siège à Bruxelles, rue Joseph II, 71.	1.500	Henri Moxhon.	H. Moxhon.
Monsieur Raymond Vaxelaire, Administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Guimard, 15.	490	Arsène de Launoit.	A. de Launoit.
Monsieur Luigi Rusca, administrateur de sociétés, demeurant à Lugano (Suisse) Via Vigezzi, 4.	2.169	Manio Bonfa.	M. Bonfa.
Monsieur Emil Schmid, Directeur de banque, demeurant à Küsnacht, (Suisse) Leestrasse, 190.	80		E. Schmid.
Monsieur Manio Bonfa, Administrateur de sociétés, demeurant à Vérone (Italie), Lungadige Campagnola, 16.	128		M. Bonfa.
Monsieur Emmanuel Bassani, Avocat, demeurant à Vérone (Italie).	153	Manio Bonfa.	M. Bonfa.
La société anonyme de droit Suisse « Neue Guyerzellerbank », ayant son siège social à Zurich (Suisse).	2.780	Emil Schmid.	E. Schmid.
Monsieur Carlo Vigano, Ingénieur, demeurant à Brescia (Italie).	700	Manio Bonfa.	M. Bonfa.
Monsieur Joseph-Hubert Generet, industriel, demeurant à Bruxelles, Avenue Emile Duray, 68.	140		J. Generet.

Arrêté à 15.040 parts sociales.

Le Président : (signé) A. de Launoit.

Le Secrétaire : (signé) E. Ortoleva.

Les Scrutateurs : (signé) J. Roose, M. Bonfa.

Les Administrateurs présents :

(signé) J. Generet, H. Moxhon, E. Schmid, R. Van Overstraeten.

signé « ne varietur » pour demeurer annexée au procès-verbal dressé par Maître Albert Raucq, le 13 mai 1952.

(signé) Albert Raucq.

Enregistré à Bruxelles, 4me bureau, A. C. le 16 mai 1952, volume 27, deux rôles, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) Graas.

Pour expédition conforme :

(signé) Albert RAUCQ.

Vu par nous : Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Me Raucq, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs.

Bruxelles, le 28 mai 1952.

(signé) J. Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 mai 1952.

Le Chef de Bureau (signé) Verleysen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 30 mai 1952.

Le Conseiller adjoint (signé) N. Cornet.

Compagnie Belge des Fruits Coloniaux « COBELFRUIT »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Sanda (Territoire de Matadi) (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 16, Boulevard Bischoffseim.

Registre de Commerce : Bruxelles N° 78.403.

—

Actes constitutifs et modificatifs publiés sous le N° 4729 des annexes du Moniteur Belge du 17 avril 1935 et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1935; sous les numéros 21400 et 21401 des annexes du Moniteur Belge du 11 novembre 1948 et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1948; sous les numéros 21020 des annexes du Moniteur Belge du 4 octobre 1951 et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires
du 27 mai 1952.

ACTIF

1. IMMOBILISE :	
Apports, frais de constitution et d'augmentation de capital, de 1er établissement, plantations, constructions, matériel et mobilier et matériel roulant	12.215.803,52
2. REALISABLE :	
Débiteurs divers, marchandises et approvisionnements .	1.927.120,97
3. DISPONIBLE :	
Banques, chèques postaux et caisses	2.306.120,62
4. DIVERS :	
Dommages de guerre et comptes transitoires	1.335.285,70
5. COMPTES D'ORDRE :	
Cautionnements statutaires, engagements, contrats en cours	p. m.
	17.784.330,81

PASSIF

1. NON EXIGIBLE :	
Capital : 40.000 actions de capital de Frs. 250,— chacune	10.000.000,—
16.000 actions de dividende sans désignation de valeur	—
Réserve légale.	3.339,82
2. REDRESSEMENT DE L'ACTIF :	
Amortissements sur l'immobilisé	3.957.030,15
3. EXIGIBLE :	
Créditeurs divers	2.290.482,26
4. DIVERS :	
Provision pour amortissement des dommages de guerre et comptes transitoires	1.221.495,25

5. COMPTES D'ORDRE :

Déposants statutaires et créditeurs éventuels pour engagements et contrats en cours	p. m.

6. COMPTES DE RESULTAT :

Bénéfice de l'exercice	365.616,46	
Perte reportée 1950	53.633,13	
		311.983,33
		17.784.330,81

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Solde 1950 reporté à nouveau	53.633,13
Frais financiers	10.929,95
Malis divers	5.933,—
Frais généraux Europe	578.522,65
Provision pour amortiss. dommages de guerre. . . .	450.000,—
Amortissements	1.973.192,15
Solde en bénéfice	311.983,33
	3.384.194,21

CREDIT

Compte exploitation	3.344.366,35
Produits divers	23.761,95
Revenus financiers	16.065,91
	3.384.194,21

SITUATION DU CAPITAL : entièrement libéré.

REPARTITION DES BENEFICES

5 % à la réserve légale	15.599,16
Report à nouveau	296.384,17
	311.983,33

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 27 mai 1952.

L'assemblée réélit pour un terme de 6 ans, M. le Baron de Schaetzen de Schaetzenhoff, Administrateur.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

Administrateurs :

Baron de Schaetzen de Schaetzenhoff, administrateur de sociétés, Président, 87, rue Royale à Bruxelles.

M. Jean de Clercq, administrateur de sociétés, 20, avenue des Accacias, à Anvers.

Baron Robert d'Huart, industriel, 119, avenue van Bécelaere à Boitsfort.

Vicomte François du Parc Locmaria, administrateur de sociétés, Le Jonckeu, Polleur.

M. William G. Luff, directeur de société, 34, avenue des Petits Champs à Waterloo.

Baron Idesbalde Rotsart de Hertaing, administrateur de sociétés, Square Frère Orban, 7, à Bruxelles.

M. Jean Thiltges t'Serstevens, secrétaire de société, 535, chaussée de Waterloo à Ixelles.

Commissaires :

Chevalier Maurice de Schaetzen de Schaetzenhoff, 216, rue Louis Hap à Etterbeek.

M. Yves Goethals, 50, rue Père De Deken, à Etterbeek.

Certifié conforme,

Compagnie Belge des Fruits Coloniaux,

Un Administrateur,
Baron I. Rotsart de Hertaing.

Un Administrateur,
Bar^on^ de Schaetzen de Schaetzenhoff.

Société Africaine d'Explosifs, en abrégé « AFRIDEX »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

créée par Arrêté Royal en date du 8 février 1949.

Siège Social : Kakontwe — Jadotville.

Siège Administratif : 1, rue aux Laines, Bruxelles.

Registre du commerce Bruxelles n° 216.957.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur Belge n° 3119 du 3 mars 1949.

Actes constitutifs publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1949.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 juin 1952.

ACTIF

IMMOBILISE :		
Usines, installations, routes et raccordements, mobilier, matériel, outillage, travaux en cours	43.431.697,—	
Amortissements	6.818.270,—	
		36.613.427,—
Frais d'études et de construction	3.754.711,—	
Amortissements	1.800.000,—	
		1.954.711,—
REALISABLE ET DISPONIBLE :		
Approvisionnements et produits finis	22.187.771,—	
Débiteurs divers	4.146.354,—	
Banques, caisses et chèques postaux	4.981.133,—	
		31.315.258,—
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS :		
Dépôts Statutaires		P. M.
Comptes débiteurs divers		136.088,—
PROFITS ET PERTES :		
Perte de l'exercice		3.308.715,—
	Frs.	73.328.199,—

PASSIF

ENVERS ELLE-MEME :

Capital.	54.000.000,—
représenté par 54.000 parts sociales sans désignation de valeur.	
Réserve Statutaire	1.358,—

ENVERS DES TIERS :

Créditeurs divers	19.162.094,—

COMPTES D'ORDRE ET DIVERS :

Comptes créditeurs	164.747,—
Déposants Statutaires.	P. M.
Frs.	73.328.199,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Amortissements :

sur usines, installations, routes et raccordements, mobilier, matériel, outillage, travaux en cours	3.528.705,—
sur frais d'étude et de constitution	600.000,—
Intérêts, commissions et divers	168.992,—
Frs.	4.297.697,—

CREDIT

Résultats d'exploitation	988.982,—
Perte de l'exercice	3.308.715,—
Frs.	4.297.697,—

SITUATION DU CAPITAL . . . . . Frs. 54.000.000,—

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS & COMMISSAIRES EN FONCTIONS

Président :

M. Lambert, Serge, ingénieur, Directeur de la Société Générale de Belgique, 23, avenue du Manoir, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

MM. Raskin, Emile, ingénieur, Administrateur-Directeur Général des Poudreries Réunies de Belgique, 8, Clos Victor Gilsoul, à Bruxelles.

Administrateurs :

Coste, Henri, ingénieur, Administrateur-Directeur de la Compagnie Géomines, 22a, Square de Meeus, Bruxelles.

Dumortier, Pierre, ingénieur, Administrateur-Directeur de la Sogechim, 213, avenue Brugmann, Bruxelles.

Defourny, Emile, ingénieur-conseil à l'Union Minière du Haut-Katanga, 18, Chemin Ducal, à Tervueren.

Thiriar, Pierre, Ingénieur, Directeur Général en Afrique de la Compagnie Géomines, Manono (Katanga).

Commissaires :

MM. Belpaire, André, Administrateur-Directeur de la Société Cooppal et Cie, 13, rue d'Arenberg, Bruxelles.

Borremans, Emile, licencié en sciences commerciales, 65, avenue Alexandre Bertrand, Bruxelles.

Paridaens, Gérard, Fondé de Pouvoirs à la Compagnie Géomines, 59, avenue Nellie Melba, Bruxelles.

Les Commissaires. Les Administrateurs.

E. RASKIN - S. LAMBERT.

Plantations Tabacongo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : ELISABETHVILLE.

Siège administratif à Anvers, 32, longue rue de l'Hôpital.

Registre du commerce d'Anvers n° 94.406

Autorisée par arrêté du Régent du 15 février 1946.

Statuts publiés aux annexes au « Moniteur belge » du 9 mars 1946, n° 3.021 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1946, page 227.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF

Immobilisé	9.470.045,27
Réalisable et disponible	3.903.591,19
Comptes d'ordre	9.000,—
Frs.	13.382.636,46

PASSIF

Non exigible	8.320.045,86
Exigible	5.043.549,35
Comptes d'ordre	9.000,—
Solde bénéficiaire	10.041,25
Frs.	13.382.636,46

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT

Report antérieur	145.894,30
Frais généraux et divers	2.174.355,12
Amortissements	1.642.584,09
Solde bénéficiaire à reporter	10.041,25
Frs.	3.972.874,76

CREDIT

Exploitation .Frs.	3.972.874,76

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 3 juin 1952:

L'assemblée approuve les rapports des administrateurs et commissaire ainsi que les bilan et compte de pertes et profits de l'exercice social clôturé le 31 décembre 1951, et donne décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaire.

M. Charles Vander Elst est nommé administrateur pour un terme de 6 années en remplacement de M. Henry C. Vander Elst, décédé et M. Maurice Vander Elst est nommé administrateur pour achever le mandat de M. Paul Vander Elst qui a présenté sa démission.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Georges Vander Elst, administrateur de sociétés, Avenue Gabrielle, 10, Brasschaat;

M. Paul Vander Elst, administrateur de sociétés, avenue de la Faille, 42, Anvers.

M. Jean Vander Elst, administrateur de sociétés, avenue Léopold III, 53, Heverlé.

COMMISSAIRE

M. Emile Hiroux, inspecteur comptable, rue de l'Orme, 65, Bruxelles.

Certifié conforme

PLANTATIONS TABACONGO
S.C.R.L.

Un Administrateur.

Georges Vander Elst.

Société Minière de Muhinga et de Kigali
« SOMUKI »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : KIGALI (Ruanda)

Siège administratif : ANVERS, 34, avenue Rubens.

Registre du Commerce d'Anvers n° 289.77

—

POUVOIRS — DEMISSION ET NOMINATIONS.

Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration du 16 mai 1952.

Le Conseil d'Administration acte la démission de fondé de pouvoirs, donnée par Monsieur François EVERAERTS, pour cause d'invalidité, et lui accorde décharge honorable de ses fonctions.

Il nomme :

Fondés de pouvoirs

Messieurs SYLVAIN THEUNIS, Maurice JANSSENS, Gaston TORFS.

et Fondé de pouvoirs principal

Monsieur Raoul HILDEBERT.

Les actes de gestion journalière et ceux relatifs à l'expédition des affaires courantes de la société pourront donc dorénavant être signés par l'une des personnes désignées ci-après signant conjointement avec un administrateur :

1. M. Grégoire HELLEMANS, secrétaire général, chef du personnel, 81, avenue du Printemps, à Edegem
2. M. Raoul HILDEBERT, fondé de pouvoirs principal, 57, rue Stéphanie à Anvers
3. M. Raymond GEELEN, fondé de pouvoirs, 55, avenue Prince Léopold à Mortsel
4. M. Sylvain THEUNIS, fondé de pouvoirs, 54, rue de la Barrière à Lierre
5. M. Maurice JANSSENS, fondé de pouvoirs, 91, avenue Isabelle à Anvers
6. M. Gaston TORFS, fondé de pouvoirs, 23, rue des Capucines à Anvers.

Sauf les modifications ci-dessus, les pouvoirs conférés en date du 28 décembre 1944, tels que publiés aux annexes au Moniteur Belge du 17 janvier 1945, sous le n° 339 et aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1945, page 248, restent maintenus.

Anvers, le 5 juin 1952.

Pour extrait certifié conformé.

Société Minière de Muhinga et de Kigali SOMUKI.

Le président du Conseil, sé. N. DECKER.

Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : ELISABETHVILLE (Katanga-Congo Belge).

Siège administratif : BRUXELLES, 4, rue d'Egmont.

Registre du Commerce de Bruxelles : n°3.397.

Constituée le 5 juin 1925, à Bruxelles, et autorisée par arrêté royal en date du 1er juillet 1925. Statuts publiés aux annexes du Moniteur Belge des 24 juin 1925, 24 juillet 1926, 24 décembre 1926, 6 mai 1928, 21 décembre 1929, 26 juillet 1930, 18 avril 1935, 19-20 août 1935, 25 juin 1937, 5 janvier 1940, 23 août 1946, 29-30 novembre 1948, 16 mars 1950 et 13 mai 1950, actes n° 8173, 9064, 13.424, 6.472, 18.962, 12.157, 4.879, 12.200, 10.241, 111, 17.024, 22.320, 3.942 et 10.765, et au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 août 1925, 15 septembre 1926, 15 janvier 1927, 15 mai 1928, 15 mars 1930, 15 septembre 1930, 15 juin 1935, 15 octobre 1935, 15 août 1937, 15 février 1940, 15 novembre 1946, 15 janvier 1949, 15 mai 1950 et 15 juillet 1950.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.
Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 5 juin 1952.

ACTIF

I. — IMMOBILISE :		
Biens immobiliers, mobilier, matériel, outillage :		
Immobilisations antérieures . . .	90.784.690,75	
Immobilisations de l'exercice . . .	13.541.310,12	104.326.000,87
Moins amortissements antérieurs . .	33.287.554,33	
Moins amortissements de l'exercice . .	9.055.406,54	42.342.960,87
		61.983.040,—
II. — REALISABLE :		
Bétail		4.113.595,—
Magasins et marchandises en route		19.803.235,73
Portefeuille-titres et participations		29.343.712,66
Débiteurs divers		21.237.568,21
III. — DISPONIBLE :		
Caisses et Banques		27.073.366,97
IV. — DIVERS :		
Divers comptes débiteurs, débours pour exercices ultérieurs		596.617,50
V. — COMPTE D'ORDRE :		
Garanties statutaires		P.M.
		Frs. 164.151.136,07

PASSIF

I. — NON EXIGIBLE :	
Capital : 65.700 parts sociales	75.000.000,—
Réserve statutaire	2.040.578,50
Fonds de réserve	31.300.000,—
Fonds pour investissements	8.000.000,—

II. — EXIGIBLE :	
Montants non appelés sur souscriptions	2.890.000,—
Créditeurs divers	27.548.458,81
Dividendes nets à payer	181.841,99
III. — DIVERS :	
Divers comptes créditeurs :	
Fonds de prévoyange en faveur du personnel	800.000,—
Provision pour impôts	4.932.319,40
Fonds d'assurance pour transports de marchandises	162.065,28
IV. — COMPTE D'ORDRE :	
Titulaires des garanties statutaires	P.M.
V. — SOLDE :	
Profits et Pertes	11.295.872,09
	Frs. 164.151.136,07

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT

Frais généraux	2.259.292,25
Amortissement sur immobilisé	9.055.406,54
Provision pour impôts	5.000.000,—
Fonds pour investissements	8.000.000,—
Bénéfice net	11.295.872,09
	Frs. 35.610.570,88

CRÈDIT

Solde à nouveau	502.691,06
Résultat brut d'exploitation	30.780.724,79
Revenus et rentrées divers	4.327.155,03
	Frs. 35.610.570,88

REPARTITION

Réserve statutaire	539.421,50
Fonds de réserve	700.000,—
Premier dividende parts sociales	1.642.500,—
Allocations statutaires	791.126,—
Super-dividende parts sociales	6.273.162,65
Dotation à la Fondation Elakat pour le Bien-Etre des indigènes	500.000,—
Solde à reporter	849.661,94
Frs.	11.295.872,09

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

Président du Conseil et Administrateur-Délégué :

Monsieur Gaston de FORMANOIR de la CAZERIE, docteur en droit, demeurant 90, avenue Molière, à Bruxelles.

Vice-Président :

Monsieur Pierre ORTS, administrateur de sociétés, demeurant 33, avenue Jeanne, à Bruxelles.

Administrateur-Directeur :

Monsieur Jules VAN BLYENBERGHE, ingénieur A.I.A., demeurant 3, avenue de l'Uruguay, à Bruxelles.

Administrateurs :

Messieurs Robert CAMBIER, administrateur de sociétés, demeurant 20, rue de Comines, à Bruxelles.

le Baron José de CROMBRUGGHE de LOORINGHE, administrateur de sociétés, demeurant 57, Witheerendreef, NOTRE-DAME-au-BOIS (Overyssche).

Jean del MARMOL, docteur en droit, demeurant 16, avenue Bel-Air, à Uccle.

Abe GELMAN, administrateur de sociétés, demeurant à BULAWAYO (Rhodésie du Sud).

Jean GOETHALS, propriétaire, demeurant Villa Madona, à Lophem.

Gaston HEENEN, Vice-Gouverneur général honoraire du Congo, demeurant 126, Chaussée d'Ixelles, à Bruxelles.

le Baron Léon LAMBERT, administrateur de sociétés, demeurant 24, avenue Marnix, à Bruxelles.

Paul PHILIPPSON, banquier, demeurant 17, avenue Général Baron Empain, à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Messieurs Max GOTTSCHALK, avocat honoraire, demeurant 48, rue de l'Ermitage, à Bruxelles.

J.F. GREAVES, expert-comptable A.C.A., demeurant 14, rue de la Chancellerie, à Bruxelles.

Léon SCHEID, propriétaire, demeurant 25, rue du Clocher, à Bruxelles.

Cie d'Elévage et d'Alimentation du Katanga,

L'Administrateur-Directeur, (J. Van Bleyenberghe).

Le Président du Conseil-Administrateur-Délégué, (G. de Formanoir de la Cazerie).

Société de Crédit au Colonat

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

Extrait du Procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juin 1952 à Bruxelles.

Le Président fait constater que la totalité du capital est représentée, et que l'assemblée, régulièrement convoquée et constituée, est apte à délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée délibère sur les articles de l'ordre du jour et prend à l'unanimité les résolutions suivantes :

1. — .....
2. — .....
3. — .....
4. — Démissions, et nomination de deux administrateurs.

L'assemblée appelle à l'unanimité aux fonctions d'administrateur pour achever les mandats de MM. Derkinderen et Dessy, démissionnaires, Messieurs Jacques DUBOIS et PAUL JONCKHEERE.

Conformément au tirage au sort effectué au cours de l'assemblée statutaire de juin 1951, ces mandats viendront à expiration immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de juin 1957.

Extrait certifié conforme, Bruxelles, le 6 juin 1952.

Pour la Société de Crédit au Colonat,

L'Administrateur-délégué, R. DUERINCKX.

Le Président, W. VAN REMOORTEL.

« ESTAF » Van Santen & Van den Broeck

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social : Usumbura (Ruanda-Urundi)

—

Autorisée par Arrêté Royal en date du 10 août 1926.

Constituée le 9 juillet 1925, suivant acte publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1926.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF

IMMOBILISE			
Immeuble	19.284.277,51		
Amortissements	—8.675.580,87		
		10.608.696,64	
Constructions en cours		1.876.204,80	
Matériel et outillage	6.320.505,48		
Amortissements	—1.927.546,—		
		4.392.959,48	
Quote Part actif commun		3.769.111,50	
Centrale Usinage			20.646.972,42
PORTEFEUILLE			4.604.000,—
REALISABLE :			
Marchandises en stock		66.393.093,—	
Marchandises en cours de route		59.749.235,23	
Produits		5.948.561,50	
			132.090.889,73
DEBITEURS DIVERS			
Débiteurs		55.138.366,87	
Effets à recevoir		16.430.883,15	
			71.569.250,02
DISPONIBLE			
Caisses et Banques			1.956.233,76
COMPTES D'ORDRE			
Devises étrangères à recevoir		11.905.211,—	
Garanties statutaires		P.M.	
			11.905.211,—
		Frs.	242.772.556,93

PASSIF

NON EXIGIBLE		
Capital	500.000,—	
Réserve légale	50.000,—	
Réserve ancienne	3.601.203,95	
Réserve de réinvestissement dans la Colonie	115.254.569,40	
		119.405.773,35
EXIGIBLE		
Genex	15.785.335,65	
Créditeurs divers	36.641.075,56	
Effets à payer	6.505.032,55	
Provision fiscale	11.500.000,—	
		70.431.443,76
COMPTES D'ORDRE		
Contrevaleur devises étrangères à recevoir	11.905.211,—	
Déposants garanties statutaires	P.M.	11.905.211,—
COMPTE DE PROFITS ET PERTES.		
Bénéfice de l'exercice		41.030.128,82
	Frs.	242.772.556,93

COMPTE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1951

DEBIT

Frais Généraux		8.548.352,52
Pertes sur créances		442.341,75
Amortissements sur immeubles		650.000,—
Amortissements sur matériel et outillage		800.000,—
Provision pour impôts-Estimation 1951		9.000.000,—
	Frs.	19.440.694,27
Bénéfice de l'exercice 1951		41.030.128,82
	Frs.	60.470.823,09

CREDIT

Bénéfices sur produits	19.538.913,52
Bénéfices sur marchandises	33.011.485,01
Commissions et bonis divers	2.839.568,23
Bénéfices sur réalisations immeubles	4.105.536,77
Reprises notre quote-part bénéfice société filiale . . .	975.319,56
Frs.	60.470.823,09

REPARTITION.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 1952 ayant décidé d'augmenter le capital de frs. 500.000.— à frs. 100.000.000,—, celui-ci étant représenté par 4.500 parts sociales, l'Assemblée décide la répartition suivante :

A la réserve légale	9.950.000,—
Dividende de frs. 1.204,819 brut aux 4.500 parts sociales .	5.421.687,—
Solde à porter à la Réserve de réinvestissement dans la Colonie	25.658.441,82
Frs.	41.030.128,82

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 29 MAI 1952.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai 1952 :

A l'unanimité des voix, l'Assemblée :

1° Approuve le Bilan et le Compte Profits et Pertes de l'exercice clôturé au 31 décembre 1951,

2° Approuve l'affectation des bénéfices proposée par le Conseil d'Administration,

3° Donne quitus aux Administrateurs et Commissaires de leur Gestion pour l'exercice clos au 31 décembre 1951,

4° a) réélit en qualité d'administrateurs MM. Georges VAN SANTEN et Robert WERNER pour un terme de quatre ans,

b) élit en qualité de commissaire Monsieur F. DE BROUWER pour un terme de deux ans.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction au 29 mai 1952.

Mr.Georges VAN SANTEN, Administrateur de Société — 5, avenue du Prince Albert, Berchem-Anvers — Président et Administrateur-délégué.

Mr. R. WERNER, Administrateur de Sociétés — 178, Chaussée de Malines-Anvers. — Vice-Président.

Mr. J.C. VAN ESSCHE, Administrateur de Sociétés — 410, Boulevard Lambermont, Schaerbeek-Bruxelles. — Administrateur-délégué.

Mr. Pierre LEGUERRIER, Administrateur de Sociétés — Usumbura (Ruanda-Urundi) Administrateur-Directeur.

Melle Mad. KREGLINGER-VAN SANTEN — Docteur en droit, 102, Rempart des Béguines, Anvers — Administrateur.

Mr. Th. MEYER — Administrateur de Sociétés Hoof ter Beke, Hoogboomschesteenweg, Brasschaat — Administrateur.

Mr. R. FRILLING, Administrateur de Sociétés — 140, Chaussée de Malines, Anvers — Administrateur.

Mr. Jean LEGUERRIER, Administrateur de Sociétés, 10, avenue Géo Bernier, Ixelles-Bruxelles — Administrateur.

Mr. Achille STRYBOL — Commissaire de Sociétés — 4, rue du Bastion, Anvers — Commissaire.

Mr. M. NARCISSE — Commissaire de Sociétés — 45, rue Kerckx, Bruxelles. — Commissaire.

Certifié Conforme, Le Président, Georges VAN SANTEN.

Immobilière Belgo-Coloniale

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge)

Siège administratif : 4, Place de Jamblinne de Meux à Bruxelles.

Registre du commerce de Léopoldville N° 725.

Registre du Commerce de Bruxelles N° 91.938

DEMISSIONS — NOMINATIONS — POUVOIRS

Extrait du procès-verbal de la séance du conseil général du 4 juin 1952.

Mr. Jean-Charles Buzon démissionne de ses fonctions de président et d'administrateur-délégué.

Mr. Pierre Buzon démissionne de ses fonctions d'administrateur-délégué.

Mr. Lucien Soenen est nommé président du Conseil.

MM. Gustave Jonas et Freddy Van Gheluwé sont nommés administrateurs, ce dernier assumant les fonctions de vice-président.

Les résolutions suivantes sont prises ensuite successivement à l'unanimité :

Les pouvoirs conférés en séance du conseil d'administration du 2 mars 1946 et publiés aux Annexes du Moniteur Belge du 16 mars 1946 sous le N° 3356 sont annulés.

Sont annulés également :

a) Tous pouvoirs quelconques déposés ou publiés depuis cette date soit au Bulletin Officiel du Congo belge, soit au Bulletin administratif du Congo belge.

b) Tous pouvoirs quelconques conférés antérieurement ou ultérieurement, tant par le conseil d'administration que par ses mandataires, en Belgique ou au Congo belge, déposés ou non, publiés ou non, à cette date, les seuls pouvoirs détaillés ci-dessous et délégations qui en seront données ultérieurement étant valables.

Le Conseil donne délégation, conformément à l'art 15 des statuts, à un comité permanent composé de M Lucien Soenen président du conseil et de Mr. Freddy Van Gheluwé, vice-président, agissant conjointement ou séparément, tant en Belgique qu'au Congo belge à l'effet notamment :

a) Ouvrir tous comptes en banque et au compte de chèques-postaux, y verser et retirer tous fonds appartenant à la société.

b) Retirer à la poste tous fonds, colis ou plis chargés, assurés ou recommandés.

c) Engager et fixer les émoluments du personnel nécessaire pour assurer le fonctionnement des services du siège administratif et des services d'Afrique; fixer les cautionnements s'il y a lieu.

d) Révoquer éventuellement tout membre de ces personnels de Belgique et d'Afrique.

e) Effectuer tous achats et toutes ventes jugées nécessaires pour assurer l'activité de la société.

f) Prendre ou donner à bail tous immeubles et tous biens de quelque nature que ce soit; consentir tous baux et locations.

g) Traiter, plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre, prendre à l'égard des tiers toutes mesures conservatoires des intérêts de la société et, généralement, faire le nécessaire, sans avoir pour les opérations énumérées ci-dessus, à exciper d'une décision préalable du conseil d'administration.

Les membres du comité permanent prénommés sont autorisés à déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs à tous administrateurs ou membres du personnel choisis par eux et qui agissent, alors, sous leur responsabilité. Ils sont autorisés à révoquer ces pouvoirs.

Pour copie conforme :

L. SOENEN Président du Conseil.

DELEGATION DE POUVOIRS.

En vertu des pouvoirs conférés par le Conseil Général en date du 4 juin 1952, le Comité permanent donne délégation par la présente à Mr. Jean-Louis Robatel, Fondé de Pouvoirs, pour assumer la gestion journalière de la société au Congo Belge et à cet effet notamment:

a) Ouvrir tous comptes en banques et au compte de chèques postaux en Afrique, y verser tous fonds appartenant à la société et y effectuer tous retraits des dits fonds; et déléguer éventuellement ce pouvoir.

b) Retirer à la poste tous fonds, colis ou plis chargés, assurés ou recommandés.

c) Prendre ou donner à bail toutes concessions et tous biens de quelque nature que ce soit; consentir tous baux et locations.

d) Traiter, plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre, prendre à l'égard des tiers toutes mesures conservatoires des intérêts de la société et généralement, faire le nécessaire sans avoir, pour les opérations énumérées ci-desus, à exciper d'une décision préalable du Conseil d'administration.

Pour extrait conforme : L. SOENEN Président du Conseil.

COMPAGNIE DE LINEA

Société congolaise à responsabilité limitée

à KAKONDO (Kivu) —Congo Belge.

Siège Administratif : 8, rue de Hornes à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 938.

Acte constitutif : Annexes au « Moniteur Belge » du 28 août 1927, n° 10989; n° 10.298 du 12 juillet 1928; n° 265 du 8 janvier 1930; n° 11821 du 9 septembre 1933; n° 17004 du 18 décembre 1936; n° 12750 des 5 et 6 septembre 1938; n° 487 du 11 janvier 1947; n° 210 du 5 janvier 1950; n° 4735 du 25-26 mars 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

(approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 1952)

ACTIF

IMMOBILISE		
Mobilier	101,—	
Exploitation en Afrique	214.352,45	
		214.453,45
DISPONIBLE		
Caisse, Banques et Chèques-Postaux		3.094.411,48
REALISABLE		
Portefeuille Titres et Participations	6.142.474,76	
Cautionnements	5.900,—	
Débiteurs Divers	149.823,42	
		6.298.198,18

COMPTES D'ORDRE

Dépôts statutaires	P.M.
Frs.	9.607.063,11

PASSIF

DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME		
Capital social, représenté par 10.000 p.s.		5.000.000,—
Réserve légale		306.242,62
Fonds d'amortissements		874.999,74
DE LA SOCIETE ENVERS DES TIERS		
Non exigible		
Compte créditeur	1,—	
Exigible		
Créditeurs divers	2.408.300,70	
		2.408.301,70
Comptes d'Ordre		
Déposants statutaires		P.M.
Pertes et Profits		
Solde bénéficiaire à répartir		1.017.519,05
Frs.		9.607.063,11

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31-12-51.

DEBIT

Frais généraux 1951	162.399,20
Impôts et Lois Sociales	37.942,50
Participation Mandataire Spécial sur Résultats 1950	32.570,—
Libéralité en faveur du Fonds de Bien-Etre aux indigènes « F.S.L. »	80.000,—
Solde bénéficiaire à répartir	1.017.519,05
Frs.	1.330.430,75

CREDIT

Report antérieur	13.000,—
Dividendes intérêts et divers	1.317.430,75
Frs.	1.330.430,75

AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

A la Réserve Légale	51.519,05
Tantièmes au Conseil Général	96.600,—
Dividende de frs. 85,— brut aux 10.000 parts sociales ...	850.000,—
Report à nouveau	19.400,—
Frs.	1.017.519,05

Le coupon n° 13 sera rendu payable par frs. 85,— net.

SITUATION DU CAPITAL

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRE EN FONCTIONS.

1. Le Comte Henry de Liedekerke de Pailhe, Propriétaire, 47, rue du Commerce à Bruxelles, Administrateur;
2. S.A. Le Prince Jean-Charles de Ligne, Propriétaire, château d'Antoing, à Antoing, Administrateur;
3. Walter-Henri Scott, Administrateur de Sociétés, 198, rue Victor Hugo à Bruxelles, Administrateur;
4. S.A. Le Prince Albert de Ligne, Propriétaire, 50, rue de l'Industrie à Bruxelles, Commissaire.

Les Administrateurs, (W.H. SCOTT) (Comte Henry de Liedekerke de Pailhe)

Le Commissaire, (Le prince Albert de Ligne).

Société Jean Van Gysel pour l'Elevage et la Culture aux Marungu

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Pepa (Congo Belge)

Siège administratif : 49-51, Galerie du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 217645.

—

Acte constitutif publié aux annexes du Moniteur Belge du 25-26 avril 1949 n° 7681 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars. 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.
Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 mai 1952.

ACTIF.

1. Immobilisé		
Frais de Constitution	252.388,—	
Concessions	1.800.000,—	
Terrains, constructions, matériel, mobilier	5.392.717,33	
Travaux en cours	184.478,—	
		7.629.583,33
2. Réalisable		
Cheptel bovin	7.000.000,—	
Haras et petit bétail	323.547,58	
Portefeuille Titres et participations	3.878.612,32	
Marchandises, clients, débiteurs divers	4.623.441,90	
		15.825.601,80
3. Disponible		
Caisse, Banques, Chèques Postaux		244.615,64
4. Compte transitoire		
Frais à répartir		143.898,75
5. Comptes d'Ordre		
Dépôts cautionnements agents	109.322.27	
Dépôts statutaires	pour mémoire	
		109.322,27
		23.953.021,79

PASSIF

1. Dettes de la Société envers elle-même			
Capital Social représenté par 18.000 parts sociales sans désignation de valeur		18.000.000,-	
Amortissements :			
— Report du 31-12-50 ...	1.230.888.07		
— de l'exercice	686.192,57		
	1.917.080,64		
— Annulation d'amortiss.	—136.432,91		
		1.780.647,73	
			19.780.647,73
2. Dettes de la Société envers les tiers			
Fournisseurs, créanciers divers		1.254.296,13	
Souscriptions à libérer		1.600.000,—	
			2.854.296,13
3. Comptes transitoires			
Provision pour rapatriement agents			137.082,—
4. Comptes d'Ordre			
Déposants cautionnements agents		109.322,27	
Déposants statutaires		pour mémoire	
			109.322,27
5. Résultats			
Bénéfice d'exploitation de l'exercice		2.091.961.66	
Amortissements de l'exercice		—686.192.57	
Bénéfice net de l'exercice		1.405.769,09	
Perte reportée du 31-12-50 - à déduire		—334.095,43	
			1.071.673,66
			23.953.021,79

COMPTES DE PERTES ET PROFITS

DEBIT

Solde débiteur ou bénéfice net d'exploitation	2.091.961,66

CREDIT

Solde du compte d'exploitation		1.985.645,12
Revenus financiers		106.316,54
		2.091.961,66
Bénéfice net d'exploitation		
Amortissements de l'exercice		2.091.961,66
— sur frais de constitution	25.238.80	
— sur concessions	90.000,—	
— sur construction matériel et mobilier ...	570.953,77	
		686.192,57
		1.405.769,09
à déduire : perte reportée du 31-12-50		—334.095,43
Solde bénéficiaire au 31 décembre 1951		1.071.673,66

REPARTITION DES BENEFICES

1. Réserve légale : 5 % sur 1.071.673,66	53.583,70
2. Fonds de réserve	600.000,00
3. Tantièmes aux administrateurs et commissaires	40.000,00
4. Dividendes : frs. 20,— brut ou frs. 17,— net aux 18.000 parts sociales	360.000,00
5. Solde à reporter	18.089,96
	1.071.673,66

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

Mr. Frédéric VAN DER LINDEN, administrateur de sociétés, 47, rue Stanley, Uccle, président

Mr. Jean van GIJSEL, administrateur de sociétés, Drytoren, Meise, administrateur-délégué

Mr. Antoine-Gérard de HALLOY de WAULSORT, ingénieur civil des Mines U.I.L.V., 61, rue Gachard, Bruxelles, administrateur

Mr. Jean GILLAIN, médecin vétérinaire, 8, rue René Gobert, Uccle, administrateur.

Mr. Edmond HOUSEN, administrateur de sociétés, 24, avenue Delcommune, Elisabethville (Congo Belge), administrateur.

Mr. Chrétien NEYZEN, attaché au Comité Spécial du Katanga, 21, rue Edm. Delcourt, Anderlecht, administrateur

Mr. Louis TOBBACK, docteur en médecine vétérinaire, 4, avenue des Fleurs, Woluwé St-Pierre, administrateur

Mr. Aimable BOURGEOIS, expert comptable, avenue du Diamant, 51, Schaerbeek, commissaire

Mr. Jacques J. DANSETTE, administrateur de sociétés, 114, Boulevard Brand Whitlock, Woluwé St-Lambert, commissaire

Mr. Jean HESBEEN, expert comptable, 406, chaussée de Bruxelles, Forest, commissaire.

Un administrateur,
DR. L. TOBBACK.

Un administrateur,
J. van GIJSEL.

Société des Ciments du Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Lukala (Congo Belge).

Registre du Commerce de Bruxelles n° 1989.

—

Acte constitutif publié aux annexes du Moniteur Belge : année 1949, N° 24.176, et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juin 1952.

ACTIF.

(en francs congolais)

PREMIER ETABLISSEMENT :		
Apports	200.000,00	
Amortissements	199.999,00	
		1,00
Frais de constitution et d'augmentation de capital	418.267,40	
Amortissements	418.266,40	
		1,00
		2,00

IMMOBILISE :		
Terrains en Afrique	257.997,64	
Amortissements	94.447,41	163.550,23
Usine, matériel industriel et rechanges	167.244.513,58	
Amortissements	49.658.809,91	117.585.703,67
Habitations et bâtiments non industriels	16.833.695,85	
Amortissements	7.392.442,94	9.441.252,91
Camps indigènes	17.953.809,82	
Amortissements	1.318.822,48	16.634.987,34
Matériel de manutention, de transport et divers	12.470.656,26	
Amortissements	6.926.770.98	5.543.886,28
Mobilier en Europe et en Afrique	5.008.056,74	
Amortissements	1.797.794,72	3.210.262,02
Plantations	35.410,34	
Amortissements	35.409,34	1,00
		152.579.645,45
REALISABLE ET DISPONIBLE :		
Produits fabriqués et en cours de fabricat.	4.349.994,00	
Approvisionnements en Afrique	44.819.430,89	
Avances sur commandes en cours	8.144.015,21	
Approvisionnements en Europe et en cours de route	5.474.097,85	
Banquiers, caisse et chèques postaux en Afrique	5.159.785,00	
Banquiers, caisse et chèques postaux en Europe	959.448,78	
Portefeuille et participations	27.226.800,00	
Débiteurs en Afrique	29.024.392,13	
Débiteurs en Europe	2.197.925,95	127.355.889,81

DIVERS :		
Cautionnements et garanties	6.500,00	
Frais d'études diverses	1.246.311,32	
		1.252.811,32
COMPTES D'ORDRE :		
Dépôts statutaires		p. m.
Fonds syndicataires		p. m.
		281.188.346,58

PASSIF

DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :		
Capital	70.000.000,00	
Réserve statutaire	1.812.811,92	
Fonds de réserve disponible	42.642.678,83	
Fonds du personnel	5.090.545,70	
Fonds de renouvellement	676.698,60	
Fonds de prévision	540.569,56	
Fonds pour investissements dans la Colonie en faveur des indigènes	8.333.987,56	
		129.097.292,17
DETTES DE LA SOCIETE ENVERS LES TIERS : (sans garanties réelles)		
Banquiers en Europe	25.902.394,57	
Créditeurs en Afrique	23.919.462,26	
Créditeurs en Europe	13.498.246,08	
Effets à payer	13.625.089,45	
Dividendes à payer	759.502,49	
Versements non appelés sur titres du portefeuille et participations	6.847.000,00	
		84.551.694,85
DIVERS :		
Comptes créditeurs	27.188.299,35	
Sommes à régulariser	101.385,00	
		27.289.684,35
COMPTES D'ORDRE :		
Déposants statutaires		p. m.
Titulaires syndicataires		p. m.
PROFITS ET PERTES :		
Solde de l'exercice		40.249.675,21
		281.188.346,58

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DOIT

Partie des frais généraux d'administration, charges financières et fiscales non couvertes par prix de revient . .		9.862.877,59
Amortissements :		
sur frais de constitution et d'augmentation de capital	271.427,40	
sur usine, matér. industriel et rechanges	9.706.513,79	
sur habitations et bâtiments . . .	760.928,36	
sur camps indigènes	73.777,41	
sur matériel de manutention, de transport et divers	1.826.957,79	
sur mobilier.	181.731,08	
		12.821.335,83
Provision pour impôts		12.000.000,00
Solde favorable		40.249.675,21
		74.933.888,63

AVOIR

Produit brut d'exploitation	74.931.732,29
Revenus du portefeuille	2.156,34
	74.933.888,63

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE :

à la réserve statutaire 5 %	2.012.483,76
au fonds de réserve disponible	16.759.918,75
dividende brut aux 75.600 actions	18.900.000,00
tantièmes des administrateurs et commissaires . . .	2.577.272,70
	40.249.675,21

SITUATION DU CAPITAL

Le capital est entièrement libéré.

—

MM. R. CAMBIER et R. THYS sont réélus en qualité d'administrateur.

LISTE DES ADMINISTRATEURS & COMMISSAIRES EN FONCTIONS

Président :

M. Max NOKIN, directeur de la Société Générale de Belgique, chaussée de Malines, 40, à Crainhem.

Vice-présidents :

M. Arthur BEMELMANS, directeur de la Société Générale de Belgique, avenue Louise, 397, à Bruxelles;

M. Robert THYS, ingénieur, avenue Louise, 136, à Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Fernand NISOT, ingénieur, rue d'Edimbourg, 15, à Ixelles.

Administrateurs :

M. Lucien BECKERS, ingénieur, avenue Hamoir, 24, à Uccle;

M. Robert CAMBIER, directeur de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, avenue Louis Lepoutre, 48, à Ixelles;

M. Ernest DALIMIER, ingénieur, avenue Blonden, 17, à Liège;

M. Georges GAILLARD, ingénieur, avenue Emile Demot, 18, à Bruxelles;

M. Robert LIPPENS, ingénieur-chimiste, Lindenplaats, à Moerbeke-Waas;

M. Albert MARCHAL, conseiller de la Société Générale de Belgique, avenue du Vert Chasseur, 46, à Uccle;

M. Edgard SENGIER, ingénieur, avenue Ernestine, 24, à Ixelles.

Commissaires :

M. Max BOEL, ingénieur, Beauregard, à Court-Saint-Etienne;

M. Jules DE BRUYN, secrétaire-comptable, place Georges Brugmann, 32, à Ixelles;

M. Joseph PILATE, chef de comptabilité, rue de Hennin, 91, à Ixelles.

Un Administrateur,
R. CAMBIER.

Un Administrateur,
R. LIPPENS.

Société Congolaise des Cycles Royal Nord
Anciens Etablissements Léon Declercq

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social : ELISABETHVILLE (Congo Belge).

Siège Administratif : HASSELT (Belgique) 107-109, Chaussée de Liège.

—

Statuts publiés aux annexes du Moniteur Belge du 19 décembre 1948, sous le numéro 234.65, autorisés par arrêté royal du 9 novembre 1948.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951

ACTIF.

Immobilisé	353.258,40
Disponible.	15.625,05
Réalisable.	28.070.850,70
Dépôts statutaires.	65.000,00
	28.504.734,15

PASSIF

NON EXIGIBLE :

Capital	3.250.000,00	
Réserve légale	302.026,00	
Amortissements	96.082,30	
		3.648.108,30
Exigible		18.907.310,81
Déposants statutaires.		65.000,00
Soldes.		5.884.315,04
		28.504.734,15

PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Provision fiscale	845.828,00
Amortissements	35.325,85
Frais & Charges	3.819.655,88
Solde	5.884.315,04
	10.585.124,77

CREDIT

A nouveau : report 1950	3.039.885,60
Profits Divers	162.521,75
Bénéfice brut d'exploitation	7.382.717,42
	10.585.124,77

REPARTITION ARRETEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE du 6 mai 1952.

A la réserve légale	22.974,00
1° Dividende	195.000,00
Tantièmes au conseil	566.634,10
A REPORTER	5.099.706,94
	5.884.315,04

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE du 6 mai 1952.

L'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice clôturé au 31 décembre 1951.

Elle se rallie aux propositions du conseil d'administration quant à la répartition du solde.

Elle donne décharge de leur gestion à Messieurs les administrateurs et commissaire.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité des voix.

CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DECEMBRE 1951.

DECLERCQ, Léon, Rentier, Square de Léopoldville, 17, Bruxelles.
Président du Conseil.

HUFKENS, Gaston, Industriel, Rue Chamberlain, 8, Hasselt.
Administrateur-délégué.

HUFKENS, Jean, Industriel, Place St-Paul, 7bis, Liège.
Administrateur.

HUFKENS, Achille, Industriel, Rue Daniels, 2, Hasselt.
Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

SAROLEA, Joseph, comptable, rue des Récollets, 60, à Visé.

Pour copie conforme.

Société Congolaise des Cycles Royal Nord
Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Hasselt, le 19 mai 1952.

Administrateur-délégué.	Administrateur.
(signé) Gaston HUFKENS.	(signé) Achille HUFKENS.

L'acte de constitution de la société congolaise à responsabilité limitée par actions « SOCIETE CONGOLAISE DES CYCLES ROYAL NORD » a été déposé au Greffe du Tribunal de Première Instance d'Elisabethville sous le numéro A.S. 785.

Geregistreerd, twee rollen, geen verzendingen te Hasselt (G.A.D.), de negentien Mei 1952. Boek 3, blad 26, vak 12.

Ontvangen : veertig frank (40.—).

De Ontvanger : J. PONSEN.

Société Industrielle & Minière du Congo Oriental « CONGORIENT »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville (Congo belge).

Siège administratif à Bruxelles, 168, rue Royale.

Registre du commerce de Léopoldville : n° 601.

Registre du commerce de Bruxelles : n° 5751.

—

Actes constitutifs publiés :
aux annexes du Moniteur belge : année 1951 : n° 14472-14473;
aux annexes du Bulletin officiel du Congo belge du 15 juin 1951.

BILAN AU 31 MARS 1952
approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 10 juin 1952.

ACTIF.

IMMOBILISE :		
Mobilier et machines de bureau . . . . . fr.		1 —
REALISABLE :		
Portefeuille-titres	15.592.608,08	
Débiteurs divers	4.020.639,05	
		19.613.247,13

DISPONIBLE :

Banques, dépôts, caisses et chèques postaux	3.930.512,52

COMPTE D'ORDRE :

Dépôts statutaires (mémoire)	—
Fr.	23.543.760,65

PASSIF

PASSIF DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital	18.750.000,—	
15.750 parts sociales sans désignation de valeur.		
26.250 dixièmes d'actions de fondateur sans valeur nominale.		
Réserve légale	461.828,72	
Fonds de prévisions	1.368.386,82	
		20.580.215,54

DETTES SANS GARANTIES REELLES :

Engagements sur portefeuille-titres . .	390.000,—	
Coupons à payer	265.458,51	
Créditeurs divers	6.201,09	
		661.659,60

COMPTE D'ORDRE :

Déposants statutaires (mémoire)	—

PROFITS ET PERTES :

Solde bénéficiaire	2.301.885,51
Fr.	23.543.760,65

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais généraux	526.493,28
Taxes et impôts	9.959,—
Amortissement des frais de constitution S.C.R.L. et de dissolution S.A.	165.642,75
Solde bénéficiaire.	2.301.885,51
Fr.	3.003.980,54

CREDIT

Report de l'exercice précédent		223.972,90
Revenus du portefeuille et divers		2.780.007,64
	Fr.	3.003.980,54

REPARTITION DU BENEFICE

Réserve légale 5 %	103.895,63
Premier dividende de 6 % aux 15.750 parts sociales . .	1.125.000,—
Report à nouveau (Art. 44 des statuts)	236.181,88
Superdividende aux 15.750 parts sociales	393.300,—
Superdividende aux 26.250 dixièmes d'act. de fondateur .	393.300,—
Tantièmes du conseil général	50.208,—
Fr.	2.301.885,51

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social de 18.750.000 francs congolais est représenté par 15.750 parts sociales sans désignation de valeur.

Il existe, en outre, 2.625 actions de fondateur sans valeur nominale.

LISTE DES ADMINISTRATEURS & COMMISSAIRES EN FONCTIONS

Président : Mr. Louis Frère, administrateur de sociétés, 15, avenue des Chasseurs, Crainhem (Quatre-Bras).

Vice-Président : Mr. Léopold Hoogvelst, administrateur de sociétés, 29, avenue de Tervueren, Etterbeek.

Administrateur-directeur : Mr. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 1, avenue des Scarabées, Bruxelles.

Administrateurs :

Comte Robert de Meeus, administrateur de sociétés, 145, rue Froissart, Bruxelles.

Baron Louis du Roy de Blicquy, administrateur de sociétés, 526, avenue Louise, Bruxelles.

Mr. Ferdinand Germanès, industriel, 5, avenue Emile Demot, Ixelles.

Mr. Paul Glibert, propriétaire, 114, avenue Molière, Forest.

Chevalier Jean t'Serstevens, propriétaire, 27, avenue des Gaulois, Etterbeek.

Mr. Albert Vogel, ingénieur commercial, 10, place Jean Jacobs, Bruxelles.

Commissaires :

Mr. Robert Carly, administrateur de sociétés, 28, rue Joseph Stallaert, Ixelles.

Mr. Pierre De Leeuw, expert-comptable, 2, rue Doyen Adriaens, Molenbeek-St-Jean.

Mr. Arthur De Meyer, fondé de pouvoirs de société, 9, rue de Veeweyde, Anderlecht.

Bruxelles, le 10 juin 1952.

Certifié conforme,

Deux administrateurs :

Marcel Jacques
Administrateur de sociétés
1, avenue des Scarabées,
Bruxelles.

Léopold Hoogvelst
Administrateur de sociétés
29, avenue de Tervueren,
Etterbeek.

Société Industrielle & Minière du Congo Oriental « CONGORIENT »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

AVIS AUX ACTIONNAIRES.

Il est porté à la connaissance de Messieurs les actionnaires que les dividendes de l'exercice 1951-1952, décrétés par l'assemblée générale ordinaire du 10 juin 1952, seront payables à partir du 16 juin 1952, par :

— fr. 96,40 brut, soit fr. 80,— net à chacune des parts sociales, contre remise du coupon n° 1;

— fr. 14,98 brut, soit fr. 12,40 net à chacun des dixièmes d'actions de fondateur, contre remise du coupon n° 1;

aux guichets des établissements ci-après :

— Banque Commerciale du Congo, 14-16, rue Thérésienne, à Bruxelles;

— Messieurs Nagelmackers Fils & Cie, 12, place de Louvain, à Bruxelles; et 32, rue des Dominicains, à Liège;

— Trust Métallurgique, Electrique & Industriel, 168, rue Royale, à Bruxelles.

Plantations de Thé au Kivu « THEKI »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Nyabiondo (Kivu-Congo Belge)

Siège administratif : 148, rue Royale, Bruxelles

Registre du commerce de Bruxelles n° 149.808

—

Actes constitutifs et modifications des statuts publiés :
aux annexes du Moniteur Belge : année 1937 n° 2113, année 1938 n° 4321 année 1939 n° 13108, année 1947 n° 10896 et 10897, année 1950 n° 26357.
aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge : année 1937 n° du 15-3, année 1938 n° du 15-4, année 1939 n° du 15-10, année 1947 n° du 30-5, année 1951 n° du 15-1.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 juin 1952.

ACTIF.

A. IMMOBILISE		
Frais de constitution	1,00	
Terrains	372.768,00	
Etablissement des Plantations . . .	8.707.187,90	
Bâtiments	5.285.321,33	
Centrale Hydro-Electrique	1.686.577,38	
Matériel industriel	2.679.197,14	
Matériel et Outillage	96.687,31	
Matériel roulant	436.692,00	
Mobilier	117.907,39	
		19.382.339,45
B. DISPONIBLE ET REALISABLE		
Caisse et Banques en Europe et en Afrique	1.672.384,72	
Débiteurs en Europe et en Afrique . .	171.781,40	
Matériel et approvisionnements . . .	1.540.568,05	
Thé en stock	1.749.990,00	
Comptes débiteurs en Europe et en Afrique	492.412,39	
		5.627.136,56
C. COMPTE D'ORDRE.		
Dépôts statutaires		Mémoire
		25.009.476,01

PASSIF

A. DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME.		
Capital	15.000.000.00	
Réserve légale	107.918,85	
Réserve disponible.	2.000.000,00	
Amortissements ordinaires	4.377.470.30	21.485.389,15
B. DETTES SANS GARANTIES REELLES.		
Créditeurs en Europe et en Afrique	1.104.109,04	
Comptes créditeurs en Europe et en Afrique	1.286.440.54	2.390.549.58
C. COMPTE D'ORDRE.		
Déposants statutaires		Mémoire
D. PERTES ET PROFITS		
Report de l'exercice précédent	37.888.48	
Bénéfice de l'exercice	1.095.648,80	1.133.537,28
		25.009.476,01

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT

Frais d'Administration en Europe		241.200,00
Frais généraux en Europe		168.919,28
Solde : report exercice précédent	37.888,48	
bénéfice de l'exercice	1.095.648,80	1.133.537,28
		1.543.656,56

CREDIT

Solde reporté	37.888,48
Bénéfice d'exploitation	1.491.967,03
Divers	13.801,05
	1.543.656,56

REPARTITION DES BENEFICES.

— à la réserve légale	54.782,44
— au fond de réserve disponible	750.000,00
— à reporter	328.754,84
	1.133.537,28

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 5 JUIN 1952

1) L'assemblée renouvelle pour six années le mandat d'Administrateur de MM. Marcel DUPRET et Léon LIPPENS.

Elle appelle aux fonctions d'Administrateur Mr. Max ECTORS en remplacement et pour achever le mandat de Mr. Paul ECTORS.

2) Elle appelle aux fonctions de Commissaire Mr. Etienne RAEMDONCK van MEGRODE en remplacement et pour achever le mandat de Mr. Louis de LANNOY décédé.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

M. LEJEUNE VINCENT, Emile, Planteur, 48, Chaussée de Charleroi, BRUXELLES. — Président.

M. DUPRET, Marcel, Ingénieur U.I.Lv. 98, Avenue de l'Observatoire, UCCLE. — Administrateur-Délégué.

M. BRASSEUR, René, administrateur de sociétés, 3, Rond Point de l'Etoile, BRUXELLES. — Administrateur.

M. de DECKER, Gaston, administrateur de sociétés, 24, Avenue du Prince Albert, BERCHEM-ANVERS. — Administrateur.

Comte de HEMRICOURT de GRUNNE, Administrateur de sociétés, 102, Avenue Molière, BRUXELLES — Administrateur.

M.r ECTORS, Paul, notaire, 26, rue Joseph II, BRUXELLES. — Administrateur.

M. LIPPENS, Léon, administrateur de sociétés, «Den Hul» Avenue du Bois, LE ZOUTE. — Administrateur.

M. NIEUWENHUYS, John, administrateur de sociétés, 7, Avenue de la Clairière, BRUXELLES. — Administrateur.

M. ORTS, Louis, docteur en droit, 33, Avenue Jeanne, IXELLES-BRUXELLES. — Administrateur.

M. SELLEKAERS, Joseph, administrateur de sociétés, 125, avenue de la Brabançonne, BRUXELLES. — Administrateur.

M. LIPPENS, Philippe, Villa « Hazegras » LE ZOUTE. — Commissaire.

M. SCOTT, Walter-Henri, directeur-comptable, 198, rue Victor Hugo, BRUXELLES. — Commissaire.

Mr. RAEMDONCK van MEGRODE, Etienne, Délégué d'agent de change, 49, Square Ambiorix, BRUXELLES. — Commissaire.

THEKI S.C.R.L. L'Administrateur-délégué : Marcel DUPRET.

Société de Crédit au Colonat

Constituée sous forme de société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège administratif : Avenue Louise, 146, à Bruxelles

Siège principal : Avenue Lippens, à Léopoldville-Kalina

—

Fondée en vertu du Décret du 1er juillet 1947
Statuts approuvés par A.R. du 31-7-47 et modifié par arrêtés des 19-5-49 et 6-3-51
Publications au « Bulletin Officiel du Congo Belge »
15 septembre 1947, 15 juin 1949 et 15 avril 1951

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

(approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juin 1952)

ACTIF.

IMMOBILISE :			
Frais de constitution et d'augmentation du capital	110.249,25		
Immeubles	10.439.366,50		
Matériel et Mobilier	2.160.508,50		
		12.710.124,25	
Amortissements :			
antérieurs	1.088.973,25		
de l'exercice	1.462.116,—		
		2.551.089,25	
			10.159.035,—
REALISABLE :			
Placement provisoire en Bon du Trésor Colonie		100.000.000,—	
Colonie (art. 14 anciens Statuts)		4.450.346,04	
			104.450.346,04
DISPONIBLE :			
Caisse, banques, chèques-postaux			14.028.834,31
EMPRUNTEURS (Portefeuille effets) :			
Crédits ordinaires		176.057.869,68	
Crédits financés par la Colonie		2.189.812,70	
			178.247.682,38
DEBITEURS DIVERS :			264.266,—
			307.150.163,73

PASSIF

CAPITAL		300.000.000,—
DETTES ENVERS DES TIERS :		
Colonie, avances pour financement des colons issus de fermes-écoles (Mushweshwe)	2.193.000,—	
Créditeurs divers	1.046.429,60	
		3.239.429,60
COMPTE TRANSITOIRE :		
Intérêts perçus d'avance		2.199.412,—
SOLDE PERTES ET PROFITS :		
Exercice 1951		1.711.322,13
		307.150.163,73

COMPTES D'ORDRE

Crédits autorisés et non encore utilisés	22.800.527,80
Promesses souscrites par les emprunteurs	P.M.
Garanties	P.M.
Cautionnements à l'immigration	97.350.000,—
Cautionnements statutaires	P.M.

COMPTE DE PERTES ET PROFITS

DEBIT

Intérêts sur avances de la Colonie et bancaires	69.328,30
Frais de gestion	5.723.716,87
Amortissements sur immobilisé	1.462.116,—
Solde bénéficiaire	1.711.322,13
	8.966.483,30

CREDIT

Intérêts sur prêts	6.660.263,30	
Intérêts sur Bons du Trésor Colonie	2.045.142,—	
Commissions, indemnités et divers	261.078,—	
		8.966.483,30
		8.966.483,30

REPARTITION DU BENEFICE.

5 % à la réserve légale	frs	85.566,10
Dividende de 0,5 %	frs	1.500.000,—
Report à nouveau	frs	125.756,03
Total :	frs	1.711.322,13

SITUATION DU CAPITAL

Capital entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Monsieur William VAN REMOORTEL, avocat près la Cour, Avenue Louise, 496, Bruxelles.

Monsieur Jules VAN LANCKER, administrateur de sociétés, Avenue Lippens, 11, Léopoldville-Kalina.

Monsieur René DUERINCKX, administrateur de société, avenue Winston Churchill, 34, Uccle.

Monsieur Pierre JENTGEN, Directeur Général honoraire du Ministère des Colonies, avenue Molière, 117, Forest.

Monsieur Paul QUARRE, Administrateur de sociétés, rue du Trône, 38, Bruxelles.

Monsieur Robert VANDEPUTTE, Président de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, avenue de Tervueren, 282, Bruxelles.

Monsieur Richard BASELEER, administrateur de sociétés, avenue Prekelinden, 142, Woluwé-St.-Lambert.

Monsieur Léon BRUNEEL, administrateur de sociétés, avenue Antoine Depage, 5, Bruxelles.

Monsieur Henri LEBEAU, Chef de service du Domaine au Comité National du Kivu, avenue Louise, 441, Bruxelles.

Monsieur Arthur-Edouard de SAN, Secrétaire Général honoraire du Congo Belge, avenue Brugman, 71, Forest.

Monsieur Léon GRAULS, Commissaire de District honoraire du Congo Belge, chaussée de Louvain, 136, Vossem.

Monsieur Chrétien NEYZEN, Directeur au Comité Spécial du Katanga, rue Edmond Delcourt, 21, Anderlecht.

Monsieur Victor RAULIER, Administrateur-Directeur Général de la Banque Belge d'Afrique, avenue Centrale, Crainhem.

Monsieur Paul JONCKHEERE, Administrateur de la Société Congolaise de Banque, rue Montagne du Parc, 2, Bruxelles.

Monsieur Emile VAN DE GHINSTE, Président de l'Association professionnelle des colons individuels, en abrégé Aprocolin, à Léopoldville.

Monsieur Oscar DEFAWE, Président de l'Union pour la Colonisation, en abrégé Ucol, B.P. 1625 à Elisabèthville.

Monsieur Ernest STOFFELS, Professeur à l'Institut Agronomique de Gembloux et Conseiller Technique à l'INEAC, rue d'Arlon, 78, Bruxelles.

Monsieur Jacques DUBOIS, délégué de la Fédération des Associations de colons du Congo et du Ruanda-Urundi belges, en abrégé Fédacol, avenue de l'Escrime, 41, Woluwé-St.-Pierre.

COMMISSAIRES AUX COMPTES :

Monsieur Aimable BOURGEOIS, Directeur au Comité Spécial du Katanga, avenue du Diamant, 51, Schaerbeek.

Monsieur Ivan DELHAYE, Directeur au Ministère des Colonies, rue des Garennes, 18, Watermael-Boitsfort.

Monsieur Jacques LEFEBVRE, fonctionnaire du Ministère des Colonies, avenue Georges Henri, 437, Woluwé-St.-Lambert.

COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT :

Monsieur Gaston DERKINDEREN, Conseiller au Ministère des Colonies, Avenue Parmentier, 42, Woluwé-St.-Pierre.

Monsieur Germain PETIT, fonctionnaire de la Colonie, avenue Van Becelaere, 113, Watermael-Boitsfort.

Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo « CEGEAC »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : 13, rue de Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 194.881.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur Belge, année 1946 n° 16.649; année 1948 n° 15.510; année 1951 n° 121.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.
approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 1952.

ACTIF.

A. IMMOBILISE		
Frais de Constitution	2.645.235,69	
Amortissements antérieurs	2.645.234,69	
		1,—

Terrains et Constructions		56.531.074,79	
Amortiss. antérieurs . .	8.568.185,38		
Amortiss. de l'exercice .	5.644.883,51		
	14.213.068,89		
Réduction des amortissements par réalisation d'actif	—674.896,—		
		13.538.172,89	
			42.992.901,90
Matériel et Mobilier en Afrique . . .		21.731.802,35	
Amortiss. antérieurs .	16.000.207,88		
Amortiss. de l'exercice .	4.661.769,93		
		20.661.977,81	
			1.069.824,54
Matériel et Mobilier en Europe . . .		733.970,10	
Amortiss. antérieurs . .	616.748,70		
Amortiss. de l'exercice .	117.220,40		
		733.969,10	
			1,—
			44.062.728,44
B. REALISABLE ET DISPONIBLE.			
Magasins		92.070.718,08	
Marchandises en cours de route . . .		159.730.264,71	
Avances sur commandes		2.756.327,41	
Débiteurs		107.265.886,48	
Travaux en cours		391.821,51	
Participations syndicales et diverses . .		1,—	
Caisses et Banques		14.045.905,25	
			376.260.924,44
C. COMPTES DIVERS.			
Comptes de régularisation - Comptes débiteurs divers .			1.148.969,19
D. COMPTES D'ORDRE.			
Contrats de change souscrits		124.381.893,20	
Dépôts :Cautionnements de MM. les Administrateurs et Commissaires et Inscriptions nominatives		pour mémoire	
			124.381.893,20
			545.854.515,27

PASSIF

A. DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME.		
Capital : 120.000 actions à frs. 1.000,— Chacune	120.000.000,—	
Réserve légale	3.412.597,—	
Fonds de réserve indisponible	10.000.000,—	
Fonds de prévision	9.000.000,—	
Fonds de réserve pour investissements dans la Colonie	24.000.000,—	
		166.412.597,—
B. ENVERS LES TIERS AVEC GARANTIES REELLES.		
Banquiers		75.785.513,54
C. ENVERS LES TIERS SANS GARANTIES REELLES.		
Banquiers	45.149.667,52	
Créditeurs	84.373.154,46	
		129.522.821,98
D. COMPTES DIVERS		
Fonds social pour la main-d'œuvre indigène	5.855.000,—	
Comptes de régularisation - Comptes créditeurs divers	13.520.909,65	
		19.375.909,65
E. COMPTES D'ORDRE.		
Engagements pour contrats de change souscrits	124.381.893,20	
Déposants : Cautionnements de MM. les Administrateurs et Commissaires et Titulaires d'inscriptions nominatives	pour mémoire	
		124.381.893,20
F. PROFITS ET PERTES.		
Report de l'exercice précédent.	145.544,31	
Solde bénéficiaire de l'exercice 1951	30.230.235,59	
		30.375.779,90
		545.854.515,27

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT

Frais généraux Europe	4.683.035,37	
Amortissements en Europe	117.220,40	
		4.800.255,77
Amortissements en Afrique		10.306.653,44
Prévision fiscale		5.000.000,—
Participation du personnel		1.200.000,—
Bénéfice :		
Report de l'exercice précédent	145.544,31	
Solde bénéficiaire de l'exercice	30.230.235,59	
		30.375.779,90
		51.682.689,11

CREDIT

Report à nouveau	145.544,30
Résultats bruts des opérations en Afrique	51.537.144,80
	51.682.689,11

REPARTITION DES BENEFICES.

— à la réserve statutaire : 5 p.c. sur le bénéfice net de l'exercice	1.511.512,—
— au fonds de prévision	7.500.000,—
— au fonds de réserve pour investissements dans la Colonie	9.000.000,—
— report à nouveau	364.267,90
— 90 p.c. du solde aux actions, soit un dividende de 9 p.c. Fr. 90,— brut par action	10.800.000,—
— 10 p.c. du solde au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires	1.200.000,—
	30.375.779,90

SITUATION DU CAPITAL

Capital restant à libérer : entièrement libéré	120.000.000,—

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

Mr. Edgar VAN DER STRAETEN, Vice-Gouverneur de la Société Générale de Belgique, Chaussée de Vleurgat, 268, à Bruxelles, Président.

Mr. Adolphe RUWET, Administrateur de Sociétés, avenue du Suffrage Universel, 31, à Schaerbeek, Vice-Président.

Mr. le Comte Albert de BEAUFFORT, Administrateur de Sociétés, avenue de la Toison d'Or, 68, à Bruxelles, Administrateur-délégué.

Mr. le Baron Jacques van der BRUGGEN, Administrateur de Sociétés, 1, avenue des Gaulois à Etterbeek, Administrateur-Directeur.

Mr. Louis AHRENS, Administrateurs de Sociétés, avenue de Tervueren, 114, à Bruxelles, Administrateur.

Mr. le Baron José de CROMBRUGGE de LOORINGHE, Administrateur de Sociétés, 57, Witheerendreef, Notre-Dame-au-Bois, Administrateur.

Mr. Joseph JENNEN, Administrateur de Sociétés, Room 5600, 30, Rockefeller Plaza, New-York 20. N.Y., Administrateur.

Mr. Léon LIPPENS, Administrateur de Sociétés, Avenue du Bois, Knokke-sur-Mer, Administrateur.

Mr. Gilbert PERIER, Administrateur de sociétés, Avenue Louise, 573, à Bruxelles, Administrateur.

Mr. Joseph VAN DEN BOOGAERDE, Administrateur de Sociétés, avenue des Phalènes, 19, à Bruxelles, Administrateur.

Mr. Raymond VANDERLINDEN, Administrateur de Sociétés, 40, Avenue de l'Arbalète à Boitsfort, Administrateur.

Mr. Charles HULET, Expert-Comptable, Rue Alfred Cluysenaer, 66, à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, Commissaire.

Mr. Robert CAMBIER, Ingénieur A.I.A., 48, avenue Louis Lepoutre, Saint-Gilles-lez-Bruxelles, Commissaire.

Mr. Georges DESMET, Chef Comptable, Rue du Pinson, 138, à Watermael Boitsfort, Commissaire.

Mr. Georges OLYFF, Docteur en droit, 26a, rue Jourdan à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, Commissaire.

Bruxelles, le 11 juin 1952.

Pour copie et extrait conforme.

L'Administrateur-Délégué,
A. de BEAUFFORT.

Le Président,
E. VAN DER STRAETEN.

Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo « CEGEAC »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Administratif : 13, Rue de Bréderode, Bruxelles.

Siège Social : Léopoldville (Congo Belge)

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur Belge, année 1946 n° 16.649; année 1948 n° 15.510; année 1951 n° 121.

DIVERS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 1952.

Sur la proposition du Conseil, l'assemblée réélit à l'unanimité Mr. Raymond Vanderlinden en qualité d'Administrateur. Son mandat viendra à expiration en 1958.

Sur la proposition du Conseil, l'Assemblée décide de porter le nombre des administrateurs de 11 à 12. Elle élit à l'unanimité Mr. Jean-Baptiste Prijot, demeurant à Léopoldville, Directeur Général en Afrique de la Cégéac.

Son mandat viendra à expiration en 1958.

Bruxelles, le 11 juin 1952.

Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo. « CEGEAC »

L'Administrateur-Délégué, A. de BEAUFFORT.

Le Président, E. VAN DER STRAETEN.

Société de Cultures au Congo Belge

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Binga par Lisala.

Siège administratif : 9, Grand'Place, Anvers.

Direction et bureaux : 150, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce d'Anvers N° 117.238.

—

Constituée à Anvers, le 24 novembre 1950, au capital de Frs. 100 millions par acte du notaire Antoine Cols, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1951, et aux Annexes du Moniteur Belge du 1er. février 1951, N° 1683. Capital porté à Frs. 150.000.000,— par acte du notaire Antoine Cols publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1952 et aux Annexes du Moniteur Belge des 24 et 25 décembre 1951 N° 25.518.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

IMMOBILISE :			
Convention du 20-12-1913 avec la Colonie du Congo Belge, Palmeraies, plantations, constructions, usines, voies ferrées, matériel roulant, bateaux à vapeur, automobiles, routes, ponts et mobilier :			
Avoirs réévalués au 1-1-51	58.886.506		
Avoirs non réévalués au 1-1-1951	88.599.468		
Immobilisations de l'année	22.409.060		
		169.895.034	
Suppression à l'inventaire d'éléments d'actif devenus sans valeur :			
Avoirs réévalués . . .	15.486.285		
Avoirs non réévalués . .	4.805.742		
		20.292.027	
		149.603.007	
Amortissements sur :			
avoirs réévalués . .	16.815.125		
avoirs non réévalués .	18.832.481		
		35.647.606	
			113.955.401
DISPONIBLE ET REALISABLE :			
Banques et Caisses		29.188,355	
Portefeuille et participations		25.006.863	
Comptes courants		56.552.956	
A recevoir pour produits vendus et livrés		30.573.322	
Débiteurs divers		8.265.445	
Produits en stock au Congo		12.801.853	
Marchandises au Congo		10.984.834	
Approvisionnements		19.930.645	
			193.304.273
COMPTES D'ORDRE :			
Dépôts statutaires		pour mémoire	
		Fr.	307.259.674

PASSIF

DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :		
Capital (représenté par 141.024 parts sociales sans désignation de valeur		150.000.000
Réserve légale		8.369.535
Réserve pour renouvellement d'immobilisé	10.000.000	
Fonds d'amortissement fiscal (décret du 8-1-1946)	4.168.529	
		14.168.529
DETTES DE LA SOCIETE ENVERS DES TIERS :		
Provisions diverses	48.486.416	
Créditeurs divers	9.135.100	
Fonds pour « Welfare » indigène	5.000.000	
Participation du personnel d'Afrique aux bénéfices	7.728.000	
Dividendes non encaissés	203.300	
		70.552.816
COMPTES D'ORDRE :		
Déposants statutaires	pour mémoire	
COMPTE DES PROFITS ET PERTES :		
Solde reporté	4.590.365	
Bénéfice de l'exercice	59.578.429	
		64.168.794
	Fr.	307.259.674

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1951

DEBIT

Frais généraux	3.359.222
Dépenses d'exploitation	58.722.571
Services sociaux et bien-être indigène	4.746.192
Dotation au bien-être indigène.	5.000.000
Amortissements	10.783.033
Plantations vétustes et matériel hors d'usage	8.129.276
Réserve pour renouvellement d'immobilisé.	10.000.000
Réserve pour impôts	31.000.000
Participation du personnel d'Afrique aux bénéfices	7.728.000
Solde en bénéfice de l'exercice	59.578.429
Fr.	199.046.723

CREDIT

Produit brut de l'exploitation	197.486.094
Intérêts, commissions et divers	1.560.629
Fr.	199.046.723

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 5 JUIN 1952.

L'assemblée générale ordinaire du 5 juin 1952 a approuvé, à l'unanimité, le bilan et le compte des profits et pertes de l'exercice social 1951, clôturé au 31 décembre 1951 tels qu'ils ont été soumis, et a décidé de répartir comme suit le bénéfice de l'exercice 1951 :

1° 5 % à la réserve légale	2.979.000,—
2° Premier dividende de 30 fr. aux 141.024 parts sociales	4.230.720,—
3° Tantièmes statutaires du Conseil d'Administration . .	5.236.871,—
4° Deuxième divid. de fr. 271,20 aux 141.024 parts sociales	38.245.708,—
5° Report à nouveau	8.886.130,—
Total . .Frs.	59.578.429,—

En conséquence, le coupon N° 20 des 141.024 parts sociales a été rendu payable par 250 francs net, à partir du 9 juin 1952, aux guichets des banques ci-après :

Banque G. & C. Kreglinger, 9, Grand'Place, Anvers;

Banque de la Cie Commerciale Belge, 23, Meir, Anvers

Banque Commerciale du Congo, 14-16, rue Thérésienne, Bruxelles;

Banque Commerciale du Congo, Léopoldville.

Par un vote spécial, et à l'unanimité, l'assemblée a accordé décharge de leur gestion au cours de l'exercice 1951 aux administrateurs et commissaires.

L'assemblée a, à l'unanimité, renouvelé les mandats d'administrateur de MM. Joseph Ravet, Gustave Blutz, Victor Goossens et baron Paul Kronacker pour un terme de quatre ans venant à expiration à la date de l'assemblée générale ordinaire de 1956, ainsi que les mandats de commissaire de MM. John Frederic Greaves, Frédéric Pott et Edouard Stappers, pour un terme de deux ans venant à échéance à la date de l'assemblée générale ordinaire de 1954.

Le Conseil d'administration et le Collège des Commissaires sont actuellement constitués comme suit :

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Robert Godding, docteur en droit, « Lindenhof », Kapellen-Anvers; président, administrateur-délégué.

M. Léon Genon, administrateur de sociétés, 23, Avenue Victoria, Bruxelles, administrateur, vice-président.

M. Luke-Cyril Beaumont, administrateur de sociétés, 69, avenue Louis Lepoutre, Bruxelles, administrateur.

M. Gustave Blutz, administrateur de sociétés, 22, avenue des Scarabées, Bruxelles, administrateur.

M. William Allison Skinner, administrateur de sociétés, 18, avenue du Roi Chevalier, Woluwé-St-Lambert, Bruxelles, administrateur.

M. Sidney Edkins, administrateur de sociétés, 150, rue Royale,, Bruxelles, administrateur.

M. Victor Goossens, ingénieur agronome, Panzi par Bukavu, Congo Belge, administrateur.

M. Théodore Grutering, administrateur de sociétés, 9, Grand'Place, Anvers, administrateur.

M. Oscar Kreglinger, administrateur de sociétés, 9, Grand'Place, Anvers, administrateur.

baron Paul Kronacker, docteur en sciences, 101, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, administrateur.

M. Enrique Mistler, administrateur de sociétés, 18, Marché aux Souliers, Anvers, administrateur.

M. Joseph Ravet, ingénieur agronome à Binga par Lisala, Congo Belge, administrateur.

M. François Van Uytven, administrateur de sociétés, 253A, avenue Winston Churchill, Bruxelles, administrateur-directeur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. John-Frederik Greaves, Chartered Accountant, 292, avenue Molière, Bruxelles, commissaire.

M. William Grisar, assureur, 26, rue Osy, Anvers, commissaire.

M. Willy Mankovsky, administrateur de sociétés, 26, Avenue de Tervueren, Etterbeek, commissaire.

M. Frederic Pott, directeur de sociétés, 8, Avenue Groenendaels, La Hulpe (Malaise), commissaire.

M. Edouard Stappers, agent de change, 1, Meir, Anvers, commissaire.

M. Joseph Sténon, administrateur de sociétés, 35, avenue de Mérode, Berchem-Anvers, commissaire.

Certifié conforme :

Deux Administrateurs :

F. Van Uytven. R. Godding.

Société Coloniale d'Huileries et de Raffinage

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Elisabethville (Congo Belge).

Siège Administratif à Bruxelles, 27, rue du Trône.

Bruxelles : Registre du Commerce N° 111.235.

Elisabethville : Registre du Commerce N° 488.

—

Autorisée par Arrêté Royal du 20 février 1939, statuts publiés dans les annexes au Moniteur Belge du 3 mars 1939 (acte N° 1880) et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1939, modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 14 mars 1950 (annexes au Moniteur Belge du 8 juin 1950 (acte N° 13935), autorisés par Arrêté Royal du 9 mai 1950, publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1950.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai 1952.

ACTIF.

I. IMMOBILISE :				
a) Installations, Matériel et Divers en Afrique :				
1) Usine d'Elisabethville			20.726.216,31	
2) Usine de Samba			29.163.197,22	
			49.889.413,53	
Amortiss. antérieurs, moins extournes . .	9.774.362,52			
Amortissem. de l'exercice	1.438.318,39			
			11.212.680,91	
				38.676.732,62
II. REALISABLE :				
b) Actionnaires			5.004.000,00	
c) Effets à recevoir			597.430,40	
d) Portefeuille-Titres			1.048.000,00	
e) Débiteurs divers			4.284.933,68	
f) Approvisionnements et emballages. .			11.878.643,63	
g) Stock graines			1.751.469,07	
h) Stock produits finis			5.795.163,00	
				30.359.639,78
III. DISPONIBLE :				
1) Caisses, Banques et Chèques Postaux en Europe et en Afrique				16.890.267,29

IV. DIVERS :

j) Comptes débiteurs		1.123.662,14

V. COMPTES D'ORDRE :

k) Garanties Statutaires		P. M.
l) Engagements et contrats divers en cours		P. M.
m) Banque du Congo Belge — Cautionnements Agents d'Afrique		P. M.
		87.050.301,83

PASSIF

I. PASSIF DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

a) Capital.	35.000.000,00	
représenté par 31.500 actions sans désignation de valeur et libéré à concurrence de frs. 29.996.000,00.		
b) Réserve Statutaire	833.683,00	
c) Réserve Extraordinaire	9.000.000,00	
		44.833.683,00

II. PASSIF DE LA SOCIETE ENVERS LES TIERS :

d) Créditeurs divers		18.990.410,21

III. DIVERS :

e) Comptes Créditeurs	7.271.565,32	
f) Fonds de Welfare en fav. des indigènes	321.310,30	
		7.592.875,62

IV. COMPTES D'ORDRE :

g) Titulaires de Cautionnements Statutaires		P. M.
h) Créditeurs éventuels pour engagements et contrats en cours		P. M.
i) Agents d'Afrique — Cautionnements Banque du Congo Belge		P. M.

V. SOLDE :

j) Report de l'exercice précédent . . .	2.705.250,94	
k) Bénéfice net de l'exercice	12.928.082,06	
		15.633.333,00
		87.050.301,83

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais généraux	818.165,96
Charges financières	3.380,25
Frais d'augmentation de capital	—
Amortissements sur :	
Installations et Matériel en Afrique	1.438.318,39
Provision fiscale	3.500.000,00
Quote part des indigènes dans le bénéfice, en contre-partie des graines apportées	15.354.337,56
Solde disponible :	
Bénéfice net de l'exercice	12.928.082,06
Report solde exercice précédent	2.705.250,94
	36.747.535,16

CREDIT

Report solde exercice précédent	2.705.250,94
Revenus du Portefeuille et divers	134.576,34
Solde du compte « Exploitation »	33.907.707,88
	36.747.535,16

REPARTITION DU BENEFICE

Réserve statutaire	646.404,00
Premier dividende statutaire	1.681.020,00
Dotation au Fonds de Réinvestissements	5.000.000,00
Allocations statutaires	560.066,00
Second dividende	2.385.245,00
Report à nouveau	5.360.598,00
	15.633.333,00

SITUATION DU CAPITAL

Montant libéré du capital	29.996.000,00

Montant du capital restant à libérer :

Compagnie Cotonnière Congolaise, société congolaise à responsabil. limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge)	2.001.600,00
Société Cotonnière du Tanganika, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Kongolo (Congo Belge)	1.251.000,00
Compagnie de la Ruzizi, société coloniale belge à responsabilité limitée, établie à Usumbura (Ruanda-Urundi).	875.811,00
Société Congolaise Bunge, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Kamina (Congo Belge) . . .	875.589,00
	5.004.000,00

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Anatole DE BAUW, Administrateur de Sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateurs :

MM. Pierre GILLIEAUX, Administrateur de Sociétés, 92, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

Alfred MOELLER de LADDERSOUS, Administrateur de Sociétés, 1, Place de la Sainte Alliance, Uccle.

Albert MOULAERT, Ministre Plénipotentiaire Honoraire, 6, avenue Emile Demot, Bruxelles.

Maurice PILETTE, Directeur de Sociétés, 28, rue des Ecoliers, Auderghem.

Fernand SELLIER, Ingénieur, 15, avenue du Derby, Ixelles.

Jules SOBRY, Directeur de Sociétés, 21, rue d'Arenberg, Anvers.

Emile VAN GEEM, Administrateur de Sociétés, 123, avenue Coghen, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

MM. Louis UYTDENHOEF, Expert-Comptable, 22, Place Armand Steurs, St-Josse-ten-Noode.

René HEUTEN, Directeur de Société, 535, chaussée de Waterloo, Ixelles.

SOCIETE COLONIALE D'HUILERIES ET DE RAFFINAGE

Un Administrateur, P. GILLIEAUX.

Le Président, A. DE BAUW.

Société Coloniale d'Huileries et de Raffinage

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Elisabethville (Congo Belge).

Siège Administratif à Bruxelles, 27, rue du Trône.

Bruxelles : Registre du Commerce N° 111.235.

Elisabethville : Registre du Commerce N° 488.

—

RENOUVELLEMENT DE MANDATS

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 29 mai 1952.

.....

Elle renouvelle, pour un terme de six ans les mandats de Messieurs Alfred Moeller de Laddersous et Maurice Pilette, administrateurs, ainsi que celui de Monsieur Louis Uytdenhoef, commissaire.

Ces trois mandats viendront en conséquence à expiration à l'assemblée générale ordinaire de 1958.

SOCIETE COLONIALE D'HUILERIES ET DE RAFFINAGE

Un Administrateur,
P. GILLIEAUX.

Le Président,
A. DE BAUW.

Huileries de Tinda et de Gossamu

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social à Tinda (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Trône, à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles N° 232608.

Compte chez Banque du Congo Belge N° 32888.

Au compte C.C.P. Compagnie Cotonnière Congolaise N° 223263.

—

Société créée le 23 avril 1951; autorisée par arrêté royal du 9 juin 1951, publiée au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1951; actes constitutif publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1951 et du Moniteur Belge des 2-3 juillet 1951 (N° 15673).

PREMIER EXERCICE SOCIAL CLOTURE AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 mai 1952.

ACTIF.

	I. IMMOBILISE :			
a)	Frais de constitution .	647.402,70		
	Amortiss. de l'exercice	32.370,14		615.032,56
b)	Installations, Matér. et Divers en Afrique :			
1)	Usine de Tinda . .	16.883.964,12		
	Amortiss. de l'exercice	933.983,96	15.949.980,16	
2)	Nouvelle Usine		509.941,79	17.074.954,51
	II. REALISABLE :			
c)	Actionnaires		17.100.000,00	
d)	Débiteurs divers		3.662.490,63	
e)	Approvisionnements et Emballages .		6.607.304,21	
f)	Stocks produits finis		5.146.021,00	32.515.815,84
	III. DISPONIBLE :			
g)	Caisses et Banques en Europe et en Afrique . . .			18.599.953,41
	IV. DIVERS :			
h)	Comptes débiteurs			2.150.527,65
	V. COMPTES D'ORDRE :			
i)	Banque du Congo Belge — Cautionnements Agents d'Afrique			P. M.
j)	Engagements et contrats divers en cours			P. M.
k)	Garanties Statutaires			230.000,00
				70.571.251,41

PASSIF

	I. PASSIF DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :	
a)	Capital. . . . . représenté par 45.000 actions de 1.000 francs congolais chacune.	45.000.000,00
	II. PASSIF DE LA SOCIETE ENVERS LES TIERS :	
b)	Créditeurs divers	17.112.898,74

III. DIVERS :

c) Comptes créditeurs	1.415.369,55

IV. COMPTES D'ORDRE :

d) Agents d'Afrique — Cautionnements chez Banque du Congo Belge	P. M.
e) Créditeurs éventuels pour engagements et contrats en cours	P. M.
f) Titulaires de cautionnements statutaires.	230.000,00

V. SOLDES :

g) Bénéfice net de l'exercice	6.812.983,12
	70.571.251,41

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais généraux		599.064,54
Charges financières		3.327,20
Amortissements :		
Sur Frais de Constitution	32.370.14	
Sur Installations et Matériel en Afrique.	933.983,96	
		966.354,10
Provision fiscale		1.400.000,00
Quote-part des indigènes dans le bénéfice, en contre-partie des graines apportées		8.394.483,35
Solde disponible :		
Bénéfice net de l'exercice		6.812.983,12
		18.176.212,31

CREDIT

Revenus divers	45.529,00
Solde du compte « Exploitation »	18.130.683,31
	18.176.212,31

SITUATION DU CAPITAL

Le capital social est libéré à concurrence de	27.900.000,00

Montant du capital restant à libérer :

Compagnie Cotonnière Congolaise, société congolaise à responsabil. limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge)	2.099.400,00
Société Cotonnière du Bomokandi, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Tély (Congo Belge) .	6.000.000,00
Belgika, société anonyme, établie à Bruxelles . . .	7.199.400,00
Nieuwe Afrikaansche Handels Vennootschap, société anonyme, établie à Rotterdam	1.799.400,00
Monsieur Anatole De Bauw, 107, avenue Defré, Uccle .	600,00
Monsieur André Gilson, 194A, avenue de Tervueren, Woluwé-Saint-Pierre	600,00
Monsieur Jan Willem de Jager, Berkel (Pays-Bas) . .	600,00
	17.100.000,00

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Anatole DE BAUW, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateurs :

MM. Adolphe DE SLOOVERE, administrateur de sociétés, 41, avenue Général Lartigue, Woluwé-Saint-Lambert.

Pierre GILLIEAUX, administrateur de sociétés, 92, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

André GILSON, administrateur de sociétés, 194A, avenue de Tervueren, Woluwé-Saint-Pierre.

Jan Willem de JAGER, administrateur de sociétés, Berkel (Pays-Bas).

Louis ORTS, administrateur de sociétés, 33, avenue Jeanne, Bruxelles.

Emile VAN GEEM, administrateur de sociétés, 123, avenue Coghen, Uccle.

Edmond VERFAILLIE, secrétaire de sociétés, 26, avenue Albert-Elisabeth, Woluwé-Saint-Lambert.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

MM. Lucien DEMOULIN, secrétaire de société, 78, avenue du Roi-Soldat, Anderlecht.

Charles PAPEIANS de MORCHOVEN, docteur en droit, 2, avenue Géo Bernier, Ixelles.

Maurice STRADLING, directeur divisionnaire de la Société Fiduciaire de Belgique, 22B, square de Meeus, Bruxelles.

HUILERIES DE TINDA ET DE GOSSAMU

Un Administrateur, P. GILLIEAUX.

Le Président, A. DE BAUW.

Commerce et Plantations au Ruanda-Urundi (PLATARUNDI)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Usumbura (Urundi).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Registre du commerce : (Usumbura n° 700; Bruxelles n° 48.761).

—

Constituée suivant acte passé devant Maître Edouard VAN HALTEREN, notaire à Bruxelles, le 30 juillet 1930 et autorisée par arrêté royal du 6 septembre 1930 *(Bulletin Officiel du Congo Belge* du 15 octobre 1930).

Statuts modifiés suivant actes passés devant Maître Edouard VAN HALTEREN, notaire à Bruxelles, le 14 juin 1933 et devant Maître Léon COENEN, notaire à Bruxelles, le 3 décembre 1935; modifications autorisées par arrêté royal du 6 février 1936 *(Bulletin Officiel du Congo Belge* du 15 février 1936).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :			
Terrains et immeubles		10.153.731,—	
Amortiss. antérieurs .	4.000.280,—		
Amortissem. de l'exercice	1.014.243,—		
		5.014.523,—	
			5.139.208,—
Matériel		1.525.375,—	
Amortissem. antérieurs .	858.316,—		
Amortissem. de l exercice	152.537,—		
		1.010.853,—	
			514.522,—
Mobilier		854.803,—	
Amortissem. antérieurs .	461.960,—		
Amortissem. de l'exercice	85.480,—		
		547.440,—	
			307.363,—
			5.961.093,—
Réalisable :			
Portefeuille		215.710,—	
Marchandises en magasin et en cours de route		30.343.430,—	
Débiteurs divers		39.851.821,—	
Effets à recevoir		2.133.748,—	
			72.544.709,—

Disponible :		
Banques et caisses		2.572.791,—
Comptes débiteurs		2.043.138,—
Comptes d'ordre :		
Cautionnements des administrateurs et des commissaires	59.500,—	
Cautionnements des agents d'Afrique . .	89.460,—	
Divers	807.881,—	
		956.841,—
		84.078.572,—

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :		
Capital	5.524.000,—	
représenté par :		
55.240 actions de capital de fr. 100,		
20.000 parts de fondateur s. d. v.		
Réserve statutaire	552.400,—	
Fonds de réserve	15.000.000,—	
Fonds de renouvellement matériel . .	173.263,—	
		21.249.663,—
Réserve pour créances douteuses		1.945.916,—
Dettes sans garanties réelles :		
Créditeurs divers	49.004.496,—	
Dividendes restant à payer	28.357,—	
		49.032.853,—
Comptes créditeurs		4.845.271,—
Comptes d'ordre :		
Cautionnements des administrateurs et des commissaires	59.500,—	
Cautionnements des agents d'Afrique .	89.460,—	
Divers	807.881,—	
		956.841,—
Profits et pertes :		
Solde bénéficiaire reporté	532.591,—	
Bénéfice de l'exercice	5.515.437,—	
		6.048.028,—
		84.078.572,—

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Droits de douane sur produits		14.583.968,—
Frais financiers		1.769.920,—
Frais généraux d'Afrique		4.163.125,—
Frais généraux Bruxelles		1.435.718,—
Amortissements :		
sur immeubles	1.014.243,—	
sur matériel	152.537,—	
sur mobilier	85.480,—	
		1.252.260,—
Provision pour impôts		1.500.000,—
Réserve pour créances douteuses		1.000.000,—
Solde bénéficiaire reporté	532.591,—	
Bénéfice de l'exercice	5.515.437,—	
		6.048.028,—
		31.753.019,—

CREDIT.

Solde à nouveau	532.591,—
Résultat d'exploitation	31.141.816,—
Revenu du portefeuille	78.612,—
	31.753.019,—

Répartition du solde bénéficiaire de fr. 6.048.028,—
(art. 49 des statuts).

Premier dividende (6 %) aux 55.240 actions de capital	331.440,—
Allocations statutaires : 10 % de fr. 5.515.437,—	551.544,—
Second dividende aux actions de capital	866.535,—
Dividende aux 20.000 parts de fondateur	866.535,—
Fonds de réserve	1.500.000,—
Solde à reporter	1.931.974,—
	6.048.028,—

Situation du capital social.

Entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

Administrateurs :

M. Paul ORBAN, docteur en droit, 24, Boulevard du Régent, Bruxelles, Président, Administrateur-délégué;

M. Fernand SELLIER, ingénieur civil (U. L. B.), avenue du Derby, 15, Ixelles-Bruxelles, Administrateur-directeur;

M. Walter BRIDOUX, colonel retraité, 44, avenue de l'Arbalète, Boitsfort;

M. Pierre de la CROIX d'OGIMONT, docteur en droit, 1, avenue de l'Hippodrome, Ixelles-Bruxelles;

M. Guy de la ROCHETTE, ingénieur, 15, rue Raynouard, Paris;

M. le baron Adolphe de VIRON, propriétaire, Château de et à Brussegem;

M. Jacques GRAZIA, industriel, « Manoir Tudor », Drève de la Meute à Waterloo;

M. le Chevalier Michel-Ernest LALLEMAND, propriétaire, 92, avenue de Cortenberg, Bruxelles;

M. Marc LEVEQUE, directeur de sociétés, 144, Boulevard Brand Whitlock, Bruxelles;

M. Maurice LOUVEAUX, docteur en droit, 51, avenue de Tervueren, Etterbeek-Bruxelles;

M. Maurice VAN HECKE, inspecteur royal des Colonies, 44, avenue Albertyn à Woluwé-St.-Lambert.

Commissaires :

M. Emile COULON, directeur de société, 119, avenue du Diamant, Schaerbeek-Bruxelles;

M. Arille DESCAMPS, expert-comptable, 62, avenue Parmentier à Woluwé-St.-Pierre;

M. Emile THIELEMANS, chef comptable au C. F. L. (Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains), 188a, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires au 11 juin 1952.

A l'unanimité, l'assemblée :

1) approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1951, ainsi que la répartition du solde bénéficiaire.

En conséquence, le coupon n° 9 des actions de capital sera payable par fr. 21,69 brut ou fr. 18,— net et le coupon n° 6 des parts de fondateur sera payable par fr. 43,33 brut ou fr. 35,95 net, à dater du 16 juin 1952, aux guichets des banques ci-après :

— Banque Industrielle Belge (ancienne banque E. L. J. Empain) à Bruxelles;

— Banque Belge pour l'Industrie à Bruxelles;

2) donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion jusqu'au 31 décembre 1951;

3) renouvelle pour un terme de 6 ans les mandats d'administrateurs de MM. le baron Adolphe de VIRON et Maurice LOUVEAUX et pour un terme de 3 ans le mandat de commissaire de M. Emile COULON.

Bruxelles, le 12 juin 1952.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

F. SELLIER. P. ORBAN.

Bouteillerie de Léopoldville

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo belge).

Siège administratif : Chaussée de Charleroi, 46, Saint-Gilles.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 204601.

—

Acte constitutif approuvé par arrêté royal du 19 mai 1947, publié aux annexes du *Moniteur belge* du 5 juin 1947, n° 11400.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 6 mai 1952.

ACTIF.

Immobilisé		55.968.661,54
Frais premier établissement	5.838.938,02	
Terrain	2.737.230 »	
Constructions industrielles	11.553.578,86	
Habitations	5.515.919,47	
Matériel	30.322.995,19	

Disponible		362.397,20
Caisses, banques, chèques postaux	362.397,20	
Réalisable		11.301.552,60
Débiteurs divers	1.988.715 »	
Matières premières et approvisionnements	8.967.971 »	
Produits fabriqués	271.871,60	
Cautions données	72.995 »	
Compte de résultat		1.381.808,35
Perte reportée exercice 1950	1.381.808,35	
Compte d'ordre :		
Cautionnements statutaires		P. M.
		69.014.419,69

PASSIF.

Non exigible		20.000.000 »
Capital	20.000.000,—	
Amortissements		7.526.130,69
a) Sur frais de premier établissement	2.026.130,69	
Exerc. précédents 1.026.130,69		
Exercice 1951 1.000.000 »		
b) Sur immobilisé	5.500.000 »	
Exerc. précédent 1.000.000 »		
Exercice 1951 4.500.000 »		
Exigible		35.658.701,61
Créditeurs divers, fournisseurs et avances clientèle	35.658.701,61	
Compte de résultat		5.829.587,39
Bénéfice de l'exercice 1951	5.829.587,39	
Compte d'ordre :		
Déposants et cautionnements statutaires		P. M.
		69.014.419,69

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'administration et charges financières .	2.777.060,55
Amortissements de l'exercice 1951	5.500.000 »
	8.277.060,55
Bénéfice de l'exercice 1951	5.829.587,39
	14.106.647,94

CREDIT.

Bénéfice brut d'exploitation	14.106.647,94
	14.106.647,94

REPARTITION.

Résorption perte reportée exercice 1950	1.381.808,35
Dotation à la réserve légale	225.000 »
Bénéfice reporté à nouveau	4.222.779,04
	5.829.587,39

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des administrateurs et commissaires en fonction au 31 décembre 1951.

Le général Georges Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo, 47, avenue de l'Observatoire, Bruxelles, président.

M. Remi van der Vaeren, administrateur de sociétés, 60, rue du Canal, Louvain, vice-président.

M. Charles Despret, docteur en droit, 45, rue de la Longue-Haie, Bruxelles, administrateur-délégué.

Administrateurs :

M. Paul Bodart, docteur en droit, 247, boulevard de Tervuren, Louvain.

M. Johannes-M. Honig, directeur de société, 11, Bernardweerskade, Amsterdam (Hollande).

M. Georges-A. Martin, administrateur de société, 27, Ambassy Court, Brighton 1 (Sussex), Angleterre.

M. Georges Roque, administrateur de société, 35, place Bellecour, Lyon (France).

M. Albert Vandendries, ingénieur-brasseur U. C. Lv., Léopoldville.

M. Pierre van der Vaeren, ingénieur civil U. C. Lv., 168, boulevard de Tirlemont, Louvain.

M. Anthelme Visez, ingénieur-brasseur U. C. Lv., Léopoldville.

Commissaires :

M. E. du Bus de Warnaffe, administrateur de sociétés, avenue de l'Armée, 127, Bruxelles.

M. Gustave Simoens, expert comptable, Léopoldville.

Les administrateurs :

(Signé) R. VAN DER VAEREN. (Signé) G. MOULAERT.
(Signé) J.-M. HONIG. (Signé) C. DESPRET.
(Signé) G. ROQUE. (Signé) G.-A. MARTIN.
(Signé) P. VAN DER VAEREN. (Signé) P. BODART.

Les commissaires :

(Signé) G. SIMOENS. (Signé) E. DU BUS DE WARNAFFE.

Enregistré à Bruxelles (A. A. et A. S. S. P.), le 14 mai 1952, volume 929, folio 80, case 12. Deux rôles sans renvoi. Reçu 40 fr. Le receveur, (signé) LOUYEST.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 14 mai 1952.)

Etablissements Pierre Halleux « PIERAL »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent cinquante deux, le sept mai.

Par devant maître Paul ECTORS, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1) M. Pierre Halleux, directeur de société, demeurant à Djelo-Binza, Léopoldville, Congo Belge.

(1) Arrêté royal du 10 juin 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1952. — 1re Partie.

2) La société anonyme Etablissements Osterrieth ayant son siège social à Anvers, 9, Eikenstraat.

3) M. Edmond Halleux, administrateur de sociétés, demeurant 115, avenue Albert Giraud à Schaerbeek.

4) M. Léopold Dupont, commerçant, demeurant 8, boulevard de la Cambre à Bruxelles.

5) La société holding luxembourgeoise Domuslux, ayant son siège, 9, boulevard Royal à Luxembourg.

6) Madame Flora Boulenger, veuve de M. Fernand Jacqmain, administrateur de société, demeurant, 12, avenue Emile Van Becelaere à Watermael.

7) M. Léon Bours, procureur général honoraire du Congo Belge, demeurant à Ixelles, avenue Marnix, 19a.

8) M. Jean Pierre Egger, administrateur de sociétés, demeurant à Lukula (Mayumbe) Congo Belge.

9) La société anonyme Etablissements Edouard Materne S.A. à Jambes-lez-Namur.

Les comparants ci-dessus déclarant agir tant en nom personnel que conjointement comme seuls actionnaires actuels de la société congolaise de personnes à responsabilité limitée « Les Etablissements Pierre Halleux » S.C.P.R.L. à Léopoldville, Congo Belge, constituée par acte du notaire soussigné le six avril mil neuf cent quarante neuf publié aux annexes du Moniteur Belge les vingt cinq-vingt six même mois n° 7768.

10) M. Ivan de Braconier, avocat à la cour d'appel de Léopoldville, Congo Belge, y demeurant.

11) M. Laurindo Marquès, commerçant, demeurant 80 b, avenue Charles de Gaulle à Léopoldville, Congo Belge.

12) M. Ruben Alhadeff, commerçant, demeurant 3, avenue Joséphine Charlotte à Léopoldville, Congo Belge.

13) M. Louis Jean Robatel, directeur de société, demeurant 5, avenue Beernaert à Léopoldville, Congo Belge.

14) M. Jacques Niego, employé, demeurant 4, avenue Allard L'Ollivier à Léopoldville, Congo Belge.

15) M. François Debever, prothésiste dentiste, demeurant 228, avenue de la Couronne à Ixelles-Bruxelles.

16) M. René Albert d'Andrimont, employé, demeurant, 2, avenue des Grenadiers à Ixelles.

17) Madame Eugénie Schaerer, sans profession, demeurant 39, avenue de l'Emeraude à Schaerbeek.

18) Mademoiselle Ida Schaerer, commerçante, demeurant 39, avenue de l'Emeraude à Schaerbeek.

19) Madame Raymond Stas, née Thais Bours, sans profession, demeurant 43, rue Saint Thomas à Anvers.

Les comparants sous numéros un, cinq, six, sept, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize et dix neuf ici représentés en vertu de leurs procurations sous seing privé ci-annexées par Monsieur Edmond Halleux prénommé sous n° 3.

La société Etablissements Osterrieth, représentée par son administrateur délégué jouissant des pouvoirs requis, M. Walter Osterrieth, administrateur de société, demeurant à Wilrijk, Anvers, Kastagnelaan, n° 9.

La société Etablissements Edouard Materne, représentée par son administrateur directeur ayant les pouvoirs requis M. Albert Materne, administrateur de sociétés, demeurant à Jambes (Namur).

Lesquels ont requis le notaire soussigné d'acter que voulant transformer la société congolaise de personnes à responsabilité limitée « Les Etablissements Pierre Halleux » ayant son siège social à Léopoldville précitée (société actuellement existante entre les comparants sous numéros un à neuf) en une société congolaise par actions à responsabilité limitée, ils constituent entre eux cette société congolaise par actions à responsabilité limitée nouvelle et en arrêtent les statuts comme suit :

TITRE I.

Dénomination - Siège - Objet et Durée.

1) Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination « *Etablissements Pierre Halleux* » « *Pieral* ».

2) Le siège social est établi à Léopoldville, Congo Belge.

Le siège administratif est établi 39, avenue de l'Emeraude à Schaerbeek-lez-Bruxelles.

La société peut par décision du conseil d'administration établir des sièges administratifs, succursales, agences ou bureaux en Belgique et à l'étranger, ainsi que transférer le siège social dans un autre endroit au Congo Belge et le siège administratif dans une autre localité en Belgique.

Le transfert du siège social ou du siège administratif doit être publié soit au Bulletin Officiel, soit au Bulletin Administratif du Congo Belge, sauf force majeure.

3) La société a pour objet la représentation sous toutes ses formes et le commerce en général de tous produits; toutes opérations commerciales, industrielles, agricoles et financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement. La société pourra aussi s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription ou de toute autre manière dans toutes entreprises, associations ou sociétés ayant un objet similaire, analogue ou connexe ou de nature à favoriser celui de la société.

4) La durée de la société est fixée à trente ans, à dater de son autorisation par arrêté royal, elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée mais dans ce dernier cas moyennant autorisation par arrêté royal elle peut prendre des engagements pour un terme excédant sa durée.

TITRE II.

Capital social - Souscriptions - Parts sociales. Bons et obligations.

5) Le capital social est fixé à quatre millions deux cent cinquante mille francs congolais, représenté par quatre mille deux cent cinquante parts sociales sans désignation de valeur.

Il est créé en outre huit mille cinq cents parts de fondateur non représentatives du capital social.

Les comparants sous n° un à neuf agissant en tant que seuls associés de la société congolaise de personnes à responsabilité limitée « Les Etablissements Pierre Halleux » ayant son siège à Léopoldville, déclarant faire apport à la société présentement constituée de tous les éléments constitutifs du patrimoine de la société susdite « Les Etablissements Pierre Halleux » rien excepté ni réservé.

Ce patrimoine comporte (outre les modifications actives ou passives survenues depuis) suivant écritures au trente un décembre mil neuf cent cinquante un, les éléments suivants :

ACTIVEMENT : Une propriété à usage résidentiel inscrite au plan communal de Djelo Binza sud (Congo Belge) sous le n° huit, faisant ou ayant fait l'objet du certificat d'enregistrement, volume A 59f9 d'une contenance de un hectare neuf ares quatre vingt sept centiares et demi avec les constructions y érigées. Cette propriété acquise de M. Romain Nelissen à Léopoldville suivant acte notarié du cinq juin mil neuf cent cinquante un, acte reçu par le conservateur des titres fonciers à Léopoldville inscrit le même jour sous le numéro d'ordre général 6951 et le numéro d'ordre spécial O A 2941. Cette acquisition faite pour le prix principal de huit cent soixante quatre mille cinq cent douze francs cinquante centimes congolais, estimée en ce compris les constructions y érigées depuis, un million huit cent mille trois cent vingt francs.

II. Le matériel, le mobilier, le matériel roulant, estimé cinq cent septante un mille deux cent un francs vingt centimes.

III. Les marchandises estimées trois millions cinq cent quarante quatre mille huit cent vingt francs dix centimes.

IV. Les débiteurs divers et garanties estimées un million deux cent quarante cinq mille trois cent soixante deux francs trente sept centimes.

V. Les espèces en caisse et en banque estimées deux cent septante trois mille trente neuf francs sept centimes.

PASSIVEMENT : I. Le passif de la société envers elle-même se composant de son capital entièrement libéré de un million deux cent cinquante mille francs et en outre de la réserve légale, de la réserve extraordinaire et de la part des bénéfices de l'exercice mil neuf cent cinquante un, y incorporés ou reportés à nouveau ensemble cinq cent soixante trois mille trois cent trente un francs trente huit centimes.

II. Le passif dû aux tiers comprenant les prévisions et créditeurs divers, cinq millions trois cent septante neuf mille quatre cent onze francs trente six centimes.

III. De la part des bénéfices de mil neuf cent cinquante un à répartir aux actionnaires soit deux cent cinquante mille francs.

En rémunération du dit apport et en représentation de leurs droits dans la société de personnes à responsabilité limitée ainsi transformée par son absorption par la présente société, il est attribué aux apporteurs susdits qui acceptent mille sept cent cinquante parts sociales entièrement libérées et six mille deux cent cinquante parts de fondateur qu'ils se répartissent entre eux comme suit :

M. Pierre Halleux, quatre cent nonante parts sociales et quatre mille sept cent quarante parts de fondateur ci	490	4.740
M. Edmond Halleux, cent quatre vingts parts sociales et cent quatre vingts parts de fondateur	180	180
M. Léopold Dupont, cent quatre vingts parts sociales et cent quatre vingts parts de fondateur	180	180
M. J.P. Egger, cent quatre vingts parts sociales et cent quatre vingts parts de fondateur	180	180
M. Léon Bours, cent vingt parts sociales et cent vingt parts de fondateur	120	120
Madame Jacqmain, cent quatre vingts parts sociales et cent quatre vingts parts de fondateur	180	180
Etablissements Osterrieth, cent quatre vingts parts sociales et cent quatre vingts parts de fondateur . . .	180	180
Etablissements Materne, cent vingt parts sociales et cent vingt parts de fondateur	120	120
Société Domuslux, cent vingt parts sociales et cent vingt parts de fondateur	120	120
Ensemble mille sept cent cinquante parts sociales et six mille parts de fondateur	1.750	6.000

Les deux mille cinq cents parts sociales restantes sont souscrites contre espèces à mille francs l'une par les comparants ci-après nommés, les deux mille cinq cents parts de fondateur restantes étant attribuées titre pour titre aux souscripteurs contre espèces de ces deux mille cinq cents parts sociales.

M. Pierre Halleux souscrit deux cent quatre vingts parts sociales	280
La société anonyme Etablissements Osterrieth souscrit cent cinquante parts sociales	150
M. Edmond Halleux souscrit trois cent cinquante parts sociales	350
La société holding luxembourgeoise Domuslux, souscrit cent trente parts sociales	130
M. Léopold Dupont souscrit deux cent vingt parts sociales .	220
Madame Fernand Jacqmain souscrit soixante dix parts sociales	70
M. Léon Bours souscrit cent trente parts sociales	130

M. Jean Pierre Egger, souscrit cent vint parts sociales . .	120
La société anonyme Etablissements Edouard Materne, souscrit cent trente parts sociales	130
M. Ivan de Braconier, souscrit cent parts sociales . . .	100
M. Laurindo Marquès souscrit cent cinquante parts sociales .	150
M. Ruben Alhadeff, souscrit cent parts sociales	100
M. Louis Jean Robatel souscrit cent parts sociales . . .	100
M. Jacques Niego souscrit cent parts sociales	100
M. François Debever, souscrit cinquante parts sociales . . .	50
M. René Albert d'Andrimont souscrit cinquante parts sociales	50
Madame Eugénie Schaerer souscrit vingt parts sociales . .	20
Mademoiselle Ida Schaerer souscrit cent parts sociales . . .	100
Madame Raymond Stas-Bours, souscrit cent parts sociales .	100
Ensemble les deux mille cinq cents parts sociales et les deux mille cinq cents parts de fondateurs restantes formant avec celles attribuées en rémunération d'apport, les quatre mille deux cent cinquante parts sociales et les huit mille cinq cents parts de fondateur existantes.	2.500

L'assemblée déclare et reconnait que les parts souscrites contre espèces ont été libérées par leurs souscripteurs respectifs en totalité antérieurement aux présentes, ensemble deux millions cinq cent mille francs qui se trouvent dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

La cession des titres attribués en rémunération d'apport ne consistant pas en numéraire est soumise aux prescriptions des articles 47 et 50 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Aucune cession de titres ne peut avoir lieu avant l'autorisation par arrêté royal de la présente constitution et ultérieurement avant la date de l'arrêté royal autorisant l'augmentation de capital.

Aucun titre non entièrement libéré ne peut être cédé sans l'agrément du conseil d'administration qui ne peut être tenu de justifier de son refus éventuel.

6) Les parts restent nominatives jusqu'à leur entière libération. Les parts sociales et les parts de fondateur seront inscrites dans un registre d'actions nominatives.

Par décision du conseil, les parts entièrement libérées pourront être converties en titres au porteur signés par deux administrateurs, ces deux signatures pourront être apposées au moyen d'une griffe.

7) Lors de toute augmentation de capital entrainant la création de titres nouveaux, l'assemblée générale fixera le taux d'émission ainsi que toutes les conditions et modalités de souscription et de libération. Le taux d'émission ne pourra jamais être inférieur au pair. Les titres nouveaux qui seraient à souscrire contre numéraire seront offerts par préférence aux anciens actionnaires au prorata des titres qu'ils possèdent au jour de

l'émission dans les délais et aux conditions à arrêter par l'assemblée générale ou par le conseil d'administration dûment délégué à cet effet. Cinquante pour cent des souscriptions seront offertes de préférence aux porteurs de parts sociales et cinquante pour cent aux porteurs de parts de fondateur.

En cas d'augmentation de capital par incorporation des réserves, cinquante pour cent des titres nouveaux seront attribués aux porteurs de parts sociales et cinquante pour cent aux porteurs de parts de fondateur.

Le conseil d'administration aura dans tous les cas, la faculté de passer aux clauses et conditions qu'il avisera avec tous les tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des parts sociales à émettre en tenant compte du droit de préférence tel qu'il est stipulé ci-dessus.

8) Tout possesseur de parts sociales ou de fondateur n'est responsable que de la libération de ses parts sociales.

9) Les héritiers, ayants cause ou créanciers d'un possesseur de parts ne peuvent demander ni l'inventaire, ni la licitation de l'avoir social, ils doivent s'en référer aux écritures sociales et aux décisions de l'assemblée générale des actionnaires.

10) La société ne reconnaît qu'un propriétaire pour chaque part. Elle peut suspendre les droits afférents à une part jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme seule propriétaire à son égard de la part et de tous droits y afférents.

11) La société peut émettre des bons ou obligations hypothécaires ou autres par décision de l'assemblée générale. Le conseil détermine le type, les conditions d'émission, le taux de l'intérêt, le mode et l'époque d'amortissement des bons ou obligations.

TITRE III.

Administration - Direction - Surveillance.

12) La société est administrée par un conseil composé de trois administrateurs au moins, nommés par l'assemblée générale et toujours révocables par elle.

Les premiers administrateurs resteront en fonction jusqu'après l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante cinq.

Dans la suite il sera à chaque assemblée générale, procédé à la réélection ou au remplacement d'une partie du conseil selon un ordre de sortie réglé par la voie du sort.

Le roulement sera établi de manière qu'en aucun cas aucun mandat d'administrateur n'excède six ans. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Chaque administrateur affecte à la garantie de sa gestion, cinquante parts sociales entièrement libérées de la société.

13) En cas de vacance d'une place d'administrateur, il peut y être pourvu provisoirement par les administrateurs et commissaires réunis, la plus prochaine assemblée générale devra soit ratifier cette nomination soit pourvoir au remplacement définitif.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre achève le mandat de celui qu'il remplace.

14) Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par la loi ou par les statuts est de sa compétence.

Il a notamment les pouvoir d'acquérir, vendre, échanger, prendre et donner à bail tous biens meubles et immeubles, constituer tous droits réels, y renoncer, consentir et accepter toutes garanties hypothécaires ou autres, stipuler la voie parée, donner avant comme après paiement mainlevée de toute inscription, transcription, saisie, opposition, emprunter à court ou long terme, transiger et compromettre sur tous droits sociaux. Il nomme et révoque tous agents et mandataires, détermine leurs fonctions, leurs pouvoirs, leurs émoluments et le cas échéant leur cautionnement.

15) Le conseil d'administration élit dans son sein un président et un ou plusieurs vice-présidents.

Il détermine leurs pouvoirs et attributions.

En cas d'absence du président et à défaut de vice-président, la séance du conseil est présidée par un membre désigné parmi les présents.

Le conseil se réunit sur convocation du président ou de son remplaçant ou de deux administrateurs aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent.

Les réunions du conseil se tiendront ordinairement au siège administratif, elles peuvent être convoquées dans tout autre endroit que le conseil détermine dans l'intérêt de la société. Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est représentée.

Tout administrateur empêché pourra donner par écrit ou télégramme à un de ses collègues du conseil délégation pour le représenter et voter en ses lieu et place. Ces écrits ou télégrammes seront annexés au procès-verbal.

Le déléguant sera dans ce cas au point de vue du vote réputé présent.

Aucun délégué ne pourra ainsi représenter plus d'un administrateur. Les résolutions du conseil sont prises à la majorité des voix. Dans le cas où en vertu de l'article soixante des lois coordonnées belges sur les sociétés commerciales un ou plusieurs administrateurs doivent s'abstenir, les résolutions sont prises à la majorité des autres membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside est prépondérante.

Un registre spécial des procès-verbaux est tenu au siège administratif. S'y trouvent consignés, les procès-verbaux de toutes les séances. Les administrateurs ayant pris part à une réunion sont invités à en signer le procès-verbal qui doit être signé par la majorité au moins des administrateurs présents à la réunion.

16) Le conseil peut, soit déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs chargés également de l'exécution des décisions du conseil, soit confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou telle branche spéciale des affaires sociales à des mandataires choisis dans ou dehors son sein, soit déléguer des pouvoirs spéciaux déterminés à tous fondés de pouvoirs. Le conseil fixera les pouvoirs et la rémunération des uns et des autres. Le conseil pourra déléguer des pouvoirs pour un objet déterminé par procuration authentique ou sous seing privé à un mandataire actionnaire ou non.

17) A défaut de délégation spéciale du conseil d'administration, tous pouvoirs et procurations et spécialement les actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, sont valablement signés par deux administrateurs; les administrateurs signant au nom de la société n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs vis-à-vis des tiers, des conservateurs des hypothèques ou autres fonctionnaires, officiers publics ou administration.

18) Les actions judiciaires sont intentées et suivies au nom du conseil d'administration, à la diligence soit d'un administrateur délégué, soit de deux administrateurs.

19) Les opérations sont surveillées par un commissaire au moins, nommé pour six ans au plus par l'assemblée générale et toujours révocable et rééligible par elle. Les premiers commissaires restent en fonction jusqu'après l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante cinq.

Après cette date un règlement réglera l'ordre de sortie comme pour les administrateurs. Le commissaire affecte à la garantie de son mandat, vingt parts sociales entièrement libérées de la société.

20) Les administrateurs et les commissaires ne sont que les mandataires de la société; ils n'engagent que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

TITRE IV.

Assemblées générales.

21) L'assemblée générale comprend tous les possesseurs ou titulaires de parts sociales et de parts de fondateur. Chaque part sociale et chaque part de fondateur donne droit à une voix dans les limites prévues par les décrets sur la matière et les lois belges sur les sociétés commerciales en matière de sociétés anonymes.

Spécialement nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix supérieur au cinquième du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou des deux cinquièmes du nombre de voix attachées aux titres représentés.

En aucun cas les voix attachées aux parts de fondateur ne peuvent être comprises dans le vote pour plus des deux tiers des voix émises par les parts sociales.

Aussi longtemps que le nombre de parts sociales ne sera pas double de celui des parts de fondateur, ces dernières ne jouiront que d'une voix par groupe indivisible de parts de fondateur tel que dans l'ensemble les parts de fondateur ne jouissent pas de plus de la moitié des voix attachées aux parts sociales.

22) Les propriétaires de parts sociales au porteur et de part de fondateur doivent cinq jours avant la réunion d'une assemblée, avoir déposé leurs titres dans l'un des établissements désignés dans les avis de convocation. Ils sont admis à l'assemblée générale sur production d'un certificat constatant ce dépôt.

Tout possesseur de parts sociales ou de parts de fondateur pourra se faire représenter par un mandataire ayant lui-même le droit d'assister à l'assemblée et porteur d'une procuration régulière dont la forme peut être déterminée par le conseil d'administration. Les procurations doivent être déposées au siège administratif trois jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

Les femmes mariées sont valablement représentées par leur époux, les mineurs et organismes publics ou privés par leurs tuteurs ou représentants qualifiés même si ces derniers ne sont pas actionnaires.

Une liste de présence indiquant les noms des possesseurs de parts sociales et de parts de fondateur et le nombre de parts qu'ils représentent doit être signé par chacun d'eux pour qu'il soit admis à l'assemblée.

23) L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, à son défaut par le vice-président et à son défaut par un administrateur désigné par ses collègues. Le président nomme un secrétaire et l'assemblée désigne comme scrutateurs deux possesseurs de parts présents.

L'assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre de parts représentées et les délibérations sont prises à la majorité des voix.

En cas de modifications aux statuts, l'assemblée devra réunir les conditions de quorum et de majorité prévues par l'article septante des lois coordonnées sur les sociétés commerciales belges.

Dans tous les cas où la décision à prendre est de nature à porter atteinte aux droits respectifs des deux catégories de titres, elle devra être adoptée par scrutins séparés dans chacune des catégories dans les conditions déterminées par le décret du vingt deux juin mil neuf cent quatorze.

L'assemblée délibère exclusivement sur les propositions énoncées dans l'ordre du jour. Les discussions prises en assemblée générale sont obligatoires pour tous les actionnaires même absents ou dissidents.

Les extraits ou copies des procès-verbaux sont valablement signés et délivrés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

24) L'assemblée générale se réunit chaque année le premier jeudi du mois de mai à onze heures du matin dans l'agglomération bruxelloise au siège administratif ou dans tout autre local indiqué dans les avis de convocation; si ce jour est férié l'assemblée se réunit le premier jour non férié suivant.

A cette assemblée générale ordinaire seront présentés le bilan et les comptes de l'exercice écoulé ainsi que les propositions relatives à l'affectation des bénéfices éventuels, l'assemblée procédera aux nominations d'administrateur et de commissaire et se prononcera par un vote spécial sur la décharge à conférer aux administrateurs et commissaires.

A toute époque l'assemblée peut être convoquée extraordinairement, soit par le conseil d'administration soit par le collège des commissaires. Elle doit aussi être convoquée sur la demande écrite de possesseurs de parts représentant ensemble le cinquième du capital social endéans les six semaines de cette demande.

25) Les convocations aux assemblées générales seront faites par des annonces insérées dans le Bulletin Officiel du Congo Belge, dans le Moniteur Belge et dans un journal du siège administratif au moins dix jours avant la réunion. Les convocations mentionneront l'ordre du jour, aucun objet n'y figurant pas, ne pourra être mis à délibération.

Les propositions faites par les possesseurs de parts ne seront portées à l'ordre du jour que si elles sont signées par des porteurs de parts représentant le cinquième du capital social et si elles ont été communiquées en temps utile pour être insérées dans les avis de convocation.

Les possesseurs de parts sociales nominatives sont convoqués par lettre recommandée huit jours au moins avant l'assemblée mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

TITRE V.

Bilan - Répartition - Réserves.

26) L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente un décembre.

A cette date le conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires devront être faits. Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis avec le rapport du conseil d'administration sur les opérations un mois avant l'assemblée aux commissaires qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions. Les évaluations des créances et en général de toutes les valeurs mobilières et immobilières seront faites par le conseil d'administration ou par son ou ses délégués au mieux des intérêts sociaux et suivant les règles et usages belges sur la matière.

Quinze jours avant l'assemblée générale, le bilan et le compte de profits et pertes sont déposés au siège administratif où les actionnaires sont admis à en prendre connaissance.

Le bilan et le compte de profits et pertes après approbation de l'assemblée générale seront publiés dans le Moniteur Belge et dans le Bulletin Officiel ou le Bulletin Administratif du Congo Belge.

27) L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions que le conseil jugera nécessaires, constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice il sera prélevé :

1° Cinq pour cent pour être portés à la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci ait atteint le dixième du capital social.

2° La somme nécessaire pour attribuer aux parts sociales un premier dividende de soixante francs brut.

3° L'excédent sera réparti comme suit :

a) dix pour cent au conseil général, un commissaire recevant le tiers de ce que reçoit un administrateur.

b) le solde est réparti à raison de : cinquante pour cent aux parts sociales et cinquante pour cent aux parts de fondateur.

Toutefois, l'assemblée générale peut toujours sur la proposition du conseil d'administration et nonobstant ce qui est dit au secundo et tertio ci-dessus, affecter tout ou partie du bénéfice net avant ou après attribution du premier dividende soit à la formation d'un fonds de réserve, de prévision ou soit à un report à nouveau.

28) Le conseil d'administration fixe le lieu et la date de paiement des dividendes.

Tout dividende non réclamé dans les cinq années de son exigibilité est prescrit.

TITRE VI.

Dissolution - Liquidation.

29) En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

30) Après apurement de toutes les dettes et charges et des frais de liquidation, l'actif net sera partagé comme suit :

1° mille francs à chaque part sociale entièrement libérée.

2° le solde à raison de : cinquante pour cent aux parts sociales, cinquante pour cent aux parts de fondateur.

Si toutes les parts ne se trouvent pas libérées dans une même proportion, les liquidateurs seront tenus avant toute autre répartition de les mettre sur un pied d'égalité absolue, soit par appel de fonds des titres insuffisamment libérés, soit par remboursement préalable aux titres libérés dans une proportion supérieure aux autres.

TITRE VII.

Dispositions spéciales.

31) Pour tous points non prévus dans les statuts, les contractants déclarent se référer aux lois coordonnées belges sur les sociétés commerciales.

32) Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur est censé avoir élu domicile au siège administratif de la société.

Nomination.

33) Sont nommés pour la première fois administrateurs : Messieurs Edmond Halleux, précité qui accepte. Léon Bours, précité pour qui accepte M. Edmond Halleux. Pierre Halleux précité, pour qui accepte M. Edmond Halleux; Madame Fernand Jacqmain précitée pour qui accepte M. Edmond Halleux; M. Walter Osterrieth précité qui accepte; Mademoiselle Ida Schaerer qui accepte; M. Jean Pierre Egger qui accepte.

Est nommée commissaire Mademoiselle Louise Ruytens, administrateur de société, demeurant 228, avenue de la Couronne à Ixelles pour qui accepte M. Edmond Halleux.

34) Les présents statuts sont soumis à la condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal.

Le montant des frais, rémunérations et dépenses s'élèvent à la somme approximative de deux cent et vingt mille francs.

Dont acte, fait et passé à Bruxelles, date que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré huit rôles, deux renvois à Bruxelles A.C. III, le 9 mai 1952, volume 599, folio 80, case 5, reçu quarante francs.

Le receveur a.i. (s) Hostyn.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Le Notaire (s) Paul Ectors.

Paul Ectors - Notaire à Bruxelles-Brabant.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous : Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de Me Ectors, Notaire à Bruxelles. Reçu quatre francs - N° 8690.

Bruxelles, le 26 mai 1952 (s) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 27 mai 1952. Le Chef de Bureau (s) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 27 mai 1952. Le Conseiller adjoint (s) N. Cornet.

Vu, le Ministre des Colonies, le 4 juin 1952.	Mij bekend, de Minister van Koloniën, de 4 Juni 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Société Belge de Recherches Minières en Afrique « REMINA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 112 rue du Commerce.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 1041.

—

Constituée par acte du 23 janvier 1926, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge (B.O.) du 15 mars 1926; statuts modifiés par décisions des assemblées des 18 mai 1926, 22 novembre 1927, 23 février 1928, 28 décembre 1928, 4 octobre 1929, 17 juillet 1931, 17 mars 1936, 26 novembre 1937, 20 septembre 1938 et 8 juin 1948 (B.O. des 15 août 1926, 15 janvier 1928, 15 avril 1928, 15 mars 1929, 15 décembre 1929, 15 octobre 1931, 15 juin 1936, 15 février 1938, 15 novembre 1938 et 15 août 1948) ; statuts et actes modificatifs publiés aux Annexes du Moniteur Belge des 2-3 novembre 1938 (statuts coordonnés à cette date) et du 22 août 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

(approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 10 juin 1952).

ACTIF.

Immobilisé :		
Matériel de sondage . . . . . Fr.	339.328,05	
Amortissements . . . . . —	33.933,05	
	305.395,—	
Matériel et mobilier divers	1,—	
		305.396,—
Disponible :		
Dépôts à vue		3.142.887,42
Réalisable :		
Débiteurs divers		6.762.332,59
Portefeuille-titres		10.903.422,—
Participations financières		1.573.863,25
Approvisionnements		591.201,80
Comptes transitoires		667.136,20
Comptes d'ordre :		
Cautionnements statutaires		P.M.
	Fr.	23.946.239,26

PASSIF.

De la Société envers elle-même :		
Capital	Fr.	10.000.000,—
Réserve statutaire		1.000.000,—
Réserve extraordinaire		1.500.000,—
Envers les tiers :		
Créditeurs divers		6.956.855,22
Participations à libérer		1.422.500,—
Dividendes non réclamés		76.277,—
Comptes transitoires		1.127.212,91
Comptes d'ordre :		
Cautionnements statutaires		P.M.
Résultats :		
Solde reporté de l'exercice précédent		214.633,70
Bénéfice de l'exercice		1.648.760,43
	Fr.	23.946.239,26

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais généraux (sous déduction des frais récupérés)	Fr.	1.222.689,60
Amortissement sur matériel de sondage		33.933,05
Solde bénéficiaire		1.863.394,13
	Fr.	3.120.016,78

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	Fr.	214.633,70
Résultats bruts sur entreprises		1.641.042,63
Revenus du portefeuille-titres et divers		1.264.340,45
	Fr.	3.120.016,78

REPARTITION DES BENEFICES.

Réserve extraordinaire	Fr.	500.000,—
Report à nouveau		52.484,—
Premier dividende de 5 Fr. par action à 50.000 parts sociales		250.000,—
Du surplus, soit 1.060.910,13 francs 10 % sont attribués à titre de tantième au Conseil Général		106.091,—
90 % sont répartis à titre de second dividende et à raison de Fr. 19,096 par part sociale		954.819,13
	Fr.	1.863.394,13

SITUATION DU CAPITAL.

Capital entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRE EN FONCTIONS.

M. Orts, Pierre, docteur en droit, 33, Avenue Jeanne, Ixelles-Bruxelles, Président.

M. Depage, Henri, Administrateur-Délégué de la Cie. Financière Africaine, 44, Avenue du Parc de Woluwé, Auderghem, Vice-Président.

M. Deligne, Albert, Directeur de la Cie. Financière Africaine, 98, rue de Linthout, Schaerbeek, Administrateur-Délégué.

M. de Bournonville, Alfred, industriel, 36-38, rue aux Fleurs, Bruxelles, Administrateur.

M. Chaudron, Edouard, industriel, 495, Avenue Louise, Bruxelles, Administrateur.

M. De Roover, Marcel, ingénieur A.I.A., 33, avenue des Gaulois, Etterbeek, Administrateur.

M. Hansen, Marcel, ingénieur civil (U.I.Lv.), 18b, rue Montoyer, Bruxelles, Administrateur.

M. Harroy, Jules, ingénieur civil des mines, 196, Avenue de Tervueren, Bruxelles, Administrateur.

M. Teirlinck, Herman, administrateur de sociétés, Huis Uwenberg, Beersel, Administrateur.

M. Tilmant, Désiré, expert-comptable, 19, rue Raoul Waroqué, Morlanwelz, Commissaire.

L'assemblée générale ordinaire du 10 juin 1952 a renouvelé pour 5 ans les mandats d'administrateurs de MM. De Roover et Teirlinck.

A. DELIGNE.
Administrateur-Délégué.

H. DEPAGE.
Vice-Président.

Compagnie Congolaise de l'Hévéa

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Lukula Bavu (Congo Belge).

Siège administratif : 52, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 115.512.

—

Actes constitutifs publiés aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 mars 1940, arrêté royal du 23 février 1940; 15 octobre 1947, arrêté royal du 5 août 1947; 15 août 1949, arrêté royal du 21 juin 1949; 15 juillet 1950, arrêté royal du 24 mai 1950; 15 février 1951, arrêté royal du 27 janvier 1951, ainsi qu'aux annexes du Moniteur Belge année 1950 n° 53, 55, 56, 57, 9151; année 1951 n° 2546.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 1952
- 12me exercice social -

ACTIF.

			Francs
I. *Immobilisé :*			
Propriétés et Plantations	82.643.991,78		
Amortissements . . .	— 17.535.035,79	65.108.955,99	
Constructions . . .	19.586.418,28		
Amortissements . . .	— 3.493.633,81	16.092.784,47	
Constructions en cours		3.015.741,16	
Machines et Matériel . .	13.579.494,63		
Amortissements . . .	— 5.447.922,50	8.131.572,13	
Mobilier	1.823.450,90		
Amortissements . . .	— 1.823.449,90	1,—	
			92.349.054,75
II. *Disponible et Réalisable :*			
1. *Actionnaires*			30.000.000,—
2. *Caisses et Banques :*			
a) Europe . . .	21.627.271,23		
b) Afrique . . .	12.903.145,38	34.530.416,61	

3. *Débiteurs divers :*			
a) Europe . . .	10.877.821,60		
b) Afrique . . .	3.794.544,46		
		14.672.366,06	
4. *Stocks en Afrique :*			
a) Produits à réaliser	26.326.580,65		
b) Approvision. divers	19.674.186,74		
		46.000.767,39	
			95.203.550,06
III. *Compte d'ordre :*			
Titres en dépôt (cautionnements)			800.000,—
			218.352.604,81

PASSIF.

I. *De la Société envers elle-même :*			
Capital : représenté par 140.000 actions ordinaires de 1.000 fr. de valeur nominale, de 20.000 actions privilégiées de 1.000 fr. de valeur nominale et de 30.000 parts de fondateur sans désignation de valeur . . .			160.000.000,—
Réserve statutaire			554.257,65
Réserve extraordinaire			4.530.895,34
II. *De la Société envers des tiers :*			
Créditeurs divers :			
a) Europe		13.696.932,44	
b) Afrique		12.079.419,55	
			25.776.351.99
III. *Compte d'ordre :*			
Déposants de titres (cautionnements)			800.000,—
IV. *Profits et Pertes :*			
Solde bénéficiaire			26.691.099,83
			218.352.604,81

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT.

	Francs.
Frais Généraux	2.292.477,56
Provision fiscale	7.100.000,—
	9.392.477,56
Solde bénéficiaire	26.691.099,83
	36.083.577,39

CREDIT.

Bénéfice net d'exploitation et divers	36.083.577,39
	36.083.577,39

REPARTITION BENEFICIAIRE.

		Francs.
A. Réserve statutaire		1.334.554,99
B. Réserve extraordinaire		7.606.544,84
C. *Du solde :*		
Dividende statutaire 6 % soit		
1°) 60 fr. brut aux 20.000 actions privilégiées	1.200.000,—	
2°) 60 fr. brut aux 80.000 actions entièrement libérées	4.800.000,—	
3°) 30 fr. brut aux 60.000 actions libérées 50 %	1.800.000,—	
		7.800.000,—
D. 20 % du solde sub. littera « C » :		
1/4 au Conseil d'administration		887.500,—
3/4 soit 88,75 fr. brut aux 30.000 parts de fondateur .		2.662.500,—
Superdividende :		
40 fr. aux 160.000 actions		6.400.000,—
		26.691.099,83

Situation du capital.

Versements effectués	130.000.000,—
Capital restant à libérer :	
Financière des Colonies S. A., 52, rue Royale, Bruxelles .	4.500.000,—
Sté Financ. des Caoutchoucs S. A., 52, rue Royale, Bruxelles	2.500.000,—
N. V. Soengei Lipoet Cultuur Mij, 52, rue Royale, Bruxelles	2.500.000,—
N. V. Batangara Cultuur Maatschappij, 52, rue Royale, Bruxelles	5.000.000,—
N. V. Deli Olieslagerij Maatschappij, 52, rue Royale, Bruxelles	695.000,—
Plantations Nord-Sumatra, S. A., 52, rue Royale, Bruxelles	1.500.000,—
Plantations Hallet, S. A., 52, rue Royale, Bruxelles . .	7.500.000,—
Huileries de Sumatra, S. A., 52, rue Royale, Bruxelles .	1.750.000,—
Plantations Tropicales, S. A., 52, rue Royale, Bruxelles .	2.000.000,—
Plantations de Johore, S. A., 52, rue Royale, Bruxelles .	750.000,—
N. V. Asahan Cultuur Mij, 52, rue Royale, Bruxelles . .	805.000,—
N. V. Palmboomen Cultuur Maatschappij « Mopoli », 52, rue Royale, Bruxelles	500.000,—
	160.000.000,—

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

Conseil d'Administration.

Président :

M. Albert DE VLEESCHAUWER, avocat, 583, avenue Louise, Bruxelles.

Administrateurs :

M. H. H. CARTWRIGHT-HALLET, administrateur de sociétés, 30, boulevard Général Jacques, Bruxelles.

M. René de RIVAUD, banquier, 13, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris 2me.

Mme Y. HALLET-CARTWRIGHT, administrateur de sociétés, 68, West 58th Street, New York 19 N. Y. - p. a. 52, rue Royale, Bruxelles.

M. Philippe LANGLOIS-BERTHELOT, administrateur de sociétés, 236, rue Général de Gaulle, Saigon.

M. Maurice SCHOOFS, ingénieur commercial U. L. B., 137, rue du Prévost, Bruxelles.

M. Léon WIELEMANS, industriel, 14, rue Defacqz, Bruxelles.

Collège des Commissaires :

M. Maurice MARIEN, agent de change, 62, avenue Hamoir, Bruxelles.

M. Léon VERHAEGEN, administrateur de sociétés, 23, avenue Jeanne, Bruxelles.

Direction Générale :

M. Jacques LE BORNE, licencié en sciences économiques et financières U. L. B., 44, rue Jules Lejeune, Bruxelles.

COMPAGNIE CONGOLAISE DE L'HEVEA, S. C. P. A. R. L.

Les Administrateurs,

L. WIELEMANS. H. H. CARTWRIGHT-HALLET. M. SCHOOFS.

Les Commissaires,

M. MARIEN. L. VERHAEGEN.

Compagnie Congolaise de l'Hévéa

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Lukula Bavu (Congo Belge).

Siège administratif : 52, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 115.512.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 1952.

L'assemblée générale, à l'unanimité, renouvelle le mandat de M. Albert DE VLEESCHAUWER, administrateur sortant.

COMPAGNIE CONGOLAISE DE L'HEVEA, S. C. P. A. R. L.

Un Administrateur, Un Administrateur,

H. H. CARTWRIGHT-HALLET. L. WIELEMANS.

Société pour la Production de Produits Coloniaux « PROCOL »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Boende (Congo Belge).

Siège administratif : 52, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 235.068.

—

Actes constitutifs publiés aux Annexes du Bulletin Administratif du Congo Belge du 25 janvier 1943, Arrêté Ministériel du 27 novembre 1942, et aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1950, Arrêté Royal du 20 juin 1950, ainsi qu'aux Annexes du Moniteur Belge du 1er janvier 1952, n° 36 et 37.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 1952.

(10me exercice social).

ACTIF.

I. *Immobilisé :*			
Propriétés et plantations		3.519.546,89	
Constructions		860.591,80	
Constructions en cours		279.430,05	
Matériel	378.269,—		
Amortissem. de l'exercice	61.010,02		
		317.258.98	
Mobilier		41.339,45	
			5.018.167,17
II. *Disponible et réalisable :*			
Caisses et banques			
Europe	4.574.924,73		
Afrique	195.957,—		
		4.770.881,73	
Débiteurs divers :			
Afrique		43.134,70	
Titres en portefeuille		9.392.868,20	
Stocks en Afrique.			
Approvisionnements divers		406.166,61	
			14.613.051,24
III. *Compte d'ordre :*			
Titres en dépôt (cautionnements)			P. M.

IV. *Profits et pertes :*

Report de l'exercice antérieur . . .	4.417.602,46	
Bénéfice de l'exercice	179.424,22	
		4.238.178,24
		23.869.396,65

PASSIF.

I. *De la Société envers elle-même :*

Capital : représenté par 21.875 parts sociales sans désignation de valeur	21.875.000,—

II. *De la Société envers les tiers :*

Europe	1.954.998,70	
Afrique	39.397,95	
		1.994.396,65

III. *Compte d'ordre :*

Déposants de titres (cautionnements)	P. M.
	23.869.396,65

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Report de l'exercice 1950	4.417.602,46
Frais généraux	51.797,96
Amortissement sur matériel	61.010,02
	4.530.410,44

CREDIT.

Intérêts bancaires	23.086,40
Revenus du portefeuille	224.528,60
Bénéfice s/réalisation titres	44.617,20
	292.232,20
Solde déficitaire à reporter	4.238.178,24
	4.530.410,44

Situation du capital.

Capital entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

Conseil d'Administration.

Président :

M. Maurice SCHOOFS, ingénieur commercial U. L. B., 137, rue du Prévost, Bruxelles.

Administrateurs :

Mme HALLET-CARTWRIGHT, administrateur de sociétés, 68 West 58th Street, New York 19 N. Y. p. a. 52, rue Royale, Bruxelles.

M. Jacques LE BORNE, licencié en sciences économiques et financières U. L. B., 44, rue Jules Lejeune, Bruxelles.

M. Jules ROOSE, administrateur de sociétés, 363, avenue Louise, Bruxelles.

M. Arsène SMEKENS, administrateur de sociétés, 22, boulevard Lambermont, Bruxelles.

M. H. H. CARTWRIGHT-HALLET, administrateur de sociétés, 30, boulevard Général Jacques, Bruxelles.

Collège des Commissaires.

M. Jacques DUPONT, administrateur de sociétés, 70, rue Dautzenberg, Bruxelles.

M. René GROLAUX, secrétaire de sociétés, 43, avenue Louis Bertrand, Bruxelles.

Société pour la production de Produits Coloniaux « PROCOL »
S. C. P. A. R. L.

Les Administrateurs,

J. LE BORNE. H. H. CARTWRIGHT-HALLET. M. SCHOOFS.
A. SMEKENS. J. ROOSE.

Les Commissaires,

R. GROLAUX.

Cultures Equatoriales

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Lukula Bavu (Congo Belge).

Siège administratif : 52, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 96.007.

Actes constitutifs publiés aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 décembre 1937, arrêté royal du 13 décembre 1937; 15 février 1949, arrêté royal du 27 décembre 1948; 15 octobre 1950, arrêté royal du 8 septembre 1950; 15 août 1951, arrêté royal du 13 juillet 1951, ainsi qu'aux Annexes du Moniteur Belge des 1-2-3 janvier 1950 n° 43 et 45, 28 septembre 1950 n° 21491 et 12 septembre 1951 n° 20070.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 1952.
(14me exercice social).

ACTIF.

I. *Immobilisé :*			
1. *Propriétés et plantations*		12.607.837,80	
Amortiss. antérieurs .	2.865.606,52		
Amortiss. de l'exercice	604.366,67		
		3.469.973,19	
			9.137.864,61
2. *Constructions*		9.662.080,70	
Amortiss. antérieurs .	2.965.497,68		
Amortiss. de l'exercice	878.689,16		
		3.844.186,84	
			5.817.893,86
Constructions en cours			508.763,21
3. *Machines et Matériel*		6.325.867,09	
Amortiss. antérieurs .	3.240.524,67		
Amortiss. de l'exercice	631.253,06		
		3.871.777,73	
			2.454.089,36
4. *Mobilier*		379.640,46	
Amortiss. antérieurs .	298.808,26		
Amortiss. de l'exercice	80.831,20		
		379.639,46	
			1,—

5. *Bétail*		106.039,50	
Amortiss. antérieurs .	23.538,50		
Amortiss. de l'exercice	82.500,—		
		106.038,50	
			1,—
6. *Réévaluation immobilisé*		5.205.606,28	
Amortiss. antérieurs .	2.693.390,16		
Amortiss. de l'exercice	2.512.216,12		
		5.205.606,28	
			P. M.
II. *Disponible et réalisable :*			
Caisses et Banques			
Europe	31.348.087,29		
Afrique	1.963.787,28		
		33.311.874,57	
			17.918.613,04
Débiteurs divers :			
Europe	13.882.194,71		
Afrique	585.502,30		
		14.467.697,01	
Stocks en Afrique :			
Approvission. divers . .	5.439.304,82		
Caoutchouc à réaliser .	14.633.800,—		
		20.073.104,82	
			67.852.676,40
III. *Compte d'ordre :*			85.000,—
			85.856.289,44

PASSIF.

I. *De la Société envers elle-même :*	
Capital : représenté par 50.000 actions de 1.000 fr. valeur nominale	50.000.000,—
Réserve statutaire	1.162.143,—
Plus-value de réévaluation	2.333.676,06
II. *De la Société envers des tiers :*	
Europe 6.169.337,61	
Afrique 5.961.002,73	
	12.130.340,34
III. *Compte d'ordre*	85.000,—
IV. *Solde bénéficiaire*	20.145.130,04
	85.856.289,44

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux	2.027.525,20
Frais d'augmentation de capital	35.887,30
Prévision fiscale	3.900.000,—
Amortissements s/réévaluation des propriétés et plantations	2.512.216,12
	8.475.628,62
Solde bénéficiaire	20.145.130,04
	28.620.758,66

CREDIT.

Intérêts et divers	115.463,11
Bénéfice net d'exploitation	28.505.295,55
	28.620.758,66

Répartition bénéficiaire.

Réserve statutaire	1.007.256,50
Intérêt statutaire 5 % soit 50 fr. aux 50.000 actions	2.500.000,—
Tantièmes statutaires 5 % sur le bénéfice distribuable	956.893,68
Sur le solde :	
Réserve extraordinaire	8.180.979,86
150 fr. aux 50.000 actions	7.500.000,—
	20.145.130,04

Situation du capital.

Capital entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaire en fonctions.

Conseil d'Administration.

Président :

M. H. H. CARTWRIGHT-HALLET, administrateur de sociétés, 30, Boulevard Général Jacques, Bruxelles.

Administrateurs :

M. René de RIVAUD, banquier, 13, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris 2me.

Mme Y. HALLET-CARTWRIGHT, administrateur de sociétés, 68 West 58th Street, New York 19 N. Y. - p. a. 52, rue Royale, Bruxelles.

M. Maurice SCHOOFS, ingénieur commercial U. L. B., 137, rue du Prévost, Bruxelles.

M. Georges VAN DE VELDE, ingénieur civil des mines U.L.B., 13, avenue du Derby, Bruxelles.

M. Fred VANDERLINDEN, administrateur de sociétés, 47, rue Stanley, Bruxelles.

M. Marcel VAN DE PUTTE, ingénieur A. I. Lg., Villa Nyumba, Cappellenbosch (Anvers).

Commissaire :

M. Maurice MARIEN, agent de change, 62, avenue Hamoir, Bruxelles.

Direction Générale :

M. Jacques LE BORNE, licencié en sciences économiques et financières U. L. B., 44, rue Jules Lejeune, Bruxelles.

CULTURES EQUATORIALES, S. C. P. A. R. L.

H. H. CARTWRIGHT-HALLET. M. SCHOOFS.
G. VAN DE VELDE. M. MARIEN.

Cultures Equatoriales

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Lukula Bavu (Congo Belge).

Siège administratif : 52, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 96.007.

—

DEMISSIONS D'ADMINISTRATEURS.
NOMINATIONS STATUTAIRES.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 1952.

L'assemblée générale, à l'unanimité, prend acte de la démission de MM. Marcel LOUMAYE et Paul WIELEMANS, administrateurs.

A l'unanimité, elle ratifie la nomination de Madame Y. HALLET-CARTWRIGHT, administrateur de sociétés, 68 West 58th Street New-York 19 N. Y. - p. a. 52, rue Royale, à Bruxelles, appelée aux fonctions d'administrateur par le Conseil Général, le 10 janvier 1952, pour achever le mandat de M. M. Loumaye. Ce mandat viendra à expiration en 1954.

CULTURES EQUATORIALES, S. C. P. A. R. L.

Un Administrateur, Un Administrateur,
G. VAN DE VELDE. H. H. CARTWRIGHT-HALLET.

Compagnie des Grands Elevages Congolais

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Biano (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : 4, rue d'Egmont, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 44.043.

—

Constituée le 9 janvier 1930, à Bruxelles, suivant acte n° 1000, publié à l'annexe au Moniteur Belge du 23 janvier 1930, et acte publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1930. Approuvée par arrêté royal du 11 février 1930. Modification des statuts publiées à l'annexe au Moniteur Belge du 31 décembre 1937 et du 31 mai 1947, actes n° 17067 et 11041, et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1938. Approuvées par arrêté royal du 13 avril 1938 et du 15 avril 1947.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 1952.

ACTIF.

I. *Immobilisé :*			
Terrains, concessions, biens immobiliers, mobilier, matériel, outillage :			
Immobilis. antérieures .	19.059.412,—		
Immobilis. de l'exercice .	3.922.290,—		
		22.981.702,—	
Moins amort. antérieurs .	12.786.145,—		
Moins amort. de l'exercice	4.451.105,—		
		17.237.250,—	
			5.744.452,—
II. *Réalisable :*			
1) Cheptel		20.554.600,—	
2) Magasins et cantines		4.989.459,—	
3) Actionnaires		2.981.250,—	
4) Portefeuille-titres et participations .		330.000,—	
5) Débiteurs Europe et Afrique . . .		4.519.830,—	
			33.375.139,—
III. *Disponible :*			
Banques, chèques-postaux, caisses, Europe et Afrique . .			3.414.797,—
IV. *Compte de redressement :*			
Dépenses engagées et frais généraux anticipatifs . . .			587.694,—
V. *Compte d'ordre :*			
Garanties statutaires			P. M.
			43.122.082,—

PASSIF.

I. *Non exigible :*		
Capital : 45.249 parts sociales sans désignation de valeur .		22.644.039,—
Réserve statutaire		944.330,—
Fonds de réserve	11.000.000,—	
		34.588.369,—
II. *Exigible :*		
Créditeurs Europe et Afrique . . .	2.732.794,—	
Portefeuille engagement	40.000,—	
		2.772.794,—
III. *Divers :*		
Compte créditeur : provision pour impôts	1.872.853,—	
Fonds de prévoyance en faveur du personnel	500.000,—	
		2.372.853,—
IV. *Compte de redressement :*		
Frais généraux à payer		837.560,—
V. *Compte d'ordre :*		
Titulaires des garanties statutaires		P. M.
VI. *Solde :*		
Bénéficiaire :		
report antérieur	724.951,—	
de l'année	1.825.555,—	
		2.550.506,—
		43.122.082,—

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Charges financières		35.625,—
Amortissements sur immobilisé		4.451.105,—
Provision pour impôts		650.000,—
Solde bénéficaire :		
report antérieur	724.951,—	
de l'année	1.825.555,—	
		2.550.506,—
		7.687.236,—

CREDIT.

Report antérieur	724.951,—
Résultats bruts d'exploitation	6.811.326,—
Revenus financiers et divers	150.959,—
	7.687.236,—

REPARTITION.

Réserve statutaire 5 %	91.278,—
Dividendes bruts	1.187.319,—
Solde à reporter	1.271.909,—
	2.550.506,—

SITUATION DU CAPITAL AU 31 DECEMBRE 1951.

Capital restant à libérer.

Comité Spécial du Katanga, 51, rue des Petits Carmes, Bruxelles	337.500,—
Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga, 4, rue d'Egmont, Bruxelles	900.000,—
Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance, 4, rue d'Egmont, Bruxelles	426.037,50
Banque Lambert, 4, rue d'Egmont, Bruxelles	11.250,—
Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge, 42, rue Royale, Bruxelles	337.500,—
Compagnie du Katanga, 13, rue Bréderode, Bruxelles	225.000,—
Compagnie Financière Africaine, 112, rue du Commerce, Bruxelles	225.000,—
F. M. Philippson et C°, 44, rue de l'Industrie, Bruxelles	202.500,—
Middenkredietkas van den Boerenbond, 24, rue des Récollets, Louvain	225.000,—
MOISE, Joseph, 41, rue de la Vallée, Bruxelles	11.250,—
VAN BLEYENBERGHE, Jules, 3, avenue de l'Uruguay, Bruxelles	1.125,—
GIELEN, Jules, 54, Dieweg, Uccle	11.250,—
Société Edpar (Etablissement Général de Participations), Lichtenstein	34.087,50

Baronne Robert SNOY « Le Vieux Moulin », avenue du Bois, Knokke	5.625,—
Baron Raoul SNOY « Le Vieux Moulin », avenue du Bois, Knokke	5.625,—
ERRERA, Jacques, 14, rue Royale, à Bruxelles . . .	22.500,—
	2.981.250,—

Composition des Conseil d'Administration et Collège des Commissaires avant l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 1952.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

Monsieur Pierre ORTS, administrateur de sociétés, demeurant, 33, avenue Jeanne, à Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

Monsieur Gaston de FORMANOIR de la CAZERIE, docteur en droit. demeurant, 90, avenue Molière, à Forest.

Administrateurs :

M. Robert CAMBIER, administrateur de sociétés, demeurant, 20, rue de Comines, à Bruxelles.

M. Jean del MARMOL, docteur en droit, demeurant, 16, avenue Bel-Air, à Uccle.

M. André GILSON, Commissaire Général Honoraire du Congo Belge, demeurant, 194a, avenue de Tervueren, à Woluwé-St.-Pierre.

M. Gaston HEENEN, Général-Major honoraire, demeurant, 126, Chaussée d'Ixelles, à Bruxelles.

M. Maurice JAUMAIN, Docteur en médecine vétérinaire, demeurant à Assesse.

M. le Baron LAMBERT, administrateur de sociétés, demeurant, 24, avenue Marnix, à Bruxelles.

M. Le Vicomte Roger LE SERGEANT d'HENDECOURT, officier retraité, demeurant, 22, rue Vilain XIIII, à Bruxelles.

M. Gilbert MULLIE, médecin-vétérinaire, demeurant, 58, Boulevard Brand Whitlock, à Bruxelles.

M. Paul PHILIPPSON, Administrateur de sociétés, demeurant, 17, avenue Général Baron Empain, Bruxelles.

Délégué du Comité Spécial du Katanga :

Monsieur Hubert FISSON, directeur honoraire au Ministère des Colonies, demeurant, 95, avenue Emile de Béco, à Bruxelles.

Délégué du Ministère des Colonies :

Monsieur Louis TOBBACK, médecin-vétérinaire, demeurant, 4, avenue des Fleurs, Woluwé-St.-Pierre.

Collège des Commissaires :

M. le Baron José de CROMBRUGGHE de LOORINGHE, directeur de sociétés, demeurant, 57, Witheerendreef, Notre-Dame-au-Bois (Overysse).

M. J. F. GREAVES, expert-comptable A. C. A., demeurant, 14, rue de la Chancellerie, à Bruxelles.

M. Robert VASSEUR, expert-comptable, demeurant, 5, avenue Bel-Air, à Wesembeek.

Un Administrateur, R. d'HENDECOURT.

L'Administrateur-Délégué, G. de FORMANOIR de la CAZERIE.

Société des Etablissements Egger frères « Palmegger »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Lukula, Mayumbe, Congo Belge.

Siège administratif : Bruxelles, 39, avenue de l'Emeraude.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 9155.

Actes constitutifs publiés aux annexes du *Moniteur belge :* année 1928, n° 10541, des 16-17 juillet 1928; année 1937, n° 12290, du 11 août 1937.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951,
approuvé par l'assemblée générale du 14 mai 1952.

ACTIF.

Immobilisé	7.987.606 »
Réalisable et disponible	7.385.237,65
	15.372.843,65

PASSIF.

Capital	5.000.000 »
Envers elle-même	6.481.315,85
Envers des tiers	571.659,06
Résultat	3.319.868,74
	15.372.843,65

Compte de pertes et profits.

DEBIT.

Frais généraux	5.459.553,96
Amortissement sur terrain et plantations	165.500 »
Amortissement sur matériel	467.000 »
Amortissement sur immeubles	185.700 »
Amortissement sur mobilier	32.300 »
Provision pour impôts	200.000 »
Bénéfice net	3.319.868,74
	9.829.922,70

CREDIT.

Résultat d'exploitation et divers	9.829,922,70

Affectation et répartition des bénéfices.

Réserve légale portée à 500.000 francs	P. M.
Dividendes statutaires	240.000 »
Tantièmes au conseil général	461.980 »
Gratifications en faveur du personnel	162.000 »
Superdividende aux parts sociales (8.000 × 60)	480.000 »
Dividende aux parts de fondateur (4.000 × 120)	480.000 »
Réserve extraordinaire	1.495.888 74
	3.319.868 74

Situation du capital.

Complètement libéré.

Liste des administrateurs et commissaires en fonctions.

M. Edmond Halleux, administrateur de sociétés, 115, avenue Albert Giraud, Bruxelles, président.

M. Jean-Pierre Egger, administrateur de société, Km 87, Mayumbe, Congo belge, administrateur délégué.

M. le comte Gaëtan de Ribaucourt, industriel, 139, rue Edith Cavell, Bruxelles, administrateur.

Mlle H. Egger, administrateur de société, 26, Dieweg, Uccle-Bruxelles, administrateur.

Mlle Ida Schaerer, commerçante, 39, avenue de l'Emeraude, Bruxelles, commissaire.

M. Pierre Halleux, directeur de société, Léopoldville, Congo belge, commissaire.

Un administrateur,

E. HALLEUX.

Enregistré à Bruxelles (A. A. et A. S. S. P.), le 16 mai 1952, volume 929, folio 85, case 6/1. Un rôle sans renvoi. Reçu 40 francs. Le receveur, (signé) Louyest.

NOMINATION. — REELECTIONS.

Mlle H. Egger a été nommée administrateur, pour terminer le mandat de M. Jean Egger, décédé.

M. Edmond Halleux et M. Jean-Pierre Egger, administrateurs, et Mlle Ida Schaerer, commissaire, sortants cette année, ont été réélus.

Un administrateur,

E. HALLEUX.

Enregistré à Bruxelles (A. A. et A. S. S. P.), le 16 mai 1952, volume 929, folio 85, case 6/3. Un rôle sans renvoi. Reçu 40 francs. Le receveur, (signé) Louyest.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 16 mai 1952.)

Mutuelle Belgo-Coloniale

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 4, Place de Jamblinne de Meux à Bruxelles.

Registre du commerce de Léopoldville N° 726.

Registre du commerce de Bruxelles N° 29.920.

—

DEMISSIONS - NOMINATIONS - POUVOIRS.

Extrait du procès-verbal de la séance du conseil général du 11 juin 1952.

Monsieur Pierre Buzon démissionne de ses fonctions d'administrateur.

Monsieur Jean-Charles Buzon renonce à ses fonctions d'administrateur-délégué; il reste administrateur de la société.

Monsieur René Simonis est nommé administrateur.

Les résolutions suivantes sont prises ensuite successivement à l'unanimité.

Les pouvoirs conférés en séance du conseil d'administration du 15 février 1946 et publiés aux Annexes du Moniteur belge du 27 février 1946 sous le N° 2466 sont annulés.

Sont annulés également :

a) Tous pouvoirs quelconques déposés ou publiés depuis cette date soit au Bulletin Officiel du Congo belge, soit au Bulletin administratif du Congo belge.

b) Tous pouvoirs quelconques conférés antérieurement ou ultérieurement, tant par le conseil d'administration que par ses mandataires, en Belgique ou au Congo belge, déposés ou non, publiés ou non, à cette date, les seuls pouvoirs détaillés ci-dessous et délégations qui en seront données ultérieurement étant valables.

Le Conseil donne délégation à un comité permanent composé de M. Lucien Soenen, président du conseil et de M. Freddy Van Gheluwe, administrateur, agissant conjointement ou séparément, tant en Belgique qu'au Congo belge à l'effet notamment :

a) Ouvrir tous comptes en banques et au compte de chèques-postaux, y verser et retirer tous fonds appartenant à la société.

b) Retirer à la poste tous fonds, colis ou plis chargés, assurés ou recommandés.

c) Engager et fixer les émoluments du personnel nécessaire pour assurer le fonctionnement des services du siège administratif et des services d'Afrique; fixer les cautionnements s'il y a lieu.

d) Révoquer éventuellement tout membre de ces personnels de Belgique et d'Afrique.

e) Effectuer tous achats et toutes ventes jugées nécessaires pour assurer l'activité de la société.

f) Prendre ou donner à bail tous immeubles et tous biens de quelque nature que ce soit; consentir tous baux et locations.

g) Traiter, plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre, prendre à l'égard des tiers toutes mesures conservatoires des intérêts de la société et, généralement, faire le nécessaire, sans avoir pour les opérations énumérées ci-dessus, à exciper d'une décision préalable du conseil d'administration.

Les membres du comité permanent prénommé sont autorisés à déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs à tous administrateurs ou membre du personnel choisis par eux et qui agissent, alors, sous leur responsabilité. Ils sont autorisés à révoquer ces pouvoirs.

Pour copie conforme :

L. SOENEN.

Président du Conseil.

DELEGATION DE POUVOIRS.

En vertu des pouvoirs conférés par le Conseil Général en date du 11 juin 1952, le comité permanent donne délégation par la présente à M. Jean-Louis Robatel, Fondé de Pouvoirs, pour assumer la gestion journalière de la société au Congo Belge et à cet effet notamment :

a) Ouvrir tous comptes en banques et au compte de chèques-postaux en Afrique, y verser tous fonds appartenant à la société et y effectuer tous retraits des dits fonds, et déléguer éventuellement ce pouvoir.

b) Retirer à la poste tous fonds, colis ou plis chargés, assurés ou recommandés; déléguer éventuellement ce pouvoir.

c) Prendre ou donner à bail toutes concessions et tous biens de quelque nature que ce soit; consentir tous baux et locations.

d) Traiter, plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre, prendre à l'égard des tiers toutes mesures conservatoires des intérêts de la société et généralement, faire le nécessaire sans avoir, pour les opérations énumérées ci-dessus, à exciper d'une décision préalable du conseil d'administration.

Pour extrait conforme :

L. SOENEN.

Président du Conseil.

Société Coloniale des Entreprises Garnier « SOCOGA »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social à LEOPOLDVILLE, Building Forescom 7me étage.

Siège Administratif BRUXELLES, 136, rue Royale.

Registre du Commerce Léopoldville n° 1378.

—

Statuts publiés aux Annexes du Moniteur Belge du 11 février 1950 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé.

Terrains	383.645,—	
Matériel	7.454.798,75	
Mobilier et machines de bureau . . .	849.745,76	
		8.688.189,51

Frais de constitution	161.888,75	
Frais de 1er établissement	1.117.602,43	
		1.279.491,18
Disponible		1.947.973,—
Réalisable.		
Chantiers en cours	50.597.062,03	
Débiteurs divers	10.271.689,68	
		60.868.751,71
Comptes d'ordre.		
Dépôts Administrateurs et Commissaires	P. M.	
Cautions déposées	3.681.491,50	
		3.681.491,50
		76.465.896,90

PASSIF.

Non exigible.		
Capital	10.000.000,—	
Réserve légale	62.225,—	
Réserves extraordinaires	1.182.254,26	
Amortissements sur Immobilisé . . .	3.504.341,85	
Amortissements sur Frais de constitution	161.888,75	
Amortissements sur Frais 1er Etabliss.	770.114,18	
		15.680.824,04
Exigible à long terme.		
Banques	1.003.417,—	
		1.003.417,—
Exigible à court terme.		
Créditeurs divers	15.067.078,43	
Ventes générales	39.752.533,20	
		54.819.611,63
Comptes résultats.		
Profits et Pertes	1.280.552,73	
		1.280.552,73
Comptes d'ordre.		
Administrateurs et Commissaires . .	P. M.	
Déposants cautions	3.681.491,50	
		3.681.491,50
		76.465.896,90

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Amortissements sur Immobilisé . . .	2.173.064,35	
Amortissements sur Frais 1er Etabliss.	226.412,18	
Amortissements sur Frais de constitution	130.881,—	
		2.530.357,53
Pertes diverses		22.326,25
Solde bénéficiaire de l'exercice		1.280.552,73
		3.833.236,51

CREDIT.

Bénéfice brut de l'exercice	3.604.731,56
Profits divers	228.504,95
	3.833.236,51

REPARTITION BENEFICIAIRE.

5 % réserve légale	64.027,—
Fonds de réserve	1.216.525,73
	1.280.552,73

Le capital est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Monsieur Joseph GARNIER, administrateur de sociétés, 16, rue Emile Claus, Ixelles, Président et Administrateur-délégué.

Monsieur François de KERCHOVE de DENTERGHEM, Administrateur de Sociétés, 103, Avenue Lippens, LEOPOLDVILLE, Administrateur-Délégué.

Monsieur Jean GARNIER, administrateur de sociétés, 121, Avenue Louise, Bruxelles, Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Monsieur René HANCART, Expert Comptable, 31, rue Seutin, Schaerbeek.

Monsieur Marcel VAN MASSENHOVE, Administrateur de Sociétés, 31, avenue Hougoumont, Uccle.

SOCOGA.

(s) Jean GARNIER. (s) J. M. GARNIER.

Un Administrateur, Président.

Le Commissaire,

(s) R. HANCART.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 20 MAI 1952.

A) *Démission et nomination d'un Commissaire.*

A l'unanimité, l'Assemblée accepte la démission de Monsieur VAN MASSENHOVE, et appelle pour continuer son mandat Monsieur Jean BLYAU, 161, rue Rosendael, Forest.

B) *Transfert de siège Administratif.*

Le Siège Administratif est transféré du 130 au 136, rue Royale à Bruxelles.

SOCOGA.

(s) Jean GARNIER. (s) J. M. GARNIER.

Un Administrateur, Président.

Société Textile de Stanleyville

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social à Stanleyville (Congo Belge)

Siège Administratif : Gand, 29, rue Neuve Saint Pierre

Registre du Commerce de Gand, No 61.511

Autorisé par arrêté royal du 24 juin 1949, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1949, statuts publiés aux Annexes du Bulletin Administratif du Congo Belge du 25 août 1949 et du Moniteur Belge du 16 juillet 1949, No 15.634.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 10 juin 1952

ACTIF

Frais de 1er établissement	91.916,75
Frais de constitution	22.991,30
Banque Belge d'Afrique compte courant	47.010,30
Banque Belge d'Afrique compte dépôt à terme	850.000,00
Débiteurs divers	2.656,25
	1.014.574,60

PASSIF

Capital	1.000.000,00
Amortissements	13.281,25
Créditeurs divers	1.293,35
	1.014.574,60

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Amortissements sur frais de 1er établissement	10.625,00

CREDIT

Intérêts sur compte dépôt à la Banque Belge d'Afrique	10.625,00

SITUATION DU CAPITAL

Le capital social est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

PRESIDENT

Mr. Anatole DE BAUW, Administrateur de Sociétés, 107, avenue Defré, Uccle

ADMINISTRATEURS

MM. Gaston BRAUN, Administrateur de Sociétés, le Vieux Château, Melle-lez-Gand.

Auguste Georges CLOSON, Administrateur de Sociétés, avenue du Prince d'Orange, No 16, Uccle.

Marcel DEGUENT, Administrateur de Sociétés, avenue des Ormeaux, No 6, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

MM. René HANET, Industriel, Boulevard Botanique, No 21, Gand.

François VANHOEGAERDEN, Secrétaire de Société, rue des Haies, No 6, Ottignies.

SOCIETE TEXTILE DE STANLEYVILLE,

Un administrateur, G. BRAUN.

Le Président, A. DE BAUW.

Société Minière Victoria

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Registre du Commerce : Bruxelles n° 104.362

Siège social : Kindu (Congo Belge)

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles

Société constituée le 13 avril 1938. Statuts publiés aux annexes au Moniteur Belge le 12 juin 1938, aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge le 15 juin 1938, p. 335. Modifications publiées aux annexes au Moniteur Belge du 9 janvier 1948 (n° 468) et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1948.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 juin 1952

ACTIF

I. — IMMOBILISE		
Frais de constitution et d'augmentation du capital	104.751,95	
Frais de prospection	6.871.939,47	
	6.976.691,42	
Amortissements	3.365.221,72	
		3.611.469,70

II. — REALISABLE		
Débiteurs divers		3.232,35
III. — DISPONIBLE		
Banques		18,923,14
IV. — COMPTES D'ORDRE		
Cautionnements statutaires		pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours		pour mémoire
V. — PROFITS ET PERTES		
Perte des exercices antérieurs	132.643,29	
Perte de l'exercice 1951	35.451,95	
		168.095,24
		3.801.720,43

PASSIF

I. — DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME.		
Capital - représenté par :		
8.200 actions de cap. de 125 fr.	1.025.000,—	
8.200 actions de cap. de 12,50 fr.	102,500,—	
10.000 actions privilég. de 125 fr.	1.250.000,—	
		2.377.500,—
II. — DETTES DE LA SOCIETE ENVERS DES TIERS		
Créditeurs divers		1.424.220,43
III. — COMPTES D'ORDRE		
Déposants des garanties statutaires		pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours		pour mémoire
		3.801.720,43

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1951

DEBIT

Frais généraux d'Europe	15.339,50
Frais financiers	20.112,45
	35.451,95

CREDIT

Solde	35.451,95
	35.451,95

SITUATION DU CAPITAL : Entièrement libéré.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES
DU MARDI 3 JUIN 1952.

« L'Assemblée réélit, à l'unanimité, Monsieur Raoul JACQUET en qualité d'administrateur. Son mandat expire en 1958. »

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. Prosper LANCSWEERT, Ingénieur Civil des Mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-St-Pierre. — Bruxelles. — Président du Conseil d'administration.

Jacques RELECOM, Ingénieur Civil des Mines, 435, avenue Louise, Bruxelles, Administrateur-délégué.

François GREGOIRE-DELECOURT, Ingénieur Civil des Mines, 124, boulevard Brand Whitlock, Woluwe-St-Lambert, Administrateur.

Raoul JACQUET, Administrateur de sociétés, 53, rue du Lac, Bruxelles, Administrateur.

Henri JACQUET, Administrateur de sociétés, 32, boulevard Brand Whitlock, Woluwe-St-Lambert, Administrateur.

Maurice LEFRANC, Ingénieur Civil, 88, rue Bosquet, St-Gilles-Bruxelles, Administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES

MM. André DE VALCK, Ingénieur Civil des Mines, 43, rue du Ruisseau, Wesembeek-Oppem-Bruxelles.

Floris ERNOULD, Expert-comptable, 206, avenue de la Reine, Schaerbeek - Bruxelles.

Louis-Nicolas UYTDENHOEF, Expert-comptable, 282, avenue du Noyer - Bloc III - Bruxelles.

Flavien VANDE PITTE, Ingénieur, 8, chaussée de Louvain, Cortenberg.

Bruxelles, le 9 juin 1952.

Société Minière Victoria :

L'Administrateur-délégué :
J. Relecom.

Le Président :
P. Lancsweert.

Société d'Imprimerie du « Courrier d'Afrique » à Léopoldville

—

BILAN AU 31-12-1949.

ACTIF

Immobilisé	11.716.331,35
Amortissements	—9.708.514,95
	2.007.816,40
Magasins	8.658.296,27
Caisse et Banques	921.755,68
Débiteurs	3.140.707,92
Compte d'ordre	446.039,25
	15.174.615,52

PASSIF

Capital	1.500.000,—
Réserves	2.487.368,80
Provisions	631.850,—
Emprunts	5.475.000,—
Créditeurs	4.211.372,35
Profits et Pertes	422.985,12
Compte d'ordre	446.039,25
	15.174.615,52

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT

Amortissements	1.757.449,70
Solde	422.985,12
	2.180.434,82

CREDIT

Report de 1948	56.460,37
Exploitation	2.123.974,45
	2.180.434,82

REPARTITION DU BENEFICE.

Dividende 7 %	105.000,—
à reporter	317.985,12
	422.985,12

Dressé par le Conseil d'Administration, A. Cool; R. Lecoq; J. Eerdekens; E. Konings.

Vérifié par le Collège des Commissaires, R. Reyntjes.

Société d'Imprimerie du « Courrier d'Afrique » à Léopoldville

—

BILAN AU 31-12-1950.

ACTIF

Immobilisé	14.819.346,05
Amortissements	—11.931.416,85
	2.887.929,20
Magasins	10.016.597,61
Caisse et Banques	1.335.637,05
Débiteurs	3.418.762,90
	17.658.926,76
Compte d'ordre	1.585.798,35
	19.244.725,11

PASSIF

Capital	1.500.000,—
Réserves	2.065.993,80

Emprunts	5.475.000,—
Créditeurs	5.305.959,16
	711.600,—
Report P.P. 1949	317.985,12
Résultat 1950	2.282.388,68
	17.658.926,76
Compte d'ordre	1.585.798,35
	19.244.725,11

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Amortissements	2.222.901,90
Solde	2.600.373,80
	4.823.275,70

CREDIT

Report de 1949	317.985,12
Exploitation 1950	4.505.290,58
	4.823.275,70

REPARTITION DU BENEFICE.

Dividende 7 %	105.000,—
Réserve extraordinaire	2.000.000,—
à reporter	495.373,80
	2.600.373,80

Dressé par le Conseil d'Administration, A. Cool; R. Lecoq; J. Eerdekens; E. Konings.

Vérifié par le Collège des Commissaires, R. Reyntjes.

Société d'Imprimerie du « Courrier d'Afrique » à Léopoldville

—

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.
approuvé par l'Assemblée Générale du 13 mai 1952.

ACTIF

Immobilisé	18.310.083,25
Amortissements	—14.638.882,50
	3.671.200,75
Magasins	15.039.024,78
Caisse et Banques	675.041,91
Débiteurs	5.910.092,01
	25.295.359,45
Comptes d'ordre	2.313.491,—
	27.608.850,45

PASSIF

Capital	1.500.000,—
Réserves	4.065.993,80
Emprunts	8.108.686,—
Créditeurs	6.794.894,42
Banques	1.118.083,71
Profits et Pertes	3.707.701,52
	25.295.359,45
Comptes d'ordre	2.313.491,—
	27.608.850,45

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT

Amortissements	2.707.465,65
Solde	3.707.701,52
	6.415.167,17

CREDIT

Report de 1950	495.373,80
Exploitation	5.919.793,37
	6.415.167,17

REPARTITION DU BENEFICE.

Dividende 7 %	105.000,—
Provision impôt ex. 1950	750.000,—
Réserves extraordinaires	2.000.000,—
à reporter	852.701,52
	3.707.701,52

Dressé par le Conseil d'Administration : A. Cool ; R. Lecoq ; J. Eerdekens ; E. Konings.

Vérifié par le Collège des Commissaires, R. Reyntjes.

Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale ordinaire de la
S O D I M C A

tenue à Bruxelles, le 13 mai 1952 aux bureaux de la société, 50, rue du Marais.

Les mandats de tous les membres du Conseil Général étant venus en échéance, l'Assemblée décide les nominations suivantes :

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Mr. COOL, Aug., Président —11, Av. Roger Vandendriessche. Woluwe-St.-Pierre.

Mr. LECOQ Robert, Administrateur-Délégué — 67, Av. Major Cambier, Léopoldville.

Mr. EERDEKENS Jos., Administrateur — Route de Mt.-St. Jean, 17, Heverlée.

Mr. KONIGS Edmond, Administrateur — 22, rue du Châtelain, Ixelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES :

Mr. REYNTJES Robert, Commissaire. — Koopvaardijlaan, 24, Gent.

Mr. ROOSEN R., Commissaire. — Avenue Wangermée, 79 à Elisabethville

Les administrateurs et Commissaires présents déclarent accepter leur mandat.

Huilerie d'Usumbura

Société à Responsabilité Limitée de Droit Colonial

Siège social à Usumbura (Ruanda-Urundi)

Siège administratif : 27, rue du Trône à Bruxelles

Registre du Commerce de Bruxelles No 226358

Registre du Commerce d'Usumbura No 833

—

Autorisée par arrêté royal du 13 juillet 1950; statuts publiés dans les annexes au Moniteur Belge du 5 août 1950 (acte No 18836) et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1950; statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 30 août 1951 (annexes au Moniteur Belge des 22, 23 octobre 1951, acte No 22145), autorisés par arrêté royal du 1er octobre 1951, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1951.

PREMIER EXERCICE SOCIAL CLOTURE AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 juin 1952

ACTIF

I. — IMMOBILISE			
a) Frais de Constitution .	275.531.30		
b) Frais d'Augmentation de capital	100.146,75		
		375.678,05	
c) Terrains, Constructions Matériel et divers en Afrique	24.767.835.41		
Amortissement de l'exercice sur véhicules automobiles . . .	8.756.00		
		24.759.079,41	
			25.134.757,46
II. — REALISABLE			
d) Débiteurs divers		98.323,80	
e) Approvisionnements et Emballages .		7.889.494,21	
f) Stock graines		591.729,46	
g) Stock produits finis		49.713,00	
			8.629.260,47
III. — DISPONIBLE			
h) Caisses et Banques en Europe et en Afrique . . .			505.463,14
IV — DIVERS			
i) Comptes débiteurs			174.072,00

V. — COMPTES D'ORDRE

j) Banque du Congo Belge — Cautionnements Agents d'Afrique	P.M.
k) Engagements en contrats divers en cours	P.M.
l) Garanties Statutaires	170.000,00
m) Garants divers	254.437,00
	34.867.990.07

PASSIF

I. — PASSIF DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME

a) Capital représenté par 25.000 actions de 1.000 francs congolais chacune	25.000.000,00

II. — PASSIF DE LA SOCIETE ENVERS LES TIERS

b) Créditeurs divers	9.422.276.07

III — DIVERS

c) Comptes créditeurs	21.277,00

IV. — COMPTE D'ORDRE

d) Agents d'Afrique — Cautionnements chez Banque du Congo Belge	P.M.
e) Créditeurs éventuels pour engagements et contrats en cours	P.M.
f) Titulaires de cautionnements Statutaires	170.000.00
g) Garanties diverses	254.437,00
	34.867.990,07

SITUATION DU CAPITAL

Le capital social est libéré entièrement.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

M. le Baron Edouard EMPAIN, propriétaire, 72, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

Vice-Président

M. Anatole DE BAUW, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateurs

MM. Pierre GILLIEAUX, administrateur de sociétés, 92, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

Fernand Sellier, ingénieur, 15, avenue du Derby, Ixelles.

Emile VAN GEEM, administrateur de sociétés, 123, avenue Coghen, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

MM. Lucien MARQUET, licencié en sciences commerciales et consulaires, 64, rue Henri Maus, Liège.

Louis UYTDENHOEF, expert comptable, 22, Place Armand Steurs, Saint-Josse.

HUILERIE D'USUMBURA

Un Administrateur, Le Président,

NOMINATIONS STATUTAIRES

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 juin 1952

A l'unanimité des voix, l'assemblée :

Désigne Monsieur Florimond Stuckens pour achever le mandat d'administrateur laissé vacant par le décès de Monsieur Lucien Labie.

Ce mandat viendra à expiration à l'assemblée générale ordinaire de 1955.

HUILERIE D'USUMBURA

Un Administrateur, Le Président,

Société Cotonnière du Tanganika

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Kongolo (Congo Belge)

Siège administratif à Bruxelles, 27, rue du Trône

Registre du Commerce de Bruxelles N° 68.059

Autorisée par arrêté royal du 31 janvier 1934; statuts publiés dans les annexes au Moniteur Belge du 21 février 1934 (acte No 1557) et au Bulletin Officiel, du Congo Belge du 15 mars 1934; statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 4 juin 1936 (annexes au Moniteur Belge du 12 août 1936, acte No 12.603), autorisés par arrêté royal du 28 juillet 1936, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1936; par

l'assemblée générale extraordinaire du 17 avril 1947 (annexes au Moniteur Belge des 14-15 juillet 1947, acte No 14.440 et au Bulletin Administratif du Congo Belge No 16 du 25 août 1947) autorisés par arrêté royal du 19 juin 1947; statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 7 juin 1951 (annexes au Moniteur Belge du 4 août 1951, acte No 18.156), autorisés par arrêté royal du 13 juillet 1951, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1951.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 juin 1952

ACTIF

I. — IMMOBILISE			
a) Installations et Matériel en Afrique (y compris plus-value de réévaluation)		33.939.620,08	
Amortissements antérieurs moins extourne	13.019.258,85		
Amortissements de l'exercice	3.204.079,11		
		16.223.337,96	
			17.716.282,12
II. — REALISABLE			
b) Portefeuille-titres		15.202.000,00	
c) Débiteurs divers		858.794,93	
d) Approvisionnements		7.215.866,52	
e) Stock produits		88.363.012,49	
			111.639.673,94
III. — DISPONIBLE			
f) Caisses, Banques et Chèques Postaux en Europe et en Afrique			53.084.496,68
IV. — DIVERS			
g) Comptes débiteurs			1.213.916,26
V. — COMPTES D'ORDRE			
h) Garanties Statutaires		P.M.	
i) Engagements et contrats divers en cours		P.M.	
j) Banque du Congo Belge — Cautionnements Agents		P.M.	
			P.M.
			183.654.369,00

PASSIF

I. — PASSIF DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :		
a) Capital. 45.000.000,00		
50.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale		
b) Réserve Statutaire 1.500.000.00		
c) Réserve extraordinaire 5.500.000.00		
		52.000.000,00
II. — FONDS D'ASSURANCE		4.026.856,37
III. — PASSIF DE LA SOCIETE ENVERS LES TIERS		
e) Créditeurs divers 77.399.876,99		
f) Montant non appelé sur Portefeuille-titres 1.356.000,00		
		78.755.876,99
IV. — DIVERS		
g) Comptes créditeurs 20.178.681,09		
h) Fonds de Welfare en faveur des indigènes 2.000.000,00		
		22.178.681,09
V. — COMPTES D'ORDRE		
i) Titulaires de garanties statutaires . . P.M.		
j) Créditeurs éventuels pour engagements et contrats en cours . . . . . P.M.		
k) Agents d'Afrique — Cautionnements chez Banque du Congo Belge . . . P.M.		
		P.M.
VI — SOLDE		
l) Report de l'exercice précédent . . . 3.039.423,60		
m) Bénéfice net de l'exercice 23.653.530,95		
		26.692.954,55
		183.654.369,00

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais généraux d'Europe et de Léopoldville		2.630.179,25
Charges financières		28.431,00
Amortissements sur :		
Installations et Matériel Afrique . .	2.205.836,00	
Matériel de transport	777.614,27	
Constructions pour indigènes . . .	220.628,84	
		3.204.079,11

Provision pour impôts et charges	3.000.000,00
Dotation au Fonds de Welfare en faveur des Indigènes	1.618.435,99
Solde disponible :	
Bénéfice net de l'exercice	23.653.530,95
Report de l'exercice précédent	3.039.423,60
	37.174.079.90

CREDIT

Report de l'exercice précédent	3.039.423,60
Revenus du Portefeuille-titres et divers	1.016.460,64
Solde du compte « Exploitation » et Produits divers	33.118.195,66
	37.174.079.90

REPARTITION DU BENEFICE

Réserve statutaire	3.000.000,00
Report à nouveau	5.285.993,55
Dividendes (bruts)	16.566.265.00
Tantièmes statutaires	1.840.696,00
	26.692.954,55

SITUATION DU CAPITAL

Le capital social est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président

M. Anatole DE BAUW, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateurs

MM. le Baron Edouard EMPAIN, propriétaire, 72, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles

Pierre GILLIEAUX, administrateur de sociétés, 92, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

Georges LECART, comptable, Château de La Hulle, Profondeville

Alfred MOELLER de LADDERSOUS, administrateur de sociétés, 1, Place de la Sainte Alliance, Uccle.

Fernand SELLIER, ingénieur, 15, avenue du Derby, Ixelles.

Fernand TRICOT, ingénieur, 18, avenue des Arts, Bruxelles.

Emile VAN GEEM, administrateur de sociétés, 123, avenue Coghen, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

MM. Emile COULON, directeur de société coloniale, 119, avenue du Diamant, Schaerbeek.

Maurice GRIETENS, directeur de sociétés, 42, avenue Jules Malou, Etterbeek.

Paul MARCHAL, 163, Route de Fumay, Oignies-en-Tierache

Louis UYTDENHOEF, expert-comptable, 22, place Armand Steurs, Saint-Josse-ten-Noode.

SOCIETE COTONNIERE DU TANGANIKA

Un Administrateur,
P. GILLIEAUX.

Le Président,
A. DE BAUW.

NOMINATIONS STATUTAIRES ET RENOUVELLEMENT MANDATS

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 juin 1952

L'Assemblée ratifie la décision prise par le Conseil Général en sa réunion du 12 juillet 1951 de désigner Monsieur le Baron Edouard Empain pour achever le mandat d'administrateur laissé vacant par le décès de Monsieur Charles Cornez.

Ce mandat viendra à expiration à l'Assemblée Générale Ordinaire de 1953.

Renouvelle pour un terme de 6 ans, les mandats d'administrateur de Messieurs Anatole De Bauw et Emile Van Geem, Monsieur Anatole De Bauw s'abstenant au vote.

Ces mandats viendront à expiration à l'Assemblée Générale Ordinaire de 1958.

SOCIETE COTONNIERE DU TANGANIKA

Un Administrateur,
A. DE BAUW.

P. GILLIEAUX.
Le Président,

Scieries du Congo Belge « SCICOBE »

Société congolaise à responsabilité limitée

—

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

ACTIF

Immobilisé		15.094.357,62	
Amortissements antérieurs	1.808.130,20		
Amortissements exercice	1.151.020,—		
		2.959.150,20	
			12.135.207,42
Réalisable			9.766.290,41
Disponible			41.731,70
Comptes Transitoires			42.067,—
Dépôts statutaires et actions nominatives			pour mémoire
			21.985.296,53

PASSIF

Dettes de la société envers elle-même	12.341.205,74
Dettes de la société envers des tiers	7.274.678,21
Comptes transitoires	24.900,—
Déposants statutaires et actions nominatives	pour mémoire
Solde disponible	2.344.512,58
	21.985.296,53

PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais généraux	6.890.617,76
Amortissements	1.151.020,—
Bénéfices	2.344.512,58
	10.386.150,34

CREDIT

Bénéfice brut sur ventes	10.386.150,34

Ce bilan et ce compte Pertes et Profits ont été approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 mars 1952.

Compagnie Belge des Fruits Coloniaux « COBELFRUIT »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Sanda (Congo Belge)

Registre du commerce de Bruxelles, numéro 78.403.

—

PROCES-VERBAL DE CARENCE.

D'un procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Congolaise par actions à responsabilité limitée « COBELFRUIT » ayant son siège à Sanda (Congo Belge) tenue devant le notaire Jacques RICHIR, à Bruxelles, le trente avril mil neuf cent cinquante deux, et portant la relation suivante d'enregistrement : « Enregistré à Bruxelles A.C. III le 5 mai 1952, deux rôles deux renvois, vol. 600, fol. 82 case 1. Reçu: quarante francs. Le Receveur (s) Tillœuil.

IL RESULTE QUE: Sur les quarante mille actions de capital et les seize mille actions de dividende la dite assemblée ne réunissait que cinquante actions de capital et qu'en conséquence le quorum requis n'était pas atteint et qu'une nouvelle assemblée générale extraordinaire a été convoquée pour le vingt sept mai mil neuf cent cinquante deux à onze heures et demie, avec le même ordre du jour, laquelle assemblée délibérera valablement quelle que soit la quotité du capital représentée.

Pour extrait analytique conforme.

(s) J. Richir.

Compagnie Belge des Fruits Coloniaux « COBELFRUIT »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Sanda (Congo Belge)

Registre du commerce de Bruxelles numéro 78.403

—

MODIFICATIONS AUX STATUTS

L'an mil neuf cent cinquante deux.

Le vingt sept mai à onze heures, trente minutes.

Devant Maître Jean NERINCK, notaire à Bruxelles, substituant son confrère Maître Jacques RICHIR, notaire à Bruxelles, empêché.

Au siège administratif à Bruxelles, 16, boulevard Bischoffsheim.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Compagnie Belge des Fruits Coloniaux » « Cobelfruit », société congolaise par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à la Plantation de la Wuzi, à Sanda (territoire de Matadi-Congo Belge) et son siège

administratif à Bruxelles, 16, Boulevard Bischoffsheim, constituée le onze février mil neuf cent trente cinq par acte passé devant les notaires Jacques RICHIR et Alfred VANISTERBEEK à Bruxelles, publié aux annexes du Moniteur Belge du dix sept avril mil neuf cent trente cinq, sous le n° 4.629 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze avril mil neuf cent trente cinq, autorisée par arrêté royal du dix huit mars mil neuf cent trente cinq, dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire RICHIR prénommé, le six décembre mil neuf cent quarante six et le cinq juin mil neuf cent quarante huit, publiés aux annexes du Moniteur Belge du onze novembre mil neuf cent quarante huit, sous les numéros 21.400 et 21.401 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze décembre mil neuf cent quarante huit et modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le dit notaire RICHIR, le vingt six juin mil neuf cent cinquante et un et coordonnés suivant acte reçu par le dit notaire RICHIR, le sept août mil neuf cent cinquante et un, publié aux annexes du Moniteur Belge du quatre octobre suivant sous le numéro 21.021.

La séance est ouverte à onze heures trente minutes sous la Présidence du Baron Marcel de SCHAETZEN de SCHAETZENHOFF, ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur André de PATOUL, Directeur de société, demeurant à Watermael-Boitsfort, 55, rue du Bienfaire et comme scrutateurs Messieurs KONINCKX et LAFONTAINE ci-après qualifiés.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants déclarant posséder le nombre d'actions de capital ci-après indiqué :

1) Monsieur Jean THILTGES t'SERSTEVENS, administrateur de sociétés demeurant à Ixelles, 535, chaussée de Waterloo propriétaire de vingt actions de capital 20

2) Le Baron Robert d'Huart, industriel, demeurant à Watermael-Boitsfort, 119, avenue Van Becelaere, propriétaire de vingt actions de capital 20

3) Le Baron Marcel de Schaetzen de Schaetzenhoff, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 87, rue Royale, propriétaire de vingt actions de capital 20

4) La Société Anonyme « Etablissements Gérard Koninckx Frères » à Anvers, 5, rue de la Navigation propriétaire de vingt actions de capital 20

Ici représenté par Monsieur Jean Koninckx administrateur de société, demeurant à Berchem Sainte Agathe, 66, rue René Comhaire, en vertu d'une procuration sous eing privé qui demeurera ci-annexée.

5) Le Chevalier Maurice de Schaetzen de Schaetzenhoff, employé d'industrie, demeurant à Etterbeek, 216, rue Louis Hap, propriétaire de dix actions de capital 10

6) La Société Anonyme « Etablissements B.M. Spiers & Son » à Anvers, 2, rue de la Navigation, propriétaire de vingt actions de capital 20

Ici représentée par Monsieur Jean DE CLERCQ, administrateur de société, demeurant à Anvers, 20, avenue des Acacias, en vertu d'une procuration sous seing privé qui demeurera ci-annexée pour être enregistrée en même temps que les présentes.

7) Le baron Idesbald Rotsart de Hertaing, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 7, Square Frère Orban, propriétaire de vingt actions de capital	20
8) Monsieur Georges LAFONTAINE, magistrat demeurant à Seraing sur Meuse, rue du Commerce, propriétaire d'un action de capital	1
Soit ensemble : cent trente et une actions de capital	131

Monsieur le Président expose :

I) Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

Modifications de l'article 43 des statuts :

1) Supprimer le sixième alinéa.

2) A l'alinéa 8 remplacer les mots « de ce solde » par « du bénéfice net ».

II) Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites, conformément à l'article 30 des statuts, dans le Bulletin Officiel du Congo Belge des deux et onze mai mil neuf cent cinquante deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces publications.

Qu'en outre, des lettres missives ont été adressées le dix mai mil neuf cent cinquante deux aux actionnaires en nom.

III) Que pour pouvoir assister à la présente assemblée les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles 32 et 33 des statuts.

IV) Que sur les quarante mille actions de capital et les seize mille actions de dividende, représentant l'intégralité du capital social et des titres émis, la présente assemblée ne réunit que cent trente et une action de capital, soit moins de la moitié et aucune action de dividende mais que, une première assemblée ayant été tenue le trente avril mil neuf cent cinquante deux sans avoir atteint le quorum requis, la présente assemblée peut délibérer valablement quelle que soit la quotité du capital représentée.

Qu'en conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et apte à délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés étant constatés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président fait connaître les motifs qui ont amené les propositions figurant à l'ordre du jour.

Ensuite, après avoir délibéré, l'assemblée prend et vote la résolution suivante :

RESOLUTION UNIQUE.

L'assemblée décide de modifier l'article 43 des statuts comme suit :

1) Le sixième alinéa est supprimé.

2) au huitième alinéa les mots « de ce solde » sont remplacés par : « du bénéfice net ».

La résolution qui précède a été prise à l'unanimité moins une voix.

Dont procès-verbal.

Dressé lieu et date que dessous.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont fait la demande, ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A.C.I. le 29 mai 1952 vol. 1120 fol. 73 case 9 trois rôles un renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (s) Illisible.

(s) Jean NERINCX

Brasseries du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge)

Siège Administratif : 4, rue de la Chancellerie — Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 4174.

Registre du Commerce d'Elisabethville n° 710.

—

Constituée le 8 décembre 1923 à Bruxelles et autorisée par Arrêté Royal en date du 5 février 1924, statuts publiés aux Annexes du Moniteur Belge du 16 février 1924 — acte n° 1519 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1924. Modifiés suivant décision de l'Assemblée Générale en date du 17 septembre 1926, 21 mars 1927, 9 juillet 1929, 29 juillet 1947, 21 décembre 1951 et du 8 janvier 1952 publiés respectivement aux annexes du Moniteur Belge des 3 Octobre 1926 — acte n° 10.869 — 4/5 avril 1927 — acte n° 3627 — 16/17 septembre 1929, acte n° 14.358, 29 juillet 1947, acte 16.542 — 22 février 1952, acte n° 2546 et du 9 mars 1952, acte n° 3269 et au Bulletin Administratif n° 22 en date du 25 novembre 1947, ainsi qu'au Bulletin Officiel du Congo Belge numéros des 15 décembre 1926, 15 juin 1927, 15 octobre 1929 et 15 mars 1952.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 1952.

ACTIF

I. — IMMOBILISE :

Premier établissement :

a) Bâtiments industriels et immeubles	59.061.435,22
b) Mobilier, matériel et outillage	51.604.782,92
	110.666.218,14

Moins :		
Amortissements antérieurs	44.514.392,50	
Amortissements de l'exercice	8.500.000,—	
		53.014.392,50
		57.651.825,64

II. — REALISABLE :

Bières en fabrication, approvisionnements et matériel ,en stock, en commande et en cours de route pour l'Afrique	35.621.842,57
Débiteurs divers	15.515.650,11
Portefeuille titres	101.001,—
	51.238.493,68

III. — DISPONIBLE :

Caisses, Banques, Chèques postaux en Europe et en Afrique	5.104.294,22

IV. — DIVERS :

Dépenses à répartir	1.328.608,25

V. — COMPTES D'ORDRE :

Cautionnements statutaires	P. M.
Engagements et contrats divers en cours	P. M.
	115.323.221,79

PASSIF

I. — DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital		42.000.000,—
5.000 actions A de 100 fr. chacune .	500.000,—	
83.000 actions B de 500 fr. chacune .	41.500.000,—	
Fonds de réserve statutaire		4.173.237,51
Fonds de réserve, de prévision et d'assurance		3.250.000,—

II. — DETTES DE LA SOCIETE ENVERS LES TIERS :

Créditeurs divers à court terme	6.959.928,46
Fonds de pension du personnel	4.471.112,—

III. — DIVERS :

Provisions diverses	7.938.821,13
Provisions pour impôts	13.589.247,—
Fonds statutaire en faveur du personnel	378.713,16

IV. — COMPTES D'ORDRE :

Déposants de cautionnements statutaires	P. M.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	P. M.

V. — SOLDE :

Profits et pertes	32.562.162,53
	115.323.221,79

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais d'administration.	1.176.437,30
Charges financières	66.541,80
Amortissements de l'immobilisé	8.500.000,—
Dotation au Fonds de pension du personnel	294.006,28
Provision pour impôts	9.200.000,—
SOLDE BENEFICIAIRE NET	32.562.162,53
	51.799.147,91

CREDIT

Solde à nouveau de l'exercice précédent	1.089.088,50
Résultats bruts d'exploitation.	49.182.866,51
Rentrées diverses	1.525.492,90
Revenus du portefeuille-titres.	1.700,—
	51.799.147,91

REPARTITION BENEFICIAIRE

Réserve statutaire : une somme de . . . . . Cette réserve atteindra ainsi le dixième du capital.	26.762,49
Dividende statutaire de 6 fr. brut aux 5.000 actions série A de 100 fr. et de 30 fr. brut aux 83.000 actions série B de 500 fr.	2.520.000,—
Fonds statutaire en faveur du personnel	1.446.315,58
Tantièmes statutaires.	2.892.631,15
Superdividende aux 83.000 actions série B.	23.240.000,—
Dotation au Fonds de réserve, de prévision et d'assurance .	1.250.000,—
Report à nouveau	1.186.453,31
	32.562.162,53

SITUATION DU CAPITAL AU 31 DECEMBRE 1951.

versements effectués 42.000.000,— . . . . . fr. 42.000.000,—
(entièrement libéré).

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION AU 10 JUIN 1952.

M. Anatole DE BAUW, Administrateur de Sociétés, 107, avenue Defré, Uccle, Président.

M. Jules COUSIN, Ingénieur A.I.Lv., Elisabethville (Congo Belge), Vice-Président.

M. Paul ALSTEEN, Ingénieur des Industries de Fermentation à Elisabethville (Congo Belge), Administrateur-Directeur.

M. Edmond LEON, Ingénieur Civil des Mines, 153, Chaussée de Charleroi, à Saint-Gilles, Administrateur-Directeur.

M. Emile DUJARDIN, Ingénieur des Industries de Fermentation, 32, Avenue de la Liberté, à Koekelberg, Administrateur.

M. Auguste GERARD, Administrateur de Sociétés, 6, Avenue de la Jonction, à Forest, Administrateur.

M. Albert MARCHAL, Ingénieur, 46, Avenue du Vert Chasseur à Uccle, Administrateur.

M. Fernand NISOT, Ingénieur, 13, Rue d'Edimbourg, à Ixelles, Administrateur.

M. Gilbert PERIER, Administrateur de Sociétés, 573, Avenue Louise, à Bruxelles, Administrateur.

M. Ernest TOUSSAINT, Licencié en sciences commerciales et consulaires, Elisabethville (Congo Belge), Administrateur.

M. André DE COCK, Industriel, 49, rue des Bataves, Bruxelles, Commissaire.

M. Camille HELA, Licencié en sciences commerciales et coloniales, 21, rue Rembrandt, à Bruxelles, Commissaire.

M. Lucien PUISSANT-BAEYENS, 214, Avenue Louise, Bruxelles, Propriétaire, Commissaire.

M. Jules VAN BLEYENBERGHE, Directeur de Sociétés, 3, Avenue de l'Uruguay, Commissaire.

Certifié conforme :

Bruxelles, le 11 juin 1952.

L'Administrateur-Directeur, Le Président,

E. LEON. A. DE BAUW.

REELECTION DE DEUX ADMINISTRATEURS ET D'UN COMMISSAIRE :

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 1952 :

.....

L'Assemblée réélit en qualité d'administrateurs Messieurs Emile DUJARDIN et Edmond LEON, administrateurs sortants et en qualité de Commissaire Monsieur André de COCK, commissaire sortant pour un terme prenant cours ce jour et venant à expiration immédiatement après l'assemblée ordinaire de 1958.

.....

Bruxelles, le 10 juin 1952.

Certifié conforme :

Le Président du Conseil d'Administration,

A. DE BAUW.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION AU 10 JUIN 1952 :

M. Anatole DE BAUW, Administrateur de Sociétés, 107, avenue Defré, à Uccle, Président.

M. Jules COUSIN, Ingénieur A.I.Lv, Elisabethville, Vice-Président.

M. Paul ALSTEEN, Ingénieur des Industries de Fermentation, Elisabethville (Congo Belge), Administrateur-Directeur.

M. Edmond LEON, Ingénieur Civil des Mines, 153, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles, Administrateur-Directeur.

M. Emile DUJARDIN, Ingénieur des Industries de Fermentation, 32, avenue de la Liberté, Koekelberg, Administrateur.

M. Auguste GERARD, Administrateur de Sociétés, 6, avenue de la Jonction, à Forest, Administrateur.

M. Albert MARCHAL, Ingénieur, 46, avenue du Vert Chasseur, à Uccle, Administrateur.

M. Fernand NISOT, Ingénieur, 13, rue d'Edimbourg, à Ixelles, Administrateur.

M. Gilbert PERIER, Administrateur de Sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles, Administrateur.

M. Ernest TOUSSAINT, Licencié en sciences commerciales et consulaires, Elisabethville, Administrateur.

M. André de COCK, Industriel, 49, rue des Bataves, Bruxelles, Commissaire.

M. Camille HELA, Licencié en sciences commerciales et coloniales, 21, rue Rembrandt, Bruxelles, Commissaire.

M. Lucien PUISSANT-BAEYENS, propriétaire, 214, avenue Louise, Bruxelles, Commissaire.

M. Jules VAN BLEYENBERGHE, Directeur de Sociétés, 3, avenue de l'Uruguay, Bruxelles, Commissaire.

Bruxelles, le 11 juin 1952.

Certifié conforme :

L'Administrateur-Directeur, E. LEON.

Le Président, A. DE BAUW.

Charbonnages de la Luena

Société congolaise à responsabilité limitée

à ELISABETHVILLE (Katanga — Congo Belge).

Siège Administratif : 10, rue Bréderode, à Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 16.134.

—

Actes de constitution et de modifications aux statuts publiés aux annexes du Moniteur Belge :

Année 1922 n° 3536; année 1923 n° 12.307; année 1926 n° 1172; année 1928 n° 2183; année 1951 n° 1765

et au Bulletin Officiel du Congo Belge :

Année 1922 le 15 mai; année 1923 le 15 décembre; année 1926 le 15 mars; année 1928 le 15 avril; année 1951 le 15 mars.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 10 juin 1952.

ACTIF

I. Immobilisé	51.912.410,65
II. Réalisable et disponible	41.824.530,10
III. Divers	2.868.545,50
IV. Compte d'ordre	mémoire
Frs.	96.605.486,25

PASSIF

I. Dettes de la Société envers elle-même	43.777.531,68
II. Dettes de la Société envers des tiers.	25.758.884,10
III. Divers	20.697.551,50
IV. Compte d'ordre	mémoire
V. Profits et Pertes	6.371.518,97
Frs.	96.605.486,25

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais généraux Europe		2.046.984,95
Amortissement de l'exercice		6.444.328,33
Solde disponible :		
de l'exercice précédent	1.091.636,22	
de l'exercice	5.279.882,75	
		6.371.518,97
Frs.		14.862.832,25

CREDIT

Solde à nouveau de l'exercice précédent	1.091.636,22
Résultats des opérations	13.771.196,03
Frs.	14.862.832,25

REPARTITION DU BENEFICE

5 % à la réserve légale	263.994,14
report à nouveau	605.986,37
redevance au C. S. K.	951.384,61
tantièmes aux Administrateurs et Commissaires . . .	550.153,85
dividende 10 %, 50 frs. brut aux actions	4.000.000,—
Frs.	6.371.518,97

SITUATION DU CAPITAL

Capital entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS & COMMISSAIRES EN FONCTIONS

MM. COUSIN, Jules, ingénieur civil des mines, Elisabethville (Katanga — Congo Belge), Président.

MARTHOZ, Aimé, ingénieur civil, 43, Square Vergote, à Bruxelles, Vice-Président.

LEBLANC, Edouard, ingénieur civil des mines, à Nassogne, Administrateur-Délégué.

BARZIN, Henry, ingénieur civil des mines, 9, Drève du Prieuré, à Auderghem, Administrateur.

BRIEN, Victor, ingénieur civil des mines, 45, rue du Pépin, à Bruxelles, Administrateur.

CAMBIER, René, ingénieur A.I.Ms., 3, avenue des Phalènes, à Bruxelles, Administrateur.

COPPENS, Paul, docteur en droit, 73, rue Montoyer, à Bruxelles, Administrateur.

de STRYCKER, Robert, ingénieur civil des mines, 34, rue Frédéric Lints, à Louvain, Administrateur.

SOREL, Paul, ingénieur civil des mines, 75, rue du Marteau, à Bruxelles, Administrateur.

BECQUEVORT, Georges, Directeur de Société, 186, Avenue Franklin Roosevelt, à Bruxelles, Commissaire.

BERCKMOES, Auguste, Chef de comptabilité, 82, avenue de l'Indépendance Belge, à Koekelberg, Commissaire.

BOURGEOIS, Aimable, Directeur de Société, 51, avenue du Diamant, à Bruxelles, Commissaire.

GERARD, André, Eric, ingénieur électricien, 16, avenue Emile Demot, à Bruxelles, Commissaire.

GOFFIN, Armand, docteur en droit, 22, avenue Van Becelaere, à Boitsfort, Commissaire.

REINTJENS, Elomire, 12, rue des Taxandres, à Bruxelles, Délégué du Comité Spécial du Katanga.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 10 juin 1952.

NOMINATIONS STATUTAIRES

L'assemblée renouvelle, pour un terme de cinq ans, le mandat d'Administrateur de Monsieur René CAMBIER et pour un terme de trois ans, le mandat de Commissaire de Monsieur Georges BECQUEVORT.

L'assemblée ratifie la nomination de Monsieur Robert de STRYCKER qui a été appelé par le Conseil Général, en date du 24 juillet 1951, aux fonctions d'Administrateur pour achever le mandat de Monsieur Octave JADOT, décédé.

L'assemblée nomme Monsieur Georges RASKIN en qualité d'Administrateur en remplacement de Monsieur Victor BRIEN, démissionnaire.

L'assemblée décide de surseoir, pour le moment, au remplacement de Monsieur Henry BARZIN, démissionnaire.

L'ADMINISTRATEUR-DELEGUE,

(s.) Edouard LEBLANC.

Société Minière de Bafwaboli, en abrégé « SOMIBA »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social : STANLEYVILLE (Congo Belge).

Siège Administratif : BRUXELLES, 41, rue Jean Stas.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 55.070.

—

Actes constitutifs et modificatifs publiés aux Annexes du Moniteur Belge : n° 15083, de 1931 ; n° 10513, de 1932 ; n° 215, de 1933 n° 2268, de 1934 ; n° 323, de 1939 ; n° 2387, de 1941 ; n° 12394, de 1947 et n° 9473, de 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 1952.

ACTIF

IMMOBILISE :

Concessions & Apports :		
Dépenses exercice antérieur	9.944.651,30	
Amortissements exercice antérieur . .	9.070.651,30	
		874.000,—

Recherches, Travaux Préparatoires et Abornements :			
Dépenses exercice antér. .	24.283.860,82		
Dépenses de l'exercice. .	2.833.270,—		
		27.117.130,82	
Amortissem. exerc. antér.	13.215.356,25		
Amortissem. de l'exercice.	1.257.019,75		
		14.472.376,—	
			12.644.754,82
Constructions :			
Dépenses exercice antér. .	1.833.301,10		
Dépenses de l'exercice. .	24.460,—		
		1.857.761,10	
Amortissem. exerc. antér.	1.612.101,10		
Amortissem. de l'exercice.	30.096,—		
		1.642.197,10	
			215.564,—
Routes :			
Dépenses exercices antérieurs. . . .		3.223.813,87	
Amortissements exercices antérieurs . .		2.844.845,87	
			378.968,—
Matériel :			
Dépenses exerc. antérieurs	7.334.334,26		
Dépenses de l'exercice. .	303.180,—		
		7.637.514,26	
Amortissem. exerc. antér.	1.893.170,70		
Amortissem. de l'exercice.	266.686,—		
		2.159.856,70	
			5.477.657,56
			19.590.944,38
REALISABLE :			
Portefeuille-titres		5.000,—	
Débiteurs divers		720.225,26	
Stock produits à réaliser		6.096.000,—	
			6.821.225,26
DIVERS :			
Comptes débiteurs.			1.973.378,—
DISPONIBLE :			
Caisse & Banques		47.755,54	
Dépôt chez la Coloniale de Belgique . .		1.556.184,45	
			1.603.939,99
COMPTE D'ORDRE :			
Dépôts statutaires (cautionnements)			mémoire
		Frs.	29.989.487,63

PASSIF

NON EXIGIBLE :		
Capital : 146.000 act. s.d.v.n.	29.200.000,—	
50.000 1/5 fondat.		
Réserve statutaire.	309.332,52	
		29.509.332,52
EXIGIBLE :		
Créditeurs divers	438.921,88	
Coupons à payer	41.233,23	
		480.155,11
COMPTE D'ORDRE :		
Déposants statutaires (cautionnements)		mémoire
	Frs.	29.989.487,63

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1951.

DOIT

Solde à nouveau		166.704,14
Dépenses d'exploitation		4.928.670,—
Frais d'administration		380.321,55
Droits de sortie		830.763,—
Frais réalisation		793.653,30
Redevances et divers		814.777,68
Amortissements		1.553.801,75
	Frs.	9.468.691,42

AVOIR

Valeur de la production		9.360.455,15
Profits divers		101.030,—
Intérêts		7.206,27
	Frs.	9.468.691,42

SITUATION DU CAPITAL

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS & COMMISSAIRES EN FONCTIONS

M. Prosper LANCSWEERT, Ingénieur Civil des Mines A.I.Lv., Avenue du Val d'Or, 34, à Wlouwe St-Pierre, Président;

M. Etienne ASSELBERGHS, Géologue, 11, Place Foch, à Louvain, Administrateur-Délégué;

M. Jacques RELECOM, Ingénieur Civil des Mines A.I.Br., Avenue Louise, 435, à Bruxelles, Administrateur-Délégué;

M. René BRASSEUR, Ingénieur de l'Ecole Centrale des Arts & Manufactures de Paris, 185, Chaussée de la Hulpe, à Boitsfort, Administrateur;

M. André GILSON, Commissaire Général honoraire du Congo Belge, 194a, Avenue de Tervueren, Woluwe St-Pierre, Administrateur;

M. Marcel JACQUES, Administrateur de sociétés, 1, Avenue des Scararabées, Bruxelles, Administrateur;

M. Maurice LEFRANC, Ingénieur Civil, 88, rue Bosquet, à Bruxelles, Administrateur;

Mme Antoinette de MATHELIN de PAPIGNY, administrateur de sociétés, Château de LINCE, par Sprimont, Administrateur.

M. le Lieutenant-Général Léon BUREAU, Vice-Gouverneur Général honoraire du Congo Belge, « La Brousse », Ottignies, Commissaire;

M. Léonce DEMOULIN, Fondé de pouvoirs de société, 16, Avenue de la Peinture, à Dilbeek, Commissaire;

M. le Baron Marcel de SCHAETZEN, Propriétaire, 87, rue Royale, à Bruxelles, Commissaire.

Délégué du Ministère des Colonies :

M. R. BLAISE, Conseiller-adjoint au Ministère des Colonies, 7, Place Royale, à Bruxelles.

Délégué de la Cie des Chemins de fer des Grands Lacs :

M. Paul ORBAN, Docteur en droit, 25, rue Père Eudore Devroye, Etterbeek.

Les deux Administrateurs-Délégués :

J. RELECOM. E. ASSELBERGHS.

Société Minière de Bafwaboli, en abrégé « SOMIBA »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : STANLEYVILLE (Congo Belge).

Siège Administratif : BRUXELLES, 41, rue Jean Stas.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 55.070.

—

NOMINATIONS STATUTAIRES.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 1952.

L'Assemblée réélit pour une durée de six ans, aux fonctions d'administrateurs : Mme Antoinette de MATHELIN de PAPIGNY, MM. Prosper LANCSWEERT et Jacques RELECOM, et aux fonctions de Commissaires: le Baron Marcel de SCHAETZEN et M. Léonce DEMOULIN. — Leurs mandats viendront à expiration à l'Assemblée Générale Ordinaire de 1958.

Les deux Administrateurs-Délégués :

J. RELECOM. E. ASSELBERGHS.

Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa en abrégé « S.C.A.F.I.T. »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Wema (Congo Belge).

Siège administratif en Belgique, rue de la Limite, 2, à St-Josse-ten-Noode.

(Autorisée par arrêté royal du 5 février 1948.)

—

CONVERSION DES ACTIONS DE DIVIDENDE.
AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'an mil neuf cent cinquante-deux.

Le six mai.

Devant Nous, Maître Raymond Stoop, notaire résidant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

Au siège administratif de la Société, rue de la Limite, 2, à Saint-Josse-ten-Noode.

---

(1) Arrêté royal du 10 juin 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1952. — 1re Partie.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société congolaise par actions à responsabilité limitée « SOCIETE COMMERCIALE, AGRICOLE, FORESTIERE ET INDUSTRIELLE DE LA TSHUAPA », en abrégé : « S.C.A.F.I.T. » ayant son siège à Wema (Congo Belge) et son siège administratif à St-Josse-ten-Noode, rue de la Limite, 2.

Constituée aux termes d'un acte reçu par le Notaire Paul ECTORS, résidant à Bruxelles, le dix-huit décembre mil neuf cent quarante-sept, publiée aux annexes du Moniteur Belge du cinq mars mil neuf cent quarante-huit, sous le numéro 3455 et autorisée par Arrêté royal du cinq février mil neuf cent quarante-huit et dont les statuts ont été modifiés suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue devant le Notaire Stoop, soussigné, le vingt-neuf octobre mil neuf cent cinquante et un, et dont le procès-verbal a été publié aux mêmes annexes le quinze novembre suivant sous le numéro 23300.

Le siège administratif a été installé suivant décision du conseil d'administration publiée aux dites annexes des vingt-neuf trente et trente et un mars mil neuf cent quarante-huit, sous le numéro 4974.

La séance est ouverte à seize heures quarante sous la présidence de Monsieur van den Bossche.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Meert.

L'assemblée choisit pour remplir les fonctions de scrutateurs MM. Nisolle et François Joie.

Monsieur Raphaël Joie, membre du conseil d'administration, complète le bureau.

Tous plus amplement qualifiés à la liste de présence dont question ci-après.

Sont présents ou représentés les porteurs d'actions de capital et d'actions de dividende identifiés avec le nombre de titres de chaque catégorie, possédé par chacun d'eux sur la liste de présence ci-annexée, signée par chacun d'eux et paraphée « ne varietur » par les comparants et Nous, Notaire.

MM. Mathurin, Delaunoy, Chevalier, Marlier, Liégeois, Druard, Mme Marcaux-Druard, ici représentés par : M. François Joie, en vertu de six procurations sous seing privé, en date des dix-huit, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-cinq, vingt-six et vingt sept décembre mil neuf cent cinquante et un, lesquelles sont restées annexées à un procès-verbal de carence, dressé par le Notaire soussigné le vingt-huit décembre mil neuf cent cinquante et un.

MM. Willy Elens et Arthur Mathurin, ici représentés respectivement par M. Luc Van den Bossche, demeurant à Lille-Saint-Hubert et par M. Raphaël Joie, demeurant à Havelange, en vertu de deux procurations sous seing privé en date du vingt huit avril mil neuf cent cinquante-deux, ci-annexées.

Monsieur le Président expose :

1°) Que la présente assemblée générale a pour ordre du jour :

a) Conversion des six mille actions de dividende, soit en six actions de capital de mille francs chacune, à raison d'une action de capital pour

mille actions de dividende, soit en trente actions de capital de mille francs chacune, à raison d'une action de capital pour deux cents actions de dividende.

Selon la décision prise par l'assemblée générale, il sera attribué à chaque porteur et ce par groupe de mille ou de deux cents actions de dividende, une action de capital.

Dans l'éventualité où le propriétaire d'actions de dividende détiendrait un nombre de titres supérieur à celui lui donnant droit à l'échange, il recevra une soulte de un franc ou de cinq francs par titre, selon le cas.

Tout propriétaire d'actions de dividende pourra prétendre à l'attribution d'un titre supplémentaire si le reliquat de titres détenu par lui est égal ou supérieur à cinquante pour cent des titres nécessaires pour prétendre à l'échange. Dans ce cas, il aura à suppléer un franc ou cinq francs pour chaque titre manquant.

b) Augmentation du capital pour le porter à sept millions de francs par la souscription en numéraire et attribution aux souscripteurs respectifs soit de quarante-quatre ou de vingt actions de capital de mille francs chacune, nouvellement créées consécutivement à la décision prise au sub a).

c) Modifications à apporter en conséquence aux statuts.

2°) Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites conformément à l'article vingt-trois des statuts sociaux, par annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours francs avant l'assemblée, dans le Bulletin Officiel du Congo Belge, numéros des dix-huit et vingt-sept avril mil neuf cent cinquante-deux et dans le Moniteur Belge, numéros des dix-huit et vingt-sept avril mil neuf cent cinquante-deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs du Bulletin et du Moniteur précités.

3°) Que pour assister à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article vingt-quatre des statuts sociaux ordonnant le dépôt des titres au porteur au moins cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée aux endroits spécifiés dans l'avis de convocation.

4°) Que lorsqu'il s'agit de délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour de la présente assemblée, l'article septante des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et l'article vingt-sept des statuts sociaux exigent que l'assemblée réunisse la moitié au moins du capital social.

5°) Que sur les six mille neuf cent cinquante actions de capital et six mille actions de dividende, il est représenté deux mille cinq cent quatre-vingt-six actions de capital et deux mille cent vingt-deux actions de dividende, soit moins que la moitié des titres dans chaque catégorie.

6°) Qu'une première assemblée générale extraordinaire, ayant eu pour objet le même ordre du jour, réunie devant le Notaire soussigné, le vingt-huit décembre mil neuf cent cinquante et un, dont le procès-verbal a été publié aux annexes du Moniteur Belge, le treize janvier mil neuf cent

cinquante-deux, numéro 809, n'a pu délibérer valablement, attendu qu'il n'était représenté à cette assemblée qu'un nombre d'actions inférieur à la moitié du capital.

7°) Que par suite et conformément à l'article septante des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, la présente assemblée peut valablement délibérer, quelle que soit la portion du capital représentée.

8°) Que les possesseurs d'actions de capital souscrites en numéraire ont effectué à ce jour tous les versements régulièrement appelés et exigibles.

En conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement telle qu'elle est représentée sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président fait connaître les motifs qui ont amené les propositions figurant à l'ordre du jour de la présente assemblée ainsi que la portée des deux alternatives sur lesquelles l'assemblée aura à se prononcer.

Ensuite, l'ordre du jour est abordé par l'assemblée et après délibérations, Monsieur le Président met aux voix les décisions suivantes ayant au prélable rappelé que conformément à l'article vingt et un des statuts sociaux, modifié en vertu de la décision de l'assemblée générale extraordinaire précitée du vingt-neuf octobre mil neuf cent cinquante et un, seules les actions de capital donnent droit au vote, chacune à concurrence d'une voix, sauf les limitations de vote prescrites par la loi.

Le nombre d'actions de capital étant de six mille neuf cent cinquante, le cinquième est de mille trois cent nonante et que le nombre de titres représentés étant de deux mille cinq cent quatre-vingt-six, les deux cinquièmes sont de mille trente-quatre.

a) M. Raphaël Joie représente mille trois cent trente-neuf actions de capital qui ne dépassent pas le cinquième des titres émis, mais bien les deux cinquièmes des titres représentés, de sorte que cet actionnaire ne pourra prendre part au vote que pour mille trente-quatre actions de capital.

En conclusion et par l'effet de ces réductions, le total des voix qui pourront être exprimées valablement par l'assemblée générale, sera ramené à deux mille deux cent quatre-vingt-un et les trois-quarts nécessaires pour l'admission des modifications aux statuts, sera de mille sept cent onze.

PREMIERE DELIBERATION.

Après avoir délibéré sur les deux alternatives faisant l'objet du littera a) de l'ordre du jour et après avoir entendu les suggestions de part et d'autre, il est procédé au vote et la seconde alternative recueille l'unanimité des voix et l'autre alternative ne recueille aucune voix.

Par conséquent, cette seconde alternative recueillant la majorité des trois-quarts des voix valablement exprimées est adoptée et l'assemblée décide de convertir les six mille actions de dividende non représentatives du capital social, créées lors de la constitution de la société, en trente actions de capital de mille francs chacune, à raison d'une action de capital pour deux cents actions de dividende.

REALISATION DE LA CONVERSION.

L'assemblée confère au conseil d'administration de la société tous les pouvoirs nécessaires pour réaliser la conversion décidée ci-dessus en se conformant aux suggestions réglant l'attribution des soultes en titres ou en espèces.

DEUXIEME DELIBERATION.

Mise aux voix, la proposition relative à l'augmentation du capital, ainsi qu'il est libellé dans l'ordre du jour, est adoptée à la majorité des trois-quarts des voix valablement exprimées.

Par conséquent, l'assemblée décide d'augmenter à concurrence de vingt mille francs, le capital social actuellement fixé à six millions neuf cent cinquante mille francs, plus trente mille francs et de le porter ainsi à sept millions de francs par la création de vingt actions de capital nouvelles de mille francs chacune, qui jouiront des mêmes droits et avantages que les actions de capital actuellement existantes et participeront à la répartition des dividendes à partir du premier janvier mil neuf cent cinquante-deux.

L'augmentation du capital est instantanément réalisée par souscription en espèces. Les actions nouvellement émises seront souscrites au pair. Elles pourront être souscrites soit en partie, soit globalement par le ou les souscripteurs.

Les actionnaires présents ou représentés qui ne désirent pas participer à la souscription nouvelle déclarent expressément, soit personnellement, soit par l'organe de leur mandataire, renoncer pour autant que de besoin au droit de préférence qu'ils seraient éventuellement en droit d'exercer.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, les vingt actions de capital nouvelles ont été souscrites au pair et ce, de commun accord des actionnaires présents ou représentés, ainsi qu'il est dit ci-dessus, par Monsieur Raphaël Joie, actionnaire présent et qualifié à la liste de présence ci-annexée, lequel déclare faire cette souscription pour compte d'un groupe pour lequel il se porte fort.

Les membres de l'assemblée reconnaissent que le souscripteur, qualitate qua, a libéré intégralement les actions nouvelles par un versement en espèces, d'un montant de vingt mille francs, laquelle somme se trouve dès à présent à la libre et entière disposition et dans la Caisse de la Société.

TROISIEME DELIBERATION.

Mise aux voix, la proposition relative aux modifications aux statuts, suite à la conversion des actions de dividende et de l'augmentation du capital social, réalisée ainsi qu'il résulte des présentes, est adoptée à la majorité des trois-quarts des voix, valablement exprimées.

Par conséquent, l'assemblée décide de modifier et de compléter les statuts sociaux ainsi qu'il suit :

ARTICLE CINQ — déjà modifié — est remplacé par le texte suivant :

PARAGRAPHE I. — « Le capital social, fixé dans l'acte constitutif à » six millions de francs, a été porté une première fois à six millions neuf » cent cinquante mille francs, par souscription en numéraire, et ce, par » décision de l'assemblée générale extraordinaire du vingt-neuf octobre » mil neuf cent cinquante et un et une seconde fois, à sept millions de » francs, partiellement par la conversion des actions de dividende et » attribution d'actions de capital, et partiellement par souscription en » numéraire par décision de l'assemblée générale extraordinaire du six mai » mil neuf cent cinquante-deux. Le capital social est représenté par sept » mille actions de capital de mille francs chacune. »

PARAGRAPHE DEUX.

Le texte conçu comme suit : « Il est en outre créé six mille actions de » dividende non représentatives du capital social » est supprimé.

ARTICLE VINGT-SEPT — DERNIER PARAGRAPHE — intercaler entre les mots « diverses catégories de titres » et « l'assemblée » le texte suivant : « qui pourraient exister ».

ARTICLE TRENTE. — Le texte du 4° est remplacé par le suivant : « le solde sera attribué aux actions de capital ».

ARTICLE TRENTE-TROIS — ALINEA 2. — Les mots « par préférence » sont supprimés tandis que la dernière phrase du paragraphe trois du même article est remplacée par la suivante : « L'intégralité du solde « sera attribuée aux actions de capital ».

L'ordre du jour étant épuisé et, pour consentir à la demande formulée par le service compétent du Ministère des Colonies, le Notaire instrumentant signale à l'assemblée qu'il a été suggéré par le dit Service, d'apporter à l'article deux des statuts, tel qu'il est libellé actuellement, une rectification d'ordre administratif, de sorte que le premier paragraphe du dit article sera établi ainsi qu'il suit :

« ARTICLE DEUX. — Le siège social est établi à Wema (Congo » Belge). Le conseil d'administration peut en décider le transfert en toute » autre localité au Congo Belge. »

» Tout transfert sera publié sous forme d'avis, soit au Bulletin Offi- » ciel, soit au Bulletin Administratif du Congo Belge. »

L'assemblée se déclare unanimement d'accord avec cette rectification.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. — Dès que la publication du présent procès-verbal aura eu lieu dans les organes officiels, les possesseurs d'actions de capital anciennes seront invités par la voie de la presse à faire estampiller leurs titres.

2. — Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront mis à sa charge en raison des présentes, s'élèveront approximativement à vingt mille francs.

3. — Les modifications adoptées ci-dessus sont effectuées sous la condition suspensive de leur autorisation par arrêté royal.

Dont procès-verbal, clôturé à dix-huit heures.

Lecture faite des présentes, de l'article 203 du Code de l'enregistrement et des annexes, les membres de l'assemblée ont signé avec Nous Notaire.

(signé) Nisolle — Meert — Joie — Joie — Van den Bossche — Froedure — Stoop.

Enregistré cinq rôles, trois renvois à St-Gilles, le sept mai 1952, vol. 701, folio 96, case 11, reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Boulanger.

PREMIERE ANNEXE.

PROCURATION.

Le soussigné Willy Elens, demeurant à Ostende, propriétaire de deux cent cinquante (250) actions de capital, ainsi que de deux cent quatre-vingts (280) actions de dividende de la Société Congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa » en abrégé « Scafit » ayant son siège social à Wema (Congo Belge) et son siège administratif à St-Josse-ten-Noode, rue de la Limite n° 2.

Constitue par la présente pour son mandataire spécial, Monsieur Luc Van den Bossche demeurant à Lille St-Hubert, auquel il donne tous pouvoirs à l'effet de le représenter à l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, qui se tiendra le 6 mai 1952 à 16 heures, avec l'ordre du jour suivant :

a) Conversion des 6.000 actions de dividende, soit en six actions de capital de 1.000 francs chacune, à raison d'une action de capital pour 1.000 actions de dividende, soit en trente actions de capital de 1.000 francs chacune, à raison d'une action de capital pour 200 actions de dividende.

Selon la décision prise par l'Assemblée Générale, il sera attribué à chaque porteur et ce par groupe de 1.000 ou de 200 actions de dividende, une action de capital.

Dans l'éventualité où le propriétaire d'actions de dividende détiendrait un nombre de titres supérieur à celui lui donnant droit à l'échange, il recevra une soulte de un franc ou de cinq francs par titre selon le cas.

Tout propriétaire d'actions de dividende pourra prétendre à l'attribution d'un titre supplémentaire si le reliquat des titres détenu par lui est égal ou supérieur à 50 % des titres nécessaires pour prétendre à l'échange. Dans ce cas, il aura à suppléer un franc ou cinq francs pour chaque titre manquant.

b) Augmentation du capital pour le porter à 7.000.000 de francs par la souscription en numéraire et attribution aux souscripteurs respectifs soit de 44 ou de 20 actions de capital de 1.000 fr. chacune, nouvellement créées consécutivement à la décision prise au sub a).

c) Modifications à apporter en conséquence aux statuts.

Prendre part à toutes les délibérations et de voter au nom du soussigné toutes décisions se rattachant à l'ordre du jour préindiqué.

Aux effets ci-dessus, approuver et signer tous actes et procès-verbal, substituer et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, permettant ratification au besoin.

Ostende, le 28-4-1952. Bon pour pouvoirs (signé) Elens.

Enregistré un rôle, sans renvoi à St-Gilles, le sept mai 1952, vol. 150, folio 39, case 8. Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Boulanger.

DEUXIEME ANNEXE.

PROCURATION.

Le soussigné Arthur Mathurin, demeurant à Quiévrain, propriétaire de cent cinquante (150) actions de capital, ainsi que de trente (30) actions de dividende de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa » en abrégé « Scafit » ayant son siège social à Wema (Congo Belge) et son siège administratif à St-Josse-ten-Noode, rue de la Limite, n° 2.

Constitue par la présente pour son mandataire spécial Monsieur Joie, demeurant à Havelange, auquel il donne tous pouvoirs à l'effet de le représenter à l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la dite société, qui se tiendra le 6 mai 1952 à 16 heures, avec l'ordre du jour suivant :

a) Conversion des 6.000 actions de dividende, soit en six actions de capital de 1.000 francs chacune, à raison d'une action de capital pour 1.000 actions de dividende, soit en trente actions de capital de 1.000 francs chacune, à raison d'une action de capital pour 200 actions de dividende.

Selon la décision prise par l'Assemblée Générale, il sera attribué à chaque porteur et ce par groupe de 1.000 ou de 200 actions de dividende, une action de capital.

Dans l'éventualité où le propriétaire d'actions de dividende détiendrait un nombre de titres supérieur à celui lui donnant droit à l'échange, il recevra une soulte de un franc ou de cinq francs par titre selon le cas.

Tout propriétaire d'actions de dividende pourra prétendre à l'attribution d'un titre supplémentaire si le reliquat de titres détenu par lui est égal ou supérieur à 50 % des titres nécessaires pour prétendre à l'échange. Dans ce cas, il aura à suppléer un franc ou cinq francs pour chaque titre manquant.

b) Augmentation du capital pour le porter à 7.000.000 fr. par la souscription en numéraire et attribution aux souscripteurs respectifs soit de 44 ou de 20 actions de capital de 1.000 fr. chacune, nouvellement créées consécutivement à la décision prise au sub a).

c) Modifications à apporter en conséquence aux statuts.

Prendre part à toutes les délibérations et de voter au nom du soussigné toutes décisions se rattachant à l'ordre du jour préindiqué.

Aux effets ci-dessus, approuver et signer tous actes et procès-verbaux, substituer et, en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification au besoin.

Donné à Quiévrain, le 28-4-1952.

(signé) Mathurin.

Enregistré un rôle, sans renvoi à St-Gilles, le sept mai 1952, vol. 150, folio 39, case 8. Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Boulanger.

TROISIEME ANNEXE.

LISTE DE PRESENCE.

Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa en abrégé « S.C.A.F.I.T. »

LISTE DE PRESENCE DES PORTEURS D'ACTIONS DE CAPITAL ET D'ACTIONS DE DIVIDENE A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 6 MAI 1952.

N°	Identité	Mandataire	Capital Nombre	Voix	Dividende Nombre	Signature
1.	M. FROEDURE, Godefroid, docteur en médecine à St-Denys Helkyn, Dries, 44.		92	92	99	(signé) Froedure
2.	M. MATHURIN, Arthur, rentier à Quiévrain, Route de Valenciennes, 6.	Raphaël JOIE	150	150	30	(signé) Joie
3.	M. DELAUNOY, Georges, Cultivateur à Vaudignies, rue du Bois de Lens.	François JOIE	72	72	12	(signé) Joie
4.	M. CHEVALIER, Jules, Fermier à Herchies, rue de Vacresse, 13.	François JOIE	35	35	10	(signé) Joie
5.	M. MARLIER, Léon, Cultivateur à Chièvres, rue du Bois de Lens, 15.	François JOIE	10	10	5	(signé) Joie
6.	M. LIEGEOIS, Jules, cafetier, à Bury, Café du Pré Fleuri.	François JOIE	38	38	10	(signé) Joie
7.	M. DRUARD, Alfred, charbonnier à Ghlin, rue de Brorhée, 33.	François JOIE	50	50	12	(signé) Joie

N°	Identité	Mandataire	Capital Nombre	Voix	Dividende Nombre	Signature
8.	Mme DRUARD, Marie, épouse de MARECAUX Ernest, à Ghlin, rue Brorhée, 33.	François JOIE	6	6	—	(signé) Joie
9.	M. ELENS, Willy, assureur, Digue de Mer à Ostende.	Luc VAN DEN BOSSCHE	250	250	280	(signé) Van den Bossche
10.	M. MEERT, Michel, employé à Bruxelles, rue de l'Etang, 41.		414	414	1.559	(signé) Meert
11.	M. JOIE, Raphaël, courtier d'assurance à Havelange.		1.189	884*	102	(signé) Joie
12.	M. JOIE, François, agent commercial à Leval-Trahegnies, rue St-Martin.		250	250	—	(signé) Joie
13.	M. NISOLLE, Michel, Stagiaire en médecine 8, rue des Ruelles, Vaudignies (Chièvres).		30	30	3	(signé) Nisolle
			2.586	2.281	2.122	

Parafé ne varietur par les comparants, et le notaire pour annexe à l'acte n° 8056 passé devant Me Stoop le 6 mai 1952.

suivent les parafes.

Enregistré un rôle sans renvoi à Saint-Gilles, le sept mai dix neuf cent cinquante deux, vol. 150, folio 39, case 8. Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Boulanger.

POUR EXPEDITION CONFORME.

(signé) Stoop.

R. STOOP, Notaire à Saint-Gilles (Brabant).

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous : Jean HUBRECHT, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. STOOP, Notaire à St-Gilles. Reçu quatre francs. N° 8557 Bruxelles, le 14 mai 1952 (signé) J. Hubrecht.

* en tenant compte des cent cinquante actions de capital de M. Mathurin, pour lequel il est mandataire.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht apposée ci-dessus. Bruxelles, le 15 mai 1952. Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. VERLEYSEN, apposée ci-dessus. Bruxelles, le 16 mai 1952. Le Conseiller adjoint (signé) N. Cornet. Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 28 mai 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën
de 28 Mei 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Multiplex du Mayumbe, en abrégé « MULTIMAYUMBE »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Boma (Congo Belge).

Siège Administratif : 5, rue de la Science à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 208.645.

—

Actes constitutifs publiés aux Annexes du Moniteur Belge. Année 1947 n°s 4550 et 4551. Année 1949 n° 403 et 11256. Année 1950 n° 9622.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
Approuvé par l'Assemblée générale ordinaire du 4 juin 1952.

ACTIF

VALEURS IMMOBILISEES :		
Frais de constitution et d'augmentation de capital	573.465,25	
Frais de premier établissement . . .	3.283.135,99	
Immeubles Afrique	12.174.783,52	
Matériel et outilage Afrique	18.199.850,60	
Mobilier Europe-Afrique	1.595.114,88	
		35.826.350,24
VALEURS DISPONIBLES :		
Banques et caisses Europe-Afrique		2.903.748,46

VALEURS REALISABLES :		
Débiteurs divers Europe-Afrique . . .	3.751.893,63	
Produits finis Europe-Afrique et en cours de route	5.929.365,56	
Portefeuille-titres	50.000,—	
Portefeuille effets à recevoir	375.187,75	
		10.106.446,94
VALEURS ENGAGEES :		
Approvisionnement à pied d'œuvre, en cours de route ou en instance d'expédition Europe-Afrique	5.480.165,04	
Frais à répartir Afrique	388.452,—	
		5.868.617,04
COMPTE D'ORDRE :		
Cautionnement des Administrateurs et Commissaires	P. M.	
Cautionnement des agents d'Afrique déposé à la Banque du Congo Belge . .	296.921,—	
Commandes en cours	P. M.	
Effets à recevoir escomptés	338.344,45	
		635.265,45
COMPTE DE RESULTATS :		
Profits et Pertes :		
Pertes de l'exercice antérieur . . .	4.821.327,01	
à déduire : Bénéfice de l'exercice . .	3.498.038,92	
		1.323.288,09
		56.663.716,22

PASSIF

DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :		
Capital représenté par 4.000 actions de 1.000 fr. chacune	40.000.000,—	
Amortissements sur immobilisé . . .	7.271.907,31	
		47.271.907,31
COMPTES CREDITEURS :		
Prévisions diverses		1.754.478,45
DETTES DE LA SOCIETE ENVERS LES TIERS :		
Créditeurs divers Europe-Afrique . .	3.619.531,81	
Banque Europe	556,20	
Versement à effectuer s/portefeuille-titres	40.000,—	
Effets à payer	3.341.977,—	
		7.002.065,01

COMPTES D'ORDRE :

Administrateurs et Commissaires déposants cautionnements	P. M.	
Agents déposants cautionnements. . .	296.921,—	
Créditeurs pour commandes en cours . .	P. M.	
Effets à recevoir en cours	338.344,45	
		635.265,45
		56.663.716,22

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1951

DEBIT

Frais généraux et charges financières Europe-Afrique .	3.539.663,50
Amortissements	3.453.463,—
Bénéfice de l'exercice.	3.498.038,92
	10.491.165,42

CREDIT

Bénéfice brut d'exploitation et divers	10.491.165,42

SITUATION DU CAPITAL

Le capital au 31 décembre 1951 est entièrement libéré.

REPARTITION

Il n'y a pas eu de répartition.

LISTE DES ADMINISTRATEURS & COMMISSAIRES EN FONCTIONS

M. le Baron de STEENHAULT de WAERBEEK, banquier, Administrateur, Président — Vollezele.

M. Martin THEVES, Ingénieur, Administrateur-délégué, 12, avenue de la Forêt de Soignes — Rhode St-Genèse.

M. Oscar BRAUN, Industriel, Administrateur-délégué à Entlebuch-Lucerne (Suisse).

M. Paul HERZOG, Directeur de société, Administrateur-Directeur, Hadenstrasse, 55, Lucerne (Suisse).

M. Alfred LIENART, Ingénieur, Administrateur, 196, avenue de Tervueren — Woluwe-St-Pierre.

M. Christian JANSSENS, Ingénieur, Administrateur, 34, avenue Jeanne — Bruxelles.

M. Joseph SELLEKAERS, Ingénieur, Administrateur, 125, avenue de la Brabançonne — Bruxelles.

M. Auguste BRAUN, Industriel, Administrateur — Gossau (Suisse).

M. Félix VAN BELLINGEN, Directeur de sociétés, Commissaire, 55, avenue de l'Emeraude — Bruxelles.

M. Nicolas GEISSHUSLER, expert-comptable, Freidbergstrasse, 13, Lucerne (Suisse).

POUR COPIE CONFORME :

Un Administrateur, A. LIENART.

Un Administrateur, C. JANSSENS.

Société Cotonnière de la Luisa

Société Anonyme, à Anvers

Rue Arenberg, 21.

Registre du Commerce d'Anvers n° 113164.

—

Constituée par acte passé devant Me Victor Goffinet, notaire à Genck, le 19 décembre 1938, publié aux annexes du Moniteur Belge, le 31 décembre 1938, sous le N° 16762; dont les statuts ont été modifiés suivant actes passés devant : a) Me Henri van Soest à Hasselt, le 3 janvier 1949, publié aux annexes du Moniteur Belge du 28 janvier 1949, sous le N° 1451; b) Me Antoine Cols à Anvers, le 3 août 1950, publié aux annexes du Moniteur Belge des 21 et 22 août 1950, sous le N° 19802.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF

IMMOBILISE :			
Immeubles Afrique		1.144.815,21	
Machines Afrique		1.293.371,75	
Mobilier & matériel Afrique		1.818.240,22	
Mobilier & matériel Europe		4.284,50	
		4.260.711,68	
Amortiss. au 31-12-50. .	634.925,09		
Amortiss. de l'exercice .	404.121,65		
		1.039.046,74	
			3.221.664,94

REALISABLE :		
Débiteurs divers	3.498.749,41	
Cotons et produits	10.566.761,54	
Approvisionnements	2.001.225,97	
Portefeuille	50.000,—	
		16.116.736,92
DISPONIBLE :		
Caisse	27.844,50	
Banque Afrique	2.823.885,29	
		2.851.729,79
COMPTES D'ORDRE :		
Dépôts Cautions		30.973,—
Dépôts Statutaires		P. M.
		22.221.104,65

PASSIF

NON EXIGIBLE :		
Capital	7.500.000,—	
Réserve légale	750.000,—	
Réserve extraordinaire	2.500.000,—	
		10.750.000,—
EXIGIBLE :		
Créditeurs divers	5.073.697,42	
Portefeuille à libérer	25.000,—	
		5.098.697,42
COMPTE DE REGULARISATION :		
Prévision fiscale		817.592,—
COMPTES D'ORDRE :		
Déposants Cautions		30.973,—
Déposants Statutaires		P. M.
COMPTE PROFITS ET PERTES :		
Report de l'exercice précédent	2.220.074,70	
Bénéfice de l'exercice	3.303.767,53	
		5.523.842,23
		22.221.104,65

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais Généraux Europe et Afrique		495.847,91
Amortissements de l'exercice		404.121,65
Prévision fiscale		600.000,—
Report de l'exercice précédent . . .	2.220.074,70	
Bénéfice de l'exercice.	3.303.767,53	
		5.523.842,23
		7.023.811,79

CREDIT

Report à nouveau au 1er janvier 1951	2.220.074,70
Bénéfice brut d'exploitation	4.536.133,09
Remboursement sur impôts exercice 1948	127.370,—
Intérêts	140.234,—
	7.023.811,79

REPARTITION DU BENEFICE DE L'EXERCICE 1951

Dividende aux 250 parts sociales de fr. 9.000,— brut ou fr. 7.470,— net par titre	2.250.000,—
Réserve extraordinaire	2.500.000,—
Report à nouveau	773.842,23
Fr.	5.523.842,23

L'assemblée générale ordinaire, tenue le 3 juin 1952, a voté, à l'unanimité, les résolutions suivantes :

1° Approbation du bilan et du compte de profits et pertes de l'exercice clôturé au 31 décembre 1951.

2° Approbation de la répartition des bénéfices accusés par le susdit bilan.

3° Mise en paiement du dividende de fr. 7.470,— net par part sociale à partir du 1er août 1952 contre remise du coupon n° 1.

4° Par vote spécial, décharge aux administrateurs et au commissaire pour leur gestion pendant l'exercice clos au 31 décembre 1951.

5° L'assemblée, à l'unanimité, décide de maintenir à cinq le nombre d'administrateurs et désigne à ces fonctions : MM. René Friling, Thomas J. Meyer, J. Charles Van Essche, Jules Sobry et François De Brouwer, pour un terme d'un an.

L'assemblée, à l'unanimité, renouvelle le mandat de commissaire de M. Edmond Burg, pour un terme d'un an.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. René Friling, administrateur de sociétés, 140, Chaussée de Malines, Anvers, administrateur.

M. Thomas J. Meyer, administrateur de sociétés, Hof ter Beke, Brasschaet, administrateur.

M. J. Charles Van Essche, administrateur de sociétés, 410, Boulevard Lambermont, Schaerbeek-Bruxelles, administrateur.

M. Jules Sobry, directeur de sociétés, 26, avenue Flora, Mortsel-Anvers, administrateur.

M. François De Brouwer, directeur de société, 7, avenue Posthof, Berchem-Anvers, administrateur.

COMMISSAIRE.

M. Edmond Burg, directeur de sociétés, 138, avenue des Cerisiers, Woluwe-Saint-Lambert.

Pour copie certifiée conforme :

SOCIETE COTONNIERE DE LA LUISA

Deux administrateurs,

(signé) F. DE BROUWER. (signé) THOMAS J. MEYER.

Geregistreerd te Antwerpen (Adm. & O.H. Akten) de veertien Juni 1900 twee en vijftig. Boekdeel 228, blad 173, vak 10, twee blad, geen verzending. Ontvangen veertig frank (40,—). De Ontvanger a.i. (get.) R. Coeck.

Société d'Expansion Commerciale en Afrique « SODEXCOM »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège administratif : Anvers, 34, avenue Rubens.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Registre du Commerce d'Anvers : N° 102.404.

Registre du Commerce de Léopoldville : N° 616.

—

Constituée à Bruxelles, par acte passé le 24 janvier 1947, devant M^e^ Paul Ectors, notaire; autorisée par arrêté royal du 24 février 1947. Statuts publiés aux annexes au Moniteur Belge du 13 mars 1947 sous le N^e^ 3618 et aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1947, page 460.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF

1. IMMOBILISE :		
1) Frais de constitution et de premier établissement	1.985.717,33	
2) Terrains et immeubles en Afrique	4.215.750,80	
3) Installations, Matériel et Mobilier en Europe et en Afrique	973.578,50	
		7.175.046,63
2. DISPONIBLE :		
Caisses et Banques en Europe et en Afrique		1.452.651,06
3. REALISABLE :		
1) Marchandises en Europe, en Afrique et en cours de route	7.284.490,31	
2) Effets à recevoir	1.139.708,—	
3) Débiteurs divers en Europe et en Afrique	2.415.689,65	
4) Comptes de régularisation	340.832,26	
		11.180.720,22
4. COMPTES D'ORDRE :		
Dépôts statutaires		pour mémoire
5. COMPTES DE RESULTATS :		
Reports antérieurs	917.210,61	
Profits et Pertes, solde déficitaire	470.004,34	
		1.387.214,95
	Frs.	21.195.632,86

PASSIF

1. NON EXIGIBLE :

1) Capital. . . . . représenté par 20.000 actions de capital de 500 francs chacune.		10.000.000,—	
2) Amortissements : Solde reporté du 31-12-1950	1.325.769,55		
Prélèvements en 1951 pour diminution d'actif	130.533,15		
	1.195.236,40		
Augmentation en 1951 :			
Amortissements nécessaires	272.820,24		
		1.468.056,64	
			11.468.056,64

2. EXIGIBLE :

1) Créditeurs divers en Europe et en Afrique, sans garanties réelles	7.658.006,39	
2) Effets à payer.	1.686.886,—	
3) Comptes de régularisation	382.683,83	
		9.727.576,22

3. COMPTES D'ORDRE :

Déposants statutaires.	pour mémoire
Frs.	21.195.632,86

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT

Report à nouveau.	917.210,61
Amortissements nécessaires sur Installations, Matériel et Mobilier, frais de constitution et divers	272.820,24
Intérêts divers	25.116,77
Dépenses d'Exploitation, frais généraux et divers . . .	1.936.896,05
Frs.	3.152.043,67

CREDIT

Bénéfices bruts divers		1.764.828,72
Solde déficitaire :		
Report antérieur	917.210,61	
Solde déficitaire de l'exercice . . .	470.004,34	
		1.387.214,95
	Frs.	3.152.043,67

Arrêté en séance du Conseil d'Administration du 8 mai 1952 par MM. André GILSON, le Comte Thierry de RENESSE, Nicolas DECKER et Jacques RELECOM.

Approuvé par le Collège des Commissaires : MM. Charles SAMPERS, Pierre CORBEEL, Arthur DE MULDER et René THUYSBAERT, en date du 13 mai 1952.

LISTE DES ADMINISTRATEURS & COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

I. CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. André GILSON, Commissaire Général honoraire du Congo Belge, 194a, Avenue de Tervueren, Woluwé-St-Pierre.

Vice-Président :

M. le Comte Thierry de RENESSE, Docteur en droit, Château de et à Oostmalle.

Administrateur-délégué :

M. Nicolas DECKER, Administrateur de sociétés, 25, Grande Chaussée, à Berchem-Anvers.

Administrateur :

M. Jacques RELECOM, Ingénieur Civil des Mines, 435, avenue Louise, Bruxelles.

II. COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Président :

M. Charles SAMPERS, Industriel, 9, avenue Léopold III, Edegem.

Commissaires :

M. Arthur DE MULDER, Professeur pensionné, 14, rue Arenberg, Anvers.

M. René THUYSBAERT, Directeur de société, 15, rue van Bortonne, Jette-Saint-Pierre.

M. Pierre CORBEEL, Chef de Service, 9, rue Vandenboogaerde, Molenbeek-Saint-Jean.

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 10 juin 1952.

L'assemblée, à l'unanimité :

1°) approuve le bilan et le compte de profits et pertes, tels que présentés par le Conseil d'Administration,

2°) par vote spécial, donne décharge, pour l'exercice 1951, aux administrateurs et commissaires,

3°) les mandats de tous les administrateurs et commissaires étant venus à expiration, conformément à l'article 11 des statuts, les renouvelle tous.

Le tirage au sort règle l'ordre de sortie comme suit :

Administrateurs :

en 1954 Monsieur N. DECKER.

en 1956 Monsieur le Comte Th. de RENESSE.

en 1958 Messieurs A. GILSON et J. RELECOM.

Commissaires :

en 1954 Monsieur P. CORBEEL.

en 1956 Monsieur R. THUYSBAERT.

en 1958 Messieurs A. DE MULDER et Ch. SAMPERS.

Anvers, le 10 juin 1952.

Pour copie et extrait certifiés conformes :

Société d'Expansion Commerciale en Afrique
SODEXCOM

Deux Administrateurs,

N. DECKER. Cte Thierry de RENESSE.

Compagnie Immobilière du Nord du Kivu
« C I M N O K I »

Société congolaise à responsabilité limitée

—

Constituée par acte passé par devant Maître Edouard VAN HALTEREN, notaire à Bruxelles, le 24 juillet 1931 et autorisée par arrêté royal du 28 septembre 1931 (BULLETIN OFFICIEL DU CONGO BELGE du 15 octobre 1931, annexe p. 719).

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître Léon COENEN, notaire à Bruxelles, le 3 décembre 1935; modifications autorisées par arrêté royal du 20 juin 1936 (BULLETIN OFFICIEL DU CONGO BELGE du 15 juillet 1936).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :			
Frais de premier établissement . . .		5.154.231,—	
Amort. antérieurs . .	5.127.804,—		
Amort. de l'exercice . .	26.426,—		
		5.154.230,—	
			1,—
Immeubles		4.255.017,—	
Amort. antérieurs . .	3.892.063,—		
Amort. de l'exercice . .	362.953,—		
		4.255.016,—	
			1,—
Concession		47.890,—	
Amortissements antérieurs		47.889,—	
			1,—
Distribution eau et électricité . . .		9.120.413,—	
Amortissements antérieurs		603.966,—	
			8.516.447,—
Matériel, mobilier et divers		4.544.835,—	
Amort. antérieurs . .	1.025.120,—		
Amort. de l'exercice . .	454.483,—		
		1.479.603,—	
			3.065.232,—
			11.581.682,—

Réalisable :		
Marchandises	8.898.006,—	
Débiteurs divers	4.822.061,—	
		13.720.067,—
Disponible :		
Banques, chèques-postaux et caisses		8.367.770,—
Comptes débiteurs		1.152.675,—
Comptes d'ordre :		
Cautionnements des administrateurs et commissaires	51.000,—	
Cautionnements des agents d'Afrique .	73.792,—	
Engagements en cours	8.766.999,—	
		8.891.791,—
		43.713.985,—

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :		
Capital	20.000.000,—	
représenté par :		
100.000 actions de capital de fr. 200.		
25.000 parts de fondateur sans désignation de valeur.		
Réserve statutaire	256.543,—	
Fonds de prévision	3.000.000,—	
		23.256.543,—
Dettes sans garanties réelles :		
Créditeurs divers		2.379.468,—
Comptes créditeurs		2.534.137,—
Comptes d'ordre :		
Cautionnements des administrateurs et commissaires	51.000,—	
Cautionnements des agents d'Afrique .	73.792,—	
Engagements en cours	8.766.999,—	
		8.891.791,—

Profits et Pertes :		
Solde bénéficiaire reporté	1.874.322,—	
Bénéfice de l'exercice	4.777.724,—	
		6.652.046,—
		43.713.985,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux Bruxelles		683.358,—
Provision pour impôts		1.000.000,—
Amortissements sur :		
Frais de premier établissement . . .	26.426,—	
Immeubles	362.953,—	
Matériel, mobilier et divers	454.483,—	
		843.862,—
Solde bénéficiaire reporté	1.874.322,—	
Bénéfice de l'exercice	4.777.724,—	
		6.652.046,—
		9.179.266,—

CREDIT.

Solde à nouveau	1.874.322,—
Résultat d'exploitation	7.288.629,—
Intérêts sur dépôts en banque	16.315,—
	9.179.266,—

Répartition du solde bénéficiaire de fr. 6.652.046,—
(Art. 49 des statuts)

Réserve statutaire : 5 % de fr. 4.777.724,—	238.886,—
Dividende (7 %) aux 100.000 actions de capital . . .	1.400.000,—
Fonds de prévision	4.000.000,—
Solde à reporter	1.013.160,—
	6.652.046,—

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

Administrateurs :

M. le baron Edouard EMPAIN, industriel, 72, avenue Fr. Roosevelt, Bruxelles, président;

M. Maurice LEFRANC, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, St-Gilles, Bruxelles, administrateur-délégué;

M. Fernand SELLIER, ingénieur civil (U.L.B.), 15, av. du Derby, Ixelles, administrateur-directeur;

M. Maurice-Jules ANSPACH, docteur en droit, Lives;

M. Paul DELACAVE, ingénieur civil, av. Nestor Plissart, 94 à Woluwé-St-Pierre;

M. Léon HELBIG de BALZAC, président du comité National du Kivu, 50, Bd. St-Michel à Bruxelles;

M. Henri LEBEAU, ingénieur agronome (A.I.Gx), 4, av. de la Folle Chanson, Ixelles-Bruxelles;

M. Edouard STROUMZA, directeur de Sté à Goma (Congo Belge);

M. Emmanuel VAES, ingénieur civil des mines, 96, rue Baron Castro, Etterbeek-Bruxelles.

Commissaires :

M. Edgard MARCHAL, comptable, 235, av. Limburg Stirum, Wemmel;

M. Emile POINSIGNON, secrétaire de société, 34, rue des Hiboux à Woluwé-St-Pierre.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 17 juin 1952.

A l'unanimité, l'assemblée :

1°) approuve le bilan et le compte de profits et pertes relatifs à l'exercice 1951, ainsi que la répartition du solde bénéficiaire. En conséquence, le dividende afférent aux actions de capital (nominatives) sera payable par fr. 14 brut ou fr. 11,62 net à dater du 23 juin 1952;

2°) donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion au 31 décembre 1951;

3°) renouvelle, pour un terme de 2 ans, le mandat de commissaire de M. Edgard Marchal.

Bruxelles, le 18 juin 1952.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

F. SELLIER. M. LEFRANC.

Compagnie du Katanga

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles nº 3878.

—

Acte de constitution et modifications aux statuts publiés :

Aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 juin 1950, 15 août 1951,

Et aux annexes au Moniteur Belge des 5-6 juin 1950, 21 juillet 1951.

BILAN RECTIFIE AU 31 DECEMBRE 1950

approuvé par l'assemblée générale du 12 juin 1952.

ACTIF.

A. *Immobilisé.*

Premier établissement de la Société Anonyme Belge Compagnie du Katanga :		
Apports et frais de constitution . . .	426.519,39	
Expéditions, factoreries et matériel fluvial apportés au Comité Spécial du Katanga	2.194.560,74	
	2.621.080,13	
Amortissements antérieurs	2.621.079,13	
		1,—
Mobilier		1,—
Terrains et droits concédés par l'Etat Indépendant du Congo		P. M.
		2,—

B. *Réalisable et Disponible.*

Participation au Comité Spécial du Katanga	600.000,—
Portefeuille	156.424.336,75
Participations diverses	1,—

Banques et caisse	3.337.609,22	
Débiteurs divers	60.905.716,67	
		221.267.663,64

C. *Comptes d'ordre.*

Cautionnements statutaires	P. M.
Inscriptions d'actions nominatives	P. M.
Total :	221.267.665,64

PASSIF.

A. *De la Société envers elle-même.*

Capital :			
12.000 actions de priorité de 100 fr.	1.200.000,—		
15.450 actions privilégiées de 500 fr.	7.725.000,—		
18.000 actions ordinaires	—		
		8.925.000,—	
Fonds de réserve		37.908.622,56	
Fonds de réserve indisponible . . .		46.319.605,75	
			93.153.228,31

B. *Envers les tiers, sans garanties réelles.*

Dividendes à payer	5.077.693,98	
Créditeurs divers	243.876,96	
Versements restant à faire sur participations	1.080.500,—	
		6.402.070,94

C. *Compte de régularisation.*

Comptes créditeurs	642.946,—

D. *Comptes d'ordre.*

Titulaires de cautionnements statutaires	P. M.
Titulaires d'inscriptions nominatives	P. M.
SOLDE EN BENEFICE	121.069.420,39
Total :	221.267.665,64

COMPTE DE PROFITS ET PERTES RECTIFIE AU 31 DECEMBRE 1950.

DEBIT.

Frais généraux et divers	1.581.915,45
Service financier	366.544,85
Taxe sur titres cotés en bourse	571.363,80
Frais d'augmentation du capital et de transformation de la société	512.212,40
SOLDE EN BENEFICE	121.069.420,39
Total :	124.101.456,89

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	715.142,52
Quote-part dans les résultats de l'exercice 1949 du C.S.K.	50.000.000,—
Quote-part dans les résultats de l'exercice 1950 du C.S.K.	60.868.373,67
Revenus du portefeuille, intérêts et divers	12.517.940,70
Total :	124.101.456,89

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

Bruxelles, le 13 juin 1952.

Certifié conforme,

Un Administrateur,
L. BECKERS.

Un Administrateur,
Comte LIPPENS.

Compagnie du Katanga

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 3878.

—

Acte de constitution et modifications aux statuts publiés :

Aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 juin 1950, 15 août 1951,

Et aux annexes au Moniteur Belge des 5-6 juin 1950, 21 juillet 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'assemblée générale du 12 juin 1952.

ACTIF.

A. *Immobilisé.*

Premier établissement de la Société Anonyme belge Compagnie du Katanga :			
Apports et frais de constitution . . .	426.519,39		
Expéditions, factoreries et matériel fluvial apportés au Comité Spécial du Katanga	2.194.560,74		
	2.621.080,13		
Amortissements antérieurs	2.621.079,13		
		1,—	
Mobilier		1,—	
Terrains et droits concédés par l'Etat Indépendant du Congo		P. M.	
			2,—

B. *Réalisable et Disponible.*

Participation au Comité Spécial du Katanga	600.000,—
Portefeuille	247.058.013,95
Participations syndicales et diverses . .	1.640.001,—

Banques et caisse	19.007.067,01	
Débiteurs divers	80.789.042,83	
		349.094.124,79
C. *Comptes d'ordre.*		
Cautionnements statutaires		P. M.
Inscriptions d'actions nominatives		P. M.
	Total :	349.094.126,79

PASSIF.

A. *De la Société envers elle-même.*			
Capital :			
12.000 actions de priorité de 100 fr.	1.200.000,—		
216.150 parts sociales s.d.v.	148.800.000,—		
		150.000.000,—	
Fonds de réserve		72.413.683,61	
			222.413.683,61
B. *Envers les tiers, sans garanties réelles.*			
Dividendes à payer		14.867.549,41	
Créditeurs divers		381.436,56	
Versements restant à faire sur participations		7.022.500,—	
			22.271.485,97
C. *Compte de régularisation.*			
Comptes créditeurs			3.654.946,—
D. *Comptes d'ordre.* ,			
Titulaires de cautionnements statutaires			P. M.
Titulaires d'inscriptions nominatives			P. M.
SOLDE EN BENEFICE			100.754.011,21
		Total :	349.094.126,79

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais généraux et divers	2.055.596,55
Service financier	242.848,83
Frais résultant de l'échange des titres	218.617,60

Taxe sur titres cotés en bourse	793.656,90
Prévision fiscale	3.000.000,—
SOLDE EN BENEFICE	100.754.011,21
Total :	107.064.731,09

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	177.567,73
Quote-part dans les résultats du Comité Spécial du Katanga	79.893.785,16
Revenus du portefeuille, intérêts et divers	26.993.378,20
Total :	107.064.731,09

SITUATION DU CAPITAL :

Entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président : M. Firmin VAN BREE, Directeur honoraire de la Société Générale de Belgique, 5, rue Chair et Pain, BRUXELLES.

Vice-président, Administrateur-délégué :

M. Edgar VAN DER STRAETEN, Vice-gouverneur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, IXELLES.

Administrateurs :

M. Lucien BECKERS, Ingénieur civil des Mines, 24, avenue Hamoir, UCCLE.

M. Léon BRUNEEL, Docteur en droit, 5, avenue Antoine Depage, BRUXELLES.

M. Anatole DE BAUW, Président de la Cie Cotonnière Congolaise, 107, avenue Defré, UCCLE.

M. Gaston de FORMANOIR de la CAZERIE, Docteur en droit, 90, avenue Molière, IXELLES.

M. Gaston HEENEN, Vice-Gouverneur Général honoraire du Congo Belge, 126, chaussée d'Ixelles, IXELLES.

M. Maurice LIPPENS, Comte, Président de la Cie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, 1, Square du Val de la Cambre, IXELLES.

M. Frédéric OLSEN, Général honoraire de la Force Publique du Congo Belge, 21, rue des Taxandres, ETTERBEEK.

M. Gilbert PERIER, Administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, BRUXELLES.

M. Robert THYS, Ingénieur A.I.M. A.I.Lg., 209, avenue Louise, BRUXELLES.

M. Louis WALLEF, Ingénieur civil des Mines, 67, boulevard Auguste Reyers, BRUXELLES.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. André DE COCK, Industriel, 49, rue des Bataves, BRUXELLES.

M. Jean KOECKX, Directeur de sociétés, 7, avenue Emile Van Becelaere, WATERMAEL-BOITSFORT.

M. Albert van ZUYLLEN, Docteur en droit, Château de et à ARGENTEAU.

Délégué du Gouvernement :

M. Maurice EVRARD, 12, rue V. Lefèvre, BRUXELLES.

Bruxelles, le 13 juin 1952.

Certifié conforme,

Un Administrateur, L. BECKERS.

Un Administrateur, Comte LIPPENS.

Compagnie du Katanga

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 3878.

—

ELECTIONS STATUTAIRES.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 1952.

L'assemblée à l'unanimité réélit MM. Anatole DE BAUW et Edgar VAN DER STRAETEN en qualité d'administrateurs, et M. André DE COCK, en qualité de commissaire.

Bruxelles, le 13 juin 1952.

Pour extrait certifié conforme,

Un Administrateur, L. BECKERS.

Un Administrateur, Comte LIPPENS.

Banque du Congo Belge

Société Anonyme

—

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'AN MIL NEUF CENT CINQUANTE DEUX, LE VINGT MAI, à onze heures et demie.

Au siège social à Bruxelles, rue Thérésienne, numéro 14,

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque du Congo Belge, société anonyme établie à Bruxelles, constituée suivant acte reçu par Maître Auguste Scheyven, notaire à Bruxelles, le onze janvier mil neuf cent neuf, publié à l'annexe au Moniteur Belge, du trente janvier mil neuf cent neuf, numéro 542 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Lucien Damiens, substituant Maître Auguste Scheyven, notaire prédit, le vingt sept février mil neuf cent neuf et par Maître Auguste Scheyven, notaire prédit, le dix août mil neuf cent onze; par Maîtres Alfred Vanisterbeek et Victor Scheyven, notaires à Bruxelles, les seize décembre mil neuf cent dix neuf et douze février mil neuf cent vingt; par Maître Victor Scheyven, notaire prédit, les seize décmbre mil neuf cent vingt quatre et vingt décembre mil neuf cent vingt sept et par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le quinze décembre mil neuf cent trente et un, le vingt sept août mil neuf cent trente cinq et le seize décembre mil neuf cent quarante sept, publiés aux annexes au Moniteur Belge respectivement du quatorze mars mil neuf cent neuf, numéro 1324; des trente et un août-premier septembre mil neuf cent onze, numéro 5532; du huit janvier mil neuf cent vingt, numéro 211; du trois mars mil neuf cent vingt, numéro 1974; du huit janvier mil neuf cent vingt cinq, numéro 295; du onze janvier mil neuf cent vingt huit, numéro 412; du trente et un décembre mil neuf cent trente et un, numéro 16.859; des seize-dix sept septembre mil neuf cent trente cinq, numéro 12.801 et du dix janvier mil neuf cent quarante huit, numéro 640.

La dite société a été prorogée aux termes du dit acte du vingt décembre mil neuf cent vingt sept.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, Notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente trois des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Adolphe Baudewyns, Gouverneur de la Banque du Congo Belge demeurant à Etterbeek, rue Charles De Buck, numéro 22, Président du conseil d'administration, assisté de Messieurs Pierre Bon-

voisin, vice-président du conseil d'administration, demeurant à Etterbeek, Boulevard Saint-Michel, numéro 30, Guy Feyerick, administrateur-délégué, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 347, Richard Baseleer, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Prekelinden, numéro 142, le Baron Jean de Steenhault de Waerbeek, administrateur de sociétés, demeurant à Vollezele, Oscar Kreglinger, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, chaussée de Malines, numéro 187, Adhémar Mullie, directeur de banque, demeurant à Bruxelles, rue des Confédérés, numéro 116, Jules Philippson, banquier, demeurant à Bruxelles, rue Guimard, numéro 18 et Edgar van der Straeten, Vice Gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, chaussée de Vleurgat, numéro 268, administrateurs.

Monsieur le Gouverneur Baudewyns désigne comme secrétaire Monsieur Guy Feyerick, préqualifié et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Henri Carton de Tournai, avocat à la Cour d'Appel, demeurant à Etterbeek, Boulevard Saint Michel, numéro 38 et Georges Raquez, Lieutenant Général honoraire, demeurant à Ixelles, rue de Stassart, numéro 94.

Assiste également à l'assemblée Monsieur Max Horn, docteur en droit, Conseiller du Gouvernement de la Colonie, demeurant à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 80, en qualité de commissaire du Gouvernement auprès de la société, conformément à l'article vingt deux des statuts.

Monsieur le Gouverneur Baudewyns expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

En conséquence de la cessation, au trente juin mil neuf cent cinquante deux, du privilège d'émission de la Banque du Congo Belge :

1. Mandat au conseil d'administration de former le bilan de l'exercice en cours au trente juin mil neuf cent cinquante deux et d'arrêter le projet de partage des réserves avec la Colonie du Congo Belge.

2. Modifications aux statuts, qui ne seront d'application qu'à dater du premier juillet mil neuf cent cinquante deux et ce notamment en application des dispositions de l'article quatre, pour :

Article deux, au deuxième alinéa, dire que la société peut, par décision du conseil d'administration, établir des sièges, succursales ou agences en Belgique, au Congo Belge, dans le Ruanda-Urundi ou à l'étranger et supprimer les troisième et quatrième alinéas.

Article trois, remplacer le texte par :

La Société a pour objet d'effectuer toutes opérations de banque, de bourse, de change, de finance, de trésorerie, de commission et de ducroire; d'acheter et de vendre des matières précieuses, métaux et lingots de toute nature; de représenter à titre de commissionnaire, de mandataire ou d'agent, tous particuliers, sociétés, administrations et établissements privés ou publics; d'effectuer tous actes et opérations pour compte de tiers.

Ces dispositions doivent être entendues dans le sens le plus large.

La société peut acquérir, construire ou prendre en location tous immeubles utiles à son fonctionnement régulier, à la réalisation de son objet social ou au bien être de son personnel.

Supprimer l'article quatre et modifier en conséquence la numérotation des articles suivants.

Article neuf ancien, huit nouveau, au premier alinéa, dire que le capital social peut être augmenté ou réduit, par décision de l'assemblée générale délibérant dans les formes prévues à l'article trente quatre nouveau, trente six ancien, et supprimer l'autorisation préalable du Ministre des Colonies.

Au deuxième alinéa, dire que les actions à souscrire contre espèces sont offertes par préférence à titre irréductible et réductible aux anciens actionnaires.

Supprimer les troisième et quatrième alinéas.

Article dix ancien, neuf nouveau, au deuxième alinéa, dire que les actions non entièrement libérées ne peuvent être cédées que moyennant l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Article treize ancien, douze nouveau, supprimer les mots « et de dix huit administrateurs au plus ».

Article quinze ancien, quatorze nouveau, supprimer le premier alinéa, ainsi que les trois premières phrases du deuxième alinéa et améliorer la rédaction du restant du deuxième alinéa.

Article vingt et un ancien, vingt nouveau, au premier alinéa, remplacer les mots « pour l'administration de la société » par « pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société ».

Dans le deuxième alinéa, supprimer ce qui concerne l'émission de billets ou monnaies.

Article vingt deux ancien, vingt et un nouveau, au deuxième alinéa, supprimer les mots « et leurs émoluments ».

Suppression de l'article vingt trois ancien, et, en conséquence, changement de numérotation des articles suivants :

Article vingt quatre ancien, vingt deux nouveau, supprimer le dernier alinéa.

Article vingt cinq ancien, vingt trois nouveau, supprimer les mots « commissaires » et dire que l'assemblée fixe le montant de la rémunération allouée aux commissaires.

Article quarante ancien, trente huit nouveau, remplacer le texte par :

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice, il est prélevé tout d'abord :

1. Cinq pour cent pour la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social.

2. Eventuellement, la somme nécessaire pour payer aux versements anticipatifs effectués sur les actions l'intérêt déterminé en exécution du dernier paragraphe de l'article sept des statuts.

3. La somme suffisante pour payer un dividende de quatre pour cent l'an sur le montant appelé et libéré du capital.

Du surplus, il est attribué dix pour cent aux administrateurs, qu'ils se répartiront entre eux suivant leurs conventions particulières.

Le solde est réparti entre toutes les actions.

Toutefois, sur ce solde, l'assemblée générale pourra décider, sur la proposition du conseil d'administration, tous reports à nouveau et tous prélèvements de sommes destinés à la création et à la dotation de fonds de réserve supplémentaires ou de prévision.

Supprimer l'article quarante et un ancien et changer en conséquence la numérotation des articles suivants.

Article quarante quatre ancien, quarante et un nouveau, le premier alinéa est remplacé par : « Après apurement des dettes, charges sociales et frais de liquidation, l'actif net servira tout d'abord à rembourser le montant libéré des actions ».

Suppression du titre huit - Dispositions générales et transitoires et des articles quarante six et quarante sept anciens.

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites dans les journaux suivants :

Le Moniteur Belge, numéros du deux/trois et du onze mai mil neuf cent cinquante deux.

L'Echo de la Bourse, numéros du premier/deux/trois et du onze/douze mai mil neuf cent cinquante deux.

Le Courrier de la Bourse et de la Banque, numéros du premier/deux et du douze mai mil neuf cent cinquante deux.

Qu'en outre, les actionnaires en nom on été convoqués par lettres missives leur adressées dans le délai légal.

Monsieur le Gouverneur Baudewyns dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles trente et un et trente deux des statuts.

IV. Que sur les quarante mille actions de la société, la présente assemblée réunit vingt et un mille cent quatre vingt neuf actions, soit plus de la moitié du capital.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article soixante dix des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et à l'article trente six des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Monsieur le Gouverneur Baudewyns, au nom du conseil d'administration, rappelle à l'assemblée que, par convention en date du dix octobre

mil neuf cent vingt sept, approuvée par décret du quatorze novembre mil neuf cent vingt sept, le Congo Belge a accordé à la Banque du Congo Belge le privilège d'émission jusqu'au trente juin mil neuf cent cinquante deux.

Cette convention a été modifiée par la convention du vingt et un juin mil neuf cent trente cinq, approuvée par décret du vingt sept juillet mil neuf cent trente cinq, intervenue entre le Congo Belge et les territoires sous mandat belge et la Banque du Congo Belge.

Ce privilège d'émission prendra fin effectivement le trente juin mil neuf cent cinquante deux. Monsieur le Gouverneur rappelle encore que l'article quatre des statuts actuels de la présente société stipule ce qui suit :

« Lorsque, pour quelque cause que ce soit, la Banque cessera de jouir » du bénéfice d'émission, l'assemblée générale pourra, dans les conditions » prescrites à l'article trente six, étendre l'objet social dans les limites » de l'article trois des statuts, tel qu'il a été établi dans l'acte constitutif » de la société, en date du onze janvier mil neuf cent neuf. »

Cet exposé terminé, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée donne mandat au conseil d'administration de former le bilan à la date du trente juin mil neuf cent cinquante deux, en sorte que l'exercice en cours aura exceptionnellement une durée de six mois et d'arrêter le projet de partage des réserves avec la Colonie du Congo Belge, conformément aux dispositions de l'article quarante et un des statuts.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Comme conséquence de la cessation du bénéfice d'émission, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes, qui ne seront d'application qu'à dater du premier juillet mil neuf cent cinquante deux et ce notamment conformément aux dispositions de l'article quatre des statuts.

L'article deux est remplacé par :

« Son siège social est établi à Bruxelles, ce terme comprenant toutes » les communes de l'agglomération bruxelloise.

» La Société peut établir, par décision du conseil d'administration, des » sièges, succursales, ou agences en Belgique, au Congo Belge, dans le Ruanda-Urundi ou à l'étranger. »

L'article trois est remplacé par :

« La Société a pour objet d'effectuer toutes opérations de banque, de » bourse, de change, de finance, de trésorerie, de commission et de du- » croire; d'acheter et de vendre des matières précieuses, métaux et lin- » gots de toute nature; de représenter, à titre de commissionnaire, de

» mandataire ou d'agent, tous particuliers, sociétés, administrations et » établissements privés ou publics; d'effectuer tous actes et opérations » pour compte de tiers.

» Ces dispositions doivent être entendues dans le sens le plus large.

» La Société peut acquérir, construire ou prendre en location tous im- » meubles utiles à son fonctionnement régulier, à la réalisation de son » objet social ou au bien-être de son personnel. »

L'article quatre est supprimé.

La numérotation des articles cinq et suivants est modifiée en conséquence.

A l'article neuf ancien, huit nouveau, les trois premiers alinéas sont remplacés par :

« Le capital social pourra être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs » fois, par décision de l'assemblée générale, délibérant dans les formes » prévues à l'article trente quatre.

» Si les nouvelles actions sont souscrites contre espèces, elles seront » offertes par préférence à titre irréductible et à titre réductible, aux » anciens actionnaires, au prorata de leur intérêt social au jour de l'émis- » sion et dans le délai fixé par le conseil d'administration. Celui-ci déter- » minera les conditions et le taux auxquels les actions nouvelles leur » seront offertes par préférence. »

Au même article neuf ancien, huit nouveau, le cinquième alinéa est remplacé par :

« Le conseil d'administration aura la faculté de passer, aux clauses et » conditions qu'il avisera, avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription des actions à émettre. »

A l'article dix ancien, neuf nouveau, le deuxième alinéa est remplacé par :

« Les actions non entièrement libérées ne peuvent être cédées que » moyennant l'autorisation préalable du conseil d'administration. »

A l'article treize ancien, douze nouveau, au premier alinéa, les mots « et de dix huit administrateurs au plus » sont supprimés.

L'article quinze ancien, quatorze nouveau, est remplacé par :

« Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et » un ou plusieurs vice-présidents. Il peut choisir dans son sein un comité » de direction, composé de trois membres au moins. Il en détermine la » rémunération.

» Il fixe la durée et l'étendue de ses pouvoirs. Il peut déléguer la gestion » journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs-délégués » chargés également de l'exécution des décisions du conseil, confier la » direction de l'ensemble ou de telle partie ou telle branche spéciale des » affaires sociales à un ou plusieurs directeurs choisis dans ou hors son » sein, associés ou non et déléguer des pouvoirs spéciaux déterminés à » tout mandataire.

» Le conseil fixera les pouvoirs et la rémunération des uns et des » autres. »

Dans l'article vingt et un ancien, vingt nouveau, au premier alinéa, les mots « pour l'administration de la société » sont remplacé par les mots « pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société ».

Au même article, dans le second alinéa, les mots « notamment en ce qui concerne l'émission de billets au porteur ou de monnaies fiduciaires métalliques, payables à vue » sont supprimés.

Dans l'article vingt deux ancien, vingt et un nouveau, le deuxième alinéa est remplacé par :

« Le nombre des commissaires est déterminé par l'assemblée générale » des actionnaires. »

L'article vingt trois ancien est supprimé et la numérotation des articles suivants est modifiée en conséquence.

A l'article vingt quatre ancien, vingt deux nouveau, le deuxième alinéa est supprimé.

A l'article vingt cinq ancien, vingt trois nouveau, au premier alinéa, les mots « article quarante » sont remplacés par les mots « article trente huit » et les mots « et aux commissaires » sont supprimés.

Entre le premier et le deuxième alinéa du même article, est intercalé un alinéa nouveau, conçu comme suit :

« Elle fixera le montant de la rémunération allouée aux commissaires. »

Dans le deuxième alinéa, devenu le troisième, les mots « et commissaires » sont supprimés.

L'article quarante ancien, trente huit nouveau, est remplacé par :

« L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, char- » ges sociales et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net.

» Sur ce bénéfice, il est prélevé tout d'abord :

» 1. Cinq pour cent pour la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être » obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social.

» 2. Eventuellement, la somme nécessaire pour payer aux versements » anticipatifs effectués sur les actions, l'intérêt déterminé en exécution du » dernier paragraphe de l'article sept des statuts.

» 3. La somme suffisante pour payer un dividende de quatre pour cent » l'an sur le montant appelé et libéré du capital.

» Du surplus, il est attribué dix pour cent aux administrateurs, qu'ils se » répartiront entre eux suivant leurs conventions particulières.

» Le solde est réparti entre toutes les actions.

» Toutefois, sur ce solde, l'assemblée générale pourra décider, sur la » proposition du conseil d'administration, tous reports à nouveau et tous » prélèvements de sommes destinés à la création et à la dotation de fonds » de réserve supplémentaires ou de prévision ».

L'article quarante et un ancien est supprimé, la numérotation des articles suivants est modifiée en conséquence.

L'article quarante quatre ancien, quarante et un nouveau, est remplacé par :

« Après apurement des dettes, charges sociales et frais de liquidation, » l'actif net servira tout d'abord à rembourser le montant libéré des ac- » tions.

» Si les actions ne se trouvent pas libérées toutes dans une égale propor- » tion, les liquidateurs, avant de procéder à aucune répartition, devront » tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en » mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des » appels de fonds complémentaires, à charge des titres insuffisamment » libérés, soit par des remboursements préalables au profit des titres libé- » rés dans une proportion supérieure.

» Le surplus sera réparti entre toutes les actions ».

Le titre huit. — Dispositions générales et transitoires et les articles quarante six et quarante sept sont supprimés.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DECLARATION.

Monsieur le Gouverneur Baudewyns reprend ensuite la parole pour faire part à l'assemblée des projets que le conseil a l'intention de soumettre à l'approbation des actionnaires au cours des mois à venir.

Il expose que le conseil sera amené notamment à proposer à l'assemblée générale, dans le courant du deuxième semestre mil neuf cent cinquante deux, la dissolution de la société et sa transformation en société congolaise par actions à responsabilité limitée. A cette occasion, il y aura lieu de procéder à une augmentation du capital; celle-ci pourra, selon toute vraisemblance, être effectuée par incorporation des réserves.

Monsieur le Gouverneur Baudewyns rappelle encore que la Banque Commerciale du Congo, dont la création en mil neuf cent onze a coincidé avec l'octroi du privilège d'émission à la Banque du Congo Belge, avait conclu avec cette dernière une convention qui réglait les rapports des deux banques et limitait les opérations que la Banque Commerciale du Congo était autorisée à traiter, aux opérations que la Banque du Congo Belge elle-même ne pouvait effectuer, en raison des restrictions qui lui étaient imposées par sa charge d'émission.

Cette convention a été dénoncée avec effet au dix neuf novembre mil neuf cent cinquante deux.

D'autre part, les modifications aux statuts que l'assemblée générale vient de décider, permettront à la Banque du Congo Belge de traiter toutes les opérations qui, jusqu'à présent, étaient du ressort exclusif de la Banque Commerciale du Congo. Il en résulte que l'objet pour lequel celle-ci avait été créée cessant d'exister, les conseils des deux banques envisagent une fusion, par absorption de la Banque Commerciale du Congo par la Banque du Congo Belge.

Des conversations ont été engagées à cet effet, mais il est de toute évidence que celles-ci ne pourront entrer dans une phase de matérialisation, que lorsque la Banque du Congo Belge, société congolaise par actions à responsabilité limitée, aura été constituée et qu'un projet concret pourra être soumis aux assemblées générales des deux banques.

Il faut prévoir que ces assemblées ne pourront être convoquées avant le mois de novembre et que les propositions de fusion, qui seront soumises à l'approbation des actionnaires, seront établies en prenant comme base les avoirs réels des deux sociétés, au trente juin mil neuf cent cinquante deux.

La séance est levée à onze heures cinquante cinq minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, Monsieur le Gouverneur Baudewyns, les membres du bureau, les administrateurs et les actionnaires qui en ont exprimé le désir, ont signé avec nous, Notaire.

(signé) A. Baudewyns; P. Bonvoisin; G. Feyerick; R. Baseleer; Baron J. de Steenhault de Waerbeek; O. Kreglinger; A. Mullie; J. Philippson; E. van der Straeten; H. Carton de Tournai; G. Raquez; M. Horn; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 29 mai 1952.

Volume 1381, folio 57, case 6, six rôles, trois renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

ANNEXE.

BANQUE DU CONGO BELGE.
Société anonyme à Bruxelles.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 20 mai 1952.

LISTE DE PRESENCE.

1. Banque de la Société Générale de Belgique, société anonyme établie à Bruxelles, 3, Montagne du Parc, propriétaire de treize mille trois cent vingt six actions 13.326

Représentée par Monsieur Pierre Bonvoisin, Président de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Etterbeek, Boulevard Saint Michel, numéro 30, suivant procuration du treize mai dernier.

(signé) P. Bonvoisin.

2. Intertropical Comfina, S. C. R. L. établie à Bruxelles, 66, rue du Commerce, propriétaire de deux mille actions . . . 2.000

Représentée par Monsieur Richard Baseleer, ci-après nommé, suivant procuration du quatorze mai dernier.

(signé) R. Baseleer.

3. Compagnie du Katanga, S. C. R. L. établie à Bruxelles, 13, rue Bréderode, propriétaire de huit cent trente trois actions . 833

Représentée par Monsieur Edgar van der Straeten, Vice-Gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant

à Ixelles, chaussée de Vleurgat, numéro 268, suivant procuration du douze mai dernier.

(signé) E. van der Straeten.

4. Banque de Paris et des Pays-Bas, Succursale de Bruxelles, société anonyme établie à Bruxelles, 29-31, rue des Colonies, propriétaire de huit cent vingt actions 820

Représentée par Monsieur Jacques Lepère, directeur de banque, demeurant à Uccle, avenue de Boetendael, numéro 130, suivant procuration du dix mai dernier.

(signé) J. Lepère.

5. Messieurs F. M. Philippson et Compagnie, banquiers, établis à Bruxelles, 44, rue de l'Industrie, propriétaires de six cents actions 600

Représentés par Monsieur Jules Philippson, banquier, demeurant à Bruxelles, rue Guimard, numéro 18, suivant procuration du neuf mai dernier.

(signé) J. Philippson.

6. La Coloniale de Belgique, société anonyme établie à Bruxelles, 121, rue du Commerce, propriétaire de cinq cent septante actions 570

Représentée par Monsieur Guy Feyerick, ci-après nommé, suivant procuration du douze mai dernier.

(signé) G. Feyerick.

7. Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, S. C. R. L. établie à Bruxelles, 13, rue Bréderode, propriétaire de cinq cents actions 500

Représentée par Monsieur Edgar van der Straeten prénommé, suivant procuration du douze mai dernier.

(signé) E. van der Straeten.

8. Monsieur Jacques Matthieu de Wynendaele, administrateur de sociétés, demeurant à Torhout, Château de Wynendaele, propriétaire de trois cent cinquante actions 350

Représenté par Monsieur Edgar van der Straeten, prénommé, suivant procuration du huit mai dernier.

(signé) E. van der Straeten.

9. Compagnie Belge d'Assurances Générales sur la Vie, société anonyme établie à Bruxelles, 14, rue de la Fiancée, propriétaire de trois cents actions 300

Représentée par Monsieur Pierre Bonvoisin, ci-après nommé, suivant procuration du neuf mai dernier.

(signé) P. Bonvoisin.

10. Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance, S. C. R. L. établie à Bruxelles, 4, rue d'Egmont, propriétaire de deux cents actions 200

Représentée par Monsieur Guy Feyerick prénommé, suivant procuration du douze mai dernier.

(signé) G. Feyerick.

11. Compagnie de Bruxelles, société anonyme établie à Bruxelles, 56, rue Royale, propriétaire de deux cents actions . . 200

Représentée par Monsieur Edgar van der Straeten prénommé, suivant deux procurations du huit mai dernier.

(signé) E. van der Straeten.

12. Banque Industrielle Belge, société anonyme établie à Bruxelles, 91, rue de l'Enseignement, propriétaire de cent cinquante actions 150

Représentée par Monsieur Adhémar Mullie, Directeur de banque, demeurant à Bruxelles, rue des Confédérés, numéro 116, suivant procuration du quinze mai dernier.

(signé) A. Mullie.

13. La Royale Belge, société anonyme d'assurance, établie à Bruxelles, 74, rue Royale, propriétaire de cent cinquante actions 150

Représentée par Monsieur Pierre Bonvoisin, ci-après nommé, suivant procuration du dix mai dernier.

(signé) P. Bonvoisin.

14. Monsieur Lambert Jadot, ingénieur civil des constructions, demeurant à Ixelles, 15a, rue du Bourgmestre, propriétaire de cent quarante cinq actions 145

Représentée par Monsieur Pierre Bonvoisin, ci-après nommé, suivant procuration du quatorze mai dernier.

(signé) P. Bonvoisin.

15. Compagnie du Chemin de Fer du Katanga, établie à Bruxelles, 7, rue Montagne du Parc, propriétaire de cent dix actions 110

Représentée par Monsieur Pierre Bonvoisin, ci-après nommé, suivant procuration du dix mai dernier.

(signé) P. Bonvoisin.

16. Monsieur Henri Carton de Tournai, avocat à la Cour d'Appel, demeurant à Etterbeek, 38, Boulevard Saint-Michel, propriétaire de cent actions 100

(signé) H. Carton de Tournai.

17. L'Union, Compagnie d'Assurances, établie à Bruxelles, 24, rue de la Loi, propriétaire de septante actions 70

Représentée par Monsieur Guy Feyerick, prénommé, suivant procuration du neuf mai dernier.

(signé) G. Feyerick.

18. Comte Maurice Lippens, Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, demeurant à Bruxelles, 1, Square du Val de la Cambre, propriétaire de septante actions 70

Représentée par Monsieur Guy Feyerick, prénommé, suivant procuration du neuf mai dernier.

(signé) G. Feyerick.

19. Monsieur Guillaume Scholl, agent de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, demeurant à Mons, 42, rue des Capucins, propriétaire de septante actions 70

Représenté par Monsieur Guy Feyerick prénommé, suivant procuration du dix huit mai dernier.

(signé) G. Feyerick.

20. Monsieur Albert Geldof, Directeur à la Banque du Congo Belge, demeurant à Saint-Gilles, 31, rue Capouillet, propriétaire de soixante huit actions 68

Représenté par Monsieur Guy Feyerick prénommé, suivant procuration du huit mai dernier.

(signé) G. Feyerick.

21. Mademoiselle Corinne Cattier, demeurant à Bruxelles, 283, avenue Louise, propriétaire de soixante sept actions . . 67

Représentée par Monsieur Guy Feyerick, prénommé, suivant procuration du neuf mai dernier.

(signé) G. Feyerick.

22. Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga, établie à Bruxelles, 7, Montagne du Parc, propriétaire de cinquante cinq actions 55

Représentée par Monsieur Pierre Bonvoisin, ci-après nommé, suivant procuration du quatorze mai dernier.

(signé) P. Bonvoisin.

23. Monsieur Guy Feyerick, administrateur délégué de la Banque du Congo Belge, demeurant à Bruxelles, 347, avenue Louise, propriétaire de cinquante deux actions 52

(signé) G. Feyerick.

24. Monsieur Célestin Camus, Directeur Général de la Compagnie C. F. L., demeurant à Bruxelles, 28, rue Lesbroussart, propriétaire de cinquante actions 50

Représenté par Monsieur Guy Feyerick prénommé, suivant procuration du neuf mai dernier.

(signé) G. Feyerick.

25. Monsieur Maximilien Trinon, Sous-Directeur en Afrique de la Banque du Congo Belge, demeurant à Bunia (Congo Belge), propriétaire de cinquante actions 50

Représenté par Monsieur Guy Feyerick prénommé, suivant procuration du six mai dernier.

(signé) G. Feyerick.

26. Société Anonyme des Etablissements Baertsoen et Buysse, établie à Gand, 374, chaussée de Termonde, propriétaire de quarante trois actions 43

Représentée par Monsieur Guy Feyerick, prénommé, suivant procuration du dix mai dernier.

(signé) G. Feyerick.

27. Office d'Exploitation des Transports Coloniaux « Otraco » établie à Bruxelles, 101, avenue Louise, propriétaire de vingt neuf actions 29

Représentée par Monsieur Léon Bruneel, administrateur-gérant de la Société, demeurant à Bruxelles, 101, avenue Louise, suivant procuration du dix mai dernier.

(signé) L. Bruneel.

28. Monsieur Paul Charles, Gouverneur de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, demeurant à Saint-Josse-ten-Noode, 69, chaussée de Haecht, propriétaire de vingt cinq actions 25

Représenté par Monsieur Guy Feyerick prénommé, suivant procuration du dix mai dernier.

(signé) G. Feyerick.

29. Mademoiselle Lucienne Tschaggeny, demeurant à Bruxelles, 11, rue Guimard, propriétaire de vingt cinq actions . . . 25

Représentée par Monsieur Guy Feyerick, prénommé, suivant procuration du douze mai dernier.

(signé) G. Feyerick.

31. Mademoiselle Simone Tschaggeny, demeurant à Bruxelles, 11, rue Guimard, propriétaire de vingt cinq actions . . . 25

Représentée par Monsieur Guy Feyerick prénommé, suivant procuration du douze mai dernier.

(signé) G. Feyerick.

31. Monsieur Richard Baseleer, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 142, avenue Prekelinden, propriétaire de vingt actions 20

Représenté par Monsieur Pierre Bonvoisin, ci-après nommé, suivant procuration du huit mai dernier.

(signé) P. Bonvoisin.

32. Le Baron Jean de Steenhault de Waerbeek, administrateur de sociétés demeurant à Bruxelles, 12, Place de Louvain, propriétaire de vingt actions 20

(signé) Baron J. de Steenhault de Waerbeek.

33. Monsieur Paul Gillet, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 3, Montagne du Parc, propriétaire de vingt actions 20

Représenté par Monsieur Pierre Bonvoisin, ci-après nommé, suivant procuration du huit mai dernier.

(signé) P. Bonvoisin.

34. Monsieur Adhémar Mullie, Directeur de banque, demeurant à Bruxelles, 116, rue des Confédérés, propriétaire de vingt actions 20

(signé) A. Mullie.

35. Société Mobilière et Immobilière congolaise, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 14, rue Thérésienne, propriétaire de vingt actions 20

Représentée par Monsieur Guy Feyerick prénommé, suivant procuration du neuf mai dernier.

(signé) G. Feyerick.

36. Monsieur Pierre de la Croix d'Ogimont, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 1, avenue de l'Hippodrome, propriétaire de dix actions 10

Représenté par Monsieur Adhémar Mullie prénommé, suivant procuration du sept mai dernier.

(signé) A. Mullie.

37. Monsieur Xavier Bribosia, ancien Greffier provincial, demeurant à Bruxelles, 222, avenue Molière, propriétaire de cinq actions 5

(signé) X. Bribosia.

38. Monsieur René-Jules Cornet, avocat honoraire, demeurant à Knocke, 3, Sentier des Mouettes, propriétaire de cinq actions . 5

(signé) R.-J. Cornet.

39. Le Général Frédéric Olsen, demeurant à Etterbeek, 21, rue des Taxandres, propriétaire de cinq actions 5

(signé) F. Olsen.

40. Monsieur Arthur Eliot, agent de change, demeurant à Bruxelles, 56, Boulevard du Régent, propriétaire de une action . . 1

(signé) A. Eliot.

41. Monsieur Edmond Dereume, professeur à l'Université de Louvain, demeurant à Uccle, 63, avenue Montjoie, propriétaire de cinq actions 5

(signé) E. Dereume.

42. Monsieur Maurice Beeckman, Greffier honoraire retraité, demeurant à Leeuw-Saint-Pierre, 17, rue J. Sermon, propriétaire de cinq actions 5

Représenté par Monsieur Guy Feyerick prénommé, suivant procuration du dix mai dernier.

(signé) G. Feyerick.

Total : vingt et un mille cent quatre vingt neuf actions . . 21.189

Le Président (signé) A. Baudewyns.

Le Secrétaire (signé) G. Feyerick.

Les Scrutateurs (signé) H. Carton de Tournai, G. Raquez.

Signé « ne varietur » par nous, Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de notre ministère en date de ce jour.

Bruxelles, le 20 mai 1952.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 29 mai 1952.

Volume 251, folio 23, case 18, trois rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. Numéro 8864.

Bruxelles, le 13 juin 1952.

(signé) Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 14 juin 1952.

Le Chef de Bureau (signé) Verleysen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 juin 1952.

Le Conseiller adjoint (signé) N. Cornet.

L'Immobilière du Katanga « IMMOKAT »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville.

Siège administratif : 46, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles 222.249.

—

NOMINATION.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 13 MAI 1952.

L'Assemblée ratifie, à l'unanimité, la nomination de Monsieur Guy FEYERICK, Docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 347, avenue Louise, appelé par le Conseil général du 27 novembre 1951, aux fonctions d'administrateur en remplacement de Monsieur Maurice BLANQUET, administrateur démissionnaire.

Bruxelles, 13 juin 1952.

L'IMMOBILIERE DU KATANGA « IMMOKAT » :

Un Administrateur,
A. MARTHOZ.

Un Administrateur,
O. JADOT.

Société Africaine de Construction
« S A F R I C A S »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 33, rue de l'Industrie.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 905.

—

Constituée par acte authentique du 8 août 1923 (Annexes au Moniteur Belge du 9 janvier 1949 n° 447).

Autorisée par Arrêté Royal du 30 août 1923, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge, le 15 septembre 1923.

Modifications aux statuts : Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 mars 1926, 15 juillet 1934, 15 septembre 1939, 15 octobre 1949 et 15 septembre 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé.		
Terrains et immeubles	13.415.061,28	
Matériel	34.097.986,20	
Frais d'augmentation de capital et de prorogation de la Société	690.292,20	48.203.339,68
Réalisable.		
Actionnaires	9.375,—	
Portefeuille, caisse, banquiers et débiteurs divers	2.368.331,74	
Entreprises en Afrique	30.284.944,51	32.662.651,25
Comptes d'ordre.		
Cautionnements statutaires		370.000,—
		81.235.990,93

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même.		
Capital	49.000.000,—	
Réserve statutaire	1.557.463,55	
Amortissements sur immeubles et matériel	10.192.865,20	
Amortissements sur frais d'augmentation de capital et de prorogation de la Société	170.892,90	
		60.921.221,65
Dettes sans garanties réelles.		
Créditeurs divers		10.196.844,95
Provisions pour éventualités diverses		7.000.000,—
Comptes d'ordre.		
Déposants de cautionnements		370.000,—
Profits et Pertes.		
Solde		2.747.924,33
		81.235.990,93

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux, impôts et divers	2.892.751,41
Amortissements sur immeubles et matériel	5.255.884,70
Amortissements sur frais d'augmentation de capital et de prorogation de la Société	69.029,—
Solde	2.747.924,33
	10.965.589,44

CREDIT.

Solde reporté	530.044,91
Résultat des travaux et divers	10.435.544,53
	10.965.589,44

REPARTITION DES BENEFICES.

Allocation à la Réserve	110.894,—
A reporter	459.252,58
Dividende de 4 % aux 98.000 actions	1.960.000,—
Tantièmes au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires	217.777,75
	2.747.924,33

SITUATION DU CAPITAL.

Versements effectués	48.990.625,—
Capital restant à libérer (Succession A. Cayphas) . .	9.375,—
	49.000.000,—

ADMINISTRATEURS EN FONCTIONS.

M. Aimé Marthoz, ingénieur civil, 43, Square Vergote, Schaerbeek, Président.

M. Albert Marchal, ingénieur E., 46, Avenue du Vert Chasseur, Uccle, Vice-Président.

M. Albéric May, ingénieur C.C., 60, Avenue Hamoir, Uccle, Vice-Président.

M. Ernest Dierkens, ingénieur C.C., 8, Avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, Administrateur-Délégué.

Le Comte Albert de Beauffort, Docteur en droit, 68, Avenue de la Toison d'Or, Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Gaston Claeys, ingénieur C.C., 43, Avenue de l'Aviation, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Léonce Depoorter, ingénieur C.C., 23, Avenue de l'Echevinage, Uccle.

M. Auguste Gérard, Docteur en droit, 6, Avenue de la Jonction, Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Jean Gillet, administrateur de Sociétés, 38, rue des Champs Elysées, Ixelles.

M. Jules Philippson, banquier, 10, Square Frère-Orban, Bruxelles.

COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

Le Comte Henri d'Hanins de Moerkerke, Propriétaire, Houtain-le-Val.

M. Charles de Launois, ingénieur, 33, Avenue Slegers, Woluwe-Saint-Lambert.

M. Léon Raquez, Docteur en droit, 149, Avenue Winston Churchill, Uccle.

M. Raymond Saliès, Expert-comptable, 29, rue de Gerlache, Etterbeek.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 16 JUIN 1952.

Extrait du Procès-Verbal.

. . . . .

TROISIEME RESOLUTION.

« M. Ernest Dierkens, ingénieur des constructions civiles, domicilié à » Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, n° 8, est réélu administrateur; » son mandat expirera à l'assemblée générale annuelle de 1958. »

. . . . .

CERTIFIE CONFORME :

L'Administrateur-Délégué, s.) E. DIERKENS.

Un Vice-Président, s.) Alb. MAY.

C O B E L T R A
Société Coloniale Belge de Travaux

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Anvers, n° 159, rue Lamorinière.

—

Constituée le 28 mars 1950.

Autorisée par arrêté royal du 9 mai 1950.

Publié au Bulletin Officiel du Congo Belge le 15 juin 1950.

Statuts publiés aux annexes du B.O.C.B. du 15 juin 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée générale ordinaire du 3 JUIN 1952.

ACTIF.

Immobilisé		15.308.066,60
Disponible		741.368,19
Réalisable		35.158.264,09
Résultat :		
Pertes antérieures	1.650.152,98	
Pertes de l'exercice	8.935.740,37	10.585.893,35
		61.793.592,23

PASSIF.

Envers elle-même.	
Capital :	
32.500 actions de 1.000 Fr.	32.500.000,—
500 actions de dividende	P. M.
Envers les tiers	28.675.592,23
Comptes divers	618.000,—
	61.793.592,23

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais généraux	10.358.874,35
Amortissements	1.601.698,—
Prévision pour créances douteuses	280.000,—
Pertes antérieures	1.650.152,98
	13.890.725,33

CREDIT.

Bénéfice brut d'exploitation	3.304.831,98
Perte au 31-12-51	10.585.893,35
	13.890.725,33

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES.

M. le Comte Albert d'ASPREMONT LYNDEN, Administrateur de Sociétés, 17, avenue E. Demot à Bruxelles, Président du Conseil.

M. Jean CALLEBAUT, Industriel, Château de et à Deurle-lez-Gand, Administrateur.

M. Lucien CALLEBAUT, Industriel, 246, avenue Molière, Bruxelles, Administrateur.

M. René VAN DEN BERGH, Entrepreneur, 445, Grande Chaussée à Berchem-Anvers, Administrateur-délégué.

M. Albert VAN RIEL, Entrepreneur, 44, Avenue Royale, à Berchem-Anvers, Administrateur-directeur.

M. Marcel WILPUTTE, Ingénieur, Léopoldville, Administrateur.

M. le Comte Daniel d'URSEL, Administrateur de Sociétés, 116, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, Administrateur.

M. Alexandre KRAUSS, Expert de sociétés, 57, rue de Laeken à Bruxelles, Commissaire.

M. SINECHAL, Expert comptable, 26, rue du Charme, Forest-Bruxelles, Commissaire.

Par vote spécial, conformément à l'article 33 des statuts, l'assemblée, à l'unanimité, a donné décharge aux administrateurs, de leur gestion et aux commissaires, de l'exécution de leur mandat, pour l'exercice écoulé, sauf en ce qui concerne les mandats des administrateurs démissionnaires, MM. TRENTESEAUX Henri, BRACONNIER Roger et WALLAERT Gabriel.

Certifié conforme.

Société Coloniale Belge de Travaux
s. c. r. l.

le Comte d'ASPREMONT LYNDEN Alb.
A. VAN RIEL.

Mutuelle Belgo Coloniale

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : LEOPOLDVILLE (Congo Belge).

Siège administratif : 4, place de Jamblinne de Meux à Bruxelles.

Registre de Commerce de Bruxelles n° 29920.

Registre de Commerce de Léopoldville n° 726.

—

Constituée le 17 avril 1928, statuts approuvés par Arrêté Royal du 4 mai 1928, actes publiés aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1928, folios 891 à 909 et aux Annexes du Moniteur Belge du 7-8 mai 1928, acte n° 6572; réduction du capital et modifications aux statuts le 11 juin 1935, approuvées par Arrêté Royal du 17 juillet 1935, actes publiés aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1935, folios 481 à 489 et 875 et aux Annexes du Moniteur Belge du 4 août 1935, actes n°s 11.712 et 11.713; augmentation du capital et modifications aux statuts le 31 mars 1939, approuvées par Arrêté Royal du 15 mai 1939, actes publiés aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1939, folios 507 à 515 et 322 et aux Annexes du Moniteur Belge du 8 juin 1939, acte n° 9262; augmentation de capital et modifications aux statuts le 15 novembre 1939, approuvées par Arrêté Royal du 2 janvier 1940,

actes publiés aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1940, folios 102 à 120 et aux Annexes du Moniteur Belge du 24 janvier 1940, acte n° 624; modifications aux statuts le 3 décembre 1947, actes publiés aux Annexes du Moniteur Belge du 30 janvier 1948, acte n° 1710 et aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1948, folios 152 à 156; augmentation du capital et modifications aux statuts le 10 janvier 1952, autorisées par Arrêté Royal du 26 février 1952, actes publiés aux Annexes du Moniteur Belge du 13 mars 1952, acte n° 3401 et aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1952, folios 516 à 524.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé.

Immeuble		1,—	
Mobilier		1,—	
			2,—

Réalisable.

Impôt bénéfice guerre	212.396,—		
Amortissement	212.396,—	—	
Débiteurs divers		422.742,25	
Portefeuille		7.814.725,10	
			8.237.467,35

Disponible.

Fonds en caisse et en banque	966.270,64
Compte d'ordre (Caution. des administrateurs et commissaires	P. M.
	9.203.739,99

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même.

Capital :

67.200 actions de fr. 125,—

20.000 parts de fondateur sans désignation de valeur	8.400.000,—	
Réserve légale	120.000,—	
		8.520.000,—

Dettes de la Société envers des tiers.		
Créditeurs	25.643,24	
Provision pour impositions fiscales	97.669,—	
Coupons restant à payer	81.182,90	
		204.495,14
Solde bénéficiaire		479.244,85
Compte d'ordre		P. M.
		9.203.739,99

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DOIT.

Frais généraux		219.603,25
Amortissement sur impôt bénéfice de guerre		212.396,—
Provision pour impositions fiscales		50.000,—
Solde bénéficiaire.		
Répartition :		
Réserve légale	40.000,—	
Dividende de fr. 6,25 aux 67.200 actions de capital	420.000,—	
Solde à reporter	19.244,85	
		479.244,85
		961.244,10

AVOIR.

Report de l'exercice précédent	10.939,69
Coupons du portefeuille	615.963,35
Résultat d'exploitation	334.341,06
	961.244,10

Les résolutions suivantes sont prises à l'unanimité :

1) le bilan et le compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1951 ainsi que la répartition bénéficiaire sont adoptés.

2) décharge de leur gestion, pour l'exercice précité, est donnée aux administrateurs et commissaires.

3) Monsieur Pierre BUZON, Administrateur sortant, ne se représente plus à vos suffrages.

Monsieur René SIMONIS est nommé Administrateur.

Monsieur Lucien BUZON, Commissaire sortant, est réélu Commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. SOENEN, Lucien, Ingénieur Commercial U.L.B., 92. avenue du Castel à Bruxelles, Président.

M. JONAS, Gustave, Administrateur de Sociétés, « La Palmeraie », Boulevard de l'Eden, Cap d'Ail, A.M., Vice-Président.

M. BUZON, Jean-Charles, Administrateur de Sociétés, 347, avenue Louise à Bruxelles.

M. SIMONIS, René, Administrateur de Sociétés, 18, rue de Livourne à Bruxelles.

M. VAN GHELUWE, Freddy, Ingénieur A.I.G., 144, rue d'Ecloo à Mariakerke-lez-Gand.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. VAN ROY, Josse, Directeur de Société, 182, avenue R. Neybergh à Bruxelles.

M. BUZON, Lucien, Propriétaire, 262, rue du Noyer à Bruxelles.

M. ROBATEL, Louis, Directeur de Société, avenue Beernaert à Léopoldville.

M. DE DUYTSCHAEVER, Jean-Marie, Chef de Service de Société, 41. rue de Gravelines à Bruxelles.

CERTIFIE CONFORME.

Le Président du Conseil :

L. Soenen.

Immobière Belgo Coloniale

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 4, place de Jamblinne de Meux à Bruxelles.

Registre de Commerce de Bruxelles n° 91938.

Registre de Commerce de Léopoldville n° 725.

—

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé.			
Frais de 1er Etablissement		1,—	
Terrains		2.245.100,—	
Constructions . . .	8.301.720,40		
Amort. ant.	627.904,—		
Amort. 1951	200.000,—		
	827.904,—		
		7.473.816,40	
Matériel - Mobilier		1,—	
			9.718.918,40
Réalisable et Disponible.			
Fonds en caisse et en banque			105.424,89
Compte d'ordre (Caution. des administrateurs et commissaires)			P. M.
			9.824.343,29

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même.		
Capital : 20.000 parts sociales sans désignation de valeur	7.000.000,—	
Réserve légale	300.000,—	
Réserve extraordinaire	175.000,—	
		7.475.000,—
Dettes de la Société envers des tiers.		
Créditeurs	1.051.552,47	
Provision pour impositions fiscales . .	251.151,—	

Dividendes restant à payer	33.271,93	
		1.335.975,40
Solde bénéficiaire		1.013.367,89
Compte d'ordre		P. M.
		9.824.343,29

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DOIT.

Frais généraux d'exploitation		423.196,70
Frais d'entretien des immeubles		39.507,20
Provision pour impositions fiscales		100.000,—
Amortissement sur constructions		200.000,—
Solde bénéficiaire.		
Répartition :		
Réserve légale	50.000,—	
1er dividende	350.000,—	
Tantièmes statutaires et personnel . .	200.000,—	
2me dividende	250.000,—	
Réserve extraordinaire	75.000,—	
Solde à reporter	88.367,89	
		1.013.367,89
		1.776.071,79

AVOIR.

Solde reporté de l'exercice précédent	5.535,49
Bénéfice brut d'exploitation	1.770.536,30
	1.776.071,79

Les résolutions suivantes sont prises à l'unanimité :

1) le bilan et le compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1951 ainsi que la répartition du bénéfice sont adoptés.

2) Décharge de leur gestion, pour l'exercice précité, est donnée aux administrateurs et commissaires.

3) Messieurs Jean Ch. BUZON et Pierre BUZON, Administrateurs sortants ne se représentent plus à vos suffrages.

Messieurs Gustave JONAS et Freddy VAN GHELUWE sont nommés Administrateurs.

Monsieur Louis ROBATEL, Commissaire sortant, est réélu Commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. SOENEN, Lucien, Ingénieur Commercial U.L.B., 92, avenue du Castel à Bruxelles, Président du Conseil.

M. VAN GHELUWE, Freddy, Ingénieur A.I.G., 144, rue d'Eecloo à Mariakerke-lez-Gand, Vice-Président du Conseil.

M. JONAS, Gustave, Administrateur de Sociétés, « La Palmeraie », Boulevard de l'Eden, Cap d'Ail, A.M., Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. VAN ROY, Josse, Directeur de Société, 182, avenue R. Neybergh à Bruxelles.

M. BUZON, Lucien, Propriétaire, 262, rue du Noyer à Bruxelles.

M. ROBATEL, Louis, Directeur de Société, avenue Beernaert à Léopoldville (Congo Belge).

CERTIFIE CONFORME.

Le Président du Conseil :

L. Soenen.

Minoteries du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

6, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Registres du Commerce : { Bruxelles N° 42.800. / Elisabethville N° 314.

—

Constituée le 3 décembre 1929 à Bruxelles et autorisée par Arrêté Royal en date du 5 février 1930.

Statuts publiés au Bulletin Officiel du Congo belge du 15-3-30 et à l'Annexe au Moniteur belge des 6-7 janvier 1930 (acte 194) modifiés et publiés aux Annexes du Moniteur belge, année 1935, N° 13466 - année 1948 N° 17087 - année 1950 N° 2369.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée générale du 17 juin 1952.

ACTIF.

I. — *Actif immobilisé :*			
a) Terrains, bâtiments industriels et habitations . . . . . Fr.		46.112.122,—	
b) Installations et machinerie . . .		35.947.509,—	
c) Accroissement de plus-value . . .		43.434.321,—	
		125.493.952,—	
A déduire :			
Amortissements antérieurs	48.073.631,—		
Prélèvements de l'exercice	366.955,—		
	47.706.676,—		
Amort. de l'exercice . .	7.101.244,—		
		54.807.920,—	
			70.686.032,—
d) Mobilier, matériel et outillage			1,—
II. — *Actif réalisable :*			
e) Magasins et stocks		37.857.853,—	
f) Portefeuille titres		7.974.724,—	
g) Débiteurs divers		33.207.100,—	
			79.039.677,—
III. — *Actif disponible :*			
h) Caisses, banques et divers en Europe et en Afrique .			3.226.600,—
IV. — *Divers :*			
i) Titres de la société rachetés par celle-ci (art. 51bis des statuts) : 5.000 actions rachetées par la société et dont le prix d'achat a été imputé au Fonds de prévision.			
V. — *Comptes débiteurs :*			
j) Comptes débiteurs divers : dépenses à répartir . .			189.592,—
VI. — *Comptes d'ordre :*			
k) Garanties statutaires			P. M.
l) Engagements et contrats divers en cours			P. M.
m) Cautionnements agents			P. M.
			153.141.902,—

PASSIF.

I. — *Passif de la Société envers elle-même :*	
a) Capital	72.000.000,—
Représenté par 60.000 actions de capital sans mention de valeur nominale, dont 5.000 rachetées par la Société.	
b) Réserve statutaire	5.066.886,—
c) Fonds de prévision	36.166.374,—
II. — *Passif de la Société envers des tiers :*	
d) Créditeurs	16.507.380,—
e) Dividendes non réclamés	49.330,—
III. — *Divers :*	
f) Comptes créditeurs divers	13.229.113,—
IV. — *Comptes d'ordre :*	
g) Titulaires de garanties statutaires	P. M.
h) Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	P. M.
i) Agents cautionnements	P. M.
V. — *Solde :*	
j) Profits et Pertes	10.122.819,—
	153.141.902,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et charges financières . . .	2.603.284,—
Amortissements sur l'immobilisé	7.101.244,—
Provision pour impôts	1.000.000,—
Bénéfice net	10.122.819,—
	20.827.347,—

CREDIT.

Résultats d'exploitation	19.834.292,—
Intérêts sur dépôts en banque et divers	130.842,—
Revenus et produits du portefeuille	862.213,—
	20.827.347,—

REPARTITION.

Réserve statutaire	2.133.114,—
Fonds de prévision	833.626,—
A reporter à nouveau	1.033.764,—
Aux 55.000 actions en circulation	5.632.530,—
Tantièmes au Conseil général	489.785,—
	10.122.819,—

Pour copie certifiée conforme :

UN ADMINISTRATEUR,
(signé) illisible.

UN ADMINISTRATEUR,
(signé) illisible.

Minoteries du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Registre du commerce : Bruxelles N° 42.800.

Registre du commerce : Elisabethville N° 314.

—

Constituée le 3 décembre 1929 à Bruxelles et autorisée par Arrêté Royal en date du 5 février 1930.

Statuts modifiés par décision de l'Assemblée générale extraordinaire des 9 juillet 1935, 13 juillet 1948 et 7 décembre 1949.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 17 JUIN 1952.

. . . . .

« 4. — L'Assemblée réélit en qualité d'Administrateurs MM. Roger STAES, Gilbert MULLIE, Paul VUYLSTEKE et en qualité de Commissaire M. Auguste BERCKMOES, pour une période qui prend cours ce jour et expirera immédiatement après l'assemblée générale de 1957.

L'Assemblée désigne M. Georges ROGOGINE, Administrateur-délégué de l'INTERTROPICAL COMFINA pour achever le mandat de M. BLANQUET décédé.

Les décisions ci-dessus sont prises à l'unanimité. »

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU COLLEGE DES COMMISSAIRES AU 17 JUIN 1952.

Conseil d'Administration.

M. Edgar SENGIER, Président du Comité permanent de l'UNION MINIERE DU HAUT KATANGA, demeurant à Ixelles, Avenue Ernestine, N° 24, Président du Conseil.

M. Jules COUSIN, Président du Comité local en Afrique de l'UNION MINIERE DU HAUT KATANGA, demeurant à Elisabethville (Congo belge), Vice-Président du Conseil.

M. Herman ROBILIART, Administrateur-délégué de l'UNION MINIERE DU HAUT KATANGA, demeurant à Ixelles, 35, Avenue Jeanne.

M. Roger STAES, Ingénieur, demeurant à Bruxelles, 51, Avenue de Tervueren, Administrateur-Directeur.

M. Henry TERFVE, Directeur de société, demeurant à Auderghem, 75, Avenue Mgr. Micara, Administrateur-Directeur.

M. Maurice BLANQUET, Administrateur de sociétés, demeurant à Boitsfort, 66, Avenue de la Tenderie, Administrateur (décédé le 24 mai 1952).

M. Gaston de FORMANOIR de la CAZERIE, Docteur en droit, demeurant à Forest, 90, Avenue Molière, Administrateur.

M. le Baron Edouard EMPAIN, Administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 91, rue de l'Enseignement, Administrateur.

M. Odon JADOT, Ingénieur, demeurant à Ixelles, 14, Square du Val de la Cambre, Administrateur.

M. Charles Henry JANSSEN, Ingénieur, demeurant à Waterloo, 60, Avenue des Chasseurs, administrateur.

M. Léopold MOTTOULLE, Docteur en médecine, demeurant à Ixelles, 31, rue des Liégeois, Administrateur.

M. Gilbert MULLIE, Propriétaire, demeurant à Woluwé-St-Lambert, 58, Boulevard Brand Whitlock, Administrateur.

M. Paul VUYLSTEKE, Industriel, demeurant à Bruxelles, 14, Avenue Emile Demot, Administrateur.

Collège des Commissaires.

M. Auguste BERCKMOES, Directeur de Département à l'UNION MINIERE DU HAUT KATANGA, demeurant à Koekelberg, 82, Avenue de l'Indépendance belge.

M. Edmond de RYCKMAN de BETZ, ancien magistrat du Congo belge, demeurant Château de Petit Fresin, par Montenaeken (Limbourg).

M. Louis HABRAN, sans profession, demeurant à Bruxelles, 33, rue Van Ostade.

M. Jean KOECKX, Secrétaire de sociétés, demeurant à Boitsfort, 7, Avenue Van Becelaer.

Société Commerciale de Sidérurgie au Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Autorisée par Arrêté Royal du 16 mars 1951.

Siège Social : Léopoldville.

Siège Administratif : 1a, rue du Bastion, BRUXELLES.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 230.382.

—

Actes constitutifs publiés aux Annexes du Moniteur Belge, les 2, 3 avril 1951, n° 4905, et au Bulletin Officiel du Congo Belge le 15 avril 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 1952.

ACTIF.

Immobilisé.		
Matériel et Mobilier	485.527,50	
Cautions et Garanties	304.000,—	
		789.527,50
Réalisable.		
Actionnaires (solde à verser)	12.500.000,—	
Marchandises	3.875.018,—	
Tiers débiteurs	5.584.483,65	
		21.959.501,65
Disponible.		
Caisse	4.851,65	
Banquiers à vue	10.625.622,25	
Chèques Postaux	24.043,35	
		10.654.517,25
		33.403.546,40

Compte d'ordre.

Dépôt cautionnements statutaires : pour mémoire.

PASSIF.

Envers elle-même.	
Capital : 25.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale	25.000.000,—

Envers les tiers.

Tiers créditeurs	8.221.026,55

Compte de résultats.

Résultat de l'exercice	182.519,85
	33.403.546,40

Compte d'ordre.

Déposants cautionnements statutaire : pour mémoire.

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Solde créditeur	182.519,85

CREDIT.

Résultat des opérations	124.464,85	
Intérêts et divers	58.055,—	
		182.519,85

REPARTITION DES BENEFICES.

Réserve légale	10.000,—
Solde à reporter	172.519,85
	182.519,85

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL.

Versements effectués		12.500.000,—
Capital restant à libérer :		
S. A. D'Ougrée-Marihaye	5.995.500,—	
S. A. Minière et Métallurgique de Rodange	2.000.000,—	
S. A. Aciéries et Minières de la Sambre	1.625.000,—	
S. A. Laminoirs d'Anvers	375.000,—	
S.C.R.L. Mutuelle mobilière Africaine	2.500.000,—	
M. le Comte P. de Launoit	500,—	
M. Arsène de Launoit	500,—	

M. François Perot	500,—	
M. Ch. Libotte (succession)	500,—	
M. Louis Desmedt	500,—	
M. Fernand Herlin	500,—	
M. Nicolas Hirt	500,—	
M. Joseph Roussel	500,—	
M. René Brasseur	500,—	
		12.500.000,—
		25.000.000,—

Signés par les Administrateurs et Commissaires en fonction.

M. le Comte Paul de Launoit, Industriel, 19, Av. Franklin Roosevelt, Bruxelles, Président.

M. Arsène de Launoit, Industriel, 4, rue Montoyer, Bruxelles, Administrateur.

M. François Perot, Ing. civil des Mines et Ing. Electricien A. I. Lg., 11, Quai Louva, Liège, Administrateur.

M. Louis Desmedt, Ingénieur C. C. (Bruxelles), 26, rue Tasson Snel, à Bruxelles, Administrateur.

M. Fernand Herlin, Industriel, 66, Quai Vercour, à Sclessin, Administrateur.

M. Nicolas Hirt, Industriel, 103, Boulevard St.-Michel, à Bruxelles, Administrateur.

M. René Brasseur, Administrateur de Sociétés, 3, Rd. Pt. de l'Etoile, à Bruxelles, Administrateur.

M. Joseph Roussel, Industriel, 36, Avenue Général de Gaulle, à Ixelles, Administrateur-Délégué.

M. Pol Demine, Expert-Comptable, 2, Quai du Condroz, à Liège, Commissaire.

M. Georges Leblicq, Expert-Comptable, 34, rue Borrens, à Ixelles, Commissaire.

Enregistré à Bruxelles A. A. et A. S. S. P., le 11 juin 1952. Vol. 931, folio 38, Case 12-1.

4 rôles. Reçu: 40 francs.

Le Receveur (sé) Loyest.

SOCIETE COMMERCIALE DE SIDERURGIE AU CONGO.

Société Congolaise par Actions à Responsabilité Limitée.

Autorisée par Arrêté Royal du 16 mars 1951.

Siège Social : Léopoldville.

Siège Administratif: 1a, rue du Bastion, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 230382.

—

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale ordinaire des Actionnaires, tenue le 27 mai 1952, à Bruxelles.

ELECTIONS.

A l'unanimité, l'Assemblée élit, en qualité d'Administrateur, en remplacement de Monsieur Charles Libotte, décédé :

Monsieur Jean Fourneau, Directeur Général de la S. A. Minière et Métallurgique de et à Rodange,

et, en qualité de Commissaire, en remplacement de Monsieur Joseph Gabriel, démissionnaire :

Monsieur Henri Sion, Directeur de Banque à Léopoldville.

L'Administrateur-Délégué,

Joseph ROUSSEL.

Enregistré à Bruxelles A. A. et A. S. S. P. le 11 juin 1952. Vol. 931, Folio 38, Case 12-2.

1 Rôle. Reçu: 40 francs.

Le Receveur (sé) Loyest.

Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo

Société congolaise à responsabilité limitée.

5, Rue de la Science, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 15.174.

—

AVIS AUX PORTEURS D'ACTIONS PRIVILEGIEES.

Il est porté à la connaissance des intéressés que le coupon n° 55 des actions privilégiées de notre Société sera payable à partir du 30 juin prochain par : frs. 29,40 net;

pour les coupons estampillés et par : frs. 19,60 net;

pour les coupons non estampillés, aux guichets des banques ci-après à Bruxelles :

Banque de la Société Générale de Belgique, 3, Montagne du Parc, Messieurs Nagelmackers Fils et C°, 12, Place de Louvain.

Les mêmes banques effectueront également l'échange et le remboursement des actions amorties.

Les listes des actions remboursables se trouvent à la disposition des actionnaires au siège Administratif ou chez les banquiers de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Société Minière de Kamola « SOMIKA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social à Manono (Congo Belge).

Siège Administratif: 48, rue de Namur, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 112.106.

—

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé :		
Frais de constitution	232.972,45	
Amortissement à fin 1951	232.971,45	
		1,—
Concessions	13.850.000,—	
Amortissement à fin 1951	5.495.418,78	
		8.354.581,22
Immeubles, installations, matériel et outillage, constructions diverses, etc. . .	6.090.390,17	
Amortissement à fin 1951	2.477.390,17	
		3.613.000,—
		11.967.582,22
Disponible :		
Banque de la Société Générale de Belgique		2.921.618,61
Réalisable :		
Portefeuille	29.948,25	
Débiteurs divers	3.110,—	

Minerais en stock	333.051,33	
Approvisionnements en stocks . . .	6.540,53	
		372.650,11
Comptes d'ordre :		
Cautionnements statutaires		P. M.
Perte de l'exercice		1.823.452,77
		17.085.303,71

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :	
Capital : 17.000 actions de 1000 frs.	17.000.000,—
Dettes de la Société envers les tiers :	
Créditeurs divers	85.303,71
Comptes d'ordre :	
Déposants statutaires	P. M.
	17.085.303,71

Compte de pertes et profits au 31-12-51.

DEBIT.

Frais généraux Europe et Afrique	120.826,58
Perte d'exploitation	376.860,15
Amortissements de l'exercice	1.330.000,—
	1.827.686,73

CREDIT.

Revenus du portefeuille et divers	4.233,96
Perte de l'exercice	1.823.452,77
	1.827.686,73

Situation du capital.

Entièrement libéré	17.000.000,—

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

Président.

Monsieur HEENEN, Gaston, Vice-Gouverneur Général Honoraire de la Colonie du Congo Belge, 126, chaussée d'Ixelles, Bruxelles.

Administrateur-délégué.

Monsieur RASKIN, Georges, Ingénieur Civil des Mines, Administrateur-délégué de la Société Industrielle et Minière du Katanga, 38, Avenue du Parc de Woluwé à Auderghem.

Administrateurs.

Monsieur ROBERT, Maurice, Directeur honoraire du Comité Spécial du Katanga, 210, avenue Molière à Ixelles.

Monsieur de MAGNEE, Ivan, Ingénieur-Géologue, Professeur à l'Université Libre de Bruxelles, 72, avenue de l'Hippodrome à Ixelles.

Commissaire.

Monsieur BECQUEVORT, Georges, Directeur administratif de la Cie Géomines, 186, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

Le Conseil d'Administration,

G. BECQUEVORT. G. RASKIN. G. HEENEN.
I. de MAGNEE. M. ROBERT.

Société Minière de Kamola « SOMIKA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social à Manono (Congo Belge).

Siège Administratif : 48, rue de Namur, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 112.106.

—

DEMISSION — NOMINATION.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire du 10 juin 1952.

L'assemblée prend acte de la démission de M. Pierre de la Croix d'Ogimont comme commissaire de la Société.

Elle élit M. Charles HULET, 66, rue Alfred Cluysenaere, St.-Gilles, Bruxelles, licencié en sciences commerciales, fondé de pouvoirs de sociétés, en qualité de commissaire pour un terme statutaire.

Bruxelles, le 18 juin 1952.

Pour extrait certifié conforme.

L'Administrateur-Délégué, Le Président,
G. RASKIN. G. HEENEN.

« Société des Ciments du oCngo »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

MODIFICATIONS AUX STATUTS. AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL (1).

L'an mil neuf cent cinquante deux, le quatorze mai, à onze heures trente.

A Bruxelles, rue Bréderode, numéro 13.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société par actions à responsabilité limitée « Société des Ciments du Congo », soumise aux lois de la Colonie du Congo Belge, établie à Lukala (Congo Belge), constituée suivant acte reçu par Maître Scheyven, notaire à Bruxelles soussigné, le vingt six septembre mil neuf cent quarante neuf, et dont les statuts publiés après autorisation par arrêté royal du seize novembre mil neuf cent quarante neuf, à l'annexe au Moniteur Belge du trente un décembre mil neuf cent quarante neuf, numéro 24176 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze janvier mil neuf cent cinquante, ont été modifiés suivant acte du dit notaire Hubert Scheyven, du dix neuf avril mil neuf cent cinquante, publié après autorisation par arrêté royal du dix juin mil neuf cent cinquante à l'annexe au Moniteur Belge du quatorze juin mil neuf cent cinquante, sous le numéro 14526 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze juillet mil neuf cent cinquante.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les nom, prénoms, profession, demeure, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, sont restées annexées au procès-verbal de notre ministère en date du vingt neuf avril mil neuf cent cinquante deux, ci-après cité.

Conformément à l'article trente un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Arthur Bemelmans, ingénieur A. I. A., demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 397, Président du Conseil d'Administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Fernand Kuhnemant, chef de comptabilité, demeurant à Etterbeek, avenue Victor Jacobs, 88, ici intervenant et comme scrutateurs Messieurs Max Boël et Joseph Pilate, tous deux dénommés dans la liste de présence.

Messieurs Lucien Beckers, Robert Cambier, Fernand Nisot, Georges Gaillard, Albert Marchal et Robert Thys, tous qualifiés dans la liste de présence, membres du conseil d'administration, complètent le bureau.

---

(1) Arrêté royal du 12 juin 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1952. — 1re Partie.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Première augmentation du capital à concurrence de soixante dix neuf millions trois cent quatre vingt mille francs congolais, pour le porter de soixante dix millions à cent quarante neuf millions trois cent quatre vingt mille francs congolais, par la création et l'émission contre espèces, au prix de deux mille cent francs congolais l'une, de trente sept mille huit cents actions sans désignation de valeur, jouissance premier juillet mil neuf cent cinquante deux et pour le surplus en tout semblables aux actions existantes.

Par application du deuxième alinéa de l'article 7 des statuts, souscription des actions nouvelles par une ou plusieurs personnes, à charge par elles de les offrir en vente aux propriétaires des titres anciens, dans un délai à fixer par le conseil d'administration, au même prix, majoré de cent francs pour frais, et ce à titre irréductible dans la proportion d'une action nouvelle pour deux actions anciennes, et à titre réductible pour les actions non absorbées par l'exercice du droit de souscription irréductible, le tout sans délivrance de fraction.

2. Seconde augmentation du capital pour le porter de cent quarante neuf millions trois cent quatre vingt mille francs congolais à cent cinquante millions de francs congolais, par incorporation d'une somme de six cent vingt mille francs congolais prélevée sur le fonds de réserve disponible et ce sans création de titres nouveaux.

3. Modifications aux statuts :

Article quatre. — Remplacer au premier alinéa le mot « approbation » par « autorisation ».

Article cinq. — Remplacer le premier alinéa par « Le capital social est fixé à cent cinquante millions de francs congolais. Il est représenté par cent treize mille quatre cents actions sans désignation de valeur, représentant chacune la cent treize mille quatre centième partie de l'avoir social.

Article six. — Compléter l'historique du capital et de sa représentation.

Article sept. — Au dernier alinéa, supprimer les mots : « ... et décide si le non-usage total ou partiel du droit de préférence par certains propriétaires d'actions, a ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres ».

Article douze. — Remplacer à l'avant dernier alinéa, les mots « la fondation de la société » par « leur création ».

Articles vingt huit et trente huit. — Supprimer les mentions devenues caduques.

Article quarante trois. — Dispositions à prendre en cas de perte de la moitié ou des trois-quarts du capital social.

4. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises par l'assemblée.

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites, conformément à l'article vingt neuf des statuts, dans :

L'Annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du deux mai mil neuf cent cinquante deux.

Le Moniteur Belge du deux-trois mai mil neuf cent cinquante deux.

L'Echo de la Bourse des premier-deux-trois mai mil neuf cent cinquante deux.

Qu'en outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres recommandées à la poste, le trois mai mil neuf cent cinquante deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux et un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles trente et trente et un des statuts.

IV. Que sur les soixante quinze mille six cents actions sans désignation de valeur, la présente assemblée réunit onze mille deux cent vingt deux actions.

V. Qu'une précédente assemblée générale extraordinaire, à laquelle la moitié du capital n'était pas représentée, s'est tenue le vingt neuf avril mil neuf cent cinquante deux, ainsi qu'il résulte du procès-verbal, dressé à cette date par nous, notaire soussigné.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente cinq des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide :

1. D'augmenter le capital social à concurrence de soixante dix neuf millions trois cent quatre vingt mille francs congolais, pour le porter de soixante dix millions à cent quarante neuf millions trois cent quatre vingt mille francs congolais, par la création de trente sept mille huit cents actions nouvelles, sans désignation de valeur, qui auront droit à la moitié du dividende éventuel de l'exercice en cours et seront, pour le surplus, en tout semblables aux actions actuelles, ces trente sept mille huit cents actions nouvelles, à souscrire au prix de deux mille cent francs congolais l'une, par la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), à charge par elle de les offrir en vente aux porteurs des soixante quinze mille six cents actions anciennes dans le délai à fixer par le conseil d'administration de la présente société, au même prix de deux mille cent francs, majoré de cent francs pour frais, et ce à titre

irréductible dans la proportion de une action nouvelle pour deux actions anciennes et à titre réductible pour les actions non absorbées par l'exercice du droit de souscription à titre irréductible, le tout sans délivrance de fraction.

et 2. De procéder, séance tenante, à la dite augmentation de capital, avec libération à concurrence de vingt pour cent, le solde devant être versé la veille de l'ouverture de la souscription publique.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, résultant de l'augmentation de capital, et mis à charge des souscripteurs, s'élève approximativement à un million de francs, auquel s'ajouteront les frais afférents à la rétrocession des titres aux anciens actionnaires.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital qui précède, l'assemblée décide d'augmenter à nouveau le capital social pour le porter de cent quarante neuf millions trois cent quatre vingt mille francs congolais à cent cinquante millions de francs congolais, par incorporation d'une somme de six cent vingt mille francs congolais, prélevée sur le fonds de réserve disponible figurant au bilan et ce sans création de titres nouveaux.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge du chef de cette augmentation de capital, s'élève à cinq mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital, objet de la première résolution, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Le premier alinéa de l'article cinq est remplacé par :

« Le capital social est fixé à cent cinquante millions de francs congo-
» lais. Il est représenté par cent treize mille quatre cents actions sans
» désignation de valeur, représentant chacune la cent treize mille quatre
» centième partie de l'avoir social ».

A l'article six, les huit premiers alinéas sont remplacés par :

« Lors de la constitution de la société, le capital social, fixé à dix huit
» millions de francs congolais, était représenté par trente sept mille huit
» cents actions sans désignation de valeur. Ces trente sept mille huit cents
» actions ont été remises, entièrement libérées, à la Société des Ciments
» du Congo », société anonyme belge en liquidation et à dix actionnaires
» de la dite société anonyme, en rémunération de l'apport fait conjointe-
» ment par eux de toute la situation active et passive de la dite société
» en liquidation ».

In fine du même article six, il est ajouté un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Aux termes d'un acte reçu par le dit notaire Hubert Scheyven, le » quatorze mai mil neuf cent cinquante deux, le capital social a d'abord » été porté à cent quarante neuf millions trois cent quatre vingt mille » francs congolais, par la création de trente sept mille huit cents actions » nouvelles sans désignation de valeur, souscrites contre espèces et libé- » rées de vingt pour cent au moment de la souscription et ensuite a été » porté à cent cinquante millions de francs congolais, par incorporation » d'une somme de six cent vingt mille francs prélevée sur les réserves et » ce sans création de titres nouveaux ».

A l'article sept, le texte du dernier alinéa est remplacé par :

« Le conseil d'administration fixe le taux et les conditions de l'émis- » sion des actions nouvelles ».

A l'article vingt huit, au premier alinéa, les mots « et pour la première fois en mil neuf cent cinquante » sont supprimés.

A l'article trente huit, au premier alinéa, les mots « et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante neuf » sont supprimés.

A l'article quarante trois, il est ajouté ce qui suit :

« En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs sont tenus » de provoquer la réunion de l'assemblée générale des actionnaires, à l'ef- » fet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dis- » solution de la société.

» Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra » être prononcée par les actionnaires possédant le quart des actions re- » présentées à l'assemblée ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, est intervenue aux présentes :

La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge).

Représentée par Monsieur Albert Marchal, ingénieur, demeurant à Uccle, avenue du Vert Chasseur numéro 46, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du dix neuf avril dernier, restée annexée à un procès-verbal de notre ministère en date du vingt neuf avril mil neuf cent cinquante deux.

Lequel, es dite qualité, après avoir entendu lecture de tout ce qui précède et reconnu que sa mandante a connaissance des statuts de la « Société des Ciments du Congo », a déclaré souscrire au nom de sa mandante, au prix de deux mille cent francs chacune, les trente sept mille huit cents actions sans désignation de valeur, créées en la première résolution qui précède et aux conditions préstipulées.

Il déclare en outre que sa mandante s'engage à offrir en vente ces trente sept mille huit cents actions nouvelles aux porteurs des soixante quinze mille six cents actions anciennes, au même prix de deux mille cent francs chacune, majoré de cent francs pour frais et ce à titre irréductible dans la proportion de une action nouvelle pour deux actions anciennes et à titre réductible pour les actions non absorbées par l'exercice du droit de souscription à titre irréductible, le tout sans délivrance de fraction.

Messieurs Arthur Bemelmans, Lucien Beckers, Robert Cambier, Fernand Nisot, Georges Gaillard, Albert Marchal et Robert Thys, tous prénommés, administrateurs, nous ont déclaré et requis d'acter que sur chacune des trente sept mille huit cents actions souscrites ci-dessus, il a été fait pour compte et au profit de la présente société un versement de vingt pour cent et que le montant des versements, s'élevant à quinze millions huit cent soixante seize mille francs, se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société, ainsi que les membres de l'assemblée et le souscripteur le reconnaissent.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que, par suite de la souscription qui précède, le capital social est porté à cent cinquante millions de francs congolais et que les modifications apportées ci-dessus aux statuts sont devenues définitives, le tout sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée confère au conseil d'administration tous les pouvoirs à l'effet d'exécuter les résolutions prises ci-dessus.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à onze heures cinquante.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée et le souscripteur ont signé avec nous, notaire.

(signé) A. Bemelmans; F. Kuhnemant; M. Boël; J. Pilate; L. Beckers; R. Cambier; F. Nisot; G. Gaillard; A. Marchal; R. Thys; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 19 mai 1952, volume 1382, folio 36, case 8, quatre rôles, trois renvois. Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

ANNEXE.

Société des Ciments du Congo, société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Assemblée générale extraordinaire du 14 mai 1952.

LISTE DE PRESENCE DES ACTIONNAIRES.

1. Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, S. C. R. L. établie à Bruxelles, 13, rue de Bréderode, propriétaire de dix mille cinq cents actions de capital 10.500

Représentée par Monsieur Albert Marchal, ci-après nommé, suivant procuration du dix neuf avril dernier.

(signé) A. Marchal.

2. Monsieur Albert Marchal, ingénieur, demeurant à Uccle, avenue du Vert-Chasseur, numéro 46, propriétaire de quinze actions de capital 15

(signé) A. Marchal.

3. Monsieur Fernand Nisot, ingénieur, demeurant à Ixelles, rue d'Edimbourg, numéro 15, propriétaire de quinze actions de capital 15

(signé) F. Nisot.

4. Monsieur Robert Thys, ingénieur, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, propriétaire de quinze actions de capital 15

(signé) R. Thys.

5. Monsieur Lucien Beckers, ingénieur, demeurant à Uccle, 46, avenue Hamoir, propriétaire de trente actions de capital . . . 30

(signé) L. Beckers.

6. Monsieur Robert Cambier, ingénieur, demeurant à Bruxelles, chaussée de Charleroi, 131, propriétaire de quinze actions de capital 15

(signé) R. Cambier.

7. Monsieur Ernest Dalimier, ingénieur, demeurant à Liège, avenue Blonden, 17, propriétaire de quinze actions de capital . 15

Représenté par Monsieur Robert Combier prénommé, suivant procuration du vingt trois avril dernier.

(signé) R. Cambier.

8. Monsieur Georges Gaillard, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 18, avenue Emile Demot, propriétaire de quinze actions de capital 15

(signé) G. Gaillard.

9. Monsieur Robert Lippens, ingénieur-chimiste, demeurant à Moerbeke-Waas, Lindenplaats, propriétaire de quinze actions de capital 15

Représenté par Monsieur Fernand Nisot prénommé, suivant procuration du seize avril dernier.

(signé) F. Nisot.

10. Monsieur Max Boël, ingénieur, demeurant à Court-Saint-Etienne, Beauregard, propriétaire de cinq actions de capital . 5

(signé) M. Boël.

11. Monsieur Joseph Pilate, chef de comptabilité, demeurant à Ixelles, 91, rue de Hennin, propriétaire de cinq actions de capital 5

(signé) J. Pilate.

12. Compagnie des Propriétaires Réunis, société anonyme, établie à Bruxelles, 3, rue du Marquis, propriétaire de cinq cents actions de capital 500

Représentée par Monsieur Albert Marchal prénommé, suivant procuration du vingt et un avril dernier.

(signé) A. Marchal.

13. Madame Veuve Roberts-Jones sans profession, demeurant à Uccle, 66, rue Roberts-Jones, propriétaire de trente deux actions de capital 32

Représentée par Monsieur Fernand Nisot prénommé, suivant procuration du dix huit avril dernier.

(signé) F. Nisot.

14. Mademoiselle Geneviève Vierendeel, sans profession, demeurant à Huy, 1, rue Kakineux, propriétaire de vingt actions de capital 20

Représentée par Monsieur Fernand Nisot prénommé, suivant procuration du vingt avril dernier.

(signé) F. Nisot.

15. Monsieur Léon M. J. Gallet, demeurant à Bruxelles, 282, rue du Noyer, propriétaire de vingt actions de capital . . . 20

Représenté par Monsieur Fernand Nisot prénommé, suivant procuration du vingt deux avril dernier.

(signé) F. Nisot.

16. L'Assurance Hippique Belge, société anonyme, établie à Bruxelles, 21, rue des Chartreux, propriétaire de cinq actions de capital 5

Représentée par Monsieur Fernand Nisot prénommé, suivant procuration du vingt deux avril dernier.

(signé) F. Nisot.

Ensemble : onze mille deux cent vingt deux actions de capital 11,222

Le Président (signé) A. Bemelmans.

Le Secrétaire (signé) F. Kuhnemant.

Les Scrutateurs (signé) J. Pilate; M. Boël.

Signé « ne varietur » par nous, Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour rester annexé à un procès-verbal de notre ministère en date du quatorze mai mil neuf cent cinquante deux.

(sé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 19 mai 1952, volume 251, folio 20, case 5; un rôle, sans renvoi. Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.
(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. Nr 8685.

Bruxelles, le 26 mai 1952.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 27 mai 1952.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 27 mai 1952.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 7 juin 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 7 Juni 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

« L'Immobilière du Katanga »
en abrégé « IMMOKAT ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

MODIFICATIONS AUX STATUS (1).

L'an mil neuf cent cinquante deux, le treize mai, à quatorze heures quinze.

A Bruxelles, rue Royale, numéro 46.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « L'IMMOBILIERE DU KATANGA », en abrégé « IMMOKAT », établie à Elisabethville (Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue Royale, numéro 46, constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles soussigné, le quatre novembre mil neuf cent quarante neuf, publié après autorisation par arrêté royal du dix neuf décembre mil neuf cent quarante neuf, à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze janvier mil neuf cent cinquante et à l'annexe au Moniteur Belge des seize-dix sept janvier mil neuf cent cinquante, numéro 969 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire Hubert Scheyven prédit, le deux février mil neuf cent cinquante et un, publié après autorisation par arrêté du Prince Royal du seize mars mil neuf cent cinquante et un à l'annexe au Moniteur Belge du douze avril mil neuf cent cinquante et un, numéro 5768 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze avril mil neuf cent cinquante et un.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures ou dénomination juridique et siège social, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, Notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente sept des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Odon Jadot, ingénieur A. I. A., demeurant à Ixelles, square du Val de la Cambre, numéro 14, administrateur.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Fernand Meeus, directeur de la société, demeurant à Schaerbeek, boulevard Auguste Reyers, numéro 42.

---

(1) Arrêté royal du 17 juin 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1952. — 1re Partie.

Et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Aimé Marthoz, ingénieur des constructions civiles, demeurant à Schaerbeek, square Vergote, numéro 43 et Jacques Le Bœuf, directeur de société, demeurant à Ixelles, rue Emile Claus, numéro 13.

Monsieur Guy Feyerick, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 347, administrateur, complète le bureau.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Transformation des seize mille actions de capital sans désignation de valeur représentant le capital de quatre vingts millions, en onze mille sept cents actions de capital privilégiées sans désignation de valeur et quatre mille trois cents actions de capital ordinaires sans désignation de valeur, donnant droit chacune à un-seize millième de l'avoir social et ce par échange :

a) des onze mille sept cents actions de capital sans désignation de valeur, numérotées de un à huit mille et douze mille trois cent un à seize mille contre onze mille sept cents actions de capital privilégiées;

b) des quatre mille trois cents actions de capital sans désignation de valeur numérotées de huit mille un à douze mille trois cent contre quatre mille trois cents actions de capital ordinaires.

2. Modifications aux statuts pour :

Article deux, dernier alinéa, article trente trois, deuxième alinéa et article quarante huit, premier alinéa, prévoir que les publications pourront se faire soit dans le Bulletin Officiel du Congo Belge, soit dans le Bulletin Administratif du Congo Belge.

Article trois, dernier alinéa, après les mots « étendu ou restreint », ajouter les mots « sans en altérer l'essence ».

Articles six et sept, pour les mettre en concordance avec le premier point à l'ordre du jour.

Article quarante neuf, compléter cet article par une disposition relative à la dissolution éventuelle de la société en cas de perte de la moitié et des trois quarts du capital social.

3. Remplacement du secundo de l'article quarante sept des statuts par le texte suivant :

Ensuite la somme nécessaire pour attribuer à chaque action de capital privilégiée, un premier dividende brut de trois cents francs, récupérable à partir du premier janvier mil neuf cent cinquante trois, éventuellement réduite prorata temporis et proportionnellement à son capital libéré par versement appelé ou par apport.

A partir de l'exercice mil neuf cent soixante dix huit et après extinction de la récupérabilité éventuelle du dividende des actions de capital privilégiées, chaque action de capital privilégiée et chaque action de capital ordinaire aura droit à ce premier dividende brut de trois cents francs qui ne sera plus récupérable.

Sur le surplus, il est prélevé dix pour cent à répartir entre les administrateurs et les commissaires suivant un règlement d'ordre intérieur qu'ils arrêteront.

Le solde sera partagé également entre toutes les actions de capital privilégiées et ordinaires.

Toutefois, sur la proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale pourra toujours affecter tout ou partie du bénéfice net, après dotation du fonds de réserve ci-dessus, soit à un report à nouveau, soit à la formation de fonds spéciaux d'amortissement, de réserve ou de prévision.

Le Conseil d'administration peut consacrer tout ou partie de la réserve disponible à la répartition entre les actions, après le premier semestre de l'exercice, à titre d'acompte sur le dividende, d'une somme qui ne pourra dépasser le montant du premier dividende.

Le paiement des dividendes se fait aux dates et lieux désignés par le conseil d'administration.

II. Que les actionnaires, tous en nom, ont été convoqués, conformément à l'article trente trois des statuts, par lettre missive leur adressée sous pli recommandé à la poste, le vingt quatre avril mil neuf cent cinquante deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles trente cinq et trente six des statuts.

IV. Que les seize mille actions de capital sans désignation de valeur, représentant le capital social, sont toutes représentées à l'assemblée.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article quarante et un des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes, sous réserve d'autorisation par arrêté royal :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de transformer les seize mille actions de capital, sans désignation de valeur, représentatives du capital social actuel, s'élevant à quatre vingt millions de francs congolais, en onze mille sept cents actions de capital privilégiées sans désignation de valeur et quatre mille trois cents actions de capital ordinaires sans désignation de valeur donnant droit chacune à un-seize millième de l'avoir social et ce par transformation :

a) des onze mille sept cents actions de capital sans désignation de valeur numérotées de un à huit mille et de douze mille trois cent et un à seize mille, en onze mille sept cents actions de capital privilégiées;

et b) des quatre mille trois cents actions de capital sans désignation de valeur numérotées de huit mille un à douze mille trois cents, en quatre mille trois cents actions de capital ordinaires.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Aux articles deux, dernier alinéa, trente trois, deuxième alinéa et quarante huit, premier alinéa, après les mots « Bulletin Officiel du Congo Belge » sont intercalés les mots « ou au Bulletin Administratif du Congo Belge ».

A l'article trois, au dernier alinéa, après les mots « L'Objet social peut en tout temps être étendu ou restreint » sont intercalés les mot « sans en altérer l'essence ».

A l'article six, le premier alinéa est remplacé par :

« Le capital social est fixé à quatre vingt millions de francs congolais » et est représenté par onze mille sept cents actions de capital privilé» giées sans désignation de valeur et quatre mille trois cents actions » de capital ordinaires sans désignation de valeur, chacune de ces ac» tions de capital tant privilégiées qu'ordinaires donnant droit à un/ » seize millième de l'avoir social. »

A l'article sept, il est ajouté un nouvel alinéa conçu comme suit :

« C. Suivant acte reçu par le dit notaire Hubert Scheyven, le treize » mai mil neuf cent cinquante deux, les seize mille actions de capital » sans désignation de valeur, représentatives du capital social, ont été » transformées en onze mille sept cents actions de capital privilégiées » sans désignation de valeur et quatre mille trois cents actions de capi» tal ordinaires sans désignation de valeur. »

A l'article quarante sept, le texte du quatrième alinéa et des alinéas suivants sont remplacés par :

« 2. Ensuite la somme nécessaire pour attribuer à chaque action de » capital privilégiée, un premier dividende brut de trois cents francs, » récupérable à partir du premier janvier mil neuf cent cinquante trois, » éventuellement réduit prorata temporis et proportionnellement à son » capital libéré par versement appelé ou par apport.

» A partir de l'exercice mil neuf cent soixante dix huit et après ex» tinction de la récupérabilité éventuelle du dividende des actions de » capital privilégiées et les actions de capital ordinaires auront droit » chacune à ce premier dividende brut de trois cents francs, qui ne » sera plus récupérable.

» Sur le surplus, il est prélevé dix pour cent à répartir entre les admi» nistrateurs et les commissaires, suivant un règlement d'ordre intérieur » qu'ils arrêteront.

» Le solde sera partagé également entre toutes les actions de capital, » privilégiées et ordinaires.

» Toutefois, sur la proposition du conseil d'administration, l'assem-
» blée générale pourra toujours affecter tout ou partie du bénéfice net,
» après dotation du fonds de réserve ci-dessus, soit à un report à nou-
» veau, soit à la formation de fonds spéciaux d'amortissement, de réserve
» ou de prévision.

» Le Conseil d'administration peut consacrer tout ou partie de la ré-
» serve disponible à la répartition entre les actions, après le premier
» semestre de l'exercice, à titre d'acompte sur le dividende, d'une somme
» qui ne pourra dépasser le montant du premier dividende.

» Le paiement des dividendes se fait aux dates et lieu désignés par
» le conseil d'administration. »

La modification apportée ci-dessus à l'article quarante sept sera d'application pour l'exercice prenant cours le premier janvier mil neuf cent cinquante trois.

A l'article quarante neuf, il est ajouté ce qui suit :

« En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs
» doivent soumettre à l'assemblée générale convoquée et siégeant ainsi
» qu'il est dit à l'alinéa précédent, la question de la dissolution de la
» société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution
» pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des
» actions représentées à l'assemblée. »

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à quatorze heures trente cinq.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, Notaire.

(signé) O. Jadot; F. Meeus; A. Marthoz; J. Le Boeuf; G. Feyerick; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A.C.II, le 20 mai 1952, volume 1381, folio 46, case 4, trois rôles, trois renvois. Reçu : quarante francs. Le Receveur (signé) Abras.

ANNEXE.

L'Immobilière du Katanga ' Immokat », société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 13 mai 1952.

LISTE DE PRESENCE.

1. Société Générale de Belgique, société anonyme établie à Bruxelles, 3, Montagne du Parc, propriétaire de quatre mille quatre cents actions de capital 4.400

Représentée par Monsieur Odon Jadot, ingénieur A.I.A., demeurant à Ixelles, Square du Val de la Cambre, numéro 14, suivant procuration du cinq mai dernier.

(signé) O. Jadot.

2. Agence Maritime Internationale, société anonyme établie à Anvers, 61, Rempart Sainte Catherine, propriétaire de trois mille six cents actions de capital 3.600

Représentée par Monsieur Jacques Le Boeuf, directeur de société, demeurant à Ixelles, rue Emile Claus, numéro 13, suivant procuration du vingt cinq avril dernier.

(signé) R. Le Boeuf.

3. Compagnie Foncière du Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de mille huit cents actions de capital 1.800

Représentée par Monsieur Aimé Marthoz, ingénieur des constructions civiles, demeurant à Schaerbeek, Square Vergote, numéro 43, suivant procuration du vingt cinq avril dernier.

(signé) A. Marthoz.

4. Compagnie Belge des Mines, Minerais et Métaux, société anonyme établie à Bruxelles, 39, Boulevard du Régent, propriétaire de seize cents actions 1.600

Représentée par Monsieur Jacques Le Boeuf prénommé, suivant procuration du vingt huit avril dernier.

(signé) J. Le Boeuf.

5. Société de Traction et d'Electricité, société anonyme établie à Bruxelles, 31, rue de la Science, propriétaire de douze cent cinquante actions de capital 1.250

Représentée par Monsieur Guy Feyerick, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 347, suivant procuration du vingt huit avril dernier.

(signé) G. Feyerick.

6. Compagnie Anversoise d'Assurances « Naviga », société anonyme établie à Anvers, Meir, 1, propriétaire de onze cents actions de capital 1.100

Représentée par Monsieur Jacques Le Boeuf prénommé, suivant procuration du vingt cinq avril dernier.

(signé) J. Le Boeuf.

7. Union Financière et Maritime, société anonyme, établie à Bruxelles, 38, rue Royale, propriétaire de huit cents actions de capital 800

Représentée par Monsieur Odon Jadot, prénommé, suivant procuration du vingt huit avril dernier.

8. Compagnie Congolaise des Métaux « Congométaux », société par actions à responsabilité limitée établie à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de quatre cents actions de capital . . 400

Représentée par Monsieur Guy Feyerick prénommé, suivant procuration du vingt cinq avril dernier.

(signé) G. Feyerick.

9. Banque de la Société Générale de Belgique, société anonyme établie à Bruxelles, 3, Montagne du Parc, propriétaire de trois cents actions de capital 300

Représentée par Monsieur Odon Jadot prénommé, suivant procuration du sept mai dernier.

(signé) O. Jadot.

10. Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de trois cents actions de capital . 300

Représentée par Monsieur Odon Jadot prénommé, suivant procuration du vingt huit avril dernier.

(signé) O. Jadot.

11. Société Générale Africaine d'Electricité « Sogelec », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 31, rue de la Science, propriétaire de deux cent cinquante actions de capital 250

Représentée par Monsieur Guy Feyerick prénommé, suivant procuration du vingt huit avril dernier.

(signé) Feyerick, G.

12. Compagnie Belge d'Assurances Maritimes « Belgamar », société anonyme établie à Anvers, 1, Meir, propriétaire de deux cents actions de capital 200

Représentée par Monsieur Jacques Le Boeuf prénommé, suivant procuration du vingt cinq avril dernier.

(signé) J. Le Boeuf.

Total : seize mille actions de capital 16.000

Le Président (signé) O. Jadot.

Le Secrétaire (signé) F. Meeus.

Les Scrutateurs (signé) A. Marthoz; J. Le Boeuf.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère en date de ce jour.

Bruxelles, le treize mai mil neuf cent cinquante deux.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A.C.II, le 20 mai 1952 volume 251, folio 20, case 10, deux rôles, sans renvoi. Reçu : quarante francs. Le Receveur (signé) Abras.

POUR EXPEDITION CONFORME.

(sé) Hubert Scheyven.

Hubert Scheyven - Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous : Jean Hubrecht, Président du Tribunal de Première Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Maître Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. - N° 8704.

Bruxelles, le 28 mai 1952.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Jean Hubrecht apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 mai 1952.

Le Chef de Bureau.

(signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 30 mai 1952.

Le Conseiller adjoint.

(signé) N. Cornet.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 11 juin 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 11 Juni 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Société Métallurgique du Katanga « METALKAT »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social : KOLWEZI (Katanga - Congo Belge).

Siège Administratif : BRUXELLES, 7, Rue de la Chancellerie.

Registre du Commerce de Bruxelles N° 214.172 - Folio 39058.

—

Actes constitutifs publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge Année 1948. - 15 octobre.

Actes modificatifs publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge Année 1951. - 15 juillet.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

approuvé par l'Assemblée Générale Statutaire du 16 juin 1952.

ACTIF.

Actif immobilisé.			
Apports		12.500.000,—	
Frais de constitution et d'augmentation de capital	6.290.597,—		
moins :			
Amortissem. de l'année	739.174,—		
		5.551.423,—	
Frais d'Etudes de l'Usine		17.258.156,—	
Usine - Installations et Matériel en Afrique		198.877.021,—	
Frais généraux durant la période de construction	844.160,—		
Amortissem. de l'année	844.159,—		
		1,—	
			234.186.601,—
Actif réalisable.			
Actionnaires		12.400.000,—	
Débiteurs divers		109.336.566,—	
			121.736.566,—
Actif disponible.			
Banque du Congo Belge		156.386.092,—	
Banque Société Générale de Belgique		228.560,—	
Caisse Bruxelles		401,—	
			156.615.053,—
			512.538.220,—

PASSIF.

Passif de la Société envers elle-même.	
Capital	512.500.000,—
Passif de la Société envers les tiers.	
Créditeurs divers	38.220,—
	512.538.220,—

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS EN FONCTION.

Président :

M. Victor MIKOLAJCZAK, Ingénieur Civil des Mines A.I.Lv., à Uccle, 108, Avenue de l'Observatoire.

Vice-Président :

M. Joseph VAN OIRBEEK, Ingénieur Civil des Mines A.I.Lg., à Angleur, 35, Quai St. Paul de Sinçay.

Administrateur-Délégué :

M. Aimé MARTHOZ, Ingénieur Civil A.I.G. à Schaerbeek, 43, Square Vergote.

Administrateur-Directeur :

M. Jean VERDUSSEN, Ingénieur Civil des Mines A.I.Br., à Bruxelles, 53, Avenue Winston Churchill.

Administrateurs :

M. Léon BRUNEEL, Administrateur-Gérant d'Otraco, à Bruxelles, 5, Avenue Antoine Depage.

M. Jules COUSIN, Ingénieur Civil des Mines et Electricien A.I.Lv., à Elisabethville - Congo Belge.

M. Jules-Emile DELRUELLE, Ingénieur Chimiste A.I.Lg., à Prayon-Trooz, 702, Nouvelle Route.

M. Adolphe FASSOTTE, Ingénieur Civil des Mines A.I.Lg., à Neerpelt, Villa Merckem.

M. Ary GUILLAUME, Vice-Président du Comité Spécial du Katanga, à Schaerbeek, 87, Avenue Paul Deschanel.

M. Max NOKIN, Ingénieur Civil des Mines, A.I.Lg., à Crainhem, 40, Chaussée de Malines.

M. Jérôme QUETS, Ingénieur Civil des Mines, A.I.Lv., à Elisabethville, Congo Belge.

M. Herman ROBILIART, Ingénieur Civil des Mines A.I.Br., à Bruxelles, 35, Avenue Jeanne.

M. Emmanuel ROGER, Ingénieur Chimiste I.D.N., à Watermael-Boitsfort, 11, Avenue Emile Van Becelaere.

Délégué du COMITE SPECIAL DU KATANGA :

M. Gustave DUBOIS, Ingénieur Civil des Mines et Ingénieur Géologue, à Uccle, 203, Avenue Messidor.

LISTE DES COMMISSAIRES EN FONCTION.

Président :

M. Paul VERLEYSEN, Expert-Comptable, à Woluwe-St.-Lambert, 85, Avenue du Castel.

Commissaires :

M. Auguste BERCKMOES, Expert-Comptable, à Koekelberg, 82, Avenue de l'Indépendance Belge.

M. Aimable BOURGEOIS, Directeur au Comité Spécial du Katanga, à Schaerbeek, 51, Avenue du Diamant.

Un Administrateur,
A. MARTHOZ.

Un Administrateur,
V. MIKOLAJCZAK.

Société Métallurgique du Katanga « METALKAT »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social : KOLWEZI (Katanga - Congo Belge).

Siège Administratif : BRUXELLES, 7, rue de la Chancellerie.

Registre du Commerce de Bruxelles N° 214.172 - Folio 39058.

—

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE du 16 JUIN 1952.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, à l'unanimité :

1°. - Nomme :

En qualité de Commissaire : Monsieur Marcel DENGIS, Expert-Comptable, 14, rue Blès, à Liège, pour achever le mandat de Monsieur Jacques COLLON, décédé.

Le mandat de Monsieur Marcel DENGIS prendra donc fin à l'Assemblée Générale Statutaire de 1956.

2°. - Réélit :

— En qualité d'Administrateurs : Messieurs Aimé MARTHOZ, Victor MIKOLAJCZAK, Max NOKIN, Herman ROBILIART et Jean VERDUSSEN.

— En qualité de Commissaire : Monsieur Auguste BERCKMOES.

Un Administrateur,
A. MARTHOZ.

Un Administrateur,
V. MIKOLAJCZAK.

S Y M O R

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : 112, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 55.451.

—

Constituée le 23 avril 1931, acte publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1931.

Statuts modifiés suivant actes des 7 octobre 1931, 25 novembre 1935, 29 décembre 1938, 27 juin 1939 et 16 juin 1948, publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 janvier 1932, 15 juillet 1936, 15 mai 1939 (B.A.C. du 10 octobre 1939) et 15 octobre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

(Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 juin 1952.)

ACTIF.

Immobilisé.		
Frais de constitution		P. M.
Concessions, prospections, travaux préparatoires et divers	22.546.811,55	
Constructions	1.520.734,46	
Matériel et gros outillage	3.475.412,—	
Mobilier	221.161,—	
		27.764.119,01
Disponible et Réalisable.		
Caisses, Dépôts à vue et à court terme .	7.110.349,05	
Actionnaires	1.769.250,—	
Part coopérative Congor	1.000,—	
Débiteurs divers	1.264.067,04	
Approvisionnements en stock et en cours de route	2.081.444,25	
Or en stock et en cours de route . . .	682.562,01	
		12.908.672,35
Comptes transitoires.		
Frais payés d'avance et comptes divers		140.998,45
Comptes d'ordre.		
Cautionnements statutaires (85 actions de 500 Fr.) . .		P. M.

Résultats.			
Solde déficitaire reporté de l'exercice précédent		1.825.150,32	
à déduire :			
Bénéfice de l'exercice		593.313,39	
			1.231.836,93
			42.045.626,74

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :			
Capital			
représenté par 30.000 actions de Fr. 500,—		15.000.000,—	
Réserve statutaire		127.336,53	
Amortissements :			
sur concessions, prospections, travaux préparatoires et divers . . .	22.546.811,55		
sur constructions . . .	1.520.734,46		
sur matériel et gros outillage	2.112.722,—		
sur mobilier	221.161,—		
		26.401.429,01	
			41.528.765,54
Dettes de la Société envers les tiers.			
Créditeurs divers			224.431,10
Comptes transitoires.			
Comptes de régularisation et divers			292.430,10
Comptes d'ordre.			
Déposants de cautionnements statutaires (85 actions de 500 fr.)			P. M.
			42.045.626,74

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT.

Solde reporté de l'exercice précédent			1.825.150,32
Frais généraux			37.174,89
Amortissements :			
sur concessions, prospections, travaux préparatoires et divers		179.995,42	
sur matériel et gros outillage . . .		383.101,—	
			563.096,42
			2.425.421,63

CREDIT.

Résultats divers et intérêts		1.193.584,70
Solde déficitaire :		
Solde déficitaire reporté de l'exercice précédent	1.825.150,32	
à déduire :		
Bénéfice de l'exercice	593.313,39	
		1.231.836,93
		2.425.421,63

REPARTITION DES BENEFICES.

Néant.

SITUATION DU CAPITAL.

Versements effectués		13.230.750,—
Versements restant à effectuer :		
« SYMAF » Syndicat Minier Africain .	1.761.550,—	
Compagnie Financière Africaine . . .	875,—	
M. Raymond ANTHOINE	175,—	
M. George MOULAERT	175,—	
M. Franz TIMMERMANS	175,—	
M. Didier de BOURNONVILLE . . .	700,—	
Mlle Sabine de BOURNONVILLE . .	700,—	
Mme Jacques MAES de BOURNONVILLE	350,—	
M. Albert CARRIERE	875,—	
Mme Vve Jules MATHIEU-CHAUDRON	1.750,—	
Mme Vve Désiré DE SCHOONEN-CORDUANT	175,—	
Succession de M. Albert PAULIS . .	1.750,—	
		1.769.250,—
		15.000.000,—

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRE EN FONCTION.

M. George MOULAERT, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, avenue de l'Observatoire, 47, Uccle - Président.

M. Pierre VAN HOEGAERDEN, Ingénieur Civil des Mines, Place Charles Graux, 15, Ixelles - Administrateur-Directeur.

M. Raymond ANTHOINE, Ingénieur Civil des Mines, Avenue Franklin Roosevelt, 34, Bruxelles - Administrateur.

M. Henri DEPAGE, Administrateur-Délégué de la Compagnie Financière Africaine, avenue du Parc de Woluwe, 44, Auderghem - Administrateur.

M. Pierre ORTS, Administrateur de Sociétés, 33, avenue Jeanne, Ixelles - Administrateur.

M. Georges SCHAAR, Ingénieur Civil des Mines et Géologue, avenue Franklin Roosevelt, 144, Bruxelles - Administrateur.

M. Robert SCHWENNICKE, Ingénieur Civil des Mines, avenue du Parc de Woluwe, 64, Auderghem - Administrateur.

M. Franz TIMMERMANS, Ingénieur Civil des Mines, rue Franz Merjay, 182, Ixelles - Administrateur.

M. Désiré TILMANT, Expert-Comptable, rue Raoul Warocqué, 19, Morlanwelz - Commissaire.

UN ADMINISTRATEUR, Pierre VAN HOEGAERDEN.

UN ADMINISTRATEUR, Robert SCHWENNICKE.

S Y M O R

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : 112, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 55.451.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 18 juin 1952 a réélu Messieurs Henri DEPAGE et Pierre ORTS dans leurs fonctions d'Administrateur. Les mandats des précités viendront à expiration après l'Assemblée Générale Ordinaire de 1958.

Un Administrateur, Pierre VAN HOEGAERDEN.

Un Administrateur, Robert SCHWENNICKE.

Compagnie Géologique et Minière du Ruanda-Urundi
« GEORUANDA »

Société par actions à responsabilité limitée

Siège social : RWINKWAVU (Ruanda).

Siège administratif : BRUXELLES, 5, rue du Trône.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 200.751.

—

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951 APPROUVE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 11 JUIN 1952.

ACTIF.

Immobilisé.

Frais de constitution		399.500,—	
amortissem. précédents .	309.500,—		
amortissem. de l'exercice	89.999,—		
		— 399.499,—	
			1,—
Frais de concessions		11.705.251,61	
amortissem. précédents .	5.105.251,61		
amortissem. de l'exercice	800.000,—		
		5.905.251,61	
			5.800.000,—
Recherches et Travaux préparatoires . .		10.868.613,78	
amortissem. précédents .	3.262.003,72		
amortissem. de l'exercice	856.610,06		
		4.118.613,78	
			6.750.000,—
Immeuble - Matériel et Outillage . . .		123.540.509,75	
amortissem. précédents .	21.147.860,83		
amortissem. de l'exercice	10.883.577,11		
		—32.031.437,94	
			91.509.071,81
			104.059.072,81

Réalisable et Disponible.

Minerais en stock et en cours de route .	14.805.000,—	
Magasins d'approvisionnements . . .	32.340.356,40	
Caisses et Banques	6.540.348,58	
Débiteurs divers	16.118.579,15	
Portefeuille et fonds publics	13.621.143,65	
		83.425.427,78

Comptes débiteurs à liquider	1.158.236,73
Dépôts statutaires et nominatifs	P. M.
Engagements et contrats en cours	P. M.
Total général :	188.642.737,32

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital représenté par 300.000 actions de 500 fr. nominal		150.000.000,—
Réserve statutaire		1.469.651,60

Dettes envers les tiers :

Créditeurs divers	14.850.524,53	
Coupons à payer	453.780,—	
A payer sur titres en portefeuille	5.524.000,—	20.828.304,53
Comptes créditeurs à liquider		1.467.781,19
Déposants statutaires et nominatifs		P. M.
Engagements et contrats en cours		P. M.
SOLDE DISPONIBLE		14.877.000,—
Total général :		188.642.737,32

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'administration	1.394.762,80
Taxe sur cotation titres	117.830,—
Impôts	941.814,—
Amortissements	12.630.186,17
Solde bénéficiaire	14.877.000,—
Total général :	29.961.592,97

CREDIT.

Boni sur ventes	28.861.621,34
Intérêts et revenus divers	1.099.971,63
Total général :	29.961.592,97

REPARTITION DES BENEFICES.

Solde disponible		14.877.000,—
5 % réserve statutaire	743.850,—	
Redevances au Ruanda-Urundi . . .	1.845.696,84	
5 % au Conseil Général	667.845,80	
Aux 300.000 actions	10.843.373,50	
Report à nouveau	776.233,86	
		14.877.000,—

Soit brut Fr. 36,14464 et net Fr. 30,— par action.

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

M. Paul FONTAINAS, ingénieur, 526a, Avenue Louise, Bruxelles, Président du Conseil;

M. Henry BARZIN, ingénieur, 9, Drève du Prieuré, Auderghem, Administrateur-Délégué;

M. Victor BRIEN, ingénieur, 45, rue du Pépin, Bruxelles, Administrateur.

M. René CAMBIER, ingénieur, 3, Avenue des Phalènes, Bruxelles, Administrateur.

M. Michaël MOSES, propriétaire, KAMPALA (Uganda);

M. Aimable BOURGEOIS, Directeur au Comité Spécial du Katanga, 51, Avenue du Diamant, Bruxelles, Commissaire;

M. Yvan GREINER, Industriel, 21, Avenue Ed. Lacomblé, Bruxelles, Commissaire.

Pour extrait certifié conforme,

Pour la Cie GEORUANDA s.c.r.l.

L'Administrateur-Délégué,

H. BARZIN.

NOMBRE D'ADMINISTRATEURS.
NOMINATION D'ADMINISTRATEURS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue à Bruxelles, le 11 juin 1952.

1. — A l'unanimité, l'assemblée fixe à six le nombre des membres composant le conseil d'administration.

2. — A l'unanimité, l'assemblée élit Monsieur Léopold LANDA, ingénieur, directeur général de la société (demeurant actuellement à MANONO, Congo Belge) pour occuper le nouveau mandat ainsi créé pour un terme expirant à la date de l'assemblée ordinaire de 1957.

L'assemblée réélit Monsieur Henry BARZIN en qualité d'administrateur.

Certifié conforme :

Pour la Cie GEORUANDA s.c.r.l.

L'Administrateur-Délégué,

H. BARZIN.

Société Minière de Muhinga et de Kigali « SOMUKI »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège administratif : Anvers, 34, avenue Rubens.

Siège social : Kigali (Ruanda).

Registre du Commerce d'Anvers : N° 289.77.

—

Constituée à Anvers, par acte passé le 20 janvier 1933, devant Me Antoine Cols, notaire; autorisée par arrêté royal du 27 février 1933. Statuts publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1933, et aux annexes au Moniteur Belge du 22 mars 1933, sous le N° 2526; modifiés par actes des 8 août 1934, 29 mai 1936, 20 juillet 1936, 9 décembre 1938, 17 juin 1947 et 16 novembre 1948, publiés aux annexes au Moniteur Belge des 26 août 1934, 25 juin 1936, 26 septembre 1936, 10 février 1939, 1-2 décembre 1947 et 30 juin 1949, sous les N^{os} 11719, 10650, 13658, 1217, 21225 et 14380, et aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 décembre 1934, 15 septembre 1936, 15 février 1939, 15 janvier 1948 et 15 juillet 1949.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

I. *Immobilisé :*

1) Apports, frais d'études et de prospection	1,—
2) Frais de premier établissement . .	1,—

3) Recherches minières, routes et communications, plantations		18.787.391,22	
4) Installations, matériel et mobilier . .		22.721.899,48	
5) Terrains et immeubles		10.776.290,55	52.285.583,25
2. *Disponible :*			
Caisses et Banques en Europe et en Afrique			21.239.519,12
3. *Réalisable :*			
1) Stock minerai et métal		27.905.260,20	
2) Approvisionnements divers . . .		27.063.889,74	
3) Débiteurs divers en Europe et en Afrique		5.107.321,22	
4) Portefeuille et participations financières :			
a) Fonds publics belges et coloniaux . . .	8.177.017,15		
b) Autres valeurs . .	10.945.000,—		
		19.122.017,15	
5) Comptes de régularisation . . .		5.748.984,87	84.947.473,18
4. *Comptes d'ordre :*			
1) Dépôts statutaires			P. M.
2) Engagements divers			18.651,—
			158.491.226,55

PASSIF.

1. Non exigible :		
1) Capital :		
Versements des actionnaires . . .	7.000.000,—	
Incorporation de réserves . . .	21.000.000,—	
	28.000.000,—	
représenté par 20.000 actions de capital série A. sans désignation de valeur. Il existe en outre 30.000 parts de fondateur sans désignation de valeur et 30.000 actions série B.		
2) Réserve légale	2.800.000,—	
3) Réserve extraordinaire	3.144.983,70	
4) Fonds du Bien-Etre indigène . . .	4.500.000,—	
5) Réserve d'amortissements . . .	2.936.684,91	

6) Amortissements divers :			
Solde reporté du 31-12-1950 . . .	37.038.888,84		
Prélèvements en 1951 pour diminution d'actif	1.134.906,59		
	35.903.982,25		
Augmentation en 1951 :			
Amortissements nécessaires . . .	4.030.039,04		
		39.934.021,29	
			81.315.689,90
2. *Exigible :*			
1) Créditeurs avec garanties réelles . .		20.431.866,50	
2) Créditeurs sans garanties réelles . .		11.704.498,34	
3) Effets à payer		63.000,—	
4) Versements à faire sur Portefeuille .		5.389.200,—	
5) Comptes de régularisation . . .		2.214.245,74	
			39.802.810,58
3. *Comptes d'ordre :*			
1) Déposants statutaires			P. M.
2) Engagements divers			18.651,—
4. *Comptes de résultats :*			
Report antérieur		1.254,46	
Profits et pertes, solde bénéficiaire .		37.352.820,61	
			37.354.075,07
			158.491.226,55

Compte de profits et pertes arrêté au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Amortissements nécessaires sur recherches minières, installations, matériel et mobilier, plantations, immeubles, routes et communications, divers		4.030.039,04
Fonds du Bien-Etre indigène		822.529,12
Prévision fiscale		5.000.000,—
Report antérieur	1.254,46	
Solde bénéficiaire de l'exercice . . .	37.352.820,61	
		37.354.075,07
		47.206.643,23

CREDIT.

Report à nouveau	1.254,46
Bénéfices et revenus du portefeuille	117.867,85
Bénéfices bruts d'exploitation, charges sociales déduites .	47.087.520,92
	47.206.643,23

Répartition du solde disponible.

1)	Réserve légale		maximum atteint
2)	Tantièmes au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires . .	2.614.697,44	
3)	Fonds de prévision en faveur du personnel	1.867.641,03	4.482.338,47
4)	Réserve extraordinaire		1.807.870,52
5)	Redevance 1951 aux actions série B		9.941.466,08
6)	Premier dividende aux 20.000 actions de capital série A : frs. 24,50 par titre	490.000,—	
7)	Second dividende aux 20.000 actions de capital série A : frs. 260,31 par titre	5.206.200,—	
8)	Dividende aux 30.000 parts de fondateur : frs. 173,54 par titre . . .	5.206.200,—	10.902.400,—
9)	Report à nouveau		10.220.000,—
			37.354.075,07

Arrêté en séance du Conseil d'Administration du 16 mai 1952 par MM. Nicolas DECKER, le Comte Christian de RENESSE, le Comte Thierry de RENESSE, François DIELS, Charles SAMPERS et le Comte Constantin de RENESSE.

Approuvé par le Collège des Commissaires : MM. Robert DELWICHE, Armand DE SMET et Arthur DE MULDER, en date du 20 mai 1952.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

I. *Conseil d'Administration.*

Président-Administrateur-délégué :

M. Nicolas Decker, Administrateur de sociétés, 25, Grande Chaussée à Berchem-lez-Anvers.

Vice-Président :

M. le Comte Christian de Renesse, Ingénieur-technicien, Château de et à Jabbeke-lez-Bruges.

Administrateurs :

Mme la Comtesse de Renesse-Breidbach, propriétaire, 9, rue Adrien Willaert à Bruges.

M. le Comte Thierry de Renesse, Docteur en droit, Château de et à Oostmalle.

M. François Diels, Courtier en Assurance, 72, avenue Van Put à Anvers.

M. Charles Sampers, Industriel, 9, avenue Léopold III, à Edegem-lez-Anvers.

M. le Comte Constantin de Renesse, Licencié en Sciences Commerciales et Consulaires, 44, avenue Victor Emmanuel III, à Uccle.

II. *Collège des Commissaires.*

Président :

M. Robert Delwiche, Avocat, 3, rue des Deux Ponts à Gand.

Commissaires :

M. Armand De Smet, Industriel, 137A, Chaussée de Bruxelles à Waterloo.

M. Arthur De Mulder, Professeur pensionné, 14, rue Arenberg à Anvers.

M. Jacques Relecom, Ingénieur Civil des Mines, 435, avenue Louise, Bruxelles.

III. *Délégués du Gouvernement du Ruanda-Urundi.*

M. Fernand de Bock.

M. Georges Sandrart.

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 1952.

L'assemblée,

1) approuve le bilan et le compte de profits et pertes, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'Administration,

2) approuve la répartition des bénéfices, telle qu'elle est proposée par le Conseil d'Administration, de sorte que, défalcation faite du dividende intercalaire payé en 1951, les coupons n° 20 seront payables à partir du 30 juin 1952 par net :

Frs. 120,19 pour les actions de capital série A.

Frs. 80,14 pour les parts de fondateur

en même temps que seront payables les nouveaux dividendes intercalaires décidés par le Conseil d'Administration et fixés nets à :

Frs. 116,20 pour les actions de capital série A.

Frs. 63,90 pour les parts de fondateur

contre présentation du coupon n° 21,

aux guichets suivants :

à Bruxelles : Banque de la Société Générale de Belgique, 3, Montagne du Parc,

Banque Commerciale du Congo, 14, rue Thérésienne,

à Anvers : Kredietbank,

Torengebouw, Marché aux Souliers,

Banque Belge d'Afrique, 44, rue des Tanneurs,

Caisse Anversoise de Reports et de Crédit, 12, rue Arenberg,

Siège administratif de la Société, 34, avenue Rubens;

3) par vote spécial, donne décharge, pour l'exercice 1951, aux Administrateurs et Commissaires,

4) renouvelle les mandats d'administrateur de Madame la Comtesse de Renesse-Breidbach et Charles Sampers, ainsi que celui de commissaire de Monsieur Jacques Relecom, les nouveaux mandats devant expirer respectivement et immédiatement après les assemblées générales statutaires de 1958, 1958 et 1956;

— fixe à huit le nombre des administrateurs et appelle à ces fonctions Monsieur Albert JACQUES, Administrateur de sociétés, 19, rue des Aduatiques à Bruxelles, dont le mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale statutaire de et en 1958.

Anvers, le 17 juin 1952.

Pour copie et extrait certifiés conformes :

Société Minière de Muhinga et de Kigali
« SOMUKI ».

Deux Administrateurs,

Comte Thierry de RENESSE. N. DECKER.

Usines Textiles de Léopoldville « UTEXLEO »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Léopoldville.

Siège administratif 71, rue Joseph II, à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 70.715.

—

Statuts publiés au Bulletin officiel du Congo belge du 15 avril 1934, folio 262 et aux annexes du Moniteur belge du 29 avril 1934, n° 5840; modifications publiées au Bulletin officiel du Congo belge du 15 mars 1936, folio 200, et aux annexes du Moniteur belge du 4 mars 1936, n° 2200, du 2 mars 1947, n° 3121 à l'annexe du Bulletin officiel du Congo belge du 15 mars 1947, à l'annexe du Moniteur belge des 16-17 février 1948 n° 2689 et à l'annexe du Bulletin officiel du Congo belge du 15 février 1948, à l'annexe du Moniteur belge du 26 juillet 1951, n° 17706 et à l'annexe du Bulletin officiel du Congo belge du 15 août 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée générale ordinaire du 11 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé.		
BRUXELLES.		
Siège administratif	4.276.047,45	
AFRIQUE.		
Terrains	7.532.616,27	
Constructions	116.657.960,—	
Matériel	261.390.582,—	
Mobilier	1.356.216,—	
Raccordement Chemin de fer . . .	884.743,—	
		392.098.164,72
Disponible.		
Caisses	244.345,77	
Banques	74.175.668,92	
Sociétés du groupe	53.528.250,—	
		127.948.264,69
Réalisable.		
Acomptes aux fournisseurs	33.582.660,77	
Clients	121.282.290,47	
Coton	24.093.826,—	

Approvisionnements	62.431.720,51	
Produits finis	17.964.857,—	
Dépôts tissus	30.858.672,—	
Fabrication	41.172.560,35	
Portefeuille-Titres	21.875.545,—	
		353.262.132,10
Cautionnements statutaires		P. M.
		873.308.561,51

PASSIF.

Non exigible.		
Capital	162.500.000,—	
Réserve statutaire	19.500.000,—	
Réserve extraordinaire	125.000.000,—	
Réserve indisponible.		
Plus-value sur portefeuille	1.135.220,—	
Plus-value sur constructions	15.033.500,—	
Plus-value sur matériel	35.316.500,—	
		358.485.220,—
Amortissements.		
Sur constructions	62.905.960,—	
Sur matériel	191.128.964,—	
Sur mobilier	1.103.719,—	
Sur raccordement chemin de fer	172.188,—	
		255.310.731,—
Fournisseurs	31.917.171,75	
Créditeurs divers	35.226.191,98	
Titres à libérer	3.792.500,—	
		70.935.863,73
Provisions diverses		109.218.471,—
Profits et Pertes.		
Report de 1950	4.019.032,92	
Bénéfice de 1951	75.339.242,86	
		79.358.275,78
Déposants cautionnements		P. M.
		873.308.561,51

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux Europe	4.094.503,80	
Frais généraux Afrique	27.213.174,50	
Impôt colonial	2.107.388,80	
Voyages	2.980.822,25	
Service médical	2.931.597,95	
Charges sociales	3.179.472,30	
		42.506.959,60
Amortissements		27.989.470,—
Perte sur portefeuille		9.342.500,—
Intérêts et frais de banque		787.852,54
Prévision impôts		16.000.000,—
Primes au personnel		9.933.540,—
Provision F.B.E.		3.000.000,—
		109.560.322,14
Solde bénéficiaire		79.358.275,78
		188.918.597,92

CREDIT.

Report de 1950	4.019.032,92	
Résultat d'exploitation	181.105.648,03	
Revenus du portefeuille	3.793.916,97	
		188.918.597,92
		188.918.597,92

REPARTITION DU BENEFICE.

Réserve statutaire	6.500.000,—
Réserve extraordinaire	15.014.780,—
Report à nouveau	14.336.133,78
Aux actions	39.156.626,—
Tantièmes	4.350.736,—
	79.358.275,78

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

M. George MOULAERT, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo, 47, avenue de l'Observatoire, à Uccle, Président.

M. Joseph RHODIUS, Administrateur de sociétés, Léopoldville-Kalina, (Congo Belge), Vice-Président.

M. Henri MOXHON, Administrateur de sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, Woluwe-St-Lambert, Administrateur-Directeur général.

M. le Marquis d'ASSCHE, 47, rue du Commerce, Bruxelles, Administrateur.

M. Henry DETRY, 51, square François Riga, à Schaerbeek, Administrateur.

M. Louis-Nicolas ELOY, 73, rue du Collège St-Michel, à Bruxelles, Administrateur.

M. Fernand JONAS, 97, avenue Louis Lepoutre, à Ixelles, Administrateur.

M. Valère LECLUSE, Villa Marguerite, à Tieghem-lez-Anseghem, Administrateur.

M. Robert PFLIEGER, 22-A, Square de Meeûs, à Bruxelles, Administrateur.

M. Max STEVENS, 32, rue des Taxandres, à Bruxelles, Administrateur.

M. Edmond VAN HOOREBEKE, 34, Chaussée de Bruxelles, à Ledeberg-lez-Gand, Administrateur.

M. Joseph PLAS, 94, Avenue Molière, à Bruxelles, Commissaire.

Mme NICOD-JONAS, 341, avenue Louise, à Bruxelles, Commissaire.

Pour extrait conforme,

Henri MOXHON.
Administrateur-Directeur Général.

George MOULAERT.
Président.

Fondation du Bien-Etre Indigène de la Société « UTEXLEO »

—

SITUATION AU 31-12-51.

ACTIF.

Immobilisé.	
Maisons SOCOL et SOCOMET	2.667.897,30
Camp Léo II	10.623,—
Dispensaire Léo II	406.905,—
Centre médico-social	5.106.535,60
Matériel et mobilier	1.430.889,64
	9.622.850,54
Subventions	1.040.000,—
	10.662.850,54
Disponible.	
B.B.A. compte ordinaire	3.049.176,67
B.B.A. 3 mois	5.000.000,—
Caisse d'Epargne 3 mois	4.000.000,—
Caisse d'Epargne 6 mois	5.000.000,—
Caisse d'Epargne 1 an	5.000.000,—
	22.049.176,67
Réalisable.	
Magasin	8.780,—
Acompte Entrelco	600.000,—
Débiteurs divers	420.737,—
	1.029.517,—
Profits et Pertes.	
Report de 1950	1.049.314,50
Déficit de 1951	658.421,60
	1.707.736,10
	35.449.280,31

PASSIF.

Capital	35.000.000,—
Créditeurs	449.280,31
	35.449.280,31

Henri MOXHON.
Administrateur.

Joseph RHODIUS.
Vice-Président.

RAPPORT SUR L'ACTIVITE DE LA FONDATION DE BIEN-ETRE INDIGENE « UTEXLEO » EN 1951.

La construction du Centre Médico-Chirurgical a subi des retards imputables à certaines difficultés d'approvisionnement en matériaux, et à la pénurie générale de main-d'œuvre indigène spécialisée.

Cependant, le gros œuvre est terminé et le bâtiment mis sous toit, de sorte que l'inauguration pourra se faire dans le courant de 1952.

La FONDATION disposait, au 31 décembre 1950, de 83 logements pour indigènes. Elle a pris possession, en 1951, de douze maisons jumelées construites pour son compte par la Société SOCOMET, ce qui porte à 107 le nombre des logements habités. D'autre part, la Société UTEXLEO construit, à nos frais, douze maisons jumelées supplémentaires, et cinquante maisons à étage, de sorte que notre Cité de Léo II comportera bientôt 181 logements, en matériaux durables.

Dans le cadre des œuvres sociales, la FONDATION a versé 300.000 Fr. à LOVANIUM, et inscrit à son budget une subvention de 50.000 Fr. en faveur de la section sportive indigène d'UTEXLEO. Elle a développé l'action de son fonds d'avance aux travailleurs, afin de faciliter à ceux-ci l'achat de bicyclettes, de machines à coudre, la constitution de dots, l'acquisition, l'aménagement ou la réparation de maisons, etc...

Enfin, l'activité du service médical de la FONDATION peut se résumer comme suit :

Au cours de l'année, notre Centre Médico-Chirurgical a hospitalisé un total de 1.787 malades, à savoir 1.071 hommes, 184 femmes et 532 enfants; le nombre de journées d'hospitalisation est de 12.893.

Le service chirurgical a effectué 73 opérations majeures et 477 interventions mineures.

Enfin, 21 hommes, 9 femmes et 40 enfants ont été transférés à l'hôpital de l'Etat, après examen chez nous.

Quant au dispensaire pour femmes et enfants, il a donné 12.662 consultations à 4.657 femmes et enfants.

Le 21-5-1952.

Henri MOXHON.
Administrateur.

Joseph RHODIUS.
Vice-Président.

Fondation de Bien-Etre Indigène de la Société « UTEXLEO »

—

BUDGET 1953.

A. - IMMOBILISATIONS.

1.	*Matériel médical* . . . . . Destiné à compléter ce qui n'aurait pas été compris dans les gros achats de 1952.	100.000.—
2.	*Construction du Centre Médico-Social* . . . . Solde à payer à la réception définitive du bâtiment.	100.000,—
3.	*Mobilier*	50.000,—
4.	*Construction de maisons pour indigènes* . . . . plus ou moins 80 logements.	4.000.000,—
	Total des immobilisations	4.250.000,—

B. - FRAIS ET SUBVENTIONS NE SE RAPPORTANT PAS A DES IMMOBILISATIONS.

5.	*Subvention à la section sportive UTEXLEO* . . . Achats de ballons de football et de water-polo, de maillots, de chaussures, de filets de goals, etc.	50.000,—
6.	*Loyer du terrain de Léo II*	6.800,—
7.	*Quote-part dans le traitement du médecin* . . .	310.000,—
8.	*Traitement du personnel européen, laïque et religieux:*	600.000,—
	3 religieuses 300.000	
	1 laïque 300.000	
9.	*Quote-port dans le traitement du Secrétaire-Trésorier et du Comptable*	100.000,—
10.	*Traitement de l'infirmier et du personnel indigène* .	518.400,—
	2 auxiliaires médicaux . . 10.000 fr. par mois	
	4 diplômés médicaux . . . 10.000 fr. par mois	
	6 aides . . . . . 7.200 fr. par mois	
	16 travailleurs . . . . 16.000 fr. par mois	
	Au total . . . . . 43.200 fr. par mois	
11.	*Entretien général* . . . . . (eau, électricité, bois, divers).	400.000,—
12.	*Nourriture et entretien des hospitalisés* . . . . Nous évaluons la dépense à 10 fr. par tête-jour, soit 10 × 365 × 120.	440.000,—

13. *Médicaments, pansements, petit matériel* . . . . 650.000,—

14. *Frais de transport* . . . . . 150.000,—
Salaires des chauffeurs de l'ambulance et de la camionnette, essence, huile, pneus, entretien, etc.

15. *Entretien des maisons de la Cité de Léo II* . . . 100.000,—
Réparations diverses, peinture, etc.

16. C. - IMPREVUS ET FRAIS DIVERS . . . . 200.000,—

D. - RECETTES.

17. *Indemnités de logement à verser par UTEXLEO* . . 146.400,—
122 logements seront mis à la disposition des travailleurs d'UTEXLEO. L'indemnité moyenne journalière est évaluée à 4 fr., soit au total : 300 × 122 × 4.

18. *Participation d'UTEXLEO, SOCOTEX, TISSACO et BOUTEILLERIE dans les frais d'exploitation du Centre Médico-Social* . . . . . 932.500,—

Bases d'estimation :

Population UTEXLEO . .	4.500	
Population SOCOTEX et TISSACO	1.500	
Population BOUTEILLERIE .	500	
Hospitalisations	6.500 × 125 =	812.500
Soins hors-hospitalisation		120.000

19. *Intérêts de capitaux* . . . . . 43.750,—

Détail des placements au 20 mai 1952 :

B.B.A. compte à vue	2.450.000,—
B.B.A. compte à 3 mois, 1,25 %, échéance 30-6-52	3.000.000,—
Caisse d'Epargne, 3 mois 2 %, échéance 16-7-52	4.000.000,—
Caisse d'Epargne, 6 mois 2,5 %, échéance 16-7-52	5.000.000,—
Caisse d'Epargne, un an, 3 %, échéance 16-7-1953	5.000.000,—
	19.450.000,—

Disponibilités prévues au 1-1-53 : 5.000.000,

dont 2,5 millions à 3 mois, à 2 % . .	12.500,—
2,25 millions à 6 mois, à 2,5 %	31.250,—
	43.750,—

TOTAL PAR RUBRIQUE.

A. - Immobilisations	4.250.000,—
B. - Frais et subventions ne se rapportant pas à des immobilisations	3.325.200,—
C. - Imprévus et frais divers	200.000,—
Total des dépenses	7.775.200,—
D. - Recettes	1.122.650,—
	6.652.550,—

Henri MOXHON.
Administrateur.

Joseph RHODIUS.
Vice-Président.

Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grand Lacs Africains

Société Anonyme, à BRUXELLES

24, avenue de l'Astronomie.

Registre du commerce : Bruxelles n° 3902.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur Belge du 10 janvier 1902, n° 176, et Bulletin officiel de l'Etat indépendant du Congo de janvier 1902; des 11-12 janvier 1909, n° 189; du 3 août 1922, n° 8405; du 5 novembre 1922, n° 11009; du 15 janvier 1928, n° 645; du 18 janvier 1929, n° 745; du 17 janvier 1930, n° 773; des 6-7 juillet 1931, n° 10742; du 18 novembre 1936, n° 15807; du 7 février 1948, n° 2161.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 18 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé :		
Premier établissement :		
Installations, voies, matériel, bâtiments, etc. (montant réévalué)	1.138.196.162	
Domaine foncier en Afrique	1.980.375	
		1.140.176.537
Réalisable :		
Portefeuille	71.560.077	
Approvisionnements	126.242.124	

Débiteurs divers . . .	78.497.457		
Ministère des Colonies .	915.840		
		79.413.297	
Banquiers, chèques postaux, caisses . .		178.223.201	
			455.438.699
Comptes débiteurs :			
Frais d'augmentations du capital, d'émissions d'obligations, de prorogation de la durée de la société, etc.		17.348.277	
Amortissements exercices précédents . . .	11.053.560		
Amortissements de l'exercice	6.294.717		
		17.348.277	
		—	
Divers		16.297.491	
			16.297.491
Compte d'ordre :			
Cautionnements des administrateurs et commissaires .			207.500
			1.612.120.227

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital 124.102.500

représenté par :

270.930 actions de capital anciennes de fr. 250,—

191.208 actions de capital nouvelles de fr. 250,—

462.138

29.070 actions de jouissance anciennes s.v.n.

5.202 actions de jouissance nouvelles s.v.n.

496.410

496.410 actions de dividende s.v.n.

Plus-value de réévaluation du premier établissement :			
loi du 13 juillet 1930 . .	121.381.597		
décret du 6 juillet 1948 .	320.222.529		
		441.604.126	
Réserve légale		7.343.035	
Fonds de renouvellement du matériel . .		568.379.791	
Fonds de prévoyance en faveur du personnel		13.476.848	
Fonds pour installations et œuvres en faveur du personnel indigène . . .		31.100.000	
Fonds d'assurance		13.000.000	
Fonds d'amortissement complémentaire des troisième, quatrième et cinquième augmentations de capital		4.259.250	
Provision pour grosses réparations du matériel		15.351.565	
Provision pour impôts		11.122.580	
Amortissements :			
a) sur obligations . .	7.528.500		
b) sur raccordement Kongolo-Kabalo . .	37.950.586		
		45.479.086	
Provision pour créance litigieuse . . .		915.840	
			1.276.134.621
Dettes de la Société envers des tiers :			
Emprunt obligataire 1930 :			
486.738 obligations de fr. 500,— . . .		243.369.000	
Créditeurs divers		31.174.022	
Coupons d'actions et d'obligations à payer		5.790.385	
Actions et obligations à rembourser . .		305.500	
Coupons d'actions et d'obligations échus et non réclamés (loi du 10 avril 1923) .		1.018.340	
Montants non encore appelés sur souscriptions		652.000	
			282.309.247
Comptes créditeurs			8.194.440
Comptes d'ordre :			
Déposants de cautionnement (administrateurs et commissaires)			207.500
Profits et Pertes :			
Solde bénéficiaire			45.274.419
			1.612.120.227

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux		9.122.581	
Dépenses d'exploitation		183.275.818	
			192.398.399
Dépenses de gestion des domaines minier et foncier . .			7.828.323
Impôts et taxes en Europe et en Afrique		2.796.488	
Provision pour impôts		8.446.548	
Quote-part pensions coloniales anciens agents de la Colonie repris au 1-1-1923		318.920	
Fonds de prévoyance en faveur du personnel		6.000.000	
Fonds pour installations et œuvres en faveur du personnel indigène . . .		15.000.000	
Fonds d'assurance		10.000.000	
			42.561.956
Amortissement industriel (renouvellement du matériel)		48.345.314	
Amortissement sur portefeuille . . .		542.025	
Amortissements comptes débiteurs :			
a) sur frais d'émissions d'actions	591.938		
b) sur frais d'émissions d'obligations . . .	2.406.221		
c) sur frais de prorogation de la durée de la société	911.470		
d) sur frais d'échange des titres au porteur (A. R. du 17 janvier 1949)	2.385.088		
		6.294.717	
Amortissement des troisième, quatrième et cinquième augmentations de capital .		265.000	
			55.447.056
Charges obligataires 1930 :			
Amortissement de 1.238 obligations . .		619.000	
Intérêt aux obligations en circulation .		9.758.660	
			10.377.660
Solde bénéficiaire			45.274.419
			353.887.813

CREDIT.

Recettes d'exploitation et produits divers	290.155.902	
Produits du portefeuille (titres divers)	365.740	
		290.521.642
Recettes des domaines minier et foncier .	50.666.477	
Produits du portefeuille (titres miniers)	12.614.051	
		63.280.528
		353.802.170
Solde reporté de l'exercice précédent		85.643
		353.887.813

REPARTITION :

Somme à répartir : fr. 45.274.419.

Réserve légale			2.259.439
Amortissement du capital :			
1.416 actions anciennes (n° 1 à 300.000) .	354.000		
482 actions nouvelles (n° 300.001 à 496.410)	120.500		
		474.500	
Intérêt statutaire de 4 p.c. aux 462.138 actions de capital en circulation au 31 décembre 1951		4.621.380	
			5.095.880
Aux 496.410 actions de capital et de jouissance en circulation		17.942.530	
Aux 496.410 actions de dividende détenues par la Colonie		17.942.530	
			35.885.060
Au conseil d'administration et au collège des commissaires			1.891.673
Solde à reporter			142.367
			45.274.419

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des administrateurs et des commissaires.

M. Maurice LEFRANC, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, St-Gilles-lez-Bruxelles, président et administrateur-délégué;

M le baron Edouard EMPAIN, industriel, 72, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, vice-président;

M. Robert HAERENS, ingénieur civil, 384, avenue Brugmann, Uccle-Bruxelles, administrateur-délégué;

M. Célestin CAMUS, ingénieur des constructions civiles, 28, rue Lesbroussart, Ixelles-Bruxelles, administrateur-directeur général;

M. Paul ORBAN, docteur en droit, 24, boulevard du Régent, Bruxelles, administrateur-fondé de pouvoir;

M. Louis COUSIN, ingénieur des constructions civiles, 31, rue Gallait, Bruxelles, administrateur;

M. Albert MARY, propriétaire, 30, rue Desrenaudes, Paris, administrateur;

M. Paul MESUREUR, industriel, 14, avenue des Klauwaerts, Ixelles-Bruxelles, administrateur;

M. Alfred MOELLER de LADDERSOUS, propriétaire, 1, Pl. de la Ste. Alliance, Uccle-Bruxelles, administrateur;

M. Fernand TRICOT, ingénieur mécanicien (Gand) et ingénieur électricien (Grenoble), Albertville (Congo Belge), administrateur;

M. Edgar van der STRAETEN, directeur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles-Bruxelles, administrateur;

M. Maurice LOUVEAUX, docteur en droit, 51, avenue de Tervueren, Etterbeek-Bruxelles, administrateur;

M. Paul SOREL, ingénieur civil des mines, 75, rue du Marteau, Bruxelles, administrateur;

M. Pierre WITMEUR, docteur en droit, 38, rue Dautzenberg, Ixelles-Bruxelles, administrateur;

M. Antoine MINNE, propriétaire, 25, avenue Victor Jacobs, Bruxelles, commissaire;

M. Jules SAUVAGE, propriétaire, 12, chaussée d'Enghien, Hal, commissaire;

M. Edgard MARCHAL, directeur de société, 235, avenue Limburg-Stirum, Wemmel, commissaire.

Certifié conforme,

Deux administrateurs :

Paul ORBAN. Maurice LEFRANC.

Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains

Société Anonyme

Brux. Registre du commerce 3902.

—

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 18 juin 1952.

A l'unanimité, l'assemblée réélit en qualité d'administrateur, pour un terme de trois ans, M. Maurice LEFRANC, ingénieur civil, domicilié 88, rue Bosquet à St-Gilles, M. le baron Edouard EMPAIN, industriel, domicilié 72, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles, M. Albert MARY, industriel, domicilié 30, rue Desrenaudes à Paris, M. Alfred MOELLER de LADDERSOUS, administrateur de sociétés, domicilié 1, Place de la Ste-Alliance à Uccle, M. Pierre WITMEUR, docteur en droit, domicilié 38, rue Dautzenberg à Ixelles, M. Paul SOREL, ingénieur, domicilié 75, rue du Marteau à St-Josse-ten-Noode, M. Paul MESUREUR, administrateur de sociétés, domicilié 14, avenue des Klauwaerts à Ixelles.

Elle élit en qualité de commissaire, pour un terme de deux ans, M. Désiré LIBBRECHT, sous-directeur de banque, domicilié 67, avenue de l'Université à Bruxelles.

Elle réélit en qualité de commissaire, pour un terme de deux ans, M. Antoine MINNE, propriétaire, domicilié 25, avenue Victor Jacobs à Etterbeek.

Le 19 juin 1952.

Pour extrait conforme,

DEUX ADMINISTRATEURS :

Paul ORBAN. M. LEFRANC.

Société Coloniale Auxiliaire d'Entreprises d'Electrification et de Travaux de Béton
AUXELTRA-BETON

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social : Léopoldville.

Siège Administratif : Bruxelles, 18, rue de Londres.

Registre du commerce { Bruxelles n° 204.475. / Léopoldville n° 529.

—

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé.

Terrains		35.265,—	
			35.265,—
Immeuble		419.274,—	
Amort. précédents	137.613,—		
Amort. de l'exercice	104.819,—		
		242.432,—	
			176.842,—
Matériel et outillage		9.096.461,—	
Amort. précédents	2.826.689,—		
Amort. de l'exercice	2.021.243,—		
		4.847.932,—	
			4.248.529,—
Mobilier		2.279.885,—	
Amort. précédents	352.801,—		
Amort. de l'exercice	502.828,—		
		855.629,—	
			1.424.256,—
Frais de constitution et augm. capital		244.959,—	
Amort. précédents	52.810,—		
Amort. de l'exercice	24.495,—		
		77.305,—	
			167.654,—
			6.052.546,—

Réalisable.

Approvisionnements	12.328.254,—	
Débiteurs divers	26.949.154,—	
		39.277.408,—

Disponible.		
Banques, caisses, chèques postaux		1.257.114,—
Comptes débiteurs		89.745.265,—
Compte d'ordre :		
Cautionnements statutaires		P. M.
		136.332.333.—

PASSIF.

Non exigible.		
Capital	15.000.000,—	
15.000 actions entièrement libérées		
5.000 parts de fondateur (pour mémoire)		
Réserve statutaire	176.928,—	
Réserve spéciale	1.750.000,—	
Provisions diverses	319.761,—	
Provision pour impôts	492.159,—	
		17.738.848,—
Exigible à court terme.		
Créditeurs divers		35.191.767,—
Comptes créditeurs		83.334.791,—
Compte d'ordre :		
Déposants statutaires		P. M.
Profits et Pertes.		
Solde reporté de 1950	57.765,—	
Résultat de l'exercice	9.162,—	
		66.927,—
		136.332.333,—

Compte de profits et pertes de l'exercice 1951.

DEBIT.

Frais généraux administratifs	5.106.535,—
Charges financières	455.705,—
Amortissements sur immobilisations	2.653.385,—
Amortissements frais d'études	95.000,—
Solde bénéficiaire à reporter	66.927,—
	8.377.552,—

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice précédent	57.765,—
Résultat d'exploitation et divers	8.319.787,—
	8.377.552,—

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 1952.

L'assemblée réélit Messieurs Fernand CHENU et Raymond MERCIER en qualité d'administrateurs; leur mandat expirera après l'assemblée générale ordinaire de 1958.

Certifié conforme.

Le président,

M. LEFRANC.

Compagnie Commerciale, Industrielle et Minière (C.I.M.)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Goma (Congo Belge).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 4497.

Constituée suivant acte passé devant Me Victor SCHEYVEN, notaire à Bruxelles, le 31 décembre 1927, et autorisée par Arrêté Royal du 1er février 1928 (Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1928).

Statuts modifiés suivant acte passé devant Me Hubert SCHEYVEN, notaire à Bruxelles, le 16 octobre 1929; modifications autorisées par Arrêté Royal du 16 novembre 1929 (Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1929).

Statuts modifiés suivant acte passé devant Me Edouard VAN HALTEREN, notaire à Bruxelles, le 6 octobre 1931; modifications autorisées par Arrêté Royal du 16 novembre 1931 (Bulletin Officiel du Congo Belge du 16 décembre 1931).

Statuts modifiés suivant acte passé devant Me Léon COENEN, notaire à Bruxelles, le 3 décembre 1935; modifications autorisées par Arrêté Royal du 23 janvier 1936 (Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1936).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :			
Mobilier		117.353,—	
Amort. antérieurs . .	66.093,—		
Amort. de l'exercice . .	11.735,—		
		77.828,—	
			39.525,—
Réalisable :			
Portefeuille . . .	30.554.848,—		
Amort. antérieurs . .	1.241.701,—		
		29.313.147,—	
Débiteurs divers		8.280.963,—	
			37.594.110,—
Disponible :			
Banque, chèques postaux, et caisse			2.767.682,—
Comptes débiteurs			250.650,—
Versements restant à effectuer sur titres			180.000,—
Comptes d'ordre :			
Cautionnements des administrateurs et des commissaires		415.000,—	
Divers		293.500,—	
			708.500,—
			41.540.467,—

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :			
Capital		35.000.000,—	
représenté par :			
70.000 actions de capital de 500 francs			
2.500 parts de fondateur s. d. v.			
Réserve statutaire		542.654,—	
			35.542.654,—
Dettes sans garanties réelles :			
Créditeurs divers		117.178,—	
Dividendes restant à payer		38.648,—	
			155.826,—

Comptes créditeurs		219.177,—
Versements restant à effectuer sur titres		180.000,—
Comptes d'ordre :		
Cautionnements des administrateurs et commissaires	415.000,—	
Divers	293.500,—	
		708.500,—
Profits et pertes :		
Solde à nouveau	1.929.779,—	
Bénéfice de l'exercice	2.804.531,—	
		4.734.310,—
		41.540.467,—

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux et d'administration		1.154.797,—
Amortissement sur mobilier		11.735,—
Solde bénéficiaire reporté	1.929.779,—	
Bénéfice de l'exercice	2.804.531,—	
		4.734.310,—
		5.900.842,—

CREDIT.

Solde à nouveau	1.929.779,—
Revenu du portefeuille, intérêts, redevances et divers	3.971.063,—
	5.900.842,—

Situation du capital.

Entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

Administrateurs :

M. baron Edouard Empain, industriel, 72, avenue Fr. Roosevelt à Bruxelles, président;

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet St-Gilles-Bruxelles, administrateur-directeur;

M. Fernand Sellier, ingénieur civil (U. Br.), 15, avenue du Derby, Ixelles, Bruxelles, administrateur-directeur;

M. Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, 1, avenue de l'Hippodrome à Ixelles, Bruxelles;

M. Jacques Grazia, industriel « Manoir Tudor », Drève de la Meute à Waterloo;

Chevalier Michel-Ernest Lallemand, propriétaire, 92, avenue de Cortenberg à Bruxelles;

M. Jean Le Brun, propriétaire, 23A, rue Belliard à Bruxelles;

M. Pierre Witmeur, docteur en droit, 38, rue Dautzenberg à Ixelles, Bruxelles.

Commissaires :

M. Gaston Cockaerts, sous-directeur de banque, 37, rue Victor Lefèbvre, à Schaerbeek-Bruxelles;

M. Gaston Paquet, administrateur de sociétés, 167, avenue des Aubépines, Uccle, Bruxelles;

M. Emile Poinsignon, secrétaire de société, 34, rue des Hiboux à Woluwé St.-Pierre.

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 18 juin 1952.

A l'unanimité, l'assemblée :

1°) approuve le bilan et le compte de profits et pertes, tels qu'ils sont présentés par le conseil d'administration et approuvés par le collège des commissaires.

L'assemblée décide en conséquence de répartir le solde bénéficiaire de fr. 4.734.310 comme suit :

— réserve statutaire : 5 % sur fr. 2.804.531	140.227,—
— premier dividende de 6 % aux 70.000 actions de capital	2.100.000,—
— allocations statutaires : 5 % de fr. 564.304 . . .	28.215,—
— second dividende aux actions de capital	350.000,—
— dividende aux parts de fondateur	350.000,—
— solde à reporter	1.765.868,—
	4.734.310,—

Le coupon n° 8 des actions de capital sera payable par fr. 35,— brut ou fr. 34,60 net et le coupon n° 2 des parts de fondateur par fr. 140,— brut ou fr. 138,40 net, à partir du 23 juin 1952 aux guichets des banques ci-après :

— Banque Industrielle Belge à Bruxelles,

— Banque Belge pour l'Industrie à Bruxelles.

2°) donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion jusqu'au 31 décembre 1951.

3°) élit M. Fernand Tricot, ingénieur mécanicien-électricien, domicilié à Albertville (Congo belge), en remplacement de M. Jean Le Brun, administrateur sortant, le mandat de M. Tricot expire en 1958,

renouvelle pour un terme de 6 ans le mandat d'administrateur du Chevalier M. E. Lallemand et, pour un terme de 3 ans, le mandat de commissaire de M. Gaston Cockaerts.

Bruxelles, le 19 juin 1952.

Certifié conforme.

Deux administrateurs.

Société des Ciments Métallurgiques de Jadotville

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social: Jadotville.

Siège administratif : 13, rue de Bréderode, Bruxelles.

DELEGATION DE POUVOIRS.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 10 septembre 1951.

I. *Election du bureau.*

Par application de l'article 17, alinéa 3, des statuts, le conseil décide d'appeler M. Max Nokin, administrateur, aux fonctions de président du conseil d'administration.

II. *Administration de la société.*

Conformément à l'article 18 des statuts, le conseil décide de confier à M. André Lantremange le soin d'assurer la gestion journalière de la société, en qualité d'administrateur chargé de fonctions spéciales.

. . . . .

Comité local :

Par application de l'article 21, alinéa 2 des statuts, le conseil décide de constituer au Congo belge un comité local, qui sera composé des administrateurs appelés à résider habituellement dans la Colonie. Ce comité comprendra notamment MM. L. Wallef; M. Van Weyenbergh et G. Porte, M. L. Wallef exercera les fonctions de président de ce comité.

. . . . .

VI. *Délégations de pouvoirs.*

En vue de permettre à M. André Lantremange d'assurer la gestion journalière de la société, le conseil, agissant conformément aux articles 18, 20, 22 et 23 des statuts, délègue à M. André Lantremange, administrateur, demeurant à Schaerbeek, rue André Van Hasselt, 35, agissant seul les pouvoirs nécessaires pour assurer la gestion journalière de la société et sa représentation auprès des autorités publiques et auprès de tous tiers, en ce qui concerne cette gestion; exécuter les résolutions du conseil d'administration; intenter, former ou soutenir, au nom de la société, les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs. A cet effet, il pourra notamment, au nom de la société mandante, nommer et révoquer tous agents et employés; passer tous contrats d'engagement, tous contrats et marchés avec tous particuliers, commerçants, sociétés, administrations publiques et privées; donner valablement décharge aux administrations des chemins de fer, postes, télégraphes et chèques postaux de tous plis, lettres ou paquets, recommandés, chargés ou non, ainsi que de tous mandats ou bordereaux adressés à l'administration de la société; recevoir, toucher et signer tous mandats, chèques, accréditifs; recevoir toutes valeurs adressées à la société ou émises à son profit; signer toutes quittances, y compris les quittances et décharges au trésor public.

Toutefois, toutes opérations sur des comptes existants ou à ouvrir en banque ou à l'office des chèques postaux, notamment pour effectuer tous retraits et transferts de fonds; faire clôturer tous comptes, les approuver, en retirer le solde, donner toutes décharges, signer tous endos ou acquits, devront, pour être valables, être signées par deux administrateurs.

D'autre part, le conseil délègue à M. Kuhnémant, chef de comptabilité, 88, avenue Victor Jacobs, Etterbeek, qui assurera la tenue de la comptabilité en Europe, les pouvoirs nécessaires pour effectuer conjointement avec un administrateur toutes opérations sur les comptes ouverts ou à ouvrir en banque ou à l'office des chèques postaux, ainsi que pour donner valablement décharge aux administrations des chemins de fer, postes, télégraphes et chèques postaux, de tous plis, lettres ou paquets, recommandés, chargés ou non, ainsi que de tous mandats ou bordereaux adressés à l'administration de la société.

Les extraits et dispositions qui précèdent, contenant les nominations, pouvoirs et signatures, seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles et publiés dans les journaux officiels.

VII. *Fixation du siège administratif.*

Conformément à l'article 2 des statuts, le conseil décide de fixer le siège administratif rue de Bréderode, 13, à Bruxelles.

. . . . . .

Bruxelles, le 18 juin 1952.

Pour extrait certifié conforme,

Un Administrateur,
R. CAMBIER.

Un Administrateur,
A. LANTREMANGE.

Chantier Naval et Industriel du Congo

Société congolaise à responsabilité limitée.

—

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 2, Place du Luxembourg.

Registre de Commerce : Bruxelles n° 11.999.

—

Autorisée par arrêté royal du 6 octobre 1928 (Bulletin Officiel du Congo Belge n° 11 du 15-11-28) constituée le 5-9-1928; statuts publiés à l'annexe du Moniteur Belge du 22-9-1928, n° 12.747.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

Date de l'acte	Date de la publication au Moniteur Belge et n°		au Bulletin Officiel du Congo Belge
11-10-1928	3-4-12-1928	— n° 15667	15-1-1929
10- 7-1930	28-29-7-1930	— n° 12326	
11- 6-1936	21-8-1936	— n° 12831	15-8-1936
22-11-1948	14-1-1949	— n° 681	15-2-1949
8- 6-1950	5-8-1950	— n° 18834	15-8-1950

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé à l'unanimité par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 12 juin 1952.

ACTIF.

I. *Immobilisé :*

Frais de constitution		1.016.022,59
Amortissements antérieurs		1.016.022,59
Terrains, immeubles, machines, mobilier, etc.		206.178.049,39
Augmentations 1951		21.636.822,86
		227.814.872,25
Diminutions 1951		1.090.184,55
		226.724.687,70
Amort. antérieurs . .	123.381.819,94	
Amortissements 1951 . .	16.389.221,—	
	139.771.040,94	

Extourne amortissements sur immobilisations déclassées ou vendues .	972.104,85		
		138.798.936,09	
			87.925.751,61
II. *Disponible :*			
Banques et caisses			2.826.694,06
III. *Réalisable :*			
Débiteurs divers		121.567.997,69	
Avances sur marchandises en commande .		16.871.014,50	
Marchandises en cours de route . . .		49.491.190,29	
Magasins		96.806.371,69	
Travaux en cours		30.245.462,39	
			314.982.036,56
IV. *Portefeuille titres :*			37.690.643,15
V. *Divers :*			
Comptes débiteurs			2.405.586,08
VI. *Comptes d'ordre :*			
Banque du Congo Belge (cautionnements agents) . . .			2.899.884,10
Garanties statutaires			P. M.
Engagements et contrats divers en cours			P. M.
Inscriptions nominatives			P. M.
			448.730.595,56

PASSIF.

I. *Dettes de la Société envers elle-même :*			
Capital		81.000.000,—	
représenté par 36.000 actions s. d. v.			
Réserve statutaire		7.680.998,91	
Réserve pour éventualités diverses . .		51.758.958,66	
Plus value de réévaluation	28.005.556,94		
Prélèvement pour augmentation du capital en 1948	15.000.000,—		
		13.005.556,94	
			153.445.514,51

II. *Dettes envers les tiers :*		
Créditeurs à terme	30.000.000,—	
Créditeurs divers	115.924.152,13	
Versements restant à effectuer sur titres en portefeuille	480.500,—	
		146.404.652.13
III. *Divers :*		
Comptes créditeurs	25.943.851,19	
Avances sur travaux en cours	54.463.413,—	
Avances sur ventes	22.326.868,21	
Provisions diverses	12.820.284,59	
		115.554.416,99
IV. *Comptes d'ordre :*		
Agents (cautionnements)		2.899.884,10
Titulaires garanties statutaires		P. M.
Engagements et contrats divers en cours		P. M.
Titulaires inscriptions nominatives		P. M.
V. *Profits et pertes :*		
Bénéfice de l'exercice		30.426.127,83
	Francs congolais	448.730.595,56

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation	352.834.034,12	
Frais généraux Europe	5.032.925,73	
Amortissements de l'exercice	16.389.221,—	
		374.256.180,85
Charges financières		3.808.759,07
Prévision fiscale exercice 1951		8.500.000,—
Participations diverses		3.393.100,—
Provision pour frais de voyage et congé agents Afrique		1.000.000,—
Provision pour entretien gros matériel		2.000.000,—
Amortissement sur portefeuille titres		821.450,—
Divers		353.228,13
Allocation statutaire au personnel (art. 42)		3.176.470,—
Bénéfice de l'exercice		30.426.127,83
	Francs Congolais	427.735.315,88

CREDIT.

Recettes d'exploitation	425.627.447,88
Revenus du portefeuille titres	2.107.868,—
Francs Congolais	427.735.315,88

Répartition des bénéfices.

Bénéfice de l'exercice 1951		30.426.127,83
A la réserve statutaire 5 %	1.521.306,—	
A reporter à nouveau	7.728.351,83	
		9.249.657,83
		21.176.470,—
Dividende brut de 500 frs. C par titre .	18.000.000,—	
Tantièmes statutaires	3.176.470,—	
		21.176.470,—
		0,—

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires.

Président du Conseil :

Monsieur Pierre Jentgen, Docteur en Droit, 117, avenue Molière, Bruxelles.

Vice-Président :

Monsieur Arthur Bemelmans, Ingénieur, 397, avenue Louise, Bruxelles.

Administrateur-Directeur Général :

Monsieur Adolphe Ruwet, Avenue du Suffrage Universel, 31, Schaerbeek.

Administrateurs :

Monsieur Ernest Comhaire, Ingénieur, 40, avenue Michel-Ange, Bruxelles.

Monsieur Egide Devroey, Ingénieur, 43, rue Jourdan, Bruxelles.

Monsieur Joseph Geerinckx, 19a, rue Forestière, Bruxelles.

Monsieur Léon Greiner, Ingénieur, 23, avenue Emile Demot, Bruxelles.

Monsieur Albert Marchal, Ingénieur, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle.

Monsieur Georges Moulaert, Administrateur de sociétés, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle.

Monsieur Gilbert Perier, Administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

Monsieur Jean Gillet, Administrateur de société, 38, rue des Champs Elysées, Bruxelles.

Commissaires :

Monsieur Jacques De Rouck, Ingénieur, 55, rue du Prince Royal, Bruxelles.

Monsieur Jean Ghilain, Ingénieur, 55, avenue Général Lotz, Uccle.

Monsieur Fernand Nisot, Ingénieur, 15, rue d'Edimbourg, Bruxelles.

Monsieur George Olyff, Docteur en Droit, 28a, rue Jourdan, Bruxelles.

Le Présidnet,

P. JENTGEN.

Chantier Naval et Industriel du Congo

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 2, Place du Luxembourg.

Registre du commerce : Bruxelles n° 11999.

—

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'assemblée générale ordinaire du 12 juin 1952 a réélu, à l'unanimité, en qualité d'administrateur, M. Albert Marchal et, en qualité de commissaire, M. Fernand Nisot.

Le Président,

P. JENTGEN.

Société Minière du Bécéka

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Tshikapa (Kasaï - Congo Belge).

Siège administratif : 46, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 15.267.

—

Autorisée par Arrêté Royal du 9 décembre 1919, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1920, et constituée le 15 décembre 1919.

Les statuts ont été publiés à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1920, et à l'annexe au Moniteur Belge du 6 juin 1931, acte n° 8.966.

Ils ont fait l'objet des modificatioss suivantes :

1°) Modification décidée par l'Assemblée générale extraordinaire du 6 juillet 1937, publiée à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1937;

2°) Modification décidée par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 décembre 1946, approuvée par Arrêté du Régent du 10 mars 1947, publiée à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1947 et à l'annexe au Moniteur Belge du 1er juin 1947, acte n° 11.121;

3°) Modifications décidées par l'Assemblée générale extraordinaire du 23 décembre 1947, approuvées par Arrêté du Régent du 26 janvier 1948, publiées à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1948 et à l'annexe au Moniteur Belge du 12 février 1948, acte n° 2.384.

BILAN DE L'EXERCICE 1951.

ACTIF.

I. *Immobilisé :*

Concession et droits miniers (x) . . .	P. M.	
Premier établissement non réévalué . .	500.523.340,—	
dont à déduire pour amortissement . .	500.523.339,—	
		1,—
Réévaluation de l'actif immobilisé (1947) .	P. M.	
		1,—

(x) La concession a été obtenue moyennant attribution à la Colonie d'une redevance de 50 % du solde du bénéfice (art. 36 des statuts) et d'une quote-part de 50 % du solde de l'actif net, en cas de liquidation (art. 37 des statuts).

II. *Réalisable :*		
Portefeuille :		
a) Participations (sociétés filiales)	80.823.625,—	
b) Participations diverses	92.177.881,—	
c) Fonds d'Etat belges et congolais	194.623.135,—	
Marchandises et produits miniers	20.357.935,—	
Débiteurs divers	390.231.044,—	
		778.213.620,—
III. *Disponible :*		
Caisses et Banques		730.902.766,—
IV. *Comptes débiteurs :*		8.382.107,—
V. *Comptes d'ordre :*		
Dépôts statutaires		P. M.
Engagements et contrats divers en cours		P. M.
		1.517.498.494,—

PASSIF.

I. *Dettes de la Société envers elle-même :*		
Capital	180.000.000,—	
représenté par 100.000 parts sociales sans sans désignation de valeur.		
Fonds de réserve	90.000.000,—	
Fonds de renouvellement	60.000.000,—	
Réserve pour régularisation (stock)	120.000.000,—	
		450.000.000,—
II. *Fonds d'assurances*		44.000.000,—
III. *Fonds d'œuvres sociales*		20.000.000,—
IV. *Dettes de la Société envers des tiers :*		
Sommes restant à verser sur portefeuille	1.072.500,—	
Créditeurs divers	149.922.262,—	
		150.994.762,—
V. *Comptes créditeurs :*		690.270.399,—
VI. *Comptes d'ordre :*		
Déposants statutaires		P. M.
Créditeurs éventuesl pour engagements et contrats divers en cours		P. M.
VII. *Profits et pertes :*		
Solde en bénéfice		162.233.333,—
		1.517.498.494,—

Comptes de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'administration et divers	4.502.843,—
Impôts belges et coloniaux (y compris versement provisionnel)	30.712.019,—
Impôt sur la superficie des concessions	1.956.056,—
Droit de sortie	61.126.830,—
Dotation au fonds de renouvellement	20.000.000,—
Dotation à la réserve pour régularisation (stock) . .	60.000.000,—
Redevance à la Colonie	117.600.000,—
Solde	162.233.333,—
	458.131.081,—

CREDIT.

Résultats d'exploitation	362.975.387,—
Revenus de participations (sociétés filiales)	70.205.480,—
Revenus de participations diverses et de Fonds d'Etat .	9.957.011,—
Intérêts, Commissions et divers	14.993.203,—
	458.131.081,—

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 17 juin 1952.

L'assemblée approuve les bilan et compte de profits et pertes clôturés au 31 décembre 1951, tels qu'ils lui sont soumis par le Conseil d'administration.

L'assemblée réélit ensuite, aux fonctions d'administrateur, MM. Paul Fontainas, Pierre Jadot, Alfred Moeller de Laddersous et Sir Ernest Oppenheimer; leurs mandats expireront immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1958. Elle réélit également, aux fonctions de commissaire, M. Eugène Witmeur, dont le mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1958.

Les décisions qui précèdent sont prises à l'unanimité.

Conseil d'Administration et Collège des Commissaires.

Le Conseil d'administration de la Société Minière du Bécéka est composé comme suit :

Président :

(x) M. Gaston Blaise, Ingénieur, 47, Avenue Général de Gaulle, Ixelles.

Vice-Président :

(x) M. Firmin Van Bree, Ingénieur, 5, rue Chair et Pain, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

(x) M. Lambert Jadot, Ingénieur, 15, rue du Bourgmestre, Ixelles.

Administrateurs :

M. le Baron Carton de Wiart, Docteur en droit, 177, Avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. Willy de Munck, Vice-Gouverneur Honoraire de la Société Générale de Belgique, 26b, Boulevard Général Jacques, Bruxelles.

(x) M. Paul Fontainas, Ingénieur, 526, Avenue Louise, Bruxelles.

(x) M. Paul Gillet, Ingénieur, 45, rue Edmond Picard, Uccle.

M. Odon Jadot, Ingénieur, 14, Square du Val de la Cambre, Ixelles.

M. Pierre Jadot, Ingénieur, Domaine de Jolimont, La Hulpe.

(x) M. Alfred Moeller de Laddersous, Vive-Gouverneur Général Honoraire du Congo, 1, Place de la Sainte Alliance, Uccle.

M. Sir Ernest Oppenheimer, Industriel, à Johannesbourg.

MM. Philip J. Oppenheimer, Administrateur de société, « Lynwood Chase » Bracknell, Berkshire (Grande Bretagne).

(x) M. Edgar Sengier, Ingénieur, 24, Avenue Ernestine, Bruxelles.

Le Collège des Commissaires est composé comme suit :

M. Victor Felsenhart, Agent de change, 216, rue de la Loi, Bruxelles.

M. Jean Lothaire, Ingénieur, 13, Avenue Marie-Louise, Rhode Saint-Genèse.

M. Hubert Menestret, Directeur-adjoint de société, 18, Avenue Marie-Clotilde, Watermael-Boitsfort.

M. Léon Raquez, Docteur en droit, 149, Avenue Winston Churchill, Uccle.

M. Jean J. Renkin, Avocat, 115, rue Belliard, Bruxelles.

M. Eugène Witmeur, Ingénieur, 68, Avenue Michel Ange, Bruxelles.

Bruxelles, le 23 juin 1952.

L'Administrateur-Délégué,
L. JADOT.

Le Vice-Président,
F. VAN BREE.

(x) Comité permanent.

Société Minière Cololacs, Filiale de la Société « Colomines »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville.

Siège administratif : 2, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 107.986.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1938; du 15 décembre 1940; des 15 avril — 15 mai 1946.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé :			
Frais de constitution		79.677,90	
Amortissements antérieurs		79.676,90	1,—
Concessions et Recherches		12.296.373,54	
Amort. antérieurs	6.644.525,74		
Amort. de l'exercice	3.264.327,53		
		9.908.853,27	2.387.520,27
Matériel		1.324.779,01	
Amort. antérieurs	937.586,94		
Amort. de l'exercice	54.223,65		
		991.810,59	332.968,42
Fonds bloqués			19.240,—
			2.739.729,69
Disponible :			
Espèces en caisses et chez nos banquiers			281.929,69
Réalisable :			
Minerai en stock et en cours de route		1.999.092,83	
Marchandises en magasins		172.252,65	
Débiteurs divers		756.600,67	2.927.946,15
Comptes débiteurs			125.424,—

Compte d'ordre :		
Cautionnement des Administrateurs et des Commissaires		P. M.
Profits et Pertes :		
Solde déficitaire antérieur reporté		2.118.187,73
		8.193.217,26

PASSIF.

Envers elle-même :		
Capital		5.000.000,—
Représenté par 10.000 actions de capital de 500 fr.		
Envers les tiers :		
Créditeurs divers		3.110.067,81
Comptes créditeurs		83.149,45
Compte d'Ordre :		
Cautionnement des Administrateurs et des Commissaires		P. M.
		8.193.217,26

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Solde à nouveau		2.118.187,73
Frais généraux d'administration		392.769,80
Impôt sur la superficie des concessions		16.248,—
Droits de sortie		912.391,—
Amortissements :		
sur concessions	3.264.327,53	
sur matériel	54.223,65	
		3.318.551,18
		6.758.147,71

CREDIT.

Résultat d'exploitation	4.637.269,98
Intérêts divers	2.690,—
Solde déficitaire antérieur à reporter	2.118.187,73
	6.758.147,71

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

M. George, G. MICHIELS, Administrateur de Sociétés, 22, rue J.-B. Meunier, Ixelles-Bruxelles, Président.

M. Adrien HOUGET, Industriel, 46, rue des Minières, Verviers, Vice-Président.

M. Maurice LEFRANC, Ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Bruxelles, Administrateur.

M. Henry GERADON, Ingénieur civil, 103, avenue de Broqueville, Woluwe-St-Lambert, Bruxelles, Administrateur-Délégué.

M. Jacques BETTENDORF, Comptable, 252, avenue Paul Deschanel, Schaerbeek-Bruxelles, Commissaire.

M. Pierre-Denis de NEUVILLE, Industriel, Château de Rochempré, Solières (Huy), Commissaire.

Le Vice-Président :

(s) A. HOUGET.

Compagnie Minière du Congo Belge, Filiale de la Société Colomines « MINCOBEL »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : KULE MATUNDU par BONDO.

Siège Administratif : 2, rue Montagne-du-Parc, Bruxelles.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1933, du 15 juin 1938 et du 15 juillet 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

(Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juin 1952.)

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital	312.633,75	
Amortissements antérieurs	312.632,75	
		1,—

Concessions et Recherches		28.060.898,38	
Amort. antérieurs . .	12.937.761,76		
Amort. de l'exercice . .	512.064,—		
Amortissement par prélèvement du solde de compte fonds de prévision	221.579,—		
		13.671.404,76	
			14.389.493,62
Matériel		21.676.843,13	
Amort. antérieurs . .	11.022.502,69		
Amort. de l'exercice . .	1.223.703,42		
		12.246.206,11	
			9.430.637,02
			23.820.131,64

Disponible et Réalisable :

Espèces en caisses et chez nos banquiers	187.892,72	
Stock produits	278.835,98	
Marchandises en magasins et en cours de route	1.466.737,32	
Débiteurs divers	187.501,54	
		2.120.967,56
Comptes débiteurs		190.145,—

Compte d'ordre :

Cautionnement des Administrateurs et des Commissaires	P. M.

Pertes et Profits :

Solde déficitaire de l'exercice	1.321.315,98
	27.452.560,18

PASSIF.

Envers elle-même :

Capital	22.200.000,—
Représenté par 31.400 actions série A. sans désignation de valeur.	
Pour mémoire 31.400 actions série B. sans valeur nominale, remises au Gouvernement de la Colonie.	
Réserve statutaire	1.320.000,—

Envers les tiers :		
Créditeurs divers	3.655.231,38	
Comptes créditeurs	277.328,80	
		3.932.560,18
Compte d'ordre :		
Cautionnement des Administrateurs et des Commissaires		P. M.
		27.452.560,18

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'administration		511.874,81
Impôt sur la superficie des concessions		28.802,—
Frais de réalisation		93.076,64
Amortissements sur Concessions . . .	512.064,—	
Amortissements sur Matériel . . .	1.223.703,42	
		1.735.767,42
		2.369.520,87

CREDIT.

Résultat d'exploitation	910.134,89
Remboursement sur droits de sortie payés antérieurement	137.578,—
Intérêts	492,—
Solde en perte à reporter	1.321.315,98
	2.369.520,87

Situation du capital.

Entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 4 juin 1952.

L'Assemblée réélit M. Henry Géradon en qualité d'administrateur.

L'Assemblée révoque le mandat d'administrateur de M. George G. Michiels et appelle aux fonctions d'administrateurs Messieurs Franz Raeymaelers et Robert Grandjean.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

M. Adrien Houget, Industriel, 46, rue des Minières, Verviers, Vice-Président.

M. Pierre-Denis de Neuville, Industriel, Château de Rochempré, Solières (Huy), Administrateur.

M. Paul Fourmarier, Professeur à l'Université de Liège, 9, rue Grétry, Liège, Administrateur.

M. Fernand Houget, Industriel, 9, rue de la Station, Verviers, Administrateur.

M. F.G. Stradiot, Colonel pensionné, 221, rue des Alliés, Forest-Bruxelles, Administrateur.

M. Franz Raeymaekers, 204, rue Lamorinière, Anvers, Administrateur.

M. Robert Grandjean, Industriel, 3, rue Grandjean, Verviers, Administrateur.

M. Henry Géradon, Ingénieur Civil, à Kulé Matundu par Bondo (Bas-Uélé) Congo Belge, Administrateur-Délégué.

M. Louis Beaulieu, Gradué en Sciences Comptables, 1, avenue des Violettes, Rhode-St-Genèse, Commissaire.

M. Julien Sterckx, Docteur en Droit, 133, avenue Dailly, Schaerbeek-Bruxelles, Commissaire.

Le Vice-Président :

(s) A. HOUGET.

Société Africaine de Participations et de Commerce
« SOPARCO »

Société congolaise à responsabilité limitée.

à Léopoldville (Congo belge).

Siège social : LEOPOLDVILLE (Congo belge).

Siège administratif : BRUXELLES, 31, rue du Marais.

Registre du commerce de Bruxelles, N° 228.306.

—

PERSONNEL - POUVOIRS.

Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration du 11 juin 1952.

I. - PERSONNEL.

Le Conseil accepte la démission de sa qualité de Directeur en Afrique présentée par M. Georges-L. LEBEAU, rentré en Belgique et appelé à d'autres fonctions et il retire les pouvoirs qui lui avaient été antérieure-

ment conférés et qui avaient été publiés à l'Annexe du Bulletin Officiel du Congo belge du 15 janvier 1951.

Le Conseil nomme en qualité de Directeur en Afrique M. Marcel LARTIGUE, ingénieur civil A.I.A., domicilié à Léopoldville-Kalina (Congo belge), Promenade de la Raquette.

II. - POUVOIRS.

Pour ce qui concerne les actes émanant du siège social au Congo belge, sans préjudice aux pouvoirs conférés antérieurement :

1° - Tous actes en toutes matières constatant des droits ou obligations, libérations ou décharges pour ou contre la Société; tous pouvoirs et procurations y relatifs sont valablement signés par M. Marcel LARTIGUE signant conjointement avec un administrateur.

2° - Tous les actes de gestion journalière et les actes de gestion financière, en ce compris notamment la création ou l'endossement de tous chèques, mandats, accréditifs, virements ou autres ordres de paiement; tous acquits ou décharges de paiement et toute correspondance relative à la gestion financière sont valablement signés au Congo belge par M. Marcel LARTIGUE agissant isolément.

Moyennant l'approbation préalable du président du conseil d'administration ou de celle de l'administrateur-délégué, M. Marcel LARTIGUE pourra se substituer, pour l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs déterminés ci-dessus, toute autre personne qu'il estimera convenir et, également après s'être substitué une autre personne, révoquer à tout moment ladite substitution et reprendre pour lui-même ou confier à un tiers les pouvoirs qu'il avait transmis.

A l'égard de l'Administration des Postes, des chemins de fer ou de toute messagerie quelconque, M. Marcel LARTIGUE pourra donner valablement décharge des plis recommandés, chargés ou assurés et déléguer ce pouvoir à toute autre personne qu'il désignera.

Le conseil délègue en outre à M. Marcel LARTIGUE pouvoir à l'effet de signer au nom de la société, conjointement avec un administrateur, les certificats d'inscription dans le registre des actions nominatives.

Pour extrait conforme :

Un Administrateur,
Emile-L. HOUBAER.

Un Administrateur,
Victor MIKOLAJCZAK.

Société de Transports et de Commerce au Congo Belge

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Gemena (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Trône à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles N° 215.204.

Registre du Commerce de Coquilhatville N° 102.

—

Société créée le 28 juillet 1948; autorisée par arrêté royal du 3 octobre 1948, publiée au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1948; actes constitutifs publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1948 et du Moniteur Belge du 8 novembre 1948 (N° 21.203)

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 juin 1952.

ACTIF.

I. - *Immobilisé.*			
a) Frais de constitution		358.013,20	
Amort. antérieurs . .	71.602,40		
Amort. de l'exercice . .	35.801,20		
		107.403,60	
			250.609,60
b) Installations et Matériel en Afrique :			
Constructions durables .	7.841.635,09		
Construct. non durables	84.810,37		
Matériel de transports par terre	11.495.221,09		
Matériel de transports divers	18.923,27		
Matériel d'atelier et divers	1.107.489,97		
Mobilier et Matériel de bureau	993.290,49		
Gros outillage . . .	1.270.055,96		
Camp de travailleurs . .	79.627,60		
		22.891.053.84	
Amortissements antérieurs moins extourne	5.689.018,22		
Amortissem. de l'exercice	3.721.155,42		
		9.410.173,64	
			13.480.880,20

II. - *Réalisable.*			
c) Marchandises et Rechanges industriels .	9.717.917,27		
d) Marchandises commerciales	14.123.377,37		
		23.841.294,64	
e) Débiteurs divers		3.344.541,60	
Débiteurs pour cautionnements et garanties déposés		60.000,—	
			27.245.836,24
III. - *Disponible.*			
f) Caisses, Banques et Chèques Postaux en Europe et en Afrique			9.251.036,—
IV. - *Divers.*			
g) Comptes débiteurs			164.060,15
V. - *Comptes d'ordre.*			
h) Marchandises en consignation			487.421,86
i) Garanties Statutaires			P. M.
			50.879.844,05

PASSIF.

I. - *Passif de la Société envers elle-même.*			
a) Capital			25.000.000,—
représenté par 25.000 parts sociales sans désignation de valeur.			
b) Réserve Statutaire			48.322,—
c) Fonds spécial de prévision			500.000,—
II. - *Passif de la Société envers les tiers.*			
d) Créditeurs divers			20.930.156,29
III. - *Divers.*			
e) Comptes créditeurs divers			2.325.235,85
IV. - *Comptes d'ordre.*			
f) Créditeurs pour marchandises consignées			487.421,86
g) Titulaires de garanties statutaires			P. M.
V. - *Soldes.*			
h) Report de l'exercice précédent . .		418.117,24	
i) Bénéfice de l'exercice		1.170.590,81	
			1.588.708,05
			50.879.844,05

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe		541.243,—
Charges financières		27.055,08
Amortissements :		
a) sur Installations et Matériel en Afrique :		
Constructions durables	499.907,95	
Constructions non durables	50.518,21	
Matériel de transports automobiles . .	2.580.590,49	
Matériel de transports par eau . . .	70.984,60	
Matériel de transports divers	7.147,42	
Matériel d'atelier et divers	110.748,93	
Mobilier et Matériel de bureau . . .	225.158,77	
Gros outillage	128.322,49	
Camp de travailleurs	47.776,56	
		3.721.155,42
b) sur Frais de Constitution		35.801,20
Provisions pour impôts divers et charges		1.000.000,—
Provisions pour la dépréciation stock marchandises commerciales		1.100.000,—
Solde disponible :		
Bénéfice de l'exercice	1.170.590,81	
Bénéfice reporté de l'exercice précédent .	418.117,24	
		1.588.708,05
		8.013.962,75

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	418.117,24
Revenus divers	8.471,—
Résultats des exploitations	7.587.374,51
	8.013.962,75

REPARTITION DU BENEFICE.

A la réserve statutaire	58.530,—
Report à nouveau	1.530.178,05
	1.588.708,05

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital social est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Emile VAN GEEM, Administrateur de Sociétés, 123, avenue Coghen, Uccle.

Administrateurs :

M. Pierre GILLIEAUX, Administrateur de Sociétés, 92, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Maurice HERSSENS, Directeur de Société, Gemena (Congo Belge).

M. Marcel LEROT, Administrateur de Société, 274, avenue Molière, Bruxelles.

M. Fernand STRADIOT, 221, rue des Alliés, Forest.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Paul MARCHAL, Propriétaire, 163, Route de Fumay, Oignies en Thierache.

M. Maurice DELALIEUX, Ingénieur Commercial, 50, avenue Huart Hamoir, Schaerbeek.

SOCIETE DE TRANSPORTS ET DE COMMERCE AU CONGO BELGE.

Deux Administrateurs :

M. LEROT. P. GILLIEAUX.

Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif à Ixelles-Bruxelles, 40, rue Souveraine.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 47410.

—

Constituée suivant acte reçu par Me Hubert SCHEYVEN, notaire à Bruxelles, le 25 juin 1930 et publié au Moniteur Belge, annexe du 19 juillet 1930, n° 11866 et au Bulletin Officiel du Congo Belge, annexe du 15 août 1930.

Statuts modifiés par les actes suivants reçus par Me Hubert SCHEYVEN, notaire à Bruxelles : Acte publié au Moniteur Belge, annexe du 17 avril 1948, n° 6800 et au Bulletin Officiel du Congo Belge, annexe du 15 mai 1948; acte publié au Moniteur Belge, annexe des 22-23 juillet 1949, n° 16109 et au Bulletin Officiel du Congo Belge, annexe du 15 août 1949; acte publié au Moniteur Belge, annexe du 3 juin 1951, n° 12558 et au Bulletin Officiel du Congo Belge, annexe du 15 juin 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

(Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 1952.)

ACTIF.

Immobilisé :		
Frais de constitution		1,—
Frais de premier établissement		1,—
Terrains et immeubles	8.983.718,69	
Travaux et constructions	35.494.037,38	44.477.756.07
Construction routes		1,—
Matériel	89.094.109,22	
Lignes de transport de force et téléphoniques	52.711.409,03	
Matériel des installations	1.911.554,09	143.717.072,34
Raccordement concession Brazzaville		3.435.764,95
Mobilier en Europe	180.039,45	
Mobilier en Afrique	976.326,96	1.156.366,41
		192.786.962,77
Avances sur commandes		4.678.488,—
		197.465.450,77

Réalisable :		
Magasins : matériel, approvisionnements et divers	5.743.662,30	
Débiteurs	14.817.602,71	
Frais anticipatifs	843.622,36	
Portefeuille	35.000.010,—	
		56.404.897,37
Disponible :		
Europe	10.317.438,90	
Afrique	15.040.406,40	
		25.357.845,30
Compte d'ordre :		
Cautionnements statutaires		475.000,—
		279.703.193,44

PASSIF.

Non Exigible :		
Capital : 190.000 actions de 500 francs	95.000.000,—	
Réserve légale	1.655.402,—	
Fonds de réserve indisponible	19.500.000,—	
		116.155.402,—
Amortissements :		
Immeubles, travaux, constructions	29.106.367,76	
Matériel et lignes	80.733.069,47	
Raccordement concession Brazzaville	1.987.657,23	
Mobiliers	545.121,27	
		112.372.215,73
Exigible :		
S. N. C. I.	15.400.000,—	
Créditeurs	6.609.147,33	
Souscriptions à libérer	12.875.000,—	
Coupons échus	91.590,50	
		34.975.737,83
Pertes et Profits		15.724.837,88
Compte d'Ordre :		
Déposants statutaires		475.000,—
		279.703.193,44

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais d'exploitation et frais généraux		13.410.290,55
Charges Financières		1.137.414,99
Charges Fiscales		1.262.107,—
Amortissements :		
Immeubles, travaux et constructions	2.448.480,77	
Matériel et lignes	14.563.957,48	
Raccordement concession Brazzaville	257.682,37	
Mobiliers	231.273,28	
		17.501.393,90
		33.311.206,44
Solde bénéficiaire		15.724.837,88
		49.036.044,32

CREDIT.

Report à nouveau	309.775,80
Recettes d'exploitation	48.181.003,52
Recettes diverses	545.265,—
	49.036.044,32

REPARTITION DES BENEFICES.

Réserve légale	770.753,—
Premier dividende	4.590.000,—
Tantièmes statutaires	1.322.222,—
Deuxième dividende	7.310.000,—
Report à nouveau	1.731.862,88
	15.724.837,88

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION AU 10 JUIN 1952.

M. Alphonse ENGELS, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef, à Uccle, Président.

M. Paul GEERINCKX, Industriel, 150, chaussée de Gand, à Alost, Administrateur.

M. Valère LECLUSE, Industriel à Tiegem, Administrateur.

M. Franz LEEMANS, Administrateur de Sociétés, Le Renivaux, Ottignies, Administrateur.

M. Henri MOXHON, Administrateur de Sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, Woluwe-St-Lambert, Administrateur.

M. Joseph RHODIUS, Industriel, Castel Bel-Air, Namur (Citadelle), Administrateur.

M. Robert RICHARD, Ingénieur A.I.Br., 140, rue de Marbaix, Montigny-le-Tilleul, Administrateur.

M. Joseph SELLEKAERS, Administrateur de Sociétés, 125, avenue de la Brabançonne, Bruxelles, Administrateur.

M. Martin THEVES, Ingénieur, 12, avenue de la Forêt de Soignes, à Rhode-St-Genèse, Administrateur.

M. Charles BOELS, Ingénieur A.I.A., 2, avenue Boileau, à Bruxelles, Commissaire.

M. Jean-E. THOMAS, Expert-Comptable, 34, rue Charles Martel, à Bruxelles, Commissaire.

(s) H. MOXHON.
Administrateur.

(s) A. ENGELS.
Président du Conseil.

I. — *Fixation du nombre d'administrateurs et nomination d'un administrateur.*

(Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 1952).

5°) ... l'Assemblée fixe le nombre des Membres du Conseil d'Administration à neuf et appelle aux fonctions d'Administrateur, Monsieur Franz Leemans, Administrateur de Sociétés, Le Renivaux, à Ottignies.

Ce mandat viendra à échéance immédiatement après l'Assemblée Générale Statutaire de 1958.

II. — *Nominations statutaires.*

(Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 1952).

L'Assemblée Générale a :

. . . . .

6°) Réélu en qualité :

a) d'Administrateurs :

— Monsieur Alphonse Engels, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef, à Uccle;

— Monsieur Paul Geerinckx, Industriel, 150, chaussée de Gand à Alost;

— Monsieur Henri Moxhon, Administrateur de Sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, à Woluwé-St.-Lambert.

b) de Commissaire :

— Monsieur Jean-E. Thomas, Expert-Comptable, 34, rue Charles Martel à Bruxelles.

Ces mandats prendront fin immédiatement après l'Assemblée Générale de 1958.

Bruxelles, le 17 juin 1952.

Pour extrait conforme.

(s.) H. MOXHON. Administrateur.

(s.) A. ENGELS. Président du Conseil.

Compagnie Belge d'Entreprises Minières « COBELMIN »

Société commerciale congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social : Costermansville (Congo Belge).

Siège Administratif : Bruxelles, 91, rue de l'Enseignement.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 60.664.

—

Acte constitutif publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1932. Modifications publiées aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 septembre 1934 et 15 octobre 1951.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 18 juin 1952.

ACTIF.

I. *Immeubles, matériel et installations en Afrique.*

Solde au 1er janvier 1951	1.553.380.50	
Dépenses de l'exercice	1.017,—	
	1.554.397,50	
Cessions de l'exercice	53.547,—	
	1.500.850,50	
Amortissement de l'exercice	231.540,50	
		1.269.310,—

II. *Réalisable :*		
Participations diverses	1.282.782,95	
Débiteurs divers	15.637.941,74	
		16.920.724,69
III. *Disponible :*		
Banques et Caisses		50.628.745,02
IV. *Divers :*		
Comptes débiteurs	4.910.391,—	
Gestion pour compte de tiers	510.811.092,50	
		515.721.483,50
V. *Comptes d'ordre :*		
Garanties statutaires		P. M.
Engagements et contrats divers en cours		P. M.
		584.540.263,21

PASSIF.

I. *Dettes de la Société envers elle-même :*		
Capital :		
10.000 actions de capital de 500 frs.	5.000.000,—	
10.000 parts de fondateur sans désignation de valeur.	P. M.	
Réserve statutaire	500.000,—	
Fonds de prévision	395.877,35	
		5.895.877,35
II. *Dettes de la Société envers les tiers :*		
Montants non appelés sur participations	107.500,—	
Créditeurs divers	57.371.481,44	
		57.478.981,44
III. *Divers :*		
Comptes créditeurs	8.272.918,50	
Gestion pour compte de tiers	510.811.092,50	
		519.084.011,—
IV. *Comptes d'ordre :*		
Titulaires des garanties statutaires		P. M.
Engagements et contrats divers en cours		P. M.
V. *Profits et pertes :*		
Solde en bénéfice		2.081.393,42
		584.540.263,21

Compte de profits et pertes de l'exercice 1951.

DEBIT.

Frais généraux	746.930,50
Frais financiers	3.358,40
Prévision fiscale	280.000,—
Amortissements sur immeubles, matériel et Installations en Afrique	231.540,50
	1.261.829,40
Solde	2.081.393,42
	3.343.222,82

CREDIT.

Résultats des entreprises	3.178.659,73
Revenus du portefeuille, intérêts et divers	164.563,09
	3.343.222,82

Versements effectués :

Le capital a été entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 18 juin 1952.

L'assemblée approuve le rapport, le bilan et le compte de profits et pertes du 19me exercice social tels qu'ils sont arrêtés par le Conseil d'Administration et vérifiés par le Collège des Commissaires.

L'assemblée :

a) décide de rendre définitive la désignation, faite provisoirement par le Conseil Général du 16 octobre 1951, de Monsieur Albert Parmentier, ingénieur civil des mines, demeurant 24, Avenue des Cerisiers à Schaerbeek, en qualité d'administrateur pour achever le mandat devenu vacant par suite du décès de Monsieur Adolphe Wisseler. Le mandat de Monsieur Parmentier expirera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1955;

b) réélit en qualité d'administrateur Monsieur Georges Passau et en qualité de commissaire Monsieur Jean Deglise.

Le mandat de Monsieur Passau prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1958; celui de Monsieur Deglise, immédiatement après celle de 1955.

Composition du Conseil d'Administration.

Président du Conseil et Administrateur-Délégué :

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Bruxelles.

Vice-Président du Conseil et Administrateur-Délégué :

M. Georges Lescornez, propriétaire, 9, Avenue des Capucines, Schaerbeek-Bruxelles.

Administrateurs :

M. José Glorieux, Docteur en droit, 125, Bd. St.-Michel, Bruxelles.

M. Jacques Grazia, Administrateur de Sociétés, Château du Manoir, Drève de la Meute, Waterloo.

M. Marcel Jacques, Administrateur de Sociétés, 1, Avenue des Scarabées, Bruxelles.

M. Prosper Lancsweert, Ingénieur Civil des Mines, 34, Avenue du Val d'Or, Woluwe-St.-Pierre, Bruxelles.

Chevalier Joe le Clement de Saint Marcq, Docteur en Droit, 1, rue Zinner, Bruxelles.

M. Albert Parmentier, ingénieur civil des Mines, 24, Avenue des Cerisiers, Schaerbeek.

M. Georges Passau, Ingénieur Civil des Mines, 67, rue de Spa, Bruxelles.

M. Jacques Relecom, Ingénieur Civil des Mines, 435, Avenue Louise, Bruxelles.

M. Pierre Witmeur, Administrateur de Sociétés, 38, rue Dautzenberg, Ixelles.

Composition du Collège des Commissaires.

M. Gaston Cockaerts, propriétaire, 37, rue Victor Lefèvre, Bruxelles.

M. Jean Deglise, commissaire de sociétés, 75, rue Van Bortonne, Jette-St.-Pierre.

M. Louis Uytdenhoef, expert comptable, 22, Place Armand Steurs, Bruxelles.

Bruxelles, le 19 juin 1952.

Compagnie Belge d'Entreprises Minières.

Le Vice-Président du Conseil,
G. LESCORNEZ.

Le Président du Conseil,
M. LEFRANC.

Situation de la Banque du Congo Belge au 30 avril 1952

—

ACTIF.

Encaisse-or	1.712.440.454,14
Compte spécial de la Colonie (+)	105.134.438,25
Encaisses diverses	33.313.775,26
Avoirs aux Offices des Chèques Postaux	155.684.792,18
Avoirs en Banque { en Belgique	153.694.974,44
Avoirs en Banque { à l'étranger	2.193.666.785,02
Portefeuille-titres	499.857.748,96
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger	15.339.626.337,56
Effets commerciaux	1.774.327.615,17
Débiteurs	909.145.272,83
Immeubles et Matériel	48.491.330,06
Devises étrangères à recevoir pour contrats de change à terme	2.736.121,11
Débiteurs pour contrats de change à terme	631.577.576,60
Divers	23.004.541,79
	23.582.701.763,37

PASSIF.

Capital	20.000.000,—
Réserves	51.883.000,—
Circulation (Billets et monnaies métalliques)	3.645.606.986,85
Créditeurs à vue	16.104.022.510,01
Créditeurs à terme	2.300.875.649,20
Créditeurs pour contrats de change à terme	2.736.121,11
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme	631.577.576,60
Transferts en route et divers	825.999.919,60
	23.582.701.763,37

(+) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banques et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga
« SOGEFOR »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Jadotville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 31, rue de la Science.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 809.

—

Actes constitutifs et modificatifs publiés aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 décembre 1925, 15 septembre 1928, 15 octobre 1929, 15 septembre 1930, 15 août 1945, 15 septembre 1948, 15 juin 1949 et 15 juin 1950 et aux annexes au Moniteur Belge des 7-8 décembre 1925, 13-14 août 1928, 8août 1929, 17 mai 1930, 9-10 juillet 1945, 7 août 1948, 6 mai 1949 et 9 juin 1950 (actes n° 13.495, 11.574, 12.938, 8.098, 9.526, 16.743, 8.772 et 14.142).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

(Approuvé par l'Assemblée Générale annuelle du 16 juin 1952).

ACTIF.

Immobilisé :			
Etudes, travaux et installations :			
Etudes initiales . . .	9.250.000,—		
Travaux du Lualaba . .	4.126.830,02		
Installations de la Lufira	278.978.475,88		
Divers	7.059.203,05		
		299.414.508,95	
Réévaluation (décret du 6 juillet 1948) .		262.084.244,—	
			561.498.752,95
Travaux en cours			4.220.646,50
Réalisable :			
Approvisionnements		8.478.927,84	
Am. exercices antérieurs .	4.471.161,18		
Amort. exercice 1951 . .	375.419,41		
		4.846.580,59	
			3.632.347,25
Portefeuille			37.452.608,31
Débiteurs divers			54.568.597,—
Disponible :			
Caisses, Banques et Dépôts			30.795.214,87

Divers :	
Comptes débiteurs	1.676.242,80
Compte d'ordre :	
Cautionnements statutaires	P. M.
	693.844.409,68

PASSIF.

Envers la Société :	
Capital :	
représenté par 250.000 actions sans mention de valeur nominale	80.000.000,—
Fonds de réserve social	8.000.000,—
Fonds d'amortissement	252.357.343,08
Plus-value de réévaluation	262.084.244,—
Envers des tiers :	
Versement non appelé sur titres du portefeuille	640.000,—
Créditeurs divers	23.295.721,62
Coupons d'actions	980.380,73
Divers :	
Comptes créditeurs	17.377.238,85
Compte d'ordre :	
Cautionnements statutaires	P. M.
Profits et pertes :	
Solde	49.109.481,40
	693.844.409,68

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux et divers	1.311.417,78
Impôts, taxes et provision pour impôt complémentaire	7.246.842,—
Amortissements	11.050.228,18
Solde créditeur	49.109.481,40
	68.717.969,36

CREDIT.

Résultats bruts d'exploitation, intérêts, revenus du portefeuille et divers	68.717.969,36
	68.717.969,36

REPARTITION.

Solde disponible :	49.109.481,40
92 % aux actions sans mention de valeur nominale . .	45.180.722,90
	3.928.758,50
8 % au Conseil d'Administration et au Collège des commissaires	3.928.758,50
	—

Situation du capital.

Le capital social est entièrement libéré.

Composition du Conseil d'Administration.

Président :

M. Robert Van Cauwenberghe, Directeur de la Société Générale de Belgique, 17, rue Guimard, Bruxelles.

Vice-Présidents :

M. Jules Cousin, Administrateur de Sociétés, Elisabethville (Congo Belge).

M. Victor Dooms, Ingénieur, 571, Avenue Louise, Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

M. Robert Bette, Ingénieur civil, 158, Boulevard Brand Whitlock, Woluwe-St.-Lambert.

Administrateur-Directeur :

M. Aimé Marthoz, Administrateur de Sociétés, 43, Square Vergote, Schaerbeek.

Administrateurs :

M. Lucien Beckers, Administrateur de Sociétés, 24, avenue Hamoir, Uccle.

M. le Baron Jean de Steenhault de Waerbeek, Administrateur de Sociétés, Lindestraat à Vollezeele.

M. Gaston Deladrière, Administrateur de Sociétés, 43, Avenue de l'Horizon à Woluwé-St.-Pierre.

M. le Baron Edouard Empain, Administrateur de Sociétés, 33, rue du Congrès, Bruxelles.

M. Gustave Gillon, Administrateur de Sociétés, 5, Avenue des Joyeuses Entrées, Louvain.

M. Armand Halleux, Administrateur de Sociétés, 3, rue de la Révolution, Bruxelles.

M. Gaston Heenen, Administrateur de Sociétés, 126, Chaussée d'Ixelles, Bruxelles.

M. Georges Lecart, Administrateur de Sociétés, 37, rue Gemenne, Profondeville.

M. le Comte Maurice Lippens, Administrateur de Sociétés, 1, Square du Val de la Cambre, Ixelles.

M. Albert Marchal, Administrateur de Sociétés, 46, Avenue du Vert Chasseur, Uccle.

M. Albéric May, Administrateur de Sociétés, 60, avenue Hamoir, Uccle.

M. Herman Robiliart, Administrateur de Sociétés, 31, avenue Jeanne, Ixelles.

M. Edgar Sengier, Administrateur de Sociétés, 24, avenue Ernestine, Ixelles.

M. Robert Thys, Administrateur de Sociétés, 12, avenue Henri Pirenne, Uccle.

Collège des Commissaires.

M. Auguste Berkmoes, Chef de Comptabilité, 82. Avenue de l'Indépendance Belge, Koekelberg.

M. Raoul Depas, Secrétaire honoraire de la Société Générale de Belgique, 5, rue Emile Claus, Bruxelles.

M. Max Gottschalk, Avocat honoraire, 48, rue de l'Ermitage, Bruxelles.

M. Fred Van der Linden, Administrateur de Sociétés, 47, rue Stanley, Uccle.

M. Paul Vuylsteke, Administrateur de Sociétés, 14, avenue Emile Demot, Bruxelles.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle du 16 juin 1952.

L'Assemblée générale réélit :

en qualité d'Administrateur : MM. le Baron Edouard Empain et Albéric May.

Elle décide de confier à M. Pierre Smits le mandat d'Administrateur laissé vacant par suite de la démission de M. Arthur Bemelmans.

Bruxelles, le 16 juin 1952.

Certifié conforme.

Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga.
Société Congolaise à responsabilité limitée.

(Signé) R. BETTE. (Signé) R. VAN CAUWENBERGHE.

Société Bécéka- Manganèse

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social : Elisabethville.

Siège Administratif : 46, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 225613.

—

Institution : 9 mai 1950 (Annexes au Moniteur Belge du 6 juillet 1950, acte n° 16828, Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1950). Modifications aux Statuts : 24 avril 1951 (acte n° 15674, Annexes au Moniteur Belge des 2-3 juillet 1951 : Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1951).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

I. *Immobilisé :*		
Premier établissement	22.915.263,—	
dont à déduire : Amortissements . . .	8.089.063,—	
		14.826.200,—
II. *Réalisable :*		
Minerais en stock	32.641.151,—	
Approvisionnements	4.354.337,—	
Débiteurs divers	904.856,—	
Portefeuille-titres	13.088.436,—	
		50.988.780.—
III. *Disponible :*		
Caisses, banques, chèques-postaux en Europe et en Afrique		57.041.377,—
IV. *Compte débiteurs :*		471.095,—
V. *Comptes d'ordre :*		
Cautionnements statutaires		P. M.
Engagements et contrats divers en cours		P. M.
		123.327.452,—

PASSIF.

I. *Dettes de la Société envers elle-même :*		
Capital	40.000.000,—	
Réserve statutaire	56.614,—	
		40.056.614,—

II. *Dettes de la Société envers des tiers :*	
Divers créanciers	59.933.592,—
III. *Comptes créditeurs*	11.152.116,—
IV. *Comptes d'ordre :*	
Propriétaire de cautionnements statutaires	P. M.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	P. M.
V. *Profits et pertes :*	
Bénéfice de l'exercice	12.185.130,—
	123.327.452,—

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux	1.258.340,—
Amortissements	6.667.815,—
Droits de sortie sur minerais	6.516.745,—
Fonds de prévision du personnel européen et indigène .	750.000,—
Provision pour impôts à charge de la Société	9.500.000,—
Redevance à la Colonie du Congo Belge	3.725.320,—
Solde	12.185.130,—
	40.603.350,—

CREDIT.

Résultats bruts d'exploitation	40.366.229,—
Intérêts sur dépôts en banque, revenus du portefeuille et divers	237.121,—
	40.603.350,—

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 17 juin 1952.

L'assemblée ayant pris connaissance du bilan et compte de profits et pertes pour l'exercice 1951, les approuve.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Paul Gillet, Ingénieur Civil des Mines, 45, rue Edmond Picard, Uccle.

Administrateur-Délégué :

M. Maurice Van Mulders, Ingénieur Civil, 31, avenue René Gobert, Uccle.

Administrateur-Directeur :

M. Léon Van der Stichele, Ingénieur des Arts et Métiers, 12, avenue Boileau, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Jean Koeckx, Directeur de Société, 7, avenue Van Beceleare, Boitsfort;

M. Julien Leroy, Administrateur de Société, 41, avenue Delleur, Boitsfort;

M. Aimé Marthoz, Ingénieur Civil des Mines, 43, Square Vergote, Schaerbeek;

M. Jacques Neve de Mevergnies, Ingénieur Civil des Mines, 241, rue Théodore Coppens, Zellick.

M. Albert Parmentier, Ingénieur Civil des Mines, 24, avenue des Cerisiers, Schaerbeek;

M. Georges Regnier, Ingénieur Civil des Mines, Villa dos Hagos, Estoril (Portugal).

Collège des Commissaires.

M. Arthur Coppens, Secrétaire de Sociétés, 26, avenue Marie-Louise, Dilbeek;

M. Henri Demanet, Secrétaire de Sociétés, 80, rue Vanderkinderen, Uccle;

M. Jacques Dupont, Docteur en droit, 70, rue Dautzenberg, Bruxelles;

M. Albert Gonze, Licencié en sciences financières, 11, rue André Fauchille, Woluwe-Saint-Pierre.

L'Administrateur-Directeur L'Administrateur-Délégué,

Entreprises de Génie Civil au Congo (GECICO)

Societe congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 1, Place du Trône.

—

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL. MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le vingt-sept mai, à quatorze heures trente minutes, devant Maître Jean-Maurice DE DONCKER, Notaire résidant à Bruxelles et Maître Pierre MUYLLE, Notaire résidant à Saint-Josse-ten-Noode, s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société congolaise par actions à responsabilité limitée Entreprises de Génie Civil au Congo, en abrégé « Gécico », constituée suivant acte reçu par les notaires soussignés en date du dix février mil neuf cent quarante-neuf, publié aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze avril dix neuf cent quarante-neuf, page 542 et aux annexes au Moniteur Belge du trente-et-un mars dix neuf cent quarante-neuf, sous le numéro 4.802.

La séance est ouverte à quatorze heures trente minutes, sous la présidence de Monsieur Henri Depage, administrateur de sociétés, à Auderghem, 44, avenue du Parc de Woluwe, Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Albert de Brouwer, docteur en droit, à Schaerbeek, 66, rue Auguste Lambiotte et comme scrutateurs, Messieurs Marcel de Ruytter, ingénieur commercial, à Bruxelles, 14, avenue des Scarabées et François Lardinois, chef comptable, à Uccle, 85, Square Coghen, ici présents et qui acceptent.

Sont présents ou représentés les propriétaires de la totalité des quinze cents actions de dix mille francs chacune constituant le capital social, et dont les noms, prénoms, professions et domiciles ainsi que le nombre des titres possédés par chacun d'eux figurent sur une liste de présence signée par eux ou par leurs mandataires en entrant à l'assemblée.

Cette liste signée ne varietur par les membres du bureau et les notaires soussignés, ainsi que les procurations données par les actionnaires, resteront ci-annexées, après remise à nous faite par le bureau pour faire partie intégrante du présent procès-verbal.

Monsieur le Président expose et requiert les notaires d'acter :

I) Que les actionnaires se sont conformés aux prescriptions statutaires en vue d'assister à la présente assemblée.

II) Que celle-ci réunit la totalité des titres existants et qu'elle se déclare, en conséquence, régulièrement constituée et apte à délibérer valablement sur les objets de son ordre du jour arrêtés comme suit :

(1) Arrêté royal du 20 juin 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1952. — 1re Partie.

ORDRE DU JOUR.

1°) Augmentation du capital social à concurrence de vingt millions de francs pour le porter de quinze millions de francs à trente-cinq millions de francs par création et émission de deux mille actions de dix mille francs chacune, jouissant des mêmes droits que chacune des quinze cents actions existant actuellement à souscrire en numéraire au prix unitaire de dix mille francs et à libérer de vingt pour cent au moment de cette souscription.

2°) Par dérogation à l'article 6 des statuts, souscription des deux mille actions nouvelles par divers souscripteurs et dans les proportions à agréer par l'assemblée, et constatation authentique de la réalisation de l'augmentation du capital.

3°) Modification aux articles suivants des statuts :

Article 2 : remplacer le premier alinéa par les deux alinéas suivants :

« Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge). Il peut être » transféré dans toute autre localité du Congo Belge par décision du con- » seil d'administration.

» Tout transfert du siège social doit être publié soit aux annexes du » Bulletin Officiel du Congo Belge soit à celles du Bulletin administratif » du Congo Belge ».

Article 3 : remplacer le dernier alinéa par le suivant :

« L'objet social peut en tout temps être étendu ou restreint par voie » de modification aux statuts, toutefois sans en modifier l'essence et » moyennant autorisation par arrêté royal ».

Article 4 : remplacer les mots « le dix février mil neuf cent quarante-neuf » par les mots « à dater de son autorisation par arrêté royal ».

Article 5 : remplacer le texte actuel par le texte suivant :

« Le capital social est fixé à trente-cinq millions de francs et est repré- » senté par trois mille cinq cents actions de dix mille francs chacune.

» Le capital était à l'origine de quinze millions de francs; il a été porté » à trente-cinq millions de francs par acte du vingt-sept mai mil neuf » cent cinquante-deux ».

Article 9 : remplacer au dernier alinéa les mots « la fondation de la société » par les mots « leur création ».

Article 41 : ajouter in fine les mots « ou, à son défaut, dans le Bulletin administratif du Congo Belge ».

4°) Pouvoirs à donner au conseil d'administration pour assurer la réalisation des décisions de l'assemblée générale.

Passant au vote sur son ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de vingt millions de francs pour le porter de quinze millions de francs à trente-cinq millions de francs par création et émission de deux mille actions de dix

mille francs l'une, jouissent chacune des mêmes droits que chacune des quinze cents actions existant actuellement, à souscrire en numéraire au prix unitaire de dix mille francs chacune et à libérer de vingt pour cent au moment de leur souscription.

DELIBERATION.

Cette résolution est prise à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Par dérogation à l'article 6 des statuts, l'assemblée décide d'offrir les actions créées, en souscription aux intervenants ci-après désignés.

DELIBERATION.

Cette résolution est prise à l'unanimité des voix.

INTERVENTION — SOUSCRIPTION.

Et à l'instant sont ici intervenues les sociétés et personnes ci-dessous désignées qui, après avoir entendu lecture de ce qui précède et reconnu avoir connaissance des statuts de Entreprises de Génie Civil au Congo, ont déclaré souscrire :

1. Compagnie Générale d'Entreprises Electriques et Industrielles (Electrobel), société anonyme, 1, place du Trône, Bruxelles :
Quatre cents actions 400

2. Société Financière de Transports et d'Entreprises Industrielles (Sofina), société anonyme, 38, rue de Naples, Bruxelles :
Quatre cents actions 400

3. Compagnie Financière Africaine, Société Congolaise à responsabilité limitée, 112, rue du Commerce, Bruxelles :
Cent trente-quatre actions 134

4. Crédit Foncier Africain, Société Congolaise à responsabilité limitée, 39, rue du Commerce, Bruxelles :
Cent trente-quatre actions 134

5. Union Foncière Congolaise, Société Congolaise à responsabilité limitée, 112, rue du Commerce, Bruxelles :
Cent trente-deux actions 132

6. Compagnie Internationale des Pieux Armés Frankignoul, Société anonyme, 196, rue Grétry, Liège :
Cent dix-sept actions 117

7. Les Entreprises Cerfontaine Frères, société anonyme, 11, rue des Drapiers, Bruxelles :
Cent vingt-quatre actions 124

8. Sotrahy, société anonyme de Travaux Hydrauliques, 11, rue des Drapiers, Bruxelles :

Cent trente-deux actions 132

9. Monsieur Maurice Delens, ingénieur, 207, avenue Molière, Ixelles :

Deux cent nonante-et-une actions 291

10. Monsieur Paul-Théo Cerfontaine, industriel, 24, rue Beeckman, Uccle :

Quarante actions 40

11. Monsieur François Lardinois, chef comptable, 85, Square Coghen, Uccle :

Six actions 6

12. Monsieur Stéphen Cerfontaine, directeur de travaux, 80, rue des Dragons, Rhode-Saint-Genèse :

Cinquante actions 50

13. Madame veuve Gilbert Cerfontaine-Buggenhout, 35, avenue de la Basilique, Berchem-Sainte-Agathe :

Quarante actions 40

Ensemble : deux mille actions 2.000

soit la totalité des deux mille actions émises.

CONSTATATION DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL.

L'assemblée constate donc et requiert les notaires d'acter que les deux mille actions nouvelles ont été intégralement souscrites et libérées de deux mille francs chacune, soit vingt pour cent de leur prix d'émission et que le montant de cette libération, soit la somme de quatre millions de francs se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société; que, par conséquent, le capital de la société Entreprises de Génie Civil au Congo se trouve porté à trente-cinq millions de francs.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de modifier les statuts de la façon suivante :

— le premier alinéa de l'article 2 est remplacé par les deux alinéas suivants :

« Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge). Il peut être » transféré dans toute autre localité du Congo Belge par décision du con- » seil d'administration.

» Tout transfert du siège social doit être publié soit aux annexes du » Bulletin Officiel du Congo Belge soit à celles du Bulletin administratif » du Congo Belge. »

— le dernier alinéa de l'article 3 est remplacé par le suivant :

« L'objet social peut en tout temps être étendu ou restreint par voie de » modification aux statuts, toutefois sans en modifier l'essence et moyen- » nant autorisation par arrêté royal. »

— à l'article 4 les mots « le dix février mil neuf cent quarante-neuf » sont remplacés par les mots « à dater de son autorisation par arrêté royal ».

— le texte de l'article 5, l'assemblée amendant sur ce point son ordre du jour, est remplacé par le suivant :

« Le capital social est fixé à trente-cinq millions de francs Congolais » et est représenté par trois mille cinq cents actions de dix mille francs » chacune.

« Le capital était à l'origine de quinze millions de francs; il a été porté » à trente-cinq millions de francs par acte du vingt-sept mai mil neuf » cent cinquante-deux. »

— au dernier alinéa de l'article 9 les mots « la fondation de la société » sont remplacés par « leur création ».

— à l'article 41 les mots « ou, à son défaut, dans le Bulletin administratif du Congo Belge » sont ajoutés in fine.

DELIBERATION.

Cette résolution est prise à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée confère au conseil d'administration tous pouvoirs nécessaires pour exécuter les décisions qui précèdent.

DELIBERATION.

Cette résolution est prise à l'unanimité des voix.

Les résolutions ci-dessus sont prises sous condition suspensive d'autorisation par arrêté royal, conformément à la loi coloniale.

L'assemblée prend acte que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des décisions prises par l'assemblée, s'élève approximativement à deux cent nonante mille francs.

La séance est levée à quinze heures.

Dont procès-verbal dressé à Bruxelles, date que dessus.

Et lecture faite des présentes, les membres du bureau, les actionnaires qui en ont fait la demande et les intervenants ont signé avec nous, notaires, la minute restant à Maître De Doncker.

(signé) Henri Depage - A. de Brouwer - M. de Ruytter - Fr. Lardinois - R. Bertrand - S. Cerfontaine - P. Cerfontaine - F. Bodart - P. Muylle - Jean De Doncker.

Enregistré à Bruxelles, 4ème bureau A.C., le 3 juin 1952, volume 210, folio 72, case 2, cinq rôles, deux renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a.i., (signé) Graas.

ANNEXE.

ENTREPRISES DE GENIE CIVIL AU CONGO
GECICO.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : 90, avenue Lieutenant Valcke, Léopoldville.

Siège administratif : 1, place du Trône, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 218.119.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 27 mai 1952.

Liste des actions nominatives et liste de présence.

Noms des actionnaires.	Actions de fr. 10.000 nominatives		Signatures
	existantes	présentes ou représentées	
Cie Gle d'Entreprises Electriques et Industrielles (Electrobel), sté ame, 1, place du Trône, Bruxelles	300	300	pp. (s) M. de Ruytter.
Société Financière de Transports et d'Entreprises Industrielles (Sofina), sté ame, 38, rue de Naples, Bruxelles	300	300	pp. (s) M. de Ruytter.
Compagnie Financière Africaine - S.C.R.L., 112, rue du Commerce, Bruxelles	100	100	pp. (s) Henri Depage.
Crédit Foncier Africain, S.C.R.L., 39, rue du Commerce, Bruxelles	100	100	pp. (s) Henri Depage.
Union Foncière Congolaise, S.C.R.L., 112, rue du Commerce, Bruxelles	100	100	pp. (s) Henri Depage.
Compagnie Internationale des Pieux Armés Frankignoul, Sté Ame, 196, rue Grétry, Liège	175	175	pp. (s) R. Bertrand.
Les Entreprises Cerfontaine Frères, société anonyme, 11, rue des Drapiers, Bruxelles	113	113	pp. (s) S. Cerfontaine.
Sotrahy, société anonyme de Travaux hydrauliques, 11, rue des Drapiers, Bruxelles	105	105	pp. (s) P. Cerfontaine.
M. Maurice Delens, ingénieur, 207, avenue Molière, Ixelles	175	175	Pour M. Delens, (s) F. Bodart.
Succession de Gilbert Cerfontaine, 35, avenue de la Basilique, Berchem-Sainte-Agathe	10	10	pp. (s) S. Cerfontaine.

Noms des actionnaires.	Actions de fr. 10.000 nominatives		Signatures
	existantes	présentes ou représentées	
M. Paul-Théo Cerfontaine, industriel, 24, rue Beeckman, Uccle	10	10	(s) P. Cerfontaine.
M. Louis Dupont, ingénieur, 175, Promenade des Anglais, Nice	10	10	pp. (s) P. Cerfontaine.
M. François Lardinois, chef comptable, 85, Square Coghen, Uccle			
Totaux	2	2	(s) Fr. Lardinois.
	1.500	1.500	

Arrêté le présent état à mille cinq cents actions de fr. 10.000 nominatives et à mille cinq cents actions de fr. 10.000 présentes ou représentées.

Le Président, (signé) Henri Depage.

Le Secrétaire, (signé) A. de Brouwer.

Les Scrutateurs, (signé) M. de Ruytter - Fr. Lardinois.

Les Notaires, (signé) P. Muylle - Jean De Doncker.

Enregistré à Bruxelles, 4ème bureau A.C., le 3 juin 1952.

Volume 27, folio 50, case 6, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs. Le Receveur a.i., (signé) Graas.

De Doncker - Notaire à Bruxelles (Brabant).

POUR EXPEDITION CONFORME SANS LES PROCURATIONS.

De Doncker, Notaire à Bruxelles (Brabant).

(sé) J. De Doncker.

Tribunal de 1ère Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous : Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Maître De Doncker, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs - N° 8784.

Bruxelles - 5 juin 1952.

(sé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht apposée d'autre part.

Bruxelles, le 6 juin 1952.

Le Chef de Bureau.

(sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen apposée ci-contre.

Bruxelles, le 6 juin 1952.

Le Conseiller-adjoint :

(sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 fr.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 14 juin 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 14 Juni 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Compagnie congolaise des Mines, Minerais et Métaux « Congotroisem »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo belge).

Siège administratif : Bruxelles, 39, boulevard du Régent.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 233086.

Registre du commerce de Léopoldville, n° 1921.

—

Constituée le 27 février 1951, par acte publié aux annexes du *Moniteur belge* les 23-24 avril 1951, n° 7400, et *Bulletin officiel du Congo belge* du 15 mai 1951, folio 913.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé à l'assemblée générale ordinaire du 27 mars 1952.

ACTIF.

Immobilisé :		
Frais de constitution		36.253,40
Disponible et réalisable :		
Banque	88.520,—	
Prêt obligataire	900.000,—	
		988.520,—
Profits et pertes		2.303,—
		1.027.076,40

PASSIF.

Envers la société :

Capital : 1.000 actions sans désignation de valeur . .	1.000.000,—

Envers les tiers :

Créditeurs	27.076,40
	1.027.076,40

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux	2.853,—

CREDIT.

Revenus financiers	550,—
Solde débiteur	2.303,—
	2.853,—

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Le conseil d'administration est composé de :

Administrateurs :

M. Pierre Getten, administrateur de sociétés, demeurant à Paris, boulevard Malesherbes, n° 152.

M. André de Spirlet, administrateur délégué de la Compagnie belge des Mines, Minerais et Métaux, demeurant à Wilrijk-Anvers, Berkenlaan, n° 27.

M. Victor Mikolajczak, administrateur délégué de la Société générale des Minerais, demeurant à Uccle-Bruxelles, avenue de l'Observatoire, n° 108.

M. Paul Bargeton, administrateur de sociétés, demeurant à Melun, Seine-et-Oise, château de Mesy.

Commissaires :

M. Jules Marechal, conseiller fiscal, demeurant à Bruxelles, rue de Trèves, n° 98.

M. Fernand Meeus, licencié en sciences commerciales, demeurant à Schaerbeek-Bruxelles, boulevard Auguste Reyers, n° 42.

Deux administrateurs :

P. GETTEN. A. de SPIRLET.

Un commissaire,

J. MARECHAL.

Enregistré à Bruxelles (A. A. et A. S. S. P.), le 4 avril 1952, volume 929, folio 8, case 13. Deux rôles sans renvoi. Reçu 40 francs. Le receveur, (signé) Louyest.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 5 avril 1952.)

Compagnie congolaise des Mines, Minerais et Métaux « Congotroisem »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo belge).

Siège administratif : Bruxelles, 39, boulevard du Régent.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 233086.

—

NOMINATION D'ADMINISTRATEUR.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 27 mars 1952.

M. André de Spirlet, administrateur de sociétés, demeurant à Wilrijk-Anvers, Berkenlaan, n° 27, a été réélu aux fonctions d'administrateur.

Pour extrait conforme :

Par délégation,

J. MARECHAL.

Enregistré à Bruxelles (A. A. et A. S. S. P.), le 5 avril 1952, volume 929, folio 11, case 18. Un rôle sans renvoi. Reçu 40 francs. Le receveur, (signé) Louyest.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 5 avril 1952.)

Société Générale de Cultures

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Nya-Lukemba (Congo belge).

Siège administratif : rue Royale, 148, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 81079.

—

Actes constitutifs et modificatifs publiés aux annexes du Moniteur belge: année 1928, n° 1737; année 1929, n° 18929; année 1931, n° 3444; année 1933, n° 10551; année 1948, n°s 23135 et 23409bis; année 1951, n° 21024; année 1952, n° 8664; et aux annexes du Bulletin officiel du Congo belge des 15 février 1928, 15 janvier 1930, 15 avril 1931, 15 août 1933, 15 janvier 1949, 15 octobre 1951 et 15 mai 1952.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé en Afrique		6.541.687,12
Immobilisé en Europe		56.462,60
Disponible et réalisable :		
Caisses et banques	6.950.817,39	
Titres et participations	12.094.615,70	
Approvisionnements	146.935,57	
Cafés en magasin	221.125,25	
Débiteurs	3.484,—	
Comptes débiteurs	206.916,93	
		19.623.894,84
Compte d'ordre :		
Dépôts statutaires		P. M.
		26.222.044,56

PASSIF.

Capital et réserves	21.367.382,56
Amortissements	908.402,37
Créditeurs	60.670,64
Comptes créditeurs	767.095,04
Déposants statutaires	P. M.
Pertes et profits	3.118.493,95
	26.222.044,56

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT.

Frais généraux	545.890,52
Amortissements	953.259,77
Bénéfice	3.118.493,95
	4.617.644,24

CREDIT.

Report exercice précédent	29.705,67
Bénéfice d'exploitation	2.996.356,73
Revenus divers	1.591.581,84
	4.617.644,24

REPARTITION DES BENEFICES.

A la réserve légale	154.439,41
A la réserve disponible	1.000.000,—
Aux provisions diverses	500.000,—
Report à nouveau	28.289,84
Premier dividende statutaire de 20 francs brut aux 45.000 parts sociales	900.000,—
Deuxième dividende de 10,12 francs brut	455.400,—
Tantièmes au Conseil et au Collège des commissaires	80.364,70
	3.118.493,95

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DU 17 JUIN 1952.

Résolutions.

1°) L'assemblée donne décharge aux Administrateurs et Commissaires des fonctions qu'ils ont remplies durant l'exercice 1951.

2°) L'assemblée réélit pour un terme de six années, M. Albert SPEECKAERT aux fonctions d'Administrateur et MM. J. Ch. de BROUWER et J. DIERCKX aux fonctions de Commissaire.

Elle appelle aux fonctions d'Administrateur M. Max ECTORS, Ingénieur Agronome, 175, Avenue des Alliés à LOUVAIN, pour achever le mandat de M. Paul ECTORS démissionnaire.

Ces décisions sont prises à l'unanimité.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

Conseil d'Administration.

M. John NIEUWENHUYS, administrateur de sociétés, avenue de la Clairière, 7, BRUXELLES, Président.

M. Albert SPEECKAERT, industriel, 17, rue du Magistrat, BRUXELLES, Vice-Président.

M. Marcel DUPRET, ingénieur civil, 98, Avenue de l'Observatoire, UCCLE, Administrateur-Délégué.

M. le Baron Antoine ALLARD, administrateur de sociétés, 38, Avenue Em. Duray, BRUXELLES, Administrateur.

M. Ivan de BRACONIER, docteur en droit, 55, boulevard de la Cambre, BRUXELLES, Administrateur.

M. Fernand DIERCKX, notaire, 7, rue de l'Hôpital, TURNHOUT, Administrateur.

M. Xavier DIERCKX, Planteur, NYA-LUKEMBA (CONGO BELGE), Administrateur.

M. Paul ECTORS, notaire, 26, rue Joseph II, BRUXELLES, Administrateur.

M. Louis ORTEGAT, avocat honoraire, 19, rue Haute, GAND, Administrateur.

Collège des Commissaires.

M. J.Ch. de BROUWER, directeur de société, 23, rue du Luxembourg, BRUXELLES, Commissaire.

M. Joseph DIERCKX, industriel, « Het Heiken », TURNHOUT, Commissaire.

M. Etienne RAEMDONCK van MEGRODE, délégué d'agent de change, Square Ambiorix, 49, BRUXELLES, Commissaire.

M. Georges SPEECKAERT, docteur en droit, 88, Boulevard du Souverain, BOITSFORT, Commissaire.

M. Eugène RYCKAERT, Agent de change, rue des Pierres, 1, BRUXELLES, Commissaire.

SOCIETE GENERALE DE CULTURES S.C.R.L.

L'Administrateur-Délégué : Marcel DUPRET.

Le Président : John NIEUWENHUYS.

Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga
« SOGECHIM »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Autorisée par arrêté royal du 14 octobre 1929.

Siège social : Jadotville (Katanga, Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 8, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 36653.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur Belge : n° 16051 du 24 octobre 1929, n° 6851 du 11 mai 1932; n° 5757 du 24 avril 1938, n° 2808 du 20 février 1948, n° 17080 du 13 août 1948.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé :			
Terrain, immeubles, installations, travaux en cours, mobilier et matériel . . .		300.210.612,—	
à déduire :			
Fonds d'amortissement		96.161.694,—	
			204.048.918,—
Réalisable :			
Magasins d'approvisionnements et de produits		7.537.043,—	
Portefeuille	31.083.510,—		
à déduire :			
Montant restant à appeler	400.000,—	30.683.510,—	
Débiteurs		39.203.950,—	
			77.424.503,—
Disponible :			
Banques et Caisses			22.037.627,—
Divers :			
Comptes débiteurs			2.664.491,—
Comptes d'ordre :			
Dépôts statutaires			P. M.
Engagements et contrats en cours			P. M.
			306.175.539,—

PASSIF.

Capital et réserves :		
Capital	100.000.000,—	
Réserve statutaire	3.718.928,—	
Fonds spéciaux de réserve et de prévision	32.400.000,—	
Fonds de renouvellement	8.000.000,—	
Plus-value de réévaluation	65.173.865,—	
		209.292.793,—
Exigible :		
Emprunts	43.620.740,—	
Créditeurs à court terme.	22.046.336,—	
		65.667.076,—
Divers :		
Comptes créditeurs		8.092.934,—
Résultats :		
Report antérieur	995.166,—	
Bénéfice de l'exercice	22.127.570,—	
		23.122.736,—
Comptes d'ordre :		
Déposants statutaires		P. M.
Engagements et contrats en cours		P. M.
		306.175.539,—

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'administration		7.748.744,—
Charges financières		1.449.475,—
Amortissement :		
normal sur immobilisé	8.024.305,—	
spécial sur actif détruit	1.268.453,—	
		9.292.758,—
sur portefeuille		818.350,—
Prévision fiscale		3.000.000,—
Solde bénéficiaire		23.122.736,—
		45.432.063,—

CREDIT.

Report à nouveau	995.166,—
Revenus financiers et divers	1.441.336,—
Résultats d'exploitation	42.995.561,—
	45.432.063,—

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE :

A la réserve statutaire : 5 % de fr. 22.127.570,— . .	1.106.378,—
Aux fonds spéciaux de réserve et de prévision . . .	7.600.000,—
En report à nouveau	1.749.691,—
Aux actions : 6 % de dividende brut	6.000.000,—
Aux administrateurs et commissaires : 10 % du reliquat	666.667,—
Aux actions : le solde, soit 6 % brut	6.000.000,—
	23.122.736,—

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

M. Gaston BLAISE, ingénieur civil A.I.A., 47, avenue Général de Gaulle, Ixelles, administrateur, président du conseil.

M. Serge LAMBERT, ingénieur A.I.Ms., 23, avenue du Manoir, Uccle, administrateur, vice-président du conseil.

M. Edgar SENGIER, ingénieur civil des mines et ingénieur électricien, 24, avenue Ernestine, Ixelles, administrateur, vice-président du Conseil.

M. Herman ROBILIART, ingénieur civil des mines, 35, avenue Jeanne, Bruxelles, administrateur-délégué.

M. Pierre DUMORTIER, ingénieur civil des mines, 213, avenue Brugmann, Bruxelles, administrateur-directeur.

M. Georges DELHAYE, ingénieur civil des mines, 2, Boulevard Dolez, Mons, administrateur, ingénieur conseil.

M. Jules COUSIN, ingénieur civil des mines et ingénieur électricien, Elisabethville (Congo Belge), administrateur.

M. Albert DELEFORTRIE, administrateur de société, 3, Rond Point de l'Etoile, Ixelles, administrateur.

M. Marcel DE MERRE, ingénieur civil des mines, 7, avenue Louise, Hoboken, administrateur.

M. Adolphe FASSOTTE, ingénieur civil des mines et ingénieur électricien, Villa Merckem, Neerpelt, administrateur.

M. Aimé MARTHOZ, ingénieur civil, 43, Square Vergote, Schaerbeek, administrateur .

M. Jérôme QUETS, ingénieur civil des mines, 94, Boulevard de Namur, Louvain, administrateur.

M. Désiré VAN BLEYENBERGHE, docteur en droit, 25, avenue Henri Pirenne, Uccle, commissaire.

M. Auguste BERCKMOES, expert-comptable, 82, avenue de l'Indépendance Belge, Koekelberg, commissaire.

M. Henri CORNELIUS, ingénieur civil A.I.A., 1, Place Constantin Meunier, Forest, commissaire.

M. Paul VERLEYSEN, expert-comptable, 85, avenue du Castel, Woluwé-St-Lambert, commissaire.

M. Georges VERSTRAETEN, directeur administratif à la Société Métallurgique de Hoboken, 22, Avenue Prince Albert, Berchem-Anvers, commissaire.

A. MARTHOZ.
Administrateur.

H. ROBILIART.
Administrateur-délégué.

Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga
« SOGECHIM »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Autorisée par arrêté royal du 14 octobre 1929.

Siège social : Jadotville (Katanga, Congo Belge).

Siège administratif : Montagne du Parc, 8, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 36653.

—

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 juin 1952.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'Assemblée renouvelle les mandats de Messieurs Adolphe FASSOTTE et Jérôme QUETS, administrateurs sortants, et de Monsieur Paul VERLEYSEN, commissaire sortant. Par application des articles 21 et 31 des statuts, ces mandats viennent à expiration immédiatement après l'Assemblée générale ordinaire de 1957.

Cette décision est prise à l'unanimité, chaque intéressé présent s'abstenant en ce qui le concerne.

NOMINATIONS.

L'Assemblée élit, en qualité d'administrateurs :

1° Monsieur Alex DE BOECK, ingénieur A. I. Br., Chef du service Technique de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, domicilié à Woluwé St.-Pierre, Avenue de l'Escrime, 106.

Monsieur Alex DE BOECK reprendra le mandat, non renouvelé, de Monsieur Gaston BLAISE; par application de l'article 21 des statuts ce mandat expirera immédiatement après l'Assemblée Générale Ordinaire de 1957.

2. Monsieur Louis WALLEF, ingénieur U. I. Lv., Directeur de l'Union Minière du Haut Katanga, domicilié à Schaerbeek, Boulevard Reyers, 67.

Monsieur Louis WALLEF reprendra le mandat laissé vacant par la démission de Monsieur Edgar SENGIER; par application de l'article 21 des statuts ce mandat expirera immédiatement après l'Assemblée générale ordinaire de 1953.

Cette décision est prise à l'unanimité.

Pour extrait conforme.

A. MARTHOZ. — Administrateur.

H. ROBILIART. — Administrateur-délégué.

Société Congolaise de Matériel Industriel
« SOCOMI »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social : Léopoldville (Congo Belge).

Registre du Commerce de Léopoldville n° 998.

—

Constituée par acte du 23 avril 1951 publié aux annexes du Bulletin Officiel du 15 juillet 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :		
Matériel d'entreprise	18.128.959,10	
Matériel d'atelier	971.093,—	
Mobilier	23.525,—	
	19.123.577,10	
Frais de constitution	83.997,—	
		19.207.574,10

Réalisable :		
Magasin et cours de route	1.853.045,66	
Débiteurs divers et avances sur commandes	5.290.566,94	
		7.143.612,60
Disponible :		
Banquiers		2.380.670,65
		28.731.857,35

PASSIF.

Capital	5.000.000,—
Fonds d'amortissement	1.912.357,—
Crédit bancaire	9.468.911,45
Comptes créditeurs :	
Fournisseurs et divers	12.187.984,57
Pertes et profits :	
Solde bénéficiaire	162.604,33
	28.731.857,35

Compte de pertes et profits au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'exploitation, location de matériel. Impôts et charges financières		1.931.746,67
Amortissements :		
1° s/frais de constitution	21.000,—	
2° s/matériel	1.912.357,—	
		1.933.357,—
Solde bénéficiaire		162.604,33
		4.027.708,—

CREDIT.

Recettes locations	4.027.708,—

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 juin 1952.

L'assemblée à l'unanimité approuve les bilan et compte de profits et pertes ci-dessus.

Egalement à l'unanimité, elle décide d'utiliser comme suit, le solde bénéficiaire de frs. c. 162.604,33 :

1° 5 % sont affectés à la réserve légale, soit frs. c. 8.130,—.

2° le solde est reporté à nouveau, soit frs. c. 154.474,33.

Composition du Conseil d'Administration.

Monsieur Henri GRANDMAITRE, Directeur de Société, 4, avenue Liot, Billancourt, Président du Conseil.

Monsieur Jean DE MYTTENAERE, Ingénieur Civil, demeurant à Léopoldville, 32A, avenue Général Tombeur de Tabora, Administrateur-délégué.

Monsieur Jacques DELORME, Directeur de Société, demeurant, 97, rue Erlanger, Paris, Administrateur.

Monsieur Octave DE JONGHE, Directeur de Société, demeurant, 20, rue Henri Smets, Wesembeek, Administrateur.

Monsieur Charles GUILLOU, Ingénieur A. A. Lg., 117, Boulevard Guillaume Van Haelen, Forest-Bruxelles, Administrateur.

Monsieur François ROLLOY, Directeur de Société, 12, Boulevard Pereire, Paris, Administrateur.

Commissaire.

Monsieur Henri GRAD, Expert-comptable, 38, avenue Alexandre Bertrand, Forest-Bruxelles.

Un Administrateur,
Jacques DELORME.

Un Administrateur,
Jean DE MYTTENAERE.

Société Minière de Kindu (Somikin)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kindu (Congo belge).

Siège administratif : Bruxelles, 168, rue Royale.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 53036.

—

DEPOT DE DELEGATION DE POUVOIRS.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le treize juin.

Nous, Pierre VAN HALTEREN, Notaire à Bruxelles,

Avons déposé au rang de nos minutes, pour en être délivré expéditions, copies ou extraits quand et à qui il appartiendra :

Un extrait, en date du neuf juin mil neuf cent cinquante deux, du procès-verbal de la séance du conseil d'administration de la dite société tenue le six du même mois, duquel il appert que le dit Conseil d'administration a décidé de donner à Monsieur Joseph Laemont, ingénieur des Constructions Civiles A. I. G., demeurant à Kaïlo, Maniema, Congo belge, certains pouvoirs énumérés audit extrait.

En conséquence, cet extrait demeurera ci-annexé.

De quoi nous avons dressé le présent acte de dépôt, en notre Etude, date que dessus.

(s.) P. VAN HALTEREN.

Enregistré à Bruxelles a. c. II 1er juin 1952. Vol. 1382, folio 74, Ce 12. Un rôle sans renvoi. Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) Abras.

ANNEXE.

Société Minière de Kindu (Somikin)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kindu (Congo belge).

Siège administratif : Bruxelles, 168, rue Royale.

Registres du commerce : Costermansville n° 191; Bruxelles, n° 53.036.

DELEGATION DE POUVOIRS.

Extrait du procès-verbal de la séance du conseil d'administration tenue le 6 juin 1952.

Conformément à l'article 23 des statuts, le conseil d'administration décide de donner pouvoirs à Monsieur Joseph Laemont, Ingénieur des constructions civiles A. I. G., résidant à Kaïlo, Maniema, Congo belge, à l'effet de :

— Représenter la Société Minière de Kindu (Somikin) auprès des autorités gouvernementales, judiciaires et administratives du Congo belge et exécuter à l'égard de tous tiers, toutes décisions du conseil d'administration dont l'effet doit s'y produire.

— Au nom de la société, suivre seul toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant; passer et signer tous actes et pièces, agir en toutes matières se rapportant aux droits dont la société est ou sera titulaire, spécialement en matières de mines et faire généralement tout ce qui sera utile ou nécessaire quoique non expressément prévu aux présentes.

— Se substituer une ou plusieurs personnes dans tout ou partie des présents pouvoirs.

La présente procuration met fin aux pouvoirs qui avaient été conférés à M. Jean Beck en 1931 et à toutes substitutions de pouvoirs que le dit M. Jean Beck aurait pu consentir en vertu de la faculté de substituer lui conférée par cette procuration.

Bruxelles, le 9 juin 1952.

Pour extrait certifié conforme,

Deux administrateurs :

(s.) M. JACQUES. (s.) L. HOOGVELST.

Enregistré à Bruxelles a. c. II 1e 16 juin 1952. Vol. 251, folio 30, Ce 7. Un rôle sans renvoi. Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) Abras.

Pour expédition conforme.

P. VAN HALTEREN.

Vu par Nous Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Me Van Halteren, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs, nº 925.

Bruxelles, 20 juin 1952.

(s.) Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 21 juin 1952.

Le Chef de Bureau (s.) R. Verleysen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 21 juin 1952.

Le Conseiller adjoint (s.) N. Cornet.

Société Commerciale du Centre Africain « SOCCA »
anciennement Valckenaere Frères

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville.

Siège administratif à Anvers, 80, rue Everaerts.

Registre du commerce d'Anvers, n° 1893.

—

Constituée les 13-12-24 et 6-2-25; approuvé par arrêté royal du 4-4-25; publié au Bulletin Officiel du Congo du 15-4-25 et au Moniteur Belge du 10-5-25 sous le n° 5903.

Assemblée Générale Ordinaire du 3 juin 1952.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :	
Immeubles et terrains	2.246.000,—
Matériel et outillage	244.275,30
Mobilier	101.860,10
Disponible :	
Caisses, C. C. P. et banques	862.239,92
Réalisable :	
Avances sur produits	2.163.004,89
Débiteurs	3.924.970,72
Cautions	11.350,—
Options	2.000,—
Créances douteuses et dommages de guerre	2,—
Stock marchandises	2.216.469,25
Stock produits	1.247.710,90
Portefeuille	2.484.432,10
Compte d'ordre :	
Dépôts statutaires	P. M.
	15.504.315,18

PASSIF.

Envers la société :		
Capital actions		4.500.000,—
Capital parts de fondateurs		P. M.
Réserve légale		174.572,50
Amortissements		454.675,—
Provision par créance douteuse créée en 1949		250.000,—
Envers les tiers :		
Créanciers ordinaires		2.188.719,20
Banquiers, Créanciers hypothécaires		1.410.510,81
Dividendes		16.959,62
Créanciers à long terme		5.822.800,—
Garanties sur avances		255.000,—
Comptes d'ordre :		
Déposants statutaires		P. M.
Résultats :		
Bénéfice de l'exercice	604.088,42	
Perte précédente	173.010,37	
		431.078,05
		15.504.315,18

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Report précédent	173.010,37
Frais généraux	3.174.793,49
Amortissements de l'exercice	83.653,—
	3.431.456,86
Solde bénéficiaire	431.078,05
Totaux	3.862.534,91

CREDIT.

Résultats d'exploitation	3.862.534,91
Totaux	3.862.534,91

DECISIONS.

L'assemblée générale du 3 juin 1952 a approuvé à l'unanimité les rapports, bilan et compte de profits et pertes de l'exercice 1951, par vote spécial a donné décharge aux administrateurs et commissaires, a décidé de reporter à une réserve extraordinaire le solde bénéficiaire de francs 431.078.05 après déduction de 5 % destinés à la réserve légale, a renouvelé le mandat de l'administrateur sortant M. Georges M. Valckenaere pour une durée de six ans, a accepté la démission du commissaire M. Georges L. C. Valckenaere et fixé le nombre des administrateurs à six et celui des commissaires à un.

Conseil d'Administration.

M. Charles Valckenaere, administrateur-délégué, 45, rue Carnot, Anvers.

M. Georges M. Valckenaere, administrateur-directeur général, 6B, Avenue Paul Hauzeur, Léopoldville.

M. André Valckenaere, administrateur-directeur, 4, avenue Britannique, Anvers.

M. baron Kervyn de Marcke ten Driessche, 72, rue Montoyer, Bruxelles.

M. Arthur Stoffyn, agent de change, 46, rue Pletinckx, Bruxelles.

M. Marcel Loumaye, avocat honoraire près la Cour d'Appel de Bruxelles, 26, avenue Emile Duray, Bruxelles.

Commissaire.

M. Edouard Hanssens, négociant, 49, Boulevard Guido Gezelle, Bruges.

Société Commerciale du Centre Africain « SOCCA ».

Charles VALCKENAERE.	André VALCKENAERE.
Administrateur-délégué.	Administrateur-directeur.

Chantier Naval de N'Dolo « CHANADO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville.

Siège administratif à Anvers, 80, rue Everaerts.

Registre du commerce d'Anvers n° 2521.

—

Constituée le 11 octobre 1927; approuvé par arrêté royal du 19-11-27; publié au Bulletin Officiel du Congo du 15-12-27 et au Moniteur Belge des 5-6-12-27 sous le n° 14275.

Assemblée Générale Ordinaire du 6 juin 1952.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :		
Frais de constitution		1,—
Immeuble		1.768.637,50
Matériel et outillage		418.000,—
Mobilier		1,—
Disponible :		
Caisse		26,15
Banque		21.884,10
C. C. P.		70.405,55
Réalisable :		
Portefeuille		1.185.783,95
Cautions		2.000,—
Participations		111.991,30
Débiteurs		7.616.596,10
Compte d'ordre :		
Dépôts statutaires		P. M.
Résultats :		
Perte de l'exercice	277.116,83	
Solde bénéf. antérieur	40.324,88	
		236.791,95
		11.432.118,60

PASSIF.

Envers la société :	
Capital	10.000.000,—
Amortissements	308.691,—
Réserve légale	9.213,60
Plus-value immunisée sur immeubles vendus	1.089.400,—
Envers les tiers :	
Créditeurs	16.814,—
Loyers encaissés anticipativement	8.000,—
Compte d'ordre :	
Déposants statutaires	P. M.
	11.432.118,60

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux	247.273,15
Amortissements	77.172,75
Créances irrécouvrables	820.307,53
Total	1.144.753,43

CREDIT.

Report précédent	40.324,88
Résultats d'exploitation	867.636,60
Solde déficitaire	236.791,95
Total	1.144.753,43

DECISIONS.

L'assemblée générale du 6 juin 1952 a approuvé à l'unanimité les rapports, bilan et compte de profits et pertes de l'exercice 1951, par vote spécial a donné décharge aux administrateurs et commissaire et a renouvelé le mandat de l'administrateur sortant baron Kervyn de Marcke ten Driessche, pour une durée de six ans.

Conseil d'Administration.

M. Charles Valckenaere, administrateur-délégué, 45, rue Carnot, Anvers.

M. Georges M. Valckenaere, administrateur-délégué, 6B, avenue Paul Hauzeur, Léopoldville.

M. André Valckenaere, administrateur, 4, avenue Britannique, Anvers.

M. baron Kervyn de Marcke ten Driessche, 72, rue Montoyer, Bruxelles.

M. Marcel Loumaye, avocat honoraire près la Cour d'Appel de Bruxelles, 26, avenue Em. Duray, Bruxelles.

Commissaire.

M. Edouard Hanssens, négociant, 49, boulevard Guido Gezelle, Bruges.

Chantier Naval de N'Dolo « CHANADO ».

Charles VALCKENAERE.
Administrateur-délégué.

André VALCKENAERE.
Administrateur.

Compagnie Minière du Congo Occidental « COMINOC »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Boma (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Registre du Commrece de Bruxelles n° 94.157.

—

Acte constitutif publié aux Annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1937. Modifications publiées aux Annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 février 1939, 15 mars 1949, 15 mai 1951 et 15 avril 1952.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale annuelle du 24 juin 1952.

ACTIF.

I. *Immobilisés :*

Solde au 1-1-1951	3.776.109,26	
Dépenses de l'exercice	52.736,25	
		3.828.845,51

II. *Réalisable :*		
Participations	3.750.000,—	
Débiteurs divers	15.541,34	
		3.765.541,34
III. *Disponible :*		
Banques		330.428,81
IV. *Comptes d'ordre :*		
Garanties statutaires		P. M.
Engagements et contrats divers en cours		P. M.
V. *Profits et pertes :*		
Report de l'exercice précédent . . .	129.303,84	
Perte de l'exercice 1951	22.874,19	
		152.178,03
		8.076.993,69

PASSIF.

I. *Dettes de la Société envers elle-même :*		
Capital :		
7.000 actions de capital de 500 frs. . .	3.500.000,—	
8.000 actions privilégiées de 500 frs. .	4.000.000,—	
15.000 actions série B sans désignation de valeur	P. M.	
	7.500.000,—	
Réserve statutaire	70.968,69	
		7.570.968,69
II. *Dettes de la Société envers des tiers :*		
Montant non appelé sur participation .	500.000,—	
Créditeurs divers	6.025,—	
		506.025,—
III. *Comptes d'ordre :*		
Titulaires des garanties statutaires		P. M.
Engagements et contrats divers en cours		P. M.
		8.076.993,69

Compte de profits et pertes de l'exercice 1951.

DEBIT.

Frais généraux	25.196,35
	25.196,35

CREDIT.

Intérêts de banque	2.322,16
Solde	22.874,19
	25.196,35

Situation du capital au 31 décembre 1951 :

Entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires du 24 juin 1952.

L'assemblée approuve le rapport, le bilan et le compte de profits et pertes du 15me exercice social tels qu'ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration et vérifiés par le Collège des Commissaires.

L'assemblée réélit Messieurs Léopold HOOGVELST et Marcel JACQUES en qualité d'administrateur. Leur mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale de 1958.

Composition du Conseil d'Administration.

Président du Conseil d'administration et Administrateur-délégué:

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 9, Avenue des Capucines, Schaerbeek-Bruxelles.

Administrateurs :

M. Léopold Hoogvelst, administrateur de sociétés, 29, Avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 1, Avenue des Scarabées, Bruxelles.

M. Prosper Lancsweert, Ingénieur civil des mines, 34, Avenue du Val d'Or, Woluwé-Saint-Pierre, Bruxelles.

M. Fernand Nisot, Ingénieur A. I. A., 15, rue d'Edimbourg, Ixelles-Bruxelles.

Composition du Collège des Commissaires.

M. René Frère, Docteur en droit, 156, Avenue de Tervueren, Woluwé-Saint-Pierre, Bruxelles.

M. Fernand Kuhnemant, Chef de Comptabilité, 88, Avenue Victor Jacobs, Bruxelles.

M. Jean Meily, Expert-Comptable, 11, Avenue Jules Malou, Etterbeek-Bruxelles.

Un Administrateur, Prosper LANCSWEERT.

Le Président du Conseil, Georges LESCORNEZ.

Les Mines d'Or et d'Etain de Kindu « KINORETAIN »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Siège social : Kindu - Port Empain (Congo Belge).

Registre du Commerce de Bruxelles n° 65.750.

Registre du Commerce de Costermansville n° 287.

Acte constitutif publié aux Annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1933. Modifications publiées aux Annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 mai 1937, 15 juillet 1938, 15 mai 1947, 15 mars 1949 et 15 avril 1950.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

(Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 1952).

ACTIF.

I. *Immobilisés :*

Prospections, développements, routes, Immeubles et installations minières :		
Solde au 1er janvier 1951	32.742.894,30	
Dépenses de l'exercice	19.312.172,—	
	52.055.066,30	
Moins :		
Amortissement de l'exercice	22.175.135,—	
		29.879.931,30
Litige Somikin	448.321,25	
		30.328.252,55

II. *Réalisable :*		
Participations	1.256.002,—	
Fonds publics	14.976.957,70	
Débiteurs divers	19.427.457,15	
Stock produits	28.163.460,—	
		63.823.876,85
III. *Disponible :*		
Banques		92.272.558,52
IV. *Divers.*		
Comptes débiteurs		21.909.199,75
V. *Comptes d'ordre :*		
Garanties statutaires		P. M.
Engagements et contrats divers en cours		P. M.
		208.333.887,67

PASSIF.

I. *Dettes de la Société envers elle-même :*		
Capital :		
120.000 actions de 500 frs. chacune	60.000.000,—	
Fonds de réserve sociale	6.928.580,46	
Fonds de réserve spécial	50.000.000,—	
		116.928.580,46
II. *Dettes de la Société envers des tiers :*		
Créditeurs		1.586.273,87
III. *Divers :*		
Comptes créditeurs		18.549.207,—
IV. *Comptes d'ordre :*		
Titulaires des garanties statutaires		P. M.
Engagements et contrats divers en cours		P. M.
V. *Profits et pertes :*		
Bénéfice de l'exercice		71.269.826,34
		208.333.887,67

Compte de profits et pertes de l'exercice 1951.

DEBIT.

Frais généraux	751.189,30
Droits de sortie	14.896.451,—
Amortissements sur prospections, développements, immeubles et installations minières	22.175.135,—
Prévision fiscale	11.000.000,—
Solde	71.269.826,34
	120.092.601,64

CREDIT.

Résultats d'exploitation	118.914.894,49
Revenus financiers et divers	1.177.707,15
	120.092.601,64

Répartition — 19me exercice social.

— Au Fonds de réserve sociale	3.071.419,54
— Au Fonds de réserve spécial	18.000.000,—
— Participation de la Cie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains conformément aux articles 76 et 124 du décret du 24 septembre 1937	21.178.566,10
— 10 % au Conseil d'administration et au Collège des Commissaires	5.019.840,70
— Dividende aux actions de capital	24.000.000,—
	71.269.826,34

Versements effectués.

Le capital a été entièrement libéré.

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires tenue à Bruxelles le 25 juin 1952.

L'assemblée entend le rapport des administrateurs et celui des commissaires, approuve le bilan et le compte de profits et pertes du 19me exercice social tels qu'ils sont arrêtés par le Conseil d'administration et vérifiés par le Collège des Commissaires.

L'assemblée :

a) réélit en qualité d'administrateurs Messieurs René BRASSEUR et Louis FRERE dont le mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1958;

b) désigne Monsieur Florimond STUCKENS, administrateur de sociétés, demeurant 54, Avenue du Parc de Woluwe à Auderghem, pour achever le mandat de Monsieur Lucien LABIE, administrateur décédé;

c) prend acte de la démission de ses fonctions d'administrateur donnée ce jour par Monsieur Jacques GRAZIA et nomme, en remplacement, en qualité d'administrateur, Monsieur Pierre WITMEUR, docteur en droit, demeurant 38, rue Dautzenberg à Bruxelles.

Le mandat de Messieurs STUCKENS et WITMEUR prendra fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1953.

Composition du Conseil d'Administration.

Président :

M. Alfred Moeller de Laddersous, Vice-Gouverneur Général Honoraire, 1, Place de la Sainte Alliance, Uccle.

Vice-Président :

Prince Albert-Edouard de Ligne, administrateur de sociétés, 125, Avenue de Broqueville, Woluwe-St.-Lambert.

Administrateurs délégués :

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 9, Avenue des Capucines, Schaerbeek.

M. René Brasseur, Ingénieur Ecole Centrale de Paris, 185, Chaussée de la Hulpe, Boitsfort.

Administrateurs :

M. Etienne Asselberghs, géologue, 11, Place Foch, Louvain.

M. Jacques d'Andrimont, ingénieur A. I. Lg., 4, Boulevard Louis Schmidt, Bruxelles.

M. Emmanuel de Beer de Laer, docteur en droit, 4, rue Jules Lejeune, Bruxelles.

M. Hector de Rauw, ingénieur civil des mines, géologue, Eghezée.

M. Louis Frère, administrateur de sociétés, 15, Avenue des Chasseurs, Crainhem (Quatre-Bras)-lez-Bruxelles.

M. Léopold Hoogvelst, administrateur de sociétés, 29, Avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 1, Avenue des Scarabées, Bruxelles.

M. Maurice Lefranc, Ingénieur Civil, 88, rue Bosquet, Bruxelles.

M. Florimond Stuckens, administrateur de sociétés, 54, Avenue du Parc de Woluwé, Auderghem.

M. Fernand Tomson, Ingénieur des Mines, Ingénieur électricien, 19, Avenue de la Folle Chanson, Bruxelles.

M. Fernand Tricot, Ingénieur-mécanicien, Ingénieur-électricien, 24, Avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

M. Pierre Witmeur, docteur en droit, 38, rue Dautzenberg, Bruxelles.

Composition du Collège des Commissaires.

M. Robert Carly, administrateur de sociétés, 28, rue J. Stallaert, Ixelles.

M. Edgard Leruth, secrétaire de sociétés, 25, rue F. Toussaint, Ixelles.

M. Emile Thielemans, Chef Comptable, 61, Avenue Voltaire, Schaerbeek.

M. Pierre Vlayen, Expert comptable, 19, Avenue des Klauwaerts, Ixelles.

Un Administrateur-Délégué,
G. LESCORNEZ.

Le Président
du Conseil d'Administration,
A. MOELLER de LADDERSOUS.

Société Coloniale d'Electricité

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : 5, rue de la Science, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 15.173.

—

Société congolaise à responsabilité limitée, constituée à Bruxelles, suivant acte publié au Bulletin Officiel du Congo Belge le 15 janvier 1924 et au Moniteur belge le 1er février 1924, sous le n° 1.100.

Statuts modifiés suivant actes publiés au Bulletin Officiel du Congo belge des 15 novembre 1924, 15 décembre 1925, 15 février 1927, 15 novembre 1928, 15 novembre 1937, 15 novembre 1945, 15 mars 1946, 15 octobre 1951 et au Moniteur belge des 7 novembre 1924, 23 septembre 1925, 11 novembre 1926, 21 octobre 1928, 7 octobre 1937, 22 mars 1946, 13-14 mai 1946, 16-17-18 novembre 1947 et 8 et 9 octobre 1951 sous les nos 12.520 - 10.889 - 12.144 - 13.896 - 13.712 - 3.628 - 8.986 - 20.462 et 21.230.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé :			
Immeubles, Installations et matériel	71.921.434,18		
Augmentation en 1951 .	11.122.263,44		
	83.043.697,62		
Matériel vendu ou hors d'usage . . .	1.553.054,86		
		81.490.642,76	
Amortissements :			
au 31 déc. 1950 . . .	22.019.414,44		
Prélèv. en 1951 pour matériel vendu ou hors d'usage . . .	1.004.307,27		
	21.015.107,17		
Amort. de 1951 . . .	7.225.315,19		
		28.240.422,36	
			53.250.220,40
Frais de 1er établissement		1,—	
Frais de constitution		1,—	
Frais d'études		1,—	
			53.250.223,40
Réalisable :			
Portefeuille et participations		111.401.927,72	
Approvisionnements et travaux en cours .		27.544.662,20	
Débiteurs divers		16.316.094,70	
			155.262.684,62
Disponible :			
Caisses et banques en Europe et en Afrique			21.997,916,82
Divers :			
Comptes débiteurs			1.089.166,90
Comptes d'ordre :			
Dépôts statutaires		P. M.	
Cautionnements des agents		435.600,—	
Commandes en cours		P. M.	
Marchandises en consignation . . .		3.487.702,40	

Dépôt pièces de rechange syndicat . .	821.641,07	
Ministère des Colonies garantie pour ordre	75.000,—	
Droits de souscription bloqués . . .	417,65	
		4.820.361,12
		236.420.352,86

PASSIF.

Non exigible :

Capital	166.150.000,—	
représenté par 378.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale.		
Réserve statutaire	4.887.672,37	
		171.037.672,37

Exigible :
(sans garantie réelle)

Créditeurs divers	28.918.543,39	
Prévision fiscale	3.000.000,—	
Coupons d'actions à payer	356.185,24	
Coupons d'actions échus et non réclamés (loi du 10 avril 1923) .	285.780,06	
Versements restant à effectuer sur titres en portefeuille	12.265.000,—	
		44.825.508,69

Divers :

Comptes créditeurs	1.271.396,90

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	P. M.	
Agents titulaires de cautionnements . .	435.600,—	
Commandes en cours	P. M.	
Déposants consignation marchandises .	3.487.702,40	
Syndicat. Dépôt pièces de rechange . .	821.641,07	
Nagelmackers Fils et C°. Garants envers Ministère des Colonies	75.000,—	
Créditeurs pour droits de souscription sur titres frappés d'opposition	417,65	
		4.820.361,12

Résultat :

Solde bénéficiaire	14.465.413,78
	236.420.352,86

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux et dépenses d'exploitation		68.639.787,70
Amortissements :		
sur immobilisés	7.225.315,19	
sur frais de prorogation Société et d'augmentation de capital	252.223,80	
		7.477.538,99
Solde bénéficiaire		14.465.413,78
		90.582.740,47

CREDIT.

Report au 1er janvier 1951	62.698,17
Recettes brutes d'exploitation	87.646.355,04
Revenus de titres, intérêts, commissions et divers . .	2.873.687,26
	90.582.740,47

Répartition du solde bénéficiaire.

Fonds de réserve sociale	720.135,78
Fonds de prévision en faveur du personnel	1.000.000,—
Report à nouveau	600.700,30
Dividende de fr. 43,3735 brut aux 252.000 parts sociales anciennes numérotées de 1 à 252.000	10.930.120,—
Allocations statutaires	1.214.457,70
	14.465.413,78

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 19 juin 1952.

L'assemblée appelle aux fonctions d'Administrateur, Monsieur Lucien GONZE, pour achever le mandat de Monsieur Frans LEEMANS, démissionnaire; elle réélit MM. Paul GUSTIN et Georges GEERTS, dans leurs fonctions d'Administrateurs, et Monsieur Robert CAMBIER dans ses fonctions de Commissaire.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

Administrateurs :

M. le Baron de STEENHAULT de WAERBEEK, banquier, à Vollezeele.

M. Christian JANSSENS, ingénieur, 34, avenue Jeanne à Ixelles-Bruxelles.

M. Martin THEVES, ingénieur, 12, avenue de la Forêt de Soignes, Rhode-St.-Genèse.

M. le Baron Antoine ALLARD, administrateur de sociétés, 38, avenue Emile Duray, Bruxelles.

M. le Comte Henri de HEMPTINNE, administrateur de sociétés, 25, rue Charles-Quint à Gand.

M. Georges GEERTS, ingénieur, 63, avenue Edmond Mesens, Etterbeek.

M. Paul GUSTIN, administrateur de sociétés, 14, avenue Reine Elisabeth, Anvers.

M. Alfred LIENART, ingénieur, 196, avenue de Tervueren, Woluwe-St.-Pierre.

M. Robert THYS, ingénieur, 136, avenue Louise, Bruxelles.

M. Lucien GONZE, administrateur de sociétés, 144, avenue Fr. Roosevellt, Bruxelles.

Commissaires :

M. Robert CAMBIER, ingénieur A. I. A., 131, Chaussée de Charleroi, Bruxelles.

M. Georges RENARD, Fondé de pouvoirs, 54, rue Adolphe Mathieu, Bruxelles.

M. Henri de STEENHAULT, administrateur de sociétés, 11, Lindestraat à Vollezeele.

Les Administrateurs,

A. LIENART. C. JANSSENS. Baron de STEENHAULT de WAERBEEK.

R. THYS. G. GEERTS. Baron Antoine ALLARD.

Les Commissaires,

R. CAMBIER. H. de STEENHAULT.

Société Minière de la Luama
« SYLUMA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 112, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 52.538.

—

Constituée le 17 mars 1931, acte publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1931. Statuts modifiés suivant actes des 29 décembre 1938, 27 juin 1939 et 29 juin 1948, publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 juin 1939, 15 février 1949 et 15 novembre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

(Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 1952.)

ACTIF.

Immobilisé :		
Frais de constitution	P. M.	
Concessions, propections, travaux préparatoires et divers	25.779.921,14	
Constructions	2.867.784,67	
Matériel et gros outillage	3.475.414,—	
Mobilier	221.161,—	
		32.344.280,81
Disponible et réalisable :		
Caisses, dépôts à vue et à court terme . .	4.556.237,52	
Actionnaires	1.500.000,—	
Parts coopératives Congor	12.000,—	
Débiteurs divers	997.111,29	
Approvisionnements en stock et en cours de route	2.081.445,28	
Or en stock et en cours de route . . .	2.811.075,95	
		11.957.870,04
Comptes transitoires :		
Frais payés d'avance et comptes divers		140.998,45

Comptes d'ordre :			
Cautionnements statutaires (540 actions de 500 francs)			P. M.
Résultats :			
Perte de l'exercice		715.629,37	
à déduire :			
Solde bénéficiaire reporté de l'exercice précédent		553.245,43	
			162.383,94
			44.605.533,24

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :			
Capital :			
représenté par 20.000 actions de frs. 500		10.000.000,—	
Pour mémoire : 10.000 actions nominatives série B sans désignation de valeur nominale (art. 5 des Statuts).			
Réserve statutaire		561.956,28	
Amortissements :			
s/concessions, prospections, travaux préparatoires et divers	25.679.921,14		
s/constructions	2.867.784,67		
s/matériel et gros outillage	2.112.724,—		
s/mobilier	221.161,—		
		30.881.590,81	
			41.443.547,09
Dettes de la Société envers les tiers :			
Créditeurs divers			2.457.533,91
Comptes transitoires :			
Comptes de régularisation et divers			704.452,24
Comptes d'ordre :			
Déposants de cautionnements statutaires (540 actions de 500 francs)			P. M.
			44.605.533,24

Compte de pertes et profits au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux		129.377,92
Amortissements :		
sur concessions, prospections, travaux préparatoires et divers	179.995,43	
sur matériel et gros outillage . . .	383.101,—	
		563.096,43
Résultats d'exploitation		196.888,28
		889.362,63

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice précédent		553.245,43
Intérêts et divers		173.733,26
Solde déficitaire. Perte de l'exercice . .	715.629,37	
à déduire :		
Solde bénéficiaire reporté de l'exercice précédent	553.245,43	
		162.383,94
		889.362,63

Répartition des bénéfices : Néant.

Situation du capital.

Versements effectués		8.500.000,—
Versements restant à effectuer :		
« Symaf Syndicat Minier Africain . .	965.625,—	
Compagnie Financière Africaine . .	191.850,—	
Société Belge de Recherches Minières en Afrique « Rémina »	187.500,—	
Comité Spécial du Katanga	150.000,—	
M. Georges Schaar	4.425,—	
Baron Jean de Steenhault de Waerbeek .	150,—	
Mme Jacques Maes de Bournonville . .	150,—	
M. Raymond Anthoine	75,—	
M. René Cambier	75,—	

M. André-Eric Gérard	75,—	
M. Henri Barzin	75,—	
		1.500.000,—
		10.000.000,—

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

M. George MOULAERT, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, avenue de l'Observatoire, 47, Uccle, Président.

M. Raymond ANTHOINE, Ingénieur Civil des Mines, avenue Franklin Roosevelt, 34, Bruxelles, Administrateur-délégué.

M. Pierre VAN HOEGAERDEN, Ingénieur Civil des Mines, Place Charles Graux, 15, Ixelles, Administrateur-Directeur.

M. Gaston COLLET, Directeur Général en disponibilité au Ministère des Colonies, rue des Floralies, 29, Woluwe-St.-Lambert, Administrateur.

M. Henri DEPAGE, Administrateur-Délégué de la Compagnie Financière Africaine, avenue du Parc de Woluwe, 44, Auderghem, Administrateur.

M. Paul FONTAINAS, Ingénieur Civil des Mines, avenue Molière, 327, Uccle, Administrateur.

M. André-Eric GERARD, Ingénieur Electricien, avenue Emile Demot, 16, Bruxelles, Administrateur.

M. Georges SCHAAR, Ingénieur Civil des Mines et Géologue, avenue Franklin Roosevelt, 144, Bruxelles, Administrateur.

M. Robert SCHWENNICKE, Ingénieur Civil des Mines, avenue du Parc de Woluwe, 64, Auderghem, Administrateur.

M. le Baron Jean de STEENHAULT de WAERBEECK, Banquier, rue Linde, 7, Vollezeele, Administrateur.

M. Bernard DUYCKAERTS, Licencié en Sciences Commerciales, Place de l'Altitude Cent, 20, Forest, Commissaire.

M. Désiré TILMANT, Expert-Comptable, rue Raoul Warocqué, 19, Morlanwelz, Commissaire.

Un Administrateur,	Un Administrateur,
Pierre VAN HOEGAERDEN.	Robert SCHWENNICKE.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 1952 a renouvelé les mandats de Monsieur G. Collet, Administrateur et B. Duyckaerts, Commissaire. Ces mandats viendront à expiration après l'Assemblée Générale Ordinaire de 1957.

Un Administrateur,	Un Administrateur,
Pierre VAN HOEGAERDEN.	Robert SCHWENNICKE.

« B E L G I K A »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

PROCES-VERBAL DE CARENCE.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le neuf avril.

Par devant maître Paul ECTORS, notaire résidant à Bruxelles.

S'est tenue à Bruxelles, au siège administratif, 121, rue du Commerce, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « *Belgika* » ayant son siège social à Stanleyville, Congo Belge, constituée par acte du notaire soussigné en date du vingt sept octobre mil neuf cent cinquante et un, autorisée par arrêté royal du treize décembre même année, acte publié aux annexes du Moniteur Belge le douze janvier mil neuf cent cinquante deux sous le n° 662 et au Bulletin Officiel du Congo Belge le quinze janvier mil neuf cent cinquante deux.

Sont présents ou représentés les actionnaires mentionnés à la liste de présence reproduite à la fin du présent procès-verbal, renseignant huit actionnaires possédant ensemble quatre mille cent soixante dix parts sociales.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de monsieur André H. Gilson, commissaire général honoraire du Congo Belge, président du conseil d'administration de la société ci-après qualifié.

Est nommé secrétaire : M. Edmond Verfaillie ci-après qualifié qui accepte.

Sont nommés scrutateurs : 1) M. Gustave Arnould ci-après qualifié; 2) M. Jacques Relecom, ci-après qualifié, qui acceptent.

Monsieur le Président expose :

1) Que la présente assemblée a été convoquée à ces jour, heure et endroit par avis insérés cette année dans les journaux suivants :

Le Moniteur Belge des trente-trente un mars.

Le Bulletin Officiel du Congo Belge du trente un mars.

En outre des convocations par lettres missives ont été adressées le vingt six mars à tous les actionnaires en nom.

Les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau :

2) Que l'ordre du jour porte :

1) Augmentation du capital social à concurrence de septante neuf millions trois cent vingt cinq mille francs pour le porter de cent cinquante huit millions cent septante cinq mille francs à deux cent trente sept millions cinq cent mille francs congolais, cette augmentation donnant lieu à la création de cent soixante sept mille parts sociales sans désignation de valeur qui auront droit pour l'exercice social mil neuf cent cinquante deux à la moitié du dividende attribué à chacune des parts sociales sans désignation de valeur actuellement existantes.

Proposition d'offrir ces cent soixante sept mille parts sociales nouvelles en souscription publique aux porteurs des trois cent trente trois mille parts sociales anciennes au prix de quatre cent soixante quinze francs, tous frais à charge de la société, le droit de souscription devant s'exercer comme suit :

a) à titre irréductible : une part sociale nouvelle pour deux parts sociales anciennes.

b) à titre réductible : les actions nouvelles non absorbées par l'exercice du droit irréductible, la répartition s'effectuant au prorata des titres souscrits à titre irréductible, sans délivrance de fraction.

2) Sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital, modification des articles 5 et 6 des statuts pour mettre ceux-ci en concordance avec les décisions prises.

Ces articles seront rédigés et modifiés comme suit :

Article 5. — Le capital social est fixé à deux cent trente sept millions cinq cent mille francs congolais représenté par cinq cent mille parts sociales sans désignation de valeur.

Article 6. — 1) Insérer avant le texte actuel qui est maintenu intégralement, la phrase : « I. L'acte constitutif du vingt sept octobre mil neuf cent cinquante et un énonce ».

2) Ajouter in fine de l'article six l'alinéa ci-après : « II. Par acte du notaire Paul Ectors à Bruxelles en date du ..... mil neuf cent cinquante deux, le capital social a été augmenté de soixante dix neuf millions trois cent vingt cinq mille francs congolais par la création de cent soixante sept mille parts sociales sans désignation de valeur, qui furent entièrement souscrites à quatre cent soixante quinze francs l'une et libérées en totalité ».

III. Que pour assister à la présente assemblée, les actionnaires se sont conformés aux prescriptions de l'article 25 des statuts sociaux.

IV. Que chaque part sociale donne droit à une voix sauf les restrictions prévues par la loi.

V. Que l'assemblée ne représentant que quatre mille cent soixante dix parts sociales sur les trois cent trente trois mille existantes, soit moins de la moitié des titres, elle n'est pas apte à délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ces faits sont reconnus exacts par l'assemblée.

Celle-ci après délibération décide en conséquence et à l'unanimité qu'une nouvelle assemblée avec le même ordre du jour se tiendra au même lieu que la présente, le mardi vingt neuf avril prochain à la même heure (onze heures).

Cette assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre de titres représentés.

LISTE DE PRESENCE.

Ont assisté à la présente assemblée, les actionnaires suivants, possédant d'après renseignements fournis, le nombre de titres ci-après :

1. M. André H. Gilson, commissaire général honoraire du Congo Belge, demeurant à Woluwe Saint-Pierre, 194a, avenue de Tervueren, possédant huit cent parts sociales 800

2. M. Théodore Duwez, agent de change, demeurant à Woluwe Saint-Lambert, 169, avenue de Broqueville, possédant deux cents parts sociales 200

3. M. Armand Jamar, docteur en droit, demeurant à Brxuelles, 23, avenue Franklin D. Roosevelt, possédant deux cent parts sociales 200

4. Le baron Albert Leclercq, avocat à la cour d'appel, demeurant à Bruxelles, 1, rue Forestière, possédant deux mille parts sociales . 2.000

5. M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines A. I. Br., demeurant à Bruxelles, 435, avenue Louise, possédant deux cents parts sociales 200

6. M. Edmond Verfaillie, secrétaire de société, demeurant 26, avenue Albert Elisabeth, à Woluwe-Saint-Lambert, possédant deux cents parts sociales 200

7. M. Robert Tytgat, ingénieur des constructions civiles A. I. C., demeurant à Uccle, avenue Winston Churchill, 125, possédant soixante dix parts sociales 70

8. M. Gustave Arnould, industriel, demeurant 9, avenue de Broqueville à Woluwe Saint-Pierre, possédant cinq cents parts sociales 500

Ensemble quatre mille cent et soixante dix parts sociales . . 4.170

La séance est levée à onze heures un qaurt.

Clos le présent procès-verbal.

Lecture faite, les membres du bureau ont signé avec nous notaire, aucun actionnaire ne le demandant.

(Suivent les signatures).

Enregistré deux rôles, deux renvois à Bruxelles A. C. III, le onze avril 1952, volume 599, folio 59, case 8, reçu quarante francs.

Le receveur, (s.) Tillœuil.

Pour expédition conforme.

Le Notaire,

(s.) Paul ECTORS.

Paul Ectors, Notaire à Bruxelles-Brabant.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Ectors, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs, n° 8748.

Bruxelles, le 30 mai 1952.

(s.) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 juin 1952.

Le Chef de Bureau (s.) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 juin 1952.

Le Conseiller adjoint (s.) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

« B E L G I K A »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

MODIFICATIONS AUX STATUTS. AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL. (1)

L'an mil neuf cent cinquante deux, le vingt neuf avril.

Par devant maître Paul ECTORS, notaire résidant à Bruxelles.

S'est tenue à Bruxelles au siège administratif, 121, rue du Commerce, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Belgika » ayant son siège social à Stanleyville, Congo Belge, constituée par acte du notaire soussigné, en date du vingt sept octobre mil neuf cent cinquante et un, autorisée par arrêté royal du treize décembre même année, acte publié aux annexes du Moniteur Belge le douze janvier mil neuf cent cinquante deux, n° 662 et au Bulletin Officiel du Congo Belge, du quinze janvier mil neuf cent cinquante deux.

(1) Arrêté royal du 27 juin 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1952. — 1re Partie.

Sont présents ou représentés les actionnaires mentionnés à la liste de présence reproduite à la fin du présent procès-verbal, renseignant vingt et un actionnaires, possédant ensemble trente un mille dix neuf parts sociales.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de monsieur André H. Gilson, commissaire général honoraire du Congo Belge, demeurant à Woluwe Saint-Pierre, 194a, avenue de Tervueren.

Est nommé secrétaire monsieur Edmond Verfaillie, secrétaire de sociétés, demeurant à Woluwe Saint-Lambert, 26, avenue Albert Elisabeth, qui accepte.

Sont nommés scrutateurs : M. André Regnier; M. Emile Evert, tous deux ci-après qualifiés, qui acceptent.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée a été convoquée à ces jour, heure et endroit par avis insérés cette année dans les journaux suivants :

Le Bulletin Officiel du Congo Belge du dix neuf avril.

Le Moniteur Belge du dix neuf avril.

Les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau.

Des lettres missives ont été adressées aux actionnaires en nom le dix huit de ce mois.

II. Que l'ordre du jour porte :

1) Augmentation du capital social à concurrence de septante neuf millions trois cent vingt cinq mille francs pour le porter de cent cinquante huit millions cent septante cinq mille francs à deux cent trente sept millions cinq cent mille francs congolais, cette augmentation donnant lieu à la création de cent soixante sept mille parts sociales sans désignation de valeur qui auront droit pour l'exercice social mil neuf cent cinquante deux, à la moitié du dividende attribué à chacune des parts sociales sans désignation de valeur actuellement existantes.

Proposition d'offrir ces cent soixante sept mille parts sociales nouvelles en souscription publique aux porteurs des trois cent trente trois mille parts sociales anciennes au prix de quatre cent soixante quinze francs, tous frais à charge de la société, le droit de souscription devant s'exercer comme suit :

a) à titre irréductible : une part sociale nouvelle pour deux parts sociales anciennes.

b) à titre réductible : les actions nouvelles non absorbées par l'exercice du droit irréductible, la répartition s'effectuant au prorata des titres souscrits à titre irréductible sans délivrance de fraction.

2) Sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital, modification des articles 5 et 6 des statuts pour mettre ceux-ci en concordance avec les décisions prises.

Ces articles seront rédigés et modifiés comme suit :

Article 5. — Le capital social est fixé à deux cent trente sept millions cinq cent mille francs congolais représenté par cinq cent mille parts sociales sans désignation de valeur.

Article 6. — 1) Insérer avant le texte actuel qui est maintenu intégralement, la phrase : « I. L'acte constitutif du vingt sept octobre mil neuf cent cinquante et un énonce ».

2) Ajouter in fine de l'article six, l'alinéa ci-après : « II. Par acte du notaire Paul Ectors à Bruxelles en date du ..... mil neuf cent cinquante deux, le capital social a été augmenté de soixante dix neuf millions trois cent vingt cinq mille francs congolais, par la création de cent soixante sept mille parts sociales sans désignation de valeur, qui furent entièrement souscrites à quatre cent soixante quinze francs l'une et libérées en totalité ».

III. Que pour assister à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article 25 des statuts sociaux.

IV. Que chaque part sociale donne droit à une voix sauf les restrictions prévues par la loi.

V. Que l'assemblée ne réunit que trente et un mille dix neuf parts sociales sur les trois cent trente trois mille parts sociales existantes, soit moins de la moitié des titres, mais qu'une première assemblée tenue le neuf avril courant mois, n'ayant pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la présente tenue en conséquence de cette dernière est apte à délibérer sur tous les objets figurant à son ordre du jour.

Cet exposé est reconnu exact par l'assemblée.

Monsieur le Président déclare ensuite que d'accord avec la Coloniale de Belgique, société anonyme ayant son siège social, 121, rue du Commerce à Bruxelles (agissant tant pour elle-même que pour un groupe dont elle se porte fort) le conseil d'administration de la société Belgika, sous réserve d'accord de l'assemblée, se propose de procéder comme suit :

I. En vue de garantir la souscription et la libération intégrale des cent soixante sept mille parts sociales nouvelle à émettre, en vue également de couvrir la société Belgika des conséquences éventuelles de toute irrégularité de fait ou de droit qui pourrait se produire au cours de la souscription, de la nullité éventuelle soit de certaines souscriptions, soit de certains versements.

La Coloniale de Belgique s'obligera dès à présent solidairement et indivisiblement avec et pour tous et chacun des souscripteurs des cent soixante sept mille parts sociales nouvelles « Belgika » et se portera fort pour ces derniers, voulant que la Belgika puisse à son gré agir contre elle seule ou contre les anciens actionnaires souscripteurs et considérer la Coloniale de Belgique, comme seule obligée à la souscription et à la libération des cent soixante sept mille parts nouvelles.

Nonobstant le dit engagement, la Coloniale de Belgique s'engagera envers les divers souscripteurs à ne se considérer envers eux que comme leur mandataire et porte fort de telle sorte que toutes quittances ou titres qui lui seraient délivrés par la Belgika soient considérés par la Coloniale de Belgique comme lui remis pour compte et au profit des souscripteurs respectifs.

II. Les parts sociales nouvelles seront ensuite offertes par souscription publique aux anciens actionnaires.

III. Les prospectus et bulletins de souscription :

a) Reproduiront l'accord exposé ci-avant comme condition de la souscription.

b) Feront ressortir que conformément à la législation coloniale, l'augmentation du capital, la création et l'émission, la souscription et la libération des cent soixante sept mille parts sociales nouvelles ne seront définitives que moyennant leur autorisation par un arrêté royal dont l'octroi sera sollicité dès après la cloture de la souscription publique et de la constatation de la souscription et de la libération des cent soixante sept mille parts sociales nouvelles.

c) Que toute cession de part sociale nouvelle avant l'octroi du dit arrêté royal est interdite, nulle et de nul effet.

IV. L'arrêté royal sera sollicité dès après cloture de la souscription et constatation de celle-ci.

Ensuite de cette déclaration, l'assemblée décide :

PREMIERE RESOLUTION.

D'augmenter le capital social à concurrence de septante neuf millions trois cent vingt cinq mille francs pour le porter de cent cinquante huit millions cent septante cinq mille francs à deux cent trente sept millions cinq cent mille francs congolais, par la création de cent soixante sept mille parts sociales sans désignation de valeur qui auront droit pour l'exercice social mil neuf cent cinquante deux à la moitié du dividende attribué à chacune des parts sociales sans désignation de valeur actuellement existantes.

Ces cent soixante sept mille parts sociales nouvelles seront offertes par préférence aux actionnaires anciens au prix de quatre cent septante cinq francs l'une, tous frais à charge de la société.

Le droit de souscription s'exercera à titre irréductible à raison d'une part sociale nouvelle pour deux anciennes, à titre réductible pour ce qui concerne les parts sociales nouvelles qui ne seraient pas absorbées par les demandes irréductibles, la répartition s'effectuera au prorata des titres souscrits à titre irréductible sans fraction.

La mise en souscription publique se fera aux conditions précitées et en outre suivant les modalités et aux conditions reprises dans la déclaration ci-avant de monsieur le Président de l'assemblée.

Au surplus l'assemblée charge le conseil d'administration de la Belgika et lui confère pour autant que de besoin tous pouvoirs à cet effet. d'assurer au mieux des intérêts sociaux. L'émission et la souscription des cent soixante sept mille parts nouvelles, fixer la durée, l'époque et toutes autres conditions accessoires de la souscription, passer avec tous tiers toutes conventions destinées à assurer ou obtenir toutes formalités requises ou autorisations nécessaires pour l'augmentation de capital, pour assurer la souscription intégrale des titres nouveaux et leur libération, faire constater la réalisation de l'augmentation de capital décrétée et des modifications statutaires en résultant et en général prendre toutes dispositions utiles que la présente résolution nécessite ou que ses suites comportent.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

INTERVENTION.

Est ici intervenue : la société anonyme Coloniale de Belgique, ayant son siège social à Bruxelles, 121, rue du Commerce, représentée par deux de ses administrateurs, M. Jacques Relecom et M. Robert Tytgat, tous deux ci-après qualifiés ayant les pouvoirs requis aux termes des statuts sociaux agissant tant pour elle-même que pour un groupe dont elle se porte fort, laquelle en conformité avec la déclaration de Monsieur le Président de l'assemblée, a déclaré se porter dès à présent obligée solidaire et indivisible avec tous les souscripteurs futurs des cent soixante sept mille parts sociales nouvelles, se portant en outre fort pour ces derniers et voulant que la société Belgika puisse si elle le désire la considérer comme seule obligée à son égard à la souscription des dites cent soixante sept mille parts sociales nouvelles et à leur libération.

Voulant néanmoins la société Coloniale de Belgique que vis-à-vis des souscripteurs futurs des dites cent soixante sept mille parts sociales nouvelles, elle ne soit considérée que comme leur porte fort agissant pour leur compte et à leur profit.

Ensuite la Coloniale de Belgique s'est obligée à répéter si besoin, son présent engagement, lors de la constatation authentique de la souscription et de la libération des parts nouvelles.

L'assemblée après avoir accepté le dit engagement décide;

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide (sous la condition suspensive de la réalisation effective de l'augmentation de capital objet de la première résolution et de sa constatation) de modifier les statuts sociaux pour les mettre en concordance avec la décision qui précède comme suit :

Article cinq. — Cet article sera rédigé :

Article cinq : Le Capital social est fixé à deux cent trente sept millions cinq cent mille francs congolais représenté par cinq cent mille parts sociales sans désignation de valeur.

Article six. — 1° Insérer avant le texte actuel qui est maintenu intégralement, la phrase : « I. L'acte constitutif du vingt sept octobre mil neuf cent cinquante et un énonce ».

2° Ajouter in fine de l'article six l'alinéa ci-après : « II. Par acte du notaire Paul Ectors à Bruxelles en date du vingt neuf avril mil neuf cent cinquante deux, le capital social a été augmenté de soixante dix neuf millions trois cent vingt cinq mille francs congolais, par la création de cent soixante sept mille parts sociales sans désignation de valeur qui furent entièrement souscrites à quatre cent soixante quinze francs l'une et libérées en totalité. »

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

L'assemblée estime à environ cinq millions dix mille francs le montant des frais, charges ou rémunérations incombant à la société ou mis à sa charge du chef des présentes résolutions et des suites qu'elles comportent.

CONDITION SUSPENSIVE.

Toutes les résolutions ci-dessus ont été adoptées sous la condition suspensive de leur autorisation par arrêté royal, conformément à la législation coloniale.

LISTE DE PRESENCE.

Prennent part à la présente assemblée, les actionnaires suivants possédant d'après renseignements fournis le nombre de titres ci-après :

1) M. André H. Gilson, préqualifié, possédant huit cents parts sociales 800

2) M. Léon Wielemans, ingénieur civil des mines A.I.Br. demeurant à Forest, 360, avenue Van Volxem, possédant deux cents parts sociales 200

3) M. Jean Callebaut, industriel, demeurant au château de et à Deurle (Gand) possédant deux mille parts sociales 2.000

4) M. Armand Jamar, docteur en droit, demeurant 23, avenue Franklin D. Roosevelt à Bruxelles, possédant trois mille neuf cent quatre vingts parts sociales 3.980

5) M. Théodore Duwez, agent de change, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 169, avenue de Broqueville, possédant deux cents parts sociales 200

6) Le baron Albert Leclercq, avocat près la cour d'appel, demeurant 1, rue Forestière à Ixelles, possédant deux mille parts sociales 2.000

7) M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines A.I.Br. demeurant 435, avenue Louise à Bruxelles, possédant deux cents parts sociales 200

8) M. Edmond Verfaillie préqualifié, possédant deux cents parts sociales 200

9) M. Jean Delbruyère, ingénieur A.I.Ms. demeurant à Uccle, 220, avenue Winston Churchill, possédant soixante dix parts sociales 70

10) M. Robert Tytgat, ingénieur des constructions civiles A.I.G. demeurant à Uccle, 125, avenue Winston Churchill, possédant soixante dix parts sociales 70

11) La société Internationale Forestière et Minière du Congo « Forminière » société congolaise par actions à responsabilité limitée ayant son siège administratif à Bruxelles, 42, rue Royale, possédant trois mille trois cent et huit parts sociales . . . 3.308

12) La société minière de la Télé, ayant son siège administratif, 42, rue Royale à Bruxelles, société congolaise par actions à responsabilité limitée, possédant deux mille soixante sept parts sociales 2.067

13) M. Pierre Grosjean, agent de change, demeurant aux Sept Fontaines à Braine l'Alleud, possédant quatre cent vingt cinq parts sociales 425

14) Madame veuve Alex Grosjean, née Hélène Taste, propriétaire, demeurant à Uccle, avenue Winston Churchill, 126, possédant deux cent quatre vingt cinq parts sociales 285

15) M. Eugène François, ingénieur, demeurant 381, avenue Louise à Bruxelles, possédant trois cents parts sociales . . . 300

16) Madame Jean Callebaut, née Georgette Bouvier, sans profession, demeurant au château de et à Deurle (Gand) possédant deux cent cinquante parts sociales 250

17) M. André Regnier, ingénieur civil, demeurant à Uccle, rue Lincoln, 9, possédant deux cent quarante parts sociales . . 240

18) M. Emile Evert, fonctionnaire pensionné, demeurant à Uccle, 135, rue Edith Cavell (possédant huit parts sociales . . 8

19) M. Fernand Mangioni, journaliste, demeurant 113, rue d'Espagne à Saint Gilles Bruxelles, possédant une part sociale 1

20) M. Eugène Moons, fonctionnaire, demeurant à Mouscron, 4, rue de la Paix, possédant une part sociale 1

21) La Coloniale de Belgique, société anonyme préqualifiée, représentée comme dit est, possédant quatorze mille quatre cent quatorze parts sociales 14.414

Ensemble trente un mille dix neuf parts sociales 31.019

Les comparants prénommés sous les numéros deux, onze, douze, treize, quatorze, quinze et seize, ici représentés en vertu de leurs procurations sous seing privé ci-annexées, respectivement savoir : ceux sous numéros deux et quinze par M. André H. Gilson, comparant précité sous n° un; ceux sous numéros onze et douze par M. Edmond Verfaillie précité sous numéro huit; ceux sous numéros treize et quatorze par M. Théodore Duwez précité sous numéro cinq; celui sous numéro seize par M. Jean Callebaut précité, sous numéro trois.

Clos le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau ont signé avec la société Coloniale de Belgique, intervenante, représentée comme dit est et nous notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré quatre rôles, trois renvois à Bruxelles A.C.III, le deux mai 1952, volume 599, folio 75, case 9, reçu quarante francs.

Le receveur (s) Tillœuil.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Le Notaire, (s) Paul Ectors.

Paul Ectors - Notaire à Bruxelles-Brabant.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de M. Ectors, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs - N° 8747.

Bruxelles, le 30 mai 1952. (s) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht apposée ci-contre.

Bruxelles, le 4 juin 1952. Le Chef de Bureau (s) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée au recto.

Bruxelles, le quatre juin 1952. Le Conseiller adjoint (s) N. Cornet.

Droits perçus : 40 fr.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 25 juin 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 25 Juni 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

« B E L G I K A »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

CONSTATATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le douze juin.

Par devant maître Paul ECTORS, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

A) 1) M. André H. Gilson, commissaire général honoraire du Congo Belge, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 194a, avenue de Tervueren.

2) M. Léon Wielemans, ingénieur civil des mines A.I.Br. demeurant à Forest, avenue Van Volxem, 360.

3) M. Jean Callebaut, industriel, demeurant à Deurle (Gand) château de Deurle.

4) M. Armand Jamar, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, 23.

5) Le baron Albert Leclercq, avocat à la cour d'appel, demeurant à Bruxelles, 1, rue Forestière.

6) M. Arthur Relecom, ingénieur civil des mines A.I.G. demeurant à Saint Gilles Bruxelles, 38, rue de l'Aqueduc.

7) M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines A.I.Br. demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 435.

8) M. Edmond Verfaillie, secrétaire de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 26, avenue Albert Elisabeth.

Tous administrateurs de la société congolaise par actions à responsabilité limitée BELGIKA, ayant son siège social à Stanleyville, Congo Belge, et son siège administratif à Bruxelles, 121, rue du Commerce, constituée par acte du notaire soussigné en date du vingt sept octobre mil neuf cent cinquante et un, autorisée par arrêté royal du treize décembre même année (Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze janvier mil neuf cent cinquante deux, annexes du Moniteur Belge du douze janvier même année n° 662) inscrite au registre du commerce de Bruxelles, sous le n° 390.

Réunis en conseil d'administration de la dite société dont ils déclarent former la majorité de huit membres sur neuf, un seul étant absent et excusé.

B) La société anonyme *Coloniale de Belgique*, ayant son siège social à Bruxelles, 121, rue du Commerce (registre du commerce de Bruxelles n° 387) ici représentée par deux de ses administrateurs ayant les pouvoirs requis :

1° M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines A.I.Br. préqualifié.

2° M. Robert Tytgat, ingénieur des constructions civiles A.I.G. demeurant à Uccle, avenue Winston Churchill, n° 125.

Lesquels nous ont exposé et requis d'acter :

EXPOSE :

1) Que la société Belgika, en conformité avec les décisions de l'assemblée générale de ses actionnaires en date du vingt neuf avril mil neuf cent cinquante deux, publiées aux annexes du Moniteur Belge des deux-trois mai même année sous le n° 8634, a procédé à la mise en souscription publique des cent soixante sept mille parts sociales nouvelles dont la création et l'émission furent décidées par la dite assemblée.

2) Que cette souscription réservée par préférence aux anciens actionnaires de la société, eut lieu du vingt mai écoulé au dix juin courant mois inclus, et en conformité avec l'engagement pris par la société Coloniale de Belgique à l'assemblée précitée du vingt neuf avril mil neuf cent cinquante deux, engagement que la Coloniale de Belgique déclare pour autant que de besoin confirmer et réitérer à l'instant, de se porter solidairement et indivisiblement obligée avec et pour les souscripteurs des cent soixante sept mille parts sociales nouvelles, obligée à leur libération et porte fort de tous les souscripteurs.

3) Que la souscription des cent soixante sept mille parts sociales étant ainsi faite, la libération de ces parts a été intégralement effectuée contre espèces à raison de quatre cent soixante quinze francs par part, ensemble soixante dix neuf millions trois cent vingt cinq mille francs qui ont été intégralement versés en espèces à la société Belgika et sont à sa libre et entière disposition ainsi qu'elle le reconnait.

CONSTATATION.

Ensuite les sociétés Belgika et la Coloniale de Belgique, es qualité qu'elles agissent, nous ont requis d'acter en conséquence de l'exposé qui

précède et en suite des engagements pris par la Coloniale de Belgique à l'assemblée des actionnaires du vingt neuf avril dernier (ci-dessus réitérée) et du mandat conféré par la dite assemblée au conseil d'administration de la société Belgika :

I. Que l'augmentation du capital de la société Belgika décidée par l'assemblée précitée à concurrence de septante neuf millions trois cent vingt cinq mille francs est réalisée et devenue définitive sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

II. Que sous la même condition suspensive les statuts de la Belgika sont modifiés comme suit :

Article cinq. — Cet article est rédigé : Le capital social est fixé à deux cent trente sept millions cinq cent mille francs congolais représenté par cinq cent mille parts sociales sans désignation de valeur.

Article six. — 1° Avant le texte actuel qui est maintenu intégralement est insérée la phrase : « I. L'acte constitutif du vingt sept octobre mil neuf cent cinquante et un énonce ».

2° In fine de l'article six est ajouté l'alinéa ci-après :

« II. Par acte du notaire Paul Ectors à Bruxelles, en date du vingt neuf avril mil neuf cent cinquante deux le capital social a été augmenté de soixante dix neuf millions trois cent vingt cinq mille francs congolais par la création de cent soixante sept mille parts sociales sans désignation de valeur qui furent entièrement souscrites à quatre cent soixante quinze francs l'une et libérées en totalité. »

III. Que l'assemblée précitée du vingt neuf avril mil neuf cent cinquante deux a estimé les frais incombant à la société ou mis à sa charge à environ cinq millions dix mille francs.

Dont acte, fait et passé à Bruxelles, date que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré deux rôles, deux renvois à Bruxelles A.C.III, le treize juin 1952, volume 601, folio 13, case 9, reçu quarante francs.

Le receveur (s) Tillœuil.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Le Notaire, (s) Paul Ectors.

Paul Ectors - Notaire à Bruxelles-Brabant.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous Léon Walravens, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Ectors, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs - N° 8869.

Bruxelles, le 13 juin 1952. (s) L. Walravens.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Léon Walravens apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 13 juin 1952. Le Chef de Bureau (s) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen apposée au recto.

Bruxelles, le treize juin 1952. Le Conseiller adjoint (s) N. Cornet.

Société de Fer au Congo, en abrégé « SOFERCO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège à Elisabethville (Congo belge).

Siège administratif - Bruxelles.

—

CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent cinquante deux,

Le seize mai.

Devant nous, Maître Paul VANNOORBEECK, notaire de résidence à Molenbeek Saint-Jean.

ONT COMPARU :

1) Monsieur Asser AMARAGGI, commerçant, demeurant avenue Molière, numéro 88 à Bruxelles.

2) Monsieur Joseph VIANELLIS, commerçant en fers, demeurant à Athènes, rue Kimis, numéro 13.

3) Monsieur Salomon ANGEL, commerçant en fers, demeurant à Athènes, rue Léonidou, numéro 17.

4) Monsieur Salvator ANGEL, commerçant en fers, demeurant à Salonique, rue Métropoléos, numéro 81.

5) Monsieur Stéfano VIANELLIS, commerçant en fers, demeurant à Athènes, rue Pindou, numéro 72.

6) Monsieur Antoine FORANI, industriel, demeurant à Bruxelles, chaussée de Waterloo, numéro 496D.

7) Monsieur Gaston HELLINCKX, licencié en sciences commerciales, demeurant à Etterbeek, avenue Edmond Mesens, numéro 72.

---

(1) Arrêté royal du 27 juin 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1952. — 1re Partie.

8) Monsieur Joseph LAFFUT, licencié en sciences commerciales, demeurant à Woluwé Saint-Lambert, rue de la Bonne Reine, numéro 27.

9) Monsieur Jacob ANGEL, commerçant, demeurant à Athènes, rue Léonidou, numéro 17.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser, par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre-eux comme suit :

TITRE PREMIER. — *Dénomination, siège, objet, durée.*

Article premier. — Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination « SOCIETE DE FER AU CONGO », en abrégé « SOFERCO ».

Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie.

Article deuxième. — Le siège social est établi à Elisabethville (Congo Belge). Le conseil d'administration peut en décider le transfert en toute autre localité au Congo Belge.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, au lieu élu par le conseil; il pourra être établi ultérieurement dans toute autre localité de la colonie ou à l'étranger, par simple décision du conseil d'administration.

Tout transfert du siège social ou administratif sera publié aux annexes du Bulletin officiel ou au Bulletin administratif du Congo Belge et au Moniteur belge.

Des succursales et agences peuvent être établies par décision du Conseil d'administration, en Belgique, au Congo Belge et à l'étranger.

Article troisième. — La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à dater de l'arrêté royal d'autorisation. Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions reprises à l'article trente ci-après et, en cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La Société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

Article quatrième. — La société a pour objet, soit seule, soit en participation avec des tiers, au Congo, en Belgique ou à l'étranger, de faire toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'industrie et ou au commerce de tous produits métallurgiques et sidérurgiques et tous matériaux de construction.

La société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise, à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses produits.

TITRE DEUXIEME. — *Capital social, actions, obligations.*

Article cinquième. — Le capital social est fixé à un million cinq cent mille francs congolais et est représenté par quinze cents actions de mille francs chacune.

Article sixième. — Les quinze cents actions de mille francs chacune souscrites contre espèces comme suit :

Monsieur Asser Amaraggi, quatre cent quarante actions . .	440
Monsieur Joseph Vianellis, quatre cent dix actions . . .	410
Monsieur Salomon Angel, deux cents actions	200
Monsieur Salvator Angel, deux cent vingt-cinq actions . .	225
Monsieur Stefano Vianellis, cent quatre vingts actions . .	180
Monsieur Antoine Forani, dix actions	10
Monsieur Gaston Hellinckx, cinq actions	5
Monsieur Joseph Laffut, cinq actions	5
Monsieur Jacob Angel, vingt-cinq actions	25
Ensemble quinze cents actions	1.500

Les comparants déclarent et reconnaissent que toutes et chacune des quinze cents actions ainsi souscrites ont été libérées par leurs souscripteurs respectifs à concurrence de quarante pour cent et que la somme de six cent mille francs se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

Article septième. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Les nouvelles actions qui seraient à souscrire contre espèces seront offertes par préférence aux propriétaires des actions existantes. Toutefois, le conseil d'administration aura toujours la faculté de passer, aux clauses et conditions qu'il avisera, avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions à émettre.

Le conseil d'administration fixera le taux et les conditions de l'émission des actions nouvelles et décidera si le non-usage, total ou partiel, du droit de préférence par certains propriétaires d'actions aura ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Article huitième. — Les versements restant à faire sur les titres non entièrement libérés à la souscription seront appelés par le conseil d'administration selon les besoins de la société.

L'actionnaire qui, après un préavis de trente jours signifié par lettre recommandée est en retard de satisfaire à cet appel, doit à la société, de plein droit et sans mise en demeure, l'intérêt au taux de six pour cent l'an, à dater du jour de l'exigibilité.

Le conseil d'administration peut, après un deuxième avis signifié par lettre recommandée, resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres publiquement en bourse, sans préjudice au droit de lui réclamer le restant dû ainsi que des dommages et intérêts éventuels.

Article neuvième. — Les cessions d'actions ne seront valables qu'après que la fondation de la société ou l'augmentation de capital aura été autorisée par arrêté royal.

Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération. Les actions entièrement libérées seront nominatives ou au porteur au choix du titulaire. La conversion se fait aux frais de l'actionnaire qui le demande.

Les actions incomplètement libérées ne pourront être cédées que moyennant l'autorisation écrite et préalable du conseil d'administration, qui ne devra pas justifier son refus éventuel.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles 47 et 50 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Pourront toutefois être exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article 48 des mêmes lois. Il sera tenu, soit au siège administratif de la société, soit au siège social, un registre des actions nominatives dont tout actionnnaire pourra prendre connaissance.

Ce registre comprendra :

a) la désignation de chaque actionnaire et le nombre de ses actions.

b) l'indication des versements effectués.

c) les transferts avec leur date ou la conversion des actions nominatives en titres au porteur.

La propriété des actions nominatives s'établit par l'inscription sur le registre ci-dessus.

Des certificats non transmissibles, constatant ces inscriptions, seront délivrés aux associés.

La cession des actions nominatives s'opère par une déclaration de transfert inscrite dans ce registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire un transfert constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Les actions au porteur sont extraites du registre à souche, numérotées et revêtues de la signature de deux administrateurs.

L'une des signatures ci-dessus ou toutes deux peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

Article dixième. — Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leurs titres.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une action l'exercice du droit y afférent est suspendu jusqu'à ce que l'un d'eux ait été désigné comme propriétaire à l'égard de la société.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Article onzième. — La société peut en vertu d'une décision de l'assemblée générale, émettre des obligations hypothécaires ou non, dont l'assemblée générale déterminera le type, le taux d'intérêts fixe ou variable d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement. L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; une de ces signatures ou toutes deux peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

TITRE TROISIEME. — *Administration, direction, surveillance.*

Article douzième. — La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires, qui fixe leur nombre. Ils sont rééligibles et sont révocables en tout temps.

Le conseil choisit dans son sein un président et éventuellement un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer.

Article treizième. — Les premiers administrateurs et commissaires resteront en fonctions jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante huit, qui procèdera à leur élection ou à leur remplacement.

Ensuite l'ordre de sortie est réglé par le sort. Il est établi de manière telle qu'un administrateur au moins et au moins un commissaire soient soumis à la réélection tous les deux ans.

Les mandats des administrateurs et commissaires sortants cesseront immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

L'assemblée générale peut attribuer aux administrateurs et commissaires, outre les tantièmes prévus à l'article trente-quatre des émoluments fixes ou proportionnels ou des jetons de présence à prélever sur les frais généraux et dont elle détermine l'import.

Article quatorzième. — En cas de vacance d'une place d'administrateur par suite de décès ou pour toute autre cause, il pourra y être pourvu provisoirement jusqu'à la plus prochaine assemblée générale, par les autres administrateurs et les commissaires délibérant ensemble.

Article quinzième. — Le conseil peut créer un comité permanent de direction, dont il fixe le nombre des membres qu'il choisit dans ou hors son sein.

Il peut confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou de telle branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, sous-directeurs ou fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non, et déléguer à tout mandataire des pouvoirs spéciaux.

Le conseil peut en outre déléguer la gestion journalière et l'expédition des affaires courantes de la société et confier l'exécution de ses décisions à un ou plusieurs administrateurs délégués (ou administrateurs-directeurs) ou à toute autre personne choisie même en dehors de son sein.

Le conseil fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements, les indemnités ou rémunérations quelconques des personnes mentionnées aux alinéas précédents; il détermine les clauses et conditions de leur engagement avec ou sans contrat.

Le conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs et aux commissaires chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à imputer aux frais généraux.

Article seizième. — Le conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou, à son défaut, éventuellement de son vice-président ou, à défaut de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article dix-septième. — Sauf le cas de force majeure, le conseil d'administration et le comité de direction ne peuvent délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de leurs membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance déterminée du conseil et d'y voter en ses lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Si dans une séance du conseil d'administration un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux, qui sont consignés dans un registre spécial tenu au siège administratif et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par un administrateur. Les procès-verbaux font foi des décisions prises.

Article dix-huitième. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé par la loi et les présents statuts à l'assemblée générale est de la compétence du conseil d'administration.

Il a notamment le pouvoir de décider de sa seule autorité toutes les opérations qui entrent dans l'objet social, ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, associations, participations ou interventions financières relatifs aux dites opérations.

Il peut, en outre, recevoir toutes sommes et valeurs et en donner bonne et valable décharge, prendre ou donner à bail ou sous-louer, négocier, traiter, acquérir, aliéner par voie de vente, de cession, d'apport, d'échange ou autrement tous droits, titres, concessions, biens meubles et immeubles, contracter tous emprunts par voie d'ouverture de crédit ou autrement, avec ou sans garantie hypothécaire ou autres, stipulations de voie parée, consentir tous prêts avec ou sans garantie, consentir et accepter tous gages et nantissements, renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, donner mainlevée avant ou après paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, dispenser de toutes inscriptions d'office, traiter, plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre, régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision; l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

Sont toutefois réservées à l'assemblée générale des actionnaires, l'émission de bons de caisse ou d'obligations hypothécaires ou non, l'aliénation globale d'une ou plusieurs branches de l'activité sociale et toutes opérations analogues modifiant ou grevant lourdement l'avoir ou l'activité sociale.

Sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir le conseil d'administration nomme et révoque tous employés et agents et fixe les conditions de leur engagement.

Article dix-neuvième. — A moins de délégation générale ou spéciale donnée par le conseil d'administration à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers, tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont signés par un administrateur, lequel n'a pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil.

La signature sociale peut être déléguée par décision du conseil d'administration à un ou plusieurs agents, agissant individuellement ou collectivement, dans les limites et sous les réserves que le conseil d'administration déterminera.

Article vingtième. — Par décision du conseil d'administration, prise à l'unanimité de tous les administrateurs, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'étranger à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement, dans les limites et sous les réserves que le conseil d'administration déterminera.

Article vingt-et-unième. — Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligences, soit du président, soit d'un administrateur soit d'une personne désignée par le conseil d'administration.

Au Congo belge, et dans les pays étrangers, où la société à un représentant officiel, les actions judiciaires sont suivies par ou contre celui-ci.

Article vingt-deuxième. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires associés ou non, nommés pour six ans au plus et révocables par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance, sans les déplacer, des livres de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Il est remis chaque semestre par l'administration, un état résumant la situation active et passive. Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Article vingt-troisième. — Les administrateurs et les commissaires ne sont que les mandataires de la société; ils n'engagent que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion ou leur contrôle.

En garantie de l'exécution de leur mandat, il sera déposé par chaque administrateur ou par un tiers pour son compte un cautionnement de vingt actions et par chaque commissaire ou par un tiers pour son compte, un cautionnement de cinq actions.

Ces actions sont nominatives.

Décharge ne peut être donnée de ce cautionnement qu'en vertu d'un vote spécial de l'assemblée générale, après approbation par celle-ci du bilan de l'exercice pendant lequel auront pris fin les fonctions d'administrateur ou de commissaire.

TITRE QUATRIEME. — *Assemblées générales.*

Article vingt-quatrième. — L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des porteurs de titres.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société ou en modifier les statuts.

Tous les actionnaires ont, en se conformant aux règles des statuts, le droit de voter par eux-mêmes ou par mandataire.

Chaque action donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Les décisions prises par l'assemblée sont obligatoires pour tous, même pour les absents, incapables ou dissidents.

Article vingt-cinquième. — L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année à Bruxelles, au siège administratif ou autre endroit à désigner par le conseil, le dernier samedi du mois de juin à quinze heures, et pour la première fois en mil neuf cent cinquante-trois; si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant à la même heure.

Cette assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur le bilan et le compte des profits et pertes, se prononce par un vote spécial, sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires décédés ou démissionnaires et délibère sur tous autres objets à l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale des actionnaires autant de fois que l'intérêt général l'exige; il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou si un nombre d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital le requiert en indiquant l'objet de la réunion.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également au lieu du siège administratif, à l'endroit désigné dans les convocations.

Article vingt-sixième. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par annonces, insérées deux fois, à huit jours d'intervalle au moins et huit jours francs avant l'assemblée, dans le Bulletin officiel du Congo Belge et dans le Moniteur belge.

Les actionnaires en nom seront convoqués individuellement par lettres déposées à la poste, huit jours francs avant l'assemblée.

Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées à la poste, au moins quinze jours avant l'assemblée.

Article vingt-septième. — Pour être admis à l'assemblée générale tout propriétaire de titres au porteur devra en effectuer le dépôt au moins cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée dans le ou les établissements désignés dans l'avis de convocation. Les propriétaires de titres nominatifs qui, cinq jours francs au moins avant la date de l'assemblée auront manifesté par écrit au conseil d'administration leur volonté de se prévaloir de leurs titres à l'assemblée générale, seront admis à l'assemblée sur justification de leur identité.

Cette prescription n'est pas applicable aux administrateurs et commissaire dont les titres constituant leurs cautionnements sont de droit réputés déposés en vue de toute assemblée générale.

Tout propriétaire d'actions peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée ou par son ou ses représentants.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées comme prévu ci-dessus, cinq jours francs au moins avant l'assemblée.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Article vingt-huitième. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise en délibération, si elle n'est signée par des actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social et si elle n'a été communiquée au conseil d'administration en temps utile pour être insérée dans les avis de convocation.

Le président du conseil d'administration, à son défaut le vice-président, et à défaut de celui-ci un administrateur-délégué (ou un administrateur-directeur) préside l'assemblée. Les autres membres présents du conseil d'administration prennent place au bureau.

L'assemblée désigne deux de ses membres pour remplir les fonctions de scrutateurs.

Le président désigne le secrétaire, qui peut ne pas être actionnaire.

Le conseil d'administration a le droit de proroger, séance tenante, toute assemblée à six semaines au maximum quels que soient les objets portés à son ordre du jour.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Les actionnaires doivent être convoqués à une nouvelle réunion, dans les formes prévues pour toute assemblée générale.

Cette seconde assemblée a le droit de statuer définitivement.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par le président, ainsi que par les autres membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par un membre du conseil d'administration.

Article vingt-neuvième. — Sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions de l'assemblée sont prises quel que soit le nombre d'actions représentées à la réunion, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballotage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix, en cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballotage, le plus âgé des candidats est élu.

Article trentième. — Lorsque l'assemblée générale doit délibérer sur des questions de modifications aux statuts, de prorogations ou de dissolutions de la société, d'augmentation ou de réduction du capital social, de fusion avec d'autres sociétés, elle ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans les convocations et si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la seconde assemblée délibérera valablement, quelle que soit la portion du capital représentée.

Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix.

TITRE CINQUIEME. — *Inventaire, bilan, répartition des bénéfices.*

Article trente-et-unième. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente et un décembre mil neuf cent cinquante-deux.

Article trente-deuxième. — A la fin de chaque exercice social, le conseil d'administration arrête les écritures et fait procéder à l'inventaire de toutes les valeurs mobiliaires et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société.

Il forme le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles. Les engagements de la société sont résumés en annexe.

Article trente-troisième. — Quinze jours au moins avant l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions et du rapport des commissaires.

Le bilan et le compte de profits et pertes, de même que le rapport des commissaires sont adressés aux actionnaires en nom en même temps que la convocation.

L'assemblée générale entend les rapports des administrateurs et des commissaires et approuve le bilan.

Après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial, sur la décharge des administrateurs et des commissaires.

Article trente-quatrième. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, des amortissements nécessaires, des charges sociales et prévisions diverses, constitue le bénéfice net.

Celui-ci sera réparti comme suit :

1° Cinq pour cent pour la dotation d'un fonds de réserve légale; ce prélèvement devient facultatif lorsque le fonds atteint dix pour cent du capital social.

2° La somme nécessaire pour payer aux actions, sur leur montant libéré et prorata temporis, un premier dividende de sept pour cent.

3° Du surplus, il est attribué dix pour cent au conseil d'administration et au collège des commissaires à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans toutefois qu'un commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième d'un administrateur.

4° Le solde est réparti entre toutes les actions en proportion, prorata temporis, du montant nominal libéré.

Toutefois, l'assemblée générale peut toujours sur la proposition du conseil d'administration et nonobstant ce qui est dit sub 2°, 3° et 4° ci-dessus, affecter tout ou partie du bénéfice net, avant ou après attribution du premier dividende, soit à des amortissements supplémentaires soit à la formation d'un fonds de réserve, de prévision ou d'amortissement, soit à un report à nouveau.

Article trente-cinquième. — Le paiement des dividendes se fait annuellement aux époques et aux endroits à fixer par le conseil d'administration.

Article trente-sixième. — Le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la mention de la publication des actes constitutifs et modificatifs des statuts de la société, doivent, dans le mois de leur approbation, être publiés, aux frais de la société et par les soins des administrateurs, aux annexes du Bulletin Officiel du Congo belge ou du Bulletin Administratif du Congo belge et du Moniteur Belge.

A la suite du bilan sont publiés, les noms, prénoms, profession et domicile des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi de la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale.

TITRE SIXIEME. — *Dissolution, Liquidation.*

Article trente-septième. — La société peut être dissoute en tout temps par décision de l'assemblée générale délibérant conformément à l'article trente des statuts.

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée, délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.

En cas de dissolution, l'assemblée générale nommera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments.

Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, l'avoir social sera réparti entre toutes les actions.

Au cas ou les actions ne se trouveraient pas libérées, toutes dans une égale proportion, le, ou les liquidateurs doivent, avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

TITRE SEPTIEME. — *Election de domicile.*

Article trente-huitième. — Pour l'exécution des présentes, ainsi que pour toute contestation, il est fait élection de domicile, par tout associé, administrateur, commissaire et liquidateur, au siège administratif, où toute communication, sommation, assignation et signification relatives aux affaires de la société, peuvent être valablement faites.

TITRE HUITIEME. — *Divers.*

Article trente-neuvième. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il en est référé à la législation en vigueur au Congo belge.

Article quarantième. — Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront à sa charge, en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à soixante mille francs, outre les droits de mutation qui seraient dûs au Congo.

Article quarante-et-unième. — La société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par Arrêté Royal, conformément à la législation coloniale.

NOMINATIONS DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES.

Et d'un même contexte, les statuts étant arrêtés et la société constituée, les comparants se sont réunis en assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée à l'unanimité décide :

1) De fixer le nombre des administrateurs à trois et appelle à ces fonctions pour la première fois :

Monsieur Asser AMARAGGI, commerçant, demeurant avenue Molière, numéro 88, à Bruxelles.

Monsieur Joseph VIANELLIS, commerçant en fers, demeurant à Athènes, rue Kimis, numéro 13.

Monsieur Salomon ANGEL, commerçant en fers, demeurant à Athènes, rue Léonidou, numéro 17.

2) De fixer le nombre des commissaires à deux et nomme à ces fonctions pour la première fois :

Monsieur Joseph LAFFUT, licencié en sciences commerciales, demeurant à Woluwé-St.-Lambert, rue de la Bonne Reine, numéro 27.

Monsieur Antoine FORANI, industriel, demeurant à Bruxelles, chaussée de Waterloo, numéro 496D.

Tous prénommés, ici présents et acceptant.

Les comparants reconnaissent que le Notaire leur a donné connaissance des dispositions de l'Arrêté Royal du seize novembre mil neuf cent trente-neuf, sur la réglementation des activités professionnelles des étrangers.

PROCURATIONS.

Messieurs Salvator ANGEL, Stefano VIANELLIS, Jacob ANGEL, sont ici représentés respectivement par :

Messieurs Salomon ANGEL, Joseph VIANELLIS et Salomon ANGEL, suivant procurations sous seing privé en date des vingt quatre mars, dix-huit mars et neuf mai derniers, lesquels resteront ci-annexés pour être enregistrés avec les présentes.

Dont procès-verbal sur projet.

Fait et passé en l'étude à Molenbeek Saint-Jean.

Lecture faite les comparants ont signé avec Nous Notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré au bureau Molenbeek I, le vingt mai mil neuf cent cinquante deux, dix rôles quinze renvois, volume 548, folio 78, case 2.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (sign.) CONRATH.

ANNEXES :

Je soussigné Jacob Salomon ANGEL, négociant en fers et métaux, né à Salonique, le onze mars mil neuf cent trente, domicilié à Athènes, 17, rue Léonidou, donne, par les présentes, tous pouvoirs à Monsieur Salomon ANGEL, négociant en fers et métaux, domicilié à Athènes, 17, rue Léonidu. Le représenter à l'acte de constitution de la Société Congolaise par actions à responsabilité limitée « Société de fer au Congo » en abrégé « SOFERCO » dont le siège social sera établi à Elisabethville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles et dont l'acte sera reçu par le notaire Paul VANNOORBEECK, à Molenbeek Saint-Jean, Boulevard Léopold II, numéro 60.

Souscrire vingt-cinq actions de mille francs de la Société, effectuer les versements exigés par les statuts, fixer les sièges et la durée de la société, le capital, accepter tous apports, en fixer la rémunération, arrêter toutes clauses relatives à l'administration, la surveillance, aux assemblées générales, à l'inventaire, au bilan, à la répartition bénéficiaire, à la réserve, à la dissolution et la liquidation, en un mot adhérer aux statuts qu'il déclare bien connaître.

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments, même si ces nominations ont lieu par une assemblée subséquente à la constitution.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, élire domicile et substituer.

Fait à Athènes le neuf mai mil neuf cent cinquante deux.

Signé J. ANGEL.

Visé, sous le numéro cent cinquante à la Légation de Belgique à Athènes, pour légalisation de la signature de Monsieur Jacob Salomon ANGEL, négociant en fers et métaux, domicilié à Athènes, 17, rue Léonidou.

Athènes le neuf mai mil neuf cent cinquante deux.

Le Ministre de Belgique et p. le Consul-Chancelier.

(sign.) Illisible.

Enregistré au bureau de Molenbeek I le vingt mai mil neuf cent cinquante deux, un rôle, sans renvoi, volume 170, folio 24, case 15, numéro 7.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (sign.) Conrath.

Je soussigné Salvator Jacob ANGEL, commerçant en fers, demeurant à Salonique, rue Métropoléos, numéro 17, donne, par les présentes, tous pouvoirs à Monsieur Salomon Jacob ANGEL, commerçant en fers, demeurant à Athènes, rue Léonidou, numéro 17.

A l'effet de pour lui et en son nom :

Le représenter à l'acte de constitution de la société Congolaise par actions à Responsabilité limitée « Société de fer au Congo Belge » en abrégé « SOFERCO » dont le siège social sera établi à Elisabethville (Congo belge) et le siège administratif à Bruxelles et dont l'acte sera reçu par le Notaire Paul VANNOORBEECK à Molenbeek Saint-Jean, Boulevard Léopold II, numéro 60.

Souscrire deux cent vingt cinq actions de mille francs de la société, effectuer les versements exigés par les statuts, fixer les sièges et la durée de la société, le capital accepter tous apports, en fixer la rémunération, arrêter toutes clauses relatives à l'administration, la surveillance, aux assemblées générales, à l'inventaire, au bilan, à la répartition bénéficiaire, à la réserve, à la dissolution et la liquidation, en un mot adhérer aux statuts qu'il déclare bien connaître.

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments, même si ces nominations ont lieu par une assemblée subséquente à la constitution.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, élire domicile et substituer.

Fait à Athènes le vingt-quatre mars mil neuf cent cinquante deux.

Bon pour pouvoirs : signé Salvator ANGEL.

Visé sous le numéro cent et six à la Légation de Belgique à Athènes, pour légalisation de la signature de Monsieur Salvator Jacob ANGEL, négociant en fers et métaux, domicilié à Salonique, 24b, rue Francs.

Athènes le vingt-quatre mars mil neuf cent cinquante deux.

Pour le Ministre de Belgique, le Consul Chancelier.

(sign.) Illisible.

Enregistré au bureau de Molenbeek I, le vingt mai mil neuf cent cinquante deux, un rôle, sans renvoi, volume 170, folio 24, case 15 numéro 6.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (sign.) Conrath.

Je soussigné Stefano A. VIANELLIS, commerçant en fers, demeurant à Athènes, rue Pindou, numéro 72.

Donne, par les présentes, tous pouvoirs à Monsieur Joseph A. VIANELLIS, commerçant en fers, demeurant à Athènes, rue Kimis, numéro 13.

A l'effet de pour lui et en son nom :

Le représenter à l'acte de constitution de la société Congolaise par actions à Responsabilité limitée « Société de fer au Congo » en abrégé

« SOFERCO » dont le siège social sera établi à Elisabethville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles et dont l'acte sera reçu par le Notaire Paul VANNOORBEECK à Molenbeek Saint-Jean, Boulevard Léopold II, numéro 60.

Souscrire cent quatre-vingts actions de mille francs de la Société, effectuer les versements exigés par les statuts, fixer les sièges et la durée de la Société, le capital, accepter tous apports, en fixer la rémunération, arrêter toutes clauses relatives à l'administration, la surveillance, aux assemblées générales, à l'inventaire, au bilan, à la répartition bénéficiaire, à la réserve, à la dissolution et la liquidation, en un mot adhérer aux statuts qu'il déclare bien connaître.

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments, même si ces nominations ont lieu par une assemblée subséquente à la constitution.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, élire domicile et substituer.

Fait à Athènes le dix-huit mars mil neuf cent cinquante deux.

Bon pour pouvoirs (sign.) S. VIANELLIS.

Visé sous le numéro nonante sept à la Légation de Belgique à Athènes, pour légalisation de la signature apposée au verso en notre présence de Monsieur VIANELLIS Stéfano, négociant en fers, domicilié à Athènes, 72, rue Pindou.

Athènes le dix-neuf mars mil neuf cent cinquante-deux.

Pour le Ministre de Belgique, Le Consul-Chancelier.

(sign.) Illisible.

Enregistré au bureau de Molenbeek I, le vingt mai mil neuf cent cinquante deux, un rôle, sans renvoi, volume 170, folio 24, case 15, numéro 8.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (sign.) Conrath.

Pour expédition conforme,

(s.) VANNOORBEECK.

P. G. A. Vannoorbeek, Notaire, Molenbeek-St.-Jean, Brabant.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles, Président.

Vu par Nous : Jean Hubrecht, Président du Tribunal de Première Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de Me Vannoorbeeck, Notaire à Molenbeek Saint-Jean.

Reçu : quatre francs, n° 8853.

Bruxelles, le 12 juin 1952.

(s.) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 14 juin 1952.

Le Chef de Bureau (s.) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 juin 1952.

Le Conseiller adjoint (s.) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu, le Ministre des Colonies, le 25 juin 1952.	Mij bekend, de Minister van Koloniën, de 25 Juni 1952.

(s.) DEQUAE (get.)

LOTERIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 8e TRANCHE 1952

SAMEDI 7 JUIN 1952

Les billets dont le n° se termine par	gagnent
0	200 fr.
6940	2.500 fr.
78350	100.000 fr.
2060	2.500 fr.
8911	5.000 fr.
95631	20.000 fr.
57561	100.000 fr.
3771	5.000 fr.
5802	5.000 fr.
31812	20.000 fr.
3022	5.000 fr.
93342	20.000 fr.
562	1.000 fr.
08982	20.000 fr.
19292	100.000 fr.
63813	40.000 fr.
4123	5.000 fr.
0443	5.000 fr.
79053	20.000 fr.
11253	20.000 fr.
44063	20.000 fr.
46883	20.000 fr.
3493	2.500 fr.
85154	40.000 fr.
64594	40.000 fr.
8694	5.000 fr.
6235	2.500 fr.
18735	20.000 fr.
7555	2.500 fr.
19665	20.000 fr.
70495	20.000 fr.
11906	40.000 fr.
40216	40.000 fr.
0146	2.500 fr.
43976	100.000 fr.
4996	10.000 fr.
127	1.000 fr.
12327	20.000 fr.
296947	2.500.000 fr.
01367	20.000 fr.
11787	100.000 fr.
4797	2.500 fr.
75198	20.000 fr.
19819	20.000 fr.
396939	1.000.000 fr.
9949	10.000 fr.
396159	1.000.000 fr.
7459	5.000 fr.
79	500 fr.
3299	2.500 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 8e SCHIJF 1952

ZATERDAG 7 JUNI 1952

De biljetten waarvan het nr eindigt op	winnen	De biljetten waarvan het nr eindigt op	winnen
0	200 fr.	6235	2.500 fr.
6940	2.500 fr.	18735	20.000 fr.
78350	100.000 fr.	7555	2.500 fr.
2060	2.500 fr.	19665	20.000 fr.
		70495	20.000 fr.
8911	5.000 fr.		
95631	20.000 fr.		
57561	100.000 fr.	11906	40.000 fr.
3771	5.000 fr.	40216	40.000 fr.
		0146	2.500 fr.
		43976	100.000 fr.
		4996	10.000 fr.
5802	5.000 fr.		
31812	20.000 fr.		
3022	5.000 fr.		
93342	20.000 fr.	127	1.000 fr.
562	1.000 fr.	12327	20.000 fr.
08982	20.000 fr.	296947	2.500.000 fr.
19292	100.000 fr.	01367	20.000 fr.
		11787	100.000 fr.
		4797	2.500 fr.
63813	40.000 fr.		
4123	5.000 fr.		
0443	5.000 fr.	75198	20.000 fr.
79053	20.000 fr.		
11253	20.000 fr.		
44063	20.000 fr.		
46883	20.000 fr.		
3493	2.500 fr.	19819	20.000 fr.
		396939	1.000.000 fr.
		9949	10.000 fr.
		396159	1.000.000 fr.
		7459	5.000 fr.
85154	40.000 fr.	79	500 fr.
64594	40.000 fr.	3299	2.500 fr.
8694	5.000 fr.		

De tienden van het billet winnen het tiende van het bedrag toegekend aan het overeenstemmend geheel billet.

LOTERIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 9e TRANCHE 1952

JEUDI 26 JUIN 1952

Les billets dont le n° se termine par	gagnent
5600	2.500 fr.
90460	40.000 fr.
31270	20.000 fr.
7190	5.000 fr.
1	200 fr.
6001	5.000 fr.
40771	40.000 fr.
86091	20.000 fr.
5291	5.000 fr.
95422	100.000 fr.
38822	100.000 fr.
15742	20.000 fr.
0723	5.000 fr.
28943	20.000 fr.
181053	2.500.000 fr.
5363	2.500 fr.
39073	20.000 fr.
93093	100.000 fr.
3593	5.000 fr.
Néant	Néant

Les billets dont le n° se termine par	gagnent
45615	20.000 fr.
93355	20.000 fr.
8655	2.500 fr.
11565	40.000 fr.
38865	20.000 fr.
75965	20.000 fr.
9385	5.000 fr.
1885	10.000 fr.
69395	40.000 fr.
206	1.000 fr.
926	1.000 fr.
87966	20.000 fr.
10076	20.000 fr.
1096	2.500 fr.
71496	100.000 fr.
7117	5.000 fr.
4227	5.000 fr.
7927	10.000 fr.
11497	40.000 fr.
253928	1.000.000 fr.
6338	2.500 fr.
3538	2.500 fr.
14948	20.000 fr.
88	500 fr.
10109	20.000 fr.
42109	100.000 fr.
8809	2.500 fr.
7359	2.500 fr.
12969	20.000 fr.
107379	1.000.000 fr.
36289	20.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 9e SCHIJF 1952

DONDERDAG 26 JUNI 1952

De biljetten waarvan het nr eindigt op	winnen	De biljetten waarvan het nr eindigt op	winnen
5600	2.500 fr.	45615	20.000 fr.
90460	40.000 fr.	93355	20.000 fr.
31270	20.000 fr.	8655	2.500 fr.
7190	5.000 fr.	11565	40.000 fr.
		38865	20.000 fr.
		75965	20.000 fr.
		9385	5.000 fr.
		1885	10.000 fr.
1	200 fr.	69395	40.000 fr.
6001	5.000 fr.		
40771	40.000 fr.		
86091	20.000 fr.	206	1.000 fr.
5291	5.000 fr.	926	1.000 fr.
		87966	20.000 fr.
		10076	20.000 fr.
		1096	2.500 fr.
		71496	100.000 fr.
95422	100.000 fr.		
38822	100.000 fr.	7117	5.000 fr.
15742	20.000 fr.	4227	5.000 fr.
		7927	10.000 fr.
		11497	40.000 fr.
0723	5.000 fr.	253928	1.000.000 fr.
28943	20.000 fr.	6338	2.500 fr.
181053	2.500.000 fr.	3538	2.500 fr.
5363	2.500 fr.	14948	20.000 fr.
39073	20.000 fr.	88	500 fr.
93093	100.000 fr.		
3593	5.000 fr.	10109	20.000 fr.
		42109	100.000 fr.
		8809	2.500 fr.
Niets	Niets	7359	2.500 fr.
		12969	20.000 fr.
		107379	1.000.000 fr.
		36289	20.000 fr.

De tienden van het billet winnen het tiende van het bedrag toegekend aan het overeenstemmend geheel biljet.

Imprimerie Clarence Denis. — 289, Chaussée de Mons, Bruxelles.

« Bulletin Officiel du Congo Belge »

15 AOUT 1952

ANNEXE I

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages
Ateliers Mécaniques du Congo	2013
Bangala Cultuur Maatschappij	1939
Banque du Congo Belge	1902, 1932
Bonneterie de Léopoldville	1936
Bourse du Travail du Kasaï	1905
Brasserie de Léopoldville	2034
Brasserie de Stanleyville	1697
Caisse Commune d'Assurance « Union » pour Travailleurs Indigènes	1971
Carrières du Congo	1811
Cimenterie d'Albertville	1700
Ciments du Katanga	1975
Citas	1740
Cobega	1727, 1809
Colohuile	1910
Compagnie Belge d'Assurance Générales sur la Vie, les Fonds Dotaux et les Survivances	1879
Compagnie Congolaise de Constructions	1758
Compagnie Congolaise d'Entreposage et de Warantage	1833
Compagnie Congolaise d'Entreprise et de Réalisation	1850
Compagnie Congolaise des Cafés	2077
Compagnie Cotonnière Congolaise	2025
Compagnie de la Ruzizi	1668
Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo	2006
Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga	1790
Compagnie du Congo Belge	1965
Compagnie du Kasaï	2099
Compagnie du Kivu	1807
Compagnie du Lomami et du Lualaba	2001
Compagnie Foncière du Katanga	1717
Compagnie Forestière de l'Equateur	1794
Compagnie Générale de Produits Chimiques et Pharmaceutiques du Congo	2072
Compagnie Générale de Transports au Katanga	1707
Compagnie Immobilière de l'Est Africain	1722
Compagnie Immobilière du Domaine de Panzi	2080
Compagnie Minière en Afrique Orientale	1840
Comptoir d'Agence Commerciales et Industrielles	1732
Congobéton	1763
Congolaise des Boissons	1913
Crédit Foncier Africain	1658
Crédit Hypothécaire d'Afrique	1749
Etablissements Maurits Michaux et Cie	1736
Etablissements Pierre Halleux	2094
Etablissements Ponjée	2083
Eternit du Congo	1962
Exploitation Forestière au Kasaï	1796

Pages.

Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro 1919
Filatures et Tissages Africains . . 1681
Filatures et Tissages de Fibres au Congo 1992
Gallic Afrique 2059
Grands Moulins du Kivu 1755
Huileries et Plantations du Kwango 1786
Intertropical Comfina . . . 1854, 2011
Kantagaise des Boissons 1916
Laboratoire Congolaise de Parfumerie 1771, 2021
La Niengele 1853, 1887
Manufactures Textiles Henri de Lovinfosse 1734
Office Central du Travail du Katanga 2095
Plantations de Katompe au Katanga 1714
Plantations de Sinda 1803
Radio Amplification Cinéma . . 1724, 2095
Société Africaine d'Etudes et de Cultures Tropicales 2031
Société Agricole et Commerciale de la Busira et du Haut Congo . . 1996
Société Anonyme Entreprises Générales et Matériaux 1968
Société Auxiliaire Agricole du Kivu . 1927
Société Coloniale de la Tôle . . . 2013
Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa 1903
Société Congolaise de Matériel Industriel 1970
Société de Colonisation Agricole au Mayumbe 1663
Société de Construction les Entreprises Fernand Gillion en Afrique . 1898
Société d'Elevage de la Luilu . . 1678
Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge 1673
Société d'Elevage et de Culture de l'Uélé 2038
Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga 1971
Société de Pêche Maritime du Congo 1703
Société de Recherche Minière du Sud-Katanga 1653
Société de Recherches et d'Exploitation Aurifères au Katanga . . 1685
Société des Bitumes et Asphaltes du Congo 1831

Pages

Société des Bois et Produits du Mayumbe 1988
Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi 1958
Société des Mines d'Or de Kilo Moto 1891
Société des Moulins de Léopoldville . 1948
Société des Pétroles au Congo . . 2017
Société de Transports et de Commerce au Congo 2053
Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga . . 1980
Société du Haut Uélé et du Nil . . 1881
Société Equatoriale Congolaise Lulonga Ikelemba 1728
Société Forestière et Agricole du Maniema 1837
Société Forestière et Commerciale du Congo Belge 1875
Société Générale Africaine d'Electricité 1765, 2098
Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga 1770
Société Immobilière au Kivu . . 1923
Société Immobilière et Commerciale Congolaise 1908
Société Immobilière et Hypothécaire Africaine 1688
Société Industrielle et Minière au Katanga 1984
Société Internationale Forestière et Minière du Congo 1868
Société Métallurgique du Katanga . 2093
Société Minière de la Lueta . . . 1846
Société Minière de l'Aruwimi Ituri . 1898
Société Minière de la Télé . . . 1872
Société Minière de Surongo . . . 1858
Société Minière du Kasaï . . . 1800
Société Minière du Luebo . . . 1843
Société pour la Fabrication au Congo de Boîtes Métalliques et tous articles en Tôle Emaillée Galvanisée ou en fer Blanc . . . 1727, 1809
Société Textile Congolaise . . . 1710
Socol - Congo 1745
Symétain 1692
Syndicat pour le Développement de l'Electrification du Bas-Congo . 2094
Union Foncière Congolaise . . . 2100
Union Immobilière Congolaise . 1761, 1951
Union Minière du Haut Katanga 1769, 1862
Union Nationale des Transports Fluviaux 1943
Usines Textiles de Léopoldville . . 2045
Loterie Coloniale 2103

Société de Recherche minière du Sud-Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 6-8, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 62.077.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 5 janvier 1933 (acte n° 69); du 29 décembre 1946 (acte n° 22920); des 27-28 juin 1949 (acte n° 14145).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

Approuvé par l'assemblée générale du 25 juin 1952.

ACTIF.

I. *Immobilisé :*			
y compris mines reconnues : Musoshi, Kengere, Kasekelesa.			
Frais de constitution ..... fr.	595.289,—		
Mobilier d'Europe	102.413,—		
Droits miniers et Etudes	10.025.000,—		
Travaux de recherche et de développement	41.149,379,—		
Frais généraux	14.979,121,—		
		66.851.702,—	
Amortissements :			
des exercices précédents	62.910.462,—		
de l'exercice	3.941.239,—		
		66.851.701,—	
			1,—
Immobilisations pour exploitation :			
Récupération de minerai de plomb (Kengere)		1.390.267,—	
Amortissements des exercices précédents		1.390.267,—	
Exploitation et recherche de manganèse (Kasckelesa)		707.501,—	
Amortissements des exercices précédents		707.501,—	
Exploitation et recherche d'or		173.405,—	
Amortissements des exercices précédents		173.405,—	

II. *Réalisable :*

Minerais et métaux		3.914.429,—	
Portefeuille - titres et particip.	42.920.211,—		
Moins :			
montant restant à appeler	1.640.000,—		
		41.280.211,—	
Débiteurs divers		7.289.759,—	
Actionnaires		3.585.000,—	
			56.069.399,—

III. *Disponible :*

Banques et caisses	4.425.790,—

IV. *Divers :*

Engagements divers	pour mémoire
Cautionnements statutaires	pour mémoire
Total de l'Actif : Frs	60.495.190,—

PASSIF.

I. *Non exigible :*

Capital :

40.000 actions de 250 francs	10.000.000,—	
36.000 actions de 1.000 francs	36.000.000,—	
		46.000.000,—
Fonds de réserve statutaire		270.053,—
Fonds spécial de réserve		2.586.110,—

II. *Exigible :*

Créditeurs divers	7.322.992,—

III. *Divers :*

Provisions pour impôts	419.632,—
Engagements divers	pour mémoire
Déposants statutaires	pour mémoire

IV. *Résultats :*

Bénéfice de l'exercice	3.896.403,—
Total du Passif : Frs	60.495.190,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Amortissements sur Immobilisé	fr.	3.941.239,—
Provisions pour impôts		165.000,—
Solde bénéficiaire		3.896.403,—
	Frs.	8.002.642,—

CREDIT.

Résultats sur minerais de manganèse	fr.	5.702.849,—
Revenus du portefeuille et intérêts		2.299.793,—
	Frs.	8.002.642,—

AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES.

Fonds de réserve obligatoire	fr.	194.820,—
Fonds spécial de réserve		1.156.683,—
Aux actionnaires		2.544.900,—
	Frs.	3.896.403,—

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL AU 25 JUIN 1952.

Le capital de la société s'élève à 46.000.000 de francs et est représenté par :

40.000 actions d'une valeur nominale de 250 francs chacune, entièrement libérées, appartenant à l'Union Minière du Haut-Katanga;

36.000 actions d'une valeur nominale de 1.000 francs chacune.

Versements effectués :	fr.	32.415.000,—
Capital restant à libérer :		
1. Union minière du Haut-Katanga, 6, rue Montagne du Parc, Bruxelles		3.008.500,—
2. Société auxiliaire, industrielle et financière des Grands Lacs africains « Auxilacs », 24, avenue de l'Astronomie, Saint-Josse-ten-Noode		203.000,—
3. Société générale métallurgique de Hoboken, 8, rue Montagne du Parc, Bruxelles		200.000,—
4. Compagnie commerciale, industrielle et minière « C. I. M. », 24, avenue de l'Astronomie, Saint-Josse-ten-Noode		50.000,—
5. MM. Mirabaud & Cie, 56, rue de Provence, Paris		30.000,—

6.	Fédération d'Entreprises industrielles, s. a., 33, rue du Congrès, Bruxelles	28.100,—
7.	MM. F.-M. Philippson & Cie, 44, rue de l'Industrie, Bruxelles	18.000,—
8.	La Belgo-Katanga, 126, chaussée d'Ixelles, Ixelles	10.000,—
9.	Mme M.-A. Hunter, veuve Ed. Solvay, 218, av. Louise, Bruxelles	5.000,—
10.	M. Solvay, M.-A., La Hulpe	5.000,—
11.	M. Cousin. J., Elisabethville, Congo Belge	3.000,—
12.	Succession Baron Liebrechts, c/o M. et Mme E. Puissant d'Agimont d'Heer et Herlette, 19, rue J.-B. Meunier, Ixelles	3.000,—
13.	M. Sengier, E., 24, avenue Ernestine, Ixelles	3.000,—
14.	Succession M. Olyff, G., 51, avenue A. Jonnart, Woluwe-Saint-Lambert	2.500,—
15.	Mme la comtesse douairière Y. du Bourblanc, Château de Taviet, Achêne	2.000,—
16.	M. le baron B. d'Huart, Sovet	2.000,—
17.	M. le baron R. d'Huart, château de Taviet, Achêne	2.000,—
18.	Mme la vicomtesse J. Le Hardy de Beaulieu, Pavillon des Etangs, Gosselies	2.000,—
19.	Mme la vicomtesse R. Le Hardy de Beaulieu, Château du Bois-Lombut, Gosselies	2.000,—
20.	M. Mullie, G., 58, boulevard Brand-Whitlock, Woluwe-Saint-Lambert	2.000,—
21.	Mme veuve J. B. Deschacht-Peemans, 60, rue Antoine Bréart, Saint-Gilles	1.500,—
22.	M. Schuiling, H., Jadotville, Congo Belge	900,—
23.	Mme Paul Brutsaert-Deschacht, 115, chaussée de Tervuren, Perk	500,—
24.	Mlle Lucienne Deschacht, 60, rue Antoine Bréart, Saint-Gilles	500,—
25.	Mme E. Van Wynsberghe-Deschacht, 4, avenue du Congo, Ixelles	500,—
	Frs.	36.000.000,—

ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

M. Edgar Sengier, administrateur de sociétés, 24, avenue Ernestine, Ixelles, administrateur, président du conseil.

M. Désiré Van Bleyenberghe, administrateur de sociétés, 25, avenue Henri Pirenne, Uccle, administrateur délégué.

M. Jacques Nève de Mévergnies, ingénieur civil des mines, 63, avenue de l'Armée, Etterbeek, administrateur-directeur.

M. Henri Buttgenbach, administrateur de sociétés, 182, avenue Franklin-Roosevelt, Bruxelles, administrateur.

M. Jules Cousin, administrateur de sociétés, Elisabethville, Congo Belge, administrateur.

M. Maurice Lefranc, administrateur de sociétés, 88, rue Bosquet, Saint-Gilles, administrateur.

M. Herman Robiliart, administrateur de sociétés, 35, avenue Jeanne, Ixelles, administrateur.

M. Raoul Depas, secrétaire de la Société Générale de Belgique, 5, rue Emile Claus, Ixelles, commissaire, président du collège.

M. Auguste Berckmoes, chef-comptable, 82, avenue de l'Indépendance Belge, Koekelberg, commissaire.

M. Georges Melin, chef-comptable, 55, rue Alphonse Hottat, Ixelles, commissaire.

M. Adhémar Mullie, directeur de banque, 116, rue des Confédérés, Bruxelles, commissaire.

M. Robert Thys, administrateur de sociétés, 136, avenue Louise, Bruxelles.

J. NEVE de MEVERGNIES. D. VAN BLEYENBERGHE.
Administrateur. *Administrateur.*

Société de Recherche minière du Sud-Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 6-8, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 62.077.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 5 janvier 1933, acte n° 69; du 29 décembre 1946, acte n° 22920; des 27-28 juin 1949, acte n° 14145.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 25 juin 1952 a réélu en qualité d'administrateur M. Edgar Sengier, administrateur de sociétés, 24, avenue Ernestine, Ixelles et en qualité de commissaire M. Raoul Depas, secrétaire de la Société Générale de Belgique, 5, rue Emile Claus, Ixelles, tous deux pour une durée qui expirera immédiatement après l'assemblée générale de 1957.

J. NEVE de MEVERGNIES. D. VAN BLEYENBERGHE.
Administrateur. *Administrateur.*

Crédit Foncier Africain

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 39, rue du Commerce.

—

Constituée le 25 juillet 1949 suivant acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » des 16/17 novembre 1949, n° 21.170, et aux annexes du « Bulletin Officiel » du 15 décembre 1949.

Autorisée par arrêté royal du 20 octobre 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 19 juin 1952.

ACTIF.

I.) *Immobilisé :*			
Immeubles sociaux ..... fr.	3.734.365,46		
Amortissements	— 657.168,56		
		3.077.196,90	
Matériel et mobilier bureaux :			
amorti à fin 1950	1,—		
acquis en 1951	231.930,05		
	231.931,05		
amortissement	— 231.930,05		
		1,00	
			3.077.197,90
II.) *Réalisable :*			
Immeubles :			
Terrains et bâtiments	84.014.548,99		
Amort. s/bâtiments	—10.168.410,81		
		73.846.138,18	
Matériel et mobilier :			
amorti à fin 1947	1,00		
acquis de 1948 à 1951	1.519.663,95		
	1.519.664,95		
Amortissement	— 1.519.663,95		
		1,00	

Matériel et mobilier hôtels :			
amorti à fin 1947	1,00		
acquis de 1948 à 1951	4.888.020,33		
	4.888.021,33		
amortissem.	— 2.134.948,57		
		2.753.072,76	
		76.599.211,94	
Approvisionnements pour hôtels		774.325,88	
Matériaux en magasin		1.150.044,12	
Matériel de chantier		106.629,25	
Portefeuille - titres		6.354.560,00	
Fonds d'Etat Congolais		4.943.750,00	
Débiteurs par ventes d'immeubles		8.657.123,06	
Débiteurs avec garanties hypothécaires		1.441.440,00	
Débiteurs divers		10.070.175,39	
			110.097.259,64
III.) *Disponible :*			
Banques et chèques-postaux		21.471.929,93	
Caisses Europe et Afrique		2.017.879,75	
			23.489.809,68
IV.) *Comptes transitoires :*			
Transactions immobilières en cours		901.431,25	
Divers		839.404,72	
			1.740.835,97
V.) *Comptes d'ordre :*			
Dépôts cautionnements statutaires		mémoire	
Débiteurs par garanties données		7.000.000,00	
			7.000.000,00
		Fr.	145.405.103,19

PASSIF.

I.) *Envers la société :*			
Capital	fr.	60.000.000,00	
Réserve statutaire		4.864.109,48	
Réserve extraordinaire		26.000.000,00	
Fonds d'Etudes et de développement		900.000,00	
Plus-value immunisée sur terrains et bâtiments vendus		4.739.772,00	
			96.503.881,48

II.) *Envers les tiers :*		
Emprunt à long terme	7.412.000,00	
Montants non appelés sur portefeuille-titres	1.513.200,00	
Dividendes non réclamés	439.620,00	
Prévision fiscale et impôts à payer	4.373.127,00	
Créditeurs divers	10.106.670,51	
		23.844.617,51
III.) *Comptes transitoires :*		
Transactions immobilières en cours	1.117.703,95	
Divers	1.437.082,71	
		2.554.786.66
IV.) *Comptes d'ordre :*		
Déposants cautionnements statutaires	mémoire	
Garanties données	7.000.000,00	
		7.000.000,00
V.) *Résultat :*		
Solde reporté de 1950	27.220,24	
Solde bénéficiaire 1951	15.474.597,30	
		15.501.817,54
	Fr.	145.405.103,19

COMPTE DE PERTES ET PROFITS DE 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et d'Afrique	fr.	12.141.102,66
Allocations au personnel et participations bénéficiaires		1.834.399,50
Provision pour impôts et taxes diverses		1.362.484,50
Frais d'entretien et d'assurance des immeubles		1.773.123,50
Intérêts sur emprunt		405.090,00
Commissions, intérêts et divers		75.888,60
Travaux extraordinaires aux immeubles		1.939.904,14
Amortissement sur immeubles sociaux		193.725,55
Amortissement sur bâtiments		671.729,83
Amortissement sur matériel et mobilier bureaux		231.930,05
Amortiss. sur matériel et mobilier immeubles en Afrique		751.170,97

Amortissement sur matériel et mobilier hôtels		951.611,10
Solde reporté de 1950	27.220,24	
Solde bénéficiaire de 1951	15.474.597,30	
		15.501.817,54
	Fr.	37.833.977,94

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice 1950	fr.	27.220,24
Loyers et résultat d'exploitation hôtelière		13.772.317,00
Revenus sur portefeuille-titres, intérêts et commissions sur opérations diverses		11.951.765,83
Résultat sur réalisations d'immeubles		12.082.674,87
	Fr.	37.833.977,94

REPARTITION.

Réserve statutaire : 5 % sur frs. 15.474.597,30	fr.	773.729,86
Réserve extraordinaire		3.000.000,00
Fonds d'études et de développement		400.000,00
Report à nouveau		83.107,76
Dividende aux actions : 90 % du solde de frs. 11.244.979,92		10.120.481,92
Tantièmes aux administrateurs et commissaires :		
10 % du même solde de frs. 11.244.979,92		1.124.498,00
	Fr.	15.501.817,54

SITUATION DU CAPITAL.

60.000.000 de francs congolais, représenté par 120.000 actions de 500 frs. congolais entièrement libérées.

ADMINISTRATEURS EN FONCTIONS.

Monsieur Pierre Orts, docteur en droit, 33, avenue Jeanne, Bruxelles, Président honoraire.

Monsieur Henri Depage, administrateur-délégué de la Compagnie Financière Africaine, 44, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem, Président.

Monsieur le Chevalier d'Oreye de Lantremange, administrateur de sociétés, 108, avenue de Tervueren, Bruxelles. Vice-Président.

Monsieur A. Edouard de San, secrétaire général honoraire du Congo, 71, avenue Brugmann, Bruxelles. Vice-Président.

Monsieur Albert Andries, docteur en droit, 48, rue Victor Lefèvre, Schaerbeek. Administrateur-délégué.

Monsieur Marcel Deguent, ingénieur A. I. A., 6, avenue des Ormeaux, Uccle. Administrateur-délégué.

Monsieur Albert Deligne, directeur de société, 98, rue de Linthout, Bruxelles. Administrateur.

Monsieur le Chevalier Emmanuel Demeure, administrateur de sociétés, Château de Groenveld, à Grimbergen. Administrateur.

Monsieur Jacques Feyerick, administrateur de sociétés, 1, rue du Soleil, Gand. Administrateur.

Monsieur Valère Gelders, docteur en droit, administrateur de sociétés, 180, chaussée de Tirlemont, Corbeek-Loo (Louvain). Administrateur.

Monsieur Gaston Heenen, Vice-Gouverneur-Général honoraire du Congo, 126, chaussée d'Ixelles, Bruxelles. Administrateur.

Monsieur Franz Leemans, administrateur de sociétés, 225, avenue de Broqueville, Bruxelles. Administrateur.

Monsieur George Moulaert, Vice-Gouverneur Général honoraire du Congo, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle. Administrateur.

Monsieur Gérard van Veen, administrateur de sociétés, 170/a, chaussée de la Grande Espinette, Rhode-Saint-Genèse. Administrateur.

COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

Monsieur Robert De Merechy, docteur en droit, 160, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

Monsieur Xavier de Thibault de Boesinghe, licencié en sciences commerciales et consulaires, 108, avenue de Tervueren, Bruxelles.

Monsieur Désiré Tilmant, expert-comptable, 19, rue Raoul Warocqué, Morlanwelz.

CREDIT FONCIER AFRICAIN.
S. C. R. L.

A. ANDRIES,
Administrateur-délégué.

A. DELIGNE,
Administrateur.

Assemblée générale ordinaire du 19 juin 1952.

NOMINATIONS.

L'assemblée a réélu, en qualité d'administrateurs, pour un nouveau terme de six ans, MM. A. E. de San et E. Moulaert. Elle a élu définitivement, en qualité d'administrateur, Monsieur le Chevalier E. Demeure.

CREDIT FONCIER AFRICAIN.
S. C. R. L.

A. ANDRIES,
Administrateur-délégué.

Société de Colonisation Agricole au Mayumbe
(comprenant le domaine Ursélia)
Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : « Tshela » (Mayumbe) Congo Belge.

Siège administratif : 13, rue de Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 8547.

Registre du Commerce du Congo Belge Léopoldville n° 1229.

—

Constituée à Bruxelles, le 9 janvier 1913. Statuts publiés au « Moniteur Belge » du 15-16 octobre 1928; modifications aux statuts publiées au « Moniteur Belge » des 15-16 octobre 1928, 22 décembre 1928, 10 août 1934, du 6 mars 1936 et des 26/27 septembre 1949.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 16 juin 1952.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Premier établissement, terrains, constructions, plantations, routes ..... fr.	51.254.838,—		
Nouvelles immobilisations	14.313.287,—		
		65.568.125,—	
Amortissements antérieurs	36.777.483,—		
Amortissements de l'exercice ...	5.125.962,—		
		41.903.445,—	
			23.664.680,—
Usines, matériel, outillage	43.648.435,—		
Nouvelles immobilisations	15.669.914,—		
		59.318.349,—	
Amortissements antérieurs	31.278.167,—		
Amortissements de l'exercice ..	5.825.299,—		
		37.103.466,—	
			22.214.883,—
Réévaluation de l'immobilisé		28.746.368,—	
Amortissements antérieurs	11.498.545,—		
Amortissements de l'exercice ...	2.874.637,—		
		14.373.182,—	
			14.373.186,—
			60.252.749,—

II. — *Réalisable :*		
Produits africains	15.122.361,—	
Marchandises et approvisionnements	33.725.921,—	
Cheptel	480.786,—	
Débiteurs et débiteurs en comptes courants	24.149.547,—	
Portefeuille - titres	8.798.195,—	
Fonds d'Etat	13.880.000,—	
		96.156.810,—
III. — *Disponible :*		
Banques, Caisses et Chèques-Postaux		65.692.906,—
IV. — *Comptes divers :*		
Comptes de régularisation — Comptes débiteurs		937.714,—
V. — *Comptes d'ordre :*		
Dépôts statutaires		P.M.
Engagements et contrats divers en cours		P.M.
Total : Frs		223.040.179,—

PASSIF.

I. — *De la société envers elle-même :*		
Capital : 120.000 parts sociales sans désignation de valeur	80.000.000,—	
Réserve statutaire	3.367.031,—	
Fonds de renouvellement du matériel	38.000.000,—	
Réserve pour investissements dans la Colonie	21.500.000,—	
		142.867.031,—
II. — *Envers les tiers sans garanties réelles :*		
Versements restant à faire sur participations	1.892.000,—	
Dividendes non réclamés	121.063,—	
Créditeurs et créditeurs en comptes courants	11.002.028,—	
		13.015.091,—
III. — *Comptes divers :*		
Fonds pour investissements en faveur des indigènes	9.716.488,—	
Fonds de prévisions pour impôts et pour éventualités diverses	22.718.045,—	
Comptes de régularisation - Comptes créditeurs	9.261.141,—	
		41.695.674,—

IV. — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires		P.M.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours		P.M.

V. — *Profits et Pertes :*

Report de l'exercice 1950	1.113.092,—	
Bénéfice de l'exercice	24.349.291,—	
		25.462.383,—
Total : Frs		223.040.179,—

PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe	fr.	4.238.100,—
Allocation statutaire au Fonds du Personnel		1.606.425,—
Amortissements en Afrique :		
s/plantations et constructions	5.125.962,—	
s/usines, matériel et outillage	5.825.299,—	
s/immobilisé réévalué	2.874.637,—	
		13.825.898,—
Fonds de renouvellement du matériel		12.000.000,—
Fonds de prévisions pour impôts et pour éventualités div.		10.000.000,—
Fonds pour investissements en faveur des indigènes		4.000.000,—
Solde bénéficiaire		25.462.383,—
Total : Frs.		71.132.806,—

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	fr.	1.113.092,—
Résultat des opérations d'Afrique		65.941.974,—
Intérêts, dividendes et bénéfices divers		4.077.740,—
Total : Frs.		71.132.806,—

REPARTITION.

5 % Fonds de réserve statutaire	fr.	1.217.465,—
Réserve pour investissements dans la Colonie		7.000.000,—
Solde à reporter		1.180.665,—
Dividende aux 120.000 parts sociales		14.457.828,—
Tantièmes Conseil d'administration et Collège des commissaires		1.606.425,—
Total :	Frs.	25.462.333,—

Le capital est entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 16 juin 1952.

.....

REELECTIONS.

L'assemblée à l'unanimité, les intéressés s'abstenant, réélit pour un terme de trois ans aux fonctions d'administrateurs, MM. Francis LAMBIN, John NIEUWENHUYS et le comte d'URSEL et de commissaire M. Victor STINGLHAMBER.

Ces mandats expireront donc à l'assemblée générale ordinaire de 1955.

.....

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président et administrateur-délégué :

M. Edgar Van der Straeten, administrateur de sociétés, 268, chaussée de Vleurgat, Bruxelles.

Vice-Président :

M. Louis Ahrens, directeur de sociétés, 114, avenue de Tervueren, Bruxelles.

Administrateur-directeur :

M. Pierre Miny, administrateur de sociétés, 39, rue Jean-Baptiste Meunier, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Alfred Buysse, administrateur de sociétés, 108, chaussée de Termonde, Gand.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, 90, avenue Molière, Bruxelles.

M. le Baron Camille de Jacquier de Rosée, administrateur de sociétés, Hermanmont, Vielsalm.

M. Auguste S. Gérard, administrateur de sociétés, 6, avenue de la Jonction, Bruxelles.

M. Francis Lambin, ingénieur, 63, avenue des Chênes, Uccle.

M. Gilbert Mullie, docteur en médecine vétérinaire, 58, boulevard Brand Whitlock, Bruxelles.

M. Léopold Mottoulle, docteur en médecine, 31, rue des Liégeois, Bruxelles.

M. John Nieuwenhuys, administrateur de sociétés, 7, avenue de la Clairière, Bruxelles.

M. Lucien Puissant Baeyens, administrateur de sociétés, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. le Comte Bernard d'Ursel, propriétaire, 27, boulevard Saint-Michel, Bruxelles.

M. le Comte Henri d'Ursel, administrateur de banques, 1, rue d'Ursel, Hingene.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Stéphane Halot, diplomate, Ambassadeur de Belgique à New Delhi, « La Fresnaie », Genval.

M. Jean Meily, expert-comptable, 11, avenue Jules Malou, Bruxelles.

M. Victor Stinglhamber, avocat, 159, rue Franz Merjay, Bruxelles.

Bruxelles, le 27 juin 1952.

SOCIETE DE COLONISATION AGRICOLE AU MAYUMBE
(comprenant le domaine Ursélia)

L'administrateur-directeur,
P. MINY.

Le Vice-Président,
L. AHRENS.

Compagnie de la Ruzizi

Société coloniale belge par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Usumbura (Ruanda-Urundi).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 5949.

—

Constituée par acte passé devant Maître Albert Tyman, notaire à Gand, le 30 décembre 1927 et autorisée par arrêté royal du 28 janvier 1928. Statuts publiés à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1928. Modifiés suivant acte reçu par le notaire Van Wassenhove, à Gand, le 14 juillet 1928, approuvé par arrêté royal du 6 septembre 1928, publié à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1928. Modifiés suivant acte reçu par le notaire Tyman, à Gand, le 21 janvier 1929, approuvé par arrêté royal du 4 mars 1929, publié à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1929. Modifiés suivant acte reçu par Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles, le 23 décembre 1935, approuvé par arrêté royal du 30 janvier 1936, publié à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1936. Modifiés suivant acte reçu par le notaire L. Coenen à Bruxelles, le 30 décembre 1938, approuvé par arrêté royal du 2 février 1939, publié à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1939. Modifiés suivant avis publié au « Moniteur Belge » des 13-14 mai 1946 (acte n° 8993).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :			
Concessions ..... fr.		1.691.774,—	
Amort. antérieurs		1.691.773,—	
			1,—
Plantations		6.802.845,—	
Amort. antérieurs		6.802.844,—	
			1,—
Terrains et immeubles		16.566.480,—	
Amort. antérieurs	12.258.010,—		
Amort. de l'exerc.	2.440.900,—		
		14.698.910,—	
			1.867.570,—
Matériel		7.774.652,—	
Amort. antérieurs	5.005.152,—		
Amort. de l'exerc.	1.554.930,—		
		6.560.082,—	
			1.214.570,—

Mobilier		1.179.634,—		
Amort. antérieurs	686.156,—			
Amort. de l'exerc.	353.889,—			
		1.040.045,—		
			139.589,—	
				3.221.731,—
Réalisable :				
Portefeuille, déduction faite des amortissements antérieurs			18.831.405,—	
Stocks			3.404.913,—	
Approvisionnements en magasin et en cours de route			4.300.143,—	
Débiteurs divers			25.828.035,—	
				52.364.496,—
Disponible :				
Banques et caisses				41.318.423,—
Comptes débiteurs				2.660.626,—
Versements restant à effectuer sur titres				1.060.811,—
Comptes d'ordre :				
Cautionnements des administrateurs et commissaires			57.500,—	
Cautionnements des agents d'Afrique			181.510,—	
Divers			165.250,—	
				404.260,—
			Fr.	101.030.347,—

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :			
Capital	fr.	9.500.000,—	
représenté par :			
39.900 parts sociales sans désignation de val.			
42.000 parts de fondateur sans désignation de valeur.			
Réserve statutaire		950.000,—	
Fonds de prévision		17.000.000,—	
Réserve pour renouvellement du matériel		1.385.145,—	
			28.835.145,—
Réserve pour créances douteuses			247.394,—

Dettes sans garanties réelles :		
Créditeurs divers	579.653,—	
Dividendes restant à payer	276.808,—	
		856.461,—
Comptes créditeurs		55.611.732,—
Versements restant à effectuer sur titres		1.060.811,—
Comptes d'ordre :		
Cautionnements des administrateurs et commissaires	57.500,—	
Cautionnements des agents d'Afrique	181.510,—	
Divers	165.250,—	
		404.260,—
Profits et pertes :		
Solde bénéficiaire reporté	361.003,—	
Bénéfice de l'exercice	13.653.541,—	
		14.014.544,—
	Fr.	101.030.347,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux d'Afrique	fr.	1.448.009,—
Frais généraux d'Europe		1.317.936,—
Taxe sur titres cotés en Bourse		25.129,—
Amortissements :		
sur immeubles	2.440.900,—	
sur matériel	1.554.930,—	
sur mobilier	353.889,—	
		4.349.719,—
Provision pour impôts		4.000.000,—
Solde bénéficiaire reporté	361.003,—	
Bénéfice de l'exercice	13.653.541,—	
		14.014.544,—
	Fr.	25.155.337,—

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	361.003,—
Résultat d'exploitation		17.367.883,—
Revenu du portefeuille		7.366.311,—
Intérêts sur fonds en banque		60.140,—
	Fr.	25.155.337,—

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

Administrateurs :

M. le baron Edouard Empain, industriel, 72, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, président.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Saint-Gilles, Bruxelles, vice-président.

M. Fernand Sellier, ingénieur civil (U. Br.), 15, avenue du Derby, Ixelles-Bruxelles, administrateur-directeur.

M. Célestin Camus, ingénieur des constructions civiles, 28, rue Lesbroussart à Ixelles-Bruxelles.

M. Edouard Chaudron, industriel, 495, avenue Louise, Bruxelles.

M. Guy Rimoz de la Rochette, ingénieur, 15, rue Raynouard, Paris.

M. Jacques Grazia, industriel, « Manoir Tudor », Drève de la Meute à Waterloo.

M. Georges Lecart, expert-comptable, 37, rue Antoine Gemenne à Profondeville.

M. Lucien Molle, ingénieur, 67, rue de la Réforme, Ixelles-Bruxelles.

M. Paul Orban, docteur en droit, 24, bd du Régent, Bruxelles.

Commissaires :

M. Gaston Cockaerts, sous-directeur de banque, 37, rue Victor Lefèbvre, Schaerbeek-Bruxelles.

M. Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, 1, avenue de l'Hippodrome, Ixelles-Bruxelles.

M. Emile Poinsignon, secrétaire de société, 34, rue des Hiboux à Woluwe-Saint-Pierre.

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 26 juin 1952.

A l'unanimité, l'assemblée :

1°) approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1951 tels qu'ils sont présentés par le conseil d'administration et approuvés par le collège des commissaires, ainsi que la répartition du solde bénéficiaire proposé par le conseil, à savoir :

Premier dividende de fr. 16,66 aux 39.900 parts sociales	665.000,—
Allocations statutaires : 10 % de fr. 13.653.541,—	1.365.354,—
Fonds en faveur du personnel	600.000,—
Deuxième dividende aux parts sociales	5.824.735,—
Dividende aux 42.000 parts de fondateur	1.941.580,—
Fonds de prévision	3.000.000,—
Solde à reporter	617.875,—
Fr.	14.014.544,—

Elle décide, en conséquence que le coupon n° 24 des parts sociales sera payable par fr. 162,65 brut ou fr. 135,— net et le coupon n° 24 des parts de fondateur par fr. 46,23 brut ou fr. 38,35 net à partir du 30 juin 1952 aux guichets des banques ci-après :

— Banque Industrielle Belge à Bruxelles;

— Banque Belge pour l'Industrie à Bruxelles.

2°) donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires, pour leur gestion au 31 décembre 1951;

3°) renouvelle, pour un terme de 3 ans le mandat de commissaire de M. Gaston Cockaerts.

Bruxelles, le 27 juin 1952.

Certifié conforme,

Deux administrateurs :

F. SELLIER. P. ORBAN.

Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Kambaye (Kasaï - Congo Belge).

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 8.544.

Registre du commerce de Luluabourg n° 134.

—

PUBLICATIONS LEGALES.

	Dates des actes	Autorisation par arrêté royal	Publication aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge
Constitution :	27. 8.1925	15.11.1925	15.12.1925
Modifications :	3. 4.1928	14. 5.1928	15. 6.1928
	29. 4.1930	27. 5.1930	15. 7.1930
	13.10.1932	—	15.11.1933
	17. 5.1934	2. 7.1934	15. 8.1934
	11.10.1934	—	15. 3.1935
	14.10.1936	26. 1.1937	15. 2.1937
	19. 6.1939	29. 7.1939	15. 9.1939

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

I. *Immobilisé :*			
a) Concession	fr.	2.300.000,—	
Amortissements antérieurs à déduire		2.300.000,—	
			pour mémoire
b) Premier établissement :			
Immeubles, installations, matériel et divers		21.228.208,—	
Nouvelles immobilisations en 1951		3.992.869,—	
		25.221.077,—	
Amortissements à déduire :			
Exercices antérieurs	14.042.376,—		
De l'exercice	2.495.033,—		
		16.537.409,—	
			8.683.668,—

c) Laboratoire vétérinaire de Luputa :			
Immeubles, installations, matériel et divers		1.331.169,—	
Nouvelles immobilisations en 1951		11.050,—	
		1.342.239,—	
Amortissements à déduire :			
Exercices antérieurs	656.052,—		
De l'exercice	179.800,—		
		835.852,—	
			506.387,—
d) Réévaluation :			
Premier établissement :			
Immeubles, installations, matériel et divers	3.266.252,—		
Amortissements à déduire :			
Exerc. antérieurs 1.589.875,—			
De l'exercice 326.625,—			
	1.916.500,—		
		1.349.752,—	
Laboratoire vétérinaire de Luputa :			
Immeubles, installations, matériel et divers	1.366.619,—		
Amortissements à déduire :			
Exerc. antérieurs 409.983,—			
De l'exercice 136.661,—			
	546.644,—		
		819.975,—	
			2.169.727,—
			11.359.782,—
II. *Réalisable :*			
Cheptel	8.000.000,—		
Réévaluation du cheptel	44.000.000,—		
		52.000.000,—	
Portefeuille		28.469.184,—	
Fonds publics		4.300.009,—	
Débiteurs		6.760.686,—	
Marchandises en Afrique, en Europe et en cours de route		5.010.128,—	
			96.540.007,—

III. *Disponible :*

Banques et caisses	12.845.938,—

IV. *Divers :*

Comptes débiteurs	769,—

V. *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
Fr.	120.746.496,—

PASSIF.

I. *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital		fr. 18.000.000,—	
Réserve statutaire		2.438.505,—	
Plus-value de réévaluation :			
a) Premier établissement	3.266.252,—		
b) Laboratoire vétérinaire de Luputa	1.366.619,—		
c) Cheptel	44.000.000,—		
		48.632.871,—	
			69.071.376,—

II. *Fonds d'assurance et de prévisions diverses* 25.026.335,—

III. *Dettes de la société envers des tiers :*

Montants non appelés sur participations	10.341.500,—	
Créditeurs	3.842.733,—	
		14.184.233,—

IV. *Divers :*

Fonds de prévoyance main-d'œuvre indigène	1.656.217,—	
Comptes créditeurs	1.260.956,—	
		2.917.173,—

V. *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

VI. *Profits et Pertes :*

Bénéfice de l'exercice	9.547.379,—
Fr.	120.746.496,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais d'administration et divers		fr.	1.196.210,—
Frais financiers divers			23.501,—
Amortissements de l'exercice :			
s/Premier établissement		2.495.033,—	
s/Laboratoire vétérinaire de Luputa		179.800,—	
s/Réévaluation :			
Immeubles, installations, matériel et divers	326.625,—		
Laboratoire vétérinaire de Luputa	136.661,—		
		463.286,—	
			3.138.119,—
Fonds d'assurance et de prévisions diverses			10.530.000,—
Bénéfice de l'exercice			9.547.379,—
		Fr.	24.435.209,—

CREDIT.

Résultat d'exploitation	fr.	22.144.243,—
Intérêts divers		20.833,—
Revenus des portefeuille et fonds publics		2.270.133,—
	Fr.	24.435.209,—

TABLEAU DE LA REPARTITION DES BENEFICES.

5 p. c. à la réserve statutaire	fr.	477.369,—
13 fr. 50 brut aux 80.000 parts sociales		1.080.000,—
Sur le solde :		
6 p. c. au Conseil d'administration et au Collège des commissaires		479.400,—
5 p. c. au fonds spécial en faveur du personnel		399.501,—
Le solde aux 80.000 parts sociales		7.111.109,—
	Fr.	9.547.379,—

SITUATION DU CAPITAL.

Capital entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 16 juin 1952.

L'assemblée réélit, à l'unanimité, pour un terme de six ans aux fonctions d'administrateur Messieurs Maurice Jaumain, Léopold Mottoulle et Ernest Mélot.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Edgar Van der Straeten, administrateur de sociétés, 268, chaussée de Vleurgat, Bruxelles. Président.

M. Lambert Jadot, ingénieur, 15a, rue du Bourgmestre, Bruxelles. Président honoraire.

M. Albert Parmentier, ingénieur, 24, avenue des Cerisiers, Bruxelles. Vice-Président.

M. Maurice Jaumain, médecin vétérinaire, Assesse. (Résidant à Kambaye, Congo Belge). Administrateur-délégué.

M. Paul Fontainas, ingénieur, 526, avenue Louise, Bruxelles. Administrateur.

M. André H. Gilson, commissaire général honoraire du Gouvernement de la Colonie, 194a, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre. Administrateur.

M. Odon Jadot, ingénieur, 14, square Val de la Cambre, Bruxelles. Administrateur.

M. Ernest Mélot, avocat, 21, avenue de la Vecquée, Namur. Administrat.

M. Léopold Mottoulle, docteur en médecine, 31, rue des Liégeois, Bruxelles. Administrateur.

M. Gilbert Mullie, médecin vétérinaire, 58, boulevard Brand Whitlock, Bruxelles. Administrateur.

M. Lucien Puissant-Baeyens, administrateur de sociétés, 2, rue du Monastère, Bruxelles. Administrateur.

M. Paul Sorel, ingénieur, 75, rue du Marteau, Bruxelles. Administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Georges Dansaert, avocat, 58, rue Paul Lauters, Bruxelles.

M. Victor Gillard, expert comptable, 37, rue de la Brasserie, Bruxelles.

M. Hubert Ménestret, chef comptable, 18, avenue Marie-Clotilde, Watermael-Boitsfort.

Certifié conforme.

SOCIETE D'ELEVAGE ET DE CULTURE AU CONGO BELGE.

Le Président,

Edg. VAN DER STRAETEN.

Société d'Elevage de la Luilu, en abrégé ELVALUILU

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kambaye (Kasaï - Congo Belge).

Siège administratif : 54, rue Royale, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 231.463.

Registre du commerce de Luluabourg n° 139.

—

PUBLICATION LEGALE.

	Date de acte	Autorisation par arrêté royal	Publication aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge
Constitution :	16. 3.1951	24. 4.1951	15. 5.1951

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

I. *Immobilisé :*

a) Apports		fr. (1) 1.600.421,—	
b) Immeubles, installations, matériel et div.		973.699,—	
c) Dépenses de premier établissement :			
1) Frais de constitution	706.938,—		
2) Frais de 1er établissement	811.252,—		
3) Frais d'importation et d'installation du cheptel	921.304,—		
	2.439.494,—		
Amortiss. de l'exercice	100.000,—		
		2.339.494,—	
			4.913.614,—

II. *Réalisable :*

Actionnaires	38.400.000,—
Cheptel	2.903.278,—

(1) Le solde de 399.579 francs est repris sous diverses autres rubriques.

Débiteurs	90.339,—	
Marchandises en Afrique, en Europe et en cours de route	213.015,—	
		41.606.632,—

III. *Disponible :*

Banques et caisses	6.075.885,—

IV. *Divers :*

Comptes débiteurs	104.453,—

V. *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
Fr.	52.700.584,—

PASSIF.

I. *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital	fr.	50.000.000,—

II. *Dettes de la société envers des tiers :*

Créditeurs	2.623.164,—

III. *Divers :*

Comptes créditeurs	77.420,—

IV. *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
Fr.	52.700.584,—

SITUATION DU CAPITAL :

Non entièrement libéré.

Noms	Adresses	Reste à verser
Union Minière du Haut-Katanga.	6, Montagne du Parc, Bruxelles.	9.600.000 fr.
Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge.	42, rue Royale, Bruxelles.	9.600.000 fr.
Compagnie Pastorale du Lomami.	34, rue Capitaine Crespel, Bruxelles.	9.600.000 fr.
Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie.	13, rue de Bréderode, Bruxelles.	1.600.000 fr.
Compagnie du Katanga.	13, rue de Bréderode, Bruxelles.	1.600.000 fr.
Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga.	4, rue d'Egmont, Bruxelles.	1.600.000 fr.
Société Jean Van Gysel pour l'Elevage et la Culture aux Marungu.	49, Galerie du Commerce, Bruxelles.	1.600.000 fr.
Société des Chemins de Fer de Léopoldville - Katanga - Dilolo.	60, rue Marie de Bourgogne Bruxelles.	1.600.000 fr.
Ciments du Katanga.	48, rue de Namur, Bruxelles.	800.000 fr.
Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga.	48, rue de Namur, Bruxelles.	800.000 fr.
		38.400.000 fr.

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 16 juin 1952.

L'assemblée réélit, à l'unanimité, pour un terme de six ans aux fonctions d'administrateur Messieurs Maurice Jaumain et Jean Verdussen et aux fonctions de commissaire Mr. Charles Papeians de Morchoven.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Edgar Van der Straeten, administrateur de sociétés, 268, chaussée de Vleurgat, Bruxelles. Président.

M. Albert Parmentier, ingénieur, 24, avenue des Cerisiers, Bruxelles. Vice-Président.

M. Maurice Jaumain, médecin vétérinaire, Assesse. (Résidant à Kambaye, Congo Belge). Administrateur-délégué.

M. Roger Carle, ingénieur, 34, Drève des Chalets, Bruxelles. Administr.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, administrateur de sociétés, 90, avenue Molière, Bruxelles. Administrateur.

M. Antoine de Halloy de Waulsort, ingénieur, 61, rue Gachard, Bruxelles Administrateur.

M. Edgard Larielle, ingénieur, 52, avenue Emile Duray, Bruxelles. Administrateur.

M. Léon Morel, ancien Gouverneur de province au Congo Belge, 72, avenue de l'Hippodrome, Bruxelles. Administrateur.

M. Jean Verdussen, ingénieur, 53, avenue Winston Churchill, Bruxelles, Administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Robert Angerhausen, licencié en sciences commerciales, 404, avenue Louise, Bruxelles.

M. Charles Hulet, licencié en sciences commerciales, 66, rue Alfred Cluysenaer, Bruxelles.

M. Charles Papeians de Morchoven, docteur en droit, 2, avenue Géo Bernier, Bruxelles.

M. Louis Tobback, médecin vétérinaire, 4, avenue des Fleurs, Woluwe-Saint-Pierre.

Bruxelles, le 20 juin 1952.

Certifié conforme.

SOCIETE D'ELEVAGE DE LA LUILU.

Le Président,

Edg. VAN DER STRAETEN.

Filatures et Tissages Africains

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social, à Albertville (Congo Belge).

Siège administratif, à Gand, 29, rue Neuve Saint-Pierre.

Registre du Commerce d'Elisabethville n° 714.

Registre du Commerce de Gand n° 55774.

—

Autorisée par arrêté royal du 4 novembre 1946, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1946; statuts publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1946 et du « Moniteur Belge » des 2-3 décembre 1946 n° 21551; statuts modifiés par

l'assemblée générale extraordinaire du 7 octobre 1947, approuvés par arrêté royal du 30 novembre 1947 (annexes du « Bulletin administratif du Congo Belge » du 25 février 1948 et annexes du « Moniteur Belge » du 11 décembre 1947 n° 21729) et par l'assemblée générale extraordinaire du 15 juin 1948 (annexes au « Bulletin administratif du Congo Belge » du 25 septembre 1948 et du « Moniteur Belge » du 22 juillet 1948 n° 15850; statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 26 avril 1950, autorisés par arrêté royal du 20 juin 1950, publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1950, publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1950 et du « Moniteur Belge » des 3-4 juillet 1950, n° 16606.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé :			
Terrains, bâtiments, matériel et mobilier	160.398.120,68		
Immobilisations nouvelles de l'exercice	+ 13.212.737,18		
	173.610.857,86		
Matériel désaffecté en 1951	— 2.219.075,00		
		171.391.782,86	
à déduire :			
Amortissements antérieurs	22.365.191,00		
Amortiss. de l'exercice	+ 13.148.340,00		
	35.513.531,00		
déduction pour matériel désaff.	— 775.172,50		
		— 34.738.358,50	
			136.653.424,36
Réalisable :			
Magasins		51.217.899,59	
Divers débiteurs		+ 27.721.507,61	
			78.939.407,20
Caisses et banques			17.537.189,9[illegible]
			Fr. 233.130.021,5[illegible]

PASSIF.

Non exigible :

Capital	fr.	105.000.000,00

Exigible à long terme :

Emprunt obligations		105.000.000,00

Exigible à moyen et court terme :

Divers créditeurs et frais à payer		14.441.315,36

Pertes et Profits :

Solde bénéficiaire		8.688.706,17
	Fr.	233.130.021,53

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Report des exercices précédents	fr.	16.312.712,54
Charges financières		4.200.000,00
Pertes sur désaffectation matériel		1.443.902,50
Solde bénéficiaire		8.688.706,17
	Fr.	30.645.321,21

CREDIT.

Bénéfice d'exploitation	fr.	30.645.321,21

AFFECTATION BENEFICIAIRE.

A la réserve statutaire	fr.	434.435,00
A un fonds de prévision		8.000.000,00
Au report à nouveau		254.271,17
	Fr.	8.688.706,17

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital social est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateur-délégué :

M. Gaston Braun, industriel, Le Vieux Château, Melle.

Administrateurs :

M. Thomas Bancroft, industriel, 40, North street, New-York, U. S. A.

M. René Friling, administrateur de sociétés, 21, rue d'Arenberg, Anvers.

M. René Hanet, industriel, 21, boulevard Britannique, Gand.

M. Paul Hebbelynck, ingénieur A. I. G., 144, avenue Saint-Denis, Gand.

M. Gaston Heenen, administrateur de sociétés, 126, chaussée d'Ixelles, Ixelles.

M. Joseph Jennen, ministre plénipotentiaire, 30, Rockefeller Plaza, New-York, 20, N. Y., U. S. A.

M. Robert-P. Pflieger, administrateur de sociétés, 22a, square de Meeus, Bruxelles.

M. Laurance S. Rockefeller, administrateur de sociétés, 30, Rockefeller Plaza, New-York 20, N. Y., U. S. A.

M. Ogden White, administrateur de sociétés, 30, Rockefeller Plaza, New-York 20, N. Y., U. S. A.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Georges Dierckx, directeur de société, à Léopoldville.

M. Thomas-L. Fergusson, chartered accountant, 182, avenue Fr. Roosevelt, Bruxelles.

M. Georges Passau, ingénieur des mines, 67, rue de Spa, Bruxelles.

FILATURES ET TISSAGES AFRICAINS.

Deux administrateurs,

R. HANET. G. BRAUN.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 17 juin 1952 a créé deux nouveaux mandats d'administrateurs qui ont été conférés à M. James B. Baldwin ainsi qu'au Chevalier Jean Kraft de la Saulx. Elle a également renouvelé pour un terme de six ans les mandats d'administrateur de MM. Anatole De Bauw et Thomas Bancroft, ainsi que celui de commissaire de M. Georges Dierckx.

Ces divers mandats viendront à expiration immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1958.

FILATURES ET TISSAGES AFRICAINS.

Deux administrateurs,

R. HANET. G. BRAUN.

Société de Recherches & d'Exploitations Aurifères au Katanga « SOREKAT »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Albertville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 168, rue Royale.

Registre du Commerce d'Elisabethville : n° 608.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 60642.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 novembre 1932, 15 juin 1934, 15 juillet 1938, 15 février 1939, 15 décembre 1948 et 15 juillet 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 24 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé :			
Frais de constitution et d'augmentation de capital	fr.	31.155,—	
Premier établissement :			
Concessions	959.011,—		
Amortissements	959.011,—		
		mémoire	
Prospections, immeubles, matériel	21.261.112,16		
Amortissements	3.245.845,76		
		18.015.266,40	
			18.046.421,40
Réalisable :			
Débiteurs divers		300.000,—	
Produits en stocks		8.750,—	
Participation		1.000,—	
			309.750,—
Disponible :			
Banques et chèques postaux			1.789.823,97
Divers :			
Comptes débiteurs			3.706.978,—
Compte d'ordre :			
Dépôts statutaires		mémoire	
			—
		Fr.	23.852.973,37

PASSIF.

Passif de la société envers elle-même :

Capital : 16.500 parts sociales s. d. v.	fr.	8.000.000,—

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers		15.816.689,35

Divers :

Comptes créditeurs		36.084,02

Compte d'ordre :

Déposants statutaires		mémoire
	Fr.	23.852.973,37

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	144.799,60
Charges financières		245.114,40
	Fr.	389.914,—

CREDIT.

Valeur nette de la production	fr.	5.848,58
Transfert à Frais de prospection		384.065,42
	Fr.	389.914,—

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL.

Le capital social de 8.000.000 de francs, représenté par 16.500 parts sociales sans désignation de valeur, est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

Conseil d'administration :

Président :

M. Louis Frère, administrateur de sociétés, 15, avenue des Chasseurs, Crainhem (Quatre-Bras).

Administrateur-délégué :

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 1, avenue des Scarabées, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Jacques d'Andrimont, ingénieur A. I. Lg., 4, boulevard Louis Schmidt, Etterbeek.

M. Léopold Hoogvelst, administrateur de sociétés, 29, avenue de Tervueren, Etterbeek.

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 38, rue Bosquet, Bruxelles.

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 9, avenue des Capucines, Bruxelles.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise, Bruxelles.

M. Léon Wielemans, industriel, 14, rue Defacqz, Bruxelles.

Collège des commissaires :

M. Jacques Bettendorf, comptable, 252, avenue Paul Deschanel, Schaerbeek.

M. Robert Carly, administrateur de sociétés, 28, rue Joseph Stallaert, Ixelles.

M. le Baron Marcel de Schaetzen, administrateur de sociétés, 87, rue Royale, Bruxelles.

Délégué de la Colonie :

M. Elomire Reintjens, 51, rue des Petits Carmes, Bruxelles.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 24 juin 1952.

A l'unanimité, l'assemblée :

— renouvelle pour une durée de six ans les mandats de Messieurs Léopold HOOGVELST, administrateur, et Robert CARLY, commissaire.

Bruxelles, le 26 juin 1952.

Certifié conforme.

Deux administrateurs :

Marcel JACQUES
Administrateur de sociétés
1, avenue des Scarabées,
Bruxelles.

Léopold HOOGVELST
Administrateur de sociétés
29, avenue de Tervueren,
Etterbeek.

Société Immobilière et Hypothécaire Africaine « IMMOAF »

Société congolaise à responsabilité limitée.

à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue de la Science, 5.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 16669.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes au « Moniteur Belge » : année 1928 n° 11447; année 1939 n° 12248; année 1951 n°s 1429 et 22146, au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15-10-1928, 15-10-1939, 15-2-1951 et 15-11-1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 24 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé :			
Immeubles et terrains en Afrique :			
Au 31 décembre 1950 ..... fr.	32.052.093,42		
Augmentation en 1951	6.002.133,99		
	38.054.227,41		
Diminution en 1951	2.661.440,79		
		35.392.786,62	
Matériel et mobilier :			
Au 31 décembre 1950	8.277.925,42		
Augmentation en 1951	1.618.610,90		
	9.896.536,32		
Diminution en 1951	1.397.674,74		
		8.498.861,58	
Premier établissement		1,—	
			43.891.649,20
Réalisable :			
Portefeuille en Europe et en Afrique		1.624.000,—	
Effets à recevoir		4.330,—	
Magasins en Afrique		1.347.827,42	
Marchandises en cours de route		213.040,40	

Débiteurs :			
Assurés, agents et sous-agents	11.075.323,21		
Sociétés sœurs	1.099.508,56		
Débiteurs divers	5.294.916,79		
		17.469.748,56	
			20.658.946,38
Disponible :			
Caisses, banques et chèques post. en Europe et en Afrique			8.565.321,56
Divers :			
Comptes débiteurs			643.207,55
Transactions immobilières en cours			1.526.763.—
Comptes d'ordre :			
Cautionnements des administrateurs et commissaires		190.000,—	
Cautionnements des agents d'Afrique		353.400,—	
Garantie pour l'émission de billets de voyages en Europe et en Afrique		555.000,—	
Garantie déposée en Afrique		45.000,—	
Notre participation dans cautions solidaires de Fr. 4.325.000,—		1.081.250,—	
Engagements et contrats divers en cours		pour mémoire	
			2.224.650,—
		Fr.	77.510.537,69

PASSIF.

Non exigible :			
Capital	fr.	22.000.000,—	
Réserve statutaire		439.325,45	
Réserve extraordinaire		425.655,—	
Plus-value immunisée sur vente d'immeubles		1.691.653,65	
			24.556.634,10
Amortissements :			
Sur immeubles et terrains :			
Au 31 décembre 1950	7.368.957,40		
Prélèvements en 1951	344.435,47		
	7.024.521,93		
Amortissements de 1951	2.825.941,—		
		9.850.462,93	

Sur Matériel et Mobilier :			
Au 31 décembre 1950	4.519.220,01		
Prélèvements en 1951	242.052,35		
	4.277.167,66		
Amortissements de 1951	849.886,10		
		5.127.053,76	
Sur Portefeuille		73.998,—	
			15.051.514,69
Exigible :			
A long terme :			
Emprunt hypothécaire		6.000.000,—	
A court terme :			
Créditeurs :			
Compagnies d'assurances	10.925.459,25		
Créditeurs divers	8.158.923,28		
Sociétés sœurs	3.839.999,—		
		22.924.381,53	
Dividendes non réclamés		27.067,46	
Versements non appelés sur portefeuille		140.000,—	
			29.091.448,99
Divers :			
Comptes créditeurs			1.216.429,67
Provision pour impôts à payer			1.147.652,—
Transactions immobilières en cours			1.752.772,—
Comptes d'ordre :			
Cautionnements des administrateurs et commissaires		190.000,—	
Agents déposants de cautionnements		353.400,—	
Garantie pour l'émission de billets de voyages en Europe et en Afrique		555.000,—	
Compte dépôt en Afrique		45.000,—	
Notre participation dans cautions solidaires de Fr. 4.325.000,—		1.081.250,—	
Engagements et contrats divers en cours		pour mémoire	
			2.224.650,—
Profits et Pertes			2.469.436,24
		Fr.	77.510.537,69

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et d'Afrique	fr.	4.745.383,19
Amortissements divers		3.675.827,10
Prévision pour impôts et éventualités diverses		500.000,—
Solde bénéficiaire		2.469.436,24
	Fr.	11.390.646,53

CREDIT.

Report au 1er janvier 1951	fr.	93.902,80
Bénéfice d'exploitation et divers		11.296.743,73
	Fr.	11.390.646,53

REPARTITION BENEFICIAIRE.

5 % à la réserve statutaire	fr.	118.776,64
Premier dividende brut de 5 % aux 44.000 actions, soit Fr. 25,— par titre		1.100.000,—
Allocations statutaires		115.675,70
Second dividende brut de Fr. 23,20 par titre		1.020.800,—
Report à nouveau		114.183,90
	Fr.	2.469.436,24

SITUATION DU CAPITAL.

Capital entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

M. le baron de Steenhault de Waerbeek, banquier, Vollezele, président.

M. le baron Allard, administrateur de sociétés, 38, avenue Emile Duray, Bruxelles, administrateur.

M. Christian Janssens, ingénieur, 34, avenue Jeanne, Bruxelles, administrateur.

M. Alfred Liénart, ingénieur, 196, avenue de Tervueren, Bruxelles, administrateur.

M .Henri de Steenhault, administrateur de sociétés, Vollezele, administrateur.

M. Martin Thèves, ingénieur, 12, avenue de la Forêt de Soignes, Rhode-Saint-Genèse, administrateur.

M. Alfred Valkemberg, administrateur de sociétés, 1, avenue Hoover, Genval, administrateur.

M. Raymond Depireux, licencié en sciences commerciales, 64, rue Stanley, Bruxelles, commissaire.

M. Alphonse Soetens, directeur-adjoint de banque, 65, rue Van Campenhout, Bruxelles, commissaire.

Les administrateurs :

(sé) Baron de STEENHAULT — C. JANSSENS — A. LIENART
H. de STEENHAULT.

Les commissaires :

(sé) R. DEPIREUX — A. SOETENS.

SYMETAIN

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 112, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 56.961.

—

Constituée le 29 janvier 1932, acte publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1932.

Statuts modifiés suivant actes des 25 novembre 1935, 24 août 1938, 6 juin 1939, 28 juillet 1939, 26 juin 1946, 25 juin 1947 et 30 juin 1948 publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 juin 1936, 15 décembre 1938, 15 octobre 1948, 15 octobre 1939, 15 octobre 1946, 15 novembre 1947 et 15 octobre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

(Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 1952.)

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de premier établissement et prospections	P.M.
Concessions, travaux préparatoires et divers	18.973.482,—
Terrains, constructions et installations diverses	339.751.159,42
Matériel et gros outillage	152.305.309,—
Mobilier	10.732.877,74
	521.762.828,16

Disponible et réalisable :		
Caisses, dépôts à vue et à court terme	193.449.814,16	
Certificats de trésorerie (à moins d'un an d'échéance)	51.500.000,—	
Débiteurs divers	41.480.844,42	
Portefeuille et Participations	1.047.000,—	
Approvisionnements en stock et en cours de route	51.048.135,26	
Produits miniers en stock et en cours de route	104.040.208,10	
		442.566.001,94
Comptes transitoires :		
Frais payés d'avance et comptes divers		8.783.725,70
Comptes d'ordre :		
Cautionnements statutaires (335 parts sociales s. d. v. n.)	P.M.	
Cautionnements agents	1.980.527,—	
		1.980.527,—
	Fr.	975.093.082,80

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :		
Capital :		
représenté par 182.250 parts sociales sans désignation de valeur nominale		85.000.000,—
Réserve statutaire		8.500.000,—
Fonds de réserve		188.000.000,—
Réserve d'amortissement sur matériel (Décret du 8 janvier 1946, art. 2, litt. 2, 3°)		9.345.606,—
		290.845.606,—
Amortissements :		
s/concessions, travaux préparatoires et divers	18.973.482,—	
s/terrains, constructions, installat. diverses	207.902.477,—	
s/matériel et gros outillage	92.994.935,—	
s/mobilier	10.732.877,74	
		330.603.771,74
		621.449.377,74

Dettes de la société envers les tiers :		
Créditeurs divers	135.170.318,50	
Dividendes à payer	122.035,75	
		135.292.354,25
Comptes transitoires :		
Comptes de régularisation et divers		87.858.071,24
Comptes d'ordre :		
Déposants de cautionnements statutaires (335 parts sociales s. d. v. n.)	P.M.	
Cautionnements agents	1.980.527,—	
		1.980.527,—
Résultats :		
Solde reporté exercice 1950	25.953.309,15	
Solde bénéficiaire de l'exercice	102.559.443,42	
		128.512.752,57
	Fr.	975.093.082,80

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	10.024.737,81
Charges financières		1.560.578,60
Fondation Symétain (Affectation pour l'exercice 1951)		20.000.000,—
Impôts et taxes divers		3.434.685,—
Taxe sur cotation titres		144.952,50
Droits de sortie sur produits		51.123.256.—
Prévision fiscale		34.250.000,—
Amortissements :		
sur terrains, constructions et installations diverses	55.390.216,—	
sur matériel et gros outillage	42.201.639,—	
sur mobilier	506.701,—	
		98.098.556,—
Solde bénéficiaire :		
Solde reporté de l'exercice 1950	25.953.309,15	
Solde bénéficiaire de l'exercice	102.559.443,42	
		128.512.752,57
	Fr.	347.149.518,48

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice 1950	fr.	25.953.309,15
Résultats d'exploitation		318.896.149,72
Résultats divers et intérêts		2.300.059,61
	Fr.	347.149.518,48

AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES.

a) Affectation proposée en application de l'article 53bis des statuts :		
1) Fonds de réserve	24.154.394,—	
2) Report à nouveau	29.528.245,73	
		53.682.639,73
b) Répartition :		
1) Redevance à la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains		30.748.474,92
2) Premier dividende aux parts sociales		6.378.750,—
3) Conseil d'administration et Collège des commissaires		3.770.288,79
4) Fonds de Prévoyance en faveur du personnel		1.885.144,40
5) Deuxième dividende aux parts sociales		32.047.454,73
	Fr.	128.512.752,57

SITUATION DU CAPITAL.

Capital entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

M. George Moulaert, Vice-Gouverneur Général honoraire du Congo Belge, avenue de l'Observatoire, 47, Uccle. Président.

M. Henri Buttgenbach, professeur à l'Université de Liège, avenue Franklin Roosevelt, 182, Bruxelles, Vice-Président.

M. Raymond Anthoine, ingénieur civil des mines, avenue Franklin Roosevelt, 34, Bruxelles. Administrateur-délégué.

M. Henri Depage, administrateur-délégué de la Compagnie Financière Africaine, avenue du Parc de Woluwe, 44, Auderghem. Administrateur-délégué.

M. Robert Schwennicke, ingénieur civil des mines, avenue du Parc de Woluwe, 64, Auderghem. Administrateur-directeur.

M. Marcel De Roover, ingénieur A. I. A., avenue des Gaulois, 33, Etterbeek. Administrateur.

M. Léon Helbig de Balzac, docteur en droit, boulevard Saint-Michel, 50, Etterbeek. Administrateur.

M. le Chevalier Michel Lallemand, propriétaire, avenue de Cortenberg, 92, Bruxelles. Administrateur.

M. Georges Laloux, docteur en droit, rue Saint Remy, 2, Liège. Administrateur.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, rue Bosquet, 88, Saint-Gilles-Bruxelles. Administrateur.

M. Marcel Paulis, ingénieur U. L. B., avenue Louise, 418, Bruxelles. Administrateur.

M. Jean Nagelmackers, banquier, boulevard d'Avroy, 206, Liège. Président du Collège des commissaires.

M. Robert De Merechy, docteur en droit, avenue Franklin Roosevelt, 160, Bruxelles. Commissaire.

M. Hubert Keppenne, chef-comptable, rue du Beau-Site, 3b, Bruxelles. Commissaire.

M. Roger Kneipe, officier, avenue Herbert Hoover, 115, Schaerbeek. Commissaire.

M. Désiré Tilmant, expert-comptable, rue Raoul Warocqué, 19, Morlanwelz. Commissaire.

M. Louis Uytdenhoef, expert-comptable, place Armand Steurs, 22, Saint-Josse-ten-Noode. Commissaire.

Un administrateur, *Un administrateur,*

Robert SCHWENNICKE. Raymond ANTHOINE.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'assemblée générale ordinaire du 25 juin 1952 a réélu dans leurs fonctions d'administrateur, Messieurs George MOULAERT, Léon HELBIG de BALZAC et Marcel PAULIS et dans leurs fonctions de commissaire, Messieurs Louis UYTDENHOEF et Hubert KEPPENNE. Le mandat des précités viendra à expiration après l'assemblée générale ordinaire de 1958.

L'assemblée a décidé de porter de 11 à 12 le nombre des administrateurs et de nommer Monsieur Jean-Pierre PAULUS, magistrat honoraire, 14, rue Marianne, à Uccle, pour remplir le nouveau mandat ainsi créé. Le mandat du précité viendra à expiration après l'assemblée générale ordinaire de 1958.

Un administrateur, *Un administrateur,*

Robert SCHWENNICKE. Raymond ANTHOINE.

Brasserie de Stanleyville

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 91, rue de l'Enseignement, Bruxelles.

Registre du commerce : Bruxelles n° 219.582.

—

Constituée suivant acte passé devant Maîtres Albert Raucq et Henri Clavareau, tous deux notaires résidant à Bruxelles, le 8 juin 1949, et autorisée par arrêté royal du 23-7-1949.

(« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15-8-1949 - p. 1497).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :		
Frais de constitution ..... fr.	1.156.904,—	
Apports	1.500.000,—	
Frais généraux de premier établissement	2.944.113,—	
Terrains, bâtiments industriels et immeubles	21.384.445,—	
Installations, matériel, outillage et mobilier ...	28.472.947,—	
		55.458.409,—
Réalisable :		
Marchandises en magasin et en cours de route	15.989.944,—	
Débiteurs divers	1.021.092,—	
		17.011.036,—
Disponible :		
Banques, chèques postaux et caisses		2.044.430,—
Comptes transitoires		4.014.067,—
Comptes d'ordre :		
Cautionnements des administrateurs et des commissaires		P.M.
Cautionnements des agents d'Afrique		P.M.
Engagements et contrats divers en cours		P.M.
	Fr.	78.527.942,—

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :		
Capital	fr.	70.000.000,—
représenté par 70.000 actions de capital s. d. v.		
Dettes sans garanties réelles :		
Créditeurs divers		8.214.723,—
Comptes créditeurs		313.219,—
Comptes d'ordre :		
Cautionnements des administrateurs et des commissaires		P.M.
Cautionnements des agents d'Afrique		P.M.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours		P.M.
	Fr.	78.527.942,—

L'exercice 1951 ayant été consacré à l'achèvement des installations, il n'y a pas lieu à l'établissement d'un compte de profits et pertes.

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

Administrateurs :

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 38, rue Bosquet, Saint-Gilles-Bruxelles, président.

M. René Laneau, professeur et ingénieur-conseil de brasseries, 63, Kievitstraat à Kortenberg, administrateur-délégué.

M. Pierre Colmant, docteur en droit, 55, avenue E. Meesens à Woluwe-Saint-Pierre.

M. Albert François, ingénieur commercial (U. L. B.) directeur-gérant de la Brasserie de Bavery, S. P. R. L. à Couillet, 61, chaussée de Philippeville à Loverval (Try d'Haies).

M. Valère Segard, président de la Brasserie Labor-Hainaut S. A. à Mons, 34, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

M. Henri Verbruggen, ingénieur des industries agricoles (Lv.), 39, avenue des Cyclistes à Woluwe-Saint-Pierre.

M. Claude P. Wielemans, ingénieur commercial (U. L. B.) et directeur gérant de la Brasserie Wielemans-Ceuppens, 168, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

Commissaires :

M. Georges Autrique, directeur Société Belgika à Stanleyville (Congo Belge).

M. Georges De Blieck, gérant de la S. P. R. L. Brasserie J. De Blieck et fils (Alost), 6, rue des Laboureurs, Alost.

M. Philippe De Munnynck, directeur général Brasserie Zeeberg (Alost), 30, rue de Brabant à Alost.

M. Emile Thielemans, chef-comptable au C. F. L. (Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains), 188A, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

M. Edouard van den Hove, administrateur de sociétés, 199, avenue Albert, Bruxelles.

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 26 juin 1952.

A l'unanimité, l'assemblée :

1°) approuve le bilan de l'exercice 1951, tel qu'il est présenté par le conseil d'administration et approuvé par le collège des commissaires.

2°) par vote spécial, donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires, pour leur gestion au 31 décembre 1951.

3°) renouvelle, pour un terme de six ans, le mandat d'administrateur de M. Claude Wielemans et, pour un terme de cinq ans, le mandat de commissaire de M. Philippe De Munnynck.

Bruxelles, le 27 juin 1952.

Certifié conforme,

Deux administrateurs :

R. LANEAU. M. LEFRANC.

Cimenterie d'Albertville « CIMENTAL »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Albertville (Congo Belge).

Siège administratif : Rue du Commerce, 112, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 227.843.

—

Constituée par acte du 29 septembre 1950 publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1950, autorisée par arrêté royal du 28 octobre 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

(Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 18 juin 1952.)

ACTIF.

Immobilisé :		
Frais de constitution	fr.	546.895,70
Concession		4.000.000,—
Frais d'études et de premier établissement		8.217.094,63
Usine : dépenses d'installation en cours		28.807.802,70
Disponible et réalisable :		
Banques et caisse		4.434.181,69
Comptes transitoires :		
Frais payés d'avance et comptes divers		656.200,10
Comptes d'ordre :		
Dépôts de cautionnements statutaires		P.M.
Débiteurs pour garanties reçues		764.997,50
Devises achetées à terme		13.336.638,68
Fournisseurs : solde de nos engagements		43.888.495,37
	Fr.	104.652.306,37

PASSIF.

Envers la société :		
Capital	fr.	40.000.000,—
Envers les tiers :		
Créditeurs divers		6.662.174,82

Comptes d'ordre :

Déposants de cautionnements statutaires	P.M.
Créditeurs pour garanties données	764.997,50
Devises achetées à terme	13.336.638,68
Fournisseurs : solde de nos engagements	43.888.495,37
Fr.	104.652.306,37

COMPTE DE FRAIS DE L'EXERCICE.

DEBIT.

Frais généraux et frais de mission	fr.	1.098.313,45
Charges financières		104.731,07
Fr.		1.203.044,52

CREDIT.

Solde transféré à Frais de premier établissement	fr.	1.203.044,52

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

M. Henri Depage, administrateur-délégué de la Compagnie Financière Africaine, 44, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem. Président.

M. Albert Thys, ingénieur, Lint Kasteel, Grimbergen. Vice-Président.

M. Marcel Deguent, ingénieur, 6, avenue des Ormeaux, Uccle. Administrateur-délégué.

M. Raymond Anthoine, ingénieur civil des mines, 34, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles. Administrateur.

M. Pedro De Boeck, ingénieur civil des mines, 9, avenue de Putdael, Woluwe-Saint-Pierre. Administrateur.

M. André Gaudissart, ingénieur, 43, rue François Roffiaen, Bruxelles. Administrateur.

M. Ary Guillaume, vice-président du Comité Spécial du Katanga, 87, avenue Paul Deschanel, Bruxelles. Administrateur.

M. Amédée Hus, ingénieur, 94, avenue Louise, Bruxelles. Administrateur.

M. Ernst Schmidheiny, industriel, « Garengo », Céligny-Genève. Administrateur.

M. Max Schmidheiny, ingénieur, Heerbrugg (Canton de Saint-Gall), Suisse. Administrateur.

M. Frans Terlinck, ingénieur commercial U. L. B., 44, avenue de l'Horizon, Woluwe-Saint-Pierre. Administrateur.

M. Aimable Bourgeois, directeur au Comité Spécial du Katanga, 51, avenue du Diamant, Schaerbeek. Commissaire.

M. Yvan Dryepondt, licencié en sciences commerciales, 152, avenue Defré, Uccle. Commissaire.

M. Hans Stoffel, expert-comptable, Hauptstrasse, Heerbrugg (Canton de Saint-Gall), Suisse. Commissaire.

M. Désiré Tilmant, expert-comptable, 19, rue Raoul Warocqué, Morlanwelz. Commissaire.

M. Georges Van Campenhout, ingénieur, 31, avenue Gevaert, Genval. Commissaire.

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 18 juin 1952.

L'assemblée générale réélit comme administrateurs : MM. Anthoine, De Boeck, Deguent, Depage, Gaudissart, Guillaume, Hus, Ernst Schmidheiny, Max Schmidheiny et Thys;

et comme commissaires : MM. Bourgeois, Dryepondt, Stoffel, Tilmant et Van Campenhout.

Elle appelle également aux fonctions d'administrateur, M. Hubert de Wasseige en remplacement de M. Terlinck qui ne se représente pas à la réélection.

CIMENTERIE D'ALBERTVILLE « CIMENTAL ».
Société congolaise à responsabilité limitée.

A. HUS.
Administrateur.

H. DEPAGE.
Administrateur.

Société de Pêche Maritime du Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Matadi.

Siège administratif : 45, rue du Pépin, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 231735.

Acte constitutif publié aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1951, n° 8310 du 30 avril - 1er mai et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 24 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé :	
Terrains et travaux de construction d'habitations en cours	1.179.230,—
Travaux en cours usines de Matadi	2.225.165,25
Chalutiers avec matériel de bord et matériel de pêche	25.326.063,45
Matériel	697.411,—
Mobilier de bureau et d'habitations	186.864,75
Frais de premier établissement	1.480.223,15
Réalisable et disponible :	
Actionnaires	10.701.000,—
Magasin et approvisionnements	1.125.982,55
Caisse et banque	1.873.631,46
Clients et débiteurs divers	787.373,25
Comptes débiteurs	185.120,70
Perte de l'exercice	1.317.591,54
Compte d'ordre :	
Dépôts statutaires	Mémoire
Fr.	47.085.657,10

PASSIF.

Envers elle-même :

Capital	fr.	36.000.000,—

Envers les tiers :

Société de Crédit au Colonat		10.875.000,—
Créditeurs divers		210.657,10

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires		Mémoire
	Fr.	47.085.657,10

Arrêté par le Conseil d'administration en séance du 20 mai 1952.

Approuvé par le Collège des commissaires en séance du 5 juin 1952.

COMPTES DE PERTES ET PROFITS.
(Exercice 1951)

DOIT.

Charges financières	fr.	239.630,95
Frais généraux et frais d'exploitation		2.172.815,29
Amortissement chalutiers		87.500,—
	Fr.	2.499.946,24

AVOIR.

Produits et divers	fr.	1.182.354,70
Perte de l'exercice		1.317.591,54
	Fr.	2.499.946,24

Arrêté par le Conseil d'administration en séance du 20 mai 1952.

Approuvé par le Collège des commissaires en séance du 5 juin 1952.

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital de francs congolais 36.000.000,— est représenté par 7.200 parts sociales sans désignation de valeur; la partie libérée s'élève à F. 25.299.000.

Capital restant à libérer par :

Société Forestière et Agricole du Mayumbe, rue de la Science, 5, Bruxelles	256.500,—

Compagnies Réunies des Huileries du Congo Belge et Savonneries Lever Frères, « Huilever », 150, rue Royale, Brux.	450.000,—
Usines Textiles de Léopoldville « Utexléo », 71, rue Joseph II, Bruxelles	1.350.000,—
Société Commerciale et Minière du Congo, 5, rue de la Science, Bruxelles	112.500,—
Société Commerciale et Minière de l'Uélé, 5, rue de la Science, Bruxelles	90.000,—
Société Coloniale d'Electricité, 5, rue de la Science, Brux.	90.000,—
Brasserie de Léopoldville, 71, chaussée de Charleroi, Brux.	549.000,—
Sarma-Congo, 49, Galerie du Commerce, Bruxelles	513.000,—
Compagnie Sucrière Congolaise, 13, rue de Bréderode, Bruxelles	225.000,—
Intertropical Comfina, 66, rue du Commerce, Bruxelles	225.000,—
Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo, 48, rue de Namur, Bruxelles	225.000,—
Société des Ciments du Congo, 13, rue de Brederode, Brux.	225.000,—
Compagnie du Kasaï, 41, rue de Naples, Bruxelles	225.000,—
Société de Colonisation Agricole au Mayumbe, 13, rue de Bréderode, Bruxelles	225.000,—
Chantier Naval et Industriel du Congo, 2, place du Luxembourg, Bruxelles	225.000,—
Office d'Exploitation des Transports Coloniaux, 101, avenue Louise, Bruxelles	5.625.000,—
Société des Pétroles au Congo, 111, rue du Commerce, Brux.	90.000,—
A appeler :	10.701.000,—

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Georges Bousin, ingénieur civil, 773, chaussée de Waterloo, Uccle.

Administrateur-délégué :

M. René Goeman, directeur de banque, 443, avenue Georges Henri, Woluwe-Saint-Lambert.

Administrateurs :

M. Pierre Ansiau, 61, avenue Wolvendael, à Uccle.

M. Wilfrid de Brouwer, 17, rue du Congo, à Sainte-Croix-lez-Bruges.

M. Fernand Desclée, ingénieur, 64, Digue de Mer, Nieuport.

M. Prosper Quievy, inspecteur principal honoraire des eaux et forêts, 69, Grand'rue, Mons.

M. Robert Lippens, ingénieur, 15, rue Guimard, Bruxelles.

M. le Baron José de Crombrugghe de Looringhe, administrateur de sociétés, 57, Witherendreef, Overysse.

M. le Général George Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. Henri Moxhon, administrateur de sociétés. 40, avenue Herbert Hoover, Woluwe-Saint-Lambert.

M. Paul Bodart, administrateur de sociétés, 247, boulevard de Tervueren, Louvain.

M. Willy Mankovsky, administrateur de sociétés, 26, avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. Alfred Vanderkelen, industriel, 62, avenue de Broqueville, Woluwe-Saint-Lambert.

M. Martin Thèves, ingénieur, 12, avenue de la Forêt de Soignes, Rhode-Saint-Genèse.

M. Alfred-Hector Baillieux, administrateur de sociétés, 1147, chaussée de Waterloo, Uccle.

Commissaires.

M. Gaston Lelièvre, directeur à l'Otraco, 119, avenue Molière, Bruxelles.

M. Joseph Van der Hofstadt, administrateur de sociétés, 3, boulevard Elisabeth, Bruges.

M. Charles Papeians de Morchoven, docteur en droit, 2, avenue Géo Bernier, Ixelles.

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 24 juin 1952.

L'assemblée ratifie la démission en tant qu'administrateur de M. Paul Charles; elle accepte la démission de MM. Wilfrid de Brouwer et Prosper Quievy.

Elle confirme à l'unanimité des voix la décision du Conseil général du 11 octobre 1951 qui avait élu administrateur M. Georges Bousin, ingénieur civil, 773, chaussée de Waterloo, à Uccle, pour achever le mandat de M. Paul Charles.

Pour pourvoir aux sièges d'administrateur laissés vacants par la démission de Messieurs Wilfrid de Brouwer et Prosper Quievy, elle élit à l'unanimité des voix, Messieurs Yves de Brouwer, docteur en droit, 31, rue Père Eudore Devroye, à Etterbeek, et Louis Zurstrassen, ingénieur civil, château de Joncmesnil, à Lambermont-Verviers.

Leur mandat expirera lors de l'assemblée générale de 1955.

L'assemblée accepte la démission en tant que commissaire de M. Joseph Van der Hofstadt, et nomme à sa place, à l'unanimité des voix, M. le Baron Stanislas Verwilghen, 141, rue du Duc, Bruxelles.

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale de 1955.

Bruxelles, le 26 juin 1952.

Certifié conforme.

SOCIETE DE PECHE MARITIME DU CONGO.

R. GOEMAN,

Administrateur-délégué.

Vu pour légalisation de signature de René Goeman.

Bruxelles, le 26 juin 1952.

Pour le Bourgmestre, l'Echevin délégué : (s.) Illisible.

Compagnie Générale de Transports au Katanga « TRANSKAT »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Kindu Port Empain (Maniema - Congo Belge).

Siège administratif : 59, rue de l'Association, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 42.241.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1929, n° 18.157, année 1938 n° 15.675 et n° 16.448bis, année 1950 n° 25.002.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 24 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé :		
Frais de constitution ..... fr.	1,—	
Frais de premier établissement	1,—	
Terrains, immeubles, installations	12.919.902,62	
Matériel fixe, outillage, mobilier	2.731.263,79	
Matériel roulant	19.935.504,60	
		35.586.673,01
Disponible :		
Caisses, banques, chèques postaux		4.150.535,10

Réalisable :		
Marchandises en magasins	10.703.417,21	
Garanties et cautions	26.900,—	
Débiteurs divers	4.308.435,36	
		15.038.752,57
Compte débiteur		118.034,75
Compte d'ordre :		
Dépôts statutaires		P.M.
	Fr.	54.893.995,43

PASSIF.

Envers elle-même :		
Capital	fr. 25.000.000,—	
représenté par :		
50.000 actions de capital de 500 francs.		
25.000 parts de fondateur sans désignation de valeur.		
Réserve statutaire	109.595,81	
Réserve extraordinaire	2.000.000,—	
		27.109.595,81
Fonds d'amortissements :		
Terrains, immeubles, installations	6.138.119,74	
Matériel fixe, outillage, mobilier	1.224.059,24	
Matériel roulant	12.890.416,80	
		20.252.595,78
Envers les tiers :		
Créditeurs divers sans garanties réelles		4.865.398,09
Dividendes à payer		2.600,23
Comptes créditeurs		2.661.303,13
Compte d'ordre :		
Déposants statutaires		P.M.
Solde bénéficiaire		2.502,39
	Fr.	54.893.995,43

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais généraux et dépenses d'exploitation, y compris amortissement du matériel roulant	30.886.405,37
Charges financières	201.287,10
Amortissement des immobilisations autres que le matériel roulant	699.271,90
Provisions diverses	900.000,—
Réserve extraordinaire	1.000.000,—
Solde bénéficiaire	2.502,39
Fr.	33.689.466,76

CREDIT.

Report de l'exercice précédent fr.	16.917,97
Recettes d'exploitation de transports et bénéfices divers	33.481.839,14
Produits divers	190.709.65
Fr.	33.689.466,76

AFFECTATION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

L'assemblée décide de reporter le solde bénéficiaire	2.502,39

SITUATION DU CAPITAL.

Capital entièrement libéré	25.000.000,—

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

Président :

M. Robert Haerens, ingénieur civil, avenue Brugmann, 384, Uccle.

Administrateurs :

M. Fernand Tricot, ingénieur, à Albertville, Congo Belge.

M. le Chevalier Michel Lallemand, propriétaire, avenue de Cortenberg, 92, Bruxelles.

M. Paul Brabant, expert-comptable, avenue Nouvelle, 84, Bruxelles.

M. Emilio d'Alberto, industriel, 14, Via Don Minzoni, Turin, Italie.

M. Léonce Van Oost, ingénieur, avenue du Monoplan, 1, à Stockel.

Commissaires :

M. Pierre Dozinel, expert comptable, avenue de la Tenderie, 32, Boitsfort.

M. Emile Martens, expert comptable, rue Stévin, 107, Bruxelles.

Bruxelles, le 24 juin 1952.

Les administrateurs :

(signature)
M. LALLEMAND.

(signature)
F. TRICOT.

(signature)
L. VAN OOST.

(signature)
P. BRABANT.

Les commissaires :

(signature)
E. MARTENS.

(signature)
P. DOZINEL.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'assemblée générale ordinaire du 24 juin 1952, a réélu en qualité d'administrateur M. Haerens Robert, son mandat prendra fin en 1958, et en qualité de commissaire, M. Martens Emile, son mandat prendra fin en 1958.

Bruxelles, le 24 juin 1952.

Un administrateur,
(s.) P. BRABANT.

Un administrateur,
(s.) LALLEMAND M.

Société Textile Congolaise

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif à Gand, 29, rue Neuve Saint-Pierre.

—

Autorisée par arrêté du Régent en date du 14 juillet 1949. Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 1er-2 août 1949, sous le n° 16691 et aux annexes du « Bulletin administratif du Congo Belge » du 10 septembre 1949. Modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 13 février 1952 (annexes du « Moniteur Belge » du 26 avril 1952, acte n° 7762 et annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1952).

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 24 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé :		
Frais de premier établissement et de constitution	fr.	131.590,05
Réalisable :		
Dépôts de fonds à court terme		834.954,95
Actionnaires : souscriptions non appelées		2.000.000,00
Divers débiteurs		939.193,57
Disponible :		
Caisse, chèques postaux, banques		1.122.334,10
Comptes d'ordre :		
Dépôts statutaires		P.M.
	Fr.	5.028.072,67

PASSIF.

Envers la société :		
Capital	fr.	5.000.000,00
Amortissements		28.072,67
Comptes d'ordre :		
Déposants statutaires		P.M.
	Fr.	5.028.072,67

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais généraux divers	fr.	8.271,30
Amortissements sur frais de premier établissement et de constitution		24.953,87
	Fr.	33.225,17

CREDIT.

Intérêts sur dépôts de fonds	fr.	33.225,17

SITUATION DU CAPITAL FIGURANT AU BILAN DE L'EXERCICE 1951.

Versements effectués	fr.	3.000.000,00
Versements restant à effectuer :		
1. M. Frans Anne, 29, rue Nestor Detière, à Alost		4.000,00
2. M. Gaston Braun, Le Vieux Château à Melle		4.000,00
3. M. Pierre Breckpot, 29, rue de la Station à Alost		4.000,00
4. La Couverture, S. A., 20, rue Saint Joseph à Alost		655.200,00
5. M. Henry Detry, 50, Square François Riga à Schaerbeek		4.000,00
6. Filatures et Tissages Africains, s. c. r. l., 29, rue Neuve Saint-Pierre, à Gand		662.400,00
7. M. Paul Geerinckx, 150, chaussée de Gand, à Alost		4.000,00
8. M. Fernand Jonas, 97, avenue Louis Lepoutre à Ixelles		4.000,00
9. M. Marcel Le Clercq, « Le Cravaal », Drève du Marquis, à Assche-ter-Heide		4.000,00
10. Usines Roos, Geerinckx et de Naeyer, S. A., 35, Quai Pierre Cornélis, à Alost		654.400,00
	Fr.	2.000.000,00

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Marcel Le Clercq, administrateur de sociétés, « Le Cravaal », Drève du Marquis, Assche-ter-Heide.

Administrateurs :

M. Frans Anne, industriel, 29, rue Nestor Detière à Aolst.

M. Gaston Braun, industriel, Le Vieux Château, Melle.

M. Pierre Breckpot, industriel, 29, rue de la Station, à Alost.

M. Henry Detry, administrateur de sociétés, 51, Square François Riga, à Schaerbeek.

M. Paul Geerinckx, administrateur de sociétés, 150, chaussée de Gand à Alost.

M. René Hanet, industriel, 21, boulevard Britannique, à Gand.

M. Joseph Jennen, ministre plénipotentiaire, 30, Rockefeller Plaza, New-York 20 N. Y. — U. S. A.

M. Fernand Jonas, docteur en médecine, 97, avenue Louis Lepoutre, Bruxelles.

M. Robert P. Pflieger, administrateur de sociétés, 22a, Square de Meeus, Bruxelles.

M. Emile Van Geem, administrateur de sociétés, 123, avenue Coghen, à Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Commissaires :

Mme Lucy Nicod-Jonas, sans profession, 347, avenue Louise, à Bruxelles.

M. Thomas Ferguson, chartered accountant, 182, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

M. Odilon Grillaert, expert-comptable, 12, avenue Emile Verhaeren, à Schaerbeek.

SOCIETE TEXTILE CONGOLAISE

Un administrateur, *Le Président,*

G. BRAUN. M. LE CLERCQ.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 24 juin 1952 a réélu en qualité d'administrateurs MM. Frans Anne, Pierre Breckpot, Gaston Braun, Henry Detry, Paul Geerinckx, René Hanet, Joseph Jennen, Fernand Jonas, Marcel Le Clercq, Robert P. Pflieger et Emile Van Geem, et en qualité de commissaires Mme Lucy Nicod-Jonas ainsi que MM. Thomas Ferguson et Odilon Grillaert.

Les mandats de MM. Paul Geerinckx et Joseph Jennen viendront à expiration après l'assemblée générale ordinaire de 1953.

Ceux de MM. Detry et Marcel Le Clercq après l'assemblée générale ordinaire de 1954.

Ceux de MM. Pierre Breckpot, Gaston Braun et Odilon Grillaert après l'assemblée générale ordinaire de 1955.

Ceux de MM. Frans Anne, René Hanet et Madame Lucy Nicod-Jonas après l'assemblée générale ordinaire de 1956.

Ceux de MM. Fernand Jonas, Robert P. Pflieger, Emile Van Geem et Thomas L. Ferguson après l'assemblée générale ordinaire de 1957.

SOCIETE TEXTILE CONGOLAISE

Un administrateur, *Le Président,*

G. BRAUN. M. LE CLERCQ.

Plantations de Katompe au Katanga

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Katompe (Congo-Belge).

Siège administratif : 23, Place de Meir, à Anvers.

Registre du Commerce d'Anvers N° 113390.

Registre du Commerce d'Elisabethville N° 361.

—

Acte constitutif publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo-Belge du 15 janvier 1950, arrêté du Régent du 19 décembre 1949, et aux annexes du Moniteur Belge du 8 janvier 1950, acte N° 492.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

ACTIF

IMMOBILISATIONS :			
Plantations et Domaines .	10.236.997,—		
Amortissements . . .	4.696.542,93		
		5.540.454,07	
Immeubles et camps . .	1.587.231,54		
Amortissements . . .	1.354.909,06		
		232.322,48	
Matériel et mobilier . .	3.413.661,04		
Amortissements . . .	1.952.133,06		
		1.461.527,98	
Impôt sur le capital . .	500.000,—		
Amortissements . . .	100.000,—		
		400.000,—	
			7.634.304,53
DISPONIBLE :			
Caisses et banques			6.448.408,75
REALISABLE :			
Café vert		574.900,10	
Marchandises — Bétail et approvisionnements .	478.565,89		
Amortissements . . .	82.268,28		
		396.297,61	
Débiteurs divers		561.135,68	
Portefeuille		1.061.460,—	
			2.593.793,39
COMPTES D'ORDRE :			
Dépôts statutaires			P. M.
			Fr. 16.676.506,67

PASSIF

DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :		
Capital (22.500 act. sans désignat. de valeur)		5.000.000,—
Réserve légale		479.769,21
Plus-value par réévaluation d'actif sur :		
Plantations pérennes	4.533.596,37	
Immeubles industriels	258.134,97	
Matériel et outillage	885.837,95	
		5.677.569,29
Prévision fiscale		100.000,—
DETTES DE LA SOCIETE ENVERS DES TIERS :		
Personnel blanc	175.689,94	
Créditeurs divers	212.929,97	
Œuvres sociales pour indigènes	40.407,70	
Coupons à payer	77.237,27	
Comptes à régler	659.939,—	
		1.166.203,88
COMPTES D'ORDRE :		
Déposants statutaires		P. M.
SOLDE EN BENEFICE		4.252.964,29
	Fr.	16.676.506,67

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais généraux et divers		1.371.584,35
Pertes diverses		27.059,01
Amortissements sur :		
Plantations	400.000,—	
Immeubles et camps	162.170,01	
Matériel et mobilier	327.545,26	
Impôt sur le capital	25.000,—	
		914.715,27
SOLDE EN BENEFICE		4.252.964,29
	Fr.	6.566.322,92

CREDIT

Report de l'exercice précédent.	197.860,77
Bénéfice d'exploitation	6.317.620,70
Bénéfices divers	50.841,45
Fr.	6.566.322,92

REPARTITION DU BENEFICE

Bénéfice à répartir . . . . . fr.		4.252.964,29
— A la réserve légale	20.230,79	
— 1er dividende de fr. 12,50 aux 22.500 act. sans désignat. de valeur . .	281.250,—	
— Tantièmes aux administrateurs et commissaires	375.347,—	
— 2me dividende de fr. 35,6928 aux 22.500 act. sans désignat. de valeur .	803.088,—	
— A l'œuvre sociale pour indigènes .	100.000,—	
— A la prévision fiscale	700.000,—	
		2.279.915,79
REPORT A NOUVEAU . fr.		1.973.048,50

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Paul Gustin, administrateur de sociétés, 14, Avenue Reine Elisabeth, Anvers, Président du Conseil, Administrateur-délégué.

M. Pierre Ortmans, administrateur de sociétés, Katompe par Kabalo, Katanga (Congo-Belge), administrateur-délégué.

Mme Jacques t'Serstevens, secrétaire, 14, Avenue Reine Elisabeth, Anvers, administrateur.

M. le Comte Henri de Hemptinne, industriel, 25, Rue Charles-Quint, Gand, administrateur.

M. le Baron Lheureux, Armilde, administrateur de sociétés, 28, Avenue d'Amérique, Anvers, administrateur.

M. Georges W. Van de Velde, ingénieur civil des mines, 13, Avenue du Derby, Bruxelles, administrateur.

M. Marcel W. Van de Velde, docteur en droit, 33, Rue de l'Harmonie, Anvers, administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Henri Neyt, directeur de société, 17, Rue Van Ertborn, Anvers.

Mlle Paulette Gustin, professeur, 133, Rue du Trône, Bruxelles.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 30 juin 1952.

L'assemblée à l'unanimité, renouvelle le mandat d'Administrateur de Monsieur Marcel Van de Velde pour un terme de 6 ans venant à expiration en 1958.

Pour copie conforme :

Le Président, Administrateur-délégué,

P. GUSTIN.

Compagnie Foncière du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée.

Constituée le 30 mai 1922 à Bruxelles
et autorisée par Arrêté Royal en date du 14 août 1922.

Siège social : Elisabethville (Katanga-Congo Belge).

Siège administratif : 6, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles N° 4175.

—

Acte constitutif publié aux Annexes du Moniteur Belge du 16 juin 1922, acte n° 6837 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1922.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 1952.

ACTIF

1. IMMOBILISE	.Fr.	297.939.415
Terrains et immeubles	480.102.786	
Moins : amortissements antérieurs . .	—157.556.087	
amortissements de l'exercice . . .	— 24.607.285	
	297.939.414	
Mobilier, matériel et outillage	1	

II. REALISABLE			66.517.271
Magasins et stocks		21.009.051	
Portefeuille titres.		27.057.185	
nos participations . .	27.457.185		
moins :			
restant à libérer . . .	—400.000		
Débiteurs :			
Emprunteurs hypothécaires . . .		4.091.442	
Divers		11.833.879	
Travaux en cours pour tiers		2.525.714	
III. DISPONIBLE :			
Caisses, banques et chèques-postaux			12.440.226
IV. COMPTES DEBITEURS.			1.948.504
V. COMPTES D'ORDRE :			
Garanties statutaires, droits dérivant d'engagements et contrats en cours			P. M.
		Fr.	378.845.416

PASSIF

I. PASSIF DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :		
Capital . . . . . fr.		200.000.000
Réserve statutaire		9.612.135
Fonds de prévision		12.610.705
Plus-values de réévaluations		9.085.984
II. PASSIF DE LA SOCIETE ENVERS LES TIERS :		
Créditeurs divers		79.434.808
Dividendes échus et non réclamés.		145.541
III. COMPTES CREDITEURS :		
Provisions diverses		24.014.763

IV. COMPTES D'ORDRE :

Déposants de garanties statutaires, obligations dérivant d'engagements et contrats en cours	P. M.

V. SOLDE :

Bénéfice net	43.941.480
Fr.	378.845.416

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1951
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 1952.

DEBIT

Frais généraux de Bruxelles	fr.	6.112.670
Amortissement de l'immobilisé		24.607.285
Charges financières		640.654
Provision pour impôts		12.250.000
Solde bénéficiaire net		43.941.480
	Fr.	87.552.089

CREDIT

Bénéfice brut d'exploitation	fr.	49.848.723
Revenus du portefeuille titres		3.196.803
Revenus divers		375.227
Bénéfice sur vente de titres		53.420.753 34.131.336
	Fr.	87.552.089

REPARTITION DU BENEFICE NET

SOLDE BENEFICIAIRE NET	fr.	43.941.480
Réserve statutaire.		2.197.074
SOLDE DISPONIBLE	fr.	41.744.406

réparti comme suit :

1°) au Fonds de prévision.	fr.	12.353.090
2°) aux 375.000 actions anciennes, un premier dividende de fr. 17,50 brut, soit		6.562.500

3°)	au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires : 10 % du surplus, soit	2.282.882
4°)	aux 375.000 actions anciennes, le solde, soit . . .	20.545.934
	Fr.	41.744.406

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

ADMINISTRATEURS EN FONCTIONS.

— Président :

M. Jules Cousin, Ingénieur A.I. Lv., Elisabethville (Congo Belge).

— Vice-Président :

M. Aimé Marthoz, Ingénieur A.I.G., 43, Square Vergote, Bruxelles.

— Administrateur-Délégué :

M. Désiré Van Bleyenberghe, Directeur de Sociétés, avenue Henri Pirenne, 25, Uccle.

— Administrateurs :

MM. Gaston Heenen, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, 126, Chaussée d'Ixelles, Ixelles.

Odon Jadot, Ingénieur A.I.Lg., 14, Square du Val de la Cambre, Bruxelles.

Edmond Léon, Ingénieur civil des mines, 153, Chaussée de Charleroi, Bruxelles.

le Comte Maurice Lippens, Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, 1, Square du Val de la Cambre, Bruxelles.

Albert Marchal, Ingénieur, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle.

le Colonel Emmanuel Muller, Président de l'Association des Vétérans Coloniaux, 4, avenue de la Porte de Hal, Bruxelles.

Gilbert Périer, Administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

Albert Questiaux, Ingénieur civil des Mines Lv., Elisabethville (Congo Belge).

Herman Robiliart, Administrateur de sociétés, 35, avenue Jeanne, Bruxelles.

Léonard Scraeyen, Ingénieur A.I.Lv., 70, avenue F. D. Roosevelt. Bruxelles.

Edgar Sengier, Ingénieur civil des mines A.I.Lv., 24, avenue Ernestine, Bruxelles.

COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

MM. Lucien de Béco, Docteur en droit, 23a, rue Belliard, Bruxelles.

Auguste Berckmoes, Directeur de département à l'Union Minière du Haut-Katanga, 82, avenue de l'Indépendance Belge, Koekelberg.

Jean Koeckx, Directeur de sociétés, 7, avenue Emile Van Becelaere, Boitsfort.

Hubert Ménestret, Directeur adjoint de société, 18, avenue Marie Clotilde, Watermael.

Un Administrateur,

Désiré Van Bleyenberghe.

REELECTIONS — NOMINATION.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 1952.

.....

L'Assemblée renouvelle :

— les mandats d'administrateurs de MM. Désiré Van Bleyenberghe, Edmond Léon, Albert Questiaux pour une durée qui expirera immédiatement après l'assemblée générale de 1958;

— le mandat de commissaire de M. Lucien de Béco pour une durée qui expirera immédiatement après l'assemblée générale de 1955.

.....

Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration du 24 juin 1952.

.....

Le Conseil renouvelle la nomination de M. Désiré Van Bleyenberghe en qualité d'administrateur-délégué et de membre du Comité de Direction et ce pour la durée de son mandat d'administrateur.

.....

Bruxelles, le 24 juin 1952.

CERTIFIE CONFORME.

COMPAGNIE FONCIERE DU KATANGA.

Un Administrateur,

Désiré Van Bleyenberghe.

Compagnie Immobilière de l'Est Africain
« COMIMEST »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Usumbura (Ruanda-Urundi).

Siège administratif : Bruxelles, 39, rue du Commerce.

—

Constituée le 30 novembre 1950, suivant acte publié aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1951. Autorisée par Arrêté Royal du 4 janvier 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
Approuvé par l'assemblée générale du 2 mai 1952.

ACTIF

I. IMMOBILISE :		
Frais de constitution	134.487,50	
Amortissement	—67.487,50	
		67.000,—
II. REALISABLE :		
Terrain et immeuble		6.361.162,50
III. DISPONIBLE :		
Crédit Foncier Africain		127.996.70
IV. COMPTE D'ORDRE :		
Dépôts cautionnements statutaires		P. M.
		6.556.159,20

PASSIF

I. ENVERS LA SOCIETE :	
Capital	6.500.000,—
II. ENVERS LES TIERS :	
Créditeurs divers	14.500,—
III. COMPTE D'ORDRE :	
Déposants cautionnements statutaires.	P. M.
IV. RESULTAT :	
Solde bénéficiaire de l'exercice	41.659,20
	6.556.159,20

COMPTE DE PERTES ET PROFITS DE 1951

DEBIT

Frais généraux	70.202,30
Commissions diverses	31,—
Amortissement sur frais de constitution	67.487,50
Solde bénéficiaire de l'exercice	41.659,20
	179.380,—

CREDIT

Loyers	178.500,—
Intérêts divers	880,—
	179.380,—

REPARTITION BENEFICIAIRE :

Réserve statutaire : 6 % sur fr. 41.659,20	2.082,96
Report à nouveau	419,62
Dividende aux actions	39.156,62
	41.659,20

SITUATION DU CAPITAL

Capital social : 6.500.000 fr. congolais, représenté par six mille cinq cents actions sans désignation de valeur.

ADMINISTRATEURS EN FONCTIONS.

Monsieur Albert DELIGNE, Administrateur-Délégué de l'Union Foncière Congolaise, 98, rue de Linthout, Schaerbeek, Président.

Monsieur Marcel DEGUENT, Administrateur-Délégué du Crédit Foncier Africain, 6, avenue des Ormeaux, Uccle, Administrateur-Délégué.

Monsieur Albert ANDRIES, Administrateur-Délégué du Crédit Foncier Africain, 48, rue Victor Lefèvre, Schaerbeek, Administrateur.

Monsieur le Baron Henri de BROQUEVILLE, Administrateur de Société, 27, avenue de l'Espinette Centrale, Rhode Saint Genèse, Administrateur.

Monsieur Jacques JUNGERS, Docteur en droit, 371, avenue Slegers, Woluwé-Saint-Lambert, Administrateur.

COMMISSAIRE EN FONCTIONS.

Monsieur Henri DEMUYLDER, Secrétaire-Général du Crédit Foncier Africain, 36, avenue de Koekelberg, Berchem Ste-Agathe.

COMPAGNIE IMMOBILIERE DE L'EST AFRICAIN
« COMIMEST »

A. ANDRIES
Administrateur.

M. DEGUENT,
Administrateur-Délégué.

Radio Amplification Cinéma, en abrégé « R.A.C. »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social : LEOPOLDVILLE, 38b, Avenue Charles de Gaulle.

Siège Administratif : Bruxelles, 242, Rue Royale.

Registre de Commerce Bruxelles n° 233.239.

—

Constituée par acte publié aux annexes du Moniteur Belge du 5 mars 1950, sous les numéros 3294 et 3310, et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'Assemblée Générale du 1er juillet 1952.

ACTIF

IMMOBILISE :	
Immeuble, Matériel, Mobilier, Mat. transport	6.102.501,05
REALISABLE :	
Magasins, clients, effets à recevoir, garanties et cautionnements, débiteurs divers	8.074.351,40
DISPONIBLE :	
Caisse, Banques, Chèques postaux	394.172,46
COMPTE D'ORDRE :	
Dépôts statutaires	P. M.
	14.571.024,91

PASSIF

NON EXIGIBLE :			
Capital, Réserve, Amortissements.			6.646.291,80
ENVERS LES TIERS :			
avec garanties réelles		1.886.421,87	
sans garanties réelles :			
Fournisseurs	2.109.952,04		
Effets à payer . . .	750.000,—		
Créditeurs divers . . .	2.750.660,40		
		5.610.612,44	7.497.034,31
PROFITS ET PERTES :			
exercices antérieurs		281.253,27	
Exercice 1951.		146.445,53	427.698,80
COMPTE D'ORDRE :			
Déposants statutaires			P. M.
			14.571.024,91

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Charges financières, pertes diverses, Frais généraux, amortissements	6.306.278,21
Solde bénéficiaire	427.698,80
	6.733.977,01

CREDIT

Report à nouveau.	281.253,27
Résultat d'exploitation, profits financiers et divers . .	6.452.723,74
	6.733.977,01

REPARTITION DU BENEFICE

Réserve légale	21.385,—
Dividende aux actions.	400.000,—
Report à nouveau.	6.313,80
	427.698,80

SITUATION DU CAPITAL

Le capital est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMMISSAIRES

Monsieur le Baron de Marcq de Tiège, Château de la Clée, Cuttecoven-Looz (Limbourg), Administrateur.

Monsieur COLLIN, Simon, Administrateur de Sociétés, 34, Boulevard Louis Schmidt, Etterbeek, Administrateur.

Monsieur DRUGMAND, Gaston, Administrateur de Sociétés, 76, Avenue de la Constitution, Jette-Bruxelles, Administrateur.

Monsieur DUBOIS, Hector, Administrateur de Sociétés, 6, Avenue du Cerf Volant, Watermael-Bruxelles.

Monsieur JACOBER, Jean, 38b, Avenue Charles de Gaulle, Léopoldville, Administrateur.

Monsieur PITZELE, Willy, Administrateur de Sociétés, 46, Avenue Baron Albert d'Huart, Woluwe St-Pierre, Administrateur.

Monsieur DEBROUX, René, Expert-Comptable, 84, Rue de l'Ermitage, Ixelles-Bruxelles, Commissaire.

Monsieur LECLERCQ, Louis, Chef de Comptabilité, 17, Avenue Charles Brassine, Auderghem, Commissaire.

LES ADMINISTRATEURS :

(signé) G. DRUGMAND. (signé) Baron de Marcq de Tiège.
(signé) H. F. DUBOIS (signé) S. COLLIN.

LES COMMISSAIRES :

(signé) L. LECLERCQ. (signé) R. DEBROUX.

« COBEGA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : Bruxelles, 147, Bd de la 2me Armée Britannique.

—

NOMINATION D'ADMINISTRATEUR — DELEGATION DE POUVOIRS

Extrait de la délibération du Conseil d'Administration du 24 juin 1952.

Le Conseil d'Administration, tous ses Membres étant présents ou régulièrement représentés, décide de nommer comme second Administrateur-délégué :

Monsieur Jean-Walter HEYMANS. Ingénieur Civil, demeurant à Woluwé Saint-Lambert, 24, rue de l'Horizon.

Le Conseil, décidant conformément à l'article 15 des statuts, délègue à M. J. Walter Heymans les mêmes pouvoirs que ceux délégués à Monsieur Jacques Stevens, Administrateur-délégué, chacun d'eux pouvant agir séparément, à savoir : tous les pouvoirs normaux pour gérer la Société « COBEGA » et notamment le pouvoir de recevoir toutes sommes et valeurs, prendre ou donner à bail ou sous-louer, acquérir, aliéner, échanger tous biens meubles et immeubles; acquérir et exploiter toutes concessions de quelque nature que ce soit; acquérir, exploiter ou céder toutes marques de fabrique, tous brevets; traiter, autoriser ou ratifier toutes convention, tous devis et marchés de toute nature; régler tous approvisionnements, contracter tous emprunts par emprunts directs, ouvertures de crédit ou autrement, avec toutes banques ou particuliers, consentir tous prêts; accepter toutes garanties hypothécaires, tous gages et nantissements, avec stipulation de voie parée, avec ou sans paiement et sans qu'il soit besoin d'en justifier. Donner tous pouvoirs ou procurations; faire toutes nominations ou révocations d'agents ou employés de la Société et tous actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours; signer toutes pièces et décharges pour les postes, chemins de fer, télégraphe, téléphone, messageries et roulage; et, en général, faire tous actes engageant la Société.

Le mandataire susdit pourra subdéléguer partiellement, pour des actes déterminés ou des catégories d'actes précisés à une ou des personnes de son choix, les pouvoirs qu'il détient lui-même de la présente délégation.

Extrait certifié conforme :

« COBEGA »

L'Administrateur-délégué,
J. STEVENS.

Le Président,
J. HEYMANS.

Société Equatoriale Congolaise Lulonga Ikelemba
« SECLI »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Wendji (Congo Belge).

Siège administratif : Anvers, 3, rue Solvyns.

Registre du Commerce de Coquilhatville N° 74.

Registre du Commerce d'Anvers N° 1650.

—

Constituée par acte de MMes Antoine Cols et Constant De Deken, notaires à Anvers, le 20 juilet 1949. — Autorisée par Arrêté du Régent en date du 12 septembre 1949. — Statuts publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1949 et aux annexes au « Moniteur Belge » des 17-18 octobre 1949, sous le n° 20140.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

ACTIF

IMMOBILISE :		
En Europe :		
Immeubles . . . . . fr.	4.367.503,26	
Matériel.	178.906,70	
Mobilier.	475.738,75	
En Afrique :		
Terrains et Immeubles	17.462.927,90	
Plantations	10.894.074,11	
Matériel de Transport terrestre . . .	3.349.898,95	
Matériel de Transport fluvial . . .	8.219.695,06	
Matériel divers	3.833.610,17	
Mobilier.	1.408.982,97	
		50.191.337,87
REALISABLE :		
Marchandises et Approvisionnements . .	32.952.693,02	
Produits d'Afrique	6.638.371,69	
Portefeuille Titres	1.544.643,95	
Débiteurs divers	10.510.750,83	
		51.646.459,49

DISPONIBLE :		
Caisses, Banques et Chèques Postaux		13.126.353,29
COMPTES TRANSITOIRES :		
Frais payés anticipativement, travaux en cours et divers .		1.016.972,25
COMPTES D'ORDRE :		
Produits en dépôt	P. M.	
Dépôts statutaires	P. M.	
		P. M.
	Fr.	115.981.122,90

PASSIF

DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :		
Capital . . . . . fr.	12.000.000,—	
Réserve statutaire	1.200.000,—	
Fonds de prévision	27.000.000,—	
Amortissement sur Immobilisé . . .	48.041.331,87	
		88.241.331,87
DETTES DE LA SOCIETE ENVERS DES TIERS :		
Créditeurs divers	11.926.503,05	
Dividendes non réclamés	267.022,50	
		12.193.525,55
COMPTES TRANSITOIRES :		
Provision pour frais à payer et divers .	6.450.278,70	
Prévision fiscale	2.483.476,24	
		8.933.754,94
COMPTES D'ORDRE :		
Déposants Produits	P. M.	
Déposants statutaires.	P. M.	
		P. M.
PERTES ET PROFITS :		
Report de l'exercice précédent . . .	795.562,72	
Bénéfice de l'exercice.	5.816.947,82	
		6.612.510,54
	Fr.	115.981.122,90

COMPTE DE PERTES ET PROFITS

DEBIT

Frais Généraux Europe	3.520.378,75
Amortissements sur Immobilisé	3.544.121,89
Prévision fiscale	1.000.000,—
Solde créditeur	6.612.510,54
Fr.	14.677.011,18

CREDIT

Report de l'exercice précédent	795.562,72
Bénéfice de l'exploitation	11.857.110,72
Profits sur réalisations et divers	2.024.337,74
Fr.	14.677.011,18

REPARTITION

Premier divid. de fr. 6,— brut aux 120.000 parts sociales	720.000,—
Tantièmes au Conseil Général (10 % sur fr. 5.096.947,82)	509.694,78
Second dividende de fr. 24,12 brut par part sociale	2.894.457,83
Fonds de prévision	1.000.000,—
Report à nouveau	1.488.357,93
Fr.	6.612.510,54

Composition du conseil d'administration
et du collège des commissaires.

Président :

M. Pierre Orts, docteur en droit, avenue Jeanne, 33, à Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Marcel van de Putte, ingénieur civil des mines, à Kapellenbos (Kapellen).

Administrateur-directeur :

M. Georges Van Dooren, ingénieur civil des mines, rue Jan Moorkens, 100, à Berchem-lez-Anvers.

Administrateurs :

M. Albert Deligne, directeur de la Compagnie Financière Africaine, rue de Linthout, 98, à Schaerbeek.

M. Henri Depage, administrateur-délégué de la Compagnie Financière Africaine, avenue du Parc de Woluwé, 44, à Auderghem.

M. Francis Junod, administrateur de société, rue de l'Ermitage, 16, à Bruxelles.

M. Louis Orts, administrateur de sociétés, avenue Jeanne, 33, à Bruxelles.

M. Guillaume Stoffels, ingénieur civil des mines, rue des Houblonnières, 20, à Liège.

M. Henri Van den Bosch, agent de change, à Kapellenbos (Kapellen).

Commissaires :

M. Jean Butaye, industriel, rue Albert Liénart, 11, à Alost.

M. Rolf Gerling, administrateur de sociétés, avenue Cardinal Mercier, 78, à Berchem-lez-Anvers.

M. Désiré Tilmant, expert-comptable, rue Raoul Warocqué, 19, à Morlanwelz.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 26 juin 1952.

RESOLUTIONS

1) L'assemblée approuve, à l'unanimité, le bilan et le compte de pertes et profits de l'exercice 1951, ainsi que la répartition des bénéfices tels qu'ils sont proposés par le Conseil d'administration.

2) L'assemblée, par un vote spécial et séparé, donne, à l'unanimité, décharge de leurs gestion et fonctions aux administrateurs et commissaires pour cet exercice.

Anvers, le 1er juillet 1952.

Société Equatoriale Congolaise Lulonga Ikelemba S.C.R.L.

G. VAN DOOREN
Administrateur-directeur.

M. van de PUTTE
Administrateur-Délégué.

Comptoir d'Agences Commerciales et Industrielles

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

L'an mil neuf cent cinquante deux, le sept mai.

Par devant maître Paul ECTORS, notaire résidant à Bruxelles.

A comparu

La société congolaise par actions à responsabilité limitée « C.A.C.I. » « Comptoir d'agences commerciales et industrielles » S.C.A.R.L. ayant son siège social à Usumbura (Ruanda-Urundi), constituée par acte du notaire soussigné en date du dix neuf mars mil neuf cent cinquante deux, autorisée par arrêté royal du quinze avril même année et dont les statuts seront publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mai prochain.

La susdite société ici représentée par deux de ses administrateurs ayant les pouvoirs requis aux termes de l'article 24 des statuts sociaux qui stipule :

« Tous les actes qui engagent la société, tous pouvoirs et procurations sont valablement signés, sauf délégation spéciale, par deux administrateurs. »

M. Henri de Lovinfosse, industriel, demeurant à Waesmunster, château Roos.

M. Daniel Schellekens, avocat honoraire, demeurant 46, chaussée de Gand à Termonde.

Nommés aux dites fonctions d'administrateurs par l'acte constitutif prérappelé de la dite société.

Laquelle société nous a déclaré et requis d'acter :

En vertu des pouvoirs accordés à Monsieur Léopold BOSSAERS, administrateur de société, demeurant à Usumbura (Ruanda-Urundi), en sa qualité d'administrateur directeur, suivant délibération du conseil d'administration du vingt un avril mil neuf cent cinquante deux, la seule signature de M. Léopold Bossaers engagera la société pour tous les actes en rapport avec la gestion journalière de la société de même que les autres actes énumérés ci-dessous.

Monsieur Léopold Bossaers pourra notamment :

1) Retirer toutes lettres, colis, marchandises et objets quelconques, soit au service postal, soit aux services de navigation, de chemins de fer ou de transports quelconques en usage au Congo Belge ou dans les pays voisins.

2) Remplir toutes formalités auprès des administrations de la douane et des contributions et toutes administrations publiques en général et signer à cet effet tous documents et toutes les déclarations nécessaires. Donner les ordres de délivrance et recevoir toutes les sommes qui pourraient être dues par la douane ou toute autre administration à un titre quelconque et donner toute quittance et décharge y relative.

3) Faire ouvrir des comptes en banque et en disposer, signer tout effet de commerce, chèque, transferts, quittance et décharge en général.

4) Signer tous contrats d'achat et de vente de matières premières, de produits fabriqués et de matériel et les résilier.

5) Faire en général tous paiements, toutes dispositions, donner toutes quittances et décharges.

6) Prendre en location tout terrain et immeuble, introduire toute demande d'autorisation de bâtir, faire toute construction et démolition.

7) Déléguer à un ou plusieurs mandataires agissant seul ou conjointement, les pouvoirs dont question aux paragraphes un et deux ci-dessus.

Aux effets ci-dessus et sans avoir à justifier vis-à-vis d'aucun tiers ou administration de l'accord préalable du conseil, M. Léopold Bossaers pourra sous sa seule signature, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, élire domicile et en général faire tout ce qui sera utile et nécessaire à la bonne exécution de son mandat.

Dont acte, fait et passé à Bruxelles, date que dessus.

Lecture faite MM. Henri de Lovinfosse et Daniel Schellekens ont signé avec nous notaire.

(suivent les signatures)

Enregistré 1 rôle, 6 renvois à Bruxelles A.C. III, le 15 mai 1952, volume 600, folio 96, case 3, reçu quarante francs. Le receveur a/i (s) Hostyn.

POUR EXPEDITION CONFORME

Le Notaire,

(s) P. ECTORS.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous : Jean HUBRECHT, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Ectors, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs — N° 8604.

Bruxelles, le 17 mai 1952.

(sé) HUBRECHT.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 19 mai 1952.

Le Chef de Bureau,

(s) VERLEYSEN.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 19 mai 1952.

Le Conseiller adjoint :

(s) N. CORNET.

Manufactures Textiles Henri de Lovinfosse

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

PROCURATION.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le sept mai.

Par devant maître Paul ECTORS, notaire résidant à Bruxelles.

A comparu

La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Lovinco » « Manufactures Textiles Henri de Lovinfosse » ayant son siège social à Usumbura (Ruanda-Urundi), constituée par acte du notaire soussigné en date du dix neuf mars mil neuf cent cinquante deux, autorisée par arrêté royal du quinze avril même année et dont les statuts seront publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mai prochain.

La susdite société ici représentée par deux de ses administrateurs ayant les pouvoirs requis aux termes de l'article 24 des statuts sociaux qui stipule :

« Tous les actes qui engagent la société, tous pouvoirs et procurations sont valablement signés, sauf délégation spéciale, par deux administrateurs. »

M. Henri de Lovinfosse, industriel, demeurant à Waesmunster, Château Roos.

M. Daniel Schellekens, avocat honoraire, demeurant 46, chaussée de Gand à Termonde.

Nommés aux dites fonctions d'administrateurs par l'acte constitutif prérappelé de la dite société.

Laquelle société nous a déclaré et requis d'acter :

En vertu des pouvoirs accordés à Monsieur Léopold BOSSAERS, administrateur de société, demeurant à Usumbura (Ruanda-Urundi), en sa qualité d'administrateur directeur, suivant délibération du conseil d'administration du vingt un avril mil neuf cent cinquante deux, la seule signature de M. Léopold Bossaers engagera la société pour tous les actes en rapport avec la gestion journalière de la société, de même que les autres actes énumérés ci-dessous.

Monsieur Léopold Bossaers pourra notamment :

1) Retirer toutes lettres, colis, marchandises et objets quelconques, soit au service postal, soit aux services de navigation, de chemins de fer ou de transports quelconques en usage au Congo Belge ou dans les pays voisins.

2) Remplir toutes formalités auprès des administrations de la douane et des contributions et toutes administrations publiques en général et signer à cet effet tous documents et toutes les déclarations nécessaires. Donner les ordres de délivrance et recevoir toutes les sommes qui pourraient être dues par la douane ou toute autre administration à un titre quelconque et donner toute quittance et décharge y relative.

3) Faire ouvrir des comptes en banque et en disposer, signer tout effet de commerce, chèque, transferts, quittance et décharge en général.

4) Signer tous contrats d'achat et de vente de matières premières, de produits fabriqués et de matériel et les résilier.

5) Faire en général tous paiements, toutes dispositions, donner toutes quittances et décharges.

6) Prendre en location tout terrain et immeuble, introduire toute demande d'autorisation de bâtir, faire toute construction et démolition.

7) Déléguer à un ou plusieurs mandataires agissant seul ou conjointement les pouvoirs dont question aux paragraphes un et deux ci-dessus.

Aux effets ci-dessus et sans avoir à justifier vis-à-vis d'aucun tiers ou administration de l'accord préalable du conseil, M. Léopold Bossaers pourra sous sa seule signature passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, élire domicile et en général faire tout ce qui sera utile et nécessaire à la bonne exécution de son mandat.

Dont acte, fait et passé à Bruxelles, date que dessus.

Lecture faite, M. Henri de Lovinfosse et Daniel Schellekens ont signé avec nous notaire.

(suivent les signatures)

Enregistré 1 rôle, — renvoi à Bruxelles A.C. III, le 15 mai 1952, volume 600, folio 96, case I, reçu quarante francs. Le receveur a/i (s) Hostyn.

POUR EXPEDITION CONFORME

Le Notaire,

(s) P. ECTORS.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous : Jean HUBRECHT, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Ectors, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs — N° 8608.

Bruxelles, le 17 mai 1952.

(sé) HUBRECHT.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 19 mai 1952.

Le Chef de Bureau,

(s) VERLEYSEN.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 19 mai 1952.

Droits perçus : 40 fr.

Le Conseiller adjoint :

(s) N. CORNET.

Etablissements Maurice Michaux et Compagnie

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 74, rue de Namur, Bruxelles.

Registre de Commerce de Bruxelles n° 228.166.

Registre de Commerce de Léopoldville n° 485.

—

Acte constitutif : Annexe au Moniteur Belge du 23 novembre 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

(1er exercice)

approuvé par l'assemblée générale du 24 juin 1952.

ACTIF

A. IMMOBILISE :		
Terrains . . . . . fr.		2.705.624,70
Immeubles	4.473.583,27	
Amortissements	447.324,—	
		4.026.259,27
Matériel et mobilier	1.845.738,10	
Amortissements	403.347,—	
		1.442.391,10
		8.174.275,07
Frais de constitution		1,—
B. DISPONIBLE :		
Caisse, Banques, Chèques postaux		4.823.442,85
C. REALISABLE :		
Marchandises en cours de transport . .	399.891,65	
Marchandises d'approvisionnement . .	518.282,98	
Marchandises destinées à la vente . . .	5.215.334,13	
Commandes en cours	1.364.598,55	
Portefeuille	157.500,—	
Débiteurs et débiteurs en compte courant .	11.654.976,72	
		19.310.584,03

D. COMPTES DE REGULARISATION :

Comptes débiteurs divers	62.603,—
E. COMPTE D'ORDRE :	
Dépôts statutaires.	P. M.
Total . fr.	32.370.905,95

PASSIF

A. DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital	15.000.000,—
Fonds de renouvellement	750.000,—
	15.750.000,—

B. DE LA SOCIETE ENVERS LES TIERS :

Créditeurs et créditeurs en compte courant		12.008.008,53
C. COMPTES DIVERS :		
Comptes de régularisation créditeurs divers	2.153.469,11	
Versement restant à faire s/ titres en portefeuille.	157.500,—	
Fonds en faveur du personnel	150.000,—	
		2.460.969,11
D. COMPTE D'ORDRE :		
Déposants statutaires.		P. M.
		30.218.977,64
E. PROFITS ET PERTES		2.151.928,31
Total . fr.		32.370.905,95

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais généraux, frais d'exploitation, dépenses diverses. fr		6.988.909,67
Fonds en faveur de la Direction et du personnel . . .		150.000,—
Amortissements :		
Immeubles	447.324,—	
Matériel et mobilier	403.347,—	

Portefeuille.	67.500,—	
Frais de constitution	237.891,50	
		1.156.062,50
Fonds de renouvellement		750.000,—
Prévision fiscale et pour éventualités diverses . . .		1.600.000,—
		10.644.972,17
Solde bénéficiaire		2.151.928,31
Total : fr.		12.796.900,48

CREDIT

Résultat brut des ventes . . . . . fr.		12.796.900,48
Total : fr.		12.796.900,48

REPARTITION DU BENEFICE

— Réserve légale. . . . . fr.		107.596,—
— Fonds pour investissement dans la Colonie . . .		500.000,—
— Dividende de fr. 90,— aux 15.000 titres		1.350.000,—
— Tantièmes aux Administrateurs et Commissaires . .		150.000,—
— Report à nouveau		44.332,31
Fr.		2.151.928,31

Situation du capital : entièrement libéré.

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 24 juin 1952.

L'assemblée, à l'unanimité :

— approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1951, ainsi que la répartition des bénéfices de cet exercice;

— décide de procéder à la distribution, aux parts sociales n° 1 à 15.000 d'un dividende brut de fr. congolais 90,— par part sociale, soit après déduction des impôts, fr. congolais 74,70 nets.

Toutes les parts sociales étant nominatives, ce dividende sera payable immédiatement, en francs congolais ou à sa contre-valeur en francs belges, par chèque ou virement.

— Donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1951, par un vote spécial, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne.

ADMINISTRATEURS EN FONCTIONS.

Président :

Baron José de Crombrugghe de Looringhe, administrateur de Sociétés, 57, Whiteereendreef, Notre-Dame-Au-Bois, Overijse.

Administrateur-Délégué :

M. Maurice-Désiré MICHAUX, administrateur de Sociétés, 13, rue de la Madeleine, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Maurice HOUSSA, Administrateur de Sociétés, 2, avenue Américaine, Hoeilaart.

Mme Henriette DELHEZ, sans profession, épouse de M. Maurice Désiré MICHAUX, préqualifié, 13, rue de la Madeleine, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES EN FONCTION :

Membres :

M. Charles PAPEIANS de MORCHOVEN, 9, Luxor Park, Auderghem.

M. Jean-Adolphe SERARRENS, actuellement Directeur de la Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo, Matadi (Congo Belge).

DEUX ADMINISTRATEURS,

J. de Crombrugghe. Maurice Houssa.

« CITAS »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville - Congo Belge.

Siège administratif : 48, rue de Namur à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 4476.

Registre du Commerce de Léopoldville n° 355.

—

Constituée par actes passés devant Maître H. Scheyven, notaire résidant à Bruxelles, le 25 novembre 1949, publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1950 et aux annexes au « Moniteur Belge » des 13-14 février 1950 sous le numéro 2382, et autorisée par arrêté du Régent du 31 décembre 1949.

Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître H. Scheyven, notaire précité, le 4 juillet 1950, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 octobre 1950 et aux annexes au « Moniteur Belge » du 7 septembre 1950 sous le numéro 20555, laquelle modification a été autorisée par arrêté royal du 8 septembre 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 1952.

ACTIF.

		Francs congolais.
I. *Immobilisé :*		
Immobilisations :		
Terrains en Afrique ..... fr.	4.623.982,06	
Diminutions antérieures	906.592,78	
		3.717.389,28
Constructions en Afrique	41.594.537,98	
Amortissements et diminutions antérieurs	18.883.733,66	
	22.710.804,32	
Investissements de l'exercice	545.343,00	
	23.256.147,32	
Amortissements de l'exercice	1.508.405,56	
		21.747.741,76
Immobilisations en cours		8.467.425,75
Matériel et outillage :		
Matériel de manutention	10.938.531,39	
Amortissements et diminutions antérieurs	8.439.026,13	
	2.499.505,26	

Investissements de l'exercice	4.792.125,00	
	7.291.630,26	
Amortissements de l'exercice	484.137,48	
		6.807.492,78
Matériel roulant	6.057.045,45	
Amortissements et diminutions antérieurs	3.471.865,64	
	2.585.179,81	
Investissements de l'exercice	1.315.178,40	
	3.900.358,21	
Matériel vendu au cours de l'exercice	8.190,00	
	3.892.168,21	
Amortissements de l'exercice	448.851,11	
		3.443.317,10
Outillage divers	1.916.918,71	
Amortissements et diminutions antérieurs	1.251.507,15	
	665.411,56	
Investissements de l'exercice	171.929,15	
	837.340,71	
Amortissements de l'exercice	210.290,46	
		627.050,25
Matériel en commande		4.175.799,00
Mobilier Europe et Afrique	2.957.315,13	
Amortissements et diminutions antérieurs	1.810.896,88	
	1.146.418,25	
Investissements de l'exercice	274.802,56	
	1.421.220,81	
Amortissements de l'exercice	225.689,55	
		1.195.531,26
Frais de constitution		1,00
II. *Disponible :*		
Banques et caisses		17.282.451,81
III. *Réalisable :*		
Portefeuille		2.732.500,00
Débiteurs divers		22.530.934,37
Approvisionnements		4.863.183,66

IV. *Divers :*

Comptes débiteurs	752.961,00

V. *Compte d'ordre :*

Dépôts statutaires	pour mémoire
Dépôts actions nominatives	pour mémoire
Fr. c.	98.343.779,02

PASSIF.

Francs congolais.

I. *De la société envers elle-même :*

Capital : 65.800 actions sans désignation de valeur	40.000.000,00
Réserve statutaire	651.177,73

II. *Fonds divers :*

Fonds de renouvellement	3.100.247,70	
Fonds de prévision pour mécanisation des installations	5.560.000,00	
Fonds de réserve pour grosses réparations	2.343,00	
Fonds de pension personnel Afrique	502.099,66	
Fonds d'aide sociale aux indigènes	322.238,83	
Provision pour impôts	582.456,00	
		10.069.385,19

III. *Envers les tiers :*

Créditeurs divers	35.239.822,64
Dividendes à payer	288.160,26

IV. *Divers :*

Comptes créditeurs	2.313.069,66

V. *Compte d'ordre :*

Déposants statutaires	pour mémoire
Titulaires actions nominatives	pour mémoire
Solde bénéficiaire	9.782.163,54
Fr. c.	98.343.779,02

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

		Francs congolais.
Frais généraux Europe	3.299.252,53	
Frais généraux Afrique	4.330.838,83	
Allocation statutaire au personnel	928.941,00	
		8.559.032,36
Amortissements de l'exercice :		
s/immobilisations	1.508.405,56	
s/matériel et outillage	1.143.279,05	
s/mobilier Europe et Afrique	225.689,55	
		2.877.374,16
Solde bénéficiaire		9.782.163,54
	Fr. c.	21.218.570,06

CREDIT.

	Francs congolais.
Solde à nouveau	621.835,12
Bénéfice d'exploitation et rentrées diverses	20.596.734,94
Fr. c.	21.218.570,06

REPARTITION :

	Francs congolais.
Dotation fonds de réserve statutaire	458.016,42
Dotation fonds de réserve grosses réparations	497.657,00
Dotation fonds de prévision pour mécanisation des installat.	1.250.000,00
Provision pour impôts	750.000,00
Report à nouveau	633.549,12
Dividende 80 francs bruts par action, aux 65.800 actions	5.264.000,00
Tantièmes au Conseil général	928.941,00
Fr. c.	9.782.163,54

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise à Bruxelles; Président du Conseil.

M. Albert Marchal, administrateur de sociétés, 46, avenue du Vert Chasseur à Uccle; Vice-Président du Conseil.

Administrateur directeur-général :

M. Georges Biart, administrateur de sociétés, 40, avenue Molière à Forest.

Administrateurs :

M. Anatole De Bauw, président de la Compagnie Cotonnière Congolaise, 107, avenue Defré, à Uccle.

M. le Comte Albert de Beauffort, docteur en droit, 68, avenue de la Toison d'Or à Saint-Gilles.

M. Jules Dubois-Pelerin, docteur en droit, 10, avenue du Rond-Point à Rixensart.

M. Fernand Nisot, ingénieur, 15, rue d'Edimbourg à Ixelles.

M. Gilbert Périer, docteur en droit, 573, avenue Louise à Bruxelles.

M. Henry Rulmonde, administrateur de sociétés, 7, avenue Beau-Séjour à Waterloo.

M. Maurice Stubbe, administrateur de sociétés, 2, avenue du Congo à Ixelles.

M. Robert Thys, vice-président de la Société Anonyme des Ciments du Congo, 18, avenue des Erables à Rhode-Saint-Genèse.

COMITE DE DIRECTION.

MM. A. Bemelmans, président;

G. Biart, A. De Bauw, A. Marchal, membres.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Robert Cambier, ingénieur a. i. a., 48, avenue Louis Lepoutre à Ixelles.

M. Raoul Depas, secrétaire honoraire de la Société Générale de Belgique, 5, rue Emile Clause à Bruxelles.

M. Fernand Kuhnemant, chef de comptabilité, 88, avenue Victor Jacobs à Etterbeek.

M. Léon Raquez, docteur en droit, 149, avenue Winston Churchill à Uccle.

Copie certifiée conforme :

« CITAS », s. c. r. l.

Un administrateur, *Un administrateur,*

Signatures : illisibles.

« CITAS »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville - Congo Belge.

Siège administratif : 48, rue de Namur - Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 4476.

Registre du commerce de Léopoldville n° 355.

—

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 1952.

NOMINATION STATUTAIRE.

L'assemblée a renouvelé le mandat :

d'administrateur de Messieurs Georges Biart et Comte Albert de Beauffort et celui de commissaire de Monsieur Robert Cambier.

Copie certifiée conforme :

« CITAS », s. c. r. l.

Un administrateur, *Un administrateur,*

Signatures : illisibles.

SOCOL-CONGO

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 5, rue de la Science, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 231.124.

—

Société congolaise par actions à responsabilité limitée, constituée à Bruxelles, suivant acte publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » le 15 avril 1951 et au « Moniteur Belge » le 12 avril 1951 sous le n° 5.773.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.
Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 19 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisés :

Mobilier, matériel, outillage et divers ..... fr.	25.125.461,97	
Amortissement au 31 décembre 1951	2.452.591,72	
		22.672.870,25

Premier établissement		3.380.372,73	
Amortissement au 31 décembre 1951		112.679,10	3.267.693,63
Frais de constitution		619.056,80	
Amortissement au 31 décembre 1951		20.635,22	598.421,58
			26.538.985,46
Disponible :			
Caisses et banques			1.421.821,30
Réalisable :			
Travaux en cours		1.683.716,80	
Approvisionnements		16.453.606,64	
Débiteurs divers		25.167.141,53	43.304.464,97
Divers :			
Comptes débiteurs			117.470,80
Comptes d'ordre :			
Déposants statutaires		410.000,—	
Garanties :			
Par des tiers pour notre compte et par nous-mêmes	16.120.138,—		
Cautionnements des agents et divers	538.950,—		
		16.659.088,—	
Commandes en cours		P.M.	17.069.088,—
Compte de résultat :			
Amortissements sur :			
Mobilier, matériel, outillage et divers	2.452.591,72		
Premier établissement	112.679,10		
Frais de constitution	20.635,22		
		2.585.906,04	
Bénéfice d'exploitation et divers		2.139.932,10	445.973,94
		Fr.	88.897.804,47

PASSIF.

Non exigible :			
Capital		fr.	40.000.000,—
représenté par 40.000 parts sociales s. d. v. n.			
Exigible :			
Banquiers	16.817.114,62		
Créditeurs divers	13.870.285,31		
			30.687.399,93
Divers :			
Comptes créditeurs			1.141.316,54
Comptes d'ordre :			
Déposants statutaires	410.000,—		
Garanties :			
Par des tiers pour notre compte et par nous-mêmes	16.120.138,—		
Cautionnements des agents et divers	538.950,—		
	16.659.088,—		
Créditeurs pour commandes en cours	P.M.		
			17.069.088,—
		Fr.	88.897.804,47

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DOIT.

Frais généraux et dépenses d'exploitation Europe et Afrique		53.655.129,05
Amortissements sur :		
Mobilier, matériel, outillage et divers	2.452.591,72	
Premier établissement	112.679,10	
Frais de constitution	20.635,22	
		2.585.906,04
	Fr.	56.241.035,09

AVOIR.

Recettes d'exploitation	fr.	55.795.061,15
Solde déficitaire		445.973,94
	Fr.	56.241.035,09

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 19 juin 1952.

L'assemblée à l'unanimité ratifie la nomination de Monsieur Ernst GERBER, en qualité d'administrateur en remplacement de Monsieur Eugène LOSINGER, décédé.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

Administrateurs :

M. le Baron de Steenhault de Waerbeek, banquier, à Vollezeele.

M. Marcel Delporte, administrateur de société, 32, avenue Léon Van Dromme, Auderghem.

M. Christian Janssens van der Maelen, ingénieur, 34, avenue Jeanne, Bruxelles.

M. Ernst Gerber, docteur en droit, 24, Amthausgasse, Berne (Suisse).

M. Charles Desclée de Maredsous, docteur en droit, 31, avenue Elisabeth, Le Zoute.

M. Raoul Oger, ingénieur, 38, avenue Félicien Rops, Namur.

M. Jean Casier, ingénieur, Château de et à Nokere.

Commissaires :

M. Joseph De Smidt, fondé de pouvoirs de sociétés, 34, rue des Pelletiers, Bruges.

M. Georges Renard, fondé de pouvoirs de banque, 54, rue Adolphe Mathieu, Bruxelles.

M. Albert Dumont, ingénieur, à Flostoy.

L'administrateur-délégué,

M. DELPORTE.

Les administrateurs :

Baron de STEENHAULT de WAERBEEK DELPORTE M.
Ch. JANSSENS van der MAELEN E. GERBER R. OGER
Ch. DESCLEE de MAREDSOUS Jean CASIER.

Les commissaires :

DE SMIDT. RENARD. A. DUMONT.

Crédit Hypothécaire d'Afrique

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles : 39, rue du Commerce.

—

Constituée le 21 décembre 1949, suivant acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 18 février 1950, n° 2606 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1950.

Autorisée par arrêté royal du 28 janvier 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 1952.

ACTIF.

I.) *Immobilisé :*		
Immeuble à Bruxelles	fr.	943.726,79
II.) *Réalisable :*		
Débiteurs hypothécaires :		
a) Capital	105.525.324,36	
b) Frais accessoires à recouvrer	52.916,85	
c) Intérêts à recouvrer	1.116.560,78	
	106.694.801,99	
Intérêts acquis mais non échus	866.534,60	
Immeubles	16.560.405,95	
Matériel et mobilier	1,00	
Actionnaires	9.000.000,00	
Portefeuille - titres	1.000.000,00	
Comptes débiteurs et divers	516.243,31	
		134.637.986,85
III.) *Disponible :*		
Banques, caisses, chèques-postaux		8.267.344,27
IV.) *Comptes d'ordre :*		
Cautionnements statutaires	mémoire	
Débiteurs par caution pour compte de tiers	7.000.000,00	
Prêts autorisés et à réaliser	4.450.000,00	
Prêts réalisés mais restant à verser	7.558.528,20	
		19.008.528,20
	Fr.	162.857.586,11

PASSIF.

I.) *Envers la société :*		
Capital : 60.000 actions de 500 frs ..... fr.	30.000.000,00	
Réserve statutaire	1.897.238,82	
Réserve extraordinaire	7.500.000,00	
Amortissements antérieurs	6.636.461,69	
Plus-value immunisée sur propriétés vendues	1.422.820,98	
		47.546.521,49
II.) *Envers les tiers :*		
Emprunts - obligations	60.000.000,00	
Emprunt par mobilisation de créances hypothécaires	13.331.250,00	
Coupons d'obligations et dividendes non encaissés	108.999,12	
Comptes créditeurs et divers	4.456.811,88	
Garanties versées par des locataires	213.100,00	
Impôts à payer et provision fiscale	7.897.150,15	
Prorata d'intérêts sur obligations	550.625,00	
		86.557.936,15
III.) *Comptes d'ordre :*		
Déposants cautionnements statutaires	mémoire	
Cautions reçues pour compte de tiers	7.000.000,00	
Engagements par prêts à réaliser	4.450.000,00	
Engagem. par prêts réalisés restant à verser	7.558.528,20	
		19.008.528,20
IV.) *Résultat :*		
Solde reporté de 1950	191.199,09	
Solde bénéficiaire 1951	9.643.401,18	
		9.834.600,27
	Fr.	162.857.586,11

COMPTE DE PERTES ET PROFITS DE L'EXERCICE 1951.

DEBIT.

Intérêts sur emprunts	fr.	3.299.330,69
Frais sur emprunts		65.733,15
Intérêts, commissions et divers		38.253,80

Frais généraux		4.308.587,50
Impôts et provision fiscale		4.032.855,50
Frais sur immeubles		275.616,62
Solde reporté de 1950	191.199,09	
Solde bénéficiaire 1951	9.643.401,18	
		9.834.600,27
	Fr.	21.854.977,53

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	fr.	191.199,09
Intérêts, commissions, loyers, résultat sur réalisation d'immeubles et divers		21.663.778,44
	Fr.	21.854.977,53

REPARTITION BENEFICIAIRE.

Réserve statutaire : 5 % du bénéfice de 1951	fr.	482.170,06
Premier dividende de 4 % sur le montant libéré des actions		840.000,00
Allocations statutaires		1.248.184,67
Second dividende aux actions		1.257.828,00
Réserve extraordinaire		6.000.000,00
Solde à reporter		6.417,54
	Fr.	9.834.600,27

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL.

Capital social	fr.	30.000.000,00
Montant libéré		21.000.000,00
Montant restant à libérer	Fr.	9.000.000,00

LISTE DES ACTIONNAIRES DONT LES TITRES NE SONT PAS ENTIEREMENT LIBERES.

Crédit Foncier Africain, Bruxelles : 1.526.100 — Caisse Hypothécaire Anversoise, Anvers : 1.152.000 — Compagnie Financière Africaine, Bruxelles : 1 069.200 — Caisse Hypothécaire d'Egypte, Anvers : 606.000 — Société Hypothécaire et Immobilière d'Anvers, Anvers : 588.000 — Sobelti, Société Belge de Gestion, Anvers : 578.400 — Caisse Centrale de Crédit Rural du Boerenbond Belge, Louvain : 450.000 — M. le Chevalier d'Oreye de Lantre-

mange, Bruxelles : 276.900 — Caisse Hypothécaire West-Flamande, Bruges: 150.000 — M. A. E. de San, Bruxelles : 150.000 — Le Lloyd Belge, Anvers : 103.200 — Société anonyme Bracht et Cie, Anvers : 90.000 — M. Gaston Collet, administrateur des Biens de S. A. R. Madame la Princesse Joséphine de Belgique, Woluwe-Saint-Lambert : 90.000 — Mme Vve Raymond Bernard-Bruls-de Beranger, Paris : 71.400 — M. Gérard van Veen, Rhode-Saint-Genèse : 66.600 — Succession Baron de Browne, Anvers : 60.000 — M. Daniel Schellekens, Termonde : 60.000 — Succession François Van Roy, Anvers : 60.000 — M. Marcel Baelde, Anvers : 50.100 — M. Guillaume Pouliart, Anvers : 50.100 — Mme Alice van Bever, Bruges : 45.000 — M. Paul van den Bosch, Anvers : 45.000 — M. Francis de Decker, Brasschaet : 39.000 — M. M Beeckmans de West-Meerbeeck, Wilryck : 33.000 — M. Gustave Verhoosel, Berchem-Anvers : 30.600 — Mlle Valentine Bal, Mortsel : 30.000 — M. G. Beeckmans de West-Meerbeeck, Edeghem : 30.000 — M. Gaston de Decker, Anvers : 30.000 — M. Henri Depage, Auderghem : 30.000 — M. Louis-Charles d'Oreye de Lantremange, Bruxelles : 30.000 — M. Georges Gaillard, Bruxelles : 30.000 — Mlle Louise Jonas, Uccle : 30.000 — M. le Docteur Marchal, Anvers : 30.000 — M. Jean Smeets, Anvers : 30.000 — M. J. Van den Wyngaert, Lierre : 30.000 — Mme Charles Vuylsteke, Edegem : 30.000 — M. Alfred Hublet, Montigny-sur-Sambre : 27.000 — M. Albert de Curte, Anvers : 26.100 — M. Edouard de Saegher, Mortsel : 24.900 — Mlle Hélène De Saegher, Anvers : 24.900 — Mme René Danneel, Anvers : 24.000 — M. André de Decker, Genève (Suisse) : 24.000 — Mme Charles de Pierpont, Arbre-par-Rivière : 24.000 — Mme Freddy Hoorickx, Bruxelles : 24.000 — Mme la Comtesse Marita Le Grelle, Anvers : 24.000 — M. le Comte Raoul Le Grelle, Château de Beaulieu, Cappellen-lez-Anvers : 24.000 — M. le Notaire Charles Meeus, Borgerhout, Anvers : 21.000 — M. Francis Cardon de Lichtbuer, Wijneghem : 19.500 — Mlle Germaine Cardon de Lichtbuer, Anvers : 19.500 — M. Pierre-Léon Cardon de Lichtbuer, Anvers : 19.500 — Mlle Yvonne Cardon de Lichtbuer, Anvers : 19.500 — M. Fr. Vanoverstyns, Bruxelles : 18.600 — M. Stanislas de Meester, Lierre : 18.000 — M. Antoine Beeckmans de West-Meerbeeck, Ranst : 21.000 — Mme Eugène-Louis Boonen, Jette-Bruxelles : 15.000 — Succession Paul de Kinder, Anvers : 15.000 — Mme Jacques de Valensart-Schoenmackers, Wijneghem : 15.000 — M. Pierre Gaillard, Bruxelles : 15.000 — Mme Vve André Gouzée, Bruxelles : 15.000 — M. Gabriel Heirman, Wildert : 15.000 — M. Edouard Hermans de Heel, Bruxelles : 15.000 — M. Léon Hermans de Heel, Bruxelles : 15.000 — M. Henri Le Comte, Paris : 15.000 — M. Edmond Le Jeune, Ostende : 15.000 — Mlle la Baronne Marie Limnander de Nieuwenhove, Etterbeek-Bruxelles : 15.000 — Mlle la Baronne Reine Limnander de Nieuwenhove, Etterbeek-Bruxelles : 15.000 — Succession Comte Aimé Mottin de la Balme, Plemet (Côtes du Nord - France) : 15.000 — M. René Mutsaars, Malines : 15.000 — M. Willy Mutsaars, Malines : 15.000 — M. Georges Ranscelot, Anvers : 15.000 — M. Emmanuel Wauters, Berchem-Anvers : 14.400 — Mme Yvonne Wauters, Anvers : 14.400 — M. Pierre de Jardin, Bruxelles : 13.200 — M. Michel-Marie Bernard-Bruls, Paris : 12.000 — M. le Baron Braun, Melle-lez-Gand : 12.000 — M. Ludovic Cardon de Lichtbuer, Lovenjoul : 12.000 — Mme Robert Guy de Hemptinne, Laethem-Saint-Martin : 12.000 — M. Alex Marsily, Berchem-Anvers : 12.000 — Mme Vve Guillaume van den Bosch, Turnhout : 12.000 — M. J. Louis Lehembre, Bruxelles : 11.700 — M. Paul Clément de Clety, Bruxelles : 9.900 — M. Albert Andries, Schaerbeek-Bruxelles : 9.300 — M. Raymond Bausart, Bruxelles : 9.000 — M. le Baron Jean Cogels, Deurne-Anvers : 9.000 — Mme André Cruysmans-Cols, Anvers : 9.000 — M. Charley Gilliot, Nylen : 9.000 — Mlle Zoé Gilliot, Anvers : 9.000 — M. Robert Marsily, Anvers :

9.000 — M. William Marsily, Berchem-Anvers : 9.000 — Mme Guy Coomans de Brachène-Gaillard, Aerschot : 7.800 — Mme Pierre de le Court-Gaillard, Bruxelles : 7.800 — M. Lue Gaillard, Bruxelles : 7.800 — Mlle Marie Gaillard, Bruxelles : 7.800 — Mlle Marthe Gaillard, Bruxelles : 7.800 — Mme Joseph Bieswal, Bruxelles : 7.500 — M. Henry-Jos. De Poortere, Courtrai : 7.500 — Mme E. de Rycker-Couillier, Bruxelles : 7.500 — Mme Joceline Alberte Gouzée, épouse Ph. Derbyshire, Denham (Angleterre) : 7.500 — Mme Jacqueline Marie Gouzée, épouse Gust. Alph. Van de Kerchove, Bruxelles : 7.500 — M. Christian Pierre Gouzée, Bruxelles : 7.500 — M. Victor Michiels, Bruxelles : 7.500 — M. Gérald-Louis Monin, Nevers (France) : 7.500 — Mlle Lilyanne-Zaïre Monin, Nevers (France) : 7.500 — M. Gaétan Morel de Westgaver, Bruxelles : 7.500 — M. l'Abbé Georges Morel de Westgaver, Bruxelles : 7.500 — Mme R. Peeters-Couillier, Bruxelles : 7.500 — Mme Marthe-Julie Pollet, Hem (Nord-France) : 7.500 — M. Robert-Gabriel Pollet, Tourcoing (Nord-France) : 7.500 — Mme Fernande Beeckmans de West-Meerbeeck, Anvers : 6.000 — M. Albert Biebuyck, Bruxelles : 6.000 — Mme Marguerite De Jardin, Anvers : 6.000 — M. Léon de la Kéthulle de Ryhove, Bruges : 6.000 — Mme Marcel de Puydt, Brasschaet: 6.000 — M. Marcel Drory, Meirelbeke : 6.000 — Mme Léon Keuller, Hamme-lez-Termonde : 6.000 — M. Omer Opsomer, Saint-Nicolas-Waes : 6.000 — M. Henri Siraut, Gand : 6.000 — M. Jacques Siraut, Gand : 6.000 — M. André Vercruysse, Gand : 6.000 — Mlle Claire Vincentelli, Anvers : 6.000 — Mlle Claudine Vincentelli, Anvers : 6.000 — Mlle Marie-Anne Vincentelli, Anvers : 6.000 — Mlle Micheline Vincentelli, Anvers : 6.000 — M. Guillaume van Lerius, Anvers : 5.400 — Mlle Suzanne van Lerius, Anvers : 5.400 — Mlle Jeanne Clément de Clety, Bruxelles : 4.800 — Mlle Marthe Clément de Cléty, Bruxelles : 4.800 — Mme Anne-Marie Bernard-Bruls, épouse Fr. de Drouas, Paris : 4.500 — M. François-Raymond Bernard- Bruls, Paris : 4.500 — M. Joseph Cruysmans, Wilryck-Anvers : 4.500 — Mme A. Diercxsens-Cruysmans, Anvers : 4.500 — Mlle Monique Hublet, Montignies-sur-Sambre : 4.500 — Mlle Hélène Lefèver, Berchem-Anvers : 4.500 — M. Antoine Moretus de Bouchout, Bouchout-lez-Lierre : 4.500 — Mlle Gabrielle van Lerius, Anvers : 4.500 — M. Joseph-Marie-Auguste van Lerius, Anvers : 4.500 — M. Raoul van Lerius, Anvers : 4.500 — Mme Yvonne van Lerius, épouse J. Segers, Bruxelles : 4.500 — M. René Van Roy, Bruxelles : 4.500 — Mme Charles Winckelmans, née Mathilde Clément de Cléty, Overyssche: 4.500 — Révérend Père Alfred Moretus de Bouchout, Kihéta par Kitéga (Urundi) : 3.900 — M. Christian Moretus de Bouchout, Bouchout-lez-Lierre : 3.900 — Mme Hélène Moretus de Bouchout, Bouchout-lez-Lierre : 3.900 — Révérend Père Robert Moretus de Bouchout, Rugari par Muhinga, (Urundi) : 3.900 — Mme Geneviève De Jardin, épouse Etienne De Doncker, Neeryssche : 3.600 — M. Guy De Jardin, Bruxelles : 3.600 — Mlle Elisabeth Clément de Clety, Rome (Italie) : 3.000 — Mme Hector Henneau-Verhulst, Saventhem : 3.000 — Mlle Yvonne Kestens, Heverlé-Louvain : 3.000 — Mlle Julia Peeters, Mortsel : 3.000 — M. Didier Savoye, Anvers : 3.000 — Mlle Nicole Savoye, Anvers : 3.000 — M. Franz Weyn, Saint-Nicolas-Waes : 3.000 — Mlle Monique Kestens, Anvers : 2.400 — Mme Marie-Louise Coomans de Brachène, Bruxelles : 2.100 — M. Paul-Jacques Kestens, Anvers : 2.100 — M. Alain-Marie Thomas, Paris : 1.800 — Mlle Béatrice-Marie Thomas, Paris : 1.800 — Mme Alice De Bruyn-Fuchs, Malines : 1.500 — Mlle Gisèle De Bruyn, Mortsel-Anvers : 1.500 — M. G. Deghilage, Kigali (Ruanda) : 1.500 — M. Louis Lambrechts, Anvers : 1.500 — Mademoiselle Marthe Lambrechts, Anvers : 1.500 — M. André Van Damme, Baesrode : 900 — Mlle Mireille Winckelmans, Overyssche : 900 — M. le Chevalier André Clément de Clety, Bruxelles : 300 — M. le Chevalier Jacques Clé-

ment de Clety, Bruxelles : 300 — Mme Marthe d'Andrimont-Clément de Clety, Château de Beckerzeel par Assche : 300 — M. Baudouin-Marie Winckelmans, Overyssche : 300 — M. Charles-Louis de Gonzague-Winckelmans, Eigenhoven : 300 — Mlle Geneviève-Marie Winckelmans, Nivelles : 300.

ADMINISTRATEURS EN FONCTIONS.

Monsieur Henri Depage, administrateur-délégué de la Compagnie Financière Africaine, 44, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem. Président.

Monsieur Henri van den Bosch, administrateur de la Caisse Hypothécaire Anversoise, 35, Canal des Récollets, Anvers. Vice-Président.

Monsieur le Baron Jean Cogels, président, administrateur-délégué de la Société Hypothécaire Belge et Caisse d'Epargne, 124, avenue Alfons Schneider, Deurne-Anvers. Président du Comité de direction.

Monsieur Albert Andries, docteur en droit, 48, rue Victor Lefèvre, Schaerbeek-Bruxelles. Administrateur-délégué.

Monsieur Antoine Beeckmans de West-Meerbeeck, administrateur de la Centrale Financière (Anciennement Beeckmans Frères), « Heidehoef », Ranst (Anvers). Administrateur.

Monsieur Arthur-Edouard de San, secrétaire général honoraire du Congo, 71, avenue Brugmann, Bruxelles. Administrateur.

Monsieur le Chevalier d'Oreye de Lantremange, ingénieur, administrateur de sociétés, 108, avenue de Tervueren, Bruxelles. Administrateur.

Monsieur Gaston Heenen, administrateur de sociétés, 126, chaussée d'Ixelles, Bruxelles. Administrateur.

Monsieur Jacques Mertens, docteur en droit, directeur général de la Caisse Hypothécaire Anversoise, 122, rue de l'Harmonie, Anvers. Administrateur.

Monsieur Gilbert Mullie, propriétaire, 58, boulevard Brand Whitlock, Bruxelles. Administrateur.

Monsieur Paul van den Bosch, administrateur-délégué de la Caisse Hypothécaire d'Egypte, 4, avenue Marie-Thérèse, Anvers. Administrateur.

Monsieur Gérard van Veen, administrateur de sociétés, 170, chaussée de la Grande Espinette, Rhode-Saint-Genèse. Administrateur.

COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

Monsieur Léon Ballion, directeur honoraire du Crédit Foncier Africain, 39, chaussée de Haecht, Bruxelles.

Monsieur Félix De Vocht, directeur de sociétés, 212, avenue Elisabeth, Berchem-Anvers.

Monsieur Désiré Tilmant, expert-comptable, 19, rue Raoul Warocqué, Morlanwelz.

CREDIT HYPOTHECAIRE D'AFRIQUE
S. C. R. L.

A. ANDRIES,
Administrateur-délégué.

A. E. de SAN
Administrateur

Crédit Hypothécaire d'Afrique

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles : 39, rue du Commerce.

—

REELECTIONS.

Assemblée générale ordinaire du 25 juin 1952.

L'assemblée a réélu en qualité d'administrateurs, pour un nouveau terme de six ans, MM. A. E. de SAN et Jacques MERTENS et, en qualité de commissaire, Monsieur Léon BALLION.

Elle a décidé de ne pas pourvoir au remplacement de feu Monsieur François VAN ROY au sein du Conseil d'administration.

CREDIT HYPOTHECAIRE D'AFRIQUE
S. C. R. L.

A. ANDRIES,
Administrateur-délégué.

A. E. de SAN,
Administrateur.

Grands Moulins du Kivu

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Lubero (Congo Belge).

Siège adm. : 49/51, Galerie du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 228.292.

—

Actes constitutifs et modificatifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 9 juin 1950, n°s 14.150, 14.151, 14.152 et 27 septembre 1950, n° 21.469 et aux « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 mai 1947 et 15 février 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

(Approuvé par l'assemblée générale ordinaire au 2 juillet 1952).

ACTIF.

1. Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital ..... fr.	124.104,40	
Frais de premier établissement	1,—	
Constructions	1.153.482,55	
Mobilier et matériel	1.174.083,20	
		2.451.671,15

2. Réalisable :

Magasins Afrique	635.830,90	
Clients et débiteurs divers	1.380.721,—	
		2.016.551,90

3. Disponible :

Caisse et Banques	579.719,77

4. Compte transitoire :

Frais à répartir	9.625,—

5. Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	pour mémoire
Fr.	5.057.567,82

PASSIF.

1. Dettes de la société envers elle-même :

Capital social	fr.	3.600.000,—	
représenté par 3.600 actions de frs. 1.000,—			
Amortissements :			
Report du 31-12-50	874.454,28		
de l'exercice	237.204,55		
		1.111.658,83	
			4.711.658,83

2. Dettes de la société envers les tiers :

Fournisseurs et créanciers divers	265.267,53

3. Compte d'ordre :

Déposants statutaires	pour mémoire

4. Résultats :

Bénéfice d'exploit. de l'exercice	507.712,48		
Amortissements de l'exercice	— 237.204,55		
Bénéfice net de l'exercice		270.507,93	
Perte reportée du 31-12-50		— 189.866,47	
Solde bénéficiaire du 31-12-51			80.641,46
		Fr.	5.057.567,82

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Charges financières et divers	fr.	21.558,20
Bénéfice net d'exploitation		507.712,48
	Fr.	529.270,68

CREDIT.

Solde du compte d'exploitation	fr.	529.270,68

BENEFICE NET D'EXPLOITATION	fr.		507.712,48
Amortissements de l'exercice :			
sur constructions		115.348,25	
sur mobilier - matériel		117.408,30	
sur frais de constitution		3.000,—	
sur frais augmentation capital		1.448,—	
			— 237.204,55
			270.507,93
A déduire :			
Perte reportée du 31-12-50			— 139.866,47
Solde bénéficiaire au 31 décembre 1951	fr.		80.641,46

REPARTITION DES BENEFICES.

1. Réserve légale : 5 % sur Frs. 80.641,46	fr.	4.032,05
2. Solde à reporter		76.609,41
	Fr.	80.641,46

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL.

Le capital social est entièrement libéré.

Exercice du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 2 juillet 1952.

Monsieur Edmond HOUSEN, administrateur et Monsieur Jean HESBEEN, commissaire ont été réélus dans leurs fonctions respectives. Le mandat de Mr. E. HOUSEN prendra fin après l'assemblée de 1957 et celui de Mr. J. HESBEEN expirera après l'assemblée de 1954.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

Mr. Jean van Gijsel, administrateur de sociétés, Drytoren, Meise, Président.

Mr. Alfred Van der Kelen, administrateur de sociétés, 62, avenue de Broqueville, Bruxelles, administrateur-délégué.

Mr. Morphée Anciaux, industriel, Bunia (Ituri) Congo Belge, administrateur-délégué.

Mr. Edmond Housen, administrateur de sociétés, 24, avenue Delcommune, Elisabethville (Congo Belge), administrateur.

Mr. Hector Trigallez, directeur de société, Lubéro (Congo Belge), administrateur.

Mr. Jean De Greef, administrateur de sociétés, 126, avenue Winston Churchill, Bruxelles, commissaire.

Mr. Jean Hesbeen, expert-comptable, 406, chaussée de Bruxelles à Bruxelles, commissaire.

Un administrateur, *Un administrateur,*

A. VAN DER KELEN. J. van GIJSEL.

Compagnie Congolaise de Constructions

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue d'Egmont, n° 2.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 223689.

—

Société autorisée par arrêté royal du trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf.

Acte constitutif publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 29 janvier 1950, n°s 1710-1711, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1950.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 5 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrain, immeuble, matériel, mobilier	fr.	10.779.760,15

Disponible :

Caisses, banques		7.065.558,77

Réalisable :

Débiteurs divers	9.498.191,04	
Magasins	2.955.679,30	
Travaux en cours	36.256.810,88	
		48.710.681,22

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	80.000,00	
Dépôt garanties diverses	4.392.196,00	
		4.472.196,00
	Fr.	71.028.196,14

PASSIF.

Capital :

Capital social	fr.	14.000.000,00

Exigible, sans garantie :

Créditeurs divers		10.977.228,07
Avances sur travaux en cours		39.300.694,35

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	80.000,00	
Déposants garanties diverses	4.392.196,00	
		4.472.196,00

Comptes de résultat :

Bénéfices		2.278.077,72
	Fr.	71.028.196,14

COMPTE DE « PROFITS ET PERTES », arrêté au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Charges diverses	fr.	783.400,42
Amortissement Frais de constitution et d'Etudes		1.679.671,60
Provision fiscale		334.781,00
Bénéfices		2.278.077,72
	Fr.	5.075.930,74

CREDIT.

Profits divers	fr.	75.777,45
Bénéfices sur travaux		5.000.153,29
	Fr.	5.075.930,74

REPARTITION DES BENEFICES.

Réserve légale	fr.	113.904,00	
Dividende brut		843.373,00	
Solde à reporter à nouveau		1.320.800,72	
			2.278.077,72

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Léon baron Lambert, administrateur de sociétés, 24, avenue Marnix, Bruxelles, président du conseil d'administration.

M. Armand Blaton, industriel, 120, rue Louis Titeca, Woluwe-Saint-Pierre, administrateur-délégué.

M. Emile Blaton, industriel, 158, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre, administrateur.

M. Jean del Marmol, avocat honoraire, 16, avenue Bel-Air, Uccle, administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Arthur Van Durme, directeur de banque, 32, rue Henri Marichal, Ixelles.

M. Maurice Verbeeck, expert-comptable, 10, avenue du Frêne, Bruxelles.

Les administrateurs :

L. LAMBERT A. BLATON E. BLATON J. del MARMOL

Les commissaires :

A. VAN DURME M. VERBEECK

Union Immobilière Congolaise

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue d'Egmont, n° 4.

Registre du commerce de Bruxelles n° 234.584.

—

Société autorisée par arrêté royal du six juin mil neuf cent cinquante et un.

Acte constitutif publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 7 juillet 1951, sous les n^{os} 16.065 et 16.066, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 5 juin 1952.

ACTIF.

Valeurs immobilisées :			
Terrain et immeuble	fr.	10.009.437,00	
Frais de constitution		150.718,65	
			10.160.155,65
Valeurs réalisables :			
Garanties et cautionnements		300,00	
Débiteurs divers		471.229,00	
			471.529,00
Valeurs disponibles :			
Banque			3.369.232,50
Comptes d'ordre :			
Dépôts statutaires			80.000,00
		Fr.	14.080.917,15

PASSIF.

Capital :		
Capital	fr.	7.500.000,00
Exigible, sans garantie :		
Créditeurs divers		6.458.765,90
Comptes d'ordre :		
Déposants statutaires		80.000,00
Compte de résultat :		
Bénéfice de l'exercice		42.151,25
	Fr.	14.080.917,15

COMPTE DE « PROFITS ET PERTES » au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux		156.914,70
Bénéfice		42.151,25
	Fr.	199.065,95

CREDIT.

Revenus divers	Fr.	199.065,95

SITUATION DU CAPITAL

Entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Emile Blaton, industriel, 158, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre. Président du Conseil d'administration.

M. Jean del Marmol, avocat honoraire, demeurant à Falaën, mais résidant à Uccle, 16, avenue Bel-Air, Administrateur-délégué.

M. Léon baron Lambert, administrateur de société, 24, avenue Marnix, Bruxelles. Administrateur.

M. Armand Blaton, industriel, 120, rue Louis Titeca, Woluwe-Saint-Pierre. Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Arthur Van Durme, directeur de banque, 32, rue Henri Maricha., Ixelles.

M. Maurice Verbeeck, expert-comptable, 10, avenue du Frêne, Bruxelles.

Les administrateurs :

A. BLATON E. BLATON L. LAMBERT J. del MARMOL

Les commissaires :

A. VAN DURME M. VERBEECK

CONGOBETON

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge), 135, avenue Engels.

Registre du commerce en Belgique : Bruxelles n° 234.585.

—

Acte constitutif publié aux annexes du « Moniteur Belge » année 1951, n° 16.102, et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » année 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 5 juin 1952.

ACTIF.

Valeurs immobilisées :			
Matériel et mobilier	fr.	4.243.805,00	
Frais d'étude		294.522,00	
Frais de constitution et de 1er établissement		112.884,05	
			4.651.211,05
Valeurs réalisables :			
Magasins		1.110.295,40	
Clients et débiteurs divers		898.156,45	
			2.008.451,85
Valeurs disponibles :			
Caisses et banques			1.600.742,25
Comptes d'ordre :			
Dépôts statutaires			110.000,00
Compte de résultat :			
Perte			923.790,35
		Fr.	9.294.195,50

PASSIF.

Capital et réserves :			
Capital social	fr.	5.000.000,00	
Amortissements		818.906,95	
			5.818.906,95
Exigible, sans garantie :			
Fournisseurs et créditeurs divers			3.365.288,55
Comptes d'ordre :			
Déposants statutaires			110.000,00
		Fr.	9.294.195,50

COMPTE DE « PROFITS ET PERTES ».

DEBIT.

Charges diverses	fr.	7.158.541,05

CREDIT.

Ventes et profits divers	fr.	6.234.750,70
Perte		923.790,35
	Fr.	7.158.541,05

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

M. Léon baron Lambert, banquier, avenue Marnix, 24, Bruxelles. Administrateur.

M. Armand Blaton, industriel, rue Louis Titeca, 120, Woluwe-Saint-Pierre. Administrateur.

M. Jean Aubecq, industriel, rue de Haerne, 23, Etterbeek. Administrateur.

M. Emile Blaton, industriel, avenue de Tervueren, 158, Woluwe-Saint-Pierre. Administrateur.

M. Jean del Marmol, avocat honoraire, domicilié à Falaën, résidant à Uccle, 16, avenue Bel-Air. Administrateur.

M. Philippe van der Plancke, docteur en droit, Oostkamp. Administrateur.

M. Arthur Van Durme, directeur de banque, rue Henri Marechal, 32, Ixelles. Commissaire.

M. Paul Schmitt, gérant de société, rue du Midi, 25, Vincennes (France). Commissaire.

Les administrateurs :

L. LAMBERT A. BLATON J. AUBECQ E. BLATON
J. del MARMOL Ph. van der PLANCKE

Société Générale Africaine d'Electricité « SOGELEC »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 31, rue de la Science.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 46670.

—

Actes constitutifs et modificatifs publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 août 1930, 15 mai 1936, 15 août 1945, 15 septembre 1948 et 15 mai 1949, et aux annexes au « Moniteur Belge » des 22/23 juillet 1930, acte n° 12041; 21 décembre 1935, acte n° 16360; 28 juin 1945, acte n° 8782; 9/10 août 1948, acte n° 16977 et le 1er avril 1949, acte n° 4917.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

(Approuvé par l'assemblée générale annuelle du 23 juin 1952.)

ACTIF.

Immobilisé :			
Installations Elisabethville, Jadotville, Kolwezi et Kipushi ..... fr.		93.545.974,—	
Lignes haute tension		58.582.814,—	
Poste de transformation de Jadotville		63.352.584,—	
Compteurs et matériel en location		6.314.583,—	
Travaux en cours		3.645.813,—	
		225.441.768,—	
Réévaluation (décret du 6 juillet 1948)		97.328.284,88	
			322.770.052,88
Réalisable :			
Portefeuille			16.195.775,—
Caisses, banques, dépôts et effets à recevoir			21.889.145,98
Débiteurs divers			15.221.137,64
Avances sur commandes en cours			2.354.943,—
Approvisionnements		49.345.866,80	
Amortissements :			
exercices antérieurs	5.883.928,45		
Amortissement exercice 1951	1.580.522,28		
		7.464.450,73	
			41.881.416,07

Divers :		
Cautionnements déposés par la société		31.900,—
Comptes débiteurs		300.662,75
Compte d'ordre :		
Dépôts en garantie de gestion		pour mémoire
	Fr.	420.645.033,32

PASSIF.

Envers la société :		
Capital :		
160.000 actions de capital de 500 francs	fr.	80.000.000,—
100.000 actions de dividende sans valeur nominale		—
Fonds de réserve social		8.000.000,—
Fonds d'amortissement et de renouvellement		153.863.665.15
Plus-value de réévaluation		97.328.284,88
Dettes sans garanties réelles :		
Versements non appelés sur titres du portefeuille		320.000,—
Créditeurs divers		36.531.708,18
Coupons restant à payer		364.418.62
Divers :		
Cautionnements constitués auprès de la société		3.326.379.—
Comptes créditeurs		9.424.633.72
Compte d'ordre :		
Déposants en garantie de gestion		pour mémoire
Profits et Pertes		31.485.943.77
	Fr.	420.645.033.32

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'administration	fr.	672.618.89
Impôts, taxes et provision pour impôt complémentaire		5.636.993.—
Amortissements		19.080.522.28
Solde créditeur		31.485.943.77
	Fr.	56.876.077.94

CREDIT.

Résultats d'exploitation, intérêts et divers	56.876.077,94
Fr.	56.876.077,94

REPARTITION.

Solde disponible	fr.	31.485.943,77
Premier dividende de Frs. 36,1445 brut à chacune des 160.000 actions de capital		5.783.132,53
		25.702.811,24
10 p. c. au Conseil d'administration, au Comité Technique et au Collège des commissaires		2.570.281,12
Solde :		23.132.530,12
75 p. c. aux actions de capital, soit Frs. 108,433733 brut à chacune des 160.000 actions de capital		17.349.397,59
		5.783.132,53
25 p. c. aux actions de dividende, soit Frs. 57,8313 brut à chacune des 100.000 actions de dividende		5.783.132,53
Fr.		—

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL.

Le capital social est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président et administrateur délégué :

Mr. Robert Bette, ingénieur civil, 158, boulevard Brand Whitlock, Woluwe-Saint-Lambert.

Administrateurs :

Mr. Jules Cousin, administrateur de sociétés, Elisabethville (Congo Belge).

Mr. Victor Dooms, ingénieur, 571, avenue Louise, Bruxelles.

Mr. Paul Gustin, administrateur de sociétés, 23, place de Meir, Anvers.

Mr. Gaston Heenen, administrateur de sociétés, 39, rue du Commerce, à Bruxelles.

Mr. Christian Janssens, administrateur de sociétés, 24, avenue des Muguets, Quatre-Bras, Tervuren.

Mr. Albert Marchal, administrateur de sociétés, 46, avenue du Vert-Chasseur, Uccle.

Mr. Edmond Rommel, directeur de société, 48, rue des Pavots, Schaerbeek.

Mr. Edgar Sengier, ingénieur, 24, avenue Ernestine, Ixelles.

Mr. Marcel Strauven, ingénieur, 23, avenue Wellington, Uccle.

Mr. Robert Thys, administrateur de sociétés, 12, avenue Henri Pirenne, à Uccle.

Mr. Robert Van Cauwenberghe, directeur de la Société Générale de Belgique, 17, rue Guimard, à Bruxelles.

Mr. Eugène Van Wynsberghe, licencié en sciences commerciales, 4, avenue du Congo, Ixelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Mr. Auguste Berckmoes, chef de comptabilité, 82, avenue de l'Indépendance Belge, à Koekelberg.

Mr. Louis Habran, sans profession, 33, rue Van Ostade à Bruxelles.

Mr. Désiré Van Bleyenberghe, directeur de sociétés, 25, avenue Henri Pirenne, à Uccle.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle du 23 juin 1952.

« L'assemblée réélit Messieurs Albert Marchal et Robert Van Cauwen-
» berghe en qualité d'administrateurs, ainsi que Messieurs Auguste Berck-
» moes et Louis Habran en qualité de commissaires. Leur mandat viendra
» à expiration immédiatement après l'assemblée ordinaire de 1958. »

Extrait du procès-verbal
de la séance du Conseil d'administration du 23 juin 1952.

« Le Conseil d'administration renouvelle, pour la durée de son mandat
» d'administrateur, le mandat de membre du Comité Technique de Mon-
» sieur Robert Van Cauwenberghe. »

Bruxelles, le 23 juin 1952.

Certifié conforme.

SOCIETE GENERALE AFRICAINE D'ELECTRICITE (SOGELEC)
Société congolaise à responsabilité limitée.

Administrateur, — Signé : R. VAN CAUWENBERGHE.

Président du Conseil, — Signé : R. BETTE.

Union Minière du Haut-Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 13.377.

—

PROCURATION POUR DES ACTES ACCOMPLIS HORS D'AFRIQUE

En complément :

1) de la délégation de la signature sociale pour les actes accomplis hors d'Afrique, donnée par le Conseil d'Administration en date du 28 juin 1951. (Annexes du Moniteur Belge du 26 juillet 1951 n° 17.677, et Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1951) ;

2) de la procuration donnée le 21 septembre 1951 par deux administrateurs à Monsieur Jean Verdussen. (Annexes du Moniteur Belge, n° 20.755 du 28 septembre 1951 et Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1951) ;

3) de la procuration donnée le 22 janvier 1952 par deux administrateurs à MM. Georges Lombar, Léon Dechamps et Maurice Fischer. (Annexes du Moniteur Belge, n° 1.520 du 28-29 janvier 1952 et Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1952) ;

les deux administrateurs soussignés, agissant en vertu de l'article 20 des statuts :

a) confèrent à Monsieur Georges DUBOIS, demeurant 15, rue J. B. Meunier, à Ixelles, les mêmes pouvoirs que ceux dévolus à MM. Roger Carle, André Verdussen et Jules Vlérick par le paragraphe 8 (huit) de la délégation de la signature sociale du 28 juin 1951, rappelée ci-avant ;

b) annulent, à dater de ce jour comme étant devenus sans effet, tous les pouvoirs qui avaient été conférés par le praragraphe 8 (huit) de la susdite délégation de la signature sociale du 28 juin 1951 à MM. Joseph SWAELUS, demeurant, 24, rue de la Limite à Wezembeek-Oppem, Karl VAN OVERBERGH, ayant demeuré, 114, Boulevard de Malines à Louvain, Remi de RUETTE, ayant demeuré 51A, rue d'Arlon à Bruxelles.

Fait à Bruxelles, le 1er juillet 1952.

Union Minière du Haut-Katanga.

R. TERWAGNE, Administrateur-Directeur.

H. ROBILIART, Administrateur-Délégué.

Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga
« SOGECHIM »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Jadotville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 8, Montagne du Parc.

Registre du commerce de Bruxelles n° 36.653.

—

NOMINATIONS.

Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration du 23 juin 1952.

B) *Bureau.*

1) Le Conseil, par application de l'article 24 des statuts, nomme président du Conseil : M. S. LAMBERT.

2) Le Conseil, par application de l'article 24 des statuts, nomme vice-présidents du Conseil : MM. H. ROBILIART et A. MARTHOZ.

C) *Fonctions spéciales.*

Le Conseil, par application de l'article 29 alinéa 2 des statuts nomme administrateur-délégué : M. L. WALLEF, nommé administrateur par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 13 juin 1952.

D) *Comité technique.*

1) Le Conseil, par application de l'art. 29 alinéa 1 des statuts,

a) nomme membre du Comité technique : M. L. WALLEF,

b) renomme membre du Comité technique : M. J. QUETS, dont le mandat d'administrateur a été renouvelé pour cinq ans par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 13 juin 1952.

2) Le Conseil nomme Président du Comité technique : M. H. ROBILIART.

Les décisions sous les paragraphes B, C, et D ci-dessus sortent leurs effets, rétroactivement, au 13 juin 1952.

Pour extrait conforme.

A. MARTHOZ.
Vice-Président du Conseil,

H. ROBILIART.
Vice-Président du Conseil,

Laboratoire Congolais de Parfumerie, en abrégé « LACOPA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

—

CONSTITUTION. (1)
NOMINATION DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES.

L'an mil neuf cent cinquante deux.

Le dix juin.

Par devant Nous, Maître Pierre VAN HALTEREN, Notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. La « SOCIETE CONGOLAISE DE GESTION IMMOBILIERE », en abrégé « COGIMO », société congolaise par actions à responsabilité limitée, à Léopoldville (Congo Belge).

2. Monsieur Léon CORDIER, commerçant, demeurant à Uccle, 6, rue Gabrielle, agissant pour son compte et pour un groupe pour lequel il se porte fort.

3. Le « LABORATOIRE CONGOLAIS DE PARFUMERIE » en abrégé « LACOPA », société congolaise de personnes à responsabilité limitée, à Léopoldville (Congo Belge).

4. Monsieur Arthur CLAERHOUT, administrateur de société, demeurant à Léopoldville (Congo Belge).

5. Monsieur Victor SOQUET, administrateur de société, demeurant à Schaerbeek-Bruxelles, 33, boulevard Auguste Reyers.

6. Monsieur Léon de RUDDER, major de réserve honoraire, demeurant à Bruxelles, 212, rue Belliard.

7. Monsieur Auguste APPART, employé, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, 32, avenue Massenet.

REPRESENTATION.

1. Messieurs Cordier, Soquet, de Rudder et Appart, prénommés, sont ici présents en personne.

2. La société Cogimo est ici représentée, en conformité de l'article 19 des statuts sociaux, par deux de ses administrateurs, le Comte Albert d'Aspremont Lynden, Président du Conseil, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Emile Demot, 17, et Monsieur Firmin Fivez, industriel, demeurant à Saint-Nicolas-Waes, Lange Halsbeekstraat, 35.

---

(1) Arrêté royal du 30 juin 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1952. — 1re Partie.

3. La société Lacopa, société congolaise de personnes à responsabilité limitée, est ici représentée par Monsieur Victor Soquet, prénommé, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du douze mai mil neuf cent cinquante deux, dont l'original demeurera ci-annexé.

4. Monsieur Arthur Claerhout est ici représenté par Monsieur Victor Soquet, prénommé, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du douze mai mil neuf cent cinquante deux, dont l'original demeurera ci-annexé.

Lesquels comparents, qualitate qua, nous ont déclaré avoir formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont ils nous ont requis de dresser authentiquement les statuts arrêtés comme suit :

TITRE I.

CARACTERES DE LA SOCIETE. — DENOMINATION.

Article 1. — Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « LABORATOIRE CONGOLAIS DE PARFUMERIE » en abrégé « LACOPA ».

Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur au Congo Belge.

SIEGES.

Art. 2. — Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge) ; il peut être transféré en tout autre endroit du Congo Belge ou du Ruanda-Urundi, par décision de l'assemblée générale.

Le siège administratif est établi à Bruxelles; il peut par simple décision du Conseil d'administration, être transféré dans une autre ville de la Belgique ou de la Colonie du Congo Belge.

La société peut, en outre, par simple décision du Conseil d'administration, créer des succursales, bureaux, agences et comptoirs en Belgique, dans la Colonie du Congo Belge et à l'étranger.

Tout transfert du siège social et du siège administratif est publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou aux annexes du Bulletin Administratif du Congo Belge.

OBJET SOCIAL.

Art. 3. — La société a pour objet la fabrication, le conditionnement, la représentation et le commerce en général de tous articles de parfumerie ou de tous produits s'y rattachant.

La société peut faire ou accomplir tous actes civils, commerciaux, mobiliers ou immobiliers ayant un rapport direct avec son objet ou pouvant lui être utile ou le faciliter.

La société peut s'intéresser, tant au Congo Belge qu'à l'étranger, par voie d'apports, de fusion, de souscription ou de toutes autres manières, dans des entreprises commerciales et industrielles, ayant un objet similaire, analogue ou connexe ou de nature à favoriser celui de la société.

DUREE.

Art. 4. — La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à dater de l'Arrêté Royal autorisant la constitution de la société.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant dans les conditions reprises à l'article 28 ci-après, et, dans le cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par Arrêté Royal.

La société peut stipuler et prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE II.

CAPITAL SOCIAL.

Art. 5. — Le capital social est fixé à six millions de francs congolais, représenté par six mille actions de capital d'une valeur nominale égale de mille francs congolais chacune.

APPORTS. — SOUSCRIPTIONS. — LIBERATIONS.

Art. 6. — 1) La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Lacopa » déclare faire apport à la société, des biens suivants :

a) Mobilier et agencement :		
1° Matériel de laboratoire, évalué nonante deux mille deux cent quatre vingt sept francs cinquante centimes	92.287,50	
2° Mobilier de bureau, évalué septante sept mille deux cent un francs nonante centimes	77.201,90	
3° Matériel de bureau évalué dix huit mille cinq cent septante sept francs	18.577,—	
Ensemble : cent quatre vingt huit mille soixante six francs quarante centimes . .	188.066,40	188.066,40
b) Matériel de laboratoire, évalué cent soixante trois mille trois cent vingt deux francs quinze centimes . .		163.322,15
c) Mobilier des agents, évalué cent un mille trente quatre francs		101.034,—
d) Matériel roulant, évalué cent dix huit mille francs		118.000,—
e) Fournitures diverses, évaluées cent dix neuf mille neuf cent soixante quinze francs soixante centimes . .		119.975,60
Six cent nonante mille trois cent nonante huit francs quinze centimes		690.398,15
Amortissements : septante mille francs		70.000,—
Ensemble : six cent vingt mille trois cent nonante huit francs quinze centimes		620.398,15

f) Créances commerciales, cinq cent quatre vingt six mille huit cent soixante huit francs trente deux centimes . 586.868,32

g) Espèces en caisse et banque, quarante deux mille sept cent trente trois francs cinquante trois centimes . . . 42.733,53

h) Fonds de commerce comportant : l'enseigne, la clientèle, l'achalandage et le bénéfice de tous contrats avec des sociétés et particuliers en vue de la vente de produits à fabriquer par la société, le tout évalué à la somme de neuf cent cinquante cinq mille francs . . . . . 955.000,—

Soit au total : deux millions deux cent cinq mille francs 2.205.000,—

En rémunération des apports ci-dessus spécifiés, dont tous les comparants ont connaissance et dont ils ne désirent pas avoir de description plus étendue, il est attribué deux mille deux cent et cinq actions de capital d'une valeur nominale égale de mille francs congolais chacune, entièrement libérées.

2° Monsieur Léon Cordier déclare, par les présentes, faire apport à la société de ses travaux, connaissances spéciales, bénéfices de relations commerciales et démarches en vue de la constitution de la société.

En rémunération de cet apport, évalué à la somme de deux cent nonante cinq mille francs, il lui est attribué deux cent nonante cinq actions de capital de mille francs congolais chacune, entièrement libérées.

3° La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Congolaise de Gestion Immobilière », en abrégé « Cogimo », ci-dessus qualifiée, déclare faire apport à la société, à concurrence de deux millions cinq cent mille francs, d'une créance qu'elle possède à charge de la société congolaise de personnes à responsabilité limitée « Laboratoire Congolais de Parfumerie », en abrégé « Lacopa », laquelle société, ici intervenante, déclare consentir expressément à cet apport en société.

En rémunération de cet apport, il est attribué à la société « Cogimo », deux mille cinq cents actions de capital de mille francs congolais chacune, entièrement libérées.

Le surplus des actions de capital, soit mille actions est souscrit comme suit, en espèces :

4° Monsieur Léon Cordier, préqualifié, agissant poué lui même et pour un groupe pour lequel il se porte fort, neuf cent soixante actions de capital 960

5° Monsieur Victor Soquet, préqualifié, dix actions de capital . 10

6° Monsieur Auguste Appart, préqualifié, dix actions de capital . 10

7° Monsieur Léon de Rudder, préqualifié, dix actions de capital . 10

8° Monsieur Arthur Claerhout, préqualifié, dix anctions de capital 10

Les comparants déclarent expressément que chacune des actions souscrites en espèces a été libérée à concurrence de vingt cinq pour cent par des versements s'élevant ensemble à deux cent cinquante mille francs, somme qui se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société.

Les versements ultérieurs seront appelés par le conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article 8 des statuts.

AUGMENTATION. — REDUCTION DU CAPITAL.

Art. 7. — Le capital social ne pourra être augmenté ou réduit que par décision de l'assemblée générale et sous réserve d'autorisation par Arrêté Royal.

L'assemblée délibérera sur ce point dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Sauf décision contraire de l'assemblée, les nouvelles actions souscrites contre espèces seront offertes par préférence aux porteurs d'actions de capital, au prorata du nombre de titres par eux possédés; le Conseil d'administration fixera les conditions et le taux auxquels les actions nouvelles seéont offertes par préférence et le délai dans lequel les actionnaires auront à se prononcer sur l'usage de leurs droits.

Cette offre se fera par lettre recommandée aux porteurs de certificats nominatifs et par publication aux annexes du Bulletin administratif du Congo Belge ou aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge, dans l'hypothèse où des actions seraient déjà converties en actions au porteur.

APPEL DE FONDS.

Art. 8. — Le Conseil d'administration fait les appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques de versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée qui doit parvenir au moins quinze jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira, de plein droit, par la seule échéance du terme sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an, à charge de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le Conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et, dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse ou hors Bourse, sans préjudice de moyens ordinaires de droit contre le retardataire.

Art. 9. — Les souscripteurs resteront tenus envers la société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leur souscription; la société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

NATURE DES ACTIONS.

Art. 10. — Les actions de capital restent nominatives jusqu'à leur entière libération. Lorsque le montant en aura été totalement versé, elles pourront être transformées en actions au porteur.

Il est tenu, au siège social, un registre des actions nominatives; les titulaires de celles-ci recevront un certificat de titres inscrits à leur nom.

Les actionnaires pourront libérer leurs titres par anticipation.

Le Conseil fixera les modalités de cette libération et les droits y attachés.

Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leurs titres.

CESSION OU TRANSFERT DES ACTIONS.

Art. 11. — Les cessions ou transferts de titres nominatifs seront valables tant vis-à-vis de la société que vis-à-vis des tiers, à partir de l'inscription au registre que tient la société, au siège social ou au siège administratif.

La cession d'actions nominatives est inscrite sur le registre.

Elle s'opère soit par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit suivant les règles sur le transfert des créances.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant ou du cessionnaire.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les cinq jours francs qui la précèdent.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'Arrêté Royal autorisant leur création.

Les actions au porteur et les certificats constatant les inscriptions nominatives sont signés par deux administrateurs; ces signatures pouvant être remplacées par des griffes.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles 47 et 50 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Pourront toutefois être exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article 48 des mêmes lois.

Le transfert des titres au porteur s'effectue par simple tradition.

DROITS ET OBLIGATIONS DES ACTIONNAIRES.

Art. 12. — La propriété d'une action comporte adhésion aux statuts.

La société ne reconnaît qu'un actionnaire par action.

En cas de division des droits attachés à une action, les intéressés devront se faire représenter par une seule personne.

Art. 13. — Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens

et valeurs de la société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

OBLIGATIONS.

Art. 14. — La société peut, en vertu d'une décision d'une assemblée générale, émettre des obligations hypothécaires ou non, dont l'assemblée déterminera le type, le taux d'intérêt fixe ou variable ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement ou de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs. Ces signatures peuvent être remplacées par des griffes.

TITRE III.

ADMINISTRATION. — SURVEILLANCE.
CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Art. 15. — La société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus, par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la duré de leur mandat.

Ils sont rééligibles et révocables en tout temps.

Sont nommés comme premiers administrateurs :

— Monsieur Arthur Claerhout, préqualifié, pour lequel accepte son mandataire, Monsieur Soquet.

— Monsieur Léon Cordier, préqualifié, qui accepte.

— Monsieur le Comte Daniel d'Ursel, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 116, avenue Franklin D. Roosevelt, pour lequel accepte Monsieur le Comte Albert d'Aspremont Lynden, qui se porte fort pour lui.

— Monsieur Léon de Rudder, préqualifié, qui accepte.

— Monsieur Victor Soquet, préqualifié, qui accepte.

Les premiers administrateurs resteront en fonctions jusqu'après l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante huit, laquelle procèdera à leur réélection et, s'il y a lieu, à leur remplacement.

Tous les ans, à partir de cette époque, il sera procédé à la réélection ou au remplacement de tous les administrateurs.

DELEGATION DE POUVOIRS.

Art. 16. — Le conseil d'administration peut déléguer par substitution de mandat, les pouvoirs qu'il juge convenables à un ou plusieurs administrateurs pour l'administration courante de la société et pour l'exécution des décisions du Conseil d'administration.

Le Conseil peut aussi conférer à un ou plusieurs directeurs, associés ou non, les pouvoirs qu'il juge convenables pour la direction des affaires de la société.

Il peut passer, avec ce où ces directeurs, des contrats déterminant l'étendue de leurs attributions et de leurs pouvoirs, leur durée, laquelle pourra être supérieure à celle des fonctions du Conseil d'administration, l'importance de leurs avantages fixes ou proportionnels et les conditions de leur retraite et de leur révocation.

Le Conseil peut, en outre, conférer des pouvoirs à telle personne que bon lui semblera, par mandat spécial, pour un ou plusieurs objets déterminés.

Il peut aussi autoriser ses délégués à consentir des substitutions de pouvoirs.

En dehors des tantièmes prévus à l'article 34 et indépendamment du remboursement des frais de déplacement et de représentation et autres débours effectués par les administrateurs à l'occasion de l'exercice de leur mandat, le Conseil d'administration peut leur allouer des émoluments fixes et/ou proportionnels, et/ou des jetons de présence ou toutes autres rémunérations ou avantages sous quelque forme que ce soit et à porter aux frais généraux.

Chaque fois que le Conseil d'administration donnera un mandat spécial ou général à un administrateur, il pourra lui attribuer toutes rémunérations ou tous avantages qu'il estimera convenir, à porter aux frais généraux.

REUNION DU CONSEIL. — PROCES-VERBAUX.

Art. 17. — Le Conseil d'administration se réunit sur convocation de son Président, des administrateurs-délégués ou à la demande de l'un de ses membres.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Le Conseil d'administration délibère et statue valablement sur les questions portées à l'ordre du jour, à la condition que la majorité des membres soient présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de la représenter à une séance du Conseil et d'y voter en ses lieu et place.

Toute décision du Conseil d'administration est prise à la majorité des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside est prépondérante.

Si, dans une séance du Conseil d'administration, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par les administrateurs présents.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le Président du Conseil ou un administrateur délégué ou deux administrateurs.

POUVOIRS DU CONSEIL.

Art. 18. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus sans limitation ni réserve, pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale des actionnaires par les statuts ou par la loi, est de sa compétence.

Il peut, notamment, passer tous contrats, marchés et entreprises, vendre, acquérir, échanger, prendre et donner en location, tous biens meubles et immeubles, toutes concessions quelconques; consentir tous prêts, accepter toutes hypothèques ou autres garanties, conclure tous emprunts, consentir tous droits réels et toutes garanties mobilières ou immobilières, promettre la voie parée; faire et recevoir tous paiements, en exiger ou fournir toutes quittances; renoncer à tous droits hypothécaires ou tous privilèges, ainsi qu'à toutes actions résolutoires, donner mainlevée et consentir la radiation de toutes inscriptions hypothécaires, transcription, saisies, oppositions, nantissements, gages et autres empêchements quelconques, consentir toutes mentions ou subrogations, le tout avant comme après paiement, nommer et révoquer tous agents ou employés, fixer leurs attributions, traitements et cautionnements, en cas de contestations et de difficultés, plaider devant toutes juridictions, lever toutes sentences, jugements et arrêts, les faire exécuter, traiter tous intérêts sociaux, cette énumération étant exemplative et non limitative.

REPRESENTATION DE LA SOCIETE A L'EGARD DES TIERS.

Art. 19. — Tous les actes concernant la société et décidés par le Conseil, ainsi que les retraits de fonds, de valeurs, les mandats sur les banquiers, débiteurs et dépositaires, et les souscriptions, endos, acceptations ou acquits d'effets de commerce sont signés par le Président du Conseil ou par deux administrateurs à moins d'une délégation spéciale du Conseil à un seul administrateur ou à tout autre mandataire, notamment à un directeur général ou à des fondés de pouvoirs.

Les actes de service journalier, la correspondance, les pièces comptables peuvent être signés par un administrateur ou par le directeur, ou encore par le fondé de pouvoirs ou les chefs de service, attachés à l'administration, sous la responsabilité du Conseil.

REPRESENTATION AU CONGO BELGE.

Art. 20. — Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'étranger, à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera.

ACTIONS JUDICIAIRES.

Art. 21. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligences soit du Président ou d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le Conseil d'administration.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Art. 22. — Toutes les opérations sont surveillées par un ou un plus grand nombre de commissaires, associés ou non. Les commissaires sont nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat qui ne pourra excéder six années.

Les commissaires sortants sont toujours rééligibles.

Sont nommés comme premiers commissaires :

— Monsieur Albert Sinéchal, expert-comptable, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, 26, rue du Charme, ici intervenant.

— Monsieur Auguste Appart, préqualifié,

tous deux acceptant en personne.

Ces commissaires resteront en fonctions jusqu'après l'assemblée générale de mil neuf cent cinquante huit, laquelle procèdera à leur réélection et, s'il y a lieu, à leur remplacement.

Tous les ans, à partir de cette époque, il sera procédé à la réélection ou au remplacement de tous les commissaires.

Toutefois, à la majorité des trois/quarts des voix pour lesquels il est pris part régulièrement au vote, l'assemblée générale peut nommer les commissaires pour un terme de plusieurs années, sans que ce terme puisse excéder six années.

En cas de nomination, si, au premier tour de scrutin, aucun candidat ne réunit la majorité, il est procédé à un scrutin de ballotage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas de parité de suffrage à ce scrutin de ballotage, le candidat à désigner par voie de tirage au sort, sera proclamé élu.

L'assemblée générale annuelle fixe la somme nécessaire pour régler les émoluments des commissaires.

CAUTIONNEMENT DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES.

Art. 23. — Il sera déposé, pour chaque administrateur, à titre de cautionnement, cinquante actions de capital; pour chaque commissaire, vingt actions de capital.

Les administrateurs et commissaires ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Ils ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

TITRE IV.

ASSEMBLEE GENERALE.

Art. 24. — L'assemblée générale des actionnaires, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou dissidents.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE.

Art. 25. — L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se réunit le deuxième mardi du mois de juin et, pour la première fois, en mil neuf cent cinquante trois, au siège social ou au lieu désigné dans les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Un administrateur, un commissaire ou le cinquième des actionnaires, peuvent provoquer des assemblées générales extraordinaires en cas de nécessité.

CONVOCATIONS.

Art. 26. — Les convocations pour l'assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont publiées dans deux journaux, l'un de Léopoldville et l'autre de Bruxelles ainsi qu'aux annexes du Bulletin Administratif du Congo Belge ou aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge, quinze jours avant la date de la réunion.

Les actionnaires absents pourront se faire représenter par un autre actionnaire.

Les convocations des actionnaires en nom seront faites par simple lettre recommandée envoyée au moins quinze jours avant l'assemblée générale.

Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent se faire uniquement par lettre recommandé.

DROIT DE VOTE.

Art. 27. — Chaque action de capital donne droit à une voix.

Les titres ne représentant pas le capital exprimé ne pourront, en aucun cas, donner droit à plus d'une voix par titre, se voir attribuer dans l'ensemble un nombre de voix supérieur à la moitié attribué à l'ensemble des actions ou parts représentatives du capital exprimé, ni être comptés dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux tiers du nombre des voix émises par les actions ou parts représentatives du capital exprimé.

Au cas où les votes soumis à la limitation sont émis en sens différents, les réductions s'opèrent proportionnellement; il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

La réduction aux deux tiers ne s'opère pas lorsqu'il y a lieu à application du décret du vingt deux juin mil neuf cent quatorze.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

Art. 28. — Lorsque l'assemblée générale aura a délibérer sur l'augmentation ou la réduction du capital ou la fusion de la société avec d'autres sociétés, ou sur la transformation en une société d'une forme différente ou toutes autres modifications aux statuts, elle ne pourra valablement statuer que si l'objet des modifications proposées a été indiqué spécialement dans les convocations et que si ceux qui assistent à l'assemblée représentent la moitié au moins du capital social. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et une nouvelle assemblée délibèrera valablement quelle que soit la portion du capital représenté.

Dans l'un ou l'autre cas, la décision ne sera valablement prise que si elle réunit les trois/quarts des voix pour lesquelles il est pris part régulièrement au vote.

Lorsque la délibération est de nature à modifier le droits respectifs revenant à diverses catégories de titres, elle doit, pour être valable, réunir, dans chaque catégorie, les conditions de présence et de majorité requises par le présent article.

BUREAU.

Art. 29. — Le Président, ou, à son défaut, l'administrateur qui le remplace, préside l'assemblée. Le secrétaire est désigné par le Président et les scrutateurs sont désignés par l'assemblée.

DEPOT DE TITRES.

Art. 30. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions nominatives autre que les administrateurs et les commissaires, doivent faire parvenir au siège administratif, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, l'indication du nombre d'actions pour lesquelles ils désirent prendre part au vote; les propriétaires d'actions au porteur doivent, en observant le même délai, avoir déposé leurs titres au siège administratif ou dans un des établissements désignés dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire spécial pourvu que celui-ci soit lui même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée.

ORDRE DU JOUR.

Art. 31. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise en délibération si elle n'est pas signée par des actionnaires représentant le cinquième du capital social et si elle n'a pas été communiquée, en temps utile, au Conseil d'administration pour être insérée dans les avis de convocation.

Une liste de présence indiquant le nom des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent, doit être signée par chacun d'eux ou par leur mandataire avant d'entrer à l'assemblée.

PROCES-VERBAUX.

Art. 32. — Les procès-verbaux des assemblées sont obligatoirement signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui en expriment le désir.

Les expéditions ou extraits conformes sont signés par le Président ou un administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

TITRE V.

ECRITURES SOCIALES. — EXERCICE SOCIAL.

Art. 33. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Au trente et un décembre et, pour la première fois, le trente et un décembre mil neuf cent cinquante deux, le Conseil d'administration arrête les écritures et forme le bilan et le compte de profits et pertes.

Trois mois avant la date de l'assemblée générale, les comptes, les inventaires et le rapport du Conseil d'administration seront tenus au siège social et au siège administratif à la disposition des commissaires.

Quinze jours avant l'assemblée générale, les commissaires déposeront au siège social et au siège administratif, un rapport contenant leurs propositions.

Les actionnaires pourront, à partir de cette date, prendre connaissance de tous ces documents.

L'assemblée générale ordinaire statue sur l'approbation du bilan et du compte de profits et pertes. Elle se prononce par vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires.

REPARTITION BENEFICIAIRE.

Art. 34. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges, frais généraux et amortissement nécessaires, constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé :

a) D'abord cinq pour cent au moins, affectés à la formation d'un fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint et se maintiendra au dixième du capital social.

b) Ensuite, la somme nécessaire pour attribuer aux actions de capital un premier dividende de six pour cent du montant appelé et versé.

c) Sur le solde il est attribué quinze pour cent au Conseil d'administration pour être répartis entre ses membres suivant leurs conventions personnelles.

Le solde restant sera réparti entre toutes les actions de capital.

Toutefois, l'assemblée générale pourra, sur la proposition du Conseil d'administration, décider que tout ou partie de ce dernier solde sera affecté à la création ou à l'alimentation d'un fonds de réserve spécial, de provision ou reporté à nouveau.

Chaque année, le bilan et le compte de profits et pertes seront publiés un mois après l'approbation de l'assemblée générale, aux annexes du Bulletin Administratif du Congo Belge et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge.

DIVIDENDES.

Art. 35. — Les dividendes sont payables aux endroits et aux époques fixés par le Conseil d'administration.

TITRE VI.

LIQUIDATION. — DISSOLUTION.

Art. 36. — En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de dissolution de la société. Si la perte atteint les trois/quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un/quart des actions représentées à l'assemblée.

Art. 37. — En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale a les droits les plus étendus pour désigner le ou les liquidateurs, déterminer leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixer le mode de liquidation.

Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, le solde sera affecté d'abord au remboursement des actions de capital.

Si, au moment de la dissolution de la société, toutes les actions devaient ne pas être libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder à une répartition, devront mettre toutes les actions sur pied d'égalité soit par des remboursements préalables au profit des actions libérées dans une proportion supérieure, soit par des appels de fonds à charge des titres libérés dans une proportion moindre.

Le surplus de l'avoir social sera réparti entre toute les actions de capital.

DISPOSITIONS GENERALES. — ELECTION DE DOMICILE.

Art. 38. — Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur fait obligatoirement élection de domicile au siège administratif de la société.

Toutes communications judiciaires ou extrajudiciaires lui seront valablement faites en cet endroit.

CONDITION SUSPENSIVE.

Art. 39. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par Arrêté Royal conformément à la loi congolaise.

DROIT COMMUN.

Art. 40. — Pour tout ce qui n'est pas prévu au présents statuts et en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement pourvu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

DECLARATION RELATIVE AUX FRAIS.

Art. 41. — Les frais, dépenses, rémunérations, charges, sous quelque forme que ce soit, incombent à la société et seront à sa charge en raison de sa constitution; ils s'élèveront approximativement à la somme de cent trente mille francs.

Dont acte sur projet.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, tant de ce qui précède que de l'article 203 du Code des droits d'enregistrement, les comparants ont signé avec le Notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles a. c. II le 11 juin 1952. Vol. 1382, folio 68, Ce 9. Treize rôles cinq renvois. Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) Abras.

Pour expédition conforme.

(signé) P. VAN HALTEREN.

Pierre Van Halteren, Notaire, Bruxelles-Brabant.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles, Président.

Vu par Nous Adrien Elleboudt, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Van Halteren, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. N° 8857.

Bruxelles, le 12 juin 1952.

(signé) A. Elleboudt.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Adrien Elleboudt, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 13 juin 1952.

Le Chef de Bureau, (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 13 juin 1952.

Le Conseiller adjoint, (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,	Mij bekend,
le Ministre des Colonies,	de Minister van Koloniën,
le 21 juin 1952.	de 21 Juni 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Huileries et Plantations du Kwango

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège administratif : 39, Longue rue de l'Hôpital, Anvers.

Siège social : Fumu-Putu (district du Kwango), Congo Belge.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 21.744.

Registre du Commerce de Léopoldville : n° 2473.

—

Constituée par acte passé le 22 janvier 1930 devant Me. Alfred Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, publié aux annexes du Moniteur Belge du 12 février 1930, n° 1661, et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1930; arrêté royal du 17 février 1930. Modifications aux statuts, par acte passé devant Me. Antoine Cols, notaire à Anvers, le 27 décembre 1935, publié aux annexes du Moniteur Belge du 15 février 1936, n° 1638, et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1936; arrêté royal du 1er février 1936.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains et concessions	1.723.160,61
Plantations en collaboration avec les indigènes . . .	101.693,01
Plantations	2.621.062,58
Bâtiments	9.132.193,03
Machines et matériel	13.533.132,52
Futaille	471.613,19

Mobilier	440.834,23
Welfare	1.744.433,51
Frais de constitution et de premier établissement	Mémoire
Réévaluation des immobilisations	14.981.948,05
Disponible et réalisable :	
Disponible	8.198.837,28
Débiteurs	13.252.115,95
Marchandises et approvisionnements en magasin et en cours de route	6.987.601,45
Produits en magasin et en cours de route	5.847.073,15
Comptes d'ordre :	
Dépôts statutaires	460,—
Débiteurs pour dommages de guerre	215.865,11
Débiteurs pour valeurs en dépôt libre	460,—
	79.252.483,67

PASSIF.

Envers la Société :	
Capital social	3.000.000,—
représenté par 12.000 actions de capital de 250 fr. et 24.000 parts de fondateur sans mention de valeur.	
Réserves et amortissements	32.265.858,29
Plus-value de réévaluation	14.981.948,05
Plus-value immunisée sur réalisations immobilisations	71.682,95
Envers les tiers :	
Fonds pour Welfare	2.600.000.—
Prévisions diverses	3.056.628,14
Créditeurs divers	3.511.302,32
Dividendes à payer	15.709,85
Comptes d'ordre :	
Déposants statutaires	460,—
Dommages de guerre à récupérer	215.865,11
Dépôt libre titres	460,—
Profits et pertes :	
Report antérieur	9.062.083,47
Bénéfice de l'exercice	10.470.485,49
	79.252.483,67

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux Europe		1.373.551,15
Solde bénéficiaire :		
— report antérieur	9.062.083,47	
— bénéfice de l'exercice	10.470.485,49	
		19.532.568,96
		20.906.120,11

CREDIT.

Report à nouveau	9.062.083,47
Résultats d'exploitation	11.844.036,64
	20.906.120,11

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 juin 1952.

A l'unanimité des voix, l'assemblée :

1) Approuve les bilan et compte de profits et pertes ainsi que la répartition bénéficiaire de l'exercice 1951;

2) Par un vote spécial, donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion et de leur mandat de contrôle pendant le dit exercice;

3) Réélit Monsieur Alphonse ENGELS en qualité d'administrateur pour un nouveau terme statutaire.

Répartition bénéficiaire.

— Premier dividende de fr. 30,— brut aux actions de capital	360.000,—
— Tantièmes statutaires	1.011.048,55
— Deuxième dividende de fr. 170,— brut aux actions de capital	2.040.000,—
— Dividende de fr. 85,— brut aux parts de fondateur .	2.040.000,—
— A la réserve extraordinaire	9.750.000,—
— Solde à reporter	4.331.520,41
	19.532.568,96

Le Conseil d'Administration fixera la date de mise en payement des dividendes.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Président :

M. Alphonse ENGELS, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, Avenue du Hoef, 24, Uccle.

Administrateur-délégué :

M. Georges GEERTS, ingénieur, avenue Edmond Mesens, 63, Etterbeek.

Administrateurs :

M. René LAURENT, ingénieur commercial, rue Madame Courtmans, 31, Berchem-Anvers.

M. Honoré LOONTJENS, administrateur de société, chaussée de Malines, 243, Anvers.

M. Jean MERTENS, administrateur de sociétés, avenue Van Ryswyck, 130, Anvers.

M. Marcel VAN BIERVLIET, industriel, avenue Molière, 291, Bruxelles.

M. Adhémar VANDEMOORTELE, industriel, Isegem.

M. Léon VAN CAENEGEM, administrateur-directeur de société, Fumu-Putu (Congo Belge).

COLLEGE DES COMMISSAIRES :

M. Théophile ALLARD, administrateur de sociétés, avenue de l'Orée, 19, Bruxelles.

M. Jean BARRE, ingénieur, rue Papenkasteel, 99, Uccle.

M. Henri VAN BIERVLIET, industriel, avenue Michel-Ange, 48, Bruxelles.

Pour extrait conforme.

Deux Administrateurs :

René LAURENT. Georges GEERTS.

Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social à Elisabethville (Katanga).

Siège Administratif, 7, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 152.68.

—

Créée par décret du Roi Souverain en date du 31 octobre 1906, publié au Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo de novembre 1906 (n° 11, page 460 et suivantes). Annexes au Moniteur Belge du 27/28 octobre 1919 — pages 1010 et suivantes.

Modifications aux Statuts votées :

1°) par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 avril 1925, approuvées par A.R. du 29 mai 1925 (voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1925, page 276 et publiées aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1925, pages 336 et suivantes) ;

2°) par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 3 juillet 1928, approuvées par A.R. du 4 septembre 1928 (voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1928, page 4735 et publiées aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1928, pages 1371 et suivantes) ; Annexes au Moniteur Belge du 27 juillet 1928, pages 1096 et 1097 ;

3°) par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 février 1940, approuvées par A.R. du 15 mars 1940 (voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1940, pages 403 et 404 publiées aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1940, pages 208 et suivantes)

4°) par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 octobre 1948, approuvées par A.R. du 29 novembre 1948 (voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1949, page 79 et publiées aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1949, pages 149 et suivantes). Annexes au Moniteur Belge des 15 et 18 janvier 1949, pages 673, 674 et 675.

5°) par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 décembre 1951, approuvées par A.R. du 4 janvier 1952 (voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1952, page n° 318 et Annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1952, pages n° 268 et suivantes).

6°) par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 mars 1952, approuvées par A.R. du 28 avril 1952 (voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1952, page n° 1045 et annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge, page n° 954 et suivantes).

BILAN DE L'EXERCICE 1951

ACTIF

I. — IMMOBILISE :		
Intervention de la Compagnie dans le Fonds de Construction L. K. D.		2.000.000
II. — REALISABLE :		
Portefeuille	20.443.309	
Débiteurs divers	1.137.797	
		21.581.106
III. — DISPONIBLE.		16.645.505
IV. — COMPTES D'ORDRE :		
Gestions diverses		2.619.481.034
Garanties statutaires		P. M.
Engagements et contrats divers en cours		P. M.
		2.659.707.645

PASSIF

I. — DETTES DE LA COMPAGNIE ENVERS ELLE-MEME :	
Capital	30.000.000
II. — DETTES DE LA COMPAGNIE ENVERS DES TIERS :	
Créditeurs Divers	2.171.845
III. — COMPTES CREDITEURS	1.088.295
IV. — PROFITS ET PERTES	6.966.471
	40.226.611
V. — COMPTES D'ORDRE :	
Gestions diverses	2.619.481.034
Garanties statutaires	P. M.
Engagements et contrats divers en cours	P. M.
	2.659.707.645

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1951

DEBIT

Frais d'Administration	388.198
Provision pour impôt complémentaire	884.761
Solde	6.966.471
	8.239.430

CREDIT

Produit de l'Exercice	8.217.356
Bénéfice sur Portefeuille	22.074
	8.239.430

Le coupon n° 4 sera payable, en francs belges, à partir du 3 juillet 1952, aux guichets de la Banque de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles, ou en francs congolais, à partir du 10 juillet 1952, aux guichets de la Banque du Congo Belge, à Elisabethville, par frs. 480,—, net d'impôts.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. GILLET, Paul, ingénieur, 45, rue Edmond Picard, à Uccle-Bruxelles.

Président Honoraire :

M. le Baron CARTON de WIART, Docteur en droit, 177, avenue de Tervueren à Bruxelles.

Vice-Président :

M. JADOT, Odon, ingénieur, 14, square du Val de la Cambre à Ixelles.

Administrateur-Délégué :

M. SOREL, Paul, ingénieur, 75, rue du Marteau, à Bruxelles.

Administrateurs :

M. le Comte Albert de BEAUFFORT, Docteur en droit, 68, avenue de la Toison d'Or à Bruxelles.

M. DE BUSSCHERE, Joseph, ingénieur, 6, avenue de l'Echevinage, à Bruxelles.

M. GILSON, André, Commissaire Général Honoraire de la Colonie, 194a, avenue de Tervueren, à Woluwe St-Pierre.

M. JADOT, Lambert, ingénieur, 15a, rue du Bourgmestre à Ixelles-Bruxelles.

M. SCRAEYEN, Léonard, ingénieur, 70, avenue Franklin D. Roosevelt, Bruxelles.

M. VAN LAERE, René, Directeur Général au Congo Belge, 433, avenue Georges Henri à Woluwe St-Lambert.

M. VAN MULDERS, Maurice, ingénieur, 31, avenue René Gobert à Uccle-Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES :

M. CLAVIER, Robert, ingénieur, 105, avenue Lambeau à Woluwe St-Lambert.

M. de RYCKMAN de BETZ, Edmond, Avocat, Château de Petit Fresin à Montenaeken (Limbourg).

M. FELSENHART, Victor, Agent de Change, 216, rue de la Loi, Bruxelles.

M. KOECKX, Jean, Secrétaire de Sociétés, 7, avenue Emile Van Becelaere à Watermael-Boitsfort.

M. PUISSANT-BAEYENS, Lucien, Administrateur de Sociétés, 2, rue du Monastère à Bruxelles.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES
DU 1er JUILLET 1952.

.....

L'Assemblée réélit en qualité d'Administrateur, MM. le Baron CARTON de WIART et Odon JADOT, Administrateurs sortants et rééligibles.

Elle réélit en qualité de Commissaire, Monsieur Edmond de RYCKMAN de BETZ, Commissaire sortant et rééligible.

Elle élit en qualité d'Administrateur, Monsieur André de SPIRLET.

.....

Bruxelles, le 5 juillet 1952.

POUR COPIE CONFORME :

L'Administrateur-Délégué,
P. SOREL.

Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

—

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 1er JUILLET 1952.

.....

Le Conseil réélit Monsieur Odon JADOT en qualité de Vice-Président, avec les mêmes pouvoirs que ceux qu'il possédait antérieurement dans ces mêmes fonctions.

.....

Bruxelles, le 5 juillet 1952.

POUR COPIE CONFORME :

Un Administrateur Directeur,
M. Van Mulders.

L'Administrateur-Délégué,
P. Sorel.

Compagnie Forestière de l'Equateur

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Wendji-lez-Coquilhatville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles : 112, rue du Commerce.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 63.585.

—

Statuts du 6 mars 1933 et modifications des 18 novembre 1935, 27 novembre 1936 et 26 juin 1941, publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 juin 1933, 15 février 1936, 15 février 1937 et 15 août 1941. Autorisé par Arrêté Royal du 26 avril 1933.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

(Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 26-6-1952)

ACTIF

DISPONIBLE :		
Dépôts à vue et à court terme	fr.	127.575,14
REALISABLE :		
Emprunt de l'assainissement monétaire (fonds bloqués)		220.000,—
Portefeuille-titres		1.026.885,—
Débiteurs divers		27.808,20
COMPTES D'ORDRE :		
Dépôts statutaires.		P. M.
	Fr.	1.402.268,34

PASSIF

NON EXIGIBLE :		
Capital		1.000.000,—
Réserve statutaire		100.000,—
EXIGIBLE :		
Créditeurs divers		92.524,—
COMPTES TRANSITOIRES		22.050,75
COMPTES D'ORDRE :		
Déposants statutaires.		P. M.

RESULTATS :

Solde reporté au 31 décembre 1950		10.210,99
Solde bénéficiaire de l'exercice		177.482,60
	Fr.	1.402.268,34

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais généraux	fr.	95.173,25
Provision fiscale		15.000,—
Solde bénéficiaire au 31 décembre 1951		187.693,59
	Fr.	297.866,84

CREDIT

Solde reporté au 31 décembre 1950	fr.	10.210,99
Intérêts et dividendes perçus		76.446,05
Bénéfice sur réalisation titres		211.209,80
	Fr.	297.866,84

REPARTITION DES BENEFICES

Premier dividende de 5% à chacune des 5.000 actions de 200 fr., soit 10 fr. par action	fr.	50.000,—
Tantièmes au Conseil général : 10 % du solde des bénéfices de l'exercice, soit fr. 127.482,60		12.748,59
Second dividende de fr. 14,096 par action		70.482,—
Réserve pour fluctuations de la valeur du portefeuille		40.000,—
Report à nouveau		14.463,—
		187.693,59

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 26 JUIN 1952.

A l'unanimité, l'assemblée réélit, pour un terme de trois ans, M. Albert Deligne, administrateur sortant, et pour un terme d'un an, M. Désiré Tilmant, commissaire sortant.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN FONCTION

M. Herman Teirlinck, administrateur de société, Huis Uwenberg, Beersel (Loth) ; Président.

M. Albert Deligne, directeur de société, 98, rue de Linthout, Bruxelles 3, administrateur-délégué.

M. Henri Depage, administrateur de sociétés, 44, avenue du Parc de Woluwé, Auderghem, administrateur.

COMMISSAIRE

M. Désiré Tilmant, expert-comptable, 19, rue Raoul Warocqué, Morlanwelz.

Bruxelles, le 4 juillet 1952.

Pour copie certifiée conforme.

A. DELIGNE.

Administrateur-délégué.

Exploitation Forestière au Kasai

Société congolaise à responsabilité limitée

Registre du Commerce de Bruxelles n° 49376.

Siège social à ELISABETHVILLE (Congo Belge).

Siège administratif à BRUXELLES, 7, Rue Montagne du Parc.

—

Constituée le 7 novembre 1930 et autorisée par Arrêté Royal du 15 décembre 1930. Statuts publiés aux annexes du Moniteur Belge du 22-23 décembre 1930 et aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1931.

Modifications aux Statuts votées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 mars 1937, publiées aux annexes du Moniteur Belge du 9 mai 1937 et aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge de mai 1937.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

ACTIF

I. — IMMOBILISE :		
Premier Etablissement réévalué . . .	59.077,027,—	
dont à déduire pour amortissements . .	30.008.313,—	
		29.068.714,—

II. — REALISABLE :

Portefeuille	1.169.590,—	
Magasins	7.316.909,—	
Débiteurs Divers	5.292.525,—	
Actionnaires	2.685.375,—	
		16.464.399,—

III. — DISPONIBLE :

Banques, Chèques-Postaux, Caisses	2.651.956,—

IV. — COMPTES DEBITEURS DIVERS | 294.913,—

V. — COMPTES D'ORDRE :

Titres constituant les cautionnements statutaires	P. M.
Engagements et contrats divers en cours	P. M.
Fr.	48.479.982,—

PASSIF

I. — DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital : 40.000 actions de fr. 500,—	20.000.000,—	
Réserves statutaires	2.500.000,—	
Réévaluation du 1er Etablissement	16.650.835,—	
		39.150.835,—

II. — FONDS D'ASSURANCE INCENDIE | 530.765,—

III. — DETTES DE LA SOCIETE ENVERS DES TIERS :

Créditeurs divers	4.863.718,—

IV. — COMPTES CREDITEURS DIVERS | 1.918.901,—

V. — COMPTES D'ORDRE :

Propriétaires des cautionnements statutaires	P. M.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	P. M.

VI. — PROFITS ET PERTES :

Bénéfice de l'exercice 1951	2.015.763,—
Fr.	48.479.982,—

PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais généraux	fr.	691.678,—
Amortissement du Premier Etablissement		4.050.510,—
Provision pour impôts		340.000,—
Intérêts sur dotations Fonds de Pensions		111.265,—
SOLDE		2.015.763,—
	Fr.	7.209.216,—

CREDIT

Intérêts, revenus du Portefeuille et divers		41.410,—
Résultats d'Exploitation de l'Exercice 1951		7.167.806,—
	Fr.	7.209.216,—

REPARTITION

Premier dividende de 6 %		1.038.878,—
Tantièmes aux Administrateurs et Commissaires . . .		117.226,—
Le solde aux actions		859.659,—
	Fr.	2.015.763,—

SITUATION DU CAPITAL AU 24 JUIN 1952.

Entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Président :

M. Odon JADOT, Ingénieur, 14, Square du Val de la Cambre, à Ixelles.

Administrateur-Délégué :

M. Maurice Van MULDERS, Ingénieur, 31, Avenue René Gobert, à Uccle.

Administrateurs :

M. Jules COUSIN, Ingénieur, Elisabethville (Congo Belge).

M. Joseph De BUSSCHERE, Ingénieur, Avenue de l'Echevinage, 6, à Uccle.

M. Camille de JACQUIER de ROSEE, Directeur de Sociétés, 113, Hermanmont, à Vielsalm.

M. Alphonse ENGELS, Vice-Gouverneur-Général Honoraire du Congo Belge, 24, Avenue du Hoef, à Uccle.

M. Auguste GERARD, Docteur en Droit, 6, Avenue de la Jonction, à Bruxelles.

M. Pierre JADOT, Ingénieur, Château de Jolimont, à La Hulpe.

M. Paul SOREL, Ingénieur, 75, Rue du Marteau, à Bruxelles.

Commissaires :

M. Louis HABRAN, 33, Rue Van Ostade, à Bruxelles.

M. René PELSMAEKERS, Secrétaire de Sociétés, 258, Avenue de Tervueren, à Woluwe St-Pierre.

M. Hubert SQUELIN, Ingénieur Commercial, 154, Rue des Cottages, à Uccle.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES
DU 24 JUIN 1952.

.....

L'Assemblée examine et approuve le Bilan et le Compte de Profits et Pertes de l'Exercice 1951, ainsi que la répartition des bénéfices proposée par le Conseil d'Administration.

.....

L'Assemblée réélit en qualité d'Administrateurs, Messieurs Odon JADOT et Alphonse ENGELS.

.....

Elle réélit en qualité de Commissaire, Monsieur Hubert SQUELIN.

.....

Bruxelles, le 4 juillet 1952.

POUR COPIE CONFORME :

Un Administrateur,
(s) P. Sorel.

L'Administrateur-Délégué,
(s) M. Van Mulders.

Société Minière du Kasai

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Tshikapa (Kasai) — Congo Belge.

Siège administratif : Rue de Naples, n° 41, Ixelles-Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 8.871.

—

Acte constitutif et modifications publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1920, aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 février 1924, 15 mars 1935 et 15 février 1939, aux annexes au Moniteur Belge des 5 janvier 1935 (acte n° 167), 1er février 1939 (acte n° 961) et 22-23 juillet 1946 (acte n° 15210).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 2 juillet 1952

ACTIF

I. — IMMOBILISE :		
Premier établissement . . . . . fr.		1,—
II. — REALISABLE :		
Portefeuille	8.115.657,—	
Fonds publics belges et congolais . . .	4.346.880,—	
Débiteurs	2.593.588,—	
		15.056.125,—
III. — DISPONIBLE :		
Banquiers.		9.020.152,—
IV. — DIVERS :		
Comptes débiteurs. . . . . (1)		9.595.730,—
V. — COMPTES D'ORDRE :		
Garanties statutaires		P. M.
Engagements et contrats divers en cours		P. M.
	Fr.	33.672.008,—

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes d'actif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre Kasai-Luebo.

PASSIF

I. — DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital :		
10.000 actions de capital de 500 francs chacune	5.000.000,—	
10.000 actions de dividende sans désignation de valeur	P. M.	
Réserve statutaire	5.000.000,—	
Fonds spécial de prévision	5.000.000,—	
		15.000.000,—
II. — FONDS D'ASSURANCE ET DE PROVISIONS DIVERSES		8.255.280,—
III. — DETTES DE LA SOCIETE ENVERS DES TIERS :		
Montants non appelés sur participations	740.000,—	
Créditeurs	85.660,—	
		825.660,—
IV. — DIVERS :		
Comptes créditeurs (2)		4.753.475,—
V. — COMPTES D'ORDRE :		
Titulaires des garanties statutaires		P. M.
Créditeurs éventuels pour contrats et divers en cours		P. M.
VI. — PROFITS ET PERTES :		
Solde en bénéfice		4.837.593,—
	Fr.	33.672.008,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais d'administration et divers	fr.	292.652,—
Droits de sortie		2.094.109,—
Fonds d'assurance et de provisions diverses		600.000,—
Solde en bénéfice		4.837.593,—
	Fr.	7.824.354,—

(2) Ce montant comprend notre participation dans les comptes de passif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre Kasai-Luebo.

CREDIT

Produits de l'exercice	fr.	6.274.602,—
Intérêts		192.773,—
Revenus et produits du portefeuille		1.152.832,—
Rentrées diverses		204.147,—
	Fr.	7.824.354,—

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE :

Tantièmes	fr.	241.879,—
Prévision pour personnel		241.880,—
Aux 10.000 actions de capital	(1)	2.176.917,—
Aux 10.000 actions de dividende		2.176.917,—
	Fr.	4.837.593,—

Situation du capital : entièrement libéré.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES
DU 2 JUILLET 1952.

L'assemblée réélit, en qualité d'administrateur, Monsieur Paulo de HEMPTINNE. Son mandat expire en 1958.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. le Comte LIPPENS, Maurice, Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, 1, Square du Val de la Cambre, Bruxelles, Président du Conseil d'administration.

LANCSWEERT, Prosper, Ingénieur Civil des Mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-St-Pierre, Bruxelles, Administrateur-délégué.

de HEMPTINNE, Paulo, Administrateur de sociétés, 10-12, rue Mignot Delstanche, Ixelles-Bruxelles, Administrateur.

GERARD, Auguste, S., Administrateur de sociétés, 6, avenue de la Jonction, Forest-Bruxelles, Administrateur.

GILSON, André, H., Administrateur de sociétés, 194a, avenue de Tervueren, Woluwe-St-Pierre, Bruxelles, Administrateur.

(1) Net : 180 francs.

KOECKX, Jean, Administrateur de sociétés, 7, avenue Van Becelaer, Boitsfort, Bruxelles, Administrateur.

PARMENTIER, Albert, Ingénieur Civil des Mines, 24, avenue des Cerisiers, Schaerbeek-Bruxelles, Administrateur.

RELECOM, Jacques, Ingénieur Civil des Mines, 435, avenue Louise, Bruxelles, Administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES

MM. le Chevalier Josué HENRY de la LINDI, Officier retraité, 54, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-St-Pierre—Bruxelles.

MATHY, Joseph, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes, Bruxelles.

INGENBLEEK, Jules, Administrateur de sociétés, 69, avenue Louis Lepoutre, Ixelles-Bruxelles.

le Major VAN DEN HEUVEL, Fernand, Joseph, Marie, Administrateur de sociétés, 52, avenue Charles Thielemans, Woluwe-St-Pierre — Bruxelles.

Pour copie certifiée conforme.

Bruxelles, le 4 juillet 1952.

SOCIETE MINIERE DU KASAI
(Société à responsabilité limitée)

Un Administrateur, P. de HEMPTINNE.

L'Administrateur-délégué, P. LANCSWEERT.

Plantations de Sinda

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

ACTIF

IMMOBILISE :	
Emphytéose	880.000,—
Frais de constitution	50.000,—
Boisements	350.000,—
Etabliss. plantations café	2.500.000,—
Etabliss. plantations quinquina . . .	200.000,—

Etabliss. plantations pyrèthre	459.000,—	
Bâtiments et constructions	1.000.000,—	
Matériel et outillage	520.000,—	
Matériel roulant	186.000,—	
Mobilier	20.000,—	
		6.165.000,—
REALISABLE :		
Participations	93.800,—	
Cheptel	322.924,—	
Stocks produits	1.365.000,—	
Avances à encaisser s/produits	452.488,50	
Débiteurs divers	98.069,—	
		2.332.281,50
Compte débiteur		134.190,—
DISPONIBLE :		
Banquier en Europe	160.113,54	
Banquier en Afrique	504.839,47	
		664.953,01
COMPTE D'ORDRE :		
Cautionnements administrateurs et commissaire		P. M.
		9.296.424,51

PASSIF

DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :		
Capital		4.000.000,—
Réserve légale.		46.500,—
DE LA SOCIETE ENVERS LES TIERS :		
Participations à libérer	25.000,—	
Frais voyages et congés à régler	167.023,—	
Créditeurs divers	691.138,15	
Prévisions fiscales	292.145,—	
Créditeur apporteur	3.500.000,—	
		4.675.306,15
COMPTE D'ORDRE :		
Administrateurs et commissaire leur cautionnement		P. M.

PERTES et PROFITS :		
Report antérieur	58.686,66	
Bénéfice de l'exercice.	515.931,70	
		574.618,36
		9.296.424,51

Arrêté par le Conseil d'Administration en séance du 7 juin 1952.

Vérifié par le Commissaire le 7 juin 1952.

Pour copie conforme :

(s) A. de Walque.

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais d'administration		868.915,85
Frais d'exploitation des plantations café, quinquina, pyrèthre et boisements		2.134.351,05
Stocks au 1er janvier 1951		1.577.394,—
Amortissements 1951		678.169,40
Redressements exercice antérieur		103.808,—
Redevance et participation		445.780,—
Prévision fiscale		137.000,—
Solde créditeur :		
report antérieur	58.686,66	
Bénéfice de l'exercice	515.931,70	
		574.618,36
		6.520.036,66

CREDIT

Report exercice antérieur	58.686,66
Ventes café et stock	2.799.410,98
Ventes écorces quinquina et stock	89.579,75
Ventes pyrèthre et stock	3.347.435,27
Ventes produits élevage	224.428,—
Divers	496,—
	6.520.036,66

REPARTITION

1° 5 % à la Réserve légale	26.000,—
2° Dividende brut de fr. 602,40 soit 500 fr. aux 800 p. soc.	481.920,—
3° Report à nouveau	66.698,36
	574.618,36

Arrêté par le Conseil d'Administration en séance du 7 juin 1952.

Vérifié par le Commissaire le 7 juin 1952.

Pour copie conforme :

(s) A. de Walque.

Plantations de Sinda

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social : SINDA (Rutshuru) — Kivu (Congo Belge)

—

ASSEMBLEE GENERALE DU 1er JUILLET 1952

Extrait du procès-verbal.

L'Assemblée a approuvé à l'unanimité :

1° Le Bilan,

2° le Compte de Profits et Pertes,

3° la gestion des administrateurs,

4° la décharge aux administrateurs et commissaire,

5° la répartition du bénéfice proposée par le Conseil,

6° la nomination, comme administrateurs et commissaire, pour un nouveau terme de six ans, des administrateurs et commissaire sortants et rééligibles.

Le Président du Conseil,

(s) A. de Walque.

Plantations de Sinda

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social : SINDA (Rutshuru) — Kivu (Congo Belge)

—

LISTE DES ADMINISTRATEURS AU 31 DECEMBRE 1951

Monsieur André de Walque, « La Vieille Maison », Rixensart, Président.

Mademoiselle Jeanne Le Brun, c/o Plantations de Sinda, Rutshuru (Kivu) Administrateur.

Baron de le Court, 26, Avenue de la Couronne, Bruxelles, Administrateur.

Monsieur André Le Brun, c/o Plantations de Sinda, Rutshuru (Kivu), Administrateur.

Monsieur Henri Le Docte, 67, rue de la Charité, Bruxelles, Commissaire.

Le Président du Conseil,

(s) A. de Walque.

Compagnie du Kivu

Société Anonyme à Anvers

34, avenue Rubens.

Registre du Commerce d'Anvers n° 111.

Registre du Commerce d'Usumbura n° 534.

—

POUVOIRS. — DEMISSION ET NOMINATIONS.

Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration du 5 juin 1952.

Le Conseil d'Administration acte la démission de fondé de pouvoirs, donnée par Monsieur François EVERAERTS, pour cause d'invalidité, et lui accorde décharge honorable de ses fonctions.

Il nomme :

Fondés de pouvoirs: Messieurs Sylvain THEUNIS, Maurice JANSSENS, Gaston TORFS,

et Fondé de pouvoirs principal: Monsieur Raoul HILDEBERT.

Les actes de gestion journalière et ceux relatifs à l'expédition des affaires courantes de la société pourront donc dorénavant être signés par l'une des personnes désignées ci-après signant conjointement avec un administrateur :

1. M. Grégoire HELLEMANS, secrétaire général, chef du personnel, 81, avenue du Printemps, à Edegem.

2. M. Raoul HILDEBERT, fondé de pouvoirs principal, 57, rue Stéphanie à Anvers.

3. M. Raymond GEELEN, fondé de pouvoirs, 55, avenue Prince Léopold à Mortsel.

4. M. Sylvain THEUNIS, fondé de pouvoirs, 54, rue de la Barrière à Lierre.

5. M. Maurice JANSSENS, fondé de pouvoirs, 91, avenue Isabelle à Anvers.

6. M. Gaston TORFS, fondé de pouvoirs, 23, rue des Capucines à Anvers.

Sauf les modifications ci-dessus, les pouvoirs conférés en date du 28 décembre 1944, tels que publiés aux annexes au Moniteur Belge du 17 janvier 1945, sous le n° 340 et aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 avril - 15 mai 1946, page 595, restent maintenus.

Anvers, le 5 juin 1952.

Pour extrait certifié conforme.

Compagnie du Kivu, Société Anonyme.

Le Président du Conseil,

(sé) N. DECKER.

Sceau Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Decker, apposée au recto.

Bruxelles, le neuf juin 1952.

Le Conseiller-adjoint, (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Sceau du Service de la Justice et du Contentieux du Ruanda-Urundi.

Vu pour légalisation de la signature de Monsieur N. Cornet, apposée ci-dessus.

Usumbura, le 24 juin 1952.

Le Chef du Service du Contentieux et de la Justice a. i. (sé) J. Barbier.

Droits perçus : 40 frs.

Quittance n° 19940 du 24 juin 1952.

Sceau du Greffier du Tribunal de 1re Instance du Ruanda-Urundi.

AS n° 983.

Reçu au Greffe du Tribunal de 1re Instance du Ruanda-Urundi à Usumbura le vingt cinq juin 1900 cinquante-deux,

et inscrit au registre ad-hoc sous le numéro neuf cent quatre-vingt trois.

Le Greffier du Tribunal de 1re Instance (sé) W. Flament.

Perçu : droit dépôt : 200,—.

2 copies : 160,—.

Suivant quitt. nr 31304 du 25-6-1952.

Pour copie certifiée conforme.

Le Greffier,

(sé) W. FLAMENT.

Société pour la Fabrication au Congo de Boîtes Métalliques et tous Articles en Tôle Emaillée, Galvanisée ou en Fer Blanc en abrégé « COBEGA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Léopoldville (Congo Belge).

—

Constituée par acte passé devant Me Jean Damiens, notaire à Bruxelles, le 2-8-1949, publié aux Annexes du Moniteur Belge du 24 septembre 1949, sous les numéros 19013 - 19014 et 19015. Modification aux statuts et augmentation de capital suivant publication aux Annexes du Moniteur Belge du 30-9-1951 sous les numéros 20883 - 20891.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé		28.271.367,16
Bâtiments industriels et maisons agents	8.454.306,66	
Matériel et mobilier	17.666.631,79	
Immobilisations en cours	51.812,13	
Frais de constitution	441.331,05	
Frais de 1er établissement	1.505.781,03	
Frais d'augmentation de capital	151.504,50	
Disponible :		
Caisse, chèques-postaux et banques		1.633.050,86
Réalisable		23.084.031,77
Clients et débiteurs	4.476.615,45	
Marchandises	18.607.416,32	

Débiteurs divers		1.135.419,47
Compte d'ordre (Crédit non utilisé)		2.000.000,—
Profits et pertes		6.907.693,99
		63.031.563,25

PASSIF.

Envers la Société		41.554.300,—
Capital: 40.000 actions sans désignation	40.000.000,—	
de valeur nominale et 3650 parts de fondateur sans désignation de valeur	Mémoire	
Amortissements	1.554.300,—	
Exigible		19.477.263,25
Fournisseurs et créditeurs	3.173.644,25	
Effets à payer	16.303.619,—	
Compte d'ordre (Crédit non utilisé)		2.000.000,—
		63.031.563,25

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Report à nouveau	352.109,01
Perte d'exploitation et charges diverses	5.007.836,73
Amortissements	1.554.300,—
	6.914.245,74

CREDIT.

Profits divers	6.551,75
Solde	6.907.693,99
	6.914.245,74

Composition du Conseil d'Administration de la S. C. R. L. Cobega.

M. Paul HEYMANS, Président, 20, Square Vergote, à Bruxelles.

M. Robert DULAIT, Vice-Président, 195, avenue Winston Churchill, Bruxelles.

M. Jacques STEVENS, Administrateur-délégué, 55, avenue Victor Emmanuel III, Bruxelles.

M. Jean BRASSEUR, Administrateur, 236, rue de Courtrai à Menin.

M. Louis BRASSEUR, Administrateur, 35, rue Ernest Gossart, à Uccle.

M. Gaston P. De Clerck, Administrateur, 13, Kalveerkeetdijk, Westkapelle.

M. Albert DE VLEESCHAUWER, Administrateur, 6, rue de la Loi, Bruxelles.

M. Jean-Walter HEYMANS, Administrateur, 24, Avenue de l'Horizon, à Bruxelles.

M. Willy HEYMANS, Admniistrateur, 39, avenue Hélène, à Bruxelles.

M. Georges LUMAYE, Administrateur, 153, Boulevard Brand Whitlock, Bruxelles.

M. Georges DERRIDER, Administrateur, 134, rue Gatti de Gamond, Uccle.

M. Robert JEANTY, Administrateur, 2, Boulevard Général Tilkens, Léopoldville (Congo Belge).

M. Joseph JENNEN, Administrateur, 30, Rockefeller Plaza, New-York 20 N. Y.

M. Maurice PANQUIN, Commissaire, 4, Champ du Vert Chasseur, à Uccle.

M. Edmond GLAUTIER, Commissaire, 33, rue des Carmes, à Namur.

Carrières du Congo, en abrégé « CARRICONGO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Léopoldville.

—

CONSTITUTION. (1)

L'an mil neuf cent cinquante-deux.

Le quatre juin.

Devant Nous, Charles Devos, Notaire résidant à Ixelles.

Ont comparu :

1° « La Société Anonyme des Carrières de Porphyre de Quenast », société anonyme ayant son siège à Bruxelles, 40, Rue du Commerce, ici représentée conformément aux articles vingt quatre et vingt cinq de ses

(1) Arrêté Royal du 1er juillet 1952 — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1952. — 1re Partie.

statuts par deux de ses administrateurs : Monsieur Albert Charles André Marie Warnant, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 51, Rue de la Concorde et Monsieur Léon Joseph Ghislain JACQUES, ingénieur civil, demeurant, 11, Chemin du Chenois à Quenast.

2° La « Société anonyme des Carrières du Hainaut » société anonyme ayant son siège social à Soignies, ici représentée conformément aux articles dix et treize de ses statuts par : Monsieur Lucien Pol Louis Marie Ghislain Boël, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, 575, Avenue Louise et Monsieur Franz Auguste Marie Joseph Scheid, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, Avenue Louise, n° 387.

3° La « Société Immobilière Agricole et Forestière du Congo » en abrégé Imafor, société congolaise par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles, 71, Rue Joseph II, ici représentée conformément aux articles dix-huit et vingt-un de ses statuts par: Messieurs Henri Jules Marie Ghislain Moxhon, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwé Saint-Lambert, 40, Avenue Herbert Hoover et Louis Nicolas Hector Denis Eloy, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwé-Saint-Pierre, 73, Rue du Collège.

4° Monsieur Albert Morissens, administrateur de société, demeurant à Bruxelles, chaussée de la Hulpe, n° 14.

5° Monsieur Albert Charles André Marie Warnant, préqualifié.

6° Monsieur Jean Emile Alphonse Marie Lemaigre, avocat, demeurant à Charleroi, 17, Rue Willy Ernst.

7° Monsieur Léon Joseph Ghislain JACQUES, ingénieur civil, demeurant à Quenast, 11, Chemin du Chenois.

Lesquels comparants ont déclaré vouloir constituer entre eux une société congolaise par actions à responsabilitée limitée et arrêter les statuts de cette société comme suit :

CHAPITRE I.

DENOMINATION. — SIEGE. — OBJET. — DUREE.

Article premier. — Dénomination. — Il est constitué, sous le régime de la législation en vigueur au Congo Belge, une Société Congolaise par actions, à responsabilité limitée; sous la dénomination : « CARRIERES DU CONGO », en abrégé: CARRICONGO.

Article deux. — Siège. — Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge, par décision du Conseil d'administration.

Un siège administratif peut être établi en Belgique, par décision du Conseil d'administration, qui en fixe l'endroit.

Le siège administratif peut, ultérieurement, par décision du Conseil d'administration, être transféré dans toute autre localité de Belgique ou du Congo Belge.

Tout transfert du siège social ou du siège administratif est immédiatement publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du « Bulletin administratif du Congo Belge » et du « Moniteur Belge ».

La société peut, par décision du Conseil d'administration établir des succursales, sièges d'exploitation, usines, agences ou comptoirs, au Congo Belge, en Belgique et à l'étranger.

Article trois. — Objet. — La société a pour objet principal l'extraction de pierres de toutes natures, la fabrication, la transformation et le commerce de tous produits dérivés de la pierre, et notamment les agglomérés et produits de béton.

Elle peut effectuer toutes opérations industrielles, financières, mobilières, immobilières, agricoles, commerciales ou civiles en rapport avec son objet social.

Elle peut agir soit pour elle-même, soit pour compte de tiers.

Elle peut s'intéresser par voie de souscription, d'apport, de fusion, de participation ou autrement, au Congo Belge en Belgique ou à l'étranger, dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser la réalisation de son objet social.

Article quatre. — Durée. — La Société est constituée pour une durée de trente ans prenant cours à dater de l'autorisation par arrêté royal.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'Assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions prévues à l'article trente-quatre pour une modification aux statuts et, en cas de prorogation, moyennant autorisation par arrêté royal.

Elle peut prendre des engagements ou stipuler à son profit pour un terme dépassant sa durée.

CHAPITRE II.

CAPITAL SOCIAL. — ACTIONS. — OBLIGATIONS.

Article cinq. — Capital. — Le capital social est fixé à quarante cinq millions de francs et représenté par neuf mille actions sans désignation de valeur, représentant chacune un neuf millième du capital social.

Le conseil d'administration peut autoriser la division des actions en coupures, dans les conditions qu'il détermine.

Article six. — Apports et souscriptions en espèces. — La société Imafor déclare apporter à la Société Carricongo le droit de choisir, pour l'acquérir en pleine propriété quitte et libre de toute charge hypothécaire, une superficie de cinquante hectares de terrain à prendre à l'intérieur des limites indiquées ci-après, dans un bloc de trois cents hectares dont l'Imafor est propriétaire en vertu d'un titre précisé plus loin :

1° au Nord et au Nord-Ouest: les limites du bloc de trois cents hectares,

2° au Sud-Ouest: la rivière Lukunga,

3° au Sud-Est: le tracé de la conduite d'eau installée par la Société de Distribution d'eau de Léopoldville pour alimenter sa station de pompage au moyen des eaux du fleuve Congo et traversant dans une direction N. N. E. S. S. E. le bloc de trois cents hectares précité.

La parcelle contenue à l'intérieur de ces limites n'ayant pas fait l'objet d'un mesurage officiel, il est entendu que si, contre toute probalité, elle n'avait pas elle-même une superficie de cinquante hectares, l'Imafor accepterait, moyennant l'accord des autorités compétentes que le droit de choix de la Société Carricongo soit étendu dans la mesure nécessaire pour atteindre cinquante hectares, à l'Est de la conduite d'eau précitée.

Il est également entendu qu'après la constitution de la Société Carricongo, la Société Imafor ne s'opposera pas, si elle obtient sur ce point l'approbation des autorités compétentes, à envisager, éventuellement, l'échange d'une superficie située à l'Ouest de la conduite d'eau, contre la même superficie située dans le même bloc de trois cents hectares précité, à l'Est de cette conduite.

Dès que la parcelle choisie par la Société Carricongo aura été précisée sur le terrain par un bornage, effectué à la requête de la partie la plus diligente, l'Imafor s'engage à signer tous les actes nécessaires pour que la parcelle choisie par la Société Carricongo soit enregistrée à son nom par Monsieur le Conservateur des Titres Fonciers à Léopoldville, les frais de cet acte et de l'enregistrement étant à charge de la Société Carricongo.

Le bloc de trois cents hectares dont question plus haut a été acquis par la Société Imafor comme terrain agricole par contrat Ma. 1249, intervenu en date du huit juillet mil neuf cent quarante-six, entre Monsieur le Gouverneur de la Province de Léopoldville, agissant au nom du Gouvernement du Congo Belge en vertu de l'arrêté du vingt huit février mil neuf cent quarante-trois, et elle-même. Cette acquisition a fait l'objet du certificat d'enregistrement volume A. XXXXIV folio quatorze de la commune de Kinsuka, les limites du bloc de trois cents hectares sont indiquées par un tracé rouge et celles de la parcelle sur laquelle le choix peut s'exercer sont indiquées par un tracé bleu, au croquis joint au certificat.

Le susdit contrat Ma. 1249 contient la clause ci-après :

5° Ainsi qu'il est dit à l'article dix-huit de l'arrêté du vingt cinq février mil neuf cent quarante-trois, pendant un délai de dix ans commençant à courir à partir de la date du présent contrat, l'acquéreur ne peut, sauf autorisation spéciale, écrite et préalable du Gouverneur de Province, détourner le terrain de la destination prévue au présent contrat. Il ne peut, notamment, s'y livrer à aucun commerce.

En cas d'autorisation comme dit ci-dessus, l'acquéreur devra payer à la Colonie la différence entre le prix fixé à l'article premier et celui qui aurait été appliqué si le terrain avait été considéré comme appartenant à la catégorie des terrains dits « commerciaux ».

La société Imafor a été autorisée à changer la destination de cinquante hectares à prendre à l'intérieur des limites précisées plus haut, et ce, suivant avis du Gouverneur de la Province de Léopoldville en date du huit février mil neuf cent cinquante-deux.

Cette autorisation a été subordonnée au paiement par la société Imafor d'une somme de quatre cent nonante sept mille cinq cents francs, somme pour laquelle Monsieur le Commissaire de District a reçu instructions d'établir une facture, et d'en réclamer le montant à la susdite société Imafor.

A défaut d'autres dispositions convenues de commun accord entre la société Imafor et la Société Carricongo, celle-ci disposera pour l'exploitation de son fonds, tant qu'aucun chemin public n'y donnera accès, d'un

droit de passage sur le susdit domaine de Rhodeby, par le chemin le plus court joignant la parcelle apportée et le village de Kinsuka. L'Imafor se réserve toutefois le droit d'apporter à ce tracé, à ses frais, telles modifications qui lui conviendraient, sous réserve que ces modifications ne pourraient avoir pour résultat de rendre le parcours moins aisé, ni de l'allonger de plus de vingt pour cent.

En raison de l'usage qu'elle fera du chemin susdit, la société Carricongo aura l'obligation de contribuer à son entretien, de telle manière qu'il reste apte à la circulation de ses véhicules et de ceux de même poids et de même gabarit que voudraient y faire circuler l'Imafor ou d'autres entreprises autorisées par elle, pour les besoins de leur exploitation.

Cette contribution se fera au prorata du tonnage transporté par chacun, l'Imafor étant, si elle l'estime opportun autorisée à faire d'office les réparations nécessaires et à réclamer à chacun la part qui lui incombe.

Il est expressément stipulé que pour l'enlèvement des terres couvrant les roches exploitées par la société Carricongo cel'e-ci devra prendre avec la Société Bricongo les arrangements nécessaires pour que les droits de cette dernière société résultant des engagements pris vis-à-vis d'elle par la société Imafor et bien connus des fondateurs de la Société Carricongo, soient respectés.

En rémunération de l'apport défini ci-dessus, la Société Imafor reçoit mille actions de la Société Carricongo entièrement libérées.

Les actions restantes sont souscrites en espèces comme suit :

— la Société Anonyme des Carrières de Porphyre de Quenast, trois mille trois cent septante trois actions	3.373
— la Société Anonyme des Carrières du Hainaut, trois mille trois cent septante quatre actions	3.374
— Monsieur Albert Morissens, pour lui et pour divers se portant fort, douze cent cinquante actions	1.250
— Monsieur Jean Lemaigre, une action	1
— Monsieur Léon Jacques, une action	1
— Monsieur Albert Warnant, une action	1
Soit ensemble : huit mille actions	8.000

Les comparants déclarent et reconnaissent que chacune des actions souscrites contre espèces a été libérée à concurrence de cinquante pour cent par des versements s'élevant ensemble à vingt millions de francs, somme qui se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la Société.

Les versements ultérieurs sont appelés par le Conseil d'administration conformément à l'article sept.

Article sept. — Souscriptions et versements. — Les appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de leur souscription sont décidés par le Conseil d'administration qui détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé aux actionnaires par lettre recommandée au moins un mois avant la date fixée pour les versements.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produit de plein droit, à partir de ce jour, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an, à charge de l'actionnaire en retard.

Si le versement n'est pas effectué dans le mois qui suit un deuxième avis, le Conseil d'administration peut prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et faire vendre les actions par le ministère d'un agent de change à la Bourse de Bruxelles, sans préjudice à l'exercice, même simultané, des moyens ordinaires de droit contre l'actionnaire retardataire.

Les souscripteurs restent tenus envers la Société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions.

La Société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par l'actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des actions qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article huit. — Augmentation et réduction du capital. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions requises pour une modification aux statuts, et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Les nouvelles actions qui sont à souscrire contre espèces pourront être offertes par préférence aux propriétaires des actions existantes, au prorata, aux taux et conditions fixés par le Conseil d'administration qui décide également si le non usage total ou partiel des droits de préférence, par certains propriétaires d'actions, a pour effet d'augmenter la part proportionnelle des autres.

Article neuf. — Actions nominatives et au porteur. — Les actions non entièrement libérées sont nominatives.

A partir de leur libération par appels de fonds, elles restent nominatives ou sont converties en actions au porteur, au choix du propriétaire.

Les premières souscriptions nominatives et les premières remises d'actions au porteur se font aux frais de la Société.

Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en actions au porteur, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions d'actions au porteur en inscriptions nominatives, s'opèrent aux frais des propriétaires et éventuellement dans les délais nécessaires à l'impression et la signature des nouvelles actions au porteur.

Un registre des actions nominatives est tenu au siège social pour les inscriptions au Congo Belge et un autre au siège administratif pour les inscriptions en Belgique.

Ces registres contiennent :

— la désignation de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions;

— l'indication des versements effectués;

— les transferts avec leur date, ou la conversion des actions nominatives en actions au porteur.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription dans l'un ou l'autre de ces registres.

Le transfert d'une inscription de l'un dans l'autre registre s'opère dans un délai maximum de trois mois; les frais de transfert, fixés par le Conseil d'administration, sont à charge de l'actionnaire.

Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires.

Les actions au porteur et les certificats constatant les inscriptions nominatives sont signés par deux administrateurs, une des signatures pouvant être apposée au moyen d'une griffe.

Les actions au porteur sont extraites d'un registre à souches; elles sont numérotées.

Article dix. — Transferts d'actions. — Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de publication de l'Arrêté Royal autorisant la fondation de la Société, et ultérieurement, après la date de l'arrêté royal autorisant l'augmentation de capital.

La cession des actions nominatives s'opère par l'inscription dans l'un ou l'autre des registres d'une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par leurs fondés de pouvoir.

La Société a toujours le droit de refuser d'inscrire sur le registre les transferts d'actions nominatives sur lesquelles n'auraient pas été effectués les versements exigibles et ce sans préjudice aux dispositions de l'article sept.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'Assemblée générale des actionnaires et pendant les cinq jours francs qui la précèdent.

Les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Sont toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Article onze. — Indivisibilité des actions. — Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leurs actions.

L'action est indivisible et la Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à ce que l'un d'eux ait été désigné comme propriétaire à l'égard de la Société.

Article douze. — Droits des actionnaires. — La possession d'une action emporte adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée générale.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation, ou s'immiscer dans l'administration. Pour l'exercice de leurs droits, ils

doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

L'exercice de tous les droits afférents aux actions pour lesquelles les versements appelés et exigibles n'ont pas été opérés est suspendu tant que ces versements n'ont pas été effectués.

Article treize. — Emission d'obligations. — La société peut, en vertu d'une décision du Conseil d'administration, émettre des obligations, hypothécaires ou non dont le Conseil d'administration détermine le taux d'intérêt, le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

Le titre de l'obligation est signé par deux administrateurs; une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

L'exercice des droits afférents aux obligations est suspendu dans les cas et sous les conditions prévues à l'article onze pour les actions.

CHAPITRE III.

ADMINISTRATION ET SURVEILLANCE.

Article quatorze. — Administrateurs. — La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de cinq membres au moins, nommés par l'Assemblée générale des actionnaires.

L'Assemblée générale fixe le nombre des administrateurs et la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

L'ordre de sortie des administrateurs est établi pour la première fois par tirage au sort, de manière que, par des sorties simples ou multiples, aucun mandat n'excède la durée de six ans.

Les administrateurs sont rééligibles et sont révocables en tout temps par l'assemblée générale.

Le mandat d'un administrateur sortant prend fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

Article quinze. — Présidence du Conseil d'Administration. — Le Conseil d'administration choisit chaque année en son sein un Président.

En cas d'empêchement du Président, un administrateur désigné par le Conseil le remplace.

Article seize. — Convocation du Conseil d'Administration. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son Président ou, à défaut, de l'administrateur désigné pour le remplacer, chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige, ou chaque fois que deux administrateurs au moins en font la demande écrite.

Les convocations, sauf le cas d'urgence à motiver au procès-verbal de la séance, se font au moins cinq jours à l'avance et contiennent l'ordre du jour de la séance.

Les réunions se tiennent au siège administratif, sauf indication contraire dans les convocations.

Article dix-sept. — Délibérations du Conseil d'Administration. — Sauf le cas de force majeure unnanimement reconnu par les administrateurs présents et dont il est fait mention au procès-verbal de la séance, le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et de voter en ses lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du Conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du Conseil d'administration, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres.

Les délibérations du Conseil d'administrations sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial.

Le procès-verbal de chaque séance est lu et soumis à l'approbation du Conseil au plus tard à la séance suivante.

Les copies ou extraits des procès-verbaux sont valablement signés par le Président, ou par deux administrateurs.

Article dix-huit. — Pouvoirs du Conseil d'Administration. — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes de gestion, d'administration ou de disposition qui intéressent la Société.

Tous les actes qui ne sont pas réservés expressément à l'Assemblée générale des actionnaires par les statuts ou par la loi sont de sa compétence.

Art. dix-neuf. — Délégation de pouvoirs. — Le Conseil d'administration peut déléguer tels de ses pouvoirs qu'il juge convenable à un comité de direction choisi dans son sein.

Il en règle les attributions et le fonctionnement et en fixe la rémunération.

Il peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs ainsi qu'à un ou plusieurs directeurs, ou fondés de pouvoir, pris même en dehors de ses membres, et les charger de l'exécution des décisions du Conseil.

Le Conseil d'administration peut autoriser le Comité de Direction ou ses administrateur-délégués à consentir des délégations ou des substitutions de pouvoir, pour des objets déterminés. Il peut également déléguer à une ou plusieurs personnes, étrangères ou non à la Société, des pouvoirs d'administration et de disposition limités et à titre temporaire.

Le Conseil d'administration détermine les appointements émoluments et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions spéciales qu'il confie.

Il peut révoquer ces délégations en tout temps, sans préjudice cependant pour le surplus au contrat de louage de services éventuellement conclu par lui avec les intéressés.

Article vingt. — Signature sociale. — Tous les actes auxquels, en Belgique, un fonctionnaire public ou un fonctionnaire ministériel doit prêter son concours, et notamment les actes de vente, achat ou échange d'immeubles, de constitution de sociétés civiles ou commerciales, de constitution ou d'acceptation d'hypothèque, de stipulation de voie parée, de mainlevée avec ou sans paiement, de renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, ainsi que tous pouvoirs et procurations, la présente énumération étant énonciative et non limitative, sont, sauf délégation spéciale, valablement signés par deux administrateurs, lesquels n'ont pas à justifier de leurs pouvoirs vis-à-vis des tiers.

Pour tous autres actes à passer en Belgique, la signature sociale peut être déléguée, par décision du Conseil d'administration, à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement, dans les limites et sous les réserves que le Conseil détermine.

La signature sociale, pour tous les actes engageant la Société au Congo Belge et en pays étrangers, peut être, par décision du Conseil d'administration, délégués à l'un de ses membres ou à un ou plusieurs agents installés dans ce pays, agissant individuellement ou collectivement. Les pouvoirs accordés à ceux-ci peuvent comporter le droit de déléguer à leur tour la signature dans les limites que le Conseil d'administration détermine.

Article vingt et un. — Actions Judiciaires. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentés, formés ou soutenus au nom de la Société poursuites et diligences soit du Président ou de l'Administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne spécialement désignée à cette fin par le Conseil d'administration.

Article vingt deux. — Commissaires. — Les opérations de la Société sont surveillées par un collège de deux commissaires au moins, associés ou non, nommés et révocables par l'assemblée générale des actionnaires, qui fixe leur nombre, la durée de leur mandat qui ne peut excéder six ans, et leur ordre de sortie. Ils sont rééligibles.

Si le nombre de commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de la moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la Société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la Société.

Les commissaires doivent soumettre à l'Assemblée générale le résultat de leur mission, avec les propositions qu'ils croient convenables, et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Les commissaires peuvent se faire assister par un expert en vue de procéder aux opérations de contrôle qui leur incombent.

Cet expert doit être agréé par le Conseil d'administration.

A défaut d'agréation, l'Assemblée générale, sur rapport des commissaires, fait choix de l'expert.

Article vingt-trois. — Cautionnements. — En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être constitué par chaque administrateur un cautionnement de trente actions, et par chaque commissaire un cautionnement de dix actions.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées et après que l'Assemblée générale des actionnaires a accordé décharge.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation.

Les actions affectées aux cautionnements doivent être nominatives pendant la durée des fonctions de celui dont elles garantissent la gestion.

Tout administrateur qui n'aura pas constitué son cautionnement dans le mois qui suit la constitution définitive de la Société, ou dans le mois de sa nomination, est réputé démissionnaire et l'Assemblée générale pourvoit à son remplacement.

Article vingt quatre. — Vacance d'un mandat d'administrateur. — En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les membres restants du Conseil d'administration et les commissaires réunis peuvent y pourvoir provisoirement. Il est procédé à l'élection définitive lors de la première assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur désigné dans ces conditions n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article vingt cinq. — Rémunération des Administrateurs et Commissaires. — Indépendamment des tantièmes prévus à l'article quarante et un, l'Assemblée générale des actionnaires peut allouer aux administrateurs et aux commissaires une indemnité fixe à prélever sur les frais généraux.

Le Conseil d'administration peut accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à imputer aux frais généraux.

CHAPITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt six. — Composition et pouvoirs. — L'Assemblée générale se compose de tous les propriétaires d'actions.

Elle représente l'universalité des actionnaires.

L'Assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou dissidents.

Article vingt sept. — Lieu et date des réunions. — Les Assemblées générales ont lieu au siège administratif ou à l'endroit fixé par le Conseil d'administration, dans l'avis de convocation.

Article vingt huit. — Assemblée Générale Ordinaire. — L'Assemblée générale ordinaire se réunit annuellement de plein droit, le troisième lundi de juin à quatorze heures trente.

Si ce jour est jour férié légal, l'Assemblée a lieu le jour ouvrable suivant, à la même heure.

Article vingt neuf. — Assemblée Générale Extraordinaire. — Le Conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'Assemblée générale chaque fois que l'intérêt l'exige.

Il doit la convoquer dans un délai d'un mois s'il en est requis par le Collège des Commissaires, ou si un nombre d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital l'exige, en indiquant l'objet de la réunion.

Article trente. — Convocations. — Les convocations pour les Assemblées générales, tant ordinaires qu'extraordinaires, sont faites par des annonces paraissant huit jours au moins avant l'Assemblée, dans les annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », ou du « Bulletin Administratif du Congo Belge », et du « Moniteur Belge ».

Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués, par lettres-missives huit jours au moins avant l'Assemblée et sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées à la poste. Les convocations contiennent l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise à l'ordre du jour si elle n'est signée par des propriétaires d'actions représentant au moins le cinquième du capital, et si elle n'a été communiquée au Conseil d'administration en temps utile pour être mise à l'ordre du jour et insérée dans les convocations.

Article trente et un. — Conditions d'admission. — Pour pouvoir assister à l'Assemblée générale, les propriétaires d'actions nominatives autres que les administrateurs et commissaires doivent faire parvenir au siège administratif, cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée, l'indication du nombre des actions pour lesquelles ils désirent prendre part au vote; les propriétaires d'actions au porteur doivent, en observant le même délai, avoir déposé leurs actions au siège administratif ou dans un des établissements désignés dans l'avis de convocation. Il leur est délivré un certificat d'admission à l'Assemblée générale.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée générale par un fondé de pouvoir spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'Assemblée.

Toutefois les mineurs, les interdits et les Sociétés, communautés, établissements, peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire. La femme mariée peut être représentée par son mari. Les co-propriétaires, usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Le Conseil d'administration peut déterminer la forme des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu et dans les délais fixés par lui.

Article trente deux. — Présidence. — Bureau. — L'Assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'administration ou, à son défaut, par l'administrateur désigné pour le remplacer.

Le Président désigne deux scrutateurs parmi les actionnaires présents et un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les autres membres présents du Conseil d'administration complètent le bureau de l'Assemblée.

Une liste de présence mentionnant le nom des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent doit être signée par chacun d'eux ou par leur mandataire avant d'être admis à l'Assemblée.

Article trente trois. — Délibérations. — L'Assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Sous réserve de ce qui est prévu à l'article suivant, les décisions sont prises quel que soit le nombre d'actions représentées à l'Assemblée, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

L'Assemblée générale annuelle entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur le bilan et le compte de Profits et Pertes, se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires dont le mandat est venu à expiration et au remplacement des administrateurs et commissaires décédés ou démissionnaires, et délibère sur tous autres objets à l'ordre du jour.

Article trente quatre. — Délibérations (suite).

Pour :

1°) augmenter ou réduire le capital social;

2°) décider la fusion avec une autre société ou l'aliénation de la Société;

3°) proroger le terme de la Société ou la dissoudre anticipativement;

4°) modifier les présents statuts.

L'Assemblée générale ne peut valablement délibérer que si l'objet a été spécialement indiqué dans les convocations et si ceux qui assistent à la réunion représentent au moins la moitié du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle Assemblée est convoquée dans les quinze jours; elle délibère valablement quelle que soit la portion de capital représentée par les actionnaires présents.

Aucune résolution n'est admise si elle ne réunit pas les trois quarts des voix.

Article trente cinq. — Prorogation. — Le Président peut proroger l'Assemblée générale des actionnaires séance tenante pour un délai n'excédant pas trois semaines.

Cette prorogation annule de plein droit toutes les décisions déjà prises.

L'Assemblée ne peut être prorogée qu'une seule fois.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'Assemblée primitive.

Article trente six. — Votes. — Toute personne admise aux Assemblées générales y dispose d'autant de voix qu'elle possède ou représente d'actions.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre d'actions émises, ou les deux cinquièmes du nombre d'actions représentées à l'Assemblée, que les actions lui appartiennent en propre ou appartiennent à son mandant.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal.

Le vote est secret si un membre en fait la demande.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballotage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix, et en cas de parité des suffrages, à ce scrutin de ballotage, le plus âgé des candidats est élu.

Article trente sept. — Procès-verbaux. — Les procès-verbaux des Assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le désirent.

Ces procès-verbaux sont insérés dans un registre spécial qui reste déposé au siège administratif de la Société.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés soit par le Président, soit par deux administrateurs.

CHAPITRE V.

BILAN ET REPARTITION DES BENEFICES.

Article trente huit. — Exercice social. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence le jour de la constitution de la Société et se termine le trente et un décembre mil neuf cent cinquante-trois.

Article trente neuf. — Bilan et compte de Profits et Pertes. — Au trente et un décembre de chaque année, et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante trois, le Conseil d'administration arrête les écritures et fait procéder à l'inventaire. Il forme le bilan et le compte de Profits et Pertes dans lequel les amortissements nécessaires doivent être faits.

Article quarante. — Consultation de documents. — Quinze jours au moins avant l'Assemblée gnérale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif du Bilan et du compte Profits et Pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la Société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions et du rapport des Commissaires.

Article quarante et un. — Répartition. — L'excédent favorable du bilan, après défalcation des charges sociales, frais généraux et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net de la Société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé :

1°) D'abord cinq pour cent affectés à la formation du fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint dix pour cent du capital social;

2°) Douze pour cent à répartir entre les membres du Conseil d'administration et les membres du Collège des commissaires qui se les répartiront suivant leurs conventions et de telle manière que la part d'un commissaire ne pourra jamais dépasser le tiers de la part d'un administrateur.

Le surplus est à la disposition de l'Assemblée générale qui décide de l'attribution aux actions, de la dotation de fonds de réserve ou de prévision ou d'un report à nouveau.

Article quarante deux. — Paiement des dividendes. — Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'administration.

Article quarante trois. — Publications. — Le bilan et le compte de Profits et Pertes sont, dans le mois de leur approbation par l'Assemblée générale des actionnaires, publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du « Bulletin Administratif du Congo Belge », et du « Moniteur Belge ».

CHAPITRE VI.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION.

Article quarante quatre. — Dissolution. — En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, et à quelque moment que ce soit, l'Assemblée générale nomme le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

Les pouvoirs de l'Assemblée générale subsistent pendant toute la durée de la liquidation.

En cas de perte de la moitié du capital, le Conseil d'administration doit soumettre à l'Assemblée générale la question de la dissolution de la Société. Si la perte atteint les trois quarts du capital social, la dissolution peut être prononcée par les actionnaires représentant le quart des voix valablement émises à l'Assemblée.

Article quarante cinq. — Répartition de l'avoir. — Après apurement de toutes les dettes et charges de la Société, et des frais de liquidation, l'avoir est réparti entre toutes les actions.

Au cas où toutes les actions ne se trouveraient pas libérées dans une égale proportion, le ou les liquidateurs doivent, avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires, à charge des actions insuffisamment libérées, soit par des remboursements au profit des actions libérées dans une proportion supérieure.

CHAPITRE VII.

ELECTION DE DOMICILE.

Article quarante six. — Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, administrateur et commissaire, ainsi que le ou les liquidateurs non domiciliés dans l'agglomération bruxelloise, sont tenus d'y élire domicile, faute de quoi ils seront censés faire élection de domicile au siège administratif de la Société en Belgique, où toutes communications, sommations, assignations et significations peuvent leur être valablement faites.

CHAPITRE VIII.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article quarante sept. — Nomination de Commissaires. — Immédiatement après la constitution de la Société, et sans autre convocation, les actionnaires se réunissent en Assemblée générale extraordinaires pour fixer le nombre des premiers commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette Assemblée.

Article quarante huit. — *Nomination d'Administrateurs.* — Pour la première fois, le nombre des administrateurs est fixé à sept.

Sont nommés administrateurs :

Monsieur Albert Charles André Marie Warnant.

Monsieur Léon Joseph Ghislain Jacques.

Monsieur Jean Emile Alphonse Marie Lemaigre.

Monsieur Henri Jules Marie Ghislain Moxhon.

Monsieur Lucien Pol Louis Marie Ghislain Boël.

Monsieur Franz Auguste Marie Joseph Scheid.

Monsieur Albert Morissens, tous préqualifiés.

Tous ici présents et acceptant les fonctions d'administrateur.

Les administrateurs sont nommés pour six ans.

Article quarante neuf. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la législation en vigueur au Congo Belge.

Article cinquante. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts et en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement pourvu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

Article cinquante et un. — Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seraient à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à huit cent vingt cinq mille francs.

Dont acte.

Fait et passé à Ixelles en l'étude.

Lecture faite, les comparants et le notaire ont signé.

Enregistré neuf rôles cinq renvois, à Ixelles, A. C. le 6 juin 1952. Volume 294, folio 56, case 9.

Reçu: quarante francs.

Le receveur, (sé.) E. Van Poelvoorde.

Pour expédition conforme.

(sé) Ch. DEVOS.

Ch. Devos, Notaire à Ixelles-Brabant.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous : Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Devos, Notaire à Ixelles.

Reçu quatre francs, numéro 8876.

Bruxelles, le 13 juin 1952.

(sé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 juin 1952.

Le Chef de Bureau, (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 juin 1952.

Le Conseiller adjoint, (sé) N. Cornet.

Droit perçu: 40 francs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 26 juin 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 26 Juni 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Carrières du Congo, en abrégé « CARRICONGO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Léopoldville.

—

ASSEMBLEE GENERALE.
NOMINATION DU COMMISSAIRE.

L'an mil neuf cent cinquante-deux.

Le quatre juin.

Devant Nous, Charles Devos, Notaire résidant à Ixelles.

Ont comparu :

1° La « Société Anonyme des Carrières de Porphyre de Quenast » société anonyme ayant son siège social à Bruxelles, 40, Rue du Commerce, ici représentée conformément aux articles vingt quatre et vingt cinq de ses statuts par deux de ses administrateurs :

Monsieur Albert Charles André Marie Warnant, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 51, Rue de la Concorde et Monsieur Léon Joseph Ghislain JACQUES, ingénieur civil, demeurant, 11, Chemin du Chenois à Quenast.

2° La « Société Anonyme des Carrières du Hainaut », société anonyme ayant son siège social à Soignies, ici représentée conformément aux articles dix et treize de ses statuts par : Monsieur Lucien Pol Louis Marie

Ghislain Boël, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, 575, Avenue Louise et Monsieur Franz Auguste Marie Joseph Scheid, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 387, Avenue Louise.

3° La « Société Immobilière Agricole et Forestière du Congo » en abrégé Imafor, société congolaise par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles, 71, Rue Joseph II, ici représentée conformément aux articles dix-huit et vingt et un de ses statuts par : Monsieur Henri Jules Marie Ghislain Moxhon, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, 40, Avenue Herbert Hoover et Monsieur Louis Nicolas Hector Denis Eloy, administrateur de société, demeurant à Woluwé-Saint-Pierre, Rue du Collège Saint-Michel, 73.

4° Monsieur Albert Morissens, administrateur de société, demeurant à Bruxelles, Chaussée de la Hulpe, 14.

5° Monsieur Albert Charles André Marie Warnant, préqualifié.

6° Monsieur Jean Emile Alphonse Marie Lemaigre, avocat, demeurant à Charleroi, 17, Rue Willy Ernst.

7° Monsieur Léon Joseph Ghislain JACQUES, ingénieur civil, demeurant à Quenast, 11, Chemin du Chenois.

Lesquels comparants ont déclaré vouloir se réunir en assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée Carrières du Congo en abrégé Carricongo, constituée par acte de ce jour et représentant ensemble la totalité du capital de la société.

L'assemblée décide à l'unanimité :

1° de nommer trois commissaires, de fixer la durée du mandat de commissaire à trois ans.

2° Elle appelle aux fonctions de commissaire : a) Monsieur Raymond Bonnier, ingénieur, demeurant à Bruxelles, Avenue Louise, 315; b) Monsieur Michel Lemaigre, Directeur des Carrières du Hainaut, demeurant à Braine-le-Comte, Chaussée de Mons. Monsieur Jean Lemaigre, prénommé, ici présent accepte pour Messieurs Raymond Bonnier et Michel Lemaigre; c) Monsieur Prodromo Bostandji, ingénieur agronome, demeurant à Léopoldville, Congo Belge, pour lequel accepte Monsieur Morissens, préqualifié.

3° de fixer l'ordre de sortie des administrateurs comme suit :

Monsieur Scheid puis Monsieur Morissens, Monsieur Jacques, Monsieur Moxhon, Monsieur Warnant, Monsieur Lemaigre et enfin Monsieur Boël.

4° de fixer l'ordre de sortie des commissaires comme suit :

Monsieur Lemaigre puis Monsieur Bostandji et enfin Monsieur Bonnier.

La séance continue.

Dont procès-verbal.

Dressé et clôturé à Ixelles en l'étude.

Lecture faite les membres de l'assemblée et le notaire ont signé.

Enregistré un rôle, deux renvois, à Ixelles A. C., le 6 juin 1952, Volume 294, folio 56, case 9.

Reçu: quarante francs.

Le receveur, (sé.) E. Van Poelvoorde.

Pour expédition conforme.

(sé) Ch. DEVOS.

Ch. Devos, Notaire à Ixelles-Brabant.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous : Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Devos, Notaire à Ixelles.

Reçu quatre francs, n° 8877.

Bruxelles, le 13 juin 1952.

(sé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 juin 1952.

Le Chef de Bureau, (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 juin 1952.

Le Conseiller adjoint, (sé) N. Cornet.

Droit perçu: 40 francs.

Société des Bitumes et Asphaltes du Congo « SOBIASCO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 232.230.

—

Acte constitutif publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1951.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 30 juin 1952.

ACTIF.

I. *Immobilisés :*		
1. Apports	3.534.992,08	
2. Matériel, immeubles et installations en Afrique	1.245.926,—	
3. Frais de premier établissement	506.059,16	
4. Frais de constitution	446.120,—	
	5.733.097,24	
Moins : amortissements de l'exercice	49.588,—	
		5.683.509,24
II. *Réalisable :*		
Actionnaires	12.675.000,—	
Débiteurs divers	2.508.108,82	
Marchandises en Afrique et en cours de route	537.536,—	
		15.720.644,82
III. *Disponible :*		
Banques et Caisses		9.372.098,30
IV. *Comptes d'ordre :*		
Garanties statutaires		Mémoire
Engagements et contrats divers en cours		Mémoire
		30.776.252,36

PASSIF.

I. *Dettes de la Société envers elle-même :*	
Capital : 30.000 actions de 1.000 frs.	30.000.000,—
II. *Dettes de la Société envers des tiers :*	
Créditeurs divers	677.331,86
III. *Divers :*	
Comptes créditeurs	98.920,50
IV. *Comptes d'ordre :*	
Titulaires des garanties statutaires	Mémoire
Engagements et contrats divers en cours	Mémoire
	30.776.252,36

Compte de Profits et Pertes de l'exercice 1951.

DEBIT.

Frais généraux	265.551,25
Dépenses d'Afrique	909.374,77
Amortissements	49.588,—
	1.224.514,02

CREDIT.

Produit net des ventes	643.220,—
Revenus financiers et divers	75.234,86
Solde transféré aux immobilisés	506.059,16
	1.224.514,02

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 30 juin 1952.

L'assemblée, à l'unanimité, réélit en qualité d'administrateur, Monsieur René BROSIUS, dont le mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1958.

Composition du Conseil d'Administration.

M. Georges LESCORNEZ, Président, Administrateur de Sociétés, 9, avenue des Capucines, Schaerbeek.

M. Pierre HOLOFFE, Vice-Président, Ingénieur A. I. Ms, 74, avenue de la Toison d'Or, Bruxelles.

M. René BROSIUS, Administrateur-Directeur, Ingénieur A. I. Lg., 90, rue Jourdan, Bruxelles.

M. Paulo de HEMPTINNE, Administrateur-Directeur, Adm. de Sociétés, 10, rue Mignot Delstanche, Ixelles.

M. Baron José de CROMBRUGGHE de LOORINGHE, Administrateur, Administrateur de Sociétés, Hoogveld, Notre Dame au Bois (Overyssche).

M. Robert LIPPENS, Administrateur, Ingénieur Chim. E. T. H. Zurich, 15, rue Guimard, Bruxelles.

M. Antoine de HALLOY de WAULSORT, Administrateur, Ingénieur Civil des Mines, 61, rue Gachard, Bruxelles.

Composition du Collège des Commissaires.

M. Victor GILLARD, expert-comptable, 37, rue de la Brasserie, Ixelles.

M. Emile LAMURY, docteur en droit, 91, avenue Emile de Beco, Ixelles.

M. Vicomte Fernand de JONGHE d'ARDOYE, Adm. de Société, 177, Chaussée de la Hulpe, Boitsfort.

M. Fernand VAN DOREN, licencié en sciences com. et consul., 11, avenue des Touristes, Stockel (Woluwé-St.-Pierre).

Bruxelles, le 3 juillet 1952.

Société des Bitumes et Asphaltes du Congo « SOBIASCO » (S.C.R.L.).

Un administrateur-directeur,
P. de HEMPTINNE.

Le Président du Conseil,
G. LESCORNEZ.

Compagnie Congolaise d'Entreposage et de Warrantage

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville, Congo Belge.

Siège administratif : 48, rue de Namur à Bruxelles.

Registre du Commerce à Bruxells, n° 237.406.

—

Constituée suivant acte publié, après autorisation par Arrêté Royal du 9 novembre 1948, à l'annexe du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1948, et à l'annexe au Moniteur Belge du 31 décembre 1948, acte n° 24.025.

Les Statuts ont été modifiés par acte reçu par Me Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles, le 20 octobre 1949, publié après autorisation par Arrêté Royal du 31 décembre 1949, à l'annexe au Moniteur Belge du 2 février 1950, acte n° 1.868 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1950 par acte reçu par Me Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles, le 21 juin 1950, publié après autorisation par Arrêté Royal du 15 septembre 1950, à l'annexe au Moniteur Belge du 23 septembre 1950, acte n° 21.275, et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge, du 15 octobre 1950, et par acte publié, après autorisation par Arrêté Royal du 26 février 1952, à l'annexe au Moniteur Belge du 16 mars 1952, acte n° 3528 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1952.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 1952.

ACTIF.

		Francs Congolais
I. *Immobilisé :*		
Immobilisations :		
Terrains en Afrique	2.564.822,50	
Investissements de l'exercice	47.393,—	
		2.612.215,50
Constructions en Afrique	893.352,—	
Investissements de l'exercice	396.846,05	
	1.290.198,05	
Amortissements de l'exercice	64.509,55	
		1.225.688,50
Immobilisations en cours		1.758.720,—
Mobilier Afrique :		
Investissements de l'exercice	86.537,—	
Amortissements de l'exercice	8.653,70	
		77.883,30
Frais de Constitution	31.617,75	
Amortissements de l'exercice	3.161,73	
		28.456,02
2. Disponible.		
Banques et Caisse		2.998.355,49
3. Réalisable.		
Débiteurs divers		186.133,—
4. Divers.		
Comptes débiteurs		63.998,—

5. Compte d'Ordre.

Dépôts statutaires :

Cautionnements de Messieurs les Administrateurs et Commissaires	Mémoire
Solde déficitaire	929.127,59
	9.880.577,40

PASSIF.

1. De la Société envers elle-même.

Capital.

1.500 actions sans désignation de valeur	7.500.000,—

2. Envers les tiers.

Créditeurs divers	2.380.577,40

3. Compte d'ordre.

Déposants statutaires.

Cautionnements de Messieurs les Administrateurs et Commissaires	Mémoire
Fr. Cong. :	9.880.577,40

Compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Solde à nouveau au 1-1-1951		333.247,81
Frais Généraux Europe	152.348,85	
Frais Généraux Afrique	292.294,50	
		444.643,35
Amortissements de l'exercice :		
s/Constructions et immeubles	64.509,55	
s/Mobilier en Afrique	8.653,70	
s/Frais d'augmentation capital	104.861,20	
s/Frais 1er établissement	129.116,—	
s/Frais de constitution	3.161,73	
		310.302,18
		1.088.193,34
Fr. Cong. :		1.088.193,34

Approuvé en séance du Collège des Commissaires.

Bruxelles, le 20 mai 1952.

MM. R. TERSY, L. DIRRIX.

CREDIT.

Recettes brutes de l'exercice		159.065,75
		159.065,75
Solde déficitaire au 31-12-1951		929.127,59
	Fr. Cong. :	1.088.193,34

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Conseil d'Administration.

1. M. Odon JADOT, administrateur de sociétés, 14, Square du Val de la Cambre, Bruxelles.
2. M. Georges BIART, administrateur de sociétés, 40, Avenue Molière, Bruxelles.
3. M. Paul VEREECKE, directeur de sociétés, 45, Avenue Marie-José, Berchem, Anvers.
4. M. Augustin FICQ, docteur en droit, 5, Avenue Quentin Metsys, Anvers.
5. M. Paul MAGNEE, Ingénieur, 116, Avenue de Broqueville, Woluwé-St.-Lambert.
6. Comte Albert de BEAUFFORT, docteur en droit, 68, Avenue de la Toison d'Or, Bruxelles.
7. M. Paul SOREL, Ingénieur U. Lg., 75, rue du Marteau, Bruxelles.
8. M. Aloïs DETROUX, directeur de société, Elisabethville (Congo Belge).
9. M. André DELEU, directeur de Société, Léopoldville (Congo Belge).

Collège des Commissaires.

1. M. Raymond TERSY, expert comptable, 8, rue du Réservoir, Anvers.
2. M. Lucien DIRRIX, expert comptable, 3, Avenue des Nénuphars, Auderghem.

Compagnie Congolaise d'Entreposage et de Warrantage, S.C.R.L.

Un Administrateur,

Comte Albert de BEAUFFORT.

Le Vice-Président
Administrateur-délégué.
G. BIART.

Société Forestière et Agricole du Maniema
« FORAMA »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 121, rue du Commerce à Bruxelles.

Registres du Commerce :
Bruxelles n° 22360 — Stanleyville n° 388.

—

Acte constitutif et modifications publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 juin 1928, 15 décembre 1929, 15 août 1930, 15 mars 1931, 15 avril 1936, 15 décembre 1948, 15 février 1949, 15 juin 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.
Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 1er juillet 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Mobilier	fr.	1,—

Réalisable et disponible :

Caisse, banques et chèques-postaux	71.905,67	
Comptes divers	180,25	
Portefeuille - Titres	3.484.356,45	
		3.556.442,37

Comptes d'ordre :

Garanties statutaires		pour mémoire
	Fr.	3.556.443,37

PASSIF.

Envers la société :

Capital	fr.	3.000.000,—	
Réserve légale		96.670,39	
Réserve extraordinaire		198.000,—	
Provision fiscale		29.137,38	
			3.323.807,77

Envers des tiers :		
Créditeurs divers	20.088,65	
Dividendes restant à payer	20.050,—	
		40.138,65
Comptes d'ordre :		
Titulaires des garanties statutaires		pour mémoire
Profits et Pertes		192.496,95
	Fr.	3.556.443,37

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais d'échange des parts sociales	fr.	29.125,60
Frais généraux		31.060,20
Bénéfice net à répartir		192.496,95
	Fr.	252.682,75

CREDIT.

Bénéfice sur réalisations de titres, revenus du portefeuille, intérêts et divers		252.682,75
	Fr.	252.682,75

REPARTITION DU BENEFICE NET.

Réserve légale	fr.	9.625,—
Provision fiscale		6.401,95
Tantièmes statutaires au Conseil général		26.470,—
Dividende de 50 francs net à 3.000 actions ordinaires		150.000,—
	Fr.	192.496,95

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire du 1er juillet 1952.

L'assemblée a réélu Messieurs Relecom Jacques et Cappellen Jacques, administrateurs sortants, pour un terme de six ans venant à expiration en 1958.

Madame Dessy Cécile est nommée administrateur pour achever le mandat de Monsieur Cappellen Joseph, administrateur décédé, mandat venant à expiration en 1956.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRE EN FONCTIONS.

Mr. Alphonse Engels, Vice-Gouverneur honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef à Uccle. Président.

Mr. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines A. I. Br., 435, avenue Louise à Bruxelles. Administrateur délégué.

Mr. le Général Chevalier Josué Henry de la Lindi, 54, avenue Albert-Elisabeth à Bruxelles. Administrateur.

Mr. Jacques Cappellen, architecte, géomètre-expert immobilier, à Jumet. Administrateur.

Mr. Ernest Maes, industriel, 12, rue de la Plagne à Montigny-le-Tilleul. Commissaire.

Pour conformité :

SOCIETE FORESTIERE ET AGRICOLE DU MANIEMA
« F O R A M A »
s. c. r. l.

L'administrateur-délégué,

J. RELECOM.

Enregistré à Bruxelles A. A. et A. S. S. P. le 9 juillet 1952, volume 932, folio 78, case 16, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (s.) Louyest.

Compagnie Minière en Afrique Orientale « MINAFOR »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Usumbura.

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Registre de Commerce de Bruxelles, n° 111.642.

—

Constituée par actes publiés au « Moniteur Belge » des 3-4 avril 1939, 12 janvier 1940 et 17 octobre 1948.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.
Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 24 juin 1952.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*			
Premier établissement	fr.	8.885.547,39	
Amortissements		8.885.546,39	
			1,—
II. — *Réalisable :*			
Débiteurs divers		283.661,20	
Produits en stock en Europe, en Afrique et en cours de route		4.499.277,70	
Fonds publics		2.621.500,—	
Portefeuille		3.652.000,—	
			11.056.438,90
III. — *Disponible :*			
Banques			1.560.689,75
IV. — *Comptes débiteurs divers*			243.408,—
V. — *Comptes d'ordre :*			
Garanties statutaires			pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours			pour mémoire
	Fr.		12.860.537,65

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*		
Capital : 16.400 actions de capital de 250 frs. chacune ..... fr.	4.100.000,—	
Réserve statutaire	120.448,45	
		4.220.448,45
II. — *Fonds d'assurance et de provisions diverses*		2.914.872,—
III. — *Dettes de la société envers des tiers :*		
Créditeurs divers	3.624.184,53	
Montant non appelé sur participations	1.122.200,—	
		4.746.384,53
IV. — *Comptes créditeurs divers*		44.036,36
V. — *Comptes d'ordre :*		
Titulaires des garanties statutaires		pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours		pour mémoire
VI. — *Profits et Pertes :*		
Solde en bénéfice		934.796,31
	Fr.	12.860.537,65

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais généraux et divers	fr.	273.414,95
Droits de sortie et taxe statistique		931.637,—
Fonds d'assurance et de provisions diverses		1.800.000,—
Solde		934.796,31
	Fr.	3.939.848,26

CREDIT.

Résultat brut d'exploitation	fr.	3.844.115,52
Intérêts et revenus financiers		74.671,76
Rentrées diverses		21.060,98
	Fr.	3.939.848,26

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

5 % réserve statutaire	fr.	46.739,82
5 % personnel		46.739,82
Redevance du Gouvernement du Ruanda-Urundi		205.172,40
Premier dividende de 6 % aux actions de capital		246.000,—
5 % tantièmes au Conseil		42.065,83
Le solde aux actions de capital		348.078,44
	Fr.	934.796,31

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement versé.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 24 juin 1952.

« 4) L'assemblée réélit pour un terme de six ans en qualité d'adminis-
» trateur M. André Gilson et pour un terme de trois ans M. Louis Uytden-
» hoef, en qualité de commissaire. Ces mandats expireront respectivement
» à l'issue des assemblées générales ordinaires de 1958 et 1955. »

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président administrateur délégué :

M. Paul Fontainas, ingénieur civil des mines, 526, avenue Louise, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Anthoine, Raymond, ingénieur-géologue, 34, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Errera, Jacques, professeur, 14, rue Royale, Bruxelles.

M. Gilson, André, commissaire honoraire du Congo Belge, 194, avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. Orban, Paul, docteur en droit, 24, boulevard du Régent, Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Meily, Jean, expert-comptable, 11, avenue Jules Malou, Bruxelles.

M. Gillard, Victor, expert comptable, 37, rue de la Brasserie, Bruxelles.

M. Uytdenhoef, Louis, expert comptable, 22, place A. Steurs, Bruxelles.

Le Président administrateur-délégué,

P. FONTAINAS.

Société Minière du Luebo

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Tshikapa, Congo Belge.

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 8870.

—

Constituée le 16 juillet 1921, statuts publiés au « Moniteur Belge » du 15 avril 1932 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1921. Statuts modifiés par actes publiés au « Moniteur Belge » des 5 janvier 1935, 18 janvier 1939, 22 juillet 1946 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 août 1935, 15 janvier 1939 et 15 août 1946.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

(Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 2 juillet 1952.)

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*		
Premier établissement	fr.	1,—
II. — *Réalisable :*		
Portefeuille	2.667.854,—	
Fonds publics belges et congolais	8.509.650,—	
Débiteurs	454.951,—	
		11.632.455,—
III. — *Disponible :*		
Banquiers		446.376,—
IV. — *Divers :*		
Comptes débiteurs	(1)	3.216.021,—
V. — *Comptes d'ordre :*		
Garanties statutaires		pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours		pour mémoire
	Fr.	15.294.853,—

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes d'actif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre-Kasaï-Luebo.

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*		
Capital :		
10.000 actions de capital de 500 frs chacune	5.000.000,—	
10.000 actions de dividende sans désignation de valeur	pour mémoire	
Réserve statutaire	2.000.000,—	
Fonds spécial de prévision	1.750.000,—	
		8.750.000,—
II. — *Fonds d'assurance et de provisions diverses*		3.489.119,—
III. — *Dettes de la société envers des tiers :*		
Montants non appelés sur participations	380.000,—	
Créditeurs	171.032,—	
		551.032,—
IV. — *Divers :*		
Comptes créditeurs	(1)	763.225,—
V. — *Comptes d'ordre :*		
Titulaires des garanties statutaires		pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours		pour mémoire
VI. — *Profits et Pertes :*		
Solde en bénéfice		1.741.477.—
	Fr.	15.294.853.—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	fr.	424.965,—
Droits de sortie		698.036,—
Fonds d'assurance et de provisions diverses		1.060.000,—
Solde en bénéfice		1.741.477,—
	Fr.	3.924.478,—

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes de passif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre-Kasaï-Luebo.

CREDIT.

Produits de l'exercice	fr.	2.091.534,—
Intérêts		40.437,—
Revenus et produits du portefeuille		1.699.586.—
Rentrées diverses		92.921,—
	Fr.	3.924.478,—

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

Tantièmes	fr.	139.318,—
Prévision pour personnel		34.829,—
Aux 10.000 actions de capital		783.665,—
Aux 10.000 actions de dividende		783.665,—
	Fr.	1.741.477,—

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 2 juillet 1952

« 4) L'assemblée réélit ensuite pour un terme de six ans, expirant en » 1958, MM. André Gilson, Pierre Jadot, Maurice Lefranc et François » Wenner en qualité d'administrateurs, et M. Jean Meily en qualité de » commissaire. »

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Paul Fontainas, ingénieur civil des mines, 526, avenue Louise, Bruxelles.

Administrateur délégué :

M. Albert Parmentier, ingénieur civil des mines, 24, avenue des Cerisiers, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Louis Cousin, ingénieur, 31, rue Gallait, Bruxelles.

M. André Gilson, commissaire général honoraire du Congo, 194a, avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. Lambert Jadot, ingénieur des constructions civiles, 15a, rue du Bourgmestre, Bruxelles.

M. Pierre Jadot, ingénieur, Domaine de Jolimont, La Hulpe.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 38, rue Bosquet, Bruxelles.

M. Albert Marchal, administrateur de sociétés, 46, avenue du Vert-Chasseur, Uccle.

M. François Wenner, Gouverneur Provincial honoraire du Congo, 24, rue Alexis Brasseur, Luxembourg.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Joseph Mathy, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. Jean Meily, expert-comptable, 11, avenue Jules Malou, Bruxelles.

M. Hubert Squelin, secrétaire de sociétés, 154, rue des Cottages, Uccle.

M. Raoul Van den Bulcke, administrateur de sociétés, 45, avenue Reine Astrid, La Hulpe.

L'administrateur délégué, — A. PARMENTIER.

Le Président, — P. FONTAINAS.

Société Minière de la Lueta

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Tshikapa (Congo Belge).

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce Luluabourg n° 197.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 8872.

—

Actes publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 décembre 1926, 15 juillet 1931, 15 août 1935, 15 février 1939 et 15 août 1946.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951

(Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 2 juillet 1952.)

ACTIF.

1. Immobilisé :		
Premier établissement	fr.	1,—
2. Réalisable :		
Portefeuille	1.224.537,—	
Fonds publics belges et congolais	4.736.742,—	
Débiteurs	194.380,—	
		6.155.659,—

3. Disponible :

Banquiers		382.933,—

4. Divers :

Comptes débiteurs	(1)	1.422.995,—

5. Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
Fr.	7.961.588,—

PASSIF.

1. Dettes de la société envers elle-même :

Capital :		
8.000 actions de capital de 500 fr. chacune	4.000.000,—	
6.400 actions de dividende sans désignation de valeur	—	
	4.000.000,—	
Réserve statutaire	919.001,—	
Fonds spécial de prévision	600.000,—	
		5.519.001,—

2. Fonds d'assurance et de provisions diverses 1.341.416,—

3. Dettes de la société envers des tiers :

Montants non appelés sur participation	120.000,—	
Créditeurs	55.578,—	
		175.578,—

4. Divers :

Comptes créditeurs	(2)	356.299,—

5. Comptes d'ordre :

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

6. Profits et Pertes :

Solde en bénéfice	569.294,—
Fr.	7.961.588,—

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes d'actif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre-Kasaï-Luebo.

(2) Ce montant comprend notre participation dans les comptes de passif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre-Kasaï-Luebo.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	fr.	289.238,—
Droits de sortie		310.238,—
Fonds d'assurance et de provisions diverses		320.000,—
Solde en bénéfice		569.294,—
	Fr.	1.488.770,—

CREDIT.

Produits de l'exercice	fr.	929.570,—
Intérêts		15.227,—
Revenus du portefeuille		543.973,—
	Fr.	1.488.770,—

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

5 % réserve statutaire	fr.	28.465,—
5 % tantièmes aux administrateurs et commissaires		28.465,—
5 % prévisions pour personnel		28.465,—
Aux 8.000 actions de capital		268.833,—
Aux 6.400 actions de dividende		215.066,—
	Fr.	569.294,—

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 2 juillet 1952

.....

« L'assemblée réélit ensuite, pour un terme de six ans expirant en 1958, » MM. Egide Devroey et Jacques Relecom en qualité d'administrateur. »

.....

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Paul Fontainas, ingénieur civil des mines, 526, avenue Louise, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Albert Parmentier, ingénieur civil des mines, 24, avenue des Cerisiers, Schaerbeek.

Administrateurs :

M. le Comte Albert de Beauffort, docteur en droit, 68, avenue de la Toison d'Or, Bruxelles.

M. Emile Dessy, ancien magistrat colonial, 1, place Constantin Meunier, Bruxelles.

M. Egide Devroey, ingénieur, 43, rue Jourdan, Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Georges Geerts, ingénieur, 63, avenue Edmond Mesens, Bruxelles.

M. André Gilson, commissaire général honoraire du Congo, 194a, avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise, Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Georges Becquevort, directeur de sociétés, 186, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Joseph Mathy, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. Edmond Verfaillie, administrateur de sociétés, 26, avenue Albert-Elisabeth, Bruxelles.

L'administrateur délégué, *Le Président,*

A. PARMENTIER. P. FONTAINAS.

CONGOREAL
Compagnie Congolaise d'Entreprise et de Réalisation
Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 127, rue du Marché, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 227.371.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1950, n° 22464; année 1951, n° 18692.

BILAN AU 31 MARS 1952.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé :			
Premier établissement :			
Terrains, bâtiments, matériel, etc., etc.	18.512.497,15		
Travaux en cours	1.543.199,30		
		20.055.696,45	
Valeurs immatérielles :			
Frais de constitution et de premier établissement	1.007.273,20		
Autorisation de recherches sur terrains de 150 Ha. - Rives de la Lukaya	88.889,—		
		1.096.162,20	
			21.151.858,65
Réalisable :			
Portefeuille	43.235.020,—		
dont à déduire :			
Versements restant à appeler	12.560.000,—		
		30.675.020,—	
Débiteurs divers		1.304.741,10	
Société du groupe débitrices		25.831.733,92	
Chèques postaux, banques		2.059.239,76	
			59.870.734,78
Comptes débiteurs			7.258.153,30
Comptes d'ordre			22.111.980,—
Profits et Pertes :			
Résultats de l'exercice			1.857.830,26
		Total Fr.	112.250.556,99

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :		
Capital, représenté par 50.000 actions de 1.000 fr. cong. 50.000.000,—		
5.500 parts de fondateur ..... pour mémoire		
	50.000.000,—	
Fonds d'amortissement	602.650,49	
		50.602.650,49
Dettes de la société envers les tiers :		
à court terme :		
Créditeurs divers	32.159.524,54	
Société du groupe créditrices	7.376.401,96	
		39.535.926,50
Comptes créditeurs		—
Comptes d'ordre		22.111.980,—
	Total Fr.	112.250.556,99

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 MARS 1952.

DOIT.

Frais généraux d'administration		1.594.676,55
Amortissements :		
Sur premier établissement		602.650,49
Sur valeurs immatérielles		45.844,—
	Fr.	2.243.171,04

AVOIR.

Intérêts, escomptes et divers	fr.	19.417,36
Produits divers		365.923,42
Résultats :		
Perte de l'exercice		1.857.830,26
	Fr.	2.243.171,04

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

LISTE
DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

M. Robert Ellissen, ingénieur des Arts & Manufactures, Paris, 1, rue de Longchamp, Paris. Président d'honneur.

M. Louis Zurstrassen, industriel, 9, rue des Combattants, Lambermont. Président.

M. Franz Leemans, licencié en sciences commerciales et consulaires, 25, rue de Renivaux, Ottignies. Vice-Président.

M. Yves de Brouwer, docteur en droit, 31, rue Père Eudore Devroye, Etterbeek. Administrateur-délégué.

M. René Bidoul, docteur en droit, 28, avenue Victor Jacobs, Etterbeek. Administrateur.

M. Léon-Joseph Dubois, ingénieur des Arts et Métiers, 1, avenue Général Maunoury, Paris. Administrateur.

M. Jean Lemaigre, avocat, 17, rue Willy Ernst, Charleroi. Administrateur.

M. Joseph Moise, administrateur de sociétés, 41, rue de la Vallée, Bruxelles. Administrateur.

M. Etienne Noël, industriel, 74, avenue Paul Doumer, Paris. Administrateur.

M. Fernand Thomas, ingénieur I. E. Nancy, 14, rue Jean Richepin, Paris. Administrateur.

M. François Trystram, ingénieur E. P., 66, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem. Administrateur.

M. Gérard Zurstrassen, ingénieur, 19, rue Fernand Houget, Verviers. Administrateur.

M. Louis-Didier Zurstrassen, industriel, 9, rue des Combattants, Lambermont. Administrateur.

M. Jacques Dandois, technicien, 94, avenue du Diamant, Schaerbeek. Commissaire.

M. Jacques Jungers, docteur en droit, 57, avenue des Cerisiers, Schaerbeek. Commissaire.

M. Emile Liénart, docteur en droit, 6, rue de la Limite, Saint-Josse-ten-Noode. Commissaire.

M. Achille Musschoot, expert-comptable, 45, boulevard H. Conscience, Bruges. Commissaire.

Les administrateurs :

(s) Yves de BROUWER (s) Joseph MOISE (s) Fernand THOMAS
(s) Louis ZURSTRASSEN (s) René BIDOUL (s) François TRYSTRAM
(s) Jean LEMAIGRE (s) Louis-Didier ZURSTRASSEN.

Les commissaires :

(s) Emile LIENART (s) Jacques DANDOIS.

CONGOREAL
Compagnie Congolaise d'Entreprise et de Réalisation

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 127, rue du Marché, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 227.371.

Compte chèques-postaux n° 336.83.

—

DEMISSION — NOMINATION.

Extrait des résolutions
votées par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 25 juin 1952.

Quatrième résolution.

Monsieur Antoine J. LEENAARDS, administrateur de sociétés, 6, avenue Louise-Marie, Anvers, est nommé administrateur en remplacement de Monsieur Franz LEEMANS, démissionnaire; son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 1954.

Messieurs Yves de BROUWER, Joseph MOISE et Etienne NOEL, administrateurs sortants, sont réélus administrateurs; leur mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 1957.

Pour extrait conforme,

L'administrateur-délégué, — *Un administrateur,*

(s.) Yves de BROUWER. — (s.) Joseph MOISE.

« LA NIENGELE »

Société congolaise à responsabilité limitée

Registre du Commerce d'Anvers n° 30.200.

—

PAIEMENT DE DIVIDENDE.

Le dividende voté par l'assemblée générale ordinaire du 8 juillet 1952 sera payable à partir du 22 juillet 1952 aux guichets de la Banque Commerciale du Congo, s. a., 1, Meir à Anvers et 14, rue Thérésienne à Bruxelles, par :

1) fr. 24,90 net d'impôt contre *coupon n° 25* des parts sociales *nouvelles* échangées (cadre vert);

2) fr. 1,25 net d'impôt contre *coupon n° 27* des parts sociales anciennes *(cadre rouge)* encore échangeables (20 parts contre 1 nouvelle, cadre vert); les coupons n°s 24 et 25 (exercices 1948-1949) des parts sociales anciennes (cadre rouge) étant sans valeur.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Intertropical-Comfina « INTERFINA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 66, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 3593.

—

Autorisée par arrêté du Régent en date du 31 mai 1950.

Acte constitutif publié à l'annexe au «Bulletin Officiel du Congo Belge» du 15 juillet 1950 et à l'annexe au « Moniteur Belge » du 24 juin 1950, acte n° 15686.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 1er juillet 1952.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*		
En Europe et en Afrique ..... fr.		36.684.945,—
II. — *Réalisable :*		
Marchandises en Europe et en Afrique	128.866.722,98	
Produits et vivres africains	32.902.493,05	
Emballages	15.938.635,15	
Portefeuille - titres	65.825.863,55	
Débiteurs d'Europe et d'Afrique	147.192.091,29	
		390.725.806,02
III. — *Disponible :*		
Caisses, banques et chèques-postaux d'Europe et d'Afrique		67.461.993,98
IV. — *Divers :*		
Dépenses exposées par anticipation et frais à récupérer en 1952	2.476.397,02	
Comptes débiteurs	417.527,91	
		2.893.924,93
V. — *Comptes d'ordre :*		
Garanties statutaires	pour mémoire	
Divers engagements et contrats en cours	pour mémoire	
Banque du Congo Belge : cautionnem. agents	74.438,75	
		74.438,75
Total de l'Actif : Fr.		497.841.108,68

PASSIF.

I. — *Envers la société :*		
Capital : représenté par :		
128.400 parts sociales sans désignation de val.	98.000.000,—	
4.000 actions privilégiées de fr. 500 chacune	2.000.000,—	
	100.000.000,—	
Réserve légale (investie dans la Colonie)	10.000.000,—	
Réserve extraordinaire	100.000.000,—	
		210.000.000,—
Plus-value réalisée par vente d'immeubles :		
Partie immunisée (décrets des 6 juillet 1948 et 10 septembre 1951)	31.753.815,87	
Partie non immunisée	22.306.188,13	
		54.060.004,—
II. — *Fonds de renouvellement*		8.024.950,23
III. — *Fonds de pension personnel Europe*		7.025.868,80
IV. — « *Welfare* » *en faveur personnel indigène*		317.000.—
V. — *Envers les tiers :*		
Créditeurs	140.990.557,88	
Versements non appelés sur portefeuille-titres	227.500,—	
Dividendes non réclamés	2.621.656,30	
		143.839.714,18
VI. — *Divers :*		
Provision pour divers frais à payer pendant les exercices ultérieurs	7.574.795,06	
Provision pour pertes et avaries	9.153.936,08	
Provision pour impôts et charges	9.375.422,—	
Comptes créditeurs	1.304.410,40	
		27.408.563,54
VII. — *Comptes d'ordre :*		
Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire	
Divers engagements et contrats en cours	pour mémoire	
Agents : comptes cautionnements	74.438,75	
		74.438,75
VIII. — *Compte de Profits et Pertes :*		
Report de l'exercice 1950	2.537.133,44	
Bénéfice de l'exercice 1951	44.553.435,74	
		47.090.569,18
Total du Passif : Fr.		497.841.108,68

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Dépenses d'Europe et d'Afrique	fr.	54.819.963,05
Impôts fonciers et contributions directes Europe et Afrique		1.791.088,84
Amortissements d'Europe et d'Afrique :		
Immeuble Bruxelles	54.000,—	
Immeuble Afrique	444.547,06	
Mobilier et Matériel Europe	26.535,—	
Mobilier et Matériel Afrique	1.147.927,05	
Matériel de transit et transport	732.251,57	
		2.405.260,68
Provision pour pertes et avaries		3.000.000,—
Provision de l'exercice pour impôts et charges		6.500.000,—
Report de l'exercice 1950	2.537.133,44	
Bénéfice de l'exercice 1951	44.553.435,74	
		47.090.569,18
Total du Débit :	Fr.	115.606.881,75

CREDIT.

Report de l'exercice 1950	fr.	2.537.133,44
Produits du portefeuille et divers		4.238.366,20
Bénéfices sur réalisations immobilisé		568.256,01
Résultats bruts d'exploitation		103.254.872,70
Provision pour impôts et charges devenue disponible		4.730.923,40
Reliquat taxe mobilière année 1949		277.330,—
Total du Crédit :	Fr.	115.606.881,75

REPARTITION DU BENEFICE.

Prélèvement d'une somme de pour porter la Réserve extraordinaire de Frs. 100.000.000,— à Frs. 115.000.000,—	fr.	15.000.000,—
Prélèvement d'une somme de au profit du compte « Fonds du personnel d'Europe ».	fr.	2.100.000,—
6 % d'intérêt statutaire aux 4.000 actions privilégiées de Frs. 500,— chacune		120.000,—

6 % constituant le premier dividende des 128.400 parts sociales figurant dans notre capital social pour Francs 98.000.000,—, soit Frs. 45,794 par part, ou	fr.	5.880.000,—

Le surplus, soit Frs. 23.990.569,18

sera réparti comme suit :

Tantièmes statutaires		3.349.674,20
Un second dividende de Frs. 134,926 par part, ou		17.324.498,40
Solde à reporter à nouveau		3.316.396,58
	Fr.	47.090.569,18

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS AU PREMIER JUILLET 1952.

M. De Bauw, Anatole, licencié en sciences commerciales et coloniales, 107, avenue Defré, Uccle. Président.

M. Rogogine, Georges, administrateur de sociétés, 441, avenue Louise, Bruxelles. Administrateur-délégué.

M. Baseleer, Richard, licencié en sciences commerciales et coloniales, 142, avenue Prekelinden, Bruxelles. Administrateur.

M. Bombeeck, Jean, directeur de sociétés, 92, avenue du Castel, Bruxelles. Administrateur.

M. Gérard, Auguste, administrateur de sociétés coloniales, 6, avenue de la Jonction, Bruxelles. Administrateur.

M. Gofers, Hubert, agent de change, 196, avenue Winston Churchill, Bruxelles. Administrateur.

M. Houssa, Maurice, administrateur de sociétés, 2, avenue de l'Amérique, Hoeilaart. Administrateur.

M. Jeanty, Robert, avocat, 2, boulevard Général Tilkens, Léopoldville (Congo Belge). Administrateur.

M. Périer, Gilbert, docteur en droit, 573, avenue Louise, Bruxelles. Administrateur.

M. Relecom, Jacques, ingénieur, 435, avenue Louise, Bruxelles. Administrateur.

M. Eggermont, Paul, ingénieur, 14, rue Antoine Labarre, Bruxelles. Commissaire.

M. Desmet, Georges, chef-comptable, 138, rue du Pinson, Boitsfort. Commissaire.

M. Felsenhart, Victor, agent de change, 216, rue de la Loi, Bruxelles. Commissaire.

M. Meily, Jean, expert-comptable, 11, avenue Jules Malou, Bruxelles. Commissaire.

M. Squelin, Hubert, ingénieur commercial, rue des Cottages, 154, Uccle. Commissaire.

M. Van De Velde, Marcel, docteur en droit, 115, avenue de France, Anvers. Commissaire.

L'Administrateur-délégué, *Le Président,*

G. ROGOGINE. A. DE BAUW.

NOMINATION

(Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 1er juillet 1952).

« Mr. le Président propose à l'assemblée de confier le mandat d'administrateur laissé vacant par le décès de Mr. BLANQUET à Mr. Marcel » LEROT, ingénieur commercial, 274, avenue Molière, Bruxelles.

» A l'unanimité l'assemblée approuve cette nomination.

» Le mandat de Mr. LEROT prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1955. »

Pour extrait conforme.

L'Administrateur-délégué, *Le Président,*

G. ROGOGINE. A. DE BAUW.

Société Minière de Surongo

Société congolaise à responsabilité limitée

Constituée le 18 octobre 1927.

Approuvée par arrêté royal du 29 octobre 1927.

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 81, rue d'Arlon, Bruxelles.

Registre de Commerce : Bruxelles n° 5605.

Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 2 et 3 novembre 1927, sous le n° 13.167 et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1927, page 1049.

Statuts modifiés le 2 octobre 1934, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 20 octobre 1934, sous le n° 13.272 et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1935, page 73.

Statuts modifiés le 21 décembre 1937, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 2 février 1938, sous le n° 893 et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1938, page 88.

Modifications approuvées par arrêté royal du 27 décembre 1937, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1938, page 63.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 24 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé :		
Frais de constitution ..... fr.	1,—	
Frais de premier établissement	1,—	
Mobilier et matériel de bureau	1,—	
Immobilisations en Afrique	1.030.902,—	
	1.030.905,—	
Amortissement	300.000,—	
		730.905,—
Réalisable et disponible :		
Cautions et garanties	500.900,—	
Produits en stock	906.657,99	
Portefeuille titres	11.083.653,95	
Portefeuille fonds d'Etat	2.270.000,—	
Débiteurs divers	2.345.112,40	
Banques, caisses et chèques postaux	3.391.700,04	
		20.498.024,38
Divers :		
Dépenses exposées par anticipation	1.485,50	
Participation à recevoir	27.700,—	
Provision pour financer l'actif commun en Afrique	1.813.335,—	
		1.842.520,50
Compte d'ordre :		
Dépôts statutaires		P.M.
	Fr.	23.071.449,88

PASSIF.

Envers la société :		
Capital (250.000 parts sociales) ..... fr.	17.000.000,—	
Réserve statutaire	771.232,58	
Provision pour frais de recherches nouvelles, réinvestissement dans la Colonie et éventualités diverses	621.473,20	
		18.392.705,78
Envers les tiers :		
Créditeurs divers	1.389.043,61	
Dividendes à payer	301.931,88	
		1.690.975,49
Divers :		
Provision pour frais à payer pendant l'exercice 1952		144.024,90
Compte de profits et pertes :		
Report de l'exercice 1950	517.123,35	
Bénéfice de l'exercice	2.326.620,36	
		2.843.743,71
Compte d'ordre :		
Dépôts statutaires		P.M.
	Fr.	23.071.449,88

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais d'administration, de banques et divers Bruxelles et Afrique ..... fr.		638.959,50
Impôts et taxes :		
Taxe sur titres cotés en Bourse	14.850,—	
Impôts sur zones à droit de recherches	36.400,—	
Taxe sur concessions minières	22.162,—	
Impôt personnel de la société en Afrique	18.989,—	
Redevances forestières	36.590,—	
Redevances foncières	22.500,—	
		151.491,—
Amortissement sur matériel installé en Afrique		300.000,—

Bénéfice :

Report de l'exercice 1950	517.123,35	
Bénéfice de l'exercice	2.326.620,36	
		2.843.743,71
	Fr.	3.934.194,21

CREDIT.

Report de l'exercice 1950	fr.	517.123,35
Bénéfice d'exploitation		340.613,40
Revenus du portefeuille titres et revenus financiers		3.076.457,46
	Fr.	3.934.194,21

SITUATION DU CAPITAL

Le capital est de frs. 17.000.000, entièrement libéré, représenté par 250.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 24 juin 1952.

1°) L'assemblée approuve à l'unanimité le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1951 ainsi que la répartition du bénéfice et la date de mise en paiement du dividende.

2°) L'assemblée, à l'unanimité, donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1951.

3°) L'assemblée, à l'unanimité, réélit Mr. Alfred Moeller de Laddersous en qualité d'administrateur pour un terme de six ans.

De même, Mr. Jean Bombeeck est élu en qualité d'administrateur pour achever le mandat de Mr. Maurice Blanquet, administrateur décédé, qui prendra fin après l'assemblée de 1953.

Mr. Max Blanquet est également élu en qualité de commissaire pour achever le mandat de Mr. Jean Bombeeck, nommé administrateur, qui prendra fin après l'assemblée de 1957.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

M. A. Moeller de Laddersous, Vice-Gouverneur Général honoraire, 1, place de la Sainte-Alliance, Uccle.

M. H. de Rauw, ingénieur civil des mines et géologue A. I. Lg., Eghezée.

M. le Général G. Moulaert, Vice-Gouverneur Général honoraire, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. P. de Hemptinne, propriétaire, 10, rue Mignot Delstanche, Ixelles.

M. R. Brosius, ingénieur, 90, rue Jourdan, Bruxelles.

M. J. Bombeeck, directeur de société, avenue du Castel, 92, Woluwe-Saint-Lambert.

Commissaires :

M. M. Delalieux, ingénieur commercial, 50, av. Huart-Hamoir, Schaerbeek.

M. M. Blanquet, 202, rue Washington, Bruxelles.

L'administrateur-délégué :

H. de RAUW.

Union Minière du Haut-Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 13.377.

—

Acte de constitution et modifications aux statuts publiés :

— au « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » de novembre 1906, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 29 juin 1912, 7 mars 1914, 15 décembre 1920, 15 février 1922, 15 janvier 1925, 15 avril 1925, 15 décembre 1927, 15 avril 1937, 15 août 1945, 15 avril 1947, 15 janvier 1948, 15 septembre 1948, 15 septembre 1949;

— et aux annexes au « Moniteur Belge » des 9 avril 1919 (acte n° 2105), 28 novembre 1920 (acte n° 12.463), 16/17 janvier 1922 (acte n° 609), 7 mars 1925 (actes n^{os} 2066, 2067), 3 septembre 1927 (acte n° 11.107), 23 avril 1937 (actes n^{os} 5554, 5555), 14/15 mai 1945 (acte n° 6.185), 19 avril 1947 (acte n° 6.678), 7 février 1948 (acte n° 2.163), 1er septembre 1948 (acte n° 17.885), 25/26 juillet 1949 (acte n° 16.287).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 26 juin 1952.

ACTIF.

I. *Actif immobilisé :*

Premier établissement :

a) Concessions minières ..... (*) pour mémoire

(*) Les concessions ont été obtenues en échange des titres et avantages suivants :
264.000 actions de dividende, remplacées depuis lors par des parts sociales.
Une somme de Fr. 6.000.000,— en 1922.
Une redevance annuelle égale à 10 p. c. du bénéfice distribué au delà de Fr. 93.150.000,— depuis 1937.
414.000 droits de vote aux assemblées générales.
Des droits de souscription par priorité pour le quart des titres nouveaux offerts pour souscription aux actionnaires.

b) Usines, bâtiments, mobilier, installations diverses, matériel et avances sur commandes de matériel ..... fr.	9.717.219.924	
Moins :		
Amortissements	4.892.486.300	
		4.824.733.624
II, *Actif réalisable :*		
Magasins d'approvisionnements		292.941.235
Portefeuille :		
a) Participations	644.739.817	
Moins :		
Montant restant à appeler	27.943.500	
	616,796.317	
b) Fonds d'Etat et obligations	1.684.332.598	
		2.301.128.915
Produits : Minerais et métaux		721.126.441
Débiteurs divers		1.602.542.209
III. *Actif disponible :*		
Banques et Caisses		2.468.425.791
IV. *Divers :*		
Comptes débiteurs divers		34.148.551
V. *Comptes d'ordre :*		
Garanties statutaires		pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours		pour mémoire
	Fr.	12.245.046.766

PASSIF.

I. *Passif de la société envers elle-même :*		
Capital social :		
Représenté par 1.242.000 parts sociales sans désignation de valeur ..... fr.		3.000.000.000
Réserves :		
Fonds de réserve	280.494.309	
Fonds spécial de réserve et de prévision	566.843.006	
Fonds spécial de renouvellement	1.000.000.000	
Réserve pour régularisation de la valeur des stocks	132.614.712	
		1.979.952.027

II. *Passif de la société envers des tiers :*

Exigible à long terme :

200.000 obligations nominatives 4 1/2 p. c. de 100 francs chacune à droit de vote		20.000.000
Exigible à court terme :		
Créditeurs divers		2.748.040.225
Coupons à payer		27.103.351

III. *Divers :*

Comptes créditeurs divers :		
Provisions pour grosses réparations et remplacements de matériel	1.146.646.057	
Autres comptes créditeurs	651.218.874	
		1.797.864.931

IV. *Comptes d'ordre :*

Titulaires de cautionnements statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

V. *Solde :*.

Profits et Pertes :		
Report à nouveau de l'exercice précédent	111.804.549	
Bénéfice de l'exercice 1951	2.560.281.683	
		2.672.086.232
	Fr.	12.245.046.766

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1951.

DEBIT.

Intérêts et taxe mobilière sur obligations 4 1/2 p. c.	fr.	1.034.483
Redevance au Comité Spécial du Katanga (Art. 37 des Statuts)		140.323.554
Amortissements :		
sur premier établissement	800.000.000	
sur magasins d'approvisionnements	5.978.393	
		805.978.393
Provision pour impôt complémentaire sur les bénéfices		622.661.088
Solde bénéficiaire		2.560.281.683
	Fr.	4.130.279.201

CREDIT.

Résultats d'exploitation	fr.	4.002.830,784
Revenus de portefeuille		121.296.194
Intérêts, commissions et divers		6.152.223
	Fr.	4.130.279.201

TAXES ET IMPOTS AFFERENTS A L'EXERCICE 1951.
(Récapitulation)

Droits de sortie (déduits des résultats d'exploitation)	fr.	864.161.239
Taxes et impôts divers (déduits des résultats d'exploitation)		264.388.371
Impôt complémentaire sur les bénéfices (inscrit au compte de profits et pertes)		622.661.088
Taxe mobilière sur le dividende (déduite du dividende distribué)		254.385.542
	Fr.	2.005.596.240

AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES NETS.

Bénéfice net de l'exercice 1951	fr.	2.560.281.683
Report à nouveau de l'exercice précédent		111.804.549
	Fr.	2.672.086.232
Dotation au Fonds de réserve	fr.	19.505.691
Dotation au Fonds spécial de réserve et de prévision		1.000.000.000
Report à nouveau		77.437.865
Dividende à 1.242.000 parts sociales		1.496.385.542
Tantièmes au Conseil d'administration, au Collège des commissaires et au personnel		78.757.134
	Fr.	2.672.086.232

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital social est entièrement libéré.

Liste des administrateurs et commissaires en fonction au moment de l'assemblée générale ordinaire du 26 juin 1952.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

* M. Gaston Blaise, Gouverneur honoraire de la Société Générale de Belgique, 47, avenue Général de Gaulle, Ixelles.

Président honoraire :

* M. Firmin Van Brée, ingénieur des constructions civiles, 5, rue Chair et Pain, Bruxelles.

Vice-Président :

M. Maurice Hely-Hutchinson, conseiller de la Tanganyika Concessions Litd., Union Avenue, Salisbury.

Président du Comité Permanent :

* M. Edgar Sengier, ingénieur civil des mines, 24, av. Ernestine, Ixelles.

Président du Comité local (Elisabethville) :

M. Jules Cousin, ingénieur civil des mines, « La Roseraie », boulevard Elisabeth, Elisabethville.

Administrateurs-délégués :

M. Herman Robiliart, ingénieur civil des mines, 35, avenue Jeanne, Bruxelles.

M. Aimé Marthoz, ingénieur civil, 43, square Vergote, Schaerbeek.

Administrateur-directeur :

M. Richard Terwagne, ingénieur civil des mines, 276, avenue Molière, Uccle.

Administrateurs :

M. Henri Buttgenbach, ingénieur des mines, 182, avenue F. D. Roosevelt, Bruxelles.

M. Paul Gillet, Gouverneur de la Société Générale de Belgique, 45, rue Edmond Picard, Uccle.

* M. Ary Guillaume, Vice-Président du Comité Spécial du Katanga, 402, boulevard du Souverain, Auderghem.

* M. Godfrey C. Hutchinson, administrateur-directeur de la Tanganyika Concessions Ltd., 19/21 Chesham Street, Londres.

---

* *Membres du Comité Permanent.*

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Président :

M. Léon Helbig de Balzac, administrateur de sociétés, 50, boulevard Saint-Michel, Etterbeek.

Commissaires :

M. le Comte Capelle, docteur en droit, La Bruyère par Meux.

M. Pierre Jadot, administrateur de sociétés, Château de Jolimont - La Hulpe.

M. Maurice Robert, ingénieur géologue, 210, avenue Molière, Ixelles.

M. Louis H. Weatherley, Chartered Accountant F. C. A., 2, Devonshire street, Londres.

Un administrateur-délégué,

H. ROBILIART.

Union Minière du Haut-Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 13.377.

—

NOMINATIONS STATUTAIRES.

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 26 juin 1952.

L'assemblée renouvelle le mandat de M. Herman ROBILIART, administrateur et celui de M. Maurice ROBERT, commissaire, qui viennent à expiration immédiatement après l'assemblée.

En outre, sur proposition de la TANGANYIKA CONCESSIONS LIMITED, actionnaire de notre société, elle confie à Lord SELBORNE (demeurant St Ermin's Caxton Street à Londres) le mandat d'administrateur de Mr. Maurice HELY-HUTCHINSON qui vient à expiration immédiatement après l'assemblée.

Cette résolution est prise à l'unanimité des voix.

Pour extrait conforme.

Un administrateur-délégué,

H. ROBILIART.

Union Minière du Haut-Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 13.377.

—

NOMINATION D'UN VICE-PRESIDENT
ET RENOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR-DELEGUE.

Extrait du procès-verbal
de la Réunion du Conseil d'administration tenue le 26 juin 1952.

Sur proposition de Monsieur le Président, le Conseil prend les résolutions suivantes :

1) M. Paul GILLET, administrateur, est nommé Vice-Président en remplacement de M. Maurice HELY-HUTCHINSON dont le mandat d'administrateur a pris fin ce jour.

2) A la suite de sa réélection comme administrateur par l'assemblée générale ordinaire en date de ce jour, M. Herman ROBILIART est nommé à nouveau administrateur-délégué pour la durée de son mandat d'administrateur.

Pour extrait conforme.

Un administrateur-délégué,

H. ROBILIART.

Société Internationale Forestière et Minière du Congo

Société congolaise à responsabilité limitée

(créée par décret en date du 6 novembre 1906)

Siège social : Tshikapa.

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce : n° 8549.

—

Actes publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 8 novembre 1906, p. 498; du 6 septembre 1912, p. 934; du 17 janvier 1915, p. 14; du 27 décembre 1919, p. 1043; à l'Annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1927, p. 353; du 15 janvier 1935, p. 42; du 15 février 1937, p. 141; du 15 avril 1937, p. 236 et du 15 mars 1950, p. 481.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 8 juillet 1952.

ACTIF

I. — IMMOBILISE :			
A) Concession :			
Concession apportée par la Colonie . .		8.000.000,—	
à déduire :			
Amortissements antérieurs		8.000.000,—	
			P. M.
B) Premier établissement :			
Installations minières, constructions, hôpitaux, matériel de transport et divers	193.302.270,—		
à déduire :			
Amortissements . . .	193.302.269,—		
		1,—	
C) Immeuble à Bruxelles		2.500.000,—	
			2.500.001,—
II. — REALISABLE :			
Portefeuille		112.098.585,—	
Fonds publics		7.035.000,—	
Débiteurs divers		10.515.637,—	
Sociétés Affiliées		34.184.576,—	
Marchandises, produits miniers et divers .		13.379.889,—	
			177.213.687,—
III. — DISPONIBLE :			
Banques, caisses et divers.			193.593.423,—
IV. — DIVERS :			
a) Comptes débiteurs		2.010.617,—	
b) Gestion pour compte de tiers-Débiteurs		7.102.884,—	
			9.113.501,—
V. — COMPTES D'ORDRE :			
Garanties statutaires			P. M.
Engagements et contrats divers en cours			P. M.
			Fr. 382.420.612,—

PASSIF

I. — DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :		
Capital :		
320.000 parts sociales sans dés. de valeur	128.000.000,—	
Réserve statutaire	6.358.344,—	
		134.358.344,—
II. — FONDS D'ASSURANCE ET DE PREVISIONS DIVERSES		30.692.172,—
III. — DETTES DE LA SOCIETE ENVERS LES TIERS :		
Créditeurs divers	47.135.394,—	
Sociétés affiliées	90.913.041,—	
Montants non appelés sur participations .	9.539.000,—	
		147.587.435,—
IV. — DIVERS :		
a) Comptes créditeurs	31.219.791,—	
b) Gestion pour compte de tiers. Créditeurs	7.102.884,—	
		38.322.675,—
V. — COMPTES D'ORDRE :		
Titulaires des garanties statutaires		P. M.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours		P. M.
VI. — PROFITS ET PERTES :		
Solde en bénéfice		31.459.986,—
		Fr. 382.420.612,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais d'administration et divers (solde non imputé) . .	1.091.480,—
Droits de sortie	9.073.770,—
Fonds d'assurance et de prévisions diverses	10.000.000,—
Solde en bénéfice	31.459.986,—
Fr.	51.625.236,—

CREDIT

Résultats des exploitations et divers	37.608.819,—
Revenus du portefeuille	13.266.854,—
Intérêts en banque, etc.	233.273,—
Produits divers	516.290,—
Fr.	51.625.236,—

SITUATION DU CAPITAL : entièrement libéré.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
TENUE LE 8 JUILLET 1952.

L'assemblée réélit pour un terme de trois ans MM. F. Van Brée, A. E. Thiele, administrateurs et MM. le Comte Fr. X. Carton de Wiart, L. de Cock de Rameyen, P. de Montpellier d'Annevoie, L. Puissant-Baeyens, G. K. Sturm, commissaires sortants; elle élit en qualité d'administrateur pour un terme de trois ans M. Alfred Moeller de Laddersous, qui détiendra le mandat précédemment occupé par M. A. Callens.

L'assemblée acte qu'en vertu des dispositions de l'article 10 des statuts, le Gouvernement de la Colonie, par lettre 5me Direction Générale, 1re Direction, Contrôle et Contentieux Financiers nº C.F. 9.309/Del. du 30 juin 1952, a renouvelé pour 3 ans, le mandat de M. G. Van Esbroeck, administrateur. Ce mandat viendra à expiration après l'assemblée générale de 1955.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président du Conseil : M. Paul Gillet, Ingénieur Civil des Mines, 45, rue Edmond Picard, Uccle.

Président honoraire : M. Firmin Van Brée, Ingénieur des Constructions Civiles, 5, rue Chair et Pain, Bruxelles.

Administrateur délégué-Directeur général : M. Georges Lescornez, Administrateur de Sociétés, 9, Avenue des Capucines, Bruxelles.

Administrateurs :

MM. le Baron Carton de Wiart, Docteur en Droit, 177, Avenue de Tervueren, Bruxelles.

Guillaume Van Esbroeck, Ingénieur Civil des Mines, Avenue Lancaster, 91, Uccle.

Allan A. Ryan, Administrateur de Sociétés, 2, Park Avenue, New-York, 16. N.Y.

Pierre Ryckmans, Avocat, 1, rue Nisard, Boitsfort.

Albert E. Thiele, Administrateur de Sociétés, 120, Broadway, Room 3555, New-York, 5 N.Y.

William H. Tuck, Ingénieur, « Perrywood » Upper Marlboro, Maryland, U.S.A.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES

MM. le Comte François-Xavier Carton de Wiart, Docteur en Droit, 85, rue d'Arlon, Bruxelles.

L. de Cock de Rameyen, Propriétaire, 203, Chaussée de Malines, Anvers.

P. de Montpellier d'Annevoie, Administrateur de Sociétés,, Château de et à Annevoie.

le Baron L. Jacques de Dixmude, Officier, 15, Val de la Cambre, Bruxelles.

Lucien Puissant-Baeyens, propriétaire, 2, rue du Monastère, Bruxelles.

G. K. Sturm, Avocat. 120, Liberty Street, Room 1111, New-York, 6 N.Y.

L'Administrateur-délégué, Le Président,

G. LESCORNEZ. P. GILLET.

Société Minière de la Tele

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville.

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : N° 8548.

Registre du Commerce de Stanleyville : N° 516.

Actes publiés aux Annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 29 juin 1912, du 15 mars 1935, du 15 octobre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 8 juillet 1952.

ACTIF

I. — IMMOBILISE :		
Premier établissement.		1,—
II. — REALISABLE :		
Portefeuille-Titres et participations . .	22.171.986,—	
Fonds publics	2.108.740,—	
Débiteurs divers	13.042.799,17	
		37.323.525,17

III. — DISPONIBLE :

Banques et caisses	8.257.500,31

IV. — DIVERS :

Gestion pour compte de tiers	106.531.380,—

V. — COMPTES D'ORDRE :

Garanties statutaires	P. M.
Engagements et contrats divers en cours	P. M.
	152.112.406,48

PASSIF

I. — DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME:

Capital : 50.000 actions de capit. de 500 fr. chacune	25.000.000,—	
Réserve statutaire.	718.097,18	
Fonds de réserve spécial	1.700.000,—	
		27.418.097,18

II. — DETTES DE LA SOCIETE ENVERS DES TIERS :

Montants non appelés sur participations .	1.911.667,—	
Créditeurs divers	11.013.448,29	
		12.925.115,29

III. — DIVERS :

Comptes créditeurs	3.058.219,—	
Gestion pour compte de tiers	106.531.380,—	
		109.589.599,—

IV. — COMPTES D'ORDRE :

Titulaires des garanties statutaires	P. M.
Engagements et contrats divers en cours	P. M.

V. — PROFITS ET PERTES :

Solde en bénéfice	2.179.595,01
	152.112.406,48

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais généaux	1.334.860,25
Solde	2.179.595,01
	3.514.455,26

CREDIT

Produits de l'exercice	2.137.975,40
Revenus du Portefeuille	1.205.776,53
Revenus financiers et divers	170.703,33
	3.514.455,26

SITUATION DU CAPITAL AU 8-7-1952 : entièrement libéré.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES TENUE LE 8 JUILLET 1952.

L'assemblée :

a) réélit en qualité d'administrateurs MM. José Bourgeois et Paulo de Hemptinne; leurs mandats prendront fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1958;

b) élit en qualité d'administrateur M. Albert Parmentier, Ingénieur des mines, Directeur Technique de la Forminière, pour achever le mandat de M. A. Wisseler, administrateur décédé. Ce mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1956;

c) autorise la restitution de 25 actions de capital ayant constitué le cautionnement d'Administrateur de M. A. Wisseler.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président du Conseil : M. Georges Lescornez, Administrateur de Sociétés, 9, Avenue des Capucines, Bruxelles.

Administrateur Délégué : M. Prosper Lancsweert, Ingénieur, 34, Avenue du Val d'Or, Woluwe-St-Pierre.

Administrateurs :

MM. René Brosius, Ingénieur, 90, rue Jourdan, St-Gilles.

Albert E. Thiele, Administrateur de Sociétés, 120, Broadway, Room 3555, New-York.

Paulo de Hemptinne, Administrateur de Sociétés, 10, rue Mignot Delstanche, Bruxelles.

José Bourgeois, Administrateur de Sociétés, 182, Chaussée de Mons, Bruxelles.

Charles Hallez, Administrateur de Sociétés, 53, Avenue Minerve, Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES

MM. le Baron de Beco, Avocat honoraire, 41, Avenue de l'Observatoire, Uccle.

J. Meily, Expert comptable, 11, Avenue Jules Malou, Etterbeek.

Le Président.

G. LESCORNEZ.

Société Forestière et Commerciale du Congo Belge

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège Administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : N° 8545.

Registre du Commerce de Léopoldville : N° 2151.

—

Actes publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge des 29 juin 1912, 15 janvier 1929 et 15 mai 1935 et au Bulletin Administratif du Congo Belge du 10 février 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

ACTIF

II. — IMMOBILISE :			
Premier établissement :			
Constructions, installations diverses, routes, matériel de transp. et divers	110.816.091,—		
Nouvelles immobilisations.	13.994.442,—		
		124.810.533,—	
à déduire :			
Amortissements antérieurs	63.019.328,—		
Amortissem. de l'exercice.	11.987.894,—		
		75.007.222,—	
			49.803.311,—

II. — REALISABLE :

Portefeuille-Titres	12.071.102,—	
Marchandises, produits en stock et divers.	21.249.770,—	
Débiteurs divers	9.369.178,—	
		42.690.050,—

III. — DISPONIBLE :

Banques, caisses et chèques postaux	9.839.397,—

IV. — COMPTES DIVERS :

Comptes de régularisation — comptes débiteurs . . .	709.562,—

V. — COMPTES D'ORDRE :

Garanties statutaires	P. M.
Engagements et contrats divers en cours	P. M.

VI. — PROFITS ET PERTES :

Solde reporté	7.240.572,—	
Bénéfice de l'exercice 1951	4.547.510,—	
		2.693.062,—
	Fr.	105.735.382,—

PASSIF

I. — DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital : 100.000 actions de 500 fr. . .	50.000.000,—	
Réserve statutaire	480.886,—	
Fonds de prévision	2.000.000,—	
Fonds de renouvellement matériel . . .	5.000.000,—	
		57.480.886,—

II. — DETTES DE LA SOCIETE ENVERS LES TIERS :

Participation à régler	3.750,—	
Dividende à payer	7.152.164,—	
Créditeurs divers	33.869.549,—	
		41.025.463,—

III. — COMPTES DIVERS :

Comptes de régularisation — comptes créditeurs	5.056.288,—	
Fonds pour investissements en faveur des indigènes	2.172.745,—	
		7.229.033,—

IV. — COMPTES D'ORDRE :

Déposants statutaires	P. M.	
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	P. M.	
		P. M.
	Fr.	105.735.382,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais généraux d'administration		3.823.269,—
Frais financiers		6.675,—
Amortissements		11.987.894,—
Solde		4.547.510,—
	Fr.	20.365.348,—

CREDIT

Résultats des exploitations et divers		19.148.192,—
Revenus du portefeuille et divers.		1.217.156,—
	Fr.	20.365.348,—

Situation du capital : le capital a été entièrement libéré.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES TENUE LE 8 JUILLET 1952.

L'assemblée réélit en qualité d'administrateurs MM. Pierre Miny et Louis Ahrens; leurs mandats prendront fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1958.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président : M. Georges Lescornez, Administrateur de Sociétés, 9, Avenue des Capucines, Bruxelles.

Administrateur délégué : M. Adolphe Crochet, Administrateur de Sociétés, 25, rue Victor Audard, Schaerbeek.

Administrateurs :

MM. Louis Ahrens, Administrateur de Sociétés, 114, Avenue de Tervueren, Bruxelles.

Baron C. de Jacquier de Rosée, Administrateur de Sociétés, 25, rue Belliard, Bruxelles.

Marcel Maquet, Gouverneur de Province Honoraire du Congo, 283, Avenue de Broqueville, Bruxelles.

Pierre Miny, Administrateur de Sociétés, 39, rue J.-Bte Meunier, Bruxelles.

Léopold Mottoulle, Docteur en médecine, 31, rue des Liégeois, Bruxelles.

Lucien Puissant-Baeyens, Administrateur de Sociétés, 2, rue du Monastère, Bruxelles.

Edmond Verfaillie, Administrateur de Sociétés, 26, Avenue Albert-Elisabeth, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

MM. Louis Gentil, Chef de Culture, 33, Avenue de l'Arbalète, Boitsfort.

Jean Meily, Expert Comptable, 11, Avenue Jules Malou, Bruxelles.

Jules Vanderhallen, Commissaire de District Honoraire du Congo, 108, Avenue E. Parmentier, Woluwe-St-Pierre.

Le Président,

G. LESCORNEZ.

Compagnie Belge d'Assurances Générales sur la Vie, les Fonds Dotaux et les Survivances

Société Anonyme

MODIFICATIONS AUX STATUTS. — EXTRAIT.

—

D'un acte avenu devant Maître Octave de Heyn, substituant Maître Hubert Scheyven, tous deux notaires à Bruxelles, le neuf mai mil neuf cent cinquante, portant la mention suivante d'enregistrement :

« Enregistré à Bruxelles, 4me Bureau A.C., le 16 mai 1950, volume 194, » folio 78, case 4, 13 rôles, un renvoi. Reçu : un million deux cent mille » francs. Le Receveur (signé) A. Meunier. »

Il résulte que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Compagnie Belge d'Assurances Générales sur la Vie, les Fonds dotaux et les Survivances, société anonyme dont le siège est établi à Bruxelles, fondée suivant acte reçu par Maîtres Morren et Caroly, notaires à Bruxelles, le quatorze juillet mil huit cent vingt quatre et dont les statuts, arrêtés suivant acte reçu par Maître Jean-Paul Englebert, substituant Maître Auguste Scheyven, tous deux notaires à Bruxelles, le douze mars mil neuf cent treize, publié aux annexes du Moniteur Belge des trente/trente et un mars mil neuf cent treize, numéro 2085 et dont les statuts ont été modifiés par divers actes,

A apporté aux statuts les modifications suivantes : Le texte de l'article dix est remplacé par :

« Le capital de la société est de cent quarante millions de francs, repré- » senté par :

» 1. Douze mille actions privilégiées nominatives de mille francs cha- » cune, entièrement libérées.

» 2. Huit mille actions privilégiées nominatives de mille francs cha- » cune, libérées de vingt pour cent.

» 3. Quarante huit mille actions au porteur de mille francs chacune.

» 4. Soixante douze mille actions nominatives de mille francs chacune, » libérées de vingt pour cent.

» Le capital peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée » générale délibérant conformément à l'article quarante trois ci-après.

» En cas d'augmentation du capital, les actions à souscrire en numéraire » seront offertes par préférence aux propriétaires des actions existant » au jour de l'émission, au prorata du nombre de titres appartenant à » chacun d'eux ; le droit de préférence s'exercera dans le délai et aux con- » ditions fixés par le conseil d'administration. Le non-usage total ou partiel » par certains propriétaires de titres de leur droit de préférence aura » pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

» Toutefois, l'assemblée générale, à la simple majorité des voix pourra » décider que tout ou partie des nouveaux titres à souscrire en numéraire

» ne seront pas offerts par préférence aux propriétaires des actions exis-
» tantes.

» La société, par décision du conseil d'administration, aura dans tous
» les cas, la faculté de passer, aux clauses et conditions qu'elle avisera,
» toutes conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie
» des nouveaux titres à émettre. »

A l'article vingt deux, les alinéas huit et neuf sont remplacés par :

« Il peut déléguer des pouvoirs spéciaux déterminés, soit à un ou plu-
» sieurs de ses membres, soit au directeur, soit à un ou plusieurs fonc-
» tionnaires de la compagnie, soit à d'autres sociétés ou organismes qui la
» représentent ou à leurs fonctionnaires.

» Il peut accorder à un ou plusieurs fonctionnaires de la compagnie le
» titre de directeur adjoint, de sous-directeur, de secrétaire, de fondé de
» pouvoirs. Les attributions et les pouvoirs attachés à ces fonctions sont
» réglés par le conseil d'administration. »

A l'article trente et un, au secundo, après les mots « quatre et demi pour cent l'an, » sont ajoutés les mots « de la partie libérée. »

A l'article quarante quatre, au troisième alinéa, les mots « d'abord les actions privilégiées » sont remplacés par « d'abord le montant libéré des actions privilégiées ».

Pour extrait analytique conforme.

OCTAVE DE HEYN.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles. Reçu : quatre francs, no 9050. Bruxelles, le 5 juillet 1952 (signé) Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus. Bruxelles, le 7 juillet 1952. Le Chef de Bureau (signé) Verleysen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus. Bruxelles, le sept juillet 1952. Le conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Société du Haut-Uele et du Nil « SHUN »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : ABA (Congo Belge).

Siège administratif : 66, rue du Commerce, BRUXELLES.

Registre du Commerce de Bruxelles : N° 3596.

NOMINATIONS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du lundi 30 juin 1952, à 14 h. 30')

Monsieur Maurice BLANQUET, Président et Administrateur-Délégué, étant décédé le 24 mai 1952, le Conseil d'Administration appelle à l'unanimité :

a) M. Georges ROGOGINE, Administrateur, aux fonctions de Président du Conseil d'Administration,

b) M. Marcel LEROT, Administrateur, aux fonctions d'Administrateur-Délégué.

Pour extrait conforme,

L'Administrateur-Délégué,

M. LEROT.

Société du Haut-Uele et du Nil « SHUN »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : ABA (Congo Belge).

Siège administratif : 66, rue du Commerce, BRUXELLES.

Registre du Commerce de Bruxelles : N° 3596.

Autorisée par Arrêté Royal en date du 10 novembre 1924.

Actes constitutifs publiés aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge, année 1924, page 511, et aux annexes au Moniteur Belge, année 1928, acte N° 594.

Modifiés aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge, année 1928, page 185, et aux annexes au Moniteur Belge, année 1928, acte N° 595 aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge, année 1932, page 923, et aux annexes au Moniteur Belge, année 1932, acte N° 13829; aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge, année 1935, page 66, et aux annexes au Moniteur Belge, année 1934, acte N° 13501; aux annexes

au Bulletin Officiel du Congo Belge, année 1936, page 27, et aux annexes au Moniteur Belge, année 1936, acte N° 760; aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge, année 1946, page 189; aux annexes au Moniteur Belge, année 1945, acte N° 10422; aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge, année 1950, page 1754, aux annexes au Moniteur Belge, année 1950, acte N° 17251.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 juin 1952.

ACTIF

I. — IMMOBILISE :

Terrains et Constructions en Afrique :		
Au 1er janvier 1951 . . . . . fr.	14.300.000,—	
Augmentation de l'exercice . . .	811.979,54	
	15.111.979,54	
Amortissement de l'exercice . . .	3.111.979,54	
		12.000.000,—
Véhicules Automobiles en Afrique :		
Au 1er janvier 1951	4.300.000,—	
Augmentation de l'exercice	4.728.852,25	
	9.028.852,25	
Amortissement de l'exercice . . .	3.278.852,25	
		5.750.000,—
Mobilier et Matériel :		
Au 1er janvier 1951	1.000.000,—	
Augmentation de l'exercice	1.121.837,41	
	2.121.837,41	
Amortissement de l'exercice . . .	521.837,41	
		1.600.000,—
Exploitations Agricoles :		
Au 1er janvier 1951	2.280.000,—	
Diminution de l'exercice	191.500,—	
	2.088.500,—	
Amortissement de l'exercice . . .	120.000,—	
		1.968.500,—
		21.318.500,—

II. — REALISABLE :

Marchandises et approvisionnements . .	84.188.837,10	
Produits africains et emballages . . .	8.069.153,—	
Cheptel	2.693.145,—	
Portefeuille et participation	300.003,—	
Cautionnements en numéraire . . .	579.939,29	
Débiteurs divers	21.615.956,98	
		117.447.034,37

III. — DISPONIBLE :

Caisses, banques et chèques-postaux . . . . . (à l'exclusion des fonds détenus en consignation pour compte de tiers).	9.009.804,36

IV. — COMPTES DIVERS :

Dépenses exposées par anticipation et frais à récupérer pendant les exercices ultérieurs	3.495.715,34

V. — COMPTES D'ORDRE :

Garanties statutaires	P. M.
Divers engagements et contrats en cours	P. M.
Fonds détenus en consignation pour compte de tiers . .	385.648,67
Souscripteurs de bons de caisse à émettre	3.000.000,—
Total de l'actif : Fr.	154.656.702,74

PASSIF

I. — ENVERS LA SOCIETE :

a) Capital :		
Représenté par 49.200 parts sociales sans désignation de valeur . . . fr.	30.000.000,—	
b) Réserve Statutaire.	3.000.000,—	
c) Réserve Extraordinaire	20.000.000,—	
		53.000.000,—

II. — « WELFARE » EN FAVEUR DU PERSONNEL INDIGENE 557.517,71

Affectation de l'exercice	557.517,71	—

III. — ENVERS LES TIERS :

Bons de caisse	8.700.000,—	
Créditeurs divers	62.495.623,35	
Dividendes non réclamés	255.825,05	
Versement non appelé sur portefeuille .	180.000,—	
		71.631.448,40

IV. — COMPTES DIVERS :

Provision pour divers frais à payer pendant les exercices ultérieurs . . .	5.451.352,69	
Provis. pour pertes et avaries éventuelles	3.300.000,—	
Provision pour impôts sur résultats exercices 1948, 1949, 1950 et 1951 . . .	5.107.493,—	
		13.858.845,69

V. — COMPTES D'ORDRE :

Titulaires des garanties statutaires	P. M.
Divers engagements et contrats en cours	P. M.
Créditeurs par fonds consignés à la société	385.648,67
Bons de caisse souscrits à émettre	3.000.000,—

VI. — COMPTE DE PROFITS ET PERTES :

Solde créditeur :		
Report de l'exercice précédent . . .	3.408.272,89	
Bénéfice de l'exercice	9.372.487,09	
		12.780.759,98
	Total du passif : Fr.	154.656.702,74

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais généraux :		
Afrique non imputés . . . . fr.	6.339.199,79	
Charges sociales Afrique	2.190.011,—	
		8.529.210,79
Frais généraux :		
Bruxelles		4.323.711,95
		12.852.922,74

Amortissements ordinaires :		
— sur Terrains et Constructions en Afrique	3.111.979,54	
— sur Véhicules automobiles en Afrique	3.278.852.25	
— sur Mobilier et Matériel	521.837,41	
— sur Exploitations Agricoles . . .	120.000,—	
		7.032.669,20
Intérêts sur bons de caisse		481.500,—
Charges financières		1.319.922,37
Provision pour pertes et avaries		932.572,38
Provision pour impôts.		1.400.000,—
Report de l'exercice précédent . . .	3.408.272,89	
Bénéfice de l'exercice	9.372.487,09	
		12.780.759,98
Total du débit : Fr.		36.800.346,67

CREDIT

Report de l'exercice précédent	3.408.272,89
Résultat brut d'exploitation	32.906.320,47
Résultats sur exploitations agricoles	485.753,31
Total du crédit : Fr.	36.800.346,67

AFFECTATION DU BENEFICE

1) A la Réserve Extraordinaire	5.000.000,—
2) Premier dividende de 5 % aux 49.200 parts sociales .	1.500.000,—
3) Au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires	319.165,20
4) Deuxième dividende aux 49.200 parts sociales précitées	2.946.204,—
5) Solde à reporter à nouveau	3.015.390,78
Fr.	12.780.759,98

SITUATION DU CAPITAL

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS AU 30 JUIN 1952

MM. ROGOGINE, Georges, Administrateur de sociétés, 441, Avenue Louise, Bruxelles, Président.

BOMBEECK, Jean, Administrateur de sociétés, 92, Avenue du Castel, Woluwé-St-Lambert, Vice-Président.

LEROT, Marcel, Ingénieur Commercial, 274, Avenue Molière, Uccle, Administrateur-Délégué.

GERARD, Auguste, Docteur en droit, 6, Avenue de la Jonction, Saint-Gilles, Administrateur.

GOFERS, Hubert, Agent de Change, 196, Avenue Winston Churchill, Uccle, Administrateur.

NANNAN, Charles, Directeur de Société, 31, Avenue de la Tenderie, Boitsfort, Administrateur.

ORBAN, Paul, Avocat, 24, Boulevard du Régent, Bruxelles, Administrateur.

JACQUET, Sadi, Officier retraité, 43, Avenue Delleur, Boitsfort, Commissaire.

LAROCQUE, Armand, Industriel, 118, Rue de l'Escaut, Molenbeek-St-Jean, Commissaire.

STRADLING, Maurice, Licencié en sciences commerciales et consulaires, 22b, Square de Meeus, Ixelles, Commissaire.

Les Administrateurs :

(s) G. ROGOGINE. (s) J. BOMBEECK. (s) M. LEROT.
(s) A. GERARD. (s) H. GOFERS. (s) Ch. NANNAN.
(s) P. ORBAN.

Les Commissaires :

(s) A. LAROCQUE. (s) M. STRADLING.

Société du Haut-Uele et du Nil « SHUN »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : ABA (Congo Belge).

Siège administratif : 66, rue du Commerce, BRUXELLES.

Registre du Commerce de Bruxelles : N° 3596.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

(Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 30 juin 1952)

L'assemblée réélit MM. Auguste GERARD et Georges ROGOGINE aux fonctions d'Administrateur.

Le mandat de ces Messieurs prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de 1958.

Pour extrait conforme,

L'Administrateur-Délégué,

M. LEROT.

« LA NIENGELE »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège administratif : 21-23, Longue rue Neuve, Anvers.

Siège social : Niengélé (Lusambo) Congo Belge.

Registre du Commerce de Luluabourg N° 98-12 mars 1952.

Registre du Commerce d'Anvers N° 30.200.

—

Acte constitutif du 15 novembre 1924, publié aux annexes du Moniteur Belge du 10 mai 1925 N° 5913 (Arrêté Royal du 28 février 1925), statuts modifiés par acte du 11 juin 1927, publié aux annexes du Moniteur Belge du 10 août 1927 N° 10381 (Arrêté Royal du 22 juillet 1927) et par acte des 31 juillet et 4 septembre 1937, publiés aux annexes du Moniteur Belge du 28 octobre 1937 N° 14649 et 14650 (Arrêté Royal du 16 octobre 1937).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

ACTIF

IMMOBILISE :

Terrains, Immeubles et Installations . fr.		3.451.096,61	
Amortissements antér. .	3.323.319,41		
Amortissements 1951 .	57.777,20		
		3.381.096,61	
			70.000,—
Plantations.		996.206,32	
Amortissements antérieurs		996.205,32	
			1,—
Mobilier, Matériel et Outillage. . . .		293 405,38	
Amortissements antér. .	222.276,88		
Amortissements 1951 .	11.128,50		
		233.405,38	
			60.000,—

REALISABLE :

Magasins	1.758.715,64
Débiteurs divers	145 619,30
Caisse et Banques	1.260.456,39

COMPTES D'ORDRE :	
Cautionnements statutaires	P. M.
Dépôts de garantie	110.690,05
	3.405.482,38

PASSIF

ENVERS LA SOCIETE :	
Capital : 5.000 parts sociales s.d.d.v. fr.	1.500.000,—
Réserve légale	94.696,82
Provision pour amortissements sur réévaluation des actifs au Congo	550.000,—
Fonds pour le bien-être du personnel indigène (solde)	14.135,21
Fonds de Renouvellement	300.000,—
EXIGIBLE :	
Créditeurs divers	315.006,53
Dividendes non encaissés	80.164,27
COMPTES D'ORDRE :	
Déposants statutaires	P. M.
Déposants (garanties)	110.690,05
Solde bénéficiaire	440.789,50
	3.405.482,38

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais généraux et d'Administration	142.693,92
Charges financières	5.970,30
Provision pour amortissement sur réévaluation des actifs au Congo	150.000,—
Fonds de renouvellement	100.000,—
Provision pour impôts.	46.951,89

Amortissements sur :		
Immeubles et Installations	57.777,20	
Mobilier, Matériel et Outillage . . .	11.128,50	
		68.905,70
Solde bénéficiaire		440.789,50
		955.311,31

CREDIT

Bénéfice d'exploitation	953.589,71
Revenus divers	1.721,60
	955.311,31

Approuvé par MM. les Commissaires.

Arrêté par le Conseil d'Administration.

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE :

Réserve légale	fr.	22.039,50
Réserve extraordinaire		200.000,—
Aux parts sociales		150.000,—
Tantièmes statutaires.		68.750,—
	Fr.	440.789,50

RESOLUTIONS PRISES PAR L'ASSEMBLEE STATUTAIRE DU 8 JUILLET 1952

L'assemblée décide :

1. D'approuver le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1951 ainsi que la répartition proposée;

2. De fixer le dividende à raison de :

   Fr. 24,90 net par part sociale nouvelle (cadre vert) contre coupon N° 25 des parts sociales nouvelles échangées;

   Fr. 1,25 net par part sociale ancienne (cadre rouge) contre coupon N° 27 (exercice 1951), payable à partir du 22 juillet 1952;

3. De donner décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exercice 1951;

4. De réélire M. Jean del Marmol et M. Walter Philippsen respectivement comme administrateur et commissaire.

Anvers, le 8 juillet 1952.

Pour copie certifiée conforme :

LA NIENGELE,

(sé) G. de Decker,

Président.

Geregistreerd te Antwerpen (Adm. & O. H. Akten) de tien Juli 1900 twee en vijftig. Boekdeel 229, blad 17, vak 8, twee blad, geen verzending.

Ontvangen veertig frank (40). De Ontvanger a. i. get. R. Coeck.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

MM. Gaston de Decker, administrateur de sociétés, Président-Administrateur-délégué, 24, Avenue Prince Albert, Anvers;

Jean del Marmol, Industriel, administrateur, 16, Avenue Bel-Air, Uccle-Bruxelles;

Pierre Donck, directeur de sociétés, administrateur, 34, Avenue des Erables, Wilrijck-Anvers;

Chevalier Jean Kraft de la Saulx, administrateur de sociétés, administrateur, 2, Boulevard Militaire, Gand;

Guy van Ackere, Industriel, administrateur, Léopoldville, Congo Belge.

COLLEGE DES COMMISSAIRES :

MM. Albert Mendès da Costa, expert-comptable, 26, Avenue Charles Schöller, Auderghem-Bruxelles;

Walter Philippsen, fondé de pouvoirs, 52, rue Jan Moorkens, Berchem-Anvers.

Société des Mines d'Or de Kilo-Moto

Société congolaise à responsabilité limitée

à KILO (Congo Belge).

Siège Administratif : Bruxelles, 1, Place du Luxembourg.

Registre de Commerce n° 737.

—

Statuts approuvés par décret du 8 février 1926, publiés aux annexes du Moniteur Belge des 15-16 février 1926, acte n° 1563. Statuts modifiés par actes insérés aux annexes du Moniteur Belge des 25 novembre 1926, acte n° 12571; 8-9 octobre 1928, acte n° 13320; 15 octobre 1938, acte n° 13805; 14 décembre 1940, acte n° 12473.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

ACTIF

CONCESSION		200.000.000	
Dotation au fonds d'amortissement de la concession :			
à fin 1950	53.537,748		
en 1951	5.858.490		
		59.396.238	
			140.603.762
IMMOBILISE :			
1° Installations minières, usines, centrales, lignes haute tension, sous-stations, ateliers, garages, matériel, immeubles, camps, routes, hôpitaux, etc. . . .		1.003.723.338	
Amortissements antér. .	548.829.534		
Amortiss. de l'exercice .	67.783.109		
		616.612.643	
			387.110.695
2° Etudes, recherches et prospections .		140.446.510	
Amortissements antér. .	117.411.054		
Amortissements de l'ex. par prélèvem. sur prov. p. travaux de rech. et prospections . . .	22.585.000		
par prélèvem. sur P.P.	450.306		
		140.446.360	
			150

3° Installations et immeubles à destination d'œuvres sociales en fav. des indigènes.		5.647.749	
Amortissements antér. .	4.119.457		
Amort. de l'exercice p. prélèvem. sur provision p. œuvres sociales en faveur des indigènes . .	1.528.259		
		5.647.716	
			33
4° Immeubles, cantines, etc., en Afrique, donnés à bail, et l'immeuble du Siège Administratif de Bruxelles, appartenant au domaine privé		4.255.909	
Amortissements antér. .	2.156.703		
Amortiss. de l'exercice .	—		
		2.156.703	
			2.099.206
5° Fermes de culture et d'élevage, appartenant au domaine privé		23.554.286	
Amortissements antér. .	13.078.404		
Amortiss. de l'exercice .	1.227.290		
		14.305.694	
			9.248.592
6° Concession exploitat. Port de Kasenye.		3.117.725	
Amortissements antér. .	1.870.635		
Amortiss. de l'exercice par prélèv. sur le résultat de l'exploit. du Port	103.924		
		1.974.559	
			1.143.166

REALISABLE ET DISPONIBLE :

A. — Appartenant à la concession :

Approvisionn. généraux et en cours de route .	68.116.194	
Cheptel	414.750	
		68.530.944

B. — Appartenant au domaine privé :

Approvisionn. généraux et en cours de route . .	106.892.356	
Minerai extrait en stock	124.148	
Cheptel	16.018.500	
Débiteurs divers . .	49.934.266	

Participation . . .		261.000	
Caisses, Banques, Chèques postaux . . .		10.772.593	
Or à livrer	103.367.643		
A déduire : acomptes versés par la Banque du Congo Belge . .	38.340.000		
		65.027.643	
Argent à réaliser . .		266.970	
			249.297.476
C. — Créances hypothécaires affectées à la gestion du Fonds de Pension du personnel européen et indigène (versements)			3.269.519
			321.097.939
DIVERS :			
Comptes divers débiteurs			18.204.282
COMPTES D'ORDRE :			
Commandes en cours			147.421.661
Garanties statutaires			P. M.
Cautionnements Agents d'Afrique			P. M.
Engagements et contrats divers en cours			P. M.
			Fr. 1.026.929.486

PASSIF

DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :			
Capital :			
200.000 parts soc. en représentation de la Concession			200.000.000
30.000 actions privilégiées de 500 fr.		15.000.000	
30.000 actions privilégiées amorties .		15.000.000	
			30.000.000
30.000 actions de jouissance.			s. d. v.
1.400.000 parts bénéficiaires			s. d. v.
			230.000.000
Réserve statutaire.			23.000.000
Plus-value de réévaluation d'actifs immobilisés . . .			324.465.000

DETTES DE LA SOCIENTE ENVERS LES TIERS :

Emprunts :		
Obligataire C.G.E.R. 1937	5.247.000	
Bons de Caisse Colonie 1948 . . .	50.000.000	
		55.247.000
Coupons à payer et actions privilégiées amorties à rembourser	2.703.476	
Créditeurs divers	36.114.231	
Fonds de pension du personnel européen et indigène, dont 3.363.119 garantis par des créances hypothécaires	57.336.845	
		96.154.552
DIVERS :		
Comptes divers créditeurs	106.475.114	
Provision pour œuvres sociales en faveur des indigènes, et amélioration des camps	19.518.011	
		125.993.125
COMPTES D'ORDRE :		
Commandes en cours		147.421.661
Titulaires de garanties statutaires.		P. M.
Titulaires de cautionnements		P. M.
Engagements et contrats divers en cours		P. M.
BENEFICE A REPARTIR		24.648.148
	Fr.	1.026.929.486

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais généraux d'exploitation et divers		245.677.628
Dépenses d'œuvres sociales :		
Maternités, Goutte de Lait, Orphelinats, Ouvroirs, Consultations de Nourrissons et service social		11.147.425
		256.825.053
Impôts et taxes diverses	9.000.882	
Droit de sortie sur argent et taxe de Statistique sur or et argent	359.175	
		9.360.057

Affectation au Fonds de Pension du personnel européen et indigène		8.000.000
Affectation aux œuvres sociales en faveur des indigènes et amélioration des camps		3.000.000
Charges financières		5.181.331
Prévision fiscale		4.500.000
Provision pour travaux de Recherches et Prospections		29.100.000
Provisions diverses		7.000.000
Amortissements :		
sur concession	5.858.490	
sur immobilisé	69.460.706	
		75.319.196
Bénéfice à répartir		24.648.148
	Fr.	422.933.785

CREDIT

Réalisation de la production au prix officiel	383.684.626
Participation résultats des ventes effectuées par la Société Coopérative « CONGOR »	36.554.502
Remboursement sur or acquis du 1-1-45 au 30-6-46	2.212.189
Recettes diverses	482.468
Fr.	422.933.785

REPARTITION

Le bénéfice s'élevant à 24.648.148,14

se répartit comme suit, en application de l'Art. 48 des Statuts :

A. — Sur le bénéfice, il est prélevé :

Un intérêt de 6 % à fr. 15.000.000 d'actions privilégiées	900.000,—	
Amortissements de 1.200 actions privil.	600.000,—	
		1.500.000,—

B. — Du surplus, fr. 23.148.148,14, il est alloué :

1 % aux Administrateurs et Commiss.	231.481,48	
3 % au personnel d'Afrique	694.444,44	
		925.925,92

C. — Le solde de fr. 22.222.222,22 sera partagé à raison de :

50 % aux parts sociales	11.111.111,11	
5% aux actions privilégiées et de jouissance.	1.111.111,11	
45 % aux parts bénéficiaires . . .	10.000.000,—	
		22.222.222,22
		24.648.148,14

SITUATION DU CAPITAL : Le capital est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Franz LEEMANS, Licencié en sciences commerciales et consulaires, Avenue de Broqueville n° 225 à Bruxelles, Président du Conseil d'Administration et du Comité de Direction.

M. Marc GOMREE, Ingénieur Civil des Mines Lg., Route de Bomerée n° 103 à Mont-sur-Marchienne, Administrateur-Directeur.

M. Raymond ANTHOINE, Ingénieur Civil des Mines Lg., Avenue Franklin Roosevelt, n° 34 à Bruxelles, Administrateur.

M. Léon BUREAU, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo, « La Brousse », à Ottignies, Administrateur.

M. Alfred MOELLER, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo, Place de la Sainte Alliance, n° 1, à Uccle-Bruxelles, Administrateur.

M. Eugène HENRY, Gouverneur de Province Honoraire du Congo, 57, Avenue de Wellington à Uccle-Bruxelles.

M. Jérôme RODHAIN, Docteur en Médecine, 21, rue de la Limite à Tervueren, Administrateur.

M. Georges STAQUET, Ingénieur Géologue, 32a, rue de Bruxelles à Namur, Administrateur.

M. Maurice VAN HECKE, Directeur Honoraire au Ministère des Colonies, 45, Avenue Albertijn à Woluwe Saint-Lambert, Administrateur.

M. Ernest BOCK, Gouverneur Honoraire de la Province Orientale, 210, Avenue Molière à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Gaston COLLET, Directeur Honoraire au Ministère des Colonies, rue des Floralies n° 29 à Woluwe St-Lambert, Président du Collège des Commissaires.

M. Edgard CERKEL, Capitaine-Commandant, Rue du Comte de Flandres, n° 17 à Mariakerke-lez-Gand.

M. Victor LEROY, Directeur au Ministère des Colonies, rue des Bollandistes, n° 10 à Etterbeek.

M. M. Georges MORTEHAN, Inspecteur d'Etat Honoraire, Avenue d'Auderghem, n° 26 à Etterbeek.

DELEGUES DU GOUVERNEMENT DE LA COLONIE

M. Emile COART, Directeur au Ministère des Colonies, Place Royale, n° 7 à Bruxelles.

M. Fernand GILSOUL, Ingénieur Principal au Ministère des Colonies, Place Royale, n° 7 à Bruxelles.

Certifié exact,

L'Administrateur-Directeur,

(s) M. GOMREE.

EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES
DU 3 JUILLET 1952.

MM. Raymond ANTHOINE et Eugène HENRY sont réélus administrateurs pour un terme de cinq ans prenant fin à l'assemblée générale de juillet 1957.

M. E. P. DERIDDER est élu commissaire pour un terme de cinq ans prenant fin à l'assemblée générale de juillet 1957.

Le mandat attribué à M. Antoine LIESNARD par le Conseil Général en sa séance du 29 février 1952 est ratifié. Il prendra fin à l'assemblée générale de juillet 1955.

Certifié exact,

L'Administrateur-Directeur,

(s) M. GOMREE.

Société de Construction Les Entreprises Fernand Gillion en Afrique en abrégé « SOGIAF »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : Bruxelles, 132, rue St.Denis.

Registre de Commerce : Bruxelles n° 232.283.

—

Constituée en date du 10 août 1950 par devant Maître V. Sohet, Notaire à Bruxelles, statuts publiés aux Annexes du Moniteur Belge du 28-1-1951 sous le n° 1575 et du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15-11-1950.

TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL.

Le Conseil d'Administration de la Société de Construction « Les Entreprises Fernand Gillion en Afrique » en abrégé « SOGIAF », réuni à Bruxelles en sa séance du 16 juin 1952 transfert le siège social de l'Avenue du Comité Urbain n° 9 à l'Avenue Stanley, n° 75 à Léopoldville.

Bruxelles, le 16 juin 1952.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) F. GILLION.

Société Minière de l'Aruwimi-Ituri

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : Rue de Naples, n° 41, Ixelles-Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 8.869.

Registre du Commerce Congo : Stanleyville n° 600.

—

Actes constitutifs et modifications publiés aux Annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 février 1924, 15 mars 1935, 13 mars 1939, 15 juillet 1939 et 15 décembre 1949; à l'Annexe au Bulletin Administratif du Congo Belge du 25 mars 1932; aux Annexes au Moniteur Belge des 6 janvier 1935 (n° 172), 11 février 1939 (n° 1271), 22 juin 1939 (n° 9916) et 12-13-14-15 novembre 1949 (n° 21634).

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 9 juillet 1952.

ACTIF.

I. *Immobilisé :*		
Premier établissement, immeubles et mobilier, camps, prospections, routes, matériel et installations :		
— Solde au 31 décembre 1950 . . .	20.368.768,56	
— Dépenses de l'exercice	1.247.747,—	
		21.616.515,56
II. *Réalisable :*		
Débiteurs divers	102.195,—	
Existences au Congo	3.783.280,—	
Stock produits	2.620.000,—	
Portefeuille - participation	5.000,—	
		6.510.475,—
III. *Disponible :*		
Banque		412.089,36
IV. *Divers :*		
Comptes débiteurs		27.037,80
V. *Comptes d'ordre :*		
Garanties statutaires		Mémoire
Engagements et contrats divers en cours		Mémoire
VI. *Profits et pertes :*		
Solde reporté de 1950	1.253.607,68	
Perte de l'exercice	1.579.051,75	
		2.832.659,43
		31.398.777,15

PASSIF.

I. *Dettes de la Société envers elle-même :*		
Capital :		
50.000 actions de capital de 500 fr. série A	25.000.000,—	
25.000 actions sans désignation de valeur, série B	—	
Réserve statutaire	753.357,12	
Fonds spécial de réserve	1.500.000,—	
		27.253.357,12

II. *Fonds de prévisions diverses*		1.000.000,—
III. *Dette de la Société envers des tiers :*		
Créditeurs divers	3.144.084,43	
Dividendes à payer	464,80	
		3.144.549,23
IV. *Divers :*		
Comptes créditeurs		870,80
V. *Comptes d'ordre :*		
Titulaires des garanties statutaires		Mémoire
Engagements et contrats divers en cours		Mémoire
		31.398.777,15

Compte de Profits et Pertes arrêté au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Report de l'exercice 1950	1.253.607,68
Frais généraux, intérêts et divers	332.583,13
Droits de sortie	9.402,20
Résultat d'exploitation	1.240.554,14
	2.836.147,15

CREDIT.

Intérêts et divers		3.487,72
Solde reporté de 1950	1.253.607,68	
Solde en perte de l'exercice	1.579.051,75	
		2.832.659,43
		2.836.147,15

Situation du capital.

Entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 9 juillet 1952.

L'assemblée réélit MM. Prosper LANCSWEERT et Auguste S. GERARD en qualité d'administrateur et Monsieur Alfred DE CUYPER en qualité de commissaire. Leurs mandats expirent en 1958.

Elle décide de modifier les statuts comme suit :

Remplacer la dernière phrase du § 5 de l'article 4 par :

« Ces actions sont au porteur *ou au nominatif*, et attribuées, dès leur » création, à la Colonie du Congo Belge. »

Composition du Conseil d'Administration :

M. GILSON, André, H. Commissaire Général Honoraire du Congo Belge, 194a, Avenue de Tervueren, Woluwe-St.-Pierre-Bruxelles, Président.

M. LANCSWEERT, Prosper, Ingénieur Civil des Mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-St.-Pierre-Bruxelles, Administrateur-Délégué.

M. de HEMPTINNE, Paulo, Administrateur de sociétés, 10-12, rue Mignot-Delstanche, Ixelles-Bruxelles, Administrateur-Directeur.

M. GERARD, Auguste, Administrateur de sociétés, 6, avenue de la Jonction, Forest-Bruxelles, Administrateur.

M. le Général Chevalier HENRY de la LINDI, Josué, Général retraité, 54, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-St.-Lambert-Bruxelles, Administrateur.

M. INGENBLEEK, Jules, Administrateur de sociétés, 69, avenue Louis Lepoutre, Ixelles-Bruxelles, Administrateur.

M. LESCORNEZ, Georges, Propriétaire, 9, avenue des Capucines, Schaerbeek-Bruxelles, Administrateur.

M. RELECOM, Jacques, Ingénieur Civil des Mines, 435, avenue Louise, Bruxelles, Administrateur.

M. VAN DE VELDE, Georges, Ingénieur des Mines, 13, avenue du Derby, Ixelles-Bruxelles, Administrateur.

Commissaire :

M. DE CUYPER, Alfred, 7, Square Larousse, Forest-Bruxelles.

Bruxelles, le 10 juillet 1952.

L'Administrateur-Directeur,
P. de HEMPTINNE.

L'Administrateur-Délégué,
P. LANCSWEERT.

Situation de la Banque du Congo Belge au 31 mai 1952

—

ACTIF.

Encaisse-or	1.743.419.217,69
Compte spécial de la Colonie (*)	105.134.438,25
Encaisses diverses	33.184.885,86
Avoirs aux Offices des Chèques Postaux	170.416.983,09
Avoirs en banque { en Belgique	367.147.126,80
Avoirs en banque { à l'étranger	2.409.729.479,23
Portefeuille-titres	500.391.667,81
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'Etranger	14.692.526.337,56
Effets commerciaux	1.838.992.022,94
Débiteurs	953.937.167,27
Immeubles et matériel	52.479.048,51
Devises étrangères à recevoir pour contrats de change à terme	1.711.504,53
Débiteurs pour contrats de change à terme	598.034.690,58
Divers	22.777.092,75
	23.489.881.662,87

PASSIF.

Capital	20.000.000,—
Réserves	51.883.000,—
Circulation (Billets et monnaies métalliques)	3.734.997.910,10
Créditeurs à vue	15.780.901.204,42
Créditeurs à terme	2.069.056.522,89
Créditeurs pour contrats de change à terme	1.711.504,53
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme	598.034.690,58
Transferts en route et divers	1.233.296.830,35
	23.489.881.662,87

(*) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa en abrégé « S.C.A.F.I.T. »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Autorisée par Arrêté Royal du 5 février 1948.

Siège social : Wema-Tshuapa, Congo Belge.

Siège administratif : 2, rue de la Limite, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 211.188.

—

Actes constitutif et modificatif publiés aux Annexes du Moniteur Belge année 1948 n° 3455, année 1951 n° 23300 et par acte public du 6 mai 1952 non encore publié.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 29 mai 1952.

ACTIF.

Immobolisé		6.541.751,60
Disponible		155.882,71
Réalisable		749.784,20
Dépôts statutaires		Mémoire
		7.447.418,51

PASSIF.

Non exigible :		
Capital	6.950.000,—	
Amortissements	100.069,65	
		7.050.069,65
Exigible		346.598,10
Cautionnements statutaires		Mémoire
Compte de résultat :		
Bénéfice reporté	20.192,98	
Bénéfice de l'exercice	30.557,78	
		50.750,76
		7.447.418,51

Compte de Pertes et Profits.

DEBIT.

Régularisation et pertes diverses	145.444,33
Amortissements	100.069,65
Frais d'administration Europe	499.264,64
Frais d'administration et industriels Afrique	211.491,25
Benefice net de l'exercice	30.557,78
	986.827,65

CREDIT.

Profits divers	853,20
Bénéfice brut d'exploitation	985.974,45
	986.827,65

Répartition du bénéfice.

Report à nouveau	30.557,78

Situation du capital.

Entièrement libéré.

Administrateurs et Commissaires en fonctions :

Monsieur Jules VOET, docteur en médecine, à Zeebrugge, 19, Kunstlaan, Administrateur et Président du Conseil.

Monsieur Marcel VERMEIRE, directeur de société, à Wezembeek-Oppem, 56, avenue de la Forêt, Administrateur-délégué.

Monsieur Luc. VAN DEN BOSSCHE, industriel, à Lille-St.-Hubert, Administrateur-délégué.

Monsieur Willy ELENS, assureur, à Ostende, 40, Digue de Mer, Administrateur.

Monsieur François JOIE, agent commercial, à Trahegnies, Administrateur.

Monsieur Michel MEERT, employé, à Etterbeek, rue de l'Etang, 41, Administrateur.

Monsieur Raphaël JOIE, expert-fiscal, à Havelange, chaussée de Liège, 2, Administrateur.

Monsieur Joseph VAN DE VOORDE, comptable, à Saint-Andries-lez-Bruges, Gistelsteenweg, 113, Commissaire.

Monsieur Godefroid FROEDURE, docteur en médecine, à Sint-Denijs-Helkijn, Dries, 44, Commissaire.

Les administrateurs et commissaires,

(s.) J. Voet, (s.) M. Vermeire, (s.) L. Van den Bossche, (s.) W. Elens, (s.) Fr. Joie, (s.) M. Meert, (s.) R. Joie, (s.) J. Van de Voorde, (s.) G. Froedure.

Enregistré à Bruxelles A.A. et a.s.s.p. le 14-7-1952, Vol. 931, folio 86, case 11, 3 rôles s/renv. Reçu : 40 frs.

Le Receveur, (s.) Louyest.

Bourse du Travail du Kasai

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Siège social : Matamba (Luluabourg) Congo Belge.

Registre du commerce de Bruxelles n° 33.029.

Registre du commerce de Luluabourg n° 137.

—

Constituée le 1er octobre 1921. Autorisée par arrêté royal du 22 octobre 1921. Modifiée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le 8 octobre 1936, approuvé par arrêté royal du 4 décembre 1936, publié aux annexes du Bulletin Officielle du Congo Belge du 15 janvier 1937 et suivant acte passé devant Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le 18 avril 1951, approuvé par arrêté royal du 6 juin 1951, publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1951.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

(Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 2 juillet 1952).

ACTIF.

I. *Immobilisé*		1,—
Immeubles	569.192,—	
Terrains	25.680,—	
	594.872—	
Amortissements antérieurs	594.871,—	

II. *Réalisable*		980.478,—
Actionnaires	308.000,—	
Portefeuille	611.040,—	
Fonds publics	59.000,—	
Débiteurs divers	2.438,—	
III. *Disponible :*		
Banquiers		42.672,—
IV. *Compte d'ordre :*		
Garanties statutaires		Mémoire
		1.023.151,—

PASSIF.

I. *Dettes de la Société envers elle-même*		875.675,—
Capital : 770 parts de 1.000 fr. chacune	770.000,—	
Fonds de réserve	5.284,—	
Fonds de prévision	100.391,—	
II. *Dettes de la Société envers des tiers :*		
Créditeurs		8.180,—
III. *Divers :*		
Comptes créditeurs		106.455,—
IV. *Compte d'ordre :*		
Titulaires des garanties statutaires		Mémoire
V. *Profits et Pertes*		32.841,—
		1.023.151,—

Compte de Profits et Pertes arrêté au 31-12-1951.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	39.138,—
Frais de prorogation de la société	15.458,—
Frais financiers	2.313,—
Prévision subside à la Mission de Prophylaxie contre la Maladie du Sommeil	9.000,—
Solde créditeur	32.841,—
	98.750,—

CREDIT.

Revenus financiers divers	89.732,—
Location immeubles	9.018,—
	98.750,—

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 2 juillet 1952.

L'assemblée générale approuve, à l'unanimité, le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1951 tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et dont le solde bénéficiaire s'élève à 32.841 francs.

Elle décide, conformément à l'article 28 des statuts, de porter ce solde créditeur de 32.841 francs aux fonds de réserve.

Par un vote spécial l'Assemblée donne décharge aux Administrateurs et aux Commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1951.

L'Assemblée réélit, à l'unanimité, pour une terme de six ans aux fonctions de Commissaire M. Jean Meily.

Composition du Conseil d'Administration.

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 9, avenue des Capucines à Bruxelles, Président-Administrateur-Délégué.

M. Léopold Mottoulle, docteur en médecine, 31, rue des Liégeois à Bruxelles, Administrateur.

M. Maurice Van Mulders, ingénieur, 31, avenue René Gobert à Bruxelles, Administrateur.

Composition du Collège des Commissaires.

M. Jean Meily, inspecteur de comptabilités, 11, avenue Jules Malou à Bruxelles.

M. Hubert Ménestret, chef comptable, 18, avenue Marie-Clothilde à Watermael-Boitsfort.

Bruxelles, le 4 juillet 1952.

Pour extrait conforme :

Bourse du Travail du Kasai.

Le Président,

G. LESCORNEZ.

Société Immobilière et Commerciale Congolaise
« SIMCONGO »

Société congolaise à responsabilité limitée

—

Acte constitutif publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1949.

Modifications aux statuts publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 mai 1952.

ACTIF.

Immobilisé	1.207.644,25	
s/déduction : Amortissements . . .	216.006,15	
		991.638,10
Disponible :		
Banques et Caisse		799.749,42
Réalisable :		
Approvisionnements	281.320,—	
Débiteurs divers	850.314,80	
		1.131.634,80
Travaux en cours		6.701.555,85
		9.624.578, 17

PASSIF.

De la Société envers elle-même :		
Capital		1.000.000,—
De la Société envers les tiers :		
Créanciers	1.959.733,30	
Avances sur commandes	6.129.925,—	
		8.089.658,30
Pertes et Profits :		
Report de l'exercice antérieur . . .	48.072,91	
Bénéfice de l'exercice	486.846,96	
		534.919,87
		9.624.578, 17

Pertes et Profits au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Amortissements		110.147,65
Charges financières		2.484,75
Frais généraux et pertes diverses		1.173.000,—
Solde bénéficiaire :		
Reporté	48.072,91	
Bénéfice	486.846,96	
		534.919,87
		1.820.552,27

CREDIT.

Revenus divers	1.820.552,27

Compte de répartition.

Réserve légale	26.746,—
Dotation de Réserve Spéciale	400.000,—
Provision pour impôts	76.711,75
Solde reporté	31.462,12
	534.919,87

Situation du capital.

Entièrement libéré.

Conseil d'Administration en fonction :

Président : Monsieur Léon CLAEYS BOUUAERT, Industriel, demeurant à Eine, Fl. Or.

Administrateur-Délégué : M. Antoine CLAEYS BOUUAERT, résidant à Léopoldville.

Administrateur : Monsieur V. G. BELLI, résidant à Léopoldville.

Commissaire : Monsieur Ignace CLAEYS BOUUAERT, avocat, demeurant à Gand, 7, rue courte du Jour.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 mai 1952.

L'assemblée, à l'unanimité a approuvé le Bilan et le compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1951, ainsi que le compte de répartition.

A l'unanimité, par vote spécial et séparé, décharge a été donnée aux Administrateurs et Commissaire pour leur gestion relative à l'exercice 1951.

Pour extrait certifié conforme.

A. CLAEYS BOUUAERT.
Administrateur-Délégué.

« COLOHUILE »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Longue rue de l'Hôpital, 39, Anvers.

Registre du commerce d'Anvers, n° 108.989.

—

Constituée par acte passé devant Me Antoine Cols, notaire à Anvers, le 18 octobre 1948, publié aux annexes du Moniteur Belge du 15 décembre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :		
Frais de constitution et de premier établissement	12.632.970,44	
Immeubles	26.427.547,29	
Matériel	48.817.777,78	
Mobilier	2.256.727,43	
Brevets et marques de fabrique	14.250,—	
		90.149.272,94
Disponible et réalisable :		
Disponible	3.804.293,92	
Débiteurs divers	38.987.501,97	
Marchandises et approvisionnements en Afrique et en cours de route	20.289.966,05	
Produits en Afrique et en cours de route	106.850.576,22	
Effets à recevoir	3.070.626,50	
		173.002.964,66
Comptes d'ordre :		
Dépôts statutaires	130,—	
Débiteur pour caution	6.543,—	
Débiteurs pour produits remis en garantie	67.499.076,—	
		67.505.749,—
Profits et Pertes :		
Perte de l'exercice		99.464,26
		330.757.450,86

PASSIF.

Envers la Société :		
Capital	50.000.000,—	
Amortissements	1.536.477,08	51.536.477,08
Envers les tiers :		
Créditeurs	155.574.690,78	
Effets à payer	56.140.534,—	211.715.224,78
Comptes d'ordre :		
Déposants statutaires	130,—	
Caution déposée	6.543,—	
Produits en garantie	67.499.076,—	67.505.749,—
		330.757.450,86

Compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux	2.825.324,05
Intérêts	332.379,35
Exploitation	34.141.760,86
	37.299.464,26

CREDIT.

Abandon de créance par actionnaires fondateurs	37.200.000,—
Perte de l'exercice	99.464,26
	37.299.464,26

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires du 26 juin 1952.

L'Assemblée prend, à l'unanimité, les résolutions suivantes :

1. Le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1951 sont approuvés.

2. Par un vote spécial, l'assemblée donne décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaires, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne.

Conseil d'Administration.

M. Georges Geerts, administrateur de sociétés, 63, avenue Edmond Mesens, Etterbeek, président.

M. René Claes, administrateur de sociétés, à Katanga (Congo Belge).

M. Charles Delbeke, administrateur de sociétés, 9, rue de l'Empereur, Anvers.

M. Arthur-Edouard de San, administrateur de sociétés, avenue Brugmann, 71, Forest-Bruxelles.

M. Alphonse Engels, vice-gouverneur général honoraire, avenue du Hoef, 24, Uccle-Bruxelles.

M. Léon Ernenst, administrateur de sociétés, Mwene-Ditu (Congo Belge), administrateur-délégué.

M. Georges Godeau, ingénieur civil des mines, 220a, avenue Winston Churchill, Uccle-Bruxelles.

M. Emile Jaminet, administrateur de société, à Léopoldville (Congo Belge).

M. Eugène Kellens, ingénieur, à Léopoldville (Congo Belge).

M. Jean Mertens, administrateur de sociétés, 130, avenue Jan van Rijswijck, Anvers.

M. Robert Tytgat, ingénieur des constructions civiles, avenue Winston Churchill, 125, Uccle.

Collège des Commissaires.

M. Jules Drèze, directeur de banque, 23, avenue de Spa, Verviers.

M. Honoré Loontjens, administrateur de société, 243, chaussée de Malines, Anvers.

M. Herman Mettens, expert comptable, 43, avenue Ten Dorpe, Mortsel-Vieux-Dieu.

M. Paul-Emile Willocx, industriel, 11, rue Paul-Emile Janson, Ixelles, Bruxelles.

Certifié conforme :

Un administrateur,
Ch. DELBEKE.

Un administrateur,
A. ENGELS.

Congolaise des Boissons

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 74, Rue de Namur.

Registre du commerce : Bruxelles n° 221.218.

Registre du commerce : Léopoldville n° 692.

—

Autorisée par Arrêté Royal du 25 octobre 1949. Constituée le 29 juillet 1949 (Annexes au Moniteur Belge du 27-29 novembre 1949, Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1949).

1°) BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 3 juin 1952.

(3me exercice social).

ACTIF.

Immobilisé :		
Frais de constitution et de premier établissement	1.194.323,36	
Terrain et constructions	5.250.260,90	
Matériel, mobilier et outillage	4.621.505,14	
	11.066.089,40	
Amortissements	2.261.076,10	8.805.013,30
Disponible :		
Caisses, banques, C. C. P.		591.342,26
Réalisable :		
Débiteurs divers	809.830,11	
Matières premières et approvisionnements divers	1.663.508,30	
Participation financière	500.000,—	2.973.338,41
Comptes d'ordre :		
Dépôts statutaires		Mémoire
		12.369.693,97

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :		
Capital	10.000.000,—	
Réserve légale	1.600,—	
		10.001.600,—
Dettes de la Société envers les tiers :		
Fournisseurs et créditeurs divers	761.391,03	
Montant à libérer sur participations financières	125.000,—	
		886.391,03
Compte de régularisation :		
Prévision fiscale		200.000,—
Compte d'ordre :		
Déposants statutaires		Mémoire
Profits et Pertes :		
Report antérieur	30.344,53	
Bénéfice de l'exercice	1.251.358,41	
		1.281.702,94
		12.369.693,97

2°) *Compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1951.*

DEBIT.

Dépenses d'exploitation, frais généraux, frais de vente, impôts et divers		5.839.643,50
Amortissements		1.697.519,10
Solde en bénéfice :		
Report de l'exercice antérieur	30.344,53	
Bénéfice net de l'exercice	1.251.358,41	
		1.281.702,94
		8.818.865,54

CREDIT.

Report de l'exercice antérieur	30.344,53
Produit des ventes de l'exercice et rentrées diverses	8.788.521,01
	8.818.865,54

3°) *Répartition bénéficiaire.*

A la réserve légale	70.000,—
Gratifications	80.000,—
Dividende et tantièmes	900.000,—
A reporter à nouveau	231.702,94
	1.281.702,94

4°) *Situation du capital.*

Entièrement libéré.

5°) *Composition du Conseil d'Administration.*

Président - Administrateur-Délégué.

Monsieur Robert LIPPENS, ingénieur chimiste E. T. H. Zurich, demeurant à Bruxelles, 15, rue Guimard.

Administrateurs.

Monsieur Maurice HOUSSA, administrateur de sociétés, demeurant à Hoeilaert, 2, Avenue Américaine.

Monsieur Maurice MICHAUX, commerçant, demeurant à Bruxelles, 13, Rue de la Madeleine.

Monsieur Jean MIKOLAJACZAK, directeur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 6, Rue Copernic.

Monsieur Oma-Alexandre PROCOUBOVSKY, directeur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 48, Boulevard Louis Schmidt.

Monsieur Eric WIELEMANS, ingénieur A. I. Br., demeurant à Forest-Bruxelles, 360, Avenue Van Volxem.

6°) *Collège des Commissaires.*

Monsieur Désiré BELLEMANS, licencié en sciences commerciales, demeurant à Bruxelles, 137, Rue de Lombartzijde.

Monsieur Florian COURBET, chef-comptable, demeurant à Bruxelles, Rue Leys, 40.

Monsieur Lucien DIRRIX, secrétaire général de la Compagnie Sucrière Congolaise, demeurant à Auderghem, 3, Avenue des Nénuphars.

Monsieur Jean ROTTHIER, ingénieur commercial U. L. B., demeurant à Lasne, Cense d'Aquinot.

Un Administrateur,
Oma PROCOUBOVSKY.

Le Président,
Robert LIPPENS.

RENOUVELLEMENT ET CREATION DE MANDATS.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 juin 1952.

A l'unanimité, l'Assemblée Générale :

1) réélit, pour un terme de six ans, Messieurs Désiré BELLEMANS et Jean ROTTHIER, commissaires, dont les mandats étaient venus à expiration;

2) décide de porter de six à sept le nombre des administrateurs. Elle appelle aux fonctions d'administrateur, Monsieur Lucien DIRRIX. Monsieur Edmond NOIRFALISE est élu commissaire en remplacement de Monsieur Lucien DIRRIX, devenu administrateur.

Ces mandats prennent fin, le premier lors de l'Assemblée Générale de 1958, le second lors de celle de 1955.

Un Administrateur, Oma PROCOUBOVSKY.

Le Président, Robert LIPPENS.

Katangaise des Boissons

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 74, rue de Namur.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 231.468.

Registre du Commerce : Elisabethville n° 296.

—

Autorisée par arrêté royal du 24 avril 1951. Constituée le 19 mars 1951 (annexes du « Moniteur Belge » du 12 mai 1951 - acte n° 9699; « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1951).

1°) BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 19 juin 1952.

(1er exercice social).

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et de premier établissement ..... fr.	415.905,32	
Terrain et construction	1.489.442,55	
Matériel et outillage	285.057,30	
		2.190.405,17

Disponible :

Caisses et banques		2.700.476,08
Réalisable :		
Actionnaires	2.500.000,—	
Avances sur commandes	2.219.695,80	
Approvisionnements	542.427,95	
		5.262.123,75
	Fr.	10.153.005,—

PASSIF.

Dette de la société envers elle-même :

Capital	fr.	10.000.000,—
Dettes de la société envers les tiers :		
Créditeurs divers		153.005,—
	Fr.	10.153.005,—

2°) COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

La société étant en période d'installation, il n'a pas été établi de compte de Profits et Pertes.

3°) SITUATION DU CAPITAL.

Versements effectués	fr.	7.500.000,—
Capital restant à libérer :		
Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, S. C. R. L., 13, rue Bréderode, Bruxelles	750.000,—	
Minoteries du Katanga, S. C. R. L., 6, rue Montagne du Parc, Bruxelles	250.000,—	
Congolaise des Boissons, S.C.R.L., 28, avenue Général Olsen, Léopoldville	125.000,—	
Compagnie du Kasaï, S. C. R. L., 41, rue de Naples, Bruxelles	125.000,—	
La Belgo Katanga, S. A., 126, chaussée d'Ixelles, Bruxelles	125.000,—	
Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga, S. C. R. L., 4, rue d'Egmont, Brux.	250.000,—	

Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance, S. C. R. L., 4, rue d'Egmont, Brux.	312.500,—	
Inco-Sarma, S. C. R. L., 39, Galerie du Commerce, Bruxelles	375.000,—	
Monsieur Pierre Tasch, Elisabethville (Congo Belge)	50.000,—	
Monsieur M. Michaux, 13, rue de la Madeleine, Bruxelles	75.000,—	
Monsieur Robert Lippens, 15, rue Guimard, Bruxelles	57.500,—	
Monsieur P. Trullemans, Léopoldville (Congo Belge)	5.000,—	
		2.500.000,—
	Fr.	10.000.000,—

4°) COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président - Administrateur-délégué :

Monsieur Robert Lippens, ingénieur-chimiste E. T. H. Zürich, demeurant à Bruxelles, 15, rue Guimard.

Administrateurs :

Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 90, avenue Molière.

Monsieur Jean del Marmol, docteur en droit, demeurant à Uccle-Bruxelles, 16, avenue Bel-Air.

Monsieur Roger Staes, administrateur de sociétés, demeurant à Berlaer-lez-Termonde, Heidekasteel.

Monsieur Pierre Tasch, négociant, demeurant à Elisabethville (Congo Belge).

Monsieur Jacques Van Der Bruggen, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 1, avenue des Gaulois.

Monsieur Paul Wolter, ingénieur a. i. Br., demeurant à Bruxelles, 23, rue du Luxembourg.

5°) COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Monsieur Lucien Dirrix, secrétaire général de la Compagnie Sucrière Congolaise, demeurant à Auderghem, 3, avenue des Nénuphars.

Monsieur Armand Gonze, chef-comptable de la Compagnie du Katanga, demeurant à Auderghem, 65, avenue des Citrinelles.

Monsieur Jean Hesbeen, expert-comptable, demeurant à Bruxelles, 406, chaussée de Bruxelles.

Un administrateur, *Le Président,*

Jacques VAN DER BRUGGEN. Robert LIPPENS.

Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Biaro, district de Stanleyville.

Siège administratif : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du commerce : Bruxelles n° 8546.

Registre du commerce : Stanleyville n° 373.

—

Constituée le 1er décembre 1925, approuvée par arrêté royal du 2 février 1926.

Statuts et modifications publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 mars 1926, 15 mai 1928, 15 avril 1935, 15 septembre 1937 et 15 octobre 1946.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 10 juillet 1952.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Plantations, constructions, routes ..... fr.		31.471.596,—	
Nouvelles immobilisations		1.959.784,—	
		33.431.380,—	
Amortissements :			
antérieurs	24.400.517,—		
exercice 1951	2.230.363,—		
		26.631.380,—	
			6.800.000,—
Matériel, outillage, mobilier		2.381.694,—	
Amortissements antérieurs		2.381.693,—	
			1,—
			6.800.001,—

II. — Réalisable :

Portefeuille titres	150.000,—	
Fonds d'Etat	19.943.213,—	
Produits en stock	6.278.840,—	
Magasins marchandises	4.248.249,—	
Débiteurs divers	2.405.951,—	
		33.026.253,—

III. — Disponible :

Banques, caisses et chèques postaux	9.149.876,—

IV. — Divers :

Comptes débiteurs	1.106,—

V. — Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	P.M.
Engagements et contrats divers en cours	P.M.
Fr.	48.977.236,—

PASSIF.

I. — Dettes de la société envers elle-même :

Capital : 25.000 actions de fr. 300 fr.	7.500.000,—	
Réserve statutaire	750.000,—	
		8.250.000,—

II. — Fonds d'assurance et de prévisions diverses 16.150.000,—

III. — Dettes de la société envers des tiers :

Actionnaires	8.700,—	
Dividendes à payer	154.549,—	
Créditeurs divers	6.885.936,—	
		7.049.185,—

IV. — Divers :

Fonds social du personnel indigène	3.101.000,—	
Comptes créditeurs	5.647.035,—	
		8.748.035,—

V. — Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	P.M.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	P.M.

VI. — Profits et Pertes :

Solde reporté 1950	33.865,—	
Bénéfice 1951	8.746.151,—	
		8.780.016,—
Fr.		48.977.236,—

PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais financiers	fr.	104.046,—
Frais généraux		1.611.079,—
Amortissements :		
s/plantations	1.116.609,—	
s/constructions	1.114.254,—	
		2.230.863,—
Dépréciation sur portefeuille		8.500,—
Fonds social personnel indigène		2.000.000,—
Fonds d'assurance et de prévisions		5.737.714,—
Solde		8.780.016,—
	Fr.	20.472.218,—

CREDIT.

Solde reporté	fr.	33.865,—
Revenus financiers		467.313,—
Exploitation		19.971.040,—
	Fr.	20.472.218,—

REPARTITION.

6 % aux actions (fr. 18)	fr.	450.000,—
10 % au conseil d'administration (fr. 8.780.016—450.000—33.865) = 8.296.151		829.616,—
5 % au Fonds spécial du personnel		414.808,—
Superdividende aux actions (fr. 282)		7.050.000,—
Solde à reporter		35.592,—
	Fr.	8.780.016,—

Situation du capital : entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire du 10 juillet 1952.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'assemblée, renonçant au vote secret, réélit pour un terme de six ans. en qualité d'administrateurs, MM. E. J. H. Mertens, G. de Formanoir de la Cazerie et Ch. Hallez. Leur mandat prendra fin après l'assemblée générale de 1958.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. le Comte Maurice Lippens, docteur en droit, 1, square du Val de la Cambre, Bruxelles.

Vice-Président :

M. Alfred Moeller de Laddersous, vice-gouverneur général honoraire du Congo, 1, place de la Sainte-Alliance, Uccle-Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. E. J. H. Mertens, industriel, 7, avenue de Foestraets, Uccle.

Administrateurs :

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, avocat honoraire, 90, avenue Molière à Bruxelles.

M. Auguste Gérard, administrateur de sociétés, 6, avenue de la Jonction, Bruxelles.

M. Charles Hallez, chef de service à la « Forminière », 111, avenue Minerve à Forest.

M. Georges Levis, industriel, 146, boulevard Auguste Reyers, Bruxelles.

M. Pierre Miny, administrateur de sociétés, 39, rue J.-B. Meunier, Bruxelles.

M. Louis Ahrens, administrateur de sociétés, 114, avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. Edmond Verfaillie, secrétaire de sociétés, 26, avenue Albert-Elisabeth, Bruxelles.

M. R. Vandenput, ingénieur-agronome, 535, chaussée de Waterloo, Ixelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. André De Cock, administrateur de sociétés, 5, place du Champ de Mars, Bruxelles.

M. Léon Hermans de Heel, ingénieur, 18, rue Baron de Castro, Etterbeek.

M. Alfred Buysse, avocat, 108, chaussée de Termonde, Gand.

M. Jean Meily, expert-comptable, 11, avenue Jules Malou, Etterbeek.

Le Président,
Comte LIPPENS.

Société Immobilière au Kivu (SIMAK)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Costermansville, Congo Belge.

Siège administratif, 80, rue de la Loi, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 42.387.

—

Constituée à Bruxelles par acte passé devant Maître Ed. Van Halteren, notaire à Bruxelles, le 10 octobre 1929, autorisée par arrêté royal du 14 novembre 1929, publié au recueil-annexes du « Moniteur Belge » du 2-3 décembre 1929 et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1929.

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître C. Claes, notaire à Bruxelles, le 7 novembre 1934, modification approuvée par arrêté royal du 5 décembre 1934, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1935, aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1935 et au recueil-annexes du « Moniteur Belge » du 6 janvier 1935.

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître J. Nerincx à Bruxelles, le 14 mars 1946, modifications approuvée par arrêté du Régent du 8 juillet 1946, acte publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1946 et au recueil-annexes du « Moniteur Belge » du 3 août 1946.

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître J. Nerincx, notaire à Bruxelles, le 7 juillet 1949, modification approuvée par arrêté du Régent du 31 décembre 1949, acte publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1950 et au recueil-annexes du « Moniteur Belge » du 28 janvier 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 3 juillet 1952.

ACTIF.

Immobilisé :			
Frais de constitution	fr.	1.390.333,60	
moins amortissements		1.390.333,60	
			P.M.
Concessions de terres		10.000.000,—	
Moins amortissements		1.250.000,—	
			8.750.000,—
Frais de premier établissement Domaine Foncier			P.M.
Bâtiments		19.473.804,70	
moins amortissements		4.287.822,29	
			15.185.982,41
Matériel et Mobilier		3.037.782,29	
moins amortissements		3.037.782,29	
			P.M.

Réalisable :		
Marchandises	3.595.676,72	
Débiteurs divers	4.889.008,67	
Portefeuille	4.999.475,40	
		13.484.160,79
Compte débiteur		1.183.403,71
Disponible		20.451.294,45
Compte d'ordre :		
Garanties statutaires		P.M.
	Fr.	59.054.841,36

PASSIF

Dette de la société envers elle-même :		
Capital	fr. 40.000.000,—	
Réserve statutaire	1.866.452,10	
Fonds de prévision	1.000.000,—	
		42.866.452,10
Dette de la société envers les tiers :		
Créditeurs divers	4.356.596,18	
Dividendes restant à payer	143.262,15	
		4.499.858,33
Comptes créditeurs		4.457.283,89
Compte d'ordre :		
Titulaires de cautionnements statutaires		P.M.
Profits et Pertes :		
A nouveau	52.967,97	
Bénéfice de l'exercice	7.178.279,07	
		7.231.247,04
	Fr.	59.054.841,36

Arrêté par le Conseil d'administration en séance du 30 avril 1952.

Vérifié par le Collège des Commissaires en séance du 16 mai 1952.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Amortissements :			
sur concessions	fr.	500.000,—	
sur Bâtiments		837.105,06	
sur Matériel et Mobilier		520.570,05	
			1.857.675,11
Provision pour impôts, etc.			1.850.000,—
Solde bénéficiaire			7.178.279,07
		Fr.	10.885.954,18

CREDIT.

Résultats d'exploitation	fr.	10.261.130,53
Produits du Portefeuille et recettes diverses		624.823,65
	Fr.	10.885.954,18

Arrêté par le Conseil d'administration en séance du 30 avril 1952.

Vérifié par le Collège des Commissaires en séance du 16 mai 1952.

REPARTITION.
(art. 43 des statuts)

Réserve statutaire	fr.	361.562,—
Dividendes aux parts sociales		5.421.686,—
Tantièmes au Conseil d'administration et au Collège des commissaires		515.226,—
Tantièmes au personnel d'Europe et d'Afrique		515.226,—
Au fonds de prévision		400.000,—
Solde à reporter		17.547,04
	Fr.	7.231.247,04

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

M. Léon Helbig de Balzac, docteur en droit, 50, boulevard Saint-Michel, à Bruxelles. Président.

M. Alfred Moeller de Laddersous, Vice-Gouverneur Général du Congo Administrateur-délégué.

M. le Baron André de Broqueville, administrateur de sociétés, 38, rue Joseph II, à Bruxelles. Administrateur.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, 90, avenue Molière à Bruxelles. Administrateur.

M. Paul Gustin, administrateur de sociétés, 23, Meir à Anvers. Administrateur.

M. Charles Hervy-Cousin, avocat honoraire, 69, rue de l'Abbaye à Bruxelles. Administrateur.

M. le Chevalier Adolphe de Laminne de Bex, administrateur de sociétés, Château d'Englebermont, Rotheux-Rimière. Administrateur.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet à Bruxelles. Administrateur.

M. le Baron Freddy de Menten de Horne, administrateur de sociétés, Rulinzangwe (Rutshuru) Costermansville (Congo Belge), Administrateur.

M. Alfred Moeller de Laddersous, Vice-Gouverneur honoraire Général du Congo Belge, 1, Place de la Sainte-Alliance, Uccle, Administrateur.

M. Marcel De Roover, ingénieur A. I. A., 33, avenue des Gaulois à Bruxelles. Administrateur.

M. Victor de Bellefroid, ingénieur agronome, 51, rue du Parc à Liège, Commissaire.

M. Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, 1, avenue de l'Hippodrome à Bruxelles, Commissaire.

M. le Baron A. de Cuvelier, secrétaire de sociétés, 3, avenue Centrale à Crainhem, Commissaire.

M. Raymond Janssens, docteur en droit, 298, chaussée de Vleurgat à Bruxelles, Commissaire.

M. Henri de Raeck, substitut du Procureur général honoraire, 73, avenue du Beau Séjour à Uccle, Commissaire.

M. José Magotte, directeur général honoraire au Ministère des Colonies, délégué du Comité National du Kivu.

Bruxelles, le 9 juillet 1952.

Certifié conforme.

L'administrateur-délégué,

M. HANSEN.

Société Auxiliaire Agricole du Kivu
(S.A.A.K.)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kakondo - Costermansville.

Siège administratif : Bruxelles, 16, rue d'Egmont.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 28.259.

Compte Chèques Postaux : n° 109.34.

—

Statuts publiés aux annexes du Moniteur du 18 août 1950, acte n° 19.514.

Modifications aux statuts publiées aux annexes du Moniteur du 28 septembre 1951, acte n° 20.738.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.
Approuvé par assemblée générale du 26 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Concessions ..... fr.		1.781.419,47	
Amortissements antérieurs		252.915,47	
			1.528.504,—
Frais de constitution et premier établissement			1,—
Etablissement plantations de café		11.499.697,27	
Amortissements antérieurs	4.203.697,27		
Amortissement 1951	796.000,—		
		4.999.697,27	
			6.500.000,—
Etablissement plantations de quinquina			412.500,—
Boisement			P.M.
Immeubles et constructions		2.473.236,72	
Amortissements antérieurs	1.753.569,22		
Amortissement 1951	369.667,50		
		2.123.236,72	
			350.000,—
Matériel des plantations		1.847.315,17	
Amortissements antérieurs	1.637.592,17		
Amortissement 1951	209.722,—		
		1.847.314,17	
			1,—

Matériel roulant		694.148,30	
Amortissements antérieurs	569.148,30		
Amortissement 1951	124.999,—		
		694.147,30	
			1.—
Mobilier		214.327,98	
Amortissements antérieurs	169.340,98		
Amortissement 1951	44.986,—		
			1.—
			8.791.008.—
Réalisable :			
Portefeuille et participations		13.498.379,62	
Marchand. en magasin et approvisionnements		1.518.557,30	
Marchandises en cours de route		39.107,80	
Produits S. A. A. K. en stock		3.034.076,10	
Montants à encaisser sur produits livrés		2.830.840,31	
Débiteurs divers		8.506.540,97	
Produits du métayage		1.638.449,—	
			31.065.951,10
Comptes débiteurs :			
Comptes à régulariser			258.951,50
Disponible :			
Banquiers, Caisse et Chèques postaux		3.190.428,99	
Banques et Caisses en Afrique		13.109.061,33	
			16.299.490,32
Compte d'ordre :			
Actions en garantie de gestion		P.M.	
Produits consignés		P.M.	
			P.M.
		Total de l'Actif : Fr.	56.415.400,92

PASSIF.

De la société envers elle-même :		
Capital	fr.	32.400.000,—
Réserve légale		996.000,—
Fonds de réserve disponible		516.487,39

De la société envers les tiers :		
Participation à libérer	998.400,—	
Dividendes non réclamés	110.762,50	
Créditeurs divers	3.859.505,14	
Prévisions fiscales	4.483.824,25	
		9.452.491,89
Comptes créditeurs		1.977.047,—
Compte d'ordre :		
Déposants statutaires	P.M.	
Produits en consignation	P.M.	
		P.M.
Pertes et Profits :		
Report de l'exercice antérieur	527.709,93	
Bénéfice de l'exercice	10.545.664,71	
		11.073.374,64
Total du Passif : Fr.		56.415.400,92

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1951.
Approuvé par assemblée générale du 26 juin 1952.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation comprenant les frais généraux d'administration et les amortissements d'exploitation :		
Exploitation café	8.790.679,10	
Exploitation quinquina	264.732,50	
		9.055.411,60
Frais mesurage et gardiennat concessions		597.439,—
Divers		683.267,09
Prévision fiscale		2.200.000,—
Solde créditeur :		
Report antérieur	527.709,93	
Bénéfice de l'exercice	10.545.664,71	
		11.073.374,64
Fr.		23.609.492,33

— 1930 —

CREDIT.

Report de l'exercice antérieur	fr.	527.709.93
Vente de café et café en stock		15.671.031,12
Vente écorces de quinquina		521.302.65
Ventes et cession plants quinquina		48.687,—
Solde créditeur sur réalisation concession		4.757.104,—
Participation au solde bénéficiaire du métayage		980.582,—
Revenus du portefeuille, intér. sur dépôts et revenus divers		630.029,17
Divers		473.046,46
	Fr.	23.609.492,33

REPARTITION DU BENEFICE AU 31 DECEMBRE 1951.

Bénéfice à répartir : Frs. 11.073.374,64.

Répartition : (Article 35 des statuts) :

1) 5 % à la réserve légale (sur bénéfice exercice)	fr.		527.300,—
2) Premier dividende de 10 fr. 50 brut aux 108.000 titres			1.134.000,—
3) Prélèvement de 15 % du solde (sur bénéfice de l'exercice) dont :			
1/3 au Conseil d'administration et Collège des commissaires		444.218,—	
1/3 au personnel		444.218,—	
1/3 aux œuvres d'intérêt général		444.218,—	
			1.332.654,—
4) Second dividende de frs. 43,7169 brut aux 108.000 titres			4.721.425,—
5) Affectation à un fonds de réserve disponible			2.533.762,66
6) Solde reporté à nouveau			824.232,98
	Fr.		11.073.374,64

SITUATION DU CAPITAL.

Capital entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION EN FONCTION AU 26 JUIN 1952.

Président :

Monsieur Léon Helbig de Balzac, docteur en droit, 50, boulevard Saint-Michel, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

Monsieur Marcel Dupret, ingénieur civil des mines, 98, avenue de l'Observatoire, Uccle.

Administrateurs :

Monsieur René Brasseur, administrateur de sociétés, 3, Rond Point de l'Etoile, Ixelles.

Monsieur Raymond Brock, administrateur de sociétés, Kakondo (Costermansville) Congo Belge.

Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, administrateur de sociétés, 90, avenue Molière, Bruxelles.

Monsieur le Comte G. de Hemricourt de Grunne, administrateur de sociétés, 102, avenue Molière, Bruxelles.

Monsieur Robert Godding, administrateur de sociétés, 13, Kalmtoutse Steenweg, Kapellen-Anvers.

Monsieur Paul Gustin, administrateur de sociétés, 14, avenue Reine Elisabeth, Anvers.

Monsieur René J. Jacques, secrétaire général du « Comité National du Kivu » 9, rue Paul Bossu, Woluwe-Saint-Pierre.

Monsieur Marcel Vanden Abeele, administrateur général au Ministère des Colonies, 25, avenue Foestraets à Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES EN FONCTION AU 26 JUIN 1952.

Monsieur Max Gottschalk, avocat honoraire, 48, rue de l'Ermitage, Bruxelles.

Monsieur Marcel Hansen, industriel, 18b, rue Montoyer, Ixelles.

Monsieur Maurice Naveau, ingénieur des mines, Château de Bra, Bra s/Lienne.

Monsieur le Baron Jacques van der Bruggen, administrateur de sociétés, 1, avenue des Gaulois, Etterbeek.

Certifié exact.

SOCIETE AUXILIAIRE AGRICOLE DU KIVU (S. A. A. K.).
16, rue d'Egmont, Bruxelles.

Deux administrateurs,

(s.) R. J. JACQUES. (s.) M. DUPRET.

Banque du Congo Belge

Société Anonyme

14, rue Thérésienne à Bruxelles.
Registre du Commerce : Bruxelles n° 679.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » :
année 1909 : n°s 542 et 1324 — année 1911 : n° 5532 — année 1920 : n°s 211 et 1974 — année 1925 : n° 295 — année 1928 : n° 412 — année 1931 : n° 16859 — année 1935 : n° 12801 — année 1948 : n° 640.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.
Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 20 mai 1952.

ACTIF.

Immobilisé :		
Immeubles ..... fr.	40.000.000,—	
Matériel et mobilier	1,—	
		40.000.001,—
Réalisable :		
Encaisse - or	1.633.593.659,71	
Compte spécial de la Colonie (*)	105.134.438,25	
Encaisses diverses	39.563.303,14	
Avoirs aux Offices des Chèques postaux	111.760.018,52	
Avoirs en Banque :		
en Belgique	533.816.322,08	
à l'étranger	1.995.364.692,46	
Portefeuille - titres	499.724.205,37	
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger	14.246.626.337,56	
Effets commerciaux	1.795.170.568,78	
Débiteurs	907.238.213,94	
		21.867.991.759,81
Devises étrangères à recevoir pour contrats de change à terme		3.026.878,58
Débiteurs pour contrats de change à terme		754.450.423,70
Comptes divers		19.225.517,67
Comptes d'ordre :		
Dépôts de titres		mémoire
Cautionnements des administrateurs et commissaires		mémoire
	Fr.	22.684.694.580,76

(*) Article 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

PASSIF.

De la société envers elle-même :		
Capital ..... fr.	20.000.000,—	
Fonds de réserve	51.883.000,—	
		71.883.000,—
De la société envers les tiers :		
Billets et monnaies métalliques en circulation	3.837.511.669,80	
Redevance de l'exerc. au Trésor Colonial	22.530.156,22	
Dividende de l'exercice	17.000.000,—	
Créditeurs à vue 14.831.764.941,45		
Créditeurs à terme 2.489.582.678,02		
	17.321.347.619,47	
Effets à payer	114.376.913,70	
		21.312.766.359,19
Créditeurs pour contrats de change à terme		3.026.878,58
Devises étrangères à livrer p[r] contrats de change à terme		754.450.423,70
Comptes divers et de prévisions		542.425.670,87
Comptes d'ordre :		
Comme à l'actif		mémoire
Profits et pertes :		
Solde à reporter à nouveau après répartition		142.248,42
	Fr.	22.684.694.580,76

Arrêté par le Conseil d'administration en séance du 3 avril 1952.

Vu et approuvé par le Collège des commissaires en séance du 6 mai 1952.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.
Exercice 1951.

DOIT.

Frais généraux ..... fr.		186.916.715,60
Frais relatifs à la circulation fiduciaire		8.583.515,90
Amortissements :		
a) sur immeubles	16.817.221,31	
b) sur matériel et mobilier	10.184.651,30	
		27.001.872,61
Solde créditeur		48.865.451,51
	Fr.	271.367.555,62

AVOIR.

Solde reporté de l'exercice précédent	fr.	171.139,06
Intérêts, commissions, change et divers		271.196.416,56
	Fr.	271.367.555,62

REPARTITION DU BENEFICE.

Réserve légale	fr.	2.434.000,—
Dividende		17.000.000,—
Trésor Colonial		22.530.156,22
Tantièmes		6.759.046,87
A reporter à nouveau		142.248,42
	Fr.	48.865.451,51

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Pierre Bonvoisin, Président du Conseil d'administration de la Banque de la Société Générale de Belgique, 30, boulevard Saint-Michel, Etterbeek. Vice-Président.

M. Guy Feyerick, docteur en droit, 347, avenue Louise, Bruxelles. Administrateur-délégué.

M. Richard Baseleer, administrateur de société, 142, avenue Prekelinden, Woluwe-Saint-Lambert. Administrateur.

M. Adolphe Baudewyns, Vice-Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique, 22, rue Charles De Buck, Etterbeek. Administrateur.

M. le Baron Jean de Steenhault de Waerbeck, administrateur de société, Vollezeel. Administrateur.

M. Armand Dothey, administrateur de sociétés, 568, boulevard de Smet de Nayer, Bruxelles. Administrateur.

M. Oscar Kreglinger, administrateur de sociétés, 187, chaussée de Malines, Anvers. Administrateur.

M. Adhémar Mullie, directeur de Banque, 116, rue des Confédérés, Bruxelles. Administrateur.

M. Jules Philippson, banquier, 13, rue Guimard, Bruxelles. Administrateur.

M. Edgar van der Straeten, directeur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles. Administrateur.

M. Jean Willems, directeur du Fonds National de la Recherche scientifique, 11, rue d'Egmont, Bruxelles. Administrateur.

COMMISSAIRES.

M. Xavier Bribosia, ancien greffier provincial, 222, avenue Molière, Ixelles.

M. René-Jules Cornet, docteur en droit, 1, rue de la Réforme, Ixelles.

M. le Général Frédéric V. Olsen, 21, rue des Taxandres, Etterbeek.

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL.

Le capital de fr. 20.000.000,— est représenté par 40.000 actions de fr. 500 chacune, entièrement libérées.

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 20 mai 1952.

L'assemblée réélit à l'unanimité, sauf son abstention, en qualité d'administrateur le Baron Jean de Steenhault de Waerbeck, le mandat de ce dernier prendra fin lors de l'assemblée générale de 1958.

De plus, l'assemblée a également élu à l'unanimité, en qualité d'administrateur Mr. Gaston Verbuyt, administrateur de sociétés, 50, boulevard Brand Whitlock à Woluwe-Saint-Lambert, dont le mandat prendra fin lors de l'assemblée générale de 1958.

Bruxelles, le 18 juin 1952.

Certifié conforme,

BANQUE DU CONGO BELGE.

Guy FEYERICK.

Administrateur-délégué.

Banque du Congo Belge - Bruxelles.

Vu pour légalisation de signature de Monsieur G. Feyerick.

Bruxelles, le 19 juin 1952.

Pour le Bourgmestre: l'Echevin délégué (s.) Illisible.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Mrs Feyerick et Willems, apposée au recto.

Bruxelles, le 21 juin 1952.

Le Conseiller adjoint : (s.) N. Cornet.

Bonneterie de Léopoldville

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 49/51, Galerie du Commerce.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 230.622.

—

Acte constitutif publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 28 février 1951, n° 2845 et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 9 juillet 1952.

ACTIF.

1. Immobilisé :			
Mobilier et matériel fixe	fr.	1.843.531,95	
Frais de premier établissement		166.520,45	
Frais d'installation		224.247,50	
Frais de constitution		169.184,60	
			2.403.484,50
2. Réalisable :			
Marchandises diverses		603.181,50	
Clients et débiteurs divers		1.864.183,80	
Actionnaires		4.900.000,—	
			7.367.365,30
3. Disponible :			
Banques			1.243.061,40
4. Compte transitoire :			
Frais à répartir			20.541,60
5. Comptes d'ordre :			
Dépôts cautonnement agent		7.155,—	
Dépôts statutaires		pour mémoire	
			7.155,—
6. Résultats :			
Pertes et profits			295.810,90
		Fr.	11.337.418,70

PASSIF.

1. Dettes de la société envers elle-même :

Capital social		10.000.000,—	
représenté par 10.000 parts sociales.			
Amortissements :			
s/mobilier et matériel	184.353,20		
s/frais 1er établissement	41.630,10		
s/frais d'installation	56.061,90		
s/frais de constitution	42.296,15		
		324.341,35	
Provision pour rapatriement et allocations de vacances		13.316,95	
			10.337.658,30

2. Dettes de la société envers les tiers :

Fournisseurs, effets à payer et créanciers divers		992.605,40

3. Comptes d'ordre :

Déposant cautionnement agent	7.155,—	
Déposants statutaires	pour mémoire	
		7.155,—
	Fr.	11.337.418,70

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Service financier	fr.	1.945,30
Amortissements		324.341,35
	Fr.	326.286,65

CREDIT.

Solde du compte d'exploitation	fr.	30.475,75
Perte nette de l'exercice		295.810,90
	Fr.	326.286,65

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL.

Versements effectués	fr.	5.100.000,—
Capital restant à libérer :		
S.C.R.L. Inco-Sarma	2.442.500,—	
S.C.R.L. Usines Textiles de Léopoldville	2.442.500,—	
Mr. H. Moxhon	2.500,—	
Mr. J. Dessart	2.500,—	
Mr. M. Douret	2.500,—	
Mr. L. Eloy	2.500,—	
Mr. P. Jungers	2.500,—	
Mr. J. Rhodius	2.500,—	
		4.900.000,—
	Fr.	10.000.000,—

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

Mr. Henri Moxhon, administrateur de sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, Woluwe-Saint-Lambert, Président.

Mr. Jules Dessart, directeur de sociétés, 34, avenue Seghers, Molenbeek-Saint-Jean, Administrateur-délégué.

Mr. Marcel Douret, administrateur de sociétés, 52, avenue du Manoir, Uccle. Administrateur.

Mr. Louis Eloy, administrateur de sociétés, 73, rue du Collège Saint-Michel, Woluwe-Saint-Pierre, Administrateur.

Mr. Pierre Jungers, docteur en droit, Léopoldville (Congo Belge), Administrateur.

Mr. Joseph Rhodius, administrateur de sociétés, Léopoldville (Congo Belge), Administrateur.

Mr. Walpart de la Kethule de Ryhove, docteur en droit, Léopoldville (Congo Belge), commissaire.

Mr. Jean Thomas, directeur de sociétés, 34, rue Charles Martel, Bruxelles, commissaire.

Un administrateur, *Un administrateur,*

L. ELOY. M. DOURET.

« BANGALA » — Bangala Cultuur Maatschappij

Kongolese Aandelenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid

Maatschappelijke zetel : Lisala (Belgisch Kongo).

Administratieve zetel : Berchem-Antwerpen, Kard. Mercierlei 5.

Handelsregister : Antwerpen, nr 107.864.

—

Opgericht bij akte verleden vóór notaris Antoine Cols, in dato van 31 Mei 1948. De statuten verschenen in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad van 8 Augustus 1948 onder nr 16.797 en in het Bestuursblad van Belgisch Kongo in dato van 10 November 1948 blz. 1017 der bijlagen; wijziging bij akte verleden vóór notaris Antoine Cols in dato van 10 Januari 1950, verschenen in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad van 19 Maart 1950 onder nr 4260 en in het Bestuursblad van Belgisch Kongo in dato van 25 Mei 1950, blz. 711 der bijlagen.

BALANS PER 31 DECEMBER 1951

goedgekeurd door de gewone algemene vergadering der aandeelhouders van 1 Juli 1952.

ACTIVA

I. — VASTLIGGEND :				
Plantages, gebouwen, machines, materieel, meubelen		56.183.707,—		
Nieuwe instellingen . .		9.987.637,—		
		66.171.344,—		
Afschrijving vorige jaren.	2.066.361			
Afschrijving boekjaar. .	3.438.755			
		5.505.116,—		
			60.666.228,—	
Prospectie en eerste inrichtingskosten . . .		1.071.878,—		
Oprichtingskosten. . .		573.168,—		
Kosten van kapitaalsverhoging.		138.200,—		
		1.783.246,—		
Afschrijving vorige jaren.	356.648			
Afschrijving boekjaar. .	356.648			
		713.296,—		
			1.069.950,—	
				61.736.178,—

II. — TE VERWEZENLIJKEN :

Producten.	4.206.749,—	
Debiteuren	2.079.924,—	
Goederen in vooraad en vlottend . . .	3.460.279,—	
Portefeuille	148.500,—	
		9.895.452,—

III. — BESCHIKBAAR :

Kassen, banken en postrekening	2.557.655,—

IV. — DIVERSEN :

Te regelen rekeningen	440.317,—

V. — ORDEREKENING :

Statutaire waarborgen	P. M.	
Verbintenissen en contracten in uitvoering	P. M.	
		P. M.
		74.629.602,—

PASSIVA

I. — TEGENOVER DE VENNOOTSCHAP :

Kapitaal vertegenwoordigd door 50.000 kapitaalsaandelen van 1.000 Kongolese frank	50.000.000,—	
Statutaire reserve.	1.058,—	
		50.001.058,—

II. — TEGENOVER DERDEN :

Obligatielening : 10.000 obligaties van 1.000 Kongolese frank	10.000.000,—	
Diverse crediteuren	14.606.856,—	
		24.606.856,—

III. — DIVERSEN :

Te regelen rekeningen	1.586,—

IV. — ORDEREKENING :

Neerleggers van statutaire waarborgen .	P. M.	
Verbintenissen en contracten in uitvoering	P. M.	
		P. M.

V. — WINST EN VERLIESREKENING :

Overdracht vorig boekjaar	20.102,—	
Resultaat van het boekjaar	—	20.102,—
		74.629.602,—

WINST- EN VERLIESREKENING PER 31 DECEMBER 1951

DEBET

Algemene onkosten (niet geïmputeerd saldo) . . .		325.624,—
Financiële lasten		347.275,—
Belastingen		296.898,—
Afschrijvingen :		
a) op materiële waarden	3.438.755,—	
b) op immateriële waarden . . .	356.648,—	
		3.795.403,—
Batig saldo :		
Overdracht vorig boekjaar	20.102,—	
Resultaat van het boekjaar	—	
		20.102,—
		4.785.302,—

CREDIT

Overdracht vorig boekjaar	20.102,—
Financiële baten	6.718,—
Exploitatierekening (bruto bedrijfswinst boekjaar) . .	4.758.482,—
	4.785.302,—

Uittreksel uit het proces-verbaal
van de gewone algemene vergadering der aandeelhouders
gehouden in dato van 1 Juli 1952.

EERSTE BESLISSING

De vergadering heeft haar goedkeuring aan het verslag, de balans en de winst- en verliesrekening over het boekjaar 1951, afgesloten door de Raad van Beheer en goedgekeurd door het College van Commissarissen.

Deze beslissing wordt aangenomen met algemene stemmen.

TWEEDE BESLISSING

Door bijzondere stemming verleent de vergadering décharge aan de heren beheerders en commissarissen voor hun mandaat tot 31 December 1951.

Deze beslissing wordt aangenomen met algemene stemmen.

De vergadering kiest eenparig als beheerder de heer Constant Engels om het mandaat van de heer A. Ringoet, overleden, te voleinden.

Toestand van het maatschappelijk kapitaal op 31 December 1951.

Het maatschappelijk kapitaal, zijnde 50.000.000,— Kongolese frank is volgestort.

SAMENSTELLING VAN DE RAAD VAN BEHEER

De heer Georges Lescornez, beheerder van vennootschappen, Kapucinessenlaan, 9, Brussel, Voorzitter.

De heer Marcel Maquet, ere-gouverneur van Belgisch Kongo, de Broquevillelaan, 283, Sint Lambrechts-Woluwe. Onder-Voorzitter.

De heer Octave Engels, beheerder van vennootschappen, Jan van Rijkswijcklaan, 3, Antwerpen, Onder-Voorzitter.

De heer Pierre Gillieaux, beheerder van vennootschappen, Franklin Rooseveltlaan, 92, Brussel, beheerder.

De heer Arthur Ringoet, Koloniaal landbouwkundige, Congolaan, 1, Elsene, beheerder (overleden 19 Juni 1952).

De heer Leo-Gerard Van de Steen, wisselagent, Bisschopsstraat, 70, Antwerpen, beheerder.

De heer Emile Van Geem, beheerder van vennootschappen, Coghenlaan, 123, Ukkel, beheerder.

SAMENSTELLING VAN HET COLLEGE VAN COMMISSARISSEN.

De heer Joseph Vandenbergh, expert-boekhouder, Molenstraat, 28, Antwerpen.

De heer Edmond Verfaillie, secretaris van vennootschappen, Albert-Elisabethlaan, 26, Brussel.

Antwerpen, 4 Juli 1952.

Eensluidend verklaard.

BANGALA CULTUUR MAATSCHAPPIJ,

L. G. VAN DE STEEN
Beheerder.

O. ENGELS
Onder-Voorzitter.

KOPIJ.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten) de 11 Juli 1900 twee en vijftig, deel 229, blad 21, vak 21, twee bladen, geen verzending.

Ontvangen 40 frank. De Ontvanger, (get.) Coeck.

(Neergelegd ter Griffie der Rechtbank van Koophandel te Antwerpen, de 11 Juli 1952.)

Union Nationale des Transports Fluviaux « UNATRA »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : Bruxelles, avenue Marnix, 25.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 1100.

—

Constituée à Bruxelles le 30 mars 1925 et autorisée par arrêté royal du 16 avril 1925, statuts publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge, n° 4bis du 16 avril 1925, et aux annexes du Moniteur Belge du 12 juin 1925, et acte n° 7707. Modifications aux statuts : 1° publiées aux annexes du Moniteur Belge, année 1927, n° 7124; année 1928, n° 12071; année 1930, n° 16565; année 1934, n° 13535; année 1935, n° 1176; année 1936, n° 12542; année 1946, n° 2868; 2° publiées au Bulletin Officiel du Congo Belge, année 1927, n° 6; année 1928, n° 8; année 1930, n° 12; année 1934, n° 11; année 1935, n° 2; année 1936, n° 8; année 1946, n° 3.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 2 juillet 1951.

ACTIF.

Immobilisé :			
Immeuble à Bruxelles		1.035.000,—	
Amortissements antérieurs		435.000,—	
			600.000,—
Réalisable :			
Fonds Publics et titres avec garantie de la Colonie		25.074.088,69	
Portefeuille-titres		21.382.051,58	
Intérêts à recevoir		350.771,65	
			46.806.911,92
Disponible :			
Banques et Caisse			12.024.691,37
Débiteurs divers :			
Cession à la Colonie		76.618.490,60	
A déduire :			
Seize annuités des exercices antérieurs	30.647.392,—		
Annuité de 1/40e exercice 1951	1.915.462,—		
		32.562.854,—	
			44.055.636,60

Emprunt obligataire pris en charge par la Colonie	60.000.000,—	
A déduire :		
Dix-sept annuités 1/40e chacune . .	25.500.000,—	
		34.500.000,—
Colonie primes et redevances exercice 1951	6.397.167,97	
dont à déduire d'après l'article 4 litt. a) de la convention du 22 juin 1936 : Intérêts 4 % sur seize annuités de cession .	1.225.895,68	
		5.171.272,29
Divers :		
Comptes débiteurs		8.058,—
Comptes d'ordre :		
Garanties statutaires		Mémoire
		143.166.570,18

PASSIF.

Envers la Société :		
Capital (divisé en 140.000 actions de capital)	70.000.000,—	
dont à déduire d'après l'article 5 des statuts :		
56.000 actions amorties au seize tirages .	28.000.000,—	
Actions de dividende en échange des 56.000 actions de capital amorties . .	Mémoire	
		42.000.000,—
Réserve statutaire	5.926.029,40	
Réserve spéciale indisponible . . .	6.000.000,—	
Réserve extraordinaire	16.372.485,85	
Réserve pour moins-value sur Fonds Publics	2.140.508,26	
Réserve (plus-value sur réalisation titres)	15.599.525,61	
		46.038.549,12
Emprunt obligataire	60.000.000,—	
A déduire :		
51.000 obligations amorties aux dix-sept tirages	25.500.000,—	
		34.500.000,—
Actions de jouissance en échange des 51.000 obligations amorties		Mémoire

Envers les tiers :		
Actions et obligations à rembourser . .	3.338.864,32	
Coupons échus et non encore présentés .	2.982.565,83	
Créditeurs divers	276.313,25	
		6.597.743,40
Divers :		
Comptes créditeurs et provisions pour éventualités diverses		4.093.040,45
Comptes d'ordre :		
Déposants statutaires		Mémoire
Résultat :		
Solde bénéficiaire		9.937.237,21
		143.166.570,18

Compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'Administration		972.681,57
Charges sociales		95.638,50
Impôts-taxes		56.010,70
Intérêts à 4 % l'an du 1-1-1951 au 15-2-1951 bonifiés aux 3.500 actions de capital sorties au 15me tirage . . .		8.750,—
Taxe mobilière sur les intérêts bonifiés aux actions de capital remboursables au 15me tirage		16.130,—
Intérêts à 4 % l'an de l'année 1951 à bonifier aux 3.500 actions de capital sorties au 16me tirage		70.000,—
Provision fiscale		500.000,—
Service financier de l'emprunt obligataire à charge de la Colonie :		
Intérêts annuels 4 % à 71.675 obligations .	1.433.500,—	
Intérêts annuels 6 % à 325 obligations .	9.750,—	
	1.443.250,—	
Obligations à amortir annuellement . .	1.500.000,—	
		2.943.250,—
Intérêts et Commissions		29.484,97
Solde bénificiaire		9.937.237,21
		14.629.182,95

CREDIT.

Primes sur recettes exploitation fluviale Otraco	2.400.000,—	
Redevances sur tonnages kilométriques .	3.997.167,97	
	6.397.167,97	
Déduction contractuelle	1.225.895,68	
		5.171.272,29
Service financier de l'emprunt obligataire à charge de la Colonie :		
Intérêts annuels 4 % sur . 35.837.500,—	1.433.500,—	
Intérêts annuels 6 % sur . 162.500,—	9.750,—	
	1.443.250,—	
Obligations à amortir annuellement . .	1.500.000,—	
		2.943.250,—
Intérêts sur Fonds Publics		1.045.328,35
Revenus du portefeuille-titres		4.978.257,—
Recettes diverses		484.737,97
Reliquat primes et redevances exercice 1949		6.337,34
		14.629.182,95

Répartition bénéficiaire.

Bénéfice distribuable	9.937.237,21	
10 % superdividende aux 69.000 obligations et dividende aux 51.000 actions de jouissance	993.723,72	
		993.723,72
	8.943.513,49	
Premier dividende aux 84.000 actions de capital (6 % de leur valeur nominale) .	2.520.000,—	
		2.520.000,—
	6.423.513,49	
10 % au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires	642.351,35	
		642.351,35
	5.781.162,14	
De ce solde :		
80 % aux 84.000 actions de capital et aux 56.000 actions de dividende		4.624.929,71
20 % aux 69.000 obligations et aux 51.000 actions de jouissance		1.156.232,43
		9.937.237,21

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président du Conseil : M. Pierre JENTGEN, Directeur Général honoraire au Département des Colonies, Avenue Molière, 117, Forest.

Administrateur-Délégué : M. Georges MORTEHAN, Inspecteur d'Etat honoraire du Congo Belge, avenue d'Auderghem, 260, Etterbeek.

Administrateurs :

(*) M. Maurice BLANQUET, Vice-Président de l'Interfina, rue de la Tenderie, 66, Boitsfort.

M. Célestin CAMUS, administrateur-directeur général de la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs Africains, Rue Lesbroussart, 28, Ixelles.

M. Egide DEVROEY, Ingénieur en Chef honoraire de la Colonie, Rue Jourdan, 43, Saint-Gilles.

M. Augustin FICQ, Avocat, 5, Avenue Quentin Matsys, Anvers.

M. Robert HAERENS, ingénieur civil, avenue Brugmann, 384, Uccle.

M. Fernand NISOT, administrateur-délégué de la Compagnie des Ciments du Congo, rue d'Edimbourg, 15, Ixelles.

M. Pierre ORTS, administrateur de sociétés, avenue Jeanne, 29b, Bruxelles.

M. Jules PEETERS, Directeur honoraire au Département des Colonies, Rue Kerckx, 59, Bruxelles.

(*) décédé le 24 mai 1952.

Collège des Commissaires.

M. Jules HUYLEBROECK, Fonctionnaire au Département des Colonies, 14, Rue Auguste Desmedt, Grand-Bigard.

M. François JORISSEN, Gouverneur honoraire de Province au Congo Belge, 392, Avenue Rogier, Bruxelles.

M. Henri-Emile VANDER CRUYCEN, Agent de Change agréé honoraire près la Bourse de Bruxelles, 50, Avenue de la Renaissance, Bruxelles.

Pour copie certifié conforme,

S.C.R.L. Union Nationale des Transports Fluviaux.

L'Administrateur-Délégué, G. MORTEHAN.

Le Président du Conseil, P. JENTGEN.

NOMINATIONS STATUTAIRES. — REDUCTION DU CAPITAL.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 2 juillet 1952.

L'Assemblée :

1) Réélit aux fonctions d'Administrateur, pour une durée de cinq ans, M. CAMUS.

2) Décide de laisser provisoirement vacant le mandat de M. BLANQUET Administrateur décédé.

3) Décide, par application de l'article 5 des statuts, que le capital sera réduit d'une somme égale au montant nominal des actions de capital sorties au tirage de ce jour, soit un million sept cent cinquante mille francs.

Pour extrait conforme,

S.C.R.L. Union Nationale des Transports Fluviaux.

L'Administrateur-Délégué, G. MORTEHAN. — Le Président du Conseil, P. JENTGEN.

Société des Moulins de Léopoldville

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville-N'Dolo (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 74, Rue de Namur.

Registre du commerce : Bruxelles n° 217.530.

Registre du commerce : Léopoldville n° 559.

—

Autorisée par Arrêté du Régent du 30 mars 1949. Constituée le 1er février 1949 (Annexe du Moniteur Belge du 23 avril 1949 (acte n° 7287-7288). Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1949.

1°) BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 1952.

(3me exercice social).

ACTIF.

Immobilisé :

Terrain, raccordement au rail et constructions	14.419.081,37	
Matériel, mobilier et outillage . . .	13.451.163,80	
Travaux en cours d'exécution . . .	205.591,—	
		28.075.836,17

Dépenses à amortir :		
Frais de constitution et de premier établissement . .		3.630.465,90
Disponible :		
Caisses, banques, C. C. P.		578.528,98
Réalisable :		
Matières premières et approvisionnements	7.071.330,50	
Débiteurs divers	1.007.014,75	
Cautionnements déposés	36.583,60	
		8.114.928,85
Comptes d'ordre :		
Dépôts statutaires		Mémoire
		40.399.759,90

PASSIF.

Dette de la Société envers elle-même :		
Capital		30.000.000,—
Dettes de la Société envers les tiers :		
Fournisseurs et créditeurs divers . .	5.899.759,90	
Créancier à long terme	4.500.000,—	
		10.399.759,90
Compte d'ordre :		
Déposants statutaires		Mémoire
		40.399.759,90

2°) *Compte de Profits et Pertes.*

Il n'a pas été établi de compte de Profits et Pertes pour l'exercice sous revue, lequel a été consacré à l'achèvement des constructions, au montage du matériel et à des essais de mouture.

3°) *Situation du capital.*

Entièrement libéré.

4°) *Composition du Conseil d'Administration.*

Président :

Monsieur Edgar VAN DER STRAETEN, Vice-Gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, Chaussée de Vleurgat, 268.

Vice-Président :

Monsieur Jean-Baptiste VAN GYSEL, Administrateur de sociétés, demeurant à Meise, Kasteeldreef, 3.

Administrateur-Délégué :

Monsieur Robert LIPPENS, Ingénieur chimiste E. T. H., Zurich, demeurant à Bruxelles, 15, rue Guimard.

Administrateurs :

Monsieur A. S. GERARD, Administrateur de sociétés coloniales, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, Avenue de la Jonction, 6.

Monsieur Roger STAES, Administrateur de sociétés, demeurant à Berlaer-lez-Termonde, Heidekasteel.

Monsieur Alfred VAN DER KELEN, Industriel, demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, Avenue de Broqueville, 62.

Monsieur Anthelme VISEZ, Administrateur de sociétés, demeurant à Léopoldville (Congo Belge).

Monsieur Georges WOLFF, Administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, Avenue Maurice, 5.

5°) *Collège des Commissaires.*

Monsieur Jacques DANSETTE, Administrateur de sociétés, demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, Boulevard Brand Whitlock, 114.

Monsieur Paul FLAMION, Directeur Général d'Utexléo, demeurant à Léopoldville (Congo Belge).

Monsieur Charles PAPEIANS de MORCHOVEN, Docteur en droit, demeurant à Ixelles, Avenue Géo Bernier, 2.

Un Administrateur,
Auguste GERARD.

L'Administrateur-Délégué,
Robert LIPPENS.

RENOUVELLEMENT DE MANDATS.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 juin 1952.

A l'unanimité, l'Assemblée Générale :
réélit pour un terme de six ans, Messieurs A. S. GERARD et R. STAES, administrateurs, dont les mandats étaient venus à expiration.

Un Administrateur,
Auguste GERARD.

L'Administrateur-Délégué,
Robert LIPPENS.

Union Immobilière Congolaise

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue d'Egmont, 4.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 234.584.

—

AUGMENTATION DE CAPITAL. MODIFICATION DES STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le cinq juin.

A Bruxelles, rue d'Egmont, n° 4.

Devant Maître Albert RAUCQ, notaire à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée dénommée « *Union Immobilière Congolaise* » ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, numéro 4.

Société constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné le six avril mil neuf cent cinquante et un autorisée par Arrêté du Prince Royal en date du six juin mil neuf cent cinquante et un et dont les statuts ont été publiés au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze juillet mil neuf cent cinquante et un et aux Annexes au Moniteur belge du sept juillet mil neuf cent cinquante et un, sous le n° 16065.

Société immatriculée au Registre du Commerce de Bruxelles, sous le n° 234.584.

BUREAU.

La séance est ouverte à cinq heures et demie, sous la présidence de Monsieur Emile Blaton, industriel, demeurant à Woluwé-Saint-Pierre, Avenue de Tervueren, 158, Président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Philippe van der Plancke, docteur en droit, demeurant à Oostkamp.

L'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Léon baron Lambert, banquier, demeurant à Bruxelles, Avenue Marnix, n° 24 et Jean del Marmol, avocat honoraire, demeurant à Uccle (Bruxelles) Avenue Bel Air, n° 16.

Monsieur Armand Blaton, industriel, demeurant à Woluwé-Saint-Pierre, rue Louis Titeca, 120, autre administrateur présent, complète le bureau.

---

(1) Arrêté Royal du 11 juillet 1952 — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1952.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE.

Sont présents ou représentés les actionnaires dont les noms, prénoms, professions et demeures ou les dénominations et sièges sociaux, ainsi que le nombre de titres de chacun d'eux, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

Cette liste de présence est signée par chacun des actionnaires ou leurs mandataires; elle est arrêtée et signée par les membres du bureau.

Après lecture, cette liste de présence est revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations mentionnées en la dite liste de présence sont toutes sous seings privés et demeurent également ci-annexées.

EXPOSE DE MONSIEUR LE PRESIDENT.

Monsieur le Président expose et requiert le notaire soussigné d'acter que :

I. La présente assemblée a pour ordre du jour :

« I. Augmentation du capital à concurrence de cinq millions cinq cent » mille francs congolais pour le porter de sept millions cinq cent mille » francs congolais à treize millions de francs congolais par la création de » cinq mille cinq cents actions d'une valeur nominale de mille francs con- » golais chacune, du même type et jouissant des mêmes droits et avanta- » ges que les actions existantes et participant aux bénéfices à partir du » premier juillet mil neuf cent cinquante-deux.

» 2. Souscription au pair et libération en espèces des cinq mille cinq » cents actions nouvelles.

» 3. Constatation de la réalisation effective de l'augmentation de capi- » tal.

» 4. Modification des articles suivants des statuts :

» Article cinq : pour le mettre en rapport avec la situation nouvelle du » capital.

» Article six : pour exposer la formation du capital.

» Article trente : pour supprimer les mots « et pour la première fois » en mil neuf cent cinquante deux ».

» Article trente-sept : pour supprimer les mots et pour la première fois » le trente et un décembre mil neuf cent cinquante et un ».

II. Il existe actuellement sept mille cinq cents actions.

Il résulte de la liste de présence que sept mille cinq cents actions ou l'intégralité des actions existantes, sont représentées.

La présente assemblée est donc en nombre pour délibérer et statuer valablement sur l'ordre du jour.

III. Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote, en nom personnel et comme mandataire pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres émis ou les deux cinquièmes du nombre de voix attachées aux titres représentés.

IV. Pour assister à l'assemblée, les actionnaires se sont conformés à l'article trente-deux des statuts relatif aux formalités d'admission à l'assemblée.

V. Pour être admises, les propositions à l'ordre du jour doivent réunir les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

CONSTATATION DE LA VALIDITE DE L'ASSEMBLEE.

Cet exposé étant vérifié et reconnu exact par l'assemblée, celle-ci se reconnait valablement constituée et apte à délibérer sur les objets à l'ordre du jour.

Monsieur le Président expose les raisons qui ont motivé les objets à l'ordre du jour.

L'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes :

I. AUGMENTATION DE CAPITAL.

L'assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de cinq millions cinq cent mille francs congolais pour le porter de sept millions cinq cent mille francs congolais à treize millions de francs congolais par la création de cinq mille cinq cents actions d'une valeur nominale de mille francs congolais chacune, du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes et participant aux bénéfices à partir du premier juillet mil neuf cent cinquante-deux.

Ces actions seront souscrites au pair et en espèces et libérées de vingt pour cent.

VOTE.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

II. SOUSCRIPTION. — LIBERATION.

Les cinq mille cinq cents actions sont à l'instant souscrites en espèces au prix de mille francs congolais comme suit :

1) La société congolaise par actions à responsabilité limitée dénommée « Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance » ayant son siège social à Léopoldville (Congo belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, 2, ici représentée, conformément à l'article 21 de ses statuts par deux de ses administrateurs Messieurs Léon baron Lambert et Jean del Marmol, prénommés : deux mille sept cent cinquante actions 2.750

2) Monsieur Armand Blaton, prénommé : mille trois cent septante-cinq actions 1.375

3) Monsieur Emile Blaton, prénommé : mille trois cent septante-cinq actions 1.375

Monsieur Emile Blaton déclarant souscrire au nom de son épouse Madame Simonne Horlait, sans profession, demeurant avec lui, à titre de remploi de biens propres provenant des successions des père et mère de celle-ci, remploi expressément accepté par Madame Blaton-Horlait aux termes d'un acte sous seing privé ci-annexé. Les époux Blaton-Horlait, mariés sous le régime de la communauté d'acquêts aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Charles Roger, notaire à Tournai, le quatorze septembre mil neuf cent vingt-quatre.

Ensemble : cinq mille cinq cents actions 5.500

Les souscripteurs déclarent, et tous les membres de l'assemblée reconnaissent que chacune des actions ainsi souscrites est libérée de vingt pour cent, par un versement en espèces de sorte que la société a dès à présent de ce chef, à sa libre et entière disposition, une somme de un million cent mille francs congolais.

III. CONSTATATION DE LA REALISATION EFFECTIVE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL.

Messieurs Emile Blaton, Léon baron Lambert, Armand Blaton et Jean del Marmol, administrateurs présents, déclarent et constatent que l'augmentation de capital est ainsi intégralement souscrite, que chaque action est libérée de vingt pour cent et que le capital est effectivement porté à treize millions de francs congolais.

IV. MODIFICATION DES STATUTS.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Article cinq : Les deux premiers alinéas de cet article sont remplacés par le texte suivant :

« Le capital social est fixé à treize millions de francs congolais.

» Il est représenté par treize mille actions d'une valeur nominale de » mille francs congolais chacune ».

Article six : Cet article est remplacé par le texte suivant :

« 1. Lors de la constitution de la société, le capital a été fixé à sept mil-
» lions cinq cent mille francs congolais et représenté par sept mille cinq
» cents actions d'une valeur nominale de mille francs congolais chacune.

» Ces sept mille cinq cents actions ont été souscrites en espèces et en-
» tièrement libérées.

» 2. L'assemblée générale extraordinaire du cinq juin mil neuf cent
» cinquante-deux a décidé de porter le capital à treize millions de francs
» congolais par la création de cinq mille cinq cents actions du même type
» que les actions existantes. Ces cinq mille cinq cents actions ont été sous-
» crites en espèces et libérées de vingt pour cent ».

Article trente. — Les mots « et pour la première fois en mil neuf cent cinquante-deux » sont supprimés.

Article trente-sept. — Les mots « et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante et un » sont supprimés.

VOTE.

Chacune de ces modifications est adoptée à l'unanimité.

FRAIS.

Monsieur le Président déclare que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation du capital s'élève à cent mille francs environ.

La séance est levée à six heures.

De tout quoi le notaire soussigné a dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Et lecture faite, les membres du bureau ont signé avec le Notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4me bureau A. C. le onze juin 1952, volume 24, folio 77, case 11, deux rôles, trois renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur int. (signé) Graas.

ANNEXE.

« UNION IMMOBILIERE CONGOLAISE ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue d'Egmont, 4.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 234.584.

Assemblée Générale Extraordinaire du 5 juin 1952.

LISTE DE PRESENCE.

Actionnaires.	Nombre d'actions	Mandataires.	Signatures.
La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance » ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, n° 2.	3.705	Représentée conformément à l'article 21 de ses statuts par deux de ses administrateurs : Messieurs Léon baron Lambert et Jean del Marmol.	(signé) Léon Lambert J. del Marmol
M. Léon Baron Lambert, banquier, demeurant à Bruxelles, Avenue Marnix, n° 24.	15		(signé) Léon Lambert
M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, demeurant à Forest (Bruxelles) Avenue Molière, n° 90.	15	Baron Léon Lambert.	(signé) Léon Lambert
M. Jean del Marmol, avocat honoraire, demeurant à Uccle (Bruxelles), Avenue Bel Air, n° 16.	15		(signé) J. del Marmol.
La société anonyme « Union Mobilière et Immobilière » ayant son siège à Bruxelles, rue du Pavillon, n° 4.	10	Emile Blaton.	(signé) E. Blaton
M. Armand Blaton, industriel, demeurant à Woluwé-Saint-Pierre, rue Louis Titeca, n° 120.	1.870		(signé) E. Blaton
Monsieur Emile Blaton, industriel, demeurant à Woluwé-Saint-Pierre, Avenue de Tervueren n° 158.	1.870		(signé) E. Blaton

Arrêté à 7.500 actions.

Le Président : (signé) E. Blaton.

Le Secrétaire : (signé) Ph. van der Plancke.

Les Scrutateurs : (signé) L. baron Lambert, J. del Marmol.

L'administrateur présent : (signé) A. Blaton.

Signé « ne varietur » pour demeurer annexée au procès-verbal de l'assemblée du 5 juin 1952.

(signé) Albert Raucq.

Enregistré à Bruxelles, 4me bureau A. C. le onze juin 1952, volume 27, deux rôles, ... renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Graas.

Pour expédition conforme :

(signé) Albert RAUCQ.

Albert Raucq, Notaire à Bruxelles (Brabant).

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous : Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Me Raucq, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs, nº 8938.

Bruxelles, le 21 juin 1952.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 23 juin 1952.

Le Directeur : (signé) Heymans.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Heymans, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 24 juin 1952.

Le Conseiller adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu, le Ministre des Colonies, le 4 juillet 1952.	Mij bekend, de Minister van Koloniën, de 4 Juli 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi « « MINETAIN »

Société Coloniale Belge à responsabilité limitée

Siège social : Astrida (Ruanda).

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 42.604.

—

Constituée le 7 novembre 1929, approuvée par A. R. du 16 décembre 1929. Statuts publiés aux annexes du B. O. du C. B. du 15 janvier 1930 et au « Moniteur Belge » du 10 janvier 1930. Modifications aux statuts publiées au B. O. du C. B. des 15 octobre 1931, 15 octobre 1932, 15 mars 1934, 15 juillet 1935, 15 octobre 1936, 15 février 1939, 15 février 1947 et 15 février 1950, ainsi qu'au « Moniteur Belge » des 8 octobre 1931, 20 septembre 1932, 16 février 1934, 5 janvier 1935, 24 septembre 1936, 1er février 1939, 7 février 1947 et 4 février 1950.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

(Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 10 juillet 1952.)

ACTIF.

I. — Immobilisé :		
Premier établissement :		
a) Immeubles, matériel, outillage et installations ..... fr.	41.344.757,32	
A déduire amortissements	26.429.173,21	
		14.915.584,11
b) Frais de recherches et divers	62.224.032,58	
A déduire amortissements	62.224.032,58	
		—
II. — Réalisable :		
Débiteurs divers	4.558.374,81	
Marchandises et produits miniers	25.053.794,22	
Portefeuille	15.444.750,—	
Fonds publics	7.968.000,—	
		53.024.919,03
III. — Disponible :		
Banques		24.331.277,54
IV. — Divers :		
Comptes débiteurs		3.657.512,11
V. — Comptes d'ordre :		
Garanties statutaires		pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours		pour mémoire
	Fr.	95.929.292,79

PASSIF.

I. — Dettes de la société envers elle-même :

Capital :		
113.000 parts sociales sans désignation de val.	56.500.000,—	
113.000 actions série B sans désignation de valeur remises au Gouvernement du Ruanda-Urundi	pour mémoire	
Réserve statutaire	4.694.262,51	
Fonds spécial de prévision	500.000,—	
		61.694.262,51
II. — Fonds de bien-être indigène et de prov. diverses		7.493.494,56
III. — Dettes de la société envers des tiers :		
Créditeurs divers	8.822.519,74	
Dividendes à régler	402.128,65	
Montants non appelés sur participations	7.200.600,—	
		16.425.248,39
IV. — Divers :		
Comptes créditeurs		811.292,12
V. — Comptes d'ordre :		
Titulaires des garanties statutaires		pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours		pour mémoire
VI. — Profits et Pertes :		
Solde en bénéfice		9.504.995,21
	Fr.	95.929.292,79

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais généraux et divers	fr.	2.335.900,57
Taxe sur cotation des titres à la Bourse		43.798,80
Impôts et taxes divers		278.691,06
Droits de sortie sur produits		6.509.460,50
Prévision fiscale		2.000.000,—
Fonds du bien-être indigène et de provisions diverses		5.000.000,—

Amortissements de l'exercice sur :		
Immeubles, matériel, outillage et installations	5.020.418,78	
Frais de recherches et divers	13.271.604,16	
		18.292.022,94
Solde bénéficiaire		9.504.995,21
	Fr.	43.964.869,08

CREDIT.

Résultats bruts d'exploitation	fr.	43.124.076,49
Intérêts et revenus du portefeuille		468.043,44
Rentrées diverses		372.749,15
	Fr.	43.964.869,08

REPARTITION DES BENEFICES.

5 % à la réserve statutaire	fr.	475.249,76
5 % au personnel		475.249,76
Redevance au Gouvernement du Ruanda-Urundi		1.609.919,30
5 % tantièmes au Conseil		475.249,76
Dividende aux 113.000 parts sociales		6.469.326,63
	Fr.	9.504.995,21

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement versé.

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire du 10 juillet 1952.

« L'assemblée réélit aux fonctions d'administrateur MM. Joseph Ma-
» gotte, Edmond Van Hoorebeke, Georges Van Santen et aux fonctions de
» commissaire M. Désiré Tilmant. Les quatre mandats ainsi renouvelés
» expireront en 1958. »

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président administrateur-délégué :

M. Paul Fontainas, ingénieur civil des mines, 526, avenue Louise, Bruxelles.

Vice-Président :

M. Pierre Orts, docteur en droit, 33, avenue Jeanne, Bruxelles.

Administrateur-directeur :

M. Léon Van der Stichele, ingénieur des Arts et Métiers, 12, avenue Boileau, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Anthoine, Raymond, ingénieur géologue, 34, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Depage, Henri, administrateur de sociétés, 44, avenue du Parc de Woluwe, Bruxelles.

M. le Comte Baudouin de Hemricourt de Grunne, propriétaire, 2, rue Raymond Hernalsteen, Wesembeek-Ophem.

M. Heenen, Gaston, officier retraité, 126, chaussée d'Ixelles, Bruxelles.

M. Jacques, Marcel, administrateur de sociétés, 1, avenue des Scarabées, Bruxelles.

M. Jadot, Lambert, ingénieur des constructions civiles, 15a, rue du Bourgmestre, Bruxelles.

M. Leguerrier, Pierre, directeur de sociétés, 42, rue Ten Bosch, Bruxelles.

M. Lescornez, Georges, administrateur de sociétés, 9, avenue des Capucins, Bruxelles.

M. Magotte, Joseph, conseiller juridique honoraire du Ministère des Colonies, 133, avenue Coghen, Uccle.

M. Ortmans, Pierre, administrateur de sociétés, 14, avenue Reine Elisabeth, Anvers.

M. Timmermans, Frans, ingénieur, 182, rue Frans Merjay, Bruxelles.

M. Van Hoorebeke, Edmond, administrateur de sociétés, chaussée de Bruxelles, 31, Ledeberg-Gand.

M. Van Santen, Georges, administrateur de sociétés, 5, avenue Prince Albert, Berchem-Anvers.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Habran, Louis, officier retraité, 33, rue Van Ostade, Bruxelles.

M. Leguerrier, Jean, directeur de sociétés, 10, avenue Géo Bernier, Bruxelles.

M. Mathy, Joseph, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. Mortehan, Georges, inspecteur d'Etat honoraire, 260, avenue d'Auderghem, Bruxelles.

M. Tilmant, Désiré, expert-comptable, 19, rue Raoul Warocqué, Morlanwelz.

L'Administrateur-directeur, — *Le Président, Adm.-délégué,*

L. VAN DER STICHELE — P. FONTAINAS.

Eternit du Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 9, rue Ducale, Bruxelles.

Registre de commerce : Bruxelles n° 203.897.

—

Statuts et actes modificatifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 2, 3 juin 1947 : n° 11.306 et 22 avril 1949 : n° 7.114.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 10 juillet 1952.

ACTIF.

		frs. congolais
Immobilisé :		
Terrains	4.097.326,50	
Bâtiments usine, bureaux et maisons	21.980.105,79	
Machines et matériel	21.250.156,16	
Brevets	9.070,—	
Frais de constitution, émission emprunt, augmentation de capital, mise en marche de l'usine	1.765.476,65	49.102.135,10
Réalisable :		
Magasins	28.981.168,85	
Marchandises en transit	4.733.678,65	
Clients, débiteurs	6.888.147,70	
Fournisseurs, acomptes	1.888.415,65	42.491.410,85
Disponible :		
Banques et caisse		1.184.675,78
Comptes d'ordre :		
Effets escomptés	2.995.964,—	
Dépôts statutaires	P.M.	2.995.964,—
	Fr.	95.774.185,73

PASSIF.

Non exigible :		
Capital ..... fr.	30.000.000,—	
Réserve légale	333.750,—	
Réserve	6.250.000,—	
Amortissements	6.879.808,—	
		43.463.558,—
Exigible à long terme :		
Emprunt obligataire		10.000.000,—
Exigible :		
Créditeurs		27.111.485,61
Comptes divers :		
Comptes créditeurs		4.871.016,57
Comptes d'ordre :		
En cours d'effets	2.995.964,—	
Déposants statutaires	P.M.	
		2.995.964,—
Pertes et Profits :		
Report	91.112,84	
Bénéfice de l'exercice	7.241.048,71	
		7.332.161,55
	Fr.	95.774.185,73

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT.

Frais financiers ..... fr.		1.651.542,63
Bénéfice		7.332.161,55
	Fr.	8.983.704,18

CREDIT.

Report ..... fr.		91.112,84
Bénéfice d'exploitation		8.687.712,12
Profits divers		204.879,22
	Fr.	8.983.704,18

SITUATION DU CAPITAL AU 31 DECEMBRE 1951.

Le capital est entièrement libéré.

REPARTITION DES BENEFICES.

5 % à la réserve légale	fr.	362.052,50
Dividende net 6 %, soit brut		2.168.675,—
Tantièmes statutaires		240.965,—
Réserve		4.500.000,—
Report		60.469,05
	Fr.	7.332.161,55

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DECEMBRE 1951.

M. Arthur Bemelmans, ingénieur A. I. A., 397, avenue Louise à Bruxelles, président.

M. Jean Emsens, industriel, 14, avenue Emile Duray à Bruxelles, vice-président.

M. Victor Brien, ingénieur A. I. Lg., 45, rue du Pepin à Bruxelles, administrateur.

M. André Emsens, industriel, 94, avenue Franklin D. Roosevelt à Bruxelles, administrateur-délégué.

M. Edgard Larielle, ingénieur A. I. Br., 52, avenue Emile Duray à Bruxelles, administrateur.

M. Ernst Schmidheiny, industriel, Céligny (Suisse), administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES AU 31 DECEMBRE 1951.

M. Charles Hulet, licencié en sciences commerciales et financières, 66, rue A. Cluysenaer à Bruxelles, commissaire.

M. Jacques Lohest, licencié en sciences commerciales et financières (I.S.C.B. Anvers), 29, Bormstraat à Tisselt, commissaire.

M. Anthelme Visez, ingénieur U. C. Lv., 37, avenue Emile Brunning à Léopoldville (C. B.).

Les administrateurs. *Les commissaires.*

Résolutions de l'assemblée générale ordinaire du 10 juillet 1952.

L'assemblée à l'unanimité renouvelle le mandat de Monsieur Edgar Larielle, administrateur.

Administrateur-délégué.

Compagnie du Congo Belge

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 39, Longue rue de l'Hôpital, Anvers.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 1034.

Registre du Commerce Léopoldville : n° 2474.

—

Constituée par acte du notaire J. Verhelst, à Anvers, le 26 octobre 1911, autorisée par arrêté royal du 8 janvier 1912, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1912 et à l'annexe du « Moniteur Belge » du 26 janvier 1912, acte n° 548. Statuts coordonnés par acte du notaire Antoine Cols, à Anvers, en date du 25 avril 1947, publié à l'annexe du « Moniteur Belge » du 23 mai 1947, sous n° 10172, et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1947. Modifiés le 5 juillet 1948, acte publié à l'annexe du « Moniteur Belge » du 9/10 août 1948, sous n° 16932, et au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 septembre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :

Concess. zones d'huileries et mise en valeur des palmeraies	9.761.138,95
Immeubles	15.948.265,24
Matériel et outillage	36.453.422,52
Réévaluation des immobilisations	13.343.056,—

Disponible et réalisable :

Disponible	5.849.243,87
Débiteurs divers	15.987.361,80
Effets à recevoir	5.894.618,—
Marchandises en Afrique et en cours de route	12.034.000,33
Produits en cours de route, en Europe et en Afrique	10.458.077,59
Portefeuille titres	46.567.170,68
Fr.	172.296.354,98

— 1966 —

PASSIF.

Envers la société :

Avoir social : 97.860 parts sociales sans mention de valeur	41.800.000,—
Réserve extraordinaire	29.003.089,70
Amortissements sur immobilisations	36.568.127,36
Plus-value de réévaluation	13.343.056,—
Plus-value immunisée sur réalisations immobilisations et Portefeuille	4.281.419,10

Envers les tiers :

Créditeurs sans garantie	30.524.144,88
Dividendes à payer	1.465.331,60

Profits et Pertes :

Report antérieur	10.407.087,65
Bénéfice de l'exercice	4.904.098,69
Fr.	172.296.354,98

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	mémoire
Encours d'effets escomptés	50.245.916,—
Dommages de guerre à récupérer	540.668,25
Fr.	50.786.584,25

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	3.582.888,43
Amortissements sur immobilisations		9.049.449,78
Intervention dans charges Colohuile		18.600.000,—
Solde bénéficiaire :		
— report antérieur	10.407.087,65	
— bénéfice de l'exercice	4.904.098,69	
		15.311.186,34
Fr.		46.543.524,55

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	10.407.087,65
Bénéfice brut d'exploitation, revenus du Portefeuille et divers		36.136.436,90
	Fr.	46.543.524,55

Extrait du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale ordinaire du 7 juillet 1952.

1) Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1951, ainsi que le report du bénéfice, sont approuvés.

2) Par vote spécial, l'assemblée donne décharge de leur gestion et de leur mandat de contrôle à Messieurs les administrateurs et commissaires.

3) Le Baron Fritz Liebaert, administrateur, et Mr. Edmond Van den Bossche, commissaire, sont réélus pour un nouveau terme statutaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président administrateur-délégué :

M. Geerts, Georges, ingénieur, 63, avenue Edmond Mesens, Etterbeek.

Administrateurs :

M. Allard, Théophile, administrateur de sociétés, avenue de l'Orée, 19, Bruxelles.

M. Delbeke, Charles, administrateur de sociétés, 9, rue de l'Empereur, Anvers.

M. Ernenst, Léon, administrateur de sociétés, 24, avenue du Hoef, Uccle.

M. Kellens, Eugène, ingénieur-chimiste, 27, avenue d'Haveskerke, Forest.

M. le Baron Liebaert, Fritz, avocat, administrateur de sociétés, Château « Ter Linden », Ternath.

M. Mertens, Jean, administrateur de sociétés, 130, avenue Van Rijswijck, Anvers.

M. Winders, Alexis, administrateur de sociétés, 397, avenue Slegers, Woluwe-Saint-Lambert.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Carlier, Amaury, commissaire de sociétés, 81, rue de Bruxelles, Namur.

M. Ghilain, Albert, directeur de société, 175, avenue Winston Churchill, Bruxelles.

M. Houtain, Alfred, agent de change, 29, rue de l'Autonomie, Bruxelles.

M. Mettens, Herman, expert-comptable, 43, avenue Ten Dorpe, Vieux-Dieu.

M. Pauwels, Emmanuel, agent de change, 6, rue des Arquebusiers, Anvers.

M. Van Den Bossche, Edmond, directeur de banque, 8, avenue Ring, Berchem-Anvers.

M. Verschueren, J. Joseph, administrateur de banque, 94, avenue de France, Anvers.

Pour extrait conforme :

Deux administrateurs :

Charles DELBEKE. Georges GEERTS.

Société Anonyme Entreprises Générales et Matériaux « ENGEMA »

Siège social : 109, avenue Emile de Beco, Ixelles.

Siège au Congo Belge :
32 A, avenue Général Tombeur de Tabora, Léopoldville.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 35.320.

Registre du Commerce : Léopoldville n° 2259.

—

PROROGATION DE LA SOCIETE.

Modification aux statuts publiés au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 avril 1952, page 771.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 14 mai 1952, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 8 juin 1952.

PREMIERE RESOLUTION :

L'assemblée décide de proroger la société pour un nouveau terme de trente années à compter du quatorze mai mil neuf cent cinquante-deux.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION :

L'assemblée décide :

I. Que l'article 5 sera modifié comme suit :

Article 5. — La première phrase : « La durée de la société est fixée à trente ans à partir de la date de sa constitution » sera remplacée par la phrase : « La durée de la société, fixée à trente ans à partir du dix-huit

mai mil neuf cent vingt-deux, a été prorogée jusqu'au quatorze mai mil neuf cent quatre-vingt-deux, par décision de l'assemblée générale du quatorze mai mil neuf cent cinquante-deux ».

II. Que les articles 3, 17, 18, 19 et 30 des statuts seront modifiés comme suit :

Article 3. — Après les mots « en Belgique » seront ajoutés les mots « dans la Colonie du Congo et les territoires sous mandat belge ».

Article 17. — La première phrase sera remplacée par la phrase : « Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité des membres qui ont pris part à la délibération ».

Article 18. — Premier alinéa, après les mots : « consentir ou accepter toutes hypothèques et autres garanties mobilières et immobilières » seront intercalés les mots « avec ou sans stipulation de voie parée ».

In fine, il sera ajouté un quatrière alinéa, ainsi conçu :

« La société peut être représentée hors de Belgique, soit par un de ses administrateurs, soit par un directeur, soit par toute autre personne désignée à cet effet par le conseil d'administration.

» Ce représentant sera muni d'une procuration ou délégation constatant qu'il est l'agent responsable de la société et définissant les actes de gestion et de disposition qu'il aura le pouvoir d'accomplir. »

Article 19. — Le deuxième alinéa sera supprimé.

A sa place, il sera ajouté un deuxième et un troisième alinéas, ainsi conçus :

« Les actes de la gestion journalière seront signés par l'administrateur délégué ou par le directeur avec un fondé de pouvoirs ou un secrétaire ou par deux de ceux-ci.

» Exceptionnellement, tous les actes engageant la société accomplis hors de Belgique, qu'il s'agisse ou non de la gestion journalière, pourront être signés par un agent délégué dans les conditions prévues à l'article précédent. »

Article 30. — La deuxième phrase sera supprimée.

Les modifications aux statuts qui précédent sont successivement adoptées par l'assemblée à l'unanimité des voix.

Pour extrait certifié conforme.

« ENGEMA »

Un administrateur, *Un administrateur,*

G. ANDRIEN. O. DE JONGHE.

Société Anonyme Entreprises Générales et Matériaux « ENGEMA »

Siège social : Ixelles-Bruxelles, 109, avenue Emile de Béco.

Siège au Congo Belge :
32 A, avenue Général Tombeur de Tabora, Léopoldville.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 35.320.

Registre du Commerce : Léopoldville n° 2259.

—

DELEGATION DE POUVOIRS.

Extrait du Conseil d'administration tenu à Bruxelles, le 11 juin 1952.

Pendant l'absence de Monsieur C. Mlot, les fonctions de directeur de travaux en Afrique seront remplies par Monsieur M. Girard.

A cet effet, ce dernier disposera des pouvoirs attribués à Monsieur C. Mlot par décision du Conseil d'administration en date du 28 mars 1952, publiée au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 avril 1952.

Pour extrait certifié exact :

« ENGEMA »

L'administrateur-directeur,
(s.) O. DE JONGHE.

Le Vice-Président,
(s.) Ch. GUILLOU.

Société Congolaise de Matériel Industriel « SOCOMI »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social :
Léopoldville (Congo Belge) 32 A, avenue Général Tombeur de Tabora.

Registre du Commerce de Léopoldville : n° 998.

—

DELEGATION DE POUVOIRS.

Extrait du procès-verbal du Conseil d'administration du 10 juin 1952.

Pendant l'absence de Monsieur C. Mlot, les fonctions de directeur en Afrique seront remplies par Monsieur M. Girard.

A cet effet, ce dernier disposera des pouvoirs attribués à Monsieur C. Mlot par décision du Conseil d'administration du 7 décembre 1951, publiée aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1952.

Pour extrait certifié exact.

« SOCOMI »

Un administrateur,
(s.) Ch. GUILLOU.

L'administrateur-délégué,
(s.) J. DE MYTTENAERE.

Caisse Commune d'Assurance « UNION » pour Travailleurs Indigènes

Société mutualiste

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 150, rue Royale, Bruxelles.

—

RENOUVELLEMENT DES MANDATS D'ADMINISTRATEURS.

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale tenue le 30 octobre 1951, au siège administratif.

Par décision de l'assemblée générale, les mandats d'administrateurs de Messieurs B. LAPAGE et J. SEIDELIN sont renouvelés, pour un terme de quatre années.

Pour extrait conforme.

G. BLUTZ,
Administrateur.

J. SEIDELIN,
Administrateur.

Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga
en abrégé « TRABEKA »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 48, rue de Namur à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 2000.

—

REELECTIONS — DEMISSION — NOMINATION.

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire du 9 juillet 1952.

MM. Lucien Beckers, administrateur, et Raoul Depas, commissaire, sont réélus dans leurs fonctions.

L'assemblée prend acte de la démission de M. Arthur Bemelmans, administrateur. Elle confie le mandat délaissé par M. Bemelmans à M. Georges Regnier, ingénieur, 3, place de Londres à Lisbonne.

Bruxelles, le 15 juillet 1952.

Pour extrait conforme.

Deux administrateurs :

E. LARIELLE.

V. BRIEN.

Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga
en abrégé « TRABEKA »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 48, rue de Namur à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 2000.

—

Actes constitutifs publiés :

1) aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1924, n° 9336 — année 1925, n° 9245 — année 1926, n° 11743 — année 1927, n° 14212 — année 1928, n° 11893 — année 1950, n° 2084;

2) aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » : années 1924, 1925, 1926, 1927, 1928 et 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.
Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 9 juillet 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains et constructions	48.909.021,16		
Amortis. au 31/12/51	11.962.297,64		
		36.946.723,52	
Machines et appareils	48.670.181,11		
Amortis. au 31/12/51	20.291.889,01		
		28.378.292,10	
Petit matériel et outillage	2.833.012,77		
Amortis. au 31/12/51	2.833.011,77		
		1,—	
Mobilier	7.966.566,46		
Amortis. au 31/12/51	7.966.565,46		
		1,—	
Brevets	145.832,65		
Amortis. au 31/12/51	145.831,65		
		1,—	
			65.325.018,62

Disponible :

Caisses, banques et chèques-postaux	12.386.197,50

Réalisable :

Approvisionnements en magasin et en cours de route	72.840.151,71	
Produits fabriqués en stock	12.624.073,41	
Débiteurs divers	79.500.937,61	
Portefeuille	36.213.530,19	
		201.178.692,92

Divers :

Dépenses engagées :	7.000.927,88	
Comptes débiteurs	3.300.553,25	
		10.301.481,13

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	P.M.
Cautionnements bancaires	P.M.
Fr.	289.191.390,17

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital représenté par 56.875 actions sans désign. de valeur		100.000.000,—
Réserve statutaire	2.915.420,—	
Réserve spéciale	15.700.000,—	
		18.615.420,—

Dettes de la société envers les tiers :

Versements restant à effectuer s/portefeuille	732.400,—	
Dividendes non réclamés	680.195,90	
Créditeurs divers	116.937.530,25	
		118.350.126,15

Divers :

Comptes créditeurs	36.307.592,97

Pertes et Profits :

Solde créditeur	15.918.251,05

Comptes d'ordre :

Déposants de titres	P.M.
Banquiers — Cautions bancaires	P.M.
Fr.	289.191.390,17

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Intérêts et charges financières	fr.	736.710,—
Amortissements sur immobilisations		12.177.660,92
Bénéfice net		15.918.251,05
	Fr.	28.832.621,97

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice 1950	fr.	201.464,51
Résultats d'exploitation sur chantiers, fabrication et divers		22.313.809,78
Revenus du portefeuille		6.317.347,68
	Fr.	28.832.621,97

REPARTITION.

Réserve statutaire	fr.	785.840,—
Dividende de 225 fr. net aux 56.875 actions sans désignation de valeur		12.796.875,—
Taxe mobilière		608.239,—
Tantièmes statutaires		1.489.457,—
Report à nouveau		237.840,05
	Fr.	15.918.251,05

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Victor Brien, ingénieur, Président de la Société Ciments du Katanga, 45, rue du Pépin, Bruxelles.

Vice-président et administrateur-délégué :

M. Edgard Larielle, ingénieur, administrateur-directeur de la Société Ciments du Katanga, 52, avenue Emile Duray, Ixelles.

Administrateur-directeur :

M. Henri Vander Borght, ingénieur, 10, place Constantin Meunier, Forest

Administrateurs :

M. Lucien Beckers, ingénieur, administrateur de société, 24, avenue Hamoir, Uccle.

M. Arthur Bemelmans, directeur honoraire à la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

M. Jules Cousin, ingénieur, La Roseraie, boulevard Elisabeth, Elisabethville (Congo Belge).

M. Edgar Sengier, ingénieur, directeur honoraire de la Société Générale de Belgique, 24, avenue Ernestine, Ixelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Raoul Depas, secrétaire honoraire de la Société Générale de Belgique, 5, rue Emile Claus, Bruxelles.

M. Georges Raskin, ingénieur, administrateur-délégué de la Société Industrielle et Minière du Katanga, 38, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem.

M. Jules Pilate, sous-directeur de banque, 77, avenue Latérale, Uccle.

Bruxelles, le 15 juillet 1952.

Certifié conforme,

Un administrateur, E. LARIELLE.

Un administrateur, V. BRIEN.

Ciments du Katanga, en abrégé « CIMENKAT »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif: 48, rue de Namur, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 2838.

Registre du commerce d'Elisabethville n° 461.

—

REELECTION — DEMISSION — NOMINATION.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 14 juillet 1952.

M. Louis Cousin est réélu en qualité d'administrateur.

L'assemblée prend acte de la démission de M. Léon Sindic de ses fonctions d'administrateur; elle décide de confier à M. Georges Raskin, ingénieur, 38, avenue du Parc de Woluwe, à Auderghem, le mandat d'administrateur délaissé par M. Sindic.

Bruxelles, le 15 juillet 1952.

Pour extrait conforme.

Deux administrateurs :

R. COPPEE. E. LARIELLE.

Ciments du Katanga, en abrégé « CIMENKAT »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif: 48, rue de Namur, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 2838.

Registre du commerce d'Elisabethville n° 461.

—

Actes constitutifs publiés :

1) aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1922, n° 4701 — anée 1924, n° 12703 — année 1927, n° 3786 — année 1928, n° 423 — année 1935, n° 1193 — année 1947, n° 16561 — année 1948, n° 16980;

2) aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » : années 1922, 1924, 1927, 1928, 1935, 1947 et 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 14 juillet 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Apports ..... fr.	2.000.000,—		
Amortissements	1.999.999,—		
		1,—	
Frais de constitution		1,—	
Terrains et constructions	91.507.443,37		
Amortissements	37.283.133,05		
		54.224.310,32	
Machines et appareils	144.231.947,43		
Amortissements	66.049.434,18		
		78.182.513,25	
Petit matériel et outillage	5.128.708,04		
Amortissements	5.128.707,04		
		1,—	
Mobilier	3.748.093,63		
Amortissements	3.748.092,63		
		1,—	
Exploitation agricole	97.190,61		
Amortissements	97.189,61		
		1,—	
			132.406.828,57

Disponible :		
Caisses, banques et comptes chèques-postaux		32.747.936,19
Réalisable :		
Marchandises en magasins et en cours de route	38.785.313,29	
Portefeuille	56.422.468,95	
Débiteurs divers	36.125.305,45	
		131.333.087,69
Divers :		
Avances sur commandes de matériel	3.770.309,84	
Comptes débiteurs divers	4.465.269,40	
		8.235.579,24
Comptes d'ordre :		
Cautionnements statutaires		P.M.
	Fr.	304.723.431,69

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :		
Capital : représenté par 56.000 actions de 2.500 francs, entièrement libérées	fr.	140.000.000,—
Réserves :		
a) Statutaire	9.060.588,96	
b) Spéciale	10.000.000,—	
		19.060.588,96
Dettes de la société envers les tiers :		
Dividendes non encaissés	1.607.460,—	
Créditeurs divers	21.525.010,38	
Effets à payer	9.415.250,—	
Versements à effectuer sur portefeuille	5.846.000,—	
		38.393.720,38
Divers :		
Comptes créditeurs divers		47.766.633,52
Profits et Pertes :		
Bénéfice		59.502.488,83
Comptes d'ordre :		
Déposants de titres (cautionnements statutaires)		P.M.
	Fr.	304.723.431,69

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Bénéfice net distribuable	fr.	59.502.488,83
		59.502.488,83

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice précédent	fr.	294.596,47
Bénéfice net d'exploitation		55.014.752,20
Revenus du portefeuille		4.148.234,20
Intérêts et divers		44.905,96
		59.502.488,83

REPARTITION.

Réserve statutaire	fr.	2.960.394,62
Dividende de 750 fr. net aux 56.000 actions		42.000.000,—
Taxe mobilière		8.602.409,60
Tantièmes statutaires		5.622.490,—
Report à nouveau		317.194,61
	Fr.	59.502.488.83

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Victor Brien, ingénieur, président de la Société Industrielle et Minière du Katanga. 45, rue du Pépin, Bruxelles.

Vice-Président :

M. Arthur Bemelmans, directeur honoraire de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

Administrateur-directeur :

M. Edgard Larielle, ingénieur, vice-président de la Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga, 52, avenue Emile Duray, Ixelles.

Administrateurs :

M. Lucien Beckers, ingénieur, administrateur de sociétés, 24, avenue Hamoir, Uccle.

M. René Coppée, ingénieur, 32, avenue Armand Huysmans, Ixelles.

M. Louis Cousin, ingénieur, 31, rue Gallait, Bruxelles 3.

M. Max Nokin, directeur de la Société Générale de Belgique, 40, chaussée de Malines, Kraainem.

M. Edgar Sengier, ingénieur, directeur honoraire de la Société Générale de Belgique, 24, avenue Ernestine, Ixelles.

M. Robert Thys, ingénieur A. I. M., A. I. Lg., 33, avenue des Erables, Rhode-Saint-Genèse.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Lucien de Béco, docteur en droit, 49, avenue Général de Gaulle, Ixelles.

M. Henri Vander Borght, ingénieur, 10, place Constantin Meunier, Forest.

M. Fred Van der Linden, administrateur de sociétés, 47, rue Stanley, Bruxelles.

UN DELEGUE DU COMITE SPECIAL DU KATANGA.

Bruxelles, le 15 juillet 1952.

Certifié conforme,

Un administrateur,
R. COPPEE.

Un administrateur,
E. LARIELLE.

Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga en abrégé « SERMIKAT »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 48, rue de Namur, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 29103.

—

REELECTION — DEMISSION
NOMINATION.

M. Victor Brien, administrateur, est réélu en qualité d'administrateur.

L'assemblée prend acte de la démission de M. Gilbert Périer de ses fonctions d'administrateur. Elle décide de confier à M. Paul De Mot, ingénieur, 32, avenue Armand Huysmans, Ixelles, le mandat d'administrateur délaissé par M. Périer et venant à expiration en 1955.

Bruxelles, le 9 juillet 1952.

Pour extrait conforme.

Deux administrateurs :

A. ROLLET. G. RASKIN.

Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga en abrégé « SERMIKAT »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 48, rue de Namur, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 29103.

—

Actes constitutifs publiés :

1) aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1925, n° 10647 — année 1927, n° 14211 — année 1929, n° 10310 — année 1930, n° 17251 — année 1935, n° 6973 — année 1950, n° 3929;

2) aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » : années 1925, 1927, 1929, 1931, 1935 et 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.
Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 8 juillet 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	1.484,05	
Amortissements à fin 1936		1.483,05	
			1,—
Concessions		39.040.609,16	
Amortissements à fin 1949		39.040.608,16	
			1,—
Dépenses pour Recherches Minières		7.312.509,14	
Amortissements à fin 1950	7.296.868,06		
Amortissements de l'exercice	15.640,08		
		7.312.508,14	
			1,—
Terrains, routes et constrt		30.364.985,14	
Amortissements à fin 1950	23.399.056,74		
Amortissements de l'exercice	6.965.927,40		
		30.364.984,14	
			1,—
Machines et appareils		26.404.984,75	
Amortissements à fin 1950	20.921.889,06		
Amortissements de l'exercice	5.483.094,69		
		26.404.983,75	
			1,—
Petit matériel et outillage		4.344.795,23	
Amortissements à fin 1950	3.667.663,36		
Amortissements de l'exercice	677.130,87		
		4.344.794,23	
			1,—
Mobilier		2.407.264,89	
Amortissements à fin 1950	2.158.944,07		
Amortissements de l'exercice	248.319,82		
		2.407.263,89	
			1,—
Pièces de rechange		7.002.433,13	
Amortissements à fin 1950	2.606.018,53		
Amortissements de l'exercice	4.396.413,60		
		7.002.432,13	
			1,—

Disponible :		
Caisse, banques et chèques-postaux		17.094.058,73
Réalisable :		
Débiteurs divers	17.655.778,38	
Portefeuille	30.924.760,53	
Marchandises et approvisionnements	16.095.012,94	
Minerais et métaux	19.010.168,55	
		83.685.720,90
Comptes débiteurs :		
Cautions et garanties	1.282.253,85	
Dépenses à charge de l'exercice ultérieur	325.222,96	
Valeurs engagées (avances sur commandes)	1.949.784,—	
		3.557.260,81
	Fr.	104.337.048,44

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :		
Capital : 80.000 actions de 500 fr.	fr. 40.000.000,—	
Réserve statutaire	4.000.000,—	
Réserve spéciale	21.000.000,—	
		65.000.000,—
Dettes de la société envers des tiers :		
Versements restant à effectuer s/portefeuille	1.081.000,—	
Créditeurs divers	15.395.582,81	
		16.476.582,81
Divers :		
Comptes créditeurs		8.930.455,45
Profits et Pertes		13.930.010,18
	Fr.	104.337.048,44

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Amortissements :		
Sur immobilisations	fr. 17.786.526,46	
Sur portefeuille	150.000,—	
		17.936.526,46
Redevance minière au C. S. K.		5.276.000,—
Bénéfice net		13.930.010,18
	Fr.	37.142.536,64

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice précédent	fr.	2.282.919,90
Bénéfice d'exploitation		32.885.439,65
Revenus du portefeuille, intérêts et divers		1.974.177,09
	Fr.	37.142.536,64

REPARTITION.

Dividende net de 111,2615 fr. aux 80.000 actions ordinaires	8.900.920,—
Taxe mobilière de 17 %	1.823.080.—
	10.724.000,—
Solde à reporter	3.206.010,18
Fr.	13.930.010,18

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Victor Brien, ingénieur, Président de la Société Industrielle et Minière du Katanga, 45, rue du Pépin, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Georges Raskin, ingénieur, administrateur-délégué de la Société Industrielle et Minière du Katanga, 38, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem.

Administrateurs :

M. Gilbert Périer, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Léon Raquez, avocat à la Cour d'Appel, 149, avenue Winston Churchill, Uccle.

M. Robert Thys, ingénieur A. I. M., A. I. Lg., 33, avenue des Erables, Rhode-Saint-Genèse.

M. le Comte Adrien van der Burch, administrateur de sociétés, 40, avenue Charles de Gaulle, Ixelles.

M. Anatole Rollet, ingénieur, 53, boulevard Louis Schmidt, Etterbeek.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Alfred Nyst, ingénieur, 18, avenue Emile Van Becelaere, Boitsfort.

M. René Mees, comptable, 95, rue de Haerne, Etterbeek.

M. Armand Gonze, chef-comptable de la Compagnie du Katanga, 65, avenue des Citronelles, Auderghem.

UN DELEGUE DU COMITE SPECIAL DU KATANGA.

Bruxelles, le 15 juillet 1952.

Certifié conforme.

Un administrateur, *Un administrateur,*

A. ROLLET. G. RASKIN.

Société Industrielle et Minière du Katanga, en abrégé « SIMKAT »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social : Elisabethville (Congo Belge)

Siège Administratif : 48, rue de Namur à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 2839.

—

DEMISSIONS — NOMINATIONS

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 8 juillet 1952.

L'Assemblée prend acte de la démission de MM. Arthur Bemelmans et Edgar Sengier, Administrateurs de notre société.

Elle confie les mandats d'Administrateur délaissés par MM. Bemelmans et Sengier, respectivement à MM. Georges Regnier, ingénieur, 3, place de Londres à Lisbonne et Gilbert Périer, docteur en droit, 573, avenue Louise, Bruxelles.

Bruxelles, le 15 juillet 1952.

Pour extrait conforme,

Deux Administrateurs :

E. LARIELLE. G. RASKIN.

Société Industrielle et Minière du Katanga, en abrégé « SIMKAT »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social : Elisabethville (Congo Belge).
Siège Administratif : 48, rue de Namur à Bruxelles.
Registre du Commerce de Bruxelles n° 2839.

—

Actes constitutifs publiés : 1) aux Annexes du Moniteur Belge : année 1949, n° 22269-22270 — année 1951, n° 9694; 2) aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge : années 1949 et 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 juillet 1952.

ACTIF

IMMOBILISE :		
Frais de constitution		1,—
Terrains et immeubles		1,—
Machines et appareils		1,—
Petit matériel et outillage		1,—
Mobilier	9.136,—	
Amortissement de l'exercice	9.135,—	
		1,—
Dépenses pour recherches minières	827.156,68	
Amortissement de l'exercice	827.155,68	
		1,—
DISPONIBLE :		
Caisses, banques et chèques-postaux		251.088,57
REALISABLE :		
Portefeuille et participations	140.700.826,48	
Marchandises en magasins	404.085,11	
Débiteurs divers	755.929,80	
		141.860.841,39
COMPTES DEBITEURS :		
Cautions et garanties	10.550,—	
Dépenses à charge de l'exercice ultérieur	169.500,—	
Dividendes à recevoir de Sermikat.	8.495.594,36	
		8.675.644,36
COMPTES D'ORDRE :		
Cautionnements statutaires		P. M.
		150.787.580,32

PASSIF

DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :		
Capital, représenté par :		
63.300 actions sans désignation de valeur		100.000.000,—
Réserves :		
Statutaire	2.000.000,—	
Spéciale.	9.575.000,—	
		11.575.000,—
DETTES DE LA SOCIETE ENVERS LES TIERS :		
Dividendes restant à payer	748.350,03	
Créditeurs divers	15.026.697,73	
Versem. restant à effect. sur portefeuille .	24.000,—	
		15.799.047,76
COMPTES CREDITEURS :		
Prévision fiscale		849.405,—
PROFITS ET PERTES :		
Bénéfice de l'exercice		22.564.127,56
COMPTES D'ORDRE :		
Déposants de titres		P. M.
		150.787.580,32

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Charges financières	210.044,70
Frais généraux	686.528,91
Frais de remaniement du capital	151.804,20
Amortissements sur immobilisé	836.290,68
	1.884.668,49
Bénéfice net	22.564.127,56
	24.448.796,05

CREDIT

Solde reporté de 1950		2.318.230,86
Revenus du portefeuille	10.409.022,50	
Dividendes à recevoir de Sermikat	8.495.594,36	
		18.904.616,86
Extourne taxe mobilière 1950		1.854.966,—
Profits industriels et divers		1.370.982,33
		24.448.796,05

REPARTITION

Réserve statutaire	2.000.000,—
Réserve spéciale	425.000,—
Dividende : 250 francs net aux 63.300 actions sans désition de valeur	15.825.000,—
Tantièmes statutaires	1.143.986,—
	19.393.986,—
Solde à reporter	3.170.141,56
	22.564.127,56

SITUATION DU CAPITAL

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Victor Brien, ingénieur, Président de la Société des Ciments du Katanga, 45, rue du Pépin, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Georges Raskin, ingénieur, Administrateur-délégué de la Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga, 38, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem.

Administrateurs :

M. Arthus Bemelmans, Directeur honoraire à la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

M. Edgar Larielle, ingénieur, Administrateur-directeur des Ciments du Katanga, 52, avenue Emile Duray, Ixelles.

M. Ivan de Magnée, ingénieur-géologue, 72, avenue de l'Hippodrome, Ixelles.

M. le Comte Maurice Lippens, Gouverneur général honoraire du Congo Belge, 1, Square du Val de la Cambre, Ixelles.

M. Pierre Orts, Président de la Compagnie Financière Africaine, 33, avenue Jeanne, Bruxelles.

M. Edgar Sengier, ingénieur, Directeur honoraire à la Société Générale de Belgique, 24, avenue Ernestine, Ixelles.

M. Edgar van der Straeten, Vice-Gouverneur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Robert Cambier, ingénieur, 48, avenue Louis Lepoutre, Ixelles.

M. Camille Gréant, propriétaire, 133, rue Froissart, Bruxelles.

M. Alfred Nyst, ingénieur, 18, avenue Emile Van Becelaere, Boitsfort.

UN DELEGUE DU COMITE SPECIAL DU KATANGA

Bruxelles, le 15 juillet 1952.

Certifié conforme,

Un Administrateur,
(s.) LARIELLE.

Un Administrateur,
(s.) RASKIN.

Société des Bois et Produits du Mayumbe
« BOPROMA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Lukula M'Bavu (Congo).

Siège administratif : Bruxelles, 7 et 9, rue du Lombard.

Direction en Europe : Charleroi, 9, Quai de Brabant.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 6038.

—

Constituée à Bruxelles, suivant acte publié aux annexes du Moniteur Belge : année 1926, n° 787. Modifications aux statuts publiées : année 1929, n° 8408; année 1950, n° 3029.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé à l'Assemblée Générale du 5 juin 1952.

ACTIF

I. — IMMOBILISE :

Concessions anciennes	fr.	1,—
Frais de premier établissement		1,—
Frais d'augmentation de capital		1,—
Mobilier Belgique.		1,—
Immeubles Afrique		2.318.282,69
Plantations		2.446.686,83
Nouvelles concessions.		26.167,50
Routes construites		145.163,67
Matériel et outillage		2.291.990,38
Mobilier Afrique		114.731,89
	Fr.	7.343.026,96
Réévaluation de l'immobilisé		4.213.440,10
	Fr.	11.556.467,06

II. — REALISABLE :

Portefeuille-titres	207.625,—	
Marchandises, approvisionnements et produits de plantations	2.184.402,26	
Débiteurs divers	1.546.110,80	
		3.938.138,06

III. — DISPONIBLE :

Caisse, Chèques-Postaux et banques		1.815.326,36
	Fr.	17.309.931,48

PASSIF

I. — ENVERS LA SOCIETE :

Capital	fr.	10.000.000,—
Réserve légale		1.000.000,—
Réserve spéciale		500.000,—
Prévision fiscale		639.784,—
Provision frais de congé		282.500,—
	Fr.	12.422.284,—

Amortissement sur réévaluation		2.106.720,05
	Fr.	14.529.004,05
II. — ENVERS LES TIERS :		
Salaires	90.186,55	
Dividendes	27.415,—	
Créditeurs divers	1.121.353,47	
		1.238.955,02
III. — PROFITS ET PERTES :		
Report de l'exercice précédent . . .	26.949,77	
Bénéfice net de l'exercice	1.515.022,64	
		1.541.972,41
	Fr.	17.309.931,48

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais généraux Belgique	fr.	218.053,22
Prévision fiscale		320.000,—
Amortissements sur :		
Immobilisé	683.213,78	
Plantations	376.710,77	
Réévaluation	421.344,01	
		1.481.268,56
Solde créditeur :		
Report de l'exercice précédent . . .	26.949,77	
Bénéfice net de l'exercice	1.515.022,64	
		1.541.972,41
	Fr.	3.561.294,19

CREDIT

Report de l'exercice précédent		26.949,77
Recettes nettes d'exploitation		3.457.801,45
Recettes diverses		76.542,97
	Fr.	3.561.294,19

REPRATITION

Au Fonds de Welfare indigène	fr.	75.000,—
Dividende net de 20 fr. par action		443.373,48
Tantièmes au conseil général		78.242,33
Réserve spéciale		750.000,—
Report à nouveau.		195.356,60
	Fr.	1.541.972,41

SITUATION DU CAPITAL

Le capital est entièrement libéré.

COMPOSITION DU CONSEIL GENERAL EN FONCTIONS

M. Daniel Lerat, industriel, 40, rue du Village, Villers-la-Tour, vice-président,

M. André Cornil, industriel, chaussée de Charleroi, Fleurus, administrateur.

M. Jacques Piret, licencié en sciences financières et économiques, industriel, « Chantebise », à Chastres-Walcourt, administrateur,

M. Rodolphe Plateau, directeur de société, rue Ernest Charles, Marcinelle, administrateur,

M. Isidore Van Roy, docteur en médecine, à Jeuk par Borloo, administrateur,

M. Edmond Lambrette, agent de banque, 248, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre, commissaire,

M. Jean Lambrette, docteur en droit, 50, avenue de l'Hippodrome, Ixelles, commissaire,

M. Henri Sauvage, docteur en droit, 44, rue Léopold, Saint-Ghislain, commissaire,

M. Georges Van der Kerken, docteur en droit, 104, rue Général Lartigue, Woluwe-Saint-Lambert, commissaire.

Le Président,

(s) Jacques PIRET.

Société des Bois et Produits du Mayumbe
« BOPROMA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Lukula M'Bavu (Congo).

Siège administratif : Bruxelles, 7 et 9, rue du Lombard.

Direction en Europe : Charleroi, 9, Quai de Brabant.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 6038.

—

NOMINATIONS STATUTAIRES

L'Assemblée Générale du 5 juin 1952 a :

1°) renouvelé le mandat d'administrateur de :

M. André Cornil et M. Isidore Van Roy,

et celui de commissaire de M. Georges Van der Kerken;

2°) élu en qualité d'administrateurs :

M. Edmond Lambrette, en remplacement de M. Joseph Lejeune,

M. André Piret, industriel, à Thy-le-Château en remplacement de M. Daniel Lerat, et

M. Henri Franken, directeur de la Société en Afrique, à Lukula M'Bavu.

Le Président :

(s) Jacques PIRET.

Filatures et Tissages de Fibres au Congo
« TISSACO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : KALINA-LEOPOLDVILLE (Congo Belge).

Siège administratif : BRUXELLES, 237, Avenue Louise.

Registre du Commerce Bruxelles : 212.486.

—

Acte constitutif paru aux Annexes du Moniteur Belge du 17 mars 1948, N^os^ 4027, 4028 et 4029, et au Bulletin Administratif du Congo Belge, N° 6 du 25 mars 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
(Approuvé à l'Assemblée Générale du 9 juillet 1952)

ACTIF

IMMOBILISE :		
Frais de Constitution et de 1er Etablissem.	1.541.456,00	
Terrains	2.003.000,—	
Constructions	20.751.000,—	
Matériel et Mobilier	31.326.000,—	
		55.621.456,—
DISPONIBLE ET REALISABLE :		
Caisses, Banques, Chèques-Postaux	484.513,78	
Débiteurs Divers	16.799.410,50	
Magasins, marchandises en cours de route et en cours de fabrication	26.087.234,—	
		43.371.158,28
COMPTE DE REGULARISATION		300.510,—
COMPTE D'ORDRE :		
Cautionnements statutaires		P. M.
	Fr.	99.293.124,28

PASSIF

DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :	
Capital	48.000.000,—
NON EXIGIBLE :	
Amortissements	10.161.338,—
EXIGIBLE :	
Créditeurs et comptes créditeurs divers	35.763.272,—
COMPTE D'ORDRE :	
Cautionnements statutaires	P. M.
PERTES ET PROFITS :	
Solde bénéficiaire	5.368.514,28
Fr.	99.293.124,28

COMPTE DE PERTES ET PROFITS

DEBIT

Solde au 31 décembre 1950	3.717.227,39
Amortissements de l'exercice	5.361.850,—
Frais d'administration générale	1.677.441,33
Solde bénéficiaire	5.368.514,28
Fr.	16.125.033,—

CREDIT

Résultat d'exploitation	16.125.033,—
Fr.	16.125.033,—

REPARTITION DU BENEFICE

Réserve statutaire	268.425,—
Report à nouveau	280.813,28
Dividende	4.337.349,—
Tantièmes au Conseil général	481.927,—
Fr.	5.368.514,28

SITUATION DU CAPITAL

Capital entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Joseph van den BOOGAERDE, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue des Phalènes 19, Président.

M. Georges MOULAERT, vice-gouverneur Général honoraire de la Colonie du Congo Belge, demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, 47, Vice-Président.

Administrateurs :

M. Joseph BLONDEAU, industriel, demeurant à Ixelles, rue Washington 113, Président du Comité de Direction.

M. Georges COUSIN, administrateur de sociétés, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue des Lucanes 3.

M. Alfred CRUYSMANS, industriel, demeurant à Uccle, avenue de Foestraets 11.

M. le Comte Albert de BEAUFFORT, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue de la Toison d'Or 68.

M. Paul GEERINCKX, administrateur de sociétés, demeurant à Alost, Chaussée de Gand 150.

M. Auguste GERARD, administrateur de sociétés coloniales, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, avenue de la Jonction 6.

M. Fernand JONAS, administrateur de sociétés, demeurant à Berlare-lez-Termonde, avenue de France 1.

M. René LAMARCHE, docteur en droit, demeurant à Saint Denis Westrem, Chaussée de Courtrai 12.

M. Henry MOXHON, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, avenue Herbert Hoover 40.

M. Pierre van der MEERSCHEN, docteur en droit, demeurant à Uccle, rue de la Primevère 5.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Lucien de BECO, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, rue Belliard 23a.

M. Marcel de CLIPPELE, administrateur de sociétés, demeurant à Assche, Borchstadt.

M. Emile NEIRYNCK, industriel, demeurant à Courtrai, Meiweg 1.

M. Désiré TILMANT, expert-comptable, demeurant à Morlanwelz, rue Raoul Warocqué 19.

FILATURES ET TISSAGES DE FIBRES AU CONGO
« TISSACO » — S.C.R.L.

Le Président du Conseil,

(s) J. van den BOOGAERDE.

Filatures et Tissages de Fibres au Congo
« TISSACO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : KALINA-LEOPOLDVILLE (Congo Belge).

Siège administratif : BRUXELLES, 237, Avenue Louise.

Registre du Commerce Bruxelles : 212.486.

—

Acte constitutif paru aux Annexes du Moniteur Belge du 17 mars 1948, N^os^ 4027, 4028 et 4029, et au Bulletin Administratif du Congo Belge, N° 6 du 25 mars 1948.

NOMINATION D'ADMINISTRATEURS ET DE COMMISSAIRE

L'Assemblée Générale du 9 juillet 1952 a réélu pour un terme de six ans, MM. le Comte Albert de BEAUFFORT aux fonctions d'administrateur et M. Désiré TILMANT aux fonctions de commissaire et a appelé aux fonctions d'administrateur M. Paul GEERINCKX, administrateur de sociétés, demeurant à Alost, Chaussée de Gand 150, en remplacement de M. Joseph LEJEUNE, décédé. Le mandat de M. Paul GEERINCKX viendra à expiration à l'Assemblée Générale de 1958.

FILATURES ET TISSAGES DE FIBRES AU CONGO
« TISSACO » — S.C.R.L.

Le Président du Conseil,

(s) J. van den BOOGAERDE.

Société Agricole et Commerciale de la Busira et du Haut-Congo
(S.A.B.)

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Wangata (Congo Belge).

Siège administratif : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 12.923.

Registre du commerce de Coquilhatville, n° 43.

—

Constitution : le 20 juillet 1949, publié à l'annexe au Moniteur Belge du 30 septembre 1949, n° 19.306 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1949; autorisé par arrêté royal du 12 septembre 1949. Acte modificatif : annexe au Moniteur Belge du 4 février 1950; Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 juillet 1952.

ACTIF

A. — IMMOBILISE :

Terrains, constructions, installations industrielles et plantations en Afrique . .		91.778.902,11	
Amortissements antér. .	54.691.369,45		
Amortiss. de l'exercice .	4.708.220,92		
		59.399.590,37	
			32.379.311,74
Matériel fluvial		8.243.251,65	
Amortissements antér. .	3.617.034,92		
Amortiss. de l'exercice. .	241.488,26		
		3.858.523,18	
			4.384.728,47
Matériel et mobilier divers en Afrique. .		34.384.743,30	
Amortissements antér. .	17.226.816,54		
Amortiss. de l'exercice. .	5.846.787,68		
		23.073.604,22	
			11.311.139,08
Matériel et mobilier en Europe . . .		250.157,24	
Amortissements antér. .	250.156,24		
		250.156,24	
			1,00
			48.075.180,29
Réévaluation de l'immobilisé (décret du 6 juillet 1948) .			29.715.653,36

B. — REALISABLE ET DISPONIBLE :

Marchandises de vente	30.475.264,36	
Produits africains.	25.697.128,07	
Magasins d'approvisionnements, compte de fabrication	29.686.764,47	
Débiteurs et débiteurs en comptes cour.	32.898.106,82	
Caisses et banques	47.868.214,20	
Portefeuille-titres	7.689.055,92	
		174.314.533,84

C. — COMPTES DIVERS :

Comptes de régularisation — Comptes débiteurs . . .	3.139.846,27

D. — COMPTES D'ORDRE :

Dépôts tatutaires	P. M.
Engagements divers	P. M.
TOTAL. fr.	255.245.213,76

PASSIF

A. — DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital :		
62.500 actions sans désignation de valeur nominale	70.000.000,00	
Réserve statutaire	4.417.932,87	
Fonds de réserve	28.000.000,00	
Fonds d'assurance de la flottille . . .	.12.000.000,00	
Fonds de renouvellement	10.039.136,69	
		124.457.069,56
Amortissements sur immobilisé réévalué		25.715.653,36

B. — ENVERS LES TIERS SANS GARANTIES REELLES :

Créditeurs et créditeurs en comptes cour.	27.490.786,11	
Dividendes non réclamés	762.805,95	
Versements restant à faire sur participat.	250.000,00	
		28.503.592,06

C. — COMPTES DIVERS :

Fonds pour investissements en faveur des indigènes . .	17.433.423,02
Comptes de régularisation — Comptes créditeurs . . .	33.443.068,31

D. — COMPTES D'ORDRE :

Déposants statutaires.	P. M.
Engagements divers	P. M.

E. — PROFITS ET PERTES :

Solde bénéficiaire	25.692.407,45
TOTAL. fr.	255.245.213,76

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais généraux d'Europe	fr	2.850.771,71
Allocation statutaire au fonds du personnel		1.506.024,00
Amortissements en Afrique		10.796.496,86
Amortissements sur immobilisé réévalué		12.343.609,34
Prévision pour éventualités diverses		4.500.000,00
Fonds pour investissements en faveur des indigènes		9.000.000,00
Fonds d'assurance de la flottille		3.000.000,00
Prévision fiscale		12.000.000,00
Solde bénéficiaire.		25.692.407,45
TOTAL.	fr.	81.689.309,36

CREDIT

Report de l'exercice précédent		342.611,66
Résultats des opérations d'Afrique		78.363.872,25
Intérêts, dividendes et bénéfices divers		2.982.825,45
TOTAL.	fr.	81.689.309,36

REPARTITION DES BENEFICES

5 % pour dotation de la réserve statutaire		1.267.489,79
Réserve pour investissements dans la Colonie		9.000.000,00
Report à nouveau		364.677,66
Dividende de fr. 216,8674 brut aux 62.500 actions		13.554.216,00
Tantièmes statutaires.		1.506.024,00
	Fr.	25.692.407,45

SITUATION DU CAPITAL

Le capital est entièrement libéré.

RESOLUTIONS

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 juillet 1952.

L'assemblée à l'unanimité :

1°) approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1951, ainsi que la répartition des bénéfices;

2°) donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1951 par un vote spécial, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne;

3°) réélit M. Lucien VANGELE en qualité d'administrateur et M. Joseph GEERINCKX en qualité de commissaire;

4°) élit M. Auguste GERARD, administrateur-délégué de la Compagnie du Kasaï, avenue de la Jonction n° 6 à St-Gilles, en qualité d'administrateur, pour continuer le mandat de M. Arthur BEMELMANS, démissionnaire;

5°) élit le Général Georges LESCORNEZ, président de la Société Forestière et Commerciale du Congo Belge, 9, Avenue des Capucines, Bruxelles 3, en qualité d'administrateur.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Edgar VAN DER STRAETEN, vice-gouverneur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles, président;

M. Albert MARCHAL, conseiller de la Société Générale de Belgique, avenue du Vert Chasseur, 46, Uccle, vice-président;

M. Joseph VAN DEN BOOGAERDE, administrateur-délégué de la Compagnie du Lomami et du Lualaba, 19, avenue des Phalènes, Bruxelles, administrateur-délégué;

M. Louis AHRENS, administrateur-directeur de la Compagnie du Lomami et du Lualaba, 114, avenue de Tervueren, Etterbeek, administrateur-directeur;

Administrateurs :

M. Arthur BEMELMANS, directeur honoraire de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles;

M. Léon LIPPENS, docteur en droit, 43, avenue du Bois, Le Zoute-Knocke;

M. Robert THYS, vice-président de la Compagnie des Ciments du Congo, 33, avenue des Erables, Rhode-St-Genèse

M. Lucien VANGELE, docteur en droit, 13, avenue de la Jonction, Saint-Gilles-Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Robert CAMBIER, ingénieur A.I.A., 48, avenue Louis Lepoutre, Ixelles, président.

M. Armand GOFFIN, avocat à la Cour d'Appel, 22, avenue Van Becelaere, Boitsfort, commissaire;

M. Joseph GEERINCKX, inspecteur général honoraire du Ministère des Colonies, 19, rue Forestière, Ixelles, commissaire.

Bruxelles, le 16 juillet 1952.

Certifié conforme :

Deux administrateurs :

L. AHRENS — Administrateur-directeur.

J. VAN DEN BOOGAERDE — Administrateur-délégué.

Compagnie du Lomami et du Lualaba

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Isangi (Congo Belge).

Siège administratif : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles : n° 16174.

Registre du commerce de Stanleyville : n° 113.

—

Constitution : le 9 février 1951, publié à l'annexe au Moniteur Belge du 20 avril 1951, n° 6874 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1951, autorisé par arrêté royal du 16 mars 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 juillet 1952.

ACTIF

A. — IMMOBILISE :

Terrains, constructions, installations industrielles et plantations en Afrique		89.321.915,40	
Amortissements antér.	32.470.075,69		
Amortiss. de l'exercice.	7.987.625,88		
		40.457.701,57	
			48.864.212,83

Matériel fluvial		4.911.138,72	
Amortissements antér. .	2.803.833,13		
Amortiss. de l'exercice. .	156.009,04		
		2.959.842,17	
			1.951.296,55
Matériel et Mobilier divers en Afrique .		28.525.317,51	
Amortissements antér. .	16.870.843,29		
Amortiss. de l'exercice. .	5.132.187,23		
		22.003.030,52	
			6.522.286,99
Matériel et Mobilier en Europe . . .		350.074,20	
Amortissements antér. .	350.073,20		
Amortiss. de l'exercice. .	—,—		
		350.073,20	
			1,00
			57.337.797,37
Réévaluation de l'immobilisé (décret du 6 juillet 1948) .			27.561.953,60

B. — REALISABLE ET DISPONIBLE :

Marchandises de vente	10.595.295,43	
Produits africains	19.198.530,95	
Magasins d'approvisionnements, compte de fabrication	16.874.076,37	
Débiteurs et débiteurs en comptes cour.	24.680.337,81	
Caisses et banques	16.892.884,91	
Portefeuille-titres.	46.181.954,56	
		134.423.080,03

C. — COMPTES DIVERS :

Comptes de régularisation — comptes débiteurs . . .	1.372.926,21

D. — COMPTES D'ORDRE :

Dépôts statutaires	P. M.
Engagements divers	P. M.
Total. fr.	220.695.757,21

PASSIF

A. — DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital :		
105.000 parts sociales sans désignation de valeur	65.000.000,00	
Réserve statutaire	5.643.118,80	
Fonds de réserve	36.000.000,00	
Fonds d'assurance de la flottille	10.000.000,00	
Fonds de renouvellement	8.408.032,40	
		125.051.151,20
Plus-value de réévaluation		32.762.158,86
Amortissements sur immobilisé réévalué		15.159.074,11

B. — ENVERS LES TIERS SANS GARANTIES REELLES :

Créditeurs et créditeurs en comptes cour.	12.479.499,65	
Dividendes non réclamés	931.267,79	
Versements restant à faire sur participat.	250.000,00	
		13.660.767,44

C. — COMPTES DIVERS :

Fonds pour investissements en faveur des indigènes	3.000.000,00
Comptes de régularisation — comptes créditeurs	15.185.201,91

D. — COMPTES D'ORDRE :

Déposants statutaires	P. M.
Engagements divers	P. M.

E. — PROFITS ET PERTES :

Solde bénéficiaire	15.877.403,69
Total. fr.	220.695.757,21

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais généraux d'Europe	2.936.285,59
Allocation statutaire au fonds du personnel	1.054.217,00
Amortissements en Afrique	8.757.102,61
Amortissements sur immobilisé réévalué	2.756.195,36

Frais de transformation de la Société	642.562,30
Fonds d'assurance de la flottille	2.000.000,00
Fonds pour investissements en faveur des indigènes	3.000.000,00
Prévision fiscale	3.000.000,00
Solde bénéficiaire	15.877.403,69
Total. fr.	40.023.766,55

CREDIT

Report de l'exercice précédent	770.683,35
Résultats des opérations d'Afrique	34.234.962,74
Intérêts, dividendes et bénéfices divers	5.018.120,46
Total. fr.	40.023.766,55

REPARTITION DES BENEFICES

5 % pour dotation de la réserve statutaire	755.336,02
Réserve pour investissements dans la Colonie	4.000.000,00
Report à nouveau	579.897,67
Dividende de fr. 90,3614 brut aux 105.000 parts sociales	9.487.953,00
Tantièmes statutaires	1.054.217,00
Fr.	15.877.403,69

SITUATION DU CAPITAL

Le capital est entièrement libéré.

RESOLUTIONS

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 juillet 1952.

L'Assemblée à l'unanimité :

1°) approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1951, ainsi que la répartition des bénéfices;

2°) donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1951 par un vote spécial, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne;

3°) réélit M. Albert Marchal en qualité d'administrateur et M. Jules Vanderhallen en qualité de commissaire;

4°) élit le Baron Jacques van der Bruggen, Administrateur-directeur de la Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo, avenue des Gaulois, n° 1 à Etterbeek, en qualité d'administrateur, pour continuer le mandat de M. Arthur Bemelmans démissionnaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Edgar Van der Straeten, vice-gouverneur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles, président;

M. Albert Marchal, conseiller de la Société Générale de Belgique, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle, vice-président;

M. Joseph Van den Boogaerde, administrateur-délégué de la Société Agricole et Commerciale de la Busira et du Haut-Congo, 19, avenue des Phalènes, Bruxelles, administrateur-délégué;

M. Louis Ahrens, administrateur-directeur de la Société Agricole et Commerciale de la Busira et du Haut-Congo, 114, avenue de Tervueren, Etterbeek, administrateur-directeur;

Administrateurs :

M. Arthur Bemelmans, directeur honoraire de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles;

M. Léon Lippens, docteur en droit, 43, avenue du Bois, Le Zoute-Knocke;

M. Alfred Moeller de Laddersous, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 1, Place de la Sainte-Alliance, Uccle;

M. René Vandenput, ingénieur-agronome, 217, avenue Brugmann, Ixelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Jules Pilate, candidat-notaire, 74, avenue du Prince de Ligne, Uccle, président;

M. José, Baron de Crombrugghe de Looringhe, administrateur-délégué de la Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo, 57, Witherendreef, Notre-Dame-aux-Bois, commissaire;

M. Jules Vanderhallen, commissaire de district honoraire du Congo Belge, 108, avenue Edm. Parmentier, Woluwe-Saint-Pierre, commissaire.

COMMISSAIRE DELEGUE DU GOUVERNEMENT

M. Maurice Simon, secrétaire général du Gouvernement Général au Congo Belge, 18, avenue des Marronniers, Uccle.

Bruxelles, le 16 juillet 1952.

Certifié conforme :

Deux Administrateurs :

L. AHRENS.
Administrateur-directeur.

J. VAN DEN BOOGAERDE
Administrateur-délégué.

Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Matadi (Congo Belge).

Siège administratif : 13, rue de Bréderode, Bruxelles.

Registre de Commerce de Bruxelles n° 3920.

Registre de Commerce de Léopoldville n° 713.

—

Acte constitutif : Annexe au Moniteur Belge du 13 avril 1951, n° 5930; Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1951, n° 4.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

(2me exercice)

approuvé par l'assemblée générale du 18 juillet 1952.

ACTIF

A. — IMMOBILISE :

Terrains, plantations, routes et raccordements, pâturages		23.045.341,52	
Amortissements antér. .	12.951.742,03		
Amortiss. de l'exercice. .	975.983,74		
		13.927.725,77	
			9.117.615,75
Bâtiments et constructions		33.871.647,34	
Amortissements antér. .	14.249.440,04		
Amortiss. de l'exercice. .	6.777.427,05		
		21.026.867,09	
			12.844.780,25
Matériel et mobilier		36.578.014,67	
Amortissements antér. .	8.084.494,25		
Amortiss. de l'exercice. .	7.633.925,82		
		15.718.420,07	
			20.859.594,60
Réévaluation de l'actif immobilisé :			
Terrains, plantations, routes et raccordements, pâturages		8.351.545,04	
Bâtiments et constructions		4.447.863,74	
Matériel et mobilier		3.241.392,53	
			16.040.801,31
			58.862.791,91

B. — DISPONIBLE :

Banques et caisses		33.478.371,86

C. — REALISABLE :

Bétail, petit bétail, chevaux	10.624.079,90	
Marchandises d'approvisionnement . .	5.071.304,83	
Marchandises destinées à la vente . .	29.658.208,84	
Commandes en cours	8.401.527,33	
Produits coloniaux	4.715.002,79	
Portefeuille-titres	22.860.588,65	
Débiteurs et débiteurs en compte courant.	46.959.349,53	
		128.290.061,87

D. — COMPTES DE REGULARISATION :

Comptes débiteurs divers	147.486,45

E. — COMPTES D'ORDRE :

Dépôts statutaires.	P. M.
Inscriptions d'actions nominatives	P. M.
Total. fr.	220.778.712,09

PASSIF

A. — DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital	80.000.000,—	
Fonds de réserve	20.145.684,63	
Fonds de réserve indisponible	4.500.000,—	
Fonds de renouvellement	23.350.000,—	
Plus-value sur l'immobilisé réévalué . .	16.040.801,31	
Amortissement sur la plus-value de l'immobilisé réévalué	12.020.400,65	
		156.056.886,59

B. — DE LA SOCIETE ENVERS LES TIERS :

Créditeurs et créditeurs en compte courant	17.996.144,52	
Versement restant à faire sur titres en portefeuille	564.000,—	
Dividendes restant à payer	389.291,31	
		18.949.435,83

C. — COMPTES DIVERS :		
Fonds pour investissements en faveur de la main-d'œuvre indigène	12.500.000,—	
Comptes de régularisation : comptes créditeurs divers	15.507.850,79	
		28.007.850,79
D. — COMPTES D'ORDRE :		
Déposants statutaires.		P. M.
Titulaires d'inscriptions nominatives		P. M.
E. — PROFITS ET PERTES		17.764.538,88
	Total. fr.	220.778.712,09

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais généraux, frais d'exploitation, dépenses diverses .		43.288.609,08
Allocation statutaire au fonds du personnel		1.070.933,33
Amortissements :		
— Terrains, plantations, routes et raccordements, pâturages	975.983,74	
— Bâtiments et constructions . . .	6.777.427,05	
— Matériel et mobilier	7.633.925,82	
— Plus-value de l'immobilisé réévalué .	2.604.080,13	
— Portefeuille-titres	.2.481.199,—	
		20.472.615,74
		64.832.158,15
Fonds de renouvellement	3.000.000,—	
Fonds pour investissements en faveur de la main-d'œuvre indigène	2.500.000,—	
Prévisions fiscale et pour éventualités diverses	5.000.000,—	
		10.500.000,—
		75.332.158,15
Solde bénéficiaire.		17.764.538,88
	Total. fr.	93.096.697,03

CREDIT

Report à nouveau		552.435,76
Résultat brut des sections agricole, d'élevage, commerciale et frigorifique et recettes diverses		92.544.261,27
Total.	fr.	93.096.697,03

REPARTITION DU BENEFICE

— Réserve légale.	fr.	860.605,15
— Fonds pour investissements dans la Colonie . . .		5.500.000,—
— Dividende de fr. congolais 60,24 bruts aux parts sociales numérotées de 1 à 160.000.		9.638.400,—
— Tantièmes aux administrateurs et commissaires . .		1.070.933,33
— Report à nouveau		694.600,40
	fr.	17.764.538,88

SITUATION DU CAPITAL : entièrement libéré.

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 18 juillet 1952.

MM. Karel de Jong Hofmeyr, le Baron Charles de T'Serclaes de Wommersom, Emile Lejeune-Vincent et Robert Thys, administrateurs, dont les mandats viennent à expiration aujourd'hui, sont réélus dans leurs fonctions par un vote unanime, jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 1958.

M. Arthur Bemelmans, administrateurs, et M. Auguste Gérard, commissaire, ayant renoncé à leurs fonctions pour des raisons de convenance personnelle, l'assemblée élit, pour achever leur mandat, M. le Comte Albert de Beaufort en qualité d'administrateur et M. le Lieutenant-Colonel Honoraire Fernand Van den Heuvel en qualité de commissaire. Leurs mandats viendront à expiration respectivement aux assemblées générales statutaires de 1957 et 1955.

ADMINISTRATEURS EN FONCTIONS.

Président : Comte Maurice Lippens, président de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, 1, square du Val de la Cambre, Ixelles.

Vice-président : M. Edgar Van der Straeten, vice-gouverneur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles.

Administrateur-délégué : Baron José de Crombrugghe de Looringhe, administrateur de Sociétés, 57, Witherendreef, Notre-Dame-au-Bois-Overijse.

Administrateur-directeur : M. Maurice Houssa, administrateur de Sociétés, 26, rue du Bourgmestre, Ixelles.

Administrateurs :

MM. Arthur Bemelmans, directeur honoraire de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles;

Gaston de Formanoir de la Cazerie, administrateur de Sociétés, avenue Molière, 90, Forest

Karel de Jong Hofmeyr, administrateur de l'Imperial Cold Storage and Supply Company Ltd, P.O. Box 686, Dock Road, Cape-Town, Afrique du Sud;

Pierre de Roubaix, industriel, 34, avenue Charlotte, Anvers;

Baron Charles de T'Serclaes de Wommerson, administrateur de Sociétés, 21, boulevard du Régent, Bruxelles;

Emile Lejeune-Vincent, planteur, 48, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles-lez-Bruxelles;

Albert Marchal, conseiller de la Société Générale de Belgique, avenue du Vert-Chasseur, 46, Uccle;

Georges Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle;

Robert Thys, ingénieur A.I.M., A.I.Lg., 136, avenue Louise, Bruxelles;

le Comte Adrien van der Burch, administrateur de Sociétés, 40, avenue du Général de Gaulle, Ixelles;

Paul van Zuylen, propriétaire, Golonfa, Vielsalm.

COLLEGE DES COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

Président : M. Auguste Gérard, administrateur-délégué de la Compagnie du Kasaï, 6, avenue de la Jonction, St-Gilles-lez-Bruxelles.

Membres :

MM. Jacques De Rouck, ingénieur C.C., 55, rue du Prince Royal, Bruxelles;

Henry Desmet, expert-comptable, 24, avenue Clémentine, Forest.

Deux Administrateurs,

J. de Crombrugghe. E. Van der Straeten.

Intertropical-Comfina « INTERFINA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 66, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 3593.

—

Extrait du procès-verbal n° 13 de la réunion du Conseil d'Administration du 1er juillet 1952.

« Sur proposition de M. DE BAUW, le Conseil d'Administration ap-
» pelle à l'unanimité, M. Gilbert PERIER aux fonctions de Vice-Prési-
» dent. »

Pour extrait certifié conforme.

L'Administrateur-Délégué, Le Président,

G. ROGOGINE. A. DE BAUW.

Intertropical-Comfina « INTERFINA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 66, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 3593.

—

DELEGATION DE POUVOIRS.

(Extrait du procès-verbal n° 13 de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 1er juillet 1952).

« Le Conseil d'Administration décide d'annuler toutes les dispositions
» prises en ce qui concerne les pouvoirs et signatures des mandataires et
» du personnel du siège administratif (Bruxelles) publiées aux annexes
» au Moniteur Belge du 24 juin 1950 (page 5869 acte 15688) du 24 octo-
» bre 1951 (page 768 acte 22270) et du 28 février 1952 (page 1851 acte
» 2806) et de les remplacer par les dispositions suivantes :

» 1° En application des articles 20 et 22 des statuts, M. Anatole DE
» BAUW, Président du Conseil d'Administration, domicilié avenue De-
» fré, 107, à Uccle; M. Gilbert PERIER, Vice-Président, domicilié avenue
» Louise, 573, à Bruxelles; et M. Georges ROGOGINE, Administrateur-
» Délégué, domicilié, 441, avenue Louise, à Bruxelles, agissant conjointe-
» ment deux à deux, sont les mandataires permanents du Conseil d'Admi-

» nistration. En cette qualité, ils sont délégués pour accomplir tous les » actes de gestion journalière de la société et chargés d'assurer l'exécu- » tion de toutes les décisions prises par le Conseil d'Administration et le » Comité Administratif concernant les opérations de la société, tant en » Europe qu'en Afrique.

» 2° En cas d'absence de M. DE BAUW, de M. PERIER ou de M. RO- » GOGINE précités, un administrateur ou M. Charles NANNAN, Direc- » teur, domicilié, avenue de la Tenderie, 31, Boitsfort, signera conjointe- » ment, soit avec M. DE BAUW, soit avec M. PERIER, soit avec M. RO- » GOGINE, la correspondance relative aux objets cités ci-dessus.

» 3° Tous les actes du service journalier, tels que la correspondance et » les engagements courants, mais à l'exception des actes relatifs aux opé- » rations de trésorerie, qui font l'objet des dispositions spéciales ci-après, » seront valablement signés soit par MM. Georges ROGOGINE et Charles » NANNAN, précités, et Maurice DELALIEUX, Directeur, domicilié, » avenue Huart Hamoir, 50, à Schaerbeek, agissant conjointement deux » à deux, soit par l'une des personnes précitées agissant conjointement » avec une des personnes désignées ci-après :

» MM. Jules POLSPOEL, Sous-Directeur, 184, chaussée de Waterloo, » Bruxelles; Lucien PERET, Sous-Directeur, avenue Bel-Air, 36, Wesem- » beek-Ophem; Pierre MAUROIT, Chef de service, square Raymond Vol- » ckerick, 22, Boitsfort; Georges SCHRUERS, Chef-comptable, rue Géné- » ral Gratry, 84bis, Schaerbeek; Jean PIRE, Chef de service, avenue » Coghen, 169, Uccle; Jules SLEGERS, Chef de service, avenue des Croix » de Feu, 277, Bruxelles II; Jean-Pierre WILLAME, Chef de service, rue » Vanderkindere, 420, Bruxelles; Mlle Denise GERONDAL, Chef de ser- » vice, rue Baron Lambert, 107, Bruxelles.

» 4° Tous les actes relatifs aux opérations de trésorerie, notamment : » quittances, création, endossements et acquits d'effets, chèques et autres » valeurs analogues, seront valablement signés par deux quelconques des » personnes désignées ci-après : MM. Georges ROGOGINE, Charles NAN- » NAN, Maurice DELALIEUX, Jules POLSPOEL et Georges SCHRUERS » précités ».

Pour extrait conforme.

L'Administrateur-Délégué,
G. ROGOGINE.

Le Président,
A. DE BAUW.

Ateliers Mécaniques du Congo, en abrégé « MECANICONGO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : à Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles, 19, rue de la Chancellerie.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 232.559.

—

NOMINATIONS STATUTAIRES.

A l'assemblée générale extraordinaire du 16 juillet 1952, Monsieur Arthur GAUPIN, Ingénieur, 34, avenue de Louvain à Tirlemont et Monsieur Jean Ernest DUTRY, Ingénieur, 555, avenue Louise à Bruxelles ont été nommés administrateurs. Leurs mandats prendront fin en 1957.

Certifié conforme,

Le Président,

J. HAUTAIN.

Société coloniale de la Tôle (Socotole)

Société congolaise à responsabilité limitée

à Léopoldville.

Siège administratif : rue du Commerce, 111, Bruxelles.

Registre du commerce de Léopoldville, n° 1561.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 49066.

—

Constituée par acte du notaire Alphonse Cols, à Anvers, le 15 juillet 1930; approuvé par arrêté royal du 6 septembre 1930, dont l'acte constitutif a été publié à l'annexe du *Moniteur belge* du 25 septembre 1930, n° 14042, et à l'annexe du *Bulletin Officiel du Congo belge* du 15 octobre 1930; statuts modifiés suivant actes du notaire Hubert Scheyven, à Bruxelles, le 1er mai 1940, publié à l'annexe au *Moniteur belge* du 7 juin 1940, sous le n° 7010, et le 20 décembre 1946, publié à l'annexe au *Moniteur belge* du 25 avril 1947, sous le n° 7306.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

I. *Immobilisé :*

Apports	1.000.000,—
Frais de modernisation usine . . .	875.912,99
Raccordement au chemin de fer . . .	50.698,40

Bâtiments industriels	8.578.835,48	
Installations électriques	823.332,72	
Machines fixes	13.116.067,49	
Matériel et outillage	1,085.373,69	
Mobilier	21.734,55	
Centrale à air comprimé	427.890,06	
		25.979.845,40
II. *Réalisable :*		
Portefeuille	1,—	
Avances aux fournisseurs	8.551.144,55	
Débiteurs divers	71.025.629,46	
Approvisionnements	2.960.722,13	
Matières prem., march. en c. de route, produits en fabrication	44.100.840,89	
		126.638.338,03
III. *Disponible :*		
Banques et chèques postaux		1.349.787,44
IV. *Comptes transitoires et divers*		70.096,—
V. *Comptes d'ordre :*		
Dépôts statutaires et divers		140.217,—
		154.178.283,87

PASSIF.

I. *Dettes de la société envers elle-même :*		
Capital	20.000.000,—	
Réserve légale	2.000.000,—	
Réserve extraordinaire	7.000.000,—	
Amortissements	12.561.723,42	
		41.561.723,42
II. *Envers les tiers :*		
Créditeurs divers		83.400.046,40
III. *Comptes créditeurs, provision pour impôts et divers à ventiler*		21.529,566,25
IV. *Comptes d'ordre :*		
Déposants statutaires et divers		140.217,—
V. *Compte de résultat :*		
Profits et pertes :		
Report de l'exercice antérieur	700.813,50	
Bénéfice de l'exercice	6.845.917,30	
		7.546.730,80
		154.178.283,87

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux et d'exploitation . . .		7.611.442,61	
Amortissements		2.975.147,08	
Solde créditeur :			
Rep. de l'exc. précédent .	700.813,50		
Bénéf. de l'exercice . .	6.845.917,30		
		7.546.730,80	
			18.133.320,49

CREDIT.

Report de l'exercice précédent . . .	700.813,50	
Revenus bruts d'exploitation	17.432.506,99	
		18.133.320,49

Répartition du bénéfice.

Premier dividende de 100 francs à 9,000 actions . . .	900.000,—
15 p. c. du solde disponible de 6.646.730 fr. 80 c. diminué du report de l'exercice 1950 à la disposition du conseil d'administration et du collège des commissaires . . .	891.887,60
Deuxième dividende de 300 francs	2.700.000,—
A la réserve extraordinaire	2.500.000,—
A reporter à nouveau	554.843,20
	7.546.730,80

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 13 juin 1952.

A l'unanimité, l'assemblée :

1. Approuve le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1951 ainsi que la répartition proposée.

2. Donne décharge aux administrateurs et aux commissaires pour leur gestion pendant le vingt et unième exercice, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne.

3. Sur la proposition du conseil, l'assemblée décide de payer un dividende de 400 francs brut aux 9,000 actions, à la date du 16 juin 1952.

4. Fixe à dix le nombre des administrateurs et confère le nouveau mandat à M. Joseph Govaerts, directeur de la Société des Pétroles au Congo, Le mandat de M. J. Govaerts prendra fin en 1958.

5. Réélit en qualité d'administrateur, M. Robert Dulait, et en qualité de commissaire, M. Paul Dulait. Le mandat de M. Robert Dulait prendra fin en 1958. Celui de M. Paul Dulait en 1954.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Arthur Bemelmans, directeur honoraire de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles, président.

M. Robert Dulait, président-administrateur-délégué de la S. A. Travail mécanique de la Tôle, 195, avenue Winston Churchill, Uccle-Bruxelles, vice-président.

M. Georges Lumaye, administrateur-directeur de la Société des Pétroles au Congo, 153, boulevard Brand Whitlock, Bruxelles, administrateur-délégué.

M. Jacques Stevens, administrateur-délégué de la S. A. Travail mécanique de la Tôle, 55, avenue Victor-Emmanuel III, Uccle-Bruxelles, administrateur-délégué.

M. Georges Godeau, administrateur de la Compagnie financière des Pétroles, 220a, avenue Winston Churchill, Uccle-Bruxelles, administrateur.

M. Albert Marchal, conseiller de la Société Générale de Belgique, 16, avenue du Vert-Chasseur, Uccle-Bruxelles, administrateur.

M. Willy Marguery, administrateur de la S. A. Travail mécanique de la Tôle, Katircioglu Han, Instanbul, administrateur.

M. Jules Moreau de Melen, administrateur-délégué de la Compagnie financière belge des Pétroles, 375, avenue Louise, Bruxelles, administrateur.

M. Laurent Wolters, administrateur-délégué de la Compagnie financière belge des Pétroles, 23, avenue Jeanne, Bruxelles.

COMMISSAIRES.

M. Paul Dulait, notaire, avenue Henri Pirenne, 15, Uccle.

M. Jacques van den Perre, ingénieur, avenue Père Damien, 49, Woluwe-Saint-Pierre.

DELEGUE DE LA COLONIE.

M. William Vanderyst, 19, rue de l'Ourthe, Molenbeek-Saint-Jean.

Bruxelles, le 13 juin 1952.

Pour copie certifiée conforme :

Société coloniale de la Tôle « Socotole ».

G. GODEAU. R. DULAIT.

Geregistreerd te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten), de 14 Juni 1952, boekdeel 228, blad 74, vak 12. Drie bladen geen verzending. Ontvangen 40 frank. De ontvanger, (get.) R. Coeck.

(Neergelegd ter griffie der rechtbank van koophandel te Antwerpen de 16 Juni 1952).

Société des Pétroles au Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Léopoldville (Congo belge).

Siège administratif : Bruxelles, 111, rue du Commerce.

Registre du commerce de Léopoldville, n° 1560.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 220.645.

—

Constituée par acte passé devant Me Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le 25 juillet 1949, et publié à l'annexe au *Moniteur belge* des 26-27 septembre 1949, sous le n° 19086, et au *Bulletin Officiel du Congo belge* du 15 octobre 1949; augmentation du capital et modifications aux statuts, suivant acte reçu par Me Scheyven, notaire à Bruxelles, le 18 novembre 1949, publié à l'annexe au *Moniteur belge* du 18 janvier 1950, et au *Bulletin Officiel du Congo belge* du 15 janvier 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

I. *Immobilisé :*		
Terrains	5.425.163,60	
Immeubles et mobiliers	40.175.691,89	
Installations et matériel	242.108.240,81	
		287.709.096,30
II. *Réalisable :*		
Portefeuille	16.353.451,—	
Magasins d'approvisionnements	5.257.418,80	
Marchandises	109.360.801,52	
Avances aux fournisseurs	58.355.015,89	
Débiteurs divers	132.343.107,62	
		321.669.794,83
III. *Disponible :*		
Caisses et service financier		35.938.278,67
IV. *Comptes divers et cautionnements*		1.111.953,36
V. *Comptes d'ordre :*		
Dépôts statutaires et divers		3.688.627,—
		650.117.750,16

PASSIF.

I. *Envers la société :*		
Capital	100.000.000,—	
Réserve légale	10.000.000,—	
Fonds de réfection	—	
Provision pour éventualités diverses	—	
Réserves diverses	27.275.000,—	
Provision pour assurance transports	3.815.431,86	
Réserve de réévaluation provisoire	61.837.595,70	
Fonds d'amortissements sur immobilisations	109.029.807,14	
		311.957.834,70
II. *Envers les tiers :*		
a) A long terme :		
Emprunt obligataire		50.000.000,—
b) A court terme :		
Coupons restant à payer	1.105.246,41	
Participations à libérer	130.000,—	
Créditeurs divers	131.331.109,13	
		132.566.355,54
III. *Comptes créditeurs, provisions pour impôts et divers à ventiler*		70.342.863,92
IV. *Comptes d'ordre :*		
Déposants statutaires et divers		3.688.627,—
V. *Profits et pertes :*		
Report exercice antérieur	4.192.622,30	
Bénéfice de l'exercice	77.369.446,70	
		81.562.069,—
		650.117.750,16

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux, frais d'entretien, charges sociales et prévisions pour impôts		50.793.169,30
Amortissements de l'exercice		11.639.188,—
Bénéfice :		
Reporté de l'exercice antérieur	4.192.622,30	
De l'exercice	77.369.446,70	
		81.562.069,—
		143.994.426,30

CREDIT.

Revenus d'exploitation	134.664.592,25
Revenus du portefeuille	1.886.457,45
Résultats sur ventes titres	3.250.754,30
Report de l'exercice antérieur	4.192.622,30
	143.994.426,30

Répartition du bénéfice.

Premier dividende de 12 francs aux 525.000 parts sociales	6.300.000,—
Dotation aux réserves diverses	12.725.000,—
A reporter à nouveau	6.701.775,—
15 p. c. du solde disponible à la disposition du conseil d'administration et du collège des commissaires	8.375.294,—
Deuxième dividende de 90 fr. 40 c. aux 525.000 parts sociales	47.460.000,—
	81.562.069,—

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 13 juin 1952.

L'assemblée :

Approuve le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1951, ainsi que la répartition du bénéfice, conformément à l'article 37 des statuts.

Donne décharge aux administrateurs et aux commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1951, par un vote spécial, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne.

Le solde bénéficiaire du bilan de l'exercice 1951 permet la distribution d'un dividende de 85 francs congolais net aux 525.000 parts sociales. Ce dividende sera payable à partir du 16 juin, contre remise du coupon n° 3, à Léopoldville, aux guichets de la Banque commerciale du Congo. Les porteurs qui désireront encaisser leurs coupons en Belgique, pourront en obtenir le paiement au cours du change à vue, aux guichets de la Banque de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles, et de la Banque d'Anvers, à Anvers.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président : M. Arthur Bemelmans, directeur honoraire de la « Société Générale de Belgique », 397, avenue Louise, Bruxelles.

Vice-président : M. Georges Godeau, administrateur de la « Compagnie financière belge des Pétroles (Pétrofina) », 220a, avenue Winston Churchill, Uccle-Bruxelles.

Administrateur-directeur : M. Georges Lumaye, administrateur délégué de la « Société coloniale de la Tôle (Socotole) », 153, boulevard Brand Whitlock, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Jacques Henricot, ingénieur, Court-Saint-Etienne.

M. Georges Geerts, administrateur-délégué de la « Compagnie du Congo belge », 63, avenue Edmond Mesens, Etterbeek-Bruxelles.

M. Albert Marchal, conseiller de la « Société Générale de Belgique », 46, avenue du Vert-Chasseur, Uccle-Bruxelles.

M. Jules Moreau de Melen, administrateur-délégué de la « Compagnie financière belge des Pétroles (Petrofina) », 375, avenue Louise, Bruxelles.

M. Robert Thys, ingénieur A. I. M. A. I. Lg., 12, avenue Henri Pirenne, Uccle-Bruxelles.

M. Laurent Wolters, administrateur-délégué de la « Compagnie financière belge des Pétroles (Pétrofina) », 23, avenue Jeanne, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Julien Baillon, avocat près la Cour d'appel, 40, rue Saint-Bernard, Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Léon Castelain, directeur général de la « Compagnie financière belge des Pétroles (Pétrofina) », 122, avenue Jules Cécar, Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles.

M. Gilbert Périer, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

DELEGUE DE LA COLONIE.

M. le gouverneur honoraire Morel, 62, boulevard Louis Schmidt, à Etterbeek-Bruxelles.

Bruxelles, le 13 juin 1952.

Pour copie certifiée conforme :

Société des Pétroles au Congo,
Société congolaise à responsabilité limitée.

J. MOREAU de MELEN. G. GODEAU.

Geregistreerd te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten), de 14 Juni 1952, boek 228, blad 74, vak 11. Vier bladen geen verzending. Ontvangen 40 frank. De ontvanger a. i., (get.) R. Coeck.

(Neergelegd ter griffie der rechtbank van koophandel te Antwerpen de 16 Juni 1952).

Laboratoire Congolais de Parfumerie, en abrégé « LACOPA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Créée par Arrêté Royal du 30 juin 1952, statuts publiés aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1952.

Siège social : Léopoldville. Boîte postale 464.

Bureaux à Bruxelles, Rue d'Egmont, nº 3.

—

Réunion du Conseil Général du mardi dix juin mil neuf cent cinquante-deux.

Extraits du procès-verbal.

NOMINATION DU PRESIDENT DU CONSEIL.
D'UN ADMINISTRATEUR-DELEGUE
et DES ADMINISTRATEURS-DIRECTEURS.
DELEGATION DE POUVOIRS.

Immédiatement après l'assemblée générale constitutive s'est réuni le conseil d'administration de la société congolaise par actions à responsabilité limitée dénommée « LABORATOIRE CONGOLAISE DE PARFUMERIE » en abrégé « LACOPA ».

Sont présents ou représentés tous les membres du Conseil d'administration et du Collège des Commissaires, savoir :

1) Monsieur Léon de RUDDER, Major de Réserve honoraire, demeurant à Bruxelles, 212, rue Belliard;

2) Monsieur Léon CORDIER, Commerçant, demeurant à Uccle-Bruxelles, 6, rue Gabrielle;

3) Monsieur Victor SOQUET, Administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek-Bruxelles, 33, boulevard Auguste Reyers;

4) Monsieur Arthur CLAERHOUT, Administrateur de société, demeurant à Léopoldville (Congo Belge);

5) le Comte Daniel d'URSEL, Administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 116, avenue Franklin Roosevelt;

Les cinq prénommés étant Administrateurs.

6) Monsieur Albert SINECHAL, expert-comptable, demeurant à Forest-Bruxelles, 26, rue du Charme;

7) Monsieur Auguste APPART, employé, demeurant à Forest-Bruxelles, 32, avenue Massenet;

Les deux prénommés étant Commissaires.

Messieurs Léon De Rudder, Léon Cordier, Victor Soquet, Albert Sinechal et Auguste Appart sont présents en personne.

Monsieur Arthur Claerhout et le Comte Daniel d'Ursel sont respectivement représentés par Monsieur Victor Soquet et le Comte Albert d'Aspremont-Lynden, Administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 17, avenue Emile Demot.

Le Conseil délibérant en conformité des articles seize, dix-neuf et vingt des statuts sociaux, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes :

1re RESOLUTION.

Nomination d'un Président du Conseil.

Le Conseil désigne comme Président du Conseil, Monsieur Léon de RUDDER.

2me RESOLUTION.

Nomination d'un Administrateur-délégué.

Le Conseil désigne comme Administrateur-délégué, Monsieur Léon CORDIER, auquel il confie la gestion journalière de la société. Ses pouvoirs sont précisés ci-après.

3me RESOLUTION.

Nomination des Administrateurs-Directeurs.

Le Conseil désigne comme Administrateurs-Directeurs, Messieurs Victor SOQUET et Arthur CLAERHOUT dont les pouvoirs sont précisés ci-après.

4me RESOLUTION.

Délégation de pouvoirs.

1°) La société sera valablement engagée :

— conformément aux dispositions prévues à l'article 19 des statuts.

2°) Les actes de gestion journalière énumérés ci-après pourront être valablement accomplis quelle qu'en soit l'importance :

— sous la seule signature de l'Administrateur-Délégué;

— sous la signature conjointe de deux Administrateurs ou d'un Administrateur et d'un Fondé de pouvoirs pour le cas où le Conseil viendrait à en désigner.

Ces actes sont les suivants :

1) Représenter la société auprès de toutes Administrations publiques ou privées, sociétés, entreprises ou particuliers.

2) Faire toutes démarches et formalités, déclarations et publications, introduire toutes requêtes et réclamations.

3) Prendre l'engagement envers toutes autorités compétentes de se conformer à tous règlements.

4) Signer la correspondance.

5) Engager, congédier, révoquer le personnel employé ou ouvrier, exercer sur lui tous pouvoirs de direction ou de contrôle.

6) Arrêter tous devis ou marchés.

7) Passer, renouveler et résilier tous baux moyennant les prix, charges et conditions que le mandataire jugera convenables, faire tous états des lieux et récolements, donner et accepter tous congés, toucher tous loyers, en donner quittance, prendre en location tous biens immeubles dans la Colonie, aux conditions auxquelles le mandataire jugera convenables, les exploiter et les mettre en valeur.

8) Débattre et clore tous comptes avec les débiteurs, en fixer le reliquat, le payer ou le recevoir.

9) Retirer de toutes administrations, banques, offices, sociétés ou tiers quelconques toutes sommes ou valeurs qui sont ou pourront être dues à la société en principal et accessoires, payer toutes sommes et valeurs reçues ou remises, donner ou retirer valables quittances et décharges.

10) Signer tous chèques, accréditifs, mandats, transferts et virements, signer, accepter, endosser, avaliser tous effets de commerce, lettres de change et billets, effectuer tous dépôts et retraits.

11) Accomplir auprès de toutes autorités compétentes les formalités et démarches nécessaires à l'obtention de toutes concessions.

12) Accomplir toutes formalités relatives à l'immatriculation au nom de la société ou d'un tiers, de tous biens et droits réels immobiliers, notamment dans les registres fonciers à la Colonie.

13) Représenter la société en justice, tant en demandant qu'en défendant, choisir tous avocats, conseils, arbitres, tiers arbitres, experts.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, élire domicile et en général faire le nécessaire promettant ratification.

3°) Sous la seule signature des Administrateurs-Directeurs, Messieurs Victor SOQUET et Arthur CLAERHOUT, tant en Afrique qu'en Belgique, les actes de gestion journalière repris ci-après :

1) Représenter la société auprès de toutes administrations publiques ou privées, sociétés, entreprises ou particuliers.

2) Faire toutes démarches et formalités, déclarations et publications, introduire toutes requêtes et réclamations.

3) Prendre l'engagement envers toutes autorités compétentes de se conformer à tous règlements.

4) Signer la correspondance.

5) Engager, congédier, révoquer le personnel employé ou ouvrier, exercer sur lui tous pouvoirs de direction et de contrôle.

6) Débattre et clore tous comptes avec les débiteurs, en fixer le reliquat, le payer ou le recevoir.

7) Retirer de toutes administrations, banques, offices, sociétés ou tiers quelconques toutes sommes ou valeurs qui sont ou pourront être dues à la société en principal et accessoires, payer toutes sommes que la société pourrait devoir; de toutes sommes et valeurs reçues ou remises, donner ou retirer valables quittances et décharges.

8) Signer tous chèques, accréditifs, mandats, transferts et virements, signer, accepter, endosser, avaliser tous effets de commerce, lettres de change et billets, effectuer tous dépôts et retraits.

9) Représenter la société en justice, tant en demandant qu'en défendant, choisir tous avocats, conseils, arbitres, tiers arbitres, experts.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, élire domicile et en général faire le nécessaire promettant ratification.

4°) La signature de l'Administrateur-délégué, d'un Administrateur ou d'un porteur de procuration spéciale sera suffisante pour retirer au nom de la société, des administrations des postes, douanes, messageries, chemins de fer ou entreprises de transport quelconques, les lettres, caisses, colis, paquets, colis recommandés ou non, chargés et ceux renfermant des valeurs déclarées, de faire remettre tous dépôts, encaisser tous mandats-poste, donner toutes quittances ou décharges.

La séance continue.

Réunion du Conseil d'Administration du vendredi vingt-sept juin 1952.

Extrait du procès-verbal.

DELEGATION DE POUVOIRS.

Le Conseil d'Administration délibérant en conformité des articles seize, dix-neuf et vingt des statuts sociaux, a pris à l'unanimité la résolution suivante :

Délégation de pouvoirs :

Le Conseil décide de donner à Mademoiselle Andrée BRASSINNE, demeurant à Ixelles-Bruxelles, 82, rue Armand Campenhout, la délégation spéciale suivante pour le bureau de Bruxelles :

a) Donner bonne et valable quittance et décharge de toutes sommes et valeurs reçues.

b) Retirer au nom de la société, de la poste, de la douane, de la société nationale des chemins de fer, et de toutes messageries, les lettres, caisses et paquets, colis recommandés ou non, chargés ou non et ceux renfermant les valeurs déclarées, encaisser tous mandats et assignations postales.

La séance continue.

Bruxelles, le seize juillet mil neuf cent cinquante-deux.

Pour copie certifiée conforme,

Léon DE RUDDER.

Président du Conseil.

Vu pour légalisation de signature de M. Léon De Rudder.

Bruxelles, le 12-7-1952.

Pour le Bourgmestre, l'Echevin-délégué.

Illisible.

Compagnie Cotonnière Congolaise

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Trône, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 5868.

Registre du Commerce de Léopoldville n° 2213.

—

Créée par Arrêté Royal du 10 février 1920, publié au Moniteur Belge du 7 mars 1920 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1920. Statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 7 novembre 1921 (annexes au Moniteur Belge du 11 janvier 1925, acte n° 475) ; autorisés par Arrêté Royal du 25 novembre 1921, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1921 ; par l'assemblée générale extraordinaire du 3 novembre 1924 (annexes au Moniteur Belge du 16 janvier 1925, acte n° 623) ; autorisés par Arrêté Royal du 5 décembre 1924, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1925 ; par l'assemblée générale extraordinaire du 30 janvier 1928 (annexes au Moniteur Belge du 18 février 1928, acte n° 1781), autorisés par Arrêté Royal du 3 mars 1928, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1928 ; modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 29 mai 1929 (annexes au Moniteur Belge du 10 juillet 1929, acte n° 11498) ; autorisés par Arrêté Royal du 28 juin 1929, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1929 ; modifiés par les assemblées générales extraordinaires des 30 avril et 2 novembre 1931 (annexes au Moniteur Belge des 3 et 4 février 1932, actes n° 921 et 922) ; autorisés par Arrêté Royal du 23 décembre 1931, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1932 ; modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 30 mars 1936, publiés aux Annexes du Moniteur Belge du 12 mai 1936, acte n° 7638 et au Bulletin Administratif du Congo Belge du 25 décembre 1936 ; modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 10 janvier 1938 (annexes au Moniteur Belge du 20 mars 1938, acte n° 2625), autorisés par Arrêté Royal du 25 février 1938, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1938, modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 8 avril 1946, publiés aux annexes du Moniteur Belge des 29-30 avril 1946 (acte n° 7778) et au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 avril et 15 mai 1946 ; modifiés par Arrêté Royal du 13 février 1948, publiés aux annexes du Moniteur Belge du 25 mars 1948 (acte n° 4603) et au Bulletin Administratif du Congo Belge du 25 avril 1948 ; modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 29 janvier 1952, publiés aux annexes du Moniteur Belge des 3-4 mars 1952 (acte n° 2949) et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1952.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 juillet 1952.

ACTIF.

I. *Actif immobilisé :*

a) Installations, matériel et divers en Afrique 273.499.664,12

Amort. antérieurs moins extournes . .	134.283.600,08		
Amort. de l'exercice . .	21.593.954,69		
		155.877.554,77	
		117.622.109,35	
b) Immeuble à Bruxelles		1,—	
c) Mobilier et matériel de bureau à Bruxelles		1,—	
			117.622.111,35
II. *Actif réalisable :*			
d) Portefeuille-titres		140.176.937,39	
e) Débiteurs divers		186.977.045,53	
f) Approvisionnements		87.448.363,57	
g) Stocks produits		115.340.737,85	
			529.943.084,34
III. *Actif disponible :*			
h) Caisses, Banques et Chèques Postaux en Europe et en Afrique (à l'exclusion des fonds détenus en consignation pour compte du Cogerco)			296.184.871,41
IV. *Divers :*			
i) Comptes débiteurs			12.383.199,79
V. *Comptes spéciaux* (Décret du 18 juin 1947).			
j) Fonds détenus en consignation pour compte du Cogerco		230.397.457,50	
k) Sommes à percevoir lors de la vente des produits cotonniers confiés à la Société		74.597.846,18	
l) Produits cotonniers confiés à la Société		Mémoire	
			304.995.303,68
VI. *Comptes d'ordre :*			
m) B. C. B. Fonds du Personnel (Reliquat)			3.385.276,30
n) Garanties statutaires			Mémoire
o) Engagements et contrats divers en cours			Mémoire
p) B. C. B. Cautionnements agents			2.715.970,44
			1.267.229.817,31

PASSIF.

I. *Passif de la Société envers elle-même :*			
a) Capital		300.000.000,—	
représente par :			
Parts sociales sans désignation de valeur:			
286.400 de 1re série			
1.600 de 2me série			
b) Réserve statutaire		30.000.000,—	
c) Fonds spécial de réserve		70.000.000,—	
d) Provision pour investissements nouveaux dans la Colonie		30.000.000,—	
			430.000.000,—
II. e) *Fonds d'assurance*			54.851.549,55
III. *Passif de la Société envers les tiers :*			
f) Créditeurs divers	136.020.693,98		
g) Montant non appelé sur portefeuille .	7.081.250,—		
h) Dividendes non réclamés des exercices antérieures	2.748.885,—		
			145.850.828,98
IV. *Divers :*			
Comptes créditeurs :			
i) Provisions et divers	206.101.053,57		
j) Fonds de Welfare en faveur des indigènes:			
Dotation de l'exercice et des exercices antérieurs	92.500.000,—		
Moins: Prélèvements de l'exercice et des exercices antérieurs	58.797.288,48		
	33.702.711,52		
			239.803.765,09
V. *Comptes spéciaux* (Décret du 18 juin 1947).			
k) Fonds consignés à la Société par le Cogerco	230.397.457,50		
l) Ayants-droit aux produits cotonniers confiés à la Société	Mémoire		
			230.397.457,50
VI. *Comptes d'ordre :*			
m) Reliquat Fonds en faveur du Personnel à la Banque du Congo Belge. (Art. 37 des Statuts)			3.385.276,30
n) Titulaires des garanties statutaires			Mémoire

o) Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours		Mémoire
p) Agents: Comptes cautionnements versés chez la B.C.B.		2.715.970,44
VII. *Solde :*		
Report de l'exercice précédent . . .	12.603.774,71	
Bénéfice net de l'exercice	147.621.194,74	
		160.224.969,45
		1.267.229.817,31

Compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et de Léopoldville		11.198.566,46
Allocations statutaires du personnel d'Afrique et d'Europe		8.613.012,—
Charges financières et redevances diverses		983.911,32
Amortissements :		
s/Installations, matériel et divers en Afrique . . .		21.593.954,69
s/Immeuble et matériel de bureau d'Europe		2.577.171,75
Provision pour impôts divers et charges		30.000.000,—
Fonds de Welfare en faveur des indigènes		25.000.000,—
Fonds d'assurance		15.000.000,—
Subsides divers		756.661,20
Solde disponible :		
Bénéfice net de l'exercice	147.621.194,74	
Report de l'exercice précédent . . .	12.603.774,71	
		160.224.969,45
		275.948.246,87

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	12.603.774,71
Revenus du portefeuille	21.810.921,82
Produits divers	7.791.516,61
Solde du compte « Exploitation »	233.742.033,73
	275.948.246,87

Situation du capital.

Le capital social est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président.

M. Anatole De Bauw, Administrateur de Sociétés, 107, Avenue Defré, Uccle.

Président-Honoraire.

M. Firmin Van Bree, Administrateur de Sociétés, 3, Montagne du Parc, Bruxelles.

Vice-Président.

M. Edgar Van der Straeten, Administrateur de Sociétés, 268, chaussée de Vleurgat, Bruxelles.

Administrateurs-Délégués.

M. Pierre Gillieaux, Administrateur de Sociétés, 92, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Emile Van Geem, Administrateur de Sociétés, 123, avenue Coghen, Uccle.

Administrateurs :

M. Marquis Henri d'Assche, Administrateur de Sociétés, 47, rue du Commerce, Bruxelles.

M. Baron Braun, Administrateur de Sociétés, Château Runenborg, Melle-lez-Gand.

M. Comte Renaud de Briey, Administrateur de Sociétés, 15, avenue Lloyd George, Bruxelles.

M. Willy Friling, Administrateur de Sociétés, 21, rue d'Arenberg, Anvers.

M. Gaston Heenen, Administrateur de Sociétés, 126, chaussée d'Ixelles, Bruxelles.

M. Eugène F. Henry, Administrateur de Sociétés, 57, avenue Wellington, Uccle.

M. Albert Marchal, Administrateur de Sociétés, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle.

M. Alfred Moeller de Laddersous, Administrateur de Sociétés, 1, Place de la Sainte Alliance, Uccle.

M. Louis Orts, Administrateur de Sociétés, 33, avenue Jeanne, Bruxelles.

M. Jules Philippson, Banquier, 18, rue Guimard, Bruxelles.

M. Joseph Rhodius, Administrateur de Sociétés, Castel Bel Air, Citadelle-Namur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Pierre Amsens, Planteur, Mabangana (Congo Belge).

M. Franz Martin, Industriel, 1, rue de France, Verviers.

M. Joseph Mathy, Commissaire de Société, 15, avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. Robert P. Pflieger, Négociant en cotons, 22a, Square de Meeus, Bruxelles.

M. Maurice Stradling, Directeur Général Adjoint de la Société Fiduciaire de Belgique, 22b, Square de Meeüs, Bruxelles.

M. Claude Thys, Commissaire de Sociétés, 128, avenue Louise, Bruxelles.

Compagnie Cotonnière Congolaise.

Les Administrateurs-Délégués,

E. VAN GEEM. P. GILLIEAUX.

COMPAGNIE COTONNIERE CONGOLAISE.

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Trône, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 5868.

Registre du Commerce de Léopoldville n° 2213.

—

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 14 juillet 1952 a renouvelé pour un terme de 6 ans les mandats d'administrateur de Messieurs Pierre Gillieaux, Albert Marchal et Joseph Rhodius, ainsi que les mandats de commissaire de Messieurs Joseph Mathy et Robert P. Pflieger.

Elle a pris acte de la démission de ses fonctions d'administrateur présentée par le baron Braun pour raisons de convenance personnelle et à désigné M. Gaston Braun pour achever ce mandat.

Elle a désigné le comte Albert de Beauffort pour achever le mandat d'administrateur laissé vacant par le décès de M. Maurice Blanquet, ainsi que M. Charles Papeians de Morchoven pour achever le mandat de commissaire laissé vacant par le décès de M. Antoine X. Nolf.

Ces trois derniers mandats viendront à expiration immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1956.

COMPAGNIE COTONNIERE CONGOLAISE.

Les Administrateurs-Délégués,

E. VAN GEEM. P. GILLIEAUX.

Société Africaine d'Etudes et de Cultures Tropicales
« SAFRICALE »

Société par actions à responsabilité limitée

Siège Social : Costermansville (Kivu — Congo Belge).

Siège administratif : 13, rue de Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 205511.

—

Constituée en 1939, annexes au Moniteur belge du 26 janvier 1940. acte n° 667.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1950
approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 3 juin 1952.

ACTIF

I. — EN AFRIQUE :			
IMMOBILISE :			
Terrains, cultures et routes		4.145.918,78	
Amortissements antér. .	—,—		
Amortissements 1950 . .	—,—		
		—,—	
			4.145.918,78
Bâtiments et constructions		1.665.659,32	
Amortissements antér. .	—,—		
Amortissements 1950 . .	—,—		
		—,—	
			1.665.659,32
Matériel et mobilier		818.900,67	
Amortissements antér. .	—,—		
Amortissements 1950 . .	—,—		
			818.900,67
			6.630.478,77
Dépenses générales de la période d'investissement		12.385.130,—	
Amortissements antér. .	4.351.784,12		
Amortissements 1950 . .	—,—		
		4.351.784,12	
			8.033.345,88
			14.663.824,65

REALISABLE :		
Produits de vente en stock à Bohenda :		
Quinquina	52.600,—	
Produits secondaires	—,—	
		52.600,—
Marchandises d'approvisionnement en magasin		520.906,65
Débiteurs divers		50.400,—
		623.906,65
DISPONIBLE :		
Caisses en Afrique		89.505,77
Banque du Congo Belge, Costermansville		27.176,50
		116.682.27
Actif total en Afrique		15.404.413,57
II. — EN EUROPE :		
Marchandises en route		4.010.281,—
Débiteurs divers (SANDOZ, Bâle)		65.358,80
Dépôt de garantie (Min. des Colonies)		50.000,—
Banque du Congo Belge, Bruxelles		67.260,27
Actif total en Europe		4.192.900,07
PROFITS ET PERTES :		
Perte de l'exercice		94.691,69
		19.692.005,33

PASSIF

A. — DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :		
Capital : 100 actions de 5.000 fr.	500.000,—	
Réserve légale	—,—	
Fonds de Réserve.	—,—	
		500.000,—
B. — ENVERS DES TIERS :		
SANDOZ S.A., BALE :		
Compte Avances sur livraisons futures	8.800.888,60	
Compte Prêts	4.071.513,50	

Compte Intérêts composés s/prêts et avances	516.343,20	
Compte Fournisseurs	15.250,90	
		13.403.996,20
BANQUES :		
Banque Commerciale du Congo, Costermansville	2.500.000,—	
Banque F. M. Philippson & Co, Bruxelles	2.012.491,13	
		4.512.491,13
DIVERS :		
Buchler & Co, Braunschweig, paiement d'avance	1.092.213,—	
Passifs transitoires	183.305,—	
		1.275.518,—
C. — PROFITS & PERTES :		
Reports antérieurs	—,—	
Résultats de l'exercice	—,—	
		—,—
		19.692.005,33

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1950 DONNANT LE RESULTAT DE L'EXERCICE 1950

DEBIT

Dépenses d'exploitation en Afrique	1.921.656,85
Frais généraux en Afrique et Europe, impôts, charges sociales et financières	1.612.905,74
Transfert du solde du compte « Profits et Pertes divers »	71.258,60
	3.605.821,19

CREDIT

Produit d'exploitation de l'exercice	3.511.129,50
Perte de l'exercice	94.691,69
	3.605.821,19

SITUATION DU CAPITAL

Le capital est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Emile LEJEUNE VINCENT, planteur, 48, chaussée de Charleroi, Bruxelles, président.

M. le Prof. Dr. Arthur STOLL, Directeur de Société, Arlesheim (Suisse), Administrateur.

M. le Comte Charles d'Yve, planteur, 101, rue d'Arlon, Bruxelles, Administrateur.

M. Georg NIEDERER, commerçant, 62, Freiburgerstrasse, Bâle (Suisse), Administrateur.

COMMISSAIRE.

M. Pierre Omé, Conseiller Fiscal, 3b, rue Castelain, Nivelles.

CERTIFIE CONFORME :

Société Africaine d'Etudes et de Cultures Tropicales
« SAFRICALE »

L'Administrateur-délégué,

(s) Emile Lejeune Vincent.

Brasserie de Léopoldville

Société congolaise à responsabilité limitée

Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 71, Chaussée de Charleroi, Bruxelles.

Registre de Commerce de Bruxelles n° 450.

Registre de Commerce de Léopoldville n° 575.

Acte constitutif : B.O.C.B. du 15 janvier 1924. Actes modificatifs : Annexes du B. O. C. B. des 15-9-1925, 15-11-1926, 15-6-1929, 15-9-1937, 15-4-1950, 15-8-1948, 15-7-1951 et 15-10-1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 juillet 1952.

ACTIF

IMMOBILISATIONS :		
Terrains		4.926.423,45
Constructions industrielles	113.064.435,38	
Réévaluation	15.107.510,87	
		128.171.946,25

Matériel et installations	139.797.269,72		
Réévaluation	23.156.617,53		
		162.953.887,25	
Matériel de service		28.992.173,02	
Mobilier		5.506.019,58	
Outillage	1.947.955,14		
Réévaluation	242.415,76		
		2.190.370,90	
		332.740.820,45	
Amortissements		146.315.164,17	
			186.425.656,28
Habitations		24.554.974,23	
Amortissements		4.962.384,65	
			19.592.589,58
Réévaluation des immobilisations en A.E.F.			4.659.701,65
REALISABLE :			
Débiteurs		74.868.239,96	
Participations et portefeuille-titres		10.973.709,36	
Garanties et cautionnements		307.910,63	
Cours de route		37.160.112,95	
Magasins		45.780.227,71	
			169.090.200,61
DISPONIBLE :			
Caisse, chèques postaux, banques			17.181.541,62
COMPTES D'ORDRE :			
Débiteurs pour cautions		26.429.587,77	
Garanties diverses reçues de tiers		714.285,71	
Dépôts statutaires		P. M.	
			27.143.873,48
COMPTES DE REGULARISATION :			
Dépôts de garanties contractuelles		20.030,86	
Dépenses et frais à reporter sur l'exercice 1952		12.708.707,65	
			12.728.738,51
Total de l'actif.			fr. 436.822.301,73

PASSIF

DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :		
Capital	150.000.000,—	
Réserve statutaire	5.000.000,—	
Réserve extraordinaire	17.906.544,16	
Amortissements réévalués	10.072.997,68	
Réserve spéciale de réévaluation des immobilisations en A.E.F.	4.659.701,65	
		187.639.243,49
DE LA SOCIETE ENVERS LES TIERS :		
Créditeurs	113.823.508,96	
Dividendes non réclamés	260.124,87	
Prévisions pour dépenses à effectuer	49.057.125,93	
		163.140.759,76
COMPTES D'ORDRE :		
Cautions fournies	26.429.587,77	
Garanties diverses fournies par des tiers	714.285,71	
Déposants statutaires.	P. M.	
		27.143.873,48
COMPTES DE REGULARISATION :		
Déposants de garanties contractuelles	20.030,86	
Comptes transitoires	1.769.259,89	
		1.789.290,75
RESULTATS :		
Report de l'exercice 1950	532.093,57	
Bénéfice net de l'exercice	56.577.040,68	
		57.109.134,25
Total du Passif. fr.		436.822.301,73

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais généraux d'administration		3.505.454,51
Amortissements		28.510.511,67
SOLDE BENEFICIAIRE :		
— Report exercice 1950	532.093,57	
— Bénéfice net exercice 1951	56.577.040,68	
		57.109.134,25
		89.125.100,43

CREDIT

Report de l'exercice précédent	532.093,57
Bénéfice brut d'exploitation	88.593.006,86
	89.125.100,43

REPARTITION DES BENEFICES.

— Réserve statutaire.	2.828.852,03
— Dividende de :	
— 8 fr. aux 336.000 p. s. nos 1 à 336.000	2.688.000,—
— 4 fr. aux 168.000 p. s. nos 336.001 à 504.000. . .	672.000,—
— Tantièmes au Conseil Général	6.697.270,—
— Superdividende aux :	
— 336.000 p. s. nos 1 à 336.000 (fr. 82,36)	27.672.960,—
— 168.00 p. s. nos 336.001 à 504.000 (fr. 41,18) . .	6.918.240,—
— Dotation à la réserve extraordinaire	9.000.000,—
— A reporter à nouveau	631.812,22
Fr.	57.109.134,25

SITUATION DU CAPITAL.

Capital restant à libérer : Entièrement libéré . . .	150.000.000,—
Fr.	150.000.000,—

LISTE des ADMINISTRATEURS et COMMISSAIRES en FONCTIONS

1. M. le Général George MOULAERT, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo, 47, Avenue de l'Observatoire, Uccle. Président.
2. M. Paul BODART, Docteur en droit, 247, Boulevard de Tervueren, Louvain, Administrateur.
3. M. Jean-Jacques BOUVIER, Administrateur de Sociétés, 192c, rue de la Victoire, Bruxelles, Administrateur.
4. M. André DE MEULEMEESTER, Administrateur de Sociétés, Quai St-Anne, 22, Bruges, Administrateur.
5. M. Henri DEPAGE, Administrateur de Sociétés, 44, Avenue du Parc de Woluwé, Auderghem, Administrateur.
6. M. Auguste S. GERARD, Docteur en droit, 6, Avenue de la Jonction, Bruxelles, Administrateur.

7. M. Johannes Marinus HONIG, Administrateur de Sociétés, 197, Apollolaan, Amsterdam, Administrateur.

8. M. Robert JEANTY, Avocat, à Léopoldville (Congo Belge), Administrateur.

9. M Robert LAMBERT, Banquier, 30 Broad Street, New-York 4, Administrateur.

10. M. George A. MARTIN, Administrateur de Sociétés, 27, Embassy Court, Brighton, Angleterre, Administrateur.

11. M. Remi van der VAEREN, Administrateur de Sociétés, 60, rue du Canal, Louvain, Administrateur.

12. M. Anthelme VISEZ, Ingénieur-Brasseur, Léopoldville (Congo Belge), Administrateur.

1. Mme Vve Edmond TERLINDEN, Propriétaire, 6, avenue Géo Bernier, Ixelles, Commissaire.

2. M. le Chevalier Emmanuel DEMEURE, Administrateur de Sociétés, Château de Groenveld, Grimbergen, Commissaire.

3. M. Valère GELDERS, Administrateur de Sociétés, 180, Chaussée de Tirlemont, Corbeek-Loo, Commissaire.

4. M. le Baron Jean van der STRATEN-WAILLET, Propriétaire, Les Trois Chênes, Waillet par Marche, Commissaire.

Bruxelles, le 15 juillet 1952.

BRASSERIE DE LEOPOLDVILLE
Société Congolaise à responsabilité limitée.

Un Fondé de Pouvoirs,
(s) C. DEVUYST.

Un Administrateur,
(s) P. BODART.

Société d'Elevage et de Culture de l'Uele, en abrégé « SELCO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

AUGMENTATION DU CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'AN MIL NEUF CENT CINQUANTE DEUX, LE DIX NEUF JUIN, à quatre heures trente.

A Bruxelles, Place de Louvain, 12.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles,

---

(1) Arrêté royal du 17 juillet 1952 — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1952 — 1re Partie,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société d'Elevage et de Culture de l'Uélé », en abrégé « Selco », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Poko (Congo Belge), constituée suivant acte reçu par le notaire Scheyven soussigné, le dix neuf décembre mil neuf cent cinquante, publié après autorisation par arrêté royal du vingt sept janvier mil neuf cent cinquante et un aux annexes du Moniteur Belge des douze/treize février mil neuf cent cinquante et un, nº 2147 et du Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze février mil neuf cent cinquante et un.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les nom, prénoms, profession, demeure, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous notaire est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Jean Baron de Steenhault de Waerbeek, banquier, demeurant à Vollezele, Président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Raymond Nihon, employé de banque, demeurant à Watermael-Boitsfort, rue des Bégonias, 30, ici intervenant et choisit comme scrutateurs Messieurs Alfred Liénart et Charles Desclée de Maredsous, tous deux désignés dans la liste de présence.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Augmentation de capital de dix millions de francs congolais, pour le porter de dix à vingt millions de francs congolais, par la création de dix mille nouvelles actions sans mention de valeur nominale, jouissance au premier juillet mil neuf cent cinquante deux, à souscrire au prix de mille francs chacune et offertes aux anciens actionnaires à raison d'une nouvelle action pour une ancienne.

2. Souscription des dix mille nouvelles actions avec libération immédiate de vingt cinq pour cent.

3. Modifications aux statuts :

Article cinq. — Mentionner le nouveau capital et sa représentation.

Article six. — Compléter l'historique du capital.

II. Que les convocations, contenant l'ordre du jour, ont été faites conformément à l'article vingt neuf des statuts, par lettres recommandées adressées aux actionnaires, le trois juin mil neuf cent cinquante deux.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article trente des statuts.

IV. Que sur les dix mille actions de la société, la présente assemblée réunit neuf mille sept cent vingt six actions soit plus de la moitié du capital.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente cinq des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de dix millions de francs congolais, pour le porter de dix à vingt millions de francs congolais, par la création de dix mille nouvelles actions sans mention de valeur nominale, qui auront droit à la moitié du dividende éventuel de l'exercice en cours et seront, pour le surplus, en tout semblables aux actions actuelles.

Ces nouvelles actions seront à souscrire, contre espèces, au prix de mille francs chacune, avec droit de préférence au profit des actionnaires, dans la proportion de une action nouvelle pour une ancienne.

Il sera procédé, séance tenante, à la dite augmentation de capital, avec libération à concurrence de vingt cinq pour cent.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital qui précède, s'élève à cent cinquante mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Sous la réserve de la réalisation de l'augmentation de capital qui précède, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes:

L'article cinq est remplacé par :

« Le capital social, fixé à vingt millions de francs congolais, est repré-
» senté par vingt mille actions sans mention de valeur nominale, repré-
» sentant chacune un/vingt millème de l'avoir social. »

L'article six est remplacé par :

« Lors de la constitution de la société, le capital social était de dix mil-
» lions de francs congolais, représenté par dix mille actions sans mention
» de valeur nominale, toutes souscrites contre espèces et libérées à con-
» currence de quarante pour cent. Ces actions ont été libérées entièrement
» dans la suite.

» Suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des action-
» naires en date du dix neuf juin mil neuf cent cinquante deux, le capital

» a été porté à vingt millions de francs congolais par la création de dix » mille actions nouvelles sans mention de valeur nominale, toutes sous- » crites contre espèces et libérées à concurrence de vingt cinq pour cent. »

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, les personnes et sociétés désignées ci-après et reprises dans la liste de présence ci-annexée, après avoir entendu lecture de ce qui précède et reconnu avoir connaissance des statuts de la « Société d'Elevage et de Culture de l'Uélé », en abrégé « Selco », ont déclaré souscrire les dix mille actions sans mention de valeur nominale créées en la première résolution qui précède, au prix de mille francs chacune et aux conditions y énoncées, ainsi qu'il suit :

1. La Société congolaise par actions à responsabilité limitée « Plantations de Dembia », établie à Buta (Congo Belge), pour elle-même et pour un groupe pour lequel elle se porte fort, deux mille vingt quatre actions,	2.024
2. La Société Commerciale et Minière du Congo « Cominière », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), dix sept cent cinquante trois actions	1.753
3. La Société Commerciale et Minière de l'Uélé « Comuélé », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Aketi (Congo Belge), huit cent soixante seize actions	876
4. La Société Financière Immobilière et Commerciale Congolaise « Sonag », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), deux cent soixante quinze actions	275
5. La Mutuelle Mobilière, société anonyme établie à Bruxelles, rue Montoyer, 4, cinq cents actions	500
6. La Société Anonyme « Desclée Frères et Compagnie », établie à Tournai, rue Saint-Jacques, 19, trois mille actions	3.000
7. Monsieur Alfred Liénart, ingénieur, demeurant à Woluwé-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, 196, deux cent vingt six actions	226
8. Monsieur Freddy Lang, industriel, demeurant à Uccle, avenue Houzeau, 99, sept cent cinquante actions	750
9. Monsieur Jules-Albert Pire, directeur de société, demeurant à Poko (Uélé), Congo Belge, deux cents actions	200
10. Monsieur Théodore Otsolig, ingénieur agronome, demeurant à Dembia par Buta (Uélé) Congo Belge, cent actions	100
11. Monsieur Arsène de Launoit, administrateur de société, demeurant à Bruxelles, rue Montoyer, 4, deux cent cinquante actions	250
12. Monsieur Jean Baron de Steenhault de Waerbeek, banquier, demeurant à Vollezele, quarante six actions	46
Ensemble : dix mille actions	10.000

Messieurs Jean Baron de Steenhault de Waerbeek, Charles Desclée de Maredsous et Alfred Liénart, administrateurs, nous ont déclaré et requis d'acter que chacune de ces dix mille actions nouvelles souscrites a été libérée à concurrence de vingt cinq pour cent et que la somme de deux millions cinq cent mille francs se trouve, dès à présent à la libre et entière disposition de la société, ainsi que les comparants et les souscripteurs le reconnaissent.

En suite de la souscription qui précède, Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que le capital social est porté à vingt millions de francs congolais et que les modifications aux statuts, objet de la deuxième résolution qui précède, sont devenues définitives, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La séance est levée à quatorze heures cinquante.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée et les souscripteurs ont signé avec nous, Notaire.

(signé) Bn J. de Steenhault de Waerbeek; R. Nihon; A. Liénart; C. Desclée de Maredsous; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A.C.II, le 25 juin 1952, volume 1382, folio 83, case 7, trois rôles, trois renvois. Reçu : quarante francs. Le Receveur (signé) Abras.

ANNEXE.

« SELCO ».

Assemblée générale extraordinaire du 19 juin 1952.

LISTE DE PRESENCE.

1. Plantations de Dembia, S.C.R.L. établie à Buta (Congo Belge), propriétaire de mille sept cent cinquante actions 1.750

Ici représentée par Monsieur Jean Baron de Steenhault de Waerbeek, ci-après nommé, suivant procuration du quatre juin dernier.

(signé) Bn J. de Steenhault de Waerbeek.

2. Société Commerciale et Minière du Congo, S.C.R.L. établie à Léopoldville (Congo Belge), propriétaire de mille sept cent cinquante trois actions 1.753

Ici représentée par Monsieur Alfred Liénart, ci-après nommé, suivant procuration du six juin dernier.

(signé) A. Liénart.

3. Société Commerciale et Minière de l'Uélé, S.C.R.L. établie à Aketi (Congo Belge), propriétaire de huit cent septante six actions 876

Ici représentée par Monsieur Alfred Liénart, ci-après nommé, suivant procuration du douze juin dernier.

(signé) A. Liénart.

4. Société Financière, Immobilière et Commerciale Congolaise « Sonag », établie à Léopoldville (Congo Belge), propriétaire de deux cent septante cinq actions 275

Ici représentée par Monsieur Jean Baron de Steenhault de Waerbeek, ci-après nommé, suivant procuration du quatorze juin dernier.

(signé) Bn J. de Steenhault de Waerbeek.

5. La Mutuelle Mobilière, société anonyme établie à Bruxelles, 4, rue Montoyer, propriétaire de cinq cents actions 500

Ici représentée par Monsieur Charles Desclée de Maredsous, ci-après nommé, suivant procuration du sept juin dernier.

(signé) C. Desclée de Maredsous.

6. Desclée Frères et Cie, société anonyme établie à Tournai, 19, rue Saint-Jacques, propriétaire de trois mille actions 3.000

Ici représentée par Monsieur Charles Desclée de Maredsous, industriel, demeurant à Knocke, avenue Elisabeth, 32, suivant procuration du seize juin dernier.

(signé) C. Desclée de Maredsous.

7. Monsieur Alfred Liénart, ingénieur, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 196, avenue de Tervueren, propriétaire de deux cent vingt six actions 226

(signé) A. Liénart.

8. Monsieur Freddy Lang, industriel, demeurant à Uccle-Bruxelles, 99, avenue Houzeau, propriétaire de sept cent cinquante actions 750

Ici représenté par Monsieur Alfred Liénart, ci-avant nommé, suivant procuration du douze juin dernier.

(signé) A. Liénart.

9. Monsieur Jules-Albert Pire, directeur de société, demeurant à Poko (Uélé — Congo Belge), propriétaire de deux cents actions 200

Ici représenté par Monsieur Jean Baron de Steenhault de Waerbeek, ci-après nommé, suivant procuration du sept juin dernier.

(signé) Bn J. de Steenhault de Waerbeek.

10. Monsieur Théodore Otsolig, ingénieur agronome, demeurant à Dembia par Buta (Uélé — Congo Belge), propriétaire de cent actions 100

Représenté par Monsieur Jean Baron de Steenhault de Waerbeek, ci-après nommé, suivant procuration du huit juin dernier.

(signé) Bn J. de Steenhault de Waerbeek.

11. Monsieur Arsène de Launoit, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 4, rue Montoyer, propriétaire de deux cent cinquante actions 250

Représenté par Monsieur Alfred Liénart, ci-avant nommé, suivant procuration du sept juin dernier.

(signé) A. Liénart.

12. Monsieur Jean Baron de Steenhault de Waerbeek, banquier, demeurant à Vollezele, propriétaire de quarante six actions 46

(signé) Bn J. de Steenhault de Waerbeek.

Ensemble : neuf mille sept cent vingt six actions 9.726

Le Président (signé) Bn J. de Steenhault de Waerbeek. Le Secrétaire (signé) R. Nihon. Les Scrutateurs (signé) A. Liénart; C. Desclée de Maredsous.

Signé ne varietur par nous, Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour rester annexé à un acte de notre ministère en date du 19 juin 1952.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A.C.II, le 25 juin 1952, vol. 251, fol. 33, case 1 un rôle, sans renvoi. Reçu : quarante francs. Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert Scheyven.

Hubert Scheyven — Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, Notaire à Bruxelles. Reçu : quatre francs, ns 9046.

Bruxelles, le 5 juillet 1952 (signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 7 juillet 1952. Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée au verso.

Bruxelles, le 7 juillet 1952. Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu, le Ministre des Colonies, le 15 juillet 1952.	Mij bekend, de Minister van Koloniën de 15 Juli 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Usines Textiles de Léopoldville
« UTEXLEO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL. MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'AN MIL NEUF CENT CINQUANTE DEUX, LE ONZE JUIN, à onze heures et demie.

Au siège administratif à Bruxelles, rue Joseph II, numéro 71.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires des « Usines Textiles de Léopoldville » en abrégé « Utexléo », société par actions à responsabilité limitée, régie par les lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, établie à Léopoldville (Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, soussigné, le cinq mars mil neuf cent trente quatre; la dite société a été autorisée par arrêté royal du quatre avril mil neuf cent trente quatre et ses statuts publiés à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze avril mil neuf cent trente quatre et à l'annexe au Moniteur Belge du vingt neuf avril mil neuf cent trente quatre, numéro 5840, ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Raymond Coen, substituant Maître Hubert Scheyven, tous deux notaires à Bruxelles, le huit janvier mil neuf cent trente six, publié après autorisation par arrêté royal en date du dix sept février mil neuf cent trente six, à l'annexe au Moniteur Belge du quatre mars mil neuf cent trente six, numéro 2200 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mars mil neuf cent trente six et suivant actes reçus par le dit notaire Hubert Scheyven, les dix neuf novembre mil neuf cent quarante six, trente septembre mil neuf cent quarante sept et vingt cinq mai mil neuf cent cinquante et un, publiés respectivement après autorisation par arrêtés royaux des onze février mil neuf cent quarante sept, vingt six janvier mil neuf cent quarante huit et trois juillet mil neuf cent cinquante et un, à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge des quinze mars mil neuf cent quarante sept, quinze février mil neuf cent quarante huit et quinze août mil neuf cent cinquante et un et à l'annexe au Moniteur Belge des deux mars mil neuf cent quarante sept, numéro 3121, seize/dix sept février mil neuf cent quarante huit, numéro 2689 et vingt six juillet mil neuf cent cinquante et un, numéro 17706.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

---

(1) Arrêté royal du 17 juillet 1952 — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1952 — 1re Partie,

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article vingt neuf des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur le Général George Moulaert, vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, numéro 47, Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Louis-Nicolas Eloy, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, rue du Collège Saint-Michel, numéro 73 et comme scrutateurs Messieurs Joseph Plas, administrateur de sociétés, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Molière, numéro 94 et Albert Hanet, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, rue Emile Bouillot, numéro 48.

Messieurs Joseph Rhodius, administrateur de sociétés, demeurant à Léopoldville, vice-Président du conseil d'administration, Henri Moxhon, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Herbert Hoover, numéro 40, administrateur-directeur général et Messieurs Henri Comte van der Noot, Marquis d'Assche, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 47, Fernand Jonas, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, avenue Louis Lepoutre, numéro 97, Valère Lecluse, administrateur de sociétés, demeurant à Tieghem lez-Anseghem, Villa Marguerite, Max Stevens, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, rue des Taxandres, numéro 32 et Edmond Van Hoorebeke, administrateur de sociétés, demeurant à Ledeberg lez-Gand, chaussée de Bruxelles, numéro 34, administrateurs, complètent le bureau.

Monsieur Joseph Van der Meulen, Directeur Général au Ministère des Affaires Economiques, demeurant à Berchem-Sainte-Agathe, avenue Comhaire, numéro 89, délégué du Gouvernement de la Colonie auprès de la Société, assiste à l'assemblée.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Augmentation du capital social de quatre vingt dix sept millions cinq cent mille francs congolais, pour le porter de cent soixante deux millions cinq cent mille francs congolais à deux cent soixante millions de francs congolais, sans création de titres nouveaux, par incorporation au capital de sommes figurant au crédit du compte « Réserve indisponible » ou du compte « Réserve extraordinaire ».

2. Modifications aux statuts :

a) A l'article quatre, deuxième alinéa, intercaler entre les mots « successivement » et « ou dissoute » : « moyennant autorisation par arrêté royal ».

b) à l'article cinq :

Premier alinéa, remplacer les mots « cent soixante deux millions cinq cent mille francs congolais » par « deux cent soixante millions de francs congolais ».

Deuxième alinéa : remplacer le mot « approbation » par « autorisation ».

Quatrième alinéa : intercaler entre les mots « sera accordé » et « aux porteurs d'actions anciennes » les mots « à titre irréductible et réductible ».

c) à l'article sept, pour compléter l'historique de la formation du capital.

d) à l'article dix :

1. Remplacer la deuxième phrase de cet article (depuis « celle des actions nominatives » jusque « refus éventuel ») par le libellé ci-après, qui formera les deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas :

Il est tenu, soit au siège social, soit au siège administratif, un registre des actions nominatives. Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux propriétaires des titres.

La cession des actions nominatives est inscrite sur le registre.

Elle s'opère, soit par une déclaration de transfert datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit suivant les règles applicables aux transferts de créances.

Il est loisible à la Société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert constaté par correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La conversion en titres au porteur d'actions nominatives s'opère aux frais de l'actionnaire et, éventuellement, en tenant compte du délai nécessaire pour l'impression et la signature de ces titres au porteur.

La cession des actions nominatives non entièrement libérées ne pourra avoir lieu qu'autant que le cessionnaire ait été préalablement agréé par le conseil d'administration, qui n'aura pas à justifier son refus éventuel.

2. In fine, ajouter « et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant l'augmentation du capital ».

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites, conformément à l'article vingt sept des statuts, dans les journaux suivants :

L'Annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge, numéros du vingt quatre mai et du deux juin mil neuf cent cinquante deux.

L'Agence Economique et Financière, numéros du vingt deux/vingt trois/vingt quatre mai et du trente et un mai/premier/deux juin mil neuf cent cinquante deux.

L'Echo de la Bourse, numéros du vingt trois/vingt quatre/vingt cinq mai et du premier/deux/trois juin mil neuf cent cinquante deux.

Ces journaux publiés à Bruxelles.

Avond Echo, journal publié à Anvers, numéros du vingt trois/vingt quatre/vingt cinq/vingt six mai et du premier/deux/trois juin mil neuf cent cinquante deux.

Qu'en outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres missives contenant l'ordre du jour, leur adressées le trente et un mai mil neuf cent cinquante deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires se sont conformés aux prescriptions des articles vingt sept et vingt huit des statuts.

IV. Que sur les deux cent soixante mille actions sans désignation de valeur de la société, la présente assemblée réunit deux cent un mille cent soixante et onze actions, soit plus de la moitié du capital.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente deux des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de quatre vingt dix sept millions cinq cent mille francs congolais, pour le porter de cent soixante deux millions cinq cent mille francs congolais à deux cent soixante millions de francs congolais, sans création de titres nouveaux et ce, par incorporation au capital :

a) D'une somme de cinquante et un millions quatre cent quatre vingt cinq mille deux cent vingt francs prélevée sur la réserve indisponible figurant au bilan 51.485.220

et b) D'une somme de quarante six millions quatorze mille sept cent quatre vingts francs prélevée sur la réserve extraordinaire figurant au bilan 46.014.780

Ensemble : quatre vingt dix sept millions cinq cent mille francs. 97.500.000

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge du chef de l'augmentation de capital, qui précède, s'élève à vingt cinq mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article quatre, le texte du deuxième alinéa est remplacé par :

« Elle peut être prorogée sucessivement moyennant autorisation par » arrêté royal, ou dissoute par anticipation. »

A l'article cinq, le texte du premier alinéa est ramplacé par :

« Le capital social, fixé à deux cent soixante milions de francs congo- » lais, est représenté par deux cent soixante mille actions sans désignation » de valeur, représentant chacune un/deux cent soixante millième de » l'avoir social. »

Au même article cinq, au deuxième alinéa, in fine les mots « sous réserve d'approbation par arrêté royal » sont remplacés par : « sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

Au même article cinq, au quatrième alinéa, après les mots « sera accordé » sont intercalés les mots « à titre irréductible et réductible ».

In fine de l'article sept, il est ajouté l'alinéa suivant :

« Le onze juin mil neuf cent cinquante deux, le capital a été porté de » cent soixante deux millions cinq cent mille francs congolais à deux » cent soixante millions de francs congolais, par incorporation de réserves » d'un montant global de quatre vingt dix sept millions cinq cent mille » francs congolais, sans création de titres nouveaux. »

A l'article dix, au premier alinéa, les deux premières phrases sont remplacées par les alinéas ci-après :

« La cession des titres au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

» Il est tenu, soit au siège social, soit au siège administratif, un registre » des actions nominatives. Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux propriétaires des titres.

» La cession des actions nominatives est inscrite sur le registre.

» Elle s'opère, soit par une déclaration de transfert datée et signée par » le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit suivant » les règles applicables aux transports de créances.

» Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un » transfert constaté par correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

» La conversion en titres au porteur d'actions nominatives s'opère aux » frais de l'actionnaire et éventuellement, en tenant compte du délai nécessaire pour l'impression et la signature de ces titres au porteur.

» La cession des actions nominatives non entièrement libérées ne pourra » avoir lieu, qu'autant que le cessionnaire ait été préalablement agréé » par le conseil d'administration, qui n'aura pas à justifier de son refus » éventuel. »

Au même article dix, in fine du dernier alinéa sont ajoutés les mots « et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant l'augmentation du capital ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à onze heures cinquante minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal,

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, Notaire.

(signé) G. Moulaert; L. Eloy; J. Plas; A. Hanet; J. Rhodius; H. Moxhon; Mquis d'Assche; F. Jonas; V. Lecluse; M. Stevens; E. Van Hoorebeke; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A.C.II, le 18 juin 1952, volume 1382, folio 76, case 8, quatre rôles, deux renvois. Reçu : quarante francs. Le Receveur (signé) Abras.

ANNEXE.

USINES TEXTILES DE LEOPOLDVILLE
« UTEXLEO ».
Société congolaise à responsabilité limitée.

Assemblée générale extraordinaire du 11 juin 1952.

LISTE DE PRESENCE DES ACTIONNAIRES.

1. Société Textile Africaine « Texaf », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), propriétaire de cent nonante trois mille quatre cent onze actions 193.411

Représentée par Monsieur Joseph Plas, ci-après nommé, suivant procuration du vingt neuf mai dernier.

(signé) J. Plas.

2. Société de Participations Belges et Coloniales « Sopabel », société anonyme établie à Bruxelles, 96, rue du Commerce, propriétaire de huit cent septante cinq actions 875

Représentée par Monsieur Joseph Plas, ci-après nommé, suivant procuration du vingt neuf mai dernier.

(signé) J. Plas.

3. Monsieur Joseph Plas, administrateur de sociétés, demeurant, à Forest, 94, avenue Molière, propriétaire de vingt cinq actions 25

(signé) J. Plas.

4. Monsieur Marcel Douret, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, 52, avenue du Manoir, propriétaire de cinquante actions 50

(signé) M. Douret.

5. Monsieur Louis Eloy, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 73, rue du Collège Saint-Michel, propriétaire de vingt cinq actions 25

(signé) L. Eloy.

6. Banque de Paris et des Pays-Bas, société anonyme établie à Bruxelles, 31, rue des Colonies, propriétaire de mille actions 1.000

Représentée par Monsieur Henri Moxhon, ci-après nommé, suivant procuration du trois juin dernier.

(signé) H. Moxhon.

7. Monsieur Albert Hanet, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, 48, rue Emile Bouilliot, propriétaire de quatre cents actions 400

(signé) A. Hanet.

8. Docteur Fernand Jonas, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, 97, avenue Louis Lepoutre, propriétaire de vingt cinq actions 25

(signé) F. Jonas.

9. Monsieur Valère Lecluse, industriel, demeurant à Tieghem-Anseghem, Villa Marguerite, propriétaire de vingt cinq actions 25

(signé) V. Lecluse.

10. Monsieur Henri Moxhon, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 40, avenue Herbert Hoover, propriétaire de vingt cinq actions 25

(signé) H. Moxhon.

11. Monsieur Robert Pflieger, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 22a, square de Meeüs, propriétaire de vingt cinq actions 25

Représenté par Monsieur Henri Moxhon prénommé, suivant procuration du vingt sept mai dernier.

(signé) H. Moxhon.

12. Madame Victor Nicod-Jonas, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 341, avenue Louise, propriétaire de vingt cinq actions 25

(signé) Mme Nicod-Jonas.

13. Monsieur Franz Peeters, agent de change, demeurant à Bruxelles, 33, Place de Jamblinne de Meux, propriétaire de dix actions 10

(signé) F. Peeters.

14. Monsieur Joseph Rhodius, administrateur de sociétés, demeurant à Namur-Citadelle, Castel Bel Air, propriétaire de vingt cinq actions 25

(signé) J. Rhodius.

15. Monsieur Max Stevens, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 32, rue des Taxandres, propriétaire de vingt cinq actions 25

(signé) M. Stevens.

16. Monsieur John Valentyn, agent de change, demeurant à Bruxelles, 29, rue Ducale, propriétaire de cent actions 100

(signé) J. Valentyn.

17. Monsieur Jean Van Gijsel, administrateur de sociétés, demeurant à Meise, Drijtoren, propriétaire de cent actions 100

Représenté par Monsieur Marcel Douret prénommé, suivant procuration du onze juin dernier.

(signé) M. Douret.

18. Usines Roos Geerinckx & De Naeyer, S.A. établie à Alost, 35, Quai Pierre Cornélis, propriétaire de cinq mille actions 5.000

Représentée par le Docteur Fernand Jonas, prénommé, suivant procuration du neuf juin dernier.

(signé) F. Jonas.

Total : deux cent un mille cent septante et une actions 201.171

Le Président (signé) G. Moulaert.

Le Secrétaire (signé) L. Eloy.

Les Scrutateurs (signé) J. Plas; A. Hanet.

Signé « ne varietur » pour demeurer annexé à un acte du ministère du notaire Scheyven soussigné, en date du 11 juin 1952. Bruxelles, le 11 juin 1952. (signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A.C.II, le 18 juin 1952 volume 251, folio 30, case 14, trois rôles, sans renvoi. Reçu : quarante francs. Le Receveur (signé) Abras.

POUR EXPEDITION CONFORME,

(sé) Hubert Scheyven.

Hubert Scheyven — Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Me Scheyven, Notaire à Bruxelles. Reçu : quatre francs, numéro 8978.

Bruxelles, le 26 juin 1952 (signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 27 juin 1952. Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 28 juin 1952. Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 fr.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 11 juillet 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 11 Juli 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Société de Transports et de Commerce au Congo Belge

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL. MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'AN MIL NEUF CENT CINQUANTE DEUX, LE DOUZE JUIN, à quinze heures un quart.

A Bruxelles, rue du Trône, numéro 27,

Devaant nous, Hubert SCHEVYEN, notaire résidant à Bruxelles,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société de Transports et de Commerce au Congo Belge », établie à Gemena (Congo Belge), inscrite au registre de commerce de Coquilhatville sous le numéro 102 constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le vingt huit juillet mil neuf cent quarante huit, et dont les statuts ont été publiés, après autorisation par arrêté royal du trois octobre mil neuf cent quarante huit, aux annexes au Moniteur Belge du huit novembre mil neuf cent quarante huit, numéro 21203 et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze novembre mil neuf cent quarante huit.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures ou dénomination sociale et siège social, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, Notaire, est arrêtée comme en la liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, Notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente cinq des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 92, administrateur.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Yves Corbiau, docteur en droit, demeurant à Uccle, avenue Henri Boulanger, numéro 22, ici intervenant.

L'assemblée désigne comme scrutateurs Messieurs Marcel Lerot, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Molière, numéro 274 et Georges Grietens, directeur de société, demeurant à Etterbeek, avenue Jules Malou, numéro 42.

---

(1) Arrêté royal du 17 juillet 1952 — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1952 — 1re Partie,

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1) Augmentation du capital à concurrence de dix millions de francs congolais, pour le porter de vingt cinq à trente cinq millions de francs congolais, par la création de dix mille nouvelles parts sociales, sans désignation de valeur nominale, jouissance à la date de leur création et pour le surplus en tout semblables aux parts sociales existantes.

Souscription des parts sociales nouvelles contre espèces au prix de mille francs congolais chacune avec libération à concurrence de vingt pour cent par la Compagnie Cotonnière Congolaise, à charge pour la souscriptrice de les offrir dans un délai à fixer par le conseil d'administration, aux propriétaires des titres anciens, au même prix et ce à titre irréductible, dans la proportion de deux parts sociales nouvelles pour cinq parts sociales anciennes et à titre réductible pour les parts sociales non absorbées par l'exercice du droit de souscription à titre irréductible, le tout sans délivrance de fraction.

2) Modifications aux statuts pour : supprimer au deuxième alinéa de l'article quatre les mots « Sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'autorisation royale » et prévoir au même article la publication de tout transfert du siège social ou du siège administratif, aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou du Bulletin Administratif du Congo Belge; remplacer au premier alinéa de l'article cinq les mots « à dater du vingt juillet mil neuf cent quarante huit » par « à dater du trois octobre mil neuf cent quarante huit » et au deuxième alinéa du même article les mots « approbation royale » par « autorisation royale » mentionner le nouveau capital et sa représentation (article six) et faire l'historique du capital (article sept) ; remplacer le cinquième alinéa de l'article onze par « Les cessions de titres ne sont valables qu'après autorisation de leur création par arrêté royal ».

Supprimer les mentions devenues caduques, article trente sept deuxième alinéa, Titre huit, article quarante sept à cinquante inclus.

II. Que toutes les parts sociales étant nominatives, les convocations contenant l'ordre du jour de la présente assemblée ont été faites conformément à l'article trente des statuts, par lettres recommandées adressées à tous les actionnaires le trois juin mil neuf cent cinquante deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau le récépissé des lettres recommandées délivré par la poste, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à la présente assemblée ou s'y faire représenter, les actionnaires se sont conformés aux dispositions des articles trente deux et trente trois des statuts.

IV. Que sur les vingt cinq mille parts sociales représentatives du capital, la présente assemblée réunit vingt quatre mille neuf cent quatre vingts parts sociales, soit plus de la moitié du capital social.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente quatre des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide :

1. D'augmenter le capital social à concurrence de dix millions de francs congolais, pour le porter de vingt cinq millions de francs congolais à trente cinq millions de francs congolais, par la création de dix mille nouvelles parts sociales sans désignation de valeur nominale, jouissance à la date de leur création et pour le surplus en tout semblables aux vingt cinq mille parts sociales sans désignation de valeur nominale existantes;

Ces dix mille parts sociales nouvelles à souscrire contre espèces au prix de mille francs congolais chacune, par la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Compagnie Cotonnière Congolaise » à charge pour elle de les offrir dans un délai à fixer par le conseil d'administration, au même prix, aux porteurs des vingt cinq mille parts sociales anciennes et ce à titre irréductible dans la proportion de deux parts sociales nouvelles pour cinq parts sociales anciennes et à titre réductible pour les parts sociales non absorbées par l'exercice du droit de souscription à titre irréductible; le tout sans délivrance de fraction.

2. De procéder, séance tenante, à la dite augmentation de capital avec libération à concurrence de vingt pour cent.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge du chef de cette augmentation de capital, s'élève à cent quarante cinq mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée, sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation du capital, objet de la résolution qui précède, décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article quatre, deuxième alinéa, les mots « sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'autorisation royale » sont supprimés.

Il est intercalé entre le troisième et le quatrième alinéa du même article, un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Tout transfert du siège social ou du siège administratif sera publié, » sous forme d'avis, aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou » du Bulletin Administratif du Congo Belge. »

Au premier alinéa de l'article cinq, les mots « à dater du vingt huit juillet mil neuf cent quarante huit » sont remplacés par « à dater du trois octobre mil neuf cent quarante huit ».

L'article six est remplacé par le texte suivant :

« Le capital social est fixé à trente cinq millions de francs congolais » et est représenté par trente cinq mille parts sociales sans désignation » de valeur nominales, donnant droit chacune à un/trente cinq millième » de l'avoir social et jouissant des droits et avantages définis par les » présents statuts. »

L'article sept est remplacé par le texte ci-après :

« Lors de la constitution de la société, le capital social, fixé à vingt cinq » millions de francs congolais, était représenté par vingt cinq mille parts » sociales sans mention de valeur nominale, toutes souscrites contre espè- » ces et actuellement entièrement libérées.

» Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire » du douze juin mil neuf cent cinquante deux, le capital social a été porté » à trente cinq millions de francs congolais, par la création de dix mille » parts sociales sans désignation de valeur nominale, souscrites contre » espèces avec libération de vingt pour cent. »

A l'article onze, le cinquième alinéa est remplacé par « les cessions de titres ne sont valables qu'après autorisation de leur création par arrêté royal ».

A l'article trente sept, le deuxième alinéa est supprimé.

Le titre huit — Dispositions Transitoires et les articles quarante sept à cinquante inclus sont supprimés.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Compagnie Cotonnière Congolaise » déjà comparante et représentée comme dit en la liste de présence précitée, a déclaré souscrire les dix mille nouvelles parts sociales sans mention de valeur nominale créées en la première résolution qui précède, au prix de mille francs congolais chacune et aux conditions préstipulées.

La Compagnie Cotonnière Congolaise, par l'organe de son mandataire, s'engage à offrir ces dix mille parts sociales nouvelles aux porteurs des vingt cinq mille parts sociales existantes, au même prix et ce à titre irréductible, dans la proportino de deux parts sociales nouvelles pour cinq parts sociales anciennes et à titre réductible pour les parts sociales non absorbées par l'exercice du droit de souscription à titre irréductible, le tout sans délivrance de fraction.

Monsieur Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 92, administrateur, nous a déclaré et requis d'acter que chacune de ces dix mille parts sociales a été libérée à concurrence de vingt pour cent et que le montant des versements, s'élevant à deux millions de francs congolais, se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société, ainsi que les souscripteurs et les actionnaires le reconnaissent.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que, par suite de la souscription qui précède, le capital social est porté à trente cinq millions de francs congolais et que les modifications apportées ci-dessus aux statuts sont devenues définitives, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La séance est levée à quinze heures vingt cinq minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée, le souscripteur et l'administrateur ont signé avec nous, Notaire.

(signé) P. Gillieuux; Y. Corbiau; M. Lerot; G. Grietens; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A.C.II, le 19 juin 1952, volume 1382, folio 78, case 10, quatre rôles, six renvois. Reçu : quarante francs. Le Receveur (signé) Abras.

ANNEXE.

SOCIETE DE TRANSPORTS ET DE COMMERCE AU CONGO BELGE.

Société congolaise à responsabilité limitée, siège social : Gemena (Congo Belge).

Assemblée générale extraordinaire du 12 juin 1952.

LISTE DE PRESENCE.

1. Compagnie Cotonnière Congolaise, S.C.R.L. établie à Léopoldville (Congo Belge), propriétaire de vingt quatre mille deux cent quarante parts sociales 24.240

Représentée par Monsieur Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 92, avenue Franklin Roosevelt, suivant procuration du quatre juin dernier.

(signé) P. Gillieaux.

2. Intertropical-Comfina, S.C.R.L. établie à Léopoldville (Congo Belge), propriétaire de cinq cents parts sociales 500

Représentée par Monsieur Marcel Lerot, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, 274, avenue Molière, suivant procuration du neuf juin dernier.

(signé) M. Lerot.

3. Société Cotonnière du Bomokandi S.C.R.L. établie à Tély (Congo Belge), propriétaire de cent actions 100

Représentée par Monsieur Georges Grietens, directeur de sociétés, demeurant à Etterbeek, 42, avenue Jules Malou, suivant procuration du six juin dernier.

(signé) G. Grietens.

4. Bangala Cultuur-Maatschappij, S.C.R.L. établie à Lisala (Congo Belge), propriétaire de cent parts sociales 100

Représentée par Monsieur Pierre Gillieaux prénommé, suivant procuration du six juin dernier.

(signé) P. Gillieaux.

5. Monsieur Emile Van Geem, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, 123, avenue Coghen, propriétaire de vingt parts sociales 20

Représenté par Monsieur Pierre Gillieaux prénommé, suivant procuration du quatre juin dernier.

(signé) P. Gillieaux.

6. Monsieur Pierre Gillieaux prénommé, propriétaire de vingt parts sociales 20

(signé) P. Gillieaux.

Total : vingt quatre mille neuf cent quatre vingts parts sociles 24.980

Le Président (signé) P. Gillieaux. Le Secrétaire (signé) Y. Corbiau. Les Scrutateurs (signé) M. Lerot; G. Grietens.

Signé « ne varietur » pour demeurer annexé à un acte de Maître Hubert Scheyven à Bruxelles, en date de ce jour. Bruxelles, le 12 juin 1952 (s) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A.C.II, le 19 juin 1952, volume 251, folio 31, case 10, un rôle sans renvoi. Reçu : quarante francs. Le Receveur (signé) Abras.

POUR EXPEDITION CONFORME.

(sé) Hubert Scheyven.

Hubert Scheyven — Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous : Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Me Scheyven, Notaire à Bruxelles. Reçu : quatre francs. No 8990.

Bruxelles, le 26 juin 1952.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-dessus. Bruxelles, le 27 juin 1952. Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen apposée ci-dessus. Bruxelles, le 28 juin 1952. Le Conseiller adjoint : (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 fr.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 11 juillet 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 11 Juli 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Gallic Afrique

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

CONSTITUTION (1).

Les soussignés :

1°) La Société Anonyme Belge des PRODUITS GALLIC, dont le siège social est à Bost lez-Tirlemont, inscrite au registre du Commerce de Louvain, sous le n° 503, représentée par Monsieur Roger HANOTEAU en vertu d'une procuration reçue par le Notaire Charles MONNOYER, à Bruxelles, le vingt huit mai mil neuf cent cinquante deux.

2°) Monsieur André PHILIPPE, Avocat, avenue de la Porte Neuve, 23, à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg), représenté par Monsieur Jacques Janssen, en vertu d'une procuration reçue par le Notaire Tony NEUMAN, à Luxembourg, le seize mai mil neuf cent cinquante deux.

3°) Monsieur Pierre HANOTEAU, ingénieur chimiste, domicilié à Bost lez-Tirlemont, rue Gallic, représenté par Monsieur Roger HANOTEAU en vertu d'une procuration reçue par le Notaire Charles MONNOYER, à Bruxelles, le quatorze mai mil neuf cent cinquante deux.

5°) Monsieur Jean DUYVEWAARDT, industriel, domicilié à Roulers, Bost lez-Tirlemont, Bostenberg, Villa « Alina Julia », représenté par Monsieur Jacques JANSSEN en vertu d'une procuration reçue par le Notaire Charles MONNOYER, à Bruxelles, le douze mars mil neuf cent cinquante deux.

5°) Monsieur Jean DUYVEWAARDTS, industriel, domicilié à Roulers, 111, rue de l'Est, représenté par Monsieur Jacques JANSSEN, en vertu d'une procuration reçue par le Notaire Charles MONNOYER, à Bruxelles, le dix neuf mai mil neuf cent cinquante deux.

6°) Monsieur Jean CLAESSENS, administrateur de société, domicilié à Mont St-Amand, 3, rue de l'Ecole, représenté par Monsieur Roger HANOTEAU, en vertu d'une procuration reçue par le Notaire Charles MONNOYER, à Bruxelles, le sept mai mil neuf cent cinquante deux.

7°) Monsieur Jacques JANSSEN, ingénieur commercial, résidant à Léopoldville (Congo Belge) présent en personne.

---

(1) Arrêté royal du 17 juillet 1952 — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1952 — 1re Partie,

Lesquels ont déclaré constituer une société congolaise par actions à responsabilité limitée.

STATUTS.

TITRE PREMIER.

DENOMINATION — OBJET — SIEGE — DUREE.

ARTICLE PREMIER. — Il est formé par les présentes une société congolaise par actions, à responsabilité limitée, sous le nom de : GALLIC AFRIQUE.

Elle est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge et sous condition suspensive de l'autorisation des présents statuts par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

ARTICLE 2. — La société a pour objet : la fabrication et le commerce en général de toutes les matières premières, produits bruts, demi-finis et finis qui se rattachent directement, indirectement ou accessoirement aux couleurs, vernis, émaux, peintures, produits d'entretien ou chimiques, verres à vitre et autres articles, notamment la droguerie, utilisés par les peintres, les entrepreneurs et les industriels.

Pour faciliter la poursuite de son objet social, elle pourra exploiter toute plantation, culture ou carrière susceptible de lui produire les matières premières nécessaires à ses fabrications ou à son commerce.

En un mot, elle peut faire toutes opérations industrielles, commerciales, immobilières, mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à l'une ou l'autre branche de son objet ou qui seraient susceptibles de la favoriser ou d'en assurer le développement.

Elle pourra s'intéresser, par voie d'apport, de cession, souscription, participation financière ou toute autre manière, dans toutes sociétés ou entreprises, dont l'objet se rattacherait soit directement, soit indirectement à son objet social, ou qui serait de nature à favoriser ou développer son activité sociale. Elle pourra se fusionner avec elle.

ARTICLE 3. — Le siège social est fixé à Léopoldville, Congo Belge.

Le siège social peut être transféré en toutes autres localités du Congo Belge, par simple décision du conseil d'administration.

Tout transfert du siège social sera publié sous forme d'avis soit au Bulletin Officiel du Congo Belge, soit au Bulletin Administratif du Congo Belge.

Des succursales, agences ou offices de représentations peuvent être établis, par décision du conseil d'administration, dans des localités de Belgique, du Congo ou de l'étranger.

ARTICLE 4. — La durée de la société est fixée à trente années, à dater de l'arrêté royal d'autorisation. Elle peut être prorogée successivement ou dissoute anticipativement. Elle peut prendre des engagements pour un terme excédant cette durée.

Les prorogations ci-dessus visées sont subordonnées à autorisation par arrêté royal.

TITRE II.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — VERSEMENTS.

ARTICLE 5. — Le capital social est fixé à la somme de six millions cinq cent cinquante mille francs, représenté par 6.550 actions de capital d'une valeur nominale de mille francs.

APPORTS.

La Société Anonyme belge des PRODUITS GALLIC, dont le siège est à Bost lez Tirlemont (Brabant), ci-dessus plus amplement qualifiée, fait apport à la Société, de l'actif qu'elle possède à Léopoldville, à savoir :

Disponible : en ce compris les soldes créditeurs des comptes ouverts à la Banque du Congo Belge et à la B.N.C.I. fr.	402.482,15
ses créances sur tiers	1.264.037,95
Un stock de marchandises.	1.154.470,55
diverses garanties et frais déjà déboursés	92.455,—
Un immobilisé comprenant notamment meubles de bureau, voiture	556.554,35
soit un total de . . . fr.	3.470.000,—

En rémunération de ces apports, il est attribué à la dite Société, 3.470 actions de capital entièrement libérées.

SOUSCRIPTIONS.

Les 3.080 actions de capital restantes représentant trois millions quatre vingt mille francs du capital, ont été souscrites par les divers comparants comme suit :

1°) M. André PHILIPPE	2.330	actions	fr.	2.330.000
2°) M. Pierre HANOTEAU	300	»		300.000
3°) M. Paul DUYVEWAARDT . . .	300	»		300.000
4°) M. Jean DUYVEWAARDT . . .	50	»		50.000
5°) M. Jean CLAESSENS.	50	»		50.000
6° M. Jacques JANSSEN	50	»		50.000
Ensemble :	3.080	actions	fr.	3.080.000

Ensemble : 3.080 actions, représentant un capital de trois millions quatre vingt mille francs, formant avec les 3.470 actions, représentant un capital de trois millions quatre cent soixante dix mille francs attribués à la Société Anonyme des Produits Gallic, le total du capital social de la Société présentement constituée.

Les comparants déclarent et reconnaissent que toutes les actions souscrites en numéraire ont été libérées à concurrence de vingt pour cent et que le montant de cette libération, soit la somme de six cent seize mille francs, se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société présentement constituée.

ARTICLE 6. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts. Ces décisions sont subordonnées à autorisation par arrêté royal.

Aucune action ne pourra être émise au-dessous du pair.

ARTICLE 7. — Les appels de fonds sont faits par le conseil d'administration qui en fixe l'époque et le montant, par lettre recommandée à la poste, trente jours au moins avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produit de plein droit, par la seule échéance du terme et sans aucune mise en demeure ou action, un intérêt de huit pour cent l'an, à charge de l'actionnaire en retard; les droits attachés à l'action restent en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis donné par lettre recommandée et resté sans résultat pendant un mois à partir de la remise à la poste, le conseil d'administration peut prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard et faire vendre ses titres en Bourse de Bruxelles par le Ministère d'un agent de change, le tout sans préjudice aux droits de la société de lui réclamer le restant dû ou à devoir, ainsi que tous dommages-intérêts éventuels.

ARTICLE 8. — Les cessions d'actions ne seront valables qu'après que la fondation de la société aura été autorisée par arrêté royal, et ultérieurement après l'arrêté royal autorisant l'augmentation de capital.

Les actions sont nominatives jusqu'à leur entière libération. Il est tenu au siège social un registre d'actions nominatives.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles 47 et 50 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Pourront toutefois être exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article 48 des mêmes lois.

ARTICLE 9. — La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires pour une action, la société a le droit de suspendre les droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée somme étant, à son égard, propriétaire de l'action.

TITRE III.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

ARTICLE 10. — La société est administrée par un conseil d'administration composé de quatre membres au moins, nommés parmi ou en dehors des actionnaires, par l'assemblée générale et toujours révocables par elle.

L'assemblée générale fixe leur nombre et la durée de leur mandat.

Ils sont rééligibles. Le premier conseil est nommé pour un terme expirant à l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante huit.

A cette assemblée, le conseil tout entier est renouvelé et un ou plusieurs administrateurs sont ensuite soumis, chaque année, à la réélection, suivant un ordre de sortie déterminé en conseil d'administration par la voie du sort.

Le roulement sera établi de telle manière que, par une ou plusieurs sorties doubles par an, le mandat de chaque administrateur ne puisse dépasser six années.

Le mandat des administrateurs sortants non réélus cesse immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis, ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale procède à l'élection définitive à sa première réunion.

Tout administrateur élu en remplacement d'un autre dont le mandat n'est pas expiré, achève le terme de celui qu'il remplace.

ARTICLE 11. — L'assemblée générale peut attribuer aux Administrateurs des émoluments fixes imputables sur les frais généraux.

ARTICLE 12. — Chaque administrateur doit affecter par privilège vingt actions de capital de la société à la garantie de sa gestion.

Ces actions sont restituées après que l'assemblée générale aura approuvé le bilan de la dernière année pendant laquelle ses fonctions auront été exercées et aura donné décharge de ses fonctions.

ARTICLE 13. — Le conseil d'administration nomme dans son sein un président. Il peut également nommer un ou deux vice-présidents.

ARTICLE 14. — Le conseil se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, sur convocation du Président ou de l'Administrateur qui le remplace.

Il doit être réuni sur la demande de deux Administrateurs.

Les réunions se tiennent au siège administratif ou en tout autre endroit que le conseil détermine.

ARTICLE 15. — Le conseil ne peut délibérer et statuer que si la moitié de ses membres au moins est présente ou représentée.

Tout administrateur empêché ou absent peut, par écrit ou par télégramme, donner à un de ses collègues délégation pour le représenter aux séances du conseil et y voter en ses lieu et place.

Le délégant est, dans ce cas, au point de vue du vote, réputé présent.

Tout administrateur peut également, mais seulement au cas où la moitié des membres du conseil sont présents en personne, exprimer ses avis et formuler ses votes par écrit.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, celle du président de la réunion est prépondérante.

Dans le cas où un ou plusieurs administrateurs ont un intérêt personnel et direct opposé à celui de la société dans une opération soumise à l'approbation du conseil, ils s'abstiennent de prendre part au vote sur ce sujet; les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés.

Le conseil peut admettre à ses séances, à titre purement consultatif, toutes personnes étrangères au conseil, faisant ou non partie du personnel de la société, chaque fois qu'il le juge utile; leur présence doit être mentionnée au procès-verbal. Il fixe leur rémunération.

ARTICLE 16. — Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux, signés par la majorité des membres qui ont été présents à la délibération et aux votes, les délégués signant en outre pour les administrateurs empêchés ou absents qu'ils représentent.

Les copies ou extraits des procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par deux membres du conseil.

ARTICLE 17. — Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales et pour la réalisation de toutes les opérations qui rentrent dans l'activité sociale.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi est de sa compétence.

Le Conseil d'administration a notamment le pouvoir de décider de sa seule autorité, toutes les opérations qui entrent dans l'objet social, ainsi que toutes cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières relatives aux dites opérations.

Il peut, entre autres, et sans que la désignation qui va suivre soit limitative, acquérir, échanger et aliéner tous biens meubles et immeubles, emprunter à court ou à long terme avec ou sans garantie et accepter toutes garanties hypothécaires ou autres, donner mainlevée avec renonciation à tous droits réels, privilèges, hypothèques et actions résolutoires de toutes inscriptions, transcriptions, mentions, saisies et oppositions, sans qu'il soit nécessaire de justifier d'aucun paiement, dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office, stipuler toutes voies parées, céder tous rangs d'inscriptions, transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux.

L'émission de bons ou obligations hypothécaires ainsi que tous prêts hypothécaires ne peuvent être réalisés qu'avec l'approbation préalable de l'assemblée générale des actionnaires ordinaire ou extraordinaire.

Les actions en justice, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences du président ou d'un administrateur délégué ou d'un directeur de la société en Afrique, spécialement autorisé à cet effet.

ARTICLE 18. — Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres avec allocation, le cas échéant, d'émoluments spéciaux.

Il peut, en fixant leurs attributions et émoluments, constituer des mandataires pour des objets déterminés.

Le conseil d'administration peut choisir, dans ou hors de son sein, un comité de direction composé d'au moins trois membres, mais dont la majorité appartiendra toujours aux membres faisant partie du conseil d'administration. Il peut appeler à y siéger avec voix consultative les spécialistes jugés nécessaires.

Il détermine les pouvoirs du comité de direction.

ARTICLE 19. — A défaut d'une délégation spéciale du conseil d'administration, les actes engageant la société doivent être signés par deux administrateurs, ceux-ci n'auront pas à justifier vis-à-vis des tiers d'aucun pouvoir quelconque.

En Afrique, et sauf le cas où le conseil d'administration donne expressément pouvoir de signer seul à un des Directeurs, agents, ou fondés de pouvoirs, tous les actes constatant libération ou obligation sont signés par un directeur et un fondé de pouvoirs.

ARTICLE 20. — Les opérations de la société sont surveillées par un commissaire au moins et cinq commissaires au plus, nommés parmi ou en dehors des actionnaires, par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révocables par celle-ci.

Le nombre des commissaires est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Les mandats des premiers commissaires expirent immédiatement après l'assemblée générale de mil neuf cent cinquante huit; à cette date, le collège des commissaires est donc renouvelé en entier et l'assemblée générale des actionnaires pourvoira à leur remplacement.

Ensuite, ils sont renouvelés en vertu d'un roulement déterminé par un tirage au sort effectué entre eux, et fixé de telle façon que le mandat d'aucun d'eux ne dépasse six ans. Les fonctions des commissaires sortants cessent immédiatement après l'assemblée générale annuelle. Tout commissaire sortant est rééligible.

Si le nombre des commissaires est réduit par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Les commissaires ont les droits que leur confèrent les lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée générale peut allouer aux commissaires des émoluments fixes, indépendamment de ce qu'il est dit à l'article trente quatre ci-après.

Chaque commissaire doit affecter à la garantie de sa gestion dix actions de capital de la société. Elles lui seront restituées après que l'assemblée générale aura approuvé le bilan de la dernière année pendant laquelle ses fonctions auront été exercées et lui en aura donné décharge.

TITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

ARTICLE 21. — L'assemblée générale, régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société. Elle a le droit d'apporter des modifications aux statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société.

Les décisions sont obligatoires pour tous les actionnaires y compris les incapables, absents et dissidents.

ARTICLE 22. — L'assemblée générale annuelle et ordinaire se réunit au siège social le dernier lundi du mois d'octobre de chaque année, à 10 heures, et pour la première fois en mil neuf cent cinquante trois ou à l'endroit désigné dans les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée aura lieu à la même heure et au même endroit le jour ouvrable suivant.

L'Assemblée générale peut être convoquée extraordinairement autant de fois que l'intérêt social l'exige.

Elle doit l'être sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également au siège social ou à l'endroit indiqué dans les avis de convocation.

ARTICLE 23. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites par des annonces insérées deux fois, à huit jours d'intervalle au moins et huit jours francs avant l'assemblée dans les annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Les titulaires d'actions nominatives seront convoqués par lettres missives, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité. Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées adressées aux actionnaires, quinze jours au plus et huit jours francs au moins, avant l'assemblée.

Les assemblées ne peuvent délibérer que sur les objets figurant à l'ordre du jour.

ARTICLE 24. — L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires qui se sont conformés à l'article suivant. Chaque action de capital donne droit à une voix. Toutefois, aucun actionnaire ne peut prendre part au vote pour un nombre d'actions dépassant les deux cinquièmes des actions représentées ou le cinquième des actions émises.

ARTICLE 25. — Pour être admis à l'assemblée, tout propriétaire d'actions au porteur doit produire un certificat de dépôt de ses titres, effectué cinq jours francs au moins avant la date fixée pour l'assemblée dans le ou les établissements désignés dans les avis de convocation. Les propriétaires d'actions nominatives sont admis sur justification de leur identité et doivent avoir fait parvenir au siège administratif l'indication du nombre d'actions pour lesquelles ils entendent prendre part au vote.

Les administrateurs et commissaires seront toujours sensés avoir rempli les formalités ci-dessus prévues pour les actions formant la garantie de leurs fonctions.

ARTICLE 26. — Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait rempli les conditions requises pour être lui-même admis à l'assemblée. Toutefois, les mineurs, les interdits, les personnes morales, telles les sociétés commerciales, peuvent être représentées par un tuteur, curateur ou mandataire, même non actionnaire, et la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule de procuration et exiger que celle-ci soit déposée au lieu indiqué par lui, cinq jours francs avant la date de l'assemblée. Le bureau de l'assemblée peut, néanmoins, par décision unanime, admettre des dérogations au terme fixé pour le dépôt de ces procurations.

Les co-propriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes, doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

ARTICLE 27. — L'assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre des actions représentées et les délibérations sont prises à la majorité des voix pour le nombre d'actions pour lesquelles il est pris part au vote.

Cependant, lorsqu'il s'agit de délibérer :

1°) sur la prorogation ou la dissolution anticipée de la société;

2°) sur l'augmentation ou la réduction du capital social;

3°) sur la fusion avec d'autres sociétés, ainsi que

4°) sur toutes autres modifications aux statuts.

L'assemblée n'est valablement constituée que si l'objet des délibérations et modifications a été spécialement indiqué dans les avis de convocation et si les membres qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins des actions de capital.

Si la condition de présence n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quels que soient la nature des titres représentés et le nombre de ceux-ci.

Dans l'un comme dans l'autre cas, aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix, sauf ce qui est dit à l'article trente sept ci-après.

Lorsque la délibération de l'assemblée générale est de nature à modifier les droits de l'une ou l'autre des catégories de titres, la délibération doit, pour être valable, réunir dans chaque catégorie, les trois quarts des voix présentes ou représentées.

ARTICLE 28. — L'assemblée générale est présidée par le président, ou, à défaut, par un vice-président, ou, à défaut, de celui-ci, par le plus âgé des membres présents du conseil d'administration.

Le président désigne le secrétaire qui peut ne pas être actionnaire, ainsi que deux scrutateurs choisis parmi les actionnaires présents.

Les votes se font par main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

Le conseil d'administration peut exiger que les actionnaires signent une liste de présence avant d'être admis à l'assemblée.

En cas de nomination, si la majorité n'est pas atteinte, au premier tour de scrutin, il est fait un ballotage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix et en cas d'égalité de suffrages au ballotage, le plus âgé est proclamé élu.

ARTICLE 29. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

TITRE V.

INVENTAIRE — BILAN — BENEFICES — REPARTITIONS.

ARTICLE 30. — L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Exceptionnellement, la première année sociale commencera le jour de la présente constitution, pour finir le trente et un décembre mil neuf cent cinquante deux.

ARTICLE 31. — Chaque année, le trente et un décembre, et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante deux, les comptes de la société sont arrêtés et il est dressé, par les soins du conseil d'administration, un inventaire des valeurs immobilières et de toutes dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires, envers la société.

Le conseil d'administration, à la même époque, forme le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le conseil d'administration évalue l'actif et le passif de la société. Le conseil d'administration remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société, un mois avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

ARTICLE 32. — Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif :

1°) du bilan et du compte de profits et pertes;

2°) de la liste des fonds publics, des actions, des obligations et autres titres de sociétés qui composent le portefeuille;

3°) de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec l'indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;

4°) du rapport des Commissaires.

Le bilan et le compte de profits et pertes, de même que le rapport des commissaires sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation.

ARTICLE 33. — L'assemblée générale se prononce sur l'adoption du bilan et donne décharge par un vote spécial aux administrateurs et commissaires.

ARTICLE 34. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé :

Cinq pour cent pour la formation d'un fonds de réserve.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le 1/10 du capital social.

Le solde sera distribué conformément aux décisions de l'assemblée générale, qui pourra l'affecter en tout ou en partie à un fonds de réserve ou de prévision ou le reporter à nouveau.

ARTICLE 35. — Le paiement des dividendes se fait aux lieux et époque que le conseil d'administration détermine.

ARTICLE 36. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, publiés, sauf le cas de force majeure, aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou du Bulletin Administratif du Congo Belge.

TITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

ARTICLE 37. — La société peut en tout temps, être dissoute, par décision de l'assemblée générale, ainsi qu'il est dit à l'article quatre des présents statuts. En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale la question de dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant le quart des actions de capital représentées à l'assemblée, sans tenir compte des parts de fondateur.

ARTICLE 38. — En cas de dissolution de la société pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale des actionnaires a les droits les plus étendus pour désigner le ou les liquidateurs, pour déterminer leurs pouvoirs et leurs émoluments et pour fixer, s'il y a lieu, le mode de liquidation.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale continueront comme pendant l'existence de la société, elle confère, s'il y a lieu,

tous pouvoirs spéciaux aux liquidateurs, elle approuve les comptes de liquidation et donne tous quitus et décharges.

ARTICLE 39. — Après apurement de toutes les dettes et charges et des frais de liquidation, l'actif net servira tout d'abord à rembourser en espèces ou en titres, les actions de capital du montant dont elles sont libérées et le surplus disponible sera distribué.

Au cas où les actions de capital ne se trouveraient pas à ce moment libérées toutes dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder à la répartition prévue à l'alinéa qui précède, devront tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par les appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables, en espèces ou en titres, au profit des titres libérés dans une proportion supérieure, soit autrement.

TITRE VII.

DISPOSITIONS GENERALES.

ARTICLE 40. — Tout actionnaire, non domicilié dans la Colonie ou en Belgique, sera tenu à élire son domicile dans la Colonie pour tout ce qui le rattache à l'exécution des présents statuts.

A défaut d'élection de domicile, celui-ci sera sensé élu au siège social de la société, où toutes communications, sommations, significations, convocations et assignations pourront valablement lui être faites. Les administrateurs, commissaires, et liquidateurs domiciliés à l'étranger, sont sensés, pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège administratif où toutes les assignations et notifications peuvent valablement lui être données relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

ARTICLE 41. — Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque formes que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à cinquante mille francs.

NOMINATIONS.

ARTICLE 42. — Et immédiatement, tous les comparants, constatant qu'en suite de l'adoption des statuts qui précèdent, la société est définitivement constituée et qu'ils en forment l'assemblée générale, à l'unanimité des voix décident :

1°) de fixer le nombre des administrateurs à quatre et d'appeler à ces fonctions :

1) M. Pierre HANOTEAU, préqualifié,

2) M. Paul DUYVEWAARDT, préqualifié,

3) M. Jean DUYVEWAARDT, préqualifié,

4) M. Jean CLAESSENS, préqualifié

2°) de fixer le nombre des commissaires à deux et d'appeler à ces fonctions :

1) M. Robert CONRARDY, expert-comptable et fiscal, domicilié à Bruxelles, 15, rue Van Moer,

2) M. Prosper DEHOUX, expert-comptable, domicilié à Anderlecht, rue Chopin 21.

Fait à Léopoldville, le vingt sept juin mil neuf cent cinquante deux.

(s) R. HANOTEAU. (s) J. JANSSEN.

ACTE NOTARIE.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le vingt septième jour du mois de juin, Nous soussigné, DENIS, André, Notaire à Léopoldville, certifions que l'acte dont les clauses sont ci-dessus insérées, Nous a été présenté ce jour à Léopoldville par :

1°) Monsieur Roger HANOTEAU, résidant à Léopoldville (Congo Belge)

2°) Monsieur Jacques JANSSEN, ingénieur commercial, résidant à Léopoldville (Congo Belge)

comparaissant en personne en présence de Messieurs GROSJEAN Franz et JOOLE Max, fonctionnaires de la Colonie, résidant tous deux à Léopoldville, témoins instrumentaires à ce requis, réunissant les conditions exigées par la loi.

Lecture du contenu de l'acte susdit a été faite par Nous, Notaire, aux comparants et aux témoins.

Les comparants préqualifiés ont déclaré devant Nous et en présence des dits témoins que l'acte susdit, tel qu'il est dressé, renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi, les présentes ont été signées par Nous, Notaire, les comparants et les témoins et revêtues du sceau de l'Office Notarial de Léopoldville.

Signature des comparants : Signature du Notaire :

(s) R. HANOTEAU. (s) DENIS.
(s) J. JANSSEN.

Signature des témoins :

(s) JOOLE. (s) GROSJEAN.

DROITS PERÇUS : Frais d'acte	fr.	300,—
Enregistrement : 1er rôle		80,—
29 rôles à 60 fr.		1.740,—
Au total		2.120,—

suivant quittance n° 14775 en date de ce jour.

ENREGISTRE par Nous soussigné, ce vingt sept juin mil neuf cent cinquante deux, à l'Office Notarial de Léopoldville, sous le n° 8768 folios 207-208-209-210-211-212-213 volum LI.

Le Notaire, A. DENIS

(s) A. DENIS.

Pour expédition certifiée conforme :

Coût : 1.820 fr. — quittance n° 14775.

Léopoldville, le 27 juin 1952.

Le Notaire, A. DENIS.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 15 juillet 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 15 Juli 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Compagnie Générale de Produits Chimiques et Pharmaceutiques du Congo « COPHACO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : LEOPOLDVILLE.

Siège administratif : 14, rue de Namur à BRUXELLES.

Registre du Commerce de BRUXELLES n° 3278.

Registre du Commerce de LEOPOLDVILLE n° 1031.

—

Acte constitutif : Annexe au Moniteur Belge du 6 mars 1927 n° 2076 - Bulletin Officiel du Congo belge du 15 avril 1927 -Arrêté Royal du 21 mars 1927.

Actes modificatifs : Annexes au Moniteur belge des 3 septembre 1927 n° 11.105 - 29 juin 1928 n° 9726 - 22 septembre 1928 n° 12.476 - 24 septembre 1936 n° 13.568 - 23 août 1937 n° 12.354 et 6, 7, 8 juin 1938 n° 9474 - 28 juillet 1949 n° 16.434 et 6 février 1952 n° 1855. Bulletin Officiel du Congo belge des 15 octobre 1927, 15 octobre 1928, 15 novembre 1928, 15 octobre 1936 - 15 février 1938, 15 juillet 1938, 15 juillet 1949 et 15 février 1952.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée générale ordinaire du 22 juillet 1952.

ACTIF.

Immobilisé.

Frais de constitution	47.656,20	
Amortissements antérieurs	47.655,20	
		1,—

Frais d'installation et de premier établissem.		1.236.634,85	
Amortissements antérieurs		1.236.633,85	
			1,—
Terrains et immeubles en Afrique		13.940.880,41	
Amortissements antérieurs	4.809.649,12		
Amortissements de l'exercice	361.827,95		
		5.171.477,07	
			8.769.403,34
Matériel et mobilier		7.568.828,13	
Amortissements antérieurs	5.539.119,45		
Amortissements de l'exercice	2.029.707,68		
		7.568.827,13	
			1,—
			8.769.406,34
Disponible et réalisable.			
Caisse, Banques et chèques postaux		11.256.373,23	
Actionnaires		35.200.000,—	
Approvisionnements en Afrique		95.994.796,64	
Marchandises en cours de route, en instance d'embarquement et en entrepôt		26.676.141,03	
Portefeuille		180.000,—	
Débiteurs divers		38.295.886,36	
			207.603.197,26
Comptes de régularisation.			
Comptes-courants débiteurs			1.760.202,41
Comptes d'ordre.			
Titres en dépôt pour cautionnements de MM. les Administrateurs et Commissaires			pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours			pour mémoire
			Fr. 218.132.806,01

PASSIF.

De la société envers elle-même.		
Capital	100.000.000,—	
Réserve statutaire	2.396.185,—	
Fonds d'assurance, de prévision et de prévoyance sociale	800.000,—	
Réserve pour investissement dans la Colonie	6.100.000,—	
		109.296.185,—

Envers les tiers.

A long terme : Emprunt obligataire 1949	16.000.000,—	
Dividendes restant à régler	42.956,20	
Montant à libérer sur titres et participations	40.000,—	
Banquiers	13.919.782,90	
Créditeurs divers	66.361.421,45	
		96.364.160,55

Comptes de régularisation.

Comptes-courants créditeurs	1.345.089,—

Comptes d'ordre.

Cautionnements de MM. les Administrateurs et Commissaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

Profits et pertes.

Solde créditeur	11.127.371,46
Fr.	218.132.806,01

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation, frais généraux et divers		23.125.404,30
Prévision fiscale		1.800.000,—
Amortissements		2.391.535,63
sur immeubles	361.827,95	
sur matériel et mobilier	2.029.707,68	
Solde en bénéfice		11.127.371,46
Fr.		38.444.311,39

CREDIT.

Solde à nouveau	113.823,12
Bénéfice brut d'exploitation	37.379.645,44
Commission et divers	950.842,83
Fr.	38.444.311,39

REPARTITION.

a) à la réserve statutaire, 5 % du bénéfice propre à l'exercice	550.677,—
b) à la réserve pour investissement dans la Colonie	5.000.000,—
c) à reporter à nouveau	295.068,46
d) premier dividende de Fr. 60,— brut aux 44.000 parts sociales anciennes (n° 1 à 44.000)	2.640.000,—
e) tantièmes au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires	1.101.355,—
f) au personnel à titre de participation	220.271,—
g) un dividende complémentaire de Fr. 30,— brut aux 44.000 parts sociales anciennes (n° 1 à 44.000)	1.320.000,—
	Fr. 11.127.371,46

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 22 JUILLET 1952.

L'assemblée prend acte de la démission d'Administrateur de Monsieur Arthur BEMELMANS, Président du Conseil, et désigne Monsieur Serge LAMBERT, Directeur à la Société Générale de Belgique, domicilié : Avenue du Manoir, 23, Uccle, pour continuer le mandat d'administration devenu vacant.

Sur proposition du Conseil d'administration, et en vertu de l'article 22 des statuts, l'assemblée décide de porter le nombre des administrateurs de dix à douze et appelle aux fonctions d'administrateurs MM. Roger JANSSEN, Administrateur Directeur Général de l'Union Chimique Belge, domicilié : La Roncière, à La Hulpe et Lucien VANGELE, Administrateur Directeur Général en Afrique de la « S.A.B. », domicilié à Wangata près Coquilhatville.

Messieurs Gaston HEENEN et André PELGRIMS, Administrateurs, et le Baron Henri de TRAUX de WARDIN, Commissaire, dont les mandats étaient venus à expiration, sont réélus dans leurs fonctions respectives par un vote spécial et unanime.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Arthur BEMELMANS, Directeur honoraire de la SOCIETE GENERALE DE BELGIQUE, 397, Avenue Louise à BRUXELLES.

Vice-Président :

M. François BOUDART, Ingénieur Civil, Président de l'UNION CHIMIQUE BELGE, 32, Avenue des Klauwaerts à IXELLES.

Administrateur-délégué :

M. Gilbert PERIER, Administrateur de la COMPAGNIE DU CONGO POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE, 573, Avenue Louise à BRUXELLES.

Administrateur-Directeur Général :

M. Charles FRANCOTTE, Pharmacien, 3, rue Jean D'Ardenne à IXELLES.

Administrateurs :

M. Numa DROOGMANS, Ingénieur Civil des Mines, Administrateur-délégué de la société PHARMACIE CENTRALE DE BELGIQUE, 108, Avenue Montjoie à UCCLE.

M. Auguste S. GERARD, Conseiller à la COMPAGNIE DU CONGO POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE, 6, Avenue de la Jonction, à SAINT-GILLES BRUXELLES.

M. Gaston HEENEN, Vice-Gouverneur Général honoraire du Congo, 126, Chaussée d'Ixelles à BRUXELLES.

M. Robert KALCKER, Pharmacien, 7, rue de Ten Bosch à BRUXELLES.

M. Fernand NISOT, Administrateur-délégué de la SOCIETE DES CIMENTS DU CONGO, 15, rue d'Edimbourg à IXELLES.

M. André PELGRIMS, Administrateur-Directeur de la Société PHARMACIE CENTRALE DE BELGIQUE, 69, rue de Parme à SAINT GILLES-BRUXELLES.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jacques de SAINT HUBERT, Administrateur-Directeur de l'UNION CHIMIQUE BELGE, 40, Avenue Arnold Delvaux à UCCLE.

M. le Baron de TRAUX de WARDIN, Propriétaire, 117, rue Belliard à BRUXELLES.

M. Gérard PLUYS, Secrétaire de Société, 427, Avenue Brugman à UCCLE.

M. Paul VERLEYSEN, Expert-Comptable, 85, Avenue du Castel à WOLUWE St. Lambert.

M. Léon WALRAVENS, Directeur à la Société PHARMACIE CENTRALE DE BELGIQUE, 33, Avenue Emile Bossaert à BRUXELLES.

ETAT DU CAPITAL SOCIAL AU 22 JUILLET 1952.

Le capital social est de 100.000.000,— de francs congolais représenté par 88.000 parts sociales sans désignation de valeur, entièrement libérées.

Bruxelles, le 24 juillet mil neuf cent cinquante-deux.

Compagnie Générale de Produits Chimiques et Pharmaceutiques du Congo « COPHACO »

L'ADMINISTRATEUR-DIRECTEUR GENERAL,
CH. FRANCOTTE.

L'ADMINISTRATEUR-DELEGUE,
Gilbert PERIER.

Compagnie Congolaise des Cafés
« CAFCO »

Société congolaise à responsabilité limitée

9, Grand'Place, Anvers.

Registre du Commerce d'Anvers n° 998.

—

Constituée à Anvers, le 3 mai 1926, par acte du Notaire Charles Gevers, publié aux annexes du Bulletin officiel du Congo Belge du 15 juin 1926, et aux annexes du Moniteur Belge du 21 février 1929 n° 2133, statuts modifiés le 12 novembre 1928, 24 janvier 1929, 3 décembre 1929, 27 juin 1932, publiés aux annexes du Moniteur Belge des 21 février 1929 n° 2135 - 2136, 18 décembre 1929 n° 81793, publiés aux annexes du bulletin officiel du Congo Belge les 17 janvier 1929, 15 mars 1929, 15 janvier 1930 et 12 octobre 1932.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Réalisable et disponible.		
Banques et Caisses	2.345.819,22	
Portefeuille	208.001,—	
Effets à recevoir	298.041,75	
Débiteurs divers	1.763,95	
A recevoir pour produits vendus et livrés	848.320,90	
Marchandises et Approvisionnements	529.494,76	
Produits en stock au Congo et en cours de route	706.918,03	
		4.938.359,61
Immobilisé.		
Plantations, Constructions, Machinerie, Matériel		7.744.124,26
Compte d'ordre.		
Dépôts statutaires		pour mémoire
	Fr.	12.682.483,87

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même.		
Capital : 13.000 parts sociales sans désignation de valeur	5.200.000,—	
2.000 parts de fondateur	pour mémoire	
Réserve légale	96.472,41	
Réserve de réévaluation	399.998,—	
		5.696.470,41

Dettes avec garanties réelles.

Obligations hypothécaires		500.000,—

Dettes sans garanties réelles.

Réserve pour taxes fiscales	1.500.000,—	
Créditeurs divers	1.090.540,25	
Dividendes non encaissés	39.289,80	
		2.629.830,05

Comptes à régler.

Comptes à régler		35.200,—

Compte d'ordre.

Déposants statutaires		pour mémoire

Compte des profits et pertes.

Bénéfice reporté de l'exercice précédent	855.790,41	
Bénéfice de l'exercice	2.965.193,—	
		3.820.983,41
	Fr.	12.682.483,87

PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais Généraux et participation du personnel d'Afrique	471.052,75
Intérêts et Commissions	68.193,30
Dépenses d'exploitation	2.956.876,42
Amortissements	907.093,29
Réserve pour taxes	1.200.000,—
Solde en bénéfice	3.820.983,41
Fr.	9.424.199,17

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	855.790,41
Produits et divers	8.568.408,76
Fr.	9.424.199,17

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 9 juin 1952.

L'assemblée générale ordinaire du 9 juin a approuvé à l'unanimité le bilan et le compte des profits et pertes de l'exercice social 1951, clôturés au 31 décembre 1951 tels qu'ils lui ont été soumis, et elle a décidé de répartir comme suit le bénéfice de l'exercice se montant à fr. 3.820.983,41 :

5 % à la réserve légale	148.260,—
Premier dividende de fr. 24,— aux 13.000 parts sociales	312.000,—
Tantièmes statutaires du conseil d'administration	250.493,—
Deuxième dividende de fr. 36,— aux 13.000 parts sociales	468.000,—
Superdividende de fr. 40,— aux 13.000 parts sociales et dividende de fr. 260,— aux 2.000 parts de fondateur	1.040.000,—
Report à nouveau	1.602.230,41
Fr.	3.820.983,41

En conséquence les dividendes revenant aux parts sociales et aux parts de fondateur, de respectivement fr. 100,— et fr. 260,— brut soit net : fr. 83,— et fr. 215,80 sont déclarés payables à partir du 16 juin 1952 contre coupon n° 25 des parts sociales et des parts de fondateur :

à Anvers - à la Banque G. & C. Kreglinger, 9, Grand'Place;

à Bruxelles et Léopoldville : à la Banque Commerciale du Congo Belge.

Par un vote spécial l'assemblée a donné décharge de leur gestion pour l'exercice 1951 aux administrateurs et aux commissaires.

L'assemblée a renouvelé pour la période statutaire les mandats d'administrateur de M Victor Goossens et de commissaire de M. Raymond Ruys.

Le Conseil d'Administration est actuellement composé comme suit :

M. Oscar Kreglinger, administrateur de sociétés, 187, chaussée de Malines, Anvers, Président.

M. Robert Godding, Docteur en droit, Lindenhof, Kapellen près Anvers, Administrateur-délégué.

M. Victor Goossens, administrateur de sociétés, Panzi près Costermansville, Kivu (Congo Belge), administrateur.

M. Walter A. Herman, courtier en cafés, 64, rue de l'Empereur, Anvers, administrateur.

M. Enrique Mistler, administrateur de sociétés, 23, Place de Meir, Anvers, administrateur.

M. René Nottebohm, administrateur de sociétés, avenue Prince Albert, 24, Berchem-Anvers, administrateur.

M. Joseph Ravet, administrateur de sociétés, Binga par Lisala, Congo Belge, administrateur.

M. François van Uytven, administrateur de sociétés, 150, rue Royale, Bruxelles, administrateur.

Collège des commissaires.

M. William Grisar, assureur, 26, rue Osy, Anvers.

M. Raymond Ruys, expert comptable, 25, avenue Britannique, Anvers.

Anvers, le 18 juin 1952.

Certifié conforme :

Compagnie Congolaise des Cafés « Cafco ».

M. Werbrouck.
Secrétaire.

O. Kreglinger.
Président.

Compagnie Immobilière du Domaine de Panzi
« COMPANZI »

Société congolaise à responsabilité limitée

9, Grand'Place, Anvers.

Registre du Commerce d'Anvers n° 111.101.

—

Constituée à Anvers, le 31 décembre 1948, au capital de fr. congolais 6.600.000,— par acte publié aux annexes du Moniteur Belge des 9-10 mai 1949, sous n° 9124-9125, aux annexes du bulletin officiel du Congo Belge n° 5 du 15 mai 1949, page 615.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Réalisable et disponible.

Banques	2.274.289,70
Débiteurs pour vente terrains et garanties	2.278.415,45
Avances hypothécaires	405.548,—

Immobilisé.

Domaine de Panzi	4.129.102,85
Réseau de distribution d'eau	1.407.427,70
Matériel et outillage	56.778,—

Compte d'ordre.

Dépôts statutaires	pour mémoire
	Fr. 10.551.561,70

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même.

Capital : 6.600 actions priv. de fr. 1.000 chacune	6.600.000,—	
6.600 parts soc. sans désignation de valeur	pour mémoire	
Réserve légale	51.374,—	
Fonds de réserve pour remboursement act. privilégiées	180.936,01	
		6.832.310,01

Dettes de la société envers les tiers.

Réserve pour taxes fiscales	538.103,—	
Créditeurs divers	778.768,60	
Travaux d'aménagement	795.260,82	
Dividendes non encaissés	33.750,—	
		2.145.882,42

Compte d'ordre.

Déposants statutaires	pour mémoire

Compte des profits et pertes.

Bénéfice de l'exercice	1.573.369,27
Fr.	10.551.561,70

PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais Généraux	170.546,25
Amortissement sur matériel et outillage	106.981,—
Réserve pour taxes sur bénéfices	400.000,—
Solde en bénéfice	1.573.369,27
Fr.	2.250.896,52

CREDIT.

Ventes terrains et divers	2.233.719,62
Intérêts et escompte	17.176,90
Fr.	2.250.896,52

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 9 juin 1952.

L'assemblée générale ordinaire du 9 juin 1952 a approuvé à l'unanimité le bilan et le compte des profits et pertes de l'exercice social 1951 clôturés au 31 décembre 1951, tels qu'ils lui ont été soumis, et a décidé de répartir comme suit le bénéfice de l'exercice se montant à fr. 1.573.369,27 :

5 % à la réserve légale	78.668,—
5 % net aux 6.600 actions privilégiées	330.000,—
17 % taxe mobilière	67.590,—
Solde au Fonds de réserve pour remboursement des actions privilégiées	1.097.111,27
Fr.	1.573.369,27

En conséquence le dividende statutaire de 5 % net aux actions privilégiées soit fr. 50, par coupon, sera payable à partir du 16 juin 1952, contre coupon n° 3 aux guichets de la Banque G. & C. Kreglinger, 9, Grand'Place, Anvers, et aux guichets de la Banque Commerciale du Congo à Léopoldville.

Par un vote spécial et à l'unanimité l'assemblée a accordé décharge de leur gestion au cours de l'exercice 1951 aux administrateurs et aux commissaires.

Le conseil d'Administration est actuellement composé comme suit :

M. Robert Godding, docteur en droit, Lindenhof, Kapellen près Anvers, Président.

M. Max Boël, administrateur de sociétés, Beauregard, Court Saint Etienne, administrateur.

M. Victor Goossens, administrateur de sociétés, Panzi près Costermansville, Kivu (Congo Belge), administrateur.

M. Théodore Grutering, administrateur de sociétés, 9, Grand'Place, Anvers, administrateur.

M. Oscar Kreglinger, administrateur de sociétés, 9, Grand'Place, Anvers, administrateur.

M. Enrique Mistler, administrateur de sociétés, 23, Place de Meir, Anvers, administrateur.

M. Léon Ponet, docteur en droit, 111, avenue Jan van Rijswijck, Anvers, administrateur.

Collège des Commissaires.

M. Jacques Godding, Léopoldville, Congo Belge.

M. René Nottebohm, administrateur de sociétés, 24, avenue Prince Albert, Berchem-Anvers.

M. Edouard Stappers, administrateur de sociétés, 1, Meir, Anvers.

Anvers, le 18 juin 1952.

Certifié conforme :

Compagnie Immobilière du Domaine de Panzi.

M. Werbrouck.
Secrétaire.

O. Kreglinger.
Administrateur.

Etablissements Ponjee

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

CONSTITUTION (1).

Entre :

1° - La Société Anonyme Borneo Sumatra Handel Maatschappij N.V. dont le siège social est à La Haye (Hollande) Scheveningseweg 56-58, constituée suivant acte du trente-et-un mars mil huit cent nonante-quatre,

2° - Monsieur Jacobus Wilhelm SCHLIMMER, résidant à Wassenaar,

3° - Monsieur Jacques, Jean Edouard PONJEE, résidant 45, Avenue Royale à Anvers,

4° - Monsieur Johannes, Hendrikus SCHLIMMER, résidant à Wassenaar,

5° - Monsieur Hendrikus, Antonius, Emil PLAS, résidant à La Haye,

6° - Monsieur Pieter de JONGH, résidant à Léopoldville,

7° - Monsieur Robert, Louis WANNYN, résidant à Léopoldville,

les comparants sub 1 et 2 étant ici représentés par Monsieur Pieter de JONGH, en vertu de pouvoirs authentiques établis à La Haye en date du neuf octobre mil neuf cent cinquante-et-un;

le comparant sous 3 étant également représenté par Monsieur Pieter de JONGH, en vertu d'un pouvoir authentique établi à Bruxelles le quatre septembre mil neuf cent cinquante-et-un;

les comparants sub 4 et 5 étant représentés par Monsieur R. L. WANNYN en vertu de procurations authentiques datées de La Haye des neuf octobre mil neuf cent cinquante-et-un et neuf août de la même année;

il a été créé une Société Congolaise par actions à responsabilité limitée qui sera régie par les lois et décrets en vigueur au Congo Belge et par les statuts suivants :

TITRE Ier.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article 1er : La Société prend la dénomination de : « ETABLISSEMENTS PONJEE », Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Art. 2 : Le siège social de la Société est établi à Léopoldville. Il est en outre établi deux sièges administratifs, l'un à La Haye (Hollande) Scheveningseweg 56-58, l'autre à New-York (U.S.A.) 120, Wall Street. Le siège social pourra être transféré en tout autre endroit du Congo Belge par simple décision du Conseil d'Administration publiée sous forme d'avis aux annexes du Bulletin Administratif du Congo Belge. Il pourra être

(1) Arrêté royal du 12 juillet 1952 — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1952 — 1re Partie.

créé des agences ou succursales et comptoirs en Belgique ou dans tous autres pays.

Art. 3 : La Société a pour objet toutes opérations quelconques se rapportant directement ou indirectement à l'achat, la vente, la transformation et le transport de toutes marchandises et de tous produits coloniaux. Elle poursuivra entre autres au Congo Belge les activités commerciales et industrielles de Monsieur J.J.E. PONJEE, établi précédemment 5, avenue des Sénégalais à Léopoldville.

La Société pourra effectuer tous actes ou opérations financières, industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant même indirectement à son objet principal ou pouvant en amener le développement ou en faciliter la réalisation.

Elle pourra s'intéresser par voie d'apports, de fusion, de souscription ou de toute autre manière, à toutes entreprises ou sociétés dont l'objet serait similaire, connexe, ou simplement utile à la réalisation de tout ou partie de son objet social.

Sous réserve d'autorisation royale, l'objet de la Société pourra être modifié par l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts - mais sans en altérer l'essence.

Art. 4 : La Société est constituée pour une période de trente ans à dater de l'Arrêté Royal d'autorisation.

Elle pourra prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

Elle pourra être prorogée successivement ou dissoute anticipativement moyennant autorisation par arrêté royal.

TITRE II.

CAPITAL — ACTIONS — OBLIGATIONS.

Art. 5 : Le capital social est fixé à VINGT CINQ MILLIONS de francs congolais (25.000.000,—) représentés par DEUX MILLE CINQ CENTS (2.500) actions d'une valeur nominale de DIX MILLE (10.000) francs congolais chacune.

La Société N.V. BORNEO SUMATRA HANDEL MAATSCHAPPIJ déclare faire apport à la présente société, qui accepte, de la situation active et passive de l'entreprise commerciale ayant appartenu en nom à Monsieur J.J.E. PONJEE et connu sous la dénomination « Etablissements PONJEE », en ce compris l'ensemble des éléments de son activité, la dite entreprise commerciale ayant été vendue et cédée par Monsieur J.J.E. PONJEE à la Société N.V. BORNEO SUMATRA HANDEL MAATSCHAPPIJ par acte sous seing privé en date du premier janvier mil neuf cent cinquante et un.

Le dit apport est fait sur la base de la situation de l'actif et du passif des « Etablissements PONJEE » au trente-et-un décembre mil neuf cent cinquante-et-un en sorte que toutes les opérations qui seront faites à partir du premier janvier mil neuf cent cinquante-deux seront pour

compte de la présente société et à ses risques et périls comme si elle-même les avait faites et celle-ci succède intégralement dans la situation active et passive de l'entreprise commerciale « Etablissements PONJEE » telle qu'elle existait à la date du trente-et-un décembre mil neuf cent cinquante-et-un.

La Société présentement constituée aura la jouissance de tous les biens apportés et s'oblige d'autre part à supporter seule et exclusivement tout le passif des « Etablissements PONJEE », à reprendre et continuer tous les engagements en cours et à garantir contre toutes les actions et réclamations de la part des tiers, le tout de façon à ce que l'apporteur ne puisse jamais être recherché ni inquiété.

En rémunération de cet apport dont tous les comparants déclarent parfaitement connaître la consistance et la réalité, il est attribué à la Société N.V. BORNEO SUMATRA HANDEL MAATSCHAPPIJ ..... 994 actions

Le solde du capital est souscrit en numéraire comme suit :

1° - par la Société N.V. BORNEO SUMATRA HANDEL MAATSCHAPPIJ	994 actions
2° - par Monsieur J.W. SCHLIMMER	300 actions
3° - par Monsieur J.H. SCHLIMMER	200 actions
4° - par Monsieur J.J.E. PONJEE	3 actions
5° - par Monsieur P. de JONGH	3 actions
6° - par Monsieur R.L. WANNYN	3 actions
7° - par Monsieur A.E. PLAS	3 actions
Soit	1.506 actions
Ensemble : DEUX MILLE CINQ CENTS ACTIONS	2.500 actions

Les comparants déclarent et reconnaissent que toutes les actions souscrites en numéraires (soit 1.506 actions) ont été libérées à concurrence de vingt pour cent (1/5ème) de sorte que la somme de TROIS MILLIONS ET DOUZE MILLE FRANCS CONGOLAIS (3.012.000) se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la Société.

Art. 6 : Les actions resteront nominatives, même après autorisation des statuts par Arrêté Royal. Un registre des dites actions sera tenu au siège social (article 42 des lois belges coordonnées sur les sociétés). Ces actions pourront être cédées, sous la condition expresse de l'agréation du cessionnaire par le Conseil d'Administration. Elles pourront également être transformées en actions au porteur sur simple décision du Conseil d'Administration.

Toutefois aucune cession d'actions ne sera valable avant qu'un Arrêté Royal n'ait autorisé la fondation de la Société.

Les actions représentatives d'apport sont soumises aux dispositions des articles 47 et 50 des lois belges coordonnées sur les sociétés.

Art. 7 : Le capital social ne pourra être augmenté ou réduit que par décision de l'assemblée générale et sous réserve des autorisations légales.

L'assemblée délibérera sur ce point dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Sauf décision contraire de l'assemblée, les nouvelles actions souscrites contre espèces seront offertes de préférence aux possesseurs des actions de capital, au prorata du nombre de titres qu'ils possèdent; le Conseil d'Administration fixera les conditions et le taux auxquels les actions nouvelles seront offertes par préférence et le délai dans lequel les actionnaires auront à se prononcer sur l'usage de leurs droits.

Cette offre se fera par lettre recommandée aux porteurs de certificats nominatifs et par publication au Bulletin Administratif et Commercial du Congo Belge dans l'hypothèse où les actions seraient déjà converties en actions au porteur.

Art. 8 : Les actionnaires ne sont tenus qu'à concurrence de leur mise.

Les cessions ou transferts de titres nominatifs seront valables, tant vis-à-vis de la société que vis-à-vis des tiers, à partir de l'inscription au registre que tient la société en son siège social.

Art. 9 : La propriété d'une action comporte adhésion aux statuts. La société ne reconnaît qu'un actionnaire par action. En cas de division des droits, attachés à une action, les intéressés ont à se faire représenter par une seule personne.

Art. 10 : Les héritiers, les créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens de la société, ni intervenir dans son administration.

Art. 11 : La société sera toujours en droit d'émettre des bons ou des obligations hypothécaires ou autres.

Le Conseil d'Administration déterminera le mode, le type, le taux d'intérêts, l'époque des remboursements ainsi que toutes autres conditions des émissions des obligations.

TITRE III.

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE.

Art. 12 : La Société est administrée par un conseil de trois membres au moins, désignés pour un terme n'excédant pas trois ans. Les premiers administrateurs sont désignés ci-après par les statuts. Lors de la deuxième assemblée générale statutaire annuelle, un nombre désigné par le sort sera sortant : il est toutefois rééligible au gré de l'assemblée générale des actionnaires.

Il en sera de même les années suivantes, pour les autres administrateurs non encore sortis, qui seront sortants à tour de rôle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur ou de commissaire par décès ou par démission, les administrateurs restants pourvoient au remplacement. L'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

L'Administrateur ou le commissaire nommé en remplacement d'un administrateur dans les conditions ci-dessus, achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 13 : Le Conseil d'Administration désigne son président, son vice-président, l'administrateur-délégué et le ou les administrateurs directeurs. Il désigne également l'administrateur chargé de remplacer le président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation de son président ou à la demande de deux membres.

Les réunions se tiennent au siège administratif à La Haye à moins d'indications contraires dans les convocations. Il délibère valablement sur les questions à l'ordre du jour, à condition que la majorité des membres soit présente ou représentée par des membres du Conseil d'Administration, porteurs de mandats donnés par lettres ou télégrammes.

Les décisions se prennent à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage.

POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Les pouvoirs les plus étendus sont dévolus au Conseil pour l'administration et la gestion de la Société. Il a tous les pouvoirs, sauf ceux qui sont réservés par les présents statuts à l'assemblée générale. Il peut notamment passer tous contrats, marchés et entreprises, vendre, acquérir, échanger, prendre et donner en location tous biens meubles et immeubles, toutes concessions quelconques, consentir tous prêts, accepter toutes hypothèques ou autres garanties, conclure tous emprunts, consentir tous droits réels et toutes garanties mobilières ou immobilières, faire et recevoir tous paiements, en exiger ou fournir toutes quittances, renoncer à tous droits hypothécaires ou tous privilèges, ainsi qu'à toutes actions résolutoires, donner main-levée et consentir radiation de toutes inscriptions hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions, nantissements, gages et autres empêchements quelconques, consentir toutes mentions ou subrogations, le tout avant ou après paiement, nommer ou révoquer tous agents ou employés, fixer leurs attributions, traitements et cautionnements; en cas de contestations et de difficultés, plaider devant toutes juridictions, lever toutes sentences, jugements et arrêts, les faire exécuter, traiter, transiger, acquiescer, compromettre en tout état de cause sur tous intérêts sociaux, cette énumération étant exemplative et non limitative.

Le Conseil d'Administration fait également les appels de fonds sur les actions souscrites en espèces au fur et à mesure des besoins de la société et aux époques qu'il jugera utiles.

DELEGATION DE POUVOIRS.

Le Conseil peut déléguer ou donner des pouvoirs déterminés à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers associés ou non. Il peut déléguer la gestion et confier tout ou partie de la gestion à un ou plusieurs directeurs associés ou non. Il peut les révoquer ou les remplacer.

Les actes de gestion journalière sont signés par un administrateur ou un agent délégué à cet effet.

Toutes actions judiciaires seront suivies par le Conseil, poursuite et diligence de son président ou de l'administrateur-délégué.

Toutes les opérations sont surveillées par un ou deux commissaires, membres de la Société ou non, nommés pour trois ans et désignés la première fois aux présents statuts.

L'assemblée générale désignera à l'avenir le ou les commissaires dont elle fixe souverainement le nombre. Les articles 64 et suivants des lois coordonnées belges sur les sociétés seront d'application en ce qui concerne leur nomination, leur rôle, leur responsabilité et leurs émoluments.

Art. 14 : Chaque administrateur déposera à titre de cautionnement trois actions, les commissaires, une.

Les administrateurs et commissaires ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Ils ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la Société.

TITRE IV.

DES ASSEMBLEES GENERALES.

Art. 15 : L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'universalité des propriétaires d'actions.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou dissidents.

Art. 16 : L'assemblée générale se réunit de plein droit le premier mardi de juillet de chaque année à dix heures et demie et pour la première fois en juillet mil neuf cent cinquante-trois au siège administratif de la Société à La Haye ou à tout autre endroit fixé dans les convocations.

Deux administrateurs, deux commissaires ou le cinquième des actionnaires peuvent provoquer des assemblées générales extraordinaires en cas de nécessité.

Art. 17 : Les convocations pour l'assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont publiées dans deux journaux, l'un de Léopoldville et l'autre de La Haye, ainsi qu'avant la date de la réunion. Les actionnaires absents pourront se faire représenter par un autre actionnaire. Si toutes les actions sont nominatives, la convocation peut se faire par simple lettre recommandée.

Art. 18 : L'assemblée statue valablement à la majorité des trois quarts des voix, si un tiers de l'ensemble des titres est présenté.

Si ce chiffre n'est pas atteint, l'assemblée est remise à quinzaine et statue alors valablement, quel que soit le nombre de voix représentées.

L'approbation du bilan, le rapport du Conseil, la distribution des dividendes, décharge des administrateurs, pourront être votés à la majorité simple des voix représentées.

Art. 19 : Le président, ou à son défaut un administrateur désigné par ses collègues, préside l'assemblée.

Le secrétaire et les scrutateurs sont désignés par l'assemblée.

Art. 20 : Toute action donne droit à une voix - l'actionnaire vote pour lui et ses mandants.

Toutefois nul ne peut voter pour un nombre de voix dépassant le cinquième du total ou les deux cinquièmes des voix représentées.

Art. 21 : Pour prendre part au vote, l'actionnaire doit pour lui-même et ses mandants avoir déposé deux jours avant l'assemblée, au siège administratif de La Haye, ses actions et celles des actionnaires qu'il représente à l'assemblée. Un certificat d'une banque agréée par le Conseil d'administration, constatant le dépôt des titres, peut remplacer le dépôt des titres au siège social.

En ce qui concerne les actions nominatives, l'actionnaire déposera au siège administratif à La Haye le certificat qui lui aura été délivré et qui attestera le nombre d'actions dont il est propriétaire.

Art. 22 : L'assemblée générale ne délibère valablement que sur les questions portées à l'ordre du jour.

Art. 23 : L'assemblée générale peut, en vertu de la généralité de ses pouvoirs, modifier les statuts, augmenter ou réduire le capital, proroger ou dissoudre anticipativement la société, sous les réserves d'autorisation légales, pour autant que l'ordre du jour ait mentionné ces objets et à la condition que la moitié des actions soient valablement représentées et ces décisions prises par une majorité des trois quarts des actions représentées.

Si la moitié n'est pas représentée, l'assemblée sera renvoyée à quinzaine.

A cette date il sera statué quel que soit le nombre des actions représentées et ce pour une majorité de trois quarts des présents.

Art. 24 : L'assemblée nomme et révoque les administrateurs et commissaires à la simple majorité des voix présentes.

Art. 25 : Les procès-verbaux des assemblées sont obligatoirement signés par les membres du bureau.

Les expéditions ou extraits conformes sont signés par un administrateur.

Art. 26 : Le Conseil d'administration arrête annuellement les écritures et ce pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante-deux.

Il dressera l'inventaire, le bilan et le compte des profits et pertes.

Deux mois avant la date de l'assemblée générale, les comptes, les inventaires et le rapport seront tenus au siège administratif de La Haye à la disposition du ou des commissaires. Quinze jours avant l'assemblée le ou les commissaires devront avoir déposé leur rapport.

Les actionnaires pourront, à partir de cette date, prendre connaissance de tous ces documents.

A la date mentionnée l'assemblée générale entendra les rapports, votera et donnera décharge.

Art. 27 : L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements nécessaires, forme le bénéfice net.

Sur ce bénéfice il est prélevé tout d'abord cinq pour cent pour la réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve aura atteint le dixième du capital social.

Le solde est mis à la disposition de l'assemblée générale qui décide chaque année à la simple majorité de son affectation.

Le bilan et le compte des profits et pertes seront publiés annuellement au Bulletin Administratif du Congo Belge.

TITRE V.

LIQUIDATION — DISSOLUTION.

Art. 28 : En cas de dissolution, l'assemblée générale nomme un ou plusieurs liquidateurs. Le Conseil d'administration en fonction peut être désigné à cette fin. Après apurement des dettes et de toutes les charges y compris celles de la liquidation, l'actif est réparti entre les actionnaires.

En cas de dissolution par fusion avec une autre société ou remise d'une partie de l'actif en guise d'apport, les liquidateurs remettront éventuellement aux actionnaires les titres reçus en rémunération des apports.

Art. 29 : En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs proposeront à l'assemblée générale délibérant dans les formes des modifications aux statuts, la dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.

TITRE VI.

Art. 30 : Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, commissaire, administrateur, directeur ou liquidateur, fait obligatoirement élection de domicile au siège administratif de La Haye.

Toutes communications judiciaires ou extra-judiciaires lui seront valablement faites en cet endroit.

Art. 31 : Dans les six mois de leur approbation par Arrêté Royal, les présents statuts seront déposés au Greffe du Tribunal de première instance de Léopoldville et publiés au Bulletin Administratif et Commercial ou au Bulletin Officiel du Congo Belge.

Art. 32 : Le montant des frais de constitution de la Société est évalué à trois cent cinquante mille francs congolais environ.

Art. 33 : La présente société est formée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal.

Art. 34 : Sont appelés pour la première fois aux fonctions d'administrateurs :

a) Monsieur J.W. SCHLIMMER, président, résidant à La Haye;

b) Monsieur J.J.W. PONJEE, vice-président, résidant à Anvers;

c) Monsieur J.H. SCHLIMMER, administrateur-délégué, et aux fonctions de commissaires :

— Monsieur Henri PLAS, résidant à La Haye;

— Monsieur Arie HOFMAN, résidant à New-York.

Ainsi fait à Léopoldville, le sept juin mil neuf cent cinquante-deux.

(s) P. de JONGH.

(s) R. L. WANNYN.

ACTE NOTARIE.

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le septième jour du mois de juin, Nous soussigné, DENIS, André, Notaire à Léopoldville, certifions que l'acte dont les clauses sont ci-dessus insérées, Nous a été présenté ce jour à Léopoldville par :

1°) Monsieur Pieter de JONGH, résidant à Léopoldville (Congo Belge);

2°) Monsieur Robert Louis WANNYN, résidant à Léopoldville (Congo Belge),

comparaissant en personne en présence de Messieurs GROSJEAN Franz et JOOLS Max, fonctionnaires de la Colonie, résidant tous deux à Léopoldville, témoins instrumentaires à ce requis, réunissant les conditions exigées par la loi.

Lecture du contenu de l'acte susdit a été faite par Nous, Notaire, aux comparants et aux témoins.

Les comparants préqualifiés ont déclaré devant Nous et en présence des dits témoins que l'acte susdit, tel qu'il est dressé, renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi, les présentes ont été signées par Nous, Notaire, les comparants et les témoins et revêtues du sceau de l'Office Notarial de Léopoldville.

SIGNATURE DES COMPARANTS :
(s) P. de JONGH.
(s) R. L. WANNYN.

SIGNATURE DU NOTAIRE :
(s) DENIS.

SIGNATURE DES TEMOINS :
(s) JOOLE.
(s) GROSJEAN.

DROITS PERÇUS : Frais d'acte	Fr.	300,—
Enregistrement : 1er rôle		80,—
21 rôles à 60 fr.		1.260,—
Au total	Fr.	1.640,—

suivant quittance N° 14113 en date de ce jour.

Enregistré par Nous soussigné, ce sept juin mil neuf cent cinquante-deux, à l'Office Notarial de Léopoldville, sous le N° 8716 folios 148 - 149 - 150 - 151 volume LI.

Le Notaire, A. DENIS,

(s) A. DENIS.

Pour expédition certifiée conforme : Coût : 1.340 francs - quittance N° 14113.

Léopoldville, le 7 juin 1952.

Le Notaire, A. DENIS.

Pour légalisation de la signature de M. A. Denis apposée ci-dessus.

Léopoldville, le 20 juin 1952.

Le Fonctionnaire délégué (s) A. Stepman.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 9 juillet 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 9 Juli 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Société Métallurgique du Katanga
(METALKAT)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social : Kolwezi (Katanga, Congo Belge).

Siège Administratif : Bruxelles, 7, rue de la Chancellerie.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 214.172.

Registre du Commerce d'Elisabethville : n° 954.

—

Actes constitutifs : annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1948.

Acte modificatif : annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1951.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 16 juin 1952.

Pouvoirs : démission - nomination - pouvoirs.

1. — Le Conseil accepte la démission de Monsieur Albert Dirix, du titre de chef du Service Administratif. M. Dirix continuera à consacrer une partie de son temps à Métalkat en qualité d'attaché au Secrétariat. A ce titre, il continuera à avoir la signature sociale.

2. — Le Conseil procède à la nomination suivante dans les services du Siège Administratif :

M. Waldor ARNOULD, Licencié en Sciences Commerciales et Consulaires, est appelé aux fonctions de Secrétaire Administratif.

3. — a) Par suite de la nomination énoncée ci-dessus, les actes émanant du *Siège Administratif de Bruxelles,* y compris tous les actes relevant de la gestion financière de la Société, la correspondance, les contrats, les pièces, documents, chèques, mandats, ordres de virement, etc..., cette liste étant non limitative, seront désormais valablement signés par MM. Victor MIKOLAJCZAK ou Aimé MARTHOZ ou Herman ROBILIART ou Jean VERDUSSEN, Administrateurs, ou Emile L. HOUBAER, Secrétaire du Conseil, deux d'entre eux signant ensemble ou l'un d'entre eux signant avec M. Waldor ARNOULD ou avec M. Albert DIRIX.

b) *En ce qui concerne la gestion en Afrique,* les mêmes documents porteront valablement la signature de MM. Jules COUSIN, Aimé MARTHOZ, Jérôme QUETS, Louis WALLEF, Maurice VAN WEYENBERGH, agissant l'un d'entre eux conjointement avec MM. Arthur SCHROVENS, Jean GILKIN, Fernand DELIZEE, Charles PIEDBOEUF, Guillaume DERRIKS et Jacques SOHIER.

La présente délégation annule toutes les délégations de la signature sociale conférées antérieurement.

Pour extrait conforme :

A. Marthoz.
Administrateur-Délégué.

Syndicat pour le développement de l'Electrification du Bas-Congo « SYDELCO »

Syndicat formé le 15 novembre 1946, et approuvé par Arrêté Royal du 9 juin 1947.

—

DUREE DU SYNDICAT EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION TENUE LE 20 JUIN 1952.

Détermination de la durée de prorogation du Syndicat.

... Le Conseil entérine l'accord unanime de ses membres en vue d'établir au 31 décembre 1956 la fin de la période de prorogation ouverte le 15 novembre 1951.

Pour copie certifiée conforme,

Un Administrateur,
E. VAN WYNSBERGHE.

Un Administrateur,
F. SIMON.

Etablissements Pierre Halleux « Pieral »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville, Congo Belge.

Siège administratif : avenue de l'Emeraude, 39, Schaerbeek-lez-Bruxelles.

Autorisée par arrêté royal du 10 juin 1952.

—

RECTIFICATION.

A l'article 5 de l'acte constitutif reçu par le notaire Paul Ectors à Bruxelles le 7 mai 1952, acte portant la relation d'enregistrement suivante : « Enregistré à Bruxelles A.C.III, le 9 mai 1952, volume 599, folio 80, case 5, huit rôles, deux renvois, reçu quarante francs. Le receveur (signé) Tilloeuil », à la souscription des deux mille cinq cents parts sociales restantes lire, conformément à la minute de l'acte :

« La société holding luxembourgeois Domuslux souscrit cent quatre vingts parts sociales ..... 180 »

au lieu de :

« La société holding luxembourgeois Domuslux souscrit cent trente parts sociales ..... 130 »

Office Central du Travail du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège du bureau permanent du Centre d'études des Problèmes Sociaux Indigènes (C. E. P. S. I.)

—

DELEGATION DE POUVOIRS :

Pour la durée de l'absence de son Président M. Fernand DELLICOUR, le Conseil d'Administration désigne :

1°) Monsieur le Docteur Léopold MOTTOULLE, Administrateur;

2°) Monsieur Maurice VAN MULDERS, Administrateur,

pour, l'un ou l'autre d'entre eux, conjointement avec M. Armand SOSSON, donner quittance, émettre tous chèques et opérer tous retraits de fonds par le débit de nos comptes en banque et aux chèques postaux ainsi que signer toutes les pièces de gestion courante de la Société.

Pour copie conforme de l'extrait du procès-verbal de la séance du 24 juillet 1952.

(s) Le Président du Conseil d'Administration :
F. DELLICOUR.

Radio Amplification Cinéma, en abrégé « R.A.C. »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social LEOPOLDVILLE, 38B, Avenue Charles de Gaulle.

Siège Administratif, BRUXELLES, 242, rue Royale.

Registre de Commerce Bruxelles n° 223.239.

—

Constituée par acte publié aux annexes du Moniteur Belge du 5 mars 1950, sous les numéros 3294 et 3310, et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'Assemblée Générale du 1er juillet 1952.

ACTIF.

Immobilisé.

Immeuble, Matériel, Mobilier, Mat. transport	6.102.501,05

Réalisable.

Magasins, clients, effets à recevoir, garanties et cautionnements, débiteurs divers	8.074.351.40

Disponible.

Caisse, Banques, Chèques postaux			394.172,46
Compte d'ordre.			
Dépôts statutaires			pour mémoire
			14.571.024,91

PASSIF.

Non exigible.			
Capital, Réserve, Amortissements			6.646.291,80
Envers les tiers.			
avec garanties réelles		1.886.421,87	
sans garanties réelles :			
Fournisseurs	2.109.952,04		
Effets à payer	750.000,—		
Créditeurs divers	2.750.660,40		
		5.610.612,44	
			7.497.034,31
Profits et pertes.			
Exercices antérieurs		281.253,27	
Exercice 1951		146.445,53	
			427.698,80
Compte d'ordre.			
Déposants statutaires			pour mémoire
			14.571.024,91

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Charges financières, pertes diverses, frais généraux, amortissements	6.306.278,21
Solde bénéficiaire	427.698,80
	6.733.977,01

CREDIT.

Report à nouveau	281.253,27
Résultat d'exploitation, profits financiers et divers	6.452.723,74
	6.733.977,01

REPARTITION DU BENEFICE.

Réserve légale	21.385,—
Dividende aux actions	400.000,—
Report à nouveau	6.313,80
	427.698,80

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMMISSAIRES.

Monsieur le Baron de Marcq de Tiège, Château de la Clée, CUTTECOVEN-LOOZ (LIMBOURG), Administrateur.

Monsieur COLLIN, Simon, Administrateur de Sociétés, 34, Boulevard Louis Schmidt, ETTERBEEK, Administrateur.

Monsieur DRUGMAND, Gaston, Administrateur de Sociétés, 76, Avenue de la Constitution, JETTE-BRUXELLES, Administrateur.

Monsieur DUBOIS, HECTOR, Administrateur de Sociétés, 6, Avenue du Cerf Volant, WATERMAEL-BRUXELLES, Administrateur.

Monsieur JACOBER, Jean, 38B, Avenue Charles de Gaulle, LEOPOLDVILLE, Administrateur.

Monsieur PITZELE, Willy, Administrateur de Sociétés, 46, Avenue Baron Albert d'Huart, WOLUWE-St-PIERRE, Administrateur.

Monsieur DEBROUX, René, Expert-Comptable, 84, rue de l'Ermitage, IXELLES-BRUXELLES, Commissaire.

Monsieur LECLERCQ, Louis, Chef de Comptabilité, 17, Avenue Charles Brassine, AUDERGHEM, Commissaire.

LES ADMINISTRATEURS :

(s) G. DRUGMAND. (s) Baron de Marcq de Tiège.
(s) H.F. DUBOIS. (s) COLLIN Simon.

LES COMMISSAIRES,

(s) L. LECLERCQ. (s) R. DEBROUX.

Société Générale Africaine d'Electricité
« SOGELEC »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : 31, rue de la Science, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 46.670.

—

Constituée le 12 juin 1930, à Bruxelles, et autorisée par arrêté royal en date du 14 juillet 1930.

Publications légales : annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 août 1930, 15 mai 1936, 15 août 1945, 15 septembre 1948 et 15 mai 1949.

Annexes au « Moniteur Belge » des 22-23 juillet 1930, acte n° 12.041; 21 décembre 1935, acte n° 16.360; 28 juin 1945, acte n° 8.782; 9-10 août 1948, acte n° 16.977 et 1er avril 1949, acte n° 4.917.

DEMISSION ET NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR.

Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil Général du mardi 15 juillet 1952.

DELIBERATION.

« Le Conseil Général, usant des pouvoirs qui lui sont conférés à l'arti-
» cle 18 des statuts, appelle à l'unanimité aux fonctions d'administrateur,
» Monsieur Pierre SMITS, Administrateur-Délégué de la SOCIETE DE
» TRACTION ET D'ELECTRICITE, demeurant à Bruxelles, 39-41, rue de
» l'Abbaye, en remplacement de Monsieur V. DOOMS, démissionnaire,
» dont le mandat expirait à l'assemblée générale de 1957.

» La présente nomination provisoire sera soumise à la prochaine assem-
» blée générale des actionnaires, qui aura à statuer sur l'élection défi-
» nitive.

» Les fonctions de Monsieur P. SMITS prendront cours le 15 juillet
» 1952, les fonctions de Monsieur V. DOOMS ayant cessé le 1er juillet
» 1952. »

BRUXELLES, le 15 juillet 1952.

Certifié conforme :

Société Générale Africaine d'Electricité (Sogelec).
Société Congolaise à responsabilité limitée.

R. BETTE.

Président du Conseil.

Compagnie du Kasaï

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Dima (Congo Belge).

Siège administratif : 41, rue de Naples, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 11.764.
Léopoldville n° 68.

—

POUVOIRS.

Extrait du procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 25 juillet 1952.

Complémentairement aux pouvoirs décernés en séances des 19 novembre 1948 et 27 juillet 1949 publiés respectivement aux annexes au Moniteur Belge des 11 décembre 1948 sous le n° 23070 et 8-9 août 1949 sous le n° 17179 et aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 janvier 1949 et 15 septembre 1949, le conseil d'administration, agissant en vertu de l'article 11 des statuts, délègue à M. Roger Battaille, comptable, demeurant à Bruxelles, 31, rue d'Anderlecht, les pouvoirs ci-après qu'il n'exercera qu'en cas d'absence ou d'empêchement de M. Maximilien Vleeshouwer, fondé de pouvoirs, mais sans devoir justifier de cette absence à l'égard de tiers :

a) agissant conjointement avec le président ou l'administrateur-délégué : pouvoir d'effectuer tous paiements, recevoir toutes sommes, faire tous recouvrements, donner quittance, arrêter tous comptes au nom de la société;

b) agissant conjointement avec M. Paul Wolter, directeur, en cas d'absence ou d'empêchement du président et de l'administrateur-délégué, mais sans devoir justifier de cette absence à l'égard de tiers : pouvoir d'effectuer tous paiements, recevoir toutes sommes, faire tous recouvrements, donner quittance, arrêter tous comptes au nom de la société;

c) agissant conjointement avec M. Paul Wolter, directeur, à son défaut avec M. Maurice Mairesse, fondé de pouvoirs : pouvoir d'effectuer tous paiements, recevoir toutes sommes, faire tous recouvrements et donner quittance au nom de la société, à concurrence de cent mille francs par opération.

Bruxelles, le 25 juillet 1952.

Pour extrait certifié conforme :

Un Administrateur,
A.S. Gerard.

Un Administrateur,
E. Van der Straeten.

Union Foncière Congolaise

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 112, rue du Commerce.

—

Constituée à Bruxelles le 23 décembre 1935 par acte des Notaires André Taymans et Pierre De Doncker, publié aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1936. Autorisée par Arrêté Royal du 22 février 1936, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1936.

Les statuts ont été modifiés suivant acte du Notaire De Doncker en date du 25 octobre 1946, approuvé par Arrêté Royal du 13 janvier 1947 et publié aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1947.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

(approuvé par l'Assemblée générale ordinaire du 16 juillet 1952).

ACTIF.

Immobilisé.			
Frais de constitution			1,—
Disponible.			
Dépôts à vue et à court terme			1.302.981,72
Réalisable.			
Terrains et immeubles	1.704.400,—		
Amortissements sur dito	1.168.750,—		
		535.650,—	
Matériel et mobilier		1,—	
Portefeuille-titres		4.596.700,—	
Débiteur par vente d'immeuble		1.094.224,10	
Débiteurs divers		1.954.473,—	
			8.181.048,10
Comptes transitoires			1.200,—
Comptes d'ordre.			
Dépôts statutaires			pour mémoire
			9.485.230,82

PASSIF.

Non exigible.		
Capital	4.500.000,—	
Réserve statutaire	500.000,—	
Réserve extraordinaire	1.000.000,—	
Plus-value immunisée sur immeubles vendus	1.000.000,—	
		7.000.000,—
Exigible.		
Créditeurs divers		107.831,50
Comptes transitoires		250.651,50
Comptes d'ordre.		
Déposants statutaires		pour mémoire
Résultats.		
Report antérieur	1.210.800,84	
Bénéfice de l'exercice	915.946,98	
		2.126.747,82
		9.485.230.82

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais généraux divers	279.621,55
Solde bénéficiaire à fin d'exercice	2.126.747,82
	2.406.369,37

CREDIT.

Report antérieur	1.210.800,84
Résultats d'exploitation et divers	890.782,53
Résultats sur réalisations	304.786,—
	2.406.369,37

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

REPARTITION DES BENEFICES.

— 1er dividende : 6 % du capital de Fr. 4.500.000,— soit Fr. 9,— par action de Fr. 150,—	270.000,—
— tantièmes au Conseil Général : 10 % du solde des bénéfices de l'exercice, soit de Fr. 645.946,98	64.594,82
— 2me dividende de Fr. 21,12 par action	633.614,—
— report à nouveau	1.158.539,—
	2.126.747,82

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 16 juillet 1952.

L'assemblée réélit, pour un terme de 4 ans, M. A. Deligne, administrateur sortant, et pour un an M. D. Tilmant, commissaire sortant.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRE EN FONCTIONS.

M. Pierre ORTS, Docteur en droit, 33, Avenue Jeanne, Ixelles-Bruxelles, Président.

M. Albert DELIGNE, Directeur de la Cie Financière Africaine, 98, rue de Linthout, Schaerbeek, Administrateur-délégué.

M. Gaston HEENEN, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, 126, Chaussée d'Ixelles, Bruxelles, Administrateur.

M. Henri DEPAGE, Administrateur-délégué de la Cie Financière Africaine, 44, Avenue du Parc de Woluwe, Auderghem, Administrateur.

M. Désiré TILMANT, Expert-comptable, 19, rue Raoul Warocqué, Morlanwelz, Commissaire.

A. DELIGNE.

Administrateur-délégué.

LOTERIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 10me TRANCHE 1952.

SAMEDI 19 JUILLET 1952.

Les billets dont le n° se termine par	gagnent	Les billets dont le n° se termine par	gagnent
41210	20.000 fr.	6314	5.000 fr.
87120	40.000 fr.	9814	2.500 fr.
314620	1.000.000 fr.	3954	10.000 fr.
21570	20.000 fr.	2094	5.000 fr.
2490	5.000 fr.		
		5	200 fr.
		86705	20.000 fr.
		025	1.000 fr.
217811	2.500.000 fr.	54825	20.000 fr.
95131	20.000 fr.	49045	100.000 fr.
92631	40.000 fr.		
219831	1.000.000 fr.		
25651	100.000 fr.	5206	2.500 fr.
		52306	20.000 fr.
		5806	5.000 fr.
		1556	2.500 fr.
		4266	2.500 fr.
55022	40.000 fr.	6976	2.500 fr.
90142	20.000 fr.	0396	5.000 fr.
4452	2.500 fr.		
18552	20.000 fr.		
07652	20.000 fr.	71207	20.000 fr.
0952	5.000 fr.	51597	40.000 fr.
62	500 fr.		
		72258	100.000 fr.
		56258	20.000 fr.
		87988	20.000 fr.
7113	5.000 fr.		
2133	5.000 fr.		
8263	10.000 fr.	709	1.000 fr.
3373	2.500 fr.	85819	20.000 fr.
97873	100.000 fr.	80259	100.000 fr.
3783	2.500 fr.	67069	20.000 fr.
		79879	20.000 fr.
		83889	40.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 10e SCHIJF 1952.

ZATERDAG 19 JULI 1952.

De biljetten waarvan het nr eindigt op	winnen
41210	20.000 fr.
87120	40.000 fr.
314620	1.000.000 fr.
21570	20.000 fr.
2490	5.000 fr.
217811	2.500.000 fr.
95131	20.000 fr.
92631	40.000 fr.
219831	1.000.000 fr.
25651	100.000 fr.
55022	40.000 fr.
90142	20.000 fr.
4452	2.500 fr.
18552	20.000 fr.
07652	20.000 fr.
0952	5.000 fr.
62	500 fr.
7113	5.000 fr.
2133	5.000 fr.
8263	10.000 fr.
3373	2.500 fr.
97873	100.000 fr.
3783	2.500 fr.

De biljetten waarvan het nr eindigt op	winnen
6314	5.000 fr.
9814	2.500 fr.
3954	10.000 fr.
2094	5.000 fr.
5	200 fr.
86705	20.000 fr.
025	1.000 fr.
54825	20.000 fr.
49045	100.000 fr.
5206	2.500 fr.
52306	20.000 fr.
5806	5.000 fr.
1556	2.500 fr.
4266	2.500 fr.
6976	2.500 fr.
0396	5.000 fr.
71207	20.000 fr.
51597	40.000 fr.
72258	100.000 fr.
56258	20.000 fr.
87988	20.000 fr.
709	1.000 fr.
85819	20.000 fr.
80259	100.000 fr.
67069	20.000 fr.
79879	20.000 fr.
83889	40.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend aan het overeenstemmend geheel biljet.

Imprimerie Clarence Denis. — 289, Chaussée de Mons, Bruxelles.

« Bulletin Officiel du Congo Belge »

15 SEPTEMBRE 1952.

ANNEXE I

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages
Bangala Cultuur Maatschappij	2108
Banque du Congo Belge	2268
Compagnie d'Assurances nationale suisse	2114
Compagnie des Chemins de Fer Katanga-Dilolo-Léopoldville	2270
Compagnie des Propriétaires Réunis	2247
Compagnie du Chemin de Fer du Katanga	2165
Compagnie du Kivu	2131
Compagnie du Lubilash	2119
Compagnie Industrielle de Diniuniu-Kasaï	2260
Congomane	2129
Eternit du Congo	2234
Exploitation Forestière et Agricole de Kamanzanza	2269
Fonds Social du Kivu	2126
Manufacture de Carreaux de Léopoldville	2264
Mines d'Or Belgika	2216
Plantations de Mukonga	2245
Plantations Tropicales	2181
Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne	2122
Société Coloniale d'Importation et d'Exportation	2230
Société d'Elevage au Kasaï	2243
Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo	2135
Société des Forces Hydro-Electriques du Bas-Congo	2128
Société Générale de l'Etain	2123
Société Manucongo	2203
Société Minière de Kindu	2133
Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique	2250
Société Urbaine et Rurale du Kivu	2262
Syndicat pour le Développement de l'Electrification du Bas-Congo	2112
Loterie Coloniale	2275

Bangala Cultuur Maatschappij, in 't kort « BANGALA »

Kongolese Aandelenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid

TE LISALA (Belgisch Congo).

Administratieve zetel : Antwerpen.

—

WIJZIGING AAN DE STANDREGELEN.

Het jaar negentien honderd twee en vijftig, de eerste Juli.

Vóór Meester Edouard PAUWELS, notaris ter standplaats Antwerpen, vervangende zijn ambtgenoot, Meester Maurice VAN ZEEBROECK, belet.

WERD GEHOUDEN :

De buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders van de Kongolese aandelenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid « BANGALA KULTUUR MAATSCHAPPIJ », in 't verkort « BANGALA », gevestigd te Lisala (Belgisch Congo), met administratieve zetel te Antwerpen-Berchem, Kardinaal Mercierlei n° 5, gesticht blijkens akte verleden vóór notaris Antoine Cols te Antwerpen, op een en dertig Mei negentien honderd acht en veertig, toegelaten bij besluit van de Regent van negentien Augustus negentien honderd acht en veertig, afgekondigd in de bijlagen aan het Belgisch Staatsblad van acht Augustus negentien honderd acht en veertig onder n° 16.797, en in de bijlagen aan het Bestuursblad van Belgisch Congo van tien November negentien honderd acht en veertig; waarvan het kapitaal verhoogd werd en de statuten gewijzigd ingevolge verslagschrift opgemaakt door notaris Antoine Cols te Antwerpen op tien Januari negentien honderd vijftig, afgekondigd in de bijlagen aan het Belgisch Staatsblad van negentien Maart negentien honderd vijftig onder n° 4260, en in het Bestuursblad van Belgisch Congo de dato vijf en twintig Mei negentien honderd vijftig, bladzijde 711.

Zijn tegenwoordig of vertegenwoordigd de aandeelhouders, waarvan de naam, voornaam, beroep en woonst alsmede het aantal aandelen dat zij bezitten en eventueel de naam van hun mandataris vermeld staan op een aanwezigheidslijst, welke aan deze akte zal gehecht blijven.

De vergadering is geopend ten administratieven zetel, te Antwerpen-Berchem, Kardinaal Mercierlei, n° 5, te vijftien uur vijftien, onder het voorzitterschap van de heer Georges Lescornez, 9, Kapucienenlaan, Schaerbeek.

Die als secretaris aanstelt de heer John Gielen, te Antwerpen, 38, Juliaan Dillenstraat.

De vergadering kiest als stemopnemers de heren Pierre Gillieaux, 92, Franklin Rooseveltlaan te Brussel, en Leo Gerard Van de Steen, 70, Bisschopstraat te Antwerpen.

Nadat het bureel alzo samengesteld is, stelt de voorzitter het volgende vast :

I. — Het maatschappelijk kapitaal bedraagt vijftig millioen Kongolese franken, vertegenwoordigd door vijftig duizend aandelen van duizend Kongolese franken elk.

II. — Al de aandelen zijn nominatief en de aandeelhouders werden tot de vergadering opgeroepen bij ter post aangetekend schrijven.

III. — Al de aandeelhouders hebben zich eens verklaard met de volgende dagorde :

Wijziging van de statuten :

« ARTIKEL 36 : Alinea 1 wordt vervangen door volgende tekst :

« De algemene vergaderingen komen bijeen, hetzij in België, hetzij in Belgisch Kongo of Ruanda-Urundi, op de plaats uitdrukkelijk door de raad in de oproeping aangeduid. »

In alinea 2 worden de volgende woorden :

« op de eerste Dinsdag van de maand Juli, te vijftien uur dertig en voor de eerste maal in negentien honderd negen en veertig »

vervangen door :

« op de eerste Dinsdag van de maand Maart te vijftien uur dertig ».

ARTIKEL 46 : wordt vervangen door volgende tekst :

« Het boekjaar begint op een Oktober en eindigt op dertig September van ieder jaar. Uitzonderlijk zal het boekjaar negentien honderd twee en vijftig, dat op een Januari begint en op dertig September sluit, over negen maanden lopen. »

ARTIKEL 47 : Alinea 1 wordt vervangen door volgende tekst :

« De raad maakt in dato een en dertig Maart en dertig September van ieder jaar een beknopte staat van baten en lasten van de vennootschap op. »

ARTIKEL 49 : na alinea 6 het volgende alinea inlassen :

« In afwachting dat de balans en de definitieve winstverdeling goedgekeurd worden mag de Algemene Vergadering, op voorstel van de Raad van Beheer, een tussentijdig dividend toekennen. »

IV. — De aandeelhouders — degene onder nummers 1, 5, 6, 7 en 8 van de aanwezigheidslijst hier tegenwoordig, en degene onder nummers 2, 3, 4 en 9 vertegenwoordigd door de heer Pierre Gillieaux, en degene onder 10 vertegenwoordigd door de heer Georges Lescornez, ingevolge onderhandse volmachten hieraangehecht — bezittende samen negen en veertig duizend negen honderd negen en zestig aandelen, zoals blijkt uit de hieraangehechte aanwezigheidslijst, en die meer dan de drie/vierden van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, zijn als gezegd tegenwoordig of vertegenwoordigd, en diensvolgens verklaart de heer Voorzitter en erkennen de komparanten dat de huidige vergadering regelmatig samengesteld is en geldig mag beraadslagen over de punten op de dagorde voorkomende.

Deze vaststelling gedaan zijnde, legt de heer Voorzitter aan de vergadering de volgende besluiten ter stemming voor :

De vergadering beslist de volgende wijzigingen aan de statuten te brengen :

ARTIKEL 36 : Alinea 1 wordt vervangen door volgende tekst :

« De algemene vergaderingen komen bijeen, hetzij in België, hetzij in Belgisch Congo of Ruanda-Urundi, op de plaats uitdrukkelijk door de raad in de oproeping aangeduid. »

In alinea 2 worden de volgende woorden :

« op de eerste Dinsdag van de maand Juli, te vijftien uur dertig, en voor de eerste maal in negentien honderd negen en veertig »

vervangen door :

« op de eerste Dinsdag van de maand Maart te vijftien uur dertig ».

ARTIKEL 46 wordt vervangen door de volgende tekst :

« Het boekjaar begint op een Oktober en eindigt op dertig September van ieder jaar. Uitzonderlijk zal het boekjaar negentien honderd twee en vijftig, dat op een Januari begint en op dertig September sluit, over negen maanden lopen. »

ARTIKEL 47. Alinea 1 wordt vervangen door volgende tekst :

« De raad maakt in dato van een en dertig Maart en dertig September van ieder jaar een beknopte staat van baten en lasten van de vennootschap op. »

ARTIKEL 49. Na alinea 6 wordt het volgende alinea ingelast :

« In afwachting dat de balans en de definitieve winstverdeling goedgekeurd worden mag de algemene vergadering op voorstel van de Raad van Beheer een tussentijdig dividend toekennen. »

BERAADSLAGING.

Al deze wijzigingen worden artikelsgewijs met eenparigheid van stemmen aangenomen.

De zitting wordt geheven te zestien uur.

WAARVAN VERSLAGSCHRIFT.

Opgemaakt ter plaatse als vermeld, datum als gezegd.

Na lezing hebben de leden van het bureel en de aandeelhouders met ons, notaris, getekend.

(Volgen de hantekeningen.)

Geboekt twee blad, twee verzending, te Antwerpen B.A. 3e kantoor, den 2 Juli 1952. Deel 146, blad 43, vak 5. Ontvangen : veertig frank. De Ontvanger (get.) F. Schoeters.

AANGEHECHTE STUKKEN.

I. — « BANGALA » — Bangala Cultuur Maatschappij. —Kongolese aandelenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid.

Maatschappelijke zetel : Lisala (Belgisch Congo).

Administratieve zetel : Berchem-Antwerpen, Kardinaal Mercierlei, 5. — Handelsregister : Antwerpen nr 107.864.

AANWEZIGHEIDSLIJST

van de buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders, gehouden te Berchem-Antwerpen op 1 Juli 1952.

	Kapitaals-aandelen	Stemmen	Handteke-ningen
1) Bamboli Cultuur Maatschappij	27.989	10.000	Lescornez Engels
2) Compagnie Cotonnière Congolaise	13.075	10.000	P. Gillieaux
3) Société Cotonnière du Tanganika	3.125	3.125	P. Gillieaux
4) Société Cotonnière du Bomokandi	5.625	5.625	P. Gillieaux
5) Lescornez G.	31	31	G. Lescornez
6) Engels O.	31	31	O. Engels
7) Gillieaux P.	25	25	P. Gillieaux
8) Van de Steen L. G.	31	31	L. Van de Steen
9) Van Geem E.	25	25	P. Gillieaux
10) Verfaillie Edm.	12	12	Lescornez
	49.969	28.905	

De Voorzitter (get.) Lescornez. De Stemopnemers (get.) P. Gillieaux; L. G. Van de Steen. De Secretaris (get.) J. Gielen.

« Ne varietur » geparafeerd door ons, notaris, voor aanhechting aan ons verslagschrift van algemene vergadering de dato een Juli 1952.

(Volgt de korttekening.)

Geboekt een blad, geen verzending, te Antwerpen B. A. 3e kantoor, den 2 Juli 1952. Deel 14, blad 21, vak 2. Ontvangen : veertig frank. De Ontvanger (get.) F. Schoeters.

(Suivent les procurations annexées.)

Pour expédition conforme :

Le Notaire :

(s.) Pauwels.

Syndicat pour le Développement de l'Electrification du Bas-Congo « SYDELCO »

Syndicat formé le 15 novembre 1946, et approuvé par Arrêté Royal du 9 juin 1947.

—

EXTRAITS DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION STATUTAIRE TENUE LE 17 AVRIL 1952, 30, RUE MARIE DE BOURGOGNE, A BRUXELLES.

Délégation de pouvoirs à M. de Goumoëns.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration décide, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

DELIBERATION I.

Délégation de la signature sociale est accordée à M. Albert de Goumoëns, ingénieur, de nationalité suisse, pour la durée de ses fonctions de chef de la mission d'Afrique du Syndicat, afin d'accomplir au Congo Belge, sous sa seule signature, valablement mais limitativement, les actes ci-après:

1°) représenter la Société auprès du Gouvernement de la Colonie, auprès de toutes les administrations et autorités, ainsi qu'auprès des tiers, à l'effet de :

— accomplir toutes formalités exigées par les dispositions légales en vigueur à la Colonie,

— réaliser les décisions prises par le Conseil d'administration.

2°) déterminer les fonctions des agents qui lui seront subordonnés, ainsi que le lieu où ils les exerceront, leur appliquer les peines disciplinaires prévues à leurs contrats d'engagement;

3°) demander, acquérir, prendre à bail, exploiter, modifier toutes zones et concessions territoriales;

4°) prendre à bail ou en sous-location, tous les biens meubles et immeubles nécessaires à l'activité de la Société, acquérir et aliéner des biens meubles; résilier les baux et les sous-locations;

5°) agir pour la Société devant les cours et les tribunaux du Congo Belge, tant en demandant qu'en défendant; exercer toutes poursuites, contraintes, diligences nécessaires, obtenir tous jugements et arrêts, les faire mettre à exécution, se désister, produire à tous ordres, distributions et partages;

6°) traiter avec tous créanciers, débiteurs et comptables; entendre, débattre et arrêter tous comptes; accepter tous gages ou nantissements;

7°) déléguer, par procuration spéciale et limitée à un ou plusieurs actes déterminés, la signature sociale à l'un des agents de la Société placés sous ses ordres en Afrique.

En conséquence, et seulement pour les objets prévus à la présente décision, signer tous contrats et tous documents.

DELIBERATION II.

Pouvoir est accordé à M. de Goumoëns et à l'agent administratif et comptable de la mission du Syndicat en Afrique, sous leurs signatures conjointes, de :

1°) accepter tous chèques, négocier toutes traites ou effets de commerce, toucher tous capitaux et intérêts, comme aussi le montant de tous billets, effets et transferts, et généralement, toutes sommes et valeurs qui peuvent ou pourront être dues à la Société, à quelque titre que ce soit, en donner valablement quittance et décharge;

2°) disposer des fonds déposés, au nom du Syndicat, au compte n° 2509 à la Banque du Congo Belge à Léopoldville, et de tracer et délivrer tous chèques à cet effet, ainsi que d'accepter toutes traites domiciliées à la Banque du Congo Belge à Léopoldville.

DELIBERATION III.

Pouvoir est accordé à M. Albert de Goumoëns, à l'agent administratif et au comptable de la mission du Syndicat en Afrique agissant chacun séparément, de :

recevoir à domicile ou retirer, au nom de la Société, de la poste, de la douane, du chemin de fer, et de toutes les messageries du Congo Belge, des lettres, caisses, paquets et colis, recommandés ou non, chargés ou non, ou renfermant des valeurs déclarées, se faire remettre tous dépôts, encaisser tous mandats postaux ou chèques postaux, donner toutes quittances y relatives, représenter la Société dans toutes affaires en douane, retirer les marchandises consignées au nom de la Société, présenter des connaissements, lettres de voiture et autres documents nécessaires, signer toutes pièces et décharges y relatives.

DELIBERATION IV.

Les présentes délégations de pouvoirs annulent, pour autant que de besoin, toutes délégations antérieures accordées au nom du Syndicat à des agents de sa mission d'Afrique.

DELIBERATION V.

Le Président pourra, sans en référer préalablement au Conseil, désigner et changer les agents comptables ou administratifs visés par les délégations de pouvoirs décidées par les délibérations II et III ci-dessus.

EXTRAIT DU CONTRAT D'ENGAGEMENT DE M. ALLEMEERSCH, MARCEL en date du 24-7-52 :

« M. Allemeersch, Marcel ..... est engagé dans les services d'Afrique de l'entrepreneur en qualité d'agent-administratif comptable. »

Pour copie certifiée conforme,

Un Administrateur,
J. H. PIRENNE.

Un Administrateur,
E. VAN WYNSBERGHE.

Compagnie d'Assurances nationale suisse, à Bâle

Siège de Bruxelles : square de Meeus, 19.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 81191.

—

PROCURATION.

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le dix-huit mars.

Devant nous, Me Raymond Coen, notaire résidant à Bruxelles.

A comparu :

M. Lucien-Louis-Colette-François Verschueren, directeur d'assurances, demeurant à Schaerbeek, rue Markelbach, 28.

Lequel comparant nous a remis, pour être déposé au rang de nos minutes et pour qu'il en soit délivré copie ou expédition à qui il appartiendra :

L'original d'une procuration donnée par la Compagnie d'Assurances nationale suisse, à Bâle, ayant son siège en la dite ville, agissant conformément à ses statuts et représentée par M. Hans Theler, directeur de la dite compagnie, la dite procuration contenant les pouvoirs donnés à MM. Luc Verschueren et Cie, domiciliés à Bruxelles, 19, square de Meeus, comme directeurs-fondés de pouvoir pour la Belgique, aux fins d'y représenter la société mandante et d'y gérer ses intérêts.

En conséquence, le dit acte, dûment timbré, enregistré, légalisé et visé, demeurera ci-annexé.

Dont acte, fait et passé à Bruxelles, en l'étude.

Lecture faite, le comparant a signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures.)

Enregistré un rôle sans renvoi, à Bruxelles (A.C. III), le 19 mars 1952, volume 599, folio 32, case 5. Reçu 40 francs. Le receveur ,(signé) Tillœuil.

ANNEXE.

Compagnie d'Assurances nationale suisse.

PROCURATION.

La Compagnie d'Assurances nationale suisse, à Bâle, ayant son siège en la dite ville, agissant conformément à ses statuts et représentée par son directeur soussigné, déclare par les présentes :

Donner pouvoir à :

MM. Luc. Verschueren & Cie, domiciliés à Bruxelles, 19, square de Meeus, comme directeur-fondés de pouvoir pour la Belgique :

1. Aux fins d'y représenter la Compagnie d'Assurances nationale suisse, à Bâle, et d'y gérer ses intérêts.

2. Conclure et signer en son nom toutes les polices se rapportant aux diverses branches d'assurance traitées par elle; conclure et signer tous avenants, modifications, résiliations et autres actes y relatifs.

3. Gérer en Belgique les assurances conclues au nom de la Compagnie d'Assurances nationale suisse, à Bâle; recevoir paiement des primes et en donner quittance; procéder au règlement des indemnités.

4. Comparaître devant toutes les juridictions au nom de la Compagnie d'Assurances nationale suisse, à Bâle, tant comme demanderesse que comme défenderesse; constituer avoué et donner mandat spécial; signer toutes les conclusions, notamment d'acquiescement ou désistement; requérir tous actes de poursuites et d'exécution.

5. Poser tous actes de gestion et d'organisation.

6. Signer tous actes d'accord, de transaction et de compromis.

7. Signer tous récépissés de la poste, du chemin de fer ou autres, actes, procès-verbaux, accréditifs, chèques et autres documents de banque se rapportant aux opérations de la société en Belgique.

8. Faire tous placements hypothécaires et autres pour et au nom de la Compagnie d'Assurances nationale suisse, à Bâle, en Belgique, soit par voie de prêts directs, par acquisition de créances ou par paiement avec subrogation légale ou conventionnelle; stipuler toutes conditions, tous termes et délais; accepter toutes obligations et toutes garanties hypothécaires, privilégiées ou autres, avec ou sans stipulations de voie parée; faire toutes avances, tous paiements subrogatoires, retirer toutes quittances, prendre et requérir toutes inscriptions, faire et requérir toutes mentions en marge des inscriptions déjà prises; accepter toutes subrogations.

Recevoir, en principal, intérêts, frais et accessoires, le remboursement de toutes créances hypothécaires, privilégiées ou autres; en donner bonnes et valables quittances et décharges, avec ou sans subrogation.

Poursuivre, par toutes voies et par tous moyens de droit, voie parée, saisie immobilière, revente sur folle enchère et autres, le remboursement de toutes créances compétant à la société mandante; requérir tous officiers ministériels de procéder aux opérations ordonnées en cas de vente publique, volontaire ou forcée de biens immeubles grevés au profit de la société; porter toutes enchères et se rendre adjudicataire, au nom de la société, des immeubles dont il s'agit, pour le prix et moyennant les charges, clauses et conditions que le mandataire avisera; obliger la société au paiement des primes, en principaux frais, intérêts et accessoires, conformément aux stipulations des cahiers des charges de ventes publiques auxquelles il aura été procédé.

Recevoir, en principal, intérêts et accessoires des acquéreurs eux-mêmes ou de tous autres, les prix des ventes des biens vendus comme il est dit; employer les dits prix à effectuer le remboursement, en principal, intérêts et accessoires, des créances grevant les biens vendus; recevoir le montant de la collocation afférente à la société.

Concourir à tous ordres amiables et consensuels; faire constater toutes compensations et toutes extinctions par confusion des créances de la société, avec les prix des biens qui lui auraient été adjugés; à défaut d'entente, provoquer tous ordres et distributions judiciaires; toucher et recevoir tous mandats et collocations, en donner quittance et décharge.

Avec ou sans paiement et sans qu'il soit besoin d'en justifier, donner mainlevée et consentir la radiation de toutes inscriptions prises ou à prendre, d'office ou autrement, de toutes transcriptions, saisies, émargements et empêchements quelconques, avec renonciation à tous droits d'hypothèque, de privilège et action résolutoire.

En cas de difficultés ou à défaut de paiement, exercer toutes poursuites, contraintes et diligences; obtenir tous jugements et arrêts et les faire mettre à exécution par toutes voies de droit, y compris la saisie immobilière et la saisie mobilière, l'ordre et la collocation; recevoir toutes sommes à provenir des condamnations ou des collocations.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, procès-verbaux et pièces; élire domicile et, en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile, quoique non prévu.

La signature individuelle de MM. Luc. Verschueren & Cie engage valablement la Compagnie d'Assurances nationale suisse, à Bâle.

Cette procuration annule et remplace toutes autres antérieurement émises.

Fait à Bâle, le 20 février 1952.

Au nom de la Compagnie d'Assurances nationale suisse, à Bâle : le directeur, (signé) Dr Theler.

LEGALISATION.

Le soussigné, notaire public à Bâle, certifie par la présente juste et authentique la signature ci-devant apposée par M. Hans Theler, docteur oec. publ., citoyen de Ausserberg (canton du Valais), demeurant à Binningen (canton de Bâle-Campagne), agissant en sa qualité de directeur de la Compagnie d'Assurances nationale suisse, société anonyme, à Bâle, qu'il engage par sa signature individuelle.

La signature ainsi que le signataire me sont personnellement connus.

Bâle, le 3 (trois) mars 1952 (mil neuf cent cinquante-deux). (Signé) Dr Hockenjos, Notar.

LEGALISATION.

Vu pour légalisation de la signature de M. le docteur Ernst Hockenjos, notaire public à Bâle (Suisse), qui nous est personnellement connu, ainsi que sa signature.

Bâle, le 4 mars 1952. Chancellerie d'Etat du canton de Bâle-Ville. (Signé) Gerstner.

LEGALISATION.

Vu pour légalisation de la signature ci-contre de M. Gerstner, de la chancellerie d'Etat du canton de Bâle-Ville, qui m'est parfaitement connue.

Bâle, le 4 mars 1952 (cinquante-deux). Consul de Belgique, (signé) Pierre Pobé.

Vu pour légalisation de la signature de M. P. Pobé, apposée sur le présent document. Bruxelles, le 10 mars 1952. Pour le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur : le fonctionnaire délégué, (signé) Chaval.

Visé par nous, président du tribunal de première instance de Bruxelles, l'acte qui précède, après avoir vérifié qu'il réunit toutes les conditions requises pour son authenticité dans le pays où il a été reçu. Bruxelles, le onze mars 1952. (Signé) illisible.

Enregistré à Bruxelles (A. J., 1er bureau), le 12 mars 1952, volume 71, folio 55, case 9/2. Reçu 180 francs. Le receveur, (signé) Delvosal.

Pour expédition conforme :

(Signé) R. COEN.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 26 mars 1952.)

Compagnie d'Assurances nationale suisse, à Bâle

Siège de Bruxelles : square de Meeus, 19.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 81191.

—

PROCURATION.

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le treize juin.

Devant nous, Raymond Coen, notaire résidant à Bruxelles.

A comparu :

M. Lucien-Louis-Colette-François Verschueren, directeur d'assurances, demeurant à Schaerbeek, rue Markelbach, 28.

Lequel comparant nous a remis, pour être déposé au rang de nos minutes et pour qu'il en soit délivré copie ou expédition à qui il appartiendra.

L'original d'un acte étendant la validité aux territoires du Congo belge et du Ruanda-Urundi des effets de la procuration donnée par la « Compagnie d'Assurances nationale suisse », à Bâle (Suisse) le vingt février mil neuf cent cinquante-deux, déposée au rang de nos minutes suivant acte du dix-huit mars dernier, le tout publié aux annexes du Moniteur belge du cinq avril mil neuf cent cinquante-deux, sous le n° 5114.

En conséquence, le dit acte, dûment timbré, enregistré, légalisé et visé, demeurera ci-annexé.

Dont acte, fait et passé à Bruxelles, en l'étude.

Lecture faite, le comparant a signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures.)

Enregistré à Bruxelles (A.C.III) le 16 juin 1952, volume 601, folio 18, case 1. Un rôle un renvoi. Reçu 40 francs. le Receveur, (signé) Tillœuil.

ANNEXE.

Compagnie d'Assurances nationale suisse.

PROCURATION

La Compagnie d'Assurances nationale suisse, à Bâle (Suisse), représentée par son directeur, M. Hans Theler, déclare par les présentes :

Qu'à l'effet de traiter des affaires également au Congo belge et au Ruanda-Urundi, elle étend à ces territoires la validité de la procuration (pour la Belgique), donnée à Bâle, le 20 février 1952 et publiée à l'annexe au Moniteur belge du 5 avril 1952, n° 5114, page 169. Elle autorise les personnes mandatées par cette procuration à déléguer leurs pouvoirs pour l'exploitation de ces affaires au Congo belge et au Ruanda-Urundi. Fait à Bâle, le 20 mai 1952. Compagnie d'Assurances nationale suisse. Le directeur, (signé) Hans Theler.

LEGALISATION.

Le soussigné, notaire public à Bâle, certifie par la présente, juste et authentique, la signature ci-devant apposée par M. Hans Theler, docteur oec. publ., citoyen de Ausserberg (canton du Valais), demeurant à Binningen (canton de Bâle-Campagne), agissant en sa qualité de directeur de la Compagnie d'Assurances nationale suisse, société anonyme, à Bâle, qu'il engage par sa signature individuelle.

La signature ainsi que le signataire me sont personnellement connus. Bâle, le 21 (vingt et un) mai 1952 (mil neuf cent cinquante-deux). (Signé) D. Hockenjos, notaire.

LEGALISATION.

Vu pour légalisation de la signature de M. le docteur iur. Ernst Georg Hockenjos, notaire public à Bâle (Suisse), qui nous est personnellement connu ainsi que sa signature. Bâle, le 21 mai 1952. Chancellerie d'Etat du canton de Bâle-Ville. (Signé) Gerstner.

LEGALISATION.

Vu pour légalisation de la signature de M. Gerstner, de la chancellerie d'Etat du canton de Bâle-Ville, apposée ci-dessus, qui nous est parfaitement connue. Bâle, le 21 mai 1952 (mil neuf cent cinquante-deux), pour le consul de Belgique, (signé) W. Grossenbacher, gérant.

Vu pour légalisation de la signature de M. Grossenbacher, apposée sur le présent document. Bruxelles, le 28 mai 1952. Pour le ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur, le fonctionnaire délégué, (signé) illisible.

Visé par nous, président du tribunal de première instance de Bruxelles l'acte qui précède après avoir vérifié qu'il réunit toutes les conditions requises pour son authenticité dans le pays où il a été reçu. Bruxelles, le 29 mai 1952.

Enregistré à Bruxelles (A. J., 1er bureau) le 31 mai 1952, volume 73, folio 17, case 14/2. Reçu 180 francs. Le receveur, (signé) Delvosal.

Pour expédition conforme :

(Signé) R. COEN.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 23 juin 1952.)

Compagnie du Lubilash

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Kisamba (Congo Belge).

Siège Administratif à Courtrai, rue de Gand 17.

Registre du commerce de Courtrai, n° 680.

—

Constitution : annexes du Moniteur belge du 17 septembre 1928, n° 12577; Bulletin Officiel du Congo belge du 15 novembre 1928.

Modifications aux statuts : annexes du Moniteur belge des 6-7 mai 1929, n° 7209; du 2 novembre 1930, n° 15725; du 19 juin 1932, n° 7379; acte réduction du capital du 7 février 1939, annexes du Moniteur belge du 26 février 1939, n° 1746. Divers : annexes du Moniteur belge des 17-18 octobre 1949, n° 20199.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF

Immobilisé.	15.262.087,05
Réalisable	12.754.039,50
Disponible.	3.563.517,49
Compte d'Ordre	240.000,00
	31.819.644,04

PASSIF

DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME . .		12.500.000,00
Amortissements :		
Amortissements antérieurs	3.220.187,00	
Amortissements 1951	750.212,00	
		3.970.399,00
RESERVES :		
Réserve légale.	1.250.000,00	
Fonds de prévision	2.000.000,00	
Réserve disponible.	2.000.000,00	
		5.250.000,00
EXIGIBLE		4.890.900,08
COMPTE D'ORDRE		240.000,00
		26.851.299,08
BENEFICE DE L'EXERCICE . . .		4.968.344,96
		31.819.644,04

COMPTE DE PROFITS ET PERTES 1951.

DEBIT

Charges d'exploitation.	14.650.024,81
Bénéfice net de l'exercice	4.968.344,96
	19.618.369,77

CREDIT

Bénéfice brut	19.618.369,77

REPARTITION DES BENEFICES.

Premier dividende de 25 fr. aux 22.100 parts sociales . .	552.500,—
Tantièmes au Conseil Général	662.376,—
Tantièmes à la Direction d'Afrique	220.792,—
Deuxième dividende de 50 fr. aux parts sociales . . .	1.105.000,—

Welfare	250.000,—
Fonds de prévision	500.000,—
Réserve disponible	500.000,—
Report à nouveau	1.177.676,96
	4.968.344,96

L'Assemblée générale ordinaire du 17 juin 1952, à l'unanimité :

1. Approuve le bilan et le compte de pertes et profits de l'exercice 1951.

2. Donne décharge aux administrateurs et commissaires.

3. Renouvelle pour un nouveau terme de six ans les mandats d'administrateur de Monsieur André Claeys Boùùaert et de commissaire de Monsieur Urbain Blommaert. Ces mandats viendront à expiration à l'Assemblée générale de 1958.

   L'Assemblée décide de ne pas pourvoir au remplacement de Monsieur Nestor Michel, administrateur décédé. En conséquence le nombre des administrateurs est réduit à sept.

   L'Assemblée décide encore de réduire de quatre à trois le nombre des membres du Collège des Commissaires. En conséquence il est mis fin au mandat de Monsieur André Forman.

Conseil d'Administration.

Le Général retraité d'artilerie Jacques Willems, avenue Galilée, 9, à Bruxelles, président.

Monsieur André Claeys, Boùùaert, administrateur de sociétés, rue des Sœurs Noires, 13, Gand.

Monsieur Maurice Hubain, industriel, La Datcha, Latem St-Martin.

Madame Achille Boone, rue de Gand, 17, Courtrai.

Monsieur Jean Gilis, officier retraité, rue Rasson, 105, Bruxelles.

Monsieur Achille Luyckx, industriel, Calcken.

Monsieur Joseph Piens, propriétaire, rue Savaen, 13, Gand.

Commissaires.

M. Urbain Blommaert, ex-directeur des Cultures coloniales au Congo Belge, Etichove.

M. Jules Goddaer, chaussée de Gand, 12, Courtrai.

M. Lucien Peterbroeck, licencié en sciences commerciales et financières, avenue Gribaumont, 53, Woluwe St-Pierre.

Pour copie conforme,

COMPAGNIE DU LUBILASH

Un Administrateur,

(s.) Mme Ach. Boone.

Geregistreerd te Kortrijk (G.A.) de 1 Juli 1952, boek 42, blad 28, vak 6. Drie bladen, geen verzending. Ontvangen 40 fr. De Ontvanger, (get.) Meyus.

Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (SABENA)

Société Anonyme, à BRUXELLES

13, rue Bréderode.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 3872.

—

DELEGATION DE POUVOIRS.

Par décision du Conseil d'Administration en date du 22 juillet 1952.

M. Jean WYBAUW, a été désigné en qualité de fondé de pouvoirs pendant la durée de son séjour en Afrique et est autorisé à signer tous documents engageant la société, selon les dispositions arrêtées par le Conseil d'Administration en séance du 25 mars 1952, et reproduites aux annexes du Moniteur Belge du 26 juin 1952, sous le numéro 15653.

Bruxelles, 1er août 1952.

Deux Administrateurs,

Bon pour pouvoir,
(s.) A. E. Rolin.

Bon pour pouvoir,
(s.) Gilbert Périer.

Société Générale de l'Etain, « SOGETAIN »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Manono (Congo Belge).

Siège administratif : 5, rue du Trône, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 83525.

—

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 10 juin 1952.

ACTIF

IMMOBILISE :			
Frais de constitution		1,—	
Mobilier		1,—	
Matériel et Outillage		1,—	
			3,—
REALISABLE ET DISPONIBLE :			
Portefeuille		10.580.523,05	
Amortissem. antérieurs	224.478,77		
Amortissem. de l'exercice	6.448.099,49		
		—6.672.578,26	
		3.907.944,79	
Actionnaires		1.560.000,—	
Banquiers et caisse		114.650,03	
			5.582.594,82
DEBITEURS			54.440,—
COMPTE DE PERTES ET PROFITS :			
Solde en perte			6.365.462,18
		Fr.	12.002.500,—

PASSIF

Capital		12.000.000,—	
Réserve statutaire		2.500,—	
			12.002.500,—
		Fr.	12.002.500,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Perte reportée.		11.726,74
Frais généraux d'administration		27.282,90
Amortissement en portefeuille.		6.448.099,49
	Fr.	6.487.109,13

CREDIT

Intérêts et revenus divers		121.646,95
Solde en perte.		6.365.462,18
	Fr.	6.487.109,13

SITUATION DU CAPITAL DU 10 JUIN 1952

Capital libéré : 10.440.000 francs.

Capital à libérer : 1.560.000 francs, par :

1.	Compagnie Géologique et Minière des Ingénieurs et Industriels Belges, « GEOMINES », s.c.r.l.. . . fr.	650.000,—
2.	Fédération d'Entreprises Industrielles, s.a. . . .	130.000,—
3.	Société Auxiliaire, Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains, « AUXILACS », s.a. . . .	97.500,—
4.	Compagnie Commerciale, Industrielle et Minière, « C.I.M. », s.c.r.l.	130.000,—
5.	Compagnie Belge d'Entreprises Minières « COBELMIN », s.c.r.l.	32.500,—
6.	Compagnie du Katanga, s.c.r.l.	65.000,—
7.	Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga, « SERMIKAT » s.c.r.l.	65.000,—
8.	« BELGIKA », Comptoir Colonial, société anonyme .	130.000,—
9.	Compagnie Financière Africaine, s.c.r.l.	117.000,—
10.	Banque Lambert, société en commandite simple . .	130.000,—
11.	Société Belge de Recherches Minières en Afrique « REMINA », s.c.r.l.	13.000,—
	Fr.	1.560.000,—

LISTE des ADMINISTRATEURS et COMMISSAIRES en FONCTIONS.

M. Gaston HEENEN, vice-gouverneur général honoraire de la Colonie du Congo Belge, 15, Avenue de l'Orée, Bruxelles, administrateur;

M. Henry BARZIN, ingénieur A.I.Ms., 9, Drève du Prieuré, Auderghem, administrateur;

M. Victor BRIEN, ingénieur civil des mines, 45, rue du Pépin, Bruxelles, administrateur;

M. de FORMANOIR de la CAZERIE, administrateur de société, Avenue Molière, 90, Forest, administrateur;

M. Paul FONTAINAS, ingénieur U.L.Lv., 526a, Avenue Louise, Bruxelles, administrateur;

M. André-Eric GERARD, ingénieur A.I.Lg., 16, Avenue Emile Demot, Bruxelles, administrateur;

M. José GLORIEUX, administrateur de société, 125, Boulevard St-Michel, Bruxelles, administrateur;

M. Léon GREINER, ingénieur A.I.Lg., 23, Avenue Emile Demot, Bruxelles, administrateur;

M. Maurice LEFRANC, ingénieur civil, 88, rue du Bosquet, Saint-Gilles, administrateur;

M. Pierre ORTS, ministre plénipotentiaire, 214, Avenue Louise, Bruxelles, administrateur;

M. Georges PASSAU, ingénieur civil des mines, 67, rue de Spa, Bruxelles, administrateur;

M. Jacques RELECOM, ingénieur civil des mines, 435, Avenue Louise, Bruxelles, administrateur;

M. Gaston COCKAERTS, propriétaire, 37, rue Victor Lefèvre, Schaerbeek, commissaire;

M. Pierre de ROUBAIX, ingénieur A.I.Lg., 34, Avenue Charlotte, Anvers, commissaire.

Les Administrateurs :

G. HEENEN	H. BARZIN	V. BRIEN
de FORMANOIR de la CAZERIE	P. FONTAINAS	M. LEFRANC
A.-E. GERARD	J. GLORIEUX	L. GREINER
P. ORTS	G. PASSAU	J. RELECOM

Les Commissaires :

G. COCKAERTS P. de ROUBAIX

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'assemblée générale des actionnaires, tenue à Bruxelles le 10 juin 1952, a renouvelé les mandats d'administrateurs de MM. L. GREINER et M. LEFRANC, et le mandat de commissaire de Monsieur P. de ROUBAIX, pour un nouveau terme statutaire.

Pour extrait certifié sincère et conforme :

L'Administrateur-délégué,
H. BARZIN.

Fonds Social du Kivu

—

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

ACTIF

IMMOBILISE :			
Concession.		15.430,—	
Amortissement 1950		15.430,—	
			P. M.
Constructions		4.031.738,01	
Amortissem. antérieurs .	3.395.853,91		
Amortissements 1951 . .	635.884,10		
		4.031.738,01	
			P. M.
Equipement hôpital et dispensaire. . .		562.385,75	
Amortissem. antérieurs .	433.920,75		
Amortissements 1951 . .	128.465,—		
		562.385,75	
			P. M.
REALISABLE :			
Portefeuille			5.573.998,01
Intérêts courus sur dito			117.074,78
Marchandises en cours de route			372.364,60
Débiteurs			324.364,60
COMPTES DEBITEURS			324.203,70
DISPONIBLE :			
Banques et Caisse Europe			1.817.060,33
Banque et Caisse Afrique			542.155,93
			8.943.994,35

PASSIF

DOTATION :			
Dotation initiale du C.N.Ki.		10.000.000,—	
Versement au Trésor Colonial en avril 1934		5.000.000,—	
			5.000.000,—

Fonds renouvellement outillage médical		150.000,—
Créditeurs		309.061,95
Comptes créditeurs :		
Affectation pour réalisation du budget extraordinaire de 1952	1.087.480,—	
Provision pour amortissement de dépenses exposées	521.340,70	
		1.608.820,70
Compte de Résultats :		
Solde créditeur antérieur	238.652.21	
Solde créditeur 1951	1.637.459,49	
		1.876.111,70
		8.943.994,35

Arrêté par le Conseil d'Administration en date du 16 mai 1952.

Copie certifiée conforme,

FONDS SOCIAL DU KIVU,

Le Secrétaire-Trésorier, R. J. JACQUES.

Le Président, L. HELBIG de BALZAC.

COMPTE DE RESULTATS AU 31 DECEMBRE 1951

DEBIT

Frais de gestion Bruxelles et Afrique		143.388,95
Frais de gestion Centre de Walungu		1.069.015,68
Amortissements sur dépenses immobilisées		764.349,10
Dépenses relatives aux exercices antérieurs		81.330,75
Subsides aux Mutualités Médicales du Kivu		450.000,—
Subsides à diverses œuvres sociales pour indigènes. . .		47.000,—
Solde :		
Solde créditeur antérieur	238.652,21	
Solde créditeur 1951.	1.637.459,49	
		1.876.111,70
		4.431.196,18

CREDIT

Report de l'exercice antérieur	238.652,21
Revenus du Portefeuille	261.181,06
Intérêts sur dépôts	12.947,08
Participation dans le bénéfice de la division des billets de la Loterie Coloniale	1.750.000,—
Intervention de la Colonie en compensation de la perte d'intérêts résultant d'un versement de 5.000.000 de fr. au Trésor Colonial en avril 1934	200.000,—
Subsides du Comité National du Kivu et de sa filiale la Société Auxiliaire Agricole du Kivu	812.178,—
Transfert de provisions antérieures	931.112,83
Recettes diverses	225.125,—
	4.431.196,18

Arrêté par le Conseil d'Administration en date du 16 mai 1952.

Copie certifiée conforme,

FONDS SOCIAL DU KIVU,

Le Secrétaire-Trésorier, R. J. JACQUES.

Le Président, L. HELBIG de BALZAC.

Société des Forces Hydro-Electriques du Bas-Congo
« FORCES DU BAS-CONGO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Léopoldville.

Autorisée par Arrêté Royal du 9 janvier 1951.

—

DEMISSION. NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 23 novembre 1951.

M. FREDERIC a présenté sa démission d'administrateur.

Le Ministre des Colonies a désigné pour continuer le mandat de M. Frédéric, M. René VAN LAERE, Ingénieur en chef de la Colonie, domicilié 433, Avenue Georges Henri, à Woluwé-St-Lambert.

Le Conseil ratifie cette désignation.

Pour extrait certifié conforme,

Un Administrateur, E. VAN WYNSBERGHE.

L'Administrateur-Directeur, F. SIMON.

« CONGOMANE »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville-Est (Congo belge).

Siège administratif à Anvers, Grand-Place, 21.

Registre du commerce d'Anvers, n° 1080.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur bege : année 1925, n° 2214 ; année 1926, n° 9398 ; année 1927, n° 11734 ; année 1928, n° 9230 ; année 1929, n° 13303 ; année 1932, n° 11339 ; année 1938, n° 13783 ; année 1938, n° 13785 ; année 1949, n° 17625 ; année 1951, n° 1612 ; année 1952, n° 2560.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 1er juillet 1952.

ACTIF

Immobilisé	1.812.923,97
Réalisable et disponible	80.255.082,56
Dépôts statutaires	P. M.
	82.068.006,53

PASSIF

Envers la société	21.701.103,09
Envers des tiers	49.063.574,23
Résultats	11.303.329,21
Déposants statutaires	P. M.
	82.068.006,53

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais généraux, exploitation	11.214.810,22
Amortissements	208.884,20
Prévision pour impôts	1.000.000,—
Bénéfice net	11.303.329,21
	23.727.023,63

CREDIT

Bénéfice d'exploitation	20.833.950,61
Bénéfice sur transaction immobilière	2.500.000,—
Divers	393.073,02
	23.727.023,63

REPARTITION DES BENEFICES.

Réserve légale	565.166,46
Dividende statutaire aux parts sociales, 20.000 × 60 fr.	1.200.000.—
Allocations statutaires	953.816,27
Participation du personnel	132.000.—
Réserve indisponible	2.782.076,82
Réserve extraordinaire	5.670.269,66
	11.303.329,21

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire du 1er juillet 1952.

L'assemblée, à l'unanimité, approuve le bilan et le compte de pertes et profits au 31 décembre 1951.

Elle donne décharge pleine et entière aux administrateurs et aux commissaires.

Elle renouvelle les mandats de Mme G. Gracis, administrateur, et celui de M. René Van Iper, commissaire.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

M. Haleux, Edmond, administrateur de sociétés, 115, avenue Albert Giraud, Bruxelles, président.

Mme Georges Gracis, administrateur de sociétés, 21, Grand-Place, Anvers, administrateur.

M. Emile Ruelens, assureur, 11, rue Osy, Anvers, administrateur.

M. Georges Portocallis, administrateur de sociétés, 175, boulevard Lambermont, Bruxelles, administrateur.

M. Albert Van Iseghem, négociant, 8, rue Everaert, Anvers, administrateur.

M. Emile Van Damme, administrateur de sociétés, 69, avenue Henri Conscience, Evere-Bruxelles, administrateur.

M. Jacques Franco, administrateur de sociétés, 144b, boulevard Albert 1er, Léopoldville, Congo Belge, administrateur.

M. Marcel Coenen, employé, 17, rue Geulincx, Anvers, commissaire.

M. René Van Iper, expert-comptable, 33, rue des Capucines. Anvers, commissaire.

Le président,

(Signé) E. HALLEUX.

Geregistreerd te Antwerpen (Adm. & O. H. Akten), de 5 Juli 1952, boekdeel 229, blad 11, vak 7. Twee bladen geen verzending. Ontvangen 40 frank. De ontvanger, (get.) R. Coeck.

(Neergelegd ter griffie der rechtbank van koophandel te Antwerpen de 5 Juli 1952.)

Compagnie du Kivu

Société Anonyme à Anvers.

34, Avenue Rubens.

Registre du Commerce d'Anvers N° 111.

Registre du Commerce d'Usumbura n° 534.

—

NOMINATION D'ADMINISTRATEUR.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 1er juillet 1952.

L'assemblée, à l'unanimité,

fixe à huit le nombre des administrateurs et appelle aux fonctions d'Administrateur, Monsieur Albert JACQUES, Administrateur de sociétés, 19, rue des Aduatiques à Bruxelles dont le mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale statutaire de et en 1957.

Anvers, le 1er juillet 1952.

Pour extrait certifié conforme :

COMPAGNIE DU KIVU
Société Anonyme.

N. DECKER.

Président du Conseil.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. DECKER apposée ci-dessus.

Bruxelles, le sept juillet 1952.

Le Conseiller adjoint :

(sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 fr.

Sceau du
Ministère des Colonies.

Vu pour légalisation de la signature de Monsieur N. Cornet, apposée ci-dessus.

Usumbura, le 28 juillet 1952.

Le Délégué du Chef du Service de la Justice et du Contentieux,

(sé) J. BARBIER.

Sceau du Service
de la Justice
et du Contentieux.
Ruanda-Urundi.

Perçu 40 fr.

Quitt. n° (illisible) du 28-7-52.

A. S. n° 998.

Reçu au greffe du Tribunal de 1re Instance du Ruanda-Urundi à Usumbura ce vingt huit juillet 1900 cinquante deux et inscrit au registre ad hoc sous le numéro neuf cent nonante huit.

Le Greffier du Tribunal de 1re Instance,

(sé) H. FLAMENT.

Perçus : droit dépôt : 200,—; 2 copies : 160,—.

Suivant : Quitt. n° 31624 du 28-7-52.

Pour copie certifiée conforme :

Le Greffier,

(sé) H. FLAMENT.

Société Minière de Kindu (SOMIKIN)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kindu (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 168, rue Royale.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 53036.

—

DELEGATION DE POUVOIRS.

L'an mil neuf cent cinquante-deux

Le cinq août

Par devant Maître PIERRE VAN HALTEREN, Notaire à Bruxelles

Ont comparu :

1. Monsieur Marcel JACQUES, Administrateur de société, demeurant à Bruxelles, Avenue des Scarabées, 1.

2. Monsieur Léopold HOOGVELST, Administrateur de société, demeurant à Etterbeek, Avenue de Tervueren, n° 29.

Agissant tous deux en leur qualité d'administrateur de la Société Minière de Kindu (SOMIKIN), prédésignée et en vertu des pouvoirs leur conférés par le Conseil d'Administration de cette société en séance du six juin mil neuf cent cinquante-deux.

Lesquels comparants, ès dite qualité, ont déclaré, par les présentes, donner pouvoirs à Monsieur Joseph LAEMONT, Ingénieur des Constructions Civiles A.I.G., résidant à Kaïlo, Maniema, Congo Belge.

A l'effet de, pour la dite société et en son nom :

— Représenter la Société Minière de Kindu (Somikin) auprès des autorités gouvernementales, judiciaires et administratives du Congo Belge et exécuter à l'égard de tous tiers toutes décisions du Conseil d'Administration dont l'effet doit s'y produire.

— Au nom de la société, suivre seul toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, passer et signer tous actes et pièces, agir en toutes matières se rapportant aux droits dont la société est ou sera titulaire, spécialement en matières de mines, et faire généralement tout ce qui sera utile ou nécessaire, quoique non expressément prévu aux présentes.

— Se substituer une ou plusieurs personnes dans tout ou partie des présents pouvoirs.

La présente procuration met fin aux pouvoirs qui avaient été conférés à Monsieur Jean BECK en mil neuf cent trente et un et à toutes substitutions de pouvoirs que le dit Monsieur Jean Beck aurait pu consentir en vertu de la faculté de substituer lui conférée par cette procuration.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, procès-verbaux, registres et pièces et généralement faire le nécessaire.

DONT ACTE.

Fait et passé à Bruxelles.

Date que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec le Notaire.

(Suivent les signatures.)

Enregistré à Bruxelles a.c. II le 6 août 1952. Vol. 1384, F° 38 C. 4. Un rôle sans renvoi. Reçu quarante francs.

Le Receveur (sé) Abras.

Vu par Nous Willem Terlinck, Président de la Chambre des vacations du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de M. Van Halteren, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs — N° 169.

Bruxelles, 11 août 1952.

(signé) Terlinck.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Terlinck, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 12 août 1952.

Le Chef de bureau,

(signé) R. Verleysen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le douze août 1952.

Le Conseiller adjoint,

(signé) N. Cornet.

Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL. CHANGEMENT DE LA DENOMINATION SOCIALE EN : « COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER KATANGA-DILOLO-LEOPOLDVILLE » en abrégé « K. D. L. ». MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le trente et un mars, à quinze heures.

A Bruxelles, rue Marie de Bourgogne, numéro 60.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, soumise aux lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, autorisée par arrêté royal du trois octobre mil neuf cent vingt-sept, constituée suivant acte reçu par Maître Victor Scheyven, notaire à Bruxelles, le seize septembre mil neuf cent vingt-sept, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » des dix/onze octobre mil neuf cent vingt-sept, numéro 12.086 et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze novembre mil neuf cent vingt-sept et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le cinq juin mil neuf cent trente et un et le vingt-deux mars mil neuf cent quarante-neuf, publiés après autorisation par arrêtés royaux des six juillet mil neuf cent trente et un et quinze mai mil neuf cent quarante-neuf, aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des quinze août mil neuf cent trente et un et quinze juillet mil neuf cent quarante-neuf et du « Moniteur Belge » des vingt-quatre juillet mil neuf cent trente et un, numéro 11.402 et vingt/vingt et un juin mil neuf cent quarante-neuf, numéro 13.674.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre de titres de chaque catégorie, dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la liste de présence et non annexées au présent procès-verbal, sont demeurées annexées au procès-verbal de notre ministère ci-après cité, en date du dix-sept mars mil neuf cent cinquante-deux.

---

(1) Arrêté royal du 7 août 1952 — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1952. — 1re Partie.

Conformément à l'article trente-cinq des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Odon Jadot, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Ixelles, square du Val de la Cambre, numéro 14, Président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Robert Angerhausen, fondé de pouvoirs de la Société, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 404, ici intervenant, et nomme comme scrutateurs Messieurs Maurice Evrard, directeur au Ministère des Colonies, demeurant à Schaerbeek, rue Victor Lefèvre, numéro 12 et Arthur Cousin, ingénieur. demeurant à On-Jemelle, Villa Antiémont.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1) Ratification de la convention intervenue le vingt-cinq février mil neuf cent cinquante-deux entre la Colonie, la « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », la « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga » et la « Compagnie de Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga », contenant notamment l'autorisation pour la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga de faire apport, à la Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, de toute sa situation active et passive, modifiant les conventions antérieures intervenues entre la Colonie et la Société absorbante et autorisant celle-ci à modifier ses statuts en conséquence.

2. Sous réserve de la réalisation de l'augmentation de capital contre apport prévue ci-après, transformation :

a) Des un million cent soixante-sept mille sept cent cinquante actions privilégiées d'une valeur nominale de cinq cents francs chacune, existant actuellement, en un million cent soixante-sept mille sept cent cinquante actions série A de cinq cents francs chacune.

b) des trente-deux mille deux cent cinquante actions de jouissance existant actuellement en deux mille cinq cent quatre-vingts actions de cinq cents francs chacune, série B, par voie d'échange de vingt-cinq actions de jouissance pour deux actions de cinq cents francs série B.

A cet effet, augmentation du capital social pour le porter de son montant réel, soit un milliard cent trente-trois millions huit cent soixante-quinze mille francs à un milliard cent trente-cinq millions cent soixante-cinq mille francs, par incorporation de réserves et création en conséquence de deux mille cinq cent quatre-vingts actions série B de cinq cents francs chacune.

c) des un million cent mille actions de capital d'une valeur nominale de cinq cents francs chacune entièrement libérées, que la Colonie a reçues en rémunération de ses apports à la constitution de la présente société, en quatre cent mille actions de cinq cents francs chacune série B et sept cent mille actions de cinq cents francs chacune série C.

3. Augmentation du capital social pour le porter de un milliard cent trente-cinq millions cent soixante-cinq mille francs à deux milliards trois cent quatre millions vingt-trois mille cinq cents francs, par la création de deux millions trois cent trente-sept mille sept cent dix-sept actions série B nouvelles de cinq cents francs chacune, jouissance au premier janvier mil

neuf cent cinquante et un qui seront remises entièrement libérées ainsi qu'il suit :

Cinquante-sept mille sept cent dix-sept, à la Colonie, en rémunération de la prorogation consentie par elle des concessions de Chemins de fer, objet de l'apport ci-après et de la mise de ces concessions sous le régime des concessions de la Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo.

Et les deux millions deux cent quatre-vingts mille actions restantes, plus une somme de huit millions sept cent soixante-dix-huit mille francs en espèces, à la Compagnie du Chemin de fer du Katanga, pour être réparties entre ses actionnaires à raison de une action série B plus trois francs quatre-vingt-cinq centimes en espèces pour une action ordinaire C. F. K. et douze actions série B plus quarante-six francs vingt centimes en espèces, pour cinq actions de jouissance C. F. K. en rémunération de l'apport par ladite Compagnie du Chemin de Fer Katanga de toute sa situation active et passive au trente et un décembre mil neuf cent cinquante, y compris ses concessions de chemin de fer et du port de Bukama, étant entendu que la répartition bénéficiaire décidée par l'assemblée générale de cette société, du dix juillet mil neuf cent cinquante et un, reste maintenue.

4. Réalisation de l'augmentation de capital.

5. Modifications aux statuts pour les mettre en concordance avec les stipulations de la convention dont il s'agit et spécialement :

Modifier la dénomination sociale en « Compagnie des Chemins de Fer Katanga-Dilolo-Léopoldville » en abrégé « K. D. L. », article premier. — Compléter l'objet social pour y mentionner les conventions régissant les exploitations de la société et l'extension de celles-ci (article trois). — Mentionner la date de l'arrêté royal à partir de laquelle la durée de la société a pris cours (article quatre, premier alinéa). — Mentionner le nouveau capital et sa représentation, prévoir que le capital peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale, prévoir le droit de préférence des anciens actionnaires en cas d'augmentation de capital contre espèces, qu'aucune augmentation de capital ne pourra être réalisée par création de nouvelles actions série A, l'accord du Ministère des Colonies pour fixer les conditions d'émission d'actions nouvelles (article cinq). — Améliorer la rédaction et compléter l'historique des apports (article six). — Compléter l'historique des actions de la société et améliorer la rédaction (article sept). — Supprimer les articles huit et neuf et modifier la numérotation des articles suivants. — Remplacer le texte de l'article dix ancien, huit nouveau, pour déterminer ce qui sera porté en compte de premier établissement jusqu'à la fin de la période d'exploitation provisoire de tronçons nouveaux.

Remplacer le texte des trois premiers alinéas de l'article onze ancien, neuf nouveau, par un nouveau texte prévoyant que les actions sont au porteur ou nominatives, qu'il peut être délivré des titres multiples, l'échange de ces titres et la conversion des titres au porteur en titres nominatifs. — A l'article douze ancien, dix nouveau, au premier alinéa, prévoir que les signatures des titres et des certificats nominatifs peuvent être apposées par des griffes et supprimer le deuxième alinéa.

A l'article seize ancien, quatorze nouveau, prévoir que la société est administrée par un conseil d'administration de dix membres au plus (alinéa premier) et que le Ministre des Colonies pourra désigner trois délégués au sein du dit conseil (alinéa deux).

A l'article dix-sept ancien, quinze nouveau, supprimer le deuxième alinéa devenu caduc. — Améliorer la rédaction du troisième alinéa et ajouter une nouvelle disposition prévoyant qu'en cas de vacance d'une place d'administrateur, le conseil général peut y pourvoir provisoirement.

A l'article dix-huit ancien, seize nouveau, prévoir l'agrément du Président du conseil d'administration, par le Ministre des Colonies.

A l'article vingt et un ancien, dix-neuf nouveau, après le deuxième alinéa, y intercaler un nouvel alinéa prévoyant que suivant les règles à approuver par le Ministre des Colonies, le conseil d'administration décide le placement des disponibilités dont l'utilisation n'est pas immédiate.

A l'article vingt-cinq ancien, vingt-trois nouveau, remplacer le texte pour prévoir que le nombre des commissaires est de cinq au plus et que leur ordre de sortie est déterminé comme pour les administrateurs.

A l'article vingt-huit ancien, vingt-six nouveau, au premier alinéa, supprimer deux fois les mots « privilégiées ou de capital » et supprimer le dernier alinéa.

A l'article trente ancien, vingt-huit nouveau, supprimer la mention devenue caduque.

A l'article trente-deux ancien, trente nouveau, déterminer le droit de vote des actions.

A l'article trente-huit ancien, trente-six nouveau, au premier alinéa, remplacer « à l'article trente-six » par « à l'article trente-quatre » et au troisième alinéa, supprimer deux fois les mots « de capital ou privilégiées ou de jouissance » et à la fin de la première phrase de cet alinéa, ajouter les mots « des actions émises ».

A l'article quarante ancien, trente-huit nouveau, supprimer la dernière phrase.

Remplacer le texte de l'article quarante-trois ancien, quarante et un nouveau, par :

« L'excédent favorable du bilan de la société, après déduction des charges sociales, des frais généraux, des amortissements et de la dotation des Fonds de renouvellement et de prévision, sera réparti de la manière et dans l'ordre ci-après :

» 1. Cinq pour cent au moins pour le fonds de réserve social.

» 2. Un pour cent à titre de tantièmes pour les administrateurs et commissaires qui se partageront cette somme d'après un règlement d'ordre intérieur à arrêter par le conseil d'administration sans que chaque commissaire puisse recevoir plus d'un tiers de ce que touchera un administrateur.

» 3. Un pour cent mis à la disposition du conseil d'administration pour le personnel affecté à l'administration, aux études, à la construction, à l'exploitation et aux services accessoires des chemins de fer.

» Le conseil d'administration pourra en répartir le montant au mieux et même le porter en tout ou en partie, à un compte de prévision pour les années déficitaires. Il en déterminera les règles de répartition.

» 4. Le solde sera réparti entre les actions série A et série B. »

A l'article quarante-cinq ancien, quarante-trois nouveau, au premier alinéa, remplacer les mots « article trente-huit » par « article trente-six ».

A l'article quarante-six ancien, quarante-quatre nouveau, déterminer la répartition de l'actif en cas de liquidation, supprimer l'article quarante-sept ancien.

Remplacer le texte de l'article cinquante ancien, quarante-sept nouveau, par le texte suivant :

« Suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire du trente et » un mars mil neuf cent cinquante-deux et à titre exceptionnel, a) l'exer- » cice social commençant le premier janvier mil neuf cent cinquante et » un est prorogé jusqu'au trente et un mars mil neuf cent cinquante- » deux; b) l'exercice social suivant commencera le premier avril mil neuf » cent cinquante-deux, pour se clôturer le trente et un décembre mil neuf » cent cinquante-deux. »

Supprimer les articles cinquante et un, cinquante-deux et cinquante-trois anciens.

6. Décision de reporter à une date ultérieure, à fixer par le conseil d'administration, l'assemblée générale statutaire du premier mardi de juillet mil neuf cent cinquante-deux.

7. Décider que le bilan à présenter à la prochaine assemblée générale ordinaire portera sur une période commençant à courir à partir du premier janvier mil neuf cent cinquante et un, pour terminer le trente et un mars mil neuf cent cinquante-deux et comprendra les opérations de la fusion jusqu'à cette dernière date, en sorte que l'exercice social suivant, commençant le premier avril mil neuf cent cinquante-deux, se clôturera le trente et un décembre mil neuf cent cinquante-deux.

8. Renonciation par les porteurs des actions privilégiées L. K. D. à la garantie de la Colonie moyennant remise par celle-ci de quatre actions série B pour cent actions privilégiées L. K. D., dont la garantie d'intérêt s'élève à quatre pour cent et sept actions série B pour cent actions privilégiées L. K. D. dont la garantie d'intérêt s'élève à sept pour cent.

Les impôts belges et coloniaux afférents aux dividendes alloués aux actions série A, remplaçant les actions privilégiées L. K. D. seront limités à un maximum de deux pour cent jusque et y compris trente-cinq francs de dividende par action.

Cette exonération fiscale prendra fin avec le dividende réparti aux actions série A pour l'exercice mil neuf cent quatre-vingt-sept.

9. Nomination d'administrateurs et de commissaires.

Toutes les décisions énumérées ci-dessus sont soumises à la condition suspensive de leur autorisation par le pouvoir législatif.

II. Que les convocations, contenant l'ordre du jour, ont été faites, conformément à l'article trente-trois des statuts, dans les journaux suivants :

L' annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du quinze mars mil neuf cent cinquante-deux.

Le « Moniteur Belge », numéro du quatorze mars mil neuf cent cinquante-deux.

L' « Echo de la Bourse », numéro du quatorze/quinze/seize mars mil neuf cent cinquante-deux.

Le « Courrier de la Bourse et de la Banque », numéro du quatorze/quinze mars mil neuf cent cinquante-deux.

L' « Agence Economique et Financière », numéro du quatorze/quinze mars mil neuf cent cinquante-deux.

Qu'en outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres missives leur adressées le douze mars mil neuf cent cinquante-deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires, présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions de l'article trente et un des statuts.

IV. Que sur les un million cent mille actions de capital, les un million cent soixante-sept mille sept cent cinquante actions privilégiées et les trente-deux mille deux cent cinquante actions de jouissance de la société, la présente assemblée réunit les un million cent mille actions de capital, trois cent soixante-neuf mille trois cent vingt-sept actions privilégiées et quatorze mille quarante et une actions de jouissance.

V. Qu'une précédente assemblée générale extraordinaire, ayant le même ordre du jour mais à laquelle la moitié des titres de chacune des catégories n'était pas représentée, s'est tenue le dix-sept mars mil neuf cent cinquante-deux, ainsi qu'il résulte du procès-verbal dressé à cette dernière date par nous, notaire soussigné.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente-huit des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, au cours duquel il donne connaissance à l'assemblée de la convention intervenue le vingt-cinq février mil neuf cent cinquante-deux, entre la Colonie du Congo Belge, la Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga et la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes toutes soumises à la condition suspensive de l'approbation par le Pouvoir législatif de la convention du vingt-cinq février mil neuf cent cinquante-deux, précitée.

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée ratifie purement et simplement la convention intervenue le vingt-cinq février mil neuf cent cinquante-deux entre la Colonie du Congo Belge, la Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga et la Compagnie du Chemin

de fer du Bas-Congo au Katanga, dont une copie certifiée conforme demeurera ci-annexée, la dite convention contenant notamment l'autorisation pour la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga de faire apport à la « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo » de toute sa situation active et passive au trente et un décembre mil neuf cent cinquante, ainsi que de ses concessions de chemins de fer et du Port de Bukama, modifiant les conventions antérieures intervenues entre la Colonie et la présente Société et autorisant celle-ci à modifier ses statuts en conséquence.

DEUXIEME RESOLUTION.

Sous réserve de la réalisation de l'augmentation de capital contre apport prévu en la troisième résolution ci-après, l'assemblée décide de transformer :

a) Les un million cent soixante-sept mille sept cent cinquante actions privilégiées d'une valeur nominale de cinq cents francs chacune existant actuellement, coupons numéros vingt-quatre et suivants attachés, en un million cent soixante-sept mille sept cent cinquante actions série A de cinq cents francs chacune;

b) Les trente-deux mille deux cent cinquante actions de jouissance existant actuellement en deux mille cinq cent quatre-vingts actions de cinq cents francs chacune série B, par voie d'échange de vingt-cinq actions de jouissance, coupons numéros trois et suivants attachés, pour deux actions entièrement libérées de cinq cents francs chacune série B, sans délivrance de fraction.

A cet effet, l'assemblée décide d'augmenter le capital social pour le porter de son montant réel actuel, soit un milliard cent trente-trois millions huit cent soixante-quinze mille francs à un milliard cent trente-cinq millions cent soixante-cinq mille francs par incorporation d'une somme de un million deux cent quatre-vingt-dix mille francs, prélevée sur les réserves suivantes figurant au bilan sous les rubriques Fonds d'assurance incendie : huit cent mille francs, Fonds assurance contre accidents voyageurs : quatre cent quatre-vingt-dix mille francs et en représentation de cette augmentation de capital, création de deux mille cinq cent quatre-vingts actions de cinq cents francs chacune, dites série B, entièrement libérées, qui participeront aux bénéfices éventuels de l'exercice en cours;

et c) les un million cent mille actions de capital d'une valeur nominale de cinq cents francs chacune, entièrement libérées, que la Colonie du Congo Belge a reçues en rémunération de ses apports lors de la constitution de la présente société, en quatre cent mille actions de cinq cents francs chacune, entièrement libérées, série B, identiques à celles créées ci-dessus sub B) et sept cent mille actions de cinq cents francs chacune, entièrement libérées, dites série C.

Les actions série A et B participeront aux bénéfices éventuels de la Société à compter du premier janvier mil neuf cent cinquante et un.

Les droits respectifs de chacune des catégories d'actions dites série A, B et C seront déterminés ci-après dans les modifications apportées aux statuts.

TROISIEME RESOLUTION.

Les porteurs des actions privilégiées de la présente société, sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital contre apports prévue à la quatrième résolution, décident de renoncer à la garantie de la Colonie du Congo Belge, résultant de la loi du vingt-trois juillet mil neuf cent vingt-sept, sauf en ce qui concerne l'exonération fiscale dont question ci-dessous, moyennant remise par la Colonie du Congo Belge de quatre actions série B, jouissance premier janvier mil neuf cent cinquante et un, pour cent actions privilégiées dont la garantie d'intérêt s'élève à quatre pour cent et sept actions série B jouissance premier janvier mil neuf cent cinquante et un, pour cent actions privilégiées dont la garantie d'intérêt s'élève à sept pour cent, le tout sans délivrance de fraction.

Conformément à la convention susvisée, du vingt-cinq février mil neuf cent cinquante-deux, les impôts belges et coloniaux afférents aux dividendes alloués aux actions série A remplaçant les actions privilégiées, seront limités à un maximum de deux pour cent jusque et y compris trente-cinq francs de dividende annuel par action; les actions série A n'étant plus soumises à des tirages au sort, cette exonération fiscale prendra fin avec le dividende réparti aux actions série A pour l'exercice mil neuf cent quatre-vingt-sept.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide :

1. D'augmenter à nouveau le capital social de un milliard cent soixante-huit millions huit cent cinquante-huit mille cinq cents francs, pour le porter de un milliard cent trente-cinq millions cinq cent soixante-cinq mille francs à deux milliards trois cent quatre millions vingt-trois mille cinq cents francs, par la création de deux millions trois cent trente-sept mille sept cent dix-sept actions série B nouvelles de cinq cents francs chacune, qui participeront aux bénéfices éventuels à compter du premier janvier mil neuf cent cinquante et un et seront, pour le surplus, en tout semblables aux actions série B créées en la deuxième résolution qui précède; ces deux millions trois cent trente-sept mille sept cent dix-sept actions série B seront remises entièrement libérées ainsi qu'il suit :

a) Cinquante-sept mille sept cent dix-sept à la Colonie du Congo Belge, en rémunération de la prorogation consentie par elle des concessions de chemins de fer, objet de l'apport ci-après par la « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga » et de la mise de ces concessions sous le régime des concessions de la Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo.

Et b) les deux millions deux cent quatre-vingt mille actions restantes, plus une somme en espèces de huit millions sept cent soixante-dix-huit mille francs, à la « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga », pour être réparties entre ses actionnaires, par voie d'échange, à raison de une action série B plus une somme de trois francs quatre-vingt-cinq centimes en espèces pour une action ordinaire de la « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga » et douze actions série B, plus une somme de quarante-six francs vingt centimes en espèces, pour cinq actions de jouissance de la « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga », en rémunération de l'apport, par cette dernière compagnie, de toute sa situation active et passive

au trente et un décembre mil neuf cent cinquante, y compris ses concessions de chemins de fer et du Port de Bukama (étant entendu que la répartition bénéficiaire décidée par l'assemblée générale de cette société, du dix juillet mil neuf cent cinquante et un, reste maintenue),

et 2. De procéder, séance tenante, à la dite augmentation de capital contre apport.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques, résultant des deux augmentations de capital qui précèdent, s'élève à trois cent mille francs environ, en ce non compris les frais d'impression des titres nouveaux et frais de guichets.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de reporter à une date ultérieure, à fixer par le conseil d'administration, l'assemblée générale statutaire du premier mardi de juillet mil neuf cent cinquante-deux.

SIXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de proroger l'exercice social ayant pris cours le premier janvier mil neuf cent cinquante et un, jusqu'au trente et un mars mil neuf cent cinquante-deux, de sorte que le bilan à présenter à la prochaine assemblée générale ordinaire comprendra les opérations de la fusion jusqu'au trente et un mars mil neuf cent cinquante-deux et que l'exercice social suivant, commençant le premier avril mil neuf cent cinquante-deux, se clôturera le trente et un décembre mil neuf cent cinquante-deux.

SEPTIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de la réalisation des augmentations du capital qui précèdent, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Le texte de l'article premier est remplacé par :

« La Société, formée le seize septembre mil neuf cent vingt-sept, sous » la raison sociale de « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga- » Dilolo », société congolaise à responsabilité limitée, constituée sous le » régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, a » pris la dénomination de « Compagnie des Chemins de Fer du Katanga- » Dilolo-Léopoldville » en abrégé « K. D. L. », suivant décision de l'assem- » blée générale extraordinaire du trente et un mars mil neuf cent cin- » quante-deux. »

Le texte de l'article trois est remplacé par :

« La Société a pour objet l'étude, la construction et l'exploitation, aux » conditions établies par la convention du treize avril mil neuf cent vingt- » sept, conclue entre la Colonie et la Compagnie du Chemin de Fer du » Bas-Congo au Katanga, ainsi que de l'avenant du vingt-six juin mil » neuf cent quarante-huit à la dite convention, intervenue entre la Colo-

» nie, la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga et la » Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, et par la con- » vention du vingt-cinq février mil neuf cent cinquante-deux, conclue » entre la Colonie du Congo Belge, la Société des Chemins de Fer Léo- » poldville-Katanga-Dilolo, la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga » et la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga :

» a) Du chemin de fer destiné à relier Bukama à Port Francqui et à » Léopoldville;

» b) Du chemin de fer destiné à relier le chemin de fer du Katanga au » Chemin de Fer du Benguela (Jonction Lobito);

» c) Du chemin de fer reliant la frontière sud du Katanga à Bukama;

» d) Des extensions et embranchements éventuels ainsi que de tous » services accessoires de ces chemins de fer.

» La Société peut également :

» Etudier, construire et exploiter toutes les lignes de chemins de fer, » tramways, routes et services quelconques, même aériens, qui lui seraient » concédés dans l'avenir par la Colonie du Congo Belge, installer et ex- » ploiter des quais, piers ou autres établissements destinés à faciliter et » développer les transports et les communications.

» Distribuer ou vendre l'électricité et l'eau potable dans les localités où » elle possède les installations nécessaires pour les besoins de ses chemins » de fer et de son personnel.

» Avec l'assentiment préalable de la Colonie, s'intéresser par voie d'ap- » ports et de souscriptions d'actions ou autrement dans toute entreprise » se rattachant directement à la réalisation de son but social et dans toute » entreprise de transport de nature à favoriser le développement écono- » mique du Congo ou du Ruanda-Urundi, se fusionner avec une autre » société ou transférer en tout ou en partie les concessions de Chemins de » fer, tramways, routes, services quelconques, même aériens, qui lui au- » raient été accordés. »

A l'article quatre, le texte du premier alinéa est remplacé par :

« L'existence de la société a pris cours à la date de l'arrêté royal ap- » prouvant les statuts du seize septembre mil neuf cent vingt-sept, soit » le trois octobre mil neuf cent vingt-sept et se terminera le trente et un » décembre deux mille vingt-cinq, date de l'expiration des concessions » mentionnées à l'article six ci-après. »

Au deuxième alinéa du même article quatre, les mots « à l'article trente-huit ci-après » sont remplacés par « à l'article trente-six ci-après ».

Le texte de l'article cinq est remplacé par :

« Le capital social de la société est fixé à deux milliards trois cent quatre » millions vingt-trois mille cinq cents francs, représenté par :

» Un million cent soixante-sept mille sept cent cinquante actions de » cinq cents francs série A et deux millions sept cent quarante mille deux » cent quatre-vingt-dix-sept actions de cinq cents francs série B, partici- » pant aux bénéfices de la Société et par sept cent mille actions de cinq » cents francs série C, ne participant pas aux bénéfices de la Société.

» Le capital social peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs » fois, par décision de l'assemblée générale, sous réserve de l'assentiment » préalable du Ministre des Colonies.

» En cas d'augmentation du capital contre espèces, les propriétaires des » actions série A, série B et série C existantes, ont le droit de souscrire, » par priorité, les actions nouvelles, au prorata des titres qu'ils possèdent.

» Nulle augmentation de capital ne pourra être réalisée par la création » de nouvelles actions série A.

» Les conditions d'émission des actions nouvelles seront fixées de com- » mun accord entre le Ministre des Colonies et le conseil d'administration » de la société.

» Les conditions de rémunération et d'amortissement des titres à émet- » tre par la société, tant pour la construction de la section Port Francqui- » Léopoldville que pour la construction éventuelle de tronçons nouveaux, » feront l'objet de conventions spéciales entre la Colonie et la Société. »

A l'article six, le premier alinéa est remplacé par :

« La Colonie du Congo Belge a fait apport à la société : ».

Au même article six, *in fine* du cinquième alinéa, les mots « les comparants déclarent en avoir parfaite connaissance » sont supprimés.

Au septième alinéa du même article six, les mots : « Les études faites à ce jour » sont remplacés par : « Les études faites à la date de la constitution de la société ».

Les neuvième, dixième et onzième alinéas du même article six, sont supprimés et remplacés par :

« Aux clauses et conditions de la convention du vingt-cinq février mil » neuf cent cinquante-deux intervenue entre la Colonie du Congo Belge, » la Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, la Compa- » gnie du Chemin de Fer du Katanga et la Compagnie du Chemin de Fer » du Bas-Congo au Katanga, reproduite en annexe aux présents statuts, » dont elle ne forme cependant pas partie intégrante et conformément » aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire du trente et un » mars mil neuf cent cinquante-deux des actionnaires de la Compagnie » du Chemin de Fer du Katanga, cette dernière société a fait apport de sa » situation active et passive, telle qu'elle existait au trente et un décembre » mil neuf cent cinquante, ainsi que de ses concessions :

» a) De chemins de fer, octroyée par décret du Roi Souverain, du onze » mars mil neuf cent deux;

» b) Du Port de Bukama, octroyée par la convention du vingt et un » septembre mil neuf cent vingt-sept;

» c) De ses droits et obligations de toute nature résultant de la con- » vention du cinq novembre mil neuf cent six. »

Le texte de l'article sept est remplacé par :

« En rémunération des apports décrits à l'article six ci-dessus, il a été » remis à la Colonie du Congo Belge, un million cent mille actions de » capital de cinq cents francs, entièrement libérées et une somme de cent » vingt-cinq millions cinq cent mille francs en espèces.

» Suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du trente et un mars mil neuf cent cinquante-deux :

» Les un million cent mille actions de capital susvisées ont été échangées contre quatre cent mille actions série B et sept cent mille actions série C de cinq cents francs chacune.

» Des un million deux cent mille actions privilégiées de cinq cents francs chacune souscrites contre espèces par la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga.

» Un million cent soixante-sept mille sept cent cinquante, non encore amorties au trente et un mars mil neuf cent cinquante-deux, ont été inchangées contre un million cent soixante-sept mille sept cent cinquante actions série A de cinq cents francs chacune, à raison d'une action série A par action privilégiée.

» Trente-deux mille deux cent cinquante actions de jouissance remises aux porteurs des trente-deux mille deux cent cinquante actions privilégiées amorties ont été échangées contre des actions série B de cinq cents francs chacune à raison de deux actions série B pour vingt-cinq actions de jouissance.

» Les impôts belges et coloniaux afférents aux dividendes alloués aux actions série A seront limités à un maximum de deux pour cent jusques et y compris trente-cinq francs de dividende annuel par action. Ce privilège fiscal prendra fin avec le dividende réparti aux actions série A pour l'exercice mil neuf cent quatre-vingt-sept.

» En rémunération de ses apports décrits à l'article six, il a été remis à la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga :

» Deux millions trois cent trente-sept mille sept cent dix-sept actions série B, plus une somme de huit millions sept cent soixante-dix-huit mille francs, qui ont été réparties comme suit :

» Cinquante-sept mille sept cent dix-sept actions série B ont été attribuées à la Colonie en rémunération de la prorogation des concessions de chemin de fer apportées par la Compagnie des Chemins de Fer du Katanga et mise de ces concessions sous le régime des concessions de la Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo.

» Deux millions deux cent quatre-vingt mille actions série B ont été attribuées aux actionnaires de la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga à raison de une action série B plus trois francs quatre-vingt-cinq centimes en espèces, pour une action ordinaire et de douze actions série B, plus quarante-six francs vingt centimes en espèces, pour cinq actions de jouissance. »

Les articles huit et neuf sont supprimés et la numérotation des articles suivants est changée en conséquence.

Le texte de l'article dix ancien, huit nouveau est remplacé par :

« Jusqu'à la fin de la période d'exploitation provisoire de chacun des tronçons autres que ceux existant à la date du trente et un mars mil neuf cent cinquante-deux, l'intérêt et l'amortissement des capitaux nécessaires à la construction de ces tronçons seront portés au compte de premier établissement.

» Il en sera de même pour l'intérêt et l'amortissement des capitaux » nouveaux à réunir pour la réalisation des transformations importantes.

» La période d'exploitation provisoire s'étendra jusqu'à douze mois » après la pose du dernier rail permettant la circulation des trains de bout » en bout de chaque tronçon de ligne ou après l'achèvement des transfor- » mations importantes.

» Après l'expiration de la période d'exploitation provisoire de chaque » tronçon de ligne ou des transformations importantes, l'intérêt et l'amor- » tissement des capitaux seront prélevés sur les bénéfices d'exploitation » conformément à l'article quarante et un ci-après. »

A l'article onze ancien, neuf nouveau, le texte des trois premiers alinéas est remplacé par :

« Les actions peuvent être au porteur ou nominatives.

» Les actions au porteur seront délivrées en titres de une, dix, vingt- » cinq ou cent actions, au choix de leurs propriétaires.

» Les titres de plusieurs actions pourront être échangées contre des » titres unitaires, ou inversement, à la demande et aux frais de leurs » propriétaires.

» Les actions au porteur peuvent être converties en actions nominatives, » à la demande et aux frais de leurs propriétaires. »

A l'article douze ancien, dix nouveau, au premier alinéa, à la deuxième phrase, les mots « l'une quelconque des signatures pouvant être remplacée par une griffe » sont remplacés par « les deux signatures pouvant être remplacées par une griffe ».

Le second alinéa du même article dix nouveau est supprimé.

A l'article seize ancien, quatorze nouveau, au premier alinéa, les mots « six membres au plus » sont remplacés par « dix membres au plus » et au deuxième alinéa, les mots « deux délégués » sont remplacés par « trois délégués ».

A l'article dix-sept ancien, quinze nouveau, le deuxième alinéa est supprimé. Au début du troisième alinéa, les mots « A partir de cette époque » sont supprimés et il est ajouté *in fine* de cet article ce qui suit :

« En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs » restants et les commissaires réunis en conseil général pourront y pour- » voir provisoirement.

» Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, pro- » cédera à l'élection définitive. »

A l'article dix-huit ancien, seize nouveau, *in fine* du premier alinéa, il est ajouté le membre de phrase suivant : « qui devra être agréé par le Ministre des Colonies ».

A l'article vingt et un ancien, dix-neuf nouveau, après le deuxième alinéa, il est intercalé un nouvel alinéa, conçu comme suit :

« En ce qui concerne les disponibilités dont l'utilisation n'est pas im- » médiate, telle que la contre-partie du Fonds de Renouvellement et Pré-

» vision, il peut en décider le placement en Fonds d'Etat, prêts, valeurs » à revenus fixe ou variable, suivant des règles à approuver par le Minis- » tre des Colonies. »

Le texte de l'article vingt-cinq ancien, vingt-trois nouveau, est remplacé par :

« Les opérations de la société sont surveillées par cinq commissaires au » plus, nommés pour six ans par l'assemblée générale, qui détermine leur » nombre et toujours révocables par elle.

» L'ordre de sortie des commissaires sera déterminé comme pour les » administrateurs. »

A l'article vingt-huit ancien, vingt-six nouveau, au premier alinéa, les mots « privilégiées ou de capital » sont supprimés deux fois et le dernier alinéa est supprimé.

A l'article trente ancien, vingt-huit nouveau, au deuxième alinéa, les mots « et pour la première fois le premier mardi de juillet mil neuf cent vingt-neuf » sont supprimés.

Le texte de l'article trente-deux ancien, trente nouveau, est remplacé par :

« Chaque action des série A, B et C donne droit à une voix.

» Toutefois, chacune des actions détenues par la Colonie aura droit à » deux voix, sans limitation du droit de vote. »

A l'article trente-huit ancien, trente-six nouveau, au premier alinéa, les mots « à l'article trente-six » sont remplacés par « à l'article trente-quatre » et au troisième alinéa, les mots : « de capital ou privilégiées ou de jouissance » sont supprimés deux fois et à la fin de la première phrase de cet alinéa, sont ajoutés les mots : « des actions émises ».

A l'article quarante ancien, trente-huit nouveau, la dernière phrase est supprimée.

Le texte de l'article quarante-trois ancien, quarante et un nouveau est remplacé par :

« L'excédent favorable du bilan de la société, après déduction des char- » ges sociales, des frais généraux, des amortissements et de la Dotation » des Fonds de Renouvellement et de Prévision, sera réparti de la manière » et dans l'ordre ci-après :

» 1. Cinq pour cent au moins pour le fonds de réserve social.

» 2. Un pour cent à titre de tantièmes pour les administrateurs et com- » missaires qui se partageront cette somme d'après un règlement d'ordre » intérieur à arrêter par le conseil d'administration, sans que chaque com- » missaire puisse recevoir plus d'un tiers de ce que touchera un adminis- » trateur.

» 3. Un pour cent mis à la disposition du conseil d'administration pour » le personnel affecté à l'administration, aux études, à la construction, à » l'exploitation et aux services nécessaires des chemins de fer.

» Le conseil d'administration pourra en répartir le montant au mieux » et même le porter, en tout ou en partie, à un compte de prévision pour » les années déficitaires. Il en déterminera les règles de répartition.

» 4. Le solde sera réparti entre les actions série A et série B. »

A l'article quarante-cinq ancien, quarante-trois nouveau, au premier alinéa, les mots « à l'article trente-huit » sont remplacés par « à l'article trente-six ».

Le texte de l'article quarante-six ancien, quarante-quatre nouveau, est remplacé par :

« En cas de liquidation de la société, soit pour expiration du terme de » sa durée, soit pour dissolution anticipée, la répartition de l'actif net, » après apurement de toutes les dettes, charges sociales, frais de liquida- » tion, paiement des sommes dues à la Compagnie du Chemin de fer du » Bas-Congo au Katanga (B. C. K.) en vertu des alinéas premier et deux » de l'article sept de la convention du cinq novembre mil neuf cent six, » se fera par répartition entre toutes les actions séries A, B et C. »

L'article quarante-sept ancien est supprimé et la numérotation des articles suivants est changée en conséquence.

Le texte de l'article cinquante ancien, quarante-sept nouveau est remplacé par :

« Dispositions transitoires.

» *Article quarante-sept.* — Suivant décision de l'assemblée générale ex- » traordinaire du trente et un mars mil neuf cent cinquante-deux et à titre » exceptionnel :

» a) l'exercice social commençant le premier janvier mil neuf cent cin- » quante et un est prorogé jusqu'au trente et un mars mil neuf cent cin- » quante-deux;

» b) l'exercice social suivant commencera le premier avril mil neuf cent » cinquante-deux, pour se clôturer le trente et un décembre mil neuf cent » cinquante-deux. »

Les articles cinquante et un, cinquante-deux et cinquante-trois anciens sont supprimés.

VOTE.

Les résolutions qui précèdent sont adoptées par l'assemblée, savoir :

Les quatre premières résolutions à l'unanimité des voix dans la catégorie des actions de capital, à l'unanimité, moins une voix, dans la catégorie des actions privilégiées, à l'unanimité moins quarante-neuf voix dans la catégorie des actions de jouissance votant séparément; les cinquième et sixième résolutions à l'unanimité des voix moins cinquante voix, chaque catégorie votant ensemble et la septième résolution à l'unanimité des voix dans la catégorie des actions de capital, à l'unanimité moins une voix dans la catégorie des actions privilégiées et à l'unanimité moins quarante-neuf voix dans la catégorie des actions de jouissance votant tant ensemble que séparément.

INTERVENTION — APPORTS.

Et à l'instant, sont intervenus aux présentes :

Monsieur Odon Jadot, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Ixelles, square du Val de la Cambre, numéro 14.

Monsieur Lambert Jadot, ingénieur c. c., demeurant à Ixelles, rue du Bourgmestre, numéro 15a.

Respectivement Président et Vice-Président du conseil d'administration de la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga. société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), mise en liquidation sous condition suspensive par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, en date de ce jour, dont le procès-verbal a été reçu par nous, notaire soussigné et agissant en vertu des pouvoirs leur conférés par la dite assemblée générale extraordinaire.

Lesquels comparants, agissant es dite qualité, après avoir entendu lecture de tout ce qui précède et reconnu avoir connaissance des statuts de la présente société, ont déclaré, par les présentes, faire apport à la Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, qui accepte, de toute sa situation active et passive, rien excepté ni réservé, de la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga, telle qu'elle existait au trente et un décembre mil neuf cent cinquante, les opérations faites par la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga depuis cette date l'étant pour compte de la société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo. Toutefois, est maintenue la répartition bénéficiaire décidée par l'assemblée générale du dix juillet mil neuf cent cinquante et un, de la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga.

En conséquence, la Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo se trouve substituée et subrogée dans tous les droits et obligations de la société apporteuse et notamment dans tous les droits et actions de celle-ci envers tous débiteurs.

La Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo aura la jouissance de tous les biens apportés à compter du jour de l'approbation de la présente cession par le Pouvoir législatif de la Colonie et elle s'oblige, d'autre part, à supporter tout le passif et à respecter toutes les obligations de la société apporteuse, de même que tous les frais d'apport et de liquidation.

L'apport de la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga comprend, outre l'actif et le passif dont question ci-dessus, notamment :

1. Les concessions de chemins de fer octroyées par décret du Roi Souverain, du onze mars mil neuf cent deux, ces concessions étant prorogées jusqu'au trente et un décembre deux mille vingt-cinq, date d'expiration des concessions de la Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo et étant en outre régies par les stipulations de la convention du treize avril mil neuf cent vingt-sept, intervenue entre la Colonie du Congo Belge et la Compagnie de Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga et

modifiée par celle du vingt-six juin mil neuf cent quarante-huit, approuvées respectivement la première par décret du vingt-trois juillet mil neuf cent vingt-sept et la seconde par décret du quinze janvier mil neuf cent quarante-neuf, sous réserve des modifications y apportées par les conventions précitées du vingt-cinq février mil neuf cent cinquante-deux.

2. La concession du Port de Bukama, octroyée par la convention du vingt et un septembre mil neuf cent vingt-sept, approuvée par arrêté royal du vingt-six septembre mil neuf cent vingt-sept, modifiée par arrêté royal du vingt-cinq juin mil neuf cent vingt-neuf.

3. Ses droits et obligations de toute nature résultant de la convention intervenue le cinq novembre mil neuf cent six entre la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga et l'Etat Indépendant du Congo.

Le tout bien connu de la société absorbante, qui n'en demande pas de description plus étendue.

En rémunération de l'apport qui précède, il sera remis à la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga, immédiatement après l'approbation de la convention du vingt-cinq février mil neuf cent cinquante-deux, par le Pouvoir législatif de la Colonie, les deux millions trois cent trente-sept mille sept cent dix-sept actions série B de cinq cents francs chacune, entièrement libérées, créées en la troisième résolution qui précède et en outre une somme en espèces de huit millions sept cent soixante-dix-huit mille francs qui seront réparties par les soins de ses liquidateurs ainsi qu'il suit :

a) cinquante-sept mille sept cent dix-sept actions série B à la Colonie du Congo Belge, en rémunération de la prorogation consentie par elle des concessions de chemin de fer objet de l'apport ci-dessus et de la mise de ces concessions sous le régime des concessions de la « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo ».

et b) Les deux millions deux cent quatre-vingt mille actions série B restantes et la somme de huit millions sept cent soixante-dix-huit mille francs entre les actionnaires de la « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga », par voie d'échange à raison d'une action série B, plus une somme de trois francs quatre-vingt-cinq centimes en espèces, pour une action ordinaire de la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga et douze actions série B, plus une somme de quarante-six francs vingt centimes en espèces, pour cinq actions de jouissance de la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga, le tout sans délivrance de fraction.

Monsieur le Président déclare et l'assemblée reconnaît que, par suite de la réalisation de l'apport ci-dessus, le capital social est porté à deux milliards trois cent et quatre millions vingt-trois mille cinq cents francs et que les modifications apportées ci-dessus aux statuts et les décisions prises ci-dessus sont devenues définitives, le tout sous réserve de leur approbation par le Pouvoir législatif de la Colonie et sous réserve de leur approbation par le Ministre des Colonies, conformément à l'article trente-neuf des statuts.

HUITIEME RESOLUTION.

Sous la même condition suspensive que ci-dessus, l'assemblée décide de porter le nombre des administrateurs de six à dix et le nombre des commissaires de trois à cinq.

Elle appelle :

A. Aux fonctions d'administrateur :

Monsieur Hector Baillieux, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 101.

Monsieur Léon Bruneel, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Antoine Depage, numéro 5.

Monsieur Antoine Liesnard, inspecteur d'Etat honoraire au Congo Belge, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, avenue Maréchal Joffre, numéro 24.

et Monsieur Paul Sorel, ingénieur, demeurant à Bruxelles, rue du Marteau, numéro 75,

dont le mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale statutaire de juillet mil neuf cent cinquante-sept.

Et B. Aux fonctions de commissaires.

Monsieur Robert Angerhausen, licencié en sciences commerciales, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 404.

Monsieur Henry de Raeck, substitut du Procureur Général honoraire au Congo Belge, demeurant à Uccle, avenue Beau Séjour, numéro 73.

dont le mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale statutaire de mil neuf cent cinquante-sept.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix sauf cinquante voix de deux actionnaires qui se sont abstenus.

La séance est levée à seize heures et demie.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) O. Jadot; R. Angerhausen; M. Evrard; A. Cousin; L. Jadot; V. Parein; J. Magotte; P. de Montpellier d'Annevoie; H. de la Lindi; R. Kulinckx; F. Meeus; L. Pitti; H. Leclercq; Th. Vandeplas; R. Blaise; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 8 avril 1952, volume 1380, folio 86, case 9, quatorze rôles, treize renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

ANNEXES.

1

SOCIETE DES CHEMINS DE FER
LEOPOLDVILLE-KATANGA-DILOLO
Société congolaise à responsabilité limitée.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 31 mars 1952.

LISTE DE PRESENCE.

1. La Colonie du Congo Belge, propriétaire de un million cent mille actions de capital, ci	1.100.000	
Représentée par Monsieur Mauriçe Evrard, directeur au Ministère des Colonies, demeurant à Schaerbeek, 12, rue Victor Lefebvre, suivant procuration du huit mars dernier. (signé) M. Evrard.		
2. Monsieur Odon Jadot, ingénieur, demurant à Ixelles, 14, square du Val de la Cambre, propriétaire de six cent trente et une actions privilégiées. (signé) O. Jadot.		631
3. Monsieur Lambert Jadot, ingénieur, demeurant à Ixelles, 15a, rue du Bourgmestre, propriétaire de cinquante actions privilégiées. (signé) L. Jadot.		50
4. Monsieur Victor Parein, ingénieur, demeurant à Anvers, 23, Van Putlei, propriétaire de cinquante actions privilégiées. (signé) V. Parein.		50
5. Monsieur Joseph Magotte, directeur général honoraire au Ministère des Colonies, demeurant à Uccle, 133, avenue Coghen, propriétaire de cinquante actions privilégiées. (signé) J. Magotte.		50
6. Monsieur Pierre de Montpellier, administrateur de sociétés, demeurant au château de et à Annevoie, propriétaire de vingt-cinq actions privilégiées. (signé) P. de Montpellier.		25
7. Monsieur Paul Gillet, Gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Uccle, 45, rue Edmond Picard, propriétaire de trois cent cinquante-trois actions privilégiées.		353
Représenté par Monsieur Odon Jadot, prénommé, suivant procuration du six mars dernier. (signé) O. Jadot.		

8. Compagnie Belge d'Assurances Générales, société anonyme, établie à Bruxelles, 14, rue de la Fiancée, propriétaire de quarante-quatre mille huit cent quarante actions privilégiées.	44.840	
Représentée par Monsieur Odon Jadot, prénommé, suivant procuration du sept mars dernier. (signé) O. Jadot.		
9. Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge, établie à Bruxelles, 42, rue Royale, propriétaire de trois mille deux cent cinquante-neuf actions privilégiées et de cinq cent vingt-deux actions de jouissance.	3.259	522
Représentée par Monsieur Odon Jadot, prénommé, suivant procuration du six mars dernier. (signé) O. Jadot.		
10. La Royale Belge, société anonyme établie à Bruxelles, 74, rue Royale, propriétaire de soixante-neuf mille sept cent quatre-vingt-une actions privilégiées et de neuf cent septante-neuf actions de jouissance.	69.781	979
Représentée par Monsieur Odon Jadot, prénommé, suivant procuration du onze mars dernier. (signé) O. Jadot.		
11. Compagnie du Katanga, S. C. A. R. L., établie à Bruxelles, 13, rue Bréderode, propriétaire de mille quatre cent soixante actions de jouissance.		1.460
Représentée par Monsieur Lambert Jadot, prénommé, suivant procuration du six mars dernier. (signé) L. Jadot.		
12. Bourse du Travail du Kasaï, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 42, rue Royale, propriétaire de vingt-deux actions de jouissance.		22
Représentée par Monsieur Lambert Jadot, prénommé, suivant procuration du huit mars dernier. (signé) L. Jadot.		
13. Charbonnages de la Luena, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 10, rue Bréderode, propriétaire de quatre mille cinq cent soixante-six actions privilégiées et de cinquante-trois actions de jouissance.	4.566	53
Représentée par Monsieur Lambert Jadot, prénommé, suivant procuration du sept mars dernier. (signé) L. Jadot.		
14. Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga, établie à Bruxelles, 7, Montagne du Parc, propriétaire de huit mille sept cent septante-cinq actions privilégiées et de sept cent vingt-deux actions de jouissance.	8.775	722

Représentée par Monsieur Lambert Jadot, prénommé, suivant procuration du vingt-quatre mars dernier. (signé) L. Jadot.		
15. Compagnie Foncière du Katanga, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 6, Montagne du Parc, propriétaire de cinq cent cinquante actions privilégiées et de deux cent cinq actions de jouissance.	550	205
Représentée par Monsieur Victor Parein, prénommé, suivant procuration du douze mars dernier. (signé) V. Parein.		
16. Compagnie Belge de Chemins de Fer et d'Entreprises, établie à Bruxelles, 33, rue de l'Industrie, société anonyme, propriétaire de deux mille six cents actions privilégiées.	2.600	
Représentée par Monsieur Victor Parein, prénommé, suivant procuration du six mars dernier. (signé) V. Parein.		
17. Union Nationale des Transports Fluviaux, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 25, avenue Marnix, propriétaire de deux mille septante-neuf actions privilégiées.	2.079	
Représentée par Monsieur Victor Parein, prénommé, suivant procuration du dix-sept mars dernier. (signé) V. Parein.		
18. Mutuelle des Employeurs du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, dont le siège social est établi à Bruxelles, 14, rue du Grand Cerf, propriétaire de trois mille actions privilégiées.	3.000	
Représentée par Monsieur Joseph Magotte, prénommé, suivant procuration du sept mars dernier. (signé) J. Magotte.		
19. Compagnie Maritime Belge, société anonyme établie à Anvers, 61, Rempart Sainte-Catherine, propriétaire de quinze cent huit actions de jouissance.		1.508
Représentée par Monsieur Joseph Magotte, prénommé, suivant procuration du huit mars dernier. (signé) J. Magotte.		
20. Compagnie Maritime Congolaise, S. C. R. L., établie à Anvers, 61, Rempart Sainte-Catherine, propriétaire de quinze cents actions de jouissance.		1.500
Représentée par Monsieur Joseph Magotte, prénommé, suivant procuration du huit mars dernier. (signé) J. Magotte.		

21. Société Générale Africaine d'Electricité, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 31, rue de la Science, propriétaire de cent nonante actions privilégiées et de dix actions de jouissance.	190	10
Représentée par Monsieur Joseph Magotte, prénommé, suivant procuration du cinq mars dernier.		
(signé) J. Magotte.		
22. Société Minière de la Lueta, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 42, rue Royale, propriétaire de onze cent septante-cinq actions privilégiées et de six actions de jouissance.	1.175	6
Représentée par Monsieur le Chevalier Josué Henry de la Lindi, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 54, avenue Albert-Elisabeth, suivant procuration du huit mars dernier.		
(signé) Chev. Henry de la Lindi.		
23. Société Minière du Luebo, établie à Bruxelles, 42, rue Royale, propriétaire de neuf cent quatre-vingt-huit actions privilégiées et de neuf actions de jouissance.	988	9
Représentée par Monsieur le Chevalier Josué Henry de la Lindi, prénommé, suivant procuration du onze mars dernier.		
(signé) Chev. Henry de la Lindi.		
24. American Congo Company, établie à Bruxelles, 42, rue Royale, propriétaire de onze cent cinquante-neuf actions privilégiées et de seize actions de jouissance.	1.159	16
Représentée par Monsieur le Chevalier Josué Henry de la Lindi, prénommé, suivant procuration du onze mars dernier.		
(signé) Chev. Henry de la Lindi.		
25. Monsieur Raymond Lippens, propriétaire, demeurant à Bruxelles, 25, rue Caroly, propriétaire de quinze cent quarante actions privilégiées et de quatorze actions de jouissance.	1.540	14
Représenté par Monsieur Pierre de Montpellier d'Annevoie, prénommé, suivant procuration du douze mars dernier.		
(signé) P. de Montpellier.		
26. Madame Veuve Paul Jamar, née Isabelle Frenay, sans profession, demeurant à Bruxelles, 36, rue Blanche, propriétaire de cent actions privilégiées.	100	
Représentée par Monsieur Pierre de Montpellier d'Annevoie, prénommé, suivant procuration du quinze mars dernier.		
(signé) P. de Montpellier.		

27. Monsieur Robert Verlinden, industriel, demeurant à Malines, 132, rue Maurits Sabbe, propriétaire de quatre cent quarante-huit actions privilégiées.	448	
Représenté par Monsieur Pierre de Montpellier d'Annevoie, prénommé, suivant procuration du dix-sept mars dernier.		
(signé) P. de Montpellier.		
28. Monsieur Louis Toint, conservateur des Hypothèques, demeurant à Malines, 22, rue des Augustins, propriétaire de deux actions privilégiées.	2	
Représenté par Monsieur Pierre de Montpellier d'Annevoie, prénommé, suivant procuration du treize mars dernier.		
(signé) P. de Montpellier.		
29. Monsieur R. Kulinckx, agent de change, demeurant à Bruxelles, 43, rue de l'Association, propriétaire de une action privilégiée.	1	
(signé) R. Kulinckx.		
30. Monsieur Fernand Meeus, secrétaire de sociétés, demeurant à Schaerbeek, 42, boulevard Auguste Reyers, propriétaire de dix actions privilégiées.	10	
(signé) F. Meeus.		
31. Monsieur Louis Pitti, agent de change, demeurant à Liège, 22, rue Fond Saint Servais, propriétaire de quatre cent soixante-cinq actions de jouissance.		465
(signé) L. Pitti.		
32. Monsieur Jules Cousin, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 6, Montagne du Parc, propriétaire de deux mille actions privilégiées.	2.000	
Représenté par Monsieur Arthur Cousin, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-trois mars dernier.		
(signé) A. Cousin.		
33. Monsiuer Arthur Cousin, ingénieur, demeurant à On-Jemelle, Villa Antiémont, propriétaire de quatre mille actions privilégiées et de vingt-cinq actions de jouissance.	4.000	25
(signé) A. Cousin.		
34. Monsieur Henri Leclercq, employé, demeurant à Braine-le-Comte, 15, rue de l'Enseignement, propriétaire de dix actions privilégiées et de trente actions de jouissance.	10	30
(signé) H. Leclercq.		

35. Monsieur Théodore Vandeplas, pensionné, demeurant à Bruxelles, 115, rue Antoine Bréart, propriétaire de dix actions privilégiées. (signé) Th. Vandeplas.		10	
36. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, établie à Bruxelles, 48, rue Fossé-aux-Loups, propriétaire de deux cent dix-sept mille quatre-vingt-cinq actions privilégiées et de six mille quatre cent nonante-cinq actions de jouissance.		217.085	6.495
Représentée par Monsieur Roger Blaise, conseiller-adjoint au Ministère des Colonies, demeurant à Watermael-Boitsfort, 2, rue des Courlis, suivant procuration du sept mars dernier. (signé) R. Blaise.			
Ensemble : un million cent mille actions de capital, trois cent soixante-neuf mille trois cent vingt-sept actions privilégiées et quatorze mille quarante et une actions de jouissance.	1.100.000	369.327	14.041

Le Président (signé) O. Jadot.

Le Secrétaire (signé) R. Angerhausen.

Les Scrutateurs (signé) A. Cousin; M. Evrard.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère, en date de ce jour.

Bruxelles, le trente et un mars mil neuf cent cinquante-deux.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le huit avril 1952. Volume 251, folio 5, case 18, cinq rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

CONVENTION ENTRE LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA SOCIETE DES CHEMINS DE FER LEOPOLDVILLE-KATANGA-DILOLO, LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU KATANGA ET LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU BAS-CONGO AU KATANGA.

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par Monsieur A. Dequae, Ministre des Colonies, de première part,

La Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo (L. K. D.), société congolaise à responsabilité limitée, dont le siège est à Elisabethville, représentée par Messieurs Odon Jadot, Président et le Général-Major Chevalier Josué Henry de la Lindi, administrateur, de deuxième part,

La Compagnie du Chemin de Fer du Katanga (C. F. K.), société congolaise à responsabilité limitée, dont le siège social est à Elisabethville, re-

présentée par Messieurs Lambert Jadot, Vice-Président et Hector Baillieux, administrateur, de troisième part,

La Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga (B. C. K.), société congolaise à responsabilité limitée, dont le siège social est à Elisabethville, représentée par Messieurs Paul Gillet, Président et Paul Sorel, administrateur-délégué de quatrième part,

Il est convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par le Pouvoir législatif de la Colonie et de ratification par les Assemblées générales des actionnaires de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga et de la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga.

Article 1er.

La Compagnie du Chemin de fer du Katanga est autorisée à faire apport à la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, qui accepte, de toute sa situation active et passive, telle qu'elle existait au 31 décembre 1950, les opérations faites par la Compagnie du Chemin de fer du Katanga depuis cette date l'étant pour compte de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo. Toutefois est maintenue la répartition bénéficiaire décidée par l'Assemblée Générale du 10 juillet 1951 de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga.

En conséquence, la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo se trouve substituée et subrogée dans tous les droits et obligations de la société apporteuse et notamment dans tous les droits et actions de celle-ci envers tous ses débiteurs.

La Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo a la jouissance de tous les biens apportés à compter du jour de l'apport et s'oblige, d'autre part, à supporter tout le passif et à respecter toutes les obligations de la société apporteuse, de même que tous les frais d'apport et de liquidation.

L'apport de la Compganie du Chemin de fer du Katanga comprend, outre l'actif et le passif dont question ci-dessus :

1. — Les concessions de chemin de fer octroyées par décret du Roi Souverain du 11 mars 1902, ces concessions étant prorogées jusqu'au 31 décembre 2025, date d'expiration des concessions de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, et étant en outre régies par les stipulations de la Convention du 13 avril 1927, intervenue entre la Colonie du Congo Belge et la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga et modifiée par celle du 26 juin 1948 approuvées respectivement, la première par décret du 23 juillet 1927, et la seconde par décret du 15 janvier 1949, sous réserve des modifications que la présente convention y apporte;

2. — La concession du port de Bukama octroyée par la convention du 21 septembre 1927, approuvée par arrêté royal du 26 septembre 1927, modifiée par arrêté royal du 25 juin 1929.

En conséquence, l'article 2 de la convention du 13 avril 1927, intervenue entre la Colonie du Congo Belge et la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga, est complété par la disposition suivante, venant après le littera c) :

« d) suivant convention du 25 février 1952, la Colonie a autorisé la Compagnie du Chemin de fer du Katanga à faire apport à la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo de ses concessions de chemins de fer octroyées par décret du Roi Souverain du 11 mars 1902, ainsi que de sa concession du port de Bukama, octroyée par la convention du 21 septembre 1927, approuvée par arrêté royal du 26 septembre 1927, modifiée par arrêté royal du 25 juin 1929. »

Article 2.

En rémunération des apports de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga décrits à l'article 1er, la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo créera 2.337.717 actions série B de 500 francs;

— 57.717 de ces titres seront attribués à la Colonie en rémunération de la prorogation des concessions de chemins de fer apportées par la Compagnie du Chemin de fer du Katanga et mise de ces concessions sous le régime des concessions de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo,

— 2.280.000 de ces titres seront répartis entre les actionnaires de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga à raison de :

— 1 action série B, plus 3,85 frs. en espèces, pour une action ordinaire C. F. K.,

— 12 actions série B, plus 46,20 frs. en espèces, pour 5 actions de jouissance C. F. K.

Article 3.

Chaque action privilégiée L. K. D. est remplacée par 1 action de 500 frs. série A.

Les actions de jouissance L. K. D. sont remplacées par des actions de 500 frs. série B, à raison de 2 actions série B pour 25 actions de jouissance.

Les 1.100.000 actions de capital entièrement libérées que la Colonie a reçues en rémunération de ses apports à la constitution de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo sont converties en 400.000 actions de 500 frs. série B et 700.000 actions de 500 francs série C.

La Colonie est libérée de ses engagements résultant de la loi du 23 juillet 1927, sauf en ce qui concerne l'exonération fiscale dont question ci-dessous, moyennant bonification par la Colonie de :

— 4 actions série B pour 100 actions privilégiées L. K. D. dont la garantie d'intérêt s'élève à 4 %,

— 7 actions série B pour 100 actions privilégiées L. K. D. dont la garantie d'intérêt s'élève à 7 %,

à prélever sur les actions revenant à la Colonie en sa qualité d'actionnaire, en vertu du troisième alinéa du présent article.

Les impôts belges et coloniaux afférents aux dividendes alloués aux actions série A remplaçant les actions privilégiées L. K. D. seront limités à un maximum de 2 %, jusques et y compris 35 frs. de dividende par action.

Les actions série A n'étant plus soumises à des tirages au sort, cette exonération fiscale prendra fin avec le dividende réparti aux actions série A pour l'exercice 1987, de manière à établir une équivalence entre l'exonération fiscale dont bénéficient les actions privilégiées L. K. D. et les actions série A qui les remplacent.

En conséquence, les modifications suivantes sont apportées à la convention du 13 avril 1927, intervenue entre la Colonie du Congo Belge et la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga :

a) L'article 13 est complété par la disposition suivante :

« Suivant la convention du 25 février 1952, les 1.100.000 actions de capital sont converties en 400.000 actions de 500 frs. série B et 700.000 actions de 500 francs série C. »

b) Les articles 15, 16 et 17 de la convention du 13 avril 1927 sont abrogés.

c) L'article 30 est remplacé par la disposition suivante :

« Conformément à la convention du 25 février 1952, les impôts belges et coloniaux afférents aux dividendes alloués aux actions série A seront limités à un maximum de 2 % jusques et y compris 35 frs. de dividende par action. Ce privilège fiscal prendra fin avec le dividende réparti aux actions série A, pour l'exercice 1987. »

Article 4.

L'article 12 de la convention du 13 avril 1927 est remplacé par la disposition suivante :

Le capital de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo est fixé à 2.304.023.500 frs. représenté par :

1.167.750 actions de 500 frs. série A,
et 2.740.297 actions de 500 frs. série B,
participant aux bénéfices de la société et
par 700.000 actions de 500 frs. série C,
ne participant pas aux bénéfices de la société.

Le capital social peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par décision de l'Assemblée générale, sous réserve de l'assentiment préalable du Ministre des Colonies.

En cas d'augmentation du capital contre espèces, les propriétaires des actions série A, série B et série C existantes ont le droit de souscrire par priorité les actions nouvelles, au prorata des titres qu'ils possèdent.

Nulle augmentation de capital ne pourra être réalisée par la création de nouvelles actions série A.

Les conditions d'émission des actions nouvelles seront fixées de commun accord entre le Ministre des Colonies et le Conseil d'administration de la société.

Les conditions de rémunération et d'amortissement des titres à émettre par la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, tant pour la construction de la section Port-Francqui-Léopoldville que pour la construction éventuelle de tronçons nouveaux, feront l'objet de conventions spéciales entre la Colonie et la Société.

Dans les assemblées générales des actionnaires, chaque action aura droit à une voix.

Toutefois, chacune des actions détenues par la Colonie aura droit à deux voix, sans limitation du droit de vote.

Article 5.

L'article 18 de la convention du 13 avril 1927 est remplacé par la disposition suivante :

L'excédent favorable du bilan de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, après déduction des charges sociales, des frais généraux, des amortissements et de la dotation des fonds de renouvellement et de prévision, sera réparti de la manière et dans l'ordre ci-après :

1. — Cinq pour cent au moins pour le fonds de réserve social;

2. — Un pour cent à titre de tantièmes pour les administrateurs et commissaires qui se partageront cette somme d'après un règlement d'ordre intérieur à arrêter par le Conseil d'administration, sans que chaque commissaire puisse recevoir plus d'un tiers de ce que touchera un administrateur;

3. — Un pour cent mis à la disposition du Conseil d'administration pour le personnel affecté à l'administration, aux études, à la construction, à l'exploitation et aux services accessoires des chemins de fer.

Le Conseil d'administration pourra en répartir le montant au mieux et même le porter, en tout ou en partie, à un compte de prévision pour les années déficitaires. Il en déterminera les règles de répartition.

4. — Le solde sera réparti entre les actions série A et série B.

Article 6.

Le 1° de l'article 19 de la convention du 13 avril 1927 est remplacé par la disposition suivante :

« 1°) versement par la Colonie à la Société de la somme nécessaire pour rembourser au pair les actions et les emprunts non encore amortis. »

Article 7.

L'article 23 de la convention du 13 avril 1927 est remplacé par la disposition suivante :

En cas de liquidation de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, soit pour expiration du terme de sa durée, soit pour dissolution anticipée, la répartition de l'actif net, après apurement de toutes les dettes, charges sociales, frais de liquidation, paiement de sommes dues à la Compagnie du Chemin de fer Bas-Congo au Katanga en vertu des alinéas 1 et 2 de l'article 7 de la convention du 5 novembre 1906, se fera par répartition entre toutes les actions séries A, B et C.

Article 8.

L'article 26 de la convention du 13 avril 1927, complété par la convention du 26 juin 1948, est modifié comme suit :

Paragraphe 1. — Remplacement des mots « litteras a, b et c de l'article 2 de la présente convention » par : litteras a, b, c et d de l'article 2 de la présente convention.

Littera a). — Remplacement des mots « des actions privilégiées prévues à l'article 12 » par : « d'actions contre espèces ».

Les dispositions suivantes sont, en outre, ajoutées à l'article 26 précité, complété par la convention du 26 juin 1948 :

« Les dotations au fonds d'amortissement du premier établissement seront complétées par une dotation suffisante pour assurer au moins la répartition de 500 frs. par titre aux actions séries A. B et C à la liquidation de la Société en fin de concession.

Cette dotation sera placée comme l'est actuellement le fonds d'amortissement. La différence en plus ou en moins entre le produit de ce placement et 4 % sera imputée au compte de résultats de la société. »

Article 9.

a) L'article 28 de la convention du 13 avril 1927 est remplacé par la disposition suivante :

« La société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo et la Colonie ne pourront mettre fin à la convention du 5 novembre 1906, intervenue entre la Colonie et la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga avant le 31 décembre 2025.

» La Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga renonçant à la participation dans les bénéfices de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, qui lui était accordée par l'article 18, 8° de la convention du 13 avril 1927, intervenue entre la Colonie et elle-même ainsi qu'à la garantie prévue à l'article 29 de cette convention, recevra à titre de rémunération de sa gestion du nouveau réseau L. K. D. (c'est-à-dire le réseau L. K. D. visé à la convention du 13 avril 1927, plus l'ancien réseau C. F. K.), une rémunération à fixer en accord avec le Ministre des Colonies. »

b) L'article 29 de la convention précitée est abrogé.

c) D'autre part, à l'article 27, les mots « aux litteras a, b et c » sont remplacés par : « aux litteras a, b, c et d ».

Article 10.

La Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo est exonérée des frais d'enregistrement et de mutation relatifs à l'absorption de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga.

Article 11.

Le Président du Conseil d'administration de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo sera choisi parmi les administrateurs et devra être agréé par le Ministre des Colonies.

Article 12.

La Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo est autorisée à changer sa dénomination contre celle de « Compagnie des Chemins de Fer du Katanga-Dilolo-Léopoldville » (K. D. L.).

Les statuts de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo seront mis en concordance avec les stipulations de la présente convention.

Fait à Bruxelles, en quadruple exemplaire, le 25 février 1952.

Le Ministre des Colonies, (signé) A. Dequae.

La Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo :

(signé) Chevalier Henry de la Lindi; O. Jadot.

La Compagnie du Chemin de Fer du Katanga :

(signé) L. Jadot; H. Baillieux.

La Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga :

(signé) P. Gillet; Paul Sorel.

Copie certifiée conforme.

Deux administrateurs, (signé) O. Jadot; L. Jadot.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 8 avril 1952, volume 251, folio 5, case 18, cinq rôles, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous, Léon Walravens, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs, n° 8412.

Bruxelles, le 23 avril 1952.

(signé) L. Walravens.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Walravens, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 23 avril 1952.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 24 avril 1952.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu,
Le Ministre des Colonies,
le 4 août 1952.

Mij bekend,
De Minister van Koloniën,
de 4 Augustus 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Compagnie du Chemin de fer du Katanga

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

MODIFICATIONS AUX STATUTS.
MISE EN LIQUIDATION SOUS CONDITION SUSPENSIVE.

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le trente et un mars, à dix heures.

Au siège administratif à Bruxelles, rue Marie de Bourgogne, numéro 60

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga, société congolaise par actions à responsabilité limitée établie à Elisabethville, (Congo Belge) soumise aux lois et arrêtés en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, créée par décret du Roi Souverain, en date du onze mars mil neuf cent deux et dont les statuts ont été modifiés par décision des assemblées générales extraordinaires tenues les vingt-cinq janvier mil neuf cent neuf, trois avril mil neuf cent onze, vingt-neuf décembre mil neuf cent dix-neuf, trente et un janvier mil neuf cent vingt-trois, et vingt-cinq février mil neuf cent vingt-quatre, suivant décision du conseil d'administration du premier juillet mil neuf cent vingt-quatre et suivant procès-verbaux dressés par le notaire Hubert Scheyven, à Bruxelles, les seize mai mil neuf cent vingt-neuf et trois décembre mil neuf cent quarante-sept.

Ces modifications aux statuts ont été approuvées par arrêtés royaux des treize mars mil neuf cent neuf, douze avril mil neuf cent onze, vingt-cinq janvier mil neuf cent vingt, quinze février mil neuf cent vingt-trois, vingt-deux avril, vingt juillet mil neuf cent vingt-quatre, dix-huit juin mil neuf cent vingt-neuf et vingt-six janvier mil neuf cent quarante-huit, et publiés respectivement au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des dix avril mil neuf cent neuf, deux mai mil neuf cent onze, quinze février mil neuf cent vingt, quinze février et quinze août mil neuf cent vingt-trois, quinze mai et quinze août mil neuf cent vingt-quatre, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juillet mil neuf cent vingt-neuf et du quinze février mil neuf cent quarante-huit.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre d'actions de chaque catégorie dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations toutes sous seing privé, mentionnées en la liste de présence et non annexées au présent procès-verbal, sont demeurées annexées au procès-verbal de notre ministère ci-après cité, en date du dix-sept mars mil neuf cent cinquante-deux.

Conformément à l'article vingt et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Odon Jadot, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Ixelles, square du Val de la Cambre, numéro 14, assisté de Messieurs Lambert Jadot, vice-président, ingénieur C. C., demeurant à Ixelles, rue du Bourgmestre, numéro 15a, Léon Bruneel, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Antoine Depage, numéro 5, Antoine Liesnard, inspecteur d'Etat honoraire au Congo Belge, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Maréchal Joffre, numéro 34 et Paul Sorel, ingénieur, demeurant à Bruxelles, rue du Marteau, numéro 75, administrateurs.

Monsieur le Président nomme comme secrétaire, Monsieur Robert Angerhausen, fondé de pouvoirs de la Société, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 404, ici intervenant et désigne comme scrutateurs, Messieurs Maurice Evrard, directeur au Ministère des Colonies, demeurant à Schaerbeek, rue Victor Lefèvre, numéro 12, et Arthur Cousin, ingénieur, demeurant à On-Jemelle, Villa Antiémont.

Monsieur Maurice Evrard, directeur au Ministère des Colonies, préqualifié, assiste en outre à l'assemblée, en qualité de délégué du Gouvernement de la Colonie, auprès de la Société.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1) Ratification de la convention intervenue le vingt-cinq février mil neuf cent cinquante-deux entre la Colonie, la « Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », la « Compagnie du Chemin de fer du Katanga » et la « Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga » autorisant notamment la Compagnie du C. F. K. à faire apport de toute sa situation active et passive à la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo.

2) Modification à l'article vingt-huit des statuts pour laisser à l'assemblée générale le soin de désigner le ou les liquidateurs.

3) Sous la condition suspensive de l'autorisation par décret de la fusion de la présente société avec la société des chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, dissolution anticipée de la société.

4) Nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs, détermination de leurs pouvoirs et notamment :

a) Celui de faire apport à la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo de toute la situation active et passive, y compris les concessions du Chemin de fer et du port de Bukama de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga, telle qu'elle existait au trente et un décembre

mil neuf cent cinquante, les opérations faites depuis cette date étant pour compte et au profit de la société absorbante étant entendu toutefois que la répartition bénéficiaire décidée par l'assemblée générale du dix juillet mil neuf cent cinquante et un de la présente société reste maintenue.

b) Celui de recevoir en rémunération des apports ci-dessus, deux millions trois cent trente-sept mille sept cent dix-sept actions série B de cinq cents francs chacune, dont cinquante-sept mille sept cent dix-sept à remettre à la Colonie en rémunération de la prorogation des concessions de chemin de fer apportées par la C. F. K. et mise de ces concessions sous le régime des concessions du L. K. D. et deux millions deux cent quatre-vingt mille plus une somme de huit millions sept cent soixante-dix-huit mille francs à remettre aux actionnaires.

c) Celui de répartir les dites actions série B et la somme de huit millions sept cent soixante-dix-huit mille francs entre les actionnaires de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga, à raison d'une action série B plus une somme de trois francs quatre-vingt-cinq centimes en espèces pour une action ordinaire C. F. K. et de douze actions série B plus une somme de quarante-six francs vingt centimes en espèces pour cinq actions de jouissance C. F. K.

d) Celui de donner décharge aux administrateurs et commissaires sur une situation établie au jour de la fusion.

5) Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour, éventuellement, reporter à une date ultérieure à fixer par lui, l'assemblée générale statutaire du deuxième mardi de juillet mil neuf cent cinquante-deux.

6) Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour faire constater authentiquement la mise en liquidation effective de la société.

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour, ont été faites, conformément à l'article vingt des statuts, dans les journaux suivants :

L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du quinze mars mil neuf cent cinquante-deux.

Le « Moniteur Belge », numéro du quatorze mars mil neuf cent cinquante-deux.

L' « Echo de la Bourse », numéro du quatorze/quinze/seize mars mil neuf cent cinquante-deux.

Le « Courrier de la Bourse et de la Banque », numéro du quatorze/quinze mars mil neuf cent cinquante-deux.

L' « Agence Economique et Financière », numéro du quatorze/quinze mars mil neuf cent cinquante-deux.

Que les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres missives, leur adressées le douze mars mil neuf cent cinquante-deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions de l'article dix-neuf des statuts.

IV. Que sur les un million huit cent mille actions ordinaires et les deux cent mille actions de jouissance de la société, la présente assemblée réunit un million cent quarante et un mille deux cent quatre-vingt-sept actions ordinaires, et douze mille deux cent dix-huit actions de jouissance.

V. Qu'une précédente assemblée générale extraordinaire ayant le même ordre du jour, mais à laquelle, la moitié des titres de chaque catégorie n'était pas représentée a été tenue le dix-sept de ce mois, ainsi qu'il résulte du procès-verbal dressé à cette date par Maître Hubert Scheyven, notaire soussigné.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée conformément à l'article vingt-deux des statuts pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, au cours duquel il donne connaissance à l'assemblée de la convention intervenue le vingt-cinq février mil neuf cent cinquante-deux entre la Colonie du Congo Belge, la « Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », la « Compagnie du Chemin de fer du Katanga » et la « Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga » l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée ratifie purement et simplement la convention intervenue le vingt-cinq février mil neuf cent cinquante-deux, entre la Colonie du Congo Belge, la « Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », la « Compagnie du Chemin de fer du Katanga » et la « Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga », dont une copie certifiée conforme, demeurera ci-annexée; la dite convention contenant notamment l'autorisation pour la « Compagnie du Chemin de fer du Katanga », de faire apport à la « Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », de toute sa situation active et passive, au trente et un décembre mil neuf cent cinquante, ainsi que de ses concessions de chemin de fer et du Port de Bukama.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres, votant tant ensemble que séparément.

DEUXIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de l'approbation par le Pouvoir législatif de la Colonie, l'assemblée décide de fusionner la présente société avec la « Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo » société congolaise par actions à responsabilité limitée établie à Elisabethville (Congo Belge), par apport à la dite société de toute la situation active et passive, rien excepté ni réservé, de la présente société, y compris notamment les concessions de chemins de fer et du Port de Bukama, telle que cette situation existait au trente et un décembre mil neuf cent cinquante, les opérations faites depuis cette date, jusqu'à celle du décret autorisant la fusion, l'étant pour compte et au profit de la société absorbante, étant toutefois entendu que la répartition bénéficiaire décidée par l'assemblée générale du dix juillet mil neuf cent cinquante et un, de la présente société, reste maintenue.

En rémunération des apports ci-dessus, la « Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », remettra à la présente société, deux millions trois cent trente-sept mille sept cent dix-sept actions série B de cinq cents francs chacune, entièrement libérées, jouissance premier janvier mil neuf cent cinquante et un et, en outre, une somme en espèces de huit millions sept cent soixante-dix-huit mille francs immédiatement après l'approbation de la convention du vingt-cinq février mil neuf cent cinquante-deux, précitée, par le Pouvoir législatif, et supportera tous les frais d'apport et de la liquidation de la présente société.

Ces deux millions trois cent trente-sept mille sept cent dix-sept actions série B et la somme de huit millions sept cent soixante-dix-huit mille francs en espèces, seront réparties par les soins des liquidateurs ci-après nommés de la présente compagnie, ainsi qu'il suit :

a) Cinquante-sept mille sept cent dix-sept actions série B à la Colonie du Congo Belge, en rémunération de la prorogation consentie par elle des concessions de chemins de fer, de l'apport et de la mise de ces concessions sous le régime des concessions de la « Société des Chemins defer Léopoldville-Katanga-Dilolo ».

et b) Les deux millions deux cent quatre-vingt mille actions série B restantes et la somme en espèces de huit millions sept cent soixante-dix-huit mille francs entre les actionnaires de la présente compagnie par voie d'échange à raison d'une action série B plus une somme de trois francs quatre-vingt-cinq centimes en espèces, pour une action ordinaire de la présente compagnie coupon numéro trente et un attaché et douze actions série B, plus une somme en espèces de quarante-six francs vingt centimes pour cinq actions de jouissance de la présente compagnie coupon numéro vingt-cinq attaché, le tout sans délivrance de fraction.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix, dans chaque catégorie des titres, votant tant ensemble que séparément.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de remplacer le texte de l'article vingt-huit des statuts par :

« En cas de dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque » moment que ce soit l'assemblée générale des actionnaires désigne le ou » les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixe le » mode de liquidation. »

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix, dans chaque catégorie de titres, votant tant ensemble que séparément.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée confère pouvoirs au Conseil d'administration, représenté conformément à l'article quatorze des statuts, par son président et un administrateur, à l'effet de faire l'apport prévu en la deuxième résolution qui précède, à la dite société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo » et ce notamment, aux conditions y énoncées.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix, dans chaque catégorie de titres.

CINQUIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de l'approbation de la convention du vingt-cinq février mil neuf cent cinquante-deux précitée par le Pouvoir législatif de la Colonie, l'assemblée décide la dissolution anticipée de la société, de fixer le nombre de liquidateurs à quatre et d'appeler à ces fonctions :

Monsieur Robert Angerhausen, licencié en sciences commerciales, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 404.

Monsieur Antoine Liesnard, inspecteur d'Etat honoraire au Congo Belge, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Maréchal Joffre, numéro 34.

Monsieur Fernand Meeus, licencié en sciences commerciales, demeurant à Schaerbeek, boulevard Auguste Reyers, numéro 42.

et Monsieur Hubert Menestret, directeur-adjoint à la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue Marie Clotilde, numéro 18.

Les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission, notamment celui de recevoir de la « Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », les deux millions trois cent trente-sept mille sept cent dix-sept actions série B de cinq cents francs chacune entièrement libérées et la somme de huit millions sept cent soixante-dix-huit mille francs en espèces, en rémunération de l'apport dont question ci-dessus et de les répartir ainsi qu'il est dit en la deuxième résolution qui précède.

Les liquidateurs sont dispensés de faire inventaire et pourront se référer aux livres et écritures de la Société.

Le collège des liquidateurs pourra, sous sa responsabilité, déléguer certains de ses pouvoirs à des tiers de son choix.

Le collège des liquidateurs pourra donner décharge aux administrateurs et commissaires sur une situation établie au jour de la fusion.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres, votant tant ensemble que séparément.

SIXIEME RESOLUTION.

L'assemblée confère au conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de reporter éventuellement à une date ultérieure à fixer par lui, l'assemblée générale statutaire du deuxième mardi de juillet mil neuf cent cinquante-deux.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

SEPTIEME RESOLUTION.

L'assemblée confère au conseil d'administration, représenté, conformément à l'article quatorze des statuts, par son Président et un administrateur, à l'effet de faire constater authentiquement la mise en liquidation effective de la présente société, aussitôt après les autorisations et approbations nécessaires.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

La séance continue.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) O. Jadot; L. Jadot; L. Bruneel; A. Liesnard; P. Sorel; R. Angerhausen; M. Evrard; A. Cousin; F. Dawant; P. Montpellier; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 8 avril 1952, volume 1379, folio 83, case 4. cinq rôles, six renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur, (signé) Abras.

ANNEXES

I.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU KATANGA, S. C. R. L.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 31 mars 1952.

LISTE DE PRESENCE.

	Nombre d'actions ordinaires	Nombre d'actions jouissance
1. La Colonie du Congo Belge, propriétaire de un million d'actions ordinaires.	1.000.000	
Représentée par Monsieur Maurice Evrard, directeur au Ministère des Colonies, demeurant à Schaerbeek, 12, rue Victor Lefèvre, suivant procuration du 8 mars 1952.		
(signé) M. Evrard.		
2. Monsieur Odon Jadot, ingénieur, demeurant à Ixelles, 14, square du Val de la Cambre, propriétaire de quarante actions ordinaires.	40	
(signé) O. Jadot.		
3. Monsieur Lambert Jadot, ingénieur, demeurant à Ixelles, 15a, rue du Bourgmestre, propriétaire de quarante actions ordinaires et cinq cents actions de jouissance.	40	500
(signé) L Jadot.		
4. Monsieur Hector Baillieux, administrateur de société, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, n° 101, propriétaire de quarante actions ordinaires.	40	

	Nombre d'actions ordinaires	jouissance
Représenté par Monsieur Pierre de Montpellier d'Annevoie ci-après nommé, suivant procuration du 27 mars 1952. (signé) P. de Montpellier.		
5. Monsieur Paul Sorel, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 75, rue du Marteau, propriétaire de quarante actions ordinaires. (signé) P. Sorel.	40	
6. Monsieur Pierre de Montpellier d'Annevoie, administrateur de sociétés, demeurant au Château de et à Annevoie, propriétaire de vingt actions ordinaires. (signé) P. de Montpellier.	20	
7. Union Minière du Haut-Katanga, établie à Bruxelles, 6, Montagne du Parc, propriétaire de quarante mille actions ordinaires. Représentée par Monsieur Odon Jadot, prénommé, suivant procuration du 7 mars 1952. (signé) O. Jadot.	40.000	
8. La Royale Belge, établie à Bruxelles, 74, rue Royale, propriétaire de vingt mille deux cent vingt-cinq actions ordinaires et quinze cents actions de jouissance. Représentée par Monsieur Odon Jadot prénommé, suivant procuration du 11 mars 1952. (signé) O. Jadot.	20.225	1.500
9. Monsieur Paul Gillet, Gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Uccle, 45, rue Edmond Picard, propriétaire de mille actions ordinaires Représenté par Monsieur Odon Jadot prénommé, suivant procuration du 6 mars 1952. (signé) O. Jadot.	1.000	
10. Compagnie Belge d'Assurances Générales, établie à Bruxelles, 14, rue de la Fiancée, propriétaire de quinze mille actions ordinaires et de sept mille cinq cents actions de jouissance. Représentée par Monsieur Lambert Jadot prénommé, suivant procuration du 17 mars 1952. (signé) L. Jadot.	15.000	7.500
11. Compagnie du Katanga, établie à Bruxelles, 13, rue Bréderode, propriétaire de six mille actions ordinaires. Représentée par Monsieur Lambert Jadot prénommé, suivant procuration du 5 mars 1952. (signé) L. Jadot.	6.000	

	Nombre d'actions ordinaires	Nombre d'actions jouissance
12. Compagnie du Chemin de fer du Nord, établie à Paris (VII) 27, avenue Bosquet, propriétaire de cinq mille quatre-vingt-deux actions ordinaires.	5.082	
Représentée par Monsieur Lambert Jadot prénommé, suivant procuration du 7 mars 1952. (signé) L. Jadot.		
13. Compagnie Foncière du Katanga, établie à Bruxelles, 6, Montagne du Parc, propriétaire de vingt mille six cent vingt-cinq actions ordinaires.	20.625	
Représentée par Monsieur Léon Bruneel, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 5, avenue Depage, suivant procuration du 12 mars 1952. (signé) L. Bruneel.		
14. Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga, établie à Bruxelles, 7, Montagne du Parc, propriétaire de dix-neuf mille quatre cent septante-cinq actions ordinaires et mille trois cent et trois actions de jouissance.	19.475	1.303
Représentée par Monsieur Paul Sorel, ingénieur, demeurant à Bruxelles, rue du Marteau, n° 75, suivant procuration du 24 mars 1952. (signé) P. Sorel.		
15. Mutuelle des Employeurs du Congo et du Ruanda-Urundi, établie à Bruxelles, 14, rue du Grand Cerf, propriétaire de six cent cinquante actions ordinaires.	650	
Représentée par Monsieur Paul Sorel prénommé, suivant procuration du 7 mars 1952. (signé) P. Sorel.		
16. Bourse du Travail du Kasaï, établie à Bruxelles, 42, rue Royale, propriétaire de cinq cent et cinq actions ordinaires.	505	
Représentée par Monsieur Paul Sorel prénommé, suivant procuration du 7 mars 1952. (signé) P. Sorel.		
17. Charbonnages de la Luena, établis à Bruxelles, 10, rue de Bréderode, propriétaires de sept mille six cents actions ordinaires.	7.600	
Représentés par Monsieur Antoine Liesnard, inspecteur d'Etat honoraire au C. B., demeurant à Forest, 34, avenue Maréchal Joffre, suivant procuration du 7 mars 1952. (signé) A. Liesnard.		

	Nombre d'actions ordinaires	jouissance
18. Monsieur Jean Beckers, Conseiller à la Cour d'Appel, demeurant à Uccle, 65, avenue Alphonse XIII, propriétaire de cinquante actions ordinaires.	50	
Représenté par Monsieur Antoine Liesnard prénommé, suivant procuration du 12 mars 1952. (signé) A. Liesnard.		
19. Monsieur Jules Cousin, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 6, Montagne du Parc, propriétaire de trois mille vingt actions ordinaires et quatre cents actions de jouissance.	3.020	400
Représenté par Monsieur Arthur Cousin ci-après nommé, suivant procuration du 23 mars 1952. (signé) A. Cousin.		
20. Monsieur Arthur Cousin, ingénieur, demeurant à On-Jemelle, Villa Antiémont, propriétaire de mille huit cent septante-cinq actions ordinaires et de mille actions de jouissance.	1.875	1.000
(signé) A. Cousin.		
21. Monsieur Félix Dawant, propriétaire, demeurant à Forest, 195, avenue des Sept Bonniers, propriétaire de quinze actions de jouissance.		15
(signé) F. Dawant.		
Ensemble un million cent quarante et un mille deux cent quatre-vingt-sept actions ordinaires, et douze mille deux cent dix-huit actions de jouissance.	1.141.287	12.218

Le Président, (signé) O. Jadot.

Le Secrétaire, (signé) R. Angerhausen.

Les Scrutateurs, (signé) A. Cousin; M. Evrard.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère en date de ce jour.

Bruxelles, le 31 mars 1952.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 8 avril 1952, volume 251, folio 6, case 1, trois rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur, (signé) Abras.

II.

CONVENTION ENTRE LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA SOCIETE DES CHEMINS DE FER LEOPOLDVILLE-KATANGA-DILOLO, LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU KATANGA ET LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU BAS-CONGO AU KATANGA.

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par Monsieur A, Dequae, Ministre des Colonies, de première part,

La Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo (L. K. D.), société congolaise à responsabilité limitée, dont le siège est à Elisabethville, représentée par Messieurs Odon Jadot, Président et le Général-Major Chevalier Josué Henry de la Lindi, administrateur, de deuxième part,

La Compagnie du Chemin de Fer du Katanga (C. F. K.), société congolaise à responsablité limitée, dont le siège social est à Elisabethville, représentée par Messieurs Lambert Jadot, Vice-Président et Hector Baillieux, administrateur, de troisième part,

La Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo, au Katanga (B. C. K.), société congolaise à responsabilité limitée, dont le siège social est à Elisabethville, représentée par Messieurs Paul Gillet, Président et Paul Sorel, administrateur-délégué, de quatrième part,

Il est convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par le Pouvoir législatif de la Colonie et de ratification par les Assemblées générales des actionnaires de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, de la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga et de la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga.

Article 1er.

La Compagnie du Chemin de fer du Katanga est autorisée à faire apport à la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, qui accepte, de toute sa situation active et passive, telle qu'elle existait au 31 décembre 1950, les opérations faites par la Compagnie du Chemin de fer du Katanga depuis cette date l'étant pour compte de la Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo. Toutefois, est maintenue la répartition bénéficiaire décidée par l'Assemblée Générale du 10 juillet 1951 de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga.

En conséquence, la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo se trouve substituée et subrogée dans tous les droits et obligations de la société apporteuse et notamment dans tous les droits et actions de celle-ci envers tous ses débiteurs.

La Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo a la jouissance de tous les biens apportés à compter du jour de l'apport et s'oblige, d'autre part, à supporter tout le passif et à respecter toutes les obligations de la société apporteuse, de même que tous les frais d'apport et de liquidation.

L'apport de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga comprend, outre l'actif et le passif dont question ci-dessus :

1. Les concessions de chemin de fer octroyées par décret du Roi Souverain du 11 mars 1902, ces concessions étant prorogées jusqu'au 31 dé-

cembre 2025, date d'expiration des concessions de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, et étant en outre régies par les stipulations de la convention du 13 avril 1927, intervenue entre la Colonie du Congo Belge et la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga et modifiée par celle du 26 juin 1948 — approuvées respectivement, la première par décret du 23 juillet 1927, et la seconde par décret du 15 janvier 1949, sous réserve des modifications que la présente convention y apporte;

2. La concession du Port de Bukama octroyée par la convention du 21 septembre 1927, approuvée par arrêté royal du 26 septembre 1927, modifié par arrêté royal du 25 juin 1929.

En conséquence, l'article 2 de la Convention du 13 avril 1927, intervenue entre la Colonie du Congo Belge et la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga, est complété par la disposition suivante, venant après le littera c) :

« d) suivant convention du 25 février 1952, la Colonie a autorisé la Compagnie du Chemin de fer du Katanga à faire apport à la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo de ses concessions de chemins de fer octroyées par décret du Roi Souverain du 11 mars 1902, ainsi que de sa concession du Port de Bukama, octroyée par la convention du 21 septembre 1927, approuvée par arrêté royal du 26 septembre 1927, modifié par arrêté royal du 25 juin 1929.

Article 2.

En rémunération des apports de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga décrits à l'article 1er, la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo créera 2.337.717 actions série B de 500 francs;

— 57.717 de ces titres seront attribués à la Colonie en rémunération de la prorogation des concessions de chemins de fer apportées par la Compagnie du Chemin de fer du Katanga et mise de ces concessions sous le régime des concessions de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo,

— 2.280.000 de ces titres seront répartis entre les actionnaires de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga à raison de :

1 action série B, plus 3,85 frs. en espèces, pour une action ordinaire C. F. K.,

12 actions série B, plus 46,20 frs. en espèces, pour 5 actions de jouissance C. F. K.

Article 3.

Chaque action privilégiée L. K. D. est remplacée par une action de 500 frs. série A.

Les actions de jouissance L. K. D. sont remplacées par des actions de 500 frs. série B, à raison de 2 actions série B pour 25 actions de jouissance.

Les 1.100.000 actions de capital entièrement libérées que la Colonie a reçues en rémunération de ses apports à la constitution de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo sont converties en 400.000 actions de 500 frs. série B et 700.000 actions de 500 frs. série C.

La Colonie est libérée de ses engagements résultant de la loi du 23 juillet 1927, sauf en ce qui concerne l'exonération fiscale dont question ci-dessous, moyennant bonification par la Colonie de :

4 actions série B pour 100 actions privilégiées L. K. D. dont la garantie d'intérêt s'élève à 4 %,

7 actions série B pour 100 actions privilégiées L. K. D. dont la garantie d'intérêt s'élève à 7 %,

à prélever sur les actions revenant à la Colonie en sa qualité d'actionnaire, en vertu du troisième alinéa du présent article.

Les impôts belges et coloniaux afférents aux dividendes alloués aux actions série A remplaçant les actions privilégiées L. K. D. seront limités à un maximum de 2 %, jusques et y compris 35 fr. de dividende par action.

Les actions série A n'étant plus soumises à des tirages au sort, cette exonération fiscale prendra fin avec le dividende réparti aux actions série A pour l'exercice 1987, de manière à établir une équivalence entre l'exonération fiscale dont bénéficient les actions privilégiées L. K. D. et les actions série A qui les remplacent.

En conséquence, les modifications suivantes sont apportées à la convention du 13 avril 1927, intervenue entre la Colonie du Congo Belge et la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga :

a) L'article 13 est complété par la disposition suivante :

« Suivant la convention du 25 février 1952, les 1.100.000 actions de capital » sont converties en 400.000 actions de 500 frs. série B et 700.000 actions de 500 frs. série C. »

b) Les articles 15, 16 et 17 de la convention du 13 avril 1927 sont abrogés.

c) L'article 30 est remplacé par la disposition suivante :

« Conformément à la convention du 25 février 1952, les impôts belges et coloniaux afférents aux dividendes alloués aux actions série A seront limités à un maximum de 2 % jusques et y compris 35 frs. de dividende par action. Ce privilège fiscal prendra fin avec le dividende réparti aux actions série A, pour l'exercice 1987. »

Article 4.

L'article 12 de la convention du 13 avril 1927 est remplacé par la disposition suivante :

Le capital de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo est fixé à 2.304.023.500 frs. représenté par :

1.167.750 actions de 500 frs. série A;
et 2.740.297 actions de 500 frs. série B,
participant aux bénéfices de la société et
par 700.000 actions de 500 frs. série C,
ne participant pas aux bénéfices de la société.

Le capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois, par décision de l'Assemblée générale, sous réserve de l'assentiment préalable du Ministre des Colonies.

En cas d'augmentation du capital contre espèces, les propriétaires des actions série A, série B et série C existantes ont le droit de souscrire par priorité les actions nouvelles, au prorata des titres qu'ils possèdent.

Nulle augmentation de capital ne pourra être réalisée par la création de nouvelles actions série A.

Les conditions d'émission des actions nouvelles seront fixées de commun accord entre le Ministre des Colonies et le Conseil d'administration de la société.

Les conditions de rémunération et d'amortissement des titres à émettre par la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, tant pour la construction de la section Port-Francqui-Léopoldville que pour la construction éventuelle de tronçons nouveaux, feront l'objet de conventions spéciales entre la Colonie et la Société.

Dans les assemblées générales des actionnaires, chaque action aura droit à une voix.

Toutefois, chacune des actions détenues par la Colonie aura droit à deux voix, sans limitation du droit de vote.

Article 5.

L'article 18 de la convention du 13 avril 1927 est remplacé par la disposition suivante :

L'excédent favorable du bilan de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, après déduction des charges sociales, des frais généraux, des amortissements et de la dotation des fonds de renouvellement et de prévision, sera réparti de la manière et dans l'ordre ci-après :

1. Cinq pour cent au moins pour le fonds de réserve social;

2. Un pour cent à titre de tantièmes pour les administrateurs et commissaires qui se partageront cette somme d'après un règlement d'ordre intérieur à arrêter par le Conseil d'administration, sans que chaque commissaire puisse recevoir plus d'un tiers de ce que touchera un administrateur;

3. Un pour cent mis à la disposition du Conseil d'administration pour le personnel affecté à l'administration, aux études, à la construction, à l'exploitation et aux services accessoires des chemins de fer.

Le Conseil d'administration pourra en répartir le montant au mieux et même le porter, en tout ou en partie, à un compte de prévision pour les années déficitaires. Il en déterminera les règles de répartition.

4. Le solde sera réparti entre les actions série A et série B.

Article 6.

Le 1° de l'article 19 de la convention du 13 avril 1927 est remplacé par la disposition suivante :

« 1) versement par la Colonie à la Société de la somme nécessaire pour rembourser au pair les actions et les emprunts non encore amortis. »

Article 7.

L'article 23 de la convention du 13 avril 1927 est remplacé par la disposition suivante :

En cas de liquidation de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, soit pour expiration du terme de sa durée, soit pour dissolution anticipée, la répartition de l'actif net, après apurement de toutes les dettes, charges sociales, frais de liquidation, paiement de sommes dues à la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga en vertu des alinéas 1 et 2 de l'article 7 de la convention du 5 novembre 1906, se fera par répartition entre toutes les actions séries A, B et C.

Article 8.

L'article 26 de la convention du 13 avril 1927, complété par la convention du 26 juin 1948, est modifié comme suit :

Paragraphe 1. — Remplacement des mots « litteras a, b et c » de l'article 2 de la présente convention par : « litteras a, b, c et d de l'article 2 de la présente convention.

Littera a). — Remplacement des mots « des actions privilégiées prévues à l'article 12 » par : « d'actions contre espèces ».

Les dispositions suivantes sont, en outre, ajoutées à l'article 26 précité, complété par la convention du 26 juin 1948 :

« Les dotations au fonds d'amortissement du premier établissement seront complétées par une dotation suffisante pour assurer au moins la répartition de 500 frs. par titre aux actions séries A, B et C, à la liquidation de la société en fin de concession. Cette dotation sera placée comme l'est actuellement le fonds d'amortissement. La différence en plus ou en moins entre le produit de ce placement et 4 % sera imputée au compte de résultats de la société. »

Article 9.

a) L'article 28 de la convention du 13 avril 1927 est remplacé par la disposition suivante :

« La Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo et la Colonie ne pourront mettre fin à la convention du 5 novembre 1906, intervenue entre la Colonie et la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga avant le 31 décembre 2025.

» La Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga renonçant à la participation dans les bénéfices de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, qui lui était accordée par l'article 18, 8° de la convention du 13 avril 1927, intervenue entre la Colonie et elle-même ainsi qu'à la garantie prévue à l'article 29 de cette convention, recevra à titre de rémunération de sa gestion du nouveau réseau L. K. D. (c'est-à-dire le réseau L. K. D. visé à la convention du 13 avril 1927, plus l'ancien réseau C. F. K.), une rémunération à fixer en accord avec le Ministre des Colonies. »

b) L'article 29 de la convention précitée est abrogé.

c) D'autre part, à l'article 27, les mots « aux litteras a, b et c » sont remplacés par : « aux litteras a, b, c et d ».

Article 10.

La Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo est exonérée des frais d'enregistrement et de mutation relatifs à l'absorption de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga.

Article 11.

Le Président du Conseil d'administration de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo sera choisi parmi les administrateurs et devra être agréé par le Ministre des Colonies.

Article 12.

La Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo est autorisée à changer sa dénomination contre celle de « Compagnie des Chemins de Fer du Katanga-Dilolo-Léopoldville » (K. D. L.).

Les statuts de la Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo seront mis en concordance avec les stipulations de la présente convention.

Fait à Bruxelles, en quadruple exemplaire, le 25 février 1952.

Le Ministre des Colonies, (signé) A. Dequae.

La Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo,

(signé) Chevalier Henry de la Lindi; O. Jadot.

La Compagnie du Chemin de Fer du Katanga,

(signé) L. Jadot; H. Baillieux.

La Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga,

(signé) P. Gillet; P. Sorel.

Copie certifiée conforme :

Deux administrateurs, (signé) O. Jadot; L. Jadot.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 8 avril 1952, volume 251, folio 6, case 1, cinq rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur, (signé) Abras.

Pour expédition conforme,

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Monsieur Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs, n° 8396.

Bruxelles, le 22 avril 1952.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Hubrecht, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 23 avril 1952.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 24 avril 1952.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Plantations Tropicales

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Lukula M'Bavu.

Siège administratif : Bruxelles, rue Royale, 52.

—

STATUTS — CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le trois juillet.

Devant nous, Paul Englebert, notaire de résidence à Bruxelles.

ONT COMPARU :

1. La Société anonyme belge « Plantations Tropicales », établie à Bruxelles, rue Royale, 52, mise en liquidation sous condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal des statuts ci-après ainsi qu'il résulte d'un acte de notre ministère en date de ce jour.

Ici représentée par un liquidateur, spécialement habilité à cette fin, savoir :

Monsieur Remi De Conijnck, expert-comptable, domicilié à Ixelles, avenue de l'Université, 75.

Lequel a été appelé aux dites fonctions, toujours sous condition suspensive, aux termes de l'acte précité.

2. Monsieur Pierre Boty, ingénieur U. L. B., demeurant à Bruxelles, rue de Belle-vue, numéro 24.

---

(1) Arrêté royal du 7 août 1952 — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1952. — 1re Partie.

3. Monsieur Hubert Dochen, licencié en sciences commerciales et coloniales, demeurant à Huy, Longs-Thiers, 17.

4. Monsieur Harold-Huber Cartwright-Hallet, boulevard Général Jacques, 30.

5. Monsieur Lucien Pirlet, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, rue Berkendael, 120.

6. Monsieur Léon Wielemans, industriel, demeurant à Forest, avenue Van Volxem, 360.

7. Monsieur Jacques Le Borne, licencié en sciences économique et financières U. L. B., demeurant à Ixelles, rue Jules Lejeune, 44.

8. Monsieur Georges Van De Velde, ingénieur civil des mines U. L. B., demeurant à Ixelles, avenue du Derby, 13.

PROCURATIONS.

Sont représentés en vertu de pouvoirs conférés aux termes de procurations sous seing privé lesquelles demeureront ci-annexées, savoir :

Messieurs Pierre Boty et Lucien Pirlet,

par Monsieur Jacques Le Borne,

tous préqualifiés.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser, par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux, comme suit :

CHAPITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE DE LA SOCIETE.

Article 1er.

Il est formé, par les présentes, une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Plantations Tropicales ».

Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie. Elle a été substituée à la Société anonyme belge « Plantations Tropicales », fondée le dix juin mil huit cent nonante-neuf, sous une autre dénomination sociale, laquelle a été remplacée par la dénomination actuelle, suivant délibération de l'assemblée des actionnaires du treize mars mil neuf cent trente-cinq.

Article 2.

Le siège social de la société est établi à Lukula M'Bavu (Congo Belge).

Il peut être transféré en toute autre localité du Congo Belge par décision du Conseil d'administration.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, ce terme comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Il est initialement établi à Bruxelles, rue Royale, 52. Il pourra, par décision du Conseil d'administra-

tion, être établi ultérieurement dans toute autre localité de Belgique, et, en cas de nécessité, au Congo Belge.

Le transfert du siège social comme celui du siège administratif sera publié par avis inséré, sauf le cas de force majeure, dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou dans le « Bulletin Administratif du Congo Belge » et aux annexes au « Moniteur Belge ».

Des succursales et agences peuvent être établies par décision du Conseil d'administration en Belgique, au Congo Belge et à l'étranger.

Article 3.

La société a pour objet toutes opérations commerciales, industrielles, agricoles, financières et autres, au Congo et dans tous autres pays où elle le jugera favorable à ses intérêts, et notamment l'exploitation industrielle, commerciale, agricole et forestière des domaines qui lui sont ou seront apportés, ainsi que tous autres dont elle viendrait à acquérir, soit la propriété, soit la concession au Congo ou ailleurs.

Elle peut établir, soit sur les lieux de son exploitation, soit ailleurs, les chantiers, usines et généralement tous établissements industriels ou commerciaux qu'elle croira utiles.

Elle peut constituer des sociétés spéciales pour mettre en valeur l'une ou l'autre branche de son objet, leur faire tous apports, céder ou apporter les droits qui font partie de son domaine à d'autres sociétés, personnes ou entreprises; s'intéresser par voie de participation, de souscription, de fusion, ou de toute autre manière, dans toutes entreprises similaires.

Article 4.

La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à la date de l'arrêté royal autorisant sa fondation.

Elle peut être dissoute par anticipation ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts, et, dans le cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

CHAPITRE II.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — ACTIONNAIRES.

Article 5.

Le capital social est fixé à vingt-trois millions de francs congolais, et est représenté par nonante-deux mille actions sans mention de valeur.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles 47 et 50 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Sont toutefois exceptées

de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article 48 des mêmes lois.

Article 6.

A) Monsieur Remi De Conijnck, précité, agissant pour et au nom de la société anonyme belge « Plantations Tropicales », dont il a été nommé liquidateur, ainsi qu'il a été dit ci-avant et sous la réserve sus exprimée.

B) 1. Monsieur Pierre Boty.

2. Monsieur Hubert Dochen,

3. Monsieur Harold-Huber Cartwright-Hallet,

4. Monsieur Lucien Pirlet,

5. Monsieur Léon Wielemans,

6. Monsieur Jacques Le Borne,

7. Monsieur Georges Van De Velde,

tous précités, respectivement propriétaires de cinquante, cinquante-deux, dix, cinq, cinquante, une et vingt-cinq actions de la société anonyme belge « Plantations Tropicales ».

Agissant en qualité de propriétaires des actions et se joignant au liquidateur susnommé pour la part dans l'apport global afférent aux actions qui leur appartiennent.

Déclarent ensemble faire apport à la présente société, qui accepte, de toute la situation active et passive de la société anonyme belge « Plantations Tropicales », en ce compris l'ensemble des éléments de son activité sociale.

Ledit apport est fait sur la base de la situation de l'actif et du passif au trente et un décembre mil neuf cent cinquante et un, en sorte que toutes les opérations faites par la société anonyme belge « Plantations Tropicales », depuis la date du premier janvier mil neuf cent cinquante-deux, sont pour compte de la présente société, et à ses risques et profits, comme si elle-même les avait faites et celle-ci succède intégralement dans la situation active et passive de la société apporteuse, telle qu'elle existe à la date de ce jour.

A partir de la date de l'arrêté royal autorisant sa fondation, la présente société se trouve subrogée sans qu'il puisse en résulter novation, dans tous les droits et obligations de la société apporteuse; elle est notamment subrogée dans tous les droits et actions de la société apporteuse, envers tous ses débiteurs, y compris ceux dont la dette aurait été portée comme amortie en comptabilité. La société présentement constituée aura la jouissance de tous les biens apportés à compter de la date de l'arrêté royal dont question ci-dessus et s'oblige d'autre part à supporter seule et exclusivement tout le passif de la société apporteuse, ainsi que tous frais d'apport et de liquidation, à reprendre, et continuer tous les engagements de la société apporteuse, en se substituant à elle tant activement que passivement, et à la garantir contre toutes actions et réclamations de la part des tiers, le tout de façon qu'elle ne puisse jamais être recherchée ni inquiétée; elle s'oblige également à supporter à la décharge des liquidateurs de la société apporteuse, les conséquences de toutes actions qui pourraient leur être intentées du chef de l'exécution de leur mandat de liquidateur.

Les comparants déclarent et reconnaissent, que, par suite de l'apport qui précède, le capital est intégralement souscrit, que les actions sont entièrement libérées et que la somme de vingt-trois millions de francs congolais, représentée par tous les avoirs composant l'apport ci-dessus est, dès à présent, à la libre et entière disposition de la présente société.

REMUNERATION DE L'APPORT.

En rémunération de l'apport prédécrit dont tous les comparants déclarent parfaitement connaître la consistance et la réalité, il est attribué nonante-deux mille actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées, réparties comme suit :

— cinquante actions à Monsieur Pierre Boty,

— cinquante-deux actions à Monsieur Hubert Dochen,

— dix actions à Monsieur Harold-Huber Cartwright-Hallet,

— cinq actions à Monsieur Lucien Pirlet,

— cinquante actions à Monsieur Léon Wielemans,

— une action à Monsieur Jacques Le Borne,

— vingt-cinq actions à Monsieur Georges Van De Velde.

Le solde des actions est à répartir par les soins du liquidateur entre tous les propriétaires d'actions de la société anonyme « Plantations Tropicales » autres, que ceux dont il est fait état ci-dessus.

Article 7.

Le capital social pourra être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois, par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modifications aux statuts et moyennant autorisation par arrêté royal.

En cas d'augmentation du capital social par l'émission d'actions à souscrire en numéraire, celles-ci seront offertes par préférence aux porteurs d'actions anciennes, suivant les conditions et les modalités à déterminer par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Article 8.

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, lequel supporte les frais de conversion.

Les actions restent obligatoirement nominatives jusqu'à leur entière libération.

La propriété des actions nominatives s'établit par l'inscription sur le registre des titres nominatifs.

Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux actionnaires.

Il est tenu un registre au siège social et un autre au siège administratif. Les inscriptions se font au choix du propriétaire des titres dans le registre tenu à l'un ou l'autre de ces sièges.

Ce registre contient :

— la désignation précise de chaque actionnaire, et l'indication du nombre de ses actions;

— l'indication des versements effectués;

— les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur.

La cession s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le même registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, ainsi que suivant les règles de transfert des créances établies par l'article 353 du Code civil de la Colonie du Congo Belge.

Il est loisible à la Société d'accepter, et d'inscrire sur le registre un transfert constaté par correspondance ou autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs, les deux signatures peuvent être remplacées par des griffes.

Il est mentionné sur l'action :

— la date de l'acte constitutif de la société et de sa publication,

— le capital social,

— le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions ainsi que la valeur nominale des titres,

— la consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits,

— la durée de la société,

— le mode de répartition des bénéfices,

— le jour et l'heure de l'assemblée générale ordinaire annuelle.

La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après que la fondation de la société a été autorisée par arrêté royal et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

Article 9.

Le conseil d'administration peut émettre des obligations dont il détermine le type, le taux d'émission et l'intérêt ainsi que le mode et les conditions d'amortissement et de remboursement.

Article 10.

Les actionnaires ne sont tenus que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par titre; s'il y a plusieurs propriétaires, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant propriétaire à son égard.

Les droits et obligations attachés à un titre le suivent dans quelque main qu'il passe.

La possession d'un titre comporte adhésion aux statuts sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

Les héritiers ou créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens ou valeurs de la société. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations du Conseil d'administration et de l'assemblée générale.

CHAPITRE III.

ADMINISTRATION ET SURVEILLANCE.

Article 11.

La société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois administrateurs au moins et surveillé par un commissaire au moins.

Le nombre des administrateurs et commissaires est fixé par l'assemblée générale.

Un administrateur et un commissaire au moins sortent chaque année, immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

L'ordre de roulement de sortie est établi par voie de tirage au sort, de façon qu'aucun mandat ne dure plus de six ans.

Les membres sortants sont toujours rééligibles.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les autres membres du Conseil, unis aux commissaires, ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à la nomination définitive.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre achève le mandat de son prédécesseur.

L'assemblée générale peut attribuer aux administrateurs et aux commissaires, indépendamment de leurs frais de voyage et de déplacement, des allocations fixes, soit régulières, soit temporaires, imputables aux frais généraux, sans préjudice aux tantièmes qui leur sont alloués sur les bénéfices par l'article 34.

L'allocation d'un commissaire ne peut être supérieure au tiers de celle d'un administrateur.

Article 12.

Le Conseil d'administration nomme un président et un vice-président parmi ses membres. En cas d'absence du président et du vice-président, le Conseil désigne un de ses membres pour les remplacer.

Le Conseil se réunit sur la convocation du président ou du vice-président ou de l'administrateur qui les remplace, aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Il doit être convoqué lorsque deux administrateurs, au moins, le demandent.

Article 13.

Le Conseil ne peut statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Chaque administrateur peut, par simple lettre, conférer à un de ses collègues le droit de le représenter et de voter pour lui aux séances du Conseil.

Aucun administrateur ne peut exercer plus d'un de ces mandats.

Article 14.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du président, du vice-président ou de l'administrateur présidant l'assemblée est prépondérante.

L'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la société dans une opération soumise au Conseil d'administration, est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération.

Les délibérations du Conseil d'administration sont inscrites dans un registre tenu au siège administratif de la société et signée par la majorité au moins des membres qui y ont pris part.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont certifiés par un administrateur.

Article 15.

Les délibérations du Collège des commissaires ont lieu dans la même forme que celles du Conseil d'administration.

Article 16.

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la société.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil. Spécialement il peut acheter, vendre, échanger, exploiter, donner en location, en nantissement ou en hypothèque tous biens meubles et immeubles, donner mainlevée de tous commandements oppositions, saisies et transcriptions quelconques, ainsi que toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, d'office ou autres, renoncer à tous privilèges, droits d'hypothèques et actions résolutoires, en un mot à tous droits réels, quelconques, dispenser le Conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office, le tout avant comme après paiement et sans justifier de l'extinction des créances appartenant à la société.

Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant sont suivies au nom de la société, poursuites et diligences du Président du Conseil d'administration ou de deux administrateurs.

Article 17.

Le Conseil peut nommer un ou plusieurs administrateurs-délégués ou administrateurs-directeurs; il peut aussi nommer hors de son sein un ou plusieurs directeurs et autres agents, il détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

A moins de délégation spéciale à un des membres du Conseil ou à un tiers, tous les actes qui engagent la société sont signés par deux administrateurs, sans qu'ils aient à justifier d'une décision préalable du Conseil d'administration.

Article 18.

Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Il leur est remis chaque semestre, par l'administration, un état résumant la situation active et passive.

Article 19.

Les administrateurs et les commissaires ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Ils ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

Article 20.

Le cautionnement de chaque administrateur est fixé à cinquante actions, celui de chaque commissaire à vingt-cinq actions.

Ce cautionnement est restitué après approbation du bilan et décharge par l'assemblée générale pour le dernier exercice pendant lequel les fonctions ont été remplies.

CHAPITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article 21.

L'assemblée générale se réunit chaque année au siège administratif, en Belgique, sauf cas de force majeure, le deuxième jeudi du mois de juin, ou, si ce jour est férié, le premier jour ouvrable suivant, à dix heures du matin, pour délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale peut être réunie à toute époque par le Conseil d'administration ou le Collège des commissaires et elle doit l'être quand la convocation est demandée par des associés qui justifient posséder le cinquième du nombre des actions.

Article 22.

Les convocations à toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit

jours avant l'assemblée, dans le « Moniteur Belge » et dans deux journaux de Bruxelles, ainsi que huit jours avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou le « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

Des lettres-missives sont adressées huit jours avant l'assemblée générale aux associés en nom, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Article 23.

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle est formée par tous les actionnaires ayant observé l'article 24 des statuts.

Ses décisions régulièrement prises obligent tous les actionnaires même absents, dissidents et incapables.

Article 24.

Les actionnaires nominatifs, pour assister à l'assemblée doivent être inscrits en nom cinq jours francs au moins avant la date de la réunion.

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, dans le même délai, déposer leurs titres.

Ces dépôts doivent être effectués au siège administratif ou social ou dans les établissements désignés par les avis de convocation.

Il est remis aux déposants un récépissé constatant le nombre de leurs titres. Ils sont admis sur la production de ce récépissé.

Tout actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire admis à la réunion.

Les pouvoirs doivent être déposés au siège administratif trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les mineurs et les interdits sont représentés par leur tuteur, la femme mariée peut se faire représenter, en vertu d'une procuration par son mari, même si celui-ci n'est pas actionnaire, les personnes morales telles que les sociétés commerciales peuvent se faire représenter par un mandataire même si celui-ci n'est pas actionnaire.

Les co-propriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs-gagistes doivent, pour assister à l'assemblée générale, se faire représenter par une seule et même personne.

Une liste de présence indiquant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent doit être signée par chacun d'eux ou par leurs mandataires avant d'entrer à l'assemblée.

Article 25.

Chaque action donne droit à une voix, sauf application des dispositions légales en ce qui concerne la réduction du droit de vote.

A titre transitoire, dans les assemblées générales auxquelles prendraient part des coupures d'actions, chacune d'elles aurait droit à une voix, et, dans ce cas, chaque action aurait un nombre de voix égal à celui attribué à un ensemble de coupures qui, réunies en nombre suffisant, forme une action.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix excédant les maxima de l'article 76 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales belges.

Article 26.

Le Président du Conseil d'administration préside l'assemblée générale. En cas d'absence, il est remplacé par le vice-président ou, à son défaut, par un administrateur désigné par le Conseil.

Le Président de l'assemblée désigne le secrétaire et choisit deux scrutateurs parmi les actionnaires présents.

Article 27.

L'assemblée ne peut statuer que sur les objets portés à l'ordre du jour. En cas de convocation de l'assemblée, sur la demande d'associés représentant le cinquième des actions, ce groupe doit faire connaître au Conseil d'administration, les objets qu'il veut faire porter à l'ordre du jour, au moins un mois avant la date de l'assemblée générale, pour qu'ils puissent être indiqués dans l'avis de convocation.

Article 28.

Sont spécialement réservées à l'assemblée générale les questions relatives aux points suivants :

1. Approbation annuelle du bilan sur les rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires.

2. Détermination des dividendes à répartir.

3. Fixation du nombre des membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, nomination et révocation des administrateurs et commissaires et détermination, s'il y a lieu, de leurs émoluments, soit réguliers, soit temporaires.

4. Nomination de liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs et, s'il y a lieu, de leurs émoluments.

5. Modification à toutes les dispositions des statuts, à la seule exclusion de celle qui est relative à l'objet essentiel de la société.

6. Fusion avec d'autres sociétés.

7. Prorogation ou dissolution de la société.

8. Augmentation ou réduction du capital.

Article 29.

D'une manière générale, l'assemblée statue quel que soit le nombre d'actions représentées à la simple majorité des voix.

Toutefois, quand il s'agit de délibérer sur les questions de modifications aux statuts, de fusion avec d'autres sociétés, d'augmentation ou de réduction du capital social, de prorogation ou de dissolution anticipée de la société, l'assemblée ne peut statuer que si ces objets ont été spécialement indiqués dans les convocations et si elle réunit la moitié au moins des actions.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, il est convoqué une deuxième assemblée qui statue quel que soit le nombre d'actions représentées.

En aucun cas, les résolutions sur ces questions ne sont admises que si elles réunissent les trois-quarts des voix, sauf dans le cas prévu dans la deuxième partie de l'article 103 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales belges, cas dans lequel le vote du quart des actions représentées suffit pour l'admission de la proposition.

Aucune modification aux statuts tombant sous l'application de l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juin 1926 ne peut être proposée si elle n'a été approuvée préalablement et par écrit par le Ministère des Colonies.

Article 30.

En cas de nomination si la majorité n'est pas atteinte au premier tour de scrutin, il est fait un ballottage entre les deux candidats qui auront obtenu le plus de voix, et, en cas d'égalité de suffrage au ballottage, le plus âgé est élu.

Article 31.

Les résolutions de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du Bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à délivrer en justice ou ailleurs sont certifiés par un administrateur.

CHAPITRE V.

BILAN — REPARTITION — RESERVE.

Article 32.

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre, et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante-deux.

Le Conseil d'administration dresse chaque année, l'inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements, ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires envers la société, et forme le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la loi.

Le Conseil d'administration a la plus absolue liberté pour l'évaluation des créances et autres valeurs mobilières et immobilières composant l'actif social.

Il établit ces évaluations de l'actif, de la manière qu'il juge la plus utile pour assurer la bonne gestion des affaires, la stabilité et l'avenir de la société, tout en faisant au moins les amortissements nécessaires.

Trente jours, au moins, avant l'assemblée générale annuelle, le Conseil d'administration transmet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, aux commissaires qui doivent, dans les quinze jours, faire

un rapport contenant les propositions qu'ils croient convenables de faire à l'assemblée générale.

Article 33.

Quinze jours avant l'assemblée générale annuelle, le bilan et le compte de profits et pertes ainsi que les autres documents mentionnés à l'article 78 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales belges, sont déposés au siège administratif à l'inspection des actionnaires.

Article 34.

Le bénéfice annuel recevra l'affectation suivante :

Cinq pour cent seront versés au fonds de réserve: ce prélèvement cessera d'être obligatoire quand la réserve aura atteint le dixième du capital.

Du surplus, l'assemblée pourra, sur la proposition du Conseil d'administration, décider que telle somme sera portée à un fonds de prévision ou de réserve extraordinaire ou reportée à nouveau.

Du solde éventuel :

Dix pour cent seront distribués aux administrateurs et commissaires qui se les répartiront d'après un règlement d'ordre intérieur.

Quatre-vingt-dix pour cent seront répartis également entre les actions.

Article 35.

Les dividendes sont payables aux époques et dans les lieux fixés par le Conseil d'administration.

Article 36.

Le bilan et le compte de profits et pertes seront, conformément à la loi, publiés, sauf le cas de force majeure, aux frais de la société, et par les soins des administrateurs, au « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou au « Bulletin Administratif du Congo Belge » et au « Moniteur Belge ».

CHAPITRE VI.

DISSOLUTION ET LIQUIDATION.

Article 37.

Lors de la dissolution de la société, soit à l'expiration de sa durée, soit par anticipation, la liquidation s'opérera par les soins des membres du Conseil d'administration en exercice, à moins que l'assemblée générale ne désigne un ou plusieurs liquidateurs, à cet effet.

L'assemblée générale règle le mode de liquidation et détermine les pouvoirs et les émoluments des liquidateurs.

Article 38.

Le produit net de la liquidation sera réparti également entre toutes les actions.

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.

CHAPITRE VII.

ELECTION DE DOMICILE.

Article 39.

Chaque actionnaire en nom et chaque administrateur ou commissaire doit faire élection de domicile à Bruxelles. A défaut de se conformer à cette disposition, le domicile est censé élu au siège administratif de la société, où toutes notifications et assignations peuvent être valablement faites.

CHAPITRE VIII.

DISPOSITIONS GENERALES.

Article 40.

Les parties entendent se conformer entièrement à la législation en vigueur au Congo Belge et, en conséquence, les dispositions de cette législation auxquelles il n'est pas explicitement dérogé par les présents statuts, sont réputées inscrites et les clauses qui seraient contraires aux dispositions impératives de cette législation sont censées non écrites.

CHAPITRE IX.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Immédiatement après la constitution de la société et sans autre convocation, les actionnaires, réunis en assemblée générale extraordinaire, statuent sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal.

Les comparants confirment, pour autant que de besoin, qu'ainsi qu'il résulte du présent acte, la société est spécialement et exclusivement constituée, d'une part avec le même objet et, d'autre part, aux fins de reprendre tout l'actif et tout le passif, ainsi que l'ensemble des éléments de l'activité sociale de la société anonyme belge « Plantations Tropicales ».

Ils déclarent, en conséquence, se référer aux deux décrets du quatre décembre mil neuf cent quarante-huit, et du seize novembre mil neuf cent

quarante-neuf, portant l'un exonération du droit proportionnel prévu à l'article 2, litt. A du décret du trente et un mars mil neuf cent vingt-six, modifié par celui du vingt-sept mars mil neuf cent quarante-quatre, et l'autre du droit proportionnel établi par le décret du huit octobre mil neuf cent quarante-deux, ainsi qu'à la décision de l'Office Spécial d'Imposition belgo-congolais portant exonération de la taxe mobilière visée au paragraphe 2 de l'article 15 des lois belges relatives aux impôts sur les revenus coordonnées par l'arrêté royal du quinze janvier mil neuf cent quarante-huit, telle qu'elle a été manifestée par la dépêche du Ministre des Colonies, en date du vingt-quatre juin mil neuf cent quarante-neuf. (Direction Générale des Finances, troisième direction, n° 33/1.986).

Compte étant tenu de ces dispositions, les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent à cinquante mille francs, environ.

Messieurs les Conservateurs des titres fonciers sont dispensés de prendre inscription d'office, de quelque chef que ce soit.

DISPOSITION POUR ORDRE.

Les comparants constatent que dans la représentation du capital social de la société anonyme belge en liquidation « Plantation Tropicales », il existe des fractions d'actions.

Pour faciliter l'échange des titres de la société congolaise par actions à responsabilité limitée, il est décidé de conférer au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour créer des certificats provisoires de fractions d'action.

Ces fractions d'action jouiront, à titre transitoire et à concurrence de la fraction d'action qu'elles représentent, des droits et avantages attachés aux actions entières.

En conséquence, et toujours à titre transitoire, dans les assemblées générales où prendront part au vote des certificats provisoires d'actions et des actions entières, chacun jouira d'un nombre de voix proportionnel à la fraction qu'il représente dans le capital social. La disposition qui précède est prise à titre transitoire et n'est pas statutaire.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 10 juillet 1952, volume 1384, folio 4, case 5, onze rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (suit la signature).

ANNEXES :

1) Le soussigné :

Boty, Pierre, ingénieur U. L. B., 24, rue de Belle-Vue, Bruxelles.

Propriétaire de cinquante actions sans mention de valeur de la société anonyme belge « Plantations Tropicales », dont le siège est établi à Bruxelles, rue Royale, 52.

Déclare constituer pour son mandataire spécial :

Monsieur Jacques Le Borne.

A l'effet de pour lui et en son nom, concourir à la transformation de ladite société anonyme belge « Plantations Tropicales » en une société congolaise par actions à responsabilité limitée.

En conséquence, comparaître à ce dit acte de transformation de la société, déterminer les statuts de la société congolaise par actions à responsabilité limitée, fixer le capital, la répartition du bénéfice et la répartition de l'actif en cas de liquidation, souscrire par voie d'échange une action de la nouvelle société contre une action de la société anonyme belge. Procéder à la nomination des administrateurs et commissaires, déclarer qu'il est fait apport à la société transformée de toute la situation active et passive de la société anonyme belge « Plantations Tropicales » en ce compris l'ensemble de son activité sociale — apport effectué sur base de la situation de l'actif et du passif au trente et un décembre mil neuf cent cinquante et un, de manière que toutes les opérations effectuées depuis le premier janvier mil neuf cent cinquante-deux, soient pour compte de la société transformée et ce, à ses risques et périls; la société transformée aura la jouissance de tous les biens apportés à compter de la date de l'arrêté royal autorisant sa constitution; elle aura de même à supporter exclusivement tout le passif de la société à transformer ainsi que tous les frais d'apport et de liquidation — elle devra reprendre et continuer tous engagements de la société à transformer et se substituer à elle tant activement que passivement, la garantissant contre toutes tractions et réclamations.

Le soussigné déclare, en outre, savoir que le passif pris en charge par la nouvelle société, s'élève à dix-neuf millions neuf cent nonante-trois mille deux cent dix francs septante-trois, en ce non compris les frais de constitution s'élevant à cinquante mille francs environ, ni la confection des titres s'il y a lieu et leur timbrage.

Aux effets ci-dessus, prendre part à toutes assemblées, signer toutes listes de présence et procès-verbaux, et, en général, faire le nécessaire promettant de tout ratifier si besoin était.

Fait à Bruxelles, le 21 juin 1952.

Bon pour pouvoirs (signé) Pierre Boty.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 10 juillet 1952, volume 251, folio 39, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (suit la signature).

2) Le soussigné :

Lucien Pirlet, administrateur de sociétés, 120, rue Berkendael, Ixelles.

Propriétaire de cinq actions sans mention de valeur, de la société anonyme belge « Plantations Tropicales » dont le siège est établi à Bruxelles, rue Royale, 52.

Déclare constituer pour son mandataire spécial :

Monsieur Jacques Le Borne.

A l'effet de pour lui et en son nom, concourir à la transformation de ladite société anonyme belge « Plantations Tropicales » en une société congolaise par actions à responsabilité limitée.

En conséquence, comparaître à ce dit acte de transformation de la société, déterminer les statuts de la société congolaise par actions à responsabilité limitée, fixer le capital, la répartition du bénéfice, et la répartition de l'actif en cas de liquidation, souscrire par voie d'échange une action de la nouvelle société contre une action de la société anonyme belge.

Procéder à la nomination des administrateurs et commissaires, déclarer qu'il est fait apport à la société transformée de toute la situation active et passive de la société anonyme belge « Plantations Tropicales », en ce compris l'ensemble de son activité sociale — apport effectué sur base de la situation de l'actif et du passif au trente et un décembre mil neuf cent cinquante et un, de manière que toutes les opérations effectuées depuis le premier janvier mil neuf cent cinquante-deux, soient pour compte de la société transformée et ce, à ses risques et périls; la société transformée aura la jouissance de tous les biens apportés à compter de la date de l'arrêté royal autorisant sa constitution, elle aura de même à apporter exclusivement tout le passif de la société à transformer ainsi que tous les frais d'apport et de liquidation — elle devra reprendre et continuer tous engagements de la société à transformer et se substituer à elle tant activement que passivement, la garantissant contre toutes tractions et réclamations.

Le soussigné déclare, en outre, savoir que le passif pris en charge par la nouvelle société s'élève à dix-neuf millions neuf cent nonante-trois mille deux cent dix francs septante-trois centimes, en ce non compris les frais de constitution s'élevant à cinquante mille francs environ, ni la confection des titres, s'il y a lieu et leur timbrage.

Aux effets ci-dessus, prendre part à toutes assemblées, signer toutes listes de présence et procès-verbaux, et, en général, faire le nécessaire, promettant de tout ratifier si besoin était.

Fait à Bruxelles, le 25 juin 1952.

Bon pour pouvoir (signé) Lucien Pirlet.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 10 juillet 1952, volume 251, folio 39, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (suit la signature).

Pour expédition conforme.

(signé) Paul ENGLEBERT.

Englebert, notaire à Bruxelles (Brabant).

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1re Instance, séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de Maître Englebert, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs - n° 10077.

Bruxelles, 18 juillet 1952.

(sé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 19 juillet 1952.

Le Directeur (sé) : H. Heymans.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Heymans, apposée ci-avant.

Bruxelles, le 19 juillet 1952.

Le Conseiller-adjoint : (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu, Le Ministre des Colonies, le 4 août 1952.	Mij bekend, De Minister van Koloniën, de 4 Augustus 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Plantations Tropicales

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Lukula M'Bavu.

Siège administratif : Bruxelles, rue Royale, 52.

—

La société a été constituée suivant acte reçu ce jour, par le notaire Englebert, de résidence à Bruxelles.

Cet acte sera publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » et aux annexes du « Moniteur Belge » (« Recueil des actes et documents relatifs aux sociétés commerciales »), en même temps que le présent procès-verbal.

FIXATION DU NOMBRE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES.

NOMINATION.

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le trois juillet, à onze heures un quart.

A Bruxelles, rue Royale, 52.

Devant nous, Paul Englebert, notaire de résidence à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Plantations Tropicales », dont le siège social est établi à Lukula M'Bavu et le siège administratif à Bruxelles, rue Royale, 52.

L'assemblée est présidée par Monsieur Léon Wielemans, industriel, demeurant à Forest, avenue Van Volxem, 360.

Conformément à l'article 26 des statuts, Monsieur le Président désigne comme secrétaire :

Monsieur Jacques Le Borne, licencié en sciences économiques et financières U. L. B., demeurant à Ixelles, rue Jules Lejeune, 44, et choisit comme scrutateurs :

Monsieur Harold-Huber Cartwright-Hallet, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, boulevard Général Jacques, 30,

et Monsieur Jules Preud'Homme, industriel, demeurant à Tihange, château de la Sarte.

Sont présents ou représentés :

A. la société anonyme belge « Plantations Tropicales », établie à Bruxelles, rue Royale, 52, mise en liquidation sous condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal des statuts de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Plantations Tropicales », ainsi qu'il résulte d'un acte de notre ministère en date de ce jour.

Ici représentée par un liquidateur spécialement habilité à cette fin, savoir :

Monsieur Remi De Conijnck, expert-comptable, domicilié à Ixelles, avenue de l'Université, 75.

Lequel a été appelé aux dites fonctions, toujours sous condition suspensive, aux termes de l'acte constitutif précité.

B. les actionnaires ci-après désignés qui, d'après déclarations faites, sont propriétaires du nombre d'actions ci-après indiqué :

1) Monsieur Pierre Boty, ingénieur U. L. B., demeurant à Bruxelles, rue de Belle-Vue, 24, propriétaire de cinquante actions : 50

2) Monsieur Hubert Dochen, licencié en sciences commerciales et coloniales, demeurant à Huy, Longs-Thiers, 17, propriétaire de cinquante-deux actions, ci : 52

3) Monsieur Harold-Huber Cartwright-Hallet, administrateur de société, demeurant à Ixelles, boulevard Général Jacques, n° 30, propriétaire de dix actions : 10

4) Monsieur Lucien Pirlet, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, rue Berkendael, 120, propriétaire de cinq actions : 5

5) Monsieur Léon Wielemans, précité, propriétaire de cinquante actions : 50

6) Monsieur Jacques Le Borne, précité, propriétaire de une act. 1

7) Monsieur Georges Van De Velde, ingénieur civil des mines U. L. B., demeurant à Ixelles, avenue du Derby, 13, propriétaire de vingt-cinq actions : 25

Représentant ensemble l'intégralité des nonante-deux mille actions représentatives du capital social.

PROCURATIONS.

Sont représentés en vertu des pouvoirs conférés aux termes de procurations sous seing privé, lesquelles sont demeurées annexées à l'acte constitutif de la société, savoir :

Messieurs Pierre Boty et Lucien Pirlet par Monsieur Jacques Le Borne, tous préqualifiés.

Monsieur le Président expose :

Que la présente assemblée générale extraordinaire s'est réunie ces jour, heure et lieu, en exécution des statuts à l'effet de fixer le nombre primitif des administrateurs et commissaires, et de procéder à leur nomination.

L'assemblée constate à l'unanimité qu'elle est régulièrement constituée pour délibérer valablement sur les objets précisés ci-dessus à son ordre du jour et prend les résolutions suivantes :

Fixation du nombre des premiers administrateurs et commissaires.

L'assemblée fixe à dix le nombre des premiers administrateurs et à deux le nombre des premiers commissaires.

Nomination des administrateurs et commissaires :

L'assemblée appelle aux fonctions d'administrateurs :

1. Monsieur Pierre Boty, ingénieur U. L. B., demeurant à Bruxelles, rue de Belle-Vue, 24.

2. Monsieur Harold-Huber Cartwright-Hallet, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, boulevard Général Jacques, 30.

3. Monsieur Jacques Le Borne, licencié en sciences économiques et financières U. L. B., demeurant à Ixelles, rue Jules Lejeune, 44.

4. Monsieur Ernest de Géradon, propriétaire, demeurant à Vinalmont, par Moha, château de Wansoul.

5. Monsieur Hubert Dochen, licencié en sciences commerciales et coloniales, demeurant à Huy-Longs-Thiers, 17.

6. Monsieur Henri Fauconnier, administrateur de sociétés, demeurant à Paris, 16me, avenue Théophile Gauthier, 8.

7. Monsieur Lucien Pirlet, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, rue Berkendael, numéro 120.

8. Monsieur Maurice Schoofs, ingénieur commercial U. L. B., demeurant à Ixelles, rue du Prévôt, numéro 137.

9. Monsieur Georges Van De Velde, ingénieur civil des mines U. L. B., demeurant à Ixelles, avenue du Derby, 13.

10. Monsieur Léon Wielemans, industriel, demeurant à Forest, avenue Van Volxem, 360.

et appelle aux fonctions de commissaires :

Monsieur Jules Preud-Homme, industriel, demeurant à Tihange (Huy), Château de la Sarte.

et Monsieur Adrien Prévinaire, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à Saint-Gilles, rue de Roumanie, 35.

Les résolutions qui précèdent ont été prises à l'unanimité des voix, et à raison de cette unanimité, Messieurs les Scrutateurs ont été dispensés de procéder à la réduction légale du droit de vote.

Toutefois, l'efficience de ces résolutions est soumise à la condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal de la fondation de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Plantations Tropicales ».

La séance continue hors la présence du notaire.

Dont procès-verbal.

Dressé et clôturé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et ceux des actionnaires qui l'ont demandé ont signé avec nous, notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 10 juillet 1952, volume 1384, folio 4, case 6, cinq rôles, quatre renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (suit la signature).

Pour expédition conforme.

(signé) Paul ENGLEBERT.

Englebert, notaire à Bruxelles (Brabant).

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous Charles Bareel, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de Maître Englebert, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs - n° 1.

Bruxelles, 18 juillet 1952.

(sé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 19 juillet 1952.

Le Directeur (sé) H. Heymans.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Heymans, apposée ci-avant.

Bruxelles, le 19 juillet 1952.

Le Conseiller-adjoint (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Société Manucongo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, Boulevard de Dixmude, 2.

—

CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le vingt-cinq juin.

A Bruxelles, rue de Trèves, N° 106, en l'étude.

Devant Maître ALBERT RAUCQ, notaire à Bruxelles.

Ont comparu :

1. La société anonyme « Compagnie Commerciale d'Appareils automécaniques industriels » en abrégé « COCA » ayant son siège à Bruxelles, Boulevard de Dixmude, N° 2, ici représentée suivant procuration sous seing privé ci-annexé par Monsieur le baron Albéric van der Straten-Waillet, ci-après nommé.

2. La société anonyme « Etablissements Paul E. Cousin » ayant son siège à Saint-Gilles (Bruxelles) Chaussée de Charleroi, N° 239, ici représentée suivant procuration sous seing privé ci-annexée par Monsieur Isidore-Jean Niethals, comptable, demeurant à Etterbeek, rue des Boers, N° 52 A.

3. Monsieur Florimond-Joseph-Arthur Hunez, industriel, demeurant à Schaerbeek (Bruxelles) Boulevard Lambermont, N° 22.

4. Madame Jeanne-Marie-Madeleine De Greef, sans profession, épouse ici assistée et autorisée de Monsieur le baron Albéric van der Straten-Waillet ci-après nommé, avec qui elle demeure à Uccle (Bruxelles) Avenue Bel Air, N° 23.

Les époux van der Straten-Waillet-De Greef mariés sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître René Van Beneden, notaire à Schaerbeek, le onze octobre mil neuf cent trente.

Madame Jeanne de Greef est ici représentée par son époux Monsieur le baron Albéric van der Straten-Waillet suivant procuration sous seing privé ci-annexée.

5. Monsieur le baron Albéric-Louis-Valère-Ghislain van der Straten-Waillet, directeur de sociétés, demeurant à Uccle, Avenue Bel Air, N° 23.

6. Monsieur Charles-Paul-Raymond Godderé, fondé de pouvoirs, demeurant à Forest (Bruxelles) Place de l'Altitude Cent, N° 20.

---

(1) Arrêté royal du 11 août 1952 — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1952. — 1re Partie.

7. Monsieur Emile-Constant-André Bothy, fondé de pouvoirs, demeurant à Anderlecht (Bruxelles) rue Van Soust, numéro 286.

Lesquels ont requis le notaire soussigné de dresser les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils ont arrêtés entre eux comme suit :

TITRE PREMIER.

DENOMINATION. — SIEGE. — OBJET. — DUREE.

ARTICLE PREMIER. — Il est créé par les présentes sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination « SOCIETE MANUCONGO ».

ARTICLE DEUX. — Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge).

Il pourra être transféré dans toutes autres localités du Congo Belge par simple décision du Conseil d'administration. Tout transfert du siège social sera publié sous forme d'avis, aux Annexes soit du Bulletin Officiel, soit du Bulletin Administratif du Congo Belge.

La société peut établir des bureaux, agences et succursales en tous endroits, tant au Congo Belge qu'à l'étranger.

Le siège administratif sera établi à Bruxelles, Boulevard de Dixmude, Numéro 2.

Le siège administratif peut être transféré partout ailleurs en Belgique ou au Congo Belge par simple décision du Conseil d'administration.

ARTICLE TROIS. — La société a pour objet :

La vente, l'achat, la location, la représentation de tous appareils mécaniques et spécialement d'appareils de manutention, ainsi qu'éventuellement le montage, la réparation et l'entretien de ces appareils ainsi que la vente des pièces de rechange et accessoires, le tout principalement au Congo Belge et éventuellement dans tous autres pays, la Belgique et le Grand Duché de Luxembourg exceptés; elle peut prendre tous brevets relatifs à la construction et au montage des appareils qui font l'objet de son activité principale, acquérir tous brevets et licences y relatifs, céder tous brevets et concéder toutes licences s'y rapportant, accepter toutes représentations et agences de producteurs et fabricants.

Elle peut prendre toutes participations dans toutes sociétés existantes ou à créer en vue de réaliser ou de développer son activité sociale.

ARTICLE QUATRE. — La durée de la société est fixée à trente ans à dater de l'arrêté royal d'autorisation. Sous réserve d'autorisation par arrêté royal cette durée pourra être prorogée par décision de l'assemblée générale des actionnaires convoquée et délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

La société peut prendre des engagements ou stipuler à son profit pour un terme excédant sa durée.

ARTICLE CINQ. — La société pourra être dissoute anticipativement par l'assemblée générale délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

TITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL.

ARTICLE SIX. — Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION DE FRANCS CONGOLAIS. Il est divisé en mille parts sociales sans désignation de valeur nominale représentant chacune un millième de l'avoir social.

Les parts sociales peuvent être divisées en coupures par décision du Conseil d'administration.

ARTICLE SEPT. — Les mille parts sociales sont à l'instant souscrites en espèces, au prix de mille francs congolais, comme suit :

La société anonyme « COCA » Compagnie commerciale d'Appareils automécaniques industriels : cinq cents parts sociales	500
La société anonyme « Etablissements Paul-E. Cousin » : deux cent vingt-cinq parts sociales	225
Monsieur Florimond Hunez, tant pour lui-même que pour un groupe pour lequel il se porte fort : deux cent quarante-deux parts sociales	242
Madame Jeanne-Marie-Madeleine De Greef : trente parts soc.	30
Monsieur le baron Albéric van der Straten-Waillet : une part sociale	1
Monsieur Charles Godderé : une part sociale	1
Monsieur Emile Bothy : une part sociale	1
Ensemble : mille parts sociales	1.000

Les comparants déclarent et reconnaissent que le capital est ainsi intégralement souscrit, que chaque part sociale est entièrement libérée en espèces par les souscripteurs, et que le montant de cette libération, soit la somme de un million de francs congolais se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

ARTICLE HUIT. — Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois ou réduit par décision de l'assemblée générale.

Toute modification du capital doit être autorisée par arrêté royal.

Un droit de préférence à la souscription des nouvelles parts sociales émises contre espèces sera accordé aux possesseurs de toutes parts sociales existantes en proportion du nombre de leurs parts. Les conditions dans lesquelles le droit de souscription par préférence pourra être exercé seront fixées par le Conseil d'administration.

ARTICLE NEUF. — Pour la libération de toute part qui serait souscrite ultérieurement, le Conseil d'administration décidera de la date des versements à effectuer par les actionnaires qui seront avisés par lettre recommandée au moins un mois avant la date du versement.

Tout versement non effectué à l'échéance portera intérêt de plein droit au profit de la Société au taux de six pour cent l'an.

En cas de non paiement à la date fixée par le Conseil d'administration, celui-ci est en droit, quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée ou par exploit d'huissier adressé à l'actionnaire défaillant de faire vendre sans autre procédure les titres de ce dernier à la Bourse de Bruxelles ou, éventuellement, à une Bourse dans la Colonie par le ministère d'un agent de change; cette vente se fera pour compte et aux risques du défaillant et la somme en provenant, déduction faite des frais, appartiendra à la société jusqu'à concurrence de ce qui est dû par l'actionnaire défaillant; celui-ci reste passible de la différence en moins comme il profite de l'excédent éventuel.

ARTICLE DIX. — Les actionnaires ne sont tenus que jusqu'à concurrence du montant de leur souscription. Les parts sociales sont nominatives jusqu'à leur entière libération. Elles ne peuvent être négociées avant l'obtention de l'autorisation royale de constitution et ultérieurement après l'Arrêté royal autorisant l'augmentation de capital.

Les parts sociales entièrement libérées sont, après l'autorisation royale, nominatives ou au porteur au choix du propriétaire. Les propriétaires des parts sociales peuvent à toute époque demander la conversion à leurs frais, soit de leurs parts sociales au porteur en parts nominatives, soit inversement.

ARTICLE ONZE. — La part sociale au porteur est signée conformément aux dispositions de la loi belge régissant les sociétés anonymes; la part sociale indique :

La date de l'acte constitutif de la société et de sa publication;

Le nombre et la nature de chaque catégorie de titres, ainsi que la part sociale qu'ils représentent;

La consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits;

La durée de la société;

Le jour et l'heure de l'assemblée générale annuelle.

ARTICLE DOUZE. — Un registre des parts nominatives est tenu au siège social ou au siège administratif.

Ce registre contient la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses parts, l'indication des versements effectués, les transferts avec leur date ou la conversion des parts en titres au porteur.

ARTICLE TREIZE. — La propriété de la part nominative s'établit par une inscription dans le registre prévu à l'article précédent.

Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux actionnaires.

La cession s'opère par déclaration de transfert, inscrite sur le registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur fondé de pouvoirs, ainsi que suivant les règles établies pour le transport des créances par l'article trois cent cinquante-trois du livre III du Code Civil congolais.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

ARTICLE QUATORZE. — Les cessions de parts sociales au porteur s'opèrent par la simple tradition du titre; ces cessions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société ou l'augmentation de capital.

ARTICLE QUINZE. — La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour une part ou si les droits attachés à une part sont divisés en nue-propriété et usufruit, les droits y attachés seront suspendus jusqu'à ce que les intéressés se soient mis d'accord pour les exercer par une seule personne.

ARTICLE SEIZE. — La société peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale statuant en matière ordinaire, émettre des obligations hypothécaires ou non, dont l'assemblée déterminera le type, le taux d'intérêt fixe ou variable, d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs, conformément aux dispositions de la loi belge régissant les sociétés anonymes.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION. — SURVEILLANCE.

ARTICLE DIX-SEPT. — La société est administrée par un conseil de trois membres au moins et les opérations de la société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires.

Le nombre des membres du conseil est fixé pour la première fois à trois.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs :

Monsieur Paul-Emile Cousin, industriel, demeurant à Etterbeek, Avenue de Tervueren, N° 3bis.

Madame Jacqueline Cousin, sans profession, demeurant à Etterbeek, Avenue de Tervueren, N° 3bis.

Monsieur Florimond Hunez, comparant.

Pour la première fois, un seul commissaire est désigné :

Monsieur Jean Houben, expert-comptable, demeurant à Schaerbeek, Avenue Emile Max, N° 98.

ARTICLE DIX-HUIT. — L'ordre de sortie des administrateurs est établi par la voie du sort, en réunion du Conseil d'administration, de manière telle que, par sorties simples ou multiples, aucun des mandats n'excède la durée de six ans. Les fonctions d'administrateur prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire. Tout membre sortant est rééligible.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

L'assemblée peut allouer aux administrateurs et commissaires des émoluments fixes ou variables ou des jetons de présence, le tout à charge des frais généraux.

ARTICLE DIX-NEUF. — Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président.

Il se réunira aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Il doit être convoqué lorsque deux administrateurs le demandent.

Les résolutions sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial et signés par les membres présents.

Un administrateur absent pourra, par simple lettre ou télégramme, déléguer ses pouvoirs à un de ses collègues, mais seulement pour une séance ou un objet déterminé.

La présence de la majorité des administrateurs soit en personne, soit par délégué, est nécessaire pour la validité de la délibération. Les résolutions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président ou de celui qui le remplace est prépondérante.

ARTICLE VINGT. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes d'administration et de disposition qui intéressent la société.

ARTICLE VINGT ET UN. — Pour les opérations dans la Colonie du Congo Belge, au Ruanda-Urundi et en pays étranger, la société peut, par décision du Conseil d'administration, être représentée par un administrateur, un directeur, ou un fondé de pouvoirs, qui sont munis d'une procuration conférée par le Conseil.

ARTICLE VINGT-DEUX. — Le Conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un Comité de Direction composé de trois membres au moins, désignés par le Conseil d'administration.

Les actes de gestion journalière sont valablement signés vis-à-vis des tiers par un administrateur ou le directeur-général d'une part, et par le secrétaire général ou le chef-comptable d'autre part.

En cas de délégation, le Conseil fixe les pouvoirs et les rémunérations spéciales attachés à ces fonctions.

ARTICLE VINGT-TROIS. — Le Conseil d'administration aura notamment et spécialement le droit de faire toutes acquisitions et aliénations d'immeubles; de donner en location ou d'affermer tout ou partie de ses installations; de faire tous marchés ou tous contrats; de consentir à tous paiements; de recevoir tous prix de vente, en argent ou en délégations ou en titres de sociétés, et d'en donner quittances; d'accepter les prêts et crédits qui seraient consentis à la société; sauf les dispositions de l'article seize en ce qui concerne la création d'obligations, de consentir hypothèque sur les biens de la société pour sûreté de ces prêts ou crédits; de consentir la voie parée; de donner mainlevée de toutes inscriptions et saisies et renoncer à tous droits réels, avant comme après paiements; de demander, acquérir ou céder toutes concessions, de les prendre soit en participations, soit autrement; de compromettre et transiger sur les intérêts sociaux, en tout état de cause; de représenter la société tant activement que passivement, devant toutes juridictions; de comparaître au nom de la société à tous actes, même authentiques, tels que : constitutions de sociétés, souscriptions de capital, apports et autres, et de donner pouvoir à cet effet.

L'énumération qui précède est énonciative et non limitative.

Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société, par le Comité de direction, poursuites et diligences de son président ou de deux membres du Comité de direction.

Dans la Colonie du Congo Belge, au Ruanda-Urundi et à l'étranger, où la société a un représentant officiel, les actions judiciaires sont suivies par ou contre ce représentant.

ARTICLE VINGT-QUATRE. — Les administrateurs et commissaires ne sont que les mandataires de la société; ils ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion ou leur contrôle.

Chaque administrateur doit affecter cinq parts sociales de la société à la garantie de sa gestion. Chaque commissaire doit affecter deux parts à la garantie de son mandat. Le cautionnement ne peut être restitué qu'après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateurs et de commissaires ont été exercées et après que l'assemblée générale aura accordé décharge.

ARTICL EVINGT-CINQ. — Les commissaires ont, conjointement ou séparément, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société; ils peuvent prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société, mais sans déplacement de ces documents.

TITRE QUATRE.

ASSEMBLEE GENERALE.

ARTICLE VINGT-SIX. — Les assemblées générales se réunissent au siège administratif ou en tout autre endroit désigné par le Conseil d'administration et indiqué dans l'avis de convocation.

L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée, représente l'universalité des associés; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire et ratifier les actes qui intéressent la société. Ses décisions arrêtées, conformément aux statuts, sont obligatoires, pour tous, même pour les absents, les incapables et les dissidents.

ARTICLE VINGT-SEPT. — L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année le premier lundi du mois de mai à seize heures et pour la première fois le premier lundi de mai mil neuf cent cinquante-quatre au siège administratif ou en tout autre endroit à désigner dans les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tient de droit le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires entend les rapports des administrateurs et des commissaires relatifs à la situation de la société, au bilan et au compte de profits et pertes. Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et le compte de profits et pertes et détermine, s'il échet, les dividendes à répartir. Le bilan et le compte de profits et pertes adoptés, elle se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et commissaires.

Elle procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires sortants, décédés ou démissionnaires et délibère sur tous les autres objets à l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale, autant de fois que l'intérêt de la société l'exige; il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou si un nombre d'actionnaires représentant le cinquième du capital le requiert, en formulant l'objet de la réunion.

ARTICLE VINGT-HUIT. — Les convocations pour toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées deux fois, à huit jours d'intervalle, au moins, et huit jours avant l'assemblée générale dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge », ou dans le « Bulletin administratif du Congo Belge », dans le « Moniteur Belge » et dans un journal de Bruxelles.

Des lettres missives sont adressées à tous les associés en nom, quinze jours au moins avant la réunion, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Lorsque tous les titres sont nominatifs, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

ARTICLE VINGT-NEUF. — L'assemblée générale se compose de tous les associés ayant observé l'article trente des statuts.

Chaque part donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant le cinquième du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

ARTICLE TRENTE. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires de parts nominatives doivent, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, avoir fait parvenir au siège administratif, l'indication du nombre des parts pour lesquelles ils entendent prendre part au vote; les propriétaires de parts au porteur doivent, en observant le même délai, avoir déposé leurs titres au siège administratif ou dans un des établissements désignés dans l'avis de convocation.

Les porteurs d'obligations peuvent assister aux assemblées générales s'ils ont effectué le dépôt de leurs titres cinq jours francs avant l'assemblée, mais avec voix consultative seulement.

ARTICLE TRENTE ET UN. — L'assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'administration.

En son absence, un administrateur désigné par ses collègues, remplit les fonctions de président.

Le président de l'assemblée nomme le secrétaire qui peut ne pas être associé. Il propose à l'assemblée, comme scrutateurs, deux des actionnaires présents et acceptants.

ARTICLE TRENTE-DEUX. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les propositions énoncées dans l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les associés n'est portée à l'ordre du jour si elle n'est pas signée par des associés possédant ensemble un cinquième du capital social et si elle n'a pas été communiquée au Conseil d'administration en temps utile pour être insérée dans les convocations.

D'une manière générale, l'assemblée statue quel que soit le nombre de parts représentées et les délibérations sont prises à la majorité des voix des associés présents et représentés.

Toutefois, lorsqu'elle doit délibérer sur des questions de modifications aux statuts, de fusion, de prorogation ou de dissolution anticipée de la société, d'augmentation ou de réduction du capital, de transformation de la société en une société de toute autre forme, coloniale ou étrangère, l'assemblée n'est valablement constituée que si les modifications ont été spécialement indiquées dans les convocations et si ceux qui assistent à la réunion représentent au moins la moitié du capital. S'il n'est pas satisfait à cette dernière condition, une nouvelle assemblée doit être convoquée et cette nouvelle assemblée statue quel que soit le nombre des parts représentées. Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix. Toutefois, en cas de perte des trois quarts du capital social, la dissolution de la société pourra être prononcée par les associés possédant le quart des parts représentées à l'assemblée.

ARTICLE TRENTE-TROIS. — Les nominations se font et les décisions se prennent d'après les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

Les décisions prises en assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président, par le secrétaire, par les scrutateurs et par les associés qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés conformes et sont signés par un administrateur ou le directeur-général d'une part, et par le secrétaire-général ou le chef-comptable d'autre part.

TITRE CINQ.

INVENTAIRE. — BILAN. — REPARTITION DES BENEFICES.

ARTICLE TRENTE-QUATRE. — L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année. A titre exceptionnel, le premier exercice se clôturera le trente et un décembre mil neuf cent cinquante-trois.

Chaque année le trente et un décembre, les écritures de la société sont arrêtées et le Conseil d'administration forme le bilan et le compte de profits et pertes.

Il dispose d'un pouvoir d'appréciation entier pour l'évaluation de l'actif de la société. Il devra faire les évaluations avec la plus grande prudence de manière à assurer l'avenir de la société.

Le Conseil d'administration fera également les amortissements qui lui paraîtront nécessaires pour tenir compte de toutes moins-values des éléments de l'actif par rapport à la situation réelle de la société.

Le bilan, le compte de profits et pertes et le rapport du Conseil d'administration seront mis à la disposition des commissaires un mois avant la date de l'assemblée générale ordinaire. Quinze jours avant cette assemblée, les actionnaires pourront prendre connaissance de ces documents dans les conditions prévues par les lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

ARTICLE TRENTE-CINQ. — L'excédent favorable du bilan, après déduction des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements et des prévisions déterminées par le conseil d'administration, constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé d'abord cinq pour cent pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque cette réserve aura atteint un dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera réparti entre toutes les parts sociales. Toutefois l'assemblée générale peut toujours, même si la chose n'est pas proposée par le Conseil d'administration, décider que tout ou partie de ce solde sera reporté à nouveau ou servira à constituer ou à alimenter des fonds de réserves, de prévisions, d'amortissements extraordinaires.

ARTICLE TRENTE-SIX. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des associés, publiés dans les Annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge, ou du Bulletin Administratif et dans les Annexes du Moniteur Belge.

La situation du capital social sera publiée une fois par an à la suite du bilan. Elle comportera l'indication des versements effectués et la liste des associés qui n'ont pas entièrement libéré leurs parts, avec l'indication des sommes dont ils demeurent redevables.

TITRE SIX.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION.

ARTICLE TRENTE-SEPT. — La société peut être dissoute en tout temps, par décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés convoquée, siégeant et délibérant suivant les conditions prévues aux articles vingt-huit, trente et trente-deux.

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de dissolution de la société.

ARTICLE TRENTE-HUIT. — Lors de la dissolution de la société, soit à l'expiration de sa durée, soit pour toute autre cause, la liquidation s'opère par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf en cas de fusion ou de transport contre titres, le produit net de la liquidation sert d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré des parts.

Si les parts ne se trouvent pas toutes libérées dans une égale proportion, le ou les liquidateurs, avant de procéder à la répartition prévue à l'alinéa qui précède, mettent les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres isuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces ou en titres, au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus disponible est réparti également entre toutes les parts.

TITRE SEPT.

DISPOSITIONS GENERALES.

ARTICLE TRENTE-NEUF. — Tout associé domicilié dans la Colonie ou à l'étranger est tenu d'élire domicile dans l'arrondissement du siège administratif, pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts. Faute de ce faire, il est censé, de plein droit, avoir élu domicile au siège administratif où toutes les convocations, sommations, assignations, significations et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires, lui seront valablement faites.

Les administrateurs, commissaires, liquidateurs, domiciliés dans la Colonie ou à l'étranger, sont censés pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège administratif de la société où toutes assignations et notifications peuvent être données relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion et contrôle.

Le conseil d'administration et en cas de liquidation le ou les liquidateurs sont autorisés pour les litiges qui intéressent les succursales de la société, à se soumettre à une juridiction étrangère.

ARTICLE QUARANTE. — Toutes contestations entre la société et les associés comme tels, sont portées devant les juridictions compétentes du lieu du siège administratif de la société.

ARTICLE QUARANTE ET UN. — La société faisant l'objet des présents statuts est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par Arrêté Royal.

TITRE HUIT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ARTICLE QUARANTE-DEUX. — Le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est d'environ cinquante mille francs.

Dont acte.

Fait et passé.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures.)

Enregistré à Bruxelles, 4me bureau A.C. le 1er juillet 1952, volume 211, folio 95, case 3, cinq rôles, cinq renvois. Reçu : quarante francs. Le Receveur : (s.) Graas.

POUR EXPEDITION CONFORME :

(signé) Albert Raucq.

Albert Raucq — Notaire à Bruxelles-Brabant.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous : Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Me Raucq, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. — No 10037.

Bruxelles, le 14 juillet 1952.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 15 juillet 1952.

Le Chef de Bureau.

(signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 juillet 1952.

Le Conseiller adjoint.

(signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 4 août 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 4 Augustus 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Société Manucongo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Léopoldville.

—

NOMINATIONS — DELEGATION DE POUVOIRS.

Il résulte d'une délibération du Conseil d'Administration, tenue ce jour le vingt six juin mil neuf cent cinquante deux, que

1. Monsieur Cousin Paul E., Industriel, demeurant à Bruxelles, avenue de Tervueren, 3bis, a été nommé président du conseil d'administration.

2. Monsieur le Baron Albéric van der Straten-Waillet, Directeur de Sociétés, demeurant à Uccle, avenue Bel Air, 23, est nommé Directeur Général de la Société.

3. Monsieur Charles Godderé, Fondé de Pouvoirs, demeurant à Forest, Place de l'Altitude Cent, 20, Secrétaire Général de la Société et Monsieur Emile Bothy, Fondé de Pouvoirs, demeurant à Anderlecht, rue Van Soust, 286, Chef-Comptable de la Société, sont nommés Fondés de Pouvoirs.

4. La Société est engagée valablement par la signature d'un de ses administrateurs, ou celle de Monsieur van der Straten-Waillet, Directeur Général, donnée conjointement avec celle de :

   M. Charles Godderé, secrétaire général, fondé de pouvoirs, ou celle de M. Emile Bothy, chef-comptable, fondé de pouvoirs.

5. Dans les limites fixées au 4° ci-dessus, un administrateur, MM. van der Straten-Waillet, Godderé et Bothy, auront tous pouvoirs de :

a) signer la correspondance courante;

b) encaisser toutes sommes et en donner quittances;

c) tirer, endosser, encaisser et faire protester tous effets de commerce;

d) ouvrir, gérer, administrer et clôturer tous comptes en banques, en Belgique et au Congo Belge, ainsi qu'à l'Administration des chèques postaux, émettre, endosser et acquitter tous chèques, y compris les chèques et mandats-postaux ou télégraphiques; faire tous virements ou tous versements concernant les comptes ci-dessus;

e) faire toutes déclarations dans les bureaux de la douane et autres administrations publiques, relever tous permis, payer tous droits, faire à ce sujet toutes réclamations, demander toutes réductions et présenter toutes requêtes ou pétitions, prendre tous engagements envers les administrations publiques, belge et congolaise, et notamment envers la douane, soit comme principal obligé soit comme caution.

Toutefois, la signature d'un des titulaires indiqués ci-dessus est suffisante pour retirer de toutes administrations des postes, télégraphes, marines, douanes, messageries, roulage, chemins de fer nationaux, vicinaux ou privés, bateaux et navires, tous envois, toutes lettres et plis quelconques, recommandés, assurés ou chargés, tous colis, toutes marchandises, quelles qu'en soient la nature ou les modalités de transport; recevoir toute consignation, entreposage et dépôt et donner du tout bonne et valable décharge.

Un Administrateur,
(signé) F. Hunez.

Le Président du Conseil,
(signé) Paul Cousin.

Mines d'Or Belgika, en abrégé « BELGIKAOR »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'an mil neuf cent cinquante deux, le treize juin.

Par devant maître Paul ECTORS, notaire résidant à Bruxelles.

S'est tenue à Bruxelles, 121, rue du Commerce, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « MINES D'OR BELGIKA », en abrégé « BELGIKAOR » ayant son siège social à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, 121, rue du Commerce (registre du commerce de Bruxelles n° 54266) constituée par acte du notaire soussigné du dix juillet mil neuf cent trente et un, autorisé par arrêté royal du vingt huit septembre même année (Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze octobre même année, annexes du Moniteur Belge du dix octobre même année n° 13764 et dont les statuts ont été modifiés suivant actes du notaire soussigné des vingt deux février mil neuf cent trente

(1) Arrêté royal du 11 août 1952 — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1952. — 1re Partie.

neuf, sept octobre mil neuf cent quarante six- dix neuf décembre mil neuf cent quarante sept et vingt sept décembre mil neuf cent quarante neuf (Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mai mil neuf cent trente neuf, quinze octobre mil neuf cent quarante six, quinze avril mil neuf cent quarante huit et quinze avril mil neuf cent cinquante) annexes du Moniteur Belge des dix sept/dix huit avril mil neuf cent trente neuf n° 5069, dix neuf décembre mil neuf cent quarante six, n° 22425, deux/trois février mil neuf cent quarante huit, n° 1930 et onze mars mil neuf cent cinquante, n° 3612).

Sont présents ou représentés les actionnaires figurant à la liste de présence reproduite en fin des présentes.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de M. Léon Wielemans, ingénieur civil des mines A.I. Br. demeurant à Forest, avenue Van Volxem, n° 366, président du conseil d'administration.

Est nommé secrétaire M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, demeurant à Woluwe Saint-Pierre, avenue du Val d'Or, n° 34, qui accepte.

Sont nommés scrutateurs, M. André H. Gilson, comissaire général honoraire du Congo Belge, demeurant avenue de Tervueren, 194a, à Woluwe Saint-Pierre et M. Paul Orban, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, boulevard du Régent, n° 24.

Monsieur le Président expose :

1° Que l'ordre du jour porte :

I. — Augmentation du capital social pour le porter de septante huit millions huit cent mille francs congolais à cent nonante six millions huit cent mille francs congolais par la création de deux cent trente six mille actions de cinq cents francs congolais, chacune, à souscrire en numéraire et qui jouiront à compter du premier janvier mil neuf cent cinquante deux des mêmes droits et avantages que les actions actuellement existantes.

II. — Souscription immédiate de vingt mille actions nouvelles par la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, actions souscrites au prix de cinq cents francs plus les frais autres que les commissions de guichet et de garantie, épuisant ainsi les droits irréductibles attachés à treize mille trois cent trente trois actions nominales anciennes dont cette société est propriétaire et portant les numéros 35886 à 36735 — 38973 à 39153 et 140.001 à 152.302.

III. — Offre directe aux anciens actionnaires en dehors de ceux qui sont propriétaires des titres dont les numéros figurent ci-dessus, du solde soit deux cent seize mille actions nouvelles; ces actions nouvelles seront émises au prix de cinq cents francs plus trente cinq francs pour frais, à souscrire par eux dans la proportion irréductible de trois actions nouvelles pour deux anciennes et à titre réductible pour les actions nouvelles non souscrites à titre irréductible.

IV. — Détermination des modalités de cette émission.

V. — Modifications aux statuts pour :

Constater que les francs exprimant le capital sont des francs congolais.

Mettre les statuts en concordance avec les décisions prises aux paragraphes I, II, III et IV.

Remplacer les deux premiers alinéas de l'article 2 par un texte permettant de changer la localité du siège social et du siège administratif par simple décision du conseil d'administration.

Modifier la première phrase de l'article II en prévision de la tenue éventuelle d'un registre d'actionnaires au siège social.

Supprimer dans les articles 22, 35, 41 et 54 les mentions qui ne sont plus d'application actuelle.

Modifier comme suit le premier alinéa de l'article 13 : « Les deux signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe ».

Compléter le premier alinéa de l'article 15 par : « et ultérieurement après l'arrêté royal autorisant l'augmentation de capital ».

Commencer l'article 28 par les mots « sauf le cas de force majeure ».

Supprimer à l'article 29 les mots « même par voie d'émission d'obligations participantes ou non aux bénéfices ».

Remplacer l'article 40 par : « Les assemblées générales se réunissent au siège administratif ou en tout autre endroit désigné par le conseil d'administration et indiqué dans l'avis de convocation ».

Ajouter au premier alinéa de l'article 42 les mots : « sauf le cas de force majeure ».

Supprimer au troisième alinéa de l'article 45 : « et exiger que celle-ci soit déposée cinq jours au moins avant l'assemblée ».

Remplacer l'article 48 par un texte prescrivant également la publication des bilans et comptes de profits et pertes au Bulletin Administratif du Congo Belge et au Moniteur Belge ainsi que la situation du capital social avec la liste des associés qui n'ont pas entièrement libéré leurs parts.

Ajouter après le premier alinéa de l'article 59 : « En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes requises pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société ».

Remplacer le dernier alinéa de cet article par : « Le surplus disponible est réparti également entre toutes les actions ».

2° Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites par avis insérés cette année dans les journaux suivants : Le Bulletin Officiel du Congo Belge des vingt six mai et quatre juin; le Moniteur Belge des vingt six/vingt sept mai et deux/trois et quatre juin, l'Echo de la Bourse des vingt six mai et quatre juin, le Courrier de la Bourse et de la Banque des vingt trois à vingt six mai et quatre juin.

Les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau.

3° Que pour assister à la présente assemblée, les actionnaires présents et représentés se sont conformés aux prescriptions statutaires et que chaque action sauf réduction légale ou statutaire donne droit à une voix.

4° Que sur les cent cinquante sept mille six cents actions existantes, l'assemblée en représente cent trois mille et quatre soit plus de la moitié et qu'en conséquence elle est apte à délibérer et statuer sur tous les objets figurant à son ordre du jour.

Cet exposé est reconnu exact par l'assemblée.

Ensuite Monsieur le Président déclare que d'accord avec la « Belgika » société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Stanleyville et son siège administratif, 121, rue du Commerce à Bruxelles (agissant tant pour elle-même que pour un groupe dont elle se porte fort) le conseil d'administration de la société Belgikaor sous réserve d'accord de l'assemblée, se propose de procéder comme suit :

I. — Après que vingt mille actions nouvelles auront été souscrites par la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, épuisant ainsi le droit de souscription attaché aux treize mille trois cent trente trois actions Belgikaor qu'elle détient, en vue de garantir la souscription et la libération intégrale des deux cent trente six mille actions nouvelles à émettre, en vue également de couvrir la société Belgikaor des conséquences éventuelles de toute irrégularité de fait ou de droit qui pourrait se produire au cours de la souscription de la nullité éventuelle soit de certaines souscriptions, soit de certains versements, la Belgika s'obligera dès à présent solidairement et indivisiblement avec et pour tous et chacun des souscripteurs des deux cent seize mille actions nouvelles restantes après la souscription ci-dessus de la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains et se portera fort pour ces derniers voulant que la Belgikaor puisse à son gré agir contre elle seule ou contre les anciens actionnaires souscripteurs autres que la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains et considérer la Belgika comme seule obligée à la souscription et à la libération des dites deux cent seize mille actions nouvelles restantes.

Nonobstant le dit engagement, la Belgika, s'engagera envers les divers souscripteurs autres que la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains à ne se considérer envers eux que comme leur mandataire et porte fort de telle sorte que toutes quittances ou titres qui lui seraient délivrés par la Belgikaor soient considérés par la Belgika comme lui remis pour compte et au profit de ces souscripteurs respectifs.

II. — Deux cent seize mille actions nouvelles seront ensuite offertes par souscription publique aux anciens actionnaires autres que la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, le droit de cette dernière étant épuisé.

III. — Les prospectus et bulletins de souscription :

a) Reproduiront l'accord exposé ci-avant comme condition de la souscription.

b) Feront ressortir que conformément à la législation coloniale, l'augmentation du capital, la création et l'émission, la souscription et la libération des deux cent trente six mille actions nouvelles ne seront définitives que moyennant leur autorisation par un arrêté royal dont l'octroi

sera sollicité dès après la clôture de la souscription publique et la constatation de la souscription et de la libération des deux cent trente six mille actions nouvelles.

c) Que toute cession d'action nouvelle avant l'octroi du dit arrêté royal est interdite, nulle et de nul effet.

En suite de cette déclaration, l'assemblée décide :

PREMIERE RESOLUTION.

D'augmenter le capital social à concurrence de cent dix huit millions de francs pour le porter de septante huit millions huit cent mille francs à cent nonante six millions huit cent mille francs congolais par la création de deux cent trente six mille actions nouvelles identiques aux anciennes qui auront droit pour l'exercice social mil neuf cent cinquante deux, aux mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Ces deux cent trente six mille actions nouvelles seront offertes par préférence aux actionnaires anciens au prix de cinq cents francs l'une, plus trente cinq francs par action pour frais (ces frais seront diminués des frais de guichet et de garantie pour les vingt mille actions qui seront souscrites immédiatement aux présentes par la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains).

Le droit de souscription s'exercera à titre irréductible à raison de trois actions nouvelles pour deux anciennes, à titre réductible pour ce qui concerne les actions nouvelles qui ne seraient pas absorbées par les demandes irréductibles, la répartition s'effectuera au prorata des titres souscrits à titre irréductible sans fraction.

La mise en souscription publique se fera aux conditions précitées et en outre suivant les modalités et aux conditions reprises dans la déclaration ci-avant de Monsieur le Président de l'assemblée.

Au surplus, l'assemblée charge le conseil d'administration de la Belgikaor et lui confère pour autant que de besoin tous pouvoirs à cet effet, d'assurer au mieux des intérêts sociaux, l'émission et la souscription des deux cent trente six mille actions nouvelles, fixer la durée, l'époque et toutes autres conditions accessoires de la souscription, passer avec tous tiers toutes conventions destinées à assurer ou obtenir toutes formalités requises ou autorisations nécessaires pour l'augmentation de capital pour assurer la souscription intégrale des titres nouveaux et leur libération, faire constater la réalisation de l'augmentation de capital décrétée et des modifications statutaires en résultant et en général prendre toutes dispositions utiles que la présente résolution nécessite ou que ses suites comportent.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

INTERVENTION.

Sont ici intervenus :

1. La Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains précitée représentée par :

Monsieur Maurice Lefranc, ingénieur civil, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, rue Bosquet, 88.

et M. Paul Orban, administrateur de sociétés, demeurant boulevard du Régent, 24, à Bruxelles.

Ayant ensemble les pouvoirs requis aux fins des présentes.

Laquelle a déclaré souscrire vingt mille des actions nouvelles dont la création et l'émission viennent d'être décidées aux conditions établies par l'assemblée épuisant ainsi le droit de souscription attaché aux actions anciennes Belgikaor qu'elle détient, numérotées de 35.886 à 36.735, de 38.973 à 39.153 et de 140.001 à 152.302.

2. La société congolaise par actions à responsabilité limitée Belgika précitée, représentée par M. André H. Gilsen préqualifié, le président de son conseil d'administration et M. Edmond Verfaillie, secrétaire de société, demeurant 26, avenue Albert Elisabeth à Woluwe Saint-Lambert, administrateur de la dite société.

Ayant ensemble les pouvoirs requis aux fins des présentes.

Agissant tant pour elle-même que pour un groupe dont elle se porte fort, laquelle en conformité avec la déclaration de Monsieur le Président, a déclaré se porter dès à présent obligé solidaire et indivisible avec tous les souscripteurs futurs des deux cent seize mille actions nouvelles autres que les vingt mille souscrites par la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, se portant en outre fort pour ces derniers et voulant que la société Belgikaor puisse si elle le désire, la considérer comme seule obligée à son égard à la souscription des dites deux cent seize mille actions nouvelles et à leur libération.

Voulant néanmoins la société Belgika, que vis-à-vis des souscripteurs futurs des dites deux cent seize mille actions nouvelles, elle ne soit considérée que comme leur porte fort agissant pour leur compte et à leur profit.

Ensuite la Belgika s'est obligée à répéter si besoin son présent engagement lors de la constatation authentique de la souscription et de la libération des actions nouvelles.

L'assemblée après avoir accepté le dit engagement décide :

DEUXIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de la réalisation effective de l'augmentation de capital, objet de la première résolution et de sa constatation, de modifier les statuts sociaux comme suit :

Article 2. — Remplacer les deux premiers alinéas par :

« Le siège social est établi au Congo Belge au lieu élu par le conseil d'administration, il est actuellement à Stanleyville.

Le siège administratif est établi en Belgique ou au Congo Belge au lieu élu par le conseil d'administration. Il est actuellement 121, rue du Commerce à Bruxelles. »

Article 6. — La première phrase de cet article est modifiée et libellée comme suit :

« Le capital social est de cent nonante six millions huit cent mille francs congolais, représenté par trois cent nonante trois mille six cents actions de cinq cents francs chacune. »

A la fin de cet article est ajouté l'alinéa nouveau suivant :

« Il a été augmenté une quatrième fois de cent dix huit millions de francs par la création de deux cent trente six mille actions de capital de cinq cents francs lors de l'assemblée générale extraordinaire du treize juin mil neuf cent cinquante deux. »

Article 9. — Ajouter après les mots « les nonante sept mille six cents actions de capital créées par l'assemblée générale extraordinaire du vingt sept décembre mil neuf cent quarante neuf » « et les deux cent trente six mille actions créées par l'assemblée du treize juin mil neuf cent cinquante deux ».

Article 11. — Première phrase, après les mots « au siège administratif » ajouter « ou au siège social ».

Article 13. — Premier alinéa, la deuxième phrase de cet alinéa est désormais : « Les deux signatures peuvent être apposées au moyen de griffes ».

Article 15. — A la fin du premier alinéa, ajouter : « et ultérieurement après arrêté royal autorisant l'augmentation de capital ».

Article 22. — Supprimer le premier alinéa et le début du deuxième jusques et y compris les mots : « par la suite ».

Article 28. — Commencer l'article par les mots : « Sauf le cas de force majeure ».

Article 29. — Au deuxième alinéa supprimer les mots « même par voie d'émission d'obligations participantes ou non aux bénéfices ».

Article 35. — Au troisième alinéa supprimer la première phrase et le début de la seconde jusques et y compris les mots « et par la suite ».

Article 40. — Le texte actuel est remplacé par :

« Les assemblées générales se réunissent au siège administratif ou en tout autre endroit désigné par le conseil d'administration et indiqué dans l'avis de convocation. »

Article 41. — Au premier alinéa supprimer : « et pour la première fois en mil neuf cent trente deux ».

Article 42. — Commencer cet article par les mots : « Sauf le cas de force majeure ».

Article 45. — Troisième alinéa, supprimer les mots : « et exiger que celles-ci soient déposées cinq jours au moins avant l'assemblée ».

Article 54. — Supprimer au premier alinéa « et pour la première fois le trente un décembre mil neuf cent trente deux ».

Article 58. — Sera rédigé : « Le bilan, le compte de profits et pertes suivis de la situation du capital avec la liste des actionnaires n'ayant pas entièrement libéré leurs titres, seront publiés dès après leur approbation au Bulletin Officiel du Congo Belge, au Bulletin Administratif du Congo Belge et aux annexes du Moniteur Belge. »

Article 59. — Intercaler entre le premier et le deuxième alinéa, l'alinéa nouveau : « En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes requises pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société. »

Le dernier alinéa du même article est remplacé par : « Le surplus disponible est réparti également entre toutes les actions. »

Ces modifications sont adoptées successivement par l'assemblée à l'unanimité des voix.

CONDITION SUSPENSIVE.

Les décisions ci-dessus ont été adoptées par l'assemblée sous la condition suspensive de leur approbation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

ESTIMATION.

L'assemblée estime à environ sept millions de francs le montant des frais, charges ou rémunérations lui incombant ou mis à sa charge du fait des présentes et décide que l'excédent éventuel de la prime pour frais sera porté en réserve indisponible.

LISTE DE PRESENCE.

Prennent part à l'assemblée dont le procès-verbal précède, les actionnaires suivants possédant d'après renseignements fournis le nombre de titres ci-après :

	Actions
1. La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Belgika » ayant son siège social à Stanleyville, Congo Belge, et son siège administratif, 121, rue du Commerce à Bruxelles, possédant soixante dix mille actions, représentée par deux de ses administrateurs comme dit ci-avant, Messieurs André H. Gilson et Edmond Verfaillie précités	70.000
2. La Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, société anonyme ayant son siège, 24, avenue de l'Astronomie à Saint-Josse-ten-Noode, possédant vingt mille cinq cent soixante actions, représentée ainsi qu'il est dit ci-avant	20.560
3. Le Comité National du Kivu, association jouissant de la personnalité civile, établi 16, rue d'Egmont à Bruxelles, possédant trois mille cent cinquante deux actions, représenté en vertu de sa procuration sous seing privé ci-annexée par M. Jacques d'Hoop, conseiller juridique, demeurant à Ixelles, rue Gachard, n° 82 .	3.152

4. La société « Minière de la Télé » société congolaise à responsabilité limitée, dont le siège est à Boma Congo Belge, possédant mille soixante quatre actions, représentée en vertu de sa procuration sous seing privé ci-annexée par M. Prosper Lancsweert et ci-après nommé 1.064

5. M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, demeurant à Woluwe Saint-Pierre, avenue du Val d'Or, n° 34, possédant cinquante actions 50

6. M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 435, possédant cinquante actions . . 50

7. La société Forestière et Agricole du Maniema « Forama » société congolaise par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Stanleyville, Congo Belge, ici représentée par deux de ses administrateurs Messieurs le général chevalier Josué Henry de la Lindi, ci-après nommé et M. Jacques Relecom précité, possédant six cent septante huit actions 678

8. La « Coloniale de Belgique » société anonyme ayant son siège social 121, rue du Commerce à Bruxelles, possédant neuf cent soixante dix actions, ici représentée par deux de ses administrateurs ayant les pouvoirs requis, Messieurs Léon Wielemans et Jacques Relecom précités 970

9. Le général chevalier Josué Henry de la Lindi, demeurant à Woluwe Saint-Lambert, 54, avenue Albert Elisabeth, possédant cinquante actions 50

10. Le général Georges Moulaert, demeurant à Uccle, 47, avenue de l'Observatoire, possédant cinquante actions 50

11. M. Edmond Verfaillie, secrétaire de sociétés, demeurant à Woluwe Saint-Lambert, 26, avenue Albert Elisabeth, possédant vingt actions. 20

12. M. François Vuye, propriétaire, demeurant à Rhode Saint-Genèse, 160, avenue de la Grande Espinette, possédant vingt actions 20

13. La société Internationale Forestière et Minière du Congo, Forminière, société congolaise par actions à responsabilité limitée ayant son siège administratif à Bruxelles, 42, rue Royale, possédant six mille deux cent quarante actions, ici représentée en vertu de sa procuration sous seing privé ci-annexée par M. Prosper Lancsweert précité 6.240

14. M. Jean Callebaut, administrateur de sociétés, demeurant au château de et à Deurle, possédant cent actions, représenté en vertu de sa procuration ci-annexée par M. Léon Wielemans précité 100

Ensemble cent et trois mille et quatre actions sur les cent cinquante sept mille six cents existantes 103.004

La séance est levée à onze heures quarante.

Clos le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau, les intervenants et les actionnaires qui en ont fait la demande ont signé avec nous notaire.

(Suivent les signatures.)

Enregistré cinq rôles, trois renvois à Bruxelles A.C. III, le seize juin 1952, volume 601, folio 18, case 10, reçu quarante francs.

Le receveur (s.) Tillœuil.

POUR EXPEDITION CONFORME :

Le Notaire (s.) Paul Ectors.

Paul Ectors — Notaire.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous Charles Bareel, Président de la Chambre des vacations du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de Me Ectors, Notaire à Bruxelles. Reçu quarante francs — No 10063.

Bruxelles, le 16 juillet 1952 (s.) C. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 18 juillet 1952. Le Directeur (s.) H. Heymans.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Heymans, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 23 juillet 1952. Le Conseiller-adjoint (s.) N. Cornet.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 5 août 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 5 Augustus 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Mines d'Or Belgika, en abrégé « BELGIKAOR »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville, Congo Belge.

Siège administratif : 121, rue du Commerce, Bruxelles.

—

CONSTATATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le vingt trois juillet.

Par devant maître Paul ECTORS, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

Monsieur Léon Wielemans, industriel, demeurant à Forest, avenue Van Volxem, n° 360.

Monsieur Georges Moulaert, administrateur de société, demeurant à Uccle, 47, avenue de l'Observatoire.

Monsieur Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, demeurant 34, avenue du Val d'Or à Woluwe Saint-Pierre.

Monsieur Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, 435, avenue Louise.

Monsieur André Gilson, commissaire général honoraire du Congo Belge, demeurant à Woluwe Saint-Pierre, avenue de Tervueren, n° 194a.

Monsieur Michel Lallemand, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue de Cortenberg, numéro 92.

Tous administrateurs de la société congolaise par actions à responsabilité limitée MINES D'OR BELGIKA, en abrégé « BELGIKAOR », ayant son siège social à Stanleyville et son siège administratif à Bruxelles, 121, rue du Commerce, constituée par acte du notaire soussigné en date du dix juillet mil neuf cent trente et un et autorisée par arrêté royal du vingt huit septembre mil neuf cent trente et un (Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze octobre mil neuf cent trente et un, annexes du Moniteur Belge du dix octobre mil neuf cent trente et un, n° 13764) inscrite au registre du commerce de Bruxelles sous le n° 54266).

Réunis en conseil d'administration de la dite société dont ils déclarent former la majorité.

II. — La Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, société anonyme ayant son siège, 24, avenue de l'Astronomie à Saint-Josse-ten-Noode.

Ici représentée par M. Paul Orban, administrateur de sociétés, demeurant 24 boulevard du Régent à Bruxelles; M. Maurice Louveaux, docteur en droit, demeurant 51, avenue de Tervueren à Etterbeek.

Tous deux administrateurs de la dite société ayant les pouvoirs requis aux fins des présentes.

III. — La société congolaise par actions à responsabilité limitée Belgika, ayant son siège social à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, 121, rue du Commerce, registre du commerce de Bruxelles, n° 390 et de Stanleyville n° 163.

Ici représentée par M. André Gilson préqualifié; M. Edmond Verfaillie, secrétaire de sociétés, demeurant 26, avenue Albert Elisabeth à Woluwe Saint-Lambert.

Tous deux administrateurs de la dite société ayant les pouvoirs requis aux fins des présentes.

Lesquels nous ont exposé et requis d'acter à l'unanimité :

EXPOSE.

Que la société Belgikaor ayant décidé au cours de son assemblée générale du treize juin mil neuf cent cinquante deux (décisions publiées aux annexes du Moniteur Belge du vingt un juin mil neuf cent cinquante deux, n° 15059) la création et l'émission de deux cent trente six mille actions nouvelles dont la souscription est réservée aux anciens actionnaires de la société, il a été procédé à l'émission, la souscription et la libération des dites deux cent trente six mille actions nouvelles en conformité avec les décisions de la susdite assemblée comme suit :

1. Vingt mille actions nouvelles ont été souscrites à raison de cinq cents francs l'une, plus les frais (autres que les commissions de guichet et de garantie) par la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains précitée, laquelle a épuisé ainsi les droits attachés aux treize mille trois cent trente trois actions anciennes Belgikaor dont elle est propriétaire (numérotées 35886 à 36735 — 38973 à 39153 — 140.001 à 152.302).

2. Que quant aux deux cent seize mille actions nouvelles restantes, leur émission réservée aux anciens actionnaires de la société (autres que la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains) eut lieu du quatre au dix neuf juillet mil neuf cent cinquante deux et en conformité avec l'engagement pris par la société Belgika à l'assemblée précitée du treize juin mil neuf cent cinquante deux (engagement que la Belgika déclare pour autant que de besoin confirmer et réitérer à l'instant) de se porter solidairement et indivisiblement obligée avec et pour les souscripteurs des deux cent seize mille actions nouvelles autres que celles souscrites par la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, obligée à leur libération et porte fort de tous les souscripteurs.

3. Que la souscription des deux cent trente six mille actions étant ainsi faite, la libération de ces parts a été intégralement effectuée contre espèces à raison de cinq cents francs par action, ensemble cent dix huit millions de francs plus les frais qui ont été intégralement versés en espèces à la société Belgikaor et sont à sa libre et entière disposition ainsi qu'elle le reconnaît.

CONSTATATION.

Ensuite la société Belgikaor, la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains et Belgika, es qualité qu'elles agissent, nous ont requis d'acter en conséquence de l'exposé qui précède

et ensuite des engagements pris par la Belgika à l'assemblée des actionnaires du treize juin mil neuf cent cinquante deux (ci-dessus réitérées) et du mandat conféré par la dite assemblée au conseil d'administration de la société Belgikaor.

I. — Que l'augmentation du capital de la société Belgikaor décidée par l'assemblée précitée à concurrence de cent dix huit millions de francs, est réalisée et devenue définitive sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

II. — Que sous la même condition suspensive, les statuts de la Belgikaor sont modifiés comme suit :

Article 2. — Remplacer les deux premiers alinéas par :

Le siège social est établi au Congo Belge, au lieu élu par le conseil d'administration, il est actuellement à Stanleyville.

Le siège administratif est établi en Belgique ou au Congo Belge au lieu élu par le conseil d'administration.

Il est actuellement, 121, rue du Commerce à Bruxelles.

Article 6. — La première phrase de cet article est modifiée et libellée comme suit :

Le capital social est de cent nonante six millions huit cent mille francs congolais représenté par trois cent nonante trois mille six cents actions de cinq cents francs chacune.

A la fin de cet article est ajouté l'alinéa nouveau suivant :

Il a été augmenté une quatrième fois de cent dix huit millions de francs par la création de deux cent trente six mille actions de capital de cinq cents francs lors de l'assemblée générale extraordinaire du treize juin mil neuf cent cinquante deux.

Article 9. — Ajouter après les mots « les nonante sept mille six cents actions de capital créées par l'assemblée générale extraordinaire du vingt sept décembre mil neuf cent quarante neuf et les deux cent trente six mille actions créées par l'assemblée du treize juin mil neuf cent cinquante deux ».

Article 11. — Première phrase, après les mots « au siège administratif », ajouter « ou au siège social ».

Article 13. — Premier alinéa, la deuxième phrase de cet alinéa est désormais : « Les deux signatures peuvent être apposées au moyen de griffes. »

Article 15. — A la fin du premier alinéa, ajouter : « et ultérieurement après arrêté royal autorisant l'augmentation de capital ».

Article 22. — Supprimer le premier alinéa et le début du deuxième jusques et y compris les mots « par la suite ».

Article 28. — Commencer l'article par les mots « Sauf le cas de force majeure ».

Article 29. — Au deuxième alinéa supprimer les mots « Même par voie d'émission d'obligations participantes ou non aux bénéfices ».

Article 35. — Au troisième alinéa supprimer la première phrase et le début de la seconde jusques et y compris les mots « et par la suite ».

Article 40. — Le texte actuel est remplacé par :

Les assemblées générales se réunissent au siège administratif ou en tout autre endroit désigné par le conseil d'administration et indiqué dans l'avis de convocation.

Article 41. — Au premier alinéa supprimer : « et pour la première fois en mil neuf cent trente deux ».

Article 42. — Commencer cet article par les mots « Sauf le cas de force majeure ».

Article 45. — Troisième alinéa, supprimer les mots « et exiger que celles-ci soient déposées cinq jours au moins avant l'assemblée ».

Article 54. — Supprimer au premier alinéa « et pour la première fois le trente un décembre mil neuf cent trente deux ».

Article 58. — Sera rédigé : « Le bilan, le compte de profits et pertes suivis de la situation du capital avec la liste des actionnaires n'ayant pas entièrement libéré leurs titres, seront publiés dès après leur opprobation au Bulletin Officiel du Congo Belge, au Bulletin Administratif du Congo Belge et aux annexes du Moniteur Belge.

Article 59. — Intercaler entre le premier et le deuxième alinéa, l'alinéa nouveau : « En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes requises pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société. »

Le dernier alinéa du même article est remplacé par :

« Le surplus disponible est réparti également entre toutes les actions. »

III. — Que l'assemblée précitée du treize juin mil neuf cent cinquante deux a estimé les frais incombant à la société ou mis à sa charge à environ sept millions de francs.

Dont acte, fait et passé à Bruxelles, date que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous notaire.

(Suivent les signatures.)

Enregistré trois rôles, trois renvois à Bruxelles A.C. III, le 25 juillet 1952, volume 602, folio 54, case II, reçu quarante francs.

Le receveur (s.) Tillœuil.

POUR EXPEDITION CONFORME :

Le Notaire,

(s.) Paul Ectors.

Paul Ectors — Notaire à Bruxelles — Brabant.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous Charles Bareel, Président de la Chambre des vacations du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de Me Ectors, Notaire à Bruxelles. Reçu quarante francs — N° 32.

Bruxelles, le 25 juillet 1952 (s.) C. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 25 juillet 1952. Le Directeur (s.) H. Heymans.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Heymans, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 25 juillet 1952. Le Conseiller-adjoint (s.) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Société Coloniale d'Importation et d'Exportation à Léopoldville en abrégé : « COLIMPEX »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

dont le siège est à Léopoldville.

—

AUGMENTATION DE CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'an MIL NEUF CENT CINQUANTE DEUX,

Le SEPT JUILLET.

Devant Maître JEAN NERINCX, Notaire à Bruxelles, substituant son confrère, Maître Jacques RICHIR, Notaire également à Bruxelles, en l'Etude de ce dernier, 77, boulevard de Waterloo;

ONT COMPARU :

1) Monsieur Jules GEVERS, Administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 254, avenue Louise;

2) Monsieur Werner GROSS, Administrateur de sociétés, demeurant à Rettingen-Bâle (Suisse).

3) Monsieur Polisseno REGAZZONI, commerçant, demeurant à Bâle (Suisse), 1, Arnold Boecklinstrasse.

4) Monsieur Jean Rodolphe de HALLER, commerçant, demeurant à Berne (Suisse), 35, Stauffacherstrasse.

(1) Arrêté royal du 12 août 1952 — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1952. — 1re Partie.

5) Monsieur Sidney EDKINS, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 31, place de Brouckère.

6) Monsieur Romain Félix DEVERS, Administrateur de sociétés, demeurant à Léopoldville (Congo Belge).

7) Monsieur Paul MEIRE, expert-comptable, demeurant à Jette Saint-Pierre, avenue Charles Woeste, 74.

REPRESENTATIONS :

Monsieur Jean de Haller, comparant sub 4, est ici représenté par Monsieur Werner Gross, comparant sub 2, en vertu d'une procuration sous seing privé, datée de Lisbonne le quatre juillet mil neuf cent cinquante deux, qui demeurera ci-annexée pour être enregistrée en même temps que les présentes.

Monsieur Romain Devers, comparant sub 6, est ici représenté par Monsieur Jules Gevers, comparant sub 1, en vertu d'une procuration sous seing privé, datée de Bruxelles, le vingt huit juin mil neuf cent cinquante deux, qui demeurera ci-annexée pour être enregistrée en même temps que les présentes.

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit est, étant et représentant la totalité des actionnaires de la Société Congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Coloniale d'Importation et d'Exportation à Léopodville » en abrégé « Colimpex » ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, constituée suivant acte reçu par le notaire Richir, prénommé, le deux avril mil neuf cent quarante six, approuvé par Arrêté Royal du vingt et un juin suivant, publié aux annexes du Moniteur Belge du sept février mil neuf cent quarante sept, sous le numéro 2.054 et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire Richir, prénommé, les quinze mai mil neuf cent quarante six et vingt sept mars mil neuf cent quarante sept, approuvés par Arrêté Royal en date des vingt et un juin mil neuf cent quarante six et neuf juin mil neuf cent quarante sept, publiés aux annexes du Moniteur Belge des sept février mil neuf cent quarante sept, sous le numéro 2055 et quinze août mil neuf cent quarante sept, sous le numéro 15.999.

Se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour ci-après reproduit.

La séance est ouverte à dix heures, sous la présidence de Monsieur Polisseno Regazzoni, prénommé.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jules Gevers, prénommé.

L'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Werner Gross et Paul Meire, tous deux prénommés.

Monsieur le Président expose :

A. — Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

a) Augmentation du capital social, à concurrence d'une somme de cinq millions de francs, pour le porter de sept millions cinq cent mille francs

à douze millions cinq cent mille francs, par la transformation de l'Emprunt Obligation de cinq millions de francs souscrit par Monsieur Regazzoni en actions de capital créées à cet effet.

b) Modification des statuts, pour les mettre en concordance avec la résolution qui sera prise.

B. — Que les sept mille cinq cents actions de capital formant l'intégralité des titres émis, sont possédées par les actionnaires comparants, présents ou représentés comme dit est.

Qu'en conséquence, aucune jusitification n'est nécessaire quant à la convocation à la présente assemblée ni quant à l'inscription des titres, et que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les objets figurant à l'ordre du jour.

Ces faits exposés étant constatés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président fait connaître les motifs qui ont amené les propositions figurant à l'ordre du jour.

Ensuite, après avoir délibéré, l'assemblée prend et vote les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

Le capital social est augmenté à concurrence de cinq millions de francs, pour le porter de sept millions cinq cent mille francs à douze millions cinq cent mille francs, par la création de cinq mille actions de mille francs chacune.

Les cinq mille actions précitées sont attribuées à Monsieur Polisseno Regazzoni, prénommé, en rémunération de l'apport en société de la créance de cinq millions qu'il possède contre elle, la dite créance consistant en un emprunt obligation.

Les actions présentement créées jouiront des mêmes droits que les actions anciennes et participeront aux résultats sociaux à compter du premier janvier mil neuf cent cinquante deux.

DEUXIEME RESOLUTION.

En conséquence de la résolution qui précède, le premier alinéa de l'article cinq des statuts est remplacé par ce qui suit :

« ARTICLE CINQ. — Le capital social est fixé à douze millions cinq » cent mille francs, représenté par douze mille cinq cents actions de » capital de mille francs chacune.

» Lors de la constitution de la société, le capital s'élevait à sept millions » cinq cent mille francs, représenté par sept mille cinq cents actions de » capital de mille francs chacune.

» En suite d'une assemblée générale extraordinaire avenue devant le » notaire Nerincx, à Bruxelles, en date du sept juillet mil neuf cent cin- » quante deux, le capital social a été porté de sept millions cinq cent mille » francs à douze millions cinq cent mille francs, par la création de cinq » mille actions nouvelles de mille francs chacune, ayant servi à la rému- » nération de l'apport en société d'une créance de cinq millions de francs, » due par elle. »

Les résolutions qui précèdent ont été prises à l'unanimité des voix des actionnaires et sous la condition suspensive de l'autorisation ultérieure par Arrêté Royal.

Le montant des frais, dépenses et rémunérations incombant à la société en raison de l'augmentation du capital, s'élève approximativement à quatre vingt mille francs.

DONT PROCES-VERBAL.

Fait et passé à BRUXELLES.

Lecture faite, les comparants présents ou représentés comme dit est ont signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures.)

Enregistré à Bruxelles A.C.I. le neuf juillet 1952, vol. 1121, f° 24, c. 1, deux rôles, trois renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur. (s.) illisible.

POUR EXPEDITION CONFORME :

(s.) Jean Nérincx.

Jean Nerincx, Notaire à Bruxelles — Brabant.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles — Président.

Vu par Nous, Charles BAREEL, Président de la Chambre des vacations du Tribunal de Première Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Maître Nérincx, Notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 23 juillet 1952.

(s.) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 24 juillet 1952.

Le Directeur (s.) H. Heymans.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Heymans, apposée au recto.

Bruxelles, le 24 juillet 1952.

Le conseiller-adjoint,

)s.) N. Cornet.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 7 août 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 7 Augustus 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Eternit du Congo, en abrégé « ETERCO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le dix juillet.

A l'issue de l'assemblée générale extraordinaire convoquée pour onze heures.

A Bruxelles, rue Ducale, numéro 9.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Eternit du Congo », en abrégé « Eterco », dont le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, rue Ducale, numéro 9, constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, soussigné, le dix-huit mars mil neuf cent quarante-sept, autorisée par arrêté royal du trois mai suivant et dont les statuts, publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mai mil neuf cent quarante-sept et à l'annexe au « Moniteur Belge » des deux/trois juin mil neuf cent quarante-sept, numéro 11306 ont été modifiés suivant acte du ministère du dit notaire Hubert Scheyven, du vingt-cinq janvier mil neuf cent quarante-neuf, publié, après autorisation par arrêté royal en date du premier mars mil neuf cent quarante-neuf, aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze avril mil neuf cent quarante-neuf et à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt-deux du même mois, numéro 7114.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Arthur Bemelmans, ingénieur A. I. A., demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 397, Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jean Thys, fondé de pouvoirs, demeurant à Malines, rue des Drapiers, numéro 142, ici intervenant et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Charles

(1) Arrêté royal du 11 août 1952 — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1952. — 1re Partie.

Hulet, chef de comptabilité, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue Alfred Cluysenaer, numéro 66 et Georges Raskin, ingénieur civil des mines, demeurant à Auderghem, avenue du Parc de Woluwe- numéro 38.

Messieurs André Emsens, industriel, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 94, Victor Brien, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Bruxelles, rue du Pépin, numéro 45 et Edgard Larielle, ingénieur A. I. Br., demeurant à Ixelles, avenue Emile Duray, numéro 52, administrateurs, complètent le bureau.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Première augmentation du capital social à concurrence de dix millions de francs congolais, pour le porter de trente à quarante millions de francs congolais, par la création et l'émission contre espèces, au prix de deux mille cinq cents francs congolais chacune, de quatre mille actions nouvelles, jouissance premier juillet mil neuf cent cinquante-deux et pour le reste en tous points semblables aux actions actuelles.

2. Souscription des actions nouvelles ainsi créées, dans la proportion d'une action nouvelle pour trois anciennes et libération intégrale immédiate des actions souscrites.

3. Deuxième augmentation du capital social, à concurrence de dix millions de francs congolais, pour le porter de quarante à cinquante millions de francs congolais, par incorporation d'une somme de dix millions de francs congolais à prélever sur la réserve et par création de quatre mille actions nouvelles de deux mille cinq cents francs chacune, jouissance premier juillet mil neuf cent cinquante-deux, à remettre gratuitement aux actionnaires, dans la proportion d'une action nouvelle pour quatre actions détenues.

4. Modifications à l'article cinq des statuts, pour le mettre en concordance avec ce qui précède et faire l'historique du capital.

II. Que toutes les actions étant nominatives, les convocations contenant l'ordre du jour de la présente assemblée ont été faites, conformément à l'article vingt-huit des statuts, par lettre recommandée adressée aux actionnaires, le vingt-huit juin mil neuf cent cinquante-deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau un exemplaire de la lettre de convocation, ainsi que les récépissés des lettres reccomandées.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux dispositions des articles vingt-neuf et trente des statuts.

IV. Que sur les douze mille actions de deux mille cinq cents francs chacune de la société, la présente assemblée réunit onze mille neuf cent seize actions, soit plus de la moitié du capital.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente-cinq des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide :

1. D'augmenter le capital social à concurrence de dix millions de francs congolais, pour le porter de trente à quarante millions de francs congolais, par la création de quatre mille actions nouvelles de deux mille cinq cents francs congolais chacune, qui auront droit à la moitié du bénéfice éventuel de l'exercice en cours et seront, pour le surplus, en tout semblables aux actions actuelles; ces quatre mille actions nouvelles à souscrire contre espèces au pair par les propriétaires des actions existantes, dans la proportion d'une action nouvelle pour trois actions anciennes.

Et 2. De procéder, séance tenante, à la dite augmentation de capital avec libération intégrale.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital qui précède, l'assemblée décide d'augmenter à nouveau le capital social à concurrence de dix millions de francs congolais, pour le porter de quarante à cinquante millions de francs congolais, par incorporation au capital d'une somme de dix millions de francs congolais, à prélever sur la réserve sans dénomination spéciale figurant au bilan et en représentation de cette augmentation de capital, l'assemblée décide de créer quatre mille actions nouvelles de deux mille cinq cents francs congolais chacune, qui auront droit à la moitié du dividende éventuel de l'exercice en cours et seront, pour le surplus, en tout semblables aux actions actuelles; ces quatre mille actions nouvelles à remettre gratuitement aux actionnaires, après la réalisation de l'augmentation du capital, objet de la première résolution qui précède, dans la proportion d'une action nouvelle pour quatre actions alors détenues.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge du chef des augmentations de capital qui précèdent, s'élève à cent cinquante-cinq mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de la réalisation des augmentations de capital prévues ci-dessus, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article cinq, les premier et deuxième alinéas sont remplacés par :

« Le capital social est fixé à cinquante millions de francs congolais et » est représenté par vingt mille actions de deux mille cinq cents francs » chacune.

» De ces vingt mille actions : ».

Au même article cinq, il est ajouté ce qui suit :

« Quatre mille ont été créées et souscrites contre espèces et entièrement » libérées suivant acte reçu par le dit notaire Hubert Scheyven, le dix » juillet mil neuf cent cinquante-deux.

» Quatre mille ont été créées en représentation d'incorporation de ré- » serves aux termes du dit acte du dix juillet mil neuf cent cinquante- » deux. »

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION.

Pour se conformer aux prescriptions du Ministère des Colonies, l'assemblée décide d'apporter encore aux statuts les modifications suivantes :

A l'article deux, au premier alinéa, les mots « et après autorisation par arrêté royal », sont supprimés.

Au même article deux, entre le premier et le deuxième alinéa, est intercalé un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Le transfert du siège social ou du siège administratif est publié, sous » forme d'avis dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou dans le » « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

Aux articles trois, quatre et six, le mot « approbation » est remplacé par le mot « autorisation ».

A l'article quatre, le premier alinéa est remplacé par :

« La société est constituée pour une durée de trente années prenant » cours à dater de l'arrêté royal autorisant sa fondation et prenant fin » le deux mai mil neuf cent soixante-dix-sept. »

A l'article neuf, au dernier alinéa, sont ajoutés les mots « et ultérieurement après l'arrêté royal autorisant l'augmentation du capital ».

A l'article quarante-trois sont ajoutés deux nouveaux alinéas conçus comme suit :

« En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs » doivent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes » prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolu- » tion de la société.

» Si la perte atteint les trois/quarts du capital, la dissolution pourra » être prononcée par les actionnaires possédant un/quart des actions » représentées à l'assemblée. »

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, les sociétés et personnes ci-après, désignées dans la liste de présence susvisée, après avoir entendu lecture de ce qui précède et reconnu qu'elles mêmes ou leurs mandants ont connaissance des statuts de la Société « Eternit du Congo », ont déclaré souscrire, ainsi qu'il suit,

les quatre mille actions de deux mille cinq cents francs congolais, créées en la première résolution :

Eternit, société anonyme, mille neuf cent cinquante actions 1.950

Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga, société congolaise par actions à responsabilité limitée, six cents actions 600

Société Industrielle et Minière du Katanga « Simkat », société congolaise par actions à responsabilité limitée, quatre cents actions 400

Ciments du Congo, société congolaise par actions à responsabilité limitée, trois cents actions 300

Ciments du Katanga, société congolaise par actions à responsabilité limitée, quatre cents actions 400

Financière Belge de l'Asbeste Ciment, société anonyme, cinquante actions 50

Monsieur Arthur Bemelmans, trente actions 30

Monsieur Victor Brien, quatre-vingt-six actions 86

Monsieur Edgar Larielle, cinquante actions 50

Monsieur Georges Raskin, vingt actions 20

Monsieur Henri Van der Borght, dix actions 10

Monsieur René Coppée, dix actions 10

Monsieur Yvan de Magnée, quatre actions 4

Monsieur Charles Hulet, dix actions 10

Monsieur Lucien Beckers, dix actions 10

Monsieur Robert Cambier, sept actions 7

Monsieur Ernest Dalimier, ingénieur, demeurant à Liège, rue Blonden, numéro 17, dix actions 10

Représenté par Monsieur André Emsens prénommé, qui déclare se porter fort pour lui.

Madame Françoise de Lhoneux, veuve de Monsieur Jacques Jooris, quatre actions 4

Monsieur le Baron Guy de Lhoneux, cinq actions 5

Monsieur Robert Lippens, dix actions 10

Monsieur Fernand Nisot, dix actions 10

Monsieur Albert Folie, ingénieur, demeurant à Lukala (Congo Belge), huit actions 8

Représenté par Monsieur André Emsens prénommé, qui déclare se porter fort pour lui.

Monsieur Jean Reumont, ingénieur, demeurant à Léopoldville (Congo Belge), avenue de l'Industrie, numéro 5113, huit actions 8

Représenté par Monsieur André Emsens prénommé, qui déclare se porter fort pour lui.

Monsieur Hector Verpoort, directeur de société, demeurant à Lukala (Congo Belge), deux actions 2

Représenté par Monsieur André Emsens prénommé, qui déclare se porter fort pour lui.

Monsieur Fernand Kuhnemant, deux actions 2

Monsieur Edgar van der Straeten, trois actions 3

Monsieur André Emsens, une action 1

Ensemble : quatre mille actions 4.000

Messieurs Arthur Bemelmans, André Emsens, Victor Brien et Edgard Larielle, tous prénommés, administrateurs, nous ont déclaré et requis d'acter que sur chacune des quatre mille actions souscrites ci-dessus, il a été fait pour compte et au profit de la dite société, un versement de cent pour cent et que le montant des versements, s'élevant à la somme de dix millions de francs, se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société, ainsi que les comparants le reconnaissent.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que, par suite de la souscription qui précède, le capital social est porté à cinquante millions de francs congolais et que les modifications aux statuts, objet des résolutions ci-dessus sont devenues définitives, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La séance est levée à onze heures cinquante minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée, les souscripteurs et les administrateurs ont signé avec nous, notaire.

(signé) A. Bemelmans; J. Thys; C. Hulet; G. Raskin; A. Emsens; V. Brien; E. Larielle; I. de Magnée; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 17 juillet 1952, volume 1383, folio 22, case 4, cinq rôles, deux renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

ANNEXE.

ETERNIT DU CONGO, S. C. A. R. L.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 10 juillet 1952.

LISTE DE PRESENCE.

1. S. A. Eternit, établie à Kapelle-o. d. Bos, propriétaire de cinq mille huit cent cinquante actions 5.850

Représentée par Monsieur André Emsens, ci-après nommé, suivant procuration du deux juillet dernier.

(signé) A. Emsens.

2. S. C. R. L. Travaux en Béton au Katanga, établie à Bruxelles, 48, rue de Namur, propriétaire de mille huit cents actions 1.800

Représentée par Monsieur Victor Brien et par Monsieur Edgar Larielle, ci-après nommés, tous deux administrateurs de la dite société.

(signé) V. Brien; E. Larielle.

3. S. C. R. L. Ciments du Katanga établie à Bruxelles, 48, rue de Namur, propriétaire de mille deux cents actions 1.200

Représentée par Messieurs Victor Brien et Edgar Larielle, ci-après nommés, tous deux administrateurs de la société.

(signé) V. Brien; E. Larielle.

4. Société Belge Industrielle et Minière du Katanga, établie à Bruxelles, 48, rue de Namur, propriétaire de mille deux cents act. 1.200

Représentée par Messieurs Victor Brien et Georges Raskin, ci-après nommés, tous deux administrateurs de la dite société.

(signé) V. Brien; G. Raskin.

5. S. C. R. L. Ciments du Congo, établie à Bruxelles, 13, rue Bréderode, propriétaire de neuf cents actions 900

Représentée par Monsieur Arthur Bemelmans, ci-après nommé, suivant procuration du deux juillet dernier.

(signé) A. Bemelmans.

6. S. A. Financière Belge de l'Asbeste-Ciment, établie à Bruxelles, 9, rue Ducale, propriétaire de cent cinquante actions 150

Représentée par Monsieur André Emsens prénommé, suivant procuration du quatre juillet dernier.

(signé) A. Emsens.

7. Monsieur Arthur Bemelmans, ingénieur A. I. A., demeurant à Bruxelles, 397, avenue Louise, propriétaire de nonante actions 90

(signé) A. Bemelmans.

8. Monsieur Edgard Larielle, ingénieur A. I. Br., demeurant à Ixelles, 52, avenue Emile Duray, propriétaire de cent cinquante actions 150

(signé) E. Larielle.

9. Monsieur Victor Brien, ingénieur A. I. Lg., établi à Bruxelles, 45, rue du Pépin, propriétaire de deux cent cinquante-huit actions 258

(signé) V. Brien.

10. Monsieur Georges Raskin, ingénieur civil des mines, demeurant à Auderghem, 38, avenue du Parc de Woluwe, propriétaire de soixante actions 60

(signé) G. Raskin.

11. Monsieur Henri Vanderborght, ingénieur civil de constructions, demeurant à Bruxelles, 32, Place C. Meunier, propriétaire de trente actions 30

Représenté par Monsieur Charles Hulet, ci-après nommé, suivant procuration du neuf juillet dernier.

(signé) C. Hulet.

12. Monsieur René Coppée, ingénieur civil de constructions, demeurant à Ixelles, 32, avenue A. Huysmans, propriétaire de trente actions 30

Représenté par Monsieur Edgard Larielle prénommé, suivant procuration du trois juillet dernier.

(signé) E. Larielle.

13. Monsieur Ivan de Magnée, ingénieur civil des mines, demeurant à Ixelles, 72, avenue de l'Hippodrome, propriétaire de douze actions 12

(signé) I. de Magnée.

14. Monsieur Charles Hulet, chef de comptabilité, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, 66, rue Cluysenaer, propriétaire de trente actions 30

(signé) G. Hulet.

15. Monsieur Lucien Beckers, ingénieur, demeurant à Uccle, 24, avenue Hamoir, propriétaire de trente actions 30

Représenté par Monsieur Georges Raskin prénommé, suivant procuration du sept juillet dernier.

(signé) G. Raskin.

16. Monsieur Robert Cambier, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 48, avenue Lepoutre, propriétaire de vingt et une actions 21

Représenté par Monsieur Arthur Bemelmans, prénommé, suivant procuration du deux juillet dernier.

(signé) A. Bemelmans.

17. Madame Françoise de Lhoneux, veuve J. Jooris, sans profession, demeurant à Bruxelles, 56, avenue de l'Armée, propriétaire de douze actions 12

Représentée par Monsieur Arthur Bemelmans, prénommé, suivant procuration du trois juillet dernier.

(signé) A. Bemelmans.

18. Baron Guy de Lhoneux, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 1a, rue de Spa, propriétaire de quinze actions 15

Représenté par Monsieur Victor Brien prénommé, suivant procuration du premier juillet dernier.

(signé) V. Brien.

19. Monsieur Robert Lippens, ingénieur chimiste, demeurant à Bruxelles, 15, rue Guimard, propriétaire de trente actions 30

Représenté par Monsieur Arthur Bemelmans prénommé, suivant procuration du deux juillet dernier.

(signé) A. Bemelmans.

20. Monsieur Fernand Nisot, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 15, rue d'Edimbourg, propriétaire de trente actions 30

Représenté par Monsieur Georges Raskin prénommé, suivant procuration du cinq juillet dernier.

(signé) G. Raskin.

21. Monsieur Fernand Kuhnemant, chef comptable, demeurant à Bruxelles, 88, avenue Jacobs, propriétaire de six actions 6

Représenté par Monsieur Charles Hulet prénommé, suivant procuration du trois juillet dernier.

(signé) C. Hulet.

22. Monsieur Edgar van der Straeten, vice-Gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, 268, chaussée de Vleurgat, propriétaire de neuf actions 9

Représenté par Monsieur Edgard Larielle prénommé, suivant procuration du cinq juillet dernier.

(signé) E. Larielle.

23. Monsieur André Emsens, industriel, demeurant à Bruxelles, 94, avenue Franklin Roosevelt, propriétaire de trois actions 3

(signé) A. Emsens.

Total : onze mille neuf cent seize actions 11.916

Le Président (signé) A. Bemelmans.

Le Secrétaire (signé) J. Thys.

Les Scrutateurs (signé) C. Hulet; G. Raskin.

Signé « ne varietur » pour demeurer annexé à un acte du Ministère de Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, en date de ce jour.

Bruxelles, le dix juillet mil neuf cent cinquante-deux.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 17 juillet 1952, volume 251, folio 41, case 7, quatre rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs, n° 36.

Bruxelles, le 25 juillet 1952.

(signé) C. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 28 juillet 1952.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de Mr. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 28 juillet 1952.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Vu,	Mij bekend,
Le Ministre des Colonies.	De Minister van Koloniën,
le 5 août 1952.	de 5 Augustus 1952.

(sé) DEQUAE (get.).

Société d'Elevage au Kasaï (ELKASAI)

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Luisa (Kasaï, Congo Belge).

Siège administratif : 55, rue Vieille, Hasselt.

Registre de commerce de Hasselt n° 17.823.

—

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé	fr.	1.256.386,80
Réalisable et disponible		3.984.688,57
	Fr.	5.241.075,37

PASSIF.

Capital	fr.	4.000.000,00
Réserves		444.075,92
Amortissements		216.379,75
Créditeurs divers		525.159,40
Pertes et profits de l'exercice 1951		55.460,30
	Fr.	5.241.075,37

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1951.

AVOIR.

Résultat d'exploitation	fr.	141.718,30

DOIT.

Amortissements	fr.	86.258,00	
Solde bénéficiaire		55.460,30	
			141.718,30

COMPTE DE REPARTITION.

Réserve légale	fr.	2.773,00
Fonds de prévision		52.687,30
	Fr.	55.460,30

SITUATION DU CAPITAL.

Versements effectués	fr.	3.600.000,00
Reste à libérer par Mr. Carl Esser à Luisa, Congo Belge		400.000,00
	Fr.	4.000.000,00

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 7 juillet 1952.

A l'unanimité, l'assemblée a approuvé le Bilan et le Compte de Pertes et Profits au 31 décembre 1951, ainsi que le compte de répartition.

A l'unanimité, par vote spécial et séparé, décharge de leur gestion a été donnée aux administrateurs et au commissaire pour leur gestion relative à l'exercice 1951.

MM. A. Lippens, Willy Esser et Carl Esser, administrateurs sortants, ont été réélus.

Mme Vve H. Coolens-Lippens a été élue administrateur en remplacement de Mr. A. du Gardein, démissionnaire.

Mr. Willy Coolens, commissaire sortant, a été réélu.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Mr. Arthur Lippens, rue Vieille, 53, Hasselt, Président.

Mr. le Docteur Willy Esser, 31, rue Regnier à Liège, administrateur.

Mr. Arthur du Gardein, à Maracaïbo (Vénézuela), administrateur.

Mr. Carl Esser, à Luisa (Congo Belge), administrateur-délégué.

Mr. Willy Coolens, rue Longue Chaussée, à Hal, commissaire.

Pour copie conforme.

Le Président du Conseil,

A. LIPPENS.

Plantations de Mukonga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Mukonga (Maniéma) Congo Belge.

Siège administratif : « Les Ormes », Chaussée de Hannut, 20 Jodoigne (Belgique).

Registre du Commerce : Louvain : 9369.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé	fr.	2.347.472,73
Disponible		2.361.463,51
Réalisable		1.470.328,60
Dépôts statutaires		45.000,—
Total de l'actif :		6.224.264,84

PASSIF.

Capital	fr.	620.000,—
Réserve légale		242.024,81
Amortissements		46.139,—
Prévision fiscale		1.500.000,—
Créditeurs divers		21.041,50
Cautionnements des administrateurs et commissaire		45.000,—
Solde en bénéfices		3.750.059,53
Total du passif :		6.224.264,84

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	1.162.029,74
Salaires		1.040.304,—
Solde en bénéfice		3.750.059,53
Total du débit :		5.952.393,27

CREDIT.

Alignements inventaires	fr.	158.342,60
Ventes		5.783.487,—
Intérêts et agios		10.563,67
Total du crédit :		5.952.393,27

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Alfred Noël, Kibombo (Maniéma) Congo Belge, Président.

M. Joseph Parmentier, Kibombo (Maniéma) Congo Belge, administrateur-délégué.

M. Henri Hanse, rue Georges Williame, 19 à Nivelles, administrateur.

M. Emile Duchesne, avenue Albert 1er, 60, Namur, commissaire.

Compagnie des Propriétaires Réunis (Overseas)
en flamand :
Maatschappij der Verenigde Eigenaars (Overseas)
en anglais :
United Property Owners Company (Overseas)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles, rue du Marquis, 3.

Registre du Commerce : Léopoldville 2.585.

Registre du Commerce : Bruxelles 230.233.

—

Acte constitutif publié aux annexes du « Moniteur Belge » année 1951, n° 3296 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1951 — annexe I — page 559.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 30 juillet 1952.

ACTIF.

Actionnaires	fr.	40.320.000,00
Frais de premier établissement		352.423,90
Portefeuille titres		9.926.622,00
Banque		528.502,00
Débiteurs divers		634.015,43
Compte d'ordre :		
Dépôts statutaires		pour mémoire
	Fr.	51.761.563,33

PASSIF.

Capital (représenté par 25.200 actions de 2.000 fr.)	fr.	50.400.000,00
Primes non acquises		491.011,43
Sinistres en suspens		221.242,50
Créditeurs divers		649.309,40
Compte d'ordre :		
Déposants statutaires		pour mémoire
	Fr.	51.761.563,33

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Primes cédées	fr.	796.276,60
Sinistres payés et en suspens		425.093,63
Commissions		311.312,17
Frais généraux		36.059,40
Attribution à primes non acquises		237.280,00
Amortissement sur frais de premier établissement		446.500,95
	Fr.	2.252.522,75

CREDIT.

Montant des primes	fr.	1.778.299,46
Réassurances : participation aux sinistres		98.114,94
Revenus du portefeuille titres		376.108,35
	Fr.	2.252.522,75

SITUATION DU CAPITAL.

Versements effectués		fr.	10.080.000,—
Capital restant à libérer :			
Compagnie des Propriétaires Réunis, Brux.	38.564.800,—		
Compagnie des Propriétaires Réunis - Risques Divers, Bruxelles	192.000,—		
Compagnie Les Assurances Belges, Bruxelles	192.000,—		
Baron Albert Leclercq, Ixelles	192.000,—		
Ivan Orban, Bruxelles	192.000,—		
Comte John de Marnix de Sainte-Aldegonde, Overyse	96.000,—		
Lucien Daumerie, Saint-Josse-ten-Noode	192.000,—		
Vicomte Théodore de Jonghe d'Ardoye, Brux.	96.000,—		
Willis Faber & Partners Limited, Londres	403.200,—		
			40.120.000,—
		Fr.	50.200.000,—

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

M. Robert Lippens, ingénieur, avenue des Arts, 40, Bruxelles. Administrateur.

M. le Baron Albert Leclercq, avocat, rue Forestière, 1, Ixelles. Administrateur.

M. Ivan Orban, ingénieur A. I. A., avenue Louise, 541, Bruxelles. Administrateur.

M. Lucien Daumerie, administrateur de sociétés, place Armand Steurs, 22, Saint-Josse-ten-Noode. Administrateur.

M. Leslie William Pettitt, administrateur de sociétés, Woodside Avenue 12, Walton-on-Thames, Surrey-Angleterre. Administrateur.

M. le Comte John de Marnix de Sainte-Aldegonde, ingénieur agronome, Château de et à Overyse. Commisaire.

M. le Vicomte Théodore de Jonghe d'Ardoye, ingénieur civil, square Frère Orban, 10, Bruxelles. Commisaire.

M. Walther Vraie, directeur à la Société Fiduciaire de Belgique, Route de la Raquette, Léopoldville. Commissaire.

Les administrateurs :

(s.) Ivan ORBAN. (s.) Lucien DAUMERIE.
(s.) Baron Albert LECLERCQ. (s.) Robert LIPPENS.

Les commissaires :

(s.) Vicomte Théodore de JONGHE d'ARDOYE.
(s.) Comte John de MARNIX.

Compagnie des Propriétaires Réunis (Overseas)
en flamand :
Maatschappij der Verenigde Eigenaars (Overseas)
en anglais :
United Property Owners Company (Overseas)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue du Marquis, n° 3.

Registre du Commerce de Léopoldville n° 2585.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 230.233.

—

NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR.

Il est porté à la connaissance des tiers que l'assemblée générale des actionnaires de la société, réunie à Bruxelles, au siège administratif de la société, rue du Marquis, n° 3, le 30 juillet 1952, a nommé en qualité d'administrateur, pour un terme qui, sauf réélection, expirera immédiatement

après l'assemblée générale annuelle de 1956, Monsieur André DELEU, directeur pour l'Afrique de la Société Congolaise par actions à responsabilité limitée « CITAS », à Léopoldville (Congo Belge).

Que, du fait de cette nomination, le nombre des administrateurs de la société a été porté de cinq à six.

L'administrateur-délégué, — *Un administrateur,*

Robert LIPPENS. — Albert LECLERCQ.

Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique « Someca »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Léopoldville

(Anciennement : Universal-Trading)

Siège administratif : 23, rue Dautzenberg à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 199816.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1946, n° 21295 — année 1948, n°s 19776, 19777 et 19778 — année 1949, n°s 2442, 13496 et 17242.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

Approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 7 août 1952.

ACTIF.

Immobilisé	fr.	441.034,60
Disponible et réalisable		984.542,48
Résultat :		
Pertes 1947		1.069.500,72
	Fr.	2.495.077,80

PASSIF.

Capital	fr.	2.000.000,00
Exigible		495.077,80
	Fr.	2.495.077,80

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais d'exploitation	fr.	1.144.355,92

CREDIT.

Bénéfices bruts		74.855,20
Pertes 1947		1.069.500,72
	Fr.	1.144.355,92

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

Administrateurs.

M. Gross Werner, administrateur de sociétés, domicilié Seevogelstrasse 27 à Bâle, Suisse.

M. Brunnschweiler Albert, docteur en médecine, domicilié St Jakobsstrasse, 1, à Bâle, Suisse.

M. de Haller Jean Rodolphe, domicilié Stauffacherstrasse 35, Berne, Suisse.

M. Wolff Alfred, sans profession, 81A, rue de la Loi, Bruxelles.

Commissaires.

M. Duriaux, rue du Mont Blanc, Genève, Suisse.

M. Boffa Albert, expert comptable, 105, avenue Emile de Béco, Ixelles.

18 août 1952.

Certifié conforme.

Un administrateur,

A. WOLFF.

Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique « Someca »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Léopoldville

(Anciennement : Universal-Trading)

Siège administratif : 23, rue Dautzenberg à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 199816.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1946, n° 21295 — année 1948, n°s 19776, 19777 et 19778 — année 1949, n°s 2442, 13496 et 17242.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

Approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 7 août 1952.

ACTIF.

Immobilisé	fr.	1.337.868,70
Disponible et réalisable		1.306.102,59
Résultat :		
Perte 1947	1.069.500,72	
Perte 1948	203.071,24	
		1.272.571,96
	Fr.	3.916.543,25

PASSIF.

Capital	fr.	2.500.000,00
Exigible		1.416.543,25
	Fr.	3.916.543,25

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais d'exploitation	fr.	926.151,94
Pertes		1.069.500,72
	Fr.	1.995.652,66

CREDIT.

Bénéfices bruts	fr.	723.080,70
Pertes 1947 - 48		1.272.571,96
	Fr.	1.995.652,66

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

Administrateurs.

M. Gross Werner, administrateur de sociétés, domicilié Seevogelstrasse 27 à Bâle, Suisse.

M. Brunnschweiler Albert, docteur en médecine, domicilié St Jakobsstrasse, 1, à Bâle, Suisse.

M. de Haller Jean Rodolphe, domicilié Stauffacherstrasse 35, Berne, Suisse.

M. Wolff Alfred, sans profession, 81A, rue de la Loi, Bruxelles.

Commissaires.

M. Duriaux, rue du Mont Blanc, Genève, Suisse.

M. Boffa Albert, expert comptable, 105, avenue Emile de Béco, Ixelles.

18 août 1952.

Certifié conforme.

Un administrateur,

A. WOLFF.

Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique « Someca »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Léopoldville

(Anciennement : Universal-Trading)

Siège administratif : 23, rue Dautzenberg à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 199816.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1946, n° 21295 — année 1948, n°s 19776, 19777 et 19778 — année 1949, n°s 2442, 13496 et 17242.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1949.

Approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 7 août 1952.

ACTIF.

Immobilisé	fr.	2.067.669,35
Disponible et réalisable		6.788.121,57
Résultat :		
Pertes antérieures	1.272.571,96	
Bénéfices 1949	525.501,08	
		747.070,88
	Fr.	9.602.361,80

PASSIF.

Capital	fr.	4.500.000,00
Exigible		5.102.361,80
	Fr.	9.602.861,80

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais d'exploitation	fr.	3.187.028,42
Pertes antérieures		1.272.571,96
	Fr.	4.459.600,38

CREDIT.

Bénéfices bruts	fr.	3.712.529,50
Pertes à fin 1949		747.070,88
	Fr.	4.459.600,38

SITUATION DU CAPITAL.

Reste à libérer sur l'augmentation de capital : 1.520.000,00 frs.

ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

Administrateurs.

M. Gross Werner, administrateur de sociétés, domicilié Seevogelstrasse 27 à Bâle, Suisse.

M. Brunnschweiler Albert, docteur en médecine, domicilié St Jakobsstrasse, 1, à Bâle, Suisse.

M. de Haller Jean Rodolphe, domicilié Stauffacherstrasse 35, Berne, Suisse.

M. Wolff Alfred, sans profession, 81A, rue de la Loi, Bruxelles.

Commissaires.

M. Duriaux, rue du Mont Blanc, Genève, Suisse.

M. Boffa Albert, expert comptable, 105, avenue Emile de Béco, Ixelles.

18 août 1952.

Certifié conforme.

Un administrateur,

A. WOLFF.

Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique « Someca »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Léopoldville

(Anciennement : Universal-Trading)

Siège administratif : 23, rue Dautzenberg à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 199816.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1946, n° 21295 — année 1948, n°s 19776, 19777 et 19778 — année 1949, n°s 2442, 13496 et 17242.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1950.

Approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 7 août 1952.

ACTIF.

Immobilisé	fr.	3.817.076,91
Disponible et réalisable		8.442.047,64
Résultat :		
Pertes antérieures	747.070,88	
Bénéfice 1950	77.842,83	
		669.228,05
	Fr.	12.928.352,60

PASSIF.

Capital	fr.	4.500.000,00
Exigible		8.428.352,60
	Fr.	12.928.352,60

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais d'exploitation	fr.	4.266.050,10
Pertes antérieures		747.070,88
	Fr.	5.013.120,98

CREDIT.

Bénéfices bruts	fr.	4.343.892,93
Pertes à fin 1950		669.228,05
	Fr.	5.013.120,98

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

Administrateurs.

M. Gross Werner, administrateur de sociétés, domicilié Seevogelstrasse 27 à Bâle, Suisse.

M. Brunnschweiler Albert, docteur en médecine, domicilié St Jakobsstrasse, 1, à Bâle, Suisse.

M. de Haller Jean Rodolphe, domicilié Stauffacherstrasse 35, Berne, Suisse.

M. Wolff Alfred, sans profession, 81A, rue de la Loi, Bruxelles.

Commissaires.

M. Duriaux, rue du Mont Blanc, Genève, Suisse.

M. Boffa Albert, expert comptable, 105, avenue Emile de Béco, Ixelles.

18 août 1952.

Certifié conforme.

Un administrateur,

A. WOLFF.

Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique « Someca »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Léopoldville

(Anciennement : Universal-Trading)

Siège administratif : 23, rue Dautzenberg à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 199816.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1946, n° 21295 — année 1948, n°s 19776, 19777 et 19778 — année 1949, n°s 2442, 13496 et 17242.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 7 août 1952.

ACTIF.

Immobilisé	fr.	5.013.985,16
Disponible et réalisable		16.715.227,29
Résultat :		
Pertes antérieures	669.228,05	
Bénéfices 1951	68.445,20	
		600.782,85
	Fr.	22.329.995,30

PASSIF.

Capital	fr.	4.500.000,00
Exigible		17.829.995,30
	Fr.	22.329.995,30

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais d'exploitation	fr.	6.099.795,56
Pertes antérieures		669.228,05
	Fr.	6.769.023,61

CREDIT.

Bénéfice brut	fr.	6.168.240,76
Pertes fin 1951		600.782,85
	Fr.	6.769.023,61

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

Administrateurs.

M. Gross Werner, administrateur de sociétés, domicilié Seevogelstrasse 27 à Bâle, Suisse.

M. Brunnschweiler Albert, docteur en médecine, domicilié St Jakobsstrasse, 1, à Bâle, Suisse.

M. de Haller Jean Rodolphe, domicilié Stauffacherstrasse 35, Berne, Suisse.

M. Wolff Alfred, sans profession, 81A, rue de la Loi, Bruxelles.

Commissaires.

M. Duriaux, rue du Mont Blanc, Genève, Suisse.

M. Boffa Albert, expert comptable, 105, avenue Emile de Béco, Ixelles.

18 août 1952.

Certifié conforme.

Un administrateur,

A. WOLFF.

Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique « Someca »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Léopoldville

(Anciennement : Universal-Trading)

Siège administratif : 23, rue Dautzenberg à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 199816.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1946, n° 21295 — année 1948, n^{os} 19776, 19777 et 19778 — année 1949, n^{os} 2442, 13496 et 17242.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 7 août 1952 (9 1/2).

DEMISSIONS ET NOMINATIONS.

Démissions :

L'assemblée générale extraordinaire accepte les démissions d'administrateur de MM. Kunstenaar G. et Jonescu E. V.

Nominations :

Sont réélus pour une période de trois ans :

comme administrateurs :

MM. Gross Werner,
Brunnschweiler Albert,
de Haller Jean Rodolphe,
Wolff Alfred.

comme commissaire :

M Boffa Albert.

L'assemblée générale extraordinaire a décidé de ramener à partir de l'exercice 1952, le nombre de commissaires de deux à un.

18 août 1952.

Pour extrait conforme.

Un administrateur,

A. WOLFF.

Compagnie Industrielle de Diniuniu-Kasaï, en abrégé « CIDIKA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

ayant son siège social à Diniuniu.

—

Constituée le 18 mars 1951, devant Maître J. Richir, notaire de résidence à Bruxelles, par acte de même date, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1951 — Annexe I — pages 1084 à 1094.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :		
Frais de constitution	fr.	29.552,00
Réalisable et Disponible :		
Actionnaires		300.000,00
Marchandises, Caisse et Banque		505.680,74
Profits et Pertes :		
Perte 1951		223.617,26
	Fr.	**1.058.850,00**

PASSIF.

Envers elle-même :		
Capital	fr.	1.000.000,00
Amortissement		9.850,00
Envers des tiers :		
Frais généraux à payer		9.000,00
Comptes courants créditeurs		40.000,00
	Fr.	**1.058.850,00**

COMPTE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais divers	fr.	386.513,30
Amortissement		9.850,00
	Fr.	**396.363,30**

CREDIT.

Compte exploitation	fr.	159.965,94
Retenu sur taxes		12.780,00
Solde		223.617,26
	Fr.	396.363,30

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire, tenue à Bruges, le 7 juin 1952.

L'assemblée approuve le rapport du Conseil d'administration et celui du commissaire.

L'assemblée approuve également le bilan et le compte de profits et pertes et, par vote spécial, donne décharge aux administrateurs et commissaire pour leur gestion pendant l'exercice 1951.

Mme Vlamynck Monique, veuve de M. Heinkens Cesar, demeurant à Bruges, 32, Sulferbergstraat, est élue à l'unanimité des voix, comme administrateur, en remplacement de feu M. Heinkens Cesar, administrateur décédé.

Le Conseil d'administration se compose de :

M. Raymond Zwartjes, industriel, demeurant à Bruges, 20, rue du Vieux Sac; Président et administrateur-délégué.

M. Michel Zwartjes, industriel, demeurant à Saint-André-lez-Bruges, 461, rue du Sable, administrateur.

Mme Monique Vlamynck, sans profession, demeurant à Bruges, 32, Sulferbergstraat, administrateur.

Le commissaire aux comptes est :

M. Camille Dedeckel, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à Bruges, Avenue Léopold Ier, 80.

Certifié conforme :

Le Président,

Raymond ZWARTJES.

Compagnie Industrielle de Diniuniu-Kasaï, en abrégé « CIDIKA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Diniuniu (Congo Belge).

Siège administratif : Bruges, 20, rue du Vieux Sac.

—

NOMINATION PROVISOIRE D'UN ADMINISTRATEUR.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil général, tenue à Bruges, le 29 mars 1952.

Il est porté à la connaissance des tiers que, Mme Vlamynck Monique, demeurant à Bruges, Sulferbergstraat, n° 32, veuve de M. Heinkens Cesar, a été appelée provisoirement aux fonctions d'administrateur, en remplacement de M. Heinkens Cesar, décédé à Bruges, le 21 octobre 1951.

Cette nomination sera soumise à la ratification de l'assemblée générale des actionnaires, lors de sa première réunion.

Pour extrait certifié conforme :

L'administrateur-délégué,

Raymond ZWARTJES.

Société Urbaine et Rurale du Kivu « URUKI »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Costermansville.

—

Constituée le 22 janvier 1951, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1951, folio 537. Statuts modifiés le 15 février 1951, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 mai 1951, folio 976.

BILAN.

ACTIF.

Immobilisé	fr:	7.147.569,50
Réalisable		656.131,60
Disponible		632.491,30
Résultat		537.557,60
	Fr.	8.973.750,00

PASSIF.

Capital	fr.	8.000.000,00
Prévisions		973.750,00
	Fr.	8.973.750,00

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT.

Prix de revient	fr.	2.612.500,00
Frais généraux		160.132,60
	Fr.	2.772.632,60

CREDIT.

Ventes terrain	fr.	1.900.000,00
Prévisions et amortissements		332.500,00
Intérêts bancaires		2.575,00
Perte de l'exercice		537.557,60
	Fr.	2.772.632,60

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 10 juillet 1952.

L'assemblée générale, à l'unanimité des voix :

1. Ratifie la décision du Conseil d'administration d'avoir remis au jeudi 10 juillet 1952 la réunion de l'assemblée générale statutaire de la société.

2. Approuve les rapports du Conseil d'administration et du commissaire, ainsi que le Bilan et le Compte de Pertes et Profits.

3. Donne, par vote spécial, pleine et entière décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaire, pour l'exercice 1951.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

Monsieur Alfred Buysse, industriel, Latem-Saint-Martin.

Administrateurs :

Baronne Guy le Grom de Maret, née Jacqueline Rolin, Bruxelles.

Madame Marcel Michaux, née Hélène Beckhaus, Costermansville.

Monsieur Marcel Michaux, avocat, Costermansville.

Monsieur Ragnar Ringkjob, ingénieur, Cagnes s/Mer.

Baron Claude Tibbaut, Bruxelles.

Commissaire :

Monsieur Christian Tibbaut, Bruxelles.

Un administrateur, — *Le Président,*

Ragnar RINGKJOB. — Alfred BUYSSE.

M. C. L.

Manufacture de Carreaux de Léopoldville

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, n° 3, rue d'Egmont.

—

Constituée le 28 avril 1949. Autorisée par arrêté royal du 8 juin 1949. Publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1949. Statuts publiés aux annexes du B. O. du 15 juillet 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 6 août 1952.

ACTIF.

Immobilisé	fr.	2.429.818,57
Disponible		83.479,45
Réalisable		3.986.280,77
Pertes et profits		1.562.550,88
	Fr.	8.062.129,67

PASSIF.

Capital	fr.	5.000.000,00
Envers les tiers		3.062.129,67
	Fr.	8.062.129,67

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	1.532.750,07
Amortissements		386.326,—
	Fr.	1.919.076,07

CREDIT.

Bénéfice d'exploitation		1.200.817,35
Perte de l'exercice		718.258,72
	Fr.	1.919.076,07

REPARTITION DES BENEFICES.

Perte nette à reporter à nouveau	fr.	1.562.550,88

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRE EN FONCTIONS.

Mr. le Comte Albert d'Aspremont Lynden, Président du Conseil, 17, avenue Emile Demot à Bruxelles.

Mr. le Comte Adrien d'Ursel, administrateur-délégué, 71, avenue Edmond Mesens à Bruxelles.

Mr. Jean Callebaut, administrateur, Château de et à Deurle lez Gand.

Mr. Firmin Fivez, administrateur, 35, Lange Halsbeekstraat à Saint-Nicolas-Waas.

Mr. le Comte Daniel d'Ursel, administrateur, 116, avenue Franklin Roosevelt, à Bruxelles.

Mr. André Rosier, administrateur, 84, avenue de Broqueville à Woluwe-Saint-Lambert.

Mr. Alexandre Krauss, commissaire, 57, rue de Laeken à Bruxelles.

Certifié conforme.

MANUFACTURE DE CARREAUX DE LEOPOLDVILLE.

Comte Adrien d'URSEL,

Administrateur-délégué.

M. C. L.

Manufacture de Carreaux de Léopoldville

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

DELEGATION DE POUVOIRS.

POUVOIRS LIMITES AU TERRITOIRE D'AFRIQUE.

Le Conseil décide, en sa séance du 3 juillet 1952, de conférer à Monsieur Roger BRUYLANDT, chef de fabrication, demeurant à Léopoldville (Congo Belge) les pouvoirs nécessaires pour assurer la gestion journalière de la société au Congo Belge.

En conséquence, les actes de gestion journalière énumérés ci-après pourront être valablement accomplis sous la seule signature de Monsieur Roger BRUYLANDT, pour tous engagements inférieurs à DEUX CENT MILLE FRANCS (200.000,— francs).

— Régir, gérer, administrer tant activement que passivement tous les biens et affaires de la société, traiter et résoudre définitivement toutes questions, soit avec les autorités publiques, soit avec toutes sociétés ou particuliers, présenter toutes requêtes, faire toutes déclarations et publications, remplir toutes formalités légales.

— Prendre au nom de la société, l'engagement de se conformer à tout règlement émanant des autorités publiques. Signer la correspondance.

— Exercer sur le personnel des pouvoirs de contrôle et de direction, lui donner des instructions, déterminer ses attributions, ainsi que nommer, congédier, révoquer le personnel.

— Faire tous contrats d'entreprises, de fournitures ainsi que tous marchés, accepter tous devis.

— Prendre en location, exploiter, mettre en valeur aux prix, charges, clauses et conditions qu'il jugera convenables, tous biens meubles et immeubles, pour autant qu'ils soient nécessaires à l'activité de la société.

— Retirer de toutes banques, administrations, sociétés ou tiers quelconques, toutes sommes ou valeurs qui pourront être dues à la société, en principal, intérêts et accessoires, pour quelque cause que ce soit; retirer toutes sommes ou valeurs consignées, payer en principal, intérêts et accessoires, toutes sommes que la société pourrait devoir; donner et retirer bonnes et valables quittances et décharges.

— Résilier tous baux.

— Signer et accepter tous chèques, billets, traites, lettres de change, endos et effets de commerce.

— Autoriser toutes actions en justice tant en demandant qu'en défendant. Interjeter appel. Poursuivre toutes saisies mobilières et immobilières jusqu'à leur entière exécution.

— Solliciter du gouvernement de la Colonie Belge, l'obtention de toutes concessions, faire toutes demandes auprès de toutes autorités, dresser toutes requêtes et remplir toutes les formalités requises à cette fin.

— Accomplir toutes formalités relatives à l'inscription et à la transcription au nom de la société mandante dans les registres fonciers de la Colonie de tous biens immeubles et de toutes concessions.

— Retirer au nom de la société, à l'administration des postes, de la douane, de toutes messageries et des chemins de fer, ou recevoir à domicile, les lettres, caisses, paquets, colis recommandés ou non, chargés ou non et ceux renfermant des valeurs déclarées, de faire remettre tous dépôts, encaisser tous mandats postes, donner toutes quittances et décharges.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, élire domicile et, en général, faire le nécessaire pour la bonne marche de la société.

« M. C. L. »
MANUFACTURE DE CARREAUX DE LEOPOLDVILLE
s. c. r. l.

Comte Adrien d'URSEL,
Administrateur-délégué.

Comte Albert d'ASPREMONT-LYNDEN,
Président du Conseil.

Situation de la Banque du Congo Belge au 30 juin 1952.

—

ACTIF.

Encaisse-or	3.012.296.206,57
Compte spécial de la Colonie (1)	105.134.438,25
Encaisses diverses	32.350.561,40
Avoirs aux Offices des Chèques Postaux	10.844.854,52
Avoirs en banque { en Belgique	1.056.465.123,61
Avoirs en banque { à l'étranger	1.472.317.724,23
Portefeuille-titres	439.749.454,44
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger	13.844.556.337,56
Effets commerciaux	1.940.745.493,03
Débiteurs	1.170.892.977,47
Immeubles et Matériel	57.822.982,91
Devises étrangères à recevoir pour contrats de change à terme	2.290.081,51
Débiteurs pour contrats de change à terme	702.121.813,63
Divers	24.227.463,—
	23.871.815.512,13

PASSIF.

Capital	20.000.000,—
Réserves	51.883.000,—
Circulation (Billets et monnaies métalliques)	3.855.495.990,70
Créditeurs à vue	15.685.481.275,41
Créditeurs à terme	2.092.551.791,64
Créditeurs pour contrats de change à terme	2.290.081,51
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme	702.121.813,63
Transferts en route et divers	1.461.991.559,24
	23.871.815.512,13

(1) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

Exploitation Forestière et Agricole de Kamanzanza

Société Congolase par actons à responsabilité limitée

Siège social : Matadi.

Siège administratif : 20, square de l'Aviation, Bruxelles-Midi.

—

PROCURATION — RETRAIT DE POUVOIRS.

En vertu d'une délibération du Conseil d'administration de la Société en date du 22 août 1952, je soussigné Ferdinand JASSOGNE, Président du Conseil de la S.C.R.L. EXPLOITATION FORESTIERE ET AGRICOLE DE KAMANZANZA « FORAKAM » décide ce qui suit :

A. Les pouvoirs suivants sont attribués à Monsieur Walter SOSMAN en sa qualité de directeur ad-intérim de la Société pour :

1°) signer seul la correspondance courante, les documents relatifs au service des postes, des chemins de fer ou autres administrations ou services publics de la Colonie.

2°) signer seul les chèques et virements postaux, bordereaux d'escompte et autres documents de comptabilité.

3°) toucher toutes sommes, tous mandats, chèques postaux et accréditifs; en donner quittance ou décharge.

Dans les limites ci-dessus, la signature de Monsieur Walter SOSMAN employée isolément et qualitaté qua, engagera valablement la Société.

B. En vertu des dispositions de l'article 21 des statuts sociaux tous actes engageant la Société autres que ceux spécifiés au A. ci-dessus, tous pouvoirs et procurations, toutes nominations ou révocations d'agents ou d'employés de la Société ou tous les actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, sont signés valablement et au nom de la Société par le Président du Conseil, ou le Vice-Président du Conseil d'administration.

C. Les pouvoirs attribués à Monsieur André De Vleeschouwer qui a cessé d'exercer les fonctions d'administrateur délégué à la date du 22 août 1952 et à Monsieur Walter SOSMAN, publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1952 page 650, prendront fin le 25 août 1952 et seront remplacés par les pouvoirs conférés ci-dessus avec effet à la même date.

Bruxelles, le 22 août 1952.

Le Président du Conseil,

(sé) JASSOGNE.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. JASSOGNE apposée au recto.

Bruxelles, le 23 août 1952.

Le Conseiller adjoint : (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Compagnie des Chemins de Fer Katanga-Dilolo-Léopoldville

(Société Congolaise à responsabilité limitée)

Siège social : Elisabethville.

Siège administratif : Bruxelles, rue Marie de Bourgogne, n° 60.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 19.787.

—

Constituée à Bruxelles, le 16 septembre 1927 et autorisée par Arrêté Royal du 3 octobre 1927.

Statuts et modifications aux statuts publiés aux annexes du Moniteur Belge : année 1927, n° 12.086; année 1931, n° 11.401/11.402; année 1949, n° 13.674; année 1952, n° 19.421.

BILAN ARRETE AU 31 MARS 1952
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 août 1952.

ACTIF.

I. - Immobilisé.		
A céder gratuitement à la Colonie en fin de concession	2.815.113.099,—	
A racheter par la Colonie en fin de concession	602.036.780,—	
Immeuble du siège administratif . .	1.685.497,—	
	3.418.835.376,—	
Moins amortissements . . .	119.020.230,—	
		3.299.815.146,—
II. - Disponible.		
Caisses et banques		7.560.636,—
III. - Réalisable.		
Portefeuille	319.052.284,—	
Marchandises et approvisionnements en Afrique	545.233.934,—	
Débiteurs divers	818.625.015,—	
		1.682.911.233,—
IV. - Comptes débiteurs.		
Insuffisance de dotations au Fonds de pensions	49.829.619,—	
Embranchement pour raccordement à la base militaire de Kamina . .	5.688.296,—	
		55.517.915,—

V. - Comptes d'ordre.

Cautionnements statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours . . .	pour mémoire
	5.045.804.930,—

PASSIF.

I. - Dettes de la Société envers elle-même.

Capital émis :		
1.167.750 actions série A . . .	583.875.000,—	
2.740.297 actions série B . . .	1.370.148.500,—	
700.000 actions série C . . .	350.000.000,—	
	2.304.023.500,—	
Primes sur émissions antérieures .	182.000.000,—	
Fonds de réserve social . . .	87.730.855,—	
Fonds de prévision	50.000.000,—	
Fonds de renouvellement . . .	1.721.705.673,—	
Fonds d'assurance contre risques divers	47.153.820,—	
		4.392.613.848,—

II. - Dettes de la Société envers des tiers.

Compagnie du Chemin de fer du B.C.K.	2.000.000,—	
Compagnie du Chemin de fer du Katanga	11.213.029,—	
Créditeurs divers	47.438,—	
Actions privilégiées L.K.D. restant à rembourser	870.825,—	
Coupons L.K.D. restant à payer . .	1.838.943,—	
Montant à libérer sur participations	5.145.000,—	
Pensions du Personnel Européen .	273.570.000,—	
Pensions du Personnel Indigène . .	27.248.042,—	
		321.933.277,—

III. - Comptes créditeurs.

Fonds du personnel	1.803.464,—	
Provision pour impôts . . .	54.950.372,—	
Titres et coupons encaissés pour l'exercice suivant	869.852,—	
		57.623.688,—

IV. - Comptes d'ordre.

Titulaires des cautionnements statutaires . . .	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours . . .	pour mémoire

V. - Profits et pertes.

Solde bénéficiaire de l'exercice	273.634.117,—
	5.045.804.930,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

AVOIR.

Recettes d'exploitation	1.791.862.524,—
Intérêts, commissions et divers	14.289.860,—
	1.806.152.384,—

DOIT.

Dépenses d'exploitation		880.724.691,—
Dotation au Fonds d'assurance contre risques divers	2.250.000,—	
Dotation au Fonds de Renouvellement du matériel et des installations .	560.085.112,—	
Amortissement du 1er Etablissement .	2.610.000,—	
Fonds de prévision	50.000.000,—	
		614.945.112,—
Provision pour impôts		33.000.000,—
Taxe sur titres admis à la cote de la Bourse . . .		1.149.461,—
Frais généraux		2.699.003,—
		1.532.518.267,—
SOLDE . .		273.634.117,—
		1.806.152.384,—

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE :

5 % au Fonds de Réserve social	13.681.706,—
1 % tantièmes statutaires	2.736.341,—
1 % au personnel	2.736.341,—
Le solde aux actions séries A et B	254.479.729,—
	273.634.117,—

SITUATION DU CAPITAL :

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS :

Président du Conseil :

M. Odon JADOT, Ingénieur Civil et Ingénieur électricien, demeurant Square du Val de la Cambre, n° 14, à Ixelles.

Administrateurs :

M. Gabriel ARTUS, Directeur Général honoraire au Ministère des Colonies, demeurant Montagne de la Cour, n° 67 à Bruxelles.

M. Hector BAILLIEUX, Administrateur de Sociétés, demeurant à LE ROERE Château Neuf du Rhône - Drôme - France.

M. Léon BRUNEEL, Docteur en droit, demeurant Avenue Depage, n° 5, à Bruxelles.

M. le Général-Major Chevalier Josué HENRY de la LINDI, Ancien Commissaire Général au Congo Belge, demeurant Avenue Albert-Elisabeth, n° 54, à Woluwe-St-Lambert.

M. Lambert JADOT, Ingénieur des Constructions Civiles, demeurant rue du Bourgmestre, n° 15a, à Ixelles.

M. Antoine LIESNARD, Inspecteur d'Etat honoraire au Congo Belge, demeurant Avenue Maréchal Joffre, n° 34, à Forest.

M. Joseph MAGOTTE, Directeur Général honoraire au Ministère des Colonies, demeurant Avenue Coghen, n° 133, à Uccle.

M. Victor PAREIN, Ingénieur, demeurant Avenue Van Put, n° 23, à Anvers.

M. Paul SOREL, Ingénieur Civil des Mines, demeurant rue du Marteau, n° 75, à Bruxelles.

Commissaires :

M. Robert ANGERHAUSEN, Licencié en Sciences Commerciales, demeurant Avenue Louise, n° 404, à Bruxelles.

M. Pierre de MONTPELLIER d'ANNEVOIE, Administrateur de Sociétés, demeurant à ANNEVOIE.

M. Henri de RAECK, Substitut du Procureur-Général honoraire au Congo Belge, demeurant Avenue du Beau-Séjour, n° 73, à Uccle.

M. le Colonel Emmanuel MULLER, Vétéran Colonial, demeurant Avenue de l'Université, n° 101, à Ixelles.

M. le Major Gustave VERVLOET, Vétéran Colonial, demeurant Avenue des Scarabées, n° 26, à Bruxelles.

Les Administrateurs,

(sé) O. JADOT, L. JADOT, H. BAILLIEUX, J. MAGOTTE, A. LIESNARD, L. BRUNEEL.

Les Commissaires,

(sé) P. de MONTPELLIER d'ANNEVOIE, E. MULLER, R. ANGERHAUSEN.

Compagnie des Chemins de Fer Katanga-Dilolo-Léopoldville

(Société Congolaise à responsabilité limitée)

Siège social : Elisabethville.

Siège administratif : Bruxelles, rue Marie de Bourgogne, n° 60.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 19.787.

—

NOMINATIONS STATUTAIRES.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 août 1952.

.....

L'Assemblée réélit M. Joseph MAGOTTE aux fonctions d'Administrateur; son mandat prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire de 1958.

L'Assemblée nomme M. François JANSSENS, Directeur Général honoraire au Congo Belge, n° 154, rue de l'Infante à Waterloo, aux fonctions d'administrateur en remplacement de M. Gabriel ARTUS, dont il achèvera le mandat qui expire à l'Assemblée Générale Ordinaire de 1955 et M. Roger BLAISE, Conseiller-Adjoint au Ministère des Colonies, n° 2, rue des Courlis à Watermael-Boitsfort, aux fonctions de Commissaire, son mandat prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire de 1958.

Pour extrait conforme :

Le Président du Conseil d'Administration,

(s) Odon JADOT.

LOTERIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 11me TRANCHE 1952.

SAMEDI 9 AOUT 1952.

Les billets dont le n° se termine par	gagnent	Les billets dont le n° se termine par	gagnent
314600	1.000.000 fr.	118405	2.500.000 fr.
55430	100.000 fr.	7815	2.500 fr.
90140	20.000 fr.	3325	5.000 fr.
23350	20.000 fr.	3525	2.500 fr.
88980	100.000 fr.	0645	5.000 fr.
		2375	5.000 fr.
		8475	10.000 fr.
		02995	40.000 fr.
9111	2.500 fr.		
20121	20.000 fr.		
46271	20.000 fr.		
		8226	2.500 fr.
		46266	20.000 fr.
2	200 fr.	85576	20.000 fr.
92122	40.000 fr.		
6222	5.000 fr.		
48342	20.000 fr.		
5852	2.500 fr.		
		2727	5.000 fr.
		12737	20.000 fr.
		86067	20.000 fr.
69323	40.000 fr.	55787	40.000 fr.
9823	2.500 fr.		
33	500 fr.		
219053	1.000.000 fr.		
94073	20.000 fr.		
5783	5.000 fr.	89618	100.000 fr.
27093	20.000 fr.	11328	40.000 fr.
		368	1.000 fr.
		08378	100.000 fr.
61514	20.000 fr.		
50224	20.000 fr.		
3734	5.000 fr.		
86834	100.000 fr.	509	1.000 fr.
6664	2.500 fr.	12519	20.000 fr.
2874	5.000 fr.	16619	20.000 fr.
0494	2.500 fr.	7969	10.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 11e SCHIJF 1952.

ZATERDAG 9 AUGUSTUS 1952.

De biljetten waarvan het nr eindigt op	winnen
314600	1.000.000 fr.
55430	100.000 fr.
90140	20.000 fr.
23350	20.000 fr.
88980	100.000 fr.
9111	2.500 fr.
20121	20.000 fr.
46271	20.000 fr.
2	200 fr.
92122	40.000 fr.
6222	5.000 fr.
48342	20.000 fr.
5852	2.500 fr.
69323	40.000 fr.
9823	2.500 fr.
33	500 fr.
219053	1.000.000 fr.
94073	20.000 fr.
5783	5.000 fr.
27093	20.000 fr.
61514	20.000 fr.
50224	20.000 fr.
3734	5.000 fr.
86834	100.000 fr.
6664	2.500 fr.
2874	5.000 fr.
0494	2.500 fr.
118405	2.500.000 fr.
7815	2.500 fr.
3325	5.000 fr.
3525	2.500 fr.
0645	5.000 fr.
2375	5.000 fr.
8475	10.000 fr.
02995	40.000 fr.
8226	2.500 fr.
46266	20.000 fr.
85576	20.000 fr.
2727	5.000 fr.
12737	20.000 fr.
86067	20.000 fr.
55787	40.000 fr.
89618	100.000 fr.
11328	40.000 fr.
368	1.000 fr.
08378	100.000 fr.
509	1.000 fr.
12519	20.000 fr.
16619	20.000 fr.
7969	10.000 fr.

De tienden van het billet winnen het tiende van het bedrag toegekend aan het overeenstemmend geheel biljet.

LOTERIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 12me TRANCHE 1952.

MARDI 26 AOUT 1952.

Les billets dont le n° se termine par	gagnent	Les billets dont le n° se termine par	gagnent
146200	2.500.000 fr.	2144	5.000 fr.
67800	20.000 fr.	13144	40.000 fr.
92910	20.000 fr.	2074	5.000 fr.
0130	5.000 fr.	60684	20.000 fr.
7230	5.000 fr.	45784	40.000 fr.
16240	20.000 fr.		
		63605	40.000 fr.
		9055	5.000 fr.
541	1.000 fr.	223575	1.000.000 fr.
8951	2.500 fr.	54895	20.000 fr.
4561	10.000 fr.		
63181	20.000 fr.		
20481	20.000 fr.		
		61226	20.000 fr.
		6836	2.500 fr.
		9046	2.500 fr.
96422	40.000 fr.	18556	20.000 fr.
7142	2.500 fr.	04366	20.000 fr.
3872	2.500 fr.	1676	2.500 fr.
4882	5.000 fr.		
		4827	10.000 fr.
		45157	20.000 fr.
21413	20.000 fr.		
63	500 fr.		
1073	5.000 fr.		
24173	100.000 fr.	8518	5.000 fr.
01773	100.000 fr.	75538	20.000 fr.
183	1.000 fr.	0148	2.500 fr.
		64258	20.000 fr.
		33268	100.000 fr.
		60388	100.000 fr.
4	200 fr.	66888	20.000 fr.
13114	40.000 fr.		
4124	2.500 fr.		
323734	1.000.000 fr.	92169	100.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 12e SCHIJF 1952.

DINSDAG 26 AUGUSTUS 1952.

De biljetten waarvan het nr eindigt op	winnen
146200	2.500.000 fr.
67800	20.000 fr.
92910	20.000 fr.
0130	5.000 fr.
7230	5.000 fr.
16240	20.000 fr.
541	1.000 fr.
8951	2.500 fr.
4561	10.000 fr.
63181	20.000 fr.
20481	20.000 fr.
96422	40.000 fr.
7142	2.500 fr.
3872	2.500 fr.
4882	5.000 fr.
21413	20.000 fr.
63	500 fr.
1073	5.000 fr.
24173	100.000 fr.
01773	100.000 fr.
183	1.000 fr.
4	200 fr.
13114	40.000 fr.
4124	2.500 fr.
323734	1.000.000 fr.

De biljetten waarvan het nr eindigt op	winnen
2144	5.000 fr.
13144	40.000 fr.
2074	5.000 fr.
60684	20.000 fr.
45784	40.000 fr.
63605	40.000 fr.
9055	5.000 fr.
223575	1.000.000 fr.
54895	20.000 fr.
61226	20.000 fr.
6836	2.500 fr.
9046	2.500 fr.
18556	20.000 fr.
04366	20.000 fr.
1676	2.500 fr.
4827	10.000 fr.
45157	20.000 fr.
8518	5.000 fr.
75538	20.000 fr.
0148	2.500 fr.
64258	20.000 fr.
33268	100.000 fr.
60388	100.000 fr.
66888	20.000 fr.
92169	100.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend aan het overeenstemmend geheel biljet.

Imprimerie Clarence Denis. — 289, Chaussée de Mons, Bruxelles.

« Bulletin Officiel du Congo Belge »

15 OCTOBRE 1952.

ANNEXE I

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages
Ateliers de Construction de la Limete	2349
Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi	2280
Brasserie du Kasai	2437
Centre Universitaire Congolais Lovanium	2440
Comité National du Kivu	2426
Compagnie Commerciale Belgo Africaine	2375
Compagnie Cotonnière Congolaise	2481
Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance	2457
Compagnie de Libenge	2288
Compagnie des Grands Elevages Congolais	2449
Compagnie du Chemin de Fer du Katanga	2282, 2427
Compagnie Géologique et Minière des Ingénieurs et Industriels Belges	2439
Desoer Congo	2310
Etafex - Usumbura	2441
Exploitation Forestière et Agricole de Kamanzanza	2427
Gallic Afrique	2493
Les Installations Techniques et Electriques du Bâtiment	2334
Plantation de Café « Gomia »	2366
Plantations de Bokonge	2383
Plantations Tropicales	2439
Société Coloniale Minière	2321
Société de Constructions Métalliques	2470
Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo	2442
Société des Forces Hydro-Electriques de l'Est de la Colonie	2418
Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga	2450
Société des Forces Hydro-Electriques du Bas-Congo	2451
Société d'Etude et de Rationalisation de Travaux Miniers au Congo Belge	2399
Société d'Etudes et de Réalisations Industrielles au Congo	2424
Société d'Etudes et Entreprises au Congo	2292
Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique	2431
Syndicat pour le Développement de l'Electrification du Bas-Congo	2493
Syndicat pour l'Electrification du Kivu et du Ruanda-Urundi	2287
Usines pour la Fabrication des Couleurs, Vernis et Emaux Conicongo	2283
Loterie Coloniale	2494

Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi
Centrale Bank van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi

—

SITUATION AU 31 JUILLET 1952.
STAAT PER 31 JULI 1952.

ACTIF — *ACTIVA.*

Encaisse en or	3.022.853.011,34
Goudvoorraad.	
Avoirs en monnaies convertibles en or	1.930.448.284,55
Tegoed in deviezen omzetbaar in goud.	
Avoirs en francs belges.	
Tegoed in Belgische franken.	
Banques et divers organismes	205.095.574,27
Banken en diverse organismen.	
Certificats du Trésor Belge	2.826.000,000,—
Certificaten der Belgische Schatkist.	
Autres avoirs	2.028.999,56
Andere tegoeden.	
Avoirs en autres monnaies	23.779.467,69
Tegoed in andere deviezen.	
Effets commerciaux sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi	1.225.270,76
Handelspapier op Belgisch Congo en Ruanda-Urundi.	
Avoirs aux offices des chèques postaux	11.287.264,—
Tegoed bij de diensten der postchecks.	
Effets publics belges émis en francs Congolais . . .	4.436.163.337,56
Belgische overheidseffecten uitgegeven in Congolese franken.	
Fonds publics (art. 6, § 1, Litt. 12 et 13 des Statuts) .	86.700.990,30
Overheidsfondsen (art. 6, § 1, Litt. 12 en 13 der Statuten).	
Immeubles, matériel, mobilier	31.901.988,90
Gebouwen, materieel, meubelen.	
Divers	108.886.288,06
Diversen.	
	12.686.370.476,99

PASSIF — *PASSIVA.*

Billets et monnaies métalliques en circulation *Biljetten en metalen munten in omloop.*	4.268.799.906,35
Comptes-courants et créditeurs divers. *Rekeningen-courant en diverse crediteuren.*	
Congo Belge et Ruanda-Urundi *Belgisch Congo en Ruanda-Urundi.*	4.639.186.728,17
Comptes-courants divers *Diverse rekeningen-courant.*	1.749.273.728,31
Valeurs à payer *Te betalen waarden.*	108.097.577,17
Total des engagements à vue *Totaal der verbintenissen op zicht.*	10.765.357.940,—
Engagements en francs belges. *Verbintenissen in Belgische franken.*	
A vue *Op zicht.*	791.661.678,55
A terme *Op termijn.*	526.000.000,—
Engagements en monnaies étrangères. *Verbintenissen in buitenlandse deviezen.*	
En monnaies convertibles *In omzetbare deviezen.*	413.435.316,43
En autres monnaies *In andere deviezen.*	714.221,84
Divers *Diversen.*	39.201.320,17
Capital *Kapitaal.*	150.000.000,—
	12.686.370.476,99

H. LENAERT.
Directeur.

P. CHARLES.
Gouverneur.

Compagnie du Chemin de Fer du Katanga

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

CONSTATATION DE MISE EN LIQUIDATION EFFECTIVE.

L'An mil neuf cent cinquante deux, le vingt six août.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

Monsieur Odon Jadot, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Ixelles, Square du val de la Cambre, numéro 14.

Et Monsieur Lambert Jadot, ingénieur C. C., demeurant à Ixelles, rue du Bourgmestre, numéro 15a.

Respectivement Président du conseil d'administration et Vice-Président de la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge).

Lesquels comparants, agissant ès dites qualités, conformément à l'article quatorze des statuts de la dite société et aux pouvoirs leur conférés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, tenue le trente et un mars mil neuf cent cinquante deux, dont le procès-verbal a été dressé par nous, notaire soussigné, nous ont déclaré et requis d'acter que :

1. Par décrêt du vingt huit juillet mil neuf cent cinquante deux, la convention intervenue le vingt cinq février mil neuf cent cinquante deux entre la Colonie, la « Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », la « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga » et la « Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga » a été ratifiée.

2. Suivant arrêté royal en date du sept août mil neuf cent cinquante deux, ont été autorisés les modifications aux statuts de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », établie à Elisabethville (Congo Belge) et notamment les apports faits sous condition suspensive à cette dernière société par la « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga » de toute sa situation active et passive.

Qu'en conséquence, est devenue effective la décision prise par l'assemblée générale extraordinaire de la « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga », le trente et un mars mil neuf cent cinquante deux, de mettre la société en liquidation et que les pouvoirs de Monsieur Robert Angerhausen, licencié en sciences commerciales, demeurant à Bruxelles, avenue Louise. numéro 404, Monsieur Antoine Liesnard, inspecteur d'Etat Honoraire au Congo Belge, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, avenue Maréchal Joffre, numéro 34, Monsieur Fernand Meeus, licencié en sciences commerciales, demeurant à Schaerbeek, Boulevard Auguste Reyers, numéro 42 et Monsieur Hubert Menestret, Directeur adjoint à la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue Marie Clotilde, numéro 18, nommés sous condition suspensive, liquidateurs de la dite société, sont devenus effectifs.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, Notaire.

(signé) O. Jadot; L. Jadot; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A.C.II, le 27 août 1952, volume 1383, folio 54, case 1, un rôle, deux renvois. Reçu : quarante francs. Le Receveur (signé) Abras.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Hubert Scheyven.

Vu par nous, Carlo Vullers, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1ère instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles. Reçu : quatre francs. N° 344. Bruxelles, le 2 septembre 1952 (signé) C. Vullers.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Carlo Vullers, apposée ci-dessus. Bruxelles, le 2 septembre 1952. Le Chef de Bureau (signé) Verleysen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée au recto. Bruxelles, le 2 septembre 1952. Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Usines pour la Fabrication des Couleurs, Vernis & Emaux
CONICONGO
J. G. De Coninck & Fils-Congo
Elisabethville (Congo Belge).
S. C. P. A. R. L.

—

Acte constitutif publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 16 décembre 1948, sous le N° 23281 et « Bulletin Administratif du Congo Belge » en date du 10 août, page 772.

Modification publiée aux annexes du « Moniteur Belge » du 12 juillet 1950, sous le N° 17223 et « Bulletin Administratif du Congo Belge » en date du 25-4-50, page 1251.

BILAN AU 30 DECEMBRE 1950
approuvé par l'Assemblée Générale du 24 avril 1951.

ACTIF.

Immobilisé	3.719.169,25
Disponible	226.783,97
Réalisable	6.202.967,72
Compte d'Ordre	35.000,—
	10.183.920,94

PASSIF.

Non exigible :	
Capital	7.000.000,—
Amortissements	275.742,81
Réserve	9.831,36
Exigible :	
Créditeurs divers	1.487.992,14
Compte d'Ordre	35.000,—
Résultat - Bénéfice	1.375.354,63
	10.183.920,94

COMPTE DES PROFITS ET PERTES AU 30 DECEMBRE 1950.

DEBIT.

Amortissements et frais d'exploitation	769.584,48
Bénéfice Net	1.375.354,63
	2.144.939,11

CREDIT.

Résultat d'exploitation	2.144.939,11

REPARTITION BENEFICIAIRE.

A la réserve légale	68.767,73
A la Réserve de Réinvestissement	1.306.586,90
	1.375.354,63

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital social est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRE EN FONCTION.

M. Christian de Coninck, industriel, demeurant à Uccle, 23, Avenue du Vert Chasseur, Président du Conseil, Administrateur.

M. Jean Callebaut, industriel, demeurant Château de Deurle à Deurle (Flandre Orientale), administrateur.

M. Isidore Verheecke, directeur commercial, demeurant à Brasschaat, 16, Avenue Voshol, administrateur.

M. Louis Antoine Kempenaers, comptable, demeurant à Wilrijk, 104, Rue Valaer, commissaire.

Un Administrateur,

CHRISTIAN de CONINCK.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée Générale du 29 avril 1952.

ACTIF.

Immobilisé	4.359.439,75
Disponible	217.718,49
Réalisable	9.455.203,95
Compte d'Ordre	55.000,—
	14.087.362,19

PASSIF.

Non exigible :	
Capital	7.000.000,—
Amortissements	461.406,75
Réserve	1.385.185,99
Exigible :	
Créditeurs divers	3.634.208,93
Compte d'Ordre	55.000,—
Résultat - bénéfice	1.551.560,52
	14.087.362,19

COMPTE DES PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1951.

DEBIT.

Amortissements et frais d'exploitation	3.187.854,41
Bénéfice Net	1.551.560,52
	4.739.414,93

CREDIT.

Résultat d'Exploitation	4.739.414,93

REPARTITION BENEFICIAIRE.

A la Réserve légale	77.578,—
A la Réserve de réinvestissement	1.053.982,52
Dividendes	420.000,—
	1.551.560,52

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital social est entièrement libéré.

M. Paul de Coninck, industriel, demeurant à Woluwé-Saint-Pierre, 272, Avenue de Tervueren, Président du Conseil, Administrateur.

M. Christian de Coninck, industriel, demeurant à Uccle, 23, Avenue du Vert Chasseur, administrateur-délégué.

M. Jean Callebaut, industriel, demeurant Château de et à Deurle (Flandre Orientale), administrateur.

M. Isidore Verheecke, Directeur Commercial, demeurant à Brasschaat, Avenue Voshol, 16, administrateur.

M. Robert Callebaut, Château de et à Deurle (Flandre Orientale), administrateur.

M. Louis Antoine Kempenaers, comptable, demeurant à Wilrijk, 104, Rue Valaer, commissaire.

Un administrateur,

CHRISTIAN de CONINCK.

Syndicat pour l'Electrification du Kivu et du Ruanda-Urundi
« SYDELKIR »

—

Syndicat formé le	29 octobre 1948.
Approuvé par Arrêté Royal le	27 décembre 1948.
Publié au Bulletin Officiel du Congo Belge le . .	15 février 1949.
Déposé au Greffe de Costermansville le . . .	14 février 1949.
Premier avenant en date du	25 janvier 1952.
Approuvé par Arrêté Royal le	31 mars 1952.
Publié au Bulletin Officiel du Congo Belge le . .	15 mai 1952.
Déposé au Greffe de Costermansville le . . .	18 avril 1952.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION TENUE LE 1er AOUT 1952.

Délégation de Pouvoirs.

Les délégations de pouvoirs accordées le 26 janvier 1950 par Monsieur Franz LEEMANS, Président étant devenues caduques par suite du décès de celui-ci, le Conseil d'administration du Syndicat, réuni le 1er août 1952 délègue à Monsieur Eugène VAN WYNSBERGHE, Administrateur du Syndicat et à Monsieur Frédéric SIMON, Administrateur-suppléant, le pouvoir d'agir au nom du Syndicat, ensemble ou séparément, à l'effet :

1°) de poser, au nom du Syndicat, tous actes de disposition, administration, et gestion répondant au but poursuivi par le Syndicat;

2°) d'ouvrir tous comptes en banque ou à l'Office des Chèques Postaux, et d'y effectuer toutes les opérations quelconques de gestion financière;

3°) de recevoir à domicile ou de retirer au nom du Syndicat, de la poste, de la douane, du chemin de fer et de toutes messageries, des lettres, caisses, paquets, colis recommandés, chargés ou non chargés, et ceux renfermant des valeurs déclarées, se faire remettre tous dépôts, encaisser tous mandats poste ou chèques postaux, donner toutes quittances et décharges, représenter le Syndicat dans toutes affaires en douane, retirer les marchandises consignées, au nom du Syndicat, présenter les encaissements, lettres de voiture et autres documents nécessaires, signer toutes pièces de décharge;

délègue à Monsieur Gustave GOETHALS tous pouvoirs pour recevoir à domicile ou retirer, au nom du Syndicat, de la poste, de la douane, du chemin de fer, et de toutes messageries, des lettres, caisses, paquets, colis recommandés, chargés ou non chargés et ceux renfermant des valeurs déclarées, se faire remettre tous dépôts, encaisser tous mandats poste ou chèques postaux, donner toutes quittances et décharges, représenter le Syndicat dans toutes affaires en douane, retirer les marchandises consignées au nom du Syndicat, présenter les encaissements, lettres de voiture et autres documents nécessaires, signer toutes pièces de décharge;

délègue à Monsieur Robert OBERLE, chargé de mission du Syndicat en Afrique, le pouvoir d'agir au nom du Syndicat, à l'effet :

1°) de représenter le Syndicat au Congo Belge, au Ruanda-Urundi ou ailleurs en Afrique, auprès de toutes autorités publiques, administrations, sociétés, associations ou particuliers;

2°) de faire tous actes d'administration et de disposition qu'exige la marche de la mission du Syndicat en Afrique;

3°) de disposer du compte Sydelkir I n° 1203 ouvert au nom du Syndicat auprès du siège à Costermansville de la Banque du Congo Belge;

4°) de recevoir à domicile ou retirer au nom du Syndicat, de la poste, de la douane, du chemin de fer et de toutes messageries au Congo Belge et au Ruanda-Urundi, des lettres, caisses ou paquets, colis recommandés, chargés ou non chargés et ceux renfermant des valeurs déclarées, se faire remettre tous dépôts, encaisser tous mandats poste ou chèques postaux, donner toutes quittances et décharges, représenter le Syndicat dans toutes affaires en douane, retirer les marchandises consignées au nom du Syndicat, présenter les encaissements, lettres de voiture et autres documents nécessaires, signer toutes pièces de décharge.

délègue à Monsieur Jules DEVISCH, le pouvoir de recevoir à domicile ou retirer au nom du Syndicat, de la poste, de la douane, du chemin de fer et de toutes messageries, au Congo Belge et au Ruanda-Urundi, des lettres, caisses ou paquets, colis recommandés, chargés ou non chargés et ceux renfermant tous mandats poste ou chèques postaux, donner toutes quittances et décharges, représenter le Syndicat dans toutes affaires en douane, retirer les marchandises consignées au nom du Syndicat, présenter les encaissements, lettres de voiture et autres documents nécessaires, signer toutes pièces de décharge.

UN ADMINISTRATEUR, UN ADMINISTRATEUR,

Compagnie de Libenge

Société congolaise à responsabilité limitée

à MOTENGE BOMA (Congo Belge).

Siège social : Motenge-Boma (Congo Belge).

Siège administratif : 148, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce : n° 81080.

—

Constitution : annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1927 et annexe au Moniteur belge du 23 novembre 1928, n° 15319.

Modifications : annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1928 et annexe au Moniteur belge des 23-24 novembre 1928 n° 15321 et 15322 - annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1928 et annexe au Moniteur belge du 24 novembre 1928 n° 15323 - annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1935 et annexe au Moniteur Belge du 5 juillet 1935 n° 10442 et 10443 - annexe au Bulletin Officiel du

Congo Belge du 15 septembre 1947 et annexe au Moniteur belge du 4 septembre 1947 n° 16818 - annexe au Moniteur belge du 10 octobre 1948 n° 19636 et Bulletin Administratif du Congo Belge n° 14 du 25 juillet 1949 - annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1951 et annexe au Moniteur belge n° 24154 du 30 novembre 1951.

BILAN AU 31 MARS 1952.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 septembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :		
Plantations	20.283.070,22	
Bâtiments et usines	3.578.962,52	
Machines, matériel, mobilier	5.846.807,33	
Réévaluation	6.660.222,48	
		36.369.062,55
Disponible et Réalisable :		
Caisses et Banques	18.062.058,89	
Portefeuille et participations	283.365,94	
Emprunt d'assainissement monétaire	347.000,—	
Produits à réaliser	3.339.840,—	
Approvisionnements	10.119.916,44	
Débiteurs divers	518.529,79	
Débiteurs avec garanties	474.719,60	
		33.145.430,66
Comptes débiteurs		3.666.299,34
Compte d'ordre :		
Dépôts statutaires		Mémoire
		73.180.792,55

PASSIF.

Non exigible :		
Capital	17.500.000,—	
Réserve légale	470.058,75	
Réserves diverses	2.286.864,90	
Provisions diverses	2.326.262,28	
Réserve par réévaluation	6.660.222,48	
Amortissements	14.253.756,13	
		43.497.164,54

Exigible :		
A long terme :		
Emprunt obligataire	5.000.000,—	
A court terme :		
Créditeurs sans garanties	929.642,45	
		5.929.642,45
Comptes créditeurs		14.879.746,47
Compte d'ordre :		
Déposants statutaires		Mémoire
Compte de résultat :		
Report exercice antérieur	129.402,59	
Bénéfice de l'exercice	8.744.836,50	
		8.874.239,09
		73.180.792,55

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 MARS 1952.

DEBIT.

Frais généraux et divers		818.338,73
Provision pour charges sociales		3.000.000,—
Provision fiscale		2.000.000,—
Amortissements :		
Ordinaires	3.011.901,02	
Extraordinaires	1.200.000,—	
		4.211.901,02
Solde créditeur :		
Report antérieur	129.402,59	
Bénéfice de l'exercice	8.744.836,50	
		8.874.239,09
		18.904.478,84

CREDIT.

Report de l'exercice antérieur	129.402,59
Bénéfice d'exploitation	18.562.496,01
Revenus du portefeuille et intérêts	123.829,94
Rentrées diverses	88.750,30
	18.904.478,84

REPARTITION.

Réserve légale	437.241,82
Premier dividende brut	1.750.000,—
Réserves diverses	5.000.000,—
Deuxième dividende brut	875.000,—
Tantièmes au Conseil Général	164.062,50
Fonds spécial de prévoyance au personnel	54.687,50
Report à nouveau	593.247,27
	8.874.239,09

SITUATION DU CAPITAL.

Capital entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Jean WITTOUCK, Industriel, Rue d'Arlon, 86, Bruxelles, Président.

M. Maurice SCHOOFS, Ingénieur Commercial, Rue du Prévôt, 137, Bruxelles, Vice-Président.

M. Robert DUPRET, Ingénieur Agricole U. Lv., Avenue de l'Observatoire, 104, Uccle, Administrateur-Délégué.

M. le Comte René de RIVAUD, Banquier, Rue Notre-Dame des Victoires, 13, Paris, Administrateur.

M. Paul ECTORS, Notaire, Rue Joseph II, 26, Bruxelles, Administrateur.

M. Lucien FAVRESSE, Planteur, Avenue de Brocqueville, 254, Bruxelles, Administrateur.

M. Jacques LE BORNE, Licencié en sciences économiques et financières U.L.B., Rue Jules Lejeune, 44, Bruxelles, Administrateur.

M. Eugène RYCKAERT, Agent de change honoraire, Rue des Pierres, 1, Bruxelles, Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Henry DU MOULIN, publiciste, Rue J.-B. Meunier, 10, Ixelles, Commissaire.

M. Marcel GRUMIAUX, Consul Honoraire de Belgique, Boulevard Général Jacques, 142, Bruxelles, Commissaire.

M. Jacques RELECOM, Ingénieur civil des Mines, Avenue Louise, 435, Bruxelles, Commissaire.

Fait à Bruxelles, le 4 septembre 1952.

Compagnie de Libenge

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Motenge-Boma (Congo Belge).

Siège administratif : 148, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : 81080.

—

REELECTIONS STATUTAIRES.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 4 septembre 1952.

L'assemblée renouvelle, à l'unanimité, les mandats d'Administrateur de M. WITTOUCK et de Commissaire de M. RELECOM pour un nouveau terme de six années, expirant au 31 mars 1958.

L'assemblée élit MM. Ivan de BRACONIER, André GOEMANS et Christian JANSSENS van der Maelen en remplacement et pour achever les mandats de MM. Louis de LANNOY, Eugène RYCKAERT et Jean ULLENS de SCHOOTEN, ces mandats expirant respectivement en 1954, 1956 et 1957.

L'assemblée élit Monsieur Max ECTORS en remplacement et pour achever le mandat de Monsieur Paul ECTORS, ce mandat expirant en 1955.

L'assemblée crée un nouveau mandat d'administrateur et appelle à ces fonctions Monsieur Harold Huber CARTWRIGHT. Ce mandat d'une durée de six ans prendra fin à l'Assemblée Générale ordinaire de 1958.

Société d'Etudes et Entreprises au Congo, en abrégé « ETECO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Léopoldville (Congo Belge).

—

CONSTITUTION - NOMINATIONS (1).

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le quatre juin.

Devant Nous, Maître PIERRE VAN HALTEREN, Notaire à Bruxelles,

Ont comparu :

1. Le Prince Albert-Edouard de LIGNE, Administrateur de sociétés, demeurant avenue de Broqueville, n° 125 à Woluwé-Saint-Lambert (Bruxelles).

---

(1) Arrêté royal du 5 septembre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1952. — 1re Partie.

2. La Société Anonyme Française « ETUDES ET ENTREPRISES », ayant son siège social à Carcassonne (France), n° , avenue du Maréchal Foch, représentée, conformément à la délibération de son Conseil d'Administration, en date du vingt-sept mars mil neuf cent cinquante-deux, par Monsieur René Brasseur, ci-après qualifié.

3. Monsieur Charles DREVET, Ingénieur, demeurant avenue Maréchal Foch, n° 3 à Carcassonne (France).

4. Monsieur René BRASSEUR, Ingénieur (Ecole Centrale des Arts et Manufactures de Paris) demeurant à Watermael-Boitsfort, 185, chaussée de La Hulpe.

5. La « SOCIETE COLONIALE DES ENTREPRISES GARNIER », société congolaise par actions à responsabilité limitée, en abrégé « SOCOGA », ayant son siège social à Léopoldville, Congo Belge, représentée par Monsieur Jean Garnier, qualifié ci-après.

6. Monsieur Joseph GARNIER, entrepreneur, demeurant rue Emile Claus, n° 16 à Ixelles (Bruxelles).

7. Le Comte François de KERCHOVE de DENTERGHEM, administrateur de sociétés, demeurant à Léopoldville, Congo Belge.

8. Monsieur Jean GARNIER, entrepreneur, demeurant avenue Louise, n° 121 à Bruxelles.

Monsieur Charles Drevet est ici représenté par Monsieur René Brasseur;

La société « SOCOGA », le Comte François de Kerchove de Denterghem et Monsieur Joseph Garnier, sont ici représentés par Monsieur Jean Garnier.

Le tout en vertu des quatre procurations sous seing privé qui demeureront ci-annexées et seront soumises à la formalité de l'enregistrement avec les présentes.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser l'acte de la constitution d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils forment entre eux et dont les statuts sont établis comme suit :

TITRE Ier.

Dénomination, siège, objet, durée.

Article 1. — La société prend la dénomination de « SOCIETE D'ETUDES ET ENTREPRISES AU CONGO », société congolaise par actions à responsabilité limitée, en abrégé « ETECO ».

Il pourra être fait usage isolément de la dénomination entière ou abrégée.

Article 2. — Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge). Il pourra, par simple décision du Conseil d'administration, être transféré en toute autre localité du Congo Belge. Tout transfert du siège social sera publié par voie d'avis aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou du Bulletin Administratif du Congo Belge.

La société pourra, en outre, par simple décision du Conseil d'Administration, créer des succursales, bureaux, agences et comptoirs en Belgique, dans la Colonie du Congo Belge et à l'étranger.

Article 3. — La société a pour objet :

Etudier et réaliser sur le territoire du Congo Belge tous aménagements hydrauliques de toute nature tels que aménagements hydro-électriques, établissement d'irrigations et de voies navigables, établissement d'égoûts et d'épuration des eaux, à l'exclusion de tous travaux de bâtiment, de génie civil, de port, de route et d'aérodrome, à moins que certains de ces travaux, exclus en principe, ne fassent partie d'un ensemble hydraulique déterminé.

A cet effet, traiter avec tous bureaux d'études, créer tous groupements ou associations d'entreprises; préparer des soumissions aux adjudications et des traités de gré à gré ou autres; fournir aux groupements ou associations ainsi créés le matériel et les matériaux, diriger, soit directement, soit indirectement, les travaux et passer tous contrats à leur sujet.

Financer, soit directement soit indirectement les dites études ou les dits travaux.

Prendre en concession tous travaux et services publics concernant notamment la distribution de l'eau; la production, le transport, ou la distribution du gaz et de l'électricité; l'établissement et l'exploitation de tous chemins de fer ou tramways à traction mécanique ou électrique.

Acquérir tous terrains, constructions, bâtiments; acheter, vendre ou louer, diviser ou lotir, tous terrains et immeubles, sans préjudice de l'exclusion stipulée au premier alinéa du présent article.

En bref, faciliter tous travaux ou études dans le domaine de l'hydraulique.

Toutes ces activités, ETECO pourra les exercer, soit directement, soit indirectement par voie de création de syndicats, par voie de participations, par la création de sociétés filiales ou autres pour lesquelles ETECO se réserverait de souscrire tout ou partie du capital.

Article 4. — La société est constituée pour une durée de trente années, prenant cours le jour de son autorisation par Arrêté Royal.

Elle pourra être prorogée ou dissoute anticipativement par l'assemblée générale des actionnaires, moyennant autorisation par Arrêté Royal.

Elle pourra s'engager pour des échéances dépassant sa durée.

TITRE II.

Capital - Actions - Obligations - Apports.

Article 5. — Le capital social est fixé à cinq cent mille francs congolais (Congo Belge), et est représenté par cinq cents actions sans désignation de valeur nominale, chaque action représentant la cinq centième partie de l'avoir social.

Le capital est entièrement souscrit en numéraire, au prix de mille francs par titre.

Les actions représentant toutes des souscriptions en numéraire sont libérées chacune à raison de vingt pour cent de leur montant.

Ces cinq cents actions sont souscrites par :

1. Le Prince Albert-Edouard de Ligne, ving actions ...ci. . . .	20
2. La Société Anonyme Française « Etudes et Entreprises », une action	1
3. Monsieur Charles Drevet, une action	1
4. Monsieur René Brasseur, pour lui et pour un groupe pour lequel il se porte fort, deux cent trente-huit actions	238
5. La Société Coloniale des Entreprises Garnier « SOCOGA », une action	1
6. Monsieur Joseph Garnier, une action	1
7. Monsieur François de Kerchove de Denterghem, pour lui et pour un groupe pour lequel il se porte fort, deux cent trente-sept actions	237
8. Monsieur Jean Garnier, une action	1
Soit au total : cinq cents actions	500

Le montant total des vingt pour cent versés en espèces, soit cent mille francs, se trouve dès-à-présent, à la libre et entière disposition de la société, ainsi que tous les comparants le déclarent et le reconnaissent.

Les quatre-vingts pour cent restant pourront être appelés en une ou plusieurs fois par le Conseil d'Administration selon les besoins de la société, moyennant un préavis de quinze jours.

Article 6. — Les actions sont nominatives et doivent le rester dans tous les cas jusqu'à leur entière libération.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives. Les titulaires recevront un certificat des titres inscrits à leur nom.

Les actions nominatives pourront être transformées en titres au porteur sur décision unanime du Conseil d'Administration.

L'associé qui voudra aliéner à un titre quelconque ses actions devra en faire l'offre valable pendant soixante jours aux autres associés, qui pourront les acquérir par priorité, proportionnellement au nombre d'actions dont chacun est déjà propriétaire au moment de la cession.

Cette cession se fera en principe au prix librement convenu entre parties. Si les parties ne tombent pas d'accord sur le prix, celui-ci sera fixé par le Conseil d'Administration à la valeur moyenne résultant des trois derniers bilans de la société.

Aucune cession d'action ne sera valable avant qu'un Arrêté Royal n'ait autorisé la fondation de la société.

Article 7. — Le capital social ne pourra être augmenté ou réduit que par décision de l'assemblée générale et sous réserve des approbations légales.

L'assemblée délibérera sur ce point dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Les nouvelles actions seront offertes par priorité et par préférence aux possesseurs d'actions anciennes proportionnellement au nombre d'actions dont chacun est déjà propriétaire. Le Conseil d'Administration fixera les conditions et le taux auxquels les actions nouvelles seront offertes et le délai dans lequel les actionnaires auront à se prononcer sur l'usage de leurs droits.

Cette offre se fera par lettre recommandée aux porteurs de certificats nominatifs, et par publication aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou du Bulletin Administratif du Congo Belge, dans l'hypothèse où des actions seraient déjà converties en actions au porteur.

Article 8. — Les actionnaires ne sont tenus qu'à concurrence de leur mise. Les cessions ou transferts de titres nominatifs seront valables, tant vis-à-vis de la société que vis-à-vis des tiers, à partir de l'inscription au registre que tient la société en son siège social.

Article 9. — La propriété d'une action emporte adhésion aux statuts sociaux.

Chaque action est indivisible à l'égard de la société en cas de division des droits attachés à une action, les intéressés ont à se faire représenter par une seule personne.

Les héritiers, les ayants-cause, les créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens de la société, ni intervenir dans son administration. Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Article 10. — La société sera toujours en droit d'émettre des bons ou des obligations hypothécaires ou autres.

Le Conseil d'Administration déterminera le mode, le type, le taux d'intérêts, l'époque des remboursements, ainsi que toutes autres conditions des émissions des obligations.

TITRE III.

Administration et surveillance.

Article 11. — La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale, qui fixera leur nombre et la durée de leur mandat, celui-ci ne pouvant excéder six ans.

L'assemblée générale pourra les révoquer en tout temps.

Les premiers administrateurs sont nommés, leur nombre et la durée de leur mandat sont déterminés par les présents statuts.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur par suite de décès, démission ou autre cause, les administrateurs restants et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale procède à l'élection définitive lors de sa première réunion.

Article 12. — En dehors des tantièmes prévus à l'article quarante-trois, et indépendamment du remboursement des frais de déplacement et de représentation et autres débours, effectués par les administrateurs à l'occasion de l'exercice de leur mandat, l'assemblée générale peut allouer des émoluments fixes et/ou proportionnels, et/ou des jetons de présence ou toutes autres rémunérations ou avantages, sous quelque forme que ce soit, et à porter aux frais généraux; chaque fois que le Conseil d'Administration donnera un mandat spécial ou général à un administrateur, il pourra lui attribuer toutes rémunérations ou tous avantages qu'il estimera convenir, à porter aux frais généraux.

Article 13. — Vingt actions de capital doivent être affectées, par privilège, à la garantie de la gestion de chaque administrateur.

Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur le registre des actions nominatives.

Si ces actions n'appartiennent pas à l'administrateur dont elles garantissent la gestion, le Conseil d'Administration doit en donner connaissance à la première assemblée générale.

L'assemblée générale peut à toute époque et à la simple majorité des voix, imposer aux administrateurs un supplément de garantie, dont elle détermine la nature et l'importance.

Les actions affectées par privilège à la garantie de la gestion de chaque administrateur, ainsi que toutes autres garanties supplémentaires éventuelles, ne seront libérées qu'après approbation du bilan de l'exercice au cours duquel aura pris fin le mandat d'administrateur et qu'après obtention de la décharge.

A défaut de constitution de la garantie susdite dans le mois de sa nomination ou de la notification qui devra lui être faite, si elle a lieu en son absence, tout administrateur sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement par l'assemblée générale.

Les administrateurs ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

Article 14. — Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres, un président. Il peut, en outre, élire un ou plusieurs vice-présidents.

Il peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs-délégués ou à un ou plusieurs administrateurs-directeurs; ceux-ci pourront confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou telle branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoirs, associés ou non, soit déléguer des pouvoirs spéciaux déterminés à tous mandataires. Ces agents, administrateurs-délégués, directeurs ou mandataires seront responsables de leur gestion.

Il peut établir un comité de direction et en désigner les membres pour un terme ne pouvant excéder six ans; il déterminera l'étendue des pou-

voirs et le mode de fonctionnemnet de ce comité. Le président du Conseil d'Administration présidera de droit ce comité; son vote n'y sera pas prépondérant en cas de partage des voix.

Article 15. — Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, d'un vice-président ou, à leur défaut, d'un administrateur-délégué ou d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que la demande en est faite soit par deux administrateurs, soit par un administrateur-délégué.

Les convocations contiendront l'ordre du jour de la réunion et seront envoyées soit par câble soit par courrier, au moins cinq jours à l'avance, sauf les cas d'urgence, lesquels devront être motivés au procès-verbal.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les avis de convocation.

Article 16. — Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, sauf le cas de force majeure, à motiver au procès-verbal de la séance. Si cette majorité n'est pas réalisée, une nouvelle réunion pourra être convoquée dans les huit jours au plus tôt et dans la quinzaine au plus tard; le Conseil d'Administration pourra valablement délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour de la précédente réunion, étant entendu qu'au moins un tiers des administrateurs en fonctions seront présents ou représentés.

Tout administrateur empêché peut, par simple lettre ou télégramme, donner délégation pour le représenter et voter en ses lieu et place, soit à un autre administrateur, soit à une tierce personne agréée à cette fin par le Conseil d'Administration.

Les résolutions sont prises à la simple majorité des voix des membres présents et représentés. Il ne sera pas tenu compte de ceux qui s'abstiennent.

Article 17. — Les décisions prises par le Conseil d'Administration sont constatées dans des procès-verbaux rédigés sur un livre spécial.

Les procès-verbaux sont signés par le président et les administrateurs qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés, quel que soit l'usage auquel ils sont destinés, par le président du Conseil d'Administration ou un administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

Article 18. — L'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la société dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération.

Le Conseil d'Administration doit spécialement rendre compte à la première assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles un des administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la société.

Article 19. — Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus, sans limitation et sans réserve, pour agir au nom de la société et faire toutes les opérations et tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société et qui sont relatifs à son objet. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale ou au conseil général.

Il a notamment le pouvoir de décider de sa seule autorité toutes les opérations qui rentrent, aux termes de l'article trois ci-dessus dans l'objet social, ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières relatifs aux dites opérations.

Le Conseil d'Administration peut, notamment, recevoir toutes sommes et valeurs, prendre et donner à bail ou sous-louer, acquérir, aliéner, échanger tous biens meubles et immeubles; acquérir, exploiter, affermer ou céder toutes concessions de quelque nature que ce soit; acquérir, exploiter ou céder toutes marques de fabrique et brevets; traiter, autoriser ou ratifier toutes conventions, tous devis et marchés de toute nature; régler tous approvisionnements; avec ou sans stipulation de voie parée, contracter tous emprunts, par emprunts directs, ouvertures de crédit ou autrement, avec toutes banques ou particuliers, même par voie d'émission de bons ou obligations; consentir tous prêts, consentir et accepter toutes garanties hypothécaires, tous gages et nantissements, avec stipulation de voie parée; avec ou sans paiement et sans qu'il soit besoin d'en justifier, renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, et donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées et hypothécaires, transcriptions, commandements, saisies, oppositions et autre empêchements, et dispenser de toutes inscriptions d'office; traiter et plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre; régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision; l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

Article 20. — La société est représentée en justice, tant en demandant qu'en défendant, par son président, ou un administrateur-délégué ou deux de ses administrateurs, sans qu'en aucun cas ils aient à justifier d'un pouvoir spécial.

Hors du Congo Belge, du Ruanda-Urundi et de la Belgique, le Conseil d'Administration pourra désigner un mandataire spécial pour représenter la société dans toute action judiciaire intentée en son nom ou dirigée contre elle.

Article 21. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs ou procurations, toutes nominations ou révocations d'agents ou employés de la société ou tous actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, sont signés par le président du Conseil d'Administration ou par un administrateur-délégué ou par deux administrateurs, lesquels n'ont pas à justifier, à l'égard des tiers, d'une décision préalable du Conseil d'Administration; toutefois, il suffira de la signature d'un des administrateurs-directeurs ou fondés de pouvoir quand il s'agira de pièces et décharges pour les postes, chemins de fer, télégraphe, téléphone, messagerie et roulage.

Les actes de gestion journalière pourront être signés par des délégués à cette fin par le comité de direction ou des personnes choisies conformément à l'article quatorze.

Article 22. — La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, associés ou non. Les commissaires seront nommés par l'assemblée générale, qui fixera leur nombre et la durée de leur mandat, qui ne pourra excéder six ans.

Les commissaires sortants sont rééligibles.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès, démission ou autre cause, de plus de moitié, le Conseil d'Administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Article 23. — La durée du mandat de tout nouveau commissaire est fixée par l'assemblée générale, sans que ce mandat doive achever le terme du mandat du commissaire qu'il remplace.

En dehors du remboursement des frais de déplacement et des autres débours effectués par les commissaires à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, l'assemblée générale peut déterminer une rémunération fixe annuelle, imputable aux frais généraux.

Elle peut leur allouer des jetons de présence.

Article 24. — Dix actions de capital doivent être affectées par privilège à la garantie de la prestation de chaque commissaire. Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur le registre des actions nominatives.

Si ces actions n'appartiennent pas aux commissaires dont elles garantissent le mandat, le Conseil d'Administration doit en donner connaissance à la première assemblée générale.

L'assemblée générale peut, à toute époque et à la simple majorité des voix, imposer aux commissaires un supplément de garantie, dont elle détermine la nature et l'importance.

Les actions affectées par privilège à la garantie de la bonne exécution du mandat de chaque commissaire, ainsi que toutes autres garanties supplémentaires éventuelles, ne seront libérées qu'après obtention de la décharge.

A défaut de constitution de la garantie susdite dans le mois de sa nomination ou de la notification de celle-ci, qui devra lui être faite si elle a lieu en son absence, tout commissaire sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement par l'assemblée générale.

Article 25. — S'il y a plusieurs commissaires, ils forment un collège qui délibère et agit comme tel et conformément aux règles établies dans les présents statuts pour le Conseil d'Administration.

Article 26. — Le ou les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société. Le collège des commissaires peut convoquer l'assemblée générale.

Le collège des commissaires doit soumettre à l'assemblée générale ordinaire le résultat de sa mission, avec les propositions qu'ils croit convenables, et lui faire connaître le mode d'après lequel il a contrôlé les inventaires.

Il doit déposer son rapport quinze jours avant la réunion de l'assemblée générale ordinaire au siège social.

Les commissaires ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

Article 27. — Les commissaires peuvent, à titre individuel ou commun se faire assister par un expert en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société. L'expert doit être agréé par la société.

A défaut d'agréation de cet expert par la société, les commissaires peuvent individuellement ou en commun demander, par requête au président du tribunal de commerce avec assignation à la société, de désigner un expert, conformément à l'alinéa final de l'article soixante-cinq des lois coordonnées belges sur les sociétés commerciales.

Article 28. — Les administrateurs et les commissaires peuvent se réunir en conseil général pour être consultés par le Conseil d'Administration sur les questions d'intérêt primordial.

Le conseil général forme un collège qui délibère et agit comme tel et conformément aux règles établies dans les présents statuts pour le Conseil d'Administration, aux articles quinze et suivants des présents statuts.

TITRE IV.

Des assemblées générales.

Article 29. — L'assemblée générale des titulaires d'actions constitue le pouvoir souverain de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou rectifier les actes qui intéressent la société.

Elle a le droit d'apporter des modifications aux statuts et même celui de modifier l'objet social défini dans les présents statuts, pour autant qu'elle délibère dans les formes prescrites par l'article soixante-dix des lois coordonnées belges sur les sociétés commerciales.

Elle représente l'universalité des titulaires d'actions. Elle se compose de tous les titulaires d'actions qui ont droit au vote soit personnellement, soit comme mandataire, en se conformant aux stipulations statutaire.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les titulaires d'actions absents, incapables ou dissidents.

Article 30. — L'assemblée générale ordinaire et annuelle se réunit de plein droit et obligatoirement chaque année, le deuxième lundi du mois de mai à onze heures au siège social, à Léopoldville.

Si ce jour est férié, la réunion aura lieu le lendemain à la même heure. Elle se tiendra pour la première fois en mil neuf cent cinquante-trois.

Toutes les autres assemblées générales se tiendront au siège social à Léopoldville, ou à tout autre endroit désigné dans les convocations.

Le Conseil d'Administration ou le collège des commissaires peut convoquer des assemblées générales extraordinaires autant de fois qu'il l'estime utile à la société.

Le Conseil d'Administration ou le collège des commissaires doit convoquer des assemblées générales extraordinaires sur la demande de titulaires d'actions représentant le cinquième du capital social.

Le Conseil d'Administrotion a le droit de proroger séance tenante à trois semaines toute assemblée générale, quelle qu'elle soit; cette prorogation annule toute décision prise par l'assemblée générale.

Article 31. — Les convocations pour l'assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par lettres missives, adressées sous pli recommandé à la poste aux titulaires d'actions en nom, une première fois au moins vingt et un jours avant l'assemblée et une deuxième fois huit jours avant l'assemblée; le délai de vingt et un jours peut être réduit avec le consentement des trois quarts des titulaires d'actions, exprimé par simple lettre missive ou par télégramme.

Si, conformément à l'article six des présents statuts, les ou des actions nominatives sont transformées en actions au porteur, les convocations aux assemblées générales devront être publiées dans deux journaux, l'un de Léopoldville, l'autre de Bruxelles, ainsi qu'aux annexes du Bulletin Officiel ou du Bulletin Administratif du Congo Belge, au moins vingt et un jours avant la date de la réunion.

Article 32. — Pour être admis à l'assemblée générale, les titulaires d'actions nominatives doivent avoir fait connaître par lettre recommandée ou par simple lettre missive ou par télégramme, adressé au siège social, au moins cinq jours pleins avant la date fixée pour l'assemblée, leur intention d'assister à la réunion. Cette formalité n'est pas requise pour les actions formant le cautionnement des administrateurs et des commissaires, ces actions étant censées être déposées en vue des assemblée générales pendant toute la durée de leur mandat.

Les titulaires d'actions au porteur devront, aux mêmes fins, avoir déposé au siège social, au moins cinq jours pleins avant la date fixée pour l'assemblée, leurs titres avec lesquels ils désirent assister à l'assemblée.

Article 33. — Tout titulaire d'actions, personne physique ou personne morale, aura le droit de se faire représenter par un mandataire de son choix.

Ce mandataire ne doit pas nécessairement être lui-même titulaire d'actions. Il devra être porteur d'un pouvoir spécial dont le Conseil d'Administration peut déterminer la forme et la teneur.

Ce pouvoir devra être déposé au siège social au moins quarante-huit heures avant la réunion de l'assemblée générale.

En cas de suspension ou de prorogation de l'assemblée générale, les procurations de l'assemblée générale remise valent pour la nouvelle assemblée fixée.

Article 34. — Chaque action de capital donne droit à une voix.

S'il existe des actions sur lesquelles les versements régulièrement appelés et exigibles n'ont pas été opérés, l'exercice du droit de vote afférent à ces actions, sera suspendu aussi longtemps que les versements dûs n'auront pas été effectués.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes de nombre des voix attachées aux titres représentés.

Article 35. — L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation et si ceux qui assistent à la réunion représentent au moins la moitié du capital social. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représentée à l'assemblée.

Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote, sous réserve de l'application des dispositions de l'article cent trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article 36. — Lorsqu'il ne s'agit pas de modifications aux statuts, l'assemblée générale est régulièrement constituée, quel que soit le nombre des actions réunies. Elle ne peut délibérer, sauf en cas d'urgence dûment constaté, que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les titulaires d'actions ne doit être mise en délibération que si elle est signée par des titulaires d'actions représentant ensemble le cinquième au moins du capital, et que si elle a été communiquée en temps utile au Conseil d'Administration pour être insérée dans les avis de convocation.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Pour les nominations, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas de parité des voix à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est proclamé élu.

Pour les cas de nomination et de révocation de personnes, le scrutin secret peut être demandé par tout titulaire d'action.

Article 37. — Toute assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'Administration, ou, à son défaut par un vice-président, un administrateur-délégué ou, à leur défaut, par un administrateur désigné par ses collègues.

Le président désigne le secrétaire, qui peut ne pas être titulaire d'actions.

L'assemblée choisit deux scrutateurs parmi les titulaires d'actions.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les titulaires d'actions qui le demandent. Les copies et extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du Conseil d'Administration, par un administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

TITRE V.

Inventaire — Bilan — Répartition — Réserve.

Article 38. — L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et finit le trente et un décembre. Le premier exercice social qui commence le jour de l'autorisation par Arrêté Royal se clôturera le trente et un décembre mil neuf cent cinquante-deux.

Article 39. — Chaque année, le Conseil d'Administration doit dresser un inventaire, arrêté au trente et un décembre, contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires envers la société.

A la même date, les écritures sociales sont arrêtées et le Conseil d'Administration forme le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits. Il jouit de la plus grande liberté d'appréciation pour l'évaluation des actifs tant mobiliers qu'immobiliers de la société, et ce, de la manière la plus utile à la bonne marche de l'affaire et à la solidité de son avenir.

Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires, qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

Article 40. — Quinze jours avant l'assemblée générale, les titulaires d'actions peuvent prendre connaissance, au siège social :

1. du bilan et du compte des profits et pertes;

2. de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de la société qui composent le portefeuille;

3. de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec l'indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;

4. du rapport du collège des commissaires.

Le bilan et le compte des profits et pertes, de même que le rapport des commissaires sont adressés aux titulaires d'actions nominatives, en même temps que la convocation.

Tout titulaire d'actions a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire du bilan et du compte des profits et pertes, ainsi que du rapport du collège des commissaires.

Article 41. — L'assemblée générale entend le rapport du Conseil d'Administration et celui du collège des commissaires. Elle discute, adopte ou non, approuve ou non, le bilan et le compte des profits et pertes.

Après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge aux administrateurs et aux commissaires, même si ce point ne figure pas à l'ordre du jour.

Article 42. — Le bilan et le compte des profits et pertes précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société doivent au plus tard dans les deux mois après leur approbation, être publiés aux frais de la société et par les soins des administrateurs dans les annexes du Bulletin Officiel ou du Bulletin Administratif du Congo Belge.

A la suite du bilan et du compte des profits et pertes sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale.

Article 43. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes les charges, frais généraux, charges sociales et amortissements estimés nécessaires par le Conseil d'Administration, constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent au moins affectés à la formation du fonds de réserve légale, ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteindra le dixième du capital social, mais il devra toujours être repris jusqu'à cette limite, si pour quelque cause que ce soit le fonds de réserve légal avait été entamé.

Le solde pourra, sur décision de l'assemblée générale être réparti par les soins du Conseil d'Administration, en dividendes, en rémunérations supplémentaires pour les membres du Conseil d'Administration ou pour le personnel, ou affecté en tout ou en partie à un fonds de réserve spécial ou à un report à nouveau.

Article 44. — Les dividendes sont payés aux endroits et aux époques à fixer par l'assemblée générale, qui statuera sur la répartition, et à son défaut par le Conseil d'Administration.

TITRE VI.

Dissolution — Liquidation.

Article 45. — En cas de dissolution, l'assemblée générale nomme un ou plusieurs liquidateurs. Le Conseil d'Administration en fonction peut être désigné à cette fin.

Après apurement des dettes et de toutes les charges, y compris celles de la liquidation, l'actif est réparti entre les titulaires d'actions de capital.

En cas de dissolution par fusion avec une autre société ou remise d'une partie de l'actif en guise d'apport, les liquidateurs remettront éventuellement les titres reçus en rémunération des apports aux titulaires d'actions proportionnellement au nombre d'actions possédées par eux au moment de cette opération.

Article 46. — En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs proposeront à l'assemblée générale, délibérant dans les formes des modifications aux statuts, la dissolution de la société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.

TITRE VII.

Election de domicile — Publications.

Article 47. — Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, commissaire, administrateur ou liquidateur fait obligatoirement élection de domicile au siège social de la société.

Toutes communications judiciaires ou extrajudiciaires lui seront valablement faites en cet endroit.

Article 48. — Dans les six mois de leur autorisation par Arrêté Royal, les présents statuts seront déposés au Greffe du Tribunal de Première Instance de Léopoldville et publiés au Bulletin Administratif du Congo Belge ou au Bulletin Officiel du Congo Belge.

Article 49. — La présente société est formée sous la condition suspensive de son autorisation par Arrêté Royal.

TITRE VIII.

Dispositions transitoires.

Article 50. — Le nombre des premiers administrateurs est fixé à cinq.

Sont appelés à cette fonction :

1) Le Prince Albert-Edouard de Ligne, administrateur de sociétés, avenue de Broqueville, n° 125, Woluwé-Saint-Lambert (Bruxelles), ici présent et acceptant.

2) Monsieur Drevet Charles, Ingénieur, avenue Maréchal Foch, n° 3, à Carcassonne (France), pour lequel accepte son mandataire, Monsieur René Brasseur, ci-après qualifié.

3) Monsieur Brasseur René, Ingénieur (Ecole Centrale des Arts et Manufactures de Paris) à Watermael-Boitsfort, chaussée de La Hulpe, n° 185, ici présent et acceptant.

4) Monsieur Joseph Garnier, entrepreneur, rue Emile Claus, n° 16, à Ixelles, pour lequel accepte son mandataire, Monsieur Jean Garnier, prénommé.

5) Le Comte François de Kerchove de Denterghem, administrateur de sociétés, à Léopoldville (Congo Belge), pour lequel accepte son mandataire, Monsieur Jean Garnier.

Leur mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante huit.

Une assemblée générale se tiendra sans convocation ni ordre du jour préalable, immédiatement après la constitution de la société délibérant sur toutes les questions qu'elle jugera utile de porter à son ordre du jour et notamment sur la nomination des commissaires.

Article 51. — Les parties déclarent pour se conformer aux prescriptions de l'article premier, sexto de l'Arrêté Royal du vingt deux juin mil neuf cent vingt six, modifié par les Arrêtés Royaux du vingt novembre mil

neuf cent vingt huit, des treize janvier et cinq décembre mil neuf cent trente six, sur les conditions d'autorisation des sociétés par actions à responsabilité limitée, que le montant des frais, dépenses ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de trente six mille francs.

Dont acte, sur projet, fait et passé à Bruxelles, en l'Etude.

Et après lecture faite, les comparants qualités dites et le Notaire ont signé.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles a. c. II le 10 juin 1952. Vol. 1382, Folio 67 Ce 11. Quatre rôles trois renvois. Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) Abras.

Pour expédition conforme.

(s.) P. VAN HALTEREN.

Pierre Van Halteren, Notaire, Bruxelles (Brabant).

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par Nous Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Van Halteren, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs, n° 8870.

Bruxelles, le 13 juin 1952.

(Signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 14 juin 1952.

Le Chef de Bureau (s.) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 juin 1952.

Le Conseiller adjoint (s.) N. Cornet.

Vu, le Ministre des Colonies, le 13 août 1952.	Mij bekend, de Minister van Koloniën, de 13 Augustus 1952.

(s.) DEQUAE (get.)

Société d'Etudes et Entreprises au Congo, en abrégé « ETECO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Léopoldville (Congo Belge).

—

NOMINATION DU COMMISSAIRE.

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le quatre juin, en notre Etude, à Bruxelles, rue de l'Association, n° 30.

S'est réunie devant Nous, Maître Pierre VAN HALTEREN, Notaire, résidant à Bruxelles, immédiatement après la constitution de la société, l'assemblée générale des actionnaires de la « Société d'Etudes et Entreprises au Congo », société congolaise par actions à responsabilité limitée, en abrégé « ETECO », constituée ce jour et ce, conformément à l'article cinquante des statuts.

Sont présents ou représentés :

1) Le Prince Albert-Edouard de LIGNE, Administrateur de sociétés, demeurant avenue de Broqueville, n° 125, à Woluwé-Saint-Lambert (Bruxelles), titulaire de vingt actions 20

2) La Société Anonyme Française « Etudes et Entreprises » ayant son siège social à Carcassonne (France), n° 3, avenue du Maréchal Foch, représentée conformément à la délibération de son Conseil d'Administration, en date du vingt-sept mars mil neuf cent cinquante-deux par Monsieur René Brasseur, ci-après qualifié la dite société étant titulaire d'une action 1

3) Monsieur Charles DREVET, Ingénieur, demeurant avenue Maréchal Foch, n° 3, à Carcassone (France) titulaire d'une action . 1

4) Monsieur René BRASSEUR, Ingénieur (Ecole Centrale des Arts et Manufactures de Paris) à Watermael-Boitsfort, chaussée de La Hulpe, n° 185, titulaire, pour lui et pour un groupe pour lequel il se porte fort, de deux cent trente huit actions 238

5) La SOCIETE COLONIALE DES ENTREPRISES GARNIER, société congolaise par actions à responsabilité limitée, en abrégé « SOCOGA », ayant son siège social à Léopoldville, Congo Belge, représentée par Monsieur Jean Garnier, qualifié ci-après, son mandataire, la dite société étant titulaire d'une action . . . 1

6) Monsieur Joseph GARNIER, entrepreneur, demeurant rue Emile Claus, n° 16, à Ixelles (Bruxelles), titulaire d'une action . 1

7) Le Comte François de KERCHOVE de DENTERGHEM, administrateur de sociétés, demeurant à Léopoldville (Congo Belge), titulaire pour lui et pour un groupe pour lequel il se porte fort, de deux cent trente sept actions 237

8) Monsieur Jean GARNIER, entrepreneur, demeurant avenue Louise, n° 121, à Bruxelles, titulaire d'une action 1

Messieurs Charles Drevet et Joseph Garnier sont ici représentés par leur mandataire respectif, Monsieur René Brasseur et Monsieur Jean Garnier.

Total : cinq cents actions de capital 500

Il est rappelé que les procurations conférées par Messieurs Charles Drevet, le Comte François de Kerchove de Denterghem, la société « SOCOGA », et Monsieur Joseph Garnier, de même que la délibération du Conseil d'Administration de la société « Etudes et Entreprises » sont demeurées annexées à l'acte constitutif de la société.

La séance est présidée par le Prince Albert-Edouard de Ligne, lequel désigne, en qualité de secrétaire, Monsieur Maurice Ghilain, maître-clerc de notaire, demeurant à Soignies, rue de la Station, 86.

L'assemblée choisit, pour remplir les fonctions de scrutateurs, Messieurs Jean Garnier et René Brasseur.

L'assemblée décide de porter le nombre des commissaires à un.

Elle désigne pour remplir les dites fonctions Monsieur Oscar De Falleur, expert fiscal, à Léopoldville, 7A, avenue du Bas-Congo.

Le mandat du commissaire expirera lors de l'assemblée générale et statutaire de mil neuf cent cinquante quatre.

Ces décisions ont été adoptées à l'unanimité des voix.

La séance continue hors de la présence du Notaire.

Dont procès-verbal, clôturé, lieu et date que dessus, et lecture faite, les comparants ont signé avec Nous Notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles a. c. II le 10 juin 1952. Vol. 1382, Folio 67 Ce 12. Deux rôles trois renvois. Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) Abras.

Pour expédition conforme.

(sé) P. VAN HALTEREN.

Pierre Van Halteren, Notaire, Bruxelles (Brabant).

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par Nous Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Van Halteren, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs, n° 8873.

Bruxelles, 13 juin 1952.

signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 14 juin 1952.

Le Chef de Bureau (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 juin 1952.

Le Conseiller adjoint (sé) N. Cornet.

« DESOER CONGO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

CONSTITUTION. (1)

L'an mil neuf cent cinquante deux, le huit juillet.

Par devant maître Paul ECTORS, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. M. Henri Desoer, docteur en droit, demeurant à Liège, 33, Quai de Rome.

2. M. Jacques Annez de Taboada, administrateur de société, demeurant à Liège, Quai de Rome, 33.

3. M. André Desoer, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 42, avenue Emile Duray.

4. M. Jacques Desoer, directeur de société, demeurant à Liège, 33, rue du Chera.

5. M. Pierre Gerling, employé, demeurant à Liège, 1, rue du Parc.

6. M. Jean Desoer, ingénieur, demeurant, 20, avenue Saint-Antoine à Heusy, Verviers.

7. M. Albert Stiennon, docteur en droit, demeurant à Fraipont, route de Trasenster.

8. M. Jacques Stienon, bibliothécaire, demeurant à Liège, rue de Fragnée, 37.

Les comparants prénommés sous les numéros 2, 3, 4, 6, 7 et 8 ici représentés en vertu de leur procurations sous seing privé qui seront enregistrées avec les présentes, savoir :

Ceux repris sous les numéros trois, six, sept et huit par monsieur Henri Desoer prénommé sous numéro un.

Ceux repris sous les numéros deux et quatre par M. Pierre Gerling prénommé sous numéro cinq.

Lesquels ont requis le notaire soussigné de rédiger comme suit les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit :

CHAPITRE I.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article 1. — Il est constitué une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Desoer Congo ».

---

(1) Arrêté royal du 5 septembre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1952. — 1re Partie.

Elle est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge.

Article 2. — Le siège social est à Léopoldville (Congo Belge), le siège administratif est à Liège.

Le siège social peut être transféré en toute autre localité du Congo Belge et du Ruanda Urundi de même le siège administratif en toute autre ville en Belgique ou même au Congo Belge et Ruanda Urundi, par simple décision du conseil d'administration.

La société peut établir par simple décision du conseil d'administration d'autres sièges d'opération, succursales, magasins, agences et dépôts partout où elle le trouvera utile.

Tout changement du siège social ou du siège administratif sera publié aux annexes du Bulletin Officiel ou du Bulletin Administratif du Congo Belge et au Moniteur Belge.

Dans le cas où les relations libres entre le Congo Belge et la Belgique se trouveraient durablement interrompues, le siège administratif se trouvera transféré d'office au siège social après le trentième jour d'interruption des dites communications.

Article 3. — La durée de la société est primitivement fixée à trente ans à compter de l'arrêté royal d'autorisation de la présente constitution.

La société peut être prorogée successivement ou dissoute anticipativement et en cas de prorogation sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Elle peut prendre des engagements pour un terme excédant sa durée.

Article 4. — La société a pour objet : L'industrie, le commerce et la représentation de tous articles et matériels de bureau et particulièrement des meubles, des articles et machines d'imprimerie et de reproduction, toutes installations et aménagements industriels commerciaux ou de bureau, toutes opérations se rapportant au transport, à l'importation, l'exportation ou le transit de tout matériel et mobilier et de tout ce qui entre dans leur confection, à trait à leur emploi ou s'y rapporte directement ou indirectement ainsi que accessoirement l'exportation de toutes matières premières ou produits manufacturés.

La société peut faire toutes opérations et s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires industrielles, commerciales, financières ou immobilières qui seraient de nature à développer ou faciliter soit son activité, soit l'utilisation de ses installations et de son outillage, soit des débouchés ou lui assurer des matières premières.

CHAPITRE II.

CAPITAL — ACTIONS.

Article 5. — Le capital social est fixé à deux millions de francs. Il est représenté par deux mille parts sociales sans désignation de valeur.

Article 6. — Les deux mille parts sociales sont souscrites au pair de mille francs contre espèces par les comparants savoir :

M. Henri Desoer souscrit quatre cent quarante parts sociales .	440
M. Jacques Annez de Taboada souscrit cent quarante parts sociales	140
M. André Desoer souscrit trois cent quarante quatre parts sociales	344
M. Jacques Desoer souscrit dix parts sociales	10
M. Jean Desoer souscrit sept cent soixante parts sociales . .	760
M. Albert Stiennon, souscrit nonante cinq parts sociales . . .	95
M. Jacques Stiennon souscrit nonante cinq parts sociales . .	95
M. Pierre Gerling souscrit cent seize parts sociales	116
Ensemble les deux mille parts sociales existantes	2.000

Les comparants nous déclarent et requièrent d'acter que toutes et chacune des parts ci-dessus souscrites ont été libérées contre espèces à concurrence de vingt pour cent, ensemble quatre cent mille francs qui se trouvent dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

Article 7. — A moins que l'assemblée générale extraordinaire n'en décide autrement aux trois quarts des voix, les actionnaires anciens jouiront lors de toute augmentation du capital par émission de parts sociales nouvelles contre numéraire d'un droit de préférence irréductible à la souscription des dites parts nouvelles dans la proportion des parts détenues par eux. Les parts qui ne seraient pas souscrites en vertu de ce droit irréductible leur seront offertes par préférence à titre réductible.

Le conseil d'administration détermine les conditions et délais d'exercice de ces droits de préférence; il pourra toujours passer avec tous tiers toutes conventions destinées à assurer ou garantir la souscription de tout ou partie des parts nouvelles à émettre.

La société peut émettre des obligations par décision du conseil d'administration lequel déterminera toutes les conditions et garanties de l'émission.

Article 8. — Tout appel de fonds sur parts sociales non entièrement libérées sera fait par le conseil d'administration qui en préviendra les actionnaires au moins deux mois d'avance.

A défaut par un actionnaire d'effectuer les versements aux époques fixées par le conseil d'administration, il devra de plein droit et sans mise en demeure payer à dater du jour de l'exigibilité, un intérêt calculé à raison de huit pour cent l'an sur le montant du versement appelé et non effectué et ce, sans préjudice à tous autres droits et à toutes autres mesures.

Le conseil d'administration pourra en outre, après une sommation de paiement restée sans effet dans la huitaine de sa date, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre en Bourse par ministère d'agent de change les parts sociales appartenant à l'actionnaire défaillant. Le prix

à provenir de cette vente appartiendra à la société jusqu'à concurrence de la somme qui lui est due du chef de versement appelé, de l'intérêt et des frais occasionnés.

L'excédant s'il y en a, sera remis à l'actionnaire défaillant s'il n'est pas d'autre chef débiteur de la société.

Si le produit de la vente n'est pas suffisant pour couvrir les obligations de l'actionnaire en défaut, celui-ci sera tenu envers la société pour tout le surplus.

Article 9. — Les parts sociales sont nominatives. Il est tenu un registre des parts sociales nominatives.

La propriété de la part sociale nominative s'établit par une inscription sur ce registre. Ce registre sera constitué par les inscriptions faites au choix de l'actionnaire, soit au siège social, soit au siège administratif.

Les certificats constatant ces inscriptions signés par deux administrateurs, sont délivrés aux actionnaires. La cession de la part sociale nominative s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le régistre des parts sociales datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs.

Tout cessionnaire de parts sociales non entièrement libérées doit au préalable être agréé par le conseil d'administration sans que celui-ci ait à donner les motifs d'un refus éventuel.

Les titres sur lesquels les versements appelés n'ont pas été opérés ne peuvent être transférés que si les cessionnaires préalablement agréés ainsi effectuent ces versements au moment du transfert.

Les cessions de parts sociales ne sont valables qu'après que l'arrêté royal autorisant la création de ces parts sociales aura été donné.

Article 10. — Le conseil d'administration peut autoriser la conversion de parts nominatives en titres au porteur aux conditions qu'il détermine; il ne peut être tenu de justifier de son refus éventuel.

Les titres au porteur sont extraits d'un registre à souche et numérotés. Ils sont établis conformément à la loi, la cession de ces titres s'opère par simple tradition.

Article 11. — La société ne reconnaît quant à l'exercice des droits afférents aux titres, qu'un seul propriétaire pour chaque part sociale. Si l'exercice de droits afférents à une part appartient à plusieurs personnes, la société peut suspendre l'exercice des droits afférents à cette part jusqu'à ce qu'une seule personne lui ait été désignée comme étant à son égard propriétaire de la part.

Il en sera de même si le titre est donné en gage, le propriétaire et le créancier gagiste devant s'entendre pour désigner un représentant unique.

Article 12. — Les actionnaires ne sont responsables que du montant de leur souscription.

La possession d'un titre emporte adhésion aux statuts sociaux et aux décisions de l'assemblée générale régulièrement prises.

Article 13. — Les droits et obligations attachés à un titre le suivent dans quelques mains qu'il passe.

Les héritiers, ayants droit, ayants cause ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage, la licitation ou l'inventaire judiciaire ni s'immiscer dans l'administration de la société.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

CHAPITRE III.

ADMINISTRATION — SURVEILLANCE.

Article 14. — La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins nommés par l'assemblée générale. Les premiers administrateurs sont nommés par les statuts. Leurs mandats prendront fin à l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante sept. A cette assemblée, les membres du conseil d'administration seront tous soumis à réélection. A partir de cette date, le mandat d'un administrateur au moins prendra fin tous les deux ans. Un tirage au sort fixera l'ordre de sortie.

Article 15. — En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis en conseil général ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre dont le mandat n'est pas expiré, achève le terme de celui-ci.

Article 16. — Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

En cas d'empêchement de celui-ci, un administrateur est désigné pour le remplacer.

Article 17. — Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou de l'administrateur délégué aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Il doit être convoqué à la demande de deux administrateurs ou de l'administrateur délégué.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article 18. — Le conseil ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente.

Les administrateurs empêchés peuvent émettre leur vote par écrit ou par télégramme sur tels points figurant à l'ordre du jour.

Ils peuvent également donner pouvoir de les représenter et voter en leur nom à un autre membre du conseil présent à la séance, sans que celui-ci puisse être ainsi mandataire de plus d'un de ses collègues.

Dans l'un comme dans l'autre cas, l'administrateur empêché sera réputé présent.

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des voix, en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Article 19. — L'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la société dans une opération soumise à l'approbation du conseil d'administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération.

Il est spécialement rendu compte à la première assemblée générale avant tout vote sur d'autres résolutions des opérations dans lesquelles un des administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la société.

Article 20. — Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial tenu au siège administratif et signé par la majorité des membres qui ont pris part aux délibérations, le président signant en outre au nom des administrateurs ayant voté par lettre ou télégramme et les mandataires au nom de leur mandant.

Les copies ou extraits des procès-verbaux sont valablement délivrés et signés par le président du conseil ou par deux administrateurs.

Article 21. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour les actes d'administration, de gestion et de disposition qui intéressent la société.

Il peut décider de sa seule autorité toutes les opérations qui ne sont pas spécialement réservées par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires.

Il peut faire et passer tous contrats et marchés, acheter, vendre, échanger, exploiter, prendre ou donner en location tous biens meubles et immeubles, consentir et accepter tous baux avec ou sans promesse de vente, contracter tous emprunts, consentir toutes garanties, et toutes affectations même hypothécaires, stipuler la voie parée, consentir tous prêts et ouvertures de crédit en fixer les conditions et le mode de remboursement, accepter toutes hypothèques et autres garanties, donner mainlevée de tous commandements, oppositions, saisies et transcriptions quelconques, ainsi que de toutes inscriptions privilégiées et hypothécaires, d'office ou autres, renoncer à tous privilèges, droits d'hypothèque et actions résolutoires et à tous droits réels quelconques, dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office, le tout avant comme après paiement, déterminer l'emploi des fonds disponibles et des réserves, traiter, transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux, nommer et révoquer tous agents et employés, déterminer leurs attributions, leurs traitements fixes ou proportionnels et éventuellement leurs cautionnements.

L'énumération qui précède est énonciative et non limitative.

Article 22. — Le conseil d'administration pourra confier à un ou plusieurs de ses membres le titre d'administrateur délégué ou d'administrateur directeur. Il déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments fixes ou proportionnels.

Il pourra déléguer les pouvoirs qu'il détermine à un ou plusiurs mandataires, actionnaires ou non, leur conférer des fonctions et fixer leur rémunération. Il en déterminera les pouvoirs.

Le conseil peut constituer un comité de direction et désigner les personnes qui en feront partie, de même il déterminera les pouvoirs de ce comité et les pouvoirs et la rémunération de chacun de ses membres.

Article 23. — Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences soit de l'administrateur délégué, soit de l'administrateur directeur, soit de deux administrateurs, soit enfin de son directeur en Afrique ou encore d'un mandataire spécialement délégué à cette fin.

Dans tous les pays étrangers où la société a un représentant officiel, les actions sont poursuivies par ou contre celui-ci.

Article 24. — Tous les actes qui engagent la société, tous pouvoirs et procurations sont valablement signés sauf délégation spéciale par deux administrateurs.

Les administrateurs signant au nom de la société n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs vis-à-vis des tiers ni vis-à-vis des conservateurs des hypothèques.

Par décision du conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations soit en Belgique, soit en Afrique ou à l'étranger à un ou plusieurs mandataires agissant individuellement ou collectivement dans les limites sous les réserves et dans les conditions que le conseil d'administration déterminera en chaque cas.

Article 25. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale toujours révocables par elle et rééligibles. Leur rémunération est fixée annuellement par l'assemblée générale.

La durée de leur mandat ne peut excéder six ans.

La mission des commissaires est celle qui leur est dévolue par les lois belges en la matière.

Article 26. — L'assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs et commissaires des indemnités ou des jetons de présence imputables sur les frais généraux.

Article 27. — Chaque administrateur doit affecter ou faire affecter par privilège cinq parts sociales de la société à la garantie de sa gestion.

Le cautionnement de chaque commissaire est fixé à deux parts sociales.

Ces parts sociales doivent être nominatives. Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des parts sur le registre des actionnaires.

TITRE IV.

Assemblées générales.

Article 28. — L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'universalité des propriétaires de titres.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Elle a le droit d'apporter des modifications aux statuts mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société.

Les décisions régulièrement prises sont obligatoires pour tous même pour les absents et les dissidents.

Article 29. — Chaque année le troisième mardi du mois d'octobre ou si ce jour était férié, le premier jour ouvrable suivant à quinze heures, une assemblée générale ordinaire se tiendra au siège administratif pour entendre les rapports des administrateurs et commissaires, approuver le bilan, nommer les administrateurs et commissaires et en général délibérer sur tous les objets à l'ordre du jour.

L'assemblée, après l'approbation du bilan, se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion.

Article 30. — Le conseil d'administration et le collège des commissaires doivent convoquer l'assemblée générale sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Article 31. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par une annonce insérée quinze jours au moins avant l'assemblée soit au Bulletin Officiel du Congo Belge, soit au Bulletin Administratif du Congo Belge.

Article 32. — Pour pouvoir assister aux assemblées générales, les propriétaires de parts sociales au porteur doivent cinq jours avant la réunion, déposer leurs titres au siège administratif ou aux endroits désignés dans les avis de convocation.

Article 33. — Les actionnaires peuvent se faire représenter aux assemblées générales par un mandataire; les procurations doivent être déposées au siège administratif cinq jours avant la réunion.

Article 34. — Chaque part sociale donne droit à une voix.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre de voix attachées aux titres représentés.

Article 35. — L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou à son défaut par un administrateur.

Le président désigne le secrétaire, l'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.

Article 36. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par des actionnaires n'est mise en délibération si elle n'est signée par des actionnaires représentant le cinquième du capital social et si elle n'a été communiquée en temps utile au conseil d'administration pour être insérée à l'ordre du jour dans les avis de convocation.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix quelle que soit la portion du capital représentée sauf ce qui sera dit à l'égard des modifications aux statuts.

En cas de parité de voix, la proposition est rejetée.

Le scrutin secret a lieu s'il est demandé par la majorité des membres de l'assemblée.

Article 37. — L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation et si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents.

Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix.

Article 38. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à délivrer aux tiers sont signés par le président du conseil ou par deux administrateurs.

CHAPITRE V.

Inventaire — Bilan — Répartition — Réserve.

Article 39. — Chaque année le trente juin, l'administration dresse un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires envers la société.

A cette même date les écritures sociales sont arrêtées, l'administration forme le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits et rédige son rapport.

Il est procédé à la communication de ces pièces dans les formes et délais prévus par les lois belges sur la matière.

Article 40. — Après approbation du bilan et du compte de profits et pertes, le conseil d'administration fait procéder aux publications telles qu'elles sont requises par les lois belges sur la matière. Ces publications ont lieu soit au Bulletin Officiel du Congo Belge, soit au Bulletin Administratif du Congo Belge.

Article 41. — Sur le bénéfice résultant du bilan, après défalcation des charges sociales et amortissements, il est prélevé en premier lieu cinq pour cent au moins pour former un fonds de réserve. Lorsque ce fonds atteint dix pour cent du capital social, ce prélèvement n'est plus obligatoire.

Du surplus il est prélevé la somme suffisante pour payer à chaque part sociale un premier dividende brut à concurrence de cinq pour cent de son montant libéré.

Du solde éventuel il sera attribué aux administrateurs un pourcentage à déterminer annuellement par l'assemblée générale. Ce pourcentage ne pourra dans l'ensemble excéder quinze pour cent de ce solde dont le restant sera réparti entre toutes les parts sociales indistinctement.

Toutefois l'assemblée générale des actionnaires présents ou représentés délibérant à la majorité des voix peut, sur la proposition du conseil d'administration, décider que tout ou partie de ce « surplus » ou de ce « solde » sera affecté à des réserves, des amortissements ou à un report à nouveau.

Article 42. — Le paiement des dividendes se fera aux époques et aux endroits fixés par le conseil d'administration.

CHAPITRE VI.

Dissolution — Liquidation.

Article 43. — Conformément à l'article quatre, la société peut être dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale.

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des parts sociales représentées à l'assemblée.

Article 44. — En cas de dissolution, l'assemblée générale des actionnaires désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après le paiement des dettes et charges de la société ou provision faite pour ces montants, le solde sera réparti entre toutes les parts sociales qui auront été le cas échéant préalablement entièrement libérées.

CHAPITRE VII.

Election de domicile.

Article 45. — Tout actionnaire domicilié à l'étranger est tenu d'élire domicile en Belgique pour tout ce qui se rattache à l'exécution des présents statuts.

A défaut d'élection de domicile, celui-ci sera censé élu au siège administratif.

Article 46. — Dans tous les cas où soit en Belgique, soit au Congo Belge, le fonctionnement normal, libre et indépendant des institutions nationales se trouvait paralysé durablement et les libres rapports interrompus entre ces deux territoires, toutes les mesures et formalités requises par les statuts dans le territoire ainsi troublé seront valablement faites dans le territoire libre ou si cela est impossible, suspendus.

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts il en est référé aux lois et décrets congolais sur la matière et à défaut aux lois belges sur les sociétés commerciales.

Article 47. — Sont nommés administrateurs :

Messieurs Jean Desoer, Henri Desoer, André Desoer, Pierre Gerling et Jacques Annez de Taboada précités qui acceptent, soit par eux-mêmes, soit par leurs mandataires et Monsieur Adrien Desoer, ingénieur, demeurant à Liège, 1, rue des Fories, pour qui accepte M. Henri Desoer précité.

Sont nommés commissaires : M. Jacques Stiennon, préqualifié, pour qui accepte son mandataire et M. Joseph Jeanfils, comptable, demeurant à Liège, 62, rue Saint Nicolas, pour qui accepte M. Pierre Gerling précité.

CONDITION SUSPENSIVE.

La société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

Le montant des frais incombant à la société du chef des présentes est estimé à environ cinquante mille francs.

Dont acte, fait et passé à Bruxelles, date que dessus.

Lecture faite les comparants ont signé avec nous notaire.

(suivent les signatures)

Enregistré sept rôles, deux renvois à Bruxelles, A.C. III, le quatorze juillet 1952, volume 601, folio 42, case 8, reçu quarante francs.

Le receveur (s) Tillœuil.

POUR EXPEDITION CONFORME :

Le Notaire,

(s) Paul Ectors.

Paul Ectors — Notaire à Bruxelles — Brabant.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous Willem Terlinck, Président de la chambre des vacations du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de M. Ectors, Notaire à Bruxelles. Reçu quatre francs — N° 96.

Bruxelles, le 1er août 1952 (s) W. Terlinck.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. W. Terlinck, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 août 1952. Le Chef de Bureau (s) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 4 août 1952. Le Conseiller-adjoint (s) N. Cornet.

Vu, le Ministre des Colonies, le 21 août 1952.	Mij bekend, de Minister van Koloniën, de 21 Augustus 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Société Coloniale Minière, en abrégé « COLOMINES »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kule Matundu (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 2, Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 37708.

—

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL. SOUSCRIPTION. — MODIFICATIONS AUX STATUTS. NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR (1).

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le neuf juillet, à Bruxelles, 2, Montagne du Parc.

Devant nous, Gérard Proost, notaire de résidence à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société Coloniale Minière », en abrégé « Colomines », société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Kule Matundu (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, 2, Montagne du Parc, constituée suivant acte reçu par le notaire Scheyven à Bruxelles, en date du seize mai mil neuf cent vingt-sept, dont les statuts ont été déposés au Greffe du Tribunal de première instance à Léopoldville, le seize août mil neuf cent vingt-sept, et publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du quinze juillet mil neuf cent vingt-sept, page 701, et aux annexes du « Moniteur Belge » des treize/quatorze juin mil neuf cent vingt-sept, numéro 8174, et modifiés en dernier lieu par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue devant le notaire Scheyven prénommé le sept novembre mil neuf cent trente-quatre, modifications approuvées par arrêté royal du vingt-neuf du même mois, déposées au Greffe du Tribunal de première instance à Léopoldville, le neuf mars mil neuf cent trente-cinq, publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze décembre mil neuf cent trente-quatre, pages 898 à 927 et aux annexes du « Moniteur Belge » du dix-neuf décembre mil neuf cent trente-quatre, numéro 15286.

La séance est ouverte à onze heures, sous la présidence de Monsieur Adrien Jean Thomas Houget, ci-après nommé, président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne en qualité de secrétaire Monsieur Julien Sterckx ci-après nommé.

L'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs François Théodore Raeymaekers et Emile Robert Grandjean, également ci-après nommés.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, lesquels d'après renseignements fournis possèdent le nombre de titres ci-après indiqué :

---

(1) Arrêté royal du 5 septembre 1952. — Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1952. — 1re Partie.

1° Monsieur Adrien Jean Thomas Houget, administrateur de société, demeurant à Verviers, rue des Minières, numéro 46; possesseur de trois mille trente-deux parts sociales 3032

2° Monsieur Ernest Emile Fernand Houget, administrateur de société demeurant à Verviers, rue de la Station, numéro 9; possesseur de sept cent dix-huit parts sociales 718

3° Monsieur François Théodore Raeymaekers, administrateur de société, demeurant à Anvers, rue du Pélican, numéro 86, possesseur de trois mille cent parts sociales 3100

4° Monsieur Franz Jacques, comptable, demeurant à Uccle, rue Groeselenberg, numéro 224, possesseur de mille quatre cents parts sociales 1400

5° Monsieur Pierre Denis Marie Alfred de Neuville, administrateur de société, demeurant à Solières par Huy - Château de Rochempré, possesseur de neuf cent cinquante-sept parts sociales 957

6° Madame Louise Marie Ancion, sans profession, épouse assistée et autorisée de Monsieur Pierre de Neuville, prénommé, avec qui elle demeure à Solières par Huy, Château de Rochempré, possesseur de deux cents parts sociales 200

7° Monsieur Emile Robert Grandjean, administrateur de société, demeurant à Verviers, rue Grandjean, numéro 3, possesseur de mille cent et cinq parts sociales 1105

8° Monsieur Julien Sterckx, avocat près la Cour d'Appel, demeurant à Bruxelles, avenue Dailly, numéro 133, possesseur de cent vingt et une parts sociales 121

9° Madame Annette Ghislaine Duchâteau, sans profession, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Herbert Hoover, numéro 2, possesseur de quatre cent soixatne-cinq parts sociales 465

10° Monsieur Albert Marie Antoine Corneille Dumont, sans profession, demeurant à Bruxelles, rue de la Loi, numéro 217 b, possesseur de cinq parts sociales 5

11° Monsieur Eugène Huveneers, négociant, demeurant à Verviers, place Général Jacques, possesseur de cent quarante-deux parts sociales 142

Soit ensemble : onze mille deux cent quarante-cinq parts sociales 11.245

Sont ici représentés : Monsieur Fernand Houget, par Monsieur Robert Grandjean, aux termes d'une procuration sous seing privé, datée du cinq courant; Madame de Neuville par son mari, aux termes d'une procuration sous seing privé datée du huit courant; Madame Duchâteau par Monsieur Sterckx, aux termes d'une procuration, sous seing privé. datée du trente juin dernier, Monsieur Huveneers par Monsieur Adrien Houget. aux termes d'une procuration sous seing privé, datée du huit courant.

Est en outre présent Monsieur Emile Possoz, délégué du Gouvernement auprès de la Société Colomines, demeurant à Saint-Gilles, 124, rue de la Victoire.

Monsieur le Président expose et requiert le notaire soussigné d'acter :

I. Que les actionnaires sont convoqués en assemblée générale extraordinaire à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR.

1° Augmentation du capital social à concurrence de trois millions neuf cent nonante mille francs, pour le porter de sept à dix millions neuf cent nonante mille francs par la création de sept mille six cents parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, à souscrire et à libérer intégralement par un nouveau groupe, et jouissant des mêmes droits et avantages, que les parts sociales existantes.

2° Rapport du conseil d'administration justifiant la dérogation au droit des anciens actionnaires de souscrire par préférence à l'augmentation de capital qui vient d'être décidée.

3° Dérogation à ce droit de préférence.

4° Modification des articles suivants des statuts pour les mettre en concordance avec la situation actuelle du capital et compléter l'historique de ce dernier.

Article 5. — Les mots « sept millions » sont remplacés par « dix millions neuf cent nonante mille ».

Les mots « vingt mille huit centième », sont remplacés par « vingt-neuf mille quatre cent quarantième ».

Article 6. — *In fine,* après les mots « aux dates qu'il fixera, il est ajouté :

« Au cours de l'année mil neuf cent quarante-huit, furent créées mille » quarante parts sociales, qui furent remises à l'Office de l'impôt sur le » capital, en paiement de l'impôt dont était redevable la société. Le nombre » des parts sociales fut ainsi porté de vingt mille huit cents à vingt et un » mille huit cent quarante.

» Aux termes de l'acte d'augmentation de capital avenu devant le notaire Proost, le neuf juillet mil neuf cent cinquante-deux, le capital a » été porté de sept à dix millions neuf cent nonante mille francs, par la » création de sept mille six cents parts sociales nouvelles, sans désignation » de valeur, souscrites contre espèces et libérées intégralement. »

5° Modification des articles suivants des statuts :

Article 7. — A l'alinéa 2, *in fine,* après les mots « parts sociales existantes » il est ajouté « à titre irréductible et réductible ».

L'alinéa 3 est supprimé et remplacé par :

« Le conseil d'administration règle les conditions de l'émission des parts » sociales nouvelles et de l'exercice du droit de préférence. »

A l'alinéa 4, les mots « à la simple majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote », sont remplacés par : « dans les conditions requises pour la modification des statuts ».

Article 32. — Sont supprimés les mots : « Le conseil est autorisé également à accorder aux commissaires, chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux ».

Article 48. — L'avant-dernier alinéa est supprimé et remplacé par : « L'assemblée générale sur la proposition du conseil d'administration, peut décider d'affecter tout ou partie du bénéfice net, après dotation du fonds de réserve sociale, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit à un report à nouveau ».

6° Nomination d'un septième administrateur;

7° Souscription de sept mille six cents parts sociales sans désignation de valeur, au prix de cinq cent vingt-cinq francs l'une.

II. Que le capital social s'élève à sept millions de francs, représenté par vingt et un mille huit cent quarante parts sociales sans désignation de valeur en ce compris les mille quarante parts sociales remises à l'Office de l'impôt sur le capital en paiement de l'impôt dont était redevable la société.

III. Que chaque part sociale est entièrement libérée et donne droit à une voix, sauf toutefois que nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux/cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés à l'assemblée.

IV. Que les convocations contenant l'ordre du jour sus énoncé ont été faites régulièrement dans les journaux suivants, dont les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau :

1° « Moniteur Belge », numéros des vingt-trois/vingt-quatre juin et premier juillet mil neuf cent cinquante-deux;

2° « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéros des vingt-quatre juin, et deux juillet mil neuf cent cinquante-deux;

3° « L'Echo de la Bourse », numéros des vingt-deux/vingt-trois juin et premier juillet mil neuf cent cinquante-deux.

V. Que pour assister à la présente assemblée, les actionnaires se sont conformés à l'article 37 des statuts.

VI. Qu'à la présente assemblée sont représentées onze mille deux cent quarante-cinq parts sociales, soit plus de la moitié, de sorte que la présente assemblée est apte à délibérer sur son ordre du jour, conformément à l'article 44 des statuts.

VII. Que toutes les résolutions portées aux numéros 1 à 5 et 7 de l'ordre du jour de la présente assemblée générale ne seront adoptées que sous la condition suspensive de leur approbation par arrêté royal.

Ces déclarations et constatations reconnues exactes par l'assemblée, celle-ci aborde l'ordre du jour ci-dessus reproduit et, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de trois millions neuf cent nonante mille francs, pour le porter de sept à dix millions neuf cent nonante mille francs, par la création et l'émission de sept mille six cents parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, au prix de cinq cent vingt-cinq francs par part sociale, jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes. Ces parts sociales nouvelles seront numérotées de 21.841 à 29.440.

Et après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'administration justifiant de sa décision de convoquer la présente assemblée et de déroger au droit des anciens actionnaires de souscrire par préférence à l'augmentation de capital qui vient d'être décidée.

L'assemblée décide de déroger au droit de préférence conféré par l'article 7 des statuts aux porteurs de parts sociales anciennes.

SOUSCRIPTION.

En conséquence, de la résolution qui précède les parts sociales ainsi créées sont à l'instant souscrites en espèces par Monsieur Jean Pierre Van Kessel, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, avenue des Celtes, numéro 18, ici intervenant, lequel a à l'instant libéré intégralement le montant de sa souscription, de telle sorte que la somme de trois millions neuf cent nonante mille francs se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

Et l'assemblée se poursuit avec l'adjonction des parts sociales nouvellement souscrites.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts, les modifications suivantes, pour les mettre en concordance avec la situation actuelle du capital et compléter l'historique de ce dernier.

Article 5. — Les mots « sept millions », sont remplacés par « dix millions neuf cent nonante mille ».

Les mots « vingt mille huit centième » sont remplacés par « vingt-neuf mille quatre cent quarantième. »

Article 6. — In fine, après les mots « aux dates qu'il fixera », il est ajouté:

« Au cours de l'année mil neuf cent quarante-huit, furent créées mille quarante parts sociales qui furent remises à l'Office de l'impôt sur le capital, en paiement de l'impôt dont était redevable la société. Le nombre des parts sociales fut ainsi porté de vingt mille huit cent à vingt et un mille huit cent quarante. Aux termes de l'acte d'augmentation de capital avenu devant le notaire Proost, le neuf juillet mil neuf cent cinquante-deux, le capital a été porté de sept à dix millions neuf cent nonante mille francs, par la création de sept mille six cents parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur, souscrites contre espèces et libérées intégralement. »

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide en outre, de modifier les articles suivants des statuts:

Article 7. — A l'alinéa 2, *in fine,* après les mots « parts sociales existantes », il est ajouté : « à titre irréductible et réductible ».

L'alinéa 3 est supprimé et remplacé par : « Le conseil d'administration règle les conditions de l'émission des parts sociales nouvelles et de l'exercice du droit de préférence ».

A l'alinéa 4, les mots « à la simple majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote » sont remplacés par : « dans les conditions requises pour la modification des statuts ».

Article 32. — Sont supprimés les mots « Le Conseil est autorisé également à accorder aux commissaires chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux ».

Article 48. — L'avant-dernier alinéa est supprimé et remplacé par : « L'assemblée générale sur la proposition du conseil d'administration, peut décider d'affecter tout ou partie du bénéfice net, après dotation du fonds de réserve sociale, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit à un report à nouveau ».

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de fixer le nombre des administrateurs à sept.

Elle appelle aux fonctions d'administrateur Monsieur Jean Pierre Van Kessel, prénommé, qui accepte.

Son mandat prendra fin après l'exercice mil neuf cent cinquante-huit.

VOTE.

Toutes les décisions qui précèdent sont prises à l'unanimité des voix, sauf la première résolution décidant l'augmentation de capital, laquelle est adoptée par onze mille deux cent quarante voix sur les onze mille deux cent quarante-cinq représentées à l'assemblée, Monsieur Dumont déclarant s'abstenir.

Les résolutions sous 1, 2 et 3 ont été prises sous la condition suspensive de leur approbation par arrêté royal.

FRAIS.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont à sa charge en raison de la présente augmentation de capital, s'élèvent approximativement à septante-cinq mille francs.

La séance est levée à midi.

De tout ce qui précède, le présent procès-verbal a été dressé.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 16 juillet 1952. Volume 1384, folio 11, case 12, cinq rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) Abras.

PREMIERE ANNEXE.

Procuration.

Je soussignée A. Duchâteau, propriétaire de 465 actions de la Société Coloniale Minière « Colomines », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Kule Matundu et son siège administratif à Bruxelles, 2, Montagne du Parc, déclare par la présente donner tous pouvoirs à Monsieur Julien Sterckx, à Bruxelles, 133, avenue Dailly, aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société « Colomines », convoquée à Bruxelles, le neuf juillet mil neuf cent cinquante-deux, à onze heures du matin, au siège administratif de la société, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement, avec l'ordre du jour suivant :

1. — Augmentation du capital social à concurrence de : 3.990.000 francs pour le porter de 7 à 10.990.000 francs par la création de 7.600 parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, à souscrire et à libérer intégralement par un nouveau groupe, et jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes.

2. — Rapport du Conseil d'administration justifiant la dérogation au droit des anciens actionnaires de souscrire par préférence à l'augmentation de capital qui vient d'être décidée.

3. — Dérogation à ce droit de préférence.

4. — Modification des articles suivants des statuts pour les mettre en concordance avec la situation actuelle du capital et compléter l'historique de ce dernier :

Art. 5 : les mots « sept millions » sont remplacés par « dix millions neuf cent nonante mille ».

Les mots « vingt mille huit centième » sont remplacés par « vingt-neuf mille quatre cent quarantième ».

Art. 6 : in fine, après les mots « aux dates qu'il fixera », il est ajouté :

« Au cours de l'année 1948, furent créées 1.040 parts sociales qui furent remises à l'Office de l'impôt sur le capital en paiement de l'impôt dont était redevable la Société. Le nombre des parts sociales fut ainsi porté de 20.800 à 21.840. Aux termes de l'acte d'augmentation de capital avenu devant le notaire Proost, le 9 juillet 1952 le capital a été porté de sept à dix millions neuf cent nonante mille francs par la création de sept mille six cents parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur souscrites contre espèces et libérées intégralement. »

5. — Modifications des articles suivants des statuts :

Art. 7 : A l'alinéa 2, *in fine,* après les mots « parts sociales existantes », il est ajouté : « à titre irréductible et réductible ».

L'alinéa 3 est supprimé et remplacé par : « Le Conseil d'administration règle les conditions de l'émission des parts sociales nouvelles et de l'exercice du droit de préférence ».

A l'alinéa 4, les mots « à la simple majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote » sont remplacés par : « dans les conditions requises pour la modification des statuts ».

Art. 32 : sont supprimés les mots : « Le conseil est autorisé également à accorder aux commissaires, chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux ».

Art. 48. L'avant-dernier alinéa est supprimé et remplacé par : « L'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, peut décider d'affecter tout ou partie du bénéfice net, après dotation du fonds de réserve sociale, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit à un report à nouveau ».

6. — Nomination d'un septième administrateur.

7. — Souscription de 7.600 parts sociales sans désignation de valeur, au prix de 525 francs l'une.

Signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux, s'il y a lieu; participer à toutes délibérations, émettre tous votes, dans le sens qu'il jugera convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées; substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile, sous la seule réserve de l'observation des règlements statutaires; déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera fait par lui en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 30 juin 1952.

Bon pour pouvoirs : (s.) A. Duchâteau.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 16 juillet 1952.. Volume 251, folio 40, case 11, deux rôles, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le receveur (s.) Abras.

DEUXIEME ANNEXE.

Procuration.

Je soussignée, Madame Louise de Neuville, propriétaire de deux cents actions de la Société Coloniale Minière « Colomines », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Kule Matundu, et son siège administratif à Bruxelles, 2, rue Montagne du Parc, déclare par la présente donner tous pouvoirs à Monsieur Pierre de Neuville, mon mari, aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite Société Colomines, convoquée à Bruxelles, le 9

juillet 1952 à onze heures du matin, au siège administratif de la société ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement, avec l'ordre du jour suivant :

1. — Augmentation du capital social à concurrence de : 3.990.000 francs pour le porter de 7 à 10.990.000 francs par la création de 7.600 parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, à souscrire et à libérer intégralement par un nouveau groupe, et jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes.

2. — Rapport du Conseil d'administration justifiant la dérogation au droit des anciens actionnaires de souscrire par préférence à l'augmentation de capital qui vient d'être décidée.

3. — Dérogation à ce droit de préférence.

4. — Modification des articles suivants des statuts pour les mettre en concordance avec la situation actuelle du capital et compléter l'historique de ce dernier :

Art. 5 : les mots « sept millions » sont remplacés par « dix millions neuf cent nonante mille ».

Les mots « vingt mille huit centième » sont remplacés par « vingt-neuf mille quatre cent quarantième ».

Art. 6 : in fine, après les mots « aux dates qu'il fixera » il est ajouté :

« Au cours de l'année 1948, furent créées 1.040 parts sociales qui furent remises à l'Office de l'Impôt sur le capital en paiement de l'impôt dont était redevable la Société. Le nombre des parts sociales fut ainsi porté de 20.800 à 21.840. Aux termes de l'acte d'augmentation de capital avenu devant le notaire Proost, le 9 juillet 1952, le capital a été porté de sept à dix millions neuf cent nonante mille francs par la création de sept mille six cents parts sociales nouvelles sans désignation de valeur, souscrites contre espèces et libérées intégralement. »

5. — Modification des articles suivants des statuts :

Art. 7 : à l'alinéa 2 : *in fine,* après les mots « parts sociales existantes », il est ajouté : « à titre irréductible et réductible ».

L'alinéa 3 est supprimé et remplacé par :

« Le conseil d'administration règle les conditions de l'émission des parts sociales nouvelles et de l'exercice du droit de préférence. »

A l'alinéa 4, les mots « à la simple majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote » sont remplacés par : « dans les conditions requises pour la modification des statuts ».

Art. 32 : sont supprimés les mots : « Le Conseil est autorisé également à accorder aux commissaires chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux ».

Art. 48 : L'avant-dernier alinéa est supprimé et remplacé par : « L'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, peut décider d'affecter tout ou partie du bénéfice net, après dotation du fonds de réserve sociale, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit à un report à nouveau ».

6. — Nomination d'un septième administrateur.

7. — Souscription de 7.600 parts sociales, sans désignation de valeur, au prix de 525 francs l'une.

Signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu; participer à toutes délibérations, émettre tous votes, dans le sens qu'il jugera convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées, substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile, sous la seule réserve de l'observation des règlements statutaires; déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera fait par lui en mon nom.

Fait à Liège, le 8 juillet 1952.

Bon pour pouvoir : (s.) de Neuville.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 16 juillet 1952. Volume 251, folio 40, case 11, deux rôles, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le receveur (s.) Abras.

TROISIEME ANNEXE.

Procuration.

Je soussigné Fernand Houget, 9, rue de la Station, Verviers, propriétaire de 718 (sept cent dix-huit) actions de la Société Coloniale Minière « Colomines », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Kule Matundu et son siège administratif à Bruxelles, 2, rue Montagne du Parc, déclare par la présente donner tous pouvoirs à Monsieur Robert Grandjean, 3, rue Grandjean à Verviers, aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société « Colomines » convoquée à Bruxelles, le 9 juillet 1952, à onze heures du matin, au siège administratif de la société ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement, avec l'ordre du jour suivant :

1. Augmentation du capital social à concurrence de 3.990.000 francs pour le porter de 7 à 10.990.000 francs par la création de 7.600 parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, à souscrire et à libérer intégralement par un nouveau groupe, et jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes.

2. Rapport du Conseil d'administration justifiant la dérogation au droit des anciens actionnaires de souscrire par préférence à l'augmentation de capital qui vient d'être décidée.

3. Dérogation à ce droit de préférence.

4. Modification des articles suivants des statuts pour les mettre en concordance avec la situation actuelle du capital et compléter l'historique de ce dernier :

Art. 5 : les mots « sept millions », sont remplacés par « dix millions neuf cent nonante mille ».

Les mots « vingt mille huit centième » sont remplacés par « vingt-neuf mille quatre cent quarantième ».

Art. 6 : in fine, après les mots « aux dates qu'il fixera », il est ajouté :

« Au cours de l'année 1948, furent créées 1.040 parts sociales qui furent remises à l'Office de l'Impôt sur le capital en paiement de l'impôt dont était redevable la Société. Le nombre des parts sociales fut ainsi porté de 20.800 à 21.840. Aux termes de l'acte d'augmentation de capital avenu devant le notaire Proost, le 9 juillet 1952, le capital a été porté de sept à dix millions neuf cent nonante mille francs par la création de sept mille six cents parts sociales nouvelles sans désignation de valeur, souscrites contre espèces et libérées intégralement. »

5. Modification des articles suivants des statuts :

Art. 7 : à l'alinéa 2, *in fine,* après les mots « parts sociales existantes », il est ajouté : « à titre irréductible et réductible ».

L'alinéa 3 est supprimé et remplacé par « Le conseil d'administration règle les conditions de l'émission des parts sociales nouvelles et de l'exercice du droit de préférence ».

A l'alinéa 4, les mots « à la simple majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote » sont remplacés par : « dans les conditions requises pour la modification des statuts ».

Art. 32 : sont supprimés les mots : « le conseil est autorisé également à accorder aux commissaires chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux ».

Art. 48. L'avant-dernier alinéa est supprimé et remplacé par : « L'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, peut décider d'affecter tout ou partie du bénéfice net, après dotation du fonds de réserve social soit à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit à un report à nouveau ».

6. Nomination d'un septième administrateur.

7. Souscription de 7.600 parts sociales, sans désignation de valeur, au prix de 525 francs l'une.

Signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu; participer à toutes délibérations, émettre tous votes dans le sens qu'il jugera convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées; substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile, sous la seule réserve de l'observation des règlements statutaires; déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera fait par lui en mon nom.

Fait à Biaritz, le 5 juillet 1952.

Bon pour pouvoir (s.) Houget F.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 16 juillet 1952. Volume 251, folio 40, case 11, deux rôles, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le receveur (s.) Abras.

QUATRIEME ANNEXE.

Procuration.

Je soussigné Eug. Huveneers, à Verviers, propriétaire de 142 actions de la Société Coloniale Minière « Colomines », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Kule Matundu et son siège administratif à Bruxelles, 2, rue Montagne du Parc, déclare par la présente donner tous pouvoirs à Monsieur Adrien Houget, à Verviers, aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société Colomines, convoquée à Bruxelles, le neuf juillet mil neuf cent cinquante-deux, à onze heures du matin, au siège administratif de la Société, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement, avec l'ordre du jour suivant :

1. — Augmentation du capital social à concurrence de 3.990.000 francs pour le porter de 7 à 10.990.000 francs par la création de 7.600 parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, à souscrire et à libérer intégralement par un nouveau groupe, et jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes.

2. — Rapport du Conseil d'administration, justifiant la dérogation au droit des anciens actionnaires de souscrire par préférence à l'augmentation de capital qui vient d'être décidée.

3. — Dérogation à ce droit de préférence.

4. — Modification des articles suivants des statuts pour les mettre en concordance avec la situation actuelle du capital et compléter l'historique de ce dernier :

Art. 5 : les mots « sept millions » sont remplacés par « dix millions neuf cent nonante mille ».

Les mots « vingt mille huit centième » sont remplacés par « vingt-neuf mille quatre cent quarantième ».

Art. 6 : in fine, après les mots « aux dates qu'il fixera », il est ajouté :

« Au cours de l'année 1948, furent créées 1.040 parts sociales qui furent remises à l'Office de l'Impôt sur le capital en paiement de l'impôt dont était redevable la Société. Le nombre des parts sociales fut ainsi porté de 20.800 à 21.840. Aux termes de l'acte d'augmentation de capital avenu devant le notaire Proost, le 9 juillet 1952, le capital a été porté de sept à dix millions neuf cent nonante mille francs par la création de sept mille six cents parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur, souscrites contre espèces et libérées intégralement ».

5. Modifications des articles suivants des statuts :

Art. 7 : A l'alinéa 2, *in fine,* après les mots « parts sociales existantes », il est ajouté : « à titre irréductible et réductible ».

L'alinéa 3 est supprimé et remplacé par : « Le Conseil d'administration règle les conditions de l'émission des parts sociales nouvelles et de l'exercice du droit de préférence ».

A l'alinéa 4, les mots « à la simple majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote » sont remplacés par : « dans les conditions requises pour la modification des statuts ».

Art. 32 : sont supprimés les mots : « Le conseil est autorisé également à accorder aux commissaires, chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux ».

Art. 48 : L'avant-dernier alinéa est supprimé et remplacé par : « L'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, peut décider d'affecter tout ou partie du bénéfice net, après dotation du fonds de réserve sociale, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit à un report à nouveau.

6. — Nomination d'un septième administrateur.

7. — Souscription de 7.600 parts sociales, sans désignation de valeur, au prix de 525 francs l'une.

Signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux, s'il y a lieu; participer à toutes délibérations, émettre tous votes, dans le sens qu'il jugera convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées; substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile, sous la seule réserve de l'observation des règlements statutaires; déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera fait par lui en mon nom.

Fait à Verviers, le 8 juillet 1952.

Bon pour pouvoir (s.) Huveneers.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 16 juillet 1952. Volume 251, folio 40, case 11, deux rôles, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le receveur (s.) Abras.

Pour expédition conforme.

(s.) G. PROOST.

Gérard Proost, notaire, Bruxelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1re Instance, séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de Maître Proost, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs - N° 66.

Bruxelles, 29 juillet 1952.

(sé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Mr. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 30 juillet 1952.

Le Chef de Bureau (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Mr. Verleysen apposée ci-contre.

Bruxelles, le 30 juillet 1952.

Le Conseiller-adjoint : (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu,
Le Ministre des Colonies,
le 20 août 1952.

Mij bekend,
De Minister van Koloniën,
de 20 Augustus 1952.

(sé) DEQUAE (get.).

Les Installations Techniques et Electriques du Bâtiment, en abrégé « INTEBA »

Société commerciale congolaise par actions à responsabilité limitée.

—

CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le seize juillet.

Devant nous, Maître Victor Sohet, notaire, résidant à Forest-Bruxelles.

ONT COMPARU :

1°) La société anonyme « Résidence Saint-Georges », ayant son siège à Ixelles, rue Saint-Georges, 102.

Ici représentée par Monsieur Jean Wauthion, gérant, demeurant à Uccle, rue Meyerbeer, 159, en vertu d'une procuration sous seing privé datée à Bruxelles, de ce jour;.

2°) La société anonyme « Résidence Livourne », ayant son siège à Bruxelles, rue Paul-Emile Janson, 1.

Ici représentée par Monsieur Jean Wauthion, gérant, demeurant à Uccle, rue Meyerbeer, 159, en vertu d'une procuration sous seing privé datée à Bruxelles, de ce jour;

3°) La société anonyme « Résidence Chambord », ayant son siège à Bruxelles, avenue Louise, 339-341;

Ici représentée par Monsieur Jean Wauthion, gérant, demeurant à Uccle, rue Meyerbeer, 159, en vertu d'une procuration sous seing privé, datée à Bruxelles, de ce jour.

---

(1) Arrêté royal du 5 septembre 1952. — Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1952. — 1re Partie.

4°) La société anonyme « Résidence Amédée Lynen » ayant son siège à Saint-Josse-ten-Noode, rue Amédée Lynen, 1;

Ici représentée par Monsieur Jean Wauthion, gérant, demeurant à Uccle, rue Meyerbeer, 159, en vertu d'une procuration sous seing privé datée à Bruxelles, de ce jour.

5°) La société anonyme « Résidence Turin », ayant son siège à Bruxelles, rue Paul-Emile Janson, 1;

Ici représentée par Monsieur Jean Wauthion, gérant, demeurant à Uccle, rue Meyerbeer, 159, en vertu d'une procuration sous seing privé datée à Bruxelles, de ce jour.

6°) La société anonyme « Résidence Louise », ayant son siège à Bruxelles, avenue Louise, 63;

Ici représentée par Monsieur Jean Wauthion, gérant, demeurant à Uccle, rue Meyerbeer, 159, en vertu d'une procuration sous seing privé datée à Bruxelles, de ce jour.

Les dites procurations ci-annexées seront enregistrées en même temps que les présentes.

7°) Monsieur Jean Smekens, employé, demeurant à Watermael-Boitsfort, rue de l'Hospice, 182;

8°) Monsieur François Crabbe, électricien, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 151, avenue Speeckaert;

9°) Monsieur Léon Dufour, expert-comptable, demeurant à Forest, avenue Télémaque, 58;

10°) Monsieur Jean-Alexandre Prokopoff, demeurant à Kessel-Loo, avenue du Roi Albert, 25;

11°) Monsieur Jean Wauthion, gérant, demeurant à Uccle, rue Meyerbeer, 159.

Lesquels comparants ont requis le notaire soussigné de dresser les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, pour la fondation de laquelle ils se proposent de solliciter l'autorisation préalable requise par l'article six du décret du vingt-sept février mil huit cent quatre-vingt-sept et qu'ils déclarent vouloir former comme suit :

TITRE I.

DENOMINATION — SIEGE — DUREE et OBJET DE LA SOCIETE.

Article premier : Les comparants de l'acte déclarent par les présentes, constituer sous les conditions imposées par l'article six du décret du vingt-sept février mil huit cent quatre-vingt-sept, une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Les Installations Techniques et Electriques du Bâtiment » en abrégé « INTEBA ».

Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie.

Article deuxième : Le siège social de la société est établi à Léopoldville (Congo Belge), avenue Cambier, numéro 100. Il peut, par simple décision du Conseil d'administration, être transféré dans toute autre localité du Congo Belge. Tout transfert du siège social doit être publié sous forme d'avis aux annexes soit du « Bulletin Officiel », soit du « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

Le siège administratif est initialement établi à Saint-Gilles-Bruxelles, chaussée de Charleroi, 190. Il peut, par simple décision du Conseil d'administration, être transféré en toute autre localité en Belgique ou à l'étranger.

La société pourra également, par simple décision du Conseil d'administration, établir des sièges d'exploitation, sièges administratifs, succursales, agences et comptoirs au Congo Belge, en Belgique ou à l'étranger. Il peut les supprimer quand il lui conviendra dans les mêmes conditions.

Article troisième : La durée de la société est fixée à trente ans à dater de son autorisation par arrêté royal. Elle pourra être prorogée ou dissoute, anticipativement, par décision de l'assemblée générale délibérant comme pour les modifications aux statuts, et, dans le cas de prorogation, sous réserve d'autorisation, par arrêté royal; la société pourra prendre des engagements ou stipuler à son profit pour un terme dépassant sa durée.

Article quatrième : La société a pour objet, tant au Congo Belge qu'en Belgique et à l'étranger, tous travaux intéressant le parachèvement du bâtiment et l'application technique de l'électricité tant pour les entreprises de travaux publics que privés.

Elle pourra également faire toutes opérations industrielles, financières, mobilières et immobilières, commerciales ou civiles ayant un rapport direct avec son objet social ou de nature à en faciliter la réalisation et le développement et notamment, acquérir, prendre ou donner à bail et aliéner tous immeubles et fonds de commerce, s'intéresser par voie d'association, d'apport ou de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toutes sociétés ou entreprises existantes ou à créer et ayant un objet similaire au sien.

TITRE II.

CAPITAL — APPORTS — PARTS SOCIALES.

Article cinquième : Le capital social est fixé à la somme de un million de francs. Il est représenté par mille actions sans désignation de valeur.

Article sixième : Les mille actions sont souscrites en espèces comme suit :

1. La société anonyme « Résidence Saint-Georges », cent quarante actions 140

2. La société anonyme « Résidence Livourne », cent quarante actions 140

3. La société anonyme « Résidence Chambord », cent quarante actions 140

4. La société anonyme « Résidence Amédée Lynen », cent quarante actions	140
5. La société anonyme « Résidence Turin », cent quarante act.	140
6. La société anonyme « Résidence Louise », cent quarante act.	140
7. Monsieur Jean-Alexandre Prokopoff, dix actions	10
8. Monsieur François Crabbe, dix actions	10
9. Monsieur Jean Wauthion, dix actions	10
10. Monsieur Jean Smekens, pour lui-même ou pour un groupe pour lequel il se porte fort : cent vingt actions	120
11. Monsieur Léon Dufour, dix actions	10
Soit ensemble : mille actions	1000

Les comparants déclarent et reconnaissent que la somme d'un million de francs a été entièrement versée antérieurement aux présentes et qu'en conséquence, elle se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

Article septième : Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision d'une assemblée générale extraordinaire statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts, et sous réserve d'autorisation par arrêté royal. Cette assemblée fixe le mode et les conditions de toute augmentation de capital, ainsi que le délai endéans lequel les actionnaires doivent se prononcer sur l'exercice du droit de préférence qui pourrait être réservé.

Sauf décision contraire d'une assemblée générale, les nouvelles actions souscrites contre espèces seront réservées par préférence aux possesseurs des actions de capital au prorata du nombre de leurs titres et le Conseil d'administration fixera les conditions et le taux auxquels les actions nouvelles leur seront affectées par préférence et le délai endéans lequel les actionnaires auront à se prononcer sur l'usage de leurs droits de préférence.

Aucune action nouvelle ne pourra être émise au-dessous du pair.

Article huitième : Les actions tant actuelles qu'à provenir de toute émission nouvelle resteront nominatives, jusqu'à leur entière libération.

Les actions entièrement libérées sont au porteur, sauf application, éventuelle, de l'article quarante-six des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et sauf celles affectées, par privilège, à la garantie de la gestion des administrateurs et des commissaires, qui sont nominatives.

L'assemblée générale peut autoriser le Conseil d'administration à procéder à la division de tout ou partie des titres.

Article neuvième : La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription dans le registre des actionnaires, tenu conformément aux prescriptions de l'article quarante-deux des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales; des certificats constatant ces inscriptions et signés par deux administrateurs, sont délivrés aux actionnaires.

La cession des actions nominatives s'opère par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs et inscrits sur le dit registre, ainsi que, suivant les règles sur le transport des créances, établies par l'article seize cent nonante du Code Civil Belge, ou d'autres justifications autorisées par l'article quarante-trois de la loi belge sur les sociétés.

Article dixième : Dès qu'elles sont entièrement libérées, les actions sont au porteur, ainsi qu'il est dit ci-avant à l'article neuvième. Les actions au porteur sont extraites de registres à souche, numérotées et signées par deux administrateurs.

Leur cession s'opère par le seule tradition du titre.

Les possesseurs de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en actions nominatives et la reconstitution ultérieure de celles-ci, aux mêmes conditions, en titres au porteur.

Les titres au porteur affectés au cautionnement des administrateurs et des commissaires doivent être, aux frais de la société, convertis en actions nominatives.

Celle-ci supportera également ceux de leur reconstitution ultérieure en titres au porteur.

Nonobstant ce qui est dit ci-dessus, les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant l'augmentation de capital : d'autre part, les titres ou parts bénéficiaires quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tout titre conférant directement ou indirectement droit à ces parts, titres ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales; pourront toutefois être exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Article onzième : La part sociale est indivisible et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale.

S'il y a plusieurs propriétaires pour une part sociale, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à ce que les co-propriétaires de cette part se soient entendus pour désigner l'un d'entre eux comme étant, à l'égard de la société, seul propriétaire.

Article douzième : Les droits et obligations attachés à une action la suivent dans quelque main qu'elle passe.

La possession d'une action emporte, de plein droit, adhésion aux statuts sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Article treizième : Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, frapper ces derniers d'opposition, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux bilans sociaux et aux délibérations du Conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Article quatorzième : Emission d'obligations.

La société peut émettre des obligations hypothécaires ou autres par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'administration déterminera le type et le taux des intérêts, le mode et l'époque des remboursements, ainsi que toutes autres conditions des émissions d'obligations.

TITRE III.

ADMINISTRATION — SURVEILLANCE.

Article quinzième : La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, et de dix au plus, associés ou non.

Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires.

Article seizième : La durée de mandat de chaque administrateur et de chaque commissaire est fixée à six ans; il peut être renouvelé.

Ce renouvellement et l'ordre de sortie, fixés par la voie du sort et d'après les règles établies par l'assemblée générale s'opérera par tiers tous les deux ans.

Article dix-septième : Chaque administrateur doit affecter par privilège, dix actions de la société à la garantie de sa gestion.

Le cautionnement de chaque commissaire est fixé à trois actions.

Ces actions sont inaliénables pendant la durée des fonctions d'administrateur ou du commissaire, dont elles garantissent la gestion ou le mandat.

Mention de cette affectation est faite par le propriétaire sur le registre des actions nominatives.

Si les actions n'appartiennent pas à celui dont elles garantissent le mandat, le nom du propriétaire est indiqué lors de l'affectation et il en est donné connaissance à la première assemblée générale.

L'assemblée générale peut, à toute époque et à la simple majorité des voix, imposer aux administrateurs et commissaires un supplément de cautionnement dont elle déterminera la nature et l'importance.

Les cautionnements ne peuvent être restitués qu'après décharge donnée par l'assemblée générale, par vote spécial, après approbation du bilan de la dernière année pendant laquelle les fonctinos ont été exercées.

Article dix-huitième : Les administrateurs et les commissaires sont nommés et révocables par l'assemblée générale qui fixe leur nombre.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis peuvent y pourvoir provisoirement. Dans

ce cas, l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.

L'administrateur ou le commissaire nommé en remplacement d'un administrateur ou d'un commissaire qui cesse ses fonctions est nommé pour achever le mandat de celui qu'il remplace.

Les émoluments des commissaires seront portés à frais généraux; ils seront fixés par l'assemblée générale. Celle-ci pourra aussi décider que les administrateurs recevront également des émoluments à porter à frais généraux; en dehors de la répartition éventuelle de bénéfices stipulés à l'article trente-huit ci-après.

Article dix-neuvième : Le Conseil d'administration choisit, chaque année, lors de sa première réunion après l'assemblée générale ordinaire, l'un de ses membres pour présider ses réunions et les assemblées générales. Le président sortant est rééligible.

En cas d'absence du président à une réunion du Conseil, le plus âgé des membres présents le remplace.

Article vingtième : Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, sur la convocation du président, envoyée aux administrateurs trois jours francs au moins, avant celui de la réunion. Le Président doit convoquer le conseil lorsque trois administrateurs au moins le demandent.

Les convocations contiennent l'ordre du jour et le lieu de la réunion

Article vingt et unième : Le Conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs-délégués ou à un ou plusieurs administrateurs-directeurs; ceux-ci pourront confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou telle branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoirs associés ou non, soit déléguer des pouvoirs spéciaux déterminés à tous mandataires. Les agents administrateurs-délégués, directeur ou mandataires seront responsables de leur gestion. Le conseil d'administration peut établir un comité de direction pour un terme ne pouvant excéder six années. Il déterminera l'étendue des pouvoirs et le mode de fonctionnement de ce Comité. Le président du Conseil d'administration présidera de droit ce comité.

Article vingt-deuxième : Le Conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou télégramme, déléguer un autre membre du Conseil pour le représenter et voter en ses lieu et place. Toutefois, aucun administrateur ne peut ainsi disposer de plus de deux voix, une pour lui et une pour son mandant.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage des voix, celle du Président de la réunion est prépondérante.

L'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la société dans une opération soumise au Conseil d'administration est tenu d'en prévenir le Conseil. Il ne peut prendre part à la délibération et les décisions sont valablement prises à la majorité des autres membres composant la réunion.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial tenu au siège de la société et signés par la majorité des membres ayant pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par deux administrateurs.

Article vingt-troisième : Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des affaires sociales. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi est de sa compétence.

Il a notamment le pouvoir de décider de sa seule autorité toutes les opérations qui rentrent aux termes de l'article quatre ci-dessus, dans l'objet social, ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières, relatifs aux dites opérations.

Il peut faire tous contrats, marchés et entreprises.

Acquérir, aliéner, échanger, prendre à bail ou louer tous biens meubles et immeubles, consentir tous prêts, emprunter, à court ou à long terme, constituer et accepter toutes hypothèques et autres garanties; consentir toutes mentions et subrogations; renoncer à tous droits réels et à l'action résolutoire; donner mainlevée de toutes inscriptions hypothécaires, transcriptions, oppositions, saisies, nantissements, gages et autres empêchements quelconques, le tout, tant avant qu'après paiement; en cas de difficultés, plaider devant toutes juridictions, tant en demandant qu'en défendant, obtenir toutes décisions, sentences, jugements et arrêts, les faire exécuter, traiter, transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux.

Il peut acquérir, exploiter ou céder toutes marques de fabriques, brevets; traiter, autoriser ou ratifier toutes conventions, tous devis et marchés de toute nature, régler tous approvisionnements.

Le Conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers et attacher des rémunérations à ces délégations.

Il nomme et révoque tous agents et employés, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements et, s'il y a lieu, leurs cautionnements.

L'énumération des pouvoirs qui précède est énonciative et non limitative.

Article vingt-quatrième : Représentation au Congo et dans les territoires sons mandat.

Au cas où le Conseil d'administration ne siégerait pas en permanence au Congo Belge ou dans les territoires sous mandat, il peut désigner spécialement soit un des administrateurs, soit un directeur, soit toute autre personne associée ou non pour y représenter la société. Il peut en déléguer un également dans les pays étrangers.

Ce délégué est chargé, sous la direction et le contrôle du Conseil d'administration, de représenter les intérêts de la société auprès des autorités et d'exécuter ponctuellement les décisions du Conseil d'administration.

Ces pouvoirs sont limitativement déterminés par le texte de la procuration qui aura été préalablement déposé au Greffe du Tribunal de Première Instance dans le ressort duquel se trouve la maison sociale et publié au « Bulletin Administratif du Congo Belge », à moins qu'il ne soit nanti pour certains cas déterminés d'une délégation de pouvoirs spéciale signée par deux administrateurs.

Article vingt-cinquième : Le Conseil d'administration peut à tout moment, sans préavis et sans avoir à faire connaître le motif de sa décision, révoquer et retirer les pouvoirs qu'il aurait délégués.

Article vingt-sixième : Représentation en justice. Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant sont suivies au nom de la société par le Conseil d'administration, poursuite et diligence soit de deux administrateurs, soit de son Président, soit de son représentant en Afrique, soit enfin d'un mandataire spécialement délégué à cette fin.

Article vingt-septième : Tous les actes autres que ceux de la gestion journalière, tous pouvoirs et procurations à défaut de délégation donnée par une délibération spéciale du Conseil d'administration, doivent sous peine de n'être pas reconnu par la société, être signée par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur.

Les actes de gestion journalière sont signés par l'administrateur-délégué ou par un directeur et par un agent mandaté à cette fin.

Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations en Afrique à un ou plusieurs agents, agissant dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration décidera.

Article vingt-huitième : Les commissaires ont les droits et attributions prévus par les lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Ils peuvent se faire assister par un expert en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société. Cet expert doit être agréé par la société. A défaut d'agréation, il est nommé par le Président du Tribunal compétent dans les formes prévues à l'article soixante-cinq des dites lois.

TITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt-neuvième : L'assemblée générale, régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Elle se compose de tous les actionnaires ayant observé l'article vingt-sept des statuts sociaux.

Ses décisions, régulièrement prises, sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les incapables et les dissidents.

Article trentième : Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par lettres-missives recommandées ou télégrammes avec avis de réception, adressés aux actionnaires en nom,

un mois au moins avant l'assemblée; elles seront, en outre, portées à la connaissance des actionnaires par des annonces insérées deux fois, à huit jours d'intervalle, au moins, et un mois franc avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou le « Bulletin Administratif du Congo Belge » et au « Moniteur Belge ».

Si toutes les parts sociales sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées ou télégrammes avec avis de réception adressés au moins un mois franc avant l'assemblée.

Article trente et unième : Les actionnaires inscrits en nom, cinq jours francs au moins avant la date de l'assemblée, y sont admis sur la production de leur récépissé nominatif.

Les possesseurs d'actions au porteur sont admis à l'assemblée sur la production d'un certificat constatant le dépôt de leurs titres. Ce dépôt devra être effectué cinq jours francs au moins avant la date de l'assemblée au siège social ou dans les établissements désignés dans les avis de convocation.

Les actionnaires peuvent se faire représenter par un mandataire. Le mandat ne peut être conféré qu'à un actionnaire faisant lui-même partie de l'assemblée.

Les procurations, dont le conseil d'administration peut déterminer la forme, s'il formule cette exigence dans les avis de convocations, doivent être déposées trois jours francs au moins avant la réunion au siège social.

Le bureau de l'assemblée peut néanmoins par décision unanime et générale, admettre des dérogations au terme fixé pour le dépôt des procurations.

Les femmes mariées, les mineurs, les interdits, les corporations et établissements publics ou privés qui ont le droit d'assister à l'assemblée pourront être respectivement représentés par leurs maris, tuteurs, curateurs, directeurs, administrateurs ou autres mandataires légaux.

Les co-propriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes devront, pour assister à l'assemblée générale, se faire représenter par une seule et même personne.

Une liste de présence, indiquant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent, doit être signée par chacun d'eux ou par leurs mandataires avant l'entrée à l'assemblée.

Article trente-deuxième : Les assemblées générales extraordinaires se réunissent à Léopoldville (Congo Belge) ou à Bruxelles (cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise) ou en tout autre lieu du Congo ou de Belgique désigné par le Conseil d'administration et indiqué dans les convocations.

L'assemblée générale ordinaire se tient, chaque année, à Léopoldville (Congo Belge) ou à Bruxelles, ou au lieu désigné dans les convocations, le second mardi du mois de juin de chaque année, et pour la première fois en mil neuf cent cinquante-quatre.

Les actionnaires peuvent à toute époque, être convoqués en assemblée générale par le Conseil d'administration ou par les commissaires.

Lorsque sur la demande écrite d'actionnaires justifiant de la propriété du cinquième du capital social, il est requis la réunion d'une assemblée générale extraordinaire, le Conseil d'administration et les commissaires doivent, au plus tard, dans le mois de la réquisition, lancer les convocations pour l'assemblée demandée.

Article trente-troisième : L'assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'administration et à son défaut, par le plus âgé des administrateurs présents. Le Président de l'assemblée nomme le secrétaire et désigne comme scrutateurs deux des actionnaires présents.

Article trente-quatrième : L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les propositions qui sont énoncées dans l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise en délibération si elle n'est signée par des actionnaires représentant ensemble le cinquième du capital social et si elle n'a pas été communiquée au Conseil d'administration un mois au moins avant la date de l'assemblée.

Article trente-cinquième : Chaque action donne droit à une voix, lorsqu'elles sont de même valeur.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de parts sociales dépassant la cinquième partie du nombre total des actions émises, ou les deux/cinquièmes de celles représentées à l'assemblée, que ces parts sociales lui appartiennent en propre ou à ses mandants.

L'exercice du droit de vote afférent aux parts sociales sur lesquelles les versements appelés n'ont pas été opérés sera suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'auront pas été effectués.

Article trente-sixième : Sont réservées à l'assemblée générale les questions relatives aux points suivants :

1°) Approbation des bilans et comptes de profits et pertes conformément à la loi;

2°) Détermination des dividendes à répartir;

3°) Décharge aux administrateurs et aux commissaires;

4°) Fixation du nombre, nomination des membres du Conseil d'administration et des commissaires et, s'il y a lieu, détermination de leurs émoluments;

5°) Modification à toutes les dispositions des statuts à l'exception de ce qui est relatif à l'objet essentiel de la société;

6°) Fusion avec d'autres sociétés;

7°) Augmentation ou réduction du capital social;

8°) Prorogation ou dissolution anticipée de la société;

9°) Nomination de liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs et de leurs émoluments.

Article trente-septième : D'une manière générale, l'assemblée générale statue quelle que soit la portion du capital représentée et à la majorité des voix.

Toutefois, lorsqu'elle doit délibérer sur les modifications aux statuts, fusion avec d'autres sociétés, prorogation ou dissolution anticipée de la société, augmentation ou réduction du capital social, l'assemblée n'est valablement constituée que si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social.

Si, sur une première convocation, cette condition n'est pas remplie, une seconde convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée statue valablement quel que soit le nombre des actions représentées.

Dans les mêmes cas, aucune résolution n'est admise que si elle réunit les trois/quarts des voix.

Toute élection ou révocation a lieu au scrutin secret.

Si, lors d'une élection, la majorité n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il sera fait un ballottage entre les deux candidats ayant obtenu le plus de voix. En cas d'égalité du suffrage au ballottage, le plus âgé sera proclamé élu.

Article trente-huitième : Les décisions prises en assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président, le secrétaire et les deux scrutateurs et par les actionnaires qui le demandent.

Ces procès-verbaux sont ensuite transcrits dans un registre spécial.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux administrateurs.

Article trente-neuvième : Au cas où il serait créé des obligations, les créanciers obligataires pourront se prévaloir des dispositions de la loi belge, qui sont tenues ici pour reproduction à titre de conventions particulières.

TITRE V.

BILAN — RESERVE — REPARTITION.

Article quarantième : L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

Par exception, le premier exercice comprendra la période comprise entre le jour de la constitution de la société et le trente et un décembre mil neuf cent cinquante-trois.

Article quarante et un : Au trente et un décembre de chaque année, et pour la première fois, le trente et un décembre mil neuf cent cinquante-trois, les écritures de la société sont arrêtées et le Conseil d'administration dresse l'inventaire et le bilan conformément à l'article septante-cinq des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article quarante-deux : Un mois avant l'assemblée générale ordinaire, le Conseil d'administration transmet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société aux commissaires qui doivent, dans les quinze jours, faire un rapport contenant leurs propositions.

Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social :

1°) du bilan et du compte des profits et pertes;

2°) de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de sociétés, composant le portefeuille;

3°) de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs parts sociales, avec l'indication du nombre de leurs parts sociales et celles de leur domicile;

4°) du rapport des commissaires;

Le bilan et le compte des profits et pertes, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation.

Article quarante-trois : L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, des frais d'exploitation, des charges sociales, ainsi que des amortissements pour moins value, constitue le bénéfice net de la société.

Il est prélevé annuellement sur ce bénéfice :

a) cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale, sans que ce fonds doive dépasser le dixième du capital social.

Le solde est réparti, à titre de dividende entre toutes les parts sociales, au prorata de leur libération statutaire ou sur appel, en tenant compte des époques des libérations effectives; toutefois, l'assemblée générale pourra, sur proposition du Conseil d'administration affecter tout ou partie du dit solde à la formation d'un compte de prévision ou le reporter à nouveau.

Article quarante-quatre : Les dividendes sont payés aux endroits et aux époques à fixer par le Conseil d'administration. Les dividendes non touchés même dans le délai de cinq ans, ne sont pas prescrits. Ils sont affectés à un fonds spécial destiné à assurer leur paiement. En cas de liquidation de la société les dividendes non réclamés dans les cinq ans qui suivent la mise en liquidation sont attribués à une œuvre de bienfaisance coloniale.

Article quarante-cinq : L'emploi du fonds de prévision est laissé à la décision du Conseil d'administration qui devra en justifier devant l'assemblée générale.

Article quarante-six : Le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société, doivent, dans la quinzaine de leur approbation, être publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », aux frais de la société et par les soins des administrateurs. La société pourra également publier le bilan et le compte de profits et pertes au « Moniteur Belge ».

A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et des commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets conformément aux décisions de l'assemblée générale.

TITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article quarante-sept : En cas de perte de plus de la moitié du capital social, le conseil d'administration devra en avertir les actionnaires convoqués à cette fin en assemblée générale, et la dissolution de la société pourra être prononcée d'après les majorités prévues à l'article cent deux des lois belges coordonnées sur les sociétés.

Article quarante-huit : Lors de la dissolution de la société, soit à l'expiration de son terme, soit par anticipation, la liquidation de la société s'opérera par les soins des membres du Conseil d'administration, alors en exercice, à moins que l'assemblée générale ne désigne à cet effet un ou plusieurs liquidateurs dont elle déterminera les pouvoirs.

L'assemblée générale règle le mode de liquidation.

Article quarante-neuf : Les produits nets de la liquidation, après apurement des charges, seront distribués par parts égales entre toutes les parts sociales, mais seulement après que celles-ci auront été toutes mises sur un pied d'égalité, soit par appel de fonds sur les parts non libérées, soit par un remboursement partiel aux parts entièrement libérées, soit autrement.

TITRE VII.

ELECTION DE DOMICILE.

Article cinquante : Pour l'exécution des présentes, tout actionnaire, administrateur, ou commissaire de la société, est censé avoir fait élection de domicile au siège social, où toutes communications, sommations, assignations et significations pourront lui être valablement faites.

TITRE VIII.

DISPOSITION GENERALE.

Article cinquante et un : Les parties entendent se conformer entièrement aux lois sur les sociétés commerciales en vigueur dans la Colonie du Congo Belge et, en conséquence, les dispositions de ces lois auxquelles il n'est pas licitement dérogé par le présent acte, y sont réputées inscrites et les clauses qui sont contraires aux dispositions impératives de ces lois, sont censées non écrites.

TITRE IX.

DISPOSITION TRANSITOIRE — FRAIS.

Article cinquante-deux : La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

Le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, s'élève à cinquante mille francs environ.

Article cinquante-trois : Le nombre des premiers administrateurs est fixé à quatre.

Sont appelés à ces fonctions :

Messieurs Jean-Alexandre Prokopoff, Jean Wauthion, Jean Smekens et François Crabbe, tous prénommés, ici présents et déclarant accepter.

Monsieur Jean Wauthion est nommé Président du Conseil d'administration. Il déclare accepter cette fonction.

Leur mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale de mil neuf cent cinquante-huit.

Le nombre de commissaires est fixé à un.

Est appelé à cette fonction : Monsieur Léon Dufour, prénommé, qui accepte.

Dont acte.

Passé à Forest-Bruxelles, en l'étude.

Lecture faite, les comparants ont signé avec le notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré dix rôles, sept renvois, à Saint-Gilles, le vingt-deux juillet 1952, volume 702, folio 54, case 6.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (s.) Boulanger.

Pour expédition conforme,

(sé) V. SOHET.

Victor Sohet, notaire, Forest-Brabant.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous Willem Terlinck, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1re Instance, séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de Maître Sohet, notaire, à Bruxelles.

Reçu quatre francs - N° 103.

Bruxelles, 2 août 1952.

(sé) W. Terlinck.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Mr. Terlinck, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 5 août 1952.

Le Chef de Bureau (sé) Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Mr. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 7 août 1952.

Le Conseiller-adjoint : (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu,	Mij bekend,
Le Ministre des Colonies,	De Minister van Koloniën,
le 27 août 1952.	de 27 Augustus 1952.

(sé) DEQUAE (get.).

Ateliers de Construction de la Limete, en abrégé « LIMCO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Léopoldville (Congo Belge).

—

CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent cinquante deux, le premier août.

Devant Nous Maurice HENDRICK, Notaire à Schaerbeek.

ONT COMPARU :

1. Monsieur Clément-Maurice JANSSENS, industriel, demeurant à Uccle, 16, avenue Hamoir.

2. Monsieur Adolphe-Charles-Armand BLATON, industriel, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 120, rue Louis Titeca.

3. Monsieur Norbert-Isidore-Joseph HOUGARDY, industriel, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 33, avenue des Alouettes.

4. Madame Marie-Louise DE COSTER, sans profession, veuve de Monsieur Arthur BUYLE, demeurant à Anderlecht, 69a, rue Docteur Jacobs.

---

(1) Arrêté royal du 5 septembre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1952. — 1re Partie.

5. Monsieur Joseph-Dieudonné HOUGARDY, sans profession, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 33, avenue des Alouettes.

6. Monsieur Camille-Lucien BOCK, Directeur de Société, demeurant à Anderlecht, 26, rue Erasme.

7. La Société Anonyme Holding « CAPILUX » à Luxembourg, constituée suivant acte passé devant le Notaire Tony Neuman à Luxembourg en date du cinq mai mil neuf cent cinquante deux, dont les statuts ont été publiés au Mémorial Luxembourgeois le premier juin mil neuf cent cinquante deux, sous le nº 41.

Ici représentée par :

Monsieur Norbert-Isidore-Joseph HOUGARDY, préqualifié sub nº 3.

Agissant aux présentes en vertu d'une procuration authentique passée devant le Notaire Neuman à Luxembourg en date du dix sept juillet mil neuf cent cinquante deux dont le brevet original dûment légalisé demeurera ci-annexé.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser par le présent acte les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE 1er.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

ARTICLE 1er. — Il est formé par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société par actions à responsabilité limitée dénommée « Ateliers de Construction de la Limeté » en abrégé « Limco ».

ARTICLE 2. — Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité de la Colonie, par simple décision du Conseil d'administration.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, ce terme comprenant les communes de l'agglomération bruxelloise; il peut par simple décision du conseil d'administration être transféré dans toute autre localité de Belgique, du Congo Belge, du Ruanda-Urundi ou de l'étranger.

La décision de transfert du siège social ou du siège administratif sera, sauf cas de force majeure, publiée dans les annexes soit du Bulletin Officiel du Congo Belge, soit du Bulletin Administratif du Congo Belge, et dans les annexes du Moniteur Belge.

La société peut, par décision du conseil d'administration, établir des sièges, succursales, agences et comptoirs en Belgique, au Congo Belge, dans le Ruanda-Urundi ou à l'étranger ou les supprimer.

ARTICLE 3. — La société a pour objet tous les travaux de construction mécanique, la construction, la location, l'exploitation de hangars industriels, la représentation, l'achat, la vente, la location de machines de tous genres, la représentation, l'achat, la vente de métaux, la représentation, l'achat, la vente de machines de construction, de faire tous actes et opé-

rations généralement quelconques relatifs à son exploitation, l'énonciation ci-dessus étant donnée à titre exemplatif et non limitatif.

Elle pourra accomplir tant en Belgique que dans la Colonie du Congo Belge et dans les territoires sous mandat ou à l'étranger toutes opérations généralement quelconques commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle peut s'intéresser par voie d'association, d'apport ou de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement dans toutes sociétés, entreprises existantes ou à créer, dont l'objet serait analogue ou connexe au sien ou qui serait susceptible de constituer pour elle une source de profits ou un débouché.

ARTICLE 4. — La société est constituée pour une période de trente années qui prendra cours à la date de l'arrêté royal autorisant sa fondation. Elle peut être prorogée successivement, sous réserve d'autorisation par arrêté royal, ou dissoute par anticipation.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant celui fixé pour sa durée.

TITRE II.

CAPITAL SOCIAL — APPORTS — ACTIONS — OBLIGATIONS.

ARTICLE 5. — Le capital social est fixé à cinq millions de francs congolais représenté par cinq cents actions de dix mille francs chacune jouissant des droits et avantages définis par les présents statuts.

ARTICLE 6. — Il est fait apport à la société par :

1. Monsieur Clément JANSSENS, préqualifié sub 1, d'un hangar métallique, de machines-outils et de matériel pour une valeur de UN MILLION DE FRANCS dont les comparants déclarent avoir parfaite connaissance par l'inventaire qui en a été dressé et qu'ils acceptent et dont ils ne désirent pas avoir une description plus ample.

En rémunération de ces apports il est attribué à Monsieur Clément JANSSENS, préqualifié sub 1, cent actions de capital de dix mille francs chacune entièrement libérées. Ci. 100

2. Monsieur Norbert HOUGARDY, préqualifié sub 3, de machines-outils et de matériel pour une valeur de UN MILLION TROIS CENT SEPTANTE MILLE FRANCS dont les comparants déclarent avoir parfaite connaissance par l'inventaire qui en a été dressé et qu'ils acceptent et dont ils ne désirent pas avoir une description plus ample.

En rémunération de ces apports il est attribué à Monsieur Norbert HOUGARDY, préqualifié sub 3, cent trente sept actions de capital de dix mille francs chacune entièrement libérées . . . 137

Les deux cent soixante trois actions de capital de dix mille francs restantes sont souscrites en numéraire par :

1. Monsieur Adolphe BLATON, préqualifié sub 2, septante cinq actions de capital 75

2. Madame Veuve BUYLE-DE COSTER, préqualifiée sub 4, une action de capital 1

3. Monsieur Joseph HOUGARDY, préqualifié sub 5, une action de capital 1

4. Monsieur Camille BOCK, préqualifié sub 6, une action de capital 1

5. La Société Anonyme Holding « CAPILUX », préqualifiée sub 6, cent quatre vingt cinq actions de capital 185

Ensemble cinq cents actions de capital de dix mille francs chacune 500

Les comparants déclarent et reconnaissent que les souscriptions de :

1. Monsieur Adolphe BLATON, soit septante cinq actions de capital.

2. Madame Veuve BUYLE-DE COSTER, soit une action de capital.

3. Monsieur Joseph HOUGARDY, soit une action de capital.

4. Monsieur Camille BOCK, soit une action de capital.

5. La Société Anonyme Holding « CAPILUX », soit cent quatre vingt cinq actions de capital.

ont été entièrement libérées, de sorte que la somme de DEUX MILLIONS SIX CENT TRENTE MILLE FRANCS se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

ARTICLE 7. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions prévues à l'article 35 et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

ARTICLE 8. — Le conseil d'administration déterminera les époques auxquelles seront effectués les versements restants dus sur les actions qui ne seraient pas entièrement libérées au moment de leur souscription.

L'actionnaire qui, après un préavis de quinze jours signifié par lettre recommandée, sera en retard de satisfaire à cette obligation decra bonifier à la société les intérêts calculés au taux de six francs pour cent à compter du jour de l'exigibilité du versement.

Le conseil d'administration pourra, en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre, ses titres en Bourse ou hors Bourse, sans préjudice au droit de lui réclamer le montant dû, et éventuellement des dommages-intérêts.

Le conseil d'administration pourra autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation, dans ce cas il déterminera les conditions auxquelles les versements anticipés seront admis.

ARTICLE 9. — Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération.

Les actions entièrement libérées au moment de leur souscription sont nominatives ou au porteur, au choix du souscripteur.

L'actionnaire a le droit de demander la conversion, à ses frais, de ses actions au porteur en actions nominatives et de ses actions nominatives en actions au porteur.

Il est tenu un registre des actions nominatives soit au siège social, soit au siège administratif, suivant décision du conseil d'administration.

Les actions non entièrement libérées ne peuvent être cédées que moyennant l'autorisation préalable du conseil d'administration et à un cessionnaire agréé par lui.

Aucune cession d'actions n'est valable avant la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société, de même, aucune cession d'actions nouvelles ne sera valable avant qu'un arrêté royal en ait autorisé l'émission.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement, droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles 47 et 50 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Pourront toutefois être exceptées, de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article 48 des mêmes lois.

ARTICLE 10. — Les héritiers, ayants-cause ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les livres, biens et valeurs de la société, les frapper d'opposition, demander le partage ou la licitation du fonds social ni s'immiscer en rien dans son administration; ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires et bilans sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

ARTICLE 11. — La société ne reconnaît, pour l'exercice des droits afférents aux titres, qu'un seul propriétaire par action; si plusieurs prétendent à la propriété du même titre, elle peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard, propriétaire de l'action.

ARTICLE 12. — La société peut en tout temps émettre des obligations et bons de caisse, hypothécaires et autres, par décision de l'assemblée générale.

Celle-ci en déterminera le type, les conditions d'émission, le taux de l'intérêt, le mode et l'époque du remboursement.

TITRE III.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

ARTICLE 13. — La société est administrée par un conseil de trois administrateurs au moins, et de sept au plus, associés ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révocables par elle.

Ils sont renouvelés en vertu d'un roulement déterminé par un tirage au sort. Ils sont rééligibles.

Les fonctions des administrateurs sortants prennent fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

ARTICLE 14. — En cas de vacance d'une place d'administrateur par suite de décès, démission ou autre cause, les membres du conseil d'administration et le collège des commissaires réunis en conseil général, pourront y pourvoir provisoirement jusqu'à la prochaine assemblée générale qui procédera à l'élection définitive.

Tout administrateur désigné dans les conditions ci-dessus n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

ARTICLE 15. — Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président, et éventuellement un vice-président. Il peut choisir dans son sein un comité permanent, composé de trois membres au moins, dont il détermine les pouvoirs. Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs délégués, chargés également de l'exécution des décisions du conseil, confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou de telle branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non, et déléguer à tout mandataire des pouvoirs spéciaux déterminés.

Le conseil fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités des personnes mentionnées à l'alinéa qui précède. Le conseil peut les révoquer en tout temps.

ARTICLE 16. — La société pourra être représentée en pays étranger soit par un de ses administrateurs, soit par un ou par des directeurs, soit par toutes autres personnes spécialement désignées à cet effet par le conseil d'administration.

Ces délégués seront chargés dans la limite des instructions du conseil d'administration, de représenter les intérêts de la société auprès des autorités ou des pays étrangers et d'exécuter toutes les décisions du conseil d'administration dont l'effet doit se produire dans ces pays. Ils seront munis d'une procuration ou délégation constatant qu'ils sont les représentants autorisés de la société.

ARTICLE 17. — Le conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence du président ou en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président, à leur défaut, d'un administrateur désigné par ses collègues. Il doit être convoqué chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que trois administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

ARTICLE 18. — Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner, par écrit ou télégramme, à un de ses collègues du conseil délégation pour le représenter à une réunion déterminée du conseil et y voter en ses lieu et place. Le délégant sera dans ce cas, au point de vue du vote, réputé présent. Toutefois, aucun délégué ne peut ainsi représenter plus d'un administrateur.

Tout administrateur peut également, mais seulement au cas où la moitié des membres du conseil sont présents en personne, exprimer ses avis et formuler ses votes par écrit ou télégramme.

Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des voix.

ARTICLE 19. — Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et au moins par deux des administrateurs qui ont été présents à la délibération et aux votes, le délégué signant en outre pour les administrateurs empêchés ou absents, qu'ils représentent. Ces procès-verbaux sont inscrits dans un registre spécial; les délégations ainsi que les avis et votes donnés par écrit ou par télégrammes sont annexés.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux membres du conseil.

ARTICLE 20. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou les présents statuts à l'assemblée ou au conseil général.

Il a notamment le pouvoir de décider de sa seule autorité toutes les opérations qui rentrent aux termes de l'article trois ci-dessus, dans l'objet social, ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières relatifs aux dites opérations.

Il peut entre autres, recevoir toutes sommes et valeurs consentir et contracter tous baux et locations, acquérir, aliéner ou échanger tous biens meubles et immeubles; acquérir, exploiter, affermer ou céder toutes concessions, de quelque nature que ce soit; contracter tous emprunts, consentir tous prêts, consentir et accepter tous gages et nantissements et toutes hypothèques avec stipulation de voie parée, renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans constatation de paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, dispenser de toutes inscriptions d'office; traiter, plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre, régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision, l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

C'est le conseil d'administration également qui, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme et révoque les agents employés et salariés de la société, détermine leurs attributions, fixe leurs pouvoirs, traitements et émoluments, ainsi que leurs cautionnements s'il y a lieu.

ARTICLE 21. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révocables par elle.

Le nombre des commissaires et leurs émoluments sont déterminés par l'assemblée générale des actionnaires.

Les commissaires sont renouvelés en vertu d'un roulement déterminé par un tirage au sort. Ils sont rééligibles. Les fonctions des commissaires sortants cessent immédiatement après l'assemblée générale ordinaire.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

ARTICLE 22. — La mission et les pouvoirs du ou des commissaires sont ceux que leur assignent les articles 65 et 67 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

ARTICLE 23. — Il est affecté par privilège en garantie de l'exécution de leur mandat par chaque administrateur vingt actions et par chaque commissaire cinq actions de la société.

Ces actions doivent être nominatives. Mention de leur affectation est faite par le propriétaire des actions sur le registre des actionnaires.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors du dépôt; il en est donné connaissance à la première assemblée générale.

ARTICLE 24. — L'assemblée générale peut, en sus des émoluments déterminés à l'article 39 ci-après, allouer aux administrateurs et aux commissaires une indemnité fixe à porter au compte des frais généraux.

Le conseil d'administration est autorisé également à accorder aux administrateurs et commissaires chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à prélever sur les frais généraux.

ARTICLE 25. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de la société, par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou de deux administrateurs. Dans le pays où la société a un représentant officiel, les actions sont suivies par ou contre celui-ci.

ARTICLE 26. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations, toutes révocations d'agents, employés ou salariés de la société et notamment les actes relatifs à l'exécution des résolutions du conseil d'administration auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, spécialement les actes de vente, d'achat ou d'échange d'immeubles, les actes de sociétés civiles ou commerciales, les procès-verbaux d'assemblée de ces sociétés, les mainlevées avec ou sans constatation de paiement, sous renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, sont valablement signés soit par deux administrateurs, lesquels n'ont pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision

préalable du conseil, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration.

Dans les succursales et agences et sauf le cas où le conseil d'administration donne expressément pouvoir de signer seul à l'un des représentants, tous actes constatant libération ou obligation sont signés par deux représentants dûment autorisés par le conseil.

TITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

ARTICLE 27. — L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Elle se compose de tous les propriétaires d'actions qui ont tous le droit de voter soit par eux-mêmes directement, soit par mandataire, moyennant observation des dispositions statutaires.

Les décisions prises par l'assemblée sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou dissidents.

ARTICLE 28. — L'assemblée générale ordinaire se réunit de plein droit le premier mardi du mois de mars de chaque année, et pour la première fois en mil neuf cent cinquante quatre à onze heures, en Belgique ou dans la Colonie, à l'endroit désigné dans les avis de convocation; si ce jour est férié, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Cette assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur l'adoption du bilan et du compte de profits et pertes ainsi que sur le projet de répartition des bénéfices, se prononce par un vote spécial, sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires sortants, décédés ou démissionnaires, et délibère sur tous autres objets inscrits à l'ordre du jour.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également en Belgique ou dans la colonie, à l'endroit indiqué dans les avis de convocation.

ARTICLE 29. — L'assemblée générale, tant annuelle qu'extraordinaire se réunit sur la convocation du conseil d'administration ou du collège des commissaires.

Les convocations contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces paraissant quinze jours au moins avant l'assemblée, dans les annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou au Bulletin Administratif du Congo Belge et dans un journal quotidien de la localité où se tient la réunion.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise à l'ordre du jour si ceux qui la signent ne représentent pas au moins le cinquième du capital social et si elle n'est pas communiquée au conseil d'administration en temps utile pour être insérée dans les convocations.

Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués par lettres missives huit jours au moins avant l'assemblée, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité. Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée.

ARTICLE 30. — Pour être admis à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent déposer leurs titres au siège social, au siège administratif ou dans les établissements désignés dans les avis de convocation, cinq jours francs au moins avant la date fixée pour la réunion.

Les certificats de dépôt des titres doivent être produits avant l'ouverture de la séance.

Les titulaires d'actions nominatives sont admis à l'assemblée à condition de faire connaître à la société dans le délai prévu ci-dessus et par lettre recommandée, leur intention d'y assister.

ARTICLE 31. — Tout propriétaire d'action peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée. Toutefois, les mineurs, les interdits, les personnes civiles, les sociétés commerciales et les établissements publics peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.

Les co-propriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule personne.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu et dans le délai qu'il fixera.

Une liste de présence indiquant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils possèdent, doit être signée par chacun d'eux ou par leur mandataire avant d'entrer à l'assemblée.

ARTICLE 32. — Toute assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par le vice-président ou à leur défaut par un administrateur à ce délégué par ses collègues.

Le président désigne le secrétaire. L'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.

Les autres membres présents du conseil d'administration et du collège des commissaires complètent le bureau.

ARTICLE 33. — Tout propriétaire d'action a le droit de vote aux assemblées générales; chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

ARTICLE 34. — Sous réserve des dispositions qui précèdent et sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises quel que soit le nombre d'actions réunies à l'assemblée à la majorité absolue des voix pour lequelles il est pris part au vote.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

ARTICLE 35. — Par dérogation à l'article précédent, lorsque l'assemblée générale aura à décider :

1° d'une modification aux statuts;

2° d'une augmentation ou d'une réduction du capital social ;

3° de la fusion de la société avec d'autres sociétés;

4° de la prorogation ou de la dissolution anticipée de la société;

elle ne pourra délibérer et statuer valablement que dans les conditions suivantes :

a) l'objet des modifications proposées devra être spécialement indiqué dans les convocations;

b) les actions représentées à l'assemblée devront constituer la moitié du capital social.

Si cette seconde condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre des titres réunis.

La décision dans l'un et l'autre cas ne sera valablement prise que si elle rallie les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote, sous réserve de l'application des dispositions de l'article cent trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

ARTICLE 36. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par le président, par les autres membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

TITRE V.

BILAN — REPARTITION — RESERVE.

ARTICLE 37. — Le trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente un décembre mil neuf cent cinquante trois, il est dressé par les soins du conseil d'administration, un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant en résumé tous les engagements

ainsi que les dettes des directeurs-administrateurs et commissaires envers la société.

A la même date, les écritures sociales sont arrêtées et le conseil d'administration forme le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Il est également procédé, relativement à ces documents et dans les délais légaux, aux mesures d'inspection et de communication que prescrivent les articles 77, paragraphe 5 et 78, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

ARTICLE 38. — L'assemblée générale ordinaire statue sur l'adoption du bilan et du compte de profits et pertes, conformément aux prescriptions des lois précitées et des présents statuts.

ARTICLE 39. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales, provisions et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice, il est prélevé tout d'abord :

1° cinq pour cent au moins pour la réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social .

2° la somme nécessaire pour attribuer à titre de premier dividende cinq cents francs aux actions entièrement libérées et aux actions partiellement libérées, le même dividende réduit proportionnellement à la libération du titre.

Du surplus il est attribué :

Dix pour cent aux administrateurs et commissaires, à répartir entre eux suivant leurs conventions particulières.

Le solde est réparti entre toutes les actions de manière telle que chaque action reçoive un pourcentage égal sur le montant appelé et libéré à la date du bilan.

Toutefois, l'assemblée peut décider, à la simple majorité des voix, sur proposition du conseil d'administration, d'affecter tout ou partie de ce solde soit à un report à nouveau, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit à toute autre destination.

ARTICLE 40. — Le paiement des dividendes se fait annuellement aux époques et aux endroits désignés par le conseil d'administration.

ARTICLE 41. — Le bilan et le compte de profits et pertes sont, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires déposés en vue de leur publication dans les annexes soit du Bulletin Officiel du Congo Belge, soit du Bulletin Administratif du Congo Belge.

TITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

ARTICLE 42. — En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemlbée.

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale des actionnaires désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixera le mode de liquidation, conformément aux articles 179 et suivants des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

ARTICLE 43. — Après apurement de toutes les dettes et charges et des frais de liquidation, l'actif net servira tout d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré non amorti des actions.

Si les actions ne se trouvent pas libérées toutes dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder à la répartition prévue à l'alinéa qui précède, devront tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables, en espèces ou en titres, au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus disponible sera réparti uniformément entre toutes les actions.

TITRE VII.

DISPOSITIONS SPECIALES ET TRANSITOIRES.

ARTICLE 44. — Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur et commissaire élit par les présentes domicile au siège administratif, où toutes communications, sommations, assignations ou significations pourront lui être valablement faites.

ARTICLE 45. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts et pour autant qu'il n'y ait pas été dérogé par ceux-ci ou par la législation congolaise, il sera fait application des principes généraux du droit belge, tels qu'ils résultent des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

ARTICLE 46. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal.

ARTICLE 47. — Pour la première fois sont nommés : administrateurs :

1. Monsieur Clément-Maurice JANSSENS, industriel, à Uccle, 16, avenue Hamoir, préqualifié sub 1.

2. Monsieur Adolphe BLATON, industriel, à Woluwe-Saint-Pierre, 120, rue Louis Titeca, préqualifié sub 2.

3. Monsieur Norbert-Isidore-Joseph HOUGARDY, industriel, à Woluwe-Saint-Pierre, 33, avenue des Alouettes, préqualifié sub 3.

Commissaire :

Monsieur Camille-Lucien BOCK, Directeur de société, à Anderlecht, 26, rue Erasme, préqualifié sub 6.

Tous ici présents et qui acceptent.

Le mandat des administrateurs expirera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante huit.

A cette date, le conseil sera renouvelé en entier et le roulement prévu à l'article 13 des statuts sera mis en vigueur.

Le mandat du commissaire expirera également après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante huit.

FRAIS.

Les parties déclarent que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève à cent vingt mille francs.

DONT ACTE.

Passé à Schaerbeek en l'Etude.

Lecture faite, les comparants ont signé ainsi que Nous Notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré à Schaerbeek 2e Bureau douze rôles, six renvois, le quatre août 1952. V. 139, fo 74, c. 7.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (s) Demessemaeker.

ANNEXE.

No 313.

Procuration : CAPILUX — mandataire en blanc.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le dix sept juillet.

Par devant Maître Tony NEUMAN, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU :

La Société Anonyme Holding « CAPILUX » ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte passé devant le Notaire Tony Neuman susdit, le cinq mai mil neuf cent cinquante deux, dont les statuts ont été publiés au Mémorial du Grand Duché de Luxembourg, Recueil spécial numéro 41 du premier juin mil neuf cent cinquante deux.

Ici représentée par son Conseil d'Administration agissant et ayant aux fins des présentes tous pouvoirs nécessaires aux termes de l'article neuf des statuts, savoir :

1. Monsieur Max Lambert, Président du Conseil d'Administration de la Banque Internationale à Luxembourg, demeurant à Luxembourg.

2. Monsieur Joseph Leydenbach, Directeur de la Banque Internationale à Luxembourg, demeurant à Luxembourg.

3. Monsieur Hubert Krier, sous-directeur de banque, demeurant à Luxembourg.

Lesquels, agissant comme dit est, déclarent par les présentes constituer pour mandataire spécial de la Société Anonyme Holding « CAPILUX »

Monsieur Norbert-Isidore-Joseph HOUGARDY, industriel, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 33, avenue des Alouettes.

A qui ils donnent pouvoir de :

Constituer concurremment avec les personnes que le mandataire jugera convenir une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Ateliers de Construction de la Limeté » en abrégé « Limco », par acte du ministère du Notaire Hendrick à Schaerbeek, lequel acte contiendra les indications suivantes, prescrites par l'article 30 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales :

Spécification des apports en nature effectués par :

1. Monsieur Maurice (Clément-Maurice) JANSSENS, industriel, demeurant à Uccle, 16, avenue Hamoir, consistant en un hangar métallique, de machines-outils et de matériel pour une valeur de un million de francs.

2. Monsieur Norbert-Isidore-Joseph HOUGARDY, industriel, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 33, avenue des Alouettes, consistant en machines-outils et matériel pour une valeur de un million trois cent septante mille francs.

Dont les comparants déclarent avoir parfaite connaissance suivant inventaire actuellement en leur possession et dont ils ne requièrent pas une description plus ample soit aux présentes, soit en l'acte de constitution de la société dont s'agit et mention qu'en rémunération des dits apports il sera attribué à :

1. Monsieur Maurice (Clément-Maurice) JANSSENS, susdit, cent actions de capital de dix mille francs chacune, entièrement libérées.

2. Monsieur Norbert-Isidore-Joseph HOUGARDY, susdit, cent trente sept actions de capital de dix mille francs chacune, entièrement libérées.

En conséquence, fixer le siège et la durée de la société, le capital social, déterminer le nombre, l'importance et la force de tous titres représentatifs ou non dudit capital social, accepter tous apports, en fixer la rémunération, faire tous apports, arrêter toutes clauses relatives à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation, ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la société.

Spécialement souscrire et libérer cent quatre vingt cinq actions de capital de dix mille francs chacune de la société à constituer.

Déclarer que le montant des frais incombant à la société du chef de sa constitution s'élève approximativement à cent vingt mille francs.

Participer à l'assemblée générale des actionnaires qui sera tenue immédiatement après la constitution de la société, y prendre part à la nomination des administrateurs et commissaire, y émettre tous votes sur les objets à l'ordre du jour, accepter tous mandats qui seraient conférés aux constituants.

Participer à la réunion du Conseil d'Administration de ladite société qui sera tenue immédiatement après la désignation du dit Conseil, y prendre part à la nomination du Président du Conseil d'Administration et d'un Administrateur-délégué, émettre tous votes à ce sujet.

Retirer les actions ou certificats nominatifs revenant à la Société Anonyme Holding « Capilux ».

Aux effets ci-dessus, prendre tous engagements au nom de la Société Anonyme Holding « Capilux », faire telles déclarations qu'il y aura lieu, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général faire tout ce qui sera utille ou nécessaire pour l'exécution du présent mandat, avec promesse de ratification.

Dont acte en brevet.

Fait et passé à Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du Notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ils ont tous signé avec le Notaire instrumentaire le présent acte.

(suivent les signatures).

Enregistré 2 rôles, sans renvoi à Luxembourg A.C. le dix sept juillet 1952, vol. 670 B, folio 70, case 12.

Reçu vingt francs.

Le Receveur (s) illisible.

N° 1083. Vu à la Légation de Belgique pour légalisation de la signature de M. le Notaire T. Neuman, apposée ci-dessus.

Luxembourg, le 22 juillet 1952.

Pour le Ministre de Belgique.

Le Consul-Chancelier (s) C. Muller.

Vu pour légalisation de la signature de M. Muller, apposée sur le présent document.

Bruxelles, le 24 juillet 1952.

Pour le Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, le fonctionnaire délégué (s) F. De Witte.

Enregistré à Schaerbeek, 2me Bureau, deux rôles, sans renvoi, le quatre août 1952. V. 22, f° 79, c. 13.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (s) Demessemaeker.

POUR EXPEDITION CONFORME.

(Signé) M. HENDRICK.

Maurice Hendrick — Notaire à Schaerbeek-Brabant.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles — Président.

Vu par Nous Willem TERLINCK, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Me HENDRICK, Notaire à SCHAERBEEK.

Reçu quatre francs. — Nr 140.

Bruxelles, le 7 août 1952.

(signé) W. TERLINCK.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur TERLINCK, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 8 août 1952.

Le Chef de Bureau : (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 8 août 1952.

Le Conseiller-Adjoint : (signé) N. CORNET.

Droits perçus : 40 frs.

Vu, le Ministre des Colonies, le 20 août 1952.	Mij bekend, de Minister van Koloniën, de 20 Augustus 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Plantation de Café « GOMIA » en néerlandais : Koffieplantage « GOMIA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Kisengwa, par Kabalo, Congo Belge.

Siège administratif à Boitsfort, 11, avenue du Geai.

—

CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent cinquante deux

Le douze juillet

Par devant Nous, Maître Jean VANDERHAEGHE, Notaire à Ixelles,

ONT COMPARU :

1°) Monsieur De DONCKER, Valère-Louis, planteur de café, né à Sint-Lievens Houtem, le vingt février mil huit cent quatre vingt deux, domicilié à Boitsfort, Avenue du Geai, numéro 11, et son épouse qu'il assiste et autorise, Madame REMERY, Elvira-Joanna, sans profession, demeurant avec lui, née à Saint-Gilles Waes, le vingt-quatre novembre mil huit cent nonante-deux; mariés sous le régime de la communauté universelle aux termes de leur contrat de mariage reçu par le Notaire Léon Raemdonck, à Saint-Gilles Waes, le dix-neuf avril mil neuf cent dix-neuf;

2°) Monsieur De DONCKER, Frans-Lodewijk, employé, rue Saint-Michel, numéro 5, Bruxelles, ici représenté par Monsieur De DONCKER, Valère--Louis, précité, aux termes de procuration sous seing privé en date de ce jour, qui demeurera ci-annexée et sera enregistrée en même temps que les présentes;

3°) Monsieur DEVOOGT, Odillon-Albert-Ferdinand, employé, 211, avenue Milcamps, Schaerbeek;

4°) Monsieur Van HOVE, René-Constant-Julien, pensionné, 262, Avenue Jean Van Horebeeck, Audergem;

5°) Monsieur Van HOVE, Herman-Antoon-Jozef, docteur en droit, 70, Bruul, Malines;

6°) Monsieur De RUYTER, Jan-Jozef-Christiaan, directeur d'école, 4a, Drève du Duc, Boitsfort;

7°) Mademoiselle De RUYTER, Eleonora-Paulina-Josephina, employée, 4a, Drève du Duc, Boitsfort;

Lesquels comparants nous ont requis de dresser les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés comme suit :

---

(1) Arrêté royal du 5 septembre 1952. — Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1952. — 1re Partie.

TITRE I.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

ARTICLE 1. — Il est constitué par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de : Plantation de café « GOMIA » en abrégé « GOMIA », en néerlandais : Koffieplantage « GOMIA ».

La société pourra en toute circonstance faire usage d'une de ces dénominations, isolément ou des deux dénominations cumulativement.

ARTICLE 2. — Le siège social est établi à Kisengwa par Kabalo, Congo Belge. Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge par décision du Conseil d'administration, qui sera publiée sous forme d'avis aux annexes du Bulletin Officiel ou du Bulletin Administratif du Congo Belge. Le siège administratif est établi à Boitsfort, Avenue du Geai, 11. Il peut être transféré dans toute autre localité en Belgique, dans la Colonie du Congo Belge ou à l'étranger, par décision du conseil d'administration.

Le conseil d'administration est autorisé à établir des succursales, agences et représentations en Belgique, dans la Colonie du Congo Belge et à l'étranger.

ARTICLE 3. — La société a pour objet de faire, dans tous les pays, mais spécialement au Congo Belge, seul ou en coopération avec des tiers, pour son compte ou pour celui de tiers, toute activité agricole, industrielle, commerciale, financière, mobilière ou immobilière, et plus particulièrement toute opération en rapport avec l'exploitation d'une plantation de café, le commerce de ses produits et sous-produits, et tous transports se rapportant à son objet particulier. La société pourra participer par cession, apport, fusion, souscription, absorption ou par tout autre mode, à toute société ou entreprise ayant un but identique, complémentaire, ou analogue ou qui puisse être utile à la réalisation ou à l'extension de l'objet social en tout ou en partie.

ARTICLE 4. — La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à partir de la date de l'autorisation de la société par Arrêté Royal. Toutes les opérations à partir du premier janvier mil neuf cent cinquante deux, seront censées être faites par la société. Elle pourra être prorogée en vertu d'une autorisation par Arrêté Royal ou dissoute anticipativement par modification aux statuts. Elle pourra prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE II.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS.

ARTICLE 5. — Le capital social est fixé à onze millions cinq cent mille francs congolais représenté par quatre cent soixante actions de capital de vingt-cinq mille francs chacune.

ARTICLE 6. — Le capital social a été constitué comme suit :

1°) Monsieur et Madame De DONCKER, Valère, prénommés déclarent faire les apports suivants :

Une plantation de café située à Kisengwa, par Kabalo (Congo Belge) se composant des éléments suivants :

a) Les immeubles étant un terrain de quatre cent nonante-cinq hectares, dont la plus grande partie est plantée de caféiers; et des constructions se composant d'une maison pour agent, un hangar et cent et une maisons pour travailleur indigènes, certificat d'enregistrement, volume XXVI, folio 57, délivré par le conservateur des titres fonciers de Lusambo à Lusambo (Congo Belge) sous la date du trente novembre mil neuf cent trente-sept.

b) Les machines, le matériel roulant, le mobilier, les espèces en caisse, les avoirs en banques, clients créditeurs et le stock de marchandises.

ORIGINE DE PROPRIETE :

Les dits biens appartiennent à Monsieur et Madame De Doncker-Remery pour les avoir acquis sur procès-verbal d'adjudication définitive clôturé par Maître Jules Fobe, Notaire à Gand, le dix-huit octobre mil neuf cent trente-sept, à la requête de Monsieur Louis-Ludovicus-Josephus-Franciscus DE DONCKER, colon, demeurant à Ganshoren.

Les biens prédécrits sont apportés à la société à charge pour elle d'en supporter toutes les contributions et impositions quelconques relatives aux opérations antérieures au premier janvier mil neuf cent cinquante deux.

En rémunérations de ces apports il est attribué à Monsieur et Madame De DONCKER, quatre cent quarante six actions entièrement libérées. Les comparants déclarent bien connaître la consistance et l'état des dits apports et se contenter de la description qui en a été faite ci-dessus.

Les quatorze actions restantes sont souscrites comme suit :

2°) Monsieur De DONCKER, Frans, prénommé, souscrit trois actions;

3°) Monsieur DEVOOGT, Odilon, prénommé, souscrit deux actions;

4°) Monsieur Van HOVE, René, prénommé, souscrit deux actions;

5°) Monsieur Van HOVE, Herman, prénommé, souscrit deux actions;

6°) Monsieur De RUYTER, Jan, prénommé, souscrit trois actions;

7°) Mademoiselle De RUYTER, Eleonora, prénommée, souscrit deux actions.

Et immédiatement les comparants ont déclaré et reconnu que les actions souscrites ont été libérées intégralement en espèces et que le montant de tous ces versements et les espèces représentent ensemble sept millions neuf cent quarante-huit mille sept cent soixante-quatre francs nonante centimes, laquelle somme se trouve dès à présent à l'entière et libre disposition de la société.

Il est tenu un registre des actions nominatives, soit au siège social, soit au siège administratif.

Aucune cession d'actions n'est valable avant la date de l'Arrêté Royal autorisant la fondation de la société, de même aucune cession d'actions nouvelles ne sera valable avant qu'un Arrêté Royal en ait autorisé l'émission.

Les cessions de parts représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire sont soumises aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

TITRE III.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

ARTICLE 7. — La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois administrateurs au moins associés ou non, et nommés par l'assemblée générale des actionnaires. La durée de leur mandat ne peut excéder six ans. Le mandat des premiers administrateurs prendra fin à l'assemblée générale de mil neuf cent cinquante huit.

ARTICLE 8. — Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'absence du président, le plus ancien administrateur présent à l'assemblée, le remplacera. Le président préside les réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale des actionnaires. Il convoque le conseil d'administration chaque fois que cela lui semble opportun et lorsque deux administrateurs le lui demandent.

En cas de parité de voix, la voix du président est décisive. Les délibérations du Conseil d'administration sont notées dans un registre de procès-verbaux et signées par les administrateurs présents.

ARTICLE 9. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale. Il a notamment le pouvoir de décider, de sa seule autorité toutes les opérations qui rentrent dans l'objet social. Il peut entre autre, acquérir, aliéner ou échanger tous biens meubles ou immeubles, et toutes concessions de quelque nature que ce soit, consentir et accepter toutes hypothèques avec stipulation de voie parée, renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résclutoires, donner mainlevée avant comme après paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, dispenser de toutes inscriptions d'office, traiter, plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre; l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

ARTICLE 10. — Tous les actes engageant la société sauf mandat spécial ou délégation du conseil d'administration donnés à des tiers seront signés soit par deux administrateurs, soit par l'administrateur délégué, lesquels ne devront pas à l'égard de tiers, apporter la preuve d'une décision préalable du conseil.

ARTICLE 11. — La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale des actionnaires. La durée du mandat est de six ans; ce mandat est renouvelable, le premier mandat prendra fin lors de l'assemblée générale de mil neuf cent cinquante huit.

ARTICLE 12. — Le cautionnement que chaque administrateur devra constituer en garantie de son mandat est fixé à deux actions de capital; celui des commissaires est fixé à une action de capital par commissaire.

ARTICLE 13. — L'assemblée générale peut, en sus des émoluments statutaires déterminés à l'article 17 et du remboursement des frais de déplacement et autres, allouer une indemnité fixe aux administrateurs et aux commissaires ou à l'un des administrateurs ou commissaires, à porter au compte des frais généraux.

TITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

ARTICLE 14. — Chaque année, le deuxième mardi du mois de juin à dix-sept heures, une assemblée générale se réunira au siège administratif, ou à l'endroit indiqué dans les convocations. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant à la même heure.

Chaque action de capital donne droit à une voix en prenant en considération les réductions légales.

TITRE V.

BILAN — REPARTITION — DIVERS.

ARTICLE 15. — L'année sociale commence le premier janvier; elle prend fin le trente et un décembre de chaque année. La première année sociale prendra fin le trente et un décembre mil neuf cent cinquante deux.

ARTICLE 16. — Le bilan de la société et le compte de profits et pertes seront publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou du Bulletin Administratif du Congo Belge, dans le mois de leur approbation.

ARTICLE 17. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des divers frais généraux, charges, pertes, dépréciations, amortissements et provisions, constitue le bénéfice de la société. Le bénéfice sera réparti comme suit :

Cinq pour cent au moins à la réserve légale; ce prélèvement ne sera plus obligatoire dès que ce fonds atteint dix pour cent du capital social.

Le solde sera mis à la disposition de l'assemblée générale qui, après proposition du conseil d'administration, lui donnera une destination. Toutefois le conseil d'administration ou l'administrateur-délégué peuvent proposer à l'assemblée générale de verser, après prélèvement pour la réserve légale, tout ou partie du bénéfice à un compte de provision ou de réserve spéciale ou encore reporter le solde à l'exercice suivant.

Le conseil d'administration fixera les sommes à attribuer à chacun des administrateurs et commissaires. Toutefois ces émoluments ne pourront dépasser ensemble dix pour cent des bénéfices restant après le prélèvement pour la réserve légale.

TITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

ARTICLE 18. — En cas de dissolution, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale des actionnaires désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixe le mode de liquidation. L'actif net sera réparti également entre toutes les actions de capital.

TITRE VII.

DISPOSITIONS GENERALES.

ARTICLE 19. — Chaque actionnaire en nom, et chaque administrateur et commissaire doivent faire élection de domicile en Belgique ou au Congo Belge. A défaut de se conformer à cette disposition, le domicile est censé élu au siège administratif où toutes les notifications peuvent être valablement faites.

ARTICLE 20. — Les parties déclarent se conformer aux dispositions des lois coordonnées belges sur les sociétés commerciales, pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts.

ARTICLE 21. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son approbation par Arrêté Royal, conformément à la loi coloniale.

ARTICLE 22. — Les frais, dépenses et rémunérations, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à trois cent vingt-cinq mille francs.

ARTICLE 23. — Les apports immobiliers sont évalués, uniquement pour la perception du droit d'enregistrement à deux millions de francs.

Et les comparants se réunissant en assemblée générale, sous la Présidence de Monsieur De DONCKER, Valère prénommé, qui désigne comme secrétaire Monsieur Herman Van HOVE, préqualifié, ont procédé aux nominations des administrateurs et commissaires, pour le premier terme de six années :

Elle appelle à la fonction d'administrateur :

Monsieur De DONCKER, Valère, prénommé;

Monsieur De DONCKER, Frans, prénommé;

Monsieur De RUYTER, Jan, prénommé;

Ici présents et acceptant.

Monsieur Frans De DONCKER, représenté comme dit est.

Elle nomme à la fonction de commissaire :

Monsieur Van HOVE, Herman, prénommé, qui accepte.

Les dits administrateurs, présents et représentés se réunissant en conseil d'administration ont désigné comme Président du Conseil et administrateur délégué, Monsieur De DONCKER, Valère, prénommé, qui accepte.

DONT ACTE.

Fait et passé à Ixelles.

Et lecture faite tant des présentes que de l'article 203 du Code des droits d'enregistrement d'hypothèque et de greffe, les comparants ont signé avec Nous, Notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré quatre rôles, quatre renvois, à Ixelles A.C. le 14 juillet 1952. Volume 294, folio 90, case 11. Reçu quarante francs.

Le Receveur (s) E. Van Poelvoorde.

POUR EXPEDITION CONFORME.

(s) Vanderhaeghe.

Jean Vanderhaeghe, Notaire à Ixelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous Willem Terlinck, Président de la chambre des vacations du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de M. Vanderhaeghe, Notaire. Reçu Quatre francs. N° 105.

Bruxelles, le 2 août 1952.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur W. Terlinck, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 5 août 1952.

Le Chef de Bureau : (s.) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur R. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 5 août 1952.

Le Conseiller-adjoint : (s.) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 27 août 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 27 Augustus 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

ANNEXE.

De ondergetekende, De Doncker Frans, Bediende, St-Michielstraat, 5, te Brussel, met het inzicht over te gaan tot de oprichting van de naamloze vennootschap : Koffieplantage « Gomia » benoemt door deze volmacht, als mijn bijzonder gerechtigde de Heer De Doncker Valère, zonder beroep, wonende Meerkollaan, 11, Bosvoorde.

Aan wien hij alle machten geeft om hem te vertegenwoordigen bij de oprichting van gezegde vennootschap.

Insgevolge, de maatschappelijke zetel, de duur der vennootschap, en het maatschappelijk vermogen vaststellen, alle inbrengsten aanvaarden, er de beloning van vaststellen, bedingen vaststellen betreffende het beheer de algemene vergaderingen, inventarissen en balansen, winstverdeling en reserve, de ontbinding en vereffening en alle andere bedingen der standregelen der vennootschap.

In het bijzonder in naam van ondergetekende voor een bedrag van 75.000 frank, drie maatschappelijke aandelen, onderschrijven en volstorten.

Deelnemen aan de benoeming van de beheerders en commissarissen, hun aandeel en wedden vaststellen, alle mandaten aanvaarden, deelnemen aan alle algemene vergaderingen die zouden gehouden worden onmiddellijk na de oprichting der vennootschap, stemmen over alle punten op de dagorde gebracht.

Ten einde deze, alle akten en processen-verbaal verlijden en tekenen, woonstkeuze doen, in de plaats stellen en in het algemeen alles wat nodig en nuttig is in de geest dezer machtiging.

De kosten, uitgaven, vergoedingen of lasten onder welken vorm ook die voor rekening van de vennootschap of die wegens hare oprichting, te haren laste worden gebracht, bedragen 325.000 frank.

Goed voor volmacht (get) Fr. De Doncker.

Le soussigné De Doncker Frans, employé, 5, rue Saint-Michel à Bruxelles, en vue de procéder à la constitution de la société anonyme : Plantation de café « Gomia » désigne par la présente comme fondé de pouvoirs spécial, Monsieur De Doncker Valère, sans profession, habitant rue du Geai, 11, Boitsfort.

A qui il donne tous droits pour le représenter lors de la constitution de la société susnommée.

Par conséquent, fixer le siège social et la durée de la société, établir l'avoir social, accepter tous les apports, en fixer la récompense, stipuler les conditions concernant l'administration, les assemblées générales, inventaires et bilans, répartition des bénéfices et la constitution de réserves, la dissolution, liquidation et toutes autres clauses des statuts de la société.

En particulier de souscrire au nom du soussigné pour un montant de 75.000 francs, trois actions, et libérer entièrement les titres.

Participer à la nomination des administrateurs et commissaires, fixer leur nombre et émoluments, participer à toutes les assemblées générales qui seraient tenues immédiatement après la constitution de la société, voter sur tous les points portés à l'ordre du jour.

A cette fin, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile et faire en général tout ce qui est nécessaire et utile, conformément à l'esprit de la présente procuration.

Les frais, dépenses, indemnités ou charges de toute espèce, qui sont à charge de la société ou émanant de sa constitution, s'élèvent à 325.000 fr.

Bon pour procuration (s) Fr. De Doncker.

Enregistré deux rôles, sans renvoi, à Ixelles A.C., le quatorze juillet mil neuf cent cinquante-deux. Volume 50, folio 76, case 11.

Reçu quarante francs. Le Receveur : (s) E. Van Poelvoorde.

POUR EXPEDITION CONFORME.

(sé) Vanderhaeghe.

Jean Vanderhaeghe, Notaire — Ixelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous Willem Terlinck, Président de la chambre des vacations du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Vanderhaeghen, Notaire à Ixelles.

Reçu quatre francs. N° 106.

Bruxelles, le 2 août 1952. (s) W. Terlinck.

Ministerie van Justitie.

Gezien in het Ministerie van Justitie voor legalisatie van de handtekening van de heer Terlinck, hierboven geplaatst.

Brussel, de 5 Augustus 1952.

Het Bureelhoofd,

(get.) R. Verleysen.

Ministerie van Koloniën.

Gezien voor legalisatie van de handtekening van de heer R. Verleysen, hierboven aangebracht.

Brussel, den 5 Augustus 1952.

Voor den Minister, De Adjunct-Adviseur : (get.) N. Cornet.

Geheven rechten : 40 fr.

POUR EXPEDITION CONFORME.

(signé) Jean VANDERHAEGHE.

Jean Vanderhaeghe, Notaire — Ixelles.

Compagnie Commerciale Belgo-Africaine, en abrégé « COMBELGA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'AN MIL NEUF CENT CINQUANTE DEUX, LE VINGT QUATRE JUILLET, à quinze heures,

A Bruxelles, rue de la Science, numéro 5,

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Compagnie Commerciale Belgo-Africaine » en abrégé « Combelga », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Kabinda (Congo Belge), constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le vingt deux septembre mil neuf cent quarante neuf, publié, après autorisation par arrêté du Régent du seize novembre mil neuf cent quarante neuf à l'annexe du Moniteur Belge du cinq janvier mil neuf cent cinquante, numéro 144 et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze janvier mil neuf cent cinquante.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre de parts sociales dont chacun d'eux se déclare propriétaire sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, Notaire.

Conformément à l'article trente et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Eugène Englebert, agent de change, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, chaussée de Waterloo, numéro 229, Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Félix Van Bellingen, secrétaire de sociétés, demeurant à Schaerbeek, avenue de l'Emeraude, numéro 55, ici intervenant.

L'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Gaston Moreau, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, Boulevard Maurice Lemonnier, numéro 135 et Alfred Liénart, ingénieur, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, numéro 196.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

---

(1) Arrêté royal du 5 septembre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1952 — 1re Partie.

1. Augmentation du capital de dix millions sept cent dix mille francs congolais, pour le porter à dix sept millions sept cent et dix mille francs congolais, par la création de trente cinq mille sept cents nouvelles parts sociales, jouissance premier juillet mil neuf cent cinquante deux, à souscrire au prix de trois cents francs chacune, par des établissements financiers, à charge pour ceux-ci de les offrir en vente aux anciens actionnaires, dans un délai à fixer par le conseil d'administration de la Compagnie Commerciale Belgo-Africaine « Combelga », au même prix de trois cents francs, majoré des frais et ce à titre irréductible dans la proportion d'une nouvelle part sociale pour une ancienne et à titre réductible pour les parts sociales non souscrites à titre irréductible.

2. Souscription de cette augmentation du capital avec libération à concurrence de vingt pour cent, les quatre vingts pour cent restants devant être versés la veille du jour de l'ouverture de la souscription publique.

3. Seconde augmentation du capital de deux millions deux cent quatre vingt dix mille francs congolais, pour le porter à vingt millions de francs congolais, par incorporation à due concurrence de la réserve extraordinaire, sans création de titres nouveaux.

4. Dotation de la réserve sociale de un million trois cent mille francs, pour le porter au dixième du capital par prélèvement sur la réserve extraordinaire.

5. Fixation de la date de l'assemblée générale au dernier jeudi de juillet, à partir de mil neuf cent cinquante trois.

6. Modifications aux statuts :

Article cinq — Mentionner le nouveau capital et sa représentation.

Article six — Compléter l'historique du capital.

Article vingt-huit — Aménagement du texte du premier alinéa.

7. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour réaliser les décisions prises.

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites, conformément à l'article vingt neuf des statuts, dans les journaux suivants :

Le Bulletin Officiel du Congo Belge, numéro du quatorze juillet mil neuf cent cinquante deux.

Le Moniteur Belge, numéro du quatorze/quinze juillet mil neuf cent cinquante deux.

L'Echo de la Bourse, numéro du treize et quatorze juillet mil neuf cent cinquante deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux et un exemplaire de la lettre de convocation.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article trente des statuts.

IV. — Que sur les trente cinq mille sept cents parts sociales existantes, la présente assemblée réunit sept mille deux cent quarante parts sociales.

V. — Qu'une précédente assemblée générale extraordinaire, ayant le même ordre du jour mais à laquelle la moitié du capital n'était pas représentée, a été tenue le dix juillet mil neuf cent cinquante deux, ainsi qu'il résulte de l'acte reçu à cette date, par nous, notaire soussigné.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide :

1. D'augmenter le capital social à concurrence de dix millions sept cent dix mille francs congolais, pour le porter de sept millions de francs congolais à dix sept millions sept cent dix mille francs congolais, par la création de trente cinq mille sept cents nouvelles parts sociales, sans désignation de valeur, qui auront droit à la moitié du dividende éventuel de l'exercice en cours et seront, pour le surplus, en tout semblables aux parts sociales actuelles; ces nouvelles parts sociales seront à souscrire au prix de trois cents francs chacune, par des établissements financiers, à charge pour ceux-ci de les offrir en vente aux anciens actionnaires, dans un délai à fixer par le conseil d'administration de la Compagnie Commerciale Belgo-Africaine « Combelga », au même prix de trois cents francs, majoré de trente francs pour frais, à titre irréductible, dans la proportion d'une nouvelle part sociale pour une ancienne et à titre réductible pour les parts sociales non souscrites à titre irréductible.

2. De procéder, séance tenante, à la souscription des dites nouvelles parts sociales, avec libération de vingt pour cent, les quatre vingts pour cent restants devant être versés la veille du jour de l'ouverture de la souscription publique.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société du chef de cette augmentation de capital, s'élèvent à un million soixante dix mille francs et sont pris en charge par les établissements souscripteurs.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée, sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital objet de la résolution qui précède, décide d'augmenter encore le capital social à concurrence de deux millions deux cent quatre vingt dix mille francs congolais, pour le porter de dix sept millions sept cent dix mille francs congolais à vingt millions de francs congolais, par incorporation à due concurrence de la réserve extraordinaire figurant au bilan et ce sans création de titres nouveaux.

Le montant des frais, dépenses ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de cette augmentation de capital, s'élève à cinq mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

Sous la même condition suspensive que ci-dessus, l'assemblée décide de porter la réserve sociale à deux millions de francs congolais, par prélèvement d'une somme de un million trois cent mille francs sur la réserve extraordinaire figurant au bilan.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide qu'à partir de l'année mil neuf cent cinquante trois, l'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le dernier jeudi du mois de juillet à quinze heures.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée, sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital, objet de la première résolution ci-dessus, décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article cinq, le premier alinéa est remplacé par :

« Le capital social est fixé à vingt millions de francs congolais, repré-
» senté par soixante et onze mille quatre cents parts sociales sans dési-
»gnation de valeur, représentant chacune un soixante et onze mille quatre
» centième de l'avoir social. »

L'article six est remplacé par :

« I. — Lors de la constitution de la société, suivant acte reçu par
» Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le vingt deux septembre
» mil neuf cent quarante neuf, le capital social, fixé à sept millions de
» francs congolais, était représenté par trente cinq mille sept cents parts
» sociales sans mention de valeur nominale, qui ont été attribuées, entiè-
» rement libérées, à la société anonyme en liquidation « Compagnie Com-
» merciale Belgo-Africaine » (Combelga) et à six de ses actionnaires,
» nominativement désignés, en rémunération de l'apport de toute la situa-
» tion active et passive de la dite société anonyme en liquidation, le tout
» plus amplement décrit en l'acte constitutif précité.

» II. — Suivant acte reçu par le dit notaire Scheyven, le vingt quatre
» juillet mil neuf cent cinquante deux, le capital social a été porté à dix
» sept millions sept cent dix mille francs congolais, par la création de
» trente cinq mille sept cents parts sociales sans désignation de valeur,
» toutes souscrites contre espèces et libérées de vingt pour cent au mo-
» ment de leur souscription.

» Aux termes du même acte, le capital social a été porté à vingt millions » de francs congolais par incorporation de réserves, sans création de titres » nouveaux. »

A l'article vingt huit, le premier alinéa est remplacé par :

« L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit le dernier » jeudi du mois de juillet, à quinze heures. »

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SIXIEME RESOLUTION.

L'assemblée, en vue de se conformer aux instructions du Ministère des Colonies, décide d'apporter encore aux statuts les modifications suivantes:

A l'article douze, l'avant-dernier alinéa est remplacé par :

« Les cessions de parts sociales ne sont valables qu'après la date de » l'arrêté royal autorisant leur création. »

A l'article quarante trois sont ajoutées les dispositions suivantes qui en formeront les premier et deuxième alinéas :

« En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs » doivent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes » prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolu- » tion de la société.

» Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra » être prononcée par les actionnaires possédant un quart des parts socia- » les représentées à l'assemblée. »

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

INTERVENTION — SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, sont ici intervenus :

Messieurs Nagelmackers Fils et C°, société en commandite simple, établie à Liège, rue des Dominicains, numéro 32.

Ici représentés par Monsieur Raymond Depireux, licencié en sciences commerciales, demeurant à Ixelles, rue Stanley, numéro 60, suivant procuration sous seing privé en date du vingt deux juillet mil neuf cent cinquante deux, qui est demeurée ci-annexée.

La Société Commerciale et Minière du Congo « Cominière », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge).

Ici représentée par deux de ses administrateurs, Messieurs Alfred Liénart, ingénieur, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, numéro 196, et Simon Collin, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, Boulevard Louis Schmidt, numéro 31.

Lesquels, après avoir entendu lecture de tout ce qui précède et reconnu que leurs mandantes ont connaissance des statuts de la Compagnie Commerciale Belgo-Africaine « Combelga », ont déclaré souscrire les trente cinq mille sept cents parts sociales nouvelles, au prix de trois cents francs l'une et aux clauses et conditions préstipulées et ce dans les proportions suivantes :

Messieurs Nagelmackers, Fils et C°, dix sept mille huit cent cinquante parts sociales, ci	17.850
La Société Commerciale et Minière du Congo « Cominière », dix sept mille huit cent cinquante parts sociales	17.850
Ensemble : trente cinq mille sept cents parts sociales . . .	35.700

Messieurs Raymond Depireux, Alfred Liénart, et Simon Collin préqualifiés, ont déclaré que Messieurs Nagelmackers Fils et C° et la Société Commerciale et Minière du Congo (Cominière) s'engagent conjointement à offrir en vente ces trente cinq mille sept cents parts sociales nouvelles aux anciens actionnaires, dans un délai à fixer par le conseil d'administration de la Compagnie Commerciale Belgo-Africaine « Combelga », au même prix de trois cents francs majoré de trente francs pour frais, à titre irréductible dans la proportion d'une nouvelle part sociale pour une ancienne et à titre réductible pour les parts sociales non souscrites à titre irréductible.

Messieurs Eugène Englebert, agent de change demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, Chaussée de Waterloo, numéro 229, Ernest Ledent, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, avenue Rogier, numéro 254, Léon Ledent, agent de change, demeurant à Liège, rue de la Casquette, numéro 42, Emile Fontaine, publiciste, demeurant à Bruxelles, avenue de Cortenberg, numéro 118, Paul Benoit, agent de change, demeurant à Liège, Boulevard de la Sauvenière, numéro 113, André Charles Gérard, ingénieur, demeurant à Bruxelles, avenue Emile De Mot, numéro 16 et Alfred Liénart prénommé, tous administrateurs, nous ont déclaré et requis d'acter que chacune des trente cinq mille sept cents parts sociales nouvelles a été libérée de vingt pour cent et que le montant des versements s'élevant à deux millions cent quarante deux mille francs, se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société, ainsi que les souscripteurs et les actionnaires le reconnaissent.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que, par suite de la souscription qui précède, le capital social est porté à vingt millions de francs congolais, la réserve sociale est portée à deux millions de francs congolais et que les modifications apportées ci-dessus aux statuts sont devenues définitives, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

SEPTIEME RESOLUTION.

L'assemblée confère au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet d'exécuter les résolutions prises ci-dessus.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à quinze heures vingt minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée, les souscripteurs et les administrateurs ont signé avec nous, Notaire.

(signé) E. Englebert; E. Van Bellingen; G. Moreau; A. Liénart; R. Depireux; S. Collin; E. Ledent; L. Ledent; E. Fontaine; P. Benoit; A. C. Gérard; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A.C. II, le 28 juillet 1952, volume 1384, folio 30, case 3, cinq rôles, cinq renvois. Reçu : quarante francs. Le Receveur (signé) Abras.

ANNEXE.

COMPAGNIE COMMERCIALE BELGO-AFRICAINE.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Assemblée générale extraordinaire du 24 juillet 1952.

LISTE DE PRESENCE.

1. Société Commerciale et Minière du Congo, S.C.R.L. établie à Léopoldville (Congo Belge), propriétaire de sept mille parts sociales 7.000

Représentée par Monsieur Alfred Liénart, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 196, avenue de Tervueren, et Monsieur Simon Collin, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 31, Boulevard Louis Schmidt.

(signé) A. Liénart; S. Collin.

2. Monsieur Gaston Moreau, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 135, Boulevard Maurice Lemonnier, propriétaire de vingt parts sociales 20

(signé) G. Moreau.

3. Monsieur Eugène Englebert, agent de change, demeurant à Bruxelles, 229, chaussée de Waterloo, propriétaire de trente parts sociales 30

(signé) E. Englebert.

4. Monsieur Alfred Liénart, ingénieur, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 196, avenue de Tervueren, propriétaire de trente parts sociales 30

(signé) A. Liénart.

5. Monsieur Ernest Ledent, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, 254, avenue Rogier, propriétaire de trente parts sociales 30

(signé) E. Ledent.

6. Monsieur Léon Ledent, agent de change, demeurant à Liège, rue de la Casquette, 42, propriétaire de trente parts sociales . . 30

(signé) L. Ledent.

7. Monsieur Emile Fontaine, publiciste, demeurant à Bruxelles, 118, avenue Cortenberg, propriétaire de trente parts sociales . 30

(signé) E. Fontaine.

8. Monsieur Paul Benoit, agent de change, demeurant à Liège, 113, Boulevard de la Sauvenière, propriétaire de trente parts sociales. 30

(signé) P. Benoit.

9. Monsieur André Charles Gérard, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 16, avenue Emile Demot, propriétaire de trente parts sociales 30

(signé) A.C. Gérard.

10. Monsieur Raymond Depireux, licencié en sciences commerciales, demeurant à Bruxelles, 64, rue Stanley, propriétaire de dix parts sociales 10

(signé) R. Depireux.

Ensemble : sept mille deux cent quarante parts sociales . . 7.240

Le Président : (signé) E. Englebert.

Le Secrétaire : (signé) F. Van Bellingen.

Les Scrutateurs : (signé) A. Liénart; G. Moreau.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de notre ministère en date de ce jour.

Bruxelles, le 24 juillet 1952.

(signé Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A.C.II, le 28 juillet 1952, volume 251, folio 45, case 6, deux rôles, sans renvoi. Reçu : quarante francs. Le Receveur (signé) Abras.

POUR EXPEDITION CONFORME.

(sé) Hubert Scheyven.

Hubert Scheyven — Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous Willem Terlinck, Président de la chambre des vacations du Tribunal de Première Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de Monsieur Scheyven, Notaire à Bruxelles. Reçu : quatre francs. N° 100.

Bruxelles, le 1er août 1952.

(signé) W. Terlinck.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Willem Terlinck, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 2 août 1952.

Le Chef de Bureau, (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 août 1952.

Le Conseiller adjoint,

(signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 20 août 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 20 Augustus 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Plantations de Bokonge

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le dix-neuf juillet.

Devant nous Maître Antoine Cols, notaire de résidence à Anvers.

Ont comparu :

1. La société anonyme G. & C. Kreglinger, établie à Anvers, Grand' Place, 9; ici représentée par deux de ses administrateurs Messieurs Oscar Kreglinger, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, Chaussée de Malines, 187 et René Nottebohm, administrateur de sociétés, demeurant à Berchem, avenue Prince Albert, 24.

2. La société anonyme « Union Financière Boël », établie à Bruxelles, rue Ducale, 21.

3. La société anonyme « Elshout-Heide », établie à Schoten.

---

(1) Arrêté royal du 5 septembre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1952 — 1re Partie.

4. La société anonyme « Compagnies Réunies des Huileries du Congo Belge et Savonneries Lever Frères « Huilever », établie à Bruxelles, rue Royale, 150.

5. La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Savonneries Congolaises », en abrégé « Savco », établie à Bruxelles, 150, rue Royale.

6. La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Sédec », établie à Bruxelles, rue Royale, 150.

7. Monsieur Robert Godding, docteur en droit, demeurant à Kapellen, Lindenhof, Kalmthoutse steenweg, 13.

8. Monsieur Frédéric Speth, administrateur de sociétés, demeurant à Kapellen, Bloemenlei, 1.

9. Monsieur François Van Uytven, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Winston Churchill, 253.

10. Monsieur Georges Constant Godding, ingénieur agronome, demeurant à Binga (Congo Belge).

11. Monsieur Firmin Philips, docteur en médecine, demeurant à Anvers, avenue de Belgique, 149.

12. Monsieur Willy Jean Auguste Mutsaers, docteur en médecine, demeurant à Malines, Boulevard E. Tinel, 5.

13. Monsieur Charles Ad. Fr. Vandenput, dentiste, demeurant à Anvers, rue du Moulin, 53.

14. Monsieur Jules Massonnet, administrateur de sociétés, demeurant à Arlon, avenue Nothomb, 62.

Les comparants ici représentés en vertu de procurations sous seing privé, ci-annexées : sub 2 par Monsieur le Comte Jean Goblet d'Alviella, administrateur de sociétés, à Bruxelles, 581, avenue Louise; sub 3 par Monsieur Théodore Grutering, administrateur de sociétés, à Anvers, Grand' Place, 9; sub 4 et 5 par Monsieur William Allison Skinner, administrateur de sociétés, à Woluwe-St-Lambert, avenue du Roi Chevalier, 18; sub 6 par Monsieur Willy Van der Plancken, docteur en droit, à Anvers, avenue d'Amérique, 41; sub 11, 12, 13 et 14 par sub 7.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser par les présentes les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux, comme suit :

TITRE I.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article 1. — Il est formé par les présentes une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « PLANTATIONS DE BOKONGE ».

Article 2. — Le siège de la société est établi à Bokonge (Territoire de Budjala, district de Congo-Ubangi).

Il est en outre établi un siège administratif à Anvers. Le siège social peut être transféré dans toute autre localité du Congo-Belge et le siège administratif dans toute autre ville de Belgique ou de l'étranger, par décision du conseil d'administration, qui peut, en outre, établir d'autres sièges administratifs, succursales ou agences, tant en Belgique qu'au Congo Belge ou à l'étranger.

Tout transfert du siège social ou adminsitratif sera publié aux annexes du Bulletin Officiel ou du Bulletin Administratif du Congo Belge et du Moniteur Belge.

Article 3. — La société a pour objet la création et l'exploitation de plantations de café et d'hévéas, le commerce de leurs produits et plus généralement la production, l'exploitation et le commerce de café et de tous autres produits végétaux, animaux et minéraux. Elle peut entreprendre toutes opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes exploitations agricoles, forestières ou de transports, tant en Belgique qu'au Congo Belge ou à l'étranger, se rattachant directement ou indirectement à son objet principal.

Elle peut s'intéresser dans toute exploitation dont l'objet serait semblable ou connexe au sien ou pourrait être utile à sa réalisation.

Elle peut aliéner, concéder ou louer tout ou partie de ses biens, participer par apports ou autrement à d'autres sociétés ou se fusionner avec des sociétés ayant un objet similaire au sien.

Article 4. — La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à dater de l'Arrêté Royal d'autorisation.

Elle pourra être prorogée ou dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale des actionnaires convoquée et délibérant comme pour le cas de modifications aux statuts. La prorogation de la société ne peut être décidée que sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Elle pourra prendre des engagements pour un terme excédant sa durée.

TITRE II.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — OBLIGATIONS.

Article 5. — Le capital social est fixé à la somme de quinze millions de francs congolais, divisé en quinze mille actions d'une valeur nominale de mille francs congolais chacune.

Article 6. — Les quinze mille actions sont souscrites en espèces par les comparants de la manière suivante :

1. La société anonyme G. & C. Kreglinger, en nom personnel et pour un groupe pour lequel elle se porte fort : deux mille deux cents actions 2.200

2. La société anonyme « Union Financière Boël », mille cinq cents actions. 1.500

3. La société anonyme « Elshout-Heide », deux cents actions . 200

4. La société anonyme « Compagnies Réunies des Huileries du Congo Belge et Savonneries Lever Frères « Huilever », trois mille actions	3.000
5. La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Savonneries Congolaises », en abrégé « Savco » trois mille actions	3.000
6. La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Sedec », mille deux cents actions	1.200
7. Monsieur Robert Godding: a) en nom personnel, mille actions	1.000
b) se portant fort pour le Baron Paul Kronacker, docteur en sciences, à Bruxelles, 101, avenue Frankl. Roosevelt, mille actions	1.000
c) se portant fort pour un groupe, neuf cents actions . . .	900
8. Monsieur Frédéric Speth, en nom personnel et pour un groupe pour lequel il se porte fort, quatre cents actions . . .	400
9. Monsieur François Van Uytven, cent actions.	100
10. Monsieur Georges Constant Godding, cent actions . . .	100
11. Monsieur Firmin Philips, cent actions	100
12. Monsieur Willy Jean Auguste Mutsaers, cent actions . .	100
13. Monsieur Charles Ad. Fr. Vandenput, cent actions . . .	100
14. Monsieur Jules Massonnet, cent actions	100
Ensemble : quinze mille actions	15.000

Et aussitôt les souscripteurs ont déclaré et tous les comparants ont reconnu que sur chacune des actions souscrites, il a été effectué un premier versement de vingt pour cent et que le montant de cette libération, s'élevant ensemble à la somme de trois millions de francs, se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

Article 7. — Les versements ultérieurs à effectuer sur les actions seront déterminés par le conseil d'administration qui en fixera l'époque et le montant.

L'actionnaire qui, après un préavis de quinze jours signifié par lettre recommandée, sera en retard d'effectuer le versement appelé, sera tenu envers la société à des intérêts de retard, calculés à huit pour cent l'an, à dater du jour de l'exigibilité du versement. Le conseil d'administration pourra en outre, après un second avis, resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres en Bourse par ministère d'agent de change, sans préjudice au droit de lui réclamer le restant dû, ainsi que pour dommages-intérêts éventuels.

Article 8. — Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale délibérant dans les formes requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

En cas d'augmentation du capital social, les actions nouvelles sont offertes par préférence aux anciens actionnaires; l'assemblée générale

décide, sur la proposition du conseil d'administration, des conditions de cette offre.

Cependant, l'assemblée peut décider que tout ou partie des actions nouvelles à souscrire contre espèces ne sont pas offertes par préférence aux anciens actionnaires.

Article 9. — Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération.

Les actions entièrement libérées sont au porteur.

Il est tenu au siège social ou au siège administratif un registre des actions nominatives.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur ce registre. Des certificats d'inscription, signés par deux administrateurs, sont délivrés aux actionnaires.

La cession des actions nominatives s'opère, soit par une déclaration de transfert inscrite sur le dit registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par leurs fondés de pouvoirs soit d'après les règles du droit civil sur le transfert des créances, soit par tout autre mode autorisé par la loi.

Toute cession d'actions nominatives est subordonnée à l'autorisation préalable du conseil d'administration, sans que celui-ci ait à donner les motifs d'un refus éventuel. Le titre au porteur est extrait d'un livre à souches, numéroté et revêtu de la signature de deux administrateurs. Toutefois, ces signatures peuvent être remplacées par des griffes. La cession du titre au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après que la fondation de la société ou l'augmentation de capital auront été autorisés par arrêté royal.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les parts sociales représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions sont soumis aux dispositions des articles 47 et 50 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Pourront toutefois être exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article 48 des mêmes lois.

Article 10. — Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par titre.

Toutefois, les actions pourront, sur décision du conseil d'administration et aux conditions à déterminer par ce dernier, être divisées en coupures qui, réunies en nombre suffisant, conféreront les mêmes droits que la part entière.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme propriétaire du titre à son égard.

Les actionnaires ne sont responsables des engagements de la société que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

Article 11. — Les propriétaires d'actions au porteur peuvent à toute époque en demander la conversion en actions nominatives et les propriétaires d'actions nominatives, entièrement libérées, peuvent à toute époque en demander la conversion en actions au porteur, le tout à leurs frais.

Article 12. — Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, se rapporter aux inventaires et bilans sociaux et aux décisions de l'assemblée générale. Ils n'ont aucun droit privatif sur les biens sociaux.

Article 13. — La société peut émettre des obligations hypothécaires ou autres par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Le conseil d'administration déterminera le type et le taux des intérêts, le mode et l'époque des remboursements ainsi que toutes autres conditions des émissions d'obligations.

TITRE III.

ADMINISTRATION — SURVEILLANCE.

Article 14. — La société est administrée par un conseil composé de cinq membres au moins, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Les premiers administrateurs resteront en fonctions jusqu'à l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante-huit.

A cette assemblée il sera pourvu à leur remplacement; les administrateurs sortants sont rééligibles.

La durée des mandats des administrateurs qui seront nommés par l'assemblée générale de mil neuf cent cinquante-huit, sera déterminée aussitôt après leur nomination par un tirage au sort, qui fixera à partir de l'assemblée générale de mil neuf cent cinquante-neuf l'ordre de sortie des administrateurs, de telle façon que par des sorties annuelles autant que possible en nombre égal, le mandat d'aucun administrateur ne dépasse six ans.

Article 15. — En cas de vacance d'une place d'administrateur par suite de décès, démission ou autrement, les administrateurs restants et les commissaires réunis en conseil général ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive. Si elle ne confirme pas le choix du conseil général, les décisions prises et la gestion assurée avec la collaboration de l'administrateur nommé provisoirement par le conseil général n'en demeurent pas moins valables.

L'administrateur nommé en remplacement d'un administrateur dans les conditions ci-dessus, achève le mandat de celui qu'il remplace.

Article 16. — Le conseil d'administration choisit dans son sein un président et un vice-président.

En cas d'empêchement du président et du vice-président, un administrateur est désigné pour le remplacer.

Article 17. — Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou du vice-président ou de l'administrateur qui le remplace, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que trois administrateurs le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article 18. — Les séances du conseil d'administration sont présidées par le président ou en son absence par le vice-président, sinon par l'administrateur qui le remplace.

Le conseil ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Chaque administrateur empêché peut, même par simple lettre ou télégramme, déléguer un autre membre du conseil pour le représenter et voter en ses lieu et place. Le déléguant sera dans ce cas réputé présent. Toutefois, aucun administrateur ne peut ainsi représenter plus de deux membres du conseil et avoir plus de trois voix, une pour lui et deux pour ses mandants.

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des voix; en cas de partage, la voix du président de la séance est prépondérante.

Dans le cas où un ou plusieurs administrateurs auraient un intérêt opposé à celui de la société dans une opération soumise à l'approbation du conseil d'administration, ils sont tenus d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Ils ne peuvent prendre part à cette délibération et les décisions doivent être prises en conseil d'administration réunissant la majorité des autres membres.

Il est spécialement rendu compte à la première assemblée générale avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles un des administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la société.

Article 19. — Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux, inscrits dans un registre spécial tenu au siège administratif ou siège social.

Les procès-verbaux sont signés par la majorité au moins des membres qui auront pris part à la délibération.

Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou par l'administrateur qui le remplace ou par deux administrateurs.

Article 20. — Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des affaires de la société.

Il peut notamment faire tous actes d'administration et de disposition et passer tous contrats, marchés et entreprises, acquérir, vendre, échanger, prendre et donner à bail tous biens, meubles ou immeubles, solliciter toutes concessions quelconques, accepter le transfert de toutes concessions, consentir tous prêts, accepter toutes hypothèques ou autres garanties, conclure

tous emprunts et consentir tous droits réels et toutes garanties mobilières ou immobilières, même avec stipulation de voie parée, faire et recevoir tous paiements, en exiger ou fournir toutes quittances, renoncer à tous droits d'hypothèque ou de privilège ainsi qu'à toutes actions résolutoires, donner mainlevée et consentir à la radiation de toutes inscriptions hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions, nantissements, gages et autres empêchements quelconques; consentir toutes mentions et subrogations, le tout avant ou après paiement; nommer et révoquer tous agents ou employés; fixer leurs attributions, traitements et cautionnements; en cas de contestations et de difficultés, plaider devant toutes juridictions, tant en demandant qu'en défendant, à cet effet constituer tous avocats, avoués, notaires ou huissiers, interjeter tous appels et former tous recours, obtenir toutes décisions, sentences, jugements et arrêts, les faire exécuter, traiter, transiger, acquiescer, compromettre en tout état de cause, sur tous intérêts sociaux.

L'énumération qui précède n'est pas limitative mais simplement énonciative; tout ce qui n'est pas expressément réservé par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale des actionnaires est de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer ou donner des pouvoirs spéciaux déterminés à un ou à plusieurs de ses membres, ou même à des tierces personnes, associées ou non.

Il peut également déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués et confier l'ensemble ou telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs choisis dans ou hors de son sein, associés ou non.

Il fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations à raison de ces attributions spéciales. Il les révoquera et pourvoira à leur remplacement, s'il y a lieu.

Article 21. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant seront suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou de l'administrateur délégué à cette fin.

Article 22. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations à défaut d'une délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration seront signés par deux administrateurs.

Les actes relatifs à l'exécution des décisions du conseil d'administration auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, spécialement les procurations, les actes de vente, d'achat ou d'échange d'immeubles, les actes de constitution ou d'acceptation d'hypothèques et les mainlevées, avec ou sans paiement, sous renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, seront valablement signés par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier à l'égard des tiers, d'une décision préalable du conseil.

La signature sociale peut être déléguée par décision du conseil d'administration à un ou plusieurs agents, agissant individuellement ou collectivement, dans les limites et sous les réserves que le conseil d'administration déterminera.

Article 23. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder trois ans, par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine leur nombre, et toujours révocables par elle.

Les premiers commissaires restent en fonctions jusqu'après l'assemblée générale de mil neuf cent cinquante-huit, laquelle procédera à leur remplacement; à partir de cette époque l'ordre de sortie sera déterminé comme pour les administrateurs. Les commissaires sortants sont rééligibles.

Article 24. — Les commissaires ont un droit illimité de contrôle et de surveillance sur toutes les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans les déplacer, des documents, livres, procès-verbaux, correspondance et généralement de toutes les écritures de la société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Leur responsabilité en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité générale des administrateurs.

Le collège des commissaires peut se faire assister par un expert, en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société.

L'expert doit être agréé par la société.

Les commissaires délibèrent dans les mêmes formes que les administrateurs.

Ils ont toujours le droit de convoquer l'assemblée générale.

Article 25. — Chaque administrateur doit affecter par privilège vingt-cinq actions nominatives de la société à la garantie de sa gestion. Le cautionnement de chaque commissaire est fixé à dix actions nominatives de la société.

Les actions affectées aux cautionnements sont inaliénables pendant la durée des fonctions de celui dont elles garantissent le mandat. Elles seront restituées après que l'assemblée générale aura approuvé le bilan de la dernière année pendant laquelle ces fonctions auront été exercées.

Article 26. — Le conseil d'administration règle la répartition entre les administrateurs et commissaires de la part qui leur est attribuée sur les bénéfices en vertu de l'article 42, sans que les parts attribuées aux divers administrateurs doivent être égales. L'assemblée générale ordinaire pourra allouer une indemnité fixe aux administrateurs, imputable sur les frais généraux.

Le conseil d'administration est autorisé également à accorder aux administrateurs et commissaires chargés de fonctions ou de missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux.

Article 27. — Les administrateurs et les commissaires ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Ils ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle relative aux engagements de la société.

TITRE IV.

ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES.

Article 28. — L'assemblée générale des actionnaires, régulièrement constituée, représente l'universalité des propriétaires d'actions. Elle se compose de tous les actionnaires.

Les décisions sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou dissidents.

Article 29. — L'assemblée générale ordinaire se réunit de plein droit le troisième mercredi du mois de mai, ou le lendemain si ce jour était un jour férié, et ce pour la première fois en mil neuf cent cinquante-quatre, à onze heures, au siège administratif ou en tout autre endroit désigné dans les convocations.

Le conseil d'administration ou le collège des commissaires peuvent convoquer des assemblées générales extraordinaires toutes les fois que l'intérêt social l'exige; ils doivent les convoquer sur la demande écrite d'actionnaires justifiant de la possession du cinquième du capital social.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent au siège administratif ou en tout autre endroit désigné dans les convocations.

Article 30. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée dans le Moniteur Belge, dans un journal de Bruxelles, dans un journal d'Anvers et dans le Bulletin Officiel du Congo Belge à Bruxelles.

Des lettres missives sont adressées quinze jours au moins avant l'assemblée générale, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées à la poste, au moins quinze jours avant l'assemblée.

Article 31. — Pour pouvoir assister à l'assemblée, tout actionnaire en nom doit se faire inscrire au siège administratif cinq jours au moins avant la réunion.

Les propriétaires des titres au porteur devront cinq jours avant l'assemblée générale faire connaître les numéros de leurs titres au siège administratif ou si le conseil d'administration en décide ainsi aux banques, chez les banquiers ou autres personnes que le conseil d'administration pourra désigner.

Ils seront admis à l'assemblée générale sur la production de ces titres ou d'un certificat constatant que le dépôt en a été fait. Cette prescription n'est pas applicable aux administrateurs et aux commissaires dont les titres constituant leurs cautionnements sont de droit réputés déposés en vue de toute assemblée générale.

Article 32. — Tout actionnaire qui s'est conformé à l'article précédent pourra se faire représenter à l'assemblée par un actionnaire ayant lui-même le droit de vote.

Le conseil d'administration pourra déterminer la forme des procurations et en exiger le dépôt au siège administratif ou au siège social dans le délai qu'il fixera s'il y a lieu.

Les mineurs, les interdits, les femmes mariées et les établissements publics ou privés seront représentés par leurs représentants ou organes reconnus.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes devront respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Article 33. — Les actions de capital confèrent chacune le droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux-cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Article 34. — Le bureau des assemblées générales se compose des membres présents du conseil d'administration. L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration, ou à son défaut par le vice-président, sinon par l'administrateur qui le remplace.

Le président désigne le secrétaire, l'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.

Article 35. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise en délibération si elle n'est signée par les actionnaires représentant le cinquième du capital social et si elle n'a été communiquée en temps utile au conseil d'administration pour être insérée dans les avis de convocation.

Les délibérations sont prises, quelle que soit la portion du capital représentée à l'assemblée à la majorité absolue des voix y représentées.

Le vote a lieu par assis et levé ou par appel nominal.

Le scrutin secret est obligatoire pour les cas de révocation.

Il peut dans tous les cas être demandé par les membres de l'assemblée possédant ensemble le tiers des titres présents ou représentés.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas de parité de suffrages à ce scrutin de ballottage le plus âgé des candidats est élu. Une liste de présence indiquant le nom des actionnaires et le nombre de titres qu'ils représentent, doit être signée par chacun d'eux ou par leurs mandataires, avant d'entrer à l'assemblée.

Article 36. — Par dérogation à l'article qui précède, lorsque l'assemblée générale aura à délibérer sur l'augmentation de capital ou la fusion de la société avec toutes autres, ou sur toute autre modification aux statuts, elle ne pourra valablement statuer que si l'objet des modifications propo-

sées a été indiqué spécialement dans les convocations et que si les actionnaires formant l'assemblée représentent la moitié au moins du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement, quelle que soit la portion du capital représentée. Dans l'un ou dans l'autre cas, la décision ne sera valablement prise que si elle réunit les trois-quarts des voix représentées à l'assemblée et exprimées valablement.

Article 37. — L'assemblée générale entend les rapports des administrateurs et des commissaires et discute le bilan.

Le conseil d'administration a le droit de proroger, séance tenante, l'assemblée à trois semaines. Cette prorogation annule toute décision prise. La seconde assemblée a le droit d'arrêter définitivement le bilan.

L'assemblée générale se prononce, après l'adoption du bilan, par un vote spécial, sur la décharge des administrateurs et commissaires.

Article 38. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les expéditions et extraits à délivrer aux tiers sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

TITRE V.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION — RESERVES.

Article 39. — L'exercice social commencera le premier janvier et se terminera le trente-et-un décembre de chaque année. Le premier exercice social se clôturera le trente-et-un décembre mil neuf cent cinquante-trois.

Article 40. — Le conseil d'administration dresse, à la fin de chaque année, un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et en général, de toutes les dettes actives et passives de la société, ainsi que le résumé de tous les engagements et également les dettes des administrateurs, commissaires et directeurs envers la société.

Après avoir arrêté les écritures sociales le conseil forme ensuite le bilan et le compte des profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et l'actif disponible, et au passif les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles. .

Les inventaires, le bilan et le compte des profits et pertes, ainsi que toutes pièces annexées établies comme il est dit ci-dessus sont mis, avec le rapport du conseil d'administration, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, à la disposition des commissaires qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

Article 41. — Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires et éventuellement les obligataires, peuvent prendre connaissance au siège administratif :

1° Du bilan et du compte des profits et pertes.

2° De la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de sociétés qui composent le portefeuille.

3° Du rapport des commissaires.

Le bilan et le compte des profits et pertes, de même que le rapport des commissaires sont adressés aux actionnaires en nom en même temps que les convocations.

Article 42. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite de tous frais généraux, charges, amortissements et participations prévues pour le personnel, constitue le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice il sera prélevé annuellement :

1° Cinq pour cent affectés à la constitution d'un fonds de réserve. Lorsque celui-ci aura atteint le dixième du capital social, ce prélèvement cessera d'être obligatoire.

2° Le restant servira à payer :

a) un premier dividende ne dépassant pas huit pour cent brut du montant dont les actions de capital sont effectivement libérées.

b) sur le solde il sera attribué quinze pour cent aux administrateurs et commissaires à répartir entre eux.

c) le solde restant sera réparti entre les actions de capital.

Toutefois, l'assemblée pourra décider que tout ou partie de ce solde sera affecté à une réserve extraordinaire ou à un fonds de prévision et/ou reporté à nouveau.

L'assemblée pourra décider également que tout le bénéfice, après le prélèvement en faveur de la réserve légale, sera affecté à un fonds de réserve extraordinaire ou de prévision et/ou reporté à nouveau.

Article 43. — Les dividendes sont payés aux endroits et aux époques à fixer par le conseil d'administration.

Article 44. — Le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la mention de la publication des actes constitutifs et modificatifs des statuts de la société, doivent, dans le mois de leur approbation, être publiés aux frais de la société et par les soins des administrateurs aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou du Bulletin Administratif du Congo Belge et du Moniteur Belge.

A la suite du bilan sont publiés les nom, prénoms, profession et domicile des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi de la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale.

TITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article 45. — La société peut être dissoute en tout temps par décision de l'assemblée générale, délibérant conformément à l'article 36 des statuts.

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée, délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois-quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un-quart des actions représentées à l'assemblée.

En cas de dissolution, l'assemblée générale nommera les liquidateurs et déterminera leurs pouvoirs, leur rémunération et le mode de liquidation. Elle aura à cette fin les pouvoirs les plus étendus.

L'excédent de l'actif sur le passif sera réparti comme suit :

1° Il sera tout d'abord payé aux actions de capital un montant égal à celui dont elles ont été libérées.

Au cas où les actions ne se trouveraient pas libérées toutes dans une égale proportion, le ou les liquidateurs doivent, avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

2° Le surplus éventuel sera réparti entre les actions de capital.

TITRE VII.

ELECTION DE DOMICILE.

Article 46. — Tout actionnaire domicilié hors de Belgique ou du Congo-Belge sera tenu d'élire domicile en Belgique, pour tout ce qui se rattache à l'exécution des présents statuts.

A défaut d'élection de domicile, celui-ci sera censé élu de plein droit au siège administratif de la société, où toutes les notifications, sommations, assignations et significations seront valablement faites.

Tout administrateur, commissaire ou liquidateur domicilié hors de Belgique ou du Congo Belge est censé, pendant la durée de ses fonctions, élire domicile également au siège administratif de la société où toutes les assignations et notifications peuvent de même être données relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

TITRE VIII.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 47. — Le nombre des administrateurs est fixé pour la première fois à dix. Sont appelés à ces fonctions, Messieurs :

1. Donald Barlow-Harvey, chartered accountant, à Uccle, 18, avenue du Maréchal.

2. Gustave Blutz, administrateur de sociétés, à Bruxelles, 26, avenue des Scarabées.

3. Robert Godding, prénommé.

4. Le Comte Jean Goblet d'Alviella, prénommé.

5. Le Baron Paul Kronacker, prénommé.

6. Willy Mankovsky, administrateur de sociétés, à Bruxelles, 26, avenue de Tervueren.

7. René Nottebohm, prénommé.

8. Joseph Ravet, administrateur de sociétés, à Binga par Lisala (Congo Belge).

9. William Allison Skinner, prénommé.

10. Maurice J.A. Werbroeck, directeur de société, à Anvers, Longue rue Lozane, 225.

Le nombre des commissaires est fixé pour la première fois à quatre. Sont appelés à ces fonctions, Messieurs :

1. John Frederic Greaves, expert-comptable, à Bruxelles, 292, avenue Molière.

2. Léonard Georges Maishman, comptable, à Watermael-Boitsfort, 9, Drève des Wegelias.

3. Raymond Ruys, expert-comptable à Anvers, 25, avenue Britannique.

4. Pierre van Regemorter, administrateur de sociétés, à Kapellen.

TITRE IX.

DISPOSITIONS GENERALES.

Article 48. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la loi coloniale.

TITRE X.

DECLARATION RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE LA SOCIETE A RAISON DE SA CONSTITUTION.

Article 49. — Les parties déclarent que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élève approximativement à cent septante mille francs.

DONT ACTE.

Fait et passé à Anvers, date que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(suivent les signatures).

Geregistreerd :

tien bladen dertien verzendingen

te Antwerpen, B.A. 1ste kantoor,

den 25 Juli 1952.

Deel 191,

blad 19,

vak 12.

Ontvangen veertig frank.

De ontvanger (g) Et. Vandewalle.

(Suivent les procurations.)

Pour expédition :

Le notaire (s) A. Cols.

Antoine Cols, Notaire à Anvers.

Voorzitter der Rechtbank van 1ste Aanleg Antwerpen.

Gezien door ons Ch. Van Hal, Voorzitter van de Vacatiekamer der Rechtbank van Eerste Aanleg, zitting houdende te Antwerpen, voor echtverklaring van het hierboven staande handteken van A. Cols.

Antwerpen, de 1 Augustus 1952. (g) C. Van Hal.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Van Hal, apposée ci-contre. Bruxelles, le 5 août 1952. Le Chef de Bureau (s) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée au verso.

Bruxelles, le 5 août 1952. Le Conseiller adjoint (s) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu, le Ministre des Colonies, le 20 août 1952.	Mij bekend, de Minister van Koloniën, de 20 Augustus 1952.

(sé) DEQUAE (get).

Société d'Etude et de Rationalisation de Travaux Miniers au Congo Belge, en abréviation « SERTRA CONGO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : ELISABETHVILLE.

Siège administratif : MONS.

—

CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le huit juillet.

Par devant Maître Jean GRIMARD, Notaire de résidence à Mons, en présence de Maître Jean GOBEAUX, Notaire à Fontaine l'Evêque,

ONT COMPARU :

1) La Société Anonyme d'Arendonck, ayant son siège social à Arendonck, ici représentée par Monsieur GERARD Paul-L. ci-après qualifié, suivant procuration du premier juillet courant.

2) La Société Anonyme Société d'Etude et de Rationalisation de Travaux Miniers, en abrégé « SERTRA », ayant son siège social à Liège, rue Sainte-Marie, numéro 34, ici représentée par Monsieur DUFRASNE Maurice, ci-après qualifié, suivant procuration du premier juillet courant.

3) La Société Anonyme Poudrerie d'Ombret, J. P. GERARD et Compagnie, ayant son siège à Liège, rue Sainte-Marie, numéro 34, ici représentée par Monsieur DEGUENT Marcel, ingénieur, demeurant à Uccle, avenue des Ormeaux, numéro trois, suivant procuration du premier juillet courant.

4) La Société Anonyme Belge de la Dynamite NOBEL, ayant son siège social à Liège, rue Sainte-Marie, numéro 34, ici représentée par Monsieur GERARD Paul-L., ci-après qualifié, suivant procuration du premier juillet courant.

5) La Société Africaine d'Explosifs (AFRIDEX), Société Congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Jadotville (Congo-Belge), ici représentée par Monsieur DUFRASNE Maurice, ci-après qualifié, suivant procuration du vingt-trois juin dernier.

6) Monsieur BANETON René, fonctionnaire, demeurant à Mons, Boulevard Sainctelette, numéro 63.

7) Monsieur CAUDRON Adelson-Edmond, dit Edmond, négociant, demeurant à Mons, rue des Sœurs Grises, ici représenté par Monsieur BANETON René, ci-dessus qualifié, suivant procuration du dix-huit juin dernier.

8) Monsieur CAUDRON Fernand-Emile-Jules, employé, demeurant à Hyon, ici représenté par Monsieur BANETON René, ci-dessus qualifié, suivant procuration du dix-huit juin dernier.

---

(1) Arrêté royal du 5 septembre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1952 — 1re Partie.

9) Monsieur CHEVALIER Henry, docteur en médecine, demeurant à Mons, avenue Maistriau.

10) Monsieur CHELUBSKY Elie, ingénieur, demeurant à Ixelles, rue Camille Lemonnier, numéro 70.

11) Monsieur DAGNELIE Vital-Charles, agent commercial, demeurant à Mons, Boulevard des Etats-Unis, numéro 83, ici représenté par Monsieur BANETON René, ci-dessus qualifié, suivant procuration du vingt et un juin dernier.

12) Monsieur DANTHINE Marcel-Jules-Joseph-Ghislain, chef comptable, demeurant à Jemappes, rue Georges Clémenceau, numéro un.

13) Monsieur DARDENNE Roger-Léon-Usmer, ingénieur, demeurant à Louvroil, ici représenté par Monsieur BANETON René, ci-dessus qualifié, suivant procuration du dix-neuf juin dernier.

14) Monsieur DEFER Charles-Léonce-Joseph, chef de service, demeurant à Mons, Boulevard Sainctelette, numéro 63, ici représenté par Monsieur BANETON René, ci-dessus qualifié, suivant procuration du trente juin dernier.

15) Monsieur DELHAYE Georges-Marie-Joseph, ingénieur civil des Mines, demeurant à Mons, Boulevard Dolez, numéro 2.

16) Monsieur DELIGNE André-Joseph, ingénieur, demeurant à Marchienne-au-Pont, route de Beaumont.

17) Monsieur DEMILLECAMPS Edmond-Louis, secrétaire de société, demeurant à Mons, rue de Gages, numéro 26, ici représenté par Monsieur DUFRASNE Maurice, ci-après qualifié, suivant procuration du dix-huit juin dernier.

18) Mademoiselle DESENFANS Elvire-Marie-Alice-Joseph-Ghislaine, infirmière, demeurant à Bruxelles IV, rue de l'Orme, numéro 8, ici représentée par Monsieur DUFRASNE Maurice, ci-après qualifié, suivant procuration du quatorze juin dernier.

19) Monsieur DUFRASNE Pierre-Louis-Valère, directeur de société, demeurant à Mons, rue de la Halle, numéro 38, ici représenté par Monsieur DUFRASNE Maurice, ci-après qualifié, suivant procuration du vingt-huit juin dernier.

20) Monsieur DUFRASNE Maurice, industriel, demeurant à Masnuy-Saint-Jean, chemin des Princes, numéro 45.

21) Monsieur DUPONT Paul-Louis-Charles, directeur de société, demeurant à Arendonck, rue de la Poudre, numéro 25, ici représenté par Monsieur Maurice DUFRASNE, ci-dessus qualifié, suivant procuration du quatorze juin dernier.

22) Monsieur GERARD Paul-Léon-Ernest, ingénieur civil des Mines, demeurant à Uccle, avenue Fond Roy, numéro 23.

23) Madame GERARD Cécile-Renée-Suzanne, sans profession, demeurant à Bruxelles IV, rue Champ du Roi, numéro 18, épouse de Monsieur HUISMAN Maurice, ici représentée par Monsieur GERARD Paul-L., ci-dessus qualifié, suivant procuration du quinze juin dernier.

24) Madame PETIT BOIS Stéphanie-Rose-Octavie, propriétaire, veuve de Monsieur GERARD Gustave, demeurant à Uccle, avenue Brugmann, numéro 427, ici représentée par Monsieur GERARD Paul-L., ci-dessus qualifié, suivant procuration du vingt-deux juin dernier.

25) Monsieur JOLY Emile, ingénieur, demeurant à Wasmes, rue du Bois, numéro 72.

26) Monsieur LAHAUT Jules-Adolphe-Joseph, docteur en médecine demeurant à Mons, avenue Jean d'Avesnes, numéro 9, ici représenté par Monsieur BANETON René, ci-dessus qualifié, suivant procuration du dix-neuf juin dernier.

27) Monsieur LEBAS Joseph-Alfred-Emile, docteur en médecine, demeurant à Mons, rue des Capucins, numéro 57, ici représenté par Monsieur BANETON René, suivant procuration du dix-huit juin dernier.

28) Monsieur LEFEBVRE Franz, administrateur de société, demeurant à Pommerœul.

29) Monsieur LEFEVRE Roger-Emmanuel, ingénieur, demeurant à Jumet, rue Sohier, numéro 70, ici représenté par Monsieur DUFRASNE Maurice, préqualifié, suivant procuration du quatre juillet courant.

30) Monsieur MAKA François-Florent, chef comptable, demeurant à Liège, rue du Coq, numéro 52, ici représenté par Monsieur DUFRASNE Maurice, préqualifié, suivant procuration du quatorze juin dernier.

31) Monsieur MITCHELL Donald-Earl, directeur de société, demeurant à New York, U.S.A., Broadway, 233, ici représenté par Monsieur DUFRASNE Maurice, préqualifié, suivant procuration du seize juin dernier.

32) Monsieur MOUREAU Fernand-Marie-Joseph, ingénieur AILg, demeurant à Liège, rue Ch. Morren, numéro 1 bis.

33) Monsieur POURBAIX Robert-Henri-Ghislain, industriel, demeurant à Harmignies, ici représenté par Monsieur BANETON René, ci-dessus qualifié, suivant procuration du vingt juin dernier.

34) Monsieur QUIEVY Prosper, inspecteur principal honoraire des Eaux et Forêts, demeurant à Mons, Grand Rue, numéro 69.

35) Monsieur SOIL Léon-Jean-Marie, ingénieur, demeurant à Maubeuge, ici représenté par Monsieur BANETON René, ci-dessus qualifié, suivant procuration du dix-huit juin dernier.

36) Monsieur TOUBEAU René, ingénieur civil des Mines, demeurant à Mons, avenue Victor Maistriau, numéro 64.

37) Monsieur VAN de BERG Marcel-Ambroise-Hippolyte-Jean, chef comptable, demeurant à Liège, Quai de Rome, numéro 1, ici représenté par Monsieur DUFRASNE Maurice préqualifié, suivant procuration du seize juin dernier.

Toutes les procurations ci-dessus mentionnées sont en la forme sous seings privés, ici vues et lues, demeureront ci-annexées et seront enregistrées en même temps que les présentes.

Lesquels comparants ont requis le Notaire soussigné de dresser, par les présentes, sous le régime des lois en vigueur au Congo Belge et au Ruanda-

Urundi, les statuts d'une Société par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés comme suit :

CHAPITRE I.

DENOMINATION — SIEGE SOCIAL — OBJET — DUREE.

ARTICLE UN. — Il est créé par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi, une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination : « Société d'Etude et de Rationalisation de Travaux Miniers au Congo Belge ». en abrégé « SERTRA CONGO ».

ARTICLE DEUX. — Le siège social est fixé à Elisabethville; il pourra être établi ultérieurement dans toute autre localité du Congo Belge ou du Ruanda-Urundi, qui sera désignée par le Conseil d'administration.

Le siège administratif est à Mons, rue du Miroir, numéro 8. Il pourra être établi ultérieurement dans toute autre localité belge ou de la colonie du Congo Belge ou du Ruanda-Urundi à désigner par le conseil d'administration.

Tout transfert du siège social sera publié sous forme d'avis aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou du Bulletin Administratif du Congo Belge.

ARTICLE TROIS. — La Société a pour objet principal de faire à la Colonie du Congo Belge, au Ruanda-Urundi et accessoirement dans les régions voisines, toutes études et tous travaux relatifs à l'exploitation des mines, minières et carrières; toutes entreprises de devis, travaux, de fournitures de matériel, etcœtera, ayant pour but l'équipement et l'exploitation de mines, minières et carrières, l'entreprise de travaux de toute nature et notamment de chemin de fer, ports, canaux, routes, usines, installations électriques, hydrauliques et autres, électrifications, installations pour la navigation, maritime ou fluviale, tous travaux agricoles, tous immeubles et tous ouvrages du génie civil ou militaire pour le compte de gouvernements, d'administrations publiques, de sociétés ou de particuliers.

La Société peut également entreprendre la fabrication et le commerce de tous objets en ciment et en béton et de tous matériaux de construction; elle peut acquérir, prendre à bail, exploiter tous chantiers, usines, carrières et établissements utiles à ses entreprises. Elle pourra acquérir, obtenir, céder et exploiter tous brevets.

La Société exécute ses entreprises par elle-même ou par association ou convention avec des tiers.

En ordre subsidiaire, la Société peut s'intéresser par voie d'apports, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toutes sociétés ou entreprises congolaises, belges ou étrangères existantes ou à exister dont l'objet, soit directement, soit indirectement, serait similaire, analogue ou connexe au sien, ou dont le concours serait utile pour lui procurer un avantage quelconque au point de vue de la réalisation de son objet social ou de l'écoulement de ses produits.

ARTICLE QUATRE. — La durée de la Société est de trente ans à dater de l'arrêté royal d'autorisation.

Sous réserve d'autorisation par arrêté royal, cette durée pourra être successivement prorogée, de même que la Société pourra être dissoute anticipativement, par simple décision de l'assemblée générale des actionnaires convoqués et délibérant dans les formes et avec la majorité prévues pour les modifications aux statuts.

La Société peut stipuler ou s'engager pour un terme excédant sa durée.

CHAPITRE II.

CAPITAL — ACTIONS — OBLIGATIONS.

ARTICLE CINQ. — Le capital est de six millions de francs congolais, représenté par six mille actions de mille francs chacune.

ARTICLE SIX. — Les actions sont souscrites en numéraire comme suit, à concurrence de cinq millions de francs.

1) La Société Anonyme d'Arendonck, mille quatre cents actions	1.400
2) La Société Anonyme Société d'Etude et de Rationalisation de Travaux Miniers, en abrégé « SERTRA », à Liège, cinq cent soixante actions	560
3) La Société Anonyme Poudrerie d'Ombret J. P. GERARD et Compagnie, deux cent cinquante actions	250
4) La Société Anonyme Belge de la Dynamite « NOBEL », cent cinquante actions.	150
5) La Société Africaine d'Explosifs « AFRIDEX », deux cent cinquante actions	250
6) Monsieur BANETON René, septante-cinq actions . . .	75
7) Monsieur CAUDRON Edmond, cent actions	100
8) Monsieur CAUDRON Fernand, trente actions	30
9) Monsieur CHEVALIER Henry, cent actions	100
10) Monsieur CHELUBSKY Elie, quatre cents actions. . .	400
11) Monsieur DAGNELIE Vital, quinze actions	15
12) Monsieur DANTHINNE Marcel, dix actions	10
13) Monsieur DARDENNE Roger, cent actions	100
14) Monsieur DEFER, Charles, nonante-cinq actions . . .	95
15) Monsieur DELHAYE Georges, soixante actions . . .	60
16) Monsieur DELIGNE André, cent quarante-cinq actions .	145
17) Monsieur DEMILLECAMPS Edmond, dix actions . .	10
18) Mademoiselle DESENFANS Elvire, cinquante actions .	50

19)	Monsieur DUFRASNE Pierre, cinquante actions . . .	50
20)	Monsieur DUFRASNE Maurice, deux cent quinze actions .	215
21)	Monsieur DUPONT Paul, vingt-cinq actions	25
22)	Monsieur GERARD Paul-L., vingt-une actions . . .	21
23)	Madame HUISMAN-GERARD, dix actions	10
24)	Madame Gustave GERARD-PETIT BOIS, neuf actions .	9
25)	Monsieur JOLY Emile, cent actions	100
26)	Monsieur LAHAUT Jules, deux cents actions	200
27)	Monsieur LEBAS Joseph, cinquante actions	50
28)	Monsieur LEFEBVRE Franz, quarante actions . . .	40
29)	Monsieur LEFEVRE Roger, septante actions	70
30)	Monsieur MAKA François-Florent, dix actions . . .	10
31)	Monsieur MITCHELL Donald, cinquante actions . . .	50
32)	Monsieur MOUREAU Fernand, vingt actions	20
33)	Monsieur POURBAIX Robert, cent actions	100
34)	Monsieur QUIEVY Prosper, cinquante actions . . .	50
35)	Monsieur SOIL Léon, septante-cinq actions	75
36)	Monsieur VAN de BERG Marcel, cinq actions	5
37)	Monsieur TOUBEAU René, cent actions	100
	Soit ensemble : cinq mille actions.	5.000

Les comparants déclarent et reconnaissent que sur chacune de ces cinq mille actions, il a été versé en numéraire un tiers, soit au total un million six cent soixante-six mille six cent soixante-six francs soixante-six centimes de francs congolais, qui se trouvent dès à présent à la libre et entière disposition de la Société.

La Société d'Etude et de Rationalisation de Travaux Miniers, en abréviation « SERTRA » ayant son siège social à Liège, rue Sainte-Marie, précitée, déclare faire apport à la Société présentement constituée, de tout son fonds de commerce au Congo Belge comprenant sa dénomination pour être utilisée au Congo Belge, les contrats en cours, les relations commerciales et les agences qu'elle possède pour l'exercice de son activité au Congo Belge, ses études, plans, devis, estimations, recherches pour tous travaux à exécuter au Congo Belge, la clientèle qu'elle possède au Congo Belge. Les parties déclarent se contenter de cette détermination, connaissant parfaitement la réalité et la consistance des apports ainsi effectués. Ces apports sont évalués à la somme de un million de francs congolais. En rémunération de ces apports, il est attribué à la Société d'Etude et de Rationalisation de Travaux Miniers, à Liège, mille actions de mille francs chacune entièrement libérées, ce qui est accepté par Messieurs les souscripteurs présents ou représentés.

ARTICLE SEPT. — Sous réserve d'autorisation par arrêté royal, le capital peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire statuant avec la majorité de présence et de vote requise pour les modifications aux statuts.

Lors de toute augmentation de capital, le conseil d'administration fixe le taux et les conditions d'émission des actions nouvelles.

Les nouvelles actions à souscrire en espèces sont offertes de préférence aux propriétaires d'actions, au prorata du nombre de leurs titres au jour de l'émission dans le délai et aux conditions fixées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration a, dans tous les cas, la faculté de passer, aux clauses et conditions qu'il avise, avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions à émettre.

Aucune action ne peut être émise en dessous du pair.

ARTICLE HUIT. — Pour la libération des actions souscrites ci-dessus, ou de celles qui viendraient à être créées en suite d'une augmentation de capital, le conseil d'administration fera les appels de fonds nécessaires, fixera les époques de versement dans un avis envoyé par lettre recommandée aux actionnaires, au moins quinze jours avant l'époque fixée pour les versements et déterminera l'affectation de ces versements au prorata de la participation nominale de chaque actionnaire dans le capital social.

Tout versement qui n'a pas été effectué à l'échéance, porte intérêt de plein droit, au profit de la Société, au taux officiel de la Banque Nationale de Belgique pour l'escompte des traites non acceptées augmenté de un pour cent avec minimum de sept pour cent l'an à partir du jour de l'exigibilité.

En cas de non paiement à la date fixée par le conseil d'administration, celui-ci est en droit, quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée ou par exploit adressé à l'actionnaire défaillant, de faire vendre, sans autre procédure, les titres de ce dernier à la Bourse de Bruxelles, par le ministère d'un agent de change; cette vente se fait pour compte et aux risques du retardataire et la somme en provenant, déduction faite des frais, appartient à la Société jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû par l'actionnaire exécuté; celui-ci reste passible de la différence en moins comme il profite de l'excédent éventuel.

Les certificats représentant les actions exécutées n'auront plus aucune valeur, le tout sans préjudice à l'exercice, même simultané, de tous les autres moyens de droit.

Les actions ne peuvent être libérées anticipativement que dans les conditions déterminées par le conseil d'administration.

ARTICLE NEUF. — Il est tenu au siège administratif un registre des actions nominatives dont tout actionnaire peut prendre connaissance; ce registre contient :

— La désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions;

— L'indication des versements effectués;

— Les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur.

Une copie de ce registre sera tenue au siège social.

ARTICLE DIX. — La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur le registre prescrit par l'article précédent.

Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés aux actionnaires.

La cession s'opère par déclaration de transfert inscrite sur le même registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur fondé de pouvoir, ainsi que suivant les règles sur le transport des créances établies par l'article trois cent cinquante-trois du livre trois du code civil congolais.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance, ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La Société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

ARTICLE ONZE. — L'action au porteur est signée par deux administrateurs au moins. Les signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe. L'action indique :

— La date de l'acte constitutif de la Société et sa publication;

— Le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions, ainsi que la valeur nominale des titres;

— La consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits;

— Les avantages particuliers attribués aux fondateurs;

— La durée de la Société;

— Le jour et l'heure de l'assemblée générale annuelle.

ARTICLE DOUZE. — Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la Société, et ultérieurement après la date de l'Arrêté Royal autorisant l'augmentation de capital.

Si ces titres sont nominatifs, mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession est faite sur le registre et les certificats d'inscription.

ARTICLE TREIZE. — Les actions, non entièrement libérées, ne peuvent être cédées sans l'autorisation du conseil d'administration, qui n'aura jamais à faire connaître les raisons d'un refus éventuel.

Les titres ou parts bénéficiaires quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept

et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Pourront, toutefois être exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois.

ARTICLE QUATORZE. — Les porteurs d'actions peuvent, à toute époque et à leurs frais demander la conversion de leurs titres nominatifs en titres au porteur.

ARTICLE QUINZE. — La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires pour une seule action, l'exercice du droit y afférent est suspendu jusqu'à ce que les propriétaires de cette action se soient entendus pour désigner l'un d'entre eux comme étant, à l'égard de la Société, propriétaire de l'action.

La possession d'une action comporte l'adhésion aux statuts sociaux et aux décisions de l'assemblée générale des associés.

Les représentants, héritiers ou créanciers d'un actionnaire, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'une manière quelconque dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale.

ARTICLE SEIZE. — La Société peut émettre des obligations (hypothécaires ou non), en vertu d'une décision de l'assemblée générale, dont celle-ci détermine le type, le taux d'intérêt, fixe ou variable d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs au moins; les signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

CHAPITRE III.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

ARTICLE DIX-SEPT. — La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins associés ou non, nommés par l'assemblée générale et en tout temps révocables par elle; ils sont rééligibles.

Le nombre des administrateurs est fixé par l'assemblée générale.

ARTICLE DIX-HUIT. — L'ordre de sortie des administrateurs sera établi par la voie du sort, en réunion du conseil d'administration, de manière que, par des sorties simples ou multiples, aucun des mandats n'excède la durée de six ans. Les fonctions d'administrateur prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire.

Toutefois, les premiers administrateurs restent en fonctions jusqu'immédiatement après l'assemblée générale ordinaire annuelle de mil neuf cent cinquante-quatre, laquelle procédera à la réélection ou au remplacement des administrateurs.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la plus prochaine réunion, procède à l'élection définitive.

ARTICLE DIX-NEUF. — Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et peut élire un ou plusieurs vice-présidents.

Il peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci un comité de direction dont il nomme le président qui doit être choisi parmi les administrateurs. Il détermine les pouvoirs du comité de direction et le montant de la rémunération de ses membres.

Il peut en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou deux administrateurs-délégués chargés également de l'exécution des décisions du conseil, confier la direction de l'affaire à un ou plusieurs directeurs ou sous directeurs, choisis dans ou hors de son sein, actionnaires ou non, et déléguer des pouvoirs spéciaux à tous mandataires.

Le conseil fixe les pouvoirs et les émoluments fixes ou variables attachés à ces délégations.

ARTICLE VINGT. — Pour les opérations dans la Colonie du Congo Belge, au Ruanda-Urundi et en pays étranger, la Société peut, par décision du conseil d'administration, être représentée par un administrateur, un directeur ou un fondé de pouvoir, qui sont munis d'une procuration conférée par le Conseil.

ARTICLE VINGT ET UN. — Le conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son président et en cas d'absence de celui-ci, du vice-président et à défaut de ce dernier, du président du comité de direction, d'un administrateur-délégué ou à leur défaut, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que les intérêts de la Société le demandent et à l'endroit désigné par le conseil d'administration.

Il doit se réunir chaque fois que trois administrateurs au moins le demandent.

ARTICLE VINGT-DEUX. — Le Conseil ne peut délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et d'y voter en ses lieu et place; ces procurations sont conservées au siège administratif et transcrites à la suite du procès-verbal. Aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du membre qui préside, est prépondérante.

Si dans une séance du Conseil réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, parce qu'ils ont un intérêt opposé à celui de la Société, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du Conseil présents ou représentés.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président, par un administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

ARTICLE VINGT-TROIS. — Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social, à la seule exception de ceux réservés par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale.

Il peut notamment décider toutes les opérations qui se rapportent à l'objet social, acquérir, aliéner ou échanger tous biens meubles et immeubles, exploiter, affermer ou céder toutes concessions de quelque nature que ce soit; emprunter, sauf par voie d'émission d'obligation laissée par l'article seize à la décision de l'assemblée générale; hypothéquer les biens sociaux, constituer toutes garanties; consentir tous prêts et accepter tous gages, nantissements et hypothèques; stipuler la voie parée; dispenser de toutes inscriptions d'office; renoncer à tous droits réels et à l'action résolutoire, consentir mainlevée de toutes inscriptions hypothécaires ou autres, transcriptions, oppositions et saisies, le tout avec ou sans paiement, plaider devant toute juridiction, tant en demandant qu'en défendant, obtenir toutes décisions, sentences, jugements et arrêts et les exécuter; acquiescer, se désister, compromettre ou transiger sur tous intérêts sociaux. L'énumération qui précède est énonciative et non limitative.

Le conseil d'administration nomme et révoque les agents de la société, sur la proposition du ou des administrateurs-délégués ou des directeurs, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements et leurs émoluments, ainsi que leurs cautionnements s'il y a lieu.

ARTICLE VINGT-QUATRE. — Les administrateurs et les commissaires ne sont que les mandataires de la Société. Ils ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la Société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion ou leur contrôle.

ARTICLE VINGT-CINQ. — Sauf dans le cas de délégation spéciale prévue aux articles dix-neuf et vingt, tous actes qui engagent la Société sont signés soit par deux administrateurs qui n'ont pas à justifier à l'égard des tiers d'une délégation spéciale du Conseil, soit par un administrateur-délégué, soit par une personne autorisée spécialement à cette fin par le conseil d'administration.

Il en est ainsi notamment pour les actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours.

ARTICLE VINGT-SIX. — Au Congo Belge ainsi qu'au Ruanda-Urundi et sauf le cas où le conseil d'administration donne expressément pouvoir de signer seul à un directeur, à un fondé de pouvoir ou à un agent, tous les actes constatant libération et obligation sont signés par un directeur et un fondé de pouvoir ou deux fondés de pouvoir.

Cependant, il suffit de la signature d'un administrateur ou d'un fondé de pouvoir lorsqu'il s'agit de pièces de décharge, pour les postes, chemins de fer; téléphone et télégraphe.

ARTICLE VINGT-SEPT. — Chaque administrateur doit affecter par lui-même ou par un tiers cinquante actions de capital de la société à la garantie de sa gestion. Le cautionnement ne peut être restitué qu'après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ont été exercées et après que l'assemblée générale aura, par un vote spécial, accordé décharge.

ARTICLE VINGT-HUIT. — A défaut d'avoir constitué son cautionnement dans le mois de sa nomination ou de la notification qui lui a été faite, si elle a lieu en son absence, tout administrateur sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement par l'assemblée générale.

ARTICLE VINGT-NEUF. — L'assemblée générale fixe le nombre de commissaires. Le collège des commissaires fixe, par la voie du sort, l'ordre de sortie de ses membres de telle façon qu'un commissaire au moins sorte chaque année et que la durée d'aucun mandat n'excède pas six ans; le mandat du premier collège des commissaires cessera immédiatement après l'assemblée ordinaire annuelle de mil neuf cent cinquante-quatre.

Les commissaires sortants sont rééligibles.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants. Le commissaire ainsi nommé achève le terme du mandat de celui auquel il succède.

Les commissaires doivent affecter par eux-mêmes ou par un tiers chacun vingt actions de la société à la garantie de l'exécution de leur mandat.

Le cautionnement ne peut être restitué que dans les conditions prévues à l'article vingt-sept.

ARTICLE TRENTE. — Les actions constituant le cautionnement des administrateurs et des commissaires doivent être nominatives. Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur les registres des actionnaires.

ARTICLE TRENTE ET UN. — Les commissaires ont, conjointement ou séparément un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la Société.

Ils peuvent prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la Société, mais sans déplacement de ces documents.

Ils peuvent se faire assister par un expert, en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la Société.

Ils délibèrent dans les mêmes formes que les administrateurs.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission, avec les propositions qu'ils croient convenables.

ARTICLE TRENTE-DEUX. — En dehors des tantièmes prévus à l'article quarante-sept des statuts, l'assemblée générale peut attribuer aux membres du conseil d'administration et aux commissaires des émoluments fixes, sous forme de jetons de présence et autrement. Ces émoluments, ainsi que ceux qui peuvent être attribués en vertu de l'article dix-neuf, sont prélevés sur les frais généraux.

ARTICLE TRENTE-TROIS. — Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant sont suivies, au nom de la Société, par le conseil d'administration poursuites et diligences de son président ou de deux administrateurs.

Dans la colonie du Congo Belge, au Ruanda-Urundi et en pays étranger où la Société a un représentant officiel, les actions judiciaires sont suivies par ou contre celui-ci.

ASSEMBLEES GENERALES.

ARTICLE TRENTE-QUATRE. — Les assemblées générales se réunissent à Mons au siège administratif ou à tout autre endroit désigné par le conseil d'administration et indiqué dans les avis de convocation.

L'assemblée générale représente l'universalité des associés; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les incapables ou les dissidents.

ARTICLE TRENTE-CINQ. — L'assemblée générale se réunit de plein droit le premier lundi de juin à onze heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tient de droit le lendemain à la même heure.

Cette assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que sur la décharge des administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires sortants, décédés ou démissionnaires et délibère sur tous les autres objets à l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale autant de fois que l'intérêt social l'exige; il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou si un nombre d'actionnaires représentant le cinquième du capital le requiert en formulant l'objet de la réunion.

ARTICLE TRENTE-SIX. — Les convocations pour toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'assemblée, soit au Bulletin Officiel du Congo Belge, soit au Bulletin Administratif du Congo Belge et dans le Moniteur Belge, ainsi que dans un journal de Bruxelles et dans un journal de l'arrondissement du siège administratif.

Des lettres missives sont adressées à tous les associés en nom, huit jours au moins, avant la réunion mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Lorsque tous les titres sont nominatifs les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

ARTICLE TRENTE-SEPT. — L'assemblée générale se compose de tous les associés ayant observé l'article trente-huit des statuts.

Chaque action ne donne droit à une voix que pour autant que les versements appelés et exigibles aient été effectués.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant le cinquième du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux-cinquièmes du nombre de voix attachées aux titres représentés.

ARTICLE TRENTE-HUIT. — Pur pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions nominatives doivent, cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion, informer le conseil d'administration de leur intention d'assister à l'assemblée. Les propriétaires d'actions au porteur doivent, en observant le même délai, avoir déposé leurs titres au siège administratif ou dans un des établissements désignés dans l'avis de convocation.

Il est permis de se faire représenter par un mandataire actionnaire ayant lui-même le droit d'assister à l'assemblée générale et qui sera porteur d'un pouvoir spécial dont le conseil d'administration pourra éventuellement ordonner le dépôt trois jours au plus tard avant la réunion.

Toutefois les personnes morales, telles que les sociétés commerciales, les mineurs, les interdits, peuvent se faire représenter par un mandataire non associé; et la femme mariée peut être représentée par son mari.

Lorsque pour les mêmes actions, il existe plusieurs intéressés, co-propriétaires, nus-propriétaires, usufruitiers, créanciers ou débiteurs gagistes ou autres, ceux-ci sont tenus respectivement de se faire représenter par un seul et même mandataire.

Il est dressé, par les soins du Conseil d'administration, une liste de présence que tout associé ou mandataire est tenu de signer avant d'entrer à l'assemblée.

ARTICLE TRENTE-NEUF. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration.

En son absence, un vice-président ou, à son défaut, un administrateur désigné par ses collègues remplit les fonctions de président.

Le président de l'assemblée nomme le secrétaire qui peut ne pas être associé; il propose à l'assemblée comme scrutateurs deux des actionnaires présents ou acceptants.

ARTICLE QUARANTE. — Le conseil d'administration a le droit de proroger séance tenante, pour un délai n'excédant pas deux mois, toute assemblée générale alors même qu'elle n'aurait pas pour objet de statuer sur le bilan. Cette prorogation annule toute décision prise.

La nouvelle assemblée se réunira à la date fixée et ce, sur nouvelle convocation, conformément à l'article trente-six des statuts.

En cas de prorogation, tout associé a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

ARTICLE QUARANTE ET UN. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les propositions énoncées dans l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les associés n'est portée à l'ordre du jour si elle n'est signée par des associés possédant ensemble un cinquième du capital social et si elle n'a été communiquée au conseil d'administration en temps utile pour être insérée dans les convocations.

D'une manière générale, l'assemblée statue quels que soient le nombre et la nature des actions représentées et les délibérations sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés.

Toutefois, lorsqu'elle doit délibérer sur des questions de modifications aux statuts, de fusion, de prorogation ou de dissolution anticipée de la Société, d'augmentation ou de réduction du capital, l'assemblée n'est valablement constituée que si les modifications ont été spécialement indiquées dans les convocations et si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle assemblée doit être convoquée et cette nouvelle assemblée statue quels que soient le nombre et la nature des actions représentées.

Les décisions ci-dessus ne sont valablement prises qui si elles réunissent les trois quarts des voix représentées.

Lorsque la délibération de l'assemblée générale est de nature à modifier les droits respectifs des diverses catégories de titres, la délibération doit, pour être valable, réunir dans chaque catégorie les conditions de présence et de majorité requises ci-dessus.

Toutefois, en cas de perte des trois-quarts du capital social, la dissolution de la Société pourra être prononcée par les associés possédant le quart des titres représentés à l'assemblée.

ARTICLE QUARANTE-DEUX. — Les nominations se font et les décisions se prennent d'après les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

Les décisions prises en assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président, par le secrétaire, par les scrutateurs et par les associés qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés conformes et signés par le président du Conseil, par un administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

CHAPITRE V.

BILAN — REPARTITION — RESERVE.

ARTICLE QUARANTE-TROIS. — L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre. Par exception, le premier exercice commencera à partir de ce jour et finira le trente et un décembre mil neuf cent cinquante-trois.

ARTICLE QUARANTE-QUATRE. — Chaque année, le conseil d'administration doit dresser un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la Société.

ARTICLE QUARANTE-CINQ. — Le trente et un décembre de chaque année, les écritures de la Société sont arrêtées et le Conseil dresse l'inventaire et forme le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la loi.

Le conseil d'administration évalue l'actif et le passif de la Société.

ARTICLE QUARANTE-SIX. — Un mois avant l'assemblée générale ordinaire, le Conseil d'administration remet les pièces avec un roppart sur les opérations de la Société aux commissaires qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

Quinze jours avant l'assemblée générale ordinaire, les associés peuvent prendre connaissance, au siège administratif, du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la Société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec l'indication du nombre de leurs actions et de celle de leur domicile, ainsi que du rapport des commissaires.

ARTICLE QUARANTE-SEPT. — L'excédent favorable du bilan, après déduction des frais généraux, des charges sociales, des amortissements et des provisions à déterminer par le conseil d'administration, constitue le bénéfice net de la Société.

Il est réparti comme suit :

1°) Cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint un dixième du capital social.

2°) La somme nécessaire pour payer un premier dividende de cinq pour cent brut aux actions, prorata temporis et liberationis.

Sur le surplus, il sera prélevé :

a) dix pour cent pour le conseil d'administration et le collège des commissaires qui se les partageront suivant leurs conventions particulières;

b) la distribution d'un second dividende aux actions.

Le solde sera reporté à nouveau.

Toutefois, le conseil d'administration peut proposer à l'assemblée d'affecter tout ou partie de ce surplus, ou même la totalité du bénéfice net de l'exercice, soit à des amortissements extraordinaires, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision.

ARTICLE QUARANTE-HUIT. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans les deux mois de leur approbation par l'assemblée générale des associés publiés soit au Bulletin Officiel du Congo Belge, soit au Bulletin Administratif du Congo Belge et dans le Moniteur Belge.

CHAPITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

ARTICLE QUARANTE-NEUF. — La Société peut être dissoute en tout temps, par décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés convoqués et siégeant suivant les conditions prévues aux articles trente-six et quarante et un.

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de dissolution de la Société.

ARTICLE CINQUANTE. — Lors de la dissolution de la Société, soit à l'expiration de sa durée, soit pour toute autre cause, la liquidation s'opère par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Sauf en cas de fusion ou de transport contre titres, le produit net de la liquidation sert d'abord à rembourser en espèces ou en titres, le montant libéré des actions.

Si les actions ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder aux répartitions, tiennent compte de cette diversité de situation et rétablissent l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces au profit des actions libérées dans une proportion supérieure.

Leur solde est réparti également entre toutes les actions au prorata de leur libération.

CHAPITRE VII.

DISPOSITIONS GENERALES.

ARTICLE CINQUANTE ET UN. — Tout associé domicilié dans la Colonie ou à l'étranger est tenu d'élire domicile dans l'arrondissement du lieu du siège administratif de la Société pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts.

Faute de ce faire, il est censé de plein droit avoir élu domicile au siège administratif où toutes les convocations, sommations, assignations, signi-

fications et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires, lui seront valablement faites.

Les administrateurs, commissaires et liquidateurs domiciliés dans la Colonie ou à l'étranger sont censés, pendant la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège administratif de la Société où toutes assignations et notifications peuvent être données relativement aux affaires de la Société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

Le conseil d'administration et en cas de liquidation le ou les liquidateurs, sont autorisés pour les litiges qui intéressent les succursales de la Société, à se soumettre à une juridiction étrangère.

ARTICLE CINQUANTE-DEUX. — Toutes contestations entre la Société et les associés comme tels sont portées devant les juridictions compétentes du lieu du siège administratif de la Société.

ARTICLE CINQUANTE-TROIS. — La Société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par Arrêté Royal, conformément à la loi coloniale.

CHAPITRE VIII.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ARTICLE CINQUANTE-QUATRE. — Immédiatement après la constitution de la Société, les associés, sans autre convocation, se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour arrêter le nombre des administrateurs et commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous autres objets sociaux.

ARTICLE CINQUANTE-CINQ. — Les comparants déclarent que les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de cent cinquante mille francs.

Le Notaire soussigné donne lecture de l'article deux cent trois du code des droits d'enregistrement.

NOMINATION DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES.

Et d'un même contexte, les statuts étant arrêtés et la Société constituée, les comparants se sont réunis en assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

L'assemblée, à l'unanimité décide :

1) De fixer le nombre des administrateurs à cinq et d'appeler à ces fonctions :

Monsieur Maurice DUFRASNE, Monsieur Paul-L. GERARD, Monsieur Pierre DUFRASNE, Monsieur Marcel DEGUENT tous préqualifiés et acceptant par eux-mêmes ou par leur mandataire et Monsieur Emile RAS-

KIN, ingénieur civil des mines, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, Clos Victor Gilsoul, numéro 8.

2) De fixer le nombre des commissaires à trois, et d'appeler à ces fonctions :

Monsieur Georges DELHAYE, Monsieur Franz LEFEBVRE, comparants et Monsieur Joseph OFFERGELD, expert-comptable, demeurant à Liège, rue Jonfosse, numéro 68, intervenant, tous acceptant.

DONT ACTE.

Passé à Mons.

En l'Etude.

Lecture faite, les comparants et intervenants ont signé avec Maître GOBEAUX et Nous, Notaire instrumentant.

Enregistré par le Receveur soussigné, à Mons (A.C. I), le 11 juillet 1952. Vol. 961, Fol. 72. Case 8. Neuf rôles, un renvoi. Reçu 40 frs.

POUR EXPEDITION CONFORME.

(sé) J. Grimard.

Jean Grimard — Notaire à Mons (Hainaut).

Tribunal de 1re Instance — Mons.

Vu par Nous, A. Brenez, Juge faisant fonctions de Président de la chambre des vacations et de Président du Tribunal de 1re Instance séant à Mons, province de Hainaut, pour légalisation de la signature de Me J. Grimard, Notaire à Mons.

Mons, le 19 juillet 1952.

(sé) A. Brenez.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur A. Brenez, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 juillet 1952.

Le Chef de Bureau :

(sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 30 juillet 1952.

Le Conseiller-adjoint :

(sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu, le Ministre des Colonies, le 21 août 1952.	Mij bekend, de Minister van Koloniën, de 21 Augustus 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Société des Forces Hydro-Electriques de l'Est de la Colonie, en abrégé « FORCES »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Stanleyville (Congo Belge).

—

Autorisée par Arrêté du Régent du vingt sept mars mil neuf cent cinquante.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
MODIFICATION AUX STATUTS (1).

L'AN MIL NEUF CENT CINQUANTE DEUX, le dix juillet

Au siège administratif de la société à Bruxelles, 30, rue Marie de Bourgogne, à onze heures

Devant nous, Raoul NOLS, notaire de résidence à Berchem Ste-Agathe-lez-Bruxelles

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société des Forces Hydro-Electriques de l'Est de la Colonie, en abrégé : « FORCES » société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, 30, rue Marie de Bourgogne, soumise aux lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, constituée par acte reçu devant le notaire Nols, soussigné, le onze mars mil neuf cent cinquante, publié après autorisation par Arrêté du Régent du vingt sept mars mil neuf cent cinquante, à l'annexe des sociétés commerciales au Bulletin Officiel du Congo Belge, en date du quinze avril mil neuf cent cinquante, et aux annexes du Moniteur Belge du cinq octobre mil neuf cent cinquante, sous le numéro 21.838 et dont les statuts ont été modifiés lors de la dernière et première augmentation du capital social par assemblée générale extraordinaire de la dite société, en date du vingt cinq octobre mil neuf cent cinquante et un, suivant procès-verbal dressé par le notaire Nols, soussigné, après autorisation par arrêté du Régent, datée du dix décembre mil neuf cent cinquante et un, et publié à l'annexe des sociétés commerciales au Bulletin Officiel du Congo Belge, en date du quinze janvier mil neuf cent cinquante deux, et aux annexes au Moniteur Belge du treize janvier mil neuf cent cinquante deux, sous le numéro 787.

Sont présents ou représentés, les actionnaires suivants, lesquels déclarent être propriétaires des titres ci-après, émis sous forme d'actions A, lors de la constitution de la présente société, et sous forme d'actions B, lors de l'augmentation de capital, ainsi qu'il a été dit ci-avant.

1° La COLONIE DU CONGO BELGE, propriétaire de dix sept mille neuf cent nonante actions A 17.990

Et, de cent mille actions B, soit de la totalité des actions de cette catégorie, soit 100.000

(1) Arrêté royal du 5 septembre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1952 — 1re Partie.

Représentée par Monsieur Jean Nicolas Joseph FREDERICK, directeur au Ministère des Colonies, demeurant à Bruxelles, 6, rue de l'Abdication, aux termes de la procuration donnée par Monsieur Dequae, Ministre des Colonies, en date du trente juin mil neuf cent cinquante deux.

2° La « COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU CONGO SUPERIEUR AUX GRANDS LACS AFRICAINS » dite « GRANDS LACS » société anonyme belge, ayant son siège à Bruxelles, 24, avenue de l'Astronomie, propriétaire de deux mille neuf cent nonante actions A 2.990

Ici représentée par Monsieur Emile Voordecker qualifié ci-après, aux termes d'une procuration sous seing privé en date du trente juin mil neuf cent cinquante deux, ci-annexée aux présentes.

3° La « COMPAGNIE GENERALE d'ENTREPRISES ELECTRIQUES ET INDUSTRIELLES » « ELECTROBEL », société anonyme belge ayant son siège à Bruxelles, 1, Place du Trône, propriétaire de trois mille act. A 3.000

Représentée par Monsieur Pierre Georges Melin, docteur en droit, demeurant à Uccle, 51, rue Joseph Bens, aux termes d'une procuration sous seing privé en date du vingt quatre juin mil neuf cent cinquante deux.

4° Les « COMPAGNIES REUNIES d'ELECTRICITE ET DE TRANSPORTS », « ELECTRORAIL », société anonyme belge ayant son siège à Bruxelles, 16, rue du Congrès, propriétaire de dix actions A 10

Ici représentée par Monsieur Frédéric Simon ingénieur civil, demeurant à Etterbeek, 86, avenue de Tervueren, suivant procuration sous seing privé du vingt quatre juin mil neuf cent cinquante deux.

5° La « SOCIETE DE TRACTION et d'ELECTRICITE », société anonyme belge ayant son siège à Bruxelles, 31, rue de la Science, propriétaire de trois mille actions A 3.000

Ici représentée par Monsieur Pierre Georges Melin, préqualifié, aux termes d'une procuration sous seing privé en date du vingt cinq juin mil neuf cent cinquante deux.

6° La « SOCIETE FINANCIERE de TRANSPORTS et d'ENTREPRISES INDUSTRIELLES », « SOFINA », société anonyme belge, ayant son siège à Bruxelles, 38, rue de Naples, propriétaire de trois mille actions A . . 3.000

Ici représentée par Monsieur Théodore HEYSE, docteur en droit, demeurant à Ixelles, 129, chaussée de Wavre, aux termes d'une procuration sous seing privé en date du vingt quatre juin mil neuf cent cinquante deux.

et 7° L' « OFFICE d'EXPLOITATION des TRANSPORTS COLONIAUX », « OTRACO », institution publique autonome, créée par arrêté royal du vingt avril mil neuf cent trente cinq, à Bruxelles, 101, avenue Louise, propriétaire de dix actions A 10

Représentée par Monsieur Emile Charles VOORDECKER, administrateur-gérant de l'Office, demeurant à Schaerbeek, 157, avenue Milcamps, aux termes d'une procuration sous seing privé en date du neuf juillet mil neuf cent cinquante deux.

Ensemble : trent mille actions A 30.000
et cent mille actions B 100.000

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées en original.

Conformément à l'article trente trois des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Eudore Edouard De Backer, Inspecteur Royal des Colonies, demeurant à Wesembeek-Oppem, 43, avenue Van Sever.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire : Monsieur Gustave René Goethals, docteur en droit, sous-directeur de la société « Forces », demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, 30, rue Veydt.

Et l'assemblée choisit en qualité de scrutateurs Messieurs Maurice Van Hecke, docteur en droit, demeurant à Woluwe Saint-Lambert, 45, avenue Albertyn et Emile Charles Voordecker, susnommé.

Messieurs De Backer, Van Hecke, Heyse et Simon, tous préqualifiés, ainsi que Monsieur Georges Henri Albert Marchal, ingénieur à Woluwe Saint-Pierre, 28, avenue de Lothier, tous administrateurs, complètent le bureau.

Toutes les procurations mentionnées ci-dessus restent annexées en original aux présentes.

Monsieur le Président expose :

1. — que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

I. — augmentation du capital social à concurrence de trois cent millions de francs congolais, pour le porter de cent trente millions de francs congolais à quatre cent trente millions de francs congolais, par la souscription et la libération, en espèces, de trois cent mille actions B, d'une valeur nominale de mille francs chacune dont la création et les conditions d'émission ont été prévues, pour cette catégorie d'actions, à l'article sept des statuts, lors de la constitution de la société.

2° souscription de ces trois cent mille actions B, au prix de mille francs congolais chacune, avec libération d'un tiers, contre espèces, par la Colonie du Congo Belge; les deux tiers restants seront libérés par la Colonie du Congo Belge, avant le trente juin mil neuf cent cinquante trois.

3° Modification aux statuts, pour acter aux articles cinq et six, l'augmentation du capital social.

II. — Monsieur le Président expose à l'assemblée et requiert le notaire soussigné, d'acter que tous les actionnaires, d'accord unanime, se dispensant mutuellement de l'accomplissement des formalités prescrites par les statuts, attendu qu'ils représentent l'intégralité des trente mille actions A et des cent mille actions B, toutes nominatives et qu'ils reconnaissent avoir constaté, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à ces jour, lieu et heure, à l'effet de délibérer valablement sur les points portés au prédit ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'unanimité des actionnaires présents ou représentés, l'assemblée prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de trois cent millions de francs congolais, pour le porter de cent trente millions de francs congolais à quatre cent trente millions de francs congolais par la souscription et la libération du tiers de ces actions, en espèces, de trois cent mille actions B, d'une valeur nominale de mille francs congolais chacune, dont la création et les conditions d'émission ont été prévues, pour cette catégorie d'actions, à l'article sept des statuts, lors de la constitution de la société.

Ces titres émis sous la forme d'actions B, d'une valeur nominale de mille francs congolais chacun, jouiront des droits et des avantages prévus aux statuts sociaux, leur souscription devant être assurée par la Colonie du Congo Belge, ou par des entités désignées par celle-ci.

Le montant des frais, dépenses ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge du chef de l'augmentation du capital qui précède, s'élève approximativement à trois millions six cent quatre vingt cinq mille francs.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide, sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'autorisation par arrêté royal, la souscription des trois cent mille actions B, au prix de mille francs congolais chacune, avec libération d'un tiers de celles-ci en espèces, par la Colonie du Congo Belge, les deux tiers restants devant être libérés par la Colonie du Congo Belge, avant le trente juin mil neuf cent cinquante trois.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant est intervenu aux présentes, Monsieur Jean Frédérick, préqualifié, agissant en sa qualité prédite de mandataire spécial de la Colonie du Congo Belge.

Lequel usant de son mandat, après avoir entendu lecture de tout ce qui précède et reconnu que sa mandante a connaissance des statuts de la

société « Forces » a déclaré souscrire au nom de la Colonie Belge, les trois cent mille actions B et les libérer, en espèces jusqu'à concurrence d'un tiers, s'engageant à libérer les deux tiers restants, avant le trente juin mil neuf cent cinquante trois.

Messieurs De Backer, Van Hecke, Heyse, Simon et Marchal, tous prénommés, administrateurs de la société, nous ont déclaré et requis d'acter le fait de cette souscription intégrale avec libération d'un tiers de ces actions B et que le montant soit cent millions de francs congolais se trouve, dès à présent, à la libre disposition de la société, ainsi que tous les actionnaires et la souscrivante, la Colonie du Congo Belge, le reconnaissent expressément.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que, par suite de la souscription qui précède, le capital social est porté à quatre cent trente millions de francs congolais et que les modifications devant être apportées aux statuts, en la troisième résolution ci-après, sont devenues définitives, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes à l'effet de les mettre en concordance avec les décisions qui précèdent.

Le texte de l'article cinq est remplacé par :

« Le capital social est fixé à quatre cent trente millions de francs congolais. Il est représenté par trente mille actions A et par quatre cent » mille actions B, toutes d'une valeur nominale de mille francs congolais » chacune. »

L'assemblée décide de compléter l'article six des statuts, « in fine » par le texte ci-après :

« La Colonie du Congo Belge a souscrit cent mille actions B, en suite de » l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société en date » du vingt cinq octobre mil neuf cent cinquante et un, et trois cent mille » actions B en suite d'une même assemblée en date du dix juillet mil neuf » cent cinquante deux. »

Ces décisions sont prises par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à douze heures de relevée.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal, date, heure et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Anderlecht II, le quatorze juillet 1952, quatre rôles, deux renvois, vol. 80, fol. 88, case 6.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur : a/i Sere.

Pour expédition conforme :

(signé) Raoul Nols.

Raoul Nols, Notaire — Berchem Ste-Agathe (Brabant).

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous, Willem Terlinck, Président de la chambre des vacations du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Me Nols, Notaire à Berchem Ste-Agathe.

Reçu quatre francs — No 97.

Bruxelles, 1er août 1952.

(sé) W. Terlinck.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Willem Terlinck, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 1er août 1952.

Le Chef de Bureau,

(sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur R. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 1er août 1952.

Le Conseiller-adjoint :

(sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 21 août 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 21 Augustus 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Société d'Etudes et de Réalisations Industrielles au Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social à Léopoldville (Congo Belge).

Constituée à Bruxelles, le 23 février 1950, par acte passé par devant Me Théodore Taymans, Notaire à Bruxelles, et publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1950.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 3 SEPTEMBRE 1952.

BILAN ET COMPTE DE « PROFITS ET PERTES »

arrêtés au 31 mars 1952 et approuvés à l'unanimité.

BILAN.

ACTIF.

I. — Frais de 1er établissement		53.068,30
II. — *Disponible et réalisable :*		
Banquier à Léopoldville		1.123.084,70
Banquier à Bruxelles		4.760,—
III. — *Tiers débiteurs :*		
Clients		1.553.699,—
		2.734.612,—

PASSIF.

I. — *De la société envers elle-même :*		
Capital : représenté par 1000 actions de 1000 francs chacune		1.000.000,—
II. — *De la société envers des tiers :*		
Fournisseur-Créditeur (Cie FAO)		1.697.346,10
III. — *Fonds de prévisions :*		
Réserve débiteurs divers		26.218,—
IV. — *Comptes d'ordre :*		
Comptes en suspens		3.727,—
V. — *Pertes et profits :*		
Bénéfices Ex. 1951/52 :	17.432,60	
Pertes Ex. 1950/51 :	10.111,70	7.320,90
		2.734.612,—

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Perte de l'exercice précédent	10.111,70
Frais généraux de l'exercice sous-revue	375.444,40
	385.556,10
Solde bénéfice à reporter	7.320,90
	392.877,—

CREDIT.

Profit sur ventes marchandises de l'exercice sous-revue .	392.877,—

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

Monsieur Alban CORDURIES, Administrateur de Sociétés, 10, Boulevard des Platanes, Sainte Marguerite, Marseille.

Administrateurs :

M. Marcel DEGUENT, Ingénieur, 6, avenue des Ormeaux à Uccle.

M. Jean HUBERT, Ingénieur, 21, rue Michel Ange, Paris (16e).

M. Léon MORELON, Administrateur de Sociétés, 194, avenue du Prado à Marseille.

Commissaire aux comptes :

M. Henry SION, Directeur de Banque à Léopoldville.

Le 3 septembre 1952.

Un Administrateur,
Léon MORELON.

Le Président,
Alban CORDURIES.

Conformément à l'article 8 des Statuts, l'Assemblée Générale décide de fixer au pair soit à 1.000 francs le prix auquel le Conseil pourra user de son droit de préemption sur les actions.

Comité National du Kivu

—

AVIS AU PUBLIC.

TARIF EN MATIERE DE COUPES DE BOIS.

Cette partie du tarif remplace les rubriques correspondantes du tarif publié au B. A. n° 7 du 10-4-51 (page 542) et aux annexes du B. O. du 15-4-51 (page 684). Toutes les autres dispositions de ce tarif demeurent inchangées.

	Forêts de		
	1re cat.	2me cat.	3me cat.
2) bois de mines, rondins et perches.			
c) bois de 10 à 20 cent. de ∅ le m. courant .	4,75	4,28	3,56
d) bois de moins de 0,10 m. de ∅ le m. courant	0,90	0,81	0,675
5) Bois de chauffage : 1e stère	9,—	8,10	6,75
6) Huttes provisoires (durée de moins d'un an) la pièce	45,—	40,50	33,75
7) Huttes d'une durée de plus d'un an (type U. M. H. K. et C. F. K.) dimensions approximatives diamètre 3,50 m., hauteur de parois 1 m. 90, la pièce	105,—	94,50	78,75
8) Briqueteries par mille briques	75,—	67,50	56,25
9) Machines à vapeur par HP et par an .	450,—	405,—	337,50
ou HP. par jour	3,—	2,70	2,25
10) Charbon de bois, la tonne	120,—	108,—	90,—
11) Bâtiment pour Europ. par mètre courant de parois extérieures,			
avec barza	120,—	108,—	90,—
sans barza	90,—	81,—	67,50

Compagnie du Chemin de Fer du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée en liquidation

—

Réunion du Collège des liquidateurs du 9 septembre 1952.

Présents : MM. Angerhausen, Liesnard, Menestret, Meeus.

1) *Procuration.*

Le Collège des liquidateurs décide que les engagements de la Société en liquidation devront être appuyés par deux signatures de liquidateurs. La correspondance courante ne devra porter que la signature d'un seul liquidateur.

Pour copie conforme :

(s.) MENESTRET - LIESNARD.

Exploitation Forestière et Agricole de Kamanzanza « FORAKAM »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Matadi.

—

NOMINATIONS — DEMISSIONS.

Extrait des délibérations de l'Assemblée générale extraordinaire du 15 septembre 1952.

L'assemblée à l'unanimité :

1) Prend acte de la démission pour raison de convenance personnelle de :

Monsieur Achille De Wagheneire,

Monsieur André De Vleeschouwer,

Monsieur Sylvain De Vleeschouwer,

Monsieur Raymond De Vleeschouwer,

de leurs fonctions d'administrateurs,

Mademoiselle Irène Fabre,

de ses fonctions de Commissaire.

2) Appelle :

A) aux fonctions d'administrateurs :

— Monsieur Paul-Albert-Ghislain Kestemont, domicilié à Monzi-lez-Boma, qui achèvera le mandat laissé vacant par la démission de Monsieur Achille De Wagheneire;

— Monsieur Jean-Léopold-René Declercq, domicilié, 20, Avenue des Acacias, à Anvers, qui achèvera le mandat laissé vacant par la démission de Monsieur Sylvain De Vleeschouwer;

— Monsieur Jean-Hector-Louis Dercisy, domicilié, 25, Avenue Godaux à Bruxelles, qui achèvera le mandat laissé vacant par la démission de Monsieur André De Vleeschouwer.

B) aux fonctions de commissaire :

— Monsieur Walter Heyndrijckx, 73, rue Ruytenburg, Berchem, Anvers qui achèvera le mandat laissé vacant par la démission de Mademoiselle Irène Fabre.

C) décide de ne pas remplacer Monsieur Raymond De Vleeschouwer, administrateur démissionnaire.

Bruxelles, le 15 septembre 1952.

Pour extrait conforme.

Le Président du Conseil,

F. JASSOGNE.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Jassogne, apposée au recto.

Bruxelles, le 15 septembre 1952.

Le Conseiller-adjoint : N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Exploitation Forestière et Agricole de Kamanzanza
« FORAKAM »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Matadi.

—

NOMINATIONS — DELEGATIONS DE POUVOIRS
MODIFICATIONS DE POUVOIRS.

Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration en date du 16 septembre 1952.

A l'unanimité, le conseil :

1) appelle aux fonctions de Vice-Président du conseil d'administration et d'administrateur-délégué, Monsieur Paul Kestemont, demeurant à Monzi (Congo Belge) ;

2) charge en outre Monsieur Paul Kestemont de la gestion de la société telle qu'elle est prévue aux articles 20 et 21 des statuts sociaux.

En conséquence, ce dernier peut :

Signer la correspondance journalière.

Acheter et vendre toutes marchandises, matières premières, passer tous marchés.

Toucher et recevoir de la Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda - Urundi ; du Trésor Belge, de toutes banques, caisses publiques et de toutes administrations, sociétés ou personnes quelconques, toutes sommes ou valeurs qui pourront être dues à la société, en principal, intérêts et accessoires, pour quelque cause que ce soit ; retirer toutes sommes ou valeurs consignées ; de toutes sommes ou valeurs reçues, donner bonne et valable quittance et décharge au nom de la société ; payer en principal, intérêts et accessoires, toutes sommes que la Société pourrait devoir.

Ouvrir au nom de la Société, tous comptes en banque ou au service des chèques-postaux.

Signer, négocier, endosser, encaisser tous effets de paiement, mandats, chèques-traites, billets à ordre, bons de virement et autres documents nécessaires, accepter, avaliser toutes traites, prolonger le délai des traites ou effets de paiement échus ; faire établir et accepter toutes compensations ; accepter et consentir toutes subrogations.

Retirer au nom de la Société, de la poste, de la douane, de toutes messageries et chemins de fer ou recevoir à domicile les lettres, caisses, paquets, colis, recommandés ou non, chargés ou non, et ceux renfermant des valeurs déclarées ; se faire remettre tous dépôts ; présenter les connaissements, lettres de voiture et autres documents nécessaires ; signer toutes pièces et décharges.

Dresser tous inventaires des biens et valeurs quelconques pouvant appartenir à la Société.

Nommer, révoquer, destituer tous les agents et employés de la Société, fixer leurs traitements, remises, salaires, gratifications, ainsi que toutes les autres conditions de leur admission et de leur départ.

Requérir toutes inscriptions ou modifications au registre du commerce.

Solliciter l'affiliation de la Société à tout groupement professionnel ou corporatif.

Représenter la Société devant toutes Administrations publiques ou privées.

Substituer un ou plusieurs mandataires, dans telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine.

L'énumération qui précède est énonciative et non limitative.

2) *Modification de pouvoirs.*

Les pouvoirs attribués à Monsieur Walter Sosman le 22 août 1952 prendront fin le 20 septembre 1952. Ils seront remplacés par les pouvoirs conférés ci-dessous avec effet à la même date.

Monsieur Walter Sosman, en sa qualité de directeur de la Société pourra :

1) signer seul la correspondance courante, les documents relatifs au service des postes, des chemins de fer ou autres administrations ou services publics de la Colonie;

2) signer conjointement avec Monsieur Paul Kestemont préqualifié, les chèques et virements-postaux, bordereaux d'escompte et autres documents comptables.

Bruxelles, le 16 septembre 1952.

Pour extrait conforme.

Le Président du Conseil,

F. JASSOGNE.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Jassogne, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 16 septembre 1952.

Le Conseiller-adjoint : N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique
en abrégé « SOMECA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles.

AUGMENTATION DE CAPITAL. MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'an mil neuf cent cinquante deux.

Le sept août à onze heures.

Devant Maître Jacques RICHIR, notaire à Bruxelles.

En son Etude à Bruxelles, 77, Boulevard de Waterloo.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique », en abrégé « SOMECA », dont le siège social est à Léopoldville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, constituée suivant acte reçu par le notaire RICHIR soussigné le trente et un juillet mil neuf cent quarante six, autorisée par arrêté royal du dix neuf septembre mil neuf cent quarante six, dont les statuts ont été publiés aux annexes du Moniteur Belge du vingt neuf novembre mil neuf cent quarante six, sous le numéro 21.295, les dits statuts modifiés suivant actes reçus par le dit Notaire RICHIR soussigné les vingt décembre mil neuf cent quarante sept et douze juin mil neuf cent quarante huit, modifications autorisées par Arrêté Royal du huit septembre mil neuf cent quarante huit et publiés aux annexes du Moniteur Belge du treize octobre suivant, sous le numéro 19.777 et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du deux juin mil neuf cent quarante neuf et autorisé par Arrêté Royal du vingt trois juillet mil neuf cent quarante neuf et publié aux annexes du Moniteur Belge du dix août mil neuf cent quarante neuf, sous le numéro 17.242.

La séance est ouverte à onze heures, sous la présidence de Monsieur Alfred WOLFF, ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Auguste MATERNE, ci-après qualifié.

Et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Werner GROSS et Albert BRUNNSCHWEILER, ci-après qualifiés.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, lesquels déclarent posséder le nombre d'actions ci-après indiqué :

---

(1) Arrêté royal du 13 septembre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1952. — 1re Partie.

1. — Monsieur Werner GROSS, administrateur de société, domicilié à Bettingen-Bâle et résidant à Léopoldville, possesseur de treize cents actions 1.300

2. — Monsieur Albert BRUNNSCHWEILER, médecin, demeurant à Bâle, 1, Sint Jacobstrasse, possesseur de mille actions . . 1.000

3. — Monsieur Jean Rodolphe de HALLER, commerçant, demeurant à Ixelles, 23, rue Dautzenberg, possesseur de huit cent soixante actions 860

4. — La Société anonyme VAPOR ayant son siège à Molenbeek-Saint-Jean, 48, boulevard Léopold II, constituée suivant acte reçu par le notaire LAMBERT à Bruxelles, le seize mai mil neuf cent trente neuf, publié aux annexes du Moniteur Belge du sept juin suivant sous le numéro 9.259.

Ici représentée par Monsieur Auguste Louis Henri Ghislain MATERNE, comptable, demeurant à Schaerbeek, 162, avenue Milcamps, qui déclare se porter fort pour la dite société.

La dite société possesseur de cinq cent et vingt actions . . 520

5. — Monsieur Alfred WOLFF, sans profession, demeurant à Bruxelles, 81a, rue de la Loi, possesseur de deux cent cinquante actions 250

6. — Monsieur Marcel DORMAL, Avocat, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, 14a, avenue des Chênes, possesseur de dix actions 10

Soit ensemble : trois mille neuf cent quarante actions . . . 3.940

Monsieur Marcel DORMAL est ici représenté par Monsieur Alfred WOLFF, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé qui demeurera ci-annexée pour être enregistrée en même temps que les présentes.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

1°) Augmentation du capital à concurrence de dix millions cinq cent mille francs, pour le porter de quatre millions cinq cent mille francs à quinze millions de francs, par la création de dix mille cinq cents actions nouvelles de mille francs chacune, à souscrire en espèces et à libérer intégralement et, en conséquence, modifications à l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec la résolution qui sera prise à ce sujet.

2°) Modifications aux statuts :

— à l'article 2 pour supprimer les mots « et sous réserve d'approbation par Arrêté Royal ».

— Ajouter au même article « Tout transfert du siège social sera publié sous forme d'avis aux annexes soit du Bulletin Officiel soit du Bulletin Administratif du Congo Belge ».

— A l'article 5 des statuts : remplacer le mot « approbation » par le mot « autorisation ».

— A l'article 43, intercaler un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs doivent » soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites » pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la » Société. Si la perte atteint les trois-quarts du capital, la dissolution pour- » ra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions » représentées à l'assemblée ».

II. — Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été publiées dans le Bulletin Officiel du Congo Belge du sept juillet dernier, dans le Moniteur Belge du six du même mois, dans l'Echo de la Bourse des six-sept du même mois et dans La Libre Belgique du deux du même mois.

III. — Que les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article 29 des statuts pour pouvoir assister à la présente assemblée.

IV. — Que sur les quatre mille cinq cents actions de capital représentant la totalité du capital social et des titres émis, il en est représenté trois mille neuf cent quarante à la présente assemblée soit plus de la moitié.

Qu'en conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée et apte à délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés étant constatés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président fait connaître les motifs qui ont amené les propositions figurant à l'ordre du jour.

Ensuite, après avoir délibéré, l'assemblée prend et vote successivement les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter et augmente effectivement le capital social à concurrence de dix millions cinq cent mille francs, pour le porter de quatre millions cinq cent mille francs à quinze millions de francs par la création de dix mille cinq cents actions de capital nouvelles de mille francs chacune, à souscrire en espèces, actions du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les anciennes et participant aux résultats sociaux à compter du premier janvier mil neuf cent cinquante deux.

L'assemblée décide d'accepter la souscription aux dix mille cinq cents actions qui viennent d'être créées par :

1. — Monsieur Werner GROSS prénommé : trois mille deux cent nonante actions 3.290

2. — Monsieur Albert BRUNNSCHWEILER prénommé : deux mille cinq cents actions 2.500

3. — Monsieur Alfred WOLFF prénommé : deux cent cinquante actions 250

4. — Monsieur de HALLER prénommé : cent quarante actions 140

5. — Monsieur Ernest BRUNNSCHWEILER, industriel à Hauptwil (Suisse) : quinze cents actions 1.500

6. — Monsieur Richard TOBLER, directeur de société à Riehen (Suisse) : onze cent soixante actions 1.160

7. — Monsieur Jurg ENGI, directeur de société à Alesheim (Suisse) : onze cent soixante actions 1.160

8. — Monsieur Albert JENNY, conseiller fiscal à Binningen (Suisse) : cinq cents actions 500

Soit ensemble : dix mille cinq cents actions 10.500

Monsieur Albert BRUNNSCHWEILER déclare se porter fort pour les quatre derniers souscripteurs.

L'assemblée déclare et reconnaît que toutes et chacune des dix mille cinq cents actions qui viennent d'être souscrites ont été libérées antérieurement en dehors de la présence du notaire soussigné à concurrence de la totalité par le versement de mille francs par titre et que le montant total de cette libération, soit dix millions cinq cent mille francs se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide notamment en conséquence de la résolution qui précède, de modifier les statuts comme suit :

I. — *A l'article 2* des statuts, sont supprimés les « mots » et sous réserve d'approbation par Arrêté Royal ».

Au même article est ajouté l'alinéa suivant :

« Tout transfert du siège social sera publié sous forme d'avis aux annexes du Bulletin Officiel soit du Bulletin Administratif du Congo Belge ».

2. — *A l'article 5* - a) le texte du premier alinéa de cet article est remplacé par :

« *Article 5.* — Le capital social est fixé à quinze millions de francs, » représenté par quinze mille actions de capital de mille francs chacune, » entièrement libérées.

b) Au deuxième alinéa du dit article, le mot : « approbation » est remplacé par le mot « autorisation ».

c) Le dernier alinéa de cet article est complété par le texte suivant :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires » tenue devant le notaire Jacques RICHIR à Bruxelles, le sept août mil » neuf cent cinquante deux, le capital social a été porté de quatre millions » cinq cent mille francs à quinze millions de francs, par la création de » dix mille cinq cents actions nouvelles de mille francs chacune, souscrites » en numéraire et entièrement libérées. »

3. — *A l'article 43* est intercalé un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs doivent » soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites » pour les modifications aux statuts, la question de dissolution de la so-

» ciété. Si la perte atteint les trois-quarts du capital, la dissolution pourra » être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions re- » présentées à l'assemblée. »

Les résolutions qui précèdent ont été prises à l'unanimité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Elles sont prises sous la condition suspensive d'autorisation par Arrêté Royal.

FRAIS.

L'assemblée déclare et reconnaît que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui seront mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital qui précède, s'élève approximativement à quarante mille francs, non compris le droit d'enregistrement dans la Coloni.e

Dont procès-verbal.

Dressé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont fait la demande ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré deux rôles trois renvois à Bruxelles A. C. III, le 8 août 1952 vol. 602 fol. 64 case 8.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (s) Tillœuil.

ANNEXE.

PROCURATION.

Le soussigné DORMAL, Marcel, domicilié 14A, avenue des Chênes à Rhode-Saint-Genèse.

Propriétaire de dix (10) actions de capital de la Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique en abrégé « SOMECA », société congolaise à responsabilité limitée;

Constitue, par les présentes, pour son mandataire spécial : M. Alfred WOLFF, 81a, rue de la Loi, à Bruxelles; auquel il donne tous pouvoirs à l'effet de le représenter à l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires qui aura lieu le jeudi, 7 août 1952, à 11 heures en l'Etude de Monsieur le Notaire RICHIR, 77, Boulevard de waterloo, à Bruxelles, avec l'ordre du jour suivant :

1°) Augmentation du capital à concurrence de 10.500.000 frans pour le porter de 4.500.000 francs à 15.000.000 fr. par la création de 10.500 actions nouvelles de 1.000 fr. chacune, à souscrire en espèces et à libérer entièrement.

2°) A l'art. 2 des statuts, supprimer les mots « et sous réserve d'approbation par Arrêté royal ».

Ajouter au même article « Tout transfert du siège social sera publié » sous forme d'avis aux annexes soit du BULLETIN OFFICIEL, soit du BULLETIN ADMINISTRATIF DU CONGO BELGE ».

3°) A l'art. 5 des statuts, remplacer le mot approbation » par le mot « autorisation »

4°) A l'art. 43, intercaler un 2me alinéa rédigé comme suit : « En cas » de perte de la moitié du capital, les administrateurs doivent soumettre » à l'Assemblée Générale délibérant dans les formes prescrites pour les » modifications aux statuts la question de dissolution de la société. Si la » perte atteint les 3/4 du capital, la dissolution pourra être prononcée par » les actionnaires possédant un quart des parts sociales représentées à » l'assemblée ».

Et de prendre part à toutes délibérations et de voter en son nom toutes décisions se rattachant à l'ordre du jour pré-indiqué; d'approuver et de signer tous actes et procès-verbaux; de se substituer et, en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification au besoin.

Fait à Bruxelles, le 31 juillet 1952.

Bon pour pouvoir.

(s) Illisible.

Enregistré un rôle sans renvoi à Bruxelles A.C.III le 8 août 1952 vol. 39 fol. 28 case II.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (s) Tillœuil.

Pour expédition conforme.

(sé) Jacques RICHIR.

Jacques Richir - Notaire à Bruxelles-Brabant.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles - Président.

Vu par Nous Baron A ERNST de BUNSWIJCK, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de première instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de Maître RICHIR, notaire à Bruxelles. Reçu quatre francs - N° 231. Bruxelles, le 20 août 1952. (s) Baron ERNST de BUNSWIJCK.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour la légalisation de la signature de Monsieur le Baron ERNST de BUNSWIJCK apposée d'autre part. Bruxelles, le 21 août 1952.

Le Chef de Bureau : (s) R. VERLEYSEN.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur VERLEYSEN apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 21 août 1952.

Le Conseil adjoint : (s) N. CORNET.

Vu, le Ministre des Colonies, le 9 septembre 1952.	Mij bekend, de Minister van Koloniën, de 9 September 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Brasserie du Kasaï

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le vingt-neuf août.

Par devant Nous Maître Gérard PROOST, Notaire de résidence à Bruxelles.

A COMPARU :

La Société Congolaise par actions à responsabilité limitée « BRASSERIE DU KASAI » dont le siège social est à Luluabourg (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, constituée par acte passé devant les Notaires Albert RAUCQ et Armand WYFFELS, le cinq juillet mil neuf cent cinquante et un, tous deux résidant à Bruxelles, approuvé par arrêté royal du vingt-six août mil neuf cent cinquante et un, dont les statuts ont été publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze septembre mil neuf cent cinquante et un, ici représentée conformément à l'article vingt-cinq des statuts par deux de ses administrateurs, savoir :

1. Monsieur René LENEAU, ingénieur, domicilié à Cortenberg, 63, Kievitstraat.

2. Monsieur Maurice LEFRANC, ingénieur civil, domicilié à Bruxelles, 88, rue Bosquet.

Laquelle, par les présentes, déclare conférer à Monsieur René VAN POUCKE, ingénieur, domicilié à Saint-Gilles-Bruxelles, 58a, rue de Parme, les pouvoirs suivants :

Représenter la Société dans la colonie du Congo Belge, auprès de toutes autorités gouvernementales, judiciaires et administratives, comme aussi auprès de toutes sociétés, associations, communautés et tous particuliers; faire dans la colonie du Congo Belge tous actes de gestion journalière et tous actes administratifs.

Agissant avec le concours d'un administrateur ou d'un membre du Comité de Direction, remplir toutes formalités partout où besoin sera pour obtenir ou opérer le transfert de propriétés, faire toutes déclarations au-

près de toutes sociétés et tous fonctionnaires, consentir toutes inscriptions et radiations.

Procéder à l'engagement des travailleurs indigènes, fixer leurs attributions, salaires et autres avantages.

Des administrations postales et télégraphiques, des chemins de fer, des services de navigation et de messageries, retirer tous plis et objets assurés, recommandés ou autres quelle que soit la valeur déclarée, retirer ou toucher tous envois d'argent ou autres, mandats, quittances, accréditifs, chèques, titres ou valeurs quelconques, retirer tous colis, caisses, ballots, paquets, exiger la remise de tous dépôt, du tout donner bonnes et valables quittances et décharges.

A concurrence de cent mille francs au maximum par semaine, retirer tout dépôt en Banque; en outre faire tout dépôt en Banque et pour ce, signer tout mandat, chèque ou acquit, avec le concours d'un administrateur ou d'un membre du Comité de Direction, retirer tout dépôt en Banque pour les montant excédant cent mille francs.

Remplir toutes formalités en douane, acquitter tous droits, faire toutes réclamations.

Toucher et recevoir toutes sommes en principal, intérêt et accessoires, tous prix, créances, redevances, indemnités, et coetera, consentir toutes délégations, subrogations, mentions.

Payer toutes sommes qui pourraient être dues, acquitter tous impôts, taxes et contributions, faire toutes déclarations à cet égard, se pourvoir en dégrèvement, réclamer la restitution des sommes payées, les recevoir.

Requérir tous transferts, transcriptions, radiations et autres formalités auprès de tout Conservateur des titres fonciers.

De toutes sommes reçues ou payées, donner ou retirer bonnes et valables quittances, renoncer à tous droits réels et donner mainlevée de toutes inscriptions, transcriptions, saisies, oppositions et tous autres empêchements quelconques, tant avant qu'après paiement.

Signer toute correspondance, signer et émarger tous actes, procès-verbaux, registres, documents ou pièces quelconques relatifs aux objets définis ci-dessus, élire domicile.

DONT ACTE SUR PROJET.

Fait et passé à Bruxelles, en l'Etude.

Lecture faite, les comparants ont signé et Nous Notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A.C.II, le premier septembre 1952, vol. 1383, fol. 59, Ce 3, un rôle, deux renvois. Reçu quarante francs. Le Receveur (signé) J. BOON.

Pour expédition conforme.

Plantations Tropicales

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Lukula M'Bavu.

Siège administratif : 52, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 5939.

—

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 22 septembre 1952.

POUVOIRS.

Conformément aux dispositions de l'article 17 des statuts, tous les actes relatifs à la gestion journalière de la société seront valablement signés soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un agent, soit par deux agents.

Sont habilités aux fins de signer ces actes :

M. Jean van den PERRE, directeur technique, 75, avenue de l'Université, Ixelles.

M. Remy DE CONIJNCK, fondé de pouvoirs, 75, avenue de l'Université, Ixelles.

Les procurations ne seront valablement signées que par deux administrateurs.

Plantations Tropicales, S. C. P. A. R. L.

J. LE BORNE. P. BOTY.

Compagnie Géologique et Minière des Ingénieurs et Industriels Belges, « GEOMINES »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Manono (Congo-Belge).

Siège Administratif : 5, rue du Trône, Bruxelles.

Reg. Comm. Brux. n° 224920.

—

AVIS.

Conformément aux résolutions de l'assemblée Générale Extraordinaire du 10 avril 1952, le Conseil d'Administration porte à la connaissance des actionnaires qu'il sera procédé à partir du 4 octobre 1952, à l'échange des actions de 250,— fr. actuellement en circulation (créées après le 6 octobre 1944) de la manière suivante :

QUATRE actions de 250 frs. coupon 35 et suivants attachés,
contre : 1° une action de 1.000 fr. Cp. I et suiv. att.
2° un certificat de qualification.

Les actions de frs. 1.000, seront cotées en Bourse de Bruxelles à partir du 7 octobre 1952; les actions de 250 frs. figureront à la Cote dans la rubrique des « Valeurs cotées temporairement », pendant un certain délai. L'échange se fera sans frais aux établissements ci-après :

Banque de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles et en province, et à la

Banque d'Anvers chargée de son service financier en cette ville.

Nagelmackers Fils et Cie, à Bruxelles et à Liège.

LOVANIUM
Centre Universitaire Congolais

Etablissement d'utilité publique.

—

Le Conseil d'Administration de l'Université de Louvain a nommé, comme membre du Conseil d'Administration de Lovanium, et en remplacement du Dr. L. Van Hoof, décédé :

M. RODHAIN Jérôme, professeur à l'Université de Gand, domicilié, 21, rue de la Limite, à Tervueren.

Le Conseil d'Administration de l'Université de Louvain a aussi nommé, comme membre du Consil d'Administration de Lovanium :

M. STANER Pierre, professeur à l'Université de Louvain, domicilié, 4, avenue de Château, à Tervueren;

M. VAN DER SCHUEREN Gérard, professeur à l'Université de Louvain, domicilié, 49, avenue Léopold III, à Héverlé.

LOVANIUM
Kongolees Universitair Centrum

Instelling van openbaar nut.

—

De Beheerraad van de Leuvense Hogeschool heeft tot lid van de Beheerraad van Lovanium tot vervanging van wijlen Dr. L. Van Hoof, benoemd :

De Heer RODHAIN Jérôme, professor aan de Hogeschool van Gent, woonachtig, 21, Limietstraat, te Tervuren.

De Beheerraad van de Hogeschool van Leuven heeft verder tot leden van de Beheerraad van Lovanium, benoemd :

De Heer STANER Pierre, professor aan de Universiteit van Leuven, woonachtig, 4, Kasteellaan, te Tervuren;

De Heer VAN DER SCHUEREN Gérard, professor aan de Universiteit te Leuven, woonachtig, 49, Leopold III laan, te Heverlee.

ETAFEX-USUMBURA

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

AUGMENTATION DE CAPITAL.

Les soussignés :

1) Monsieur Paul Charles, VAN DE SANDE, négociant, demeurant à Usumbura, rue de l'Industrie - B. P. 412.

2) Monsieur Antoine, VAN APEREN, négociant, demeurant à Usumbura, rue de l'Industrie, - B. P. 412.

Seuls associés et gérants de la société congolaise de personnes à responsabilité limitée « ETABLISSEMENTS AFRICAINS EXCELSIOR-VAN DESANDE-VAN APEREN » en abrégé « ETAFEX », établie à Usumbura (Urundi) (Congo Belge), constituée par acte passé par le notaire Marcel De Wandeleer à Anvers le 2 mai 1952, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge le 15 juin 1952, page 1028.

Réunis en assemblée générale extraordinaire, ont décidé d'augmenter le capital social à concurrence de 200.000,— frs. pour le porter de 1.200.000,— frs. à 1.400.000,— frs.

Et à l'instant le montant de l'augmentation a été souscrit par Monsieur Paul Van de Sande, préqualifié, lequel a versé immédiatement en espèces dans la caisse de la société la somme de 200.000,— francs, en ce qui est reconnu par son co-associé Monsieur Antoine, Van Aperen.

En conséquence l'article 8 des statuts portera dorénavant que le capital social est fixé à 1.400.000,— frs.

Fait à Usumbura (Urundi), le 29 juillet 1952.

Pour copie conforme.

Paul VAN DE SANDE. Théophile VAN APEREN.

Geregistreerd te Antwerpen (Adm. & O; h. Akten) de negentiende September 1900 twee en vijftig. Boekdeel 229, blad 86, vak 18, een blad, geen verzending. Ontvangen : veertig frank.

De Ontvanger (signé) Coeck.

Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social : AKETI (Congo Belge).

Siège Administratif : 5, Rue de la Science, Bruxelles.

Registre du Commerce de Stanleyville N° 518.

Registre du Commerce de Bruxelles N° 15174.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur belge des 16-17-18-19 août 1924, sous le n° 9980; des 12 décembre 1924, 15 janvier 1927, 16-17 août 1930, 30 janvier 1932, 24-25 avril 1933, 4 mars 1934 et 8 janvier 1947, sous les n°s 13517, 599, 12975, 808, 1154, 1854 et 427.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 septembre 1952.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*		
Immeubles, terrains et lignes . . .	392.176.239,23	
Matériel d'exploitation	120.785.280,72	
Frais de constitution et d'augmentation de capital	511.188,74	
		513.472.708,69
II. — *Réalisable :*		
Banquiers, chèques-postaux, caisses . .	27.603.980,28	
Approvisionnements	50.998.718,92	
Débiteurs divers	19.924.169,66	
Effets à recevoir	154.092,20	
		98.680.961,06
III. — *Divers :*		
Fonds bloqués chez nos banquiers au profit de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite pour intérêts et remboursement de l'emprunt obligataire 4 1/2 % 1934	1.112.467,50	
Comptes débiteurs	14.431.378,47	
Prime à l'émission de l'emprunt obligataire 4 % 1936	2.000.000,05	
		17.543.846,02

IV. — *Comptes d'ordre :*

Sommes à prélever sur bénéfice futurs pour remboursement à la Colonie, fr. 178.523.451,21		mémoire
Dépôts statutaires, cautionnements des agents et commandes en cours		mémoire
		629.697.515,77

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital représenté par :			
182.389	actions de capital de 100 frs. en circulation . .	18.238.900,—	
201.839	actions privilégiées de 500 frs. en circulation . . .	100.919.500,—	
17.611	actions de jouissance Série A. en circulation . .	—	
33.461	actions de jouissance Série B. en circulation . .	—	
372.550	actions de dividende . . .	—	
			119.158.400,—
Actions de capital amorties et remplacées par 17.611 actions de jouissance Série A			1.761.100,—
Actions privilégiées amorties et remplacées par 33.461 actions de jouissance Série B (montant destiné à l'amortissement des immeubles, terrains et lignes)			16.730.500,—
			137.650.000,—
Réserve statutaire			1.132.328,80
Fonds d'assurances			1.386.547,78
Fonds d'amortissement constitué par annuités payées à la Colonie pour reprise M. A. P. O.			9.881.000,—
			12.399.876,58
Fonds divers d'amortissement sur immeubles, terrains et lignes :			
Constitué par annuités payées à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. — Emprunt de 50 millions de francs non garanti			9.114.000,—

Constitué par annuités payées à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. — Emprunt de 100 millions de francs garanti par la Colonie	35.703.000,—	
Constitué par annuités payées à la Colonie pour reprise rails	2.142.135,27	
Sur obligations 5 % 1936 non garanties .	4.006.500,—	
	50.965.635,27	
A déduire : Amortissements affectés sur immeubles	1.802.219,34	
		49.163.415,93
Fonds conventionnel de renouvellement du matériel fixe	13.655.213,82	
Fonds complémentaire pour le renouvellement du matériel fixe	46.857.580,11	
	60.512.793,93	
A déduire : Dépenses de renouvellement .	489.394,01	
		60.023.399,92
Fonds d'amortissement et de renouvellement du matériel d'exploitation		91.934.421,69
Provision pour créances douteuses et litigieuses . . .		851.133,98
II. — *Dettes de la société envers des tiers :*		
Emprunt garanti par la Colonie obligations 4 % 1936 .		64.297.000,—
Prêt consenti par la Colonie		61.500.000,—
Emprunts non garantis par la Colonie :		
a) Obligations 4 1/2 % 1934		40.886.000,—
b) Obligations 5 % 1936		15.993.500,—
Fonds de prévoyance en faveur du personnel . . .		3.706.400,72
Créditeurs divers :		
Actions privilégiées à rembourser . .	140.000,—	
Actions de capital à rembourser . . .	90.200,—	
Obligations 4 % 1934 à rembourser . .	18.000,—	
Obligations 5 % 1936 à rembourser . .	93.005,20	
Coupons d'actions et d'obligations échus et non réclamés (loi du 10 avril 1923) .	66.611,18	
Coupons d'actions et d'obligations à payer	163.833,45	
		571.649,83

Annuités à payer à la Colonie (à long terme) :		
a) pour reprise M. A. P. O.	1.457.000,—	
b) pour reprise rails	3.857.864,73	
		5.314.864,73
Ministère des Colonies : Remboursement sur montants affectés antérieurement par la Colonie au service des capitaux garantis (art. 15 de la Convention du 10 juin 1929)		2.339.025,27
III. — *Divers :*		
Comptes créditeurs		36.088.789,98
IV. — *Comptes d'ordre :*		
Ministère des Colonies : Sommes à lui rembourser sur bénéfices futurs frs. 178.523.451, 21		mémoire
Dépôts statutaires, cautionnements des agents et créditeurs pour commandes en cours		mémoire
V. — *Profits et pertes :*		
Solde bénéficiaire		4.476.466,70
		629.697.515,77

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DOIT.

Dépenses d'exploitation	103.283.889,69
Dotation au fonds d'amortissement et de renouvellement du matériel d'exploitation	22.761.640,18
Dotation complémentaire au fonds de renouvellement du matériel fixe . . .	4.626.945,47
Provision pour impôts	1.500.000,—
Provision pour œuvres et installations diverses en faveur du personnel indigène	4.642.879,08
Amortissement sur frais de constitution et d'augmentation de capital	63.898,59
Amortissement sur prime à l'émission de l'emprunt obligataire 4 % 1936 . . .	133.333,33

Charges financières des annuités à payer à la Colonie :			
1) pour reprise M.A.P.O.	772.760,—		
2) pour reprise rails . .	346.980,60		
		1.119.740,60	
Charges financières :			
1) de l'emprunt obligataire 4 1/2 % 1934 remboursable en 40 ans .	2.745.064,55		
2) de l'emprunt obligataire 5 % 1936 remboursable en 38 ans . .	1.202.047,29		
		3.947.111,84	
Répartition conventionnelle du bénéfice d'exploitation.			
10 % au fonds de renouvellement du matériel fixe . . .	2.298.163,61		
20 % à la Société . .	4.596.327,22		
70 % au compte charges financières des actions privilégiées et emprunts garantis par la Colonie . .	16.087.145,27		
		22.981.636,10	
			165.061.074,88
Amortissement des actions de capital			183.800,—
Intérêts et amortissements financiers			13.748.120,—
Solde			4.476.466,70
			183.469.461,58

AVOIR.

Report au 1er janvier 1951	50.932,48
Recettes d'exploitation	165.061.074,88
Montant des 20 % du bénéfice d'exploitation	4.596.327,22
Dégrèvements fiscaux sur dividende mis en paiement le 15 septembre 1951	13.007,—
Ressources destinées aux intérêts et amortissements financiers couverts par les 70 % du bénéfice d'exploitation .	13.748.120,—
	183.469.461,58

Répartition du solde bénéficiaire suivant article 53 des statuts.

Réserve statutaire 5 %		221.276,71
Premier dividende de 6 frs. brut aux 184.227 actions de capital en circulation au 1er janvier 1951		1.105.362,—
Au Conseil Général		154.944,77
Deuxième dividende de frs. 7.253.012 brut aux 184.227 actions de capital . . .	1.336.200,64	
Dividende de frs. 7,253.012 brut aux 15.773 actions de jouissance Série A. en circulation au 1er janvier 1951 . .	114.401,75	
		1.450.602,39
Dividende brut aux 372.550 actions de dividende . . .		1.450.602,39
Report à nouveau		93.678,44
		4.476.466,70

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Conseil d'Administration :

Monsieur Alfred LIENART, ingénieur, 196, Avenue de Tervueren, Woluwe-St-Pierre, Président du Conseil d'Administration.

Monsieur Martin THEVES, ingénieur, 12, Avenue de la Forêt de Soignes, Rhode-St.-Genèse, vice-président du Conseil d'Administration.

Monsieur Marcel PAULIS, ingénieur, 418, Avenue Louise, Bruxelles, Administrateur-Délégué.

Monsieur Lucien GONZE, administrateur de société, 144, Avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, Administrateur-Délégué.

Monsieur le Baron Antoine ALLARD, administrateur de sociétés, Heist-sur-Mer, Administrateur.

Monsieur le Baron Jacques van der BRUGGEN, administrateur de sociétés, 1, Avenue des Gaulois, Etterbeek, Administrateur.

Monsieur Simon COLLIN, administrateur de sociétés, 34, Boulevard Louis Schmidt, Etterbeek, Administrateur.

Monsieur Pierre GILLIEAUX, administrateur de sociétés, 92, Avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, Administrateur.

Monsieur Théodore HEYSE, directeur général honoraire au Ministère des Colonies, 129, Chaussée de Wavre, Ixelles, Administrateur.

Monsieur Christian JANSSENS, ingénieur, 34, Avenue Jeanne, Bruxelles, Administrateur.

Monsieur Jean JENTGEN, directeur général honoraire au Ministère des Colonie, 117, Avenue Molière, Bruxelles, Administrateur.

Monsieur le Vicomte Jacques de JONGHE d'ARDOYE, ingénieur, 3, Rond-Point de l'Etoile, Bruxelles, Administrateur.

Monsieur le Baron Alfred LECLERCQ, propriétaire, 3, Avenue Alfred Solvay, Boitsfort, Administrateur.

Monsieur Albert MARCHAL, ingénieur, 46, Avenue du Vert-Chasseur, Uccle, Administrateur.

Monsieur Georges MOULAERT, vice-gouverneur honoraire du Congo Belge, 47, Avenue de l'Observatoire, Uccle, Administrateur.

Monsieur le Baron de STEENHAULT de WAERBEEK, banquier, Vollezele, Administrateur.

Collège des Commissaires :

Monsieur Raymond DEPIREUX, licencié en sciences commerciales, 64, Rue Stanley, Uccle.

Monsieur Robert GROSFILS, sous-directeur au Ministère des Colonies « LA SOUSTA », Avenue des Hêtres Rouges, Wemmel.

Monsieur Gérard NAGELMACKERS, banquier, 17, Avenue De Mot, Bruxelles.

Délégués du Gouvernement de la Colonie :

Monsieur Hector BAILLIEUX, ingénieur, « Le Roure » Châteauneuf du Rhône - Drôme - France.

Monsieur Emile DANGOTTE, ingénieur, 129, Avenue de Wolvendael, Uccle.

Commissaire spécial du Gouvernement de la Colonie :

Monsieur LEFEBVRE, Jacques, conseiller adjoint au Ministère des Colonies, 437, Avenue Georges Henri, Woluwe-St.-Lambert.

Un Administrateur-Délégué,

L. GONZE.

Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social : AKETI (Congo Belge).

Siège Administratif : 5, Rue de la Science, Bruxelles.

Registre du Commerce de Stanleyville N° 518.

Registre du Commerce de Bruxelles N° 15174.

—

REELECTIONS STATUTAIRES.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 septembre 1952.

L'Assemblée réélit Messieurs Georges MOULAERT et le Vicomte Jacques de JONGHE d'ARDOYE en qualité d'Administrateurs ainsi que Monsieur Raymond DEPIREUX en qualité de Commissaire.

Un Administrateur-Délégué,

L. GONZE.

Compagnie des Grands Elevages Congolais

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : BIANO (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : BRUXELLES, 4, rue d'Egmont.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 44.043.

—

DELEGATION DE SIGNATURES.

Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration tenu en date du 16 septembre 1952 au siège administratif de la société.

. . . . . .

« Subsidiairement à sa décision du 12 juin 1952, le Conseil d'Administration donne à Monsieur Jules VAN BLEYENBERGHE la signature conjointement avec Monsieur Jean del MARMOL, dans les mêmes conditions qu'avec Messieurs de FORMANOIR de la CAZERIE et d'HENDECOURT. »

Compagnie des Grands Elevages Congolais.

Un Administrateur,
Illisible.

L'Administrateur-Délégué,
Illisible.

Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social : à Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : à Bruxelles, 79, rue du Commerce.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 47410.

Régistre du Commerce de Léopoldville : n° 2604.

—

Constitution publiée au Moniteur Belge annexe du 19 juillet 1930 n° 11866 et au Bulletin Officiel du Congo Belge, annexe du 15 août 1930.

Statuts modifiés par les actes suivants reçus par Me. Hubert SCHEYVEN, Notaire à Bruxelles : Acte publié au Moniteur Belge, annexe du 17 avril 1948, n° 6800 et au Bulletin Officiel du Congo Belge, annexe du 15 mai 1948; acte publié au Moniteur Belge, annexe des 22-23 juillet 1949, n° 16109 et au Bulletin Officiel du Congo Belge, annexe du 15 août 1949; acte publié au Moniteur Belge, annexe du 3 juin 1951, n° 12558 et au Bulletin Officiel du Congo Belge, annexe du 15 juin 1951.

TRANSFERT DU SIEGE ADMINISTRATIF.

Le Conseil d'Administration a décidé, en séance du 18 septembre 1952, de transférer le siège administratif de la Société du 40, rue Souveraine à Ixelles-Bruxelles, au 79, rue du Commerce à Bruxelles.

Bruxelles, le 22 septembre 1952.

Pour copie conforme,

Administrateur.
J. RHODIUS.

Administrateur.
A. ENGELS.

Société des Forces Hydro-Electriques du Bas-Congo,
en abrégé : « FORCES DU BAS-CONGO »

à Léopoldville, Congo Belge.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

Autorisée par arrêté royal du neuf janvier mil neuf cent cinquante et un.

AUGMENTATION DE CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'An mil neuf cent cinquante deux, le cinq août, à onze heures, au siège administratif de la société à Bruxelles, 30, rue Marie de Bourgogne.

Devant nous, Raoul Nols, notaire à la résidence de Berchem Sainte Agathe-lez-Bruxelles.

Se sont réunis en assemblée générale extraordinaire avec l'ordre du jour ci-après mentionné, tous les actionnaires de la « Société des Forces Hydro-Electriques du Bas-Congo » en abrégé : « Forces du Bas-Congo » ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, 30, rue Marie de Bourgogne; constituée par acte reçu devant le notaire Nols soussigné en date du dix huit décembre mil neuf cent cinquante, autorisée par arrêté royal du neuf janvier mil neuf cent cinquante et un, et les statuts publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du neuf février mil neuf cent cinquante et un, sous le numéro 2002; ainsi qu'au « Bulletin Officiel du Congo Belge » le quinze février mil neuf cent cinquante et un.

Sont présents ou représentés :

1. La Colonie du Congo Belge, représentée par Monsieur Emile Joseph Félicien Dangotte, ingénieur principal au Ministère des Colonies, demeurant à Uccle, 129, avenue Wolvendael.

aux termes de la procuration sous seing privé lui donnée par le Ministre des Colonies, Monsieur Dequae, en date du vingt neuf juillet mil neuf cent cinquante deux.

Propriétaire de cent vingt mille actions de la catégorie A . . 120.000

2. La société des Forces hydro-électriques de Sanga, en abréviation : « Sanga » société congolaise par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles, 40, rue Souveraine.

représentée par Monsieur Joseph Dieudonné Rhodius, administrateur de sociétés, demeurant à Namur (Citadelle) Castel Bel Air, aux termes de sa procuration du vingt huit juillet dernier.

Propriétaire de vingt cinq mille actions A 25.000

(1) Arrêté royal du 20 septembre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1952. — 1re Partie.

3. La société coloniale d'Electricité dite « Colectric » société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est à Léopoldville et le siège administratif à Bruxelles, 5, rue de la Science.

Ici représentée par Monsieur Eudore Edouard De Backer, inspecteur royal des Colonies, demeurant à Wezembeek-Oppem, 43, avenue Van Sever, aux termes de sa procuration du vingt huit juillet dernier.

Possédant vingt cinq mille actions A 25.000

4. Le « Bureau d'Etudes Industrielles Fernand Courtoy » dit « B. E. I. » société anonyme belge avec siège à Bruxelles, 43, rue des Colonies.

Représenté par Monsieur Guillaume Firket, Ingénieur civil des mines, demeurant à Schaerbeek, 164, avenue Emile Max, aux termes de sa procuration du vingt six juillet mil neuf cent cinquante deux.

Propriétaire de deux cents actions A 200

5. L'Union Générale belge d'Electricité « U. C. B. E. » société anonyme belge, ayant son siège à Bruxelles, 78, rue de Livourne.

Représentée par Monsieur Guillaume Firket, préqualifié, aux termes de sa procuration du vingt huit juillet mil neuf cent cinquante deux.

Possédant sept cent cinquante actions A 750

6. L'Union des Centrales Electriques de Liège-Namur-Luxembourg «U. C. E. Linalux) société anonyme belge ayant son siège à Liège, 1, rue de Spa.

Ici représentée par Monsieur Guillaume Firket prédit, suivant procuration du vingt six juillet mil neuf cent cinquante deux.

Propriétaire de sept cent cinquante actions A 750

7. La Compagnie Générale d'Entreprises Electriques et Industrielles « Electrobel », société anonyme belge, ayant son siège à Bruxelles, 1, Place du Trone.

Ici représentée par Monsieur Frédéric Simon, ingénieur civil, demeurant à Etterbeek, 86, avenue de Tervueren, aux termes de sa procuration du vingt huit juillet dernier.

Possédant sept mille actions A 7.000

8. Les Compagnies Réunies d'Electricité et de Transports « Electrorail » société anonyme belge, ayant son siège à Bruxelles, 16, rue du Congrès.

Représentées par Monsieur Marcel Ghislain Dulait, ingénieur civil des Mines, demeurant à Ixelles, 94, avenue de l'Université, suivant procuration du vingt neuf juillet dernier.

Possédant dix actions A 10

9. La « Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains », « Auxilacs » société anonyme belge ayant son siège à Bruxelles, 24, avenue de l'Astronomie.

Ici représentée par Monsieur Marcel Dulait, préqualifié, aux termes de sa procuration du trente et un juillet mil neuf cent cinquante deux.

Propriétaire de trois mille cinq cents actions A 3.500

10. La « Société bruxelloise d'Electricité « Bruxelloise d'Electricité » société anonyme belge, avec siège social à Bruxelles, 34, rue du Gouvernement Provisoire.

Représentée par Monsieur Marcel Dulait prédit, aux termes de sa procuration du vingt neuf juillet dernier.

Propriétaire de trois mille quatre cent nonante actions A . 3.490

11. La « Société de Traction et d'Electricité » société anonyme belge ayant son siège à Bruxelles, 31, rue de la Science.

Ici représentée par Monsieur Georges Landsberg, ingénieur civil, demeurant à Forest, 2, Place Constantin Meunier, suivant procuration du vingt huit juillet dernier.

Propriétaire de sept mille actions A 7.000

12. La Société Financière de Transports et d'Entreprises Industrielles « Sofina », société anonyme belge ayant son siège à Bruxelles, 38, rue de Naples.

Représentée par Monsieur Albert Eugène Clerfayt, ingénieur civil, demeurant à Bruxelles, 21, rue Juste Lipse, suivant procuration du vingt cinq juillet dernier.

Propriétaire de sept mille actions A 7.000

13. L'Union des Centrales Electriques du Hainaut, groupement du Centre Château de la Closière, La Louvière.

Représentée par Monsieur Guillaume Firket, préqualifié, en suite de sa procuration du vingt cinq juillet mil neuf cent cinquante deux.

Propriétaire de soixante actions A 60

14. L'Union des Centrales Electriques du Hainaut, Groupement de la Sambre à Charleroi, 16, rue Puissant.

Ici représentée par Monsieur Guillaume Firket, prénommé, suivant procuration du vingt cinq juillet mil neuf cent cinquante deux.

Possédant cent vingt actions A 120

et 15. L' « Union des Centrales Electriques du Hainaut », groupement du Borinage, à Mons, 2, rue de la Réunion.

Ici représentée par Monsieur Guillaume Firket, prénommé, aux termes de sa procuration du vingt cinq juillet mil neuf cent cinquante deux.

Propriétaire de cent vingt actions A 120

Au total : deux cent mille actions de la catégorie A . . . 200.000

Toutes les procurations sous seing privé mentionnées ci-dessus, sont restées annexées en original, au présent procès-verbal.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit est, ont requis le notaire soussigné de dresser procès-verbal des délibérations et des résolutions que la présente assemblée générale extraordinaire de tous les actionnaires de la société sera appelée à prendre avec l'ordre du jour suivant :

1) augmentation du capital social à concurrence de deux cent millions de francs congolais pour le porter de deux cent millions à quatre cent millions de francs congolais, par la souscription et la libération en espèces, de deux cent mille actions B, de mille francs congolais, catégorie d'actions dont la création et les conditions d'émission ont été prévues à l'article sept des statuts sociaux lors de la constitution de la société.

2) souscription de ces deux cent mille actions B, au prix de mille francs congolais chacune, avec libération de trente pour cent contre espèces, par la colonie du Congo Belge,

et 3) modifications aux statuts, pour acter aux articles cinq et six, l'augmentation du capital social.

La présente assemblée générale est présidée par Monsieur Eudore De Backer, préqualifié.

Le président désigne en qualité de secrétaire Monsieur Jacques Henri Pirenne, docteur en droit, demeurant à Ixelles, 125, rue Defacqz.

L'assemblée désigne en qualité de scrutateurs, Messieurs Rhodius et Dangotte, préqualifiés.

Le bureau est complété par les administrateurs présents de la société savoir : Messieurs De Backer, Simon Clerfayt, Dulait, Landsbergh, Rhodius, Eugène Van Wynsberghe, licencié en sciences commerciales, 4, avenue du Congo à Ixelles, Georges Marchal, ingénieur à Woluwe-Saint - Pierre, 28, avenue de Lothier, et René Van Laere, ingénieur à Woluwe-Saint-Lambert, 433, avenue Georges Henri.

Le Président expose à l'assemblée que tous les actionnaires d'accord unanime, se dispensant mutuellement de l'accomplissement des formalités prescrites par les statuts, attendu qu'ils représentent l'intégralité des deux cent mille actions A, toutes nominatives et qu'ils reconnaissent avoir constaté se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à ces jour, lieu et heure, à l'effet de délibérer valablement sur les points portés au prédit ordre du jour.

Ces faits exposés, sont reconnus exacts par l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Abordant le susdit ordre du jour, l'assemblée générale, après délibération prend les résolutions suivantes.

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de deux cent millions de francs congolais, par la souscription et la libération de trente pour cent en espèces, de deux cent mille actions B, catégorie d'actions dont la création et les conditions d'émission ont été prévues à l'ar-

ticle sept des statuts sociaux, lors de la constitution de la société. Ces titres émis sous la forme d'actions B, d'une valeur nominale de mille francs congolais chacune, jouiront des droits et des avantages prévus aux statuts sociaux, leur souscription devant être assurée par la Colonie du Congo Belge ou par des entités désignées par celle-ci.

Le montant des frais, dépenses ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge, du chef de l'augmentation de capital qui précède s'élève approximativement à deux millions quatre cent cinquante mille francs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide, sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'autorisation par arrêté royal, la souscription des deux cent mille actions B au prix de mille francs congolais chacune, avec libération de trente pour cent espèces, par la Colonie du Congo Belge.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant est intervenu aux présentes, Monsieur Emile Dangotte, préqualifié, agissant en sa qualité prédite de mandataire spécial de la Colonie du Congo Belge.

Lequel usant de son mandat, après avoir entendu lecture de tout ce qui précède et reconnu que sa mandante a connaissance des statuts de la société « Forces du Bas-Congo » a déclaré souscrire au nom de la Colonie du Congo Belge, les deux cent mille actions B, et les libérer en espèces, jusqu'à concurrence de trente pour cent.

Messieurs De Backer, Simon, Clerfayt, Van Wynsberghe, Landsberg, Dulait, Rhodius, Marchal et Van Laere, tous préqualifiés, administrateurs de la société : « Force du Bas-Congo » ont déclaré et requis d'acter le fait de cette souscription intégrale avec libération de trente pour cent de ces actions B, et que le montant de soixante millions de francs congolais se trouve, dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi que tous les actionnaires et la souscrivante, la Colonie du Congo Belge, le reconnaissent expressément.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnait que, par suite de la souscription qui précède, le capital social est porté à quatre cent millions de francs congolais et que les modifications devant être apportées aux statuts en la troisième résolution ci-après, sont devenues définitives, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts sociaux les modifications suivantes à l'effet de les mettre en concordance avec les décisions qui précèdent.

Le texte de l'article cinq est remplacé par :

« Le capital social est fixé à quatre cent millions de francs congolais. Il est représenté par deux cent mille actions A, et par deux cent mille actions B, toutes d'une valeur nominale de mille francs congolais chacune ».

L'assemblée décide de compléter l'article six, in fine, par le texte ci-après :

« Les deux cent mille actions B, sont souscrites intégralement en espèces, par la colonie du Congo Belge, et libérées à concurrence de trente pour cent ».

Toutes ces décisions sont prises à l'unanimité des voix.

La séance est levée à douze heures de relevée.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal, date, heure et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Anderlecht II, le sept août 1952.

Quatre rôles, un renvoi, vol 81 fol. 99 case 7.

Reçu quarante francs.

Le Receveur : Sere.

Pour expédition conforme.

(signé) Raoul NOLS.

Raoul Nols, Notaire, Berchem-St.-Agathe (Brabant).

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous Vullers Carlo, Président de la Chambre des vacations du Tribunal de 1re Instance, séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de Me Nols, notaire à Berchem-St-Agathe.

Reçu quatre francs, n° 349.

Bruxelles, le 3 septembre 1952.

(sé) C. Vullers.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Carlo Vullers, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 3 septembre 1952.

Le Chef de Bureau.

(sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée au recto.

Bruxelles, le 3 septembre 1952.

Le Conseiller-adjoint, (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 13 septembre 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 13 September 1952.

(sé) DEQUAE (get.).

Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue d'Egmont, n° 4.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 231.494.

PROCES-VERBAL DE CARENCE.

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le vingt-neuf juillet.

A Bruxelles, rue d'Egmont, n° 4.

Devant nous, Maîtres Albert RAUCQ et Jean NERINCX, tous deux notaires à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée dénommée « Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance » ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, n° 4.

Société constituée suivant acte reçu par les notaires soussignés le trente janvier mil neuf cent cinquante et un, autorisée par arrêté royal du seize mars mil neuf cent cinquante et un, et dont les statuts ont été publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze avril mil neuf cent cinquante et un et aux annexes au Moniteur Belge du quatorze avril mil neuf cent cinquante et un, sous le numéro 6209.

Statuts modifiés suivant procès-verbal dressé par les mêmes notaires le sept septembre mil neuf cent cinquante et un publié aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze décembre mil neuf cent cin-

quante et un et aux annexes au Moniteur Belge du dix-sept octobre mil neuf cent cinquante et un, sous le n° 21674.

Société immatriculée au Registre du Commerce de Bruxelles, sous le n° 231.494.

BUREAU.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, demeurant à Forest (Bruxelles), Avenue Molière, n° 90, président du Conseil d'Administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Philippe Van der Plancke, docteur en droit, demeurant à Oostkamp et comme scrutateurs Monsieur Léon baron Lambert, banquier, demeurant à Bruxelles, Avenue Marnix, n° 24, administrateur de la société et Monsieur Baudouin Comte Cornet d'Elzius, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, rue aux Laines, n° 23.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE.

Sont présents ou représentés les actionnaires dont les noms, prénoms, professions et demeures, ainsi que le nombre de titre de chacun d'eux, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

Cette liste de présence est signée par chacun des actionnaires ou leurs mandataires; elle est arrêtée et signée par les membres du bureau.

Après lecture, cette liste de présence est revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaires.

Les procurations mentionnées en la dite liste de présence sont toutes sous seing privés et demeurent également ci-annexées.

EXPOSE DE MONSIEUR LE PRESIDENT.

Monsieur le Président expose et requiert les notaires soussignés d'acter que :

I. La présente assemblée a pour ordre du jour :

1° Augmentation du capital à concurrence de cinquante millions de francs congolais pour le porter de cent millions de francs congolais à cent cinquante millions de francs congolais par la création de cinquante mille parts sociales du même type, jouissant des mêmes droits et avantages que les parts existantes et participant aux bénéfices à partir du premier octobre mil neuf cent cinquante-deux.

Ces actions nouvelles seront émises en espèces au prix de onze cent cinquante francs congolais plus une somme de vingt francs pour frais; elles seront souscrites par le baron Léon Lambert à charge de respecter le droit de préférence prévu par l'article huit des statuts.

2° Souscription et libération des actions nouvelles.

3° Constatation de la réalisation effective de l'augmentation du capital.

4° Modification des articles suivants des statuts :

Article cinq : pour le mettre en concordance avec la situation nouvelle du capital.

Article six : pour exposer la formation du capital.

Article trente-huit : pour remplacer au troisième alinéa les mots « quarante francs brut » par les mots « cinquante francs net ».

5° Pouvoirs à conférer au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent.

6° Nomination d'un nouvel administrateur et d'un nouveau commissaire.

II. Toutes les actions étant nominatives, les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites par lettres recommandées adressées aux actionnaires le onze juillet mil neuf cent cinquante-deux, soit quinze jours au moins avant l'assemblée.

III. Il existe actuellement cent mille parts.

Il n'en est représenté que cinq mille cent vingt, soit moins de la moitié des parts existantes.

IV. Que par conséquent, l'assemblée n'est pas valablement constituée pour délibérer sur les cinq premiers objets à l'ordre du jour; une nouvelle assemblée sera convoquée pour le mercredi vingt août à la même heure et délibérera quel que soit le nombre de titres représentés.

L'assemblée décide qu'il sera délibéré le même jour sur le sixième point de l'ordre du jour, celui-ci formant un tout.

La séance est levée à onze heures et quart.

De tout quoi, les notaires soussignés ont dressé le présent procès-verbal.

Lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont exprimé le désir ont signé avec nous, notaires, la minute restant à Maître Raucq.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4me bureau A. C. le six août mil neuf cent cinquante-deux, volume 215, folio 28, case 2, deux rôles, quatre renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) Graas.

ANNEXE.

COMPAGNIE D'AFRIQUE POUR L'INDUSTRIE ET LA FINANCE.
Société congolaise par actions à responsabilité limitée.
Siège social : Léopoldville.
Siège administratif : Bruxelles, rue d'Egmont, n° 4.
Registre du Commerce de Bruxelles, n° 231494.

Assemblée Générale Extraordinaire du 29 juillet 1952.

LISTE DE PRESENCE.

Actionnaires.	Nombre de parts sociales	Mandataires.	Signatures.
Monsieur Baudouin Comte Cornet d'Elzius, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 23, rue aux Laines.	750		Comte Baudouin Cornet d'Elzius
Monsieur Mathieu Ernotte, médecin, demeurant à Verviers, rue du Palais, 132.	100	Comte Baudouin Cornet d'Elzius	Comte Baudouin Cornet d'Elzius
Monsieur Guillaume Comte de Hemricourt de Grunne, Ministre plénipotentiaire, demeurant à Forest (Bruxelles) Avenue Molière, 102.	750	Comte Baudouin Cornet d'Elzius	Comte Baudouin Cornet d'Elzius
Monsieur Louis Camu, administrateur de banque, demeurant à Bruxellse, rue de l'Abbaye, 2.	20	Comte Baudouin Cornet d'Elzius	Comte Baudouin Cornet d'Elzius
Monsieur Adrien Comte van der Burch, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, Avenue Général de Gaulle, 40.	250	Comte Baudouin Cornet d'Elzius	Comte Baudouin Cornet d'Elzius
Monsieur Guy baron de Lhoneux, banquier, demeurant à Bruxelles, rue de Spa, 1a.	500	Comte Baudouin Cornet d'Elzius	Comte Baudouin Cornet d'Elzius
Monsieur Baudouin Comte de Hemricourt de Grunne, docteur en droit, demeurant à Wezembeek-Oppem.	500	Comte Baudouin Cornet d'Elzius	Comte Baudouin Cornet d'Elzius
Madame Françoise de Lhoneux, sans profession, veuve de Monsieur Jacques Jooris, demeurant à Etterbeek, Avenue de l'Armée, 76.	500	Comte Baudouin Cornet d'Elzius	Comte Baudouin Cornet d'Elzius
Monsieur Paul Bieswal, gérant de société, demeurant à Anderlecht, rue Bara, 42.	500	Comte Baudouin Cornet d'Elzius	Comte Baudouin Cornet d'Elzius
Monsieur Léon Bekaert, industriel, demeurant à Zwevegem.	1000	Comte Baudouin Cornet d'Elzius	Comte Baudouin Cornet d'Elzius
Monsieur Jean del Marmol, avocat honoraire, demeurant à Uccle, (Bruxelles), Avenue Bel Air, 16.	250	Comte Baudouin Cornet d'Elzius	Comte Baudouin Cornet d'Elzius

Arrêté à 5.120 parts sociales.

Le Président : (signé) G. de Formanoir de la Cazerie.

Le Secrétaire : (signé) Ph. van der Plancke.

Les Scrutateurs : (signé) Comte Baudouin Cornet d'Elzius, Léon Lambert.

Signé « ne varietur » pour demeurer annexé au procès-verbal dressé par les notaires Jean Nerincx et Albert Raucq à Bruxelles, le 29 juillet 1952.

(signé) J. Nerincx, A. Raucq.

Enregistré à Bruxelles, 4me bureau A. C. le 6 août 1952, volume 27, folio 75, case 4, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) Graas.

Pour expédition conforme.

(signé) Albert RAUCQ.

Albert Raucq, Notaire à Bruxelles (Brabant).

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Vullers Carlo, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de Maître Raucq, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs, no 353.

Bruxelles, le 3 septembre 1952.

(signé) C. Vullers.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour l'égalisation de la signature de Monsieur Carlo Vullers, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 4 septembre 1952.

Le Chef de Bureau : (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 septembre 1952.

Le Conseiller-adjoint : (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège socal : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue d'Egmont, n° 4.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 231.494.

—

AUGMENTATION DU CAPITAL. MODIFICATIONS DES STATUTS. NOMINATIONS. (1)

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le vingt août.

A Bruxelles, rue d'Egmont, n° 4.

Devant nous, Albert RAUCQ et Jean NERINCX, tous deux notaires résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée dénommée « Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance » ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, n° 4.

Société constituée suivant acte reçu par les notaires soussignés le trente janvier mil neuf cent cinquante et un, autorisée par arrêté royal du seize mars mil neuf cent cinquante et un, et dont les statuts ont été publiés aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze avril mil neuf cent cinquante et un et aux Annexes au Moniteur Belge du quatorze avril mil neuf cent cinquante et un, sous le n° 6209.

Statuts modifiés suivant procès-verbal dressé par les mêmes notaires le sept septembre mil neuf cent cinquante et un publié aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze décembre mil neuf cent cinquante et un et aux annexes au Moniteur Belge du dix-sept octobre mil neuf cent cinquante et un, sous le n° 21.674.

Société immatriculée au Registre du Commerce de Bruxelles, sous le n° 231.494.

BUREAU.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, demeurant à Forest (Bruxelles), Avenue Molière, n° 90, président du Conseil d'Administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Philippe van der Plancke, docteur en droit, demeurant à Oostkamp et comme scrutateur Monsieur Louis Camu, administrateur de banque, demeurant à Bruxelles, rue de l'Abbaye, n° 2, seul actionnaire présent.

---

(1) Arrêté royal du 29 septembre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1952. — 1re Partie.

Monsieur Camille Gutt, banquier, demeurant à Jette-Saint-Pierre (Bruxelles), Chaussée de Dieleghem, n° 20, autre administrateur présent, complète le bureau.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE.

Sont présents ou représentés les actionnaires dont les noms, prénoms, professions et demeures, ainsi que le nombre de titres de chacun d'eux, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

Cette liste de présence est signée par chacun des actionnaires ou leurs mandataires; elle est arrêtée et signée par les membres du bureau.

Après lecture, cette liste de présence est revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaires.

Les procurations mentionnées en la dite liste de présence sont toutes sous seings privés et demeurent également ci-annexées.

EXPOSE DE MONSIEUR LE PRESIDENT.

Monsieur le Président expose et requiert les notaires soussignés d'acter que :

I. La présente assemblée a pour ordre du jour :

1° Augmentation du capital à concurrence de cinquante millions de francs congolais pour le porter de cent millions de francs congolais à cent cinquante millions de francs congolais par la création de cinquante mille parts sociales du même type, jouissant des mêmes droits et avantages que les parts existantes et participant aux bénéfices à partir du premier octobre mil neuf cent cinquante-deux.

Ces actions nouvelles seront émises en espèces au prix de onze cent cinquante francs congolais plus une somme de vingt francs pour frais; elles seront souscrites par le baron Léon Lambert à charge de recpecter le droit de préférence prévu par l'article huit des statuts.

2° Souscription et libération des actions nouvelles.

3° Constatation de la réalisation effective de l'augmentation du capital.

4° Modification des articles suivants des statuts :

Article cinq : pour le mettre en concordance avec la situation nouvelle du capital.

Article six : pour exposer la formation du capital.

Article trente-huit : pour remplacer au troisième alinéa les mots « quarante francs brut » par les mots « cinquante francs net ».

5° Pouvoirs à conférer au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent.

6° Nomination d'un nouvel administrateur et d'un nouveau commissaire.

II. Toutes les actions étant nominatives, les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites par lettres recommandées adressées aux actionnaires le trente juillet mil neuf cent cinquante-deux, soit quinze jours au moins avant l'assemblée.

III. Il existe actuellement cent mille parts.

Il n'en est représenté que cinq mille six cent trente soit moins de la moitié des parts existantes.

Mais une première assemblée, ayant le même ordre du jour tenue devant les notaires soussignés le vingt-neuf juillet mil neuf cent cinquante-deux n'a pu délibérer valablement, le quorum requis par l'article trente-six des statuts n'ayant pas été réuni. Les convocations à la présente assemblée rappellent cette circonstance.

La présente assemblée peut donc délibérer et statuer valablement sur l'ordre du jour quel que soit le nombre de titres représentés.

IV. Chaque part donne droit à une voix.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote, en nom personnel et comme mandataire pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées aux titres émis ou les deux cinquièmes du nombre de voix attachées aux titres représentés, le plus petit maximum étant pris en considération.

V. Pour assister à l'assemblée, les actionnaires se sont conformés à l'article trente-deux, alinéa trois des statuts relatifs aux formalités d'admission à l'assemblée.

VI. Pour être admises, les propositions à l'ordre du jour doivent réunir les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

CONSTATATION DE LA VALIDITE DE L'ASSEMBLEE.

Cet exposé étant vérifié et reconnu exact par l'assemblée, celle-ci se reconnait valablement constituée et apte à délibérer sur les objets à l'ordre du jour.

Monsieur le Président expose les raisons qui ont motivé les objets à l'ordre du jour.

L'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes :

I. AUGMENTATION DU CAPITAL.

L'assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de cinquante millions de francs congolais pour le porter de cent millions de francs congolais à cent cinquante millions de francs congolais par la création de cinquante mille parts sociales du même type, jouissant des mêmes droits et avantages que les parts existantes et participant aux bénéfices à partir du premier octobre mil neuf cent cinquante-deux.

Ces actions nouvelles seront émises au prix de onze cent cinquante francs congolais plus une somme de vingt francs pour frais; elles seront souscrites par le baron Léon Lambert, à charge pour lui de respecter le droit de préférence prévu par l'article huit alinéa deux des statuts.

VOTE.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

II. SOUSCRIPTION. — LIBERATION.

Aux présentes intervient :

Monsieur Léon baron Lambert, banquier, demeurant à Bruxelles, Avenue Marnix, n° 24, ici représenté suivant procuration sous seing privé ci-annexée par Monsieur Camille Gutt, prénommé.

Monsieur Camille Gutt après avoir entendu lecture de tout ce qui précède déclare que son mandant a parfaite connaissance des statuts de la société « Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance » et déclare souscrire au nom du baron Léon Lambert, celui-ci souscrivant tant en nom personnel qu'au nom d'un groupe pour lequel il se porte fort, les cinquante mille part nouvelles au prix de onze cent cinquante francs congolais plus une somme de vingt francs pour frais.

Monsieur Camille Gutt déclare et tous les membres de l'assemblée reconnaissent que chacune des parts ainsi souscrites est entièrement libérée par un versement en espèces de sorte que la société « Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance » a dès à présent, de ce chef, à sa libre et entière disposition une somme de cinquante-sept millions cinq cent mille francs.

Monsieur Léon baron Lambert souscrit les parts à charge de les offrir par préférence aux anciens actionnaires au même prix de onze cent cinquante francs congolais plus vingt francs pour frais, savoir :

a) à titre irréductible à raison de deux parts anciennes pour une nouvelle;

b) à titre réductible, en ce qui concerne les parts non absorbées par les demandes à titre irréductible, en proportion du nombre de titres déposés à l'appui de la souscription.

Les anciens actionnaires pourront exercer leur droit de préférence pendant un mois à compter de l'avis par lettre adressée individuellement à chaque actionnaire, toutes les parts sociales étant nominatives.

III. CONSTATATION DE LA REALISATION EFFECTIVE DE L'AUGMENTATION DU CAPITAL.

Messieurs Gaston de Formanoir de la Cazerie, Louis Camu et Camille Gutt, administrateurs présents constatent et tous les membres de l'assemblée constatent que l'augmentation de capital est ainsi intégralement souscrite, que chaque part nouvelle est entièrement libérée et que le capital est effectivement porté à cent cinquante millions de francs congolais.

IV. MODIFICATIONS DES STATUTS.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Article cinq. — Cet article est remplacé par le texte suivant :

« Le capital social est fixé à cent cinquante millions de francs congolais. » Il est divisé en cent cinquante mille parts sociales sans mention de » valeur nominale représentant chacune un cent cinquante millième » (1/150.000) de l'avoir social ».

Article six. — Cet article est remplacé par le texte suivant :

« *Formation du capital.*

» 1. Lors de la constitution de la société, le capital a été fixé à cent mil- » lions de francs congolais et représenté par cent mille parts sociales » sans mention de valeur nominale.

» Ces cent mille parts ont été souscrites en espèces au prix de mille » francs congolais et libérées de vingt pour cent; elles ont été entière- » ment libérées par la suite.

» 2. L'assemblée générale extraordinaire du vingt août mil neuf cent » cinquante-deux a décidé de porter le capital à cent cinquante millions » de francs congolais par la création de cinquante mille parts sociales du » même type que les parts existantes; ces cinquante mille parts nouvelles » ont été souscrites en espèces au prix de onze cent cinquante francs con- » golais plus une somme de vingt francs pour frais et entièrement libé- » rées ».

Article trente-huit. — Le troisième alinéa est remplacé par le texte suivant :

« Ensuite la somme nécessaire pour payer un dividende pouvant atteindre » cinquante francs net à chaque part sociale, au prorata du montant » dont elle est libérée et prorata temporis ».

VOTE.

Chacune de ces modifications est adoptée à l'unanimité.

V. POUVOIRS.

L'assemblée confère tous pouvoirs au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions qui précèdent.

VOTE.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VI. NOMINATIONS.

L'assemblée décide de porter le nombre des administrateurs à dix et celui des commissaires à trois.

Elle appelle aux fonctions d'administrateur Monsieur Jacques Bemberg, administrateur de société, demeurant à Lausanne, Avenue de l'Avant-Poste, 6, et aux fonctions de commissaire Monsieur le Comte Baudouin Cornet d'Elzius, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, rue aux Laines, n° 23.

Le mandat de Messieurs Bemberg et Comte Baudouin Cornet d'Elzius expirera lors de l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-six.

VOTE.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

FRAIS.

Monsieur le Président déclare que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation du capital s'élève à six cent cinquante mille francs environ.

CONDITION SUSPENSIVE.

L'assemblée constate à l'unanimité que les résolutions qui précèdent sont prises sous la condition suspensive de leur autorisation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

La séance est levée à onze heures et demie.

De tout quoi les notaires soussignés ont dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Et lecture faite, les membres du bureau et l'intervenant ont signé avec les notaires, la minute restant à Maître Raucq.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4me bureau A. C. le vingt-deux août mil neuf cent cinquante-deux, volume 214, folio 45, case I, quatre rôles, quatre renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) Graas.

ANNEXE.

COMPAGNIE D'AFRIQUE POUR L'INDUSTRIE ET LA FINANCE.
Société congolaise par actions à responsabilité limitée.
Siège social : Léopoldville (Congo Belge).
Siège administratif : Bruxelles, rue d'Egmont, n° 4.
Registre du Commerce de Bruxelles, n° 231.494.

Assemblée Générale Extraordinaire du 20 août 1952.

LISTE DE PRESENCE.

Actionnaires.	Nombre de parts sociales	Mandataires.	Signatures.
Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, demeurant à Forest (Bruxelles), Avenue Molière, n° 90.	10		G. de Formanoir.
Monsieur Louis Camu, administrateur de banque, demeurant à Bruxelles, rue de l'Abbaye, n° 2.	20		L. Camu.
Monsieur Baudouin Comte Cornet d'Elzius, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 23, rue aux Laines.	750	Gaston de Formanoir de la Cazerie	G. de Formanoir.
Monsieur Guillaume Comte de Hemricourt de Grunne, Ministre plénipotentiaire, demeurant à Forest (Bruxelles), Avenue Molière, n° 102.	750	Gaston de Formanoir de la Cazerie	G. de Formanoir.
Madame la Comtesse Eugène de Hemricourt de Grunne, sans profession, demeurant au Château de et à Wezembeek-Oppem, née Comtesse Alix Marie d'Ormesson.	500	Gaston de Formanoir de la Cazerie	G. de Formanoir.
Monsieur Adrien Comte van der Burch, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, Avenue Général de Gaulle, n° 40.	250	Louis Camu	L. Camu.
Monsieur Jean del Marmol, avocat honoraire, demeurant à Uccle (Bruxelles), Avenue Bel Air, n° 16.	250	Louis Camu	L. Camu.
Monsieur Léon Bekaert, industriel, demeurant à Zwevegem.	1000	Louis Camu	L. Camu.
Monsieur Mathieu Ernotte, médecin, demeurant à Verviers, rue du Palais, n° 132.	100	Gaston de Formanoir de la Cazerie	G. de Formanoir.

Actionnaires.	Nombre de parts sociales	Mandataires.	Signatures.
Monsieur Guy baron de Lhoneux, banquier, demeurant à Bruxelles, rue de Spa, n° 1 A.	500	Gaston de Formanoir de la Cazerie	G. de Formanoir.
Madame Françoise de Lhoneux, sans profession, veuve de Monsieur Jacques Jooris, demeurant à Etterbeek, Avenue de l'Armée, n° 76.	500	Gaston de Formanoir de la Cazerie	G. de Formanoir.
Monsieur Paul Bieswal, gérant de société, demeurant à Anderlecht, rue Bara, n° 42.	500	Gaston de Formanoir de la Cazerie	G. de Formanoir.
Monsieur Baudouin Comte de Hemricourt de Grunne, docteur en droit, demeurant à Wezembeek-Oppem.	500	Gaston de Formanoir de la Cazerie	G. de Formanoir.

Arrêté à 5.630 parts sociales.

Le Président : (signé) G. de Formanoir de la Cazerie.

Le Secrétaire : (signé) Ph. van der Plancke.

Le Scrutateur : (signé) L. Camu.

Les administrateurs présents : (signé) L. Camu, C. Gutt.

Signée « ne varietur » pour demeurer annexée au procès-verbal dressé par les notaires Jean Nérincx et Albert Raucq, à Bruxelles, le 20 août 1952.

(Signé) J. Nérincx, A. Raucq.

Enregistré à Bruxelles, 4me bureau A. C. le 22 août 1952, volume 27, folio 80, case 7, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) Graas.

Pour expédition conforme.

(signé) Albert RAUCQ.

Albert Raucq, Notaire à Bruxelles (Brabant).

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Vullers Carlo, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de Maître Raucq, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs, n° 352.

Bruxelles, le 3 septembre 1952.

(signé) C. Vullers.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Carlo Vullers, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 4 septembre 1952.

Le Chef de Bureau : (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 septembre 1952.

Le Conseiller-adjoint : (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 17 septembre 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 17 September 1952.

(sé) DEQUAE (get.).

Société de Constructions Métalliques

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

AUGMENTATION DU CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'An mil neuf cent cinquante deux, le vingt deux août, à quatorze heures trente.

A Bruxelles, rue du Moniteur, 8, en l'Etude du notaire Scheyven.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société de Constructions Métalliques » en abrégé « Socomet », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le vingt neuf avril mil neuf cent quarante huit, autorisée par arrêté royal du vingt un juin suivant, et dont les statuts ont été publiés aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze août mil neuf cent quarante huit et modifiés suivant acte reçu par le dit notaire Scheyven, le treize juillet mil neuf cent quarante neuf, publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze septembre suivant.

---

(1) Arrêté royal du 29 septembre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1952. — 1re Partie.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les nom, prénoms, professions, demeure, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare être propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer, cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Fernand Delahaut, industriel, demeurant à Ixelles, rue de la Vallée, 9, administrateur-délégué.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Stéphane Gérard, secrétaire administratif, demeurant à Schaerbeek, rue Markelbach, 27, ici intervenant et choisit comme scrutateur Monsieur Georges Goulevant, seul actionnaire présent, dénommé dans la liste de présence.

Madame Antony Hoeberechts, sans profession, veuve de Monsieur Jean Quix, demeurant à Schaerbeek, rue Fraikin, 24, administratrice, complète le bureau.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Constatation que les francs qui constituent le capital social sont des francs congolais et modification en conséquence de l'article cinq des statuts.

2. Augmentation du capital social à concurrence de quatre millions cinq cent mille francs congolais, pour le porter de cinq cent mille francs congolais à cinq millions de francs congolais, par la création de quatre mille cinq cents actions nouvelles de mille francs congolais chacune, jouissance premier septembre mil neuf cent cinquante deux et pour le surplus en tout semblables aux actions actuelles; trois mille cinq cents de ces actions seront attribuées entièrement libérées en rémunération de l'apport d'une créance existant à charge de la société et les mille actions restantes seront souscrites contre espèces, sans droit de préférence au profit des anciens actionnaires, par dérogation à l'article sept, alinéa deux des statuts.

3. Réalisation de l'augmentation du capital contre apport et souscription contre espèces, avec libération complète.

4. Modifications aux statuts pour :

Article deux. — Au deuxième alinéa, prévoir le transfert du siège administratif par le conseil d'administration dans toute commune de Belgique, du Congo Belge et de l'Etranger.

Article trois. — Le premier alinéa à remplacer par :

« La société a pour objet toute activité commerciale sur le plan inter-
» national, l'achat, la vente, l'importation, l'exportation de tous produits

» généralement quelconques et notamment le commerce des matériaux » de construction et les entreprises de construction, ainsi que le com- » merce, tant en gros qu'en détail de tous matériels électriques, indus- » triels et domestiques et tous accessoires, et de tous objets de quincail- » lerie ».

Au deuxième alinéa, in fine, ajouter : « et accessoirement le commerce de tous objets ayant un rapport direct ou indirect avec son objet princi- pal ».

Au dernier alinéa, intercaler après les mots « ou restreint » les mots « sans en altérer l'essence » et remplacer le mot « approbation » par « autorisation ».

Article quatre. — Alinéa premier, dire que la société a pris cours à la date de son autorisation par arrêté royal.

Au deuxième alinéa, remplacer le mot « approbation » par « autorisa- tion ».

Article cinq. — Pour mentionner le nouveau capital et sa représenta- tion.

Article six. — Faire l'historique de la formation du capital.

Article sept. — Au premier alinéa, remplacer le mot « approbation » par « autorisation ».

Au deuxième alinéa, préciser le droit de préférence des anciens proprié- taires d'actions.

Améliorer la rédaction du troisième alinéa.

Article onze. — Prévoir que les actions entièrement libérées peuvent être transformées en actions au porteur et les conditions de cette trans- formation.

Article douze. — Remplacer le premier alinéa par « Il est tenu au siège administratif ou au siège social un registre des actions nominatives ».

A l'avant-dernier alinéa, remplacer les mots « autorisant la création de la société » par « autorisant leur création ».

Au dernier alinéa, prévoir le mode de signature des certificats d'inscrip- tion et des titres au porteur.

Article quatorze — alinéa deux. — Prévoir que les signatures peuvent être apposées par des griffes.

Article vingt huit, au premier alinéa, supprimer les mots « et pour la première fois en mil neuf cent quarante neuf ».

Article vingt neuf. — Déterminer le mode de convocations aux assem- blées générales.

Article trente, alinéa premier, préciser les conditions d'admission des actionnaires aux assemblées générales.

Article trente sept. — Supprimer le deuxième alinéa.

Article trente huit. — Dans la première phrase du premier alinéa, supprimer les mots : « et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante huit ».

Article quarante trois. — Ajouter en tête de cet article des dispositions à prendre en cas de perte de la moitié ou des trois/quarts du capital.

Supprimer les articles quarante six, quarante sept et cinquante.

5. Nomination d'un administrateur en remplacement d'un administrateur démissionnaire.

6. Nomination d'un nouvel administrateur.

II. Que toutes les actions de la société étant nominatives, les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites, conformément à l'article vingt neuf des statuts, par lettres recommandées à la poste envoyées le neuf août mil neuf cent cinquante deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau un exemplaire de la lettre de convocation et le récépissé délivré par l'administration des postes.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles trente et trente et un des statuts.

IV. Que sur les cinq cents actions de la société, la présente assemblée réunit quatre cent quarante actions, soit plus de la moitié du capital.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente cinq des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée constate que les francs qui constituent le capital social sont des francs congolais et décide de modifier en conséquence l'article cinq des statuts.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide :

1. D'augmenter le capital social à concurrence de quatre millions cinq cent mille francs congolais, pour le porter de cinq cent mille francs congolais à cinq millions de francs congolais, par la création de quatre mille cinq cents actions nouvelles de mille francs congolais chacune, qui auront droit au tiers du dividende éventuel de l'exercice en cours et seront, pour le surplus, en tout semblables aux actions existantes.

Trois mille cinq cents de ces actions seront attribuées, entièrement libérées, en rémunération de l'apport à la société d'une créance chirographai-

re de trois millions cinq cent mille francs existant à sa charge, et les mille actions restantes seront souscrites contre espèces, au prix de mille francs l'une, avec libération intégrale, sans droit de préférence au profit des anciens actionnaires, par dérogation à l'article sept, alinéa deux des statuts.

2. De procéder, séance tenante, à la dite augmentation de capital par l'apport et la souscription dont il s'agit.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital qui précède s'élève à quatre vingt dix mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

Sous réserve de la réalisation de l'augmentation de capital qui précède, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Article deux. — Au deuxième alinéa, le membre de phrase « Il pourra, par décision du conseil d'administration, être établi ultérieurement dans toute autre commune de l'agglomération bruxelloise » est remplacé par « Il pourra être établi ultérieurement, par simple décision du conseil d'administration, dans toute autre commune de Belgique, du Congo Belge et de l'étranger ».

Article trois. — Le premier alinéa est remplacé par : « La société a pour objet toute activité commerciale, sur le plan international, l'achat, la vente, l'importation, l'exportation de tous produits généralement quelconques et notamment le commerce des matériaux de construction et les entreprises de construction, ainsi que le commerce, tant en gros qu'en détail de tous matériels électriques et sanitaires à usage industriel et domestique et de leurs accessoires, ainsi que de tous objets de quincaillerie ».

Au deuxième alinéa, in fine, il est ajouté « et accessoirement le commerce de tous objets ayant un rapport direct ou indirect avec son objet principal ».

Le dernier alinéa est remplacé par le texte suivant :

« L'objet social peut, en tout temps, être étendu ou restreint, sans toutefois en altérer l'essence, par voie de modification aux statuts et sous » réserve d'autorisation par arrêté royal ».

Article quatre. — Le premier alinéa est remplacé par :

« La Société est constituée pour une durée de trente ans ayant pris cours à la date de son autorisation par arrêté royal, soit le vingt un » juin mil neuf cent quarante huit ».

Au deuxième alinéa, in fine, les mots « approbation par arrêté royal » sont remplacés par « autorisation par arrêté royal ».

Le texte de l'article cinq est remplacé par :

« Le capital social est fixé à cinq millions de francs congolais et est » représenté par cinq mille actions de mille francs congolais chacune ».

Le texte de l'article six est remplacé par :

« Lors de la constitution de la société, le capital était de cinq cent mille » francs congolais, représenté par cinq cents actions de mille francs congolais chacune, libérées à concurrence de vingt pour cent. Ces actions » ont été libérées entièrement dans la suite.

» Suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire du vingt deux » août mil neuf cent cinquante deux, le capital a été porté à cinq millions » de francs congolais, par la création de quatre mille cinq cents actions » de mille francs congolais chacune, dont trois mille cinq cents actions » ont été attribuées entièrement libérées, en rémunération d'apport d'une » créance existant à charge de la société et les mille actions restantes ont » été souscrites contre espèces et entièrement libérées ».

Article sept. — Au premier alinéa, les mots « sous réserve d'approbation par arrêté royal » sont remplacés par « sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

Le texte du deuxième alinéa est remplacé par :

« Lors de toute augmentation du capital social, les nouvelles actions qui » seraient à souscrire contre espèces sont offertes par préférence aux » propriétaires des actions existant au jour de l'émission, au prorata du » nombre de titres appartenant à chacun d'eux, dans le délai et aux conditions fixés par le conseil d'administration.

» Le non usage total ou partiel de ce droit de préférence par certains » propriétaires de titres a pour effet d'accroître la part proportionnelle » des autres.

» Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'assemblée générale peut » toujours décider, à la simple majorité des voix pour lesquelles il est » pris part au vote, que tout ou partie des nouvelles actions à souscrire » contre espèces ne seront point offertes par préférence aux actionnaires ».

Au début du troisième alinéa, les mots « Toutefois, le conseil d'administration aura toujours » sont remplacés par « Le conseil d'administration a dans tous les cas ».

Le dernier alinéa est supprimé.

Le texte de l'article onze est remplacé par :

« Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération. Lorsque le montant en a été entièrement libéré, elles peuvent être transformées en actions au porteur par décision d'une assemblée générale des » actionnaires convoquée à cet effet, décision prise à la simple majorité » des voix ».

Article douze. — Le premier alinéa est remplacé par :

« Il est tenu au siège administratif ou au siège social un registre des » actions nominatives ».

A l'avant-dernier alinéa, les mots « autorisant la création de la société » sont remplacés par « autorisant leur création ».

Le dernier alinéa est remplacé par le texte suivant :

« Les certificats constatant les inscriptions nominatives, de même que » les titres au porteur, s'il en est créé, sont signés par deux administra- » teurs; l'une des signatures ou toutes deux peuvent être remplacées par » des griffes ».

Article quatorze. — Au dernier alinéa, in fine, les mots « une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe » sont remplacés par : « l'une des signatures ou toutes deux peuvent être remplacées par des griffes ».

Article vingt-huit. — Au premier alinéa, les mots « et pour la première fois en mil neuf cent quarante neuf » sont supprimés.

Le texte de l'article vingt neuf est remplacé par :

« Les convocations pour toute assemblée contiennent l'ordre du jour » et sont faites par annonces insérées quinze jours au moins avant l'as- » semblée dans l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge ou au Bul- » letin Administratif du Congo Belge et, sauf le cas de force majeure, » au Moniteur belge.

» Des lettres missives sont adressées quinze jours avant l'assemblée aux » actionnaires en nom, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement » de cette formalité.

» Tant que toutes les actions sont nominatives, les convocations peu- » vent être faites uniquement par lettres recommandées, adressées aux » actionnaires quinze jours au moins avant l'assemblée ».

Article trente. — Le texte du premier alinéa est remplacé par :

« Pour être admis à l'assemblée générale, tout propriétaire d'actions » au porteur doit déposer celles-ci à l'endroit désigné dans les avis de » convocation, cinq jours francs au moins avant la date fixée pour l'as- » semblée.

» Les propriétaires d'actions nominatives doivent, dans le même délai, » aviser la société de leur intention de prendre part à l'assemblée et lui » faire connaître le nombre d'actions pour lesquelles ils désirent prendre » part au vote.

» Ces formalités ne sont pas requises en ce qui concerne les titres ap- » partenant aux administrateurs et aux commissaires et formant leur » cautionnement ».

Article trente sept. — Le deuxième alinéa est supprimé.

Article trente huit. — Dans la première phrase du premier alinéa, les mots « et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante huit » sont supprimés.

Article quarante trois. — En tête de cet article, il est ajouté deux alinéas conçus comme suit :

« En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doi- » vent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes pres- » crites pour les modifications aux statuts, la question de dissolution de » la société.

» Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra » être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions re- » présentées à l'assemblée ».

Les articles quarante six, quarante sept et cinquante sont supprimés.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

APPORT.

Et à l'instant, est ici intervenu :

Monsieur Fernand Delahaut, industriel, demeurant à Ixelles, rue de la Vallée, 9.

Lequel, après avoir entendu lecture de ce qui précède et reconnu avoir connaissance des statuts de la « Société de Constructions Métalliques », en abrégé « Socomet », a déclaré faire apport à la présente société, qui accepte, d'une créance chirographaire à charge de cette dernière et s'élevant à trois millions cinq cent mille francs, dont la réalité est reconnue par l'autre comparant.

En rémunération de cet apport, il est attribué à l'apporteur, qui accepte, trois mille cinq cents actions de mille francs congolais chacune, entièrement libérées et créées ci-dessus.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, sont ici intervenues, les personnes et sociétés ci-après, lesquelles, après avoir entendu lecture de tout ce qui précède et reconnu avoir connaissance des statuts de la « Société de Constructions Métalliques » en abrégé « Socomet », ont déclaré souscrire les mille actions restantes créées en la première résolution qui précède, au prix de mille francs l'une et au conditions susénoncées, et ce dans les proportions suivantes :

1. La Société anonyme des Boulonneries de Liège et de la Blanchisserie, établie à Liège, rue Saint-Vincent, 14.

Ici représentée par Monsieur Fernand Delahaut préqualifié, suivant procuration sous seing privé du treize août mil neuf cent cinquante deux, qui demeurera ci-annexée, cinq actions . 5

2. La Société anonyme « Les Moteurs Moës », établie à Waremme.

Ici représentée par Monsieur Fernand Delahaut prénommé, qui déclare se porter fort pour elle, vingt cinq actions . . 25

3. Monsieur Iwan-Jacques-Marie De Cuyper, industriel, demeurant à Uccle, avenue de la Sapinière, 37.

Représenté par Monsieur Stéphane Gérard, secrétaire administratif, demeurant à Schaerbeek, rue Markelbach, 27, suivant procuration sous seing privé du dix neuf de ce mois, qui demeurera ci-annexée, cinq cents actions 500

4. Madame Antony Hoeberechts, sans profession, veuve de Monsieur Jean Quix, demeurant à Schaerbeek, rue Fraikin, 24, dix actions 10

5. Monsieur Richard Cambier, administrateur de sociétés, demeurant à Eupen, rue Laschet, 36, cent actions 100

6. Monsieur Fernand Delahaut, industriel, demeurant à Ixelles, rue de la Vallée, 9, trois cent vingt actions 320

7. Monsieur Maurice D'Hooghe, médecin, demeurant à Costermansville.

Ici représenté par Madame Quix-Hoeberechts prénommée, qui déclare se porter fort pour lui, vingt actions 20

8. La Société de personnes à responsabilité limitée Charles Rachin, établie à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Georges-Henri, 484.

Représentée par Monsieur Roger Rachin, industriel, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Georges-Henri, 488, son gérant, vingt actions 20

Ensemble : mille actions 1.000

Monsieur Fernand Delahaut, Madame Quix-Hoeberechts et Monsieur Georges Coulevant, tous prénommés, administrateurs, nous ont déclaré et requis d'acter que chacune de ces mille actions nouvelles souscrites a été libérée entièrement et que la somme de un million de francs se trouve de ce chef et dès à présent à la libre et entière disposition de la société, ainsi que les comparants et les souscripteurs le reconnaissent.

En suite de l'apport et de la souscription qui précèdent, Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que le capital social est porté à cinq millions de francs congolais et que les modifications aux statuts, objet de la troisième résolution qui précède, sont devenues définitives sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée désigne comme administrateur pour achever le mandat de Monsieur Pierre Freson, administrateur démissionnaire, Monsieur Iwan De Cuyper, industriel, demeurant à Uccle, avenue de la Sapinière, 37.

Elle décide de porter le nombre des administrateurs à sept et d'appeler aux fonctions d'administrateur Monsieur Richard Cambier, administrateur de sociétés, demeurant à Eupen, rue Laschet, 36.

Son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante huit.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à quinze heures quinze minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée et les souscripteurs ont signé avec nous, Notaire.

(signé) F. Delahaut; S. Gérard; G. Goulevant; A. Quix; R. Cambier; R. Rachin; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 1er septembre 1952, volume 1384, folio 65, case 12, six rôles, cinq renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i. (signé) J. Boon.

ANNEXE.

SOCIETE DE CONSTRUCTIONS METALLIQUES.
en abrégé « Socomet »,
société congolaise par actions à responsabilité limitée
à Léopoldville (Congo Belge).
Siège administratif, 9, rue de la Vallée, Ixelles-Bruxelles.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 22-8-1952.

LISTE DE PRESENCE.

1. S. A. Holding Etudes et Diffusion du Profil à froid, établie à Luxembourg 69, Boulevard de la Pétruse, propriétaire de quatre cent quinze actions 415

Représentée par Monsieur Fernand Delahaut, industriel, demeurant à Ixelles, rue de la Vallée, 9, suivant procuration du neuf août dernier.

(signé) F. Delahaut.

2. Monsieur Alfred Poesen, comptable, demeurant à Embourg, 29, rue Curvers, propriétaire de cinq actions 5

Représenté par Monsieur Fernand Delahaut prénommé, suivant procuration du huit août dernier.

(signé) F. Delahaut.

3. Monsieur René Sulbot, secrétaire, demeurant à Rodange, 22, rue du Docteur Gaasch, propriétaire de cinq actions 5

Représenté par Monsieur Fernand Delahaut prénommé, suivant procuration du douze août dernier.

(signé) F. Delahaut.

4. Monsieur Marcel Delat, Directeur, demeurant à Léopoldville, 1, avenue Baron Jacques, propriétaire de cinq actions 5

Représenté par Monsieur Fernand Delahaut prénommé, suivant procuration du onze août dernier.

(signé) F. Delahaut.

5. Monsieur Paul Adam, ingénieur, demeurant à Léopoldville, Hôtel Regina, propriétaire de cinq actions 5

Représenté par Monsieur Fernand Delahaut prénommé, suivant procuration du dix août dernier.

(signé) F. Delahaut.

6. Monsieur Georges Goulevant, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 168, avenue des Cerisiers, propriétaire de cinq actions 5

(signé) G. Goulevant.

Total : quatre cent quarante actions 440

Le Président (signé) F. Delahaut.

Le Secrétaire (signé) S. Gérard.

Le Scrutateur (signé) G. Goulevant.

Signé « ne varietur » par nous, Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour rester annexé à un acte de notre ministère en date du 22 août 1952.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 1er septembre 1952, vol. 251, folio 53, c. 5, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a.i. (signé) Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous Vullers Carlo, Président de la chambre de vacations du Tribunal de Première Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de Monsieur Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu: quatre francs, nr 418.

Bruxelles, le 10 septembre 1952.

(signé) C. Vullers.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Carlo Vullers, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 11 septembre 1952.

(signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 11 septembre 1952.

Le Conseiller, (signé) A. Marquet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu, le Ministre des Colonies, le 24 septembre 1952.	Mij bekend, de Minister van Koloniën, de 24 September 1952.

(sé) DEQUAE (get.).

Compagnie Cotonnière Congolaise

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'An mil neuf cent cinquante deux, le trente et un juillet à onze heures et demie.

En l'Hôtel de la Société Générale de Belgique à Bruxelles, rue Royale, numéro 38.

Devant nous, Alfred Levie, notaire à Schaerbeek, substituant Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Compagnie Cotonnière Congolaise » société congolaise par actions à responsabilité limitée, soumise aux lois et décrets de la Colonie du Congo Belge, établie à Léopoldville (Congo Belge) avec siège administratif à Bruxelles, rue du Trône, numéro 27, autorisée par décret du dix février mil neuf cent vingt, dont les statuts publiés au Moniteur Belge du sept mars mil neuf cent vingt et au Bulletin Officiel du Congo Belge, du quinze mars mil neuf cent vingt, ont été modifiés :

1° Par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du sept novembre mil neuf cent vingt et un, avec approbation donnée par arrêté royal du vingt cinq du même mois, le procès-verbal de cette assemblée a été publié à l'annexe du Moniteur Belge du onze janvier mil neuf cent vingt cinq, numéro 475.

2° Par l'assemblée générale extraordinaire du trois novembre mil neuf cent vingt quatre, avec approbation donnée par arrêté royal du cinq décembre mil neuf cent vingt quatre, dont le procès-verbal a été publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze janvier mil neuf cent vingt cinq et à l'annexe au Moniteur Belge du seize janvier mil neuf cent vingt cinq, numéro 623.

3° Par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du trente janvier mil neuf cent vingt huit avec approbation donnée par arrêté royal du trois mars mil neuf cent vingt huit, dont le procès-verbal dressé par Maître Victor Scheyven, notaire à Bruxelles, a été publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze avril mil neuf cent vingt huit et à l'annexe au Moniteur Belge du huit février mil neuf cent vingt huit, numéro 1781.

4° Par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du vingt-neuf mai mil neuf cent vingt neuf, avec approbation donnée par arrêté royal du vingt huit juin mil neuf cent vingt neuf, dont le procès-verbal, dressé par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, a été publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze août mil neuf cent vingt neuf et à l'annexe au Moniteur Belge du dix juillet mil neuf cent vingt neuf, numéro 11.498.

(1) Arrêté royal du 29 septembre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1952. — 1re Partie.

5° Par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du trente avril mil neuf cent trente et un, avec approbation donnée par arrêté royal du vingt trois décembre mil neuf cent trente et un, dont le procès-verbal, dressé par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit, a été publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze janvier mil neuf cent trente deux et à l'annexe au Moniteur Belge des trois/quatre février mil neuf cent trente deux, numéro 921.

6° Par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du deux novembre mil neuf cent trente et un, avec approbation donnée par arrêté royal du vingt trois décembre mil neuf cent trente et un, dont le procès-verbal, dressé par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit, a été publié à l'annexe du Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze janvier mil neuf cent trente deux et à l'annexe au Moniteur Belge du quatre février mil neuf cent trente deux, numéro 922.

7° Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du trente mars mil neuf cent trente-six, dont le procès-verbal dressé par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit, a été publié à l'annexe au Moniteur Belge des onze/douze mai mil neuf cent trente six, numéro 7638 et à l'annexe au Bulletin administratif et commercial du Congo Belge du vingt cinq décembre mil neuf cent trente six.

8° Par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du dix janvier mil neuf cent trente huit, dont le procès-verbal, dressé par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit, a été publié à l'annexe au Moniteur Belge du vingt mars mil neuf cent trente huit, numéro 2625 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mars mil neuf cent trente huit, après approbation par arrêté royal du vingt cinq février mil neuf cent trente huit.

9° Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du huit avril mil neuf cent quarante six, dont le procès-verbal, dressé par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit, a été publié à l'annexe au Moniteur Belge des vingt-neuf/trente avril mil neuf cent quarante six, numéro 7778 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge des quinze avril et quinze mai mil neuf cent quarante six.

10° Par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du vingt-cinq novembre mil neuf cent quarante sept, dont le procès-verbal, dressé par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit, a été publié à l'annexe au Moniteur Belge du vingt cinq mars mil neuf cent quarante huit, numéro 4603 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mars mil neuf cent quarante huit, après approbation par arrêté royal du treize février mil neuf cent quarante huit.

11° Par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du vingt neuf janvier mil neuf cent cinquante deux, dont le procès-verbal dressé par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit a été publié à l'annexe au Moniteur Belge des trois/quatre mars mil neuf cent cinquante deux, numéro 2949 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mars mil neuf cent cinquante deux.

Sont présents ou représentés les actionnaires dont les noms, prénoms, professions et demeures, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils déclarent posséder sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence la comparution devant nous, notaire est arrêtée comme en la liste de présence précitée signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte et à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé mentionnées en la dite liste de présence sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article trente quatre des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Defré, numéro 107. Président du Conseil d'Administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Yves Corbiau, secrétaire de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Hippolyte Boulanger, numéro 22.

Et l'assemblée choisit comme scrutateurs Monsieur Pierre Staner, Inspecteur Royal des Colonies, demeurant à Tervueren, avenue du Château, numéro 4 et Monsieur Franz Peeters, agent de change, demeurant à Bruxelles, rue de la Montagne, numéro 42.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

Constatation que les francs qui forment le capital social sont des francs congolais et modification correspondante de l'article cinq des statuts.

Constatation que par voie de conséquence, les dividendes échus ou à échoir sont également fixés en francs congolais.

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article trente et un des statuts dans :

L'Annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge, numéro du quinze juillet mil neuf cent cinquante deux.

Le Moniteur Belge, numéro du quatorze/quinze juillet mil neuf cent cinquante deux.

L'Echo de la Bourse, numéro du quinze juillet mil neuf cent cinquante deux.

L'Agence Economique et Financière, numéro du quinze juillet mil neuf cent cinquante deux.

Ces journaux publiés à Bruxelles.

La Métropole, journal publié à Anvers, numéro du quinze juillet mil neuf cent cinquante deux.

Qu'en outre les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres missives recommandées à la Poste, le quinze juillet mil neuf cent cinquante deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation et le récépissé des lettres recommandées délivré par l'Administration des Postes.

III. Que pour assister à l'assemblée les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles vingt huit et trente deux des statuts.

IV. Que sur les deux cent quatre vingt six mille quatre cents parts sociales de première série et les seize cents parts sociales de deuxième série, la présente assemblée réunit cent trois mille quatre cent soixante quatorze parts sociales de première série donnant droit chacune à une voix et les seize cents parts sociales de deuxième série détenues par la Colonie et donnant droit à cinq voix chacune.

V. Qu'une précédente assemblée générale extraordinaire, à laquelle la moitié des titres de chaque catégorie n'était pas représentée, s'est tenue le quatorze juillet mil neuf cent cinquante deux ainsi qu'il résulte du procès-verbal dressé à cette dernière date, par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée conformément à l'article trente-cinq des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait, par Monsieur le Président, au nom du Conseil d'Administration, l'assemblée, après délibération, prend la résolution suivante :

RESOLUTION.

L'assemblée constate que les francs qui forment le capital social sont des francs congolais et décide de remplacer en conséquence le premier alinéa de l'article cinq des statuts par ce qui suit :

» Le capital social, fixé à trois cents millions de francs congolais, est » représenté par deux cent quatre vingt huit mille parts sociales sans » désignation de valeur, dont deux cent quatre vingt six mille quatre » cents parts sociales de première série et mille six cents parts sociales » de deuxième série ».

L'assemblée constate qu'en conséquence les dividendes échus ou à échoir sont également fixés en francs congolais.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

La séance est levée à onze heures quarante cinq minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) A. De Bauw; Y. Corbiau; P. Staner; Fr. Peeters; Ed. van der Straeten; L. Orts; E. Van Geem; R. Hanet; J. Philippson; J. Rhodius; C. Thys; A. Marchal; A. Levie.

Enregistré à Schaerbeek, 2me bureau, trois rôles, un renvoi, le quatre août 1952, volume 139, folio 74, case 6.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i. (signé) Demessemacker.

ANNEXE.

COMPAGNIE COTONNIERE CONGOLAISE.

Assemblée Générale Extraordinaire du 31 juillet 1952.

LISTE DE PRESENCE.

	Parts sociales. 1re série	2me série
1. Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, S. C. R. L. Siège Social : Léopoldville, propriétaire de cinquante trois mille deux cent nonante deux parts sociales de première série	53.292	
Représentée par Monsieur Edgar van der Straeten ci-après nommé, suivant procuration du 18 juillet 1952. (signé) van der Straeten.		
2. Colonie du Congo Belge, propriétaire de dix-sept mille deux cent quarante parts sociales de première série et de mille six cents parts sociales de deuxième série .	17.240	1.600
Représentée par Monsieur Pierre Staner, inspecteur Royal des Colonies, demeurant à Tervueren, avenue du Château, numéro 4, suivant procuration de 28 juillet 1952. (signé) P. Staner.		
3. Compagnie Financière Africaine S. C. R. L. Siège Social : Léopoldville, propriétaire de douze mille huit cent nonante deux parts sociales de première série . .	12.892	
Représentée par Monsieur Louis Orts, Administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, avenue Jeanne, numéro 33, suivant procuration du 17 juillet 1952. (signé) L. Orts.		
4. Société Financière Josse Allard, Société Anonyme, Siège Social : 8, rue Guimard à Bruxelles, propriétaire de sept mille parts sociales de première série . . .	7.000	
Représentée par Monsieur Emile Van Geem, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Coghen, numéro 123, suivant procuration du 17 juillet 1952. (signé) E. Van Geem.		
5. Union Cotonnière, Société Anonyme, Siège Social, 29, rue Neuve Saint Pierre à Gand, propriétaire de quatre mille sept cent cinquante six parts sociales de première série	4.756	
Représentée par Monsieur Emile Van Geem prénommé, suivant procuration du 23 juillet 1952. (signé) E. Van Geem.		

6. Etablissements Textiles Fernand Hanus, Société Anonyme, Siège Social : 21, Boulevard Britannique à Gand, propriétaire de deux mille parts sociales de première série 2.000

Représentée par Monsieur René Hanet, ci-après nommé, suivant procuration du 18 juillet 1952.

(signé) René Hanet.

7. Monsieur René Hanet, Administrateur de Sociétés, demeurant à Gand, 21, Boulevard Britannique, propriétaire de deux cents parts sociales de première série . 200

(signé) René Hanet.

8. F. M. Philippson et Cie., Société en nom collectif, Siège Social : 44, rue de l'Industrie à Bruxelles, propriétaire de soixante parts sociales de première série . 60

Représentée par Monsieur Jules Philippson, banquier, demeurant à Bruxelles, rue Guimard, numéro 18, suivant procuration du 16 juillet 1952.

(signé) J. Philippson.

9. Compreva, Société Anonyme Siège Social : 33, Boulevard Royal à Luxembourg, propriétaire de deux cent et vingt parts sociales de première série . . . 220

Représentée par Monsieur Jules Philippson, prénommé, suivant procuration du 17 juillet 1952.

(signé) J. Philippson.

10. Civie, Société Anonyme, Siège Social : 33, Boulevard Royal à Luxembourg, propriétaire de deux cent cinquante parts sociales de première série 250

Représentée par Monsieur Jules Philippson, prénommé, suivant procuration du 17 juillet 1952.

(signé) J. Philippson.

11. Finholdi, Société Anonyme, Siège Social : 33, Boulevard Royal à Luxembourg, propriétaire de cent parts sociales de première série 100

Représentée par Monsieur Jules Philippson, prénommé, suivant procuration du 17 juillet 1952.

(signé) J. Philippson.

12. Société de Placements Mobiliers et d'Investissements « Soplamo », Société Anonyme, Siège Social : 33, Boulevard Royal à Luxembourg, propriétaire de cent parts sociales de première série 100

Représentée par Monsieur Jules Philippson, prénommé, suivant procuration du 17 juillet 1952.

(signé) J. Philippson.

13. Société Belgo-Portugaise pour l'Industrie et l'Agriculture de l'Angola, Société Anonyme, Siège Social : 66, rue du Commerce à Bruxelles, propriétaire de soixante parts sociales de premèire série . . . 60

Représentée par Monsieur Anatole De Bauw ci-après nommé, suivant procuration du 16 juillet 1952.

(signé) A. De Bauw.

14. Compagnie du Chemin de Fer du Katanga, S. C. R. L., Siège Social à Elisabethville, propriétaire de deux cents parts sociales de première série . . 200

Représentée par Monsieur Emile Van Geem prénommé, suivant procuration du 22 juillet 1952.

(signé) E. Van Geem.

15. Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga, S. C. R. L., siège social Elisabethville, propriétaire de cent parts sociales de première série . . . 100

Représentée par Monsieur Emile Van Geem prénommé, suivant procuration du 22 juillet 1952.

(signé) E. Van Geem.

16. Compagnie Congolaise d'Afrique S. C. R. L., Siège Social à Léopoldville, propriétaire de trente parts sociales de première série 30

Représentée par Monsieur Emile Van Geem prénommé, suivant procuration du 24 juillet 1952.

(signé) E. Van Geem.

17. Compagnie Belge d'Assurances Générales sur la Vie, Société Anonyme, Siège Social : 14, rue de la Fiancée, Bruxelles, propriétaire de deux mille parts sociales de première série 2.000

Représentée par Monsieur Emile Van Geem prénommé, suivant procuration du 16 juillet 1952.

(signé) E. Van Geem.

18. Société Textile Africaine, S. C. R. L., Siège Social : Léopoldville, propriétaire de mille parts sociales première série 1.000

Représentée par Monsieur Joseph Rhodius ci-après nommé, suivant procuration du 23 juillet 1952.

(signé) J. Rhodius.

19. Monsieur Joseph Rhodius, Administrateur de Sociétés, demeurant à Namur, Castel Bel-Air, propriétaire de cinquante parts sociales de première série . . . 50

(signé) J. Rhodius.

20. Compagnie de Linéa, S. C. R. L., Siège Social : Kakondo (Costermansville - Congo Belge), propriétaire de cent cinquante parts sociales de première série . . 150

Représentée par Monsieur Emile Van Geem prénommé, suivant procuration du 23 juillet 1952.

(signé) E. Van Geem.

21. Monsieur Anatole De Bauw, Administrateur de Sociétés, demeurant à Uccle, 107, avenue Defré, propriétaire de quatre cent trente parts sociales de première série 430

(signé) A. De Bauw.

22. Monsieur Edgar van der Straeten, Administrateur de Sociétés, demeurant à Bruxelles, 268, Chaussée de Vleurgat, propriétaire de soixante parts sociales de première série 60

(signé) van der Straeten.

23. Monsieur Pierre Gillieaux, Administrateur de Sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, propriétaire de soixante parts sociales de première série 60

Représenté par Monsieur Anatole De Bauw prénommé, suivant procuration du 20 juillet 1952.

(signé) A. De Bauw.

24. Monsieur Albert Marchal, Administrateur de Sociétés, demeurant à Uccle, 46, avenue du Vert Chasseur, propriétaire de soixante parts sociales de première série 60

(signé) A. Marchal.

25. Monsieur Claude Thys, Commissaire de Sociétés, demeurant à Bruxelles, 128, avenue Louise, propriétaire de vingt parts sociales de première série 20

(signé) C. Thys.

26. Monsieur Maurice Stradling, Directeur Général Adjoint de la Société Fiduciaire de Belgique, demeurant à Bruxelles, 22b, Square de Meeus, propriétaire de vingt parts sociales de première série 20

Représenté par Monsieur Anatole De Bauw prénommé, suivant procuration du 25 juillet 1952.

(signé) A. De Bauw.

27. Madame Veuve Félicien De Boom, née Elisa Dirickx, sans profession, demeurant à Grammont, 24, rue d'Audenaerde, propriétaire de vingt parts sociales de première série 20

Représentée par Monsieur Anatole De Bauw, prénommé, suivant procuration du 13 juillet 1952.

(signé) A. De Bauw.

28. Monsieur Pillon André, Industriel, demeurant à Gand, 380, Chaussée de Termonde, propriétaire de treize part sociales de première série 13

Représenté par Monsieur Claude Thys, prénommé, suivant procuration du 22 juillet 1952.

(signé) C. Thys.

29. Monsieur le Baron Herman de Gaiffier d'Hestroy, Exploitant Forestier à Hestroy par Lustin, propriétaire de vingt parts sociales de première série 20

Représenté par Monsieur Claude Thys prénommé, suivant procuration du 20 juillet 1952.

(signé) C. Thys.

30. Monsieur le Comte Maurice Lippens, Administrateur de Sociétés, demeurant à Bruxelles, 1, Square du Val de la Cambre, propriétaire de trois cents parts sociales de première série. 300

Représenté par Monsieur Claude Thys prénommé, suivant procuration du 17 juillet 1952.

(signé) C. Thys.

31. Monsieur Gilbert Périer, Docteur en Droit, demeurant à Bruxelles, 573, avenue Louise, propriétaire de cinquante parts sociales de première série 50

Représenté par Monsieur Claude Thys prénommé, suivant procuration du 18 juillet 1952.

(signé) C. Thys.

32. Mademoiselle Marie Madeleine Moeremans d'Emaus, sans profession, demeurant à Dilbeek, propriétaire de quarante parts sociales de première série . . 40

Représentée par Monsieur Claude Thys prénommé, suivant procuration du 17 juillet 1952.

(signé) C. Thys.

33. Monsieur Freddy Wolff, Industriel, demeurant à Bruxelles, 12, rue du Buisson, propriétaire de cent vingt cinq parts sociales de première série 125

Représentée par Monsieur Claude Thys prénommé, suivant procuration du 16 juillet 1952.

(signé) C. Thys.

34. Monsieur Jacques Gay, sans profession, demeurant à Paris, 18, Place des Etats-Unis, propriétaire de trente quatre parts sociales de première série . . . 34

Représenté par Monsieur Claude Thys prénommé, suivant procuration du 17 juillet 1952.

(signé) C. Thys.

35. Monsieur le Baron Henry de Traux de Wardin, Ministre Plénipotentiaire, demeurant à Bruxelles, 117, rue Belliard, propriétaire de deux cents parts sociales de première série 200

Représenté par Monsieur René Hanet, prénommé, suivant procuration du 17 juillet 1952.

(signé) René Hanet.

36. Madame Gustave Arnould, née Wilhelmine d'Hoop, sans profession, dûment autorisée par son mari, Monsieur Gustave Arnould, agent industriel, demeurant ensemble, à Woluwé Saint-Pierre, 9, avenue de Broqueville, propriétaire de vingt parts sociales de première série 20

Représentée par Monsieur René Hanet, prénommé, suivant procuration du 17 juillet 1952.

(signé) René Hanet.

37. Mademoiselle Jeanne Jadot, sans profession, mineure, représentée par son tuteur Monsieur Raoul Van den Bulcke, demeurant tous deux à La Hulpe, 45, avenue Reine Astrid, propriétaire de cinquante parts sociales de première série 50

Représentée par Monsieur Albert Marchal, prénommé, suivant procuration du 17 juillet 1952.

(signé) A. Marchal.

38. Mademoiselle Nadine Jadot, sans profession, demeurant à La Hulpe, 45, avenue Reine Astrid, propriétaire de cinquante parts sociales de première série . . 50

Représentée par Monsieur Albert Marchal, prénommé, suivant procuration du 17 juillet 1952.

(signé) A. Marchal.

39. Monsieur Albéric Dorzée, Ingénieur, demeurant à Ixelles, 1, rue Lejeune, propriétaire de six parts sociales de première série 6

Représenté par Monsieur René Hanet prénommé, suivant procuration du 21 juillet 1952.

(signé) René Hanet.

40. Monsieur Maurice Dubois, négociant, demeurant à Mouscron, 47, rue Léopold, propriétaire de cent et vingt parts sociales, de première série 120

Représenté par Monsieur René Hanet prénommé, suivant procuration du 18 juillet 1952.

(signé) R. Hanet.

41. Madame Veuve Jean Houtvast, née Germaine Verhaeren, sans profession, demeurant à Bruxelles, 181, avenue Brugmann, propriétaire de vingt parts sociales de première série 20

Représentée par Monsieur Albert Marchal prénommé, suivant procuration du 16 juillet 1952.

(signé) A. Marchal.

42. Madame la Vicomtesse Fernand de Jonghe d'Ardoye, née Comtesse Irène Cornet, de Ways-Ruart, sans profession, dûment autorisée par son mari, le Comte Fernand de Jonghe d'Ardoye, demeurant tous deux à Bruxelles, 40, avenue de la Joyeuse Entrée, propriétaire de vingt parts sociales de première série 20

Représentée par Monsieur Albert Marchal prénommé, suivant procuration du 26 juillet 1952.

(signé) A. Marchal.

43. Monsieur Michel La Bouverie, employé, demeurant à Bruxelles, 489, avenue Molière, propriétaire de deux parts sociales de première série 2

Représenté par Monsieur Albert Marchal prénommé, suivant procuration du 26 juillet 1952.

(signé) A. Marchal.

44. Monsieur Franz Peeters, agent de change, demeurant à Bruxelles, 42, rue de la Montagne, propriétaire de vingt cinq parts sociales de première série . . . 25

(signé) F. Peeters.

45. Monsieur Albert Dejond, industriel, demeurant à Anvers, 21, avenue Britannique, propriétaire de cinq parts sociales de première série 5

Représenté par Monsieur Edgar van der Straeten, prénommé, suivant procuration du 28 juillet 1952.

(signé) van der Straeten.

46. Monsieur Jacques Marie Léon Verstraete, Docteur en médecine, demeurant à Gand, 56, rue Savaen, propriétaire de deux parts sociales de première série . 2

Représenté par Monsieur Albert Marchal prénommé, suivant procuration du 28 juillet 1952.

(signé) A. Marchal.

47. Monsieur Jean Marie Verstraeten, Docteur en médecine, demeurant à Gand, 56, rue Savaen, propriétaire de deux parts sociales de première série . . . 2

Représenté par Monsieur Albert Marchal prénommé, suivant procuration du 28 juillet 1952.

(signé) A. Marchal.

Ensemble cent trois mille quatre cent septante quatre parts sociales de première série et mille six cents parts sociales de deuxième série	103.474	1.600

(signé) Le Président, A. De Bauw; Le Secrétaire, Y. Corbiau; Les Scrutateurs, P. Staner, Fr. Peeters.

Signé « ne varietur » pour demeurer annexé à un acte de Maître Alfred Levie, notaire à Schaerbeek, en date de ce jour.

Bruxelles, le 31 juillet 1952.

(signé) A. Levie.

Enregistré à Schaerbeek, 2me bureau, trois rôles, sans renvoi. Le quatre août 1952. Vol. 22, Fol. 79, C. 12.

Reçu quarante francs.

Le Receveur, (signé) Demessemacker.

Pour expédition conforme.

(sé) Alfred LEVIE.

Alfred Levie, Notaire, Schaerbeek (Brabant).

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Willem Terlinck, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Levie, notaire à Schaerbeek.

Reçu : quatre francs, numéro 200.

Bruxelles, le 13 août 1952.

(signé) W. Terlinck.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Terlinck, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 19 août 1952.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 20 août 1952.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Vu, le Ministre des Colonies, le 20 septembre 1952.	Mij bekend, de Minister van Koloniën, de 20 September 1952.

(sé) DEQUAE (get.).

Gallic Afrique

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—

ERRATUM.

Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1952. Annexe I, page 2059, lire :

4° Monsieur Paul DUYVEWAARDT, ingénieur chimiste, domicilié à Bost-lez-Tirlemont, Bostenberg, Villa « Alina Julia », représenté par Monsieur Jacques JANSSEN en vertu d'une procuration reçue par le Notaire Charles MONNOYER à Bruxelles, le douze mars mil neuf cent cinquante deux.

SYNDICAT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ELECTRIFICATION DU BAS-CONGO « SYDELCO ».

—

Syndicat formé le 15 novembre 1946, et approuvé par Arrêté Royal du 9 juin 1947.

RECTIFICATION AU B. O. DU 15 SEPTEMBRE 1952.

Annexe I, page 2113.

Extrait du contrat d'engagement de M. Allemeersch, Marcel en date du 24-7-52 :

Au lieu de lire :

« M. Allemeersch Marcel ..... est engagé dans les services d'Afri-
» que de l'entrepreneur en qualité d'agent administratif comptable »

lire :

« M. Allemeersch Marcel ..... est engagé dans les services d'Afri-
» que du Syndicat en qualité d'agent administratif comptable ».

Un Administrateur,
J. H. PIRENNE.

Un Administrateur,
E. VAN WYNSBERGHE.

LOTERIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 13me TRANCHE 1952.

SAMEDI 13 SEPTEMBRE 1952.

Les billets dont le n° se termine par	gagnent	Les billets dont le n° se termine par	gagnent
8100	5.000 fr.	2405	10.000 fr.
0200	5.000 fr.	98705	100.000 fr.
24710	20.000 fr.	16845	40.000 fr.
70030	20.000 fr.	6275	2.500 fr.
99930	20.000 fr.	139085	1.000.000 fr.
140	1.000 fr.		
8580	5.000 fr.		
3190	10.000 fr.	6	200 fr.
		62016	20.000 fr.
		56546	20.000 fr.
		746	1.000 fr.
11	500 fr.	64076	40.000 fr.
2511	2.500 fr.		
54321	100.000 fr.		
3031	2.500 fr.	3017	5.000 fr.
3931	2.500 fr.	7317	2.500 fr.
1861	5.000 fr.	222417	1.000.000 fr.
		07727	40.000 fr.
		2947	2.500 fr.
		49947	40.000 fr.
94432	20.000 fr.	32357	20.000 fr.
95832	20.000 fr.		
62542	100.000 fr.		
05992	100.000 fr.	7038	5.000 fr.
		9738	2.500 fr.
		147348	2.500.000 fr.
		21948	20.000 fr.
95843	20.000 fr.	53278	40.000 fr.
52853	20.000 fr.		
4073	5.000 fr.		
86793	100.000 fr.	96949	20.000 fr.
		09279	20.000 fr.
		9679	5.000 fr.
		62879	20.000 fr.
9914	2.500 fr.	45799	20.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 13e SCHIJF 1952.

ZATERDAG 13 SEPTEMBER 1952.

De biljetten waarvan het nr eindigt op	winnen	De biljetten waarvan het nr eindigt op	winnen
8100	5.000 fr.	2405	10.000 fr.
0200	5.000 fr.	98705	100.000 fr.
24710	20.000 fr.	16845	40.000 fr.
70030	20.000 fr.	6275	2.500 fr.
99930	20.000 fr.	139085	1.000.000 fr.
140	1.000 fr.		
8580	5.000 fr.		
3190	10.000 fr.	6	200 fr.
		62016	20.000 fr.
		56546	20.000 fr.
		746	1.000 fr.
11	500 fr.	64076	40.000 fr.
2511	2.500 fr.		
54321	100.000 fr.		
3031	2.500 fr.	3017	5.000 fr.
3931	2.500 fr.	7317	2.500 fr.
1861	5.000 fr.	222417	1.000.000 fr.
		07727	40.000 fr.
		2947	2.500 fr.
		49947	40.000 fr.
94432	20.000 fr.	32357	20.000 fr.
95832	20.000 fr.		
62542	100.000 fr.		
05992	100.000 fr.	7038	5.000 fr.
		9738	2.500 fr.
		147348	2.500.000 fr.
		21948	20.000 fr.
95843	20.000 fr.	53278	40.000 fr.
52853	20.000 fr.		
4073	5.000 fr.		
86793	100.000 fr.	96949	20.000 fr.
		09279	20.000 fr.
		9679	5.000 fr.
		62879	20.000 fr.
9914	2.500 fr.	45799	20.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend aan het overeenstemmend geheel biljet.

Imprimerie Clarence Denis. — 289, Chaussée de Mons, Bruxelles.

« Bulletin Officiel du Congo Belge »

15 NOVEMBRE 1952.

ANNEXE I

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages
Anciens Etablissements Draye et Brousmiche	2668
Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi	2551-2661
Banque Congolaise pour l'Industrie, le Commerce et l'Agriculture	2658
Banque du Congo Belge	2520-2535-2603
Belgika	2515
Compagnie Commerciale Belgo - Africaine	2508
Compagnie des Mines d'Etain de la Belgika	2624
Compagnie du Kasai	2591
Compagnie Minière Aréma	2504
Compagnie Minière au Ruanda-Urundi	2598
Compagnie Minière de l'Urega	2609
Compagnie Minière des Grands Lacs Africains	2613
Compagnie Minière du Nord de l'Ituri	2620
Cultures et Entreprises au Kivu	2651
Entreprises de Génie Civil au Congo	2498
ilatures et Tissages de Fibres au Congo	2507
Foragrico	2524
Gallic Afrique	2585
Mines d'Or Belgika	2631
Office Central du Travail au Katanga	2553
Plantations de Djombo	2623
Société Africaine d'Explosifs	2663

	Pages
Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne	2529
Société Belge des Textiles au Congo	2502
Société Coloniale de Textiles	2507
Société Congolaise Bunge	2511
Société Congolaise de Banque	2587
Société de Constructions Métallique	2527
Société de Travaux et d'Entreprises au Congo	2642
Société d'Etudes et de Topographie au Congo Belge	2569
Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga	2559
Soc. Forestière et Agricole du Mayumbe	2653
Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo	2556
Société Immobilière et Commerciale Congolaise	2637
Société Minière du Lualaba	2616
Société Minière du Maniema	2635
Société Minière du Nyangwé	2627
Société Rothem Congo	2659
Société Textile Africaine	2669
Somucongo	2669
Syndicat Minier Africain	2663
Syndicat pour l'Electrification du Kivu et du Ruanda-Urundi	2585
Union Nationale des Transports Fluviaux	2526
Loterie Coloniale	2673-2675

Entreprises de Génie civil au Congo « GECICO ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : 90, avenue Lieutenant Valcke, Léopoldville.

Siège administratif : 1, place du Trône, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles : 218.119.

Registre du commerce de Léopoldville : 1723.

—

Acte constitutif publié aux Annexes au Bulletin officiel du Congo Belge du 15 avril 1949 et aux annexes au Moniteur Belge des 31 mars et 6 avril 1949, acte modificatif publié aux annexes au Bulletin officiel du Congo Belge du 15 juillet 1952 et aux annexes au Moniteur Belge des 7-8 juillet 1952.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

(approuvé par l'assemblée générale annuelle des actionnaires du 25 septembre 1952).

ACTIF.

Immobilisations		15.357.913,79
Frais de constitution		172.182,90
Disponibilités		857.579,27
Magasin	722.620,68	
Matériaux en cours d'expédition	1.041.570,30	1.764.190,98
Cautionnements		69.425,—
Débiteurs divers		17.702.747,47
Débiteurs pour retenues sur travaux facturés		2.475.616,33
Comptes débiteurs		1.153.236,06
Travaux en cours		63.587.777,95
Comptes d'ordre :		
Cautions fournies par tiers	5.271.200,—	
Garanties données	2.091.988,72	
Actions nominatives bloquées et divers	mémoire	7.363.188,72
Profits et pertes :		
Solde en perte de l'exercice précédent	4.161.815,32	
Perte de l'exercice	2.431.485,19	6.593.300,51
		117.097.158,98

PASSIF.

Capital		15.000.000,—
Fonds d'amortissement		2.995.881,99
Service financier		3.653.729,50
Créditeurs divers		27.168.381,56
Travaux en cours facturés		59.570.821,21
Compte créditeur		1.345.156,—
Comptes d'ordre :		
Créditeurs pour avals	5.271.200,—	
Créditeurs pour garanties	2.091.988,72	
Déposants de cautionnements statutaires et divers	mémoire	
		7.363.188,72
		117.097.158,98

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Solde en perte de l'exercice précédent		4.161.815,32
Frais généraux et dépenses diverses		2.454.890,22
Intérêts, commissions et divers		421.324,37
Amortissements :		
Sur frais de constitution	24.597,55	
Sur immobilisations	2.052.598,72	
		2.077.196,27
		9.115.226,18

CREDIT.

Résultats sur travaux terminés et produits divers		2.521.925,67
Solde en perte au 31 décembre 1951 comprenant :		
Solde en perte de l'exercice précédent	4.161.815,32	
Perte de l'exercice	2.431.485,19	
		6.593.300,51
		9.115.226,18

Situation du capital au 25-9-1952.

Le capital a été porté de fr. 15.000.000 à fr. 35.000.000 par la création de 2.000 actions de fr. 10.000 chacune suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 27 mai 1952. Il est actuellement représenté par 3.500 actions de 10.000 fr. chacune dont 1.500 entièrement libérées et 2.000 libérées à concurrence de 70 %, soit fr. 7.000 par action.

Montants restant à libérer sur les 2.000 parts nouvelles souscrites :

SOUSCRIPTEURS	Actions souscrites	Montant restant à libérer
1) Compagnie Générale d'Entreprises Electriques et Industrielles, Electrobel S. A., 1, place du Trône à Bruxelles.	400	1.200.000
2) Société Financière de Transports et d'Entreprises industrielles, Sofina S. A., 38, rue de Naples, Bruxelles.	400	1.200.000
3) Compagnie Financière Africaine, Société congolaise à responsabilité limitée, 112, rue du Commerce, Bruxelles.	134	402.000
4) Crédit Foncier Africain, Société congolaise à responsabilité limitée, 39, rue du Commerce, Bruxelles.	134	402.000
5) Union Foncière Congolaise, société congolaise à responsabilité limitée, 112, rue du Commerce, Bruxelles.	132	396.000
6) Compagnie Internationale des Pieux Armés Frankignoul, Société anonyme, 196, rue Grétry, Liège.	117	351.000
7) Les Entreprises Cerfontaine Frères, S. A., 11, rue des Drapiers, Bruxelles.	124	372.000
8) « Sotrahy », S. A. de Travaux hydrauliques, 11, rue des Drapiers, Bruxelles.	132	396.000
9) Monsieur Maurice Delens, ingénieur, 207, avenue Molière, Ixelles.	291	873.000
10) Monsieur Paul-Théo Cerfontaine, industriel, 24, rue Beeckman, Uccle.	40	120.000
11) Monsieur François Lardinois, chef comptable, 85, Square Coghen, Uccle.	6	18.000
12) Monsieur Stephen Cerfontaine, directeur de travaux, 80, rue des Dragons, Rhode-St.-Genèse.	50	150.000
13) Mme A. M. G. Cerfontaine-Buggenhout, 35, avenue de la Basilique, Berchem-St.-Agathe.	40	120.000
Total :	2.000	6.000.000

Conseil d'Administration.

M. Depage, Henri, administrateur de sociétés, 44, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem, Président.

M. De Boeck, Pedro, ingénieur, 9, avenue de Putdael, Woluwe-St-Pierre, Vice-Président.

M. Delens, Maurice, ingénieur A. I. C., 207, avenue Molière, Ixelles, Administrateur-Délégué.

M. Gaudissart, André, ingénieur civil des mines, 43, rue François Roffiaen, Ixelles, Administrateur-Délégué.

M. Bertrand, Raymond, ingénieur, 108, rue Froissart, Bruxelles.

M. Cerfontaine, Etienne, directeur de travaux, 80, rue des Dragons, Rhode-St.-Genèse.

M. Cerfontaine, Paul-Théo, industriel, 24, rue Beekman, Uccle.

M. Deguent, Marcel, ingénieur, 6, avenue des Ormeaux, Uccle.

M. Delens, Jacques, industriel, 207, avenue Molière, Ixelles.

M. Frankignoul, Edgard, industriel, 196, rue Grétry, Liège.

M. Le Paige, Léon, ingénieur civil des mines, 19A, avenue Marnix, Bruxelles.

M. Thys, Albert, ingénieur, Lintkasteel, Grimbergen.

Collège des Commissaires.

M. Bodart, Fernand, expert-comptable, 6, Drève de Carloo, Uccle.

M. Tilmant, Désiré, expert-comptable, 19, rue Raoul Warocqué, Morlanwelz.

A. THYS.
Administrateur.

P. DE BOECK.
Vice-Président du Conseil.

Entreprises de Génie Civil au Congo « GECICO ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 1, place du Trône, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : 218.119.

Registre du Commerce de Léopoldville : 1723.

—

Nominations d'Administrateurs et Commissaire.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires du 25 septembre 1952 a, à l'unanimité, réélu aux fonctions d'administrateur, MM. Paul-Théo CERFONTAINE et Albert THYS, et aux fonctions de commissaire, M. Désiré TILMANT.

A. THYS.
Administrateur.

P. DE BOECK.
Vice-Président du Conseil.

Société Belge des Textiles au Congo « BELTEXCO ».

Kinshasa-Matadi (Congo Belge).

106, Chaussée de Termonde (Gand-Belgique).

—

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisés	1,—
Disponibles	2.709.810,06
Réalisables	161.822.396,02
	164.523.207,08

PASSIF.

Capital	2.400.000,—
Réserve légale	240.000,—
Réserves	22.887.935,83
Créanciers	116.631.182,75
Reports exercices préc.	14.491.028,82
Bénéfice de l'exercice	7.873.059,68
	164.523.207,08

Compte Profits et Pertes.

Résultat de l'exercice	7.873.059,68

Gand, le 30 septembre 1952.

Certifié sincère et conforme.

L'Administrateur-Délégué,

Le Chevalier KRAFT de la SAULX.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 29 septembre 1952.

L'Assemblée Générale à l'unanimité des voix :

1) Approuve les rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires, ainsi que le bilan.

2) Donne, par un vote spécial, pleine et entière décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaires pour l'exercice 1951.

3) Réélit à l'unanimité Messieurs Alfred Buysse, Walter Gisin et le Chevalier Kraft de la Saulx, administrateurs sortants, ainsi que Messieurs Guy van Ackere, Georges Buysse et Georges De Sutter, commissaires sortants, les premiers pour un terme de 2 ans, les seconds pour un terme d'un an.

Une réunion subséquente du Conseil d'Administration réélit à l'unanimité Monsieur le Baron Fernand van Ackere comme président et Monsieur le Chevalier Kraft de la Saulx comme administrateur-délégué.

Composition du Conseil d'Administration.

Président : Monsieur le Baron Fernand van Ackere, ingénieur, rue longue de la Croix, 13, Gand.

Administrateur-Délégué : Monsieur le Chevalier Kraft de la Saulx, industriel, 2, Boulevard Militaire, Gand.

Administrateurs : Monsieur Alfred Buysse, industriel, rue Nelemeersch, Laethem-St.-Martin.

Monsieur Walter Gisin, Léopoldville (Congo Belge).

Commissaires : Monsieur Guy van Ackere, industriel, Léopoldville (Congo Belge).

Monsieur Georges Buysse, industriel, Hoekje, Waerschoot.

Monsieur Georges De Sutter, expert-comptable, C. N. E. C. B. agréé, 61, Bromeliastraat, Mont-St.-Amand.

Gand, le 30 septembre 1952.

Certifié sincère et conforme.

L'Administrateur-Délégué,
Le Chevalier KRAFT de la SAULX.

Compagnie Minière Arema « AREMA ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Registre du Commerce de Bruxelles N° 108053.

Registre du Commerce de Costermansville, N° 288.

Siège social : Kindu - Port Empain (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

—

Acte constitutif et modifications aux statuts publiés aux Annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1938 et du 15 janvier 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 septembre 1952.

ACTIF.

I. *Immobilisés :*		
a) Apports	2.185.000,—	
b) Frais de constitution et d'augmentation de capital	175.546,50	
c) Prospections, développements, immeubles et installations minières	7.166.083,37	
	9.526.629,87	
A déduire :		
Amortissements des exercices antérieurs	892.544,74	8.634.085,13
II. *Réalisable :*		
Débiteurs divers	54.727,56	
Stock produits	140.000,—	194.727,56
III. *Disponible :*		
Banques		1.973.508,65
IV. *Divers :*		
Comptes débiteurs		1.070.004,—
V. *Comptes d'ordre :*		
Garanties statutaires		mémoire
Engagements et contrats divers en cours		mémoire
VI. *Profits et pertes :*		
Pertes antérieures	189.086,76	
Perte de l'exercice	3.281,87	192.368,63
		12.064.693,97

PASSIF.

I. *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital : 20.000 actions de capital de frs. 500,— . . .	10.000.000,—

II. *Dettes de la société envers les tiers :*

Créditeurs divers	2.064.693,97

III. *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	mémoire
Engagements et contrats divers en cours	mémoire
	12.064.693,97

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Résultats d'exploitation	21.949,47
Frais généraux	19.644,75
	41.594,22

CREDIT.

Revenus financiers	38.312,35
Perte de l'exercice	3.281,87
	41.594,22

Situation du capital.

Entièrement libéré au 31 décembre 1951.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 septembre mil neuf cent cinquante-deux.

L'assemblée, à l'unanimité, réélit en qualité d'administrateur Monsieur Georges Lescornez dont le mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale de 1958, et en qualité de commissaire, Monsieur Osée Hugé, dont le mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale de 1954.

Composition du Conseil d'Administration.

Président et Administrateur Délégué :

M. Georges Lescornez, Administrateur de Sociétés, 9, Avenue des Capucines, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Raymond Anthoine, ingénieur civil des mines, 34, Avenue des Nations, Bruxelles.

M. Marcel Jacques, Administrateur de sociétés, 1, Avenue des Scarabées, Bruxelles.

M. Prosper Lancsweert, Ingénieur Civil des Mines, 34, Avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Maurice Lefranc, Ingénieur Civil, 88, rue Bosquet, Bruxelles.

M. Alfred Moeller de Laddersous, docteur en droit, Place de la Sainte-Alliance, 1, Uccle-Bruxelles.

M. Georges Passau, Ingénieur Civil des Mines, 67, rue de Spa, Bruxelles.

M. Albert Pirard, Ingénieur A. I. A., 22, Avenue Emile Duray, Bruxelles.

M. Jacques Relecom, Ingénieur des Mines, géologue, 435, Avenue Louise, Bruxelles.

Composition du Collège des Commissaires.

M. Jacques Bettendorf, Comptable, 252, Avenue Paul Deschanel, Bruxelles.

M. Osée Hugé, chef comptable, 667, Chaussée d'Alsemberg, Bruxelles.

Bruxelles, le 26 septembre 1952.

Compagnie Minière Arema.

Un Administrateur,

P. LANCSWEERT.

Le Président
du Conseil d'Administration,

G. LESCORNEZ.

Société Coloniale de Textiles « SOCOTEX ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kalina, Léopoldville, Congo Belge.

Siège administratif : 237, Avenue Louise, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : 193.700.

Registre du Commerce de Léopoldville : 1968.

CHANGEMENT D'ADRESSE DU SIEGE ADMINISTRATIF.

Depuis le 25 septembre 1952 le siège administratif qui se trouvait, 237, Avenue Louise, Bruxelles, a été transféré au 32, rue Ten Bosch, Bruxelles.

Un Administrateur,

Dr F. JONAS.

Filatures et Tissages de fibres au Congo « TISSACO ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kalina, Léopoldville, Congo Belge.

Siège administratif : 237, Avenue Louise, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : 212.486.

Registre du Commerce de Léopoldville : 1307.

CHANGEMENT D'ADRESSE DU SIEGE ADMINISTRATIF.

Depuis le 29 septembre 1952, le siège administratif qui se trouvait, 237, Avenue Louise, Bruxelles, a été transféré au 32, rue Ten Bosch, Bruxelles.

Un Administrateur,

J. VAN DEN BOOGAERDE.

Compagnie Commerciale Belgo-Africaine, en abrégé « COMBELGA ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Rue de la Science, 5, à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, N° 199.48.

—

Constituée par acte publié aux annexes du Moniteur Belge du 5 janvier 1950 sous le n° 144.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 septembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé	27.420.850,87
Réalisable	21.238.427,09
Disponible	5.409.022,35
Valeurs engagées	3.561.001,77
Comptes d'ordre	579.418,03
	58.208.720,11

PASSIF.

Non exigible	29.256.677,46
Exigible	23.255.648,86
Comptes d'ordre	579.418,03
Comptes de résultat	5.116.975,76
	58.208.720,11

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Droits de sortie	8.199.682,—
Frais généraux Afrique et Europe	3.508.717,69
Prévision fiscale 1951	1.000.000,—

Amortissements sur :

Immeubles	203.375,77
Matériel Usines	160.018,24
Matériel flottant	3.030,—
Matériel autos	453.014,36
Matériel service transport	50.139,32
Matériel scierie	350.093,33
Outillage	90.282,44
Mobilier	180.259,43
Bénéfice net	5.058.550,96
	19.257.163,54

CREDIT.

Bénéfice d'exploitation	19.257.163,54

Affectation et répartition du bénéfice.

Réserve spéciale	2.700.000,—
Report à nouveau	266.373,31
Dividendes	1.935.542,15
Tantièmes	215.060,30
	5.116.975,76

Situation du capital.

Capital : frs. 7.000.000,— représenté par 35.700 parts sociales. Entièrement libéré.

Administrateurs en fonctions.

M. ENGLEBERT Eugène, Agent de Change, Chaussée de Waterloo, 200A, à St.-Gilles-Bruxelles, Président du Conseil d'Administration.

M. LIENART Alfred, Ingénieur, Avenue de Tervueren, 196, à Woluwe St.-Pierre, Vice-Président du Conseil d'Administration.

M. LEDENT Ernest, Administrateur de Sociétés, Avenue Rogier, 254, Schaerbeek-Bruxelles, Administrateur-Délégué.

M. LEDENT Léon, Agent de Change, rue de la Casquette, 42, à Liège, Administrateur.

M. FONTAINE Emile, Publiciste, Avenue de Cortenberg, 118, à Bruxelles, Administrateur.

M. BENOIT Paul, Agent de Change, Boulevard de la Sauvenière, 113, à Liège, Administrateur.

M. le Baron Jean de STEENHAULT de WAERBEEK, banquier, à Vollezelle, Administrateur.

M. GERARD André-Charles, Ingénieur, Avenue Emile Demot, 16, à Bruxelles, Administrateur.

Commissaires en fonctions.

M. DEPIREUX Raymond, Directeur de Banque, rue Stanley, 64, à Bruxelles.

M. BRAEM Lucien, Ingénieur, Chaussée de Boitsfort, 156, à Bruxelles.

Compagnie Commerciale Belgo-Africaine, en abrégé « COMBELGA ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Rue de la Science, 5, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles N° 199.48.

—

REELECTIONS STATUTAIRES.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 septembre 1952.

L'assemblée réélit, à l'unanimité, MM. le Baron Jean de STEENHAULT et Paul BENOIT, en qualité d'Administrateurs et M. Raymond DEPIREUX. en qualité de Commissaire.

L'Administrateur-Délégué,

E. LEDENT.

Enregistré à Bruxelles (A. A. et A. S. S. P.) le 7 octobre 1952, volume 933, folio 81, case 162, 1 rôle.

Le Receveur, (s.) Louyest.

Société Congolaise Bunge.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Kamina (Congo belge).

Siège administratif à Anvers, 21, rue Arenberg.

Registre du Commerce d'Anvers n° 44122.

—

Constituée par acte passé devant Maître Antoine Cols, notaire à Anvers, le 5 mai 1937, et autorisée par arrêté royal du 14 juin 1937. Statuts publiés aux annexes au Moniteur belge du 30 juin 1937, sous le n° 10487, et aux annexes au Bulletin officiel du Congo belge du 15 juillet 1937. Statuts modifiés par actes passés devant le même notaire : a) le 8 octobre 1946, publié aux annexes au Moniteur belge du 21 mars 1947, sous le n° 4186. Modifications autorisées par arrêté du Régent du 27 décembre 1946; b) le 5 août 1947, publié aux annexes au Moniteur belge du 23 novembre 1947, sous le n° 20839. Modifications autorisées par arrêté du Régent du 3 novembre 1947; c) le 28 septembre 1948, publié aux annexes au Moniteur belge du 5 avril 1949, sous le n° 5399. Modifications autorisées par arrêté du Régent du 16 mars 1949; d) le 27 septembre 1949, publié aux annexes au Moniteur belge du 5 janvier 1950, sous le n° 180. Modifications autorisées par arrêté du Régent du 16 novembre 1949; e) le 9 octobre 1951, publié aux annexes au Moniteur belge du 15 décembre 1951, sous le n° 24903. Modifications autorisées par arrêté royal du 21 novembre 1951.

BILAN AU 31 MARS 1952.

ACTIF.

Immobilisé :			
Immeubles		12.376.226,55	
Immeubles réévalués		3.339.160,32	
		15.715.386,87	
Amortiss. au 31-3-51	3.785.242,36		
Amortiss. de l'exercice	952.727,33		
		4.737.969,69	
			10.977.417,18
Immeubles en construction			362.693,75
Terrains			5.739.537,25
Machines		194.910,—	
Amortissements de l'exercice		19.491,—	
			175.419,—
Machines réévaluées		2.972.816,01	
Amortiss. au 31-3-51	2.762.897,22		
Amortiss. de l'exercice	209.917,79		
		2.972.815,01	
			1,—

Mobilier et matériel		8.715.263,75	
Amortiss. au 31-3-51	4.331.286,62		
Amortiss. de l'exercice	1.551.150,62		
		5.882.437,24	
			2.832.826,51
Frais de constitution		82.129,80	
Amortissements au 31-3-51		82.128,80	
			1,—
			20.087.895,69
Participations permanentes :			
Portefeuille			62.160.139,13
Réalisable :			
Débiteurs divers		38.302.319,63	
Marchandises, coton-fibres, produits, approvisionnements divers		100.181.871,04	
Effets à recevoir		30.600.732,55	
			169.084.923,22
Disponible :			
Caisses et comptes chèques postaux		295.480,44	
Banques		6.520.819,14	
			6.816.299,58
Comptes d'ordre :			
Dépôts cautions			494.793,—
Dépôts statutaires			mémoire
Traites de garantie			272.738,—
			258.916.788,62

PASSIF.

Non exigible :			
Capital		60.000.000,—	
représenté par 8000 actions de capital sans désignation de valeur.			
Réserve légale		4.000.000,—	
			64.000.000,—
Fonds de prévoyance en faveur du personnel			2.000.000,—
Fonds de Welfare en faveur des indigènes			495.181,—

Exigible :		
Créditeurs divers	164.158.714,81	
Effets à payer	506.824,—	
		164.665.538,81
Comptes à régulariser :		
Prévisions fiscales	3.936.280,—	
Portefeuille à libérer	1.056.588,80	
		4.992.868,80
Comptes d'ordre :		
Déposants cautions		494.793,—
Déposants statutaires		mémoire
Déposants traites de garantie		272.738,—
Compte de profits et pertes :		
Report de l'exercice précédent	6.506.005,11	
Bénéfice de l'exercice	15.489.663,90	
		21.995.669,01
		258.916.788,62

Compte de profits et pertes au 31 mars 1952.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et d'Afrique		17.622.875,13
Intérêts, frais de banque et différence de change		7.469.054,75
Frais sur augmentation de capital		68.206,—
Amortissements de l'exercice		2.733.286,74
Fonds de Welfare en faveur des indigènes		250.000,—
Fonds de prévoyance en faveur du personnel		255.196,29
Prévisions fiscales		3.200.000,—
Report de l'exercice précédent	6.506.005,11	
Bénéfice de l'exercice	15.489.663,90	
		21.995.669,01
		53.594.287,92

CREDIT.

Solde reporté au 1er avril 1951	6.506.005,11
Bénéfice brut sur coton, marchandises, produits et divers .	45.632.525,81
Revenus du portefeuille	1.455.757,—
	53.594.287,92

REPARTITION.

Réserve légale	2.000.000,—
Réserve de réinvestissement et de prospection . . .	10.000.000,—
Report à nouveau	9.995.669,01
	21.995.669,01

L'assemblée générale ordinaire, tenue le 30 septembre 1952, a voté, à l'unanimité, les résolutions suivantes :

1) Approbation du bilan et du compte de profits et pertes de l'exercice clôturé au 31 mars 1952;

2) Approbation de l'affectation des bénéfices accusés par le susdit bilan;

3) Par vote spécial, décharge aux administrateurs et commissaire pour leur gestion pendant l'exercice clos au 31 mars 1952;

4) L'assemblée, à l'unanimité, décide de maintenir à sept le nombre d'administrateurs et désigne à ces fonctions MM. Robert Werner, René Friling, J. Charles Van Essche, Jules Sobry, Thomas J. Meyer, Marcel Berré et Emile Dejong, pour un terme d'un an.

L'assemblée, à l'unanimité, décide d'augmenter à deux le nombre de commissaires et nomme à ces fonctions Messieurs Paul Meinertzhagen et J. A. Smitz pour un terme d'un an.

Conseil d'Administration.

M. Robert Werner, administrateur de sociétés, 1530, Pueyreddon Martinez (Argentine), président.

M. René Friling, administrateur de sociétés, 140, Chaussée de Malines, Anvers, vice-président.

M. J. Charles Van Essche, administrateur de sociétés, 410, Boulevard Lambermont, Schaerbeek-Bruxelles, administrateur-délégué.

M. Jules Sobry directeur de société, 26, avenue Flora, Mortsel-Anvers, administrateur-délégué.

M. Thomas J. Meyer, administrateur de sociétés, Hof ter Beke, Brasschaat, administrateur.

M. Marcel Berré, directeur de société, 24, avenue de Mérode, Berchem-Anvers, administrateur.

M. Emile Dejong, Ingénieur-agronome, 392, avenue de la Couronne, Ixelles-Bruxelles, administrateur.

Commissaires :

M. Paul Meinertzhagen, directeur de société, 11, Courte rue Lozane, Anvers.

M. J. A. Smitz, expert-comptable, Avenue Astrid, 16, Rhode-St.-Genèse.

Pour copie certifiée conforme :

SOCIETE CONGOLAISE BUNGE.

Deux Administrateurs,

(s.) Th. J. MEYER. (s.) R. FRILING.

Geregistreerd te Antwerpen (Adm. en O. h. Akten) de zes October 1900 twee-en-vijftig.

Boekdeel 230, blad 5, vak 2, drie blad, geen verzending.

Ontvangen veertig frank.

De Ontvanger a/i., (g.) R. Coeck.

« BELGIKA ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 121, rue du Commerce.

Registres du Commerce :

de Stanleyville n° 163 de Bruxelles n° 390

—

Actes constitutifs :

27-10-1951 A. R. du 13-12-1951 Ann. M. B. du 12-1-1952 acte n° 662 Ann. B. O. C. B. du 15-1-1952, 29-4-1952 A. R. du 27-6-1952 Ann. M. B. des 2/3-5-1952 acte n° 8634 Ann. B. O. C. B. du 15-7-1952, 12-6-1952 A. R. du 27-6-1952 Ann. M. B. du 5-7-1952 acte n° 16564 Ann. B.O.C.B. du 15-7-1952

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 2 octobre 1952.

ACTIF.

I. *Immobilisé :*		
Immeubles à usage industriel, matériel et outillage en service et plantations pérennes, réévalués	32.940.959,22	
Terrains, immeubles en Europe et en Afrique, constructions, matériel, mobilier, plantations, usines, outillage et divers, non réévalués	90.456.509,68	123.397.468,90
II. *Réalisable :*		
Portefeuille :		
a) Titres et participations	87.290.481,19	
b) Certificats de Trésorerie 3 1/2 % 2me Série	11.495.882,40	98.786.363,59
Marchandises en magasin pour la vente	44.444.681,30	
Matériel en magasin pour la vente	14.172.406,09	
Marchandises et matériel en cours de route	21.365.267,79	79.982.355,18
Produits africains		16.838.869,57
Débiteurs divers		59.513.857,05
III. *Disponible :*		
Caisses, banques et chèques-postaux en Europe et en Afrique (à l'exclusion des fonds détenus en consignation pour compte du Cogerco)		27.689.051,34
IV. *Divers :*		
Valeurs engagées		6.724.969,98
Comptes débiteurs		1.487.423,46
V. *Comptes spéciaux.* (Décret du 18 juin 1947).		
Fonds détenus en consignation pour compte du Cogerco	55.802.832,—	
Sommes à percevoir lors de la vente des produits cotonniers confiés à la société	4.762.176,—	
Produits cotonniers confiés à la société	mémoire	60.565.008,—

VI. *Comptes d'ordre :*

Dépôts statutaires	mémoire
Engagements et contrats divers en cours	mémoire
Marchandises en consignation	469.422,71
Banque du Congo Belge : Garanties contractuelles personnel d'Afrique	743.625,—
	476.198.414,78

PASSIF.

I. *Envers elle-même :*

Capital représenté par 333.000 parts sociales sans désignation de valeur . .	158.175.000,—	
Réserve statutaire	7.234.432,70	
Fonds de réserve et de prévision divers .	31.532.971,20	
Plus-value immunisée de réalisation d'actif	1.816.727,13	
Prix de revient réévalué des immeubles à usage industriel, du matériel et outillage et des plantations pérennes . . .	16.470.479,61	
Fonds d'amortissements	75.402.935,64	
		290.632.546,28

II. *Envers les tiers :*

Sommes restant à verser sur portefeuille	7.529.400,—	
Dividendes non réclamés	3.957.287,38	
Créditeurs divers	59.759.978,84	
		71.246.666,22

III. *Divers :*

Comptes créditeurs	17.579.385,39
Prévisions fiscales	8.525.297,64

IV. *Comptes spéciaux.* (Décret du 18 juin 1947).

Fonds consignés à la société par le Cogerco	55.802.832,—	
Ayants-droit aux produits cotonniers confiés à la société	mémoire	
		55.802.832,—

V. *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires	mémoire
Engagements et contrats divers en cours	mémoire

Fournisseurs de marchandises en consignation . . .	469.422,71
Agents : comptes cautionnements versés à la Banque du Congo Belge	743.625,—
VI. *Pertes et profits :*	
Solde en bénéfice	31.198.639,54
	476.198.414,78

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux Europe, solde non imputé	3.032.131,66
Droits de sortie	18.327.727,—
Frais de transformation de la société	881.754,95
Amortissements sur immeubles, constructions, matériel, usines, plantations, outillage et divers	10.878.640,—
Prévision fiscale	5.500.000,—
Solde	31.198.639,54
	69.918.893,15

CREDIT.

Comptes de résultats :	
(opérations commerciales, agricoles et industrielles) . .	58.857.293,74
Revenus du portefeuille et Fonds d'Etat	7.489.844,84
Produits du portefeuille	2.333.910,86
Rentrées diverses (loyer, intérêts, ristournes d'impôts) .	1.237.843,71
	69.918.893,15

Répartition du bénéfice.

A la réserve statutaire	1.559.931,97
Plus-value immunisée de réalisation d'actif	269.716,—
Fonds de réserve et de prévisions diverses	7.080.191,57
Aux parts sociales	20.059.920,—
Allocations statutaires	2.228.880,—
	31.198.639,54

Situation du capital.

Capital social entièrement libéré . . . . . 158.175.000,—

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

M. GILSON, André H., Commissaire Général Honoraire du Congo, 194a, Av. de Tervueren, Woluwe St.-Pierre, Président du Conseil, Administrateur-délégué.

M. WIELEMANS, Léon, Ingénieur Civil des Mines A. I. Br., 360, Av. van Volxem, Forest, Vice-Président du Conseil, Administrateur.

M. CALLEBAUT, Jean, Industriel, Château de Deurle, Deurle (Gand), Administrateur.

M. DUWEZ, Théodore, Agent de Change, 169, Av. de Broqueville, Woluwe St.-Lambert, Administrateur.

M. JAMAR, Armand, Docteur en Droit, 23, Av. F. D. Roosevelt, Bruxelles, Administrateur.

M. le Baron Albert LECLERCQ, Avocat à la Cour d'Appel, 1, rue Forestière, Bruxelles, Administrateur.

M. RELECOM, Arthur, Ingénieur A. I. G., 38, rue de l'Aqueduc, Saint-Gilles, Administrateur.

M. RELECOM, Jacques, Ingénieur Civil des Mines A. I. B., 435, Av. Louise, Bruxelles, Administrateur.

M. VERFAILLIE, Edmond, Secrétaire de sociétés, 26, Av. Albert-Elisabeth, Woluwe St.-Lambert, Administrateur.

M. DELBRUYERE, Jean, Ingénieur A. I. Ms., 220, Av. Winston Churchill, Bruxelles, Commissaire.

M. TYTGAT, Robert, Ingénieur des Constructions Civiles A. I. G., 125, Av. Winston Churchill, Bruxelles, Commissaire.

Les Administrateurs :

(sé) L. WIELEMANS.
Vice-Président du Conseil,
Administrateur.

(sé) A. H. GILSON.
Président du Conseil.
Administrateur-délégué.

(sé) J. CALLEBAUT — (sé) Th. DUWEZ — (sé) A. JAMAR — (sé) Baron A. LECLERCQ — (sé) A. RELECOM — (sé) J. RELECOM (sé) E. VERFAILLIE.

Les Commissaires :

(sé) J. DELBRUYERE

(sé) R. TYTGAT

« BELGICA ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 121, rue du Commerce.

Registres du Commerce :

de Stanleyville n° 163 de Bruxelles n° 390

—

EXTRAIT
du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 2 octobre 1952.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'assemblée réélit pour un terme de six ans, MM. André H. GILSON et Edmond VERFAILLIE, Administrateurs. Ces mandats prendront fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1958.

Pour extrait conforme :

« BELGIKA » s. c. r. l.

Le Président du Conseil — Administrateur-délégué,

A. H. GILSON.

Banque du Congo Belge.

Société anonyme.

14, rue Thérésienne à Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 679 — Léopoldville n° 2577.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur Belge : année 1909 : N^{os} 542 et 1324 — année 1911 : N° 5532 — année 1920 : N^{os} 211 et 1974 — année 1925 : N° 295 — année 1928 : N° 412 — année 1931 : N° 16859 — année 1935 : N° 12801 — année 1948 : N° 640.

BILAN AU 30 JUIN 1952
(période du 1er janvier au 30 juin 1952).

Approuvé par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 septembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeubles	52.360.135,16	
Matériel et mobilier	5.462.847,75	
		57.822.982,91

Réalisable :		
Encaisse-or	3.012.296.206,57	
Compte spécial de la Colonie (°)	105.134.438,25	
Encaisses diverses	32.350.561,40	
Avoirs aux Offices des chèques postaux	10.844.854,52	
Avoirs en Banque :		
en Belgique	1.056.465.123,61	
à l'étranger	1.472.317.724,23	
Portefeuille-titres	447.749.454,44	
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger	13.844.556.337,56	
Effets commerciaux	1.940.745.493,03	
Débiteurs	1.170.892.977,47	
		23.093.353.171,08
Devises étrangères à recevoir pour contrats de change à terme		2.290.081,51
Débiteurs pour contrats de change à terme		702.121.813,63
Comptes divers		16.965.502,50
Comptes d'ordre :		
Dépôts de titres		mémoire
Cautionnements des Administrateurs et Commissaires		mémoire
		23.872.553.551,63

PASSIF.

De la société envers elle-même :			
Capital		20.000.000,—	
Fonds de réserve	53.321.000,—		
Fonds de prévision	645.590.456,34		
		698.911.456,34	
			718.911.456,34
De la société envers les tiers :			
Billets et monnaies métalliques en circulation		3.855.495.990,70	
Redevance au Trésor Colonial		13.365.108,15	
Dividende		10.000.000,—	

(°) Article 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

Créditeurs à vue	15.605.309.418,22	
Créditeurs à terme	2.806.513.546,70	
	18.411.822.964,92	
Effets à payer	110.171.857,19	
		22.400.855.920,96
Créditeurs pour contrats de change à terme		2.290.081,51
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme		702.121.813,63
Comptes divers		48.276.455,06
Comptes d'ordre :		
Comme à l'actif		mémoire.
Profits et pertes :		
Solde à reporter à nouveau après répartition		97.824,13
		23.872.553.551,63

Arrêté par le Conseil d'Administration en séance du 21 août 1952.

Vu et approuvé par le Collège des Commissaires en séance du 26 août 1952.

Compte de Profits et Pertes.
Exercice 1952 — période du 1er janvier au 30 juin 1952.

DOIT.

Frais généraux	114.228.782,45
Frais relatifs à la circulation fiduciaire	7.261.960,50
Transfert au Fonds de prévision des montants repris sous (1) et (2) au crédit	66.276.158,17
Solde créditeur	28.910.464,72
	216.677.365,84

AVOIR.

Solde reporté de l'exercice précédent	142.248,42
Intérêts, commissions, changes et divers	150.258.959,25
Cession de billets et pièces à la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi (1)	58.273.891,—
Recouvrement créances amorties (2)	8.002.267,17
	216.677.365,84

REPARTITION DU BENEFICE.

Réserve légale	1.438.000,—
Dividende	10.000.000,—
Trésor Colonial	13.365.108,15
Tantièmes	4.009.532,44
A reporter à nouveau	97.824,13
	28.910.464,72

Conseil d'Administration.

M. Pierre BONVOISIN, Président du Conseil d'Administration de la Banque de la Société Générale de Belgique, 30, Boulevard St.-Michel, Etterbeek, Président.

M. Edgar VAN DER STRAETEN, Directeur à la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles, Vice-Président.

M. Guy FEYERICK, Docteur en droit, 347, avenue Louise, Bruxelles, Administrateur-délégué.

M. Richard BASELEER, Administrateur de Société, 142, avenue Prekelinden, Woluwé-Saint-Lambert, Administrateur.

M. le Baron Jean de STEENHAULT de WAERBEECK, Administrateur de Sociétés, Vollezeel, Administrateur.

M. Armand DOTHEY, Administrateur de Société, La Maison Blanche, Plancenoit, Administrateur.

M. Oscar KREGLINGER, Administrateur de Sociétés, 187, chaussée de Malines, Anvers, Administrateur.

M. Adhémar MULLIE, Directeur de Banque, 116, rue des Confédérés, Bruxelles, Administrateur.

M. Jules PHILIPPSON, Banquier, 18, rue Guimard, Bruxelles, Administrateur.

M. Gaston VERBUYT, Administrateur-délégué de la Banque de la Société Générale de Belgique, 50, Boulevard Brand Whitlock, Woluwé-Saint-Lambert, Administrateur.

M. Jean WILLEMS, Directeur du Fonds National de la Recherche Scientifique, 11, rue d'Egmont, Bruxelles, Administrateur.

Commissaires.

M. Xavier BRIBOSIA, Ancien greffier provincial, 222, avenue Molière, Ixelles.

M. René-Jules CORNET, Docteur en droit, 3, sentier des Mouettes, Knocke.

M. le Général Frédéric V. OLSEN, 21, rue des Taxandres, Etterbeek.

Situation du capital social.

Le capital de fr. 20.000.000,— est représenté par 40.000 actions de fr. 500,— chacune, entièrement libérées.

Bruxelles, le 24 septembre 1952.

Certifié conforme.

BANQUE DU CONGO BELGE.

Jean WILLEMS. Administrateur.

Guy FEYERICK. Administrateur-Délégué.

Vu pour légalisation de signature de MM. J. Willems, G. Feyerick.

Bruxelles, le 2 octobre 1952.

Pour le bourgmestre, l'échevin délégué.

Illisible.

« FORAGRICO ».

Société congolaise à responsabilité limitée

Matadi.

—

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :		
Batiments	794.063,—	
Mobilier	71.908,15	
Matériel magasin	870,—	
Mobilier de bureau	23.489,70	
Matériel mobile	5.439.542,40	
Matériel fixe	1.817.081,40	
Valeurs immatérielles	10.562,20	
		8.157.516,85
Disponible :		
Caisses	13.514,56	
Banques	1.799.098,52	
		1.812.613,08
Réalisable :		
Magasins généraux	784.474,95	
Magasins bois	253.859,95	
		1.038.334,90

Tiers débiteurs :

Clients	350.282,38
Fournisseurs (avances faites)	291.047,20
Débiteurs divers	585.527,25
Agents de vente	58.064,50
Dépenses faites pour 1952	146.382,—
	12.439.768,16

PASSIF.

Envers la société :

Capital	4.000.000,—
Réserve légale	400.000,—
Prévisions et provisions	247.039,47
Fonds d'amortissement	3.432.571,80

Envers les tiers :

Avances reçues des clients	603.673,12
Fournisseurs	369.415,39
Créanciers divers	268.363,24
Agents de vente	597.830,—
Engagements en cours	2.219.632,91
Résultat	301.242,23
	12.439.768,16

Compte de pertes et profits.

DEBIT.

Frais généraux divers	1.433.014,30
Frais d'exploitation	4.033.306,40
Entretien camps Indigènes	192.127,40
Entretien routes	948.786,29
Amortissements	1.728.834,70
Solde favorable	301.242,23
	8.637.311,32

CREDIT.

Récupérations sur frais généraux	10.947,90
Profits divers	14.429,80
Bénéfices bruts d'exploitation	8.611.933,62
	8.637.311,32

Situation du capital : entièrement libéré.

Dividendes de l'exercice 1951 : Néant.

Coupon n° 3 sans valeur.

Administrateurs en fonction.

Madame DESCAMPS-DE VOS, Ostende, 5, Avenue du Vindictive.

Madame MAYO-DESCAMPS, Léopoldville.

Monsieur A. A. DESCAMPS, Matadi.

Commissaire.

Monsieur J. BERTAUX, Bruxelles, 104, rue Bélliard.

Union nationale des Transports fluviaux « UNATRA ».

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles, Avenue Marnix, 25.

Registre du Commerce de Bruxelles N° 1100.

—

NOMINATION D'ADMINISTRATEUR.

Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil Général tenue le 2 octobre 1952.

Le Conseil Général décide à l'unanimité, de conférer provisoirement le mandat d'Administrateur devenu vacant par le décès de M. Maurice Blanquet à M. Adolphe Ruwet, Administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 31, Avenue du Suffrage Universel. Ce mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 1953.

Bruxelles, le 6 octobre 1952.

Union Nationale des Transports Fluviaux.

L'Administrateur-Délégué, G. MORTEHAN.

Le Président, P. JENTGEN.

« SOCOMET ».

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

—

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

PASSIF.

Valeurs incorporelles :	
Frais de 1er établissement	226.137,40
Immobilisé :	
Matériel et mobilier	420.593,40
Réalisable et disponible :	
Banque Belge d'Afrique Léo.	654.910,29
Banque Congo Belge	36.368,50
Banque de Commerce et d'Industrie	22.191,50
Chèques-Postaux	10.032,40
Caisses	31.606,60
Magasins Léo.	11.908.325,98
Cautionnement	11.350,—
Clients divers	4.257.536,35
	17.579.052,42

ACTIF.

Fonds propres :	
Capital	500.000,—
Réserve légale	4.865,80
Amortissement frais de 1er établissement	100.000,—
Amortissement matériel et mobilier	113.817,60
Exigible :	
Banque Belge d'Afrique Bruxelles	1.125.714.20
Vente et diffusion du feuillard	237.985,40
Delahaut	1.871.965,10
Effets à payer	1.484.684,30
Créditeurs divers	11.888.871,02

Résultats :

Exercice 1950	92.450,30	
Exercice 1951	158.698,70	
		251.149,—
		17.579.052,42

F. DELAHAUT.
Administrateur-Délégué.

Pertes et Profits.

Concerne uniquement le Congo Belge.

	DEBIT	CREDIT
Report au 1-1-51		92.450,30
Boni sur ventes		1.606.250,60
Récupérations diverses		753.784,15
Pertes sur maisons Utexléo.	682.766,35	
Frais généraux	1.341.877,70	
Amortissements frais 1er établissement .	100.000,—	
Amortissements matériel et mobilier . .	76.692,—	
	2.201.336,05	
		2.452.485,05
Boni		251.149,—

F. DELAHAUT.
Administrateur-Délégué.

Société anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (Sabena).

Société anonyme à Bruxelles.

13, rue Bréderode.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 3872.

—

Actes constitutifs et modificatifs publiés aux annexes du Moniteur belge le 9 juin 1923, acte n° 6706; le 25 décembre 1926, acte n° 13473; le 30 novembre 1927, acte n° 14096; le 13 juillet 1929, acte n° 11706; le 26 février 1938, acte n° 1642; le 24 mars 1939, acte n° 2987; les 4-5 juillet 1949, acte n° 14718.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

Exercice 1951 (vingt-neuvième exercice social),

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 1er octobre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :			
Apports, frais d'études et de premier établissement		1,—	
Frais de reprise Aéromas et Air Congo . . .	12.419.750,—		
Amortissement . . .	3.725.925,—		
		8.693.825,—	
Immobilisations autres que le matériel volant	223.710.561,—		
Amortissement . . .	119.723.382,—		
		103.987.179,—	
Travaux en cours		6.530.882,—	
Matériel volant (aéronefs et moteurs complets de rechange)	558.583.391,—		
Amortissement . . .	392.861.643,—		
		165.721.748,—	
Pièces de rechange du matériel volant . .	156.222.077,—		
Amortissement . . .	111.848.338,—		
		44.373.739,—	
			329.307.374,—
Réalisable :			
Approvisionnements		39.045.242,—	
Marchandises en cours de route . . .		9.990.217,—	

Déditeurs divers :			
Etat	75.458.285,—		
Colonie	36.308.198,—		
Compagnies aériennes étrangères	23.506.159,—		
Autres débiteurs . .	136.981.188,—		
		272.253.830,—	
Portefeuille-titres		25.256.000,—	
Débiteurs douteux		1.506.331,—	
			348.051.620,—
Disponible :			
Banque, caisses et chèques postaux			147.580.824,—
Divers :			
Etat. Intervention récupérable conformément à l'article 33 des statuts . . .		20.638.021,—	
Comptes débiteurs		27.653.645,—	
Avances sur commandes		43.517.070,—	
			91.808.736,—
Dommages réévalués en application de la loi du 20-8-1947 :			
1) résultant de l'évacuation ordonnée par le Gouvernement .	38.991.972,—		
Amortissements . .	25.002.310,—		
		13.989.662,—	
2) de guerre, saisies ou réquisitions . . .	36.744.342,—		
Amortissements . .	22.988.441,—		
		13.755.901,—	
			27.745.563,—
Comptes d'ordre :			
Cautionnements statutaires		mémoire	
Compte statutaire Etat		109.790.816,—	
Banque du Congo Belge, cautionnements agents		419.591,—	
Engagements et contrats divers en cours .		mémoire	
			110.210.407,—
			1.054.704.524,—

PASSIF.

Envers la société :			
Capital :			
600.000 actions privilégiées de 500 frs. chacune	300.000.000,—		
52.000 actions de dividende sans désignation de valeur	mémoire		
Réserve légale . . .	2.000.000,—		
		302.000.000,—	
Fonds d'assurance		38.238.460,—	
Fonds de renouvellement du matériel volant		56.540.722,—	
Fonds de reconstitution des stocks . .		4.500.000,—	
Fonds de prévision		10.011.666,—	
Plus-value de réévaluation dommages .		26.336.080,—	
			437.626.928,—
Envers des tiers :			
Emprunts obligataires garantis par l'Etat		10.332.000,—	
Emprunt obligataire		37.000.000,—	
Créditeurs divers :			
Etat, avances de trésorerie		141.322.121,—	
Fournisseurs		65.219.108,—	
Compagnies aériennes étrangères . .		47.686.391,—	
Autres créditeurs		123.207.676,—	
			424.767.296,—
Divers :			
Fonds de prévoyance sociale		2.457.037,—	
Provision pour créances douteuses . .		1.506.331,—	
Comptes créditeurs		4.719.594,—	
Provision pour impôts		22.800.000,—	
			31.482.962,—
Comptes d'ordre :			
Cautionnements statutaires		mémoire	
Compte statutaire Etat		109.790.816,—	
Banque du Congo Belge, cautionnement agents		419.591,—	
Engagements et contrats divers en cours .		mémoire	
			110.210.407,—

Profits et pertes :		
Bénéfice reporté	203,—	
Solde créditeur de l'exercice sous revue .	50.616.728,—	
		50.616.931,—
		1.054.704.524,—

Compte de profits et pertes de l'exercice 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'administration	1.609.737,—
Dépenses d'exploitation	952.072.862,—
Assurance risques aériens et matériel volant	29.060.831,—
Amortissement des frais de reprise Aéromas et Air Congo	1.241.975,—
Amortissement des immobilisations autres que le matériel volant	25.990.187,—
Amortissement du matériel volant (aéronefs et moteurs complets de rechange)	98.554.826,—
Amortissement des pièces de rechange du matériel volant .	29.109.694,—
Charges financières	9.617.884,—
Provision pour créances douteuses	63.021,—
Dotation au fonds de prévoyance sociale	1.000.000,—
	1.148.321.017,—
Provision pour impôts	18.300.000,—
Solde créditeur de l'exercice	50.616.728,—
	1.217.237.745,—

CREDIT.

Recettes d'exploitation et diverses	1.217.140.671,—
Intérêts	97.074,—
	1.217.237.745,—

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 1er octobre 1952.

L'assemblée à l'unanimité :

réélit M. Pierre DE SMET en qualité d'Administrateur.

Le mandat de Monsieur DE SMET, d'une durée statutaire de six années, prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire du 1er octobre 1958.

Conseil d'Administration.

M. Gilbert PERIER, Docteur en droit, 573, Avenue Louise, Bruxelles, Président.

M. Baron Albéric ROLIN, Ingénieur A. I. G., 41, Square Vergote, Bruxelles, Vice-Président.

M. Gaston CLAEYS, Ingénieur des Constructions Civiles, 43, Avenue de l'Aviation, Woluwe St.-Pierre, Administrateur-Délégué.

M. Emile DECKERS, Président Honoraire de la Centrale des Employeurs du Port d'Anvers, Ankerhof, Brasschaat-Anvers, Administrateur.

M. Pierre DE SMET, Ingénieur U. I. Lv., 130, Boulevard de Namur, Louvain, Administrateur.

M. André de SPIRLET, Ingénieur, 27, Berkenlaan, Anvers, Administrateur.

M. Baron Edouard EMPAIN, Industriel, 72, Avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, Administrateur.

M. Franz LEEMANS, Administrateur de Sociétés, 25, rue de Renivaux, Ottignies, Administrateur.

M. Alfred MAGAIN, Directeur Général de l'Administration du Budget du Contrôle des Dépenses, 64, Avenue Marie-José, Woluwe St.-Lambert, Administrateur.

M. Marcel A. MALDEREZ, Secrétaire Général du Ministère des Communications, 25, rue Vlasendael, Anderlecht, Administrateur.

M. Alfred MOELLER DE LADDERSOUS, Docteur en droit, 1, Place de la Ste Alliance, Uccle, Administrateur.

M. Herman ROBILIART, Ingénieur Civil des Mines, Administrateur-Directeur de l'Union Minière du Haut Katanga, 31, Avenue Jeanne, Ixelles, Administrateur.

M. Pierre RYCKMANS, Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, 1, rue Nisard, Boitsfort, Administrateur.

M. Marcel VAN DEN ABEELE, Administrateur Général des Colonies, 25, Avenue de Foestraets, Uccle, Administrateur.

M. René COENE, Consul Général, 229, Bd. Emile Bockstael, Bruxelles, Délégué du Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur.

M. Maurice DENIS, Professeur à l'école des Hautes Etudes Commerciales et Consulaires de Liège, Premier Echevin de la Ville de Liège, 19, rue des Glacis, Liège, Délégué du Ministre des Communications.

M. Henri RONGVAUX, Conseiller au Ministère des Communications, 1, rue de l'Autruche, Boitsfort, Délégué du Ministre des Communications.

M. Eudore DE BACKER, Ingénieur A. I. G., Inspecteur Royal des Colonies, 43, Avenue Van Sever, Wesembeek-Oppem, Délégué du Ministre des Colonies.

M. Georges VERRIEST, Inspecteur Royal des Colonies, 8, rue Capouillet, Bruxelles, Délégué du Ministre des Colonies.

Collège des Commissaires.

M. Georges DETRIXHE, Directeur d'Administration à la Régie des T. T., 42, rue des Palais, Bruxelles.

M. Léopold LAVEDRINE, Licencié en Sciences Commerciales, Attaché au Ministère des Colonies, 198, rue Champ-du-Mont, Ougrée, Liège.

M. Joseph MATHY, Commissaire de Sociétés, 15, Avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. Fernand MEEUS, Licencié en Sciences Commerciales, 42, Avenue Auguste Reyers, Schaerbeek.

M. Robert NEEFFS, Licencié en Sciences Commerciales, 1, rue du Meeting, Anvers.

M. Emile-Henri THUMELAIRE, Docteur en droit; Conseiller au Ministère des Finances, 42, rue de l'Industrie, Bruxelles.

Bruxelles, le 6 octobre 1952.

Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (SABENA).

Deux Administrateurs,

Gaston CLAEYS. Gilbert PERIER.

« Banque du Congo Belge ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

CONSTITUTION. (1)

L'An mil neuf cent cinquante deux, le seize septembre.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. La Banque du Congo Belge, société anonyme mise ce jour en liquidation sous la condition que la fondation de la société constituée comme dit ci-après, soit autorisée.

Ici représentée par Messieurs Pierre Bonvoisin et Guy Feyerick, ci-après nommés, aux termes des pouvoirs leur conférés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, en date de ce jour.

2. Monsieur Pierre (Pierre-Marie-Joseph-Maurice-Frédéric-Clément) Bonvoisin, Président du conseil d'administration de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Etterbeek, boulevard Saint-Michel, numéro 30.

3. Monsieur Guy (Guy-Jacques-Paul-Marie-Ghislain) Feyerick, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 347.

4. Monsieur Richard (Richard-Jean-Joseph) Baseleer, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Prekelinden, numéro 142.

5. Monsieur Adhémar (Adhémar-Aristide-Léon-Joseph) Mullie, directeur de banque, demeurant à Bruxelles, rue des Confédérés, numéro 116.

6. Monsieur Henri (Henri-Joseph-Georges) Carton de Tournai, avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles, demeurant à Tournai, rue du Chambge, numéro 47.

7. Monsieur Jean (Jean-Emile-Marie) Willems, directeur du Fonds National de Recherches Scientifiques, demeurant à Bruxelles, rue d'Egmont, numéro 11.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article premier. — Il est formé par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur au Congo Belge, une société par actions à responsabilité limitée dénommée Banque du Congo Belge, en néerlandais : Bank van Belgisch Congo.

(1) Arrêté royal du 2 octobre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1952. — 1re Partie.

Article deux. — Le siège social est établi à Léopoldville.

Il peut être transféré dans toute autre localité de la Colonie, par décision du conseil d'administration, publiée aux annexes soit du Bulletin Officiel du Congo Belge, soit du Bulletin Administratif du Congo Belge.

Le siège administratif est établi à Bruxelles; ce terme comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise.

Il peut, par décision du conseil d'administration, être transféré dans toute autre localité de Belgique, du Congo Belge, du Ruanda-Urundi ou de l'Etranger.

La société peut établir, par décision du conseil d'administration, des sièges, succursales ou agences en Belgique, au Congo Belge, au Ruanda-Urundi ou à l'étrenger.

Article trois. — La société est constituée en vue de poursuivre l'activité de la société anonyme belge Banque du Congo Belge; elle a, en conséquence, pour objet d'effectuer toutes opérations de banque, de bourse, de change, de finance, de trésorerie, de commission et de ducroire; d'acheter et de vendre des matières précieuses, métaux et lingots de toute nature; de représenter à titre de commissionnaire, de mandataire ou d'agent, tous particuliers, sociétés, administrations et établissements privés ou publics; d'effectuer tous actes et opérations pour compte de tiers.

Ces dispositions doivent être entendues dans le sens le plus large.

La société peut acquérir, construire ou prendre en location tous immeubles utiles à son fonctionnement régulier, à la réalisation de son objet social ou au bien-être de son personnel.

Article quatre. — La société est constituée pour une période de trente années qui prendra cours à la date de l'arrêté royal autorisant sa fondation.

Elle peut être prorogée successivement, sous réserve d'autorisation par arrêté royal, ou dissoute par anticipation.

La décision de prorogation ou de dissolution anticipée est prise par l'assemblée générale délibérant dans les conditions prévues à l'article trente cinq.

L'assemblée générale peut, dans les mêmes conditions, décider la fusion de la société avec toutes autres ayant un objet social analogue ou similaire au sien.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant celui fixé pour sa durée.

TITRE DEUX.

CAPITAL — ACTIONS — OBLIGATIONS.

Article cinq. — Le capital social est fixé à vingt millions de francs congolais. Il est représenté par quarante mille actions sans désignation de valeur donnant droit chacune à un/quarante millième de l'avoir social et jouissant des droits et avantages définis par les présents statuts.

Article six. — Messieurs Pierre Bonvoisin et Guy Feyerick prénommés, agissant au nom de la société anonyme belge « Banque du Congo Belge » en leur qualité de Président du conseil d'administration et d'administrateur-délégué et conformément aux pouvoirs leur conférés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société en date de ce jour susvantée.

Messieurs Pierre Bonvoisin, Guy Feyerick, Richard Baseleer, Adhémar Mullie, Henri Carton de Tournai et Jean Willems, tous préqualifiés, propriétaires chacun de vingt actions de la dite société, agissant en cette qualité et se joignant aux administrateurs susnommés pour la part de l'apport global afférente aux actions qui leur appartiennent.

Déclarent ensemble faire apport à la présente société de toute la situation active et passive de la société anonyme belge Banque du Congo Belge, en ce compris l'ensemble de son activité sociale, ainsi que la dénomination sociale.

Le dit apport est basé sur le bilan au trente juin mil neuf cent cinquante deux, approuvé par l'assemblée générale du seize septembre mil neuf cent cinquante deux; toutefois, toutes les opérations faites par la société apporteuse depuis la clôture de son bilan précité étant pour compte de la présente société et à ses profits et risques, comme si elle-même les avait faites, celle-ci succède intégralement dans la situation active et passive de la société apporteuse, telle qu'elle existera à la date de l'arrêté royal autorisant sa fondation.

A partir de cette date, la présente société se trouvera substituée sans qu'il puisse en résulter novation, dans tous les droits et obligations de la société apporteuse; elle sera notamment subrogée dans tous les droits et actions de celle-ci envers tous débiteurs, y compris ceux dont la dette aurait été portée comme amortie en comptabilité.

Elle est autorisée à faire toutes significations et à prendre toutes mesures d'exécution qui seraient nécessaires pour assurer les effets du transfert à son profit de tous privilèges, hypothèques, cautions, gages et nantissements consentis à la société anonyme Banque du Congo Belge, ainsi que de la propriété des immeubles appartenant à cette dernière, tant en Belgique qu'au Congo Belge, au Ruanda-Urundi et à l'étranger.

Il est ici spécifié que le dit apport comprend notamment :

A. Les immeubles ci-après, situés à Bruxelles :

1. Un immeuble, sis rue de la Pépinière, numéro 16, cadastré ou l'ayant été section septième numéro 299g, pour une contenance de deux ares neuf centiares, appartenant à la Banque du Congo Belge, société anonyme, pour avoir fait ériger les constructions à ses frais sur l'emplacement d'une maison avec terrain, acquis par elle de Madame Bertha-Juila- Léonie-Antoinette Delecourt, sans profession, et son époux, Monsieur François-Joseph Grégoire, ingénieur, demeurant à Bruxelles, aux termes d'un acte avenu devant Maître Robert De Leener, notaire à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, le seize mai mil neuf cent quarante six, transcrit au premier bureau des hypothèques à Bruxelles, le cinq juin mil neuf cent quarante six, volume 2712, numéro 21.

2. Un terrain à bâtir, situé à l'angle de la rue Cantersteen et de la rue des Sols, cadastré ou l'ayant été section septième numéro 819i, pour une contenance de vingt cinq ares cinq centiares, appartenant à la Banque du Congo Belge, société anonyme, pour l'avoir acquis moyennant le prix

de douze millions de francs, de Monsieur René-Cyriel-Léopold Lacourt, négociant, demeurant à Willebroeck, et autres, aux termes d'un acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles soussigné, le deux mai mil neuf cent quarante neuf, transcrit au premier bureau des hypothèques à Bruxelles, le deux juin mil neuf cent quarante neuf, volume 2918, numéro 6.

B. Les immeubles situés à Dar-es-Salaam (Tanganyika Territory), érigés sur les parcelles portant les numéros 26 et 27 acacia avenue/Suleman Bin Nasser Street, couvrant dix sept mille quatre cent vingt trois pieds carrés.

Les comparants, ès qualités, déclarent avoir parfaite connaissance des titres de propriété prémentionnés, ainsi que des clauses et conditions spéciales qui y seraient mentionnées et dispenser formellement le notaire soussigné de les reproduire.

Ils déclarent en outre que les dits immeubles sont quittes et libres de charges hypothécaires généralement quelconques.

La désignation et la spécification du surplus de l'apport ne sont pas mentionnées, n'étant pas requises en vertu des dispositions de l'arrêté royal du premier mars mil neuf cent quarante neuf.

La présente société aura la propriété et la jouissance de tous les biens apportés à partir de la date de l'arrêté royal autorisant sa fondation.

Elle s'oblige d'autre part à supporter seule et exclusivement tout le passif de la société apporteuse, ainsi que tous frais d'apport et de liquidation, à reprendre et à continuer tous engagements de la société apporteuse en se substituant à elle, tant activement que passivement, et à la garantir contre toutes actions et réclamations de la part des tiers, le tout de façon qu'elle ne puisse jamais être recherchée ni inquiétée.

Les comparants déclarent et reconnaissent que le capital est ainsi intégralement souscrit, que les actions sont entièrement libérées et que la présente société a la libre et entière disposition de la valeur de vingt millions de francs congolais en numéraire, propriétés, créances et droits divers.

En rémunération de cet apport dont tous les comparants déclarent parfaitement connaître la consistance et la réalité, il est attribué comme suit quarante mille actions entièrement libérées :

A. Trente neuf mille huit cent quatre vingts actions à la Banque du Congo Belge, société anonyme belge en liquidation, sous la condition suspensive, comme dit ci-avant, pour être réparties par les soins de ses liquidateurs, entre tous les propriétaires d'actions de la dite société autres que celles dont il est fait état à l'alinéa deux du présent article	39.880
B. A Monsieur Pierre Bonvoisin prénommé, vingt actions . .	20
A Monsieur Guy Feyerick prénommé, vingt actions . . .	20
A Monsieur Richard Baseleer prénommé, vingt actions . .	20
A. Monsieur Adhémar Mullie prénommé, vingt actions . .	20
A. Monsieur Henri Carton de Tournai prénommé, vingt actions	20
A. Monsieur Jean Willems prénommé, vingt actions . . .	20
Ensemble : quarante mille actions	40.000

Article sept. — Le capital social pourra être en tout temps augmenté ou réduit, par décision de l'assemblée générale délibérant dans les formes prévues à l'article trente cinq et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Si les nouvelles actions sont souscrites contre espèces, elles seront offertes par préférence, à titre irréductible et à titre réductible aux anciens actionnaires au prorata de leur intérêt social au jour de l'émission et dans le délai fixé par le conseil d'administration. Celui-ci déterminera les conditions et le taux auxquels les actions nouvelles leur seront offertes par préférence.

Le conseil d'administration aura la faculté de passer, aux clauses et conditions qu'il avisera, avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription des actions à émettre.

Aucune action nouvelle ne pourra être émise au dessous du pair mathématique.

Article huit. — Le conseil d'administration déterminera les époques auxquelles seront effectués les versements restant dûs sur les actions non entièrement libérés au moment de leur souscription.

L'actionnaire qui, après un préavis de quinze jours, signifié par lettre recommandée, sera en retard de satisfaire à cette obligation, devra bonifier à la société les intérêts calculés au taux de six pour cent à compter du jour de l'exigibilité du versement.

Le conseil d'administration pourra, en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres en bourse ou hors bourse, sans préjudice au droit de lui réclamer le montant restant dû et éventuellement des dommages et intérêts.

Le conseil d'administration pourra autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation; dans ce cas, il déterminera les conditions auxquelles les versements anticipés seront admis.

Article neuf. — Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération.

Les actions entièrement libérées au moment de leur souscription sont nominatives ou au porteur au choix du souscripteur.

L'actionnaire a le droit de demander la conversion, à ses frais, de ses actions au porteur en actions nominatives et de ses actions nominatives en actions au porteur.

Il est tenu un registre des actions nominatives, soit au siège social, soit au siège administratif, suivant décision du conseil d'administration.

Les actions non entièrement libérées ne peuvent être cédées que moyennant l'autorisation préalable du conseil d'administration et à un cessionnaire agréé par lui.

Aucune cession d'actions n'est valable avant la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société; de même, aucune cession d'actions nouvelles ne sera valable avant qu'un arrêté royal en ait autorisé l'émission.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Sont toutefois exceptées de l'application de ces articles, les actions visées à l'article quarante huit des mêmes lois.

Article 10. — Les héritiers, ayants cause ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les livres, biens et valeurs de la société, les frapper d'opposition, demander le partage ou la licitation du fonds social, ni s'immiscer en rien dans son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

Article onze. — La société ne reconnaît, pour l'exercice des droits afférents aux titres, qu'un seul propriétaire par action ; si plusieurs prétendent à la propriété du même titre, elle peut suspendre l'exercice des droits y afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire de l'action.

Article douze. — La société peut, en tout temps, émettre des obligations, et bons de caisse hypothécaires et autres, par décision de l'assemblée générale. Celle-ci en déterminera, sur proposition du conseil d administration, le type, les conditions d'émission, le taux de l'intérêt, le mode et l'époque du remboursement.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article treize. — La société est administrée par un conseil de cinq administrateurs au moins, associés ou non, nommés pour six ans au plus, par l'assemblée générale des actionnaires et, en tout temps, révocables par elle. Ils sont renouvelés suivant un roulement déterminé par un tirage au sort. Ils sont rééligibles. Les fonctions des administrateurs sortants prennent fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

Article quatorze. — En cas de vacance d'une place d'administrateur, par suite de décès, démission ou autre cause, les membres restants du conseil d'administration et le collège des commissaires réunis en conseil général pourront y pourvoir provisoirement jusqu'à la plus prochaine assemblée générale, qui procédera à l'élection définitive. L'administrateur désigné dans les conditions susdites n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de celui qu'il remplace.

Article quinze. — Le conseil d'administration élit, parmi ses membres, un Président et un ou plusieurs vice-Présidents. Il peut choisir dans son sein un comité de direction composé de trois membres au moins, dont il détermine les pouvoirs.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs-délégués chargés également de l'exécution des décisions du conseil, confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou de telle branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non, et déléguer des pouvoirs spéciaux déterminés à tout mandataire.

Le conseil fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités des personnes mentionnées à l'alinéa qui précède, lesquelles restent en tout temps révocables par lui.

Article seize. — Le conseil d'administration peut créer, en Belgique ou à l'étranger, un ou plusieurs comités locaux.

Il nomme et révoque les membres de ces comités locaux et détermine leurs attributions, pouvoirs et rémunérations.

Article dix sept. — La société peut être représentée à l'étranger soit par un de ses administrateurs, soit par un ou des directeurs, soit par toutes autres personnes spécialement désignées à cet effet par le conseil d'administration.

Ces délégués seront chargés dans la limite des instructions du conseil d'administration, de représenter les intérêts de la société auprès des autorités des pays étrangers et d'exécuter les décisions du conseil d'administration dont l'effet doit se produire dans ces pays.

Article dix huit. — Le conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son Président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, d'un vice-président. Il doit être convoqué chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que trois administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article dix neuf. — Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner, par écrit ou télégramme, à un de ses collègues du conseil, délégation aux fins de le représenter à une réunion du conseil d'administration et d'y voter en ses lieu et place. Le délégant sera, dans ce cas, au point de vue du vote, réputé présent. Toutefois, aucun délégué ne peut ainsi représenter plus d'un administrateur.

Tout administrateur peut également, mais seulement au cas où la moitié des membres du conseil sont présents en personne, exprimer ses avis et formuler ses votes par écrit ou télégramme.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité absolue des voix. En cas de parité, la voix du Président est prépondérante.

Article vingt. — Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux signés par le Président et au moins deux des administrateurs qui ont été présents aux délibérations et aux votes, les délégués signant, en outre, pour les administrateurs qu'ils représentent.

Ces procès-verbaux sont transcrits dans un registre spécial; les délégations ainsi que les avis et votes donnés par écrit ou par télégramme y sont annexés.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux membres du conseil.

Article vingt et un. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale ou au conseil général.

Il a, notamment, le pouvoir de décider de sa seule autorité toutes les opérations qui entrent, aux termes de l'article trois ci-dessus, dans l'objet social, ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations, ou interventions financières relatifs aux dites opérations.

Il peut, entre autres, recevoir toutes sommes et valeurs; consentir et contracter tous baux et locations; acquérir, aliéner et échanger tous biens meubles et immeubles; acquérir, exploiter, affermer et céder toutes concessions, de quelque nature que ce soit; contracter tous emprunts; consentir tous prêts; consentir et accepter tous gages et nantissements et toutes hypothèques, avec stipulation de voie parée; renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans constatation de paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et tous autres empêchements; dispenser de toute inscription d'office; traiter, plaider, tant en demandant qu'en défendant; transiger et compromettre; régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision; l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

C'est le conseil d'administration également qui, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme et révoque tous les agents, employés et salariés de la société, détermine leurs attributions, fixe leurs pouvoirs, rémunérations, salaires et émoluments, ainsi que leurs cautionnements, s'il y a lieu.

Article vingt deux. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révocables par elle.

Le nombre des commissaires est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Les commissaires sont renouvelés suivant un roulement déterminé par tirage au sort. Ils sont rééligibles.

La mission et les pouvoirs des commissaires sont ceux que leur assignent les articles soixante cinq et soixante sept des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article vingt trois. — Il est affecté par privilège en garantie de l'exécution de son mandat, par chaque administrateur, vingt actions.

Le cautionnement de chaque commissaire est fixé à cinq actions.

Article vingt quatre. — L'assemblée générale peut, en sus des émoluments déterminés à l'article trente neuf ci-après, allouer aux administrateurs une indemnité fixe, à porter au compte des frais généraux.

Elle fixe le montant de la rémunération allouée aux commissaires.

Le conseil est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux.

Article vingt cinq. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société, par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son Président ou de deux administrateurs. Dans le pays où la société a un représentant officiel, les actions sont suivies par ou contre celui-ci.

Article vingt six. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations, toutes révocations d'agents, employés ou salariés de la société et, notamment, les actes relatifs à l'exécution des résolutions du conseil d'administration auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, spécialement les actes de vente, d'achat ou d'échange d'immeubles, les actes de constitution ou d'acceptation d'hypothèque, de constitution de sociétés civiles ou commerciales, les procès-verbaux d'assemblées de ces sociétés, les mainlevées avec ou sans constatation de paiement, sous renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, sont valablement signés, soit par deux administrateurs, sans qu'ils aient à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration.

Dans les succursales et agences et sauf le cas où le conseil d'administration donne expressément pouvoir de signer seul à l'un des agents, tous les actes constatant libération ou obligation, sont signés par deux agents, dûment autorisés par le conseil.

TITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt sept. — L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Article vingt huit. — L'assemblée générale ordinaire se réunit de plein droit le quatrième mercredi du mois d'avril de chaque année à onze heures et demie, en Belgique ou dans la Colonie, à l'endroit indiqué dans les avis de convocation. Si ce jour est férié, l'assemblée a lieu le premier jour ouvrable qui suit.

Cette assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur l'adoption du bilan et du compte de profits et pertes, ainsi que sur le projet de répartition des bénéfices, se prononce, par un vote spécial, sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires sortants, décédés ou démissionnaires et délibère sur tous autres objets inscrits à l'ordre du jour.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également en Belgique ou dans la Colonie, à l'endroit indiqué dans les avis de convocation.

Article vingt neuf. — L'assemblée générale, tant ordinaire qu'extraordinaire, se réunit sur la convocation du conseil d'administration ou du collège des commissaires.

Les convocations contiennent l'ordre du jour et sont faites par avis paraissant quinze jours au moins avant l'assemblée dans les annexes, soit du Bulletin Officiel du Congo Belge, soit au Bulletin Administratif du Congo Belge et dans un journal quotidien de la localité où doit se tenir la réunion.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise à l'ordre du jour si ceux qui la signent ne représentent pas au moins le cinquième du capital social et si elle n'est pas communiquée au conseil d'administration en temps utile pour être insérée dans les convocations.

Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués par lettres missives, huit jours au moins avant l'assemblée, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité. Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

Article trente. — Pour être admis à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent déposer leurs titres, cinq jours francs au moins avant la date fixée pour la réunion, au siège social, au siège administratif ou dans l'un des établissements désignés dans les avis de convocation.

Les certificats de dépôt des titres doivent être produits avant l'ouverture de la séance.

Les titulaires d'actions nominatives sont admis à l'assemblée sans formalités, à condition de faire connaître à la société, dans le délai prévu ci-dessus et par lettre recommandée, leur intention d'y assister.

Article trente et un. — Tout propriétaire d'action peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée.

Toutefois, les personnes civiles, les sociétés commerciales et les établissements publics peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire, la femme mariée peut être représentée par son mari, les mineurs et interdits par leur représentant légal.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nu propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées à l'endroit et dans le délai qu'il fixera.

Article trente deux. — Toute assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration ou, à son défaut, par un vice-président ou, à leur défaut, par un administrateur à ce délégué par ces collègues.

Le Président désigne le secrétaire. L'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.

Les autres membres présents du conseil d'administration et du collège des commissaires complètent le bureau.

Article trente trois. — Tout propriétaire d'action a le droit de vote aux assemblées générales; chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Article trente quatre. — Sous réserve des dispositions qui précèdent et sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises, quel que soit le nombre d'actions réunies à l'assemblée, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix; en cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Article trente cinq. — Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, lorsque l'assemblée générale aura à décider :

1. Une modification aux statuts;

2. Une augmentation ou une réduction du capital social;

3. La fusion de la société avec d'autres sociétés;

4. La prorogation ou la dissolution anticipée de la société,

Elle ne pourra délibérer et statuer valablement que dans les conditions suivantes :

a) L'objet de la délibération devra être spécialement indiqué dans les convocations;

b) L'assemblée devra réunir au moins la moitié du capital social.

Si cette seconde condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement, quelle que soit la part du capital représentée par les actionnaires présents.

La décision, dans l'un et l'autre cas, ne sera valablement prise que si elle rallie les trois/quarts des voix présentes ou représentées.

Article trente six. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par le Président, par le secrétaire, par les deux scrutateurs et par les actionnaires qui le demandent.

TITRE CINQ.

BILAN — REPARTITION — RESERVES.

Article trente sept. — Le trente et un décembre de chaque année, il est dressé par les soins du conseil d'administration, un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des Directeurs, administrateurs et commissaires envers la société.

A la même date, les écritures sociales sont arrêtées et le conseil d'administration forme le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Il est également procédé, relativement à ces documents et dans les délais légaux, aux mesures d'inspection et de communication que prescrivent les articles soixante dix sept, paragraphe cinq, et soixante dix huit des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article trente huit. — L'assemblée générale ordinaire statue sur l'adoption du bilan et du compte de profits et pertes, conformément aux prescriptions des lois précitées et des présents statuts.

Article trente neuf. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice, il est prélevé tout d'abord :

1. Cinq pour cent au moins pour la réserve.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

2. Eventuellement, la somme nécessaire pour payer aux versements anticipés effectués sur les actions l'intérêt déterminé en exécution du dernier alinéa de l'article huit des statuts.

3. La somme suffisante pour payer un dividende de quatre pour cent l'an sur le montant appelé et libéré du capital.

Du surplus, il est attribué dix pour cent aux administrateurs, qu'ils se répartiront entre eux suivant leurs conventions particulières.

Le solde est réparti entre toutes les actions.

Toutefois, l'assemblée générale peut décider, sur la proposition du conseil d'administration, d'affecter tout ou partie de ce solde à des reports à nouveau, ainsi qu'à la création et à la dotation de fonds de réserve supplémentaires ou de prévision.

Article quarante. — Le paiement des dividendes se fait annuellement aux époques et aux endroits désignés par le conseil d'administration.

Article quarante et un. — Le bilan et le compte de profits et pertes sont, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, déposés en vue de leur publication dans les annexes soit du

Bulletin Officiel du Congo Belge, soit du Bulletin Administratif du Congo Belge.

TITRE SIX.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article quarante deux. — En cas de perte de la moitié du capital social les administrateurs devront soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes prévues à l'article trente cinq, la question de la dissolution de la société. Si la perte atteint les trois/quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un/quart des actions représentées à l'assemblée.

Article quarante trois. — En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera le mode de liquidation, conformément aux dispositions des articles cent soixante dix neuf et suivants des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article quarante quatre. — Après apurement de toutes les dettes et charges sociales et des frais de liquidation, l'actif net servira tout d'abord à rembourser le montant libéré des actions.

Si celles-ci ne se trouvent pas libérées toutes dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder à la répartition prévue à l'alinéa qui précède, devront tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le solde disponible sera réparti uniformément entre toutes les actions.

TITRE SEPT.

DISPOSITIONS SPECIALES.

Article quarante cinq. — Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur et commissaire élit par les présentes, domicile au siège administratif où toutes communications, sommations, assignations ou significations pourront lui être valablement faites.

Article quarante six. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts et pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par ceux-ci ou par la législation congolaise, il sera fait application des principes généraux du droit belge, tels qu'ils résultent des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

TITRE HUIT.

DISPOSITIONS TEMPORAIRES ET TRANSITOIRES.

Article quarante sept. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal.

Elle est formée dans les conditions requises par le décret du seize novembre mil neuf cent quarante neuf, portant exonération du droit proportionnel sur le dépôt des actes de sociétés prévu par le décret du huit octobre mil neuf cent quarante deux, incorporé à l'article treize du vingt sept février mil huit cent quatre vingt sept sur les sociétés, par le décret du quatre décembre mil neuf cent quarante huit, portant exonération du droit de mutation prévu par le décret du trente et un mars mil neuf cent vingt six, modifié par celui du vingt sept mars mil neuf cent quarante quatre et par le décret du sept mars mil neuf cent quarante neuf, complétant celui du quatre décembre mil neuf cent quarante huit et dispensant des formalités prévues à l'article trois cent cinquante trois du Code Civil, Livre III, et à l'article trente sept du décret hypothécaire du quinze mai mil neuf cent vingt deux.

Article quarante huit. — Pour la première fois, sont nommés :

Administrateurs :

Monsieur Pierre Bonvoisin, Président du conseil d'administration de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Etterbeek, Boulevard Saint-Michel, numéro 30.

Monsieur Edgar van der Straeten, vice-gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, chaussée de Vleurgat, numéro 268.

Monsieur Guy Feyerick, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 347.

Monsieur Richard Baseleer, administrateur de société, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Prekelinden, numéro 142.

Monsieur le Baron Jean de Steenhault de Waerbeek, administrateur de sociétés, demeurant à Vollezele.

Monsieur Armand Dothey, administrateur de société, demeurant à Plancenoit, La Maison Blanche.

Monsieur Oscar Kreglinger, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, chaussée de Malines, numéro 187.

Monsieur Adhémar Mullie, Directeur de Banque, demeurant à Bruxelles, rue des Confédérés, numéro 116.

Monsieur Jules Philippson, Banquier, demeurant à Bruxelles, rue Guimard, numéro 18.

Monsieur Gaston Verbuyt, administrateur-délégué de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Brand Whitlock, numéro 50.

Monsieur Jean Willems, directeur du Fonds National de la Recherche Scientifique, demeurant à Bruxelles, rue d'Egmont, numéro 11.

Et Commissaire :

Monsieur Edmond Dereume, Professeur à l'Université de Louvain, demeurant à Uccle, avenue Montjoie, numéro 63.

Le mandat des administrateurs expirera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante huit.

A cette date, le conseil sera renouvelé en entier et le roulement prévu à l'article treize des statuts sera mis en vigueur.

Le mandat du commissaire expirera également après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante huit.

FRAIS.

Les parties déclarent que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à huit cent soixante mille francs environ.

DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE.

Messieurs les Conservateurs des Hypothèques et des Titres fonciers sont expressément dispensés de prendre inscription d'office, lors de la transcription des présentes.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT.

En vue de la perception des droits d'enregistrement dûs en Belgique du chef de l'apport des immeubles situés à Bruxelles, les comparants déclarent que ces immeubles sont estimés, savoir :

Celui situé rue de la Pépinière, numéro 16, six millions cinq cent mille francs.

Le terrain rue Cantersteen, quinze millions cinq cent quatre vingt mille francs.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, tant de ce qui précède que du premier alinéa de l'article deux cent trois du code des droits d'enregistrement, d'hypothèques et de greffe, les comparants ont signé avec nous, Notaire.

(signé) P. Bonvoisin; G. Feyerick; R. Baseleer; A. Mullie; H. Carton de Tournai; J. Willems; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le vingt septembre 1952, volume 1383, folio 82, case 10, douze rôles, trois renvois.

Reçu : sept cent septante deux mille huit cents francs.

Le Receveur a/i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire, Bruxelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs, no 496.

Bruxelles, le 23 septembre 1952.

(signé) C. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 23 septembre 1952.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 23 septembre 1952.

Le Conseiller (signé) A. Marquet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu, le Ministre des Colonies, le 29 septembre 1952.	Mij bekend, de Minister van Koloniën, de 29 September 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.
Centrale Bank van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.

—

ACTIF — *ACTIVA.*

	31-7-52	31-8-52	Différences en milliers de fr. *Verschillen in duizenden fr.*
Encaisse or . . . . . *Goudvoorraad.*	3.022.853.011,34	3.074.943.105,83	+ 52,090
Avoirs en monnaies convertibles en or *Tegoed in deviezen omzetbaar in goud.*	1.930.448.284,55	2.359.140.099,08	+ 428.692
Avoirs en francs Belges. *Tegoed in Belgische franken.*			
Banques et divers organismes . . *Banken en diverse organismen.*	205.095.574,27	132.666.719.73	— 72.429
Certificats du Trésor Belge . . . *Certificaten der Belgische Schatkist.*	2.826.000.000,00	2.576.000.000,00	— 250.000
Autres avoirs . . . . . *Andere tegoeden.*	2.028.999,56	3.344.401,90	+ 1.315
Avoirs en autres monnaies . . . *Tegoed in andere deviezen.*	23.779.467,69	19.052.344,93	— 4.727
Effets commerciaux sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi . . . . *Handelspapier op Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.*	1.225.270,76	2.161.673,20	+ 936
Avoirs aux offices des chèques postaux *Tegoed bij de diensten der postchecks.*	11.287.264,00	5.958.128,70	— 5.329
Effets publics belges émis en francs Congolais . . . . . *Belgische overheidseffecten uitgegeven in Congolese fr.*	4.436.163.337,56	4.436.163.337,56	— —
Fonds publics (art. 6 - § 1 - litt. 12 et 13 des Statuts) . . . . . *Overheidsfondsen (art. 6 - § 1, litt. 12 en 13 der Statuten).*	86.700.990,30	90.032.426,35	+ 3.332
Immeubles - Matériel - Mobilier . . *Gebouwen - Materieel - Meubelen.*	31.901.988,90	33.105.548,70	+ 1.204
Divers . . . . . *Diversen.*	108.886.288,06	103.032.666,98	— 5.854
	12.686.370.476,99	12.835.600.452,96	+ 149.230

PASSIF — *PASSIVA.*

Billets et monnaies métalliques en circulation . . . . . *Biljetten en metalen munten in omloop.*	4.268.799.906,35	4.208.362.767,85	—	60.437
Comptes-courants et créditeurs divers. *Rekeningen-courant en diverse crediteuren.*				
Congo Belge et Ruanda-Urundi . . *Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.*	4.639.186.728,17	4.436.271.677,16	—	202.915
Comptes-courants divers . . . . *Diverse rekeningen-courant.*	1.749.273.728,31	1.910.044.262,82	+	160.771
Valeurs à payer . . . . . *Te betalen waarden.*	108.097.577,17	102.545.561,27	—	5.552
Total des engagements à vue . . *Totaal der verbintenissen op zicht.*	10.765.357.940,00	10.657.224.269,10	—	108.133
Engagements en francs Belges. *Verbintenissen in Belgische franken.*				
A vue . . . . . *Op zicht.*	791.661.678,55	589.196.982,12	—	202.465
A terme . . . . . *Op termijn.*	526.000.000,00	546.000.000,00	+	20.000
Engagements en monnaies étrangères. *Verbintenissen in buitenlandse deviezen.*				
En monnaies convertibles . . . . *In omzetbare deviezen.*	413.435.316,43	798.953.968,37	+	385.519
En autres monnaies . . . . . *In andere deviezen.*	714.221,84	9.454.837,16	+	8.740
Divers . . . . . *Diversen.*	39.201.320,17	84.770.396,21	+	45.569
Capital . . . . . *Kapitaal.*	150.000.000,00	150.000.000,00	—	—
	12.686.370.476,99	12.835.600.452,96	+	149.230

H. LENAERT.
Directeur.

P. CHARLES.
Gouverneur.

Office Central du Travail du Katanga.

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège Administratif : Bruxelles, rue Marie de Bourgogne, 60.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 19.786.

—

Constituée à Bruxelles le 29 juillet 1910 et autorisée par Arrêté Royal du 12 septembre 1910. Statuts publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge du 3 octobre 1910.

Statuts modifiés suivant décisions des assemblées générales extraordinaires des 21 novembre 1912, 9 juin 1920, 16 mars 1922, 18 janvier 1923, 26 mars 1925, 13 septembre 1927, 10 novembre 1932 et 11 octobre 1945, et approuvées par Arrêtés Royaux des 12 septembre 1910, 22 août 1921, 26 mars 1923, 1er mai 1925, 31 octobre 1927, 22 décembre 1932 et 12 mars 1946 et publiées au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 septembre 1921, 15 septembre 1922, 15 mai 1923, 15 juin 1925, 15 novembre 1927, 15 janvier 1933 et 15 avril - 15 mai 1946.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immeubles :			
Immeubles	3.415.189,36		
Moins amortissements	3.360.896,36		
		54.293,—	
Matériel et mobilier		mémoire	
			54.293,—
Réalisable :			
Caisses et Banques . .	623.778,30		
Portefeuille-Titres . .	5.046.532,50		
Débiteurs divers . . .	76.863,70		
			5.747.174,50
Compte d'ordre :			
Parts en dépôt			mémoire
Profits et pertes :			
Solde			305.538,25
			6.107.005,75

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :			
Capital		2.557.000,—	
Représenté par :			
4.680 parts de 500 frs. chacune	2.340.000,—		
62 parts de 3.500 frs. chacune	217.000,—		
Réserve statutaire		36.182,08	
Fonds de Prévisions		1.176.716,92	
Révalorisation immeubles		2.269.196,05	
			6.039.095,05
Dettes de la société envers des tiers :			
Créditeurs divers			67.910,70
Compte d'ordre :			
Cautionnements statutaires			mémoire
			6.107.005,75

Compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1951.

DOIT.

Solde à nouveau	422.621,24
Frais généraux d'Europe	280.121,80
	702.121,80

AVOIR.

Intérêts et commissions	329.227,14
Solde du compte recrutement, y compris frais généraux d'Afrique	67.977,65
Solde	305.538,25
	702.743,04

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 octobre 1952.

PREMIERE RESOLUTION.

L'Assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et de celui du Collège des Commissaires, approuve dans toutes leurs parties les rapports, le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1951, tels qu'ils lui sont présentés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'Assemblée donne décharge aux Administrateurs et aux Commissaires de leur gestion antérieure au 1er janvier 1952.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Conseil d'Administration.

M. Fernand DELLICOUR, Docteur en Droit, demeurant à Elisabethville (Congo Belge), Président.

M. Jules COUSIN, Ingénieur, demeurant à Elisabethville (Congo Belge).

M. Joseph DE BUSSCHERE, Ingénieur, demeurant à Uccle, Avenue de l'Echevinage, 6, Administrateur.

M. Léopold MOTTOULLE, Docteur en Médecine, demeurant à Bruxelles, 42, rue Royale, Administrateur.

M. Jérôme QUETS, Ingénieur, demeurant à Louvain, Boulevard de Namur, 94, Administrateur.

M. Jérôme RODHAIN, Docteur en Médecine, demeurant à Tervueren, rue de la Limite, 21, Administrateur.

M. Maurice VAN MULDERS, Ingénieur, demeurant à Uccle, Avenue René Gobert, 31, Administrateur.

Collège des Commissaires.

M. Hubert MENESTRET, Directeur de Société, demeurant à Boitsfort, Drève du Duc, 95, Commissaire.

M. Georges RASKIN, Ingénieur, demeurant à Auderghem, avenue du Parc de Woluwe, 38, Commissaire.

M. Emile THIELEMANS, Chef-Comptable, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, 188a, Commissaire.

Bruxelles, le 10 octobre 1952.

Pour copie conforme :

Pour le Président du Conseil d'Administration.

Un Administrateur,
Léopold MOTTOULLE.

Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo « IMAFOR ».

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 71, rue Joseph II, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 70.714.

—

Statuts publiés aux annexes du Moniteur Belge du 29 avril 1934, n° 5842 et au Bulletin Officiel du Congo Belge, annexe du 15 avril 1934.

Modifications aux statuts publiées aux annexes du Moniteur Belge du 11 janvier 1939, n° 347, et 7 octobre 1948, n° 19.508 et au Bulletin Officiel du Congo Belge. annexe du 15 janvier 1939, et annexe du 15 octobre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

(Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 1er octobre 1952).

ACTIF.

Terrains et concessions.		
Léo	3.369.388,—	
Rhodeby	5.853.707,—	
		9.223.095,—
Constructions :		
Léo	18.424.709,—	
Rhodeby	4.988.221,—	
		23.412.930,—
Réalisable :		
Portefeuille	188.290,—	
Bétail	583.184,—	
Débiteurs	8.771.992,63	
		9.543.466,63
Disponible :		
Banques		1.930.936,25
Compte d'ordre :		
Cautionnements statutaires		mémoire
		44.110.427,88

PASSIF.

Capital	6.250.000,—	
Réserve légale	972.468,—	
Réserve extraordinaire	9.027.532,—	
		16.250.000,—
Amortissements :		
s/Terrains	1.083.837,—	
s/Constructions	17.268.475,—	
		18.352.312,—
Créditeurs		379.659,50
Provisions diverses		2.107.556,—
Provisions débiteurs douteux		50.743,50
Profits et pertes :		
Report 1950	1.199.276,91	
Exercice 1951	5.770.879,97	
		6.970.156,88
Compte d'ordre :		
Déposants cautionnements		mémoire
		44.110.427,88

Compte de Profits et Pertes.

DEBIT.

Amortissements :	
Sur constructions 5 %	1.170.646,—
Frais généraux	334.964,25
Prévision fiscale	400.000,—
	1.905.610,25
Solde en bénéfice	6.970.156,88
	8.875.767,13

CREDIT.

Report 1950	1.199.276,91
Intérêts	367.727,—
Loyers	6.545.966,—
Divers	762.797,22
	8.875.767,13

Affectation et répartition des bénéfices.

Dividende statutaire	1.925.000,—
Tantièmes	576.882,—
Deuxième dividende	1.925.000,—
Réserve extraordinaire	1.500.000,—
Report à nouveau	1.043.274,88
	6.970.156,88

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

M. Alphonse ENGELS, Vice-Gouverneur Général honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef, Uccle, Président.

M. Louis ELOY, Administrateur de sociétés, 73, rue du Collège St.-Michel, Woluwe St.-Pierre, Administrateur.

M. Valère LECLUSE, Industriel, Villa Marguerite, Tieghem-lez-Anseghem, Administrateur.

M. Henri MOXHON, Administrateur de sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, Woluwe St.-Lambert, Administrateur.

M. Robert PFLIEGER, Administrateur de sociétés, 22A, Square de Meeüs, Bruxelles, Administrateur.

M. Joseph PLAS, Administrateur de sociétés, 94, avenue Molière, Bruxelles, Administrateur.

M. Joseph RHODIUS, Administrateur de sociétés, 33, avenue Jeanne, Bruxelles, Administrateur.

M. Frans TERLINCK, Administrateur de société, c/o Amitas Inc., 50, Broadway, New-York, 4, N. Y. (U. S. A.), Administrateur.

M. Marcel de CLIPPELE, Administrateur de sociétés, Borchstadt à Assche, Administrateur.

M. Eugène VOET, Directeur honoraire de sociétés, 59, rue du Méridien, Bruxelles, Commissaire.

M. Jean-Edouard THOMAS, Expert Comptable, 34, rue Charles Martel, Bruxelles, Commissaire.

L. ELOY. H. MOXHON. R. PFLIEGER.
J. PLAS.

Société d'exploitation et de recherches minières au Katanga « SERMIKAT ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

—

PROROGATION DE LA DUREE DE LA SOCIETE. MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'An mil neuf cent cinquante deux, le neuf septembre, à onze heures et demie.

A Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga », en abrégé « Sermikat », Société Congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue de Namur, numéro 48, soumise aux lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, constituée sous la dénomination de « Société des Mines de fer de Kasumbalesa », suivant acte sous seing privé en date du vingt neuf juillet mil neuf cent vingt quatre, enregistré à Bruxelles (A. S. S. P.) le quatre juin mil neuf cent vingt cinq, volume 653, folio 52, case 13, reçu quinze francs, le receveur, publié à l'annexe au Moniteur Belge du onze septembre mil neuf cent vingt cinq, numéro 10647, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte sous seing privé en date du huit novembre mil neuf cent vingt-sept, enregistré à Bruxelles (A. S. S. P.) le vingt quatre novembre mil neuf cent vingt sept, volume 688, folio 62, case 16, reçu douze francs cinquante centimes, le receveur (signé) Minne, publié à l'annexe au Moniteur Belge du trois décembre mil neuf cent vingt sept, numéro 14211, et suivant actes reçus par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, soussigné, le douze mars mil neuf cent vingt neuf, le vingt-cinq octobre mil neuf cent trente, le vingt et un février mil neuf cent trente cinq et le vingt sept décembre mil neuf cent quarante neuf, publiés aux annexes au Moniteur Belge respectivement du vingt deux juin mil neuf cent vingt neuf, numéro 10310; du dix huit décembre mil neuf cent trente, numéro 1725; du douze mai mil neuf cent trente cinq, numéro 6973 et du seize mars mil neuf cent cinquante, numéro 3929.

La dite Société a été autorisée par arrêté royal du vingt sept août mil neuf cent vingt cinq et les statuts ont été publiés à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze septembre mil neuf cent vingt cinq; les modifications aux statuts de la dite Société ont été publiées aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze des mois ci-après : Décembre mil neuf cent vingt sept, juin mil neuf cent vingt neuf, janvier mil neuf cent trente et un, mai mil neuf cent trente cinq et avril mil neuf cent cinquante, ces dernières modifications approuvées respectivement par arrêtés royaux des huit mai mil neuf cent vingt neuf, vingt neuf novembre mil neuf cent trente, seize avril mil neuf cent trente cinq et vingt et un février mil neuf cent cinquante.

---

(1) Arrêté royal du 6 octobre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1952. — 1re Partie.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions et demeures, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer.

Cette liste de présence a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article trente et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Victor Brien, ingénieur, demeurant à Bruxelles, rue du Pépin, numéro 45, Président du Conseil d'Administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Georges Raskin, ingénieur, demeurant à Auderghem, avenue du Parc de Woluwe, numéro 38, et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Edgard Larielle, ingénieur, demeurant à Ixelles, avenue Emile Duray, numéro 52 et Aimable Bourgeois, Secrétaire Général-adjoint du Comité Spécial du Katanga, demeurant à Schaerbeek, avenue du Diamant, numéro 51.

Monsieur Aimable Bourgeois, Secrétaire Général adjoint du Comité Spécial du Katanga, préqualifié, assiste en outre à l'assemblée en qualité de délégué du Comité Spécial du Katanga auprès de la Société.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Prorogation de la durée de la Société pour un nouveau terme prenant fin le douze mars mil neuf cent quatre vingt dix.

2. Constatation que les francs qui constituent le capital social sont des francs congolais.

3. Modification aux statuts.

Article deux : Pour stipuler que le siège social et le siège administratif peuvent être transférés par décision du conseil d'administration, à publier dans l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge ou du Bulletin Administratif du Congo Belge et, sauf le cas de force majeure, à l'annexe au Moniteur Belge; et améliorer la rédaction.

Article trois : Supprimer le dernier alinéa et le remplacer par les trois alinéas suivants :

« La Société peut, dans les limites de son objet social, tant au Congo
» Belge qu'à l'étranger, effectuer toutes opérations mobilières, immobi-
» lières, financières, industrielles, commerciales ou civiles.

» La Société peut agir pour elle même ou pour compte de tiers. Elle peut
» s'intéresser par voie d'apport, de cession, de fusion, de souscription, de
» participation financière ou autrement, dans toutes sociétés, entreprises
» ou opérations ayant un objet similaire ou connexe ou de nature à favo-
» riser la réalisation de son objet.

» L'assemblée générale des actionnaires pourra par voie de modifica-
» tion aux statuts, étendre l'objet social, sans toutefois en altérer l'es-
» sence et sous réserve d'autorisation par arrêté royal et d'approbation
» préalable du Comité Spécial du Katanga ».

Article quatre : Le mettre en concordance avec la décision de prorogation et améliorer la rédaction.

Article cinq : a) Le mettre en concordance avec le point deux ci-dessus. b) Ajouter des alinéas faisant l'historique du capital.

Article six : a) Prévoir l'opprobation préalable par le Comité Spécial du Katanga. b) Création d'un deuxième alinéa prévoyant, en cas d'augmentation de capital par souscription en numéraire, un droit de préférence au profit des propriétaires des actions de capital existantes. c) Faire remonter le dernier alinéa au rang du troisième alinéa.

Article neuf : Ajouter, après les mots « au Siège administratif », les mots : « ou au siège social ».

Article douze : Ajouter, après les mots : « cinq administrateurs au moins » les mots « associés ou non ».

Article vingt et un : Supprimer les deux derniers alinéas.

Article vingt trois : Remplacer le premier alinéa par :

« Indépendamment de la part des bénéfices stipulés à l'article trente
» neuf, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une ré-
» munération fixe à prélever sur les frais généraux et dont le montant
» est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires ».

Article trente : Mieux préciser les conditions de représentation des actionnaires aux assemblées générales.

Article trente deux : Intercaler un troisième alinéa, conçu comme suit :

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix existantes ou les deux/cinquièmes du nombre des voix représentées. Cette disposition ne s'applique pas aux droits de vote du Comité Spécial du Katanga, auxquels se réfère l'alinéa précédent, ceux-ci ne pourront être comptés dans le vote que pour un nombre de voix égal à la moitié plus un.

Article trente quatre : Remplacer le dernier alinéa par :

La décision dans l'un et l'autre cas n'est valablement prise que si elle rallie les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote. Toutefois, en cas de perte des trois/quarts du capital social, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant le quart des titres représentés à l'assemblée.

Ajouter un dernier alinéa, conçu comme suit :

« Au surplus, pour être valable, cette décision est soumise à l'autorisa-
» tion par arrêté royal et à l'approbation préalable du Comité Spécial du
» Katanga ».

Article trente-sept : Remplacer le dernier alinéa par :

« L'Adoption du bilan par l'assemblée générale vaut décharge pour » les administrateurs et les commissaires ».

Article trente neuf : remplacer le deuxième alinéa par :

« Sur le surplus, il est prélevé la somme nécessaire au paiement au Co- » mité Spécial du Katanga des redevances établies par le décret du seize » avril mil neuf cent dix neuf, sur la recherche et l'exploitation des mines » au Katanga, dont il est question à l'article précédent.

» Du solde :

» a) quatre vingt dix sept et demi pour cent seront répartis entre les » actions de cinq cents francs au prorata du montant appelé et versé.

» b) Deux et demi pour cent seront alloués aux administrateurs et aux » commissaires, qui se les répartiront entre eux suivant leurs conventions » particulières, la part d'un commissaire étant au moins égale au tiers » de celle d'un administrateur n'exerçant pas de fonctions spéciales ».

Article quarante : Le remplacer par l'alinéa suivant :

« Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur » approbation par l'assemblée générale des actionnaires, publiés aux an- » nexes au Bulletin Officiel du Congo Belge ou au Bulletin Administratif » du Congo Belge et, sauf le cas de force majeure, aux annexes au Moni- » teur Belge ».

Article quarante deux : Ajouter un premier alinéa conçu comme suit :

« En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doi- » vent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes pres- » crites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution » de la société ».

Article quarante quatre : Remplacer les mots « à l'hôtel de Ville de Bruxelles » par les mots « au siège administratif de la Société ».

II. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles vingt neuf et trente des statuts.

III. Que les actionnaires, tous en nom, ont été convoqués par lettres missives leur adressées sous pli recommandé à la Poste, le treize août mil neuf cent cinquante deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau le récépissé des lettres recommandées, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation, contenant l'ordre du jour.

IV. Que sur les quatre vingt mille actions de cinq cents francs, la présente assemblée réunit soixante dix neuf mille neuf cent quatre vingts actions.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente quatre des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de proroger la société pour un nouveau terme prenant fin le douze mars mil neuf cent quatre vingt dix.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée constate que les francs qui constituent le capital social sont des francs congolais.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Le texte de l'article deux est remplacé par le texte suivant :

« Le siège social est établi à Elisabethville (Katanga - Congo Belge) ; » il peut, par décision du conseil d'administration, être transféré en toute » autre localité du Congo Belge.

» Le siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression com- » prenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise; il peut, » par simple décision du conseil d'administration, être transféré dans » toute autre localité de Belgique, du Congo Belge ou de l'étranger.

» Tout changement du siège social ou du siège administratif est publié, » par les soins du conseil d'administration, par avis inséré dans l'an- » nexe au Bulletin Officiel du Congo belge ou du Bulletin administratif » du Congo belge et, sauf le cas de force majeure, à l'annexe au Moni- » teur belge.

» La société peut, en outre, par simple décision du conseil d'administra- » tion, établir des succursales, agences et comptoirs en Belgique, au Con- » go belge et à l'étranger ».

A l'article trois, le dernier alinéa est supprimé et remplacé par les trois alinéas suivants :

« La société peut, dans les limites de son objet social, tant au Congo » belge qu'à l'étranger, effectuer toutes opérations mobilières, immobi- » lières, financières, industrielles, commerciales ou civiles.

» La société peut agir pour elle-même ou pour compte de tiers. Elle » peut s'intéresser par voie d'apport, de cession, de fusion, de souscrip- » tion, de participation financière ou autrement, dans toutes sociétés, » entreprises ou opérations ayant un objet similaire ou connexe ou de » nature à favoriser la réalisation de son objet.

» L'assemblée générale des actionnaires pourra, par voie de modifica- » tion aux statuts, étendre l'objet social, sans toutefois en altérer l'essen- » ce et sous réserve d'autorisation par arrêté royal et d'approbation préa- » lable du Comité Spécial du Katanga ».

Le texte de l'article quatre est remplacé par le texte suivant :

« La société, constituée pour un terme prenant fin le trente et un dé-
» cembre mil neuf cent cinquante deux, a été prorogée pour un nouveau
» terme prenant fin le douze mars mil neuf cent quatre vingt dix.

» Elle pourra être prorogée successivement ou dissoute anticipative-
» ment par décision de l'assemblée générale, délibérant comme pour les
» modifications aux statuts et, en cas de prorogation, sous réserve d'au-
» torisation par arrêté royal et d'approbation préalable du Comité Spé-
» cial du Katanga.

» Elle peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa du-
» rée ».

Le texte de l'article cinq est supprimé et remplacé par :

« Le capital social est fixé à quarante millions de francs congolais, re-
» présenté par quatre vingt mille actions de cinq cents francs congolais
» chacune.

» Lors de la constitution de la société, le capital social était fixé à trois
» millions de francs, représenté par six mille actions de cinq cents francs
» chacune, actuellement entièrement libérées.

» Aux termes d'un procès-verbal, dressé par Maître Hubert Scheyven,
» notaire à Bruxelles, le vingt cinq octobre mil neuf cent trente, le ca-
» pital social a été porté à douze millions de francs, par la création de
» dix huit mille actions de cinq cents francs chacune, toutes souscrites
» contre espèces et actuellement entièrement libérées.

» Aux termes d'un procès-verbal, dressé par Maître Hubert Scheyven
» prénommé, le vingt et un février mil neuf cent trente cinq, le capital
» social a été porté à quarante millions de francs, par la création de cin-
» quante six mille actions de cinq cents francs chacune, toute souscrites
» contre espèces et actuellement entièrement libérées.

» Il a été créé en outre quarante mille actions série B, sans mention de
» valeur nominale, remises gratuitement au Comité Spécial du Katanga.

» Aux termes d'un procès-verbal, dressé par Maître Hubert Scheyven
» prénommé, le vingt sept décembre mil neuf cent quarante neuf, les
» quarante mille actions série B ont été supprimées.

» Aux termes d'un procès-verbal, reçu par Maître Hubert Scheyven pré-
» nommé, le neuf septembre mil neuf cent cinquante deux, le capital so-
» cial a été transformé en francs congolais ».

A l'article six, in fine du premier alinéa, il est ajouté les mots « et d'approbation préalable du Comité Spécial du Katanga ».

Un deuxième alinéa, conçu comme suit, est intercalé :

« En cas d'augmentation de capital par souscription en numéraire, les
» actions nouvelles seront réservées par préférence, tant à titre irréduc-
» tible qu'à titre réductible, aux propriétaires des actions de capital exis-
» tantes ».

Au même article six, le dernier alinéa suivra immédiatement l'alinéa créé ci-dessus et prendra le rang de troisième alinéa.

A l'article neuf, après les mots « au siège administratif » sont ajoutés les mots « ou au siège social ».

A l'article douze sont ajoutés les mots « associés ou non » après les mots « cinq administrateurs au moins ».

A l'article vingt et un, les deux derniers alinéas sont supprimés.

A l'article vingt trois, le premier alinéa est modifié comme suit :

« Indépendamment de la part des bénéfices stipulés à l'article trente » neuf, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une ré- » munération fixe à prélever sur les frais généraux et dont le montant » est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires ».

A l'article trente, le premier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par » un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même action- » naire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée. Toutefois, les mi- » neurs, les interdits, les personnes civiles et les sociétés commerciales » peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la fem- » me mariée peut être représentée par son mari ».

A l'article trente deux, il est ajouté un troisième alinéa conçu comme suit :

« Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant » la cinquième partie du nombre des voix existantes, ou les deux/cinquiè- » mes du nombre des voix représentées. Cette disposition ne s'applique » pas aux droits de vote du Comité Spécial du Katanga, auxquels se réfè- » re l'alinéa précédent; ceux-ci ne pourront être comptés dans le vote » que pour un nombre de voix égal à la moitié plus une ».

A l'article trente quatre, le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« La décision dans l'un et l'autre cas n'est valablement prise que si » elle rallie les trois/quarts des voix pour lesquelles il est pris part au » vote. Toutefois, en cas de perte des trois/quarts du capital social, la » dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant le » quart des titres représentés à l'assemblée ».

Au même article trente quatre, est ajouté un dernier alinéa conçu comme suit :

« Au surplus, pour être valable, cette décision est soumise à l'autorisa- » tion par arrêté royal et à l'approbation préalable du Comité Spécial du » Katanga ».

A l'article trente sept, le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'adoption du bilan par l'assemblée générale vaut décharge pour les » administrateurs et les commissaires ».

A l'article trente neuf, le deuxième alinéa est remplacé par les quatre alinéas suivants :

« Sur le surplus, il est prélevé la somme nécessaire au paiement, au » Comité Spécial du Katanga, des redevances établies par le décret du » seize avril mil neuf cent dix neuf, sur la recherche et l'exploitation des » mines au Katanga, dont il est question à l'article précédent.

» Du solde :

» a) Quatre vingt dix sept et demi pour cent seront répartis entre les » actions de cinq cents francs, au prorata du montant appelé et versé.

» b) Deux et demi pour cent seront alloués aux administrateurs et aux » commissaires, qui se les répartiront entre eux suivant leurs conven- » tions particulières, la part d'un commsisaire étant au moins égale au » tiers de celle d'un administrateur n'exerçant pas de fonctions spécia- » les ».

Le texte de l'article quarante est remplacé par le texte suivant :

« Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur » approbation par l'assemblée générale des actionnaires, publiés aux an- » nexes au Bulletin Officiel du Congo Belge ou au Bulletin Administratif » du Congo Belge et, sauf le cas de force majeure, aux annexes au Moni- » teur Belge ».

A l'article quarante deux, est ajouté un premier alinéa conçu comme suit :

« En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doi- » vent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes pres- » crites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution » de la société ».

A l'article quarante quatre, les mots « à l'Hôtel de Ville de Bruxelles » sont remplacés par les mots « au siège administratif de la Société ».

Il est spécialement décidé par l'assemblée que les modifications apportées à l'article trente neuf des statuts seront applicables à la répartition des bénéfices éventuels de l'exercice social en cours.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

Toutes ces résolutions sont prises sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La séance est levée à onze heures cinquante minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, Notaire.

(signé) V. Brien; G. Raskin; E. Larielle; A. Bourgeois; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 15 septembre 1952, volume 1383, folio 74, case 10; six rôles, trois renvois. Reçu : quarante francs. Le Receveur a/i (signé) Decock.

ANNEXE.

Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga « Sermikat ».

Assemblée générale extraordinaire du neuf septembre 1952.

LISTE DE PRESENCE.

1. Société Industrielle et Minière du Katanga, S. C. R. L., siège social : Elisabethville; siège administratif, 48, rue de Namur, Bruxelles, propriétaire de septante six mille trois cent cinquante sept actions 76.357

Représentée par Monsieur Edgard Larielle, demeurant à Ixelles, avenue Emile Duray, numéro 52, ingénieur et Monsieur Victor Brien, ci-après nommé, tous deux administrateurs de la dite société.

(signé) E. Larielle; V. Brien.

2. Comité Spécial du Katanga, organisme jouissant de la personnification civile, propriétaire de trois mille six cents actions, conformément à l'article trente deux des statuts, jouit d'un droit de vote supplémentaire de quarante mille voix 3.600

Représenté par Monsieur Aimable Bourgeois, secrétaire général adjoint du Comité Spécial du Katanga, demeurant à Schaerbeek, avenue du Diamant, numéro 51, suivant procuration du vingt et un août dernier.

(signé) A. Bourgeois.

3. Monsieur Victor Brien, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 45, rue du Pépin, propriétaire de trois actions 3

(signé) V. Brien.

4. Monsieur Arthur Bemelmans, Directeur honoraire de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, 397, avenue Louise, propriétaire de treize actions . . . 13

Représenté par Monsieur Victor Brien prénommé, suivant procuration du dix neuf août dernier.

(signé) V. Brien.

5. Madame Anne Périer, épouse contractuellement séparée de biens de Monsieur J. P. Wolff, sans profession, demeurant à Bruxelles, 192, avenue Franklin Roosevelt, propriétaire de trois actions 3

Représentée par Monsieur Victor Brien prénommé, suivant procuration du vingt et un août dernier.

(signé) V. Brien.

6. Monsieur Marc Hecquet, propriétaire, demeurant à Faytlez-Manage, 52, rue Duchâteau Frères, propriétaire de deux actions 2

Représenté par Monsieur Georges Raskin, ci-après nommé, suivant procuration du vingt deux août dernier.

(signé) G. Raskin.

7. Monsieur Georges Raskin, ingénieur, demeurant à Auderghem, 38, avenue du Parc de Woluwe, propriétaire de deux actions 2

(signé) G. Raskin.

Total : septante neuf mille neuf cent quatre vingts actions . 79.980

Le Président (signé) V. Brien.

Le Secrétaire (signé) G. Raskin.

Les Scrutateurs (signé) E. Larielle; A. Bourgeois.

Signé « ne varietur » pour demeurer annexé à un acte de Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, en date de ce jour. Bruxelles, le 9 septembre 1952. (signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 15 septembre 1952, volume 251, folio 57, case 2, un rôle, sans renvoi. Reçu : quarante francs. Le Receveur a/i (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 494.

Bruxelles, le 23 septembre 1952.

(signé) C. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 23 septembre 1952.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 23 septembre 1952.

Le Conseiller (signé) A .Marquet.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 1er octobre 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 1 October 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Société d'Etudes et de Topographie au Congo Belge.
en abrégé « SETAC ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

—

CONSTITUTION. (1)

L'An mil neuf cent cinquante deux, le huit septembre.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. La Société Africaine de Travaux et d'Etudes Topographiques, en abrégé « Satet », société anonyme établie à Brazzaville (Afrique Equatoriale française).

Ici représentée par Monsieur Jean Martin, administrateur de sociétés, demeurant à Neuilly, (Seine-France), rue Angélique Verien, numéro 9, suivant procuration en date du premier août mil neuf cent cinquante deux.

2. La Société Africaine de Construction, en abrégé « Safricas », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge).

Ici représentée par Monsieur Ernest Dierkens, ci-après nommé, suivant procuration en date du vingt deux août mil neuf cent cinquante deux.

3. La « Socol Congo », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge).

Ici représentée par Monsieur Marcel Delporte, ci-après nommé, suivant procuration en date du vingt sept août mil neuf cent cinquante deux.

4. Monsieur Ernest (Ernest-Julien-Henri) Dierkens, ingénieur des constructions civiles, demeurant à Bruxelles, 8, avenue Franklin Roosevelt.

5. Monsieur Marcel (Marcel-Jules) Delporte, administrateur de sociétés, demeurant à Auderghem, avenue Léon Van Dromme, numéro 32.

6. Monsieur Joseph (Joseph-Albert-Léopold) Louvet, directeur de travaux, demeurant à Linkebeek, rue Kleindal, numéro 13, mais résidant à Kamina (Congo Belge).

Ici représenté par Monsieur Ernest Dierkens prénommé, suivant procuration en date du vingt cinq juillet mil neuf cent cinquante deux.

---

(1) Arrêté royal du 6 octobre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1952. — 1re Partie.

7. Monsieur Henri Fournier, ingénieur E. P. C. demeurant à Ixelles-Bruxelles, rue de Stassart, numéro 29, mais résidant à Léopoldville, 68, Boulevard Léopold II.

Ici représenté par Monsieur Marcel Delporte prénommé, suivant procuration en date du premier août mil neuf cent cinquante deux.

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, demeureront ci-annexées.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser, par le présent acte, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article premier. — Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Société d'Etudes et de Topographie au Congo Belge », en abrégé « Setac ».

Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie.

Article deux. — Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge, par décision du conseil d'administration.

Il pourra, en outre, être établi un siège administratif en Belgique, au Congo Belge ou à l'étranger.

Le siège administratif pourra être transféré ultérieurement dans tout autre endroit en Belgique, au Congo ou à l'étranger, par simple décision du conseil d'administration.

Le transfert du siège social ou du siège administratif sera publié par avis inséré aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou au Bulletin Administratif du Congo Belge et, sauf le cas de force majeure, aux annexes du Moniteur Belge.

Des succursales et agences peuvent être établies par décision du conseil d'administration en Belgique au Congo Belge et à l'étranger.

Article trois. — La société a pour objet principal, toutes études de travaux publics ou privés, toutes entreprises de travaux géodésiques, topographiques, photographiques et cartographiques, en vue notamment de l'établissement de projet et de l'exécution de travaux publics ou privés en particulier, établissement de plans cadastraux, travaux de cartographie générale, études de voies de communication, projets d'ouvrages, et coetera, plus généralement toutes études ressortissant de l'activité d'un cabinet de géomètre, d'un bureau d'études de travaux publics, d'une société de photogrammétrie aérienne ou terrestre.

Elle peut, dans les limites de son objet social tant au Congo Belge qu'à l'étranger, effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles, commerciales ou civiles.

La société peut agir par elle-même ou pour compte de tiers. Elle peut s'intéresser, par voie d'apport, de cession, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

L'objet social peut, en tout temps, être étendu ou restreint, mais sans toutefois en altérer l'essence, par voie de modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article quatre. — La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à la date de l'autorisation de sa fondation par arrêté royal.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant dans les conditions reprises à l'article trente sept ci-après, et dans le cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — OBLIGATIONS.

Article cinq. — Le capital social est fixé à un million de francs congolais et est représenté par mille parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune un millième de l'avoir social.

Article six. — Les mille parts sociales sont souscrites contre espèces, au prix de mille francs congolais l'une, comme suit :

1. La Société Africaine de Travaux et d'Etudes Topographiques, quatre cents parts sociales	400
2. La Société Africaine de Construction, trois cent trente parts sociales	330
3. Monsieur Ernest Dierkens, dix parts sociales	10
4. Monsieur Joseph Louvet, dix parts sociales	10
5. La Socol-Congo, deux cent trente parts sociales	230
6. Monsieur Marcel Delporte, dix parts sociales	10
7. Monsieur Henri Fournier, dix parts sociales	10
Ensemble : mille parts sociales	1.000

Les comparants déclarent et reconnaissent que chacune des mille parts sociales souscrites a été libérée à concurrence de cinquante pour cent par des versements s'élevant ensemble à cinq cent mille francs congolais, somme qui se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société.

Article sept. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Les nouvelles parts sociales qui seraient à souscrire contre espèces seront offertes par préférence aux propriétaires des parts sociales existantes, proportionnellement au nombre de titres qui leur appartiennent.

Toutefois, le conseil d'administration aura toujours la faculté de passer, aux clauses et conditions qu'il avisera, avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des parts sociales à émettre.

Le conseil d'administration fixera le taux et les conditions de l'émission des parts sociales nouvelles et décidera si le non-usage, total ou partiel, du droit de préférence par certains propriétaires de parts sociales aura ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Article huit. — Le conseil d'administration fait des appels de fonds selon les besoins de la société, sur les parts sociales non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée au moins soixante jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an à charge de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et, dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse ou hors Bourse, en Belgique ou ailleurs, sans préjudice des moyens ordinaires de droit contre le retardataire, notamment de lui réclamer le restant dû ainsi que tous dommages et intérêts éventuels.

Article neuf. — Les souscripteurs restent tenus envers la société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des parts sociales qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article dix. — Les actionnaires pourront libérer leurs titres par anticipation, à condition que cette libération soit intégrale.

Le conseil d'administration fixera les modalités de cette libération et les droits y attachés.

Article onze. — Les parts sociales non entièrement libérées et les parts sociales libérées par anticipation sont nominatives.

A partir de leur libération sur appel de fonds, elles restent nominatives ou sont converties en titres au porteur, au choix du propriétaire.

Les premières inscriptions nominatives et la première mise au porteur se font aux frais de la société. Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en titres au porteur, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives se font à la demande et aux frais des propriétaires.

Toutes les parts sociales portent un numéro d'ordre.

Article douze. — Il est tenu, au siège social ou au siège administratif, un registre des parts sociales nominatives.

Il contient les indications suivantes : la désignation précise des propriétaires, le nombre de titres possédés par chacun d'eux, la date et le montant des versements effectués, la date des transferts ou conversions.

Des certificats non transmissibles constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires. Ces certificats indiquent le numéro de leurs titres. Chaque certificat est restitué, annulé et remplacé, chaque fois qu'il y a transfert, même partiel, des parts sociales auxquelles il se rapporte.

La cession des parts sociales nominatives est inscrite sur le registre. Vis-à-vis de la société, elle s'opère soit par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires, agissant en vertu des pouvoirs dont il doit être justifié, soit suivant les règles sur le transport des créances.

Il est loisible au conseil d'administration d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Le conseil d'administration aura toujours le droit de refuser d'inscrire sur le registre les transferts de parts sociales nominatives sur lesquelles n'auraient pas été effectués les versements exigibles.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les cinq jours francs qui la précèdent.

Aucune cession de part sociale nominative non entièrement libérée ne peut se faire sans l'autorisation préalable et écrite du conseil d'administration, qui n'a pas à justifier d'un refus éventuel.

Article treize. — Les titres au porteur mentionnent la date de l'acte constitutif de la société ainsi que de ses modifications et des arrêtés qui les autorisent, l'objet, le siège et la durée de la société, le capital social, le nombre, la nature des parts sociales, la date de l'assemblée générale annuelle, la répartition des bénéfices.

La cession des titres au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Article quatorze. — Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante huit des mêmes lois.

Les cessions de parts sociales ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

Les parts sociales au porteur sont extraites de registres à souches, numérotées et revêtues de la signature de deux administrateurs.

Les certificats constatant les inscriptions nominatives sont signés par deux administrateurs.

L'une des signatures prévues aux deux alinéas ci-dessus ou toutes deux peuvent être apposées au moyen de griffes.

Article quinze. — Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence de leurs mises.

La possession d'une part sociale emporte adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

Tous les copropriétaires indivis d'une part sociale ou tous les ayants droit, même usufruitiers et nu-propriétaires, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne. La société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce que cette personne soit désignée comme propriétaire à son égard de la part sociale.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les livres, biens et valeurs de la société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Article seize. — La société peut, en vertu d'une décision du conseil d'administration, émettre des obligations hypothécaires ou non. Le conseil en déterminera le type, le taux d'intérêt, fixe ou variable d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; une des signatures ou toutes deux peuvent être apposées au moyen de griffes.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION —SURVEILLANCE.

Article dix sept. — La société est administrée par un conseil d'administration composé de quatre membres au moins et de huit au plus, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des octionnaires qui fixe leur nombre dans les limites ci-avant indiquées.

Ils sont révocables en tout temps.

Le conseil choisit dans son sein un président et éventuellement un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer.

Article dix huit. — Le conseil d'administration peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci un comité permanent de direction dont il fixe la rémunération et détermine les pouvoirs et le mode de fonctionnement.

Ce comité sera composé de trois membres au moins et six au plus. Il peut s'adjoindre des techniciens fonctionnaires de la société, qu'il juge utile de consulter.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs délégués et/ou à un ou plusieurs directeurs, chargés également de l'exécution des décisions du conseil et du comité permanent de direction. Il peut également déléguer à une ou plusieurs personnes, étrangères ou non à la société, des pouvoirs d'administration et de disposition limités et à titre temporaire.

Le conseil d'administration détermine les appointements, émoluments, tantièmes et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Article dix neuf. — Le conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou, à son défaut, éventuellement de son vice-président, ou à défaut de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent et au moins tous les six mois.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article vingt. — Sauf les cas de force majeure à mentionner dans le procès-verbal de la réunion, le conseil d'administration et le comité permanent de direction ne peuvent délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de leurs membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du conseil et d'y voter en ses lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du conseil d'administration un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres présents ou représentés.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération et conservés dans un registre spécial tenu au siège social ou au siège administratif.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par l'administrateur-délégué, ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur.

Article vingt et un. — Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve, pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale des actionnaires par les statuts ou par la loi est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut, l'énumération qui va suivre étant énonciative et non limitative : Négocier, traiter, acquérir, aliéner par voie de vente, de cession, d'apport, d échange ou autrement, tous droits titres, concessions, biens meubles et immeubles.

Consentir ou recevoir des avances avec ou sans garantie réelle, sous forme de prêt simple, d'ouverture de crédit ou sous toute autre forme.

Accepter ou consentir tous gages et nantissements, toutes hypothèques, avec ou sans stipulation de voie parée, consentir toutes délégations, antériorités, toutes mentions et subrogations.

Avec ou sans paiement et sans qu'il soit besoin d'en justifier, donner mainlevée et consentir la radiation de toutes inscriptions d'hypothèque ou de privilège, d'office ou autres, de toutes saisies, oppositions, commandements, transcriptions et empêchements quelconques, avec renonciation à tous droits réels.

Dispenser le conservateur des hypothèques ou des titres fonciers de prendre inscription d'office.

Accepter toutes transformations des entreprises dans lesquelles la société a un intérêt direct ou indirect, prendre en charge de la société le règlement de toutes dettes, à telles conditions qu'il appartiendra.

Transiger, compromettre et statuer sur tout ce qui se rapporte aux intérêts de la société ou aux intérêts qui lui seront confiés directement ou indirectement par des tiers.

Le conseil d'administration, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme et révoque tous les employés et agents de la société, détermine leurs attributions et fixe leurs traitements et gratifications éventuelles et les conditions de leur engagement.

Article vingt deux. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont signés, soit par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration.

Article vingt trois. — Par décision du conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'étranger à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le conseil d'administration déterminera.

Article vingt quatre. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligences soit du président ou d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le conseil d'administration.

Article vingt cinq. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour six ans au plus et révocables par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Article vingt six. — En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni par chaque administrateur un cautionnement de dix parts sociales et par chaque commissaire un cautionnement de cinq parts sociales.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées et après que l'assemblée générale des actionnaires aura accordé décharge.

Si les parts sociales n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation. Il en est donné connaissance à la première assemblée générale.

Article vingt sept. — L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par la voie du sort, de manière que par des sorties simples ou multiples aucun mandat n'excède la durée de six ans.

Les administrateurs et commissaires sont rééligibles; leurs fonctions prennent fin, sauf réélection, immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les membres restants du conseil d'administration et les commissaires réunis peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur désigné dans ces conditions n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article vingt huit. — Indépendamment de la part des bénéfices stipulés à l'article quarante deux, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une indemnité fixe à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales, ainsi qu'aux membres du comité permanent de direction, des indemnités à imputer aux frais généraux.

TITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt neuf. — L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, incapables ou dissidents.

Article trente. — L'assemblée générale des actionnaires se réunit à l'endroit désigné dans la convocation.

Une réunion de l'assemblée générale se tient chaque année le quatrième lundi du mois de mai à dix sept heures et pour la première fois en mil neuf cent cinquante quatre.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Cette assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur le bilan et le compte de profits et pertes, se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement et délibère sur tous autres objets à l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale des actionnaires autant de fois que l'intérêt général l'exige; il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou si un nombre d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital le requiert en indiquant l'objet de la réunion.

L'assemblée devra se réunir dans les six semaines à compter du jour de la demande de convocation, qui se fera par lettre recommandée à la poste.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également au lieu indiqué dans les convocations.

Article trente et un. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour qui est arrêté par le conseil d'administration; elles sont faites par annonces insérées quinze jours au moins avant l'assemblée dans les annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou du Bulletin Administratif du Congo Belge et, sauf le cas de force majeure, dans les annexes au Moniteur Belge et dans un journal de la localité ou le siège administratif se trouve établi.

Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués par lettres missives quinze jours au moins avant l'assemblée, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les parts sociales sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées adressées aux actionnaires quinze jours au moins avant l'assemblée.

Article trente deux. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires de parts sociales, autres que les administrateurs et commissaires, doivent déposer au siège administratif ou aux établissements désignés dans les avis de convocation, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, soit leurs titres au porteur, soit leur certificat d'inscription.

Toutefois, le conseil d'administration a toujours la faculté de réduire ce délai et d'accepter des dépôts en dehors de cette limite.

Les propriétaires de parts sociales, autres que les administrateurs et commissaires, inscrits au moins cinq jours francs avant la date de l'assemblée, devront informer le conseil d'administration par lettre recommandée, cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée, de leur intention d'y assister, moyennant quoi ils seront admis sur justification de leur identité.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée.

Toutefois, les mineurs, les interdits et les sociétés, communautés, établissements, peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire, la femme mariée peut être représentée par son mari.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui cinq jours francs avant l'assemblée générale.

Article trente trois. — L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, éventuellement par le vice-président ou, à défaut de celui-ci, par un administrateur à désigner par ses collègues.

Les autres membres présents du conseil d'administration complètent le bureau. Le président désigne le secrétaire et deux scrutateurs.

Une liste de présence mentionnant les noms, prénoms, professions et demeures des actionnaires et le nombre de parts sociales qu'ils représentent doit être signée par chacun d'eux avant qu'il soit lui-même admis à l'assemblée.

Article trente quatre. — Le conseil d'administration peut proroger séance tenante l'assemblée générale des actionnaires pour un délai n'excédant pas six semaines.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise. Des questions nouvelles pourront être soumises à l'assemblée ainsi prorogée à condition qu'elles figurent dans les nouvelles convocations faites dans les conditions déterminées ci-dessus. Le présent article s'applique aussi aux assemblées générales extraordinaires.

Article trente cinq. — Chaque part sociale donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant les deux/cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés ou la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres.

Article trente six. — Sous réserve des dispositions qui précèdent et sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises quelque soit le nombre de parts sociales représentées à l'assemblée générale des actionnaires, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise à l'ordre du jour si elle n'est signée par des propriétaires représentant au moins le cinquième du capital et si elle n'a pas été communiquée au conseil d'administration en temps utile pour être portée à l'ordre du jour et insérée dans les convocations.

Article trente sept. — Il faut la résolution d'une assemblée générale délibérant conformément à l'article soixante dix des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales pour :

a) augmenter ou réduire le capital social;

b) décider de la fusion avec une autre société ou de l'aliénation totale des biens de la société;

c) proroger le terme de la société ou la dissoudre anticipativement (sauf ce qui est prévu à l'article cent trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales);

d) modifier les présents statuts.

Article trente huit. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés soit par le président ou un administrateur-délégué, soit par deux administrateurs.

TITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article trente neuf. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence à la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société et se termine le trente et un décembre mil neuf cent cinquante trois.

Article quarante. — Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante trois, le conseil d'administration arrête les écritures et fait procéder à l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société. Il forme le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne, séparément, l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles. Les engagements de la société sont résumés en annexe.

Ces pièces et le rapport du conseil sur les opérations de la société seront soumis au moins un mois avant l'assemblée générale statutaire aux commissaires, qui auront quinze jours pour les examiner et faire leur rapport.

Article quarante et un. — Quinze jours au moins avant l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance, au siège administratif, du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs parts sociales et du rapport des commissaires.

Article quarante deux. — Sur le bénéfice net résultant du bilan après défalcation des charges sociales, frais généraux et amortissements, il est prélevé d'abord cinq pour cent au moins pour former un fonds de réserve; lorsque ce fonds atteint dix pour cent du capital social, ce prélèvement n'est plus obligatoire.

Sur le surplus, il est prélevé :

1. La somme nécessaire pour attribuer aux parts sociales un premier dividende de six pour cent prorata temporis et liberationis;

2. Dix pour cent aux membres du conseil d'administration et au collège des commissaires qui se les répartiront entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans toutefois qu'un commissaire puisse toucher plus du tiers des tantièmes d'un administrateur non investi de fonctions spéciales.

Le solde est réparti entre toutes les parts sociales.

Toutefois, le conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale d'affecter tout ou partie de ce solde, soit à un report à nouveau, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit à toute autre destination sociale.

Article quarante trois. — Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le conseil d'administration, qui en donnera connaissance à l'assemblée générale, sans que l'époque de ce paiement puisse être différée de plus de six mois après la réunion de l'assemblée générale qui aura approuvé le bilan, sauf décision contraire de celle-ci.

Article quarante quatre. — Le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la mention de la date de publication des actes constitutifs et modificatifs des statuts de la société seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, déposés en vue de leur publication aux annexes au Bulletin Officiel ou Administratif du Congo Belge et, sauf cas de force majeure, aux annexes au Moniteur Belge.

Article quarante cinq. — En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société. A défaut de convocation par les administrateurs, le collège des commissaires peut réunir l'assemblée générale suivant les dispositions et conditions stipulées à l'article trente sept.

Si la perte atteint les trois/quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un/quart des titres représentés à l'assemblée.

TITRE SIX.

DISSOLUTION — POUVOIRS DES LIQUIDATEURS.

Article quarante six. — En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale nommera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments. L'assemblée jouit à cette fin des droits les plus étendus.

Article quarante sept. — Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, y compris la rémunération des liquidateurs, l'actif net sert tout d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré des parts sociales.

Au cas où les parts sociales ne se trouveraient pas libérées toutes dans une égale proportion, le ou les liquidateurs doivent, avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le solde sera réparti entre les parts sociales.

TITRE SEPT.

DISPOSITIONS GENERALES.

Article quarante huit. — Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, administrateur et commissaire, ainsi que le ou les liquidateurs non domiciliés dans l'agglomération bruxelloise, sont tenus d'y élire domicile, faute de quoi ils seront censés faire élection de domicile au siège adminis-

tratif de la société en Belgique où toutes communications, sommations, assignations et significations peuvent leur être valablement faites.

Article quarante neuf. — La société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la législation coloniale.

Article cinquante. — Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à quarante mille francs.

Article cinquante et un. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

TITRE HUIT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article cinquante deux. — Sont nommés pour la première fois :

1. *Administrateurs :*

Monsieur Joseph Vial, ingénieur géographe, demeurant à Brazzaville (Afrique Equatoriale Française), Boîte Postale, 199.

Monsieur Ernest (Ernest-Julien-Henri) Dierkens, ingénieur C. C., demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 8.

Monsieur Jean (Jean-François-Alphonse) Martin, ingénieur des Ponts et Chaussées, administrateur de sociétés, demeurant à Neuilly (Seine-France) rue Angélique Verien, numéro 9.

Monsieur Marcel (Marcel-Jules) Delporte, administrateur de sociétés, demeurant à Auderghem, avenue Léon Van Dromme, numéro 32.

Monsieur Joseph (Joseph-Albert-Léopold) Louvet, directeur de travaux, demeurant à Kamina (Congo Belge).

Monsieur Henri Fournier, ingénieur E. P. C., demeurant à Léopoldville (Congo Belge), Boulevard Léopold II, 68b.

2. *Commissaires :*

1. Monsieur Armand (Armand-Auguste-Gustave) Vandercappellen, chef comptable, demeurant à Etterbeek, rue des Erables, numéro 27.

2. Monsieur Robert Gros, expert comptable, demeurant à Brazzaville (Afrique Equatoriale française).

3. Monsieur Pierre Herremans, administrateur de sociétés, demeurant à Wemmel, avenue du Val Brabançon, numéro 68.

Les mandats ainsi conférés unanimement par les comparants, prendront fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante huit.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, Notaire.

(signé) J. Martin; E. Dierkens; M. Delporte; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 11 septembre 1952, volume 1385, folio 2, case 12, douze rôles, cinq renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a.i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs, N° 481.

Bruxelles, le 20 septembre 1952.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour la légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 23 septembre 1952.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 23 septembre 1952.

Le Conseiller (signé) A. Marquet.

Vu, le Ministre des Colonies, le 1er octobre 1952.	Mij bekend, de Minister van Koloniën, de 1 October 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Syndicat pour l'électrification du Kivu et du Ruanda-Urundi « SYDELKIR ».

—

Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 24 septembre 1952.

En raison du délai fixé par le Ministre pour sa décision quant au projet de Sydelkir, le Conseil décide de proroger de trois mois l'existence du syndicat à partir du 28 octobre 1952.

Copie certifiée conforme.

Un Administrateur.

E. VAN WYNSBERGHE.

Société Congolaise des Produits Gallic.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Jadotville.

—

Constituée par acte du 30 août 1948, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge le 15 janvier 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 6 octobre 1952.

ACTIF.

Matériel fixe	1.010.946,75
Matériel mobile	145.643,75
Matériel et outillage	45.579,20
Mobilier et matériel de bureau	53.299,—
Matériel de laboratoire	37.954,70
Frais d'installation	220.417,—
Frais de constitution	199.890,—
Apports S. A. Gallic	350.000,—
Caisse	14.812,35
Chèques postaux	9.954,80
Banques	656.192,80
Marchandises	5.089.498,75

Clients		1.605.635,90
Débiteurs divers		127.938,85
Frais à répartir		183.550,35
Pertes antérieures	648.932,76	
Bénéfice de l'exercice	416.869,81	
		232.062,95
		9.983.377,15

PASSIF.

Capital	3.500.000,—
Amortissements	1.255.113,90
Fournisseurs	2.217.421,50
Effets à payer	1.783.815,50
Créditeurs divers	1.227.026,25
	9.983.377,15

Compte de Profits et Pertes.

DEBIT.

Frais et charges divers	12.426,25
Différences d'applications de frais et de valorisation des stocks	204.087,49
Charges financières	104.248,90
Pertes diverses	33.570,—
Amortissement extraordinaire	247.000,—
Bénéfice net de l'exercice	416.869,81
	1.018.202,45

CREDIT.

Bénéfices sur ventes	953.523,40
Profits divers	64.674,05
	1.018.202,45

Versements effectués.

Le capital a été entièrement libéré.

Composition du Conseil d'Administration.

Président :

M. Paul DUYVEWAARDT, licencié en sciences chimiques, demeurant à Bost-lez-Tirlemont, « Villa Alina Julia ».

Administrateurs :

M. Pierre HANOTEAU, ingénieur chimiste, demeurant à Bost-lez-Tirlemont, rue Gallic.

M. Joseph VAN NEDERVELDE, négociant, demeurant à Jadotville, (Katanga) Congo Belge.

M. Jean DUYVEWAARDT, industriel, domicilié à Roulers, 111, rue de l'Est.

M. Jean CLAESSENS, administrateur de sociétés, domicilié à Mont-St.-Amand, 3, rue de l'Ecole.

Composition du Collège des Commissaires.

M. Jean Hubert PAENHUYSEN, Directeur de Société, demeurant à Tirlemont, 23, Marché aux Laines.

M. Robert E. M. CONRARDY, expert fiscal, demeurant à Bruxelles, 15, rue Van Moer.

Certifié conforme :

SOCIETE CONGOLAISE DES PRODUITS GALLIC.
Société Congolaise à Responsabilité limitée.

Paul DUYVEWAARDT.

Le Président du Conseil d'Administration.

Société congolaise de Banque « SOCOBANQUE ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville, avenue Allard L'Ollivier, 5.

Registre du Commerce de Léopoldville N° 10.

Constituée le 24 décembre 1947.

Autorisée par Arrêté du Régent du 26 janvier 1948.

Statuts publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge de 1948, p. 212 et modifiés suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire du 12 octobre 1950 (acte publié aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1950, p. 2.940) et de l'assemblée générale extraordinaire du 21 janvier 1952 (annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1952, p. 488).

BILAN AU 30 JUIN 1952

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 14 octobre 1952.

ACTIF.

I. *Disponible et réalisable :*			
Caisse, Banque du Congo Belge et Chèques Postaux		15.697.431,14	
Banquiers		15.542.265,16	
Autres valeurs à recevoir à court terme		7.466.222,60	
Portefeuille-effets :			
Effets commerciaux		61.610.942,74	
Effets publics mobilisables auprès de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi		20.000.000,—	
Débiteurs divers		36.668.154,54	
Portefeuille-titres :			
Fonds publics à court terme	8.482.370,25		
Autres titres	1.204.309,75		
		9.686.680,—	
Actifs divers		2.622.350,96	
			169.294.047,14
II. *Immobilisé :*			
Immeubles		13.322.338,60	
Matériel et mobilier		2.032.765,—	
Frais de premier établissement et d'augmentation du capital		132.846,—	
			15.487.949,60
			184.781.996,74

PASSIF.

I. *Exigible :*			
Créanciers privilégiés ou garantis		230.664,—	
Banquiers		1.127.633,61	
Autres valeurs à payer à court terme		8.010.091,—	
Dépôts et comptes courants :			
à vue et à un mois au plus	72.875.868,28		
à plus d'un mois	47.774.948,55		
		120.650.816,83	
Passifs divers		12.182.493,97	
			142.201.699,41

II. *Non exigible :*		
Capital		40.000.000,—
III. *Comptes de résultats :*		
Bénéfice de l'exercice		2.580.297,33
		184.781.996,74
Comptes d'ordre :		
Actifs donnés en garantie (crédit non utilisé)		15.000.000,—
Garanties reçues de tiers		17.344.571,—
Nos cautions pour compte de tiers		2.857.804,—
Promesses souscrites par nos débiteurs		20.088.797,50
Actifs déposés chez des tiers		4.900.095,—
Dépôts à découvert		302.248.082,25
Crédits documentaires		7.407.343,10
Divers		772.222,—

Compte de Profits et Pertes.

DEBIT.

Intérêts et commissions bonifiés		890.857,75
Frais généraux :		
Frais d'exploitation	4.897.408,63	
Allocations légales et autres en faveur du personnel	454.778,50	
Taxes et impôts	108.604,—	
Frais de publicité	82.068,10	
		5.542.859,23
Divers		939,—
Bénéfice de l'exercice		2.580.297,33
		9.014.953,31

CREDIT.

Intérêts et commissions perçus	6.606.968,82
Revenus du portefeuille-titres	1.232.686,20
Divers	1.175.298,29
	9.014.953,31

Répartition du bénéfice :

Bénéfice de l'exercice	2.580.297,33
Amortissement sur immeubles, matériel et mobilier . .	1.535.510,—
	1.044.787,33
Amortissement frais d'augmentation du capital . . .	132.846,—
Bénéfice reporté	911.941,33

Situation du capital.

Entièrement libéré.

Administrateurs et commissaire en fonctions.

M. le Baron Georges Moens de Fernig, industriel, avenue du Vert-Chasseur, 44, Uccle, Président.

M. Edouard Dervichian, docteur en droit, Bosveldweg, 37, Uccle, Administrateur-délégué.

M. Oscar Carlier, directeur général de banque, avenue du Marcgrave, 175, Anvers, Administrateur.

M. André-H. Gilson, administrateur de sociétés, 194a, avenue de Tervueren, Woluwé St.-Pierre, Administrateur.

M. Paul Jonckheere, administrateur de banques, rue Montagne du Parc, 2, Bruxelles, Administrateur.

M. Maurice Schoofs, ingénieur, rue du Prévôt, 137, Bruxelles, Administrateur.

M. Frédéric-H. Speth, administrateur de sociétés, Bloemenlei, 1, Kapellen-lez-Anvers, Administrateur.

M. Albert Van Damme, industriel, rue de Visé, 140, Jupille, Administrateur.

M. J. G. Wiebenga, banquier, Heerengracht, 450, Amsterdam (Hollande), Administrateur.

M. Louis Schmitz, reviseur de banques, avenue Armand Huysmans, 159, Ixelles, Commissaire.

Un Administrateur,
(sé) DERVICHIAN.

Un Administrateur,
Illisible.

Compagnie du Kasaï.

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Dima (Banningville) Congo Belge.

Siège administratif : 41, rue de Naples, Bruxelles.

Registre du Commerce :

Bruxelles 11.764. Léopoldville 68.

—

Constituée par Décret du Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo du 24 décembre 1901, publié au Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo nos 11 et 12 de novembre-décembre 1901.

Statuts modifiés par Décrets du Roi-Souverain des 25 septembre 1902 et 5 octobre 1907, respectivement publiés au Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo n° 9 de septembre 1902 et nos 10, 11, 12 d'octobre-novembre-décembre 1907; par la loi du 31 juillet 1911 et par décision des assemblées générales extraordinaires des 3 octobre 1911, 6 août 1919, 31 décembre 1923, 5 novembre 1924, 13 janvier 1934, 13 mars 1946; par décision du conseil d'administration du 11 avril 1947, et par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 23 décembre 1948, publiées respectivement au Bulletin Officiel du Congo Belge n° 11 du 5 août 1911, aux Annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge des 17 octobre 1911, 20 septembre 1919, 15 avril 1924, 15 mars 1925, 15 mars 1934, 15 décembre 1946, 15 juin 1947 et 15 mars 1949, et aux Annexes au Moniteur Belge des 2 février 1924, 11 mars 1934, 31 mai-1er juin 1946, 2-3 juin 1947 et 3 mars 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 7 octobre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :		
Terrains en Afrique	3.596.600,60	
Investissements de l'exercice	958.182,—	
	4.554.782,60	
Amortissements antérieurs	182.468,56	
		4.372.314,04
Immeuble en Europe	506.375,73	
Amortissements	249.473,35	
		256.902,38
Constructions en Afrique	61.249.735,71	
Investissements de l'exercice	15.148.586,46	
	76.398.322,17	

Amortiss. antérieurs .	38.830.808,60		
Amortiss. de l'exercice .	9.705.896,72		
		48.536.705,32	
			27.861.616,85
Plantations		33.911.982,12	
Investissements de l'exercice		1.997.341,51	
		35.909.323,63	
Amortiss. antérieurs . .	22.578.457,56		
Amortiss. de l'exercice .	2.727.627,37		
		25.306.084,93	
			10.603.238,70
Matériel et mobilier en Europe . . .		749.422,95	
Investissements de l'exercice		326.436,—	
		1.075.858,95	
Amortissements		1.075.857,95	
			1,—
Matériel des usines		17.722.216,21	
Investissements de l'exercice		4.504.711,27	
		22.226.927,48	
Amortiss. antérieurs . .	9.081.961,96		
Amortiss. de l'exercice .	4.967.222,20		
		14.049.184,16	
			8.177.743,32
Matériel atelier central, chantier naval, ateliers et chantiers divers . . .		2.970.123,24	
Amortiss. antérieurs . .	949.993,03		
Amortiss. de l'exercice .	297.012,24		
		1.247.005,27	
			1.723.117,97
Charroi automobile		16.338.456,83	
Investissements de l'exercice		4.603.730,50	
		20.942.187,33	
Amortiss. antérieurs . .	11.806.791,33		
Amortiss. de l'exercice .	4.906.289,90		
		16.713.081,23	
			4.229.106,10
Flottille		11.895.746,96	
Investissements de l'exercice		11.787.218,02	
		23.682.964,98	

Amortiss. antérieurs . .	2.177.593,49		
Amortiss. de l'exercice .	1.244.573,58		
		3.422.167,07	
			20.260.797,91
Matériel divers et mobilier		385.318,21	
Amortissements antérieurs		385.317,21	
			1,—
			77.484.839,27
Disponible :			
Fonds en caisse			14.508.998,50
Dépôts en comptes banques et chèques postaux . . .			27.870.664,47
			42.379.662,97
Réalisable :			
Portefeuille		33.972.976,—	
non appelé		609.000,—	
			33.363.976,—
Participations diverses		575.427,50	
non appelé		60.000,—	
			515.427,50
Marchandises et approvisionnements :			
Marchandises		68.893.433,54	
Approvisionnements		46.811.452,72	
			115.704.886,26
Compte de fabrication :			
Travaux en cours et terminés			5.837.827,34
Produits africains			27.443.507,57
Débiteurs			75.895.597,25
			258.761.221,92
Divers :			
Comptes de régularisation			3.471.298,14
Comptes d'ordre :			
Dépôts statutaires		mémoire	
Marchandises en consignation			1.590.206,59
			383.687.228,89

PASSIF.

De la société envers elle-même :

Capital :

16.905 actions de capital au porteur de fr. 250 × 20 / 21	4.025.000,—		
53.395 actions privilégiées au porteur de fr. 250 × 20 / 21	12.713.250,—		
4.221 parts bénéficiaires au porteur divisées en centièmes sans désignation de valeur	—		
		16.738.250,—	
Réserve statutaire		2.000.000,—	
Réserve pour investissement dans la Colonie		87.050.000,—	
Fonds de réserve extraordinaire		17.337.896,62	
Attribution résultant de l'impôt sur le capital		388.300,29	
Plus-value immunisée sur immobilisé		1.560.244,61	
			125.074.691,52

Fonds divers :

Fonds social pour investissement en faveur de la main-d'œuvre indigène		20.017.281,26	
Fonds d'assurance de la flottille		35.000.000,—	
Fonds de renouvellement (amortissement de surprix)		16.000.000,—	
Fonds pour grosses réparations périodiques		7.216.881,24	
			78.234.162,50

Envers les tiers :

A long terme :

Emprunt obligataire 1948		30.000.000,—	
Obligations à rembourser (emprunt 1902)		9.594,95	
Dividendes à payer		3.824.050,68	

Intérêt et taxe sur emprunt obligataire 1948	1.580.460,—	
Créditeurs	55.740.609,83	
Provisions pour impositions	18.994.668,—	
Dotations en faveur du personnel	6.906.442,60	
		117.055.826,06
Divers :		
Comptes de régularisation		5.634.197,10
Comptes d'ordre :		
Déposants statutaires	mémoire	
Fournisseur de marchandises en consignation		1.590.206,59
Profits et pertes		56.098.145,12
		383.687.228,89

Compte de Profits et Pertes de l'exercice 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe		5.558.367,20
Charges financières :		
Intérêt obligataire à 5,5 %	1.650.000,—	
Taxe mobilière sur intérêt emprunt obligataire	246.552,—	
		1.896.552,—
Frais de renouvellement des titres de la Compagnie (solde)		17.101,25
Amortissements :		
Sur avoirs en Europe :		
Immeuble	28.000,—	
Matériel et mobilier	326.436,—	
		354.436,—
Sur avoirs en Afrique :		
Constructions	3.495.200,61	
Plantations	2.727.627,37	
Charroi automobile	4.906.289,90	
Matériel (huileries, ateliers, flottille, divers)	6.508.808,02	
		17.637.925,90
Provision fiscale		9.000.000,—

Dotations aux :		
Fonds social pour investissement en faveur de la main-d'œuvre indigène . .	10.000.000,—	
Fonds pour grosses réparations périodiques	4.000.000,—	
		14.000.000,—
Solde : bénéfice		56.098.145,12
		104.562.527,46

CREDIT.

Report à nouveau	491.606,69
Revenus du portefeuille, intérêts et divers	3.098.559,66
Résultat des exploitations	100.972.361,12
	104.562.527,46

Répartition des bénéfices.

Aux actions de capital :		
Intérêt de 6 p. c. soit fr. 14,28571 brut (2° art. 29 des statuts)		241.500,—
Aux actions privilégiées :		
Intérêt de 6 p. c. soit fr. 14,28588 brut ensemble	762.795,—	
et dividende de fr. 126,9917 brut ensemble	6.780.722,89	
d'où par action fr. 141.2776 brut, au total		7.543.517,89
Aux centièmes de parts bénéficiaires :		
dividende de fr. 48.1927 brut, au total		20.342.168,67
Ensemble		28.127.186,56
Au conseil et au collège :		
Tantièmes statutaires déduction faite du report à nouveau et des intérêts cumulatifs aux actions de capital et privilégiées (3° et 4° art. 29)		1.842.825,65
Au personnel :		
Dotation en faveur du personnel (5° art. 29) . . .		1.638.067,29
Au fonds de réserve extraordinaire		3.000.000,—
Au fonds pour investissement dans la Colonie . . .		21.000.000,—
Au report à nouveau		490.065,62
		56.098.145,12

Situation du capital social.

Le capital social est intégralement libéré.

Conseil d'Administration.

Président :

M. Edgar VAN DER STRAETEN, administrateur-délégué de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles.

Vice-Président :

M. André H. GILSON, administrateur de sociétés, 194a, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre.

Administrateur-délégué :

M. Auguste S. GERARD, administrateur de sociétés coloniales, 6, avenue de la Jonction, Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

Administrateurs :

M. Raymond BUURMANS, agent de change, 23, square Vergote, Woluwe-Saint-Lambert.

M. Paulo de HEMPTINNE, administrateur de sociétés, 10, rue Mignot Delstanche, Ixelles.

M. Gilbert PERIER, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Alexandre O. PROCOUBOVSKY, administrateur de sociétés, 48, boulevard Louis Schmidt, Etterbeek.

M. Jacques RELECOM, ingénieur civil des mines, 212, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

M. Léon VANDENBYVANG, administrateur de sociétés, 101, boulevard du Midi, Bruxelles.

M. Edmond VAN HOOREBEKE, industriel, 34, chaussée de Bruxelles, Gand.

M. Léon WIELEMANS, Vice-Président du Comptoir Colonial « Belgika », 14, rue Defacqz, Ixelles.

Collège des Commissaires.

M. André DE COCK, industriel, 49, rue des Bataves, Etterbeek.

M. Léonce DEMOULIN, fondé de pouvoirs, 16, avenue de la Peinture, Dilbeek.

M. René THUYSBAERT, sous-directeur du Comptoir Colonial « Belgika », 15, rue Van Bortonne, Jette.

Bruxelles, le 13 octobre 1952.

Certifié conforme :

Un Administrateur,
A. S. GERARD.

Un Administrateur,
A. H. GILSON.

COMPAGNIE DU KASAI.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Dima (Banningville) Congo Belge.

Siège administratif : 41, rue de Naples, Bruxelles.

Registre du Commerce :

Bruxelles 11.764. Léopoldville 68.

—

ELECTIONS STATUTAIRES.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 7 octobre 1952.

L'assemblée réélit à l'unanimité MM. Raymond BUURMANS et Jacques RELECOM en qualité d'administrateurs, et M. René THUYSBAERT en qualité de commissaire.

Bruxelles, le 13 octobre 1952.

Pour extrait certifié conforme :

Un Administrateur, A. S. GERARD.

Un Administrateur, A. H. GILSON.

Compagnie Minière au Ruanda-Urundi « MIRUDI ».

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Usumbura (Urundi).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 91070.

—

Constituée suivant acte passé devant Me Léon Coenen, notaire à Bruxelles, le 20 mars 1937 et autorisée par arrêté royal du 12 avril 1937 (Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1937).

Statuts modifiés suivant acte passé devant Me Léon Coenen, notaire à Bruxelles, le 4 octobre 1938; modifications autorisées par arrêté royal du 1er décembre 1938 et publiées dans le Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1939.

Statuts modifiés suivant acte passé devant Me Albert Raucq, notaire à Bruxelles, le 3 octobre 1950; modification publiée dans le Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :

Apports, frais de constitution, frais de premier établissement, frais de prospection, constructions et travaux préparatoires .	6.975.365,77		
Amortiss. antérieurs .	6.786.319,77		
Amortiss. de l'exercice .	189.045,—		
	6.975.364,77		
		1,—	
Matériel	468.641,—		
Amortiss. antérieurs .	20.287,—		
Amortiss. de l'exercice .	448.353,—		
	468.640,—		
		1,—	
			2,—

Réalisable :

Débiteurs	159.696,—	
Stock produits	1.687.931,—	
Approvisionnements	280.684,—	
Portefeuille	4.340.050,—	
		6.468.361,—

Disponible :

Banque, chèques postaux et caisses	3.363.983,—
Versements restant à effectuer sur titres	3.666.000,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	230.000,—	
Divers	30.000,—	
		260.000,—
		13.758.346,—

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :		
Capital	6.000.000,—	
représenté par :		
12.000 actions de capital de fr. 500,—;		
12.000 parts de fondateur s. d. v.;		
18.000 actions série B.		
Réserve statutaire	305.389,—	
		6.305.389,—
Dettes sans garanties réelles :		
Créditeurs divers		526.268,—
Comptes créditeurs		641.430,—
Versements restant à effectuer sur titres		3.666.000,—
Comptes d'ordre :		
Cautionnements statutaires	230.000,—	
Divers	30.000,—	
		260.000,—
Profits et pertes :		
Solde bénéficiaire reporté	971.730,—	
Bénéfice de l'exercice	1.387.529,—	
		2.359.259,—
		13.758.346,—

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Droits de douane sur produits miniers		551.304,—
Frais généraux et d'administration		278.255,—
Provision pour impôts		150.000,—
Amortissement sur immobilisé		637.398,—
Solde bénéficiaire reporté	971.730,—	
Bénéfice de l'exercice	1.387.529,—	
		2.359.259,—
		3.976.216,—

CREDIT.

Solde à nouveau	971.730,—
Résultat d'exploitation	2.972.165,—
Intérêts	32.321,—
	3.976.216,—

Situation du capital :

Entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 octobre 1952.

A l'unanimité, l'assemblée :

1) approuve le bilan et le compte de profits et pertes, relatifs à l'exercice 1951, tels qu'ils sont présentés par le conseil d'administration et approuvés par le collège des commissaires.

L'assemblée décide, en conséquence, de répartir le solde bénéficiaire de fr. 2.359.259,— comme suit :

Réserve statutaire : 5 % de fr. 1.387.529,—	69.376,—
Participation du Ruanda-Urundi (art. 76 du décret du 24-9-37)	98.822,—
Allocations statutaires : 10 % de fr. 1.318.153,— . . .	131.815,—
Dividende de 6 % aux 12.000 actions de capital, soit fr. 30,— par action	360.000,—
Solde à reporter	1.699.246,—
	2.359.259,—

Le dividende afférent aux actions de capital (nominatives) sera payé par fr. 30,— brut ou fr. 24,90 net, à dater du 13 octobre 1952.

2) donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion jusqu'au 31 décembre 1951.

3) renouvelle, pour un terme de 3 ans, le mandat de commissaire de M. Gaston Paquet.

Il est provisoirement sursis au remplacement du chevalier M. E. Lallemand, administrateur décédé, dont le mandat vient à expiration ce jour.

Conseil d'Administration.

M. Maurice LEFRANC, Président-administrateur-délégué, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, St.-Gilles-Bruxelles.

M. Jacques GRAZIA, industriel, « Manoir Tudor », Drève de la Meute à Waterloo.

M. le Chevalier Michel Ernest LALLEMAND, propriétaire, 92 avenue de Cortenberg, Bruxelles.

M. le Chevalier José le CLEMENT de SAINT MARCQ, administrateur de sociétés, 1, rue Zinner à Bruxelles.

M. Alfred MARZORATI, docteur en droit, 24, avenue Hellevelt à Uccle-Bruxelles.

M. Georges PASSAU, ingénieur civil des mines, 67, rue de Spa, Bruxelles.

M. Pierre WITMEUR, docteur en droit, 38, rue Dautzenberg à Ixelles-Bruxelles.

Collège des Commissaires.

M. Marcel FONTAINE, expert-comptable, 12, Boulevard Carnot à Maintenon (Eure et Loir), France.

M. Gaston PAQUET, administrateur de sociétés, 167, avenue des Aubépines à Uccle-Bruxelles.

M. Emile THIELEMANS, chef-comptable, 188 A, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

Bruxelles, le 8 octobre 1952.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

Georges PASSAU. José le CLEMENT de SAINT-MARCQ.

Banque du Congo Belge.

Société anonyme.

—

Mise en liquidation sous condition suspensive.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le seize septembre, à dix heures.

Au siège social, à Bruxelles, rue Thérésienne, numéro 14.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque du Congo belge, société anonyme établie à Bruxelles, constituée suivant acte reçu par Maître Auguste Scheyven, notaire à Bruxelles, le onze janvier mil neuf cent neuf, publié à l'annexe au Moniteur belge du trente janvier mil neuf cent neuf, numéro 542, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Lucien Damiens, substituant Maître Auguste Scheyven, notaire prédit, le vingt sept février mil neuf cent neuf et par Maître Auguste Scheyven, notaire prédit, le dix août mil neuf cent onze; par Maîtres Alfred Vanisterbeek et Victor Scheyven, notaires à Bruxelles, les seize décembre mil neuf cent dix neuf et douze février mil neuf cent vingt par Maître Victor Scheyven, notaire prédit, les seize décembre mil neuf cent vingt quatre et vingt décembre mil neuf cent vingt sept et par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le quinze décembre mil neuf cent trente et un, le vingt sept août mil neuf cent trente cinq, le seize décembre mil neuf cent quarante sept et le vingt mai mil neuf cent cinquante deux, publiés aux annexes au Moniteur belge respectivement du quatorze mars mil neuf cent neuf, numéro 1324, des trente et un août/premier septembre mil neuf cent onze, numéro 5532; du huit janvier mil neuf cent vingt, numéro 211; du trois mars mil neuf cent vingt, numéro 1974; du huit janvier mil neuf cent vingt cinq, numéro 295; du onze janvier mil neuf cent vingt huit, numéro 412; du trente et un décembre mil neuf cent trente et un, numéro 16859; des seize/dix sept septembre mil neuf cent trente cinq, numéro 12801, du dix janvier mil neuf cent quarante huit, numéro 640 et du seize/dix sept juin mil neuf cent cinquante deux, numéro 14547.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Pierre Bonvoisin, Président du conseil d'administration de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Etterbeek, boulevard Saint-Michel, numéro 30, Président du conseil d'administration, assisté de Messieurs Edgar van der Straeten, vice-Gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, chaussée de

Vleurgat, numéro 268, vice-Président du conseil d'administration, Guy Feyerick, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 347, avenue Louise, administrateur-délégué et de Messieurs Richard Baseleer, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Prekelinden, numéro 142, Armand Dothey, administrateur de sociétés, demeurant à Plancenoit, La Maison Blanche, Oscar Kreglinger, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, chaussée de Malines, numéro 187, Adhémar Mullie, directeur de banque, demeurant à Bruxelles, rue des Confédérés, numéro 116, Jules Philippson, banquier, demeurant à Bruxelles, rue Guimard, numéro 18, Gaston Verbuyt, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock, numéro 50 et Jean Willems, directeur du Fonds National de Recherche Scientifique, demeurant à Bruxelles, rue d'Egmont, numéro 11, administrateurs.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Albert Delefortrie, directeur général de la Banque du Congo belge, demeurant à Ixelles, avenue Brillat-Savarin, numéro 97 et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Henri Carton de Tournai, avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles, demeurant à Tournai, rue du Chambge, numéro 47 et Georges Raquez, Lieutenant Général honoraire, demeurant à Ixelles, rue de Stassart, numéro 94.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Approbation du projet de partage des réserves avec la Colonie du Congo belge, arrêté par le conseil d'administration conformément aux décisions de l'assemblée générale extaordinaire du vingt mil neuf cent cinquante deux.

2. Réévaluation des immeubles de la société pour les porter de cinquante deux millions trois cent soixante mille cent trente cinq francs seize centimes à cent quarante deux millions trois cent soixante mille cent trente cinq francs seize centimes; inscription du produit de cette réévaluation à un compte de réserves devant servir à régler à la Colonie une partie des sommes qui lui reviennent du chef du partage dont question au primo ci-dessus.

3. Augmentation du capital social pour le porter de vingt millions à deux cent cinquante millions de francs, par incorporation d'une somme de deux cent trente millions à prélever sur le fonds de prévision.

4. Modifications aux statuts pour :

Remplacer le texte de l'article cinq par :

« Le capital social est fixé à deux cent cinquante millions de francs, » représenté par quarante mille actions sans désignation de valeur ».

Compléter à l'article six l'historique du capital et de sa représentation.

5. Mise en liquidation anticipée de la Société.

Mandat au conseil d'administration ou à un ou plusieurs de ses membres, à l'effet spécialement :

a) D'apporter à une société congolaise par actions à responsabilité limitée, à constituer conjointement avec six autres personnes, propriétaires

chacune de vingt actions de la société dissoute toute la situation active et passive de celle-ci.

b) D'arrêter les statuts de la dite société, l'objet de celle-ci devant être identique à celui de la société dissoute dont elle poursuivra l'activité sous la même dénomination et avec le même capital, mais libellé en francs congolais.

c) De stipuler que tous les frais de liquidation et d'apport seront à charge de la société à constituer.

Nomination de liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs à l'effet spécialement :

a) De recevoir, en rémunération de l'apport susdit, trente neuf mille huit cent quatre vingts actions de la société nouvelle et de les répartir, titre pour titre, entre les propriétaires d'actions de la société dissoute, autres que celles dont il est question au littera a) ci-dessus.

b) De donner décharge de leur mandat aux administrateurs et commissaires de la société dissoute.

Les décisions sur les objets énoncés sous le quinto ci-dessus seront prises sous la condition suspensive que soit autorisée par arrêté royal la fondation de la société congolaise à constituer.

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour, ont été faites dans les journaux suivants :

Le Moniteur belge, numéros du vingt neuf août et du sept septembre mil neuf cent cinquante deux.

L'Echo de la Bourse, numéros du vingt neuf/trente/trente et un août et du sept/huit septembre mil neuf cent cinquante deux.

Le Courrier de la Bourse et de la Banque, numéros du vingt neuf/trente/trente et un août et du sept/huit septembre mil neuf cent cinquante deux.

Qu'en outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres missives leur adressées dans le délai légal.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles vingt neuf et trente des statuts.

IV. Que sur les qaurante mille actions de la société, la présente assemblée réunit vingt mille cinq cent quarante et une actions, soit plus de la moitié du capital.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article soixante dix des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et à l'article trente quatre des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, au cours duquel : a) il donne connaissance à l'assemblée du projet de partage des réserves avec la Colonie du Congo belge, arrêté par le conseil d'administration, conformément aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du vingt mai mil neuf cent cinquante deux et b) il propose à l'assemblée de surseoir, pour des raisons fiscales, à l'augmentation de capital prévue ou 3° de l'ordre du jour et par voie de conséquence au quarto de l'ordre du jour, l'assemblée, après délibération, se rangeant de l'avis de Monsieur le Président de surseoir au vote sur les points tertio et quarto de l'ordre du jour, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée approuve le projet de partage des réserves avec la Colonie du Congo belge, tel qu'il a été arrêté par le conseil d'administration.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de réévaluer les immeubles de la société pour les porter de cinquante deux millions trois cent soixante mille cent trente cinq francs seize centimes, somme figurant au bilan, à cent quarante deux millions trois cent soixante mille cent trente cinq francs seize centimes et d'inscrire le produit de cette réévaluation, soit la somme de quatre vingt dix millions de francs, à un compte de réserve devant servir à régler à la Colonie du Congo belge une partie des sommes qui lui reviennent du chef du partage dont question en la première résolution.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée adopte la proposition faite par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, de dissoudre la société par anticipation et de faire apport de toute sa situation active et passive à une société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant un objet social identique, à constituer le jour même sous la dénomination de « Banque du Congo belge » en néerlandais « Bank van Belgisch Congo », dont le siège social est à Léopoldville, au capital de vingt millions de francs congolais et contre remise de quarante mille actions sans désignation de valeur, entièrement libérées, de la société nouvelle, à échanger, titre pour titre, sans concordance de numéros contre les actions de la présente société.

La dissolution de la société et l'apport susdit sont soumis à la condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal de la fondation de la société congolaise à constituer et de l'obtention de toutes les autorisations nécessaires à la réalisation de l'apport.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée confère au conseil d'administration, représenté conformément à l'article vingt cinq des statuts par deux administrateurs, tous les pouvoirs nécessaires à l'effet de faire apport à la société congolaise par actions à responsabilité limitée à constituer sous la dénomination de « Banque du Congo belge » en néerlandais « Bank van Belgisch Congo », conjointement avec six actionnaires possédant chacun vingt actions de la présente société, toute la situation active et passive de celle-ci, valeur au trente juin mil neuf cent cinquante deux (sous déduction de la somme de quatre cent vingt sept millions cinq cent cinq mille huit cent quatre vingt quatorze francs cinquante et un centimes, attribuée à la Colonie du Congo belge, en suite de partage des réserves dont question en la première résolution), contre remise de quarante mille actions sans désignation de valeur, entièrement libérées de la société nouvelle, d'arrêter les statuts de la dite société à constituer dont l'objet, ainsi que le capital social, mais libellé en francs congolais et représenté par quarante mille actions sans désignation de valeur, seront identiques à ceux de la présente société, de stipuler que tous les frais de liquidation et d'apport seront à charge de la société à constituer et de dispenser les conservateurs des titres fonciers et des hypothèques de prendre inscription d'office.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

CINQUIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal de la fondation de la dite société congolaise, l'assemblée appelle aux fonctions de liquidateurs :

Monsieur Pierre Bonvoisin, Président du conseil d'administration de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Etterbeek, Boulevard Saint-Michel, numéro 30.

Et Monsieur Guy Feyerick, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 347.

Les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission, notamment celui de recevoir, en rémunération de l'apport susdit, trente neuf mille huit cent quatre vingts actions de la société nouvelle et de les répartir, titre pour titre et sans concordance de numéros, entre les propriétaires d'actions de la société dissoute autres que des cent vingt actions dont il est question en la résolution qui précède.

Les liquidateurs seront dispensés de faire inventaire et pourront se référer aux livres et écritures de la société.

Ils pourront se substituer une ou plusieurs personnes à leur choix, dans certains de leurs pouvoirs.

Ils pourront donner décharge de leurs mandats aux administrateurs et aux commissaires.

La signature d'un liquidateur engagera valablement la société en liquidation.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SIXIEME RESOLUTION.

L'assemblée donne mandat au conseil d'administration, représenté par deux administrateurs, à l'effet de faire constater authentiquement, après obtention de l'arrêté royal autorisant la fondation de la nouvelle société, que la condition suspensive qui précède est réalisée et qu'en conséquence la présente société est dissoute et est entrée en liquidation et que la nomination et les pouvoirs des liquidateurs sont devenus effectifs.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à dix heures vingt cinq minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont exprimé le désir ont signé avec nous, notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le dix neuf septembre 1952, volume 1383, folio 82, case 4, cinq rôles, un renvoi.

Reçu : cent cinquante francs.

Le Receveur a/i (signé) Decock.

Pour extrait conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Banque du Congo Belge.

Société anonyme.

—

CONSTATATION DE MISE EN LIQUIDATION.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le treize octobre.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

Monsieur Richard-Jean-Joseph Baseleer, administrateur de la Banque du Congo belge, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Prekelinden, 142.

Et Monsieur Guy-Jacques-Paul-Marie-Ghislain Feyerick, administrateur-délégué de la Banque du Congo belge, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 347.

Agissant en leur qualité d'administrateurs de la Banque du Congo belge, société anonyme établie à Bruxelles, et en vertu des pouvoirs conférés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, suivant procès-verbal dressé par nous, notaire soussigné, le seize septembre mil neuf cent cinquante deux.

Lesquels nous ont requis de constater authentiquement que la constitution de la « Banque du Congo belge » en néerlandais « Bank van Belgisch Congo », société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est à Léopoldville, a été autorisée par arrêté royal du deux octobre mil neuf cent cinquante deux.

Qu'en conséquence, la condition suspensive de l'exécution des décisions prises par la dite assemblée générale extraordinaire du seize septembre mil neuf cent cinquante deux s'est réalisée et que la Banque du Congo belge, société anonyme, se trouve dissoute et est entrée en liquidation à la date du deux octobre mil neuf cent cinquante deux.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) R. Baseleer; G. Feyerick; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 14 octobre 1952, volume 1386, folio 3, case 9, un rôle, deux renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Compagnie Minière de l'Urega (MINERGA).

Société commerciale congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Goma (Congo belge).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie à Bruxelles.

Registre du Commerce : Costermansville n° 208.

—

Constituée le 30 décembre 1933, suivant acte publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 mars 1934.

Autorisée par arrêté royal du 17 février 1934, publié au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 mars 1934.

Statuts modifiés le 5 octobre 1938, le 8 mars 1940, le 2 octobre 1946 et le 4 octobre 1950, suivant actes publiés aux annexes au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 janvier 1939, du 15 mars 1940, du 15 novembre 1946 et du 15 décembre 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :			
Apports, frais de constitution, frais d'augmentation de capital, prospections, routes, constructions, travaux d'installation :			
Dépenses des exercices antérieurs	70.780.453,42		
Dép. de l'exercice 1951 .	8.207.554,—		
		78.988.007,42	
Amortiss. des exercices antérieurs	70.780.453,42		
Amort. de l'exercices 1951	8.207.554,—		
		78.988.007,42	
			mémoire
Réalisable :			
Portefeuille . . .	1.593.220,29		
Amortiss. des exercices antérieurs	1.484.235,29		
		108.985,—	
Débiteurs divers		15.465.690,45	
Stock de produits (or, cassitérite, mixtes) .		23.744.177,—	
			39.318.852,45
Disponible :			
Banque et chèques postaux			45.630.789,73
Comptes débiteurs			21.273.190,20
Compte d'ordre :			
Cautionnements statutaires			280.000,—
			106.502.832,38

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :			
Capital représenté par :			
20.000 actions de capital		10.000.000,—	
6.000 parts de fondateur		—	
			10.000.000,—
Réserve statutaire			1.000.000,—
Fonds de prévision			12.500.000,—

Dettes sans garanties réelles :	
Créditeurs divers	10.020.551,97
Comptes créditeurs	45.457.031,—
Compte d'ordre :	
Cautionnements statutaires	280.000,—
Profits et pertes :	
Solde	27.245.249,41
	106.502.832,38

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe	585.022,85
Droits de sortie sur produits miniers	11.161.100,—
Impôt sur la superficie des concessions	35.471,—
Amortissement de l'immobilisé	8.207.554,—
Provision pour impôt	10.000.000,—
Solde	27.245.249,41
	57.234.397,26

CREDIT.

Solde reporté	3.319,58
Résultat d'exploitation	57.099.632,48
Intérêts des comptes en banque et divers	131.445,20
	57.234.397,26

Conseil d'Administration.

M. Maurice LEFRANC, ingénieur civil, 88, rue Bosquet à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, président, administrateur-délégué.

M. Jean BOSSAERT, ingénieur principal à l'Electorail, 44, avenue de l'Hippodrome à Ixelles.

M. Pierre de la CROIX d'OGIMONT, docteur en droit, 1, avenue de l'Hippodrome à Ixelles.

M. Guy de la ROCHETTE, ingénieur, 15, rue Raynouard à Paris (16me).

M. le baron Edouard EMPAIN, industriel, 72, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

M. Jacques GRAZIA, industriel, 22, drève de la Meute à Waterloo.

M. le chevalier Michel LALLEMAND, propriétaire, 92, avenue de Cortenberg à Bruxelles.

M. le chevalier Joe le CLEMENT de SAINT-MARCQ, industriel, 1, rue Zinner à Bruxelles.

M. Lucien MOLLE, ingénieur, 67, rue de la Réforme à Ixelles.

M. Fernand VAN DEN HEUVEL, propriétaire, 52, avenue Charles Thielemans à Woluwe-Saint-Pierre.

Collège des Commissaires.

M. Gaston COCKAERTS, propriétaire, 57, rue Victor Lefèvre à Schaerbeek.

M. Marcel FONTAINE, comptable agréé, 12, boulevard Carnot à Maintenon (Eure et Loir, France).

M. Joseph MATHY, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes à Bruxelles.

M. Emile POINSIGNON, secrétaire de société, 34, rue des Hiboux à Woluwe-Saint-Pierre.

Assemblée générale ordinaire du 1er octobre 1952.

L'assemblée a approuvé le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1951. Elle a réélu en qualité d'administrateur M. le baron Edouard EMPAIN; son mandat expire en 1958. Elle a réélu en qualité de commissaire M. Gaston COCKAERTS; son mandat expire en 1956.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

(sé) P. de la CROIX d'OGIMONT. (sé) L. MOLLE.

Compagnie Minière des Grands Lacs Africains.

Société congolaise à responsabilité limitée

Etablie à Goma (Congo belge).

Siège social à Goma (Congo belge).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie à Bruxelles.

Registre du Commerce : Costermansville n° 207.

—

Constituée le 1er décembre 1923, suivant acte publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 janvier 1924.

Autorisée par arrêté royal du 24 décembre 1923, publié au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 janvier 1924.

Statuts modifiés le 17 juin 1925, le 20 avril 1927 et le 9 juillet 1927, suivant actes publiés aux annexes au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 octobre 1925, du 15 juin 1927 et du 15 juillet 1927.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :			
Premier établissement :			
a) Concessions			mémoire
b) Prospections, routes, immeubles, mobilier, matériel et outillage, installations diverses :			
Dépenses antérieures	343.122.210,63		
Dép. de l'exercice 1951	25.126.836,90	368.249.047,53	
Amortiss. antérieures	343.122.210,63		
Amort. de l'exercice 1951	25.126.836,90	368.249.047,53	
			mémoire
Réalisable :			
Portefeuille		13.561.655,94	
Débiteurs divers		8.960.787,24	
Stock de produits (or et cassitérite) . .		60.142.684,—	
Marchandises en route et en magasin . .		92.618.059,85	
			175.283.187,03
Comptes débiteurs			22.778.927,73

Disponible :		
Banques, caisses et fonds en cours de route		63.385.384,80
Comptes d'ordre :		
Cautionnements statutaires	430.000,—	
Divers	1.053.693,—	
		1.483.693,—
		262.931.192,56

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :		
Capital représenté par :		
200.000 dixièmes d'action de capital . .	20.000.000,—	
500.000 centièmes de part de fondateur .	—	
12.500 actions série B	—	
		20.000.000,—
Réserve statutaire		8.489.611,10
Fonds de prévision		50.000.000,—
Fonds « Welfare indigène »		6.913.590,37
Dettes sans garanties réelles :		
Versement restant à effectuer sur portefeuille	1.947.000,—	
Dividendes restant à payer	15.866.969,70	
Créditeurs divers	39.401.842,71	
		57.215.812,41
Comptes créditeurs		91.466.229,74
Comptes d'ordre :		
Cautionnements statutaires	430.000,—	
Divers	1.053.693,—	
		1.483.693,—
Profits et pertes :		
Solde		27.362.255,94
		262.931.192,56

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux	6.381.604,14
Taxe sur titres cotés en bourse de Bruxelles	115.200,—
Droits de sortie sur produits miniers	11.252.029,—
Impôt personnel sur la superficie des concessions	1.483.228,—
Amortissement sur premier établissement	25.126.836,90
Provision pour travaux de recherches et prospections	15.000.000,—
Provision pour impôts	6.000.000,—
Solde	27.362.255,94
	92.721.153,98

CREDIT.

Solde reporté	229.017,16
Résultat d'exploitation	88.336.283,80
Revenus du portefeuille	3.988.053,77
Intérêts	167.799,25
	92.721.153,98

Conseil d'Administration.

M. Maurice LEFRANC, ingénieur civil, n° 88, rue Bosquet à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, président et administrateur-délégué.

M. le baron Edouard EMPAIN, industriel, n° 72, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles, vice-président.

M. Guy de la ROCHETTE, ingénieur, n° 15, rue Raynouard à Paris (16me).

M. Jacques GRAZIA, industriel, n° 22, drève de la Meute à Waterloo.

M. le chevalier Michel LALLEMAND, propriétaire, n° 92 avenue de Cortenberg à Bruxelles.

M. le comte Maurice LIPPENS, propriétaire, n° 1, square du Val de la Cambre à Ixelles.

M. Aimé MARTHOZ, ingénieur, n° 43, square Vergote à Schaerbeek.

M. Paul MESUREUR, administrateur de sociétés, n° 14, avenue des Klauwaerts à Bruxelles.

M. Alfred MOELLER de LADDERSOUS, administrateur de sociétés, nº 1, place de la Sainte Alliance à Uccle.

M. Georges PASSAU, ingénieur des mines (Ms), nº 67, rue de Spa à Bruxelles.

M. Pierre WITMEUR, docteur en droit, nº 38, rue Dautzenberg à Ixelles.

Collège des Commissaires.

M. Maurice J. ANSPACH, docteur en droit, à Lives.

M. le général chevalier Josué HENRY de la LINDI, nº 54, avenue Albert et Elisabeth à Woluwe-Saint-Lambert.

M. Georges LECART, expert-comptable, nº 27, rue Antoine Gemenne à Profondeville.

M. Adhémar MULLIE, propriétaire, nº 166, rue des Confédérés à Bruxelles.

Assemblée générale ordinaire du 1er octobre 1952.

L'assemblée a approuvé le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1951. Elle a réélu en qualité d'administrateur M. Pierre WITMEUR pour un nouveau terme de six ans. Elle a nommé en qualité d'administrateur pour un terme de six ans M. Fernand TRICOT. Elle a réélu en qualité de commissaire M. Adhémar MULLIE pour un nouveau terme de six ans.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

(sé) G. PASSAU. (sé) A. MARTHOZ.

Société Minière du Lualaba (MILUBA).

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Goma (Congo belge).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie à Bruxelles.

Registre du Commerce : Costermansville nº 209.

Constituée le 2 décembre 1932, suivant acte publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 janvier 1934.

Autorisée par arrêté royal du 16 décembre 1933, publié au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 janvier 1934.

Statuts modifiés le 3 octobre 1933, suivant acte publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 janvier 1934, le 26 septembre 1934,

suivant acte publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 décembre 1934, le 13 mai 1938, suivant acte publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 juillet 1938, le 25 septembre 1946, suivant acte publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 novembre 1946 et le 27 septembre 1950, suivant acte publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 décembre 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :			
Apports, frais de constitution, frais d'augmentation de capital, prospections, routes, constructions, travaux d'installation :			
Dép. des exerc. précédents	71.496.798,95		
Dépenses en 1951 . . .	8.506.460,—		
		80.003.258,95	
Am. des exerc. précédents	71.496.798,95		
Amortiss. de 1951 . .	8.506.460,—		
		80.003.258,95	
			mémoire
Réalisable :			
Portefeuille		1.533.033,95	
Débiteurs divers		5.782.784,35	
Stock de produits (or et cassitérite) . .		20.720.522,—	
			28.036.340,30
Disponible :			
Banques et chèques postaux			17.646.346,49
Comptes débiteurs			17.942.681,—
Comptes d'ordre :			
Cautionnements statutaires		145.000,—	
Divers		1.809.318,—	
			1.954.318,—
			65.579.685,79

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :			
Capital représenté par :			
30.000 actions de capital		15.000.000,—	
10.000 actions de dividende		—	
			15.000.000,—

Réserve statutaire		1.500.000,—
Fonds de prévision		7.000.000,—
Dettes sans garanties réelles :		
Dividende restant à payer	593.205,06	
Créditeurs divers	13.477.544,77	
		14.070.749,83
Comptes créditeurs		8.592.812,—
Comptes d'ordre :		
Cautionnements statutaires	145.000,—	
Divers	1.809.318,—	
		1.954.318,—
Profits et pertes :		
Solde		17.461.805,96
		65.579.685,79

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe	532.413,27
Droits de sortie sur produits miniers	9.073.583,—
Impôt sur la superficie des concessions	67.620,—
Amortissement de l'immobilisé	8.506.460,—
Provision pour impôt	2.000.000,—
Solde	17.461.805,96
	37.641.882,23

CREDIT.

Résultat d'exploitation	37.556.939,99
Intérêts des comptes en banque et divers	84.942,24
	37.641.882,23

Conseil d'Administration.

M. Léon WIELEMANS, industriel, n° 360, avenue Van Volxem à Forest, président.

M. Maurice LEFRANC, ingénieur civil, n° 88, rue Bosquet à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, vice-président, administrateur-délégué.

M. Prosper LANCSWEERT, ingénieur civil des mines, n° 34, avenue du Val d'Or, à Woluwe-Saint-Pierre, administrateur-délégué.

M. Célestin CAMUS, ingénieur des constructions civiles, n° 28, rue Lesbroussart à Ixelles.

M. le baron Edouard EMPAIN, industriel, n° 72, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

M. André GILSON, propriétaire, n° 194a, avenue de Tervueren à Woluwe-Saint-Pierre.

M. le chevalier Michel LALLEMAND, propriétaire, n° 92, avenue de Cortenberg à Bruxelles.

M. Georges LESCORNEZ, administrateur de sociétés, n° 9, avenue des Capucines à Bruxelles.

M. Jacques RELECOM, ingénieur civil des mines, n° 435, avenue Louise à Bruxelles.

Collège des Commissaires.

M. Pierre CORBEEL, chef de service de la société « Belgika », n° 9, rue Van den Boogaerde à Molenbeek-Saint-Jean.

M. Idès DE SCHREVEL, administrateur de banque, n° 79, boulevard du Jubilé à Molenbeek-Saint-Jean.

M. Fernand TOMSON, ingénieur civil des mines, n° 40, boulevard de Dixmude à Bruxelles.

M. François VUYE, propriétaire, n° 160, chaussée de la Grande Espinette à Rhode-Sainte-Genèse.

Assemblée générale ordinaire du 24 septembre 1952.

L'assemblée a approuvé le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1951. Elle a réélu en qualité d'administrateur M. Célestin CAMUS et en qualité de commissaire M. Pierre CORBEEL; leur mandat expire en 1958. Elle a nommé M. Fernand TRICOT, administrateur, pour achever le mandat de M. Lucien LABIE, administrateur décédé.

Certifié conforme.

Les deux administrateurs.

(sé) Pros. LANCSWEERT. (sé) Cél. CAMUS.

Compagnie Minière du Nord de l'Ituri (COMINOR).

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Goma (Congo belge).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie à Bruxelles.

Registre du Commerce : Costermansville n° 221.

—

Constituée le 16 décembre 1936, suivant acte publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 mars 1937.

Autorisée par arrêté royal du 16 février 1937, publié au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 mars 1937.

Statuts modifiés le 28 septembre 1938 et le 27 septembre 1950, suivant actes publiés à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 janvier 1939 et du 15 décembre 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution, prospections, routes, constructions, travaux d'installation :			
Dépenses antérieures . .	7.828.080,54		
Dépenses de 1951	693.821,—		
		8.521.901,54	
Amortissements :			
sur frais de constitution .	142.488,45		
sur dépenses de prospection :			
exercices antérieurs . .	5.366.695,11		
exercice 1951	645.011,37		
	6.011.706,48		
sur dépenses de routes, de constructions et de travaux d'installation :			
exercice antérieurs . .	162.169,82		
exercice 1951	806.095,—		
	968.264,82		
		7.122.459,75	
			1.399.441,79

Réalisable :		
Portefeuille	1.000,—	
Actionnaires	4.000.000,—	
Débiteurs divers	959.644,36	
Stock or et argent	1.259.000,—	
		6.219.644,36
Disponibilités :		
Banques et chèques postaux		2.379.171,41
Compte débiteur		531.295,—
Compte d'ordre :		
Cautionnements statutaires		178.500,—
		10.708.052,56

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :	
Capital représenté par 20.000 actions de capital	10.000.000,—
Réserve statutaire	24.541,35
Dettes sans garanties réelles :	
Créditeurs divers	505.011,21
Compte d'ordre :	
Cautionnements statutaires	178.500,—
	10.708.052,56

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Solde reporté		318.429,90
Frais généraux d'Europe		103.803,60
Impôt sur la superficie des concessions		122.541,—
Amortissements :		
sur prospections	645.011,37	
sur travaux d'installation	806.095,—	
		1.451.106,37
		1.995.880,87

CREDIT.

Résultat d'exploitation	1.992.310,13
Intérêts des comptes en banque	3.570,74
	1.995.880,87

Conseil d'Administration.

M. Léon HELBIG de BALZAC, docteur en droit, 50, boulevard Saint-Michel à Etterbeek, président.

M. Maurice LEFRANC, ingénieur civil, 88, rue Bosquet à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, vice-président, administrateur-délégué.

M. Raymond ANTHOINE, ingénieur civil des mines, 34, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

M. Arthur de SAN, secrétaire général honoraire du Congo belge, 71, avenue Brugmann à Uccle.

M. Jacques d'HOOP, docteur en droit, 35, Dieweg à Uccle.

M. André GILSON, commissaire général honoraire du Congo belge, 194a, avenue de Tervueren à Woluwe-Saint-Pierre.

M. Jacques GRAZIA, industriel, 22, drève de la Meute à Waterloo.

M. le chevalier Michel LALLEMAND, propriétaire, 92, avenue de Cortenberg à Bruxelles.

M. Paul ORBAN, docteur en droit, 24, boulevard du Régent à Bruxelles.

M. Georges PASSAU, ingénieur des mines (Ms), 67, rue de Spa à Bruxelles.

Collège des Commissaires.

M. Joseph MATHY, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes à Ixelles.

M. Pierre ORTMANS, administrateur de sociétés, 14, avenue Reine Elisabeth à Anvers.

M. Gaston PAQUET, administrateur de sociétés, 215, rue Américaine à Ixelles.

Assemblée générale ordinaire du 24 septembre 1952.

L'assemblée a réélu MM. Maurice LEFRANC et Raymond ANTHOINE administrateurs pour un nouveau terme de six ans, et M. Pierre ORTMANS commissaire pour un nouveau terme de trois ans.

Certifié conforme.

Les deux administrateurs,

(sé) Paul ORBAN. (sé) G. PASSAU.

Plantations de Djombo.

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège administratif : 90, avenue de l'Université, Bruxelles.

R. C. B. n° 54.633.

—

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisations	9.199.385,—
Réalisable	4.963.750,—
Débiteurs divers	1.653.335,—
Disponible	2.426.896,—
Participation	150.000,—
	18.393.366,—

PASSIF.

Capital	10.200.000,—
Provisions pour contributions	2.757.866,—
Provisions pour rapatriements	63.500,—
Profits et pertes — reports 1950	1.410,—
Bénéfices 1951	5.370.590,—
	18.393.366,—

Compte Profits et Pertes.

Amortissements	697.322,—
Provisions pour contribution	1.040.829,—
Frais généraux	3.675.007,—
Bénéfices	5.370.590,—
	10.783.748,—
Exploitations	10.783.748,—
	10.783.748,—

Par décision de l'Assemblée Générale du 30 septembre 1952, le mandat d'administrateur de M. André Verloove a été renouvelé pour 6 ans.

Le Président du Conseil d'Administration.
Illisible.

G. HENRY,
Administrateur-délégué.

Compagnie des Mines d'Etain de la Belgika « BELGIKAETAIN ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 121, rue du Commerce, Bruxelles.

Registres du Commerce :
Bruxelles n° 193.617. Stanleyville n° 940.

Société constituée le 22 février 1946. Statuts publiés aux Annexes au Moniteur Belge des 20-21 mai 1946 (Acte n° 3. 105). Statuts modifiés par l'Assemblée Générale extraordinaire du 8 octobre 1948; modifications approuvées par Arrêté Royal du 29 novembre 1948, publiées aux Annexes au Moniteur Belge du 19 décembre 1948 (acte n° 23.483). Statuts modifiés par l'Assemblée Générale Extrordinaire du 25 janvier 1950; modifications approuvées par Arrêté Royal du 4 avril 1950, publiées aux Annexes au Moniteur Belge du 27 avril 1950 (Acte n° 8.662).

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 octobre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Premier établissement (solde au 31-12-50)	800.000,—	
Dépenses de l'exercice	96.236,—	
	896.236,—	
Amortissement de l'exercice	263.020,—	
		633.216,—
Construction de camps, immeubles, matériel, frais d'installation mines, frais de prospection, etc.		
Solde au 31-12-50	5.994.599,75	
Dépenses de l'exercice	1.933.918,—	
	7.928.517,75	
Amortissements de l'exercice	635.074,80	
		7.293.442,95

Réalisable :		
Portefeuille-titres	1.313.096,71	
Débiteurs	906,—	
Stock produits	6.100.000,—	
		7.414.002,71
Disponible :		
Banque et chèques-postaux		3.054.875,67
Divers :		
Comptes débiteurs		5.342.885,—
Comptes d'ordre :		
Engagements et contrats en cours		mémoire
Garanties statutaires		mémoire
		23.738.422,33

PASSIF.

Envers elle-même :		
Capital :		
40.000 actions de capital de 500 frs. .	20.000.000,—	
Réserve statutaire	107.236,90	
		20.107.236,90
Envers des tiers :		
Dividendes restant à payer	48.720,—	
Créditeurs	1.558.725,03	
		1.607.445,03
Divers :		
Comptes créditeurs		369.345,90
Profits et pertes :		
Solde en bénéfice		1.654.394,50
Comptes d'ordre :		
Engagements et contrats en cours		mémoire
Titulaires des garanties statutaires		mémoire
		23.738.422,33

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'administration et divers	193.304,77
Droits de sortie	709.879,—
Amortissements de l'exercice	898.094,80
Provision fiscale	225.000,—
Solde en bénéfice	1.654.394,50
	3.680.673,07

CREDIT.

Résultats d'exploitation	3.657.650,23
Intérêts bancaires	23.022,84
	3.680.673,07

REPARTITION.

5 p. c. à la réserve statutaire	82.719,73
Redevance à la Cie du C. F. L. sur frs. 1.571.674,77 . .	209.688,29
10 p. c. au Conseil Général sur frs. 1.571.674,77 . . .	157.167,48
Dividende aux 40.000 actions de capital	1.204.819,—
Brut : frs. 30,12 Net : frs. 25,— . . .	1.654.394,50

Situation du capital :

Entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du lundi 6 octobre 1952.

« L'Assemblée réélit à l'unanimité M. Marcel DEGROIDE en qualité de commissaire. Son mandat expire en 1955 ».

Composition du Conseil d'Administration.

M. LANCSWEERT, Prosper, Ingénieur Civil des Mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-St.-Pierre, Bruxelles, Président.

M. RELECOM, Jacques, Ingénieur Civil des Mines, 435, avenue Louise, Bruxelles, Administrateur-Directeur.

M. GILSON, André, H., Commissaire Général Honoraire du Congo Belge, 194a, avenue de Tervuren, Bruxelles, Administrateur.

M. GREGOIRE-DELECOURT, François, Joseph., Ingénieur Civil des Mines, 124, boulevard Brand Whitlock, Woluwe-St.-Lambert, Bruxelles, Administrateur.

M. WIELEMANS, Léon, Industriel, 360, avenue Van Volxem, Forest, Bruxelles, Administrateur.

Composition du Collège des Commissaires.

M. DEGROIDE, Marcel, comptable, 33, rue St.-Sébastien, Braine-l'Alleud.

M. LANCSWEERT, Roger, I. M. C., 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-St.-Pierre, Bruxelles.

M. VERFAILLIE, Edmond, Secrétaire de sociétés, 26, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-St.-Lambert, Bruxelles.

Bruxelles, le 10 octobre 1952.

Pour copie certifiée conforme.

Cie DES MINES D'ETAIN DE LA BELGIKA, BELGIKAETAIN.

L'Administrateur-Directeur, J. RELECOM.

Le Président, P. LANCSWEERT.

Société Minière de Nyangwe.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 121, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 111.641.

Société constituée le 16 février 1939, autorisée par Arrêté Royal du 15 mars 1939. Statuts publiés aux annexes au Moniteur Belge des 27-28 mars 1939 (N^{os} 3311-3312). Statuts modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 février 1941, modifications autorisées par arrêté du 28 mars 1941, ratifiées par Arrêté Royal du 30 mars 1948, publiées aux Annexes au Moniteur Belge du 26 juin 1941 sous le n° 10.288. Statuts modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 8 avril 1948, modifications approuvées par Arrêté Royal du 14 juillet 1948, publiées aux annexes au Moniteur Belge des 25-26 octobre 1948 (n° 20.530).

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 octobre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :			
Construction de camps, matériel, routes, frais de prospection, frais d'installation mines, etc.		6.508.219,78	
Dépenses de l'exercice 1951		1.170.815,—	
		7.679.034,78	
Amortiss. antérieurs . .	1.530.045,87		
Amortiss. de l'exercice .	2.629.225,72		
		4.159.271,59	3.519.763,19
Apport		598.000,—	
Amortissements antérieurs		598.000,—	0,—
Frais de constitution et d'augmentation de capital		140.005,25	
Amortissements antérieurs		140.005,25	0,—
Réalisable :			
Emprunt de l'assainissement monétaire .		191.000,—	
Débiteurs		2.322.657,63	
Avances sur commandes en cours . .		1.254.806,—	
Stock produits		983.315,—	4.751.778,63
Disponible :			
Banquiers			2.840.214,40
Divers :			
Comptes débiteurs			824.790,—
Comptes d'ordre :			
Engagements et contrats en cours			mémoire
Garanties statutaires			mémoire
			11.936.546,22

PASSIF.

Envers elle-même :		
Capital :		
20.000 actions de 500 frs. Série A . .	10.000.000,—	
20.000 actions s. d. v. Série B . . .	—	
Réserve statutaire	49.399,41	
		10.049.399,41
Envers les tiers :		
Dividendes restant à payer	600,—	
Créditeurs	8.630,94	
		9.230,94
Divers :		
Provision fiscale		325.000,—
Profits et pertes :		
Solde en bénéfice		1.552.915,87
Comptes d'ordre :		
Engagements et contrats en cours		mémoire
Titulaires des garanties statutaires		mémoire
		11.936.546,22

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'administration et divers		193.642,64
Droits de sortie		1.030.248,—
Amortissements :		
sur constructions de camps, matériel, routes	261.907,—	
sur frais d'installation mines, frais de prospection	2.367.318,72	
		2.629.225,72
Provision fiscale		325.000,—
Solde en bénéfice		1.552.915,87
		5.731.032,23

CREDIT.

Résultats d'exploitation	5.639.438,67
Remboursement impôt complémentaire exercice fiscal 1948	73.741,—
Intérêts bancaires et emprunt assainissement monétaire .	17.852,56
	5.731.032,23

REPARTITION.

5 p. c. à la réserve statutaire	77.645,79
5 p. c. au Fonds de Prévoyance en faveur du Personnel . .	77.645,79
Redevance aux 20.000 actions s. d. v. Série B sur 1.397.624,29	243.406,08
5 p. c. au Conseil Général sur 1.397.624,29	69.881,21
Dividende aux 20.000 actions de 500 frs. Série A . . .	1.084.337,—
Brut : frs. 54,22 Net : frs. 45,—	1.552.915,87

Situation du capital :

Entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du lundi 6 octobre 1952.

« L'Assemblée réélit en qualité d'administrateur M. Armand JAMAR dont le mandat expire immédiatement après l'Assemblée Générale annuelle de 1958 ».

Composition du Conseil d'Administration.

M. André H. GILSON, Commissaire Général honoraire du Congo Belge 194A, avenue de Tervueren, Bruxelles, Président.

M. Nicolas DECKER, Administrateur de sociétés, 25, Grande Chaussée, Berchem (Anvers), Vice-Président.

M. Prosper LANCSWEERT, Ingénieur Civil des Mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-St.-Pierre-Bruxelles, Administrateur-délégué.

M. Jacques RELECOM, Ingénieur Civil des Mines, 435, avenue Louise, Bruxelles, Administrateur-Directeur.

M. Henry de POTTER d'INDOYE, Propriétaire, Melle, Administrateur.

M. Armand JAMAR, Administrateur de sociétés, 23, avenue Fr. Roosevelt, Bruxelles, Administrateur.

M. Edmond VERFAILLIE, Secrétaire de sociétés, 26, avenue Albert Elisabeth, Woluwe-St.-Lambert- Bruxelles, Administrateur.

Composition du Collège des Commissaires.

M. Léonce DEMOULIN, Fondé de Pouvoirs de sociétés, 16, avenue de la Peinture, Dilbeek, Bruxelles.

M. Max LOHEST, Ingénieur Civil des Mines, 142, boulevard Brand Whitlock, Bruxelles.

Bruxelles, le 10 octobre 1952.

Pour copie certifiée conforme.

SOCIETE MINIERE DE NYANGWE.

L'Administrateur-Directeur, J. RELECOM.

L'Administrateur-Délégué, P. LANCSWEERT.

Mines d'Or Belgika « BELGIKAOR ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 121, rue du Commerce, Bruxelles.

Registres du Commerce :

Stanleyville n° 941. Bruxelles n° 54.266.

Société constituée le 10 juillet 1931. Autorisée par A. R. du 28 septembre 1931. Publications : Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1931. Annexe au Moniteur Belge du 10 octobre 1931 n° 13764.

Statuts modifiés par actes des :

	A. R.	B. O.C.	Annexe M. B.	
22- 2-1939	31-3-1939	15- 5-1939	17-18-4-1939	n° 5069
7-10-1946	—	15-10-1946	19-12-46	n° 22425
19-12-47	8-3-48	15- 4-48	2/3-2-1948	n° 1930
27-12-49	21-2-50	15- 4-50	11- 3-50	n° 3612
13- 6-52	11-8-52	15- 9-52	21- 6-52	n° 15059
23- 7-52	11-8-52	15- 9-52	20- 8-52	n° 19881

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 octobre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Construction de camps, immeubles, matériel, routes, frais d'installation mines, frais de prospections, etc.		
Solde au 31 décembre 1950	7.648.895,97	
Dépenses de l'exercice	12.690.159,15	
	20.339.055,12	
Amortissements de l'exercice	11.927.886,41	
		8.411.168,71

Réalisable :		
Portefeuille titres et fonds d'Etat . .	32.734.749,60	
Débiteurs	10.901.252,79	
Stock produits	10.808.943,—	
		54.444.945,39
Disponible :		
Caisse, banques et chèques-postaux		16.537.832,27
Divers :		
Comptes débiteurs		31.335.514,68
Comptes d'ordre :		
Engagements et contrats en cours		mémoire
Garanties statutaires		mémoire
		110.729.461,05

PASSIF.

Envers elle-même :		
Capital :		
157.600 actions de capital de 500 frs. . .	78.800.000,—	
Réserve statutaire	4.353.498,66	
		83.153.498,66
Envers des tiers :		
Dividende restant à payer	361.107,64	
Créditeurs	185.387,59	
		546.495,23
Divers :		
Comptes créditeurs		6.923.091,34
Profits et pertes :		
Solde en bénéfice		20.106.375,82
Comptes d'ordre :		
Engagements et contrats en cours		mémoire
Titulaires des garanties statutaires		mémoire
		110.729.461,05

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Frais généraux d'administration et divers		794.237,60
Droits de sortie		8.162.445,—
Amortissements :		
s/construction de camps, immeubles, matériel, routes	1.910.726,—	
s/frais d'installation mines, frais de prospections	10.017.160,41	
		11.927.886,41
Provision pour impôts		2.350.000,—
Solde en bénéfice		20.106.375,82
		43.340.944,83

CREDIT.

Résultats d'exploitation	41.906.353,37
Revenus de portefeuille-titres, intérêts bancaires, divers	879.501,46
Dégrèvements d'impôts	555.090,—
	43.340.944,83

REPARTITION.

5 p. c. à la réserve statutaire	1.005.318,79
5 p. c. au fonds de prévoyance en faveur du personnel	1.005.318,79
Redevance à la Cie du C. F. L. s/17.466.848,24	5.747.914,39
5 p. c. au Conseil Général sur 19.101.057,03	955.052,85
Dividende aux 157.600 actions de capital	11.392.771,—
Brut : frs. 72,29 Net : frs. 60,—	20.106.375,82

Situation du capital :

Entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du lundi 6 octobre 1952.

L'Assemblée réélit à l'unanimité Messieurs Prosper LANCSWEERT et Jean C. DE BUSSCHER respectivement en qualité d'administrateur et de commissaire. Leur mandat expire en 1958.

Composition du Conseil d'Administration.

M. L. WIELEMANS, Industriel, 360, avenue Van Volxem, Forest-Bruxelles, Président du Conseil d'Administration.

M. G. MOULAERT, Général retraité, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle, Vice-Président.

M. P. LANCSWEERT, Ingénieur Civil des Mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-St.-Pierre, Bruxelles, Administrateur-délégué.

M. J. RELECOM, Ingénieur Civil des Mines, 435, avenue Louise, Bruxelles, Administrateur-Directeur.

M. Th. DUWEZ, Administrateur de sociétés, 169, avenue de Broqueville, Woluwe-St.-Lambert, Bruxelles, Administrateur.

M. A. H. GILSON, Commissaire Général Honoraire du Congo Belge, 194a, avenue de Tervuren, Bruxelles, Administrateur.

M. Josué HENRY de la LINDI, Général retraité, 54, avenue Albert Elisabeth, Woluwe-St.-Lambert, Bruxelles, Administrateur.

M. LEFRANC, Ingénieur Civil, 88, rue Bosquet, St.-Gilles, Bruxelles, Administrateur.

M. LALLEMAND, Administrateur de sociétés, 92, avenue de Cortenberg, Bruxelles, Administrateur.

M. G. LESCORNEZ, Administrateur de sociétés, 9, avenue des Capucines, Schaerbeek, Bruxelles, Administrateur.

Composition du Collège des Commissaires.

M. J. BOSSAERT, Ingénieur Civil des Mines, 44, avenue de l'Hippodrome, Ixelles-Bruxelles.

M. J. C. DE BUSSCHER, Docteur en Droit, Schaerbeek Bruxelles, 38, square Vergote.

M. E. VERFAILLIE, Secrétaire de sociétés, 26, avenue Albert Elisabeth, Woluwe-St.-Lambert, Bruxelles.

M. F. VUYE, Propriétaire, Villa Antonio, 160, chaussée Grande Espinette, Rhode-St.-Genèse.

Bruxelles, le 10 octobre 1952.

Pour copie certifiée conforme.

MINES D'OR BELGIKA « BELGIKAOR ».

L'Administrateur-Directeur, J. RELECOM.

L'Administrateur-Délégué, P. LANCSWEERT.

Société Minière du Maniema.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 121, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 8873.

—

Société constituée le 6 mars 1928. Statuts publiés aux Annexes au Moniteur Belge du 31 mars 1928. Modifications publiées aux Annexes au Moniteur Belge des 20-21 février 1939 et du 29 novembre 1947.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 octobre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :		
Construction de camps, matériel, routes, frais de prospection, etc.	8.744.212,76	
Apport	1.500.000,—	
Frais d'augmentation de capital . . .	76.304,55	
	10.320.517,31	
Amortissements de l'exercice	34.551,67	
		10.285.965,64
Réalisable :		
Portefeuille-titres et fonds d'Etat . . .	3.654.321,60	
Débiteurs	3.502,05	
		3.657.823,65
Disponible :		
Banquiers et chèques-postaux		211.831,04
Divers :		
Comptes débiteurs		923.004,27
Comptes d'ordre :		
Engagements et contrats en cours		mémoire
Garanties statutaires		mémoire
		15.078.624,60

PASSIF.

Envers elle-même :	
Capital :	
24.000 parts sociales s. d. v. Série A	
6.000 actions privilégiées de 500 frs. Série A	
15.000 parts sociales s. d. v. Série B	15.000.000,—
Envers des tiers :	
Créditeurs	78.624,60
Comptes d'ordre :	
Engagements et contrats en cours	mémoire
Titulaires des garanties statutaires	mémoire
	15.078.624,60

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Pertes reportées	43.718,27
Frais généraux Bruxelles	22.652,65
Frais d'études et de recherches	88.434,—
Amortissements de l'exercice	34.551,67
	189.356,59

CREDIT.

Revenus du Portefeuille, fonds d'Etat et intérêts bancaires	189.356,56
	189.356,59

Situation du capital :

Entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 6 octobre 1952.

« L'Assemblée réélit à l'unanimité M. Armand JAMAR en qualité d'administrateur. Son mandat expire immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1958 ».

Composition du Conseil d'Administration.

M. André H. GILSON, Commissaire Général Honoraire du Congo Belge, 194A, avenue de Tervuren, Bruxelles, Président.

M. Prosper LANCSWEERT, Ingénieur Civil des Mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-St.-Pierre, Bruxelles, Administrateur-délégué.

M. Jacques RELECOM, Ingénieur Civil des Mines, 435, avenue Louise, Bruxelles, Administrateur-directeur.

M. Josué HENRY de la LINDI, Général retraité, 54, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-St.-Lambert, Bruxelles, Administrateur.

M. Armand JAMAR, Administrateur de sociétés, 23, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, Administrateur.

M. Georges MOULAERT, Général retraité, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle, Bruxelles, Administrateur.

M. Arthur RELECOM, Ingénieur industriel, 38, rue de l'Aqueduc, St.-Gilles, Bruxelles, Administrateur.

Composition du Collège des Commissaires.

M. Léonce DEMOULIN, Fondé de Pouvoirs de sociétés, 16, avenue de la Peinture, Dilbeek, Bruxelles.

M. Edmond VERFAILLIE, Secrétaire de sociétés, 26, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-St.-Lambert, Bruxelles.

Bruxelles, le 10 octobre 1952.

Pour copie certifiée conforme.

SOCIETE MINIERE DU MANIEMA.

L'Administrateur-Directeur, J. RELECOM.

L'Administrateur-Délégué, P. LANCSWEERT.

Société Immobilière et Commerciale Congolaise « SIMCONGO ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

—

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

Acte constitutif approuvé par arrêté du Régent du deux mai mil neuf cent quarante neuf, publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze juin mil neuf cent quarante neuf. — Modification aux statuts publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze août mil neuf cent cinquante.

(1) Arrêté royal du 20 octobre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1952. — 1re Partie.

ACTE AUTHENTIQUE

constatant l'augmentation du capital de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « SIMCONGO » de un à deux millions de francs congolais.

Les soussignés :

1) Monsieur Antoine CLAEYS BOUUAERT, administrateur de la dite Société, résidant à Léopoldville.

2) Monsieur Joseph-Valère BELLI, administrateur de la dite Société résidant à Léopoldville.

3) Madame Henriette MUTSAERTS, épouse assistée et autorisée de M. Antoine CLAEYS BOUUAERT prénommé, sans profession, résidant à Léopoldville,

déclarent qu'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la S. C. R. L. Société Immobilière et Commerciale Congolaise « SIMCONGO » a été convoquée par lettre recommandée adressée à tous les actionnaires, pour le vingt six août mil neuf cent cinquante-deux, et s'est tenue ce jour là à seize heures ou siège social de la société, 12, Avenue des Aviateurs à Léopoldville.

L'Assemblée avait pour ordre du jour :

1° Augmentation du Capital Social de un million de francs congolais à un million quatre cent mille francs congolais par incorporation au capital social de la réserve spéciale prévue au compte de répartition joint au bilan mil neuf cent cinquante et un. Création de quarante parts sociales nouvelles de francs nominal dix mille chacune, qui seront attribuées gratuitement aux actionnaires dans la proportion de deux parts sociales nouvelles pour cinq parts sociales anciennes.

2° Augmentation du Capital Social de un million quatre cent mille francs congolais à deux millions de francs congolais par création de soixante parts sociales nouvelles de francs nominal dix mille chacune, à souscrire en numéraire, offertes en souscription aux actionnaires à titre irréductible dans la proportion de trois parts sociales nouvelles pour cinq parts sociales anciennes.

3° Ces actions jouiront des mêmes droits et avantages que les actions actuellement existantes et participeront, prorata temporis, au bénéfice éventuel de l'exercice commencé le premier janvier mil neuf cent cinquante-deux.

4° Souscription immédiate des nouvelles actions.

5° Modifications aux statuts pour mise en concordance du texte avec les décisions ci-dessus.

Les soussignés déclarent que le procès-verbal de la dite réunion a constaté que l'assemblée a été ouverte à seize heures et qu'étaient présents :

Monsieur Léon CLAEYS BOUUAERT, président du Conseil demeurant à EINE-lez-Audenaerde, porteur de dix parts sociales, représenté par Monsieur Antoine CLAEYS BOUUAERT, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du quatre août mil neuf cent cinquante deux, Madame Henriette MUTSAERTS, épouse de Monsieur Antoine CLAEYS BOUUAERT, porteur de quarante cinq parts sociales.

Monsieur Antoine CLAEYS BOUUAERT, Administrateur délégué, porteur de vingt parts sociales.

Monsieur Valère Joseph BELLI, Administrateur, porteur de vingt parts sociales.

Le président ayant constaté que sur les cent actions de la société nonante cinq étaient représentées, l'assemblée se reconnaît valablement constituée et apte à délibérer sur les objets à l'ordre du jour.

L'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes :

I. — *Augmentation du capital.*

1° L'assemblée décide d'augmenter le capital de un million de francs congolais à un million quatre cent mille francs congolais par incorporation au capital social de la réserve spéciale prévue au compte de répartition joint au bilan mil neuf cent cinquante-et-un. Elle décide de la création de quarante parts sociales d'une valeur nominale de dix mille francs chacune, du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales actuellement existantes et participant depuis le premier janvier mil neuf cent cinquante deux aux bénéfices éventuels de l'exercice en cours.

Les quarantes parts sociales nouvelles seront attribuées gratuitement aux actionnaires dans la proportion de deux parts sociales nouvelles pour cinq parts sociales anciennes.

VOTE : Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

2° L'assemblée décide d'augmenter le capital de un million quatre cent mille francs congolais à deux millions de francs congolais par création de soixante parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de dix mille francs chacune, du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales actuellement existantes et participant à partir du premier octobre prochain aux bénéfices éventuels de l'exercice en cours.

Les soixantes parts sociales nouvelles seront immédiatement souscrites au pair et en espèces et entièrement libérées.

Conformément à l'article neuf des statuts, l'assemblée accorde aux propriétaires de parts sociales un droit de préférence pour la souscription des parts sociales nouvelles.

VOTE : Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

II. — *Souscription. — Libération.*

Les soixantes parts sociales nouvelles sont à l'instant souscrites au pair et en espèces de la manière suivante :

1) Monsieur Léon CLAEYS BOUUAERT	10 parts
2) Monsieur Antoine CLAEYS BOUUAERT	25 parts
3) Monsieur Valère Joseph BELLI	20 parts
4) Monsieur Ignace CLAEYS BOUUAERT	5 parts
	60 parts

L'assemblée reconnait que chacune des parts sociales ainsi souscrites est entièrement libérée par un versement en espèces de sorte que la société a dès à présent, de ce chef à sa disposition une somme de six cent mille francs congolais.

III. — *Constatation de la réalisation effective de l'augmentation du capital.*

L'assemblée reconnait à l'unanimité que l'augmentation de capital est ainsi entièrement souscrite et que le capital est effectivement porté à deux millions de francs congolais.

IV. — *Modifications des statuts.*

L'assemblée décide d'apporter les modifications suivantes :

Article 5. — Le 1er alinéa de cet article est remplacé par le texte suivant :

Le capital social est fixé à deux millions de francs congolais représenté par deux cent parts sociales sans distinction de valeur.

Article 6. — Le 1er alinéa est à compléter par le texte suivant :

En outre, par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du vingt-six août mil neuf cent cinquante-deux il a été créé :

1° Quarante parts sociales nouvelles attribuées gratuitement aux porteurs de parts sociales dans la proportion de deux parts sociales nouvelles pour cinq parts sociales anciennes.

2° Soixante parts sociales nouvelles ont été souscrites en espèces et entièrement libérées.

Les modifications faisant l'objet du présent acte ont été décidées sous conditions suspensive de leur autorisation par arrêté Royal.

Fait à Léopoldville, le vingt-trois septembre mil neuf cent cinquante deux.

(s.) A. CLAEYS BOUUAERT.

(s.) J. V. BELLI.

(s.) H. MUTSAERTS-CLAEYS BOUUAERT.

ACTE NOTARIE.

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le vingt troisième jour du mois de septembre, Nous soussigné, DENIS André, Notaire à Léopoldville, certifions que l'acte dont les clauses sont ci-dessus insérées, Nous a été présenté ce jour à Léopoldville par :

1) Monsieur Antoine CLAEYS BOUUAERT, Administrateur de la dite société résidant à Léopoldville.

2) Monsieur Joseph-Valère BELLI, Administrateur de la dite société, résidant à Léopoldville.

3) Madame Henriette MUTSAERTS, épouse assistée et autorisée de M. Antoine CLAEYS BOUUAERT, prénommé, sans profession, résidant à Léopoldville,

comparaissant en personne en présence de Messieurs LEFEVRE Georges et LECLERCQ Pierre, fonctionnaires de la Colonie, résidant tous deux à Léopoldville, témoins instrumentaires à ce requis, réunissant les conditions exigées par la loi,

Lecture du contenu de l'acte susdit a été fait par Nous, Notaire, aux comparants et aux témoins,

Les comparants préqualifiés ont déclaré devant Nous et en présence des dits témoins que l'acte susdit, tel qu'il est dressé, renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi, les présentes ont été signées par Nous, Notaire, les comparants et les témoins et revêtues du sceau de l'Office Notarial de Léopoldville.

Signature des comparants :

(s.) A. CLAEYS BOUUAERT.

(s.) J. V. BELLI.

(s.) H. MUTSAERTS-CLAEYS BOUUAERT.

Signature du Notaire :

(s.) DENIS.

Signature des Témoins :

(s.) LEFEVRE. (s.) LECLERCQ.

Droits perçus : Frais d'acte	frs.	300,—
Enregistrement : 1er rôle		80,—
7 rôles à 60 frs.		420,—
Au total :		800,—

suivant quittance n° 16.598 en date de ce jour.

Enregistré par Nous soussigné, ce vingt-trois septembre mil neuf cent cinquante deux, à l'Office Notarial de Léopoldville, sous le n° 8954, folios 179-180, volume LII.

Le Notaire, A. DENIS.

(s.) A. DENIS.

Notariat de Léopoldville, Congo Belge.

Gouvernement Général Congo Belge.

Pour légalisation de la signature de M. A. Denis, apposée ci-dessus.

Léopoldville, le 24 septembre 1952.

Le fonctionnaire-délégué, (sé.) A. Stenmans.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,	Mij bekend,
pour le Ministre des Colonies en mission.	voor de Minister van Koloniën op zending.
Le Ministre de l'Instruction Publique le 14 octobre 1952.	De Minister van Openbaar Onderwijs de 14 October 1952.

(sé) P. HARMEL (get.)

Société de Travaux et d'Entreprises au Congo « SOTECO ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

—

CREATION DE PARTS DE FONDATEUR. MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'An mil neuf cent cinquante deux, le onze septembre, à quinze heures.

En notre Etude à Bruxelles, rue du Moniteur, numéro 8.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société de Travaux et d'Entreprises au Congo » — « Soteco », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles soussigné, le trois mars mil neuf cent quarante neuf et dont les statuts ont été publiés après autorisation de la société par arrêté royal du trente mars mil neuf cent quarante neuf, à l'annexe au Moniteur belge des vingt cinq/vingt six avril mil neuf cent quarante neuf, numéro 7642 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze mai mil neuf cent quarante neuf.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre de parts sociales dont chacun d'eux se déclare propriétaire sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte a été revêtue de la mention d'annexe et signé par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Jacques Neef de Sainval, industriel, demeurant à Ixelles, rue Louis Hymans, numéro 6, Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président assume les fonctions de secrétaire.

Monsieur Raymond Van Hougaerden, industriel, demeurant à Ohain, remplit les fonctions de scrutateur.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour.

1. Création de trois mille parts de fondateur à attribuer, jouissance au premier juillet mil neuf cent cinquante deux, à Messieurs Jacques Neef

---

(1) Arrêté royal du 20 octobre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1952. — 1re Partie.

de Sainval et Maurice Verbeke, en rémunération de l'apport par ceux-ci de leurs études, démarches, travaux et concours en vue de la constitution de la société, ainsi que de l'apport de leurs relations commerciales pour la mise en marche de la société et de leur activité en vue de permettre à la société de réaliser son objet social.

2. Modifications aux statuts :

Article deux, premier alinéa, supprimer les mots « et après autorisation par arrêté royal ».

Deuxième alinéa, prévoir le transfert du siège administratif.

Ajouter un troisième alinéa, pour prévoir la publication du changement du siège social ou du siège administratif.

Article trois, troisième alinéa, après les mots « ou restreint » ajouter « sans toutefois en altérer l'essence ».

Article quatre, stipuler que la société a pris cours à la date de son autorisation par arrêté royal.

Article cinq, mentionner la création des parts de fondateur dont le nombre ne pourra jamais être augmenté ou réduit.

Article six, faire l'historique de la création des titres de la société.

Article sept, régler le droit de préférence à la souscription des parts sociales à émettre contre espèces.

Article onze, dire que les parts de fondateur sont nominatives ou au porteur au gré des propriétaires.

Article douze, stipuler que le registre des parts nominatives est tenu soit au siège social, soit au siège administratif et que les parts ne sont cessibles qu'après l'autorisation par arrêté royal de leur création et améliorer la rédaction.

Article treize, améliorer la rédaction.

Article vingt sept, dire que l'assemblée générale se compose des propriétaires de parts sociales et de parts de fondateur.

Article vingt huit, supprimer la mention devenue caduque.

Article trente, améliorer la rédaction.

Article trente et un, améliorer la rédaction.

Article trente trois, déterminer le droit de vote des parts sociales et des parts de fondateur.

Article trente quatre, améliorer la rédaction.

Article trente cinq, déterminer les conditions requises pour la modification des statuts et opérations y assimilées et les prescriptions en cas de perte de la moitié ou des trois/quarts du capital.

Article trente sept, supprimer le deuxième alinéa.

Article trente huit, supprimer la mention devenue caduque.

Article quarante, stipuler que le bénéfice net annuel sera réparti comme suit :

Cinq pour cent au moins pour le fonds de réserve; un premier dividende de quarante francs par part sociale; du surplus, dix pour cent pour le conseil d'administration et les commissaires à répartir suivant un règlement d'ordre intérieur; le solde, soixante quinze pour cent, aux parts sociales et vingt cinq pour cent aux parts de fondateur, sauf décision contraire de l'assemblée en ce qui concerne ce solde.

Article quarante quatre, dire que la répartition de l'actif net en cas de liquidation servira d'abord au remboursement du capital social entre les parts sociales et ensuite à la répartition du surplus comme suit : soixante quinze pour cent entre les parts sociales et vingt cinq pour cent entre les parts de fondateur.

Suppression du titre huit et des articles quarante six, quarante sept et quarante neuf.

II. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles trente et trente et un des statuts.

III. Que les trois mille parts sociales de la société étant toutes représentées à l'assemblée il n'y a pas lieu de justifier des convocations.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée, conformément aux dispositions de l'article trente cinq des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de créer trois mille parts de fondateur dont les droits et avantages seront déterminés en la résolution ci-après et qui jouiront, pour l'exercice social en cours, de la moitié du dividende éventuel qui leur sera reconnu statutairement.

Ces trois mille parts de fondateur sont remises à Monsieur Jacques Neef de Sainval, industriel, demeurant à Ixelles, rue Louis Hymans, numéro 6 et à Monsieur Maurice Verbeke, industriel, demeurant à Bruxelles, rue Royale, numéro 47, à chacun pour moitié, en rémunération de leurs études, démarches, travaux et concours en vue de la constitution de la présente société, ainsi que de l'apport de leurs relations commerciales pour la mise en marche de la société et de leur activité en vue de permettre à la société de réaliser son objet social.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article deux, in fine du premier alinéa, les mots « et après autorisation par arrêté royal » sont supprimés.

Le deuxième alinéa du même article deux est remplacé par :

« Le conseil d'administration peut établir un siège administratif en » Belgique, au Congo belge ou à l'étranger; il en fixera l'endroit. Le con- » seil pourra ultérieurement transférer ce siège administratif partout où » il le jugera nécessaire ».

Au même article deux, entre les deuxième et troisième alinéas, il est intercalé un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Tout changement du siège social ou du siège administratif est publié » par avis inséré à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge ou du » Bulletin Administratif du Congo belge ».

A l'article trois, au dernier alinéa, après les mots « ou restreint » sont intercalés les mots « sans toutefois en altérer l'essence ».

A l'article quatre, le texte du premier alinéa est remplacé par :

« La société est constituée pour une durée de trente ans ayant pris » cours à la date de son autorisation par arrêté royal, soit le trente mars » mil neuf cent quarante neuf ».

A l'article cinq, il est ajouté ce qui suit :

« Il existe en outre trois mille parts de fondateur dont le nombre ne » pourra jamais être augmenté ou réduit, même par voie de modification » aux statuts. Les droits respectifs des deux catégories de titres sont dé- » terminés ci-après ».

Le texte de l'article six est remplacé par :

« Lors de la constitution de la société, les trois mille parts sociales re- » présentatives du capital ont été souscrites contre espèces, au prix de » mille francs chacune et libérées de vingt pour cent; elles ont été entiè- » rement libérées dans la suite.

» Suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, » le onze septembre mil neuf cent cinquante deux, il a été créé trois mille » parts de fondateur ».

A l'article sept, le texte du deuxième alinéa est remplacé par :

« Les nouvelles parts sociales qui seraient à souscrire contre espèces se- » ront offertes par préférence aux propriétaires des parts sociales et des » parts de fondateur existant au jour de l'émission, au prorata du nom- » bre de titres, sans distinction de catégories, appartenant à chacun » d'eux ».

A l'article onze, il est ajouté un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Les parts de fondateur sont nominatives ou au porteur, au gré des » propriétaires ».

A l'article douze, le premier alinéa est remplacé par :

« La propriété des parts nominatives s'établit par l'inscription dans un » registre, tenu soit au siège social, soit au siège administratif ».

Au même article douze, au troisième alinéa, les mots « parts sociales nominatives » sont remplacés par « parts nominatives ».

Au même article douze, le texte du huitième alinéa est remplacé par :

« Les cessions de parts ne sont valables qu'après la date de l'arrêté » royal autorisant leur création ».

Au neuvième alinéa du même article douze, les mots « Les parts sociales au porteur » sont remplacés par « Les parts au porteur ».

A l'article treize, le texte du premier alinéa est remplacé par : « Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leur souscription ».

Au deuxième alinéa du même article treize, les mots « d'une part sociale » sont remplacés par « d'une part ».

A l'article vingt sept, après le premier alinéa, il est intercalé un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Elle se compose de tous les propriétaires de parts sociales et de parts » de fondateur qui ont tous le droit de voter, soit par eux-mêmes direc- » tement, soit par mandataire, moyennant observation des dispositions » statutaires ».

A l'article vingt huit, in fine du premier alinéa, les mots « et pour la première fois en mil neuf cent cinquante » sont supprimés.

A l'article trente, au premier alinéa, les mots : « les propriétaires de parts sociales » sont remplacés par « les propriétaires de parts ».

A l'article trente et un, le dernier alinéa est remplacé par :

« Une liste de présence, indiquant les noms des actionnaires et le nom- » bre de titres de chaque catégorie qu'ils possèdent, doit être signée par » chacun d'eux ou par leurs mandataires avant d'être admis à l'assem- » blée ».

A l'article trente trois, le premier alinéa est remplacé par :

« Chaque part sociale donne droit à une voix, chaque part de fondateur » donne droit à une voix.

» Toutefois, les parts de fondateur ne pourront, en aucun cas, se voir » attribuer dans l'ensemble un nombre de voix supérieur à la moitié de » celui attribué à l'ensemble des parts représentatives du capital exprimé, » ni être comptées dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux » deux/tiers du nombre des vois émises par les parts sociales.

» Si les votes soumis à limitation soit émis en sens différents, les ré- » ductions s'opèrent proportionnellement; il n'est pas tenu compte des » fractions de voix.

» La réduction aux deux/tiers ne s'opère pas lorsqu'il y a lieu à appli- » cation de l'article soixante et onze des lois belges coordonnées sur les » sociétés commerciales ».

Au premier alinéa de l'article trente quatre, après les mots « parts sociales » sont intercalés les mots « et parts de fondateur ».

Le texte de l'article trente cinq est remplacé par :

« Lorsqu'il y a lieu pour l'assemblée générale de décider :

» 1. d'une modification aux statuts; 2. d'une augmentation ou d'une » réduction du capital social; 3. de la fusion de la société avec d'autres » sociétés ou de l'alinéation totale des biens de la société; 4. de la mise » en liquidation anticipée de la société, l'objet des modifications propo- » sées doit être spécialement indiqué dans les convocations et l'assemblée » doit réunir au moins la moitié des titres dans chacune des catégories. » Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation » sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quelle » que soit la portion des titres représentés dans chacune des catégories » par les actionnaires présents.

» Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois/quarts » des voix dans chacune des catégories.

» En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs » doivent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes » prescrites pour les modifications aux statuts, la question de dissolution » de la société. Si la perte atteint les trois/quarts du capital, la dissolu- » tion pourra être prononcée par les actionnaires possédant un/quart » des parts représentées à l'assemblée ».

A l'article trente sept, le deuxième alinéa est supprimé.

A l'article trente huit, au premier alinéa, le membre de phrase « et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante neuf » est supprimé.

Le texte de l'article quarante est remplacé par :

« Sur le bénéfice net résultant du bilan, après défalcation des charges » sociales et amortissements, il est prélevé :

» 1. Cinq pour cent au moins pour former un fonds de réserve; lorsque » ce fonds atteint dix pour cent du capital social, ce prélèvement n'est » plus obligatoire.

» 2. La somme nécessaire pour attribuer à chaque part sociale un pre- » mier dividende de quarante francs, éventuellement réduit prorata tem- » poris et liberationis.

» Sur le surplus, il est prélevé dix pour cent pour les membres du con- » seil d'administration et du collège des commissaires, qui se les répar- » tiront entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans toutefois » qu'un commissaire puisse toucher plus du tiers des tantièmes d'un ad- » ministrateur non investi de fonctions spéciales.

» Le solde est réparti à concurrence de soixante quinze pour cent aux » parts sociales et de vingt cinq pour cent aux parts de fondateur.

» Toutefois, le conseil d'administration peut proposer à l'assemblée gé- » nérale d'affecter tout ou partie de ce solde, soit à un report à nouveau, » soit à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit » à toute autre destination sociale ».

A l'article quarante quatre, le texte du premier alinéa est remplacé par :

» Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des » frais de liquidation, l'avoir social servira d'abord à répartir le montant

» du capital social entre toutes les parts sociales; le solde sera réparti à » concurrence de soixante quinze pour cent entre toutes les parts sociales » et de vingt cinq pour cent entre toutes les parts de fondateur ».

Le titre huit — Dispositions transitoires et les articles quarante six, quarante sept et quarante neuf sont supprimés et l'article quarante huit devient l'article quarante six.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à quinze heures vingt minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, Notaire.

(signé) J. Neef de Sainval; R. Van Hougaerden; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 18 septembre 1952, volume 1385, folio 9, case 10, cinq rôles, deux renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) Decock.

ANNEXE.

Société de Travaux et d'Entreprises au Congo « Soteco », société congolaise par actions à responsabilité limitée, Léopoldville (Congo belge).

Assemblée générale extraordinaire du 11 septembre 1952.

LISTE DE PRESENCE.

1. Monsieur Jacques Neef de Sainval, industriel, demeurant à Ixelles, rue Louis Hymans, numéro 6, propriétaire de quatorze cent soixante parts sociales 1.460

(signé) J. Neef de Sainval.

2. Monsieur Maurice Verbeke, industriel, demeurant à Bruxelles, rue Royale, numéro 47, propriétaire de quatorze cent cinquante parts sociales 1.450

Ici représenté par Monsieur Jacques Neef de Sainval, prénommé, suivant procuration du quatre septembre dernier.

(signé) J. Neef de Sainval.

3. Monsieur Camille Cauvain, chef comptable, domicilé à Quaregnon, rue Paul Pastur, numéro 162, résidant à Kamina (Congo belge), Boîte Postale 61, propriétaire de dix parts sociales . . 10

Ici représenté par Monsieur Jacques Neef de Sainval, prénommé, suivant procuration du premier septembre dernier.

(signé) J. Neef de Sainval.

4. Monsieur Auguste Damman, industriel, demeurant à Etterbeek, Boulevard Saint-Michel, numéro 82, propriétaire de vingt parts sociales 20

Ici représenté par Monsieur Raymond Van Hougaerden, industriel, demeurant à Ohain, suivant procuration du cinq septembre dernier.

(signé) R. Van Hoegaerden.

5. Monsieur Jean-Marie-Aloys-Hubert Neef de Sainval, industriel, demeurant à Uccle, avenue Winston Churchill, numéro 57, propriétaire de vingt parts sociales 20

Ici représenté par Monsieur Jacques Neef de Sainval, prénommé, suivant procuration du quatre septembre dernier.

(signé) J. Neef de Sainval.

6. Monsieur John Prelorenzo, entrepreneur, demeurant à Bruxelles, rue Royale, numéro 47, résidant à Kamina (Congo belge), Boîte Postale 61, propriétaire de vingt parts sociales 20

Ici représenté par Monsieur Raymond Van Hougaerden, prénommé, suivant procuration du premier septembre dernier.

(signé) R. Van Hougaerden.

7. Monsieur André-Jean-Marie Verbeke, industriel, demeurant à Bruxelles, rue Royale, numéro 47, propriétaire de vingt parts sociales 20

Ici représenté par Monsieur Raymond Van Hougaerden, prénommé, suivant procuration du cinq septembre dernier.

(signé) R. Van Hougaerden.

Ensemble : trois mille parts sociales 3.000

Le Président (signé) J. Neef de Sainval.

Le Secrétaire (signé) J. Neef de Sainval.

Le Scrutateur (signé) R. Van Hougaerden.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère, en date de ce jour.

Bruxelles, le onze septembre mil neuf cent cinquante deux.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 18 septembre 1952, volume 251, folio 58, case 12, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 516.

Bruxelles, le 26 septembre 1952.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 29 septembre 1952.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée au verso.

Bruxelles, le 29 septembre 1952.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,	Mij bekend,
pour le Ministre des Colonies	voor de Minister van Koloniën,
en mission.	op zending.
Le Ministre de l'Instruction Publique,	De Minister van Openbaar Onderwijs,
le 14 octobre 1952.	de 14 October 1952.

(sé) P. HARMEL (get.)

Cultures en Entreprises au Kivu.

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : KALEHE.

Siège administratif : 4, rue Montoyer, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 27015.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

I. *Immobilisé :*			
Plantations et immeubl. .	2.143.795,20		
Amortissements . . .	332.899,20		
		1.810.896,—	
Mat. outill. mobilier . .	188.617,30		
Amortissements . . .	67.452,30		
		121.165,—	
			1.932.061,—
II. *Disponible et réalisable :*			
Banquiers		617.331,45	
Portefeuille		1.141.241,60	
Débiteurs		3.810.881,16	
Magasins		1.641.440,—	
			7.210.894,21
III. *Compte d'ordre :*			
Cautionnements Administr. et Commiss.			56.250,—
			9.199.205,21

PASSIF.

I. *Envers elle-même :*		
Capital	3.000.000,—	
Réserve légale	252.831,10	
		3.252.831,10
II. *Envers les tiers :*		
Créditeurs divers		2.341.120,—
III. *Compte de profits et pertes :*		
Solde bénéficiaire		3.549.004,11
IV. *Compte d'ordre :*		
Administr. et Commiss. Cautionnements		56.250,—
		9.199.205,21

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux et divers	108.262,05
Amortissements	400.351,50
Solde créditeur	3.549.004,11
	4.057.617,66

CREDIT.

Report exercice précédent	90.114,93
Bénéfice brut d'exploitation	3.903.492,36
Divers	64.010,37
	4.057.617,66

REPARTITION.

Réserve légale	47.168,90
15,— frs. brut aux actions	180.000,—
Provision pour impôts	775.000,—
Tantièmes	368.300,—
153,67 frs. brut aux actions	1.844.096,40
Report à nouveau	334.438,81
	3.549.004,11

L'Assemblée générale ordinaire du 14 octobre 1952 a, à l'unanimité, approuvé les bilan et compte de profits et pertes.

Conseil d'Administration.

M. Arsène de LAUNOIT, Industriel, 4, rue Montoyer à Bruxelles.

M. René BRASSEUR, Administrateur de Sociétés, 3, Rond Point de l'Etoile à Bruxelles.

M. Etienne CORBISIER de MEAULTSART, Administrateur de Sociétés, 127, avenue de Broqueville à Bruxelles.

M. Maurice NAVEAU, Industriel, Château de Brâ à Brâ sur Lienne.

Commissaire.

M. Henri DECHARNEUX, Administrateur de Sociétés, 10, rue Bassenge à Liège.

Le Président du Conseil d'Administration,

A. de LAUNOIT.

Société Forestière et Agricole du Mayumbe.

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Boma (Congo Belge).

Siège administratif : 5, rue de la Science à Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 15170.

—

Société congolaise à responsabilité limitée constituée par acte du 22 février 1924, publié aux annexes du Moniteur Belge des 19-20 mai 1924, n° 6556, et au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 mai 1924, approuvé par arrêté royal du 26 avril 1924; statuts modifiés par acte du 18 novembre 1928, publié aux annexes du Moniteur belge du 1er novembre 1928, n° 14432 et au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 novembre 1928, approuvé par arrêté royal du 13 novembre 1928; par acte du 22 janvier 1937, publié aux annexes du Moniteur Belge du 7 février 1937, n° 1225, et au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 février 1937, approuvé par arrêté royal du 12 février 1937; par acte du 21 octobre 1948, publié aux annexes du Moniteur belge du 2 décembre 1948, et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1949, approuvé par arrêté royal du 29 novembre 1948.

BILAN AU 30 AVRIL 1952

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 octobre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :		
Frais de constitution	1,—	
En Afrique :		
Terrains et forêts réévalués	11.990.543,76	
Plantations	1.560.858,41	
Routes et voies	3.731.379,97	
Hôpital et annexes	3.600.689,69	
Immeubles et installations	28.972.539,41	
Matériel divers	37.628.668,37	
En Europe :		
Mobilier et matériel	1.066.385,10	
		88.551.065,71
Réalisable :		
Approvisionnements divers, outillage et matériel de rechange en magasin et en cours de route pour servir à l'exploitation	12.752.013,77	
Bois en stock, en transit et en cours de réalisation	19.385.303,65	
Portefeuille	30.733.588,30	

Débiteurs divers Europe et Afrique :			
Débiteurs ordinaires .	10.476.458,51		
Débit. sociétés affiliées .	20.703.742,21		
		31.180.200,72	
Effets à l'encaissement et à recevoir . .		5.514.992,90	
			99.566.099,34
Disponible :			
Caisses, banques et chèques postaux			18.818.406,73
Divers :			
Comptes garanties et provisions . . .		106.776,70	
Comptes débiteurs en Europe et en Afrique		179.854,45	
Valeurs engagées		5.395.159,49	
			5.681.790,64
Comptes d'ordre :			
Cautionnement des Administrateurs et Commissaires		mémoire	
Cautionnement des agents d'Afrique déposés à la Banque du Congo Belge .		429.050,—	
Cautionnements des agents d'Afrique déposés à la Caisse d'Epargne . . .		41.900,—	
Marchandises en commande		9.512.718,14	
Welfare indigène		100.117,33	
Déduction sur impôts pour Welfare . .		1.307.456,—	
Terrains prospectés		2.720.733,51	
Effets escomptés non échus		3.516.005,—	
Contrats et engagements divers en cours		mémoire	
			17.627.979,98
			230.245.342,40

PASSIF.

Non exigible :			
Capital représenté par 151.200 parts sociales sans désignation de valeur nominale		70.000.000,—	
Réserve statutaire		3.002.341,65	
Amortissements sur immobilisés :			
Amortiss. au 30 avril 1951	37.152.241,47		
Amortiss. de l'exercice .	10.575.285,69		
	47.727.527,16		
Prél. pour sortie d'actif .	5.439.704,02		
		42.287.823,14	

Fonds de prévision	6.000.000,—	
Fonds de réserve	11.500.000,—	
		132.790.164,79
Divers :		
Fonds de Welfare indigène	2.924.882,67	
Fonds social en faveur des indigènes . .	2.000.000.—	
Fonds de solidarité	149 673,—	
		5.074.555,67
Exigible :		
Solde restant à appeler sur portefeuille	5.611.700,—	
Créditeurs divers en Europe et en Afrique:		
Créditeurs ordinaires . 28.198.998,12		
Crédit. sociétés affiliées . 2 175.761,44		
	30.374.759,56	
Dividendes non réclamés	247.746,66	
		36 234.206.22
Comptes créditeurs provisionnés et divers :		
Comptes créditeurs provisionnés . . .	350.150,—	
Provision fiscale	8.949.462,—	
Provision garantie sur ventes sciages U. S. A.	7.327.564,—	
		16.627.176,—
Comptes d'ordre :		
Administrateurs et Commissaires déposants de cautionnements	mémoire	
Agents d'Afrique déposants de cautionnements	470.950,—	
Créditeurs pour marchandises en commande	9.512.718,14	
Welfare indigène	100.117,33	
Impôts sur Welfare non enrôlés . . .	1.307.456,—	
Prospections forestières	2.720.733,51	
Echéances restant à courir sur effets escomptés	3.516.005,—	
Contrats et engagements divers en cours .	mémoire	
		17.627.979,98
Profits et pertes :		
Report de l'exercice antérieur . . .	922.491,76	
Bénéfice de l'exercice	20.968.767,98	
		21.891.259,74
		230.245.342,40

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux et divers A. C.	4.729.200,76
Amortissements sur immobilisés	10.575.285,69
Solde de l'exercice	20.968.767,98
	36.273.254,43

CREDIT.

Bénéfice d'exploitation et divers	36.273.254,43

Répartition du solde bénéficiaire.

Au fonds de réserve sociale	1.048.438,40
Au fonds de prévision	1.500.000,—
Prévision fiscale	4.500.000,—
Au fonds social en faveur des indigènes	1.000.000,—
Au fonds en faveur du personnel	1.000.000,—
Dividende : fr. 72,29 brut ou fr. 60,— net aux 151.200 parts sociales	10.930.120,—
Allocations statutaires	1.214.457,—
A reporter à nouveau	698.244,34
	21.891.259,74

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

M. le Baron de STEENHAULT de WAERBECK, Banquier, Vollezeele, Président.

M. Martin THEVES, Ingénieur, 12, avenue de la Forêt de Soignes à Rhode-St.-Genèse, Administrateur-délégué.

M. Francis PECHE, Ingénieur Civil A. I. G., 418, avenue Louise, à Bruxelles, Administrateur-Directeur.

M. le Baron ALLARD, Administrateur de sociétés, Regenboog à Heist-sur-Mer, Administrateur.

M. Oscar BRAUN, Industriel, à Entlebuch-Suisse, Administrateur.

M. Simon COLLIN, Administrateur de sociétés, 34, Boulevard Louis Schmidt à Bruxelles, Administrateur.

M. le Général HEENEN, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, 39, rue du Commerce à Bruxelles, Administrateur.

M. Christian JANSSENS, Ingénieur, 34, avenue Jeanne à Ixelles, Administrateur.

M. Alfred LIENART, Ingénieur, 196, avenue de Tervueren à Bruxelles, Administrateur.

M. Alfred VALKENBERG, Administrateur de sociétés, 1, avenue Hoover à Genval, Administrateur.

M. Raymond DEPIREUX, Licencié en Sciences Commerciales, 64, rue Stanley à Bruxelles, Commissaire.

M. Alphonse SOETENS, Sous-Directeur de Banque, 65, rue Van Campenhout à Bruxelles, Commissaire.

L'Administrateur-Délégué,

M. THEVES.

Société Forestière et Agricole du Mayumbe.

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Boma (Congo Belge).

Siège administratif : 5, rue de la Science à Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 15170.

DEMISSION D'UN ADMINISTRATEUR.

Monsieur le Comte Huy d'ASPREMONT-LYNDEN, Propriétaire, 15, rue de l'Industrie à Bruxelles, a donné sa démission d'Administrateur de notre société en date du 15 octobre 1952.

Pour extrait conforme :

L'Administrateur-Délégué,

M. THEVES.

Société Forestière et Agricole du Mayumbe.

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Boma (Congo Belge).

Siège administratif : 5, rue de la Science à Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 15170.

—

ELECTIONS STATUTAIRES.

L'assemblée générale ordinaire du 16 octobre 1952 a réélu, en qualité d'administrateurs :

M. THEVES, Martin, Ingénieur, 12, avenue de la Forêt de Soignes à Rhode-St.-Genèse.

M. LIENART, Alfred, Ingénieur, 196, avenue de Tervueren à Bruxelles.

M. le Général HEENEN, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, 39, rue du Commerce à Bruxelles.

et en qualité de Commissaire :

M. Raymond DEPIREUX, Licencié en Sciences Commerciales, 64, rue Stanley à Bruxelles.

La même Assemblée a nommé aux fonctions d'Administrateurs :

M. Oscar BRAUN, Industriel à Entlebuch (Suisse).

M. Simon COLLIN, Administrateur de sociétés, 34, Boulevard Louis Schmidt à Bruxelles.

Pour extrait conforme :

L'Administrateur-Délégué,
M. THEVES.

Banque Congolaise pour l'Industrie, le Commerce et l'Agriculture.

Société par actions à responsabilité limitée

Siège Social : Costermansville (Congo Belge).

Siège Administratif : Bruxelles, 12, rue du Bois Sauvage.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 228.027.

—

NOMINATION D'ADMINISTRATEUR.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 octobre 1952.

L'Assemblée Générale du 23 octobre 1952 convoquée extraordinairement, élit aux fonctions d'Administrateur S. A. S. le Prince Emmanuel de CROY, ingénieur civil des Mines, domicilié à Rumillies. Son mandat prendra fin immédiatement après l'Assemblée Générale de 1953.

Certifié conforme.

Un Administrateur,
D. LIBBRECHT.

Le Président,
Guy J. de SPIRLET.

« Société Rothem-Congo ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège Administratif . Liège, 17, Rue des Guillemins.

Registre de Commerce : Liège n° 71282.

—

Constituée le 30 octobre 1951. Moniteur Belge du 20 janvier 1952 n° 1149. Bulletin Officiel du Congo Belge 15 janvier 1952, autorisée par arrêté royal du 24 décembre 1951.

BILAN AU 30 JUIN 1952.

ACTIF.

Immobilisé :	
Frais de constitution	34.324,75
Réalisable et disponible :	
Portefeuille titres	18.193.000,—
Banquiers	58.673,50
Débiteurs	1.774.001,75
	20.060.000,—

PASSIF.

Non exigible :	
Capital	20.000.000,—
Exigible :	
Restant du sur participations	60.000,—
	20.060.000,—

Compte de pertes et profits.

DEBIT.

Frais généraux	4.299,50
Frais de constitution	283.300,50
	287.600,—

CREDIT.

Revenus du portefeuille titres	287.600,—

Situation du capital.

Entièrement libéré.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue le 20 octobre 1952. à l'unanimité;

— approuve le bilan et le compte de pertes et profits,

— donne décharge aux administrateurs et commissaires.

Composition du Conseil d'Administration.

M. Alfred Thiriez-Delesalle, industriel, Verlingem (Nord-France), président du Conseil.

M. René Thillaye du Boullay, industriel, Liège, 136, Avenue de l'Observatoire, administrateur-délégué.

M. le Comte Edouard de Liedekerke, administrateur de Sociétés, Château d'Oudoumont par Verlaine, administrateur.

M. le Baron Henri de Pitteurs de Budingen, docteur en droit, 83, rue Louvrex à Liège, administrateur.

M. Auguste Janssens, administrateur de sociétés, 9, avenue du Canal. Brée, administrateur.

M. Dominique Thillaye du Boullay, ingénieur, Réselt-Rothem, administrateur.

Commissaires.

M. Raymond de Terwangne, industriel, 76, Chaussée de Liège à Huy.

M. Georges Souheur, industriel, « Le Fréhisse » à Tilff.

Certifié conforme.

L'Administrateur-Délégué,

R. THILLAYE du BOULLAY.

Enregistré à Liège, le 28 octobre 1952. Vol. 464. Folio 12, C. 4.

Le Receveur (sé) Remy.

Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.
Centrale Bank van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.

—

ACTIF — ACTIVA.

	31-8-52	30-9-52	Différences en milliers de Fr. *Verschillen in duizenden Fr.*	
Encaisse-or . . . . . *Goudvoorraad.*	3.074 943.105,83	3.093.243.919,35	+	18.301
Avoirs en monnaies convertibles en or *Tegoed in deviezen omzetbaar in goud.*	2 359.149.099,08	2.811.675.604,09	+	452.536
Avoirs en francs belges. *Tegoed in Belgische franken.*				
Banques et divers organismes . . *Banken en diverse organismen.*	132.666.719 73	191.862.041,34	+	59.195
Certificats du Trésor Belge . . . *Certificaten der Belgische Schatkist.*	2.576.000.000,—	2.176.000.000,—	—	400.000
Autres avoirs . . . . . *Andere tegoeden.*	3.344.401,90	67.417.784,40	+	64.073
Avoirs en autres monnaies . . . *Tegoed in andere deviezen.*	19.052.344,93	22.650.840,48	+	3.598
Effets commerciaux sur le Congo belge et le Ruanda-Urundi . . . . *Handelspapier op Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.*	2.161.673,20	938.223,75	—	1.223
Avoirs aux offices des chèques postaux *Tegoed bij de diensten der postchecks.*	5.958.128,70	10.073.895,04	+	4.116
Effets publics belges émis en francs Congolais . . . . . *Belgische overheidseffecten uitgegeven in Congofranken.*	4.436.163.337,56	4.436.163.337,56		—
Fonds publics (art. 6. Par. 1, litt. 12 et 13 des Statuts) . . . . . *Overheidsfondsen (art. 6. Par. 1, litt. 12 en 13 der Statuten).*	90.032.426,35	92.145.929,60	+	2.114
Immeubles — Matériel — Mobilier . *Gebouwen — Materieel — Meubelen.*	33.105.548 70	35.739.850,80	+	2.634
Divers . . . . . *Diversen.*	103.032.666,98	109.692.750,02	+	6.660
	12.835.600.452,96	13.047.604.156,43	+	212.004

PASSIF — PASSIVA.

Billets et monnaies métalliques en circulation *Biljetten en metalen munten in omloop.*	4.208.362.767,85	4.125.074.793,25	—	83.288
Comptes-courants et créditeurs divers. *Rekeningen-courant en diverse crediteuren.*				
Congo belge et Ruanda-Urundi *Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.*	4 436.271.677,16	4.606.520.583 64	+	170.249
Comptes-courants divers *Diverse rekeningen-courant.*	1.910.044.262,82	1.793.759.290,59	—	116.285
Valeurs à payer *Te betalen waarden.*	102.545.561,27	114.144.771,73	+	11.599
Total des engagements à vue *Totaal der verbintenissen op zicht.*	10.657.224.269,10	10.639.499.439,21	—	17.725
Engagements en francs belges. *Verbintenissen in Belgische franken.*				
A vue *Op zicht.*	589.196.982.12	629.810.095,11	+	40.613
A terme *Op termijn.*	546.000.000,—	626.000.000,—	+	80.000
Engagements en monnaies étrangères. *Verbintenissen in buitenlandse deviezen.*				
En monnaies convertibles *In omzetbare deviezen.*	798.953.968,37	931.042.396,72	+	132.089
En autres monnaies *In andere deviezen.*	9.454.837,16	7.118.183,11	—	2.337
Divers *Diversen.*	84.770.396,21	64.134.042,28	—	20.636
Capital *Kapitaal.*	150.000.000,—	150.000.000,—		—
	12.835.600.452,96	13.047.604.156,43	+	212.004

H. LENAERT.
Directeur.

P. CHARLES.
Gouverneur.

Société Africaine d'explosifs,
en abrégé « AFRIDEX ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

à Bruxelles, 1, rue aux Laines.

Registre de commerce Bruxelles n° 216957.

—

NOMINATION DE TROIS ADMINISTATEURS.
NOMINATION D'UN COMMISSAIRE EN REMPLACEMENT DE MONSIEUR ANDRE BELPAIRE,
COMMISSAIRE DEMISSIONNAIRE.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 20 octobre 1952.

L'Assemblée accepte la démission de Monsieur André Belpaire, Commissaire et nomme en qualité d'Administrateur Messieurs :

André BELPAIRE, ingénieur, 274, Longue rue d'Argile, Anvers;

Léopold LANDA, ingénieur, Manono;

Eugène WEBERG, ingénieur, Elisabethville,

et en qualité de Commissaire, Monsieur Paul VERLEYSEN, expert comptable, avenue du Castel, 85, Woluwe St.-Lambert.

Un Administrateur,
E. RASKIN.

Un Administrateur,
S. LAMBERT.

« SYMAF », Syndicat Minier Africain.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : 112, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 15.169.

Registre du Commerce de Léopoldville : n° 2.173.

—

Constituée le 1er février 1929, acte publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1929.

Statuts modifiés suivant actes des 16 avril 1931, 25 novembre 1935, 30 septembre 1938, 28 octobre 1946, 17 mars 1948 et 25 octobre 1948, publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 juin 1931, 15 janvier 1936, 15 décembre 1938, 15 décembre 1946, 15 juillet 1948 et 15 janvier 1949.

BILAN AU 30 JUIN 1952.

(Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 octobre 1952).

ACTIF.

Immobilisés :		
Frais de constitution et d'augmentation de capital	1,—	
Droits miniers	mémoire	
Terrains et immeuble (en construction)	2.023.176,59	
Mobilier	512.316,43	
		2.535.494,02
Disponible et réalisable :		
Avoirs à vue et à court terme	28.441.312,85	
Portefeuille et participations	104.380.181,88	
Débiteurs divers	37.860.699,82	
		170.682.194,55
Comptes transitoires :		
Frais payés d'avance et divers		465.795,83
Comptes d'ordre :		
Cautionnements statutaires (430 actions de 1.000 frs.)	mémoire	
Titres reçus en dépôt pour compte de tiers	mémoire	
		mémoire
		173.683.484,40

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :		
Capital. Représenté par :		
78.000 actions série A de 1.000 frs.	78.000.000,—	
22.000 actions série B de 1.000 frs.	22.000.000,—	
		100.000.000,—
Réserve statutaire	10.000.000,—	
Fonds de prévision	6.667.500,—	
Réserve spéciale	4.639.200,—	
Plus-value exonérée sur réalisations :		
Portefeuille	7.766.841,—	
		29.073.541,—
		129.073.541,—

Amortissements :		
Sur terrain	74.600,13	
Sur mobilier	512.316,43	
		586.916,56
		129.660.457,56
Dettes de la société envers les tiers :		
Créditeurs divers	14.882.312,73	
Versements restant à effectuer sur portefeuille et participations	4.677.018,75	
Dividendes à payer	1.063.549,82	
		20.622.881,30
Comptes transitoires :		
Comptes de régularisation et divers		542.956,46
Comptes d'ordre :		
Déposants de cautionnements statutaires (430 actions de 1.000 frs.)	mémoire	
Tiers déposants titres	mémoire	
		mémoire
Résultats :		
Solde reporté exercice 1950-1951	1.428.866,55	
Solde bénéficiaire de l'exercice	21.428.322,53	
		22.857.189,08
		173.683.484,40

Compte de pertes et profits.

DEBIT.

Frais généraux		1.005.967,27
Taxe sur cotation titres		89.973,—
Amortissement :		
Amortissement sur participations diverses		201.585,75
Prévision fiscale		200.000,—
Solde bénéficiaire :		
Solde reporté exercice précédent	1.428.866,55	
Bénéfice de l'exercice	21.428.322,53	
		22.857.189,08
		24.354.715,10

CREDIT.

Solde reporté exercice 1950-1951	1.428.866,55
Revenus sur portefeuille	20.334.456,—
Intérêts et divers	2.591.392,55
	24.354.715,10

Affectation et répartition des bénéfices.

1) Réserve statutaire (le maximum prévu par les Statuts a été atteint au 30 juin 1951)	—
2) Fonds de prévision	2.000.000,—
3) Premier dividende	5.000.000,—
4) Tantièmes du Conseil Général	1.402.777,77
5) Deuxième dividende	12.625.000,—
6) Report à nouveau (art. 56bis)	1.829.411,31
	22.857.189,08

Situation du capital.

Capital entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

M. George MOULAERT, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, Avenue de l'Observatoire, 47, Uccle, Président.

M. Léon MASSAUX, Administrateur-Délégué de la Société de Bruxelles pour la Finance et l'Industrie « Brufina », rue Edith Cavell, 83, Uccle, Vice-Président.

M. Henri DEPAGE, Administrateur-Délégué de la Compagnie Financière Africaine, Avenue du Parc de Woluwe, 44, Auderghem, Administrateur-Délégué.

M. Raymond ANTHOINE, Ingénieur Civil des Mines, Avenue Franklin Roosevelt, 34, Bruxelles, Administrateur-Directeur.

M. Louis ORTS, Docteur en droit, Avenue Jeanne, 33, à Ixelles, Administrateur.

M. le Baron de STEENHAULT de WAERBECK, Banquier, rue Linde, 7, Vollezeele, Administrateur.

M. Franz TIMMERMANS, Ingénieur Civil des Mines, rue Franz Merjay, 182, Ixelles, Administrateur.

M. Jean NAGELMACKERS, Banquier, Boulevard d'Avroy, 206, Liège, Président du Collège des Commissaires.

M. Hubert DRIANNE, Directeur de Sociétés, Chaussée de Wavre, 297b, Etterbeek, Commissaire.

M. Désiré TILMANT, Expert-Comptable, rue Raoul Warocqué, 19, Morlanwelz, Commissaire.

M. Achille VLEURINCK, Administrateur de Sociétés, Château de Crabbenburgh à Destelbergen-lez-Gand, Commissaire.

Un Administrateur,	Un Administrateur,
Raymond ANTHOINE.	George MOULAERT.

« SYMAF », Syndicat Minier Africain.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : 112, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 15.169.

Registre du Commerce de Léopoldville : n° 2.173.

NOMINATION STATUTAIRE.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 27 octobre 1952 a réélu pour un terme de six ans, Monsieur Achille VLEURINCK dans ses fonctions de Commissaire.

Un Administrateur,	Un Administrateur,
Raymond ANTHOINE.	George MOULAERT.

Anciens Etablissements Draye et Brousmiche.

à Léopoldville

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Registre du Commerce Léopoldville n° 752.

Registre du Commerce Bruxelles n° 231.652.

—

TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le vingt-sept octobre 1952 à 15 heures, au siège administratif de la Société, 112, rue du Commerce à Bruxelles, s'est réuni sous la Présidence de Monsieur Abel DRAYE, le Conseil d'Administration de la Société Congolaise par actions à responsabilité limitée « Anciens Etablissements Draye et Brousmiche » ayant son siège à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce, constituée par acte reçu par le notaire de Fays-Genin de Schaerbeek, le 19 février 1951, et dont les statuts autorisés par arrêté du Prince Royal du 20 mars 1951 ont été publiés dans l'Annexe I du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1951, page 860 et aux Annexes du Moniteur Belge du 8 avril 1951 n° 5394.

Sont présents Messieurs :

1) Abel DRAYE, demeurant à Woluwé St.-Pierre, Avenue du Monoplan, 14.

2) Franz BROUSMICHE, demeurant à Bruxelles, Avenue des Phalènes, 1.

3) Pierre SOMMERYNS, demeurant à Bruxelles, Avenue de la Renaissance, 15.

formant la totalité des membres du Conseil.

Le Conseil statuant à l'unanimité et conformément à l'article 2 des statuts décide de transférer de l'Avenue Valcke n' 6 au n° 5 de l'Avenue Transversale à Léopoldville, le siège social de la Société.

Extrait de la présente décision sera transmis pour insertion sous forme d'avis aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge.

Pour extrait conforme.

Anc. Ets. DRAYE & BROUSMICHE, S. C. R. L.

Un Administrateur-délégué,
F. BROUSMICHE.

Un Administrateur-délégué,
A. DRAYE.

SOMUCONGO.

Société Coongolaise par actions à responsabilité limitée.

(Acte constitutif paru au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15-6-1952, Annexe 1, page 1134, et aux Annexes du Moniteur Belge du 26 juin 1952 sous le n° 15574).

Extrait du procès-verbal de la Réunion du Conseil d'Administration du 17 octobre 1952.

TRANSFERT DU SIEGE ADMINISTRATIF.

Le Conseil décide à l'unanimité le transfert du siège administratif de la société de Berchem-Anvers, 5, avenue Cardinal Mercier, à Anvers, 2, avenue Louise-Marie.

A Anvers, le 17 octobre 1952.

Un Administrateur,
H. ENGELS.

Un Administrateur,
P. ORBAN.

Société Textile Africaine « TEXAF ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 71, rue Joseph II.

Registre du Commerce :
Léopoldville n° 623. Bruxelles n° 74.712.

Constituée le 14 août 1925, annexe au Moniteur belge des 28-29 décembre 1925, n° 14.134 et Bulletin officiel du Congo belge du 15 décembre 1925, folio 700. Statuts modifiés : les 20 janvier, 22 février et 1er mars 1926, annexe au Moniteur belge du 26 novembre 1926, n°s 12.630, 12.631 et 12.632 et Bulletin officiel du Congo belge du 15 novembre 1926, folio 624; le 26 avril 1927, annexe au Moniteur belge du 8 mai 1927, n° 6.068, et Bulletin officiel du Congo belge du 15 juillet 1927, folio 547; le 30 juillet 1927, annexe au Moniteur belge du 24 août 1927, n° 10.835 et Bulletin officiel du Congo belge du 15 novembre 1927, folio 1.065; le 12 décembre 1928, annexe au Moniteur belge du 28 décembre 1928, n° 16.616 et Bulletin officiel du Congo belge du 15 mars 1929, folio 219, le 22 janvier 1930, annexe au Moniteur belge du 12 février 1930, n° 1.655 et Bulletin administratif du Congo belge du 25 avril 1930, page 254; le 16 octobre 1936, annexe au Moniteur belge du 7 janvier 1937, n° 90 et 25-26 janvier 1937, n° 818 et Bulletin officiel du Congo belge du 15 janvier 1937, n° 70; le 19 novembre 1946, annexe au Moniteur belge du 16 décembre 1946, n° 22.243 et 6 avril 1947, n° 5.647 et Bulletin administratif du Congo belge du 10 août 1947, folio 695; le 25 mars 1948, annexe au Moniteur belge des 19-20 avril 1948, n° 7.016 et des 2-3-4 mai 1948, n° 8.738 et Bulletin administratif du Congo belge du 25 décembre 1948, folio 1.222; le

13 octobre 1948, annexe au Moniteur belge des 8-9 novembre 1948, n° 21.202 et Bulletin administratif du Congo belge du 25 décembre 1948, folio 1.218; le 10 mai 1950, annexe au Moniteur belge du 10 juin 1950, n° 14.174 et Bulletin officiel du Congo belge du 15 juillet 1950, folio 1.351; le 13 juin 1951, annexe au Moniteur belge du 4 août 1951, n° 18.153 et Bulletin officiel du Congo belge du 15 août 1951, folio 2.132.

BILAN AU 30 JUIN 1952.

Approuvé par l'Assemblée Générale du 21 octobre 1952.

ACTIF.

Réalisable :		
Portefeuille-titres	180.578.608,13	
Coupons à l'encaissement	1.800.000,—	
Intérêts courus sur titres à revenu fixe	301.198,—	
Sociétés du groupe	1.020.000,—	
Autres débiteurs	1.028.942,25	
		184.728.748,38
Disponible :		
Caisse, Chèques-Postaux, Banques		56.785.995,54
Compte d'ordre :		
Cautionnements statutaires		mémoire
		241.514.743,92

PASSIF.

Envers la société :		
Capital :		
132.000 actions sans désignation de valeur	132.000.000,—	
Réserve légale	6.527.000,—	
Réserve extraordinaire	11.875.000,—	
Réserve indisponible	10.500.000,—	
Réserve spéciale (immunisée)	6.804.613,10	
		167.706.613,10
Envers les tiers :		
Non appelé sur titres souscrits	1.956.000,—	
Sociétés du groupe	17.055.541,50	
Autres créditeurs	629.622,54	
Coupons d'obligations non présentés	1.026,72	
Coupons d'actions non présentés	281.337,50	
		19.923.528,26

Compte d'ordre :

Déposants cautionnements statutaires		mémoire

Profits et pertes :

Solde bénéficiaire de l'exercice . . .	53.541.416,90	
+ report de l'exercice antérieur . . .	343.185,66	
		53.884.602,56
		241.514.743,92

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux		1.622.937,29
Impôt complémentaire exercice social 1949		495.963,—
Solde bénéficiaire		53.884.602,56
		56.003.502,85

CREDIT.

Report à nouveau		343.185.66
Bénéfice sur réalisation de titres . .	16.061.681,58	
dont, immunisé, passé au crédit de réserve spéciale	324.802,—	
		15.736.879,58
Revenus de titres, intérêts et divers		39.923.437,61
		56.003.502,85

Répartition.

Réserve légale	2.678.000,—
Report à nouveau	15.865.237,91
Dividende de frs. 240,96385 soit, après déduction de la taxe mobilière, frs. 200,— net par action	31.807.228,20
Tantièmes statutaires	3.534.136,45
	53.884.602,56

Situation du capital.

Capital entièrement libéré.

A l'assemblée générale des actionnaires du 21 octobre 1952 :

La nomination, en qualité d'administrateur, de M. Henry DETRY, 51, Square François Riga à Bruxelles (Schaerbeek) est ratifiée; M. Henry DETRY achèvera le mandat de feu M. Joseph LEJEUNE, mandat venant à expiration à la date de l'assemblée générale statutaire de 1955.

Les mandats d'administrateur de MM. Robert COLLIGNON, Marcel DOURET, Louis ELOY et Valère LECLUSE sont renouvelés; ils prendront fin à la date de l'assemblée générale statutaire de 1953.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions au 30 juin 1952.

M. Valère LECLUSE, industriel, 17, boulevard Léopold II à Bruxelles (Molenbeek-Saint-Jean), président;

M. Joseph RHODIUS, administrateur de sociétés, Léopoldville, vice-président;

M. Joseph PLAS, administrateur de sociétés, 94, avenue Molière à Bruxelles (Forest), administrateur-directeur général;

M. Robert COLLIGNON, administrateur de sociétés, 18, rue Moris à Bruxelles (Saint-Gilles), administrateur;

M. Henry DETRY, administrateur de sociétés, 51, square François Riga à Bruxelles (Schaerbeek), administrateur;

M. Marcel DOURET, administrateur de sociétés, 52, avenue du Manoir à Bruxelles (Uccle), administrateur;

M. Louis-Nicolas ELOY, administrateur de sociétés, 73, rue du Collège Saint-Michel à Bruxelles (Woluwe-Saint-Pierre), administrateur;

M. le docteur Fernand JONAS, administrateur de sociétés, 97, avenue Louis Lepoutre à Bruxelles (Ixelles), administrateur;

M. Henri MOXHON, administrateur de sociétés, 40, avenue Herbert Hoover à Bruxelles (Woluwe-Saint-Lambert), administrateur;

M. Robert PFLIEGER, administrateur de sociétés, 22a, square de Meeüs à Bruxelles, administrateur;

M. Joseph SELLEKAERS, administrateur de sociétés, 125, avenue de la Brabançonne à Bruxelles (Schaerbeek), administrateur;

M. Frans TERLINCK, ingénieur commercial U. L. B., 44, avenue de l'Horizon à Bruxelles (Woluwe-Saint Pierre), administrateur;

M. Pierre HERTOGHE, administrateur de sociétés, 174, avenue Margrave à Anvers, commissaire;

M. Eugène VOET, directeur général honoraire de société, 60, avenue Parmentier à Bruxelles (Woluwe-Saint-Pierre), commissaire.

Société Textile Africaine « Texaf », S. C. R. L.

Henri MOXHON.
Administrateur.

Joseph PLAS.
Administrateur-Directeur général.

LOTERIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 14e TRANCHE 1952

SAMEDI 4 OCTOBRE 1952

Les billets dont le numéro se termine par	gagnent	Les billets dont le numéro se termine par	gagnent
140330	2.500.000 fr.	5	200 fr.
63860	20.000 fr.	65545	20.000 fr.
52570	20.000 fr.	8655	5.000 fr.
		2065	2.500 fr.
		4385	5.000 fr.
77411	20.000 fr.		
224331	1.000.000 fr.	45006	20.000 fr.
72531	40.000 fr.	7216	10.000 fr.
32691	100.000 fr.	7316	5.000 fr.
2891	5.000 fr.	8626	10.000 fr.
		546	1.000 fr.
		77156	40.000 fr.
2002	2.500 fr.	40856	100.000 fr.
48302	100.000 fr.	02466	20.000 fr.
39422	20.000 fr.	0796	2.500 fr.
81362	40.000 fr.		
2072	5.000 fr.		
65792	100.000 fr.	0417	2.500 fr.
		5917	2.500 fr.
		01327	20.000 fr.
141003	1.000.000 fr.	19477	20.000 fr.
87703	40.000 fr.		
37013	100.000 fr.		
623	1.000 fr.	1338	2.500 fr.
17443	20.000 fr.	7658	2.500 fr.
06553	20.000 fr.	7968	5.000 fr.
68473	20.000 fr.		
2483	2.500 fr.		
		09	500 fr.
		2619	5.000 fr.
		52329	20.000 fr.
61944	20.000 fr.	22759	20.000 fr.
4994	5.000 fr.	69269	40.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 14e SCHIJF 1952

ZATERDAG 4 OCTOBER 1952

De biljetten waarvan de nummer eindigt op	winnen
140330	2.500.000 fr.
63860	20.000 fr.
52570	20.000 fr.
77411	20.000 fr.
224331	1.000.000 fr.
72531	40.000 fr.
32691	100.000 fr.
2891	5.000 fr.
2002	2.500 fr.
48302	100.000 fr.
39422	20.000 fr.
81362	40.000 fr.
2072	5.000 fr.
65792	100.000 fr.
141003	1.000.000 fr.
87703	40.000 fr.
37013	100.000 fr.
623	1.000 fr.
17443	20.000 fr.
06553	20.000 fr.
68473	20.000 fr.
2483	2.500 fr.
61944	20.000 fr.
4994	5.000 fr.
5	200 fr.
65545	20.000 fr.
8655	5.000 fr.
2065	2.500 fr.
4385	5.000 fr.
45006	20.000 fr.
7216	10.000 fr.
7316	5.000 fr.
8626	10.000 fr.
546	1.000 fr.
77156	40.000 fr.
40856	100.000 fr.
02466	20.000 fr.
0796	2.500 fr.
0417	2.500 fr.
5917	2.500 fr.
01327	20.000 fr.
19477	20.000 fr.
1338	2.500 fr.
7658	2.500 fr.
7968	5.000 fr.
09	500 fr.
2619	5.000 fr.
52329	20.000 fr.
22759	20.000 fr.
69269	40.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend aan het overeenstemmend geheel biljet.

LOTERIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 15e TRANCHE 1952

SAMEDI 25 OCTOBRE 1952

Les billets dont le numéro se termine par	gagnent	Les billets dont le numéro se termine par	gagnent
0	200 fr.	38005	40.000 fr.
4610	5.000 fr.	45715	100.000 fr.
4550	5.000 fr.	50625	20.000 fr.
20650	100.000 fr.	85245	20.000 fr.
41060	40.000 fr.	36875	20.000 fr.
80470	20.000 fr.	9795	2.500 fr.
02570	20.000 fr.		
56670	40.000 fr.		
27080	20.000 fr.	9056	2.500 fr.
23390	100.000 fr.	05486	100.000 fr.
		16986	20.000 fr.
94131	20.000 fr.		
169551	1.000.000 fr.	7827	2.500 fr.
751	1.000 fr.	0937	10.000 fr.
9751	10.000 fr.	1347	5.000 fr.
06471	20.000 fr.	97767	40.000 fr.
		34087	20.000 fr.
1202	5.000 fr.	28	500 fr.
9782	5.000 fr.	14338	20.000 fr.
		24838	20.000 fr.
		4158	2.500 fr.
		5358	2.500 fr.
1003	2.500 fr.	76458	40.000 fr.
19013	20.000 fr.	57868	20.000 fr.
52753	100.000 fr.	7778	5.000 fr.
05963	20.000 fr.	374188	2.500.000 fr.
		0898	2.500 fr.
143154	1.000.000 fr.	9519	2.500 fr.
4074	5.000 fr.	429	1.000 fr.
		7269	5.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 15e SCHIJF 1952

ZATERDAG 25 OCTOBER 1952

De biljetten waarvan de nummer eindigt op	winnen	De biljetten waarvan de nummer eindigt op	winnen
0	200 fr.	38005	40.000 fr.
4610	5.000 fr.	45715	100.000 fr.
4550	5.000 fr.	50625	20.000 fr.
20650	100.000 fr.	85245	20.000 fr.
41060	40.000 fr.	36875	20.000 fr.
80470	20.000 fr.	9795	2.500 fr.
02570	20.000 fr.		
56670	40.000 fr.		
27080	20.000 fr.	9056	2.500 fr.
23390	100.000 fr.	05486	100.000 fr.
		16986	20.000 fr.
94131	20.000 fr.		
169551	1.000.000 fr.	7827	2.500 fr.
751	1.000 fr.	0937	10.000 fr.
9751	10.000 fr.	1347	5.000 fr.
06471	20.000 fr.	97767	40.000 fr.
		34087	20.000 fr.
1202	5.000 fr.	28	500 fr.
9782	5.000 fr.	14338	20.000 fr.
		24838	20.000 fr.
		4158	2.500 fr.
		5358	2.500 fr.
1003	2.500 fr.	76458	40.000 fr.
19013	20.000 fr.	57868	20.000 fr.
52753	100.000 fr.	7778	5.000 fr.
05963	20.000 fr.	374188	2.500.000 fr.
		0898	2.500 fr.
143154	1.000.000 fr.	9519	2.500 fr.
4074	5.000 fr.	429	1.000 fr.
		7269	5.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend aan het overeenstemmend geheel biljet.

Imprimerie Clarence Denis — 289, Chaussée de Mons, Bruxelles.

« Bulletin Officiel du Congo Belge »

15 DECEMBRE 1952.

ANNEXE I

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages
Bamboli Cultuur Maatschappij	2758
Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda Urundi	2738
Beaume et Marpent au Congo	2727
Commerce et Plantations au Ruanda-Urundi	2740
Compagnie Congolaise d'Afrique	2681
Compagnie de l'Uélé	2723
Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie	2728
Compagnie Générale de Transports au Katanga	2724
Compagnie Industrielle de Diniuniu-Kasai	2754
Compagnie Sucrière Congolaise	2712
Congo-Kivu	2733
Congomane	2701
Filatures et Tissages de Fibres au Congo	2743
La Cotonnière Coloniale	2688
Lukolela Plantations	2719
Plantations de Djombo	2696
Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne	2678, 2722
Société Congolaise de Gestion Immobilière	2684
Société des Forces Hydro-Electriques de l'Est de la Colonie	2692
Société de Transports Rapides, de Commerce et de Mines	2680
Société Générale Africaine d'Electricité	2737
Société Industrielle et Minière du Congo Oriental	2723
Société Métallurgique du Katanga	2735
Union Minière du Haut Katanga	2767
Loterie Coloniale	2778

DIVERS.

Avis	2678

DIVERS.

—

AVIS.

Etude de Mtre Richard De Graef, avoué,
47, Avenue Britannique, Anvers.

EXTRAIT.

Par arrêt rendu contradictoirement par la Cour d'Appel de Léopoldville le dix-neuf juin 1900 cinquante et un le divorce a été prononcé entre Mr. SERRURE Georges Laurent, inspecteur de l'enseignement, né à Anvers le 23 avril 1914, domicilié à Anvers, 8-10, Rue Ballaer, résidant à Coquilhatville et son épouse dame DEPRETER Andrée Laure Zoé, sans profession, née à Petit-Enghien le 17 février 1922, résidant à Enghien, 39, Rue de la Station, au profit de Mr. Serrure.

Il appert d'un certificat délivré le dix octobre 1900 cinquante deux par Mr. le greffier en chef de la Cour de Cassation de Belgique qu'aucun pourvoi n'a été introduit contre l'arrêt susdit.

Anvers, le 3 novembre 1952.

Pour extrait conforme,

(s.) R. DE GRAEF.

Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (SABENA).

Société Anonyme, à BRUXELLES

13, rue Bréderode.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 3872.

—

ADDENDA.

Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 1er octobre 1952.

L'Assemblée, à l'unanimité :

. . . . .

Affectation et Répartition des bénéfices.

Adopte la répartition des bénéfices de l'exercice sous revue, telle qu'elle est proposée par le Conseil d'Administration.

Les dividendes seront payés conformément à l'article 34 des statuts aux époques à fixer par le Conseil d'Administration.

Réserve légale 5 % sur frs. 50.616.728,—	2.530.836,—
Dividende de 6 % aux actions privilégiées	18.000.000,—
Dotation au Fonds de récupération de dividende aux actions privilégiées	28.300.000,—
Du surplus :	
— 50 % à l'Etat (remboursement partiel des sommes inscrites au compte statutaire Etat)	892.946,—
Du solde restant :	
— 10 % au Conseil d'Administration	89.295,—
Attribution au Collège des Commissaires	8.118,—
A reporter	795.533,—
	50.616.728,—

Bruxelles, 27 octobre 1952.

Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (SABENA).

Deux Administrateurs,

Gaston CLAEYS.
Administrateur-Délégué.

Gilbert PERIER.
Président.

Belgische Naamloze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer (SABENA)

Naamloze Vennootschap.

Brederodestraat, 13, Brussel.

Handelsregister, Brussel : 3872.

—

ADDENDA.

Proces-verbaal der gewone algemene vergadering van 1 October 1952.

« De Vergadering, met eenparigheid van stemmen :

. . . . .

Toekenning en verdeling der winsten.

Keurt de toekenning en verdeling der winsten van het besproken dienstjaar goed, zoals ze is voorgesteld door de Beheerraad.

De dividenden zullen uitbetaald worden overeenkomstig art. 34 der statuten op de tijdstippen door de Beheerraad vast te leggen.

Wettelijke reserve 5 % op fr. 50.616.728,—	2.530.836,—
6 % dividend aan preferente aandelen	18.000.000,—
Dotatie aan het Fonds voor het Verhalen van de Dividenden der Preferente Aandelen	28.300.000,—
Van het overige :	
— 50 % aan de Staat (gedeeltelijke teruggave van de bedragen ingeschreven op de Statutaire Rekening Staat)	892.946,—
Van het overblijvende saldo :	
— 10 % aan de Raad van Beheer	89.295,—
— Toekenning aan het College van Commissarissen . .	8.118,—
Over te dragen	795.533,—
	50.616.728,—

Brussel, 27 October 1952.

Belgische Naamloze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer (SABENA).

Twee Beheerders,

Gaston CLAEYS. — Gilbert PERIER.

Afgevaardigde-Beheerder. — Voorzitter.

Société de Transports Rapides, de Commerce et de Mines.

Société congolaise à responsabilité limitée.

(en liquidation).

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 20, rue Marie-Thérèse.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 32843.

—

Constituée le 9 août 1929, sous la dénomination de Société de transports rapides au Congo belge, par acte passé devant Me Van Isterbeeck, notaire à Bruxelles, publié sous les numéros 13606-13607, aux annexes du Moniteur Belge, les 26 et 27 août 1929, autorisée par Arrêté royal du 5 septembre 1929, publié au Bulletin Officiel du Congo belge, numéro 10 du 15 octobre 1929, page 498. Modifications aux statuts approuvés par arrêté royal du 14 septembre 1934, pages 621 à 635. Changement de la dénomination sociale en « Société de transports rapides, de Commerce et de Mines », approuvé par arrêté royal du 14 septembre 1934, publié au Bulletin Officiel du Congo belge, n° 10 du 15 octobre 1934, page 1003. Modifications aux statuts approuvées par arrêté royal du 6 avril 1935, publié

au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 mai 1935. Mise en liquidation le 12 novembre 1948, par décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 12 novembre 1948, tenue devant Me Leemans, notaire à Saint-Josse-ten-Noode. Procès-verbal publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo belge du 15 janvier 1949, page 177.

Situation au 31 décembre 1951.

ACTIF.

Disponible	2.020.204,89
Titres	5.158.605,50
Pertes et profits	3.220.186,03
	10.398.996,42

PASSIF.

Capital	6.000.000,—
Provisions diverses	3.000.000,—
Créditeurs	1.398.996,42
	10.398.996,42

Compagnie Congolaise d'Afrique.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

—

BILAN 1951-52 AU 30 JUIN 1952.

ACTIF.

Immobilisés		1.800.000,—	
Amort. antérieurs	450.000,—		
Amort. exercice	180.000,—		
		630.000,—	
			1.170.000,—
Disponibles			2.462.578,52
Réalisables			23.176.208,25
			26.808.786,77

PASSIF.

Capital	2.500.000,—
Réserve légale	64.519,55
Bénéfices reportés	681.667,44
Réserves	1.000.000,—
Prévision fiscale	180.760,—
Provision diverses	200.000,—
Créanciers divers	22.127.282,40
Bénéfice de l'exercice	54.557,38
	26.808.786,77

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

A reporter	54.557,38

CREDIT.

Résultat de l'exercice	54.557,38

Répartition du bénéfice.

Réserve légale	2.727,85
A reporter	51.829,53
	54.557,38

Capital social.

Capital souscrit	2.500.000,—
Capital versé	2.475.000,—
Reste à verser par les actionnaires	25.000,—

Gand, le 31 octobre 1952.

Certifié sincère et conforme,

L'Administrateur-Délégué,

Chevalier KRAFT de la SAULX.

COMPAGNIE CONGOLAISE D'AFRIQUE.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

—

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 30 octobre 1952.

L'Assemblée générale à l'unanimité des voix :

1) Approuve les rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires, ainsi que le bilan et le compte de profits et pertes.

2) Donne par un vote spécial, pleine et entière décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaires pour l'exercice 1951-52.

3) Réélit en qualité d'administrateur Messieurs Guy van Ackere, André Florin de Duikingberg, Buysse, Pierre Dierman et le Chevalier Kraft de la Saulx, dont les mandats viendront à expiration, respectivement et dans l'ordre, après les assemblées générales ordinaires de 1954-1955-1956-1957-1958.

4) Réélit en qualité de commissaire Monsieur Jacques Neef de Sainval.

Une réunion subséquente du Conseil d'Administration réélit à l'unanimité des voix Monsieur Buysse comme président et le Chevalier Kraft de la Saulx comme administrateur-délégué.

Composition du ***Conseil d'Administration.***

Président :

Monsieur Buysse, industriel, Nelemeersch, à Latem-Saint-Martin.

Administrateur-Délégué :

Monsieur le Chevalier Kraft de la Saulx, industriel, boulevard Militaire, 2, Gand.

Administrateurs :

Monsieur Pierre Dierman, industriel, rue du Jambon, 60, Gand.

Monsieur André Florin de Duikingberg, industriel, chaussée de Courtrai, 450, Gand.

Monsieur Guy van Ackere, industriel, Léopoldville, Congo Belge.

Commissaires :

Monsieur le Baron van Ackere, industriel, longue rue de la Croix, 13, Gand.

Monsieur Louis Florin de Duikingberg, industriel, boulevard de la Cambre, 43, Bruxelles.

Monsieur Jacques Neef de Sainval, industriel, rue Louis Hymans, 6, Ixelles.

Gand, le 31 octobre 1952.

Certifié sincère et conforme,

L'Administrateur-délégué,
Chevalier KRAFT de la SAULX.

Société Congolaise de Gestion Immobilière « COGIMO ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 3, rue d'Egmont à Bruxelles.

Registre du Commerce de Léopolville n° 3803.

—

Constituée le 29 juillet 1948. Acte publié aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1948. Statuts modifiés le 8 mai 1950. Acte publié aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1950.

BILAN AU 30 JUIN 1952.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 octobre 1952.

ACTIF.

Immobilisé		25.050.769,33
Disponible		611.432,22
Réalisable		35.055.221,49
Comptes d'ordre		mémoire
		60.717.423,04

PASSIF.

Capital		45.000.000,—
Amortissements		2.356.595,75
Exigible		9.313.801,29
Exigible avec garantie réelle		4.000.000,—
Comptes d'ordre		mémoire
Résultats exercice	1.868.764,95	
Perte antérieure	1.821.738,95	
		47.026,—
		60.717.423,04

Compte de pertes et profits au 30 juin 1952.

DEBIT.

Report antérieur	1.821.738,95
Frais d'exploitation et divers	3.438.378,92
Amortissements	756.595,75
Résultat	47.026,—
	6.063.739,62

CREDIT.

Revenus d'exploitation et divers	6.063.739,62

Situation du capital.

Capital versé	44.940.000,—
Capital restant à libérer (Soquet Victor)	60.000,—
	45.000.000,—

Répartition du bénéfice.

Réserve légale : 5 % sur fr. 47.026,—	2.351,30
Allocations aux commissaires	19.500,—
A reporter	25.174,70
	47.026,—

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 octobre 1952.

Au cours de l'Assemblée générale ordinaire qui s'est tenue à Bruxelles, le lundi 13 octobre 1952, les actionnaires ont, à l'unanimité :

1) Approuvé le bilan et le compte de pertes et profits au 30 juin 1952.

2) Donné par vote spécial, décharge de mandat à MM. les Administrateurs et Commissaires, tant pour l'exercice du 1 janvier 1950 au 30 juin 1951 que pour l'exercice qui s'étend du 1er juillet 1951 au 30 juin 1952.

3) Ratifié la nomination de Madame la Comtesse Albert d'ASPREMONT LYNDEN en qualité d'administrateur par le Conseil général du 30 janvier 1952 pour achever le mandat de Monsieur A. DE BOLLE, démissionnaire.

4) Porté le nombre de commissaires à quatre et nommé pour un terme de trois ans, Monsieur Albert SINECHAL, Expert-Comptable, demeurant à Bruxelles, 26, rue du Charme et renouvelé également pour un terme de trois ans, le mandat de MM. Victor de RIJCK et Alexandre KRAUSS, venu à expiration ce jour.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions au 13 octobre 1952

Président du Conseil :

Monsieur le Comte Albert d'ASPREMONT LYNDEN, Administrateur de sociétés, 17, avenue Emile Demot à Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

Monsieur le Comte Daniel d'URSEL, Administrateur de sociétés, 116, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

Administrateurs :

Monsieur Lucien CALLEBAUT, Administrateur de sociétés, 246, avenue Molière à Bruxelles.

Monsieur Firmin FIVEZ, Industriel, 35, Lange Halsbeekstraat, à Saint-Nicolas-Waas.

Monsieur Fernand NYSSEN, Administrateur de sociétés, 22, Square Vergote à Bruxelles.

Madame la Comtesse Albert d'ASPREMONT LYNDEN, 17, avenue Emile Demot à Bruxelles.

Collège des Commissaires.

Monsieur Alexandre KRAUSS, Secrétaire de sociétés, 57, rue de Laeken à Bruxelles.

Monsieur Victor de RIJCK, Directeur commercial, 205, rue Victor Hugo, à Bruxelles.

Monsieur André ROSIER, Ingénieur, 84, avenue de Broqueville, à Woluwe-Saint-Lambert.

Certifié conforme.

Société Congolaise de gestion immobilière « COGIMO » s. c. a. r. l.

Comte Daniel d'URSEL.

Administrateur-Délégué.

« COGIMO », Société Congolaise de Gestion Immobilière.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

—

Acte constitutif publié aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo belge du 15 octobre 1948.

Modifications aux statuts. — Acte publié aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1950.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 30 septembre 1952.

ANNULATION DE POUVOIRS.

La mission qui était confiée à Monsieur Albert SINECHAL, Expert-comptable, demeurant à Bruxelles, n° 26, rue du Charme, étant terminée il nous a priés de le décharger de ses fonctions de fondé de pouvoirs.

Le Conseil accepte la démission de Monsieur Albert SINECHAL et marque son accord pour l'annulation des pouvoirs qui lui avaient été conférés le 3 septembre 1951.

Monsieur Ernest NATAN, demeurant à Bruxelles, n° 6, rue Thérésienne, a présenté sa démission de ses fonctions de fondé de pouvoirs de notre société.

Le Conseil accepte la démission de Monsieur Ernest NATAN et regrette que, pour des raisons de convenance personnelle, Monsieur NATAN ait été obligé de prendre cette décision.

Le Conseil marque son accord pour l'annulation des pouvoirs qui lui avaient été conférés le 3 septembre 1951.

Monsieur Alfred de Tombeur, Fondé de pouvoirs, étant appelé à d'autres fonctions, le Conseil marque son accord pour l'annulation des pouvoirs qui lui avaient été conférés, pour le territoire d'Afrique, le 27 mars 1950, et le 25 septembre 1951.

DELEGATION DE POUVOIRS.

Pouvoirs limités au territoire d'Afrique.

Les pouvoirs nécessaires pour assurer la gestion journalière de la société au Congo Belge sont conférés à Madame Theo de COSTER, née Kinga SOMSSICH.

Les actes de gestion journalière énumérés ci-après pourront être valablement accomplis sous la seule signature de Madame Théo de COSTER, pour tous engagements inférieurs à deux cent cinquante mille francs (250.000 francs).

1) Représenter la société auprès de toutes administrations publiques ou privées, sociétés, entreprises ou particuliers;

2) Faire toutes démarches et formalités, déclarations et publications, introduire toutes requêtes et réclamations;

3) Prendre l'engagement envers toutes autorités compétentes de se conformer à tous règlements;

4) Signer la correspondance;

5) Engager, congédier, révoquer le personnel employé ou ouvrier, exercer sur lui tous pouvoirs de direction et de contrôle;

6) Passer, renouveler et résilier tous baux moyennant les prix, charges et conditions que le mandataire jugera convenables, faire tous états des lieux et récolements, donner et accepter tous congés; toucher tous loyers, en donner quittance, prendre en location tous biens immeubles dans la Colonie aux conditions auxquelles le mandataire jugera convenables, les exploiter et les mettre en valeur;

7) Débattre et clôre tous comptes avec tous débiteurs, en fixer le reliquat, le payer ou le recevoir;

8) Retirer de toutes administrations, banques, offices, sociétés, ou tiers quelconques, toutes sommes ou valeurs qui sont ou pourront être dues à la Société en principal et accessoires, payer toutes sommes que la société pourrait devoir, de toutes sommes et valeurs reçues ou remises, donner et retirer valable quittance et décharge;

9) Signer tous chèques, accréditifs, mandats, transferts et virements, signer, accepter, endosser, avaliser tous effets de commerce, lettres de change et billets, effectuer tous dépôts et retraits;

10) Représenter la société en justice tant en demandant qu'en défendant, choisir tous avocats, conseils, arbitres, tiers arbitres, experts;

aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, élire domicile, et, en général, faire le nécessaire promettant ratification.

Cotonnière Coloniale, par abréviation « COLOCOTON ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Katanda.

Siège administratif : 18, rue Joseph II, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 24381.

Registre du Commerce de Luluabourg, n° 183.

—

Constituée le 6 juin 1925, Statuts publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1925.

Modifications aux statuts publiées : aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des : 15 juin 1928, 15 mars 1932, 14 décembre 1940, 14 février 1949, 15 octobre 1949, 15 décembre 1949.

Bilan et compte de profits et pertes au 31 mars 1952.
Approuvés par l'assemblée générale des actionnaires du 29 octobre 1952.

BILAN.

ACTIF.

Immobilisé :		
Immeubles	1.674.159,28	
Zones et concessions	5,—	
Plantations	2,—	
Matériel	3.720.905,56	
Outillage	107.144,34	
Mobilier	2.067,—	
		5.504.283,18
Disponible :		
Caisse	1.883.602,49	
Banques	11.125.836,09	
C. C. P.	82.955,45	
		13.092.394,03
Réalisable :		
Marchandises	631.509,12	
Approvisionnements et rechanges	6.749.716,99	
Portefeuille	16.000.000,—	
Elevage	17,—	
Produits	54.638.915,76	
Débiteurs	48.333.325,66	
		126.353.484,53
Dépenses engagées :		
Matériel, marchandises et approvisionnements en cours de route		1.500.071,10
Comptes d'ordre :		
Dépôts statutaires	mémoire	
Cautionnements des agents d'Afrique déposés à la Banque du Congo Belge	215.958,08	
		215.958,08
		146.666.190,92

PASSIF.

Non exigible :		
Capital représenté par 28.710 parts sociales S. D. V.	30.000.000,—	
Réserve statutaire	2.674.814,17	
Fonds de prévoyance	500.000,—	
Fonds de réserve	23.090.540,—	
Fonds de renouvellement	2.280.159,51	
Self-Assurance	368.288,29	
Plus-value immunisée sur réalisation immobilisation	1.586.391,87	
		60.500.193,84
Exigible :		
Prévision fiscale	1.800.000,—	
Frais restant à payer	25.069.495,01	
Avances reçues sur produits en cours de réalisation	26.500.000,—	
Créditeurs	29.627.562,99	
Dividendes restant à payer	187.981,—	
Welfare	2.765.000,—	
		85.950.039,—
Compte d'ordre :		
Déposants statutaires	mémoire	
Cautionnements des agents d'Afrique déposés à la Banque du Congo Belge	215.958,08	
		215.958,08
		146.666.190,92

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Amortissements	789.489,69
Prévision fiscale	1.574.042,—
Perte sur créance Colohuile	18.600.000,—
Amortissement du portefeuille	9.000.000,—
	29.963.531,69

CREDIT.

Report à nouveau	66.479,09
Prélèvement sur le Fonds de Réserve	4.454.900,—
Bénéfice sur opérations cotonnières, industrielles, commerciales et divers	25.442.152,60
	29.963.531,69

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Administrateurs.

M. Arthur-Edouard de SAN, docteur en droit, 71, avenue Brugmann, Bruxelles, Président.

M. Léon ERNENST, Mwene-Ditu (Congo Belge), Administrateur-délégué.

M. Alphonse ENGELS, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 24, avenue de Hoef, Uccle, Administrateur-délégué.

M. René CLAES, à Katanda (Congo Belge), Administrateur-directeur.

M. Théophile ALLARD, administrateur de Sociétés, 19, avenue de l'Orée, Bruxelles, Administrateur.

M. Maurice-Fernand DELLICOUR, procureur général honoraire au Congo Belge, 10, square Vergote, Bruxelles, Administrateur.

M. Firmin DELVOYE, industriel, avenue Hamoir, 56b, Uccle, Administrateur.

M. Jules DREZE, directeur de banque, avenue de Spa, 23, Verviers, Administrateur.

M. Georges GEERTS, ingénieur, 62, avenue Edm. Mesens, à Bruxelles, Administrateur.

M. Eugène KELLENS, ingénieur, Léopoldville (Congo Belge), Administrateur.

M. Nicolas MASSON, négociant en Laines, Henri-Pré, Renoupré-Verviers, Administrateur.

M. Robert TYTGAT, ingénieur A. I. G., 125, Avenue Winston Churchill, Bruxelles, Administrateur.

M. Paul-Emile WILLOCX, industriel, 11, rue P.-E. Janson, Bruxelles, Administrateur.

Collège des Commissaires.

M. Herman METTENS, expert-comptable, 43, avenue Ten Dorpe, Vieux-Dieu (Anvers), Commissaire.

M. Georges MIGNOT, directeur de filature, 7, rue des Déportés, Verviers, Commissaire.

Réélections.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 29 octobre 1952.

MM. de SAN, MASSON et TYTGAT, Administrateurs, sont réélus, à l'unanimité, pour un nouveau terme de six ans.

L'Administrateur-Délégué,

A. ENGELS.

Société des Forces Hydro-Electriques de l'Est de la Colonie « FORCES ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 30, rue Marie de Bourgogne.

Registre du commerce :

Bruxelle : n° 234310. Stanleyville : n° 766.

—

Constituée à Bruxelles le 11 mars 1950 par acte du Notaire Nols, autorisée par Arrêté du Régent du 27 mars 1950.

Actes constitutif et modificatifs publiés aux Annexes Sociétés Commerciales du Bulletin Officiel, le 15 avril 1950, le 15 janvier 1952 et le 15 octobre 1952 et aux Annexes au Moniteur Belge, le 5 octobre 1950 sous le numéro 21838, le 13 janvier 1952 sous le numéro 787 et le 4 octobre 1952 sous le numéro 21880.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 octobre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

I.

Europe.

Frais de constitution . .	1.695.000,—
Etudes et frais de 1er établ. communs	2.678.289,59

Afrique.

Stanleyville :

Etudes et frais de 1er établ. Tshopo	11.797.041,11

Albertville :			
Etudes et frais de 1er établ. Kiymbi	5.749.943,35		
		21.920.274,05	
II.			
Europe.			
Mobilier et matériel . .	648.418,90		
Afrique.			
Stanleyville :			
Mobilier, matériel et outillage	2.003.284,09		
Albertville :			
Matériel	26.699,—		
		2.678.401,99	
			24.598.676,04
Disponible :			
Europe.			
Caisses, Banques		4.586.944,17	
Afrique.			
Stanleyville :			
Compte Adminis. Centrale	20.242.556,94		
Compte mission . . .	115.662,33		
		20.358.219,27	
			24.945.163,44
Réalisable :			
Europe.			
Prêts et avances aux agents	105.000,—		
Actionnaires . . .	50.000.000,—		
Acomptes aux fourniss.	23.128.863,37		
Provisions versées . .	9.890,—		
Débiteurs divers . . .	336.817,—		
Compte temporaires . .	47.000,—		
		73.627.570,37	
Afrique.			
Stanleyville :			
Prêts et avances aux agents	95.000,—		
Travaux en cours . .	288.169,35		
Marchandises en route .	7.578.051,10		
Débiteurs divers . . .	24.000,—		
Frais gén. payés d'avance	6.058,—		
		7.991.278,45	

Albertville :			
Marchandises en route		200.486,—	
			81.819.334,82
Comptes d'ordre :			
Dépôts statutaires		mémoire	
Caution. reçus fourniss. et entreprises .		21.600.000,—	
			21.600.000,—
			152.963.174,30

PASSIF.

Non exigible :			
Capital		130.000.000,—	
Amortissements :			
Europe	73.196,15		
Afrique (Stanleyville) .	398.880,45		
(Albertville) .	6.009,70		
		480.086,30	
			130.480.086,30
Exigible :			
Europe.			
Créditeurs divers . .	512.593,55		
Prov. pour frais prévus .	29.324,—		
		541.917,55	
Afrique.			
Stanleyville :			
Agents cpt. traitements .	131.739,45		
Agents cpt. indisponibles	22.436,—		
Prov. pour frais prévus .	7.337,—		
Créditeurs divers . .	179.658,—		
		341.170,45	
			883.088,—
Comptes d'ordre :			
Déposants statutaires		mémoire	
Créditeurs pour cautions		21.600.000,—	
			21.600.000,—
			152.963.174,30

Compte de profits et pertes.

Il n'a pas été établi de compte de profits et pertes.

Situation du capital.

Le capital est composé de 30 millions de francs d'actions A. entièrement libérées et de 400 millions de francs d'actions B. libérées à concurrence de 200 millions.

Le solde de 200 millions de francs d'actions B. est à libérer par la Colonie du Congo Belge.

Conseil d'Administration.

Vice-Président :

M. Eudore DE BACKER, Inspecteur Royal des Colonies, demeurant à Wezembeek-Ophem, 43, avenue Van Sever.

Administrateurs :

M. Frédéric SIMON, Ingénieur civil, demeurant à Etterbeek, 86, avenue de Tervueren.

M. Maurice VAN HECKE, Docteur en droit, demeurant à Woluwé-St.-Lambert, 45, avenue Albertyn.

M. Théodore HEYSE, Docteur en droit, demeurant à Ixelles, Bruxelles, 129, chaussée de Wavre.

M. Léon BRUNEEL, Docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 5, avenue Antoine Depage.

M. Edgar GILLON, Ingénieur civil, demeurant à Héverlé-Louvain, 43, avenue Léopold III.

M. Georges MARCHAL, Ingénieur civil, demeurant à Woluwé-St.-Pierre, 28, avenue de Lothier.

M. Marcel DULAIT, Ingénieur civil, demeurant à Ixelles, 92, avenue de l'Université.

M. Albert THYS, Secrétaire Général à Electrobel, demeurant à Grimbergen, Lintkasteel.

M. Pedro DE BOECK, Administrateur-Directeur de la Sofina, demeurant à Woluwé-St.-Pierre, 9, avenue de Putdael.

M. Georges LANDSBERG, Ingénieur, demeurant à Forest-Bruxelles, 2, Place Constantin Meunier.

Collège des Commissaires.

M. Auguste DELMOTTE, Fondé de pouvoirs de la Regideso, demeurant à Schaerbeek-Bruxelles, 9, avenue Eugène Plasky.

M. Léopold LAVEDRINE, Licencié en Sciences commerciales, demeurant à Ougrée (Liège), 198, rue Champs-du-Mont.

M. Emile Joseph THIELEMANS, Chef comptable, demeurant à Bruxelles, 188a, avenue Franklin Roosevelt.

Le Conseil d'Administration. Les Commissaires.

Pour copie certifier conforme.

E. DE BACKER.

Vice-Président.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. De Backer, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 10 novembre 1952.

Le Conseiller-adjoint : N. Cornet.

« Plantations de Djombo ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

à Djombo (Congo Belge).

Registre du Commerce de Bruxelles, numéro 54633.

—

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL. MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société, tenue devant Maître Pierre VAN HALTEREN, Notaire à Bruxelles, le mardi *trente septembre mil neuf cent cinquante deux,* au siège administratif de la société, à Ixelles, 90, avenue de l'Université.

La séance est ouverte à quinze heures sous la présidence de Monsieur Guillaume Batz, ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jean Fonteyne, ci-après qualifié.

L'assemblée choisit comme scrutateurs Madame Mariette Van Molle et Monsieur André Verloove, tous deux ci-après qualifiés.

Monsieur le Président expose :

I. — Que l'assemblée a pour ordre du jour :

1) Augmentation du capital à quinze millions par absorption des réserves, la valeur nominale de chaque action étant portée de trois mille quatre cents francs à cinq mille francs et les actions participant sur cette base à partir du premier janvier mil neuf cent cinquante deux à la répartition des bénéfices.

---

(1) Arrêté royal du 30 octobre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1952. — 1re Partie.

2) Mise en concordance des statuts avec cette augmentation, à savoir :

a) Remplacement du premier alinéa de l'article 5 par « Le capital est fixé à quinze millions et est représenté par trois mille actions de cinq mille francs chacune ».

b) Ajouter, à la fin de l'article 8 « En assemblée générale extraordinaire du trente septembre mil neuf cent cinquante deux, le capital social a été porté de dix millions deux cent mille francs à quinze millions ».

3) Pouvoirs au Conseil d'administration.

4) Divers.

II. — Que les convocations, contenant l'ordre du jour, ont été faites conformément à l'article 35 des statuts dans le Bulletin Officiel du Congo Belge du dix neuf juillet mil neuf cent cinquante deux.

III. — Que, pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles trente sept et trente huit des statuts sociaux, arrêtés suivant acte reçu par Maître Edouard Van Halteren, Notaire à Bruxelles, le huit juillet mil neuf cent trente et un, approuvés par Arrêté Royal du vingt trois septembre mil neuf cent trente et un et publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze octobre mil neuf cent trente et un, modifiés suivant procès-verbaux dressés par Maître Pierre Van Halteren, Notaire soussigné, les dix neuf décembre mil neuf cent quarante six et quatre août mil neuf cent quarante sept, par Maître Pierre Lebon, Notaire à Bruxelles, substituant le dit Notaire Pierre Van Halteren, empêché, le vingt trois février mil neuf cent cinquante et par Maître Pierre Van Halteren, Notaire soussigné, le dix sept août mil neuf cent cinquante et un, approuvés les deux premiers par Arrêté Royal du quatorze octobre mil neuf cent quarante sept, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze novembre mil neuf cent quarante sept, et le dernier par Arrêté Royal du premier octobre mil neuf cent cinquante et un, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze novembre mil neuf cent cinquante et un.

IV. — Que, sur les trois mille actions de capital et les onze cents parts de fondateur sans désignation de valeur existantes, l'assemblée en représente respectivement deux mille deux cents et onze cents, soit plus de la moitié des titres de chaque catégorie.

V. — Que, par conséquent, la présente assemblée est valablement constituée pour délibérer sur les objets à l'ordre du jour.

Ces faits étant exposés sont reconnus exacts par l'assemblée.

Avant de passer au vote des deux premiers points à l'ordre du jour, Monsieur le Président, usant des pouvoirs laissés à l'assemblée, propose à celle-ci de les amender comme suit :

1. Augmentation du capital pour le porter à treize millions cinq cent mille francs par prélèvement des réserves, la valeur nominale de chaque action étant portée de trois mille quatre cents francs à quatre mille cinq cents francs et les actions participant sur cette base à partir du premier janvier mil neuf cent cinquante deux à la répartition des bénéfices.

2. Mise en concordance des statuts avec cette augmentation, à savoir :

a) Remplacement du premier alinéa de l'article 5 par : « Le capital est fixé à treize millions cinq cent mille francs et est représenté par trois mille actions de quatre mille cinq cents francs chacune ».

b) Ajouter à la fin de l'article 8 « En assemblée générale extraordinaire du trente septembre mil neuf cent cinquante deux, le capital social a été porté de dix millions deux cent mille francs à treize millions cinq cent mille francs ».

Mis aux voix, l'amendement proposé est adopté à l'unanimité. En conséquence, Monsieur le Président soumet à l'adoption de l'assemblée les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de trois millions trois cent mille francs pour le porter de dix millions deux cent mille francs à treize millions cinq cent mille francs par l'incorporation au capital d'une somme de trois millions trois cent mille francs à prélever sur les réserves et de porter ainsi la valeur nominale de chaque action de capital de trois mille quatre cents francs à quatre mille cinq cents francs avec jouissance au premier janvier mil neuf cent cinquante deux.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède et :

a) de remplacer le premier alinéa de l'article 5 par le texte suivant : « Le capital est fixé à treize millions cinq cent mille francs et est représenté par trois mille actions de quatre mille cinq cents francs chacune ».

et b) d'ajouter à la fin de l'article 8 le texte suivant :

« En assemblée générale extraordinaire du trente septembre mil neuf cent cinquante deux, le capital social a été porté de dix millions deux cent mille francs à treize millions cinq cent mille francs par prélèvement sur les réserves ».

DELIBERATION.

Les modifications aux statuts qui précèdent sont successivement adoptées par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de donner tous pouvoirs au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises ci-avant.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à quinze heures trente minutes.

Ont été présents ou représentés à l'assemblée les actionnaires suivants, lesquels d'après renseignements fournis, possèdent le nombre de titres mentionnés ci-après :

	Actions	Parts de fondateur
1. Monsieur Guillaume Batz, administrateur-directeur de la société, demeurant à Bolafa, (Congo Belge) propriétaire de quinze cent vingt trois actions de capital et de mille soixante cinq parts de fondateur . . .	1.523	1.065
2. Monsieur André Verloove, architecte, demeurant à Etterbeek, 10, rue Philippe Baucq, propriétaire de cent soixante et une actions de capital	161	
3. Monsieur Jean Fonteyne, avocat, demeurant à Bruxelles, boulevard Charlemagne, 41, propriétaire de quarante actions de capital et de vingt parts de fondateur .	40	20
4. Monsieur Charles Prieur, chirurgien-dentiste, demeurant à Anvers, 71, rue de la Justice, propriétaire de cinquante cinq actions de capital	55	
5. Monsieur Paul Fonteyne, docteur en médecine, demeurant à Ixelles, 32, rue de la Concorde, propriétaire de quarante deux actions de capital	42	
6. Mademoiselle Germaine Bullot, professeur, demeurant à Schaerbeek, 108, avenue Milcamps, propriétaire de soixante quinze actions de capital	75	
7. Madame Suzanne Delanney, professeur, épouse séparée contractuellement de biens de Monsieur Hector Goffard, demeurant à Schaerbeek, 183, avenue Milcamps, propriétaire de cinquante actions de capital .	50	
8. Monsieur Albert Carrette, industriel, demeurant à Mouscron, Bois Fichaux, propriétaire de quarante actions de capital	40	
9. Madame Mariette Lefer, sans profession, épouse de Monsieur Norbert Van Molle, demeurant à Bruxelles, 15, rue Ortélius, propriétaire de quatre vingts actions de capital	80	
10. Monsieur Paul Rivage, industriel, demeurant à Forest, 14, avenue Besme, propriétaire de neuf actions de capital	9	
11. Monsieur Emile Henriot, professeur à l'Université Libre de Bruxelles, demeurant à Watermael-Boitsfort, 40, avenue Van Becelaere, propriétaire de cent actions de capital	100	

12. Madame Berthe Lemaire, sans profession, veuve de Monsieur Melchior-Joseph Henry, demeurant à Watermael-Boitsfort, 27, avenue du Geai, propriétaire de quinze parts de fondateur		15
13. Monsieur Georges Henry, administrateur de société, demeurant à Ixelles, 90, avenue de l'Université, propriétaire de vingt cinq actions de capital . . .	25	
Ensemble : deux mille deux cents actions de capital	2.200	
et onze cents parts de fondateur		1.100

PROCURATIONS.

Les actionnaires sous 4 et 10 sont ici représentés par Monsieur André Verloove, actionnaire sous 2; celui sous 5 est ici représenté par Monsieur Jean Fonteyne, actionnaire sous 3; celui sous 11 est ici représenté par Monsieur Albert Carrette, actionnaire sous 8 et l'actionnaire sous 12 est ici représenté par Monsieur Georges Henry, actionnaire sous 13, le tout en vertu de cinq procurations sous seing privé qui resteront ci-annexées.

DECLARATIONS.

L'augmentation de capital qui précède a été décidée sous réserve de son approbation par arrêté royal, conformément à la loi congolaise.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital qui précède, s'élève approximativement à septante cinq mille francs.

De tout quoi le Notaire a dressé le présent procès-verbal.

Lecture faite, les membres du bureau et de l'assemblée ont signé avec le Notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles a. c. II le 6 octobre 1952. Vol. 1385, Folio 30 Ce 1. Trois rôles trois renvois. Reçu quarante francs.

Le Receveur a/i (s.) Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) P. VAN HALTEREN.

Pierre Van Halteren, Notaire, Bruxelles (Brabant).

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles, Président.

Vu par Nous Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Me Van Halteren, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs, nº 654.

Bruxelles, 15 octobre 1952.

(s.) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 octobre 1952.

Le Chef de Bureau (s.) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 octobre 1952.

Le Conseiller-adjoint (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu, pour le Ministre des Colonies en mission. Le Ministre de l'Instruction Publique, le 25 octobre 1952.	Mij bekend, voor de Minister van Koloniën op zending. De Minister van Openbaar Onderwijs de 25 October 1952.

(sé) P. HARMEL (get.).

« CONGOMANE ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Léopoldville-Est (Congo Belge).

Siège administratif à Anvers, Grand'Place, 21.

—

ASSEMBLEE NON EN NOMBRE.

L'An mil neuf cent cinquante deux, le neuf septembre.

Devant Maître Maurice Van Zeebroeck, notaire de résidence à Anvers.

S'est réunie :

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Congomane » dont le siège social est établi à Léopoldville-Est (Congo Belge) et le siège administratif à Anvers, Grand'Place, 21.

Constituée suivant acte avenu devant le notaire François Janssens à Anvers, sous la dénomination « Maison Gracis-Congomane » le vingt quatre décembre mil neuf cent vingt cinq, publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mars mil neuf cent vingt six et aux annexes du Moniteur Belge du treize mars mil neuf cent vingt six, sous le n° 2214, dont le capital a été augmenté et les statuts modifiés suivant actes avenus

devant le même notaire respectivement le dix sept juillet mil neuf cent vingt six, publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze septembre suivant, et aux annexes du Moniteur Belge du dix août suivant, sous le n° 9398, et le treize septembre mil neuf cent vingt sept, publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze novembre suivant et aux annexes du Moniteur Belge du vingt neuf septembre suivant sous le n° 11.734, dont le capital a été augmenté, les statuts modifiés et la dénomination changée en la dénomination actuelle suivant acte avenu devant les notaires Maurice Van Zeebroeck, soussigné, détenteur de la minute, et François Janssens, le dix neuf mai mil neuf cent vingt huit, publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze juin suivant et aux annexes du Moniteur Belge des dix huit/dix neuf juin suivant sous le n° 9230, dont les statuts ont été modifiés suivant actes avenus devant le même notaire Maurice Van Zeebroeck, respectivement le dix huit juin mil neuf cent vingt neuf publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze juillet suivant et aux annexes du Moniteur Belge du dix huit août suivant, sous le n° 13303, et le sept juin mil neuf cent trente deux, publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze août suivant et aux annexes du Moniteur Belge du cinq août suivant sous le n° 11.330, dont le capital a été successivement réduit et augmenté et les statuts modifiés suivant actes avenus devant le Notaire Maurice Van Zeebroeck le vingt quatre juin et le vingt deux août mil neuf cent trente huit publiés à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze octobre suivant et aux annexes du Moniteur Belge du quatorze octobre suivant, sous le n° 13783 et 13785, et suivant acte du même notaire en date du vingt et un janvier mil neuf cent quarante neuf, publié aux annexes du Moniteur Belge du vingt août mil neuf cent quarante neuf, sous le n° 17626 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze septembre suivant, dont le capital a été augmenté et les statuts modifiés suivant actes du notaire soussigné en date du trente novembre mil neuf cent cinquante, publié aux annexes du Moniteur Belge le trente et un janvier mil neuf cent cinquante et un sous le n° 1612 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze février mil neuf cent cinquante et un, et en date du vingt neuf novembre mil neuf cent cinquante et un, publié aux annexes du Moniteur Belge le vingt trois février mil neuf cent cinquante deux, sous le n° 2560, et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mars mil neuf cent cinquante deux.

La séance est ouverte à onze heures, au siège administratif Grand'Place, 21, à Anvers, sous la présidence de Monsieur Edmond Halleux, ci-après nommé.

Le président désigne en qualité de secrétaire Monsieur César Coenen, rue Geulinckx, 17, à Anvers.

Sont désignés pour remplir les fonctions de scrutateurs Messieurs Emile Van Damme et Albert Van Iseghem, tous deux ci-après nommés.

Sont présents ou représentés, les actionnaires dont les nom, prénoms, profession et domicile ainsi que, le cas échéant, le nom des mandataires et en outre le nombre des titres régulièrement déposés ou inscrits en nom dans le chef de chaque actionnaire, se trouvent consignés sur la liste de présence, laquelle sera clôturée par le bureau avec la mention du nombre total d'actionnaires et du nombre des titres valablement représentés.

Cette liste sera ensuite signée, ne varietur, par le bureau et par le notaire instrumentant et annexée au présent procès-verbal avec lequel elle

sera simultanément enregistrée, ainsi que les deux procurations sous seing privé en date du deux septembre dernier.

L'assemblée ratifie la composition du bureau; ensuite le Président expose et les membres de l'assemblée reconnaissent ce qui suit :

I. La présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée pour délibérer et se prononcer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du Jour :

A. Augmentation de capital à concurrence de huit millions de francs, pour le porter de vingt millions à vingt huit millions par incorporation : a) du montant total de la réserve indisponible, soit deux millions sept cent quatre vingt deux mille septante six francs congolais quatre vingt deux centimes; b) de la réserve extraordinaire à concurrence du montant de cinq millions deux cent dix sept mille neuf cent vingt trois francs congolais dix huit centimes.

Création de huit mille parts sociales nouvelles du même type et conférant les mêmes droits que les parts sociales existantes, pour ne former avec ces dernières qu'une seule et même catégorie de titres.

Remise gratuite de deux parts sociales nouvelles pour cinq parts sociales anciennes, sans fractionnement, les parts sociales intervenant dans le bénéfice éventuel de l'exercice mil neuf cent cinquante deux sur le même pied que les parts sociales anciennes.

Pouvoirs au Conseil d'Administration en vue de l'exécution des formalités.

B. Modifications aux statuts :

1) pour les mettre en concordance avec les décisions à prendre sur le point précédent,

2) pour compléter le texte de l'article 29 par les mots : «... et aux annexes du Moniteur Belge »,

3) pour remplacer d'une manière générale dans le texte des statuts les mots « francs » par les mots « francs congolais ».

II. Les convocations contenant l'ordre du jour ont été publiées conformément aux dispositions de l'article 28 des statuts par des annonces insérées une fois dans :

a) L'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du vingt août mil neuf cent cinquante deux.

b) Le Moniteur Belge du vingt août mil neuf cent cinquante deux.

c) Avond Echo du vingt août mil neuf cent cinquante deux.

Les numéros justificatifs de ces publications sont déposés séance tenante sur le bureau et paraphés par les scrutateurs.

III. En vue d'assister à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article vingt cinq des statuts relatives au dépôt des titres au porteur.

IV. Le capital social est actuellement de vingt millions de francs, représenté par vingt mille parts sociales sans désignation de valeur nominale.

V. L'ordre du jour étant électif de modifications aux statuts la présente assemblée doit, afin de pouvoir délibérer et statuer valablement, réunir au moins la moitié du capital social.

VI. D'après la liste de présence, sept actionnaires sont présents ou représentés, totalisant mille trois cent cinquante parts sociales, soit moins de la moitié du quorum requis.

Il résulte de ce qui précède, ce qui est constaté par le président et reconnu exact par tous les membres de l'assemblée, que l'assemblée a été régulièrement convoquée, qu'elle est valablement constituée, mais qu'elle ne remplit pas les conditions de présence requises pour aborder valablement son ordre du jour, en conséquence une seconde assemblée sera convoquée avec le même ordre du jour, laquelle assemblée pourra délibérer et statuer quelle que soit la représentation du capital.

Le président lève la séance à onze heures trente.

Dont Procès-Verbal.

Dressé à Anvers, lieu, an, date et heure comme dit.

Après lecture aux membres du bureau et de l'assemblée ceux-ci ont tous signés le procès-verbal avec nous, notaire.

(Suivent les signatures).

Geboekt drie blad, twee verzending te Antwerpen B. A. 3e kantoor den 11 September 1952 deel 148 blad 10 vak 5. Ontvangen veertig frank.

De Ontvanger (get.) F. Schoeters.

ANNEXES.

I. Congomane S. C. R. L. Liste de Présence à l'assemblée générale extraordinaire du 9 septembre 1952.

Déposants.	Titres déposés	Nombre de Voix
M. Halleux Edmond, administrateur de sociétés, Avenue Albert Giraud, 115, Bruxelles	50	50
(sé) E. Halleux.		
Mme Geo Gracis, née Marie Anne Saldunbide, administrateur de société, Congo Belge	50	50
(sé) p.p. E. Van Damme.		
M. Ruelens Emile, assureur, Rue Osy, 11, à Anvers .	50	50
(sé) E. Ruelens.		
M. Portocallis Georges, administrateur de sociétés, Boulevard Lambermont, 175, Bruxelles	50	50
(sé) G. Portocallis.		

M. Van Iseghem Albert, commerçant, rue Everaert, 8, Anvers	50	50
(sé) A. Van Iseghem.		
M. Van Damme Emile, administrateur de sociétés, Avenue H. Conscience, 69, Evere-Bruxelles . . .	1.050	1.050
(sé) E. Van Damme.		
M. J. Franco, directeur de société, demeurant à Léopoldville	50	50
(sé) p.p. G. Portocallis.		
	1.350	1.350

Le Président (sé) E. Halleux. Les scrutateurs (sé) A. Van Iseghem, E. Van Damme. Le secrétaire (sé) C. Coenen.

Signé pour annexe à un acte passé par le notaire Maurice Van Zeebroeck à Anvers le neuf septembre 1952 (sé) Maurice Van Zeebroeck.

Geboekt een blad geen verzending te Antwerpen B. A. 3e kantoor den elf September 1952 deel 14 blad 36 vak 9. Ontvangen veertig frank.

De Ontvanger (get.) F. Schoeters.

(Suivent les procurations annexées).

Pour expédition conforme.

Le Notaire,

(sé) M. VAN ZEEBROECK.

M. L. M. Van Zeebroeck, Notaire, Anvers.

Voorzitter der Rechtbank van 1e Aanleg. Antwerpen.

Gezien door Ons H. Anthonis, Voorzitter der Rechtbank van Eerste Aanleg, zitting houdende te Antwerpen voor echtverklaring van het hierboven staande handteken van M. Van Zeebroeck.

Antwerpen, de 8 October 1952.

(get.) H. Anthonis.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Anthonis, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 9 octobre 1952.

Le Chef de Bureau (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 9 octobre 1952.

Le Conseiller-adjoint (sé) N. Cornet.

« CONGOMANE »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Léopoldville-Est (Congo Belge).

Siège administratif à Anvers, Grand'Place, 21.

—

AUGMENTATION DE CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

(Autorisation par arrêté royal du 30 octobre 1952).

L'An mil neuf cent cinquante deux, le trente septembre.

Devant Nous Maître Maurice Van Zeebroeck, notaire de résidence à Anvers.

S'est réunie.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Congomane », dont le siège social est établi à Léopoldville-Est (Congo Belge) et le siège administratif à Anvers, Grand'Place, 21.

Constituée suivant acte avenu devant le notaire François Janssens à Anvers, sous la dénomination « Maison Gracie Congomane » le vingt-quatre décembre mil neuf cent vingt cinq, publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mars mil neuf cent vingt six et aux annexes du Moniteur Belge du treize mars mil neuf cent vingt six sous le n° 2214, dont le capital a été augmenté et les statuts modifiés suivant actes avenus devant le même notaire, respectivement le dix sept juillet mil neuf cent vingt six, publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze septembre suivant et aux annexes du Moniteur Belge du dix août suivant, sous le n° 9398 et le treize septembre mil neuf cent vingt sept, publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze novembre suivant et aux annexes du Moniteur Belge du vingt neuf septembre suivant, sous le n° 11.734, dont le capital a été augmenté, les statuts modifiés et la dénomination changée en la dénomination actuelle suivant acte avenu devant les notaires Maurice Van Zeebroeck, soussigné, détenteur de la minute et François Janssens, le dix neuf mai mil neuf cent vingt huit publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze juin suivant et aux annexes du Moniteur Belge des dix huit/dix neuf juin suivant sous le n° 9230, dont les statuts ont été modifiés suivant actes avenus devant le même notaire Maurice Van Zeebroeck respectivement le dix huit juin mil neuf cent vingt neuf, publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze juillet suivant et aux annexes du Moniteur Belge du dix huit août suivant sous le n° 13.303 et le sept juin mil neuf cent trente deux, publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze août suivant et aux annexes du Moniteur Belge du cinq août suivant sous le n° 11.339, dont le capital a été successivement réduit et augmenté et les statuts modifiés suivant actes avenus devant le notaire Maurice Van Zeebroeck, le vingt quatre juin et le vingt deux août mil

(1) Arrêté royal du 30 octobre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1952. — 1re Partie.

neuf cent trente huit, publiés à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze octobre suivant et aux annexes du Moniteur Belge du quatorze octobre suivant sous les nos 13783 et 13785, suivant acte du même notaire Van Zeebroeck en date du vingt et un janvier mil neuf cent quarante neuf, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze septembre mil neuf cent quarante neuf et aux annexes du Moniteur Belge du vingt août mil neuf cent quarante neuf sous le no 17626, et suivant acte du même notaire Maurice Van Zeebroeck, en date du trente novembre mil neuf cent cinquante publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze février mil neuf cent cinquante et un et aux annexes du Moniteur Belge du trente et un janvier mil neuf cent cinquante et un sous le no 1612; dont le capital a été augmenté et les statuts modifiés en dernier lieu suivant acte du notaire Maurice Van Zeebroeck, soussigné, en date du vingt neuf novembre mil neuf cent cinquante et un, publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mars mil neuf cent cinquante deux, et aux annexes du Moniteur Belge du vingt trois février mil neuf cent cinquante deux sous le no 2560.

La séance est ouverte à onze heures, au siège administratif, Grand'Place, 21, à Anvers, sous la présidence de Monsieur Edmond Halleux, ci-après nommé.

Le président désigne en qualité de secrétaire Monsieur César Coenen, Rue Geulinckx, 17, à Anvers.

Sont désignés pour remplir les fonctions de scrutateurs Messieurs Albert Van Iseghem et René Van Iper, ci-après nommés.

Sont présents ou représentés, les actionnaires dont les nom, prénoms, profession, et domicile ainsi que le cas échéant, le nom des mandataires et en outre le nombre des titres régulièrement déposés ou inscrits en nom dans le chef de chaque actionnaire, se trouvent consignés sur la liste de présence, laquelle sera clôturée par le bureau avec mention du nombre total d'actionnaires et du nombre des titres valablement représentés.

Cette liste sera ensuite signée « ne varietur » par le bureau et par le notaire instrumentant et annexée au présent procès-verbal, avec lequel elle sera simultanément enregistrée.

L'assemblée ratifie la composition du bureau; ensuite le président expose et les membres de l'assemblée reconnaissent ce qui suit :

I. La présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée pour délibérer et se prononcer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour :

Augmentation de capital à concurrence de huit millions de francs pour le porter de vingt millions de francs à vingt huit millions de francs par incorporation : a) du montant total de la réserve indisponible soit deux millions sept cent quatre vingt deux mille septante six francs congolais quatre vingt deux centimes; b) de la réserve extarordinaire à concurrence d'un montant de cinq millions deux cent dix sept mille neuf cent vingt trois francs congolais dix huit centimes.

Création de huit mille parts sociales nouvelles du même type et conférant les mêmes droits que les parts sociales existantes, pour ne former avec ces dernières qu'une seule et même catégorie de titres.

Remise gratuite de deux parts sociales nouvelles pour cinq parts sociales anciennes, sans fractionnement, les parts sociales nouvelles intervenant dans le bénéfice éventuel de l'exercice mil neuf cent cinquante deux sur le même pied que les parts sociales anciennes.

Pouvoirs au conseil d'administration en vue de l'exécution des formalités :

Modification aux statuts :

1) Pour les mettre en concordance avec les décisions à prendre sur le point précédent.

2) Pour compléter le texte de l'article vingt neuf par les mots : «... et aux annexes du Moniteur Belge ».

3) Pour remplacer d'une manière générale dans le texte des statuts, les mots « francs » par les mots « francs congolaise ».

II. Les convocations contenant l'ordre du jour ont été publiées conformément aux dispositions de l'article 28 des statuts par des annonces insérées une fois dans :

a) L'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze septembre dernier.

b) Le Moniteur Belge des quinze/seize septembre dernier.

c) Avond Echo, journal publié à Anvers, du quatorze/quinze septembre dernier.

Les numéros justificatifs de ces publications sont déposés séance tenante sur le bureau et paraphés par les scrutateurs.

III. En vue d'assister à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article vingt cinq des statuts relatives au dépôt des titres au porteur.

IV. Le capital social est actuellement de vingt millions de francs, représenté par vingt mille parts sociales sans désignation de valeur nominale.

V. D'après la liste de présence six actionnaires sont présents ou représentés, totalisant trois cent septante six parts sociales, soit moins de la moitié des titres.

Toutefois une première assemblée générale extraordinaire des actionnaires s'est réunie avec le même ordre du jour le neuf septembre dernier, laquelle assemblée n'avait pas pu passer à l'ordre du jour, faute du quorum requis.

Il résulte de tout ce qui précède, ce qui est constaté par le président et reconnu exact par tous les membres de l'assemblée que l'assemblée présentement réunie a été régulièrement convoquée, qu'elle est valablement constituée et qu'elle remplit les conditions requises pour aborder valablement son ordre du jour.

En conséquence, le président passe à l'ordre du jour et soumet successivement à l'assemblé les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de huit millions de francs congolais, pour le porter de vingt millions de francs congolais à vingt huit millions de francs congolais par incorporation : a) de la réserve indisponible à concurrence de son montant total actuel de deux millions sept cent quatre vingt deux mille soixante six francs congolais quatre vingt deux centimes; b) de la réserve extraordinaire à concurrence d'un montant de cinq millions deux cent dix sept mille neuf cent vingt trois francs congolais dix huit centimes.

En représentation de cette augmentation de capital, il est créé huit mille parts sociales nouvelles du même type et conférant les mêmes droits que les parts sociales existantes pour ne former avec celles-ci qu une seule et même catégorie de titres représentatifs du capital social.

Les huit mille parts sociales nouvelles ainsi créées, seront remises gratuitement aux actionnaires, à raison de deux parts sociales nouvelles pour cinq parts sociales anciennes possédées par eux; cette remise s'effectuera sans fractionnement et les parts sociales nouvelles interviendront dans le bénéfice éventuel de l'exercice mil neuf cent cinquante deux, sur le même pied que les parts sociales anciennes.

Le conseil d'administration est nanti de tous les pouvoirs nécessaires en vue de la réalisation matérielle des titres nouveaux et de leur remise aux actionnaires; le conseil arrêtera toutes les modalités et délais de cette remise et pourra remplir toutes formalités requises en vue de l'admission des titres nouveaux à la Cote.

DECISION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de modifier les statuts comme suit :

a) Afin de les mettre en concordance avec les décisions prise sur le 1° à l'ordre du jour, ajouter in fine de l'article cinq un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires » en date du trente septembre mil neuf cent cinquante deux, le capital a » été porté à vingt huit millions de francs congolais par incorporation » de diverses réserves comptabilisées et moyennant la création de huit » mille parts sociales nouvelles, du même type et conférant les mêmes » droits que les parts sociales antérieures ».

b) Afin d'apporter à divers articles les amendements suivants :

1°. « In fine » de l'article vingt neuf, il est ajouté les mots : « ... et aux annexes du Moniteur Belge ».

2°. D'une manière générale dans les divers articles des statuts, le mot : « francs » est remplacé par les mots « francs congolais ».

DECISION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

Ensuite le président constate et les membres de l'assemblée reconnaissent ce qui suit :

1°. Toutes les résolutions adoptées au cours de la présente assemblée sont soumises à la condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal.

2°. Le montant des frais, rémunérations et dépenses qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des décisions adoptées par la présente assemblée s'élève à la somme approximative de trente mille francs.

L'ordre du jour est épuisé et personne ne demande plus la parole; le président lève la séance à onze heures trente.

Dont Procès-Verbal.

Dressé à Anvers, lieu, an, date et heure comme dit.

Après lecture aux membres du bureau et de l'assemblée ceux-ci ont tous signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures).

Geboekt vier blad, twee verzending, te Antwerpen B. A. 3e kantoor den een October 1952 deel 147 blad 26 vak 10. Ontvangen veertig frank.

De Ontvanger (get.) F. Schoeters.

ANNEXE.

Congomane S. C. R. L. Liste de Présence à l'assemblée générale extraordinaire du 30 septembre 1952.

M. Halleux Edmond, Administrateur de sociétés, 115, avenue Albert Giraud, Bruxelles	200
(sé) E. Halleux.	
M. Ruelens Emile, Assureur, 11, Rue Osy, Anvers	50
(sé) E. Ruelens.	
M. Portocallis Georges, Administrateur de sociétés, 175, Boulevard Lambermont, Bruxelles	50
(sé) G. Portocallis.	
M. Van Iseghem Albert, Négociant, 8, Rue Everaert, Anvers .	50
(sé) A. Van Iseghem.	
M. Van Iper René, Expert Comptable, 33, Rue des Capucines, Anvers	25
(sé) R. Van Iper.	
M. Mathieu Raymond, Statuaire, 6, Rue Ferdinand Lenoir, Jette-Bruxelles	1
(sé) F. Mathieu.	
	376

Le Président (sé) E. Halleux. Les scrutateurs (sé) A. Van Iseghem, R. Van Iper. Le Secrétaire (sé) C. Coenen.

Signé pour annexe à un acte passé par le notaire Maurice Van Zeebroeck à Anvers, le trente septembre 1900 cinquante deux.

(sé) Maurice Van Zeebroeck.

Geboekt een blad geen verzending te Antwerpen B. A. 3e kantoor den een October 1952 deel 14 blad 41 vak 12. Ontvangen veertig frank.

De Ontvanger (sé) F. Schoeters.

Pour expédition conforme.

Le Notaire.

(sé) Maurice VAN ZEEBROECK.

M. L. M. Van Zeebroeck, Notaire. Anvers.

Voorzitter der Rechtbank van 1e Aanleg. Antwerpen.

Gezien door Ons H. Anthonis, Voorzitter der Rechtbank van Eerste Aanleg zitting houdende te Antwerpen, voor echtverklaring van het hierboven staande handteken van M. Van Zeebroeck.

Antwerpen, de 8 October 1952.

(get.) H. Anthonis.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. H. Anthonis, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 9 octobre 1952.

Le Chef de Bureau (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée au verso.

Bruxelles, le 9 octobre 1952.

Le Conseiller-adjoint (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu, pour le Ministre des Colonies en mission. Le Ministre de l'Instruction Publique le 25 octobre 1952.	Mij bekend, voor de Minister van Koloniën, op zending. De Minister van Openbaar Onderwijs de 25 October 1952.

(sé) P. HARMEL (get.).

Compagnie Sucrière Congolaise.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Moerbeke-Kwilu (Congo belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue Bréderode, 13.

(Autorisée par arrêté royal du 3 mai 1925).

Registres du Commerce :

Bruxelles : n° 4584. Léopoldville : n° 2116.

—

ACTE CONSTITUTIF ET MODIFICATIONS AUX STATUTS.

Constituée le 8 avril 1925, arrêté royal du 3 mai 1925, publié au Bulletin officiel du Congo belge du 15 juin 1925, Statuts publiés à l'annexe du Bulletin officiel du Congo belge du 15 juin 1925 et aux annexes du Moniteur belge du 28 juin 1925, acte n° 8367. Statuts modifiés les 9 novembre 1926, 26 juin 1929, 10 novembre 1931, 30 novembre 1937 et 3 juin 1946, arrêté royaux des 15 décembre 1926, 27 juillet 1929, 18 janvier 1932 et 25 février 1938). Actes modificatifs publiés au Bulletin officiel du Congo belge des 15 janvier 1927, 15 septembre 1929, 15 février 1932, 15 mars 1938 et 15 juin 1946, et aux annexes du Moniteur belge des 25 novembre 1926, acte n° 12572; 17 juillet 1929, acte n° 11882; 2 décembre 1931, acte n° 15704; 18 décembre 1937, acte n° 16462, et 14 juin 1946, acte n° 12687.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951

approuvé par l'assemblée générale du 12 novembre 1952.

ACTIF.

A. — *Immobilisations :*

Frais de constitution, d'études et d'émission			mémoire
Frais de premier établissement			mémoire
Appropriation des cultures, irrigation, reboisement		15.562.392,07	
Amortiss. antérieurs . .	10.095.261,58		
Amortissements 1951 . .	931.495,22		
		11.026.756,80	
			4.535.635,27
Constructions, terrains et matériel :			
a) Usine		62.643.933,41	
Amortiss. antérieurs .	50.727.342,52		
Amortissements 1951 .	2.808.973,62		
		53.536.316,14	
			9.107.617,27

b) Constructions à usage industriel . .		1.621.790,79	
Amortiss. antérieurs .	649.861,70		
Amortissements 1951 .	104.058,06		
		753.919,85	
			867.870,94
c) Immeubles, camps indigènes, constructions diverses et terrains		41.497.158,55	
Amortiss. antérieurs .	14.051.750,95		
Amortissements 1951 .	2.006.421,83		
		16.058.172,78	
			25.438.985,77
d) Constructions en cours			1.393.497,98
e) Matériel agricole, d'ateliers, roulant et divers		43.237.503,19	
Amortiss. antérieurs .	26.166.955,23		
Amortissements 1951 .	6.191.037,10		
		32.357.992,33	
			10.879.510,86
f) Voies ferrées et raccordement . . .		10.713.955,01	
Amortiss. antérieurs .	5.910.085,47		
Amortissements 1951 .	559.354,64		
		6.469.440,11	
			4.244.514,90
g) Instruments scientifiques		1.138.521,35	
Amortiss. antérieurs .	479.404,26		
Amortissements 1951 .	212.684,12		
		692.088,38	
			446.432,97
h) Mobilier		3.492.319,60	
Amortiss. antérieurs .	2.146.553,83		
Amortissements 1951 .	467.799,05		
		2.614.352,88	
			877.966,72
i) Réévaluation du matériel et bâtiments industriels		69.500.320,25	
Amortiss. antérieurs .	23.900.755,34		
Amortissements 1951 .	9.963.596,73		
		33.864.352,07	
			35.635.968,18
B. — *Réalisable :*			
Cultures		29.870.662,86	
Approvisionnements en magasin et en cours de transport		46.215.704,87	

Approvisionnements en Europe . . .	1.128.367,70	
Magasins à sucre	37.035.122,94	
Avances sur commandes en cours et crédits irrévocables	3.135.754,47	
Débiteurs divers	15.524.396,33	
Participations financières	5.141.950,—	
		138.051.959,17
C. — *Disponible :*		
Banques et Chèques-postaux	17.687.485,13	
Caisses	2.203.987,15	
		19.891.472,28
D. — *Comptes de régularisation :*		
Comptes débiteurs divers		222.786,50
E. — *Comptes d'ordre :*		
Dépôts statutaires		mémoire
		251.594.218,81

PASSIF.

A. — *De la société envers elle-même :*		
Capital		60.000.000,—
représenté par :		
84.000 actions privilégiées sans mention de valeur;		
126.000 actions ordinaires sans mention de valeur.		
Réserve statutaire	6.000.000,—	
Réserve pour éventualités diverses . .	7.340.000,—	
Fonds de prévoyance et de pension en faveur du personnel	1.698.556,90	
Fonds de renouvellement	29.687.210,—	
Fonds pour investissements dans la Colonie en faveur des indigènes	220.501,83	
Provision pour dépréciation des stocks et grosses réparations	4.248.669,99	
Plus-value de réévaluation du matériel et des bâtiments industriels	71.849.999,67	
Fonds d'ammortissement de l'Emprunt obligataire	1.000.000,—	
		122.044.938,39

B. — *Envers les tiers :*		
Créditeurs divers	13.721.626,39	
Effets à payer	5.915.151,10	
Dividendes à payer	2.640.869,10	
Montant à libérer sur participations financières	408.500,—	
Emprunt obligataire	20.000.000,—	
		42.686.146,59
C. — *Comptes de régularisation :*		
Comptes créditeurs divers		6.170.745,—
D. — *Comptes d'ordre :*		
Déposants statutaires		mémoire
E. — *Profits et pertes :*		
Report antérieur	1.006.836,67	
Bénéfice de l'exercice	19.685.552,16	
		20.692.388,83
		251.594.218,81

Comptes de profits et pertes au 31 décembre 1951.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation, frais généraux, impôts et divers .		74.031.835,02
Charges financières		1.146.562,46
Prime et frais d'émission de l'Emprunt obligataire . .		800.000,—
Amortissement des Immobilisations :		
a) Sur appropriation des cultures et reboisement	931.495,22	
b) Sur usine	2.808.973,62	
c) Sur constructions à usage industriel .	104.058,06	
d) Sur immeubles, camps indigènes, constructions diverses	2.006.421,83	
e) Sur matériel agricole, d'atelier, roulant et divers	6.191.037,10	
f) Sur voies ferrées et raccordement . .	559.354,64	
g) Sur instruments scientifiques . . .	212.684,12	
h) Sur mobilier	467.799,05	
		13.281.823,64

i) Sur matériel et bâtiments industriels réévalués . .		9.963.596,73
Amortissement de l'Emprunt obligataire		1.000.000,—
Solde en bénéfice :		
Report antérieur	1.006.836,67	
Bénéfice de l'exercice	19.685.552,16	
		20.692.388,83
		120.916.206,68

CREDIT.

Report antérieur	1.006.836,67
Produit de l'exercice et rentrées diverses	119.909.370,01
	120.916.206,68

Répartition 1951.

Bénéfice net à répartir		20.692.388,83
Solde reporté de l'exercice antérieur		1.006.836,67
Reste		19.685.552,16
1) Premier dividende :		
à 84.000 actions privilégiées . .	2.400.000,—	
à 126.000 actions ordinaires . .	3.600.000,—	
		6.000.000,—
		13.685.552,16
2) Tantièmes statutaires au Conseil général :		
12 % de fr. 13.685.552,16		1.642.266,25
		12.043.285,91
Report de l'exercice antérieur		1.006.836,67
		13.050.122,58
3) Second dividende :		
a 84.000 actions privilégiées . .	3.900.000,—	
à 126.000 actions ordinaires . .	5.850.000,—	
		9.750.000,—
		3.300.122,58
4) A la réserve pour éventualités diverses		3.000.000,—
Solde à reporter		300.122,58

Situation du capital.

Entièrement libéré.

Composition du Conseil d'Administration.

Président :

Comte Maurice LIPPENS, gouverneur général honoraire du Congo, 1, Val de la Cambre-Ixelles.

Vice-Président :

M. Arthur BEMELMANS, Ingénieur A. I. A., 397, avenue Louise, à Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Robert LIPPENS, ingénieur-chimiste E. T. H. Zurich, 15, rue Guimard, Bruxelles.

Administrateurs :

Comte Albert de BEAUFFORT, docteur en droit, avenue de la Toison d'Or, 68, Bruxelles.

M. André GILSON, administrateur de sociétés, 194a, avenue de Tervueren, Woluwé-St.-Pierre.

M. Emile LEJEUNE VINCENT, propriétaire, 48, chaussée de Charleroi, Bruxelles.

M. Albert MARCHAL, ingénieur, 46, avenue du Vert-Chasseur, à Uccle.

M. Fernand NISOT, ingénieur A. I. A., 15, rue d'Edimbourg, à Bruxelles.

M. Louis ORTS, docteur en droit, 33, avenue Jeanne, Bruxelles.

M. Jules PHILIPPSON, banquier, 10, square Frère-Orban, Bruxelles.

Collège des Commissaires.

M. Emile COSTERMANS, agent de change, 22, avenue du Maréchal, à Uccle.

M. Maurice SIMON, ingénieur, 9, rue de la Station, à Péruwelz.

Comte Baudouin van der BURCH, propriétaire, « Chevrouheid » Roenne-Coo.

Délégué du Gouvernement de la Colonie.

M. L. MOREL, Gouverneur de Province Honoraire du Congo Belge, 72, Avenue de l'Hippodrome à Bruxelles.

Bruxelles, le 13 novembre 1952.

Certifié conforme.

Un Administrateur,
Robert LIPPENS.

Un Administrateur,
F. NISOT.

Compagnie Sucrière Congolaise.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Moerbeke-Kwilu (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue Bréderode, 13.

(Autorisée par arrêté royal du 3 mai 1925).

Registres du Commerce :

Bruxelles : n° 4584. Léopoldville : n° 2116.

—

ELECTIONS STATUTAIRES.
CREATION ET ATTRIBUTION D'UN ONZIEME MANDAT D'ADMINISTRATEUR.

(Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 novembre 1952).

A l'unanimité, l'Assemblée décide :

— la réélection de Messieurs :

Albert MARCHAL, Ingénieur, demeurant, 46, Avenue du Vert-Chasseur à Uccle.

Robert LIPPENS, Ingénieur-Chimiste E. T. H. Zurich, demeurant, 15, rue Guimard à Bruxelles

dans leurs fonctions d'Administrateurs, mandats expirant à l'Assemblée Générale Ordinaire de 1958.

— d'attribuer à Monsieur Paul DE MOT, Ingénieur, demeurant, 32, avenue Armand Huysmans à Ixelles, le mandat d'Administrateur devenu vacant par suite du décès de Monsieur Bemelmans survenu le 17 octobre 1952, lequel mandat expirera à l'Assemblée Générale Ordinaire de 1955.

— la création d'un onzième mandat d'Administrateur et son attribution à Monsieur Lucien DIRRIX, Secrétaire-Général, demeurant, 3, Avenue des Nénuphars à Auderghem, mandat expirant à l'Assemblée Générale de 1958.

Bruxelles, le 13 novembre 1952.

Certifié conforme.

Un Administrateur, Robert LIPPENS.

Un Administrateur, F. NISOT.

Lukolela Plantations.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Etablie à Lukolela (Congo belge).

Siège administratif à Liège, 51, rue du Parc.

Registre du commerce : Liège 10604.

—

Actes constitutifs et modificatifs publiés aux Annexes du Moniteur Belge : 1922, n° 11878; 1924, n° 13028; 1925, n° 3257; 1937, n° 11579; 1929, n° 10731; 1929, n° 18498; 1951, n° 11638.

BILAN AU 30 JUIN 1952.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 10 novembre 1952.

ACTIF.

Concessions et propriétés	627.212,50	
Cultures	5.741.547,68	
Constructions	1.588.419,59	
Matériel	1.896.479,65	
		9.853.659,42
Magasins de ventes	1.877.823,11	
Magasins de vivres pour indigènes	41.794,79	
Produits en stock	6.320.158,—	
		8.239.775,90
Caisses et chèques postaux	200.785,06	
Banquiers en Afrique	4.825.109,93	
Banquiers en Belgique	4.499.995,20	
Banquiers divers	99.778,75	
Débiteurs divers	1.332.349,15	
		10.958.018,09
Portefeuille titres		2.597.558,17
Compte d'ordre : Cautionnements statutaires		262.500,—
		31.911.511,58

PASSIF.

Capital	11.000.000,—	
Réserve légale	1.100.000,—	
		12.100.000,—

Réserve de réévaluation	8.793.822,18
Réserve extraordinaire	300.000,—
Créanciers divers	1.688.026,35
Dividendes non réclamés	223.755,84
Prévision fiscale et divers	1.380.000,—
Compte d'ordre : Déposants de cautionnements statutaires	262.500,—
Bénéfice à répartir	7.163.407,21
	31.911.511,58

Compte de pertes et profits.

DEBIT.

Frais généraux, exploitation, emballages, transports, etc.		15.526.843,04
Amortissements : sur Cultures	800.000,—	
Amortissements : sur Constructions	1.800.000,—	
Amortissements : sur Matériel	2.500.000,—	
		5.100.000,—
Prévision fiscale et divers		1.380.000,—
Bénéfice à répartir		7.163.407,21
		29.170.250,25

CREDIT.

Intérêts divers	147.753,02
Recettes et inventaires : cacao, café, bois, magasins et divers	29.022.497,23
	29.170.250,25

Répartition du solde bénéficiaire :

Premier dividende de 6 % (30 frs. brut) aux actions de capital	660.000,—
Tantièmes statutaires à M. V. de Bellefroid	475.170,21
Tantièmes aux administrateurs et aux commissaires	975.511,—
Réserve extraordinaire	600.000,—
Second dividende de fr. 121,43 brut aux actions de capital	2.671.635,60
Dividende de fr. 284,97 brut aux parts de fondateur	1.781.090,40
	7.163.407,21

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Composition du conseil d'administration :

de Géradon, Pierre, docteur en droit, 23, Bd Piercot, Liège, président.

Helbig de Balzac, Léon, docteur en droit, 50, Bd St.-Michel, Bruxelles; vice-président.

de Bellefroid, Victor, ingénieur agronome A. I. Gx, 51, rue du Parc, Liège; administrateur-délégué, conseiller technique.

Billon, Henri, docteur en droit, 30, rue des Guillemins, Liège; administrateur.

de Bie, Gustave, ingénieur des arts et manufactures A. I. G., ter Heide, Destelbergen; administrateur.

Dresse de Lébioles, Armand, docteur en droit, 2, rue des Cultes, Bruxelles; administrateur.

Gallaix, Jacques, pépiniériste, à Tilff; administrateur.

Thonon, André, administrateur de société, 44, rue Fabry, Liège; administrateur.

Composition du collège des commissaires :

Lohest, Pierre, docteur en droit, 44, Bd Frère-Orban, Liège.

Wauters, Georges, industriel, 32, quai du Roi Albert, Liège.

Brahy, Yvonne (épouse Fontaine), professeur de dessin, 24, rue de la Loi, Liège.

Rassart, Léon, directeur de société, 7, Bd de la Sauvenière, Liège.

Hanne, Victor, agent de change, 16, rue Dartois, Liège.

Signatures :

V. de BELLEFROID
(Administrateur-délégué).

G. DE BIE
(Administrateur).

H. BILLON
(Administrateur).

A. DRESSE de LEBIOLES
(Administrateur).

J. GALLAIX.
(Administrateur).

A. THONON
(Administrateur).

G. WAUTERS
(Commissaire).

L. RASSART.
(Commissaire).

V. HANNE
(Commissaire).

LUKOLELA PLANTATIONS

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

—

REELECTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 10 novembre 1952.

A l'unanimité, l'assemblée réélit dans leurs fonctions, M. Gustave de Bie, administrateur, et MM. Lohest et Rassart, commissaires.

Pour extrait conforme :

L'Administrateur-délégué.

(sé) V. de BELLEFROID.

Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (SABENA).

Société Anonyme, à BRUXELLES

13, rue Bréderode.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 3872.

—

POUVOIRS.

Fondés de pouvoirs.

Modification à la liste des fondés de pouvoirs publiée aux annexes du Moniteur belge du 26 juin 1952, n° 15653 :

M. MOURUE, Georges, atteint par la limite d'âge, et auquel il a été conféré le titre de directeur honoraire, n'est plus titulaire à la date du 1er novembre 1952, des pouvoirs qui lui avaient été conférés en vertu de la décision du Conseil d'Administration en date du 25 mars 1952.

Bruxelles, le 12 novembre 1952.

Deux Administrateurs.

Gaston CLAEYS. Gilbert PERIER.

Société Industrielle et Minière du Congo Oriental « CONGORIENT ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Léopoldville (Congo belge).

Siège administratif à Bruxelles, 168, rue Royale.

—

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires du 14 novembre 1952.

L'assemblée décide de fixer à dix le nombre des administrateurs.

Elle appelle à ces fonctions, Monsieur René Brasseur, ingénieur de l'Ecole centrale des Arts et Manufacture de Paris, demeurant à Boitsfort, chaussée de La Hulpe, 185, dont le mandat prendra fin à l'assemblée générale ordinaire de 1956.

Pour extrait conforme.

Deux administrateurs :

M. JACQUES. L. FRERE.

Compagnie de l'Uélé.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social à Niangara (Congo Belge).

Siège Administratif : 12, Place de Louvain.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 46091.

—

Démission et remplacement de l'Administrateur-Délégué.

En séance du Conseil d'Administration du 17 mars 1952, le Baron de Steenhault a donné sa démission d'Administrateur-Délégué, pour des raisons de convenance personnelle.

Monsieur Paul GERARD, Président du Conseil, a été délégué pour remplir ces fonctions.

Délégation de Pouvoirs.

En vertu de l'art. 19 des statuts, le Conseil d'Administration a donné à Monsieur Vladimir Volberg, Directeur du siège de Kurukwata, tous pouvoirs pour représenter la société en Afrique. Cette décision annule les pouvoirs donnés antérieurement à Monsieur Théodore Otsolig, Administrateur.

Bruxelles, le 20 octobre 1952.

Deux Administrateurs :

Illisible. Paul GERARD.

Compagnie Générale de Transports au Katanga « TRANSKAT ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Kindu Port Empain (Maniema - Congo Belge).

Siège administratif : 59, rue de l'Association, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 42.241.

—

NOMINATION DE DEUX ADMINISTRATEURS.

Le Conseil général en sa séance du 7 octobre 1952, a élu en qualité d'administrateur : Monsieur Paul LALOU, Ingénieur à Rotheux-Rimière et Monsieur Louis RENARD, Ingénieur, 101, avenue Prudent Bols à Bruxelles en remplacement de Messieurs Robert HAERENS et Michel LALLEMAND, tous deux décédés.

Bruxelles, le 19 novembre 1952.

Un Administrateur,
(sé) L. VAN OOST.

Un Administrateur,
(sé) P. BRABANT.

Baume & Marpent au Congo « BAUMACO ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social : Elisabethville, Avenue de Kigoma (Congo Belge).

Siège Administratif : Morlanwelz, 2, rue de La Potrée.

—

Acte constitutif publié aux annexes au Moniteur Belge du 28 octobre 1951, sous les n^{os} 22.466/22.467 et au Bulletin Administratif du Congo Belge, en date du 15 octobre 1951, page n° 2463, autorisée par Arrêté Royal du 3 septembre 1951.

BILAN AU 30 JUIN 1952.

Approuvé par l'Assemblée Générale ordinaire du 30 octobre 1952.

ACTIF.

Frais de 1er établissement	369.656,46	
Matériel, outillage et bâtiment industriels	10.594.722,92	
Travaux en cours d'exécution . . .	1.218.657,35	
		12.183.036,73
Caisse et Banque		123.306,55
Marchandises et matériel en cours de route		4.642.514,60

Marchandises en voie de fabrication et en magasin . .		8.299.670,99
Souscriptions non libérées		6.000.000,—
Débiteurs divers		1.335.451,55
Résultats de l'exercice		615.363,41
Cautionnements déposés par les Administrateurs et Commissaires		mémoire
		33.199.343,83

PASSIF.

Capital		10.000.000,—
Amortissements :		
sur frais de 1er établissement . . .	369.656,46	
sur matériel, outillage et bâtiments .	528.502,—	
		898.158,46
Emprunt à moyen terme		10.000.000,—
Provision pour frais voyages et congés .	116.230,—	
Provisions diverses	151.975,—	
		268.205,—
Créditeurs divers		12.032.980,37
Cautionnements déposés par les Administrateurs et Commissaires		mémoire
		33.199.343,83

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Amortissements :		
s/Frais 1er établissement	369.656,46	
Immeubles	53.500,—	
Machines	292.000,—	
Outillages	70.000,—	
Mobilier	32.500,—	
Matériel roulant	80.502,—	
		898.158,46
Provisions diverses		151.975,—
		1.050.133,46

CREDIT.

Résultats d'exploitation	434.770,05
Perte de l'exercice	615.363,41
	1.050.133,46

Composition du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale ayant pris note de la démission de Monsieur Fernand GONZE de ses fonctions d'Administrateur-Directeur-Général, le Conseil d'Administration est actuellement ainsi composé :

1. — Monsieur Jean LEMAIGRE, Avocat, 17, rue Willy Ernst, à Charleroi, Président du Conseil.

2. — Monsieur André LEBON, Ingénieur, 132, Avenue Franklin Roosevelt, à Bruxelles, Administrateur-Délégué.

3. — Monsieur Théophile KLEIN, Ingénieur, 2, « La Potrée », à Morlanwelz, Administrateur.

4. — Monsieur Jean COMBAZ, Architecte, 17, Avenue Fond Roy, à Bruxelles, Administrateur.

Composition du Conseil de Surveillance.

1. — Monsieur Joseph SOETENS, expert-comptable, 81, Avenue Albert Giraud, à Schaerbeek-Bruxelles, Commissaire.

2. — Monsieur Jacques LEMAIGRE, sans profession, 17, rue Willy Ernst, à Charleroi, Commissaire.

Noms des Directeurs.

1. — Monsieur Jean CARTON de WIART, Ingénieur, Directeur-Général.

2. — Monsieur Edmond GOETHALS, Directeur.

3. — Monsieur Jean GLINE, Directeur-Technique.

Situation du capital.

Capital libéré	4.000.000,—	
Capital à libérer	6.000.000,—	par :
S. A. Baume et Marpent, Haine-Saint-Pierre . .	3.600.000,—	
Monsieur Jean LEMAIGRE, Avocat, 17, rue Willy Ernst,, Charleroi	1.048.000,—	
Monsieur André LEBON, Ingénieur, 132, Avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles	480.000,—	

Monsieur Jean COMBAZ, Architecte, 17, Avenue Fond Roy, Bruxelles	480.000,—
Monsieur Théophile KLEIN, Ingénieur, « La Potrée », Morlanwelz	384.000,—
Monsieur Jacques LEMAIGRE, 17, rue Willy Ernst, Charleroi	8.000,—
	6.000.000,—

Le Président du Conseil.

Jean LEMAIGRE.

Baume et Marpent au Congo.

Société congolaise à responsabilité limitée.

—

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 22 octobre 1952 à Bruxelles.

Le Conseil appelle aux fonctions de Directeur Général, Monsieur Jean Carton de Wiart, Directeur Général de Baume et Marpent.

Le Conseil délègue à celui-ci en vertu de l'article 21 des statuts, les mêmes pouvoirs de signature que ceux délégués aux Administrateurs par délibération du Conseil du 27 juillet 1951 publiés aux Annexes du Moniteur Belge du 28 octobre 1951 sous le n° 22467 et aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1951, page 2557.

Pour copie certifiée conforme,

Le Président du Conseil d'Administration.

Jean LEMAIGRE.

JPa.

Ce 13 novembre 1952.

Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo belge).

Siège administratif : 13, rue de Bréderode, Bruxelles.

Registre du commerce :

Bruxelles : n° 3531. Léopoldville : n° 931.

—

Constituée le 12 février 1951. Acte publié à l'annexe au Moniteur Belge du 20 avril 1951 sous le n° 6865 et aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1951. Autorisée par arrêté royal du 22 mars 1951 publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1951.

BILAN AU 30 JUIN 1952.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 17 novembre 1952.

ACTIF.

A. — *Immobilisé :*		
Immeubles	6.406.958,—	
Mobilier	1,—	
		6.406.959,—
B. — *Réalisable et disponible :*		
Portefeuille	274.379.979,—	
Syndicats, participations temporaires et diverses	36.351.606,—	
Banques, chèques-postaux et caisses	91.181.909,—	
Débiteurs	69.217.041,—	
		471.130.535,—
C. — *Divers :*		
Comptes divers débiteurs		64.873.839,—
D. — *Comptes d'ordre :*		
Aval		mémoire
Cautionnements statutaires		mémoire
Inscriptions nominatives		mémoire
		542.411.333,—

PASSIF.

A. — *De la Société envers elle-même :*		
Capital :		
12.600 actions privilégiées nominatives .	6.000.000,—	
210.000 actions de capital sans désignation de valeur	294.000.000,—	
	300.000.000,—	
Fonds de réserve	5.000.000,—	
Fonds de prévision	3.863.187,—	
Attributions résultant de l'impôt sur le capital	12.399.563,—	
		321.262.750,—
B. — *Envers les tiers sans garanties réelles :*		
Versements restant à faire sur titres du portefeuille	9.053.500,—	
Dividendes à payer	2.178.537,—	
Créditeurs	76.534.149,—	
		87.766.186,—
C. — *Divers :*		
Comptes divers créditeurs		72.599.052,—
D. — *Comptes d'ordre :*		
Aval		mémoire
Titulaires de cautionnements statutaires		mémoire
Titulaires d'inscriptions nominatives		mémoire
E. — *Profits et pertes :*		
Bénéfice		60.783.345,—
		542.411.333,—

Compte de profits et pertes au 30 juin 1952.

DEBIT.

Frais généraux et divers	3.943.188,—
Taxe sur titres cotés en bourse	394.277,—
Amortissement sur immeubles	619.196,—
Frais de transformation de la société et d'échange de titres	670.934,—
Bénéfice	60.783.345,—
	66.410.940,—

CREDIT.

Report de l'exercice antérieur	698.242,—
Produit de l'exercice	65.712.698,—
	66.410.940,—

Répartition du bénéfice.

Au Fonds de réserve	4.000.000,—
A un report à nouveau	483.345,—
Intérêt statutaire aux 12.600 actions privilégiées . . .	300.000,—
Sur l'excédent :	
90 p. c. aux 210.000 actions de capital	50.400.000,—
10 p. c. aux membres du conseil d'administration et du collège des commissaires	5.600.000,—
	60.783.345,—

Situation du capital.

Le capital social est intégralement libéré.

Conseil d'Administration.

Président : M. le comte Maurice LIPPENS, gouverneur général honoraire du Congo belge, 1, square du Val de la Cambre, Ixelles.

Vice-Président : M. Paul GILLET, gouverneur de la Société Générale de Belgique, 45, rue Edmond Picard, Uccle.

Administrateur-délégué : M. Edgar VAN DER STRAETEN, vice-gouverneur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles.

Administrateurs :

M. Lucien BECKERS, ingénieur A. I. Lg., 24, avenue Hamoir, Uccle.

M. Arthur BEMELMANS, directeur honoraire de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

M. Anatole DE BAUW, président de la Compagnie Cotonnière Congolaise, 107, avenue De Fré, Uccle.

M. Lambert JADOT, conseiller de la Société Générale de Belgique, 15a, rue du Bourgmestre, Ixelles.

M. Albert MARCHAL, conseiller de la Société Générale de Belgique, 46, avenue du Vert-Chasseur, Uccle.

M. Alfred MOELLER de LADDERSOUS, administrateur de sociétés, 1, place de la Sainte-Alliance, Uccle.

M. Georges MOULAERT, vice-gouverneur Général honoraire du Congo belge, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. Gilbert PERIER, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Jules PHILIPPSON, banquier, 18, rue Guimard, Bruxelles.

M. le vicomte François-Xavier SIMONIS, industriel, Le Bois des Récollets, Jehanster (par Polleur), province de Liège.

M. Robert THYS, ingénieur A. I. M., A. I. Lg., 209, avenue Louise, Bruxelles.

M. Firmin VAN BREE, directeur honoraire de la Société Générale de Belgique, 5, rue Chair et Pain, Bruxelles.

Collège des Commissaires.

Président : M. Henri CARTON de TOURNAI, avocat près la Cour d'Appel, 38, boulevard Saint-Michel, Etterbeek.

M. Fernand DELLICOUR, procureur général honoraire du Congo belge, 10, Square Vergote, Bruxelles.

M. Armand de VOLDER, propriétaire, Château de Doyon à Flostoy par Havelange (Province de Namur).

M. le comte Henri d'HANINS de MOERKERKE, industriel, Château de et à Houtain-le-Val.

M. Jean KOECKX, directeur de sociétés, 7, avenue Emile Van Becelaere, Watermael-Boitsfort.

Bruxelles, le 18 novembre 1952.

Certifié conforme :

L'Administrateur-Délégué,
E. VAN DER STRAETEN.

Le Président,
Comte LIPPENS.

Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo belge).

Siège administratif : Bruxelles, 13, rue de Bréderode.

Registre du Commerce :

Bruxelles : n° 3531. Léopoldville : n° 931.

—

ELECTIONS STATUTAIRES.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 17 novembre 1952.

MM. Lambert JADOT et Georges MOULAERT, administrateurs, qui n'ont pas sollicité le renouvellement de leur mandat venu à expiration à l'assemblée de ce jour, sont nommés à l'unanimité administrateurs honoraires, par application de l'article 15, alinéa 2 des statuts.

A l'unanimité, l'assemblée appelle MM. Jules DUBOIS-PELERIN, directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Rixensart, 10, avenue du Ront-Point, et le comte Albert de BEAUFFORT, ancien inspecteur d'Etat du Congo belge, demeurant à St.-Gilles, 68, avenue de la Toison d'Or, aux fonctions d'administrateur en remplacement de MM. JADOT et MOULAERT.

MM. Lucien BECKERS, administrateur, Henri CARTON de TOURNAI et Jean KOECKX, commissaires, dont les mandats viennent également à expiration à l'assemblée de ce jour, sont réélus dans leurs fonctions respectives par un vote unanime.

A l'unanimité, l'assemblée appelle aux fonctions d'administrateur M. Georges REGNIER, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 11, avenue de l'Orée, pour achever le mandat devenu vacant par suite du décès de M. Arthur Bemelmans.

Bruxelles, le 18 novembre 1952.

Pour extrait certifié conforme :

L'Administrateur-Délégué, Le Président,

E. VAN DER STRAETEN. Comte LIPPENS.

Congo-Kivu.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 4, rue Montoyer, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 48942.

Registre du Commerce de Léopoldville n° 2655.

—

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

I. — *Disponible et réalisable.*		
Caisse et banquiers		4.000.703,18
Portefeuille et participations		17.500.707,—
Débiteurs divers		67.000,—
II. — *Compte d'ordre.*		
Cautionnements Administr. et Commiss.		mémoire
		21.568.410,18

PASSIF.

I. — *Envers elle-même.*		
Capital	18.000.000,—	
Réserve légale	277.272,—	
Réserve extraordinaire	750.000,—	
		19.027.272,—
II. — *Envers les tiers.*		
Créditeurs divers		9.352,—
III. — *Compte de profits et pertes.*		
Solde bénéficiaire		2.531.786,18
IV. — *Compte d'ordre.*		
Administr. et Commiss. Cautionnements		mémoire
		21.568.410,18

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux et divers	364.497,30
Solde créditeur	2.531.786,18
	2.896.283,48

CREDIT.

Report à nouveau	28.585.23
Produit du portefeuille et divers	2.867.698,25
	2.896.283,48

Répartition.

1) Réserve légale	125.160,—
2) Emoluments des Commissaires	22.500,—
3) Dividende	1.575.000,—
4) Tantièmes Conseil d'Administration	214.761,60
5) Report à nouveau	594.364,58
	2.531.786,18

L'Assemblée générale ordinaire du 25 mars 1952 a, à l'unanimité, approuvé le Bilan et le Compte de profits et pertes.

Le coupon n° 4 est rendu payable par frs. 35,— net.

Conseil d'Administration.

M. Arsène de LAUNOIT, Industriel, 4, rue Montoyer à Bruxelles.

M. René BRASSEUR, Administrateur de Sociétés, 3, Rond-Point de l'Etoile à Bruxelles.

M. Baron Louis de WOELMONT, Administrateur de Sociétés, 117, Boulevard Louis Schmidt à Bruxelles.

M. Gustave EICH, Docteur en droit, 35, rue André Van Hasselt à Bruxelles.

M. Baron Paul HOUTART, Administrateur de Sociétés, Château « Ter Meiren » à Meer-lez-Hoogstraten.

M. Charles HUWART, Industriel, 29, rue de Sélys à Liège.

M. André MATTHYSSENS, Industriel, 6bis, Bd. d'Italie à Monte-Carlo (Principauté de Monaco).

M. Maurice NAVEAU, Industriel, Château de Brâ à Brâ sur Lienne.

Collège des Commissaires.

M. Etienne CORBISIER de MEAULTSART, Administrateur de Sociétés, 127, avenue de Broqueville à Bruxelles.

M. Adrien DAWANS, Industriel, 231, rue St.-Laurent à Liège.

M. Jacques-Ernest OSTERRIETH, Industriel, 21, rue Dartois à Liège.

S. C. R. L. CONGO-KIVU.

Un Administrateur,

R. BRASSEUR.

Société Métallurgique du Katanga (METALKAT).

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Kolwezi (Katanga, Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 7, rue de la Chancellerie.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 214172.

Registre du Commerce d'Elisabethville : n° 954.

—

Actes constitutifs : annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1948. Acte modificatif : annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1951.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 21 octobre 1952.

DELEGATIONS DE POUVOIRS :

Le Conseil décide d'annuler les délégations de pouvoirs consenties antérieurement et de les remplacer par les suivantes :

1) — *En ce qui concerne les actes signés en Belgique :*

Tous actes en toutes matières, constatant des droits ou obligations, libérations ou décharges pour ou contre la Société, en ce compris tous contrats d'emploi, quel que soit leur lieu d'exécution, tous actes y relatifs, y compris les licenciements, ainsi que tous actes de gestion financière, tels que chèques, mandats, accréditifs, virements et tous autres ordres de paiement, toute correspondance relative à ces actes — cette énumération n'étant pas limitative — sont valablement signés par MM. Victor MIKOLAJCZAK, Aimé MARTHOZ, Jean VERDUSSEN, Herman ROBILIART, Emmanuel ROGER, Administrateurs, et Emile-Léopold HOUBAER, Secrétaire du Conseil, agissant soit deux d'entre eux conjointement, soit l'un d'entre eux avec MM. Waldor ARNOULD ou Albert DIRIX.

Tous contrats d'emploi, quel que soit leur lieu d'exécution, tous actes y relatifs, y compris les licenciements, peuvent également être signés par

MM. Victor MIKOLAJCZAK, Aimé MARTHOZ, Jean VERDUSSEN, Herman ROBILIART, Emmanuel ROGER et Waldor ARNOULD, prégualifiés, l'un d'entre eux signant avec MM. Georges LOMBAR ou Horace MANTANUS ou Louis GOCHET ou Marius BINON.

Toutefois, ceux de ces actes qui ne comportent ni engagements, ni licenciements de personnel, peuvent aussi être signés par MM. Georges LOMBAR, Horace MANTANUS, Waldor ARNOULD, Louis GOCHET et Marius BINON, agissant deux d'entre eux conjointement.

Noms des délégataires, domiciles :

M. MIKOLAJCZAK Victor, Uccle, 108, avenue de l'Observatoire.

M. MARTHOZ Aimé, Schaerbeek, 43, square Vergote.

M. VERDUSSEN Jean, Uccle, 53, avenue Winston Churchill.

M. ROBILIART Herman, Bruxelles, 35, avenue Jeanne.

M. ROGER Emmanuel, Boitsfort, 11, avenue Em. Van Becelaere.

M. HOUBAER Emile-Léopold, Schaerbeek, 57, avenue des Cerisiers.

M. ARNOULD Waldor, Woluwe-St.-Pierre, 46, avenue du Monoplan.

M. DIRIX Albert, Auderghem, 55, avenue des Volontaires.

M. LOMBAR Georges, Bruxelles, 12, avenue de l'Orée.

M. MANTANUS Horace, Boitsfort, 20, avenue Em. Van Becelaere.

M. GOCHET Louis, Woluwé-St.-Lambert, 203, avenue de Mai.

M. BINON Marius, Bruxelles, 69, rue du Noyer.

2) — *En ce qui concerne les actes signés au Congo Belge :*

Tous actes en toutes matières, constatant des droits ou obligations, libérations ou décharges pour ou contre la Société, en ce compris tous contrats d'emploi dont le lieu d'exécution est au Congo Belge, tous actes y relatifs, y compris les licenciements, ainsi que les commandes de matériel et d'approvisionnement, les contrats de transport et d'assurance, les actes de gestion financière tels que chèques, mandats, accréditifs, virements et autres ordres de paiement, toute correspondance relative à ces actes — cette énumération n'étant pas limitative — sont valablement signés par un administrateur, par M. Louis WALLEF, par M. Maurice VAN WEYENBERGH, par M. Charles PIEDBŒUF, par M. Guillaume DERRIKS, par M. Henri HUART, par M. Maurice URBAIN, par M. Jacques YSEBRANT de LENDONCK, agissant soit deux d'entre eux conjointement, soit l'un d'entre eux avec MM. Arthur SCHROVENS, ou Jacques SOHIER, ou Pierre F. NEUENSCHWANDER, ou Robert BULTE, ou Edmond LEGRAND, les pouvoirs de ce dernier étant toutefois limités à la signature des actes de gestion financière.

La présente délégation annule toutes les délégations de la signature sociale conférées antérieurement.

Pour extrait conforme :

A. MARTHOZ.

Administrateur-délégué.

Société Générale Africaine d'Electricité « SOGELEC ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 31, rue de la Science, à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 46.670.

Registre du Commerce d'Elisabethville n° 715.

—

NOMINATION D'UN NOUVEL ADMINISTRATEUR DELEGUE.
DELEGATION DE LA SIGNATURE SOCIALE
HORS D'AFRIQUE.

Extrait du procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 19 novembre 1952.

Le Conseil d'Administration a appelé Monsieur Pierre SMITS aux fonctions d'administrateur-délégué, en remplacement de Monsieur Robert BETTE démissionnaire, et qui restera Président du Conseil d'Administration.

*
**

Sur proposition de M. le Président et après délibération spéciale, conformément à l'article 30 des statuts, le Conseil décide de modifier et coordonner comme suit la délégation de la signature sociale pour tous actes engageant la société et accomplis hors d'Afrique :

1) Tous actes, en toute matière, sont signés valablement soit par deux administrateurs agissant conjointement, soit par MM. Robert BETTE, président du Conseil d'Administration, Pierre SMITS, administrateur délégué, Jules COUSIN, Robert VAN CAUWENBERGHE et Marcel STRAUVEN, administrateurs, agissant l'un d'entre eux conjointement avec M. Charles LAVAL, ingénieur, ou M. Armand PEE, ingénieur.

2) Par dérogation au 1°) ci-dessus, tous actes relevant de la gestion financière de la société, notamment la création ou l'endossement de tous chèques, mandats, accréditifs, virements et autres ordres de paiement, tous acquits ou décharges de paiement ainsi que toute correspondance avec les banques ou autres dépositaires de fonds ne pourroont être signés que par MM. Robert BETTE, Pierre SMITS, Jules COUSIN, Robert VAN CAUWENBERGHE et Marcel STRAUVEN, préqualifiés, agissant l'un d'eux conjointement avec M. Victor MARTENS, docteur en droit, ou M. Jean SEGERS, expert-comptable, ou M. Jean VEREECKEN, expert-cormptable.

3) M. Robert BETTE, Président du Conseil d'Administration, pourra conférer toutes délégations, avec ou sans pouvoir de substitution, à telles personnes qu'il désignera pour donner bonne et valable quittance ou décharge aux administrations des postes, chemins de fer ou autres transporteurs généralement quelconques douanes, téléphones et télégraphes, de tous envois chargés, assurés ou recommandés, contre remboursement ou non.

La présente délégation de pouvoirs annule les précédentes et notamment celles du 19 juillet 1948 (annexes du Moniteur Belge du 11 août 1948, acte n° 17.021) ; du 15 mai 1950 (annexes du Moniteur Belge des 5-6 juin 1950, acte n° 13.563) ; du 12 novembre 1951 (annexes du Moniteur Belge du 24 novembre 1951, acte n° 23.860).

Bruxelles, le 19 novembre 1952.

Certifié conforme,

Société Générale Africaine d'Electricité « SOGELEC ».
Société Congolaise à Responsabilité Limitée.

Administrateur,
R. VAN CAUWENBERGHE.

Président du Conseil,
R. BETTE.

Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.
Centrale Bank van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.

—

ACTIF — ACTIVA

	30-9-52	31-10-52	Différences en milliers de Fr. *Verschillen in duizenden fr.*
Encaisse or . . . . . *Goudvoorraad.*	3.093.243.919,35	3.124.209.292,13	+ 30.965
Avoirs en monnaies convertibles en or . *Tegoed in deviezen omzetbaar in goud.*	2.811.675.604,09	3.424.504.251,30	+ 612.829
Avoirs en francs belges. *Tegoed in Belgische franken.*			
Banques et divers organismes . . *Banken en diverse organismen.*	191.862.041,34	223.951.920,09	+ 32.090
Certificats du Trésor Belge . . . *Certificaten der Belgische Schatkist.*	2.176.000.000,—	1.800.000.000,—	— 376.000
Autres avoirs . . . . . *Andere tegoeden.*	67.417.784,40	6.223.015,55	— 61.195
Avoirs en autres monnaies . . . *Tegoed in andere deviezen.*	22.650.840,48	30.750.961,56	+ 8.100
Effets commerciaux sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi . . . . *Handelspapier op Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.*	938.223,75	—	— 938

Avoirs aux offices des chèques postaux *Tegoed bij de diensten der postchecks.*	10.073.895,04	3.663.991,01	—	6.410
Effets publics belges émis en francs congolais *Belgische overheidseffecten uitgegeven in Cong.-franken.*	4.436.163.337,56	4.436.163.337,56	—	—
Fonds publics (Art. 6 Par, 1 litt. 12 et 13 des statuts) *Overheidsfondsen (Art. 6 Par. 1, litt. 12 en 13 der statuten).*	92.145.929,60	99.508.529,40	+	7.363
Immeubles — Materiel — Mobilier *Gebouwen — Materieel — Meubelen.*	35.739.830,80	47.806.992,05	+	12.067
Divers *Diversen.*	109.692.750,02	116.128.538,93	+	6.436
	13.047.604.156,43	13.312.910.829,58	+	265.307

PASSIF — PASSIVA

	30-9-52	31-10-52		Différences en milliers de Fr. *Verschillen in duizenden fr.*
Billets et monnaies métallique en circulation *Biljetten en metalen munten in omloop.*	4.125.074.793,25	4.057.144.112,85	—	67.930
Comptes-courants et créditeurs divers. *Rekeningen-courant en diverse crediteuren.*				
Congo Belge et Ruanda-Urundi *Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.*	4.606.520.583,64	4.318.033.819,30	—	288.487
Comptes-courants divers *Diverse Rekeningen-courant.*	1.793.759.290,59	2.371.649.614,47	+	577.890
Valeur à payer *Te betalen waarden.*	114.144.771,73	114.831.196,79	+	686
Total des engagements à vue *Totaal der verbintenissen op zicht.*	10.639.499.439,21	10.861.658.743,41	+	222.159
Engagements en francs belges. *Verbintenissen in Belgische franken.*				
A vue *Op zicht.*	629.810.095,11	797.798.271,81	+	167.988
A terme *Op termijn.*	626.000.000,—	275.000.000,—	—	351.000
Engagements en monnaies étrangères. *Verbintenissen in buitenlandse deviezen.*				
En monnaies convertibles *In omzetbare deviezen.*	931.042.396,72	1.069.472.069,09	+	138.430

En autres monnaies *In andere deviezen.*	7.118.183,11	7.243.337,41	+	125
Divers *Diversen.*	64.134.042,28	151.738.407,86	+	87.605
Capital *Kapitaal.*	150.000.000,—	150.000.000.—		—
	13.047.604.156,43	13.312.910.829,58	+	265.307

H. LENAERT.
Directeur.

P. CHARLES.
Gouverneur.

Commerce et Plantations au Ruanda-Urundi.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

—

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le quatre novembre.

Par devant Nous Maître Albert SNYERS d'ATTENHOVEN, Notaire, résidant à Bruxelles,

A comparu :

La Société congolaise à responsabilité limitée « COMMERCE ET PLANTATIONS AU RUANDA-URUNDI » en abrégé « PLATARUNDI » dont le siège social est établi à Usumbura (Ruanda-Urundi) et le siège administratif à Saint-Joos-ten-Noode (Bruxelles), avenue de l'Astronomie, 24, constituée suivant acte reçu par Maître Edouard VAN HALTEREN, Notaire à Bruxelles, le trente juillet mil neuf cent trente, autorisée par arrêté royal du dix septembre mil neuf cent trente, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze octobre mil neuf cent trente, dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par Maître Edouard VAN HALTEREN, Notaire à Bruxelles, le quatorze juin mil neuf cent trente-trois et par Maître Léon COENEN, Notaire à Bruxelles, le trois décembre mil neuf cent trente-cinq, modifications autorisées par arrêté royal du six février mil neuf cent trente-six, publiées au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze février mil neuf cent trente-six.

Ici représentée par :

1. Monsieur Paul ORBAN, docteur en droit, domicilié à Bruxelles, Boulevard du Régent n° 24, administrateur de la dite Société.

2. Monsieur Fernand SELLIER, ingénieur civil (U. L. B.) domicilié à Ixelles, avenue du Derby n° 15, administrateur de la dite Société.

Renommé : le premier, aux fonctions d'administrateur, par l'assemblée générale ordinaire du quatorze juin mil neuf cent cinquante (Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze juillet mil neuf cent cinquante).

Nommé : le second, aux fonctions d'administrateur, par l'assemblée générale ordinaire du huit juin mil neuf cent quarante-neuf (Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze juillet mil neuf cent quarante-neuf).

Agissant valablement pour et au nom de la dite Société, en vertu de la disposition de l'article vingt-sept des statuts, ainsi conçue :

« Sauf dans le cas de délégation spéciale prévue aux articles vingt et un et vingt-deux, tous actes qui engagent la Société, sont signés soit par deux administrateurs qui n'auront pas à justifier à l'égard des tiers d'une délégation spéciale du conseil, soit par une personne autorisée spécialement à cette fin par le conseil d'administration ».

Laquelle comparante, représentée comme dit est, a déclaré constituer pour mandataire spécial :

Monsieur Oswald DECLERCQ, résidant à Usumbura (Ruanda-Urundi) lequel disposera des pouvoirs suivants :

Représenter la Société dans la Colonie du Congo Belge, Ruanda-Urundi et dans les colonies voisines, auprès de toutes autorités gouvernementales, judiciaires et administratives comme aussi auprès de toutes sociétés, associations, communautés et tous particuliers et y exécuter toutes décisions conseil d'administration dont l'effet doit s'y produire.

Faire, dans les mêmes régions, tous actes de gestion journalière, tous actes d'administration, toutes entreprises et toutes opérations rentrant dans l'objet social tel qu'il est défini dans les statuts, passer tous marchés et contrats, les exécuter; assister à toutes opérations de bornage et de délimitations, introduire toutes actions à ce sujet, y défendre, fixer les bornes et délimitations.

Acquérir, aliéner, échanger, prendre ou donner en location tous immeubles moyennant tels prix ou soultes, dans telles formes et sous les charges, clauses et conditions que le mandataire jugera convenir.

Remplir toutes formalités partout où besoin sera pour obtenir ou opérer le transfert des propriétés; faire toutes déclarations auprès de toutes autorités et tous fonctionnaires, consentir toutes inscriptions et radiations, hypothéquer, requérir inscriptions hypothécaires et mainlevées.

Nommer, congédier, révoquer tous agents, employés, préposés, ouvriers, leur infliger toutes peines disciplinaires et fixer leurs attributions, émoluments, rétributions, salaires, gratifications et cautionnements, signer tous contrats, remplir toutes formalités administratives ou judiciaires pour le louage des services ou le recrutement des travailleurs indigènes.

Négocier et conclure tous contrats d'entreprise, les rétrocéder, contracter avec tous sous-traitants.

Des administrations postales et télégraphiques, des chemins de fer, des services de navigation et de messageries, retirer tous plis et objets assurés, recommandés ou autres, quelle que soit la valeur déclarée, retirer ou toucher des envois d'argent ou autres, mandats, quittances, accréditifs, chèques, titres ou valeurs quelconques, retirer tous colis, caisses, balots, paquets, exiger la remise de tous dépôts, de tout donner bonnes et valables quittances et décharges.

Faire et retirer tous dépôts en Banque, signer tous mandats, chèques et acquits.

Remplir toutes formalités en douane, acquitter tous droits, faire toutes réclamations.

Toucher et recevoir toutes sommes en principal, intérêt et accessoires, tous prix, créances, redevances, indemnités et caetera; consentir toutes délégations, subrogations, mentions.

Payer toutes sommes qui pourraient être dues, acquitter tous impôts, taxes et contributions, faire toutes déclarations à cet égard; se pourvoir en dégrèvement, réclamer la restitution des sommes payées, les recevoir.

Entendre, débattre, clore, arrêter tous comptes, en fixer les reliquats, les recevoir ou les payer, donner et retirer toutes décharges.

En cas de contestation, introduire toutes actions judiciaires, citer et comparaître, soit en demandant, soit en défendant, devant tous juges, cours et tribunaux compétents, concilier, traiter, transiger, compromettre, nommer arbitre et experts, consentir tous délais et réductions de créances à défaut d'arrangement amiable, suivre devant les tribunaux compétents, plaider, appeler, se pourvoir contre tous jugements et arrêts, obtenir tous jugements définitifs, les faire signifier et exécuter; exercer toutes contraintes et diligences nécessaires, pratiquer toutes saisies et oppositions, prendre toutes inscriptions, poursuivre toutes expropriations, produire à tous ordres et distributions par contributions, exercer les droits de la dite Société, consentir toutes main-levées et tous désistements.

De toutes sommes reçues ou payées, donner ou retirer bonnes et valables quittances, renoncer à tous droits réels et donner mainlevée de toutes inscriptions, transcriptions, saisies, oppositions et tous autres empêchements quelconques, tant avant qu'après paiement.

Signer toutes correspondances, signer et émarger tous actes, procès-verbaux, registres, documents ou pièces quelconques relatifs aux objets ci-dessus, élire domicile, substituer une ou plusieurs personnes dans tout ou partie des présents pouvoirs, révoquer les dites substitutions et en faire de nouvelles et, en général, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire aux fins ci-dessus.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé et Nous Notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. I., le cinq novembre 1952. Vol. 1124 folio 27 Ce 9, deux rôles, sans renvoi. Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Graas.

Pour expédition conforme.

Filatures et Tissages de Fibres au Congo, en abrégé « TISSACO ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

—

AUGMENTATION DU CAPITAL. MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent cinquante deux, le quinze octobre, à onze heures et demie.

A Bruxelles, rue Ten Bosch, numéro 32.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société « Filatures et Tissages de Fibres au Congo », en abrégé « Tissaco », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo belge), constituée suivant acte du Ministère de Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, en date du vingt et un novembre mil neuf cent quarante sept, publié après autorisation par arrêté royal en date du cinq février mil neuf cent quarante huit à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze mars mil neuf cent quarante huit et à l'annexe au Moniteur belge du dix-sept mars mil neuf cent quarante huit, numéro 4027.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Joseph Van den Boogaerde, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue des Phalènes, numéro 19, Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur François Demaret, secrétaire de société, demeurant à Uccle, rue Colonel Chaltin, numéro 39, ici intervenant, et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Pierre Van der Meerschen, industriel, demeurant à Uccle, rue de la Primevère, numéro 5 et le Comte Albert de Beauffort, docteur en droit, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, avenue de la Toison d'Or, numéro 68.

Messieurs Georges Moulaert, vice-Gouverneur Général honoraire du Congo belge, demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, numéro 47, vice-Président du conseil d'administration, et Alfred Cruysmans, industriel,

---

(1) Arrêté royal du 25 novembre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1952. — 1re Partie.

demeurant à Uccle, avenue de Foestraets, numéro 11, Paul Geerinckx, administrateur de sociétés, demeurant à Alost, chaussée de Gand, numéro 50, Auguste Gérard, administrateur de sociétés coloniales, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, avenue de la Jonction, numéro 6, Fernand Jonas, docteur en médecine, demeurant à Berlaer, Dorpstraat, René Lamarche, docteur en droit, demeurant à Saint-Denis-Westrem, chaussée de Courtrai, numéro 154, et Henri Moxhon, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Herbert Hoover, numéro 40, administrateurs, complètent le bureau.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Constatation que les francs qui forment le capital sont des francs congolais, modification en conséquence de l'article cinq des statuts.

2. Augmentation du Capital social de dix huit millions de francs congolais, pour le porter à soixante six millions de francs congolais, par la création de dix huit mille actions nouvelles sans désignation de valeur, jouissance premier janvier mil neuf cent cinquante trois, à souscrire contre espèces par les titulaires des actions anciennes, au prix de mille francs congolais chacune et ce à titre irréductible dans la proportion de trois actions nouvelles pour huit anciennes et à titre réductible pour les actions non souscrites à titre irréductible.

3. Souscription de l'augmentation de capital avec libération à concurrence de cinquante pour cent.

4. Modifications aux statuts pour :

A l'article deux, au deuxième alinéa, supprimer les mots « et après autorisation par arrêté royal »; au troisième alinéa, prévoir que le siège administratif peut être transféré au Congo belge ou à l'étranger, et intercaler un nouvel alinéa prévoyant que tout changement du siège social ou administratif est publié dans l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge ou au Bulletin Administratif du Congo belge et, sauf le cas de force majeure, au Moniteur belge.

A l'article trois, prévoir que l'objet social peut être restreint ou étendu sans en altérer l'essence, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

A l'article quatre, prévoir que la durée de la société commence à la date de son autorisation par arrêté royal, soit le cinq février mil neuf cent quarante huit, et remplacer au deuxième alinéa le mot « approbation » par « autorisation ».

A l'article cinq, mentionner le nouveau capital et sa représentation.

A l'article six, faire l'historique du capital et de sa représentation.

A l'article sept, au premier alinéa, remplacer « approbation » par « autorisation »; in fine du deuxième alinéa, ajouter les mots « à titre irréductible et réductible » et remplacer le texte du dernier alinéa par : « Le Conseil d'administration fixera le taux et les conditions de l'émission des actions nouvelles ».

A l'article douze : remplacer le texte du premier alinéa par : « Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives », le texte de

l'avant dernier alinéa est remplacé par : « Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant leur création », et au dernier alinéa, prévoir que les signatures des actions peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

A l'article quatorze, prévoir que les signatures des obligations peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

A l'article quinze, supprimer la liste des premiers administrateurs.

Aux articles vingt huit, trente sept et trente huit, supprimer les mentions devenues caduques.

Au même article vingt huit, au premier alinéa, remplacer les mots « deuxième mercredi de juillet » par « dernier mercredi de juin ».

A l'article vingt neuf, prévoir que les convocations aux assemblées sont faites par annonces paraissant dans les annexes au Bulletin Officiel du Congo belge ou du Bulletin Administratif du Congo belge et, sauf le cas de force majeure, au Moniteur belge et dans un journal quotidien de Bruxelles.

A l'article quarante deux, prévoir que la publication du bilan et du compte de profits et pertes sera faite « sauf le cas de force majeure, à l'annexe au Moniteur belge ».

A l'article quarante trois, ajouter au début un nouvel alinéa prévoyant les dispositions à prendre en cas de perte de la moitié ou des trois quarts du capital.

A l'article quarante cinq, supprimer les mots « en Belgique ».

Au titre huit, supprimer les mots « Dispositions transitoires ».

Supprimer les articles quarante six, quarante sept et quarante neuf.

II. Que toutes les actions étant nominatives, les convocations à la présente assemblée ont été faites conformément à l'article vingt neuf des statuts, par lettres recommandées adressées aux actionnaires le six octobre mil neuf cent cinquante deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau un exemplaire de la lettre de convocation et les récépissés des lettres recommandées.

III. Que les quarante huit mille actions sans désignation de valeur de la société, représentant l'intégralité du capital social, sont toutes représentées à l'assemblée.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente cinq des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée constate que les francs qui forment le capital de la société sont des francs congolais et décide de modifier en conséquence l'article cinq des statuts.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide :

1. D'augmenter le capital social de dix huit millions de francs congolais pour le porter de quarante huit millions à soixante six millions de francs congolais, par la création de dix huit mille actions nouvelles sans désignation de valeur qui participeront aux bénéfices éventuels de la Société à compter du premier janvier mil neuf cent cinquante trois et seront pour le surplus en tout semblables aux actions actuelles, ces dix huit mille actions nouvelles à souscrire contre espèces par les titulaires des actions anciennes au prix de mille francs congolais chacune à titre irréductible dans la proportion de trois actions nouvelles pour huit anciennes et à titre réductible pour les actions qui n'auraient pas été souscrites à titre irréductible.

2. De procéder séance tenante à la dite augmentation de capital avec libération à concurrence de cinquante pour cent.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges quelconques, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge du chef de l'augmentation de capital qui précède, s'élève à deux cent quarante cinq mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital qui précède, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article deux, au deuxième alinéa, les mots « et après autorisation par arrêté royal » sont supprimés.

Au même article deux, dans la deuxième phrase du troisième alinéa, après les mots « toute autre localité de Belgique » sont intercalés les mots « du Congo belge ou de l'étranger ».

Au même article deux, entre les troisième et quatrième alinéas, est intercalé un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Tout changement du siège social ou du siège administratif est publié, » par les soins du conseil d'administration, dans l'annexe du Bulletin » Officiel du Congo belge ou du Bulletin Administratif du Congo belge » et, sauf le cas de force majeure, au Moniteur belge ».

Le dernier alinéa de l'article trois est remplacé par :

« L'objet social peut, en tout temps, être étendu ou restreint sans en » altérer l'essence, par voie de modification aux statuts et sous réserve » d'autorisation par arrêté royal ».

A l'article quatre, le texte du premier alinéa est remplacé par :

« La société est constituée pour une durée de trente ans ayant pris cours » à la date de son autorisation par arrêté royal, soit le cinq février mil » neuf cent quarante huit ».

Au même article quatre, in fine du deuxième alinéa, le mot « approbation » est remplacé par « autorisation ».

A l'article cinq, le texte du premier alinéa est remplacé par :

« Le capital social est fixé à soixante six millions de francs congolais » et est représenté par soixante six mille actions sans désignation de va- » leur, représentant chacune un soixante six millième du capital social ».

Le texte de l'article six est remplacé par :

« Lors de la constitution de la société, le capital social fixé à quarante » huit millions de francs, était représenté par quarante huit mille actions » sans désignation de valeur, toutes souscrites contre espèces et libérées » de vingt pour cent au moment de leur souscription; elles ont été entière- » ment libérées dans la suite.

» Suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, » le quinze octobre mil neuf cent cinquante deux, le capital social a été » porté à soixante six millions de francs congolais par la création de dix » huit mille actions nouvelles sans désignation de valeur, souscrites con- » tre espèces et libérées de cinquante pour cent au moment de la sous- » cription ».

A l'article sept, in fine du premier alinéa, le mot « approbation » est remplacé par « autorisation ».

Au même article sept, in fine du deuxième alinéa, sont ajoutés les mots « à titre irréductible et réductible ».

Au même article sept, le texte du dernier alinéa est remplacé par :

« Le conseil d'administration fixera le taux et les conditions de l'émis- » sion des actions nouvelles ».

A l'article douze, le texte du premier alinéa est remplacé par :

« Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives ».

Au même article douze, le texte de l'avant dernier alinéa est remplacé par :

« Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté » royal autorisant leur création ».

Au même article douze, au dernier alinéa, les mots « une des signatures pouvant être apposée au moyen d'une griffe », sont remplacés par « les deux signatures pouvant être apposées au moyen d'une griffe ».

A l'article quatorze, au dernier alinéa, les mots « une des signatures pouvant être apposée au moyen d'une griffe » sont remplacés par « les deux signatures pouvant être apposées au moyen d'une griffe ».

A l'article quinze, le membre de phrase « sont nommés comme premiers administrateurs » et la liste de ces administrateurs sont supprimés.

A l'article vingt huit, le premier alinéa est remplacé par :

« L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit dans l'agglo- » mération bruxelloise, le dernier mercredi du mois de juin à quatorze » heures et demie, au lieu indiqué dans les convocations ».

A l'article vingt neuf, au deuxième alinéa, la première phrase est remplacée par :

« Elles sont faites par des annonces paraissant huit jours au moins » avant l'assemblée, dans les annexes au Bulletin Officiel du Congo belge » ou du Bulletin Administratif du Congo belge et sauf cas de force ma- » jeure, au Moniteur belge et dans un journal quotidien de Bruxelles ».

A l'article trente sept, le deuxième alinéa est supprimé.

A l'article trente huit, au premier alinéa, les mots « et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante huit » sont supprimés.

Le texte de l'article quarante deux est remplacé par :

« Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur » approbation, par l'assemblée générale des actionnaires, publiés dans » les annexes au Bulletin Officiel du Congo belge ou du Bulletin Adminis- » tratif du Congo belge et, sauf le cas de force majeure, au Moniteur » belge ».

A l'article quarante trois, il est ajouté un premier alinéa conçu comme suit :

« En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doi- » vent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes pres- » crites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution » de la société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolu- » tion pourra être prononcée par les actionnaires possédant un/quart des » actions représentées à l'assemblée ».

A l'article quarante cinq, les mots « en Belgique » sont supprimés.

Au titre huit, les mots « Dispositions Transitoires » sont supprimés.

Les articles quarante six et quarante sept sont supprimés, l'article quarante huit devient l'article quarante six, l'article quarante neuf est supprimé.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, les sociétés désignées ci-après, dénommées et représentées comme dit en la liste de présence ci-annexée, après avoir entendu lecture de tout ce qui précède et reconnu qu'elles ont connaissance des statuts de la présente société, ont déclaré souscrire au prix de mille francs chacune, les dix huit mille actions sans désignation de valeur créées en la deuxième résolution, aux conditions préstipulées ainsi qu'il suit :

1. La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, deux mille deux cent cinquante actions 2.250

2. La Compagnie du Kasaï, mille cent vingt cinq actions . . 1.125

3. La Compagnie Jules Van Lancker, sept cent cinquante actions 750

4. La Société Anonyme « La Lokeroise » Filature, Retorderie, Corderie de Jute, sept cent cinquante actions 750

5. L'Intertropical Comfina, trois cent soixante quinze actions .	375
6. La Compagnie Cotonnière Congolaise, trois cent soixante quinze actions	375
7. La Société Coloniale d'Huilerie et de Raffinage, trois cent soixante quinze actions	375
8. La Société Textile Africaine, mille sept cent quarante quatre actions	1.744
9. La Société Anonyme Usines Roos, Geerinckx et De Naeyer, mille soixante neuf actions	1.069
10. La Société Coloniale de Textiles, deux mille huit cent douze actions	2.812
11. La Compagnie Financière Africaine, sept cent cinquante actions	750
12. La Société en nom collectif Victor Cooreman et Cie, deux mille six cent vingt cinq actions	2.625
13. La Compagnie Africaine Cooreman, mille cinq cents actions	1.500
14. La Société Anonyme Manila, mille cent vingt cinq actions .	1.125
15. La Holding Luxembourgeoise « Mahorys » trois cent soixante quinze actions	375
Ensemble : dix huit mille actions	18.000

Messieurs Joseph Van den Boogaerde, Georges Moulaert, Alfred Cruysmans, le Comte Albert de Beauffort, Paul Geerinckx, Auguste Gerard, Fernand Jonas, René Lamarche, Henri Moxhon et Pierre Van der Meerschen, tous prénommés, administrateurs, nous ont déclaré et requis d'acter que chacune des actions souscrites ci-dessus a été libérée à concurrence de cinquante pour cent et que le montant des versements, s'élevant à neuf millions de francs se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société, ainsi que les souscripteurs et les membres de l'assemblée le reconnaissent.

Monsieur le Président déclare et l'assemblée reconnaît que, par suite de la souscription qui précède, le capital social est porté à soixante six millions de francs congolais et que les modifications apportées ci-dessus aux statuts sont devenues définitives, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La séance est levée à midi.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée, les souscripteurs et les administrateurs ont signé avec nous, Notaire.

(signé) J. Van den Boogaerde; F. Demaret; P. Van der Meerschen; Cte A. de Beauffort; G. Moulaert; A. Cruysmans; P. Geerinckx; A. Gerard; F. Jonas; R. Lamarche; H. Moxhon; G. Geerts; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 20 octobre 1952, volume 1385, folio 43, case 12, six rôles, trois renvois. Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

ANNEXE.

FILATURES ET TISSAGES DE FIBRES AU CONGO, S. C. R. L.

Siège social : Kalina-Léopoldville (Congo belge).

Siège administratif : Bruxelles, 32, rue Ten Bosch.

Liste de présence des actionnaires à l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue au siège administratif, 32, rue Ten Bosch à Bruxelles, le 15 octobre 1952 à 11 1/2 heures.

1. La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 13, rue de Bréderode, propriétaire de trois mille cinq cents actions . 3.500

Ici représentée par Monsieur Joseph Van den Boogaerde, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue des Phalènes, numéro 19, suivant procuration en date du 10 octobre 1952.

(signé) J. Van den Boogaerde.

2. La Compagnie du Kasaï, S. C. R. L., établie à Ixelles, 41, rue de Naples, propriétaire de trois mille actions 3.000

Ici représentée par Monsieur Auguste Gérard, administrateur de sociétés coloniales, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, avenue de la Jonction, numéro 6, suivant procuration en date du 10 octobre 1952.

(signé) A. Gérard.

3. La Compagnie du Lomami et du Lualaba, S. C. R. L. établie à Bruxelles, 13, rue de Bréderode, propriétaire de deux mille cinq cents actions 2.500

Ici représentée par Monsieur Joseph Van den Boogaerde, prénommé, suivant procuration en date du 11 octobre dernier.

(signé) J. Van den Boogaerde.

4. La Compagnie Jules Van Lancker, S. C. R. L. établie à Ixelles, 17, rue de Londres, propriétaire de deux mille actions . . . 2.000

Ici représentée par Monsieur Georges Geerts, ingénieur civil des mines U. L. B., demeurant à Etterbeek, avenue Edmond Mesens, numéro 63, suivant procuration en date du 8 octobre 1952.

(signé) G. Geerts.

5. La Société Anonyme « La Lokeroise », Filature, Retorderie, Corderie de Jute, établie à Lokeren, 13, rue de la Chapelle, propriétaire de deux mille actions 2.000

Ici représentée par Monsieur Joseph Van den Boogaerde, prénommé, suivant procuration en date du 10 octobre 1952.

(signé) J. Van den Boogaerde.

6. L'Intertropical Comfina, S. C. R. L. établie à Bruxelles, 66, rue du Commerce, propriétaire de mille actions 1.000

Ici représentée par Monsieur Joseph Van den Boogaerde, prénommé, suivant procuration en date du 9 octobre 1952.

(signé) J. Van den Boogaerde.

7. La Compagnie Cotonnière Congolaise, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 27, rue du Trône, propriétaire de mille actions . . . 1.000

Ici représentée par Monsieur Joseph Van den Boogaerde, prénommé, suivant procuration du neuf octobre 1952.

(signé) J. Van den Boogaerde.

8. La Société Coloniale d'Huilerie et de Raffinage, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 27, rue du Trône, propriétaire de mille actions . 1.000

Ici représentée par Monsieur le Comte Albert de Beauffort, docteur en droit, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, avenue de la Toison d'Or, numéro 68, suivant procuration en date du 9 octobre 1952.

(signé) Cte A. de Beauffort.

9. La Société Textile Africaine, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 71, rue Joseph II, propriétaire de quatre mille six cent cinquante actions 4.650

Ici représentée par Monsieur Henri Moxhon, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Herbert Hoover, numéro 40, suivant procuration en date du 8 octobre 1952.

(signé) H. Moxhon.

10. La Société Anonyme Usines Roos, Geerinckx et De Nayer, établie à Alost, 35, Quai Pierre Cornélis, propriétaire de deux mille huit cent cinquante actions 2.850

Ici représentée par Monsieur Paul Geerinckx, administrateur de sociétés, demeurant à Alost, chaussée de Gand, numéro 50, suivant procuration en date du 8 octobre 1952.

(signé) P. Geerinckx.

11. La Société Coloniale de Textile, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 32, rue Ten Bosch, propriétaire de sept mille cinq cents actions 7.500

Ici représentée par Monsieur Fernand Jonas, docteur en médecine, demeurant à Berlaer, Dorpstraat, suivant procuration en date du 9 octobre 1952.

(signé) F. Jonas.

12. La Compagnie Financière Africaine, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 112, rue du Commerce, propriétaire de deux mille actions 2.000

Ici représentée par Monsieur Georges Moulaert, vice-Gouverneur Général honoraire du Congo belge, demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, numéro 47, suivant procuration du 9 octobre 1952.

(signé) G. Moulaert.

13. La Société en nom collectif Victor Cooreman et Cie, établie à Bruxelles, 6, avenue de l'Astronomie, propriétaire de deux mille sept cent douze actions 2.712

Ici représentée par Monsieur Pierre Van der Meerschen, industriel, demeurant à Uccle, rue de la Primevère, numéro 5, suivant procuration du 9 octobre 1952.

(signé) P. Van der Meerschen.

14. La Compagnie Africaine Cooreman, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 6, avenue de l'Astronomie, propriétaire de quatre mille actions 4.000

Ici représentée par Monsieur Alfred Cruysmans, industriel, demeurant à Uccle, 11, avenue de Foestraets, suivant procuration en date du 9 octobre 1952.

(signé) A. Cruysmans.

15. La Société Victor Cooreman et Co, Incorporated, établie à New-York, 5, N. Y., 96, Wall Street, propriétaire de quatre mille deux cent quatre vingt huit actions 4.288

Ici représentée par Monsieur Alfred Cruysmans, prénommé, suivant procuration en date du 9 octobre 1952.

(signé) A. Cruysmans.

16. La Société Anonyme Manila, établie à Gand, Allée Verte, numéro 263, propriétaire de trois mille actions 3.000

Ici représentée par Monsieur René Lamarche, docteur en droit, demeurant à Saint-Denis-Westrem, Chaussée de Courtrai, numéro 154, suivant procuration en date du 14 octobre 1952.

(signé) R. Lamarche.

17. La Holding Luxembourgeoise « Mahorys », établie à Luxembourg (Grand Duché du Luxembourg), rue Aldringer, numéro 14, propriétaire de mille actions 1.000

Ici représentée par Monsieur René Lamarche prénommé, suivant procuration en date du 9 octobre 1952.

(signé) R. Lamarche.

Ensemble : quarante huit mille actions 48.000

Le Président (signé) J. Van den Boogaerde.

Le Secrétaire (signé) F. Demaret.

Les Scrutateurs (signé) Cte A. de Beauffort; P. Van der Meerschen.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère en date de ce jour.

Bruxelles, le 15 octobre 1952.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 20 octobre 1952, volume 251, folio 69, case 1, deux rôles, sans renvoi. Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i ,signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Présiden..

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 727.

Bruxelles, le 27 octobre 1952.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 octobre 1952.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 octobre 1952.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Vu, le Ministre des Colonies, le 17 novembre 1952.	Mij bekend, de Minister van Koloniën, de 17 November 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Compagnie Industrielle de Diniuniu-Kasai en abrégé « CIDIKA ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

à Diniuniu.

—

AUGMENTATION DE CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent cinquante deux.

Le dix sept octobre.

Devant Maître Jacques RICHIR, notaire à Bruxelles.

En son Etude à Bruxelles, Boulevard de Waterloo, 77.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « COMPAGNIE INDUSTRIELLE DE DINIUNIU-KASAI » en abrégé « CIDIKA », société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Diniuniu-Kasai, Congo Belge, et son siège administratif à Bruges, rue du Vieux Sac, 20, constituée suivant acte reçu par le Notaire Richir soussigné, le huit mars mil neuf cent cinquante et un, autorisée par Arrêté Royal du vingt quatre avril mil neuf cent cinquante et un et publiée aux annexes du Bulletin Officiel du Congo du quinze mai mil neuf cent cinquante et un, page mille quatre vingt quatre.

La séance est ouverte à dix heures sous la présidence de Monsieur Raymond Zwartjes ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Camille Dedeckel, ci-après qualifié.

Messieurs Raymond et Michel Zwartjes remplissent les fonctions de scrutateurs.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants :

1) Monsieur Raymond Zwartjes, industriel, demeurant à Bruges, rue du Vieux Sac 20.

2) Monsieur Michel Zwartjes, industriel, demeurant à Saint-André-lez-Bruges, rue du Sable 461.

3) Madame Irma Vlamynck, épouse contractuellement séparée de biens de Monsieur Raymond Zwartjes, sans profession, demeurant à Bruges, rue du Vieux Sac 20, ici représentée par son dit époux en vertu d'une procuration portant autorisation maritale, qui demeurera ci-annexée.

4) Madame Marie Louise Heylen, épouse contractuellement séparée de biens de Monsieur Michel Zwartjes, sans profession, demeurant à Saint André-lez-Bruges, rue du Sable 461, ici représentée par son dit époux en vertu d'une procuration portant autorisation maritale qui demeurera ci-annexée.

5) Monsieur Armand Micholt, agent de plantations, demeurant à Diniuniu-Kasai (Congo Belge), ici représenté par Monsieur Michel Zwartjes, en vertu d'une procuration sous seing privé qui demeurera ci-annexée.

---

(1) Arrêté royal du 25 novembre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1952. — 1re Partie.

6) Madame Monique Vlamynck, sans profession, veuve de Monsieur César Heinkens, demeurant à Bruges, Sulferbergstraat 32, ici représentée par Monsieur Raymond Zwartjes, en vertu d'une procuration sous seing privé qui demeurera ci-annexée.

7) Monsieur Camille Dedeckel, licencié en Sciences commerciales et financières, demeurant à Bruges, avenue Léopold I, numéro 80.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

a) Augmentation du capital social à concurrence de *un million cinq cent mille francs congolais*, pour le porter de *un million à deux millions cinq cent mille francs congolais*, par la création de mille cinq cents actions de capital nouvelles de mille francs chacune, à souscrire en espèces et à libérer intégralement.

b) Modifications aux statuts.

1) Les articles cinq et six pour les mettre en concordance avec la résolution qui sera prise au sujet de l'augmentation du capital.

2) L'article neuf, pour remplacer les deux premiers alinéas par le texte suivant :

« Article 9. — Les actions sont au porteur. Néanmoins, elles resteront » nominatives jusqu'à leur entière libération ».

3) L'article vingt sept, pour le remplacer par le texte suivant :

« Article 27. — Les convocations pour toute assemblée générale con- » tiennent l'ordre du jour et sont faites par lettres recommandées à la » poste huit jours au moins avant l'assemblée, sans qu'il doive être justi- » fié de cette formalité ».

II. Que les actionnaires présents ou représentés se sont conformés à l'article vingt cinq des statuts pour pouvoir assister à la présente assemblée.

III. Que tous les actionnaires étant présents ou représentés, il n'y a pas lieu de justifier de la convocation à la présente assemblée.

Qu'en conséquence, celle-ci est régulièrement constituée et apte à délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés étant constatés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président fait connaître les motifs qui ont amené les propositions figurant à l'ordre du jour.

Ensuite, après avoir délibéré, l'assemblée prend et vote successivement les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter et augmente effectivement le capital social à concurrence de *un million cinq cent mille francs congolais*, pour le porter de *un million* à *deux millions cinq cent mille francs congolais*, par la création de mille cinq cents actions de capital nouvelles de mille francs

congolais, chacune, à souscrire en espèces et à libérer intégralement, actions du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les anciennes et participant aux résultats sociaux à compter du premier janvier mil neuf cent cinquante trois.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée, délibérant en conformité et en exécution de la résolution qui précède, décide d'émettre et émet effectivement les mille cinq cents actions de capital nouvelles de mille francs congolais chacune, qui viennent d'être créées et, après avoir acté que les actionnaires déclarent renoncer expressément au droit de préférence qui leur est accordé par l'article sept des statuts, décide d'accepter la souscription à ces actions nouvelles par :

1) Monsieur Raymond Zwartjes, préqualifié, mille actions . . 1.000

2) Monsieur Michel Zwartjes, préqualifié cinq cents actions . 500

Total : mille cinq cents actions 1.500

L'assemblée déclare et reconnait que toutes et chacune des mille cinq cents actions qui viennent d'être souscrites ont été libérées intégralement en dehors de la présence du notaire soussigné, par le versement de mille francs congolais par titres et que le montant total de cette libération soit un million cinq cent mille francs congolais, se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide notamment en conséquence des résolutions qui précèdent, de modifier les statuts comme suit :

1) Article 5. — Le texte de cet article est supprimé et remplacé par le texte suivant :

« Article 5. — Le capital social est fixé à deux millions cinq cent mille » francs congolais, représenté par deux mille cinq cents actions de capi- » tal de mille francs congolais chacune ».

2) Article 6. — Le texte de cet article est supprimé et remplacé par le texte suivant :

« Article 6. — Lors de la constitution de la société, le capital social a » été fixé à un million de francs congolais représenté par mille actions de » capital de mille francs congolais chacune, souscrites en numéraire et » libérées à concurrence de septante pour cent.

» Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, » tenue devant le notaire Jacques RICHIR, à Bruxelles, le dix sept octo- » bre mil neuf cent cinquante deux, le capital social a été augmenté à » concurrence de *un million cinq cent mille francs congolais*, par la créa- » tion de mille cinq cents actions de capital de mille francs congolais » chacune, souscrites en numéraire et libérées intégralement ».

3) Article 9. — Les deux premiers alinéas de cet article sont supprimés et remplacés par le texte suivant :

« Article 9. — Les actions sont au porteur. Néanmoins, elles resteront » nominatives jusqu'à leur entière libération ».

4) Article 27. — Le texte de cet article est supprimé et remplacé par le texte suivant :

« Article 27. — Les convocations pour toute assemblée générale con- » tiennent l'ordre du jour et sont faites par lettres recommandées à la » poste huit jours au moins avant l'assemblée sans qu'il doive être justi- » fié de cette formalité ».

Les résolutions qui précèdent ont été prises à l'unanimité des voix des actionnaires présents ou représentés et sous réserve d autorisation par Arrêté Royal.

FRAIS.

L'assemblée déclare et reconnait que le montant des frais, dépenses, rémunérations, et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui seront mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital qui précède, s'élève approximativement à seize mille francs, non compris le droit d'enregistrement dans la Colonie, ni le droit de timbre et le coût de la confection des titres.

Dont procès-verbal.

Dressé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont fait la demande ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré deux rôles un renvoi à Bruxelles A. C. III, le 20 octobre 1952, vol. 604, fol. 23, case 7.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (sé) Tillœuil.

Pour expédition conforme.

(sé) Jacques RICHIR.

Jacques Richir, Notaire à Bruxelles-Brabant.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par Nous : Jean Hubrecht, Président du Tribunal de Première Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Me Richir, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 738.

Bruxelles, le 28 octobre 1952.

(sé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Jean Huybrecht, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 29 octobre 1952.

Le Chef de Bureau (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 29 octobre 1952.

Le Conseiller-adjoint (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 17 novembre 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 17 November 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

« BAMBOLI » — Bamboli Cultuur Maatschappij.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : Berchem-Anvers, Kardinaal Mercierlei, 5.

Registre du commerce :

Anvers n° 19643. Stanleyville n° 1404.

—

Constituée par acte passé devant Maître Maurice Van Zeebroeck, le 1 octobre 1929. Statuts publiés aux Annexes du « Moniteur Belge » du 15 novembre 1929, sous le n° 17.140, et aux Annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1929, page 1497; modifiés par acte passé devant Maître Maurice Van Zeebroeck, le 30 juin 1932, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 18 septembre 1932, sous le n° 12.357, et aux Annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », le 15 octobre 1932; et par acte passé devant Maître Antoine Cols, le 8 avril 1947, publié aux Annexes du « Moniteur Belge » du 26 novembre 1947, sous le n° 20.981, et au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 10 mars 1948.

BILAN AU 30 JUIN 1952

approuvé par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 18 novembre 1952.

ACTIF.

I. *Immobilisé :*			
Plantations, immeubles, machines, matériel, mobilier (y compris réévaluation suivant décret du 6-7-48)		71.829.246,—	
Nouvelles immobilisations		10.899.841,—	
		82.729.087,—	
Amortiss. antérieur . .	34.491.916,—		
Amortissements exercice .	6.390.651,—		
		40.882.567,—	
			41.846.520,—
II. *Réalisable :*			
Produits		17.468.907,—	
Magasin, approvisionnements et marchandises en cours de route		8.415.831,—	
Débiteurs :			
Ordinaires		1.445.814,—	
Sociétés affiliées		8.500.000,—	
Portefeuille		28.069.519,—	
			63.900.071,—
III. *Disponible :*			
Caisses, banques et comptes chèques-postaux			22.899.730,—
IV. *Divers :*			
Comptes à régulariser			208.984,—
V. *Compte d'ordre :*			
Garanties statutaires		mémoire	
Engagements et contrats en cours . .		mémoire	
			mémoire
			128.855.305,—

PASSIF.

I. *Envers la société :*		
Capital représenté par :		
54.000 p. s. sans désignation de valeur nominale : / 26.500 p. f. sans désignation de valeur nominale :	35.000.000,—	
Réserve statutaire	2.574.413,—	
Fonds de réserve extraordinaire . . .	10.000.000,—	
		47.574.413,—
Réévaluation immobilisé		17.822.698,—
II. *Envers des tiers :*		
Emprunt obligataire 1948	8.971.000,—	
Participations — montant à libérer . .	1.462.500,—	
Dividendes à payer	144.712,—	
Créditeurs divers	16.780.950,—	
		27.359.162,—
III. *Divers :*		
Provision pour impôts et comptes à régulariser . . .		11.002.745,—
IV. *Compte d'ordre :*		
Titulaires de garanties statutaires . .	mémoire	
Engagements et contrats en cours . .	mémoire	
		mémoire
V. *Comptes de profits et pertes :*		
Bénéfice net de l'exercice		25.096.287,—
		128.855.305,—

Compte de profits et pertes au 30 juin 1952.

DEBIT.

Frais généraux (solde non imputé) . .	722.981,—	
Frais financiers	579.572,—	
Amortissements	6.390.651,—	
Provision pour impôts	6.638.703,—	
Bénéfice net de l'exercice	25.096.287,—	
		39.428.194,—

CREDIT.

Revenus financiers	97.228,—	
Revenus du portefeuille	7.000,—	
Revenus divers	78.047,—	
Exploitation (bénéfice brut de l'exercice)	39.245.919,—	
		39.428.194,—

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 18-11-52.

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée approuve le rapport, le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1951-52, tels qu'ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration et approuvés par le Collège des Commissaires. Elle ratifie également la proposition du Conseil de répartir le bénéfice comme suit :

Réserve statutaire pour la porter à 10 % du capital . .	925.587,—
Réserve extraordinaire	10.000.000,—
Premier dividende de frs. 30 aux 54.000 parts sociales .	1.620.000,—
Allocations statutaires	1.724.096 —
Deuxième dividende de frs. 108,55 aux 54.000 parts sociales	5.861.928,—
Dividende de frs. 147,47 aux 26.500 parts de fondateur .	3.907.952,—
Report à nouveau	1.056.724,—
	25.096.287,—

Les coupons n° 22 des parts sociales et n° 3 des parts de fondateur seront payables à partir du 1er décembre 1952.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires de leur gestion jusqu'au 30 juin 1952.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée nomme Monsieur Henri BREMS comme administrateur, pour achever le mandat devenu vacant par le décès de M. Ringoet, et appelle Monsieur Constant ENGELS aux fonctions d'administrateur.

Ces mandats prendront fin immédiatement après l'assemblée générale de 1957.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Situation du capital social au 30 juin 1952.

Le capital social, qui s'élève à 35.000.000,— frs., est entièrement libéré.

Composition du Conseil d'Administration.

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 9, avenue des Capucines, Bruxelles III, Président.

M. Octave Engels, administrateur de sociétés, 3, Jan van Rijswijckl., Anvers, Vice-Président.

M. Joseph Gevaert, industriel, 503, East 55th., New-York 22, N. Y., administrateur.

M. Pierre Miny, administrateur de sociétés, 39, rue J. B. Meunier, Ixelles (Bruxelles), administrateur.

M. le baron Camille de Jacquier de Rosée, administrateur de sociétés, 23, rue Belliard, Bruxelles, administrateur.

M. Léo-Gérard Van de Steen, administrateur de sociétés, 70, Bisschopstraat, Anvers, administrateur.

Composition du Collège des Commissaires.

M. Louis Uytdenhoef, expert-comptable, 22, Place Armand Steurs, Bruxelles, commissaire.

M. Cyriel Van Thillo, administrateur de sociétés, 111, Mechelsesteenweg, Anvers, commissaire.

M. Edmond Verfaillie, administrateur de sociétés, 26, avenue Albert Elisabeth, Bruxelles, commissaire.

Anvers, le 18 novembre 1952.

Certifié conforme.

BAMBOLI CULTUUR MAATSCHAPPIJ.

(sé) O. ENGELS. (sé) G. LESCORNEZ.

Kopij.

Geregistreerd te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten) de een en twintigste November 1900 twee en vijftig, boekdeel 230, blad 56, vak 10, twee blad geen verzending.

Ontvangen 40 frank.

De Ontvanger (get.) Coeck.

« BAMBOLI » — Bamboli Cultuur Maatschappij.

Kongolese Aandelenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid

Maatschappelijke zetel : Stanleystad (Belgisch Kongo).

Administratieve zetel : Berchem-Antwerpen, Kard. Mercierlei, 5.

Handelsregister :

Antwerpen nr 19.643. Stanleystad nr 1.404.

—

Opgericht bij akte verleden vóór Mter Maurice Van Zeebroeck, in dato van 1 October 1929. Statuten verschenen in het bijvoegsel van het « Belgisch Staatsblad » van 15 November 1929 onder nr 17.140, en in de bijlagen van het « Ambtelijk Blad van Belgisch Kongo » in dato van 15 December 1929, blz. 1497; gewijzigd ingevolge akte verleden vóór Mter Maurice Van Zeebroeck op 30 Juni 1932, verschenen in het bijvoegsel van het « Belgisch Staatsblad » van 18 September 1932, onder nr 12.357 en in het « Ambtelijk Blad van Belgisch Kongo » den 15 October 1932; ingevolge akte verleden vóór Mter Antoine Cols op 9 April 1947, verschenen in het bijvoegsel van het « Belgisch Staatsblad » van 26 November 1947, onder nr 20.981, en in het Bestuursblad van Belgisch Kongo van 10 Maart 1948.

BALANS PER 30 JUNI 1952.

Goedgekeurd door de Algemene Vergadering der aandeelhouders van 18 November 1952.

ACTIVA.

I. — *Vastliggend :*			
Plantages, gebouwen, machines, materieel, meubelen (inbegrepen reëvaluatie volgens decreet van 6-7-48)		71.829.246,—	
Nieuwe instellingen		10.899.841,—	
		82.729.087,—	
Afschrijving vorige jaren	34.491.916,—		
Afschrijving boekjaar .	6.390.651,—		
		40.882.567,—	
			41.846.520,—
II. — *Te verwezenlijken :*			
Produkten		17.468.907,—	
Magazijn, goederen in voorraad en vlottend		8.415.831,—	
Debiteuren :			
Gewone		1.445.814,—	
Filialen		8.500.000,—	
Portefeuille		28.069.519,—	
			63.900.071,—

III. — *Beschikbaar :*

Kassen, banken en postrekeningen		22.899.730,—

IV. — *Diversen :*

Te regelen rekeningen		208.984,—

V. — *Orderekeningen :*

Statutaire waarborgen	memorie	
Verbintenissen en contracten in uitvoering	memorie	
		memorie
		128.855.305,—

PASSIVA.

I. — *Tegenover de vennootschap :*

Kapitaal vertegenwoordigd door :

54.000 m. a. zonder aanduiding van nom. waarde		
26.500 op. a. zonder aanduiding van nom. waarde	35.000.000,—	
Statutaire reserve	2.574.413,—	
Bijzonder reservefonds	10.000.000,—	
		47.574.413,—
Meerwaarde door reëvaluatie		17.822.698,—

II. — *Tegenover derden :*

Obligatielening 1948	8.971.000,—	
Nog te storten op participaties . . .	1.462.500,—	
Te betalen dividenden	144.712,—	
Diverse crediteuren	16.780.950,—	
		27.359.162,—

III. — *Diversen :*

Provisie voor belastingen en te regelen rekeningen . .	11.002.745,—

IV. — *Orderekeningen :*

Neerleggers van statutaire waarborgen .	memorie	
Verbintenissen en contracten in uitvoering	memorie	
		memorie

V. — *Winst- en verliesrekening :*

Netto-winst van het boekjaar	25.096.287,—
	128.855.305,—

Winst- en verliesrekening per 30 Juni 1952.

DEBET.

Algemene onkosten (niet geïmputeerd saldo) . . .	722.981,—
Financiële lasten	579.572,—
Afschrijving	6.390.651,—
Provisie voor belastingen	6.638.703,—
Netto winst van het boekjaar	25.096.287,—
	39.428.194,—

CREDIT.

Financiële baten	97.228,—
Inkomsten uit portefeuille	7.000,—
Diverse inkomsten	78.047,—
Exploitatierekening (bruto bedrijfswinst boekjaar) . .	39.245.919,—
	39.428.194,—

Uittreksel uit het proces-verbaal van de gewone algemene vergadering der aandeelhouders, gehouden in dato van 18 November 1952.

EERSTE BESLISSING.

De vergadering hecht haar goedkeuring aan het verslag, de balans en de winst- en verliesrekening over het boekjaar 1951/52, afgesloten door de Raad van Beheer en goedgekeurd door het College van Commissarissen. Terzelfdertijd keurt zij het voorstel van de Raad van beheer goed, het winstsaldo te verdelen als volgt :

Statutaire reserve om ze te brengen op 10 % van het kapitaal	925.587,—
Bijzonder reservefonds	10.000.000,—
Eerste dividend van 30 fr. aan de 54.000 maatsch. aandelen	1.620.000,—
Statutaire vergoedingen	1.724.096,—
Tweede dividend van 108,55 fr. aan de 54.000 maatschappelijke aandelen	5.861.928,—
Dividend van 147,47 fr. aan de 26.500 oprichtersaandelen .	3.907.952,—
Op nieuwe rekening	1.056.724,—
	25.096.287,—

Koepons nr 22 van de maatschappelijke aandelen en nr 3 van de oprichtersaandelen zullen betaalbaar gesteld worden van 1 December 1952 af.

Deze beslissing wordt aangenomen met algemene stemmen.

TWEEDE BESLISSING.

Door bijzondere stemming verleent de vergadering décharge aan de heren beheerders en commissarissen voor hun mandaat tot op 30 Juni 1952.

Deze beslissing wordt aangenomen met algemene stemmen.

DERDE BESLISSING.

De vergadering benoemt de heer Henri BREMS, als beheerder, om het mandaat dat door het overlijden van de heer Ringoet vacant geworden is, te voleinden, en stelt de heer Constant ENGELS aan tot beheerder.

Deze mandaten nemen een einde onmiddellijk na de algemene vergadering van 1957.

Deze beslissing wordt aangenomen met algemene stemmen.

Toestand van het maatschappelijk kapitaal op 30 Juni 1952.

Het maatschappelijk kapitaal, zijnde fr. 35.000.000,— is volgestort.

Samenstelling van de Raad van Beheer.

De heer Georges Lescornez, beheerder van vennootschappen, avenue des Capucines, 9, Brussel III, Voorzitter.

De heer Octave Engels, beheerder van vennootschappen, 3, Jan van Rijswijcklaan, Antwerpen, Onder-Voorzitter.

De heer Jozef Gevaert, nijveraar, 503 East 55th. New-York, N. Y., 22, Beheerder.

De heer Pierre Miny, beheerder van vennootschappen, J. B. Meunierstraat, 39, Brussel (Elsene), Beheerder.

De heer Baron Camille de Jacquier de Rosée, beheerder van vennootschappen, Belliardstraat, 23, Brussel, Beheerder.

De heer Leo-Gerard Van de Steen, beheerder van vennootschappen, 70, Bisschopstraat, Antwerpen, Beheerder.

Samenstelling van het College van Commissarissen.

De heer Louis Uytdenhoef, expert-boekhouder, Place Armand Steurs, 22, Brussel, Commissaris.

De heer Cyriel Van Thillo, beheerder van vennootschappen, Mechelsesteenweg, 111, Antwerpen, Commissaris.

De heer Edmond Verfaillie, beheerder van vennootschappen, Albert Elisabethlaan, 26, Brussel, Commissaris.

Antwerpen, de 13 November 1952.

Eensluidend verklaard.

BAMBOLI CULTUUR MAATSCHAPPIJ.

(get.) O. ENGELS. (get.) G. LESCORNEZ.

Kopij.

Geregistreerd te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten) de een en twintigste November 1900 twee en vijftig, boekdeel 230, blad 56, vak 10, twee blad geen verzending.

Ontvangen 40 frank.

De Ontvanger (get.) Coeck.

Union Minière du Haut-Katanga.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent cinquante deux, le trente octobre, à dix heures trente.

En l'Hôtel de la Société Générale de Belgique à Bruxelles, rue Montagne du Parc, numéro 3.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de l'Union Minière du Haut-Katanga, société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Elisabethville (Congo belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue Montagne du Parc, numéro 6, soumise aux lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo belge; la dite société constituée par décret du Roi Souverain de l'Etat Indépendant du Congo belge, du vingt huit octobre mil neuf cent six, publié au Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo du mois de novembre mil neuf cent six et dont les statuts actuels ont été arrêtés suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le huit avril mil neuf cent trente sept, publié après approbation par arrêté royal en date du douze avril mil neuf cent trente sept, aux annexes au Bulletin Officiel du Congo belge en date du quinze avril mil neuf cent trente sept et à l'annexe au Moniteur belge du vingt trois avril mil neuf cent trente sept, numéro 5554 et modifiés suivant actes reçus par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, soussigné.

1. Le vingt trois avril mil neuf cent quarante cinq, publié après approbation, aux annexes du Bulletin Officiel du Congo belge, du quinze août

(1) Arrêté royal du 29 novembre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1952. — 1re Partie.

mil neuf cent quarante cinq et à l'annexe au Moniteur belge des quatorze/quinze mai mil neuf cent quarante cinq, numéro 6185.

2. Le dix décembre mil neuf cent quarante six, publié après approbation à l'annexe au Moniteur belge du dix neuf avril mil neuf cent quarante sept, numéro 6678.

3. Le quatre décembre mil neuf cent quarante sept, publié, après approbation, à l'annexe au Moniteur belge du sept février mil neuf cent quarante huit, numéro 2163, et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze janvier mil neuf cent quarante huit.

4. Le douze juillet mil neuf cent quarante huit, publié à l'annexe au Moniteur belge du premier septembre mil neuf cent quarante huit, numéro 17885 et au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze septembre mil neuf cent quarante huit.

5. Et le vingt trois juin mil neuf cent quarante neuf, publié à l'annexe au Moniteur belge du vingt cinq/vingt six juillet mil neuf cent quarante neuf, numéro 16287 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze septembre mil neuf cent quarante neuf.

L'assemblée se compose des actionnaires, des porteurs d'obligations et des porteurs de certificats à droit de vote dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre de parts sociales, obligations et de voix attachés aux certificats dont chacun d'eux se déclare propriétaire sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente et un des statuts, le bureau se compose des membres du conseil d'administration ci-après :

Messieurs Gaston Blaise, Gouverneur honoraire de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, avenue Général de Gaulle, numéro 47, Président; Firmin Van Brée, ingénieur des constructions civiles, demeurant à Bruxelles, rue Chair et Pain, numéro 5, Président honoraire; Aimé Marthoz, ingénieur civil, demeurant à Schaerbeek, square Vergote, numéro 43, administrateur-délégué; Richard Terwagne, ingénieur civil des mines, demeurant à Uccle, avenue Molière, numéro 276, administrateur-directeur; Henri Buttgenbach, ingénieur des mines, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 182, administrateur, et Ary Guillaume, vice-Président du Comité Spécial du Katanga, demeurant à Auderghem, boulevard du Souverain, numéro 402, administrateur.

L'assemblée est présidée par Monsieur Gaston Blaise, préqualifié, Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Désiré Van Bleyenberghe, directeur de l'Union Minière du Haut-Katanga, demeurant à Uccle, avenue Henri Pirenne, numéro 25 et comme scrutateurs Messieurs Ary Guillaume prénommé et John-Frederick Greaves, chartered accoutant, demeurant à Bruxelles, rue de la Chancellerie, numéro 14.

Assistent également à l'assemblée :

Messieurs le Comte Robert Capelle, docteur en droit, demeurant à La Bruyère, par Meux; Maurice Robert, ingénieur-géologue, demeurant à Ixelles, avenue Molière, numéro 210, commissaires, et Monsieur Georges Verriest, Inspecteur royal des Colonies, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, rue Capouillet, numéro 8, en sa qualité de délégué du Comité Spécial du Katanga auprès de la société.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale a pour ordre du jour :

1. Constatation que la monnaie en laquelle est défini le montant du capital social est le franc congolais.

2. Augmentation du capital social, sans création de titres nouveaux, à concurrence de deux milliards de francs, pour le porter de trois à cinq milliards de francs, par incorporation :

a) d'une somme de un milliard de francs prélevée sur le fonds spécial de réserve et de prévision.

b) du fonds spécial de renouvellement, s'élevant à un milliard de francs.

3. Modifications aux statuts :

a) remplacer l'article deux actuel par un article deux nouveau, libellé comme suit :

« Le siège social est établi à Elisabethville (Congo belge).

» Un siège administratif est établi à Bruxelles, rue Montagne du Parc, » numéro 6; il peut être transféré par décision du conseil d'administra- » tion en tout autre lieu situé en Belgique, au Congo belge ou à l'étranger.

» Tout changement du lieu du siège administratif est publié, par les » soins du conseil d'administration, à l'annexe au Bulletin Officiel du » Congo belge ou du Bulletin Administratif du Congo belge ».

b) remplacer l'article cinq actuel par un article cinq nouveau, libellé comme suit :

« Le capital social, fixé à cinq milliards de francs congolais, est repré- » senté par un million deux cent quarante deux mille parts sociales sans » mention de valeur nominale, donnant droit chacune à un/un million » deux cent quarante deux millième de l'avoir social et jouissant des » droits et avantages définis par les présents statuts ».

c) insérer dans l'article dix neuf un nouvel alinéa deuxième, libellé comme suit :

« Il peut constituer un Comité Permanent de Direction, auquel il peut » déléguer tels pouvoirs qu'il juge convenir ».

d) remplacer le premier alinéa de l'article vingt sept par un premier alinéa nouveau, libellé comme suit :

« Une assemblée générale ordinaire se réunit chaque année, au lieu du » siège administratif, le quatrième jeudi de juin à dix heures et demie, » au local indiqué dans la convocation ».

e) remplacer dans le texte de l'article trente sept, deuxième alinéa, le mot « francs » par les mots « francs congolais ».

f) remplacer l'article trente huit actuel par un article trente huit nouveau, libellé comme suit :

« Le conseil d'administration peut décider qu'il sera payé des acomptes » sur la répartition du bénéfice net prévue par l'article trente sept des » statuts. Il fixe le montant et la date de paiement de ces acomptes ».

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites dans les journaux suivants :

Le Moniteur belge, numéros du onze et du vingt/vingt et un octobre mil neuf cent cinquante deux.

L'Echo de la Bourse, numéros du dix/onze et du vingt et un octobre mil neuf cent cinquante deux.

Le Courrier de la Bourse et de la Banque, numéro du dix/onze et du vingt et un octobre mil neuf cent cinquante deux.

Ces journaux publiés à Bruxelles.

The Financial Times, numéros du onze et du vingt et un octobre mil neuf cent cinquante deux.

The Times, numéros du onze et du vingt et un octobre mil neuf cent cinquante deux.

Ces journaux publiés à Londres.

Qu'en outre, les actionnaires en nom et les propriétaires d'obligations nominatives jouissant d'un droit de vote ont été convoqués par lettre missive, leur adressée huit jours au moins avant l'assemblée.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires, les porteurs d'obligations nominatives, jouissant d'un droit de vote et les titulaires de certificats nominatifs à droit de vote, présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions des articles trente et trente et un des statuts.

IV. Que sur un million deux cent quarante deux mille parts sociales, les deux cent mille obligations nominatives jouissant d'un même droit de vote et les certificats nominatifs à droit de vote, inscrits pour quatre cent quatorze mille voix, la présente assemblée réunit cinq cent quatre vingt six mille six cent cinquante cinq parts sociales, les deux cent mille obligations nominatives à droit de vote et trois certificats nominatifs donnant droit ensemble à quatre cent quatorze mille voix, soit plus de la moitié des voix attachées à la totalité des titres émis.

Qu'en vertu de l'article vingt neuf des statuts chaque part sociale et chaque obligation donnent droit à une voix et chaque certificat donne droit au nombre de voix qui y est inscrit.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après que Monsieur le Président, au nom du conseil d'administration, eut fait connaître que le Comité Spécial du Katanga a donné son approbation aux propositions contenues dans l'ordre du jour, l'assemblée prend les résolutions suivantes, sous réserve d'autorisation par arrêté royal, là où il y a lieu.

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée constate que la monnaie en laquelle le capital est exprimé est le franc congolais et décide de modifier en conséquence le texte de l'article cinq des statuts.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social, sans création de titres nouveaux, à concurrence de deux milliards de francs, pour le porter de trois à cinq milliards de francs, par incorporation :

a) d'une somme de un milliard de francs prélevée sur le fonds spécial de réserve et de prévision;

b) du fonds spécial de renouvellement, s'élevant à un milliard de francs.

Le montant des frais, dépenses, rémnuérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la dite augmentation de capital, s'élève à deux cent trente mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Le texte de l'article deux est remplacé par le texte suivant :

« Le siège social est établi à Elisabethville, (Congo belge).

» Un siège administratif est établi à Bruxelles, rue Montagne du Parc, » numéro 6; il peut être transféré par décision du conseil d'administra- » tion en tout autre lieu situé en Belgique, au Congo belge ou à l'étran- » ger.

» Tout changement du lieu du siège administratif est publié par les » soins du conseil d'administration à l'annexe au « Bulletin Officiel du » Congo belge » ou du « Bulletin Administratif du Congo belge ».

Le texte de l'article cinq est remplacé par le texte suivant :

« Le capital social, fixé à cinq milliards de francs congolais, est repré- » senté par un million deux cent quarante deux mille parts sociales, sans » mention de valeur nominale, donnant droit chacune à un/un million » deux cent quarante deux millième de l'avoir social et jouissant des » droits et avantages définis par les présents statuts ».

Le texte de l'article dix neuf est complété par l'insertion d'un nouvel alinéa deuxième, libellé comme suit :

« Il peut constituer un Comité permanent de Direction, auquel il peut » déléguer tels pouvoirs qu'il juge convenir ».

Le texte du premier alinéa de l'article vingt sept est remplacé par le texte suivant :

« Une assemblée générale ordinaire se réunit chaque année au lieu du » siège administratif, le quatrième jeudi de juin, à dix heures et demie, » au local indiqué dans la convocation ».

Dans le texte de l'article trente sept, deuxième alinéa, le mot « francs » est deux fois remplacé par les mots « francs congolais ».

Le texte de l'article trente huit est remplacé par le texte suivant :

« Le conseil d'administration peut décider qu'il sera payé des acomptes » sur la répartition du bénéfice net prévu par l'article trente sept des » statuts. Il fixe le montant et la date de paiement de ces acomptes ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à dix heures cinquante minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, Notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 4 novembre 1952, volume 1387, folio 16, case 8, quatre rôles, quatre renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

ANNEXE.

UNION MINIERE DU HAUT-KATANGA.

Assemblée générale extraordinaire du 30 octobre 1952.

LISTE DE PRESENCE.

1. Comité Spécial du Katanga, établi à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, propriétaire de trois cent quinze mille six cent septante cinq parts sociales de nonante neuf mille nonante trois obligations et d'un certificat nominatif donnant droit à deux cent quarante huit mille quatre cents voix, ci	315.675	99.093	248.400
Représenté par Monsieur Ary Guillaume, Vice-Président du Comité Spécial du Katanga, demeurant à Auderghem, 402, boulevard du Souverain, suivant procuration du vingt et un octobre dernier.			
(signé) A. Guillaume.			

2. Tanganyika Concessions Ltd., société par actions établie à Londres, 95, Gresham Street, propriétaire de cent septante neuf mille sept cent soixante parts sociales, de soixante et un mille trois cent quatre vingt quatre obligations et d'un certificat nominatif donnant droit à cent trente quatre mille seize voix . . .	179.760	61.384	134.016
Représentée par Monsieur John Frederick Greaves, chatered accountant, demeurant à Bruxelles, 14, rue de la Chancellerie, suivant procuration du vingt octobre dernier.			
(signé) J. F. Greaves.			
3. Société Générale de Belgique, société anonyme établie à Bruxelles, 3, rue Montagne du Parc, propriétaire de cinquante six mille cinq cents parts sociales, de trente neuf mille cinq cent vingt trois obligations et d'un certificat nominatif donnant droit à trente et un mille cinq cent quatre vingt quatre voix . . .	56.500	39.523	31.584
Représentée par Monsieur Gaston Blaise, Gouverneur Honoraire de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, 47, avenue Général de Gaulle, suivant procuration du vingt deux octobre dernier.			
(signé) G. Blaise.			
4. Compagnie du Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 13, rue Bréderode, propriétaire de dix huit mille cinq cents parts sociales	18.500		
Représentée par Monsieur Firmin Van Brée, ingénieur des constructions civiles, demeurant à Bruxelles, 5, rue Chair et Pain, suivant procuration du vingt octobre dernier.			
(signé) F. Van Brée.			
5. Monsieur Gaston Blaise prénommé, propriétaire de trois cents parts sociales . . .	300		
(signé) G. Blaise.			
6. Monsieur Aimé Marthoz, ingénieur civil, demeurant à Schaerbeek, 43, Square Vergote, propriétaire de cinquante parts sociales . .	50		
(signé) A. Marthoz.			
7. Monsieur Richard Terwagne, ingénieur civil des Mines, demeurant à Uccle, 276, avenue Molière, propriétaire de cinquante parts sociales	50		
(signé) R. Terwagne.			

8. Monsieur Henri Buttgenbach, ingénieur des Mines, demeurant à Bruxelles, 182, avenue Franklin Roosevelt, propriétaire de cinquante parts sociales 50

(signé) H. Buttgenbach.

9. Monsieur le Comte Robert Capelle, docteur en droit, demeurant à La Bruyère, (par Meux), propriétaire de vingt cinq parts sociales 25

(signé) Cte R. Capelle.

10. Electrorail, compagnies réunies d'Electricité et de Transports, société anonyme établie à Bruxelles, 33, rue du Congrès, propriétaire de trois mille six cent trente parts sociales 3.630

Représentée par Monsieur Firmin Van Brée prénommé, suivant procuration du vingt et un octobre dernier.

(signé) F. Van Brée.

11. Société Congolaise de la Vieille Montagne, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Angleur, propriétaire de trois mille parts sociales 3.000

Représentée par Monsieur Gaston Blaise prénommé, suivant procuration du vingt octobre dernier.

(signé) G. Blaise.

12. Société Immobilière au Kivu, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 80, rue de la Loi, propriétaire de deux cents parts sociales 200

Représentée par Monsieur Firmin Van Brée prénommé, suivant procuration du vingt octobre dernier.

(signé) F. Van Brée.

13. Compagnie du Chemin de Fer du Nord, société anonyme française, établie à Paris, 27, avenue Bosquet, propriétaire de quinze cent cinquante et une parts sociales 1.551

Représentée par Monsieur Firmin Van Brée prénommé, suivant procuration du vingt quatre octobre dernier.

(signé) F. Van Brée.

14. Civie, société anonyme établie à Luxembourg, 33, Boulevard Royal, propriétaire de cinq cents parts sociales 500

Représentée par Monsieur Jean Degroof, banquier, demeurant à Bruxelles, 18, rue Guimard, suivant procuration du vingt octobre dernier.

(signé) J. Degroof.

15. Compreva, société anonyme établie à Luxembourg, 33, Boulevard Royal, propriétaire de deux cent septante cinq parts sociales . . 275

Représentée par Monsieur Jean Degroof prénommé suivant procuration du vingt octobre dernier.

(signé) J. Degroof.

16. Etablissements Edpar, société anonyme, établie à Vaduz (Lichtenstein), propriétaire de quatre mille deux cent nonante et une parts sociales 4.291

Représentée par Monsieur Jean Degroof prénommé, suivant procuration du seize octobre dernier.

(signé) J. Degroof.

17. Mareban, société anonyme établie à Luxembourg, 33, Boulevard Royal, propriétaire de septante parts sociales 70

Représentée par Monsieur Jean Degroof prénommé, suivant procuration du vingt octobre dernier.

(signé) J. Degroof.

18. Phasa Corporation Inc. Société anonyme établie à Panama, 16-A, rue Avenida Central, propriétaire de six cent soixante deux parts sociales 662

Représentée par Monsieur Jean Degroof prénommé, suivant procuration du vingt octobre dernier.

(signé) J. Degroof.

19. Finapart, société de financement et de participation, société anonyme établie à Luxembourg, 33, Boulevard Royal, propriétaire de mille parts sociales 1.000

Représentée par Monsieur Jean Degroof prénommé, suivant procuration du vingt deux octobre dernier.

(signé) J. Degroof.

20. Monsieur Jean Degroof prénommé, propriétaire de cinquante parts sociales . . . 50

(signé) J. Degroof.

21. Monsieur Charles de Launois, ingénieur, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 33, avenue Slegers, propriétaire de huit parts sociales 8

(signé) C. de Launois.

22. Monsieur Albert Dumont, rentier, demeurant à Bruxelles, 217b, rue de la Loi, propriétaire de une part sociale 1

(signé) A. Dumont.

23. Monsieur Charles Hayoit, industriel, demeurant à Bruxelles, 21, avenue Marnix, propriétaire de cent septante cinq parts sociales . 175

Représenté par Monsieur Emile Hayoit, industriel, demeurant à Bruxelles, 21, avenue Marnix, suivant procuration du vingt octobre dernier.

(signé) E. Hayoit.

24. Monsieur Emile Hayoit, industriel, demeurant à Bruxelles, 21, avenue Marnix, propriétaire de cent septante cinq parts sociales . 175

(signé) E. Hayoit.

25. Monsieur Marcel Henrion, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 25, rue Newton, propriétaire de une part sociale 1

(signé) M. Henrion.

26. Monsieur Adelin Laloux, agent de change, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 109, avenue du Couronnement, propriétaire de deux parts sociales 2

(signé) A. Laloux.

27. Monsieur Léon le Jeune d'Allegeershecque, docteur en droit, demeurant à Anvers, 40, rue Mertens et Torfs, propriétaire de deux parts sociales 2

(signé) le Jeune d'Allegeershecque.

28. Monsieur Ivan Leroy, agent de change, demeurant à Bruxelles, 42, rue de Ligne, propriétaire de une part sociale 1

(signé) J. Leroy.

29. Monsieur Michel Tocy, officier retraité, demeurant à Bruxelles, 64, avenue Emile Duray, propriétaire de une part sociale . . . 1

(signé) M. Tocy.

30. Monsieur Emile Vanaerde-Hugot, propriétaire, demeurant à Ronchin (France), 22, avenue Jean Jaurès, propriétaire de cent cinquante parts sociales 150

(signé) E. Vanaerde-Hugo.

Totaux : cinq cent quatre vingt six mille six cent cinquante cinq parts sociales, deux cent mille obligations et des certificats nominatifs donnant droit à quatre cent quatorze mille voix 586.655 200.000 414.000

Le Président (signé) G. Blaise.

Le Secrétaire (signé) D. Van Bleyenberghe.

Les Scrutateurs (signé) A. Guillaume; J. F. Greaves.

Les Membres du bureau (signé) F. Van Brée; A. Marthoz; R. Terwagne; H. Buttgenbach.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère, en date de ce jour.

Bruxelles, le 30 octobre 1952.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 4 novembre 1952, volume 251, folio 71, case 18, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1re Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1re Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 820.

Bruxelles, le 8 novembre 1952.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 10 novembre 1952.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 12 novembre 1952.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,	Mij bekend,
le Ministre des Colonies.	de Minister van Koloniën.
le 22 novembre 1952.	de 22 November 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

LOTERIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 16me TRANCHE 1952.

VENDREDI 14 NOVEMBRE 1952.

Les billets dont le numéro se termine par	gagnent	Les billets dont le numéro se termine par	gagnent
10110	100.000 fr.	51906	100.000 fr.
68030	20.000 fr.	8906	5.000 fr.
371040	1.000.000 fr.	2526	2.500 fr.
290340	1.000.000 fr.—	7936	10.000 fr.
4850	5.000 fr.	26346	20.000 fr.
7590	2.500 fr.	2076	2.500 fr.
		94086	20.000 fr.
		03486	20.000 fr.
28201	20.000 fr.	5686	5.000 fr.
95411	40.000 fr.		
23491	20.000 fr.		
		5607	5.000 fr.
		0547	5.000 fr.
07922	20.000 fr.	18057	40.000 fr.
542	1.000 fr.	35567	40.000 fr.
1542	2.500 fr.	7197	10.000 fr.
1772	2.500 fr.		
443	1.000 fr.	8	200 fr.
93563	40.000 fr.	84528	20.000 fr.
73	500 fr.	2838	5.000 fr.
		3078	5.000 fr.
		61688	20.000 fr.
4264	2.500 fr.		
89984	20.000 fr.		
83794	100.000 fr.		
		72429	20.000 fr.
		7429	2.500 fr.
10805	20.000 fr.	0639	5.000 fr.
21245	20.000 fr.	2939	2.500 fr.
35075	100.000 fr.	47659	20.000 fr.
64475	100.000 fr.	388679	2.500.000 fr.
99695	20.000 fr.	87789	40.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 16e SCHIJF 1952.

VRIJDAG 14 NOVEMBER 1952.

De biljetten waarvan de nummer eindigt op	winnen	De biljetten waarvan de nummer eindigt op	winnen
10110	100.000 fr.	51906	100.000 fr.
68030	20.000 fr.	8906	5.000 fr.
371040	1.000.000 fr.	2526	2.500 fr.
290340	1.000.000 fr.—	7936	10.000 fr.
4850	5.000 fr.	26346	20.000 fr.
7590	2.500 fr.	2076	2.500 fr.
		94086	20.000 fr.
		03486	20.000 fr.
28201	20.000 fr.	5686	5.000 fr.
95411	40.000 fr.		
23491	20.000 fr.		
		5607	5.000 fr.
		0547	5.000 fr.
07922	20.000 fr.	18057	40.000 fr.
542	1.000 fr.	35567	40.000 fr.
1542	2.500 fr.	7197	10.000 fr.
1772	2.500 fr.		
443	1.000 fr.	8	200 fr.
93563	40.000 fr.	84528	20.000 fr.
73	500 fr.	2838	5.000 fr.
		3078	5.000 fr.
		61688	20.000 fr.
4264	2.500 fr.		
89984	20.000 fr.		
83794	100.000 fr.		
		72429	20.000 fr.
		7429	2.500 fr.
10805	20.000 fr.	0539	5.000 fr.
21245	20.000 fr.	2939	2.500 fr.
35075	100.000 fr.	47659	20.000 fr.
64475	100.000 fr.	388679	2.500.000 fr.
99695	20.000 fr.	87789	40.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend aan het overeenstemmend geheel biljet.

Imprimerie Clarence Denis — 289, Chaussée de Mons, Bruxelles.